

3 1761 11650234 5



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761116502345>



Second Session
Thirty-third Parliament, 1986-87-88

SENATE OF CANADA

*Proceedings of the Standing
Senate Committee on*

Agriculture and Forestry

Chairman:
The Honourable DANIEL HAYS

Tuesday, April 26, 1988

Issue No. 22

First and Complete proceedings on:

Consideration of matters relating to the Committee
pursuant to the Order adopted by the Senate
on March 19, 1987

WITNESS:
(See back cover)

Deuxième session de la
trente-troisième législature, 1986-1987-1988

SÉNAT DU CANADA

*Délibérations du Comité
sénatorial permanent de*

l'Agriculture et des forêts

Président:
L'honorable DANIEL HAYS

Le mardi 26 avril 1988

Fascicule n° 22

Premier et seul fascicule concernant:

Étude de questions ayant trait aux travaux du Comité
conformément à l'Ordre adopté par le Sénat
le 19 mars 1987

TÉMOIN:
(Voir à l'endos)

STANDING SENATE COMMITTEE ON
AGRICULTURE AND FORESTRY

The Honourable Daniel Hays, *Chairman*

The Honourable E. W. Barootes, *Deputy Chairman*

and

The Honourable Senators:

Argue	*Murray
Barootes	(or Doody)
Bielish	Olson
Fairbairn	Riel
Hays	Rossiter
*MacEachen	Sherwood
(or Frith)	Sparrow
Marchand	Spivak

**Ex Officio Members*

(Quorum 4)

Changes in the Membership of the Committee:

Pursuant to Rule 66(4), membership of the Committee was amended as follows:

The name of the Honourable Senator Phillips for that of the Honourable Senator Sherwood. (*April 26, 1988*).

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DE
L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS

Président: L'honorable Daniel Hays

Vice-président: L'honorable E. W. Barootes

et

Les honorables sénateurs:

Argue	*Murray
Barootes	(ou Doody)
Bielish	Olson
Fairbairn	Riel
Hays	Rossiter
*MacEachen	Sherwood
(ou Frith)	Sparrow
Marchand	Spivak

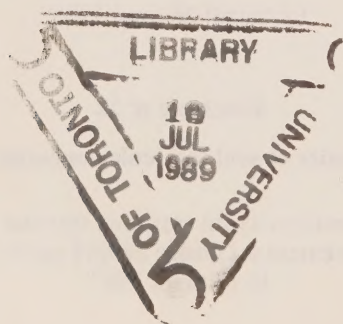
**Membres d'office*

(Quorum 4)

Modifications de la composition du comité:

Conformément à l'article 66(4) du Règlement, la liste des membres du comité est modifiée, ainsi qu'il suit:

Le nom de l'honorable sénateur Phillips substitué à celui de l'honorable sénateur Sherwood. (*le 26 avril 1988*).



ORDER OF REFERENCE

Extract from the Minutes of Proceedings of the Senate,
Thursday, March 19, 1987:

“With leave of the Senate,

The Honourable Senator Hays moved, seconded by the
Honourable Senator Marchand, P.C.:

That, for the duration of the present session, the Stand-
ing Senate Committee on Agriculture and Forestry be
authorized, on its own initiative, to send for, hear and con-
sider the evidence of a person or persons on matters which
are within the Committee's mandate as described in Rule
67(1)(n) of the Rules of the Senate.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.”

Le greffier du Sénat

Charles Lussier

Clerk of the Senate

ORDRE DE RENVOI

Extrait des procès-verbaux du Sénat, le jeudi 19 mars 1987:

«Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Hays propose, appuyé par l'hono-
rable sénateur Marchand, C.P.,

Que, pour la durée de la présente session, le Comité
sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts soit
autorisé, de son propre chef, à inviter, entendre et exami-
ner les témoignages d'une ou de plusieurs personnes sur
des questions relevant du mandat du Comité tel que décrit
à l'article 67(1)(n) du Règlement du Sénat.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, APRIL 26, 1988
(36)

[Text]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met at 9:35 a.m., this day, the Chairman, the Honourable Senator Daniel Hays, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Fairbairn, Hays, Marchand and Sherwood (4).

Also present: The Honourable Senator Phillips (1).

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Mr. Jean-Denis Fréchette and Mrs. June Dewetering.

Witness:

Dr. W. A. Smirnoff.

Pursuant to the Order of Reference adopted by the Senate on March 19, 1987, the Committee considered business which falls under its mandate.

Dr. Smirnoff made an opening statement and answered questions.

The Honourable Senator Fairbairn moved,—That a researcher from the Library of Parliament be authorized to travel to Quebec City in order to represent the Committee at a symposium being held there on May 4 to 6, 1988, and that registration as well as reasonable travelling and living expenses be paid by the Committee.

At 11:00 a.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

ATTEST:

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 26 AVRIL 1988
(36)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à 9 h 35 sous la présidence de l'honorable sénateur Daniel Hays (président).

Membres du Comité présents: Les honorables sénateurs Fairbairn, Hays, Marchand et Sherwood (4).

Autre sénateur présent: L'honorable sénateur Phillips (1).

Également présents: Du Service de recherches de la Bibliothèque du Parlement: M. Jean-Denis Fréchette et M^{me} June Dewetering.

Témoïn:

M. W. A. Smirnoff.

Conformément à l'ordre de renvoi adopté par le Sénat le 19 mars 1987, le Comité étudie des questions qui relèvent de son mandat.

M. Smirnoff présente un exposé préliminaire et répond aux questions.

L'honorable sénatrice Fairbairn propose qu'un attaché de recherche de la Bibliothèque du Parlement soit autorisé à se rendre à Québec afin de représenter le Comité à un symposium qui aura lieu dans cette ville du 4 au 6 mai 1988, et que ses frais d'inscription de même que ses dépenses raisonnables de voyage et de séjour soient assumées par le Comité.

À 11 heures, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

ATTESTÉ:

Le greffier du Comité

Andrew N. Johnson

Clerk of the Committee

EVIDENCE

Ottawa, Tuesday, April 26, 1988

[Text]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met this day at 9.30 a.m. to consider the subject of the spruce budworm and its control and to discuss the future business of the committee.

Senator Daniel Hays (*Chairman*) in the Chair.

The Chairman: Honourable senators, I call the meeting to order. We have with us today a distinguished guest, Dr. W. A. Smirnoff, who will make a presentation to the committee on the subject of the spruce budworm and its control. Although this subject is not now under consideration by the committee, I am sure that the members of the committee will find this morning's meeting very interesting.

Dr. Smirnoff has had a distinguished career in the area of biological control research, particularly as that relates to spruce budworm control.

I am also pleased to relate to honourable senators that Dr. Smirnoff has recently been made a member of the Royal Society of Canada, an appointment on which we all congratulate him.

I understand the presentation will take approximately 30 or 35 minutes and that it will be given in French. We will then have an opportunity to ask questions.

Please proceed, Dr. Smirnoff.

M. W.A. Smirnoff, scientifique senior, Centre de recherches forestières Laurentide, Service des forêts, ministère de l'Agriculture: Merci, monsieur le président, mon cher grand ami, monsieur le sénateur Len Marchand, messieurs, dames. Je vais parler en français parce que je suis plus habile dans cette langue mais j'ai présenté un mémoire écrit en anglais.

Je vais vous parler des luttes biologiques. C'est maintenant le moyen moderne qui est capable de remplacer l'insecticide chez-nous. J'ai illustré cet effort qui est fait au Canada, un domaine dans lequel nous sommes maintenant des pionniers dans le monde entier, si vous voulez. Cela est arrivé juste au bon moment quand il y a une immense épidémie des tordeuses. Cela a nous donné une opportunité de travailler non pas sous le champ microscopique mais dans un très vaste domaine, dans un très vaste territoire et une très vaste technique, etc., etc.

La tordeuse du bourgeon des épinettes, c'est un papillon: le papillon fait un voyage nocturne, s'accouple, comme tout le monde, et à ce moment-là pond un oeuf. Les oeufs pondus au mois d'août forment comme un petit coussin et après quelques jours, 80, 90 ou 100 oeufs se développent. A ce moment-là, les larves descendent et, sans rien manger, elles tissent un petit sac de couchage avec les soies et c'est ce qui lui aide à supporter les grands hivers canadiens et à survivre jusqu'au mois de mai.

Après le mois de mai, au mois de juin, la jeune larve se développe et à ce moment-là commence à détruire les bourgeons des sapins de préférence. A ce moment-là, la larve poursuit son sixième stade, après la tombée, devient chrysalide et plus tard devient papillon. Donc une génération par année. La larve attaque les bourgeons des épinettes parce que c'est le bourgeon

TÉMOIGNAGES

Ottawa, le mardi 26 avril 1988

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à 9 heures 30 pour étudier la question de la tordeuse des bourgeons de l'épinette et des moyens de l'enrager et pour discuter de ses futures travaux.

Le sénateur Daniel Hays (*président*) occupe le fauteuil.

Le président: Honorables sénateurs, j'ouvre la séance. Nous accueillons aujourd'hui un distingué visiteur, M. W. A. Smirnoff, qui nous présentera un exposé sur la tordeuse des bourgeons de l'épinette et les moyens d'enrager ce fléau. Le Comité n'est pas actuellement saisi de cette question, mais je suis certain que vous trouverez la séance de ce matin très intéressante.

M. Smirnoff a fait une brillante carrière de chercheur dans le domaine de la lutte biologiques, notamment en ce qui concerne les moyens d'enrager le fléau de la tordeuse des bourgeons de l'épinette.

Il me fait également plaisir de signaler aux honorables sénateurs que M. Smirnoff a récemment été invité à faire partie de la Société royale du Canada, et je profite de cette occasion pour le féliciter au nom de tous de cette nomination.

M. Smirnoff présentera un exposé de 30 à 35 minutes environ et il le fera en français. Nous aurons ensuite l'occasion de lui poser des questions.

Monsieur Smirnoff, la parole est à vous.

Dr. W. A. Smirnoff, Senior Scientist, Laurentian Forestry Centre, Forestry Service, Department of Agriculture: Thank you, Mr. Chairman. My very dear friend senator Len Marchand, ladies and gentlemen. I'm going to speak French because I am more at ease in that language, although I submitted a brief in English.

I want to talk to you today about biological pest controls. They are the modern replacement for insecticides here in Canada. I have illustrated what is being done in Canada—this is an area in which we Canadians are now leading the way for the whole world. It is happening at a time when we have an immense epidemic of budworms, and so we have an opportunity to work not just at the microscopic level but also over a vast area, a vast territory, using our techniques on a grand scale.

The spruce budworm starts as a moth, which flies at night, mates, like everything else, and then lays eggs. The eggs, which are laid in the month of August, form a sort of little cushion and after a few days 80, 90 or 100 of them mature. Then the larvae come out and without eating anything they weave themselves a tiny sleeping bag with their own silk, and it protects them through the long Canadian winter, until the following May.

After May, in June, the larvae start growing, and that's when they start to destroy buds, spruce buds for choice. At that point the larvae reaches its sixth stage, after the fall, becomes a chrysalid and later a moth. So it's one generation per year. The larvae attack spruce buds because they're the ones that come out the earliest. It's a sad sight. What is even

[Text]

qui est attaquant le plus. C'est un triste panorama. Ce qui est encore plus triste, ce sont ces millions et millions d'âres, 130 millions d'âres seulement dans la province de Québec, qui, il y a plusieurs années ont été attaqués sévèrement par la tordeuse du bourgeon des épinettes. C'est donc un désastre pour notre industrie, c'est un désastre écologique etc.

Quand j'ai écrit une petite brochure pour enfant, j'ai évidemment écrit: voilà votre larve tordeuse du bourgeon des épinettes, c'est comme un crocodile. Alors les gens comprennent, même les femmes dans les maisons qui n'étaient pas habituées à la terminologie courante savent maintenant ce qu'est une tordeuse du bourgeon des épinettes, que c'est un insecte vraiment vorace etc. Mais il y a d'autres sujets, excusez si je l'ai présenté comme cela, mais c'est publié dans les presses montréalaises. Alors, voilà la tordeuse du bourgeon des épinettes. Ma femme était très jalouse à ce moment-là et elle me disait: maintenant je comprends ton voyage nocturne pour étudier les tordeuses du bourgeon des épinettes.

Je vais vous dire une chose, si vous calculez à peu près 35 larves, ça c'est tout à fait la moyenne, par 45 centimètres de la branche, donc à ce moment-là, sur un âre il y a à peu près 10,000 larves parce qu'il y a à peu près toujours 50 ou 60 larves mais si vous prenez la moyenne, il y a 10,000 larves, 10,000 kilos de poids de larve qui ont atteint le quatrième ou le cinquième stade, qui s'étendent sur 200 et quelques mètres, si vous les mettez bout à bout comme ça. Sur un hectare vous avez à peu près 16 millions de larves, à ce moment-là presque 400, 500 kilomètres de longueur si vous les mettez bout à bout.

Quand j'ai présenté ce tableau devant des bureaucrates, il existe des bureaucrates quand même, et demandé l'argent nécessaire pour faire une étude, ils ont vu ces chiffres, il n'y a pas eu de questions et on nous a tout de suite donné l'argent nécessaire pour les recherches.

Maintenant, au sujet de la lutte biologique, traditionnellement on pensait souvent comme ça. Les prédateurs, comme les fourmis par exemple, elles sont magnifiques mais pas pour les tordeuses. Quand une épidémie éclate, ou une pandémie, quand vraiment il y a un désastre, non, je n'ai jamais vu une fourmi qui grimpait sur les épinettes à 40 pieds comme ça pour prendre une larve. Ce n'est pas vrai. Là j'ai fait un dessin pour un collègue qui travaille avec les fourmis: alors pour la première fois en Chine on a fait une étude. Six ans ont passé, à ce moment-là c'était une première tentative d'avoir une lutte biologique contre un insecte nuisible dans le verger des agrumes contre les pucerons utilisant les fourmis. Les fourmis c'est bon mais pas dans ce cas-ci. C'est très important et je vais vous dire pourquoi après. Les parasites sont excellents pour l'équilibre biologique etc., mais encore ce n'est pas du tout important quand il existe une épidémie.

Un microsporidie c'est un parasite protozoaire qui souvent attaque différents insectes. Il y a eu beaucoup de spéculation pour l'utilisation de champignons comme moyen pour enrayer les grandes épidémies, ce n'est pas vrai.

Même ici à la Chambre des communes, il y a quelques années, madame Bégin, avec un large sourire, disait: le phéromone tue les tordeuses. C'est-à-dire, les femelles produisent une odeur spéciale par les mollécules à ce moment-là, le mâle

[Traduction]

sadder is that we're talking about millions of acres, 130 million acres in the province of Quebec alone, that were badly hit a few years ago by the spruce budworm. So it's a disaster for the industry, it's a disaster for the ecology, and so on.

When I wrote a little pamphlet for children, I put it this way: the spruce budworm is like a crocodile. Nowadays people understand, even housewives who weren't used to the latest technological jargon, what a spruce budworm is, that it's a really voracious kind of insect, etc. But there are other subjects—excuse me for presenting it like this, but this appeared in the Montreal press. So this is a spruce budworm. My wife was very jealous at that time and she said to me, "Ah, now I understand why you kept going out at night, to study the spruce budworm."

I want to say this: if you calculate about 35 larvae, which is quite average, per 45 centimetres of branch, then in one acre you'll have about 10,000 larvae (because there are almost always 50 or 60 larvae, but on average). That's 10,000 larvae, which makes 10,000 kilos of larvae by the fourth or fifth stage of their development, covering 200 and some metres if you put them end to end. So in one acre you have about 16 million larvae, and they would cover 400 or 500 kilometres if you put them end to end.

When I presented this table to the bureaucrats—there is such a thing as a bureaucrat, after all—and asked for the money required for a study, they took one look at these figures and gave us the money for our study immediately, no questions asked.

Now, with respect to biological pest control, there was a traditional way of thinking about this. Predators, like ants for example, are magnificent, but not against budworms. When an epidemic breaks out, or a pandemic, when there's a real disaster, I've never seen an ant climb 40 feet into a spruce to eat a larva. It just doesn't happen. I did a sketch for a colleague who's working with ants: for this first time, they were doing a study in China. That was six years ago. It was a first attempt at developing a biological weapon against a harmful insect, a kind of aphid that was attacking the plum orchards, using ants. Ants can be effective, but not in this case. This is very important, and I'm going to explain to you why. Parasites are excellent for biological balance and so on, but they don't count for anything when there's an epidemic.

Microsporidia are protozoic parasites that often attack different insects. There used to be a lot of speculation about using mushrooms to tackle epidemics, but this turned out not to work either.

Even here at the House of Commons a few years ago, Mrs. Bégin said with a big smile, "Pheromones will get rid of the spruce budworm." The idea was that the special scent produced by the female, her pheromones, would attract the male

[Text].

attrape la femelle et c'est possible à ce moment-là de faire une lutte. Ce n'est pas vrai. Il s'est perdu des millions et des millions de dollars au Nouveau-Brunswick pour rien. Cela n'a rien donné du tout. Il est possible d'utiliser le phéromone dans les petits vergers, dans les petites serres et dans une place qui est située, par exemple, dans une île. Il est surtout possible de l'utiliser comme un indicateur des quantités en territoires donnés au commencement ou au déclenchement ou au «crash population state» d'une épidémie. Oui, par quantités. Mais pas une lutte, ce n'est pas vrai. La stérilisation non plus. Les choses à titre attractif, non plus. Les méthodes sylvicoles, oui, peut-être, mais c'est très long et complexe.

Quant à la lutte physique, si vous avez un marteau alors donc, à ce moment-là c'est possible de les tuer une par une physiquement mais quand même il y a une différence. Il faut faire attention à la manipulation génétique, et je vais en parler plus tard, n'est pas recommandée non plus. Nous avons utilisé tout ce que nous avons de meilleur. L'utilisation maximum, comme attendre maintenant et spéculer et arrêter notre recherche pour attendre une manne ou un nouveau micro-organisme quelconque. Faites très attention ici. Donc, le bobo chez-nous, c'est-à-dire les scientifiques et l'administration ne voient souvent pas plus loin que le champ microscopique dans son microscope ou dans son laboratoire oubliant qu'il y a devant nous une grande portion des forêts, un immense territoire etc., etc. Donc c'est vraiment là où est le bobo. Si je suis un administrateur qui paie un scientifique spécialement pour monter en avion voir notre forêt, seriez-vous capable de faire quelque chose avec votre phéromone et avec toute autre chose? Non.

Donc il existe un micro-organisme qui s'appelle le bacillus thuringiensis. Ce micro-organisme c'est un bacille (c'est comme une saucisse Strasbourg à peu près) qui produit des spores et cristaux toxiques. Pour le mettre en marche correctement, scientifiquement nous avons mis en marche une possibilité pour que cela deviennent une chitinase. Une chitinase c'est une enzyme qui détruit dans les niveaux moléculaires les chitines dans l'estomac des larves, ou, dans l'impossibilité pénétraient les spores des bacilles directement dans le sang. Cela peut devenir une option. Auparavant, un milligramme coûtait \$500 maintenant cela coûte à peu près \$2 ou \$3 et il est possible de l'utiliser à la grandeur du territoire.

Maintenant parlons du sorbitol. Avant, dans la formulation du B.T., il était impossible d'utiliser un petit volume. Il y a toujours eu une concurrence entre le produit chimique en petit volume et le B.T. en gros volume. On devait utiliser presque des gallons par acre, ce n'est pas possible. A ce moment-là, j'ai utilisé le sorbitol, c'est un suc technique qui coûte une bagatelle sur le marché parce que sa production est à base de maïs. Dans la technique du sorbitol, il y a une miraculeuse possibilité, c'est-à-dire il est très difficile d'absorber les molécules longues, lorsqu'il y en a dans la formulation. Mais, il est très difficile aussi, presque impossible de laisser le molécule dans la formulation. Ça donnait la possibilité d'utiliser le B.T., bacillus thuringiensis, à une très haute altitude et eun très petit volume. Cela m'a donné une idée, quand je fumais comme une locomotive. J'ai traversé le Sahara dans ma vie quatre fois parce que j'ai été travailler au Maroc durant quelque temps afin de faire

[Traduction]

and then we could destroy them. It didn't work. Millions and millions of dollars were wasted in New Brunswick for nothing. It didn't produce any results at all. Pheromones can be used in small orchards, greenhouses, in isolated places—on an island, for example. In particular they can be used to get an idea of the quantities in a given territory, or at the “crash population stage” of an epidemic. But to fight the epidemic, no. Sterilization doesn't work either. Nor do traps. Silvicultural methods, yes, perhaps, but in the very long run, and it's very complicated.

Physically, well, if you have a hammer with you you can kill them one by one physically, but after all, there's a difference. We have to be careful with genetic manipulation, which I'll be discussing with you a little later: it isn't recommended either. We've tried all the most likely methods we had. The most we can do now, it seems, is wait and speculate and stop our research to wait for manna from heaven or some new micro-organism. I hope you're paying close attention here. So the problem we have, and by “we” I mean the scientists and administrators, is that often we don't see further than the slide under our microscope or in our laboratory, forgetting that there's an immense stretch of forest, a huge territory, out there. So that's really where the problem lies. If I were an administrator who paid a scientist specially to go up in a plane and see our forests, and I said, “Could you do anything with your pheromones and all that?”, the answer would be “No.”

Now, there does exist a micro-organism called bacillus thuringiensis. It's a bacillus rather like a frankfurter, which produces toxic crystals and spores. To get it going correctly, scientifically, we looked at the possibility of its becoming a chitinase, which is an enzyme that destroys at the molecular level the the stomach of the larvae, or getting the B.T. spores to penetrate directly into the blood. That may prove to be an option. At first a milligram cost \$500; now it costs about \$2.00 or \$3.00 and it can be used over an entire territory.

Let's move on to sorbitol. Before, when we were formulating B.T., it was impossible to use a small volume. There was always the contrast between a small volume of the chemical product and a large volume of B.T. You needed just about gallons per acre, which wasn't feasible. At that time I used sorbitol, it's a technical essence that costs hardly anything on the market because it's corn-based. In the sorbitol technique there's a miraculous possibility: it's very difficult to absorb the long molecules when there are any of them in the formulation. But it's also very difficult, almost impossible, to leave the molecule in the formulation. That led to the possibility of using B.T., bacillus thuringiensis, at a very high altitude in very small volume. That gave me an idea. I used to smoke like a chimney and I have crossed the Sahara four times because I worked in Morocco for a while doing research. Now, the fani-das cigarette, which contains sorbitol, was just right for using

[Text]

des recherches. Alors la cigarette de fanidas qui contient du sorbitol était justement pour devenir un microscopique correct et pas devenir en poudre parce qu'à ce moment-là on humidifiait le tabac. Maintenant, on utilise cela dans l'industrie du chocolat, dans l'industrie du textile pour prévenir une explosion dans l'air par les particules qui étaient dans l'air pendant la production des tissus etc. Donc, cela m'a donné la clé du problème. La formulation, c'est comme ça. Au lieu d'utiliser des gallons, nous utilisons un gallon et demi. Nous sommes capables maintenant d'utiliser 35 onces nous utilisons l'once, etc., les chitinases optionnelles et futura II directement et mélanger le tout. Nous utilisons 35 onces de futura. J'ai toujours parlé comme ça. La lutte biologique ou l'utilisation de n'importe quel insecticide biologique doit être tellement inoffensif pour la santé et considéré comme une soupe au poulet: encore si un petit enfant prenait un cube de soupe au poulet, il fera peut-être la grimace parce qu'il est trop salé mais il n'est pas offensif. A ce moment-là, une lutte biologique est seulement bonne s'il n'y a aucun effet. Donc, à ce moment-là j'ai fait une démonstration en buvant ce produit. Ce n'est pas bon, c'est sûr que ce n'est pas confortable mais ça passe. La première fois j'ai fait cela devant un aviateur étudiant et je lui disais: non, non, notre avion ne passera pas, nous nous sommes occupés à la lutte chimique et tout ça, allez voir si vous pouvez voir cela comme ça direct dans l'air. Alors je leur ai dit: n'oubliez pas qu'il est concentré quand même. Et ça va, ça passe. Vous pensez peut-être que monsieur Smirnoff est très résistant. Pas du tout. Nous avons fait des tests sur des poissons, sur des cobayes, sur les oiseaux, etc. Donc le premier plan pilote a été fait avec un grand avion qui portait 12 tonnes de B.T. Il est possible de maintenant le prendre et de le disperser sur notre territoire. Ici au moins il n'y a aucune discrimination parce qu'il n'y a ni première classe, ni deuxième classe, c'est un réservoir pour les 12 tonnes.

Alors justement, vous pouvez voir ici le résultat de l'un des problèmes que l'on rencontre quand il y a une pareille dispersion. Alors s'il y a une telle quantité de larve traitée, il en résulte une mortalité des larves. L'efficacité du traitement crée une défoliation. Il faut protéger le feuillage pour l'année prochaine tandis que le contrôle de la défoliation est à 100 p. 100.

Ce n'est absolument pas la même méthode qui est utilisée par les dispersions chimiques. Elles sont calculées comme cela. Quel est le pourcentage de larves mortes? Je suis d'accord mais le feuillage ne reste pas sur les arbres. Les arbres deviennent comme des poteaux télégraphiques à ce moment-là. Et on ne peut calculer ces dommages. Donc ils ont tué les larves. Mais il s'agit de protéger le feuillage, le feuillage doit être vert dans la forêt.

A ce moment-là, une lutte incroyablement commence parce que quand vous commencez à travailler avec 10 hectares, bravo! Quand vous commencez à en projeter sur 100 hectares, c'est magnifique. Quand vous en projetez pour faire quelques millions d'hectares, oh là, oh là, oh là! Mais si je veux en projeter et faire un million d'hectares, c'est notre but, après deux ou trois ans, c'est fou, vous rêvez complètement en couleur. Mais on l'utilise quand même.

Donc à ce moment-là même le gouvernement du Québec résiste de façon incroyable par tous les moyens pour mettre

[Traduction]

under a microscope—it didn't crumble into powder because at that time they were humidifying the tobacco. It's used in the chocolate industry, in the textile industry to prevent explosions caused by particles that are in the air while cloth is being woven, etc. So that gave me the key to the problem. This is the formulation. Instead of using gallons, we used one gallon and a half, and we are now capable of using 35 ounces. We use our ounce, the optional chitinases and Futura II, and we mix them all together. We use 35 ounces of Futura. I've always said that biological pest control, or the use of any biological insecticide, must be so harmless to human health that it could be compared to chicken soup: if a child takes a chicken soup cube and licks it, he may make a face because it's too salty, but it's won't hurt him. A biological weapon is only good if it has no effects on human health? I used to demonstrate by drinking our product. It tastes terrible, it's not very pleasant, but that passes. The first time I did that in front of a student pilot and I said to him, "No, no, nothing will happen to our plane, we've been involved in chemical pest control and all that, go and see if you can see it direct in the air like that." And I said to him, "Don't forget it's concentrated, after all." And it was fine, it passes off. You may be thinking that Dr. Smirnoff is very resistant. Not at all. We've done tests on fish, on guinea pigs, on birds, and so on. The first pilot project was carried out with a huge plane that held 12 tonnes of B.T. It's now possible to take it and disperse it over our territory. Here at least there's no discrimination, because there's an airplane with no first class, no second class, it's just as 12-tonne tank.

You can see the results here on one of the problems we run into when there is this much dispersion. With so many larvae treated, the result is a high kill rate among the larvae. The effectiveness of the treatment causes defoliation. The foliage must be protected for the following year, defoliation 100 per cent control.

This is absolutely not the same method that is used for chemical sprays. They're calculated like this. What is the percentage of dead larvae? True, but there's no foliage left on the trees. The trees turn into telephone poles. The damage is incalculable. So the larvae have been killed, but the foliage has to be protected, the forests must be green.

At that point an incredible fight breaks out because when you start to work on 10 hectares, bravo! When you start to plan for 100 hectares, that's magnificent. But when you plan to do several million hectares—uh oh. If I want to plan to do a million hectares, which is our goal, after two or three years, I'm told I'm crazy, I'm dreaming in technicolour. But people are trying it, just the same.

So at this time even the Quebec government is putting up an amazing fight, by every possible means, to stop this getting

[Text]

correctement en marche cette chose. Je ne veux rien cacher. J'ai publié beaucoup de matériel. Donc à ce moment-là ils prennent une situation pire que celle qui existe, c'est-à-dire 50,000 acres, c'est très fort. Quand le bourgeon ouvre, il y a déjà une larve qui est là pour manger le bourgeon. Donc à ce moment-là le résultat a été magnifique avec l'utilisation d'un grand avion quadrimoteur. A ce moment-là il y a donc une projection d'à peu près cinq tonnes par hectare. Combien cela coûte-t-il parce que pour être beau, je suis d'accord mais cela coûte incroyablement cher. Mais cela n'est pas vrai parce que si vous calculez à ce moment-là combien coûte un avion qui est loué à un prix fantastique etc., etc., pour un petit territoire tandis qu'avec les aspersions chimiques, sur un million d'acres, évidemment le prix n'est pas le même. Mais si vous le prenez quand même, avec un cent seulement, c'était il y a plusieurs années cela coûte un cent pour 50 milliards de spores. En tout cas, protéger un conifère coûte \$1.43 et ceci arrive quand vous utilisez une formulation qui coûte encore cher tandis que les prix du conifère est de \$1.43.

Donc notre travail est mis en marche dans une formulation future la première fois qu'il est utilisé sans aucune restriction dans un territoire de forêt privée ou mélangée. Mais en ce qui concerne les lacs que l'on utilise pour en boire l'eau ou les lacs que l'on utilise pour se baigner et en ce qui concerne les rivières avec les poissons et s'il y a des habitations autour de ces cours d'eau, l'avion passe et fait l'épandage.

Par après, des études très méticuleuses sur les choses liquides, sanitaires et médicales etc., occupent pas nécessairement les institutions médicales mais surtout les universités médicales au Québec. Tout cela a été excellent, il n'y a eu aucun effet.

Nous avons publié une brochure par l'entremise de notre ministère. Nous en avons publié 35,000 exemplaires qui ont coûté à peu près \$25,000. Tout a été expliqué. Le bilan est parfait. Tous les détails ont été utilisés. Il nous a été interdit de l'utiliser parce qu'on nous a dit ah, vous comprendrez... Je ne comprends rien, moi je ne suis pas bon. Toutes les brochures ont été publiées. Même s'ils nous ont donné une autorisation préalable (nous vivons au XXe siècle, nous ne sommes pas au VIe siècle) nous avons subi une inquisition. Donc à ce moment-là j'ai répondu d'accord, nous brûlerons nos brochures sur la place publique devant tout le monde et que fera-t-on à cette «patente», que fera-t-on à l'auteur de cette brochure, nous les mettrons sur la chaise électrique. C'est le seul moyen.

Donc quelle est la question que nous devons nous poser. Est-ce qu'il est possible de l'utiliser ou non parce que les compagnies soulèvent de très nombreuses difficultés. Si vous lisez cela, cela est vrai, c'est une chose qui est arrivée.

Mais le Dr. Van Den Boesch a publié il y a plusieurs années un excellent et fascinant livre que je vous conseille si vous travaillez dans le domaine de l'agriculture et de la forêt. C'est une brochure ou un livre qui a été publié en anglais par ce professeur d'une université de la Californie. Il est fantastique de constater les difficultés rencontrées par les gens qui travaillent dans le domaine de cette science.

Regardez, j'ai publié un petit livre populaire pour les enfants en français et en anglais. Ce livre devrait être très populaire, il renferme beaucoup d'images. Il en reste encore 10,000 exem-

[Traduction]

under way properly. I'm not trying to hide anything. I've published a lot of material. So at this point they're taking a worst-case scenario, that's 50,000 acres, that's quite something. When the buds open, the larvae are already there waiting to eat them. But the results were magnificent with a big four-engine plane. At that time the projection was about five tonnes per hectare. As to how much it would cost to be beautiful, which is what I want too, but it would be incredibly expensive. But that's not quite true either, because if you calculate the cost of leasing the plane for some fantastic price, etc., etc., for a small territory, compared to chemical sprays on a million acres, of course the cost isn't the same. But if you take it anyway, for just one cent, because a few years ago it only cost one cent, for 50 billion spores. In any event, a conifer costs \$1.43, and that happens when you use a formulation that costs more, when the cost of a conifer is \$1.43.

So our work started up with a Futura formulation the first time it was used without any restrictions on private or mixed forest land. But as regards the lakes we get our drinking water from, the lakes we swim in, the rivers where our fish live, and if there are houses along these waters courses, the plane goes over them and does its work.

Afterwards come very meticulous studies on liquids, sanitation, health, and so on, done not necessarily by medical institutions but to a large degree by Quebec's medical schools. The results have been excellent. No side effects.

We published a brochure through our Department, 35,000 copies at a cost of about \$25,000. They explain everything. All the details were included. We've been forbidden to use it, because, well "You know," they tell us... I do not understand; I am no good at it. All the pamphlets were published. Even though they gave us prior authorization, we live in the 20th century, not in the 6th century, yet we were subjected to an inquisition. So then I replied: O.K., we will burn our pamphlets in public for everyone to see, and what will we do to this patent? What will we do to the author of this pamphlet? We will send them to the electric chair. It is the only way.

So what is the question we should ask ourselves? Is it possible to use it or not because the companies are raising a great many difficulties? If you read it, it is true; it actually happened.

Several years ago, a Dr. Van Den Boesch published an excellent, fascinating book, which I highly recommend if you are working in agriculture or forestry. He was a professor at a university in California, and the book was published in English. It is amazing to realize the difficulties encountered by people working in this field.

Look, I have published a popular little children's book in English and French. The book should be very popular; it has a lot of pictures. There are about 10,000 copies left in many dif-

[Text]

plaires disséminés un peu partout. Une brochure en français pesait 56 grammes. Mes dossiers pesaient 7 kilogrammes 850 grammes. Ce n'est pas possible de continuer ainsi tout le temps, je suis freiné continuellement.

J'ai fait des timbres et proposé au Canada d'être un pionnier dans ce domaine. Il n'y a pas eu moyen de le faire, cela coûtait encore 17 cents. J'espère qu'ils le publieront quand le timbre coûtera un dollar.

C'est à ce moment-là qu'il y a un virage dit bio-technologique. C'est un mirage parce qu'il n'y a rien de spécial qui a été fait jusqu'à ce jour. C'est très difficile. Pour cette raison, il y a deux ans lorsque j'ai demandé au sénateur De Bané qui a été très aimable et qui a fait beaucoup de choses pour m'aider dans des projets dont j'espérais beaucoup, c'est quelqu'un qui est capable de donner un coup de main très fort dans notre système, surtout dans notre système avec une approche politique.

Donc regardez *Le Soleil* publié le 2 juin. On y dit que le matacil serait un insecticide dangereux. Après 10 jours, il y a une pression incroyable pour dire que ce produit n'est pas tellement dangereux. J'ai dit qu'il s'agissait peut-être d'une éclipse du soleil! *Le Soleil* a publié aussi le 13 juin 1979 un autre petit exemple. Par exemple, vous connaissez très bien les États-Unis. Les États-Unis ne nous ont même pas donné une aide pour ce que j'avais réclamé, au contraire, ils ont fait la promotion de la lutte chimique. Ça c'est du côté américain, du côté canadien, le docteur McKnight et le docteur Bokna.

Alors comment est-ce que je fonctionne? Qui peut penser comme cela? Donc le B.T. avec l'eau et le sorbitol, non. Nous utilisons l'huile lourde qui est un danger primaire et dont on se sert habituellement pour badigeonner les arbres, quand vous mélangez l'huile et l'eau vous l'utilisez dans les B.T. C'est de la spéculation. J'ai failli en perdre ma plume tellement qu'elle est presque devenue mieux. J'ai lutté contre l'utilisation de l'huile car c'est une spéculation très dangereuse parce que notre poumon prend les choses à 02 microns directement absorbés par les alvéoles du poumon tandis que la formulation avec le sorbitol et l'eau ne donne que 05 microns. Un micron, pas plus, cela n'a aucun effet. Cela n'est pas bon. Toute la communauté scientifique de différents pays me supporte. Je ne suis pas capable de prolonger ma lutte car c'est comme cela que je perds partout. Donc à ce moment-là l'utilisation continue de ce produit colorant, cancérigène. L'utilisation de l'huile, pardonnez mon expression, est une prostitution complète.

Ace moment-là, l'année passée, le gouvernement provincial a quand même acheté de l'huile. Je ne veux pas donner le nom ici des firmes qui l'ont fabriqué, je suis prudent, je veux quand même travailler encore un peu et survivre. Donc à ce moment-là en utilisant cela, vous avez des miasmes, des bactéries qui se développent. Et à ce moment-là vous créez une situation anaérobie et vous avez là différentes bactéries comme dans la soupe. Si vous ouvrez des conserves de sardines et les laissez comme cela, cela pourrira en deux ou trois jours. Cette pourriture est très dangereuse. Pour avoir le même résultat avec le sorbitol, vous arrêtez le développement immédiatement, j'ai oublié de dire cela, vous arrêtez le processus et aucune bactérie étrangère n'apparaît parce que le mélange de la molécule de

[Traduction]

ferent places. One French pamphlet weighed 56 grams. My files weight 7 kilograms 850 grams. It is impossible to go on like this forever; I am always being hampered.

I made postage stamps and proposed that Canada become a leader in this area. There was no way to do it; it still cost 17 cents. I hope they will issue it when the stamp costs a dollar.

That is when there was a so-called biotechnological revolution. It is just an illusion since nothing in particular has been done to date. It is very difficult. For that reason, two years ago I asked Senator De Bané, who was very kind and did a lot to help me in projects for which I had many hopes. He is someone who can assist you a great deal in our system, especially in our system with a political approach.

Look at the June 2 edition of *Le Soleil*, then. It says there that matacil is a hazardous insecticide. Ten days later, there was incredible pressure to say that the product was not so hazardous. I said maybe it was a "solar" eclipse. On June 13, 1979, *Le Soleil* published another small illustration. For example, you know the United States very well. The United States did not even give us assistance for what I had requested; on the contrary, it promoted chemical control. That was on the American side; on the Canadian side, Dr. McKnight and Dr. Bokna.

How do I go on then? Who can think under those circumstances? B.T. with water or sorbitol, no. We use heavy oil, which is a major hazard and is usually painted on trees; when you mix oil and water, you use it in the B.T. That is speculation. I came so close to losing my ability to write that it almost got better. I fought against the use of oil as it is highly dangerous speculation because in our lungs, things 02 microns across are absorbed directly by the alveoli, whereas the sorbitol-and-water formula yields only 05 microns. Just one micron has no effect. That is no good. The entire scientific community in various countries supports me. I cannot continue my fight since that is how I am losing everywhere. So this carcinogenic colouring is still being used. The use of oil is, if you will excuse the expression, utter prostitution.

At that time, last year, the provincial government bought some oil anyway. I will not give the names of the companies here. I am careful; I still want to live a little longer and survive. Then, by using that, you have poisonous vapours and bacteria that grow. And then you create an anaerobic situation and you have different bacteria, like those in soup. If you open cans of sardines and leave them out, they will go bad in two or three days, which is very dangerous. To get the same result with sorbitol, you stop the growth immediately—I forgot to mention that—you stop the process and no foreign bacteria emerge since the molecules of the sorbitol-water mixture are too large to pass through the bacterial membrane.

[Text]

sorbitol avec l'eau ne peut passer au travers la de la membrane de la bactérie à cause des grosses molécules.

Est-ce que vous avez déjà pu voir une seule fois du miel qui pourrit. Jamais. Est-ce que vous avez déjà vu une confiture qui pourrit à cause des bactéries? Non. Pourquoi, parce que la bactérie n'est pas capable de s'y développer. Vous allez peut-être marcher ou non, s'il est efficace ou pas trop efficace, il s'agit d'autre chose. C'est autre chose qui est plus important que tout. Après plusieurs années d'analyse scrupuleuse biochimique, mon équipe et moi avons découvert justement que le traitement continu par les insecticides chimiques provoquait non pas une super tordeuse mais presque, pas résistante mais très vigoureuse.

Mais il y a autre chose. Je voudrais bien signaler aux honorables sénateurs de même qu'aux personnes qui m'écoutent ici aujourd'hui que ce n'est pas seulement parce que ce produit est bon marché ou non, s'il est efficace ou pas trop efficace, il s'agit d'autre chose. C'est autre chose qui est plus important que tout. Après plusieurs années d'analyse scrupuleuse biochimique, mon équipe et moi avons découvert justement que le traitement continu par les insecticides chimiques provoquait non pas une super tordeuse mais presque, pas résistante mais très vigoureuse.

Alors si vous regardez ici ce qui a été publié en Angleterre à ce sujet alors vous verrez dans la première colonne ce qui a été traité ici et dans l'autre colonne ce qui n'a jamais été traité. Vous avez ce qui a été traité par les B.T. ou par un composé de phosphate. Vous avez la différence entre les deux qui est extrême. Vous n'êtes pas biochimistes et cela est peut-être difficile à comprendre. Cela s'appelle l'effet d'hormoligose. C'est un phénomène tout à fait nouveau dans le domaine de la physiologie des insectes et de leur résistance. Ce n'est pas une résistance contre un insecticide chimique quelconque.

Par exemple, vous avez une petite fille ou un garçon de 12 ou 13 ans qui avait beaucoup de globules blanches. On désirait lui faire un traitement auparavant quand il n'y avait pas beaucoup de médicaments sophistiqués. Le docteur lui a fait une injection d'une dose sub-létale de strichnine, d'eau et d'arséniate. Cela n'a fait aucun dommage parce que cela est sub-létal à un dix-millième ou à un-millionième de dose. Après quelque temps, la quantité de globules rouges a augmenté, l'appétit était bon, ce phénomène s'appelle l'hormoligose. Donc l'arbre reçoit une dose sub-létale d'insecticide selon une norme spéciale pas toute une cuillerée. Donc cette dose de l'eau mélangée à une chimie crée chez la larve qui en prend une petite bouchée peut devenir une larve absolument formidable parce que cet insecticide crée justement un effet contraire. Voilà donc la larve qui prend une bouchée sub-létale de B.T. devient comme une petite mort tandis que la grosse larve qui prend une pareille bouchée au même moment va devenir géante, vorace et formidable. Donc à ce moment-là c'est une épidémie permanente. Pour cette raison, le citoyen qui auparavant appuyait la lutte chimique peut maintenant changer en raisonnant. Quand vous traitez selon une planification de 10 ou 20 ans d'avance avec des flottes d'avions qui utilisent des insecticides chimiques, vous allez avoir une épidémie qui sera vraiment formidable.

Donc malgré toutes les difficultés, un décret a été fait à Québec. Moi évidemment, j'ai vu les effets sur une branche de sapin. Donc maintenant le décret a été respecté plus ou moins

[Traduction]

Have you ever seen honey go bad? Never. Have you ever seen go bad because of bacteria? No. Why? Because bacteria cannot grow on it. You may find some mould, but bacteria cannot grow and reproduce in a sweet substance. That is what I wanted to show you without propaganda.

There is something more, though. I would like to tell the honourable senators and the other people who are listening to me today that it is not simply a matter of whether this product is inexpensive or not, whether it is effective or not; there is something else, something more important than everything else. After several years of meticulous biochemical testing, my team and I have discovered that the continual application of chemical insecticides created almost a super budworm, not resistant but very robust.

If you look at what has been published in England on this subject, you will see in the first column what has been treated here and in the other column what has never been treated. You have what was treated by B.T. or a phosphate compound. The difference between the two is huge. You are not biochemists, so it may be hard to understand. It is called the hormoligosis ? effect. It is a completely new phenomenon in the field of insect physiology and resistance. It is not resistance against a particular chemical insecticide.

For example, take a 12- or 13-year-old girl or boy who has a high white cell count. In the past, when there were few sophisticated drugs, the doctor would treat the child by injecting a sublethal dose of strychnine, water and arsenate. It does no damage because it is "sublethal", one ten-thousandth or one millionth of a lethal dose. Some time later, the red cell count would increase and the child's appetite would return. This phenomenon is called hormoligosis ?. In the same way, a tree receives a sublethal dose of insecticide according to a special regimen, not a whole spoonful. This dose of a chemical mixed with water makes the larva that eats just a little of it extremely touch because the insecticide has the opposite effect. So the larva that gets a sublethal dose of B.T. is more dead than alive, while the big larva that eats a similar amount at the same time will grow large, voracious and hardy. Then you have a permanent epidemic. So the city dweller who previously supported chemical control may now change his tune. When you follow a plan made 10 or 20 years in advance and apply chemical insecticides with fleets of aircraft, you will end up with a truly disastrous epidemic.

So, despite all the difficulties, an order in council was issued in Quebec. Of course, I saw the effects on a fir tree branch. Yet the order was generally followed. The final result was as

[Text]

quand même. Le résultat final a été comme cela. Vous avez 23 larves dans le cas des mono-moteurs, 32 pour les quadri-moteurs et le résultat de la préservation du feuillage pour la rangée «témoin» est zéro.

Ace moment-là, nous avons commencé par cela et les données ne se sont pas réalisées encore. J'en ai parlé mais ce n'est pas la peine. Donc vous avez 0.7 litres par hectare, c'est notre rêve du futur. Un jour ce sera possible de le réaliser, mais ce ne l'est pas encore, c'est seulement expérimental, c'est très difficile. Il faudra y travailler beaucoup. Donc notre laboratoire de campagne a été presque supprimé il y a deux ou trois ans. Mais j'ai quand même gardé la biotechnologie. Si une vache qui pèse 500 kilos dans 24 heures donnait des protéines d'un poids de 500 grammes, la levure du même poids donnait le triple, 1 kilo 500 de matière protéinique dans 24 heures. Donc les micro-esclaves représentent notre futur. Ces machines biologiques inappréciables travaillent pour nous d'une façon fantastique.

Je dois vous mentionner les utilisations que nous faisons de nos ressources. Par exemple, en 1974 j'ai mené un projet utilisant la farine de poisson, plancton ou débris de poisson. J'ai aussi utilisé de la pomme de terre de Chicoutimi parce que je travaille dans cette région. J'ai aussi utilisé le lactosérum que je suis maintenant capable de transférer de certains enzymes dans une substance nutritive. Vous avez des industries internationales qui fabriquent le B.T. polyvalent qui produit des bio-insecticides inoffensifs, bons. Il est absolument nécessaire d'avoir une commission de décision. Même aujourd'hui, cela est absolument nécessaire. Je l'ai demandé plusieurs fois et avec force et personne ne m'a donné raison.

Ace moment-là, le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral tricotent, tricotent, tricotent et aucune décision n'est prise. Excusez-moi mais je demande et je frappe quand même. Pourtant il est possible de l'utiliser, même sans avion, par exemple dans la vallée de la Matapédia. On pourrait prendre un dirigeable. Prenez tout de suite 50 tonnes ou 100 tonnes de cet insecticide biologique, B.T. ou l'autre qui est inoffensif et faites un nuage avec cela. Le problème est résolu. Non, pas encore!

Donc je vais vous dire quelque chose. Quand nous utilisons des produits biologiques ou chimiques ou ni biologiques ou ni chimiques, il faut toujours faire très attention parce que notre hémisphère en est tellement remplie que si on en vidait cette partie, cela serait terminé. Alors ils sont tellement prudents pour utiliser même quelque chose de biologique, pour cette raison j'ai tout à fait une grande réserve vis-à-vis cette spéculation des personnes qui appuyaient l'utilisation du B.T. aujourd'hui. Mais non, maintenant vous utilisez une chose comme les manipulations des clones ou les manipulations génétiques, non, si nous avons pris 10 ans pour utiliser le pauvre B.T., enregistré et mis sur le marché, selon eux la meilleure formulation qui existait, les gens n'ont jamais utilisé et ne veulent pas utiliser cette formule. Mais ils veulent utiliser les huiles même mélangées et les insecticides chimiques, c'est même grave, incroyable, c'est un écran de fumée devant le grand public devant les administrateurs haut-placés qui parlaient comme cela, fournis, génétique et tout ça. C'est un nouveau travail qui a demandé des millions et des millions d'heures.

[Traduction]

shown. You have 23 larvae for single-engine aircraft and 32 for aircraft with four engines, and the result of foliage preservation in the "observer" row is zero.

Then, we started with that, and no one has paid attention to the figures. I have talked about it, but it is not worth the trouble. So 0.7 litres per hectare is our dream for the future. One day it will be possible to achieve it, but not yet. It is only experimental. It is very difficult. A lot of work will have to be done. Our rural laboratory was almost closed down two or three years ago. But I still have the biotechnology. Say a cow weighing 500 kilos yields 500 grams of protein in 24 hours; the same amount of yeast yields three times as much protein, 1,500 grams, in 24 hours. So micro-slaves are our future. These unheralded biological machines work tremendously hard for us.

I should tell you how we make use of our resources. For example, in 1974 I directed a project using fish meal, plancton or fish offal. I also used Chicoutimi potatoes because I was working in that area. I also used lactoserum, which I can now transfer from certain enzymes into a nutrient. You have international industries that manufacture the versatile B.T. used to produce good, harmless bio-insecticides. It is absolutely essential to have a decision-making board. Even today it is absolutely essential. I have begged for one many times, but no one has paid any attention.

The provincial and federal governments stall, stall, stall and no decision is made. I am sorry, but I am asking and insisting anyway. It is possible to use it, even without aircraft, in the Matapédia Valley, for instance, Perhaps a dirigible could be used. Take 50 or 100 tons of biological insecticide, B.T. or some other harmless one, and drop a big cloud of it. The problem is solved. No, not yet!

I am going to tell you something. When we use biological or chemical products or non-biological or non-chemical ones, we must always be very careful because our hemisphere is so full of them that if we removed that part of them, it would be all over. Then they are so careful about using even something biological; that is why I have serious reservations about this speculation by people who supported the use of B.T. today. But no, now you use something like clone manipulation or genetic manipulation. No, we have taken 10 years to use the poor B.T., registered and put on the market, according to them the best formula ever, but people have never used it and do not want to use it. But they will use even mixed oils and chemical insecticides. It is serious, unbelievable. It is a smoke screen for the general public, for the senior bureaucrats who talked like that—ants, genetics and all that. It is a new field that has required millions and millions of hours of work.

[Text]

Si je demandais aujourd'hui deux millions de dollars pour mettre en marche un programme concernant les fourmis ou quelque parasite, on me donnerait tout de suite une subvention. Si je demandais quelque crédit pour une lutte curative semblable à la lutte chimique et la remplacer, il n'y a rien à faire. Donc j'ai terminé. J'ai toujours dit que c'était souvent comme cela. Les biologistes sont devant une nature très complexe. Nous devons dire ce que nous croyons et mettre cela sur la table. Nous devons dire que notre nature, notre existence ne doit être le moins possible modifiée. J'ai soulevé ici les principales questions que je voulais vous expliquer. C'était pour vous guider peut-être à me poser certaines questions. Je m'excuse si je l'ai fait avec ces diapositives fabriquées à la dernière minute, en tout cas...

Maintenant si vous créez au niveau national une industrie biotechnologique, je suis contre sa privatisation. Peut-être était-ce démodé si on entreprenait une étude sur les brontosaurus, non monsieur, non madame. Pourquoi? Vous pouvez privatiser n'importe quelle machine, n'importe quelle usine qui fabrique n'importe quel transistor etc., etc., mais privatiser notre industrie nationale-clé, une industrie très délicate, qui peut être influencée par différents partenaires pour ou contre, qui peuvent changer leur idée sur l'utilisation de l'huile par exemple et autre chose et faire concurrence sur le marché etc., etc., nous devons contrôler coûte que coûte ces études parce que les micro-organismes peuvent être facilement très dangereux. Il faut faire très attention car nous en sommes toujours au stade des réalisations concrètes. La privatisation ne doit pas avoir lieu.

Vous pouvez remettre à l'entreprise privée ces travaux mais ils doivent absolument être contrôlés par l'État. Je vous remercie beaucoup et je suis prêt à répondre à vos questions.

The Chairman: Thank you very much, Dr. Smirnoff, for a very interesting and provocative presentation. As its name states, this committee is concerned with both agriculture and forestry, and one of the matters we are now contemplating is a study of forest issues. Should we choose to do that, the information you have given us on this very complicated area of chemical as opposed to biological control will be most useful to us.

Honourable senators, we have a few minutes left, if any senator has a question. Senator Fairbairn?

Senator Fairbairn: I have just one question to start with, Dr. Smirnoff. In your mind, what is the main reason that there has been such difficulty in persuading people to adapt to BT?

Dr. Smirnoff: Senator, as a rule, conservative people do not like new ideas. In addition, to realize this idea in a practical sense is very difficult. In the lab, the acceptance of the idea is very good, but to transfer that into a practical application in nature is, in the minds of some conservatives, difficult.

The second thing which creates difficulty—and I tell you this frankly because this may be my one opportunity to tell you openly—is that the chemical industry is a \$5 billion industry. However, a new industry in the area of biological control

[Traduction]

If I asked for \$2 million today to set up a programme on ants or some pest, I would get a grant immediately. If I asked for some funding to find a curative method that would be similar to chemical control and would take its place, forget it. So I have finished. I have always said it was often like that. Biologists have to deal with the extreme complexity of nature. We must say what we believe and put our cards on the table. We must say that our nature, our existence must be altered as little as possible. I have raised the main issues I wanted to mention. I wanted to guide you, perhaps, to ask me certain questions. I am sorry to have done this with slides thrown together at the last minute, anyway...

Now, if you create a national biotechnology industry, I am against privatizing it. Perhaps it was old-fashioned to study the brontosaurus. No Sir, no Ma'am. Why? You can privatize any machine, any manufacturing plant, any transistor and so on, but privatizing our key national industry, a very sensitive industry, which can be influenced by different partners who are in favour or against, who may change their minds about the use of oil, for example, and other things, and compete on the open market and so on. We must, at all costs, control these studies because micro-organisms can easily be very dangerous. We must be very careful since we are still at the practical stage. Privatization must not happen.

You can give this work to private enterprise but it absolutely must be under state control. Thank you very much. I am ready to answer your questions.

Le président: Je vous remercie beaucoup, monsieur Smirnoff, pour cet exposé très intéressant qui nous donne également matière à réflexion. Comme l'indique le nom du Comité, nous nous intéressons à la fois à l'agriculture et aux forêts; et nous envisageons actuellement d'entreprendre une étude des questions qui concernent les forêts. Si nous décidons d'en traiter, les renseignements que vous nous avez fournis sur cette question très complexe de l'utilisation des produits chimiques par opposition aux moyens de lutte biologique nous seront des plus utiles.

Honorables sénateurs, il nous reste quelques minutes pour poser des questions. Sénatrice Fairbairn?

Le sénateur Fairbairn: J'aimerais au départ vous demander, monsieur Smirnoff, pourquoi, à votre avis, il a été si difficile de convaincre les gens d'utiliser le BT?

M. Smirnoff: Sénateurs, les gens en général sont conservateurs et acceptent mal les idées nouvelles. De plus, il n'est pas facile de mettre cette idée en pratique. C'est un moyen qui est très bien accepté dans les laboratoires, mais certains esprits conservateurs conçoivent mal qu'on puisse l'utiliser dans la nature.

L'autre difficulté, et je vous en parle franchement parce que c'est peut-être ma seule chance de le faire, a trait au fait que l'industrie des produits chimiques est une industrie de 5 milliards de dollars. Or, une industrie qui fabriquerait des moyens

[Text]

would probably be in the range of \$2 million to \$5 million. The big chemical companies, therefore, dictate to us our methods of warfare against insects. Furthermore, they make use of the federal laboratories, and although their employees publish many scientific documents on many different subjects, the thing to remember is that they work for the company and not for the country. I like this country very much; it is my country and I have been fighting this cause for 50 years.

Senator Fairbairn: In your fight, have you been collecting environmental groups in support of your cause?

Dr. Smirnoff: Yes, but mostly, I use the press, and I remain free because I work for the country, not for special groups or for a particular reason. Now people understand my efforts and appreciate them, but it was a difficult fight at first. However, I do not complain, because it is an honour to fight for such a cause.

A former minister, Senator Len Marchand, gave us his full support during a crucial period.

Senator Marchand: I have lost some contact with what has been going on in the department since I was the minister. However, I appreciate your present interest, and I gather that you are still carrying on your work with regard to BT at the university. Is the work that you are doing now being carried out by the department?

Dr. Smirnoff: There have been many changes. When I retired, my work was still going on, but a new minister was appointed. The Department of Agriculture became involved indirectly. A committee was formed. Because of frustrations with that committee, I was very happy to retire, although I had not finished my duties.

Today, however, I find things encouraging. A few days ago the Canadian Forestry Service offered me the opportunity to work in a lab. I am not involved with bureaucracy, and I have one project. That project involves the use of sanitary air in hospitals. This is an old dream I have had. I will not be involved with BT, but I will be involved with the university and with post-graduate students.

Senator Marchand: How much BT is being used in the industry now?

Dr. Smirnoff: The United States produces large quantities and Belgium produces a little bit for the European countries. I understand that the United Kingdom will open an industry very soon, perhaps in cooperation with the United States. It is very expensive to make BT. I have been fighting the decision of the Canada-United States commission with regard to BT. According to their publication, they intend to use 32 BUs, biological units. It is not necessary and it is very expensive. As a maximum, they should use 20 BUs, which would cut the cost in half. I told this committee that their proposal will mean big trouble, because they are now using oil. For this reason, my efforts were very much appreciated.

[Traduction]

de lutte biologique aurait un chiffre d'affaires se situant entre 2 et 5 millions de dollars. Les grandes sociétés qui fabriquent des produits chimiques nous imposent par conséquent leurs moyens de lutter contre les insectes. De plus, elles utilisent les laboratoires fédéraux et, si leurs employés publient de nombreuses communications scientifiques sur une vaste gamme de sujets, il faut se rappeler qu'ils travaillent avant tout pour la société qui les emploie et non pour le pays. J'aime beaucoup ce pays, c'est mon pays et c'est pourquoi je défends cette cause depuis cinquante ans.

Le sénateur Fairbairn: Dans la lutte que vous menez, avez-vous déjà sollicité l'appui de groupes environnementaux?

M. Smirnoff: Oui, mais je me sers principalement de la presse parce que je conserve ainsi ma liberté; je travaille pour mon pays, et non pas pour des groupes spéciaux ou pour une raison particulière. Maintenant, on comprend et on apprécie mes efforts, mais ce fut certainement au début une lutte difficile. Toutefois, je ne me plains pas parce que c'est un honneur de lutter pour une telle cause.

Un ancien ministre, le sénateur Len Marchand, nous a accordé tout son appui pendant une période critique.

Le sénateur Marchand: Je ne sais plus très bien ce qui se passe au Ministère depuis que je ne suis plus ministre. Toutefois, je comprends l'intérêt que vous portez à cette question et, sauf erreur, vous poursuivez toujours votre travail, sur le B.T. à l'université. Le Ministère poursuit-il les travaux que nous y faisiez?

M. Smirnoff: Il s'est produit de nombreux changements. Lorsque j'ai pris ma retraite, ce travail a été poursuivi, mais un nouveau ministre a par la suite été nommé. Le ministère de l'Agriculture y a été associé indirectement et un comité a été créé. Vu les difficultés rencontrées avec ce comité, j'étais très heureux de prendre ma retraite, même si je n'avais pas achevé ma tâche.

Aujourd'hui, cependant, je suis plutôt encouragé. Il y a quelques jours, le Service canadien des forêts m'a offert la possibilité de travailler dans un laboratoire. Je n'ai pas affaire à la bureaucratie et je travaille à un seul projet. Il porte sur la salubrité de l'air dans les hôpitaux. C'est un rêve que je caresse depuis longtemps. Je ne serai pas mêlé aux travaux sur le B.T., mais j'aurai des contacts avec l'université et je travaillerai avec des étudiants de troisième cycle.

Le sénateur Marchand: Dans quelle mesure l'industrie utilise-t-elle le B.T. actuellement?

M. Smirnoff: Les États-Unis en produisent de grandes quantités et la Belgique en produit un peu pour les pays européens. Je crois savoir que le Royaume-Uni en fabriquera sous peu, peut-être en collaboration avec les États-Unis. La production de B.T. est très coûteuse. Je me suis opposé à la décision prise par la Commission canado-américaine en ce qui concerne le B.T. Dans l'une de leurs publications, ils ont signalé leur intention d'utiliser 32 unités biologiques. Ce n'est pas nécessaire et c'est très coûteux. Ils devraient plutôt en utiliser 20 unités au maximum, ce qui réduirait le coût de moitié. J'ai dit à ce comité que leur proposition causerait de graves difficultés

[Text]

Senator Marchand: How many species of spruce budworm are affecting Canadian forests, and is BT effective on all these species?

Dr. Smirnoff: Yes. In this part of the country, the spruce budworm survives at a rate of one generation per year. In B.C. the rate is two and a half generations per year. The spruce budworm in central Canada poses a big problem for the jack pine forests. They attack the buds. There has been a big invasion in Central Canada.

Senator Marchand: Are you referring to the *Pinus banksiana*?

Dr. Smirnoff: Yes. BT is effective. The situation in Ontario is paradoxical because at one time Ontario resisted using BT, but over the past two years they have had to spray 2.5 million hectares to fight the spruce budworm.

Senator Sherwood: Is BT being used in New Brunswick?

Dr. Smirnoff: New Brunswick was very resistant to using biological controls or BT. New Brunswick traditionally used old insecticides and it is anticipated that next year there will be little change. This year, New Brunswick—but not Quebec—used Futura, which is a biological insecticide. I think they are going in the right direction. However, there has to be controlled application, dosage, volume and manipulation. Sometimes these products are used haphazardly and are ineffective because there has been incorrect application. A few years ago a team was given carte blanche to go into New Brunswick, Ontario and British Columbia with instructions to look at the application of insecticides, but they were given no ultimate responsibility.

Senator Sherwood: Do you think we will ever be able to control the budworm infestation?

Dr. Smirnoff: Yes. For many years, we have, at our station, recorded different combinations and different volumes, and we have made different calculations and so on. If you have a tree with 100 per cent budding and you have a severe infestation, then, if you spray correctly, you will be guaranteed to preserve 60 per cent of your buds. If your tree buds only to the extent of 60 per cent and you spray properly, you will be guaranteed to save 40 per cent, no more. If you have 40 per cent of budding on your trees and you spray correctly, you will preserve only 5 per cent. If, in the next year, you have 40 per cent budding you would be able to preserve 60 per cent of that. You will be stopping a permanent epidemic ladder with the blended use of chemical and biological insecticides.

If you use the same method and the same preparation and you use biological control only, it will not prevent the epidemic level. The use of chemical insecticides alone is very bad, but if you use a chemical insecticide with biological control it will have a curative effect.

[Traduction]

parce qu'on utilise actuellement du pétrole. C'est pour cette raison que mes efforts ont été reconnus.

Le sénateur Marchand: Combien d'espèces de tordeuses des bourgeons de l'épinette s'attaquent actuellement aux forêts canadiennes et le B.T. est-il efficace dans tous ces cas?

M. Smirnoff: Oui. Dans notre région, la tordeuse des bourgeons survit à un taux d'une génération par année. En Colombie-Britannique, le taux est de deux générations et demie par année. Dans le centre du Canada, la tordeuse des bourgeons s'attaque surtout aux forêts de pins-gris. Elle s'attaque aux bourgeons. La région centrale du Canada a subi une grande invasion.

Le sénateur Marchand: Faites-vous allusion au *pinus banksiana*?

M. Smirnoff: Oui, et le B.T. est efficace dans ce cas. La situation en Ontario est paradoxale; à une certaine époque, l'Ontario hésitait à utiliser le B.T., mais, au cours des deux dernières années, 2,5 millions d'hectares ont été traités par pulvérisation pour lutter contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette.

Le sénateur Sherwood: Le B.T. est-il utilisé au Nouveau-Brunswick?

M. Smirnoff: Le Nouveau-Brunswick hésite beaucoup à utiliser des moyens de lutte biologique ou le B.T. Le Nouveau-Brunswick a toujours utilisé de vieux types d'insecticide, mais on prévoit un changement pour l'année prochaine. Cette année, le Nouveau-Brunswick, mais non le Québec, utilise le Futura, qui est un insecticide biologique. Je pense que c'est un pas dans la bonne direction. Il faut cependant en contrôler minutieusement l'application, le dosage, le volume et la manipulation. Parfois ces produits ne sont pas utilisés avec suffisamment de soin et ils sont donc inefficaces. Il y a quelques années, une équipe a été envoyée au Nouveau-Brunswick, en Ontario et en Colombie Britannique pour observer l'utilisation des insecticides, mais ils n'en avaient pas la responsabilité.

Le sénateur Sherwood: À votre avis, parviendrons-nous un jour à enrayer l'infestation de la tordeuse des bourgeons?

M. Smirnoff: Oui, je le pense. Pendant de nombreuses années, nous avons essayé à notre station différentes combinaisons et différents volumes et nous avons effectué divers calculs etc. Par exemple, si on vaporise correctement un arbre dangereusement infesté, mais qui est couvert à 100 p. 100 de bourgeons, on peut réussir à en conserver 60 p. 100. Si un arbre ne bourgeonne que dans une proportion de 60 p. 100 et qu'on le vaporise correctement, on pourra en sauver 40 p. 100 au plus. Si l'arbre n'en a que 40 p. 100, on n'en conservera que 5 p. 100. L'année suivante, si l'arbre bourgeonne dans une proportion de 40 p. 100, on pourra conserver 60 p. 100 de ces bourgeons. Ainsi, on peut arriver à enrayer l'épidémie par l'utilisation combinée d'insecticides chimiques et biologiques.

En utilisant uniquement des moyens de lutte biologique, même avec la même méthode et la même préparation, on ne peut enrayer une épidémie. Il est très mauvais de n'utiliser que des insecticides chimiques, mais combinés à des moyens de lutte biologique, ils ont un effet curatif.

[Text]

Senator Sherwood: Mr. Chairman, this is encouraging information for the forestry industry in the province of New Brunswick. Our situation is much different from the situation Senator Marchand finds in his province, since the Pacific Ocean acts as a buffer and the prevailing winds move across this country from west to east. I understand that in the state of Maine, for instance, and in the very southern areas of Quebec, they do not have the measure of control necessary to deal with these budworms. Every time they are in the moth stage and the wind blows prevailingly, we will get another infestation.

Dr. Smirnoff: If you do not spray, for example, in Newfoundland, butterflies coming from New Brunswick will infect Maine and Quebec. They are very resistant because they were previously sprayed with chemical compounds.

Senator Sherwood: Our province has been fighting them for almost 40 years but, nonetheless, they have done a tremendous amount of damage.

The Chairman: Thank you, honourable senators, for your questions and you, Dr. Smirnoff, for appearing before us and enlightening us on this very important matter.

Before adjourning, honourable senators, I wish to ask for a motion to send one of the researchers Ms. June Deweterins, to a conference on free trade. It is actually a conference dealing with the problems we are currently experiencing in world trade in agricultural commodities. It is my understanding that the Library of Parliament is funding the attendance of Mr. Jean-Denis Fréchette and I believe it would be very useful to have June Deweterins attend as well. The Library of Parliament, being short of funds, as we are, is hoping that we will help by sending June.

I would, therefore, ask honourable senators for a motion that we use part of our budget to fund June Deweterins' attendance at that conference.

Senator Fairbairn: I so move.

The Chairman: Is it agreed, honourable senators?

Hon. senators: Agreed.

The Chairman: We have no other business. However, I remind honourable senators that we will be tabling our report, «Financing the Family Farm to the Year 2,000» on Thursday of this week. We will have a press conference later in the day to which all senators are invited. A copy of the report was circulated to you yesterday and I think it would be advisable to refresh your minds. I am not sure what debate there will be in the Senate on the report, but I intend to speak to it as soon as there is an opportunity to do so.

Are there any further matters?

Senator Marchand: Mr. Chairman, we are, I hope, going to have a motion for second reading of Bill C-67 in the chamber this afternoon. Should we make some arrangements now for committee meetings on that bill? I believe you indicated that you would like to hear witnesses from the department.

[Traduction]

Le sénateur Sherwood: Monsieur le président, ce sont des renseignements encourageants pour l'industrie forestière de la province du Nouveau-Brunswick. Notre situation est fort différente de celle que connaît le sénateur Marchand dans sa province, où l'océan Pacifique fait fonction de tampon et parce que les vents dominants soufflent sur le Canada d'ouest en est. Je sais que dans l'État du Maine et dans les régions les plus au sud du Québec, les mesures de lutte ne suffisent pas à enrayer les tordeuses des bourgeons. Chaque fois que soufflent les vents dominants et que les tordeuses sont au stade du papillon, il ya de nouveau une infestation.

M. Smirnoff: Si l'on ne vaporise pas à Terre-Neuve, par exemple, les papillons qui viennent du Nouveau-Brunswick infesteront le Maine et le Québec. Ils sont très résistants parce qu'ils ont déjà été vaporisés de produits chimiques.

Le sénateur Sherwood: Nous nous y attaquons dans notre province depuis presque 40 ans, mais les tordeuses ont néanmoins causé énormément de dommages.

Le président: Je vous remercie, honorables sénateurs, pour vos questions, et vous, Monsieur Smirnoff, pour avoir témoigné devant nous et nous avoir renseignés sur cette importante question.

Avant de suspendre la séance, honorables sénateurs, j'aimerais demander qu'on présente une motion pour permettre à l'une de nos recherchistes, M^{me} June Deweterins, de participer à une conférence sur le libre-échange. Il s'agit d'une conférence où seront abordés les problèmes qui se posent dans le commerce international des produits agricoles. Je crois comprendre que la Bibliothèque du Parlement assume les frais de voyage de M. Jean-Denis Fréchette et je pense qu'il serait très utile que M^{me} June Deweterins y participe également. La Bibliothèque du Parlement, qui manque de fonds, comme nous d'ailleurs, espère que nous pourrions ainsi l'aider.

Je demande par conséquent aux honorables sénateurs de présenter une motion prévoyant l'utilisation d'une partie de notre budget pour payer le voyage de M^{me} June Deweterins.

Le sénateur Fairbairn: J'en fais la proposition.

Le président: Êtes-vous d'accord, honorables sénateurs?

Des voix: D'accord.

Le président: Nous n'avons pas d'autres questions à traiter. Je rappelle cependant aux honorables sénateurs que nous déposerons, jeudi, cette semaine, notre rapport intitulé «Financement de la ferme familiale jusqu'à l'an 2000». Il y aura une conférence de presse un peu plus tard ce jour-là et tous les sénateurs y ont invités. Un exemplaire du rapport vous a été distribué hier et je pense qu'il conviendrait de vous rafraîchir la mémoire. Je ne sais pas quel sera le type de débat sur ce rapport au Sénat, mais j'ai l'intention de le défendre aussitôt que j'en aurai l'occasion.

Y a-t-il d'autres questions?

Le sénateur Marchand: Monsieur le président, nous aurons, j'espère, une motion tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-77 au Sénat cet après-midi. Devrions-nous prendre maintenant des dispositions pour tenir des séances du Comité sur ce

[Text]

The Chairman: I understand that you will be speaking today, Senator Marchand. Bill C-67 is the Animal Pedigree Act. That will be referred to this committee. We will hold meetings on that bill as soon as possible. We will certainly hear witnesses from Agriculture Canada. I believe the best course of action is to call those witnesses as soon as possible.

Senator Marchand: That is not a controversial bill but relates to housekeeping matters and other improvements to the act.

The Chairman: The clerk of the committee has reminded me that we do have a witness scheduled for next week on another matter. So it will probably not be until the following week that we will hold our first and only meeting on Bill C-67.

Are there any other matters honourable senators wish to raise at this time? If not, I ask for a motion to adjourn.

The committee adjourned.

[Traduction]

projet de loi? Vous avez dit, je pense, que vous aimeriez entendre des témoins du Ministère.

Le président: Je crois comprendre que vous parlerez aujourd'hui, sénateur Marchand. Le projet de loi C-67 est la Loi sur la généalogie des animaux. Il sera renvoyé à notre Comité. Nous tiendrons des séances sur ce projet de loi aussitôt que possible. Nous entendrons certainement des témoins d'Agriculture Canada et il serait certes préférable de convoquer ces témoins aussitôt que possible.

Le sénateur Marchand: Il ne s'agit pas d'un projet de loi controversé, mais de questions d'ordre administratif et d'autres améliorations à la loi.

Le président: Le greffier du Comité m'a rappelé que nous devons entendre un témoin la semaine prochaine sur un autre sujet. Ce sera donc la semaine suivante que nous tiendrons notre première et seule séance sur le projet de loi C-67.

Y a-t-il d'autres questions que les honorables sénateurs aimeraient soulever maintenant? Dans la négative, je demande une motion d'ajournement.

La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESS—TÉMOIN

Dr. W. A. Smirnoff.

M. W. A. Smirnoff.

A1
C 25
A 47



Second Session
Thirty-third Parliament, 1986-87-88

Deuxième session de la
trente-troisième législature, 1986-1987-1988

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

*Proceedings of the Standing
Senate Committee on*

*Délibérations du Comité
sénatorial permanent de*

Agriculture and Forestry

l'Agriculture et des forêts

Chairman:
The Honourable DANIEL HAYS

Président:
L'honorable DANIEL HAYS

Tuesday, May 3, 1988

Le mardi 3 mai 1988

Issue No. 23

Fascicule n° 23

First proceedings on:

Premier fascicule concernant:

Consideration of matters relating to the Committee
pursuant to the Order adopted by the Senate
on March 19, 1987 (Alachlor)

Étude de questions ayant trait aux travaux du Comité
conformément à l'Ordre adopté par le Sénat
le 19 mars 1987 (Alachlore)

WITNESSES:
(See back cover)

TÉMOINS:
(Voir à l'endos)

STANDING SENATE COMMITTEE ON
AGRICULTURE AND FORESTRY

The Honourable Daniel Hays, *Chairman*

The Honourable E. W. Barootes, *Deputy Chairman*

and

The Honourable Senators:

Argue	*Murray
Barootes	(or Doody)
Bielish	Olson
Fairbairn	Riel
Hays	Rossiter
*MacEachen	Sherwood
(or Frith)	Sparrow
Marchand	Spivak

**Ex Officio Members*

(Quorum 4)

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DE
L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS

Président: L'honorable Daniel Hays

Vice-président: L'honorable E. W. Barootes

et

Les honorables sénateurs:

Argue	*Murray
Barootes	(ou Doody)
Bielish	Olson
Fairbairn	Riel
Hays	Rossiter
*MacEachen	Sherwood
(ou Frith)	Sparrow
Marchand	Spivak

**Membres d'office*

(Quorum 4)

ORDER OF REFERENCE

Extract from the Minutes of Proceedings of the Senate,
Thursday, March 19, 1987:

“With leave of the Senate,

The Honourable Senator Hays moved, seconded by the
Honourable Senator Marchand, P.C.:

That, for the duration of the present session, the Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry be authorized, on its own initiative, to send for, hear and consider the evidence of a person or persons on matters which are within the Committee's mandate as described in Rule 67(1)(n) of the Rules of the Senate.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.”

ORDRE DE RENVOI

Extrait des procès-verbaux du Sénat, le jeudi 19 mars 1987:

«Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Hays propose, appuyé par l'honorable sénateur Marchand, C.P.,

Que, pour la durée de la présente session, le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts soit autorisé, de son propre chef, à inviter, entendre et examiner les témoignages d'une ou de plusieurs personnes sur des questions relevant du mandat du Comité tel que décrit à l'article 67(1)n) du Règlement du Sénat.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Le greffier du Sénat

Charles Lussier

Clerk of the Senate

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MAY 3, 1988
(37)

[Text]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met at 9:40 a.m., this day, the Chairman, the Honourable Senator Daniel Hays, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Bielish, Fairbairn, Hays, Marchand, Rossiter and Spivak (6).

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Mr. Jean-Denis Fréchette and Mrs. June Dewetering.

Witnesses:

Mr. Henri A. Aboutboul, President, Monsanto Canada Inc.;

Dr. George Fuller, Registration Director, Monsanto Agricultural Products;

Mr. Bruce Archibald, Research and Policy Coordinator, Ontario Corn Producers Association;

Mr. John Davidse, Executive Assistant, Ontario Soybean Growers Marketing Board;

Mr. Jean-Yves Couillard, Board of Directors, Canadian Federation of Agriculture.

Pursuant to the Order of Reference adopted by the Senate on March 19, 1987, the Committee considered business which falls under its mandate.

The Chairman asked for and received leave from the Committee to have 2 other organizations present briefs along with Monsanto.

The witnesses made opening statements and answered questions.

At 11:00 a.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

ATTEST:

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 3 MAI 1988
(37)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à 9 h 40 sous la présidence de l'honorable sénateur Daniel Hays (président).

Membres du Comité présents: Les honorables sénateurs Bielish, Fairbairn, Hays, Marchand, Rossiter et Spivak (6).

Également présents: Du Service de recherches de la Bibliothèque du Parlement: M. Jean-Denis Fréchette et M^{me} June Dewetering.

Témoins:

M. Henri A. Aboutboul, président, Monsanto Canada Inc.;

M. George Fuller, directeur de l'enregistrement, Produits agricoles Monsanto;

M. Bruce Archibald, coordonnateur de la recherche et des programmes, Ontario Corn Producers Association;

M. John Davidse, adjoint administratif, Ontario Soybean Growers Marketing Board;

M. Jean-Yves Couillard, membre du conseil d'administration de la Fédération canadienne de l'agriculture.

Conformément à l'ordre de renvoi adopté par le Sénat le 19 mars 1987, le Comité étudie des questions qui relèvent de son mandat.

Le président demande et obtient le consentement des membres pour que le Comité entende deux autres organismes en même temps que la société Monsanto.

Les témoins font une déclaration préliminaire et répondent aux questions.

À 11 heures, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

ATTESTÉ:

Le greffier du Comité

Andrew N. Johnson

Clerk of the Committee

EVIDENCE

Ottawa, Tuesday, May 3, 1988

[Text]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met this day at 9.30 a.m. to hear representations on the registration, control and use of Alachlor as a pest control product, and to discuss the future business of the committee.

Senator Daniel Hays (Chairman) in the Chair.

The Chairman: Honourable senators, we are pleased to have with us this morning Dr. Henri Aboutboul, President of Monsanto Canada Inc. and Dr. George Fuller, Registration Director of Monsanto Agricultural Products. They are accompanied by Bruce Archibald, Research and Policy Coordinator, Ontario Corn Producers Association; John Davidse, Executive Assistant, Ontario Soybean Growers Marketing Board, and Jean-Yves Couillard from the Canadian Federation of Agriculture.

With leave, honourable senators, I propose to invite these witnesses to make representations at the same time, but as three separate groups, following which we will entertain questions from senators. Since I hear no objection to that proposal, I invite Dr. Aboutboul to proceed with his presentation.

Dr. Henri A. Aboutboul, President, Monsanto Canada Inc.: By way of introduction, I would like to thank the Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry for giving Monsanto Canada Inc. and various growers' associations the opportunity to review the alachlor registration issue. We recognize that senators have made time available in their busy agenda to hear us.

Je voudrais remercier les membres du comité sénatorial de l'agriculture et des forêts pour l'opportunité que vous avez accordée à la Société Monsanto Canada et aux associations de producteurs agricoles de vous présenter notre position sur l'homologation de l'alachlore.

Nous réalisons qu'il vous a fallu trouver le temps nécessaire pour cet examen dans un agenda qui est très chargé.

Following my brief introduction, which will cover the chronology of events since alachlor was first registered in Canada in 1969 and the issues as we see them, I will ask Dr. George Fuller, Registration Director for our company, to discuss the Alachlor Review Board Process and the registration status of alachlor in other world areas. As the chairman indicated, this presentation will be followed by those of Bruce Archibald, John Davidse, and Jean-Yves Couillard. I would like to point out that these gentlemen will be presenting their views independently from those of Monsanto. Collectively, they represent over 250,000 farmers in Canada, include Ontario and Quebec corn and soybean farmers—people from areas where Lasso was used extensively for annual grass control.

The registration of the Lasso herbicide was cancelled by the Minister of Agriculture, John Wise, in 1985, after 17 years of use in Canada. Pursuant to the Pest Control Products Act and

TÉMOIGNAGES

Ottawa, le mardi 3 mai 1988

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à 9 h 30 pour entendre des témoignages sur l'homologation, le contrôle et l'utilisation de l'alachlore, produit antiparasitaire, et pour discuter de ses futurs travaux.

Le sénateur Daniel Hays (président) occupe le fauteuil.

Le président: Honorables sénateurs, nous sommes heureux d'accueillir ce matin M. Henri Aboutboul, président de Monsanto Canada Inc. et M. George Fuller, directeur de l'enregistrement, Produits agricoles Monsanto. Ils sont accompagnés de M. Bruce Archibald, coordonnateur de la recherche et des programmes, Ontario Corn Producers Association, de M. John Davidse, adjoint administratif, Ontario Soybean Growers Marketing Board, et de M. Jean-Yves Couillard, Fédération canadienne de l'agriculture.

Avec votre consentement, honorables sénateurs, je propose d'inviter ces témoins à présenter leur exposé l'un à la suite de l'autre, mais en tant que représentants de trois groupes distincts, après quoi les sénateurs pourront leur poser des questions. Puisque personne ne s'oppose à cette proposition, j'invite M. Aboutboul à présenter son exposé.

M. Henri A. Aboutboul, président, Monsanto Canada Inc.: En guise d'introduction, j'aimerais remercier le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts de donner à la société Monsanto Canada Inc. et à diverses associations de producteurs l'occasion de traiter de la question de l'homologation de l'alachlore. Nous sommes reconnaissants aux sénateurs de prendre le temps de nous entendre malgré leur calendrier chargé.

I want to thank the members of the Senate Committee on Agriculture and Forestry for giving Monsanto Canada Inc. and the growers' associations this opportunity to present our position on the registration of alachlor.

We realize that you had to find the time for this review in an agenda that is very crowded indeed.

Après une brève introduction qui retracera successivement les événements depuis 1969, date à laquelle on a homologué l'alachlore pour la première fois au Canada, je demanderai à M. George Fuller, directeur de l'enregistrement de notre société, de parler du Comité d'examen de l'alachlore et du statut de ce produit dans d'autres pays. Comme l'a signalé le président, mon exposé sera suivi de ceux de MM. Bruce Archibald, John Davidse et Jean-Yves Couillard. J'aimerais souligner que MM. Archibald et Davidse présenteront leurs propres points de vue et qu'ils ne sont pas liés à la société Monsanto. Ils représentent ensemble plus de 250 000 agriculteurs canadiens, y compris les producteurs de maïs et de soja de l'Ontario et du Québec où le Lasso a beaucoup servi pour contrôler chaque année les mauvaises herbes.

En 1985, l'honorable John Wise, ministre de l'Agriculture a annulé l'homologation de l'herbicide Lasso qui était utilisé au Canada depuis 17 ans. À la demande de notre société et con-

[Text]

regulations and at our company's request, Mr. Wise appointed a review board to review questions concerning the safety of alachlor products to farmers and the general public and to make recommendations on the re-registration of alachlor.

The board was comprised of world renowned experts with impeccable scientific credentials. Its report was thorough and its recommendations unequivocal; that is, that alachlor does not present an unacceptable risk and that the alachlor registration should be restored in Canada. Dr. Fuller will describe in greater detail the make-up of the board and the process that lead to these recommendations. He will also discuss the conclusions of safety evaluations conducted in other world areas. Based on their evaluations, Lasso remains available for weed control in more than 60 other countries around the world, including the U.S.A., the U.K., France and Japan.

The recommendation of the Alachlor Review Board to restore the registration of Lasso herbicide was strongly supported by all of the relevant grower associations, some of which are here today to present their own stories.

On January 27, Mr. Wise decided not to restore the registration of Lasso herbicide "based on the advice I have received regarding both the risks and benefits of the product".

As a result of the minister's decision, the Agriculture Committee of the House of Commons has since held hearings to review the decision of Mr. Wise on the non-renewal of the registration of alachlor. Testimony has been given only by the departments of Health and Welfare and Agriculture Canada, and they will serve as the basis of a report which is expected to be tabled in the House of Commons.

On February 1, Monsanto Canada Inc. filed an application with the Federal Court of Appeal to review and to set aside the decision of the Minister of Agriculture not to restore the registration of alachlor herbicide and to order the minister to accept the recommendation of the Alachlor Review Board and restore the product registration. Agriculture Canada filed a motion challenging the jurisdiction of the Court of Appeal to hear his application. On April 8, the court ruled that it had jurisdiction to hear the appeal at a date yet to be decided.

Based on the preceding chronology, there are several points that we wish to bring to senators' attention. First, this is a scientific issue. The mechanism for such a review is in place under the current legislation. It had worked until the Alachlor Review Board report of November 13. Our company questions the disregard shown by the minister toward this scientific board—one that he established for the purpose of reviewing the safety and health issue surrounding the product alachlor.

Second, Monsanto Canada Inc. has been treated unfairly in that it has abided by the registration appeal process in place, received a favourable recommendation from the Appeal Board, yet remains unable to make its product available to farmers

[Traduction]

formément à la Loi sur les produits antiparasitaires, M. Wise a nommé un comité chargé d'étudier les questions liées à l'innocuité de l'alachlore pour les agriculteurs et la population et de présenter des recommandations sur l'homologation de l'alachlore.

Le Comité d'examen se composait d'experts de réputation internationale et d'une grande compétence scientifique. Leur rapport était exhaustif et leurs recommandations étaient sans équivoque; on y disait que l'alachlore ne présentait pas un risque inacceptable et qu'il devrait de nouveau être homologué au Canada. M. Fuller donnera des précisions sur la composition du Comité d'examen et sur la méthode qu'il a utilisée pour arriver à ses tests de sécurité effectués dans d'autres pays. C'est sur ces évaluations que se sont fondés plus de 60 pays, dont les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et le Japon pour autoriser l'utilisation de l'herbicide Lasso afin de contrôler les mauvaises herbes.

Toutes les associations de producteurs intéressées ont vivement approuvé la recommandation du Comité d'examen de l'alachlore voulant que l'herbicide Lasso soit de nouveau homologué. Certaines de ces associations sont d'ailleurs venues ici aujourd'hui pour présenter leur point de vue.

Le 27 janvier, M. Wise a décidé de ne pas renouveler l'homologation de l'herbicide Lasso en se fondant sur des avis qu'il avait reçus concernant à la fois les risques et les avantages du produit.

Par suite de la décision du Ministre, le Comité permanent de l'agriculture de la Chambre des communes a tenu des audiences pour examiner la décision de M. Wise de ne pas renouveler l'homologation de l'alachlore. Les seuls témoignages entendus par le Comité sont ceux de Santé et Bien-être social Canada et d'Agriculture Canada et c'est à partir de ces seuls témoignages que sera rédigé le rapport qui doit être déposé à la Chambre des communes.

Le 1^{er} février, la société Monsanto Canada Inc. a demandé à la Cour d'appel fédérale d'examiner et d'annuler la décision du ministre de l'Agriculture de ne pas renouveler l'homologation de l'herbicide alachlore et de lui ordonner d'accepter la recommandation du Comité d'examen à savoir le renouvellement de l'homologation du produit. Agriculture Canada a alors présenté une motion visant à contester la compétence de la cour d'appel en cette matière. Le 8 avril, la cour a décidé qu'elle avait compétence d'entendre l'appel à une date qui reste encore à déterminer.

Étant donné ce qui précède, il y a plusieurs points que nous aimerions porter à l'attention des sénateurs. Premièrement, il s'agit en l'espèce d'une question scientifique. La loi actuelle prévoit un mécanisme pour étudier une pareille question. Il avait bien fonctionné jusqu'au 13 novembre, lorsque le comité d'examen de l'alachlore a présenté son rapport. Notre société conteste le peu de cas qu'a fait le Ministre des conclusions présentées par ce comité scientifique, créé précisément dans le but d'examiner l'innocuité de l'alachlore.

Deuxièmement, la société Monsanto Canada Inc. a été traitée injustement, en ce sens qu'elle a eu recours au mécanisme prévu en matière d'homologation, qu'elle a obtenu une décision favorable du Comité d'examen et qu'elle ne peut toujours pas

[Text]

who wish to use it. Even worse, the Alachlor Review Board Report has been misrepresented and misinterpreted by Health and Welfare Canada in seeking to justify the continued cancellation of Lasso.

Third, the decision and action of Mr. Wise have placed the Canadian corn and soybean farmers at a competitive disadvantage relative to their neighbours to the south, where Lasso remains registered. This is especially distressing in light of the free trade agreement, under which Canadian corn and soybean farmers will be forced to compete across an open border but with a higher cost structure for weed control inputs.

Monsanto Canada therefore asks the Senate Committee on Agriculture and Forestry to urge the Minister of Agriculture to reconsider his decision of January 27, and to renew the registration of alachlor herbicide in Canada. The present situation can only frustrate the efforts of Monsanto and other agriculture chemical companies to provide safe and effective herbicides within the current regulatory system for Canadian farmers. Likewise, it will set a precedent that can only frustrate the efforts of farmers and their associations to work within the system to achieve fair and effective farm policies.

That completes my statement, Mr. Chairman. If I may, I will yield the floor to Dr. Fuller.

Dr. George Fuller, Registration Director, Monsanto Agricultural Products: Before I go into the details of the review board process and decision, it is important to make one point absolutely clear to the honourable senators here. Alachlor, the chemical which is the active ingredient in Lasso herbicide, is the most thoroughly tested and the most thoroughly evaluated herbicide in history. When the results of all the tests relating to health and safety of alachlor have been evaluated, not just by Monsanto but by independent scientists who are leaders in their field, and a conclusion has been reached, this conclusion, their conclusion has always been that alachlor can be used safely and does not represent an unacceptable risk to humans or the environment. We would be remiss if we did not keep that point foremost in our minds as we go through these proceedings.

As Dr. Aboutboul pointed out, when the minister, Mr. Wise, cancelled alachlor in 1985, we requested an independent scientific review by a review board, as was our right under the regulations. To the honourable minister's credit, he did a very good job of selecting the best experts in their fields that could have been made available to us. He selected experts in the fields of carcinogenicity, the science of cancer, the science of toxicology, metabolism, risk assessment and agronomic benefits. Among the four technical experts on the review board there was over 100 years of experience and expertise in their fields. These people have published more than 680 publications in the peer-reviewed scientific literature—truly impeccable credentials.

The hearings were open to the public. Ten parties had standing before the board, eight of whom were represented by legal counsel. All parties were allowed and indeed encouraged to

[Traduction]

offrir son produit aux agriculteurs qui désirent l'utiliser. Qui plus est, Santé et Bien-être social Canada a donné une impression incorrecte du Comité d'examen de l'alachlore et a mal interprété ses conclusions en vue de justifier le maintien de l'interdiction d'utiliser le produit Lasso.

Troisièmement, la décision de M. Wise désavantage les producteurs canadiens de maïs et de soja par rapport à leurs voisins du Sud, où le produit Lasso demeure homologué. Cette situation est tout particulièrement inquiétante dans le contexte d'un accord de libre-échange en vertu duquel les producteurs canadiens de maïs et de soja seront en concurrence avec les producteurs américains, alors qu'il leur en coûtera davantage pour lutter contre les mauvaises herbes.

Monsanto Canada demande par conséquent au Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts d'inviter le ministre de l'Agriculture à reconsidérer sa décision du 27 janvier et à renouveler l'homologation de l'herbicide alachlore au Canada. La situation actuelle ne peut que compromettre les efforts déployés par Monsanto et d'autres producteurs de produits chimiques pour fournir aux agriculteurs canadiens des herbicides sûrs et efficaces, conformes à la réglementation actuelle. Cela créera également un précédent qui ne peut que frustrer les agriculteurs et leurs associations qui tentent d'obtenir, au sein du système, une politique agricole juste et efficace.

Cela met fin à mon exposé, monsieur le président. Si vous me le permettez, je céderai la parole à M. Fuller.

M. George Fuller, directeur de l'enregistrement, Produits agricoles Monsanto: Avant de parler en détail de la façon de procéder du Comité d'examen et de sa décision, j'estime important de mettre une chose parfaitement au clair pour les honorables sénateurs. L'alachlore, le produit chimique qui est l'élément actif de l'herbicide Lasso, est, parmi tous les herbicides, celui qui a été soumis aux essais les plus complets et les plus rigoureux. L'évaluation des résultats de tous les essais effectués sur l'innocuité de l'alachlore, non seulement par Monsanto, mais également par des scientifiques indépendants, qui sont des sommités dans leur domaine, a permis de conclure que l'alachlore peut être utilisé en toute sécurité et qu'il ne présente pas un risque inacceptable pour les humains ou l'environnement. C'est ce qu'il ne faut surtout pas oublier au cours de toutes ces délibérations.

Comme le disait M. Aboutboul, lorsque M. Wise a interdit l'utilisation de l'alachlore en 1985, nous avons demandé que soit effectué un examen scientifique indépendant, comme le prévoit le règlement. C'est tout à l'honneur de l'honorable Ministre d'avoir choisi, pour ce faire, les experts les plus renommés dans leur domaine. Le Comité comptait des experts en cancérogénicité et en toxicologie, de même que des experts des domaines du métabolisme, de l'évaluation des risques et des avantages agronomiques. Les quatre experts qui faisaient partie du Comité d'examen comptaient ensemble 100 ans d'expérience dans leurs disciplines. Ils ont publié au total plus de 680 communications scientifiques dans des revues spécialisées—vraiment des références à toute épreuve.

Les audiences étaient publiques. Dix témoins ont comparu devant le Comité d'examen, dont huit étaient représentés par des avocats. On a autorisé et, en fait, encouragé toutes les par-

[Text]

present evidence, to cross-examine witnesses and to file briefs. This process culminated with the issuance of the review board report in November of 1987. The decision of the review board was unequivocal in support of the restoration of the registration of alachlor. The report concluded:

The board recommends to the Minister of Agriculture that the registration of alachlor should be restored.

In reaching their decision the review board disagreed with the Department of Agriculture and the Department of Health and Welfare on some key points.

First, the toxicity of metolachlor. Metolachlor, as some of you know, is the active ingredient in Dual herbicide, the substitute product which is manufactured by Ciba-Geigy Corporation. It had been the position of Health and Welfare Canada that this product had no adverse effects that were of concern. The review board decided quite the contrary, that there was no valid basis for reaching that conclusion and, indeed, metolachlor did cause the formation of tumours in laboratory animals.

Second, the review board concluded that Health and Welfare Canada's assessment of the risks resulting from exposure to alachlor were based on "unreasonable worst case assumptions." They further took issue with Health and Welfare overstepping their role in the decision-making process and essentially making the decision rather than the Minister of Agriculture, whose purview it should normally be. Conversely, the review board also concluded that the Minister of Agriculture had taken too passive a role in the decision-making process.

Since the report issued, there have been several misrepresentations and misinterpretations of the report by Health and Welfare and by Agriculture Canada. I would like to go into detail and deal with two or three of them today.

The Chairman: Dr. Fuller, if you are going to deal with some of them, perhaps you could go into them all so we would not be left with a misunderstanding as to what your view is as to the misrepresentations.

Dr. Fuller: We are somewhat limited by time. I would like to go into the ones that I feel are most important, and if we have time I can go into the remainder, which are of lesser significance.

The Chairman: Perhaps they could be itemized.

Dr. Fuller: Very good. Perhaps the most significant of these is the contention that the review board was not correct in their assessment of the toxicity of metolachlor because they did not have all the data which is available to Health and Welfare Canada. This is sufficiently important, and I would like to go into it in some detail.

I have three problems with that contention. The first problem is that the members of the review board, being distinguished scientists, were very careful throughout their report to specify when they felt they had sufficient justification to make a conclusion. When there were questions in their minds, they

[Traduction]

ties à présenter des preuves, à contre-examiner les témoins et à déposer des mémoires. Ce processus a pris fin avec le dépôt du rapport du Comité d'examen, en novembre 1987. Les membres du Comité d'examen se sont prononcés sans équivoque en faveur du rétablissement de l'homologation de l'alachlore. Le rapport concluait en disant:

Le Comité recommande au ministre de l'Agriculture de renouveler l'homologation de l'alachlore.

Le Comité d'examen était en désaccord avec le ministère de l'Agriculture et le ministère de la Santé et du Bien-être social sur certains points clés.

Premièrement, sur la toxicité du métalachlore. Comme certains d'entre vous le savent, le métalachlore est l'élément actif des herbicides à double action, le substitut fabriqué par la société Ciba-Geigy. Santé et Bien-être social Canada avait déjà soutenu que ce produit n'avait pas de graves effets nocifs. Pourtant, le Comité d'examen avait conclu, au contraire, qu'aucune preuve valable ne permettait de tirer cette conclusion que, en fait, le métalachlore avait déjà causé des tumeurs chez les animaux de laboratoire.

Deuxièmement, le Comité d'examen avait conclu que l'évaluation faite par Santé et Bien-être social Canada des risques que présente l'exposition à l'alachlore était fondée sur des suppositions déraisonnables ne tenant compte que des pires cas possibles. Les membres du Comité d'examen avaient également engagé une controverse avec Santé et Bien-être social Canada parce qu'ils estimaient que ce ministère outrepassait son rôle dans le processus de prise de décisions, à savoir qu'il prenait en fait une décision qui relevait de la compétence du ministre de l'Agriculture. Le Comité d'examen avait également conclu que le ministre de l'Agriculture avait joué un rôle trop passif dans le processus de prise de décision.

Santé et Bien-être social Canada et Agriculture Canada ont, à plusieurs reprises, mal interprété et déformé le rapport. J'aimerais vous parler en détail de deux ou trois exemples.

Le président: Monsieur Fuller, tant qu'à faire, peut-être devriez-vous nous les exposer tous pour éviter que nous nous méprenions sur votre point de vue quant à ces interprétations erronées.

M. Fuller: Nous sommes un peu à cours de temps, mais j'aimerais cependant en souligner une qui m'apparaît la plus importante et, s'il me reste du temps, je vous en signalerai d'autres dont la portée est moindre.

Le président: Vous pourriez peut-être les résumer.

M. Fuller: Très bien. La plus révélatrice est peut-être l'allégation voulant que le Comité d'examen se soit trompé dans son évaluation de la toxicité du métalachlore parce qu'il ne possédait pas toutes les données dont dispose Santé et Bien-être social Canada. C'est une question très importante que j'aimerais traiter en détail.

Cette allégation présente pour moi trois difficultés. La première est que les membres du Comité d'examen étaient des scientifiques remarquables qui ont précisé avec soin, tout au long de leur rapport si, oui ou non, ils estimaient avoir suffisamment de preuves pour tirer une conclusion. Lorsque des

[Text]

were very careful to specify what questions they had and what data would be available to answer those questions. The review board was unequivocal in their statement on metolachlor when they said:

There is no valid scientific basis for concluding that either of the two chemicals—alachlor or metolachlor—is a more potent carcinogen in rats.

Second, there is a real leap of logic that is required to accept Agriculture Canada's contention here. If you recall, Ciba-Geigy, the manufacturer of metolachlor, was present as a party before these hearings for the express purpose of defending their product, metolachlor, against any allegations of adverse effects before the board. We are now being asked to believe that this manufacturer sat idly by while data on tumour formation of their product was made available to the board and refused to allow data which would mitigate that data to be given to the board. I have a great deal of difficulty accepting that contention.

Third, we have to question whether there is a complete data base on metolachlor, when one realizes that the State of California in the United States has conducted an exhaustive examination of the data bases for all pesticides registered in California. They have required that Ciba-Geigy repeat the long-term studies which addressed the whole issue of tumour formation on the ground that these studies are inadequate for their purposes.

A second area where I think there has been some misrepresentation is that the contention is being put forward that this is simply a difference of opinion between two groups of distinguished scientists who have looked at the same data base and reached different conclusions. That is not exactly true. What in fact is the case is that Health and Welfare Canada had looked at a data base and reached a conclusion which was then reviewed by a distinguished group of scientists. So we are talking about independent reviews. In fact, we are talking about the review board being aware of HPB's decision, being aware of the data on which that decision was based, and telling the minister that those conclusions were not justified based on the data.

A third contention which one hears is that, if Agriculture Canada made an error, it was to err on the side of safety. That is very difficult for anyone to quarrel with, if it is true. In fact, as the review board report points out, that statement is only partially true. There was in fact an error, but given that both metolachlor and alachlor have to be considered equivalent, there was not an error on the side of safety. There was simply an error.

There are other areas, which I will not go into detail on, but for the sake of completeness I will mention them as areas which I think have been subject to some representation.

There is the contention that it was Monsanto that was responsible for bringing forward the issue of metolachlor, which does not properly belong in an evaluation of alachlor. That simply is not true. The issue of metolachlor was first

[Traduction]

questions leur semblaient non résolues, ils ont précisé minutieusement de quoi il s'agissait et sur quelles données il faudrait se fonder pour y répondre. La déclaration suivante était sans équivoque:

Il n'existe aucune preuve scientifique valable permettant de conclure que l'un ou l'autre des deux produits chimiques, l'alachlore ou le métolachlore, est un cancérigène plus puissant chez les rats.

Deuxièmement, il faut vraiment faire une entorse à la logique pour accepter l'affirmation d'Agriculture Canada à cet égard. Vous vous rappelez peut-être que Ciba-Geigy, le fabricant du métolachlore, était présent à ces audiences dans le but évident de défendre son produit, le métolachlore, contre toute allégation concernant ses prétendus effets nocifs. On nous demande maintenant de croire que ce fabricant n'a pas répliqué quand des données sur la formation de tumeurs causées par son produit ont été présentées au Conseil d'examen et qu'il a même refusé de fournir des données qui auraient atténué la portée des premières. J'ai beaucoup de difficulté à croire cela.

Troisièmement, nous devrions nous demander si les bases de données sur le métolachlore sont complètes, lorsqu'on sait que l'État de Californie, aux États-Unis, a effectué des examens complets des bases de données pour tous les pesticides homologués en Californie. On a exigé de la société Ciba-Geigy qu'elle reprenne les études à long terme portant sur toute la question de la formation de tumeurs sous prétexte que ces études n'étaient pas suffisantes eu égard au but visé.

Je pense que les faits ont également été déformés lorsqu'on a prétendu qu'il s'agissait tout simplement d'un désaccord entre deux groupes de scientifiques distingués, qui ont examiné les mêmes bases de données et qui sont arrivés à des conclusions différentes. Cela n'est pas tout à fait vrai. Ce qui s'est produit, en fait, c'est que Santé et Bien-être social Canada a examiné une base de données et a tiré une conclusion qui a, par la suite, été étudiée par un groupe de scientifiques distingués. Nous parlons donc d'examen indépendants. En fait, le Comité d'examen était au courant de la décision prise par Santé et Bien-être social Canada, des données sur lesquelles elle était fondée, et il a dit au Ministre que les données ne pouvaient justifier les conclusions qu'on en avait tirées.

Une troisième allégation que l'on entend souvent est qu'Agriculture Canada, en cas d'erreur, penche toujours du côté d'une plus grande sécurité. Personne ne peut trouver à redire à cela, si c'est vrai. En fait, comme l'a fait remarquer le Comité d'examen, cette affirmation n'est vraie qu'en partie. Une erreur a vraiment été commise, mais étant donné que le métolachlore et l'alachlore sont des produits équivalents, il n'y a pas eu erreur en faveur d'une plus grande sécurité. Il y a eu simplement erreur.

Il y a d'autres cas que je n'aborderai pas en détail, mais, afin de brosser un tableau aussi complet que possible, je les mentionnerai en tant que domaines qui ont fait l'objet de certaines démarches.

On prétend, par exemple, que c'est la société Monsanto qui a soulevé la question du métolachlore, question qui est inappropriée dans une évaluation de l'alachlore. C'est tout simplement faux. La question du métolachlore a d'abord été soulevée

[Text]

brought up by Health and Welfare Canada themselves, and we had no choice but to respond to that since it was the basis for their decision in the beginning.

Another area which I think has been misunderstood by all parties is the area of risk assessment, and the fact that the review board had no scientific justification for their risk assessment. I will not go into detail on that because it is a complex issue, but the review board report speaks very well for itself in that regard.

Still another area is the contention that there is—I think the words used were—remarkable agreement between the position taken by the review board and Health and Welfare Canada's position. Again, I do not see how anybody reading the review board report can come to that conclusion.

Finally, I would like to make the point that Mr. Wise's decision not to restore the registration of alachlor not only ignores the best scientific advice available to him on the question of alachlor and acceptability of risk, but also flies in the face of regulatory opinion elsewhere in the world. Every other corn and soybean growing country in the world has reviewed the data and decided that the risks are certainly acceptable to maintain alachlor on the market.

In addition, apart from the review board, a distinguished group of scientists have reviewed the data. They consist of Dr. Ian Munro, former Director General of Foods Directorate in Health and Welfare Canada, currently head of the Canadian Centre for Toxicology; Dr. John Doull, University of Kansas Medical Centre, distinguished adviser to the Environmental Protection Agency; Dr. Robert Squire, John Hopkins School of Medicine, and Dr. John Bend, University of Western Ontario Medical Centre. These men have reviewed the alachlor data base and have come to the conclusion that they concur with the Alachlor Review Board's decision and that alachlor does not represent a risk to humans under normal conditions of use.

The only conclusion that I can reach is that the honourable minister's decision not to restore alachlor is without technical basis. I would join Dr. Aboutboul in urging you to ask the honourable minister to reconsider his decision and to decide to restore the registration of alachlor to the Canadian farmer.

The Chairman: Who would like to go next? The representative from the Ontario Soybean Growers Marketing Board or the OCPA?

Mr. Bruce Archibald, Research and Policy, Coordinator, Ontario Corn Producers Association: Thank you, Mr. Chairman.

The Ontario Corn Producers' Association appreciates the opportunity to present a brief to the Senate Committee on Agriculture and Forestry today.

[Traduction]

par Santé et Bien-être social Canada et nous n'avions d'autre choix que d'y répondre puisque c'est sur cette question que le Ministère fondait sa décision au départ.

À mon avis, le domaine de l'évaluation des risques en est un qui a été mal compris par toutes les parties. Le Comité d'examen ne pouvait se baser sur aucune preuve scientifique pour évaluer les risques. Je n'entrerai pas dans les détails parce qu'il s'agit d'une question fort complexe, mais le rapport du Comité d'examen est très clair à ce sujet et se passe d'autres explications.

On a également prétendu qu'il y avait, je pense que ce sont les mots exacts, un accord remarquable entre la position prise par le Comité d'examen et celle de Santé et Bien-être social Canada. Encore une fois, je ne peux voir comment quelqu'un qui lit attentivement le rapport du Comité d'examen peut arriver à cette conclusion.

Enfin, j'aimerais souligner que la décision de M. Wise de ne pas renouveler l'homologation de l'alachlore non seulement ne tient pas compte des conseils que lui ont donnés les meilleurs scientifiques, au sujet de la question de l'alachlore et du niveau acceptable des risques, mais va également à l'encontre des décisions prises par règlement, ailleurs, dans le monde. La moitié environ des pays producteurs de maïs et de soja ont examiné les données et conclu que les risques étaient certainement d'un niveau acceptable puisqu'ils ont maintenu l'utilisation de l'alachlore.

En outre, un groupe de scientifiques distingués qui ne faisaient pas partie du Comité d'examen, soit M. Ian Munro, ancien directeur général de la Direction des aliments à Santé et Bien-être social Canada, actuellement chef du Centre canadien de toxicologie, M. John Doull, du Centre médical de l'université du Kansas, conseiller distingué de l'Environmental Protection Agency, M. Robert Squire, de l'École de médecine John Hopkins et M. John Bend, du Centre médical de l'université Western Ontario, ont examiné la base de données sur l'alachlore et ont conclu qu'ils sont d'accord sur la décision du Comité d'examen de l'alachlore, voulant que ce produit ne présente pas un danger pour les humains s'il est utilisé dans des conditions normales.

La seule conclusion que je puisse tirer est que la décision de l'honorable ministre de ne pas renouveler l'homologation de l'alachlore n'est pas fondée sur des données techniques. Je me joins à M. Aboutboul pour vous exhorter à demander à l'honorable ministre de reconsidérer sa décision et de renouveler l'homologation de l'alachlore dans l'intérêt des agriculteurs canadiens.

Le président: Qui sera le suivant? Le représentant de l'Ontario Soybean Growers Marketing Board ou celui de l'OCPA?

M. Bruce Archibald, coordonnateur de la recherche et des programmes, Ontario Corn Producers Association: Merci, monsieur le président.

L'Ontario Corn Producers' Association vous est reconnaissante de lui fournir l'occasion de présenter aujourd'hui un mémoire au Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts.

[Text]

To prevent undue repetition and to allow more time for questions I will not read the entire brief that you have before you; instead, I will focus on some of the key areas within the brief.

Corn is Canada's third largest grain crop and the dominant crop of eastern Canada. Corn is grown by 30,000 farmers in Ontario, on almost one-third of the arable land in the province. The 25,000 producers who sell grain corn commercially, and who support the organization financially, constitute the membership of the Ontario Corn Producers' Association.

The Ontario Corn Producers' Association, with the support of the Ontario Soybean Growers' Marketing Board and the Ontario Federation of Agriculture, participated in the public hearings of the Alachlor Review Board. The involvement of the OCPA and its sister organizations in the hearings stemmed from several concerns. Some of these were: The way in which the biological and statistical analytical procedures had been calculated by federal employees to assess the risk level associated with alachlor usage; the inadequate considerations given by federal officials to benefits from alachlor usage in recommending cancellation of registration; and the fact that alachlor deregistration would create a monopoly situation for the herbicide metolachlor, the only practical alternative for annual grass control in conservation-oriented methods of corn and soybean production.

Despite these and other concerns the OCPA and other farm organizations took a neutral position during the hearings, not arguing either that the product should be reregistered or that it should be permanently banned. As farmers, we had the greatest potential of risk. We were also those who would pay the economic cost created by the ban.

In its report, the Alachlor Review Board made several key conclusions and recommendations. Some of these were that alachlor is an animal carcinogen and a potential human carcinogen. However, federal officials grossly overestimated worst case risk to users by a factor of 1,000 to 10,000 times; federal officials did not adequately consider benefits to farmers and society in reaching their decision, ultimately endorsed by Mr. Wise, to ban alachlor; metolachlor is also an animal carcinogen and should be considered to be a potential human carcinogen; and there is no valid basis for concluding that alachlor is a more or less potent carcinogen than metolachlor. The possible risk to farmers associated with the use of either of these products should be considered the same.

As we said we would, well in advance of the release of the report, the OCPA has supported the recommendations of the Alachlor Review Board.

In 1987 Ontario farmers grew 3.36 million acres of corn and soybeans. Based on the findings of the Alachlor Review Board, one can estimate that 2.25 million acres of corn and soybeans were treated with metolachlor in 1987. The OCPA documented that Canadian farmers paid considerably more for metolachlor than their counterparts in the United States in

[Traduction]

Pour éviter des répétitions inutiles et pour nous laisser plus de temps pour poser des questions, je ne lirai pas tout le mémoire qui vous a été présenté, mais j'insisterai seulement sur certaines questions clés.

Le maïs est, en importance, la troisième culture céréalière au Canada et la plus importante dans l'est du Canada. L'Ontario compte 30 000 producteurs de maïs dont les cultures couvrent près du tiers des terres arables de la province. Les 25 000 agriculteurs qui le produisent commercialement font partie de l'Ontario Corn Producers' Association et soutiennent financièrement l'association.

L'Association, avec l'appui de l'Ontario Soybean Growers' Marketing Board et la Fédération ontarienne de l'agriculture, a participé aux audiences publiques tenues par le Comité d'examen de l'alachlore. Plusieurs préoccupations ont incité l'Association et ses organisations sœurs à participer à ces audiences. En voici quelques-unes: la manière dont les fonctionnaires ont utilisé les données biologiques et statistiques pour évaluer le niveau de risque lié à l'utilisation de l'alachlore; le peu d'attention accordée par les représentants du gouvernement fédéral aux avantages que présente l'utilisation de l'alachlore avant de recommander l'annulation de son homologation; et le fait que l'annulation de l'homologation de l'alachlore créerait un monopole pour l'herbicide métolachlore, le seul véritable produit de rechange permettant d'assurer un contrôle annuel des mauvaises herbes, étant donné que les méthodes de production de maïs et de soja sont axées sur la conservation.

Malgré ces arguments et d'autres considérations, l'OCPA et d'autres organismes agricoles ont adopté une attitude neutre au cours des audiences, évitant de dire que le produit devrait être homologué ou interdit pour de bon. À titre d'agriculteurs, c'est nous qui courrions les plus grands risques. C'est nous également qui paierions la note en cas d'interdiction.

Dans son rapport, le Comité d'examen de l'alachlore a présenté plusieurs conclusions et recommandations-clés. Il a fait valoir notamment que l'alachlore était un produit cancérigène pour les animaux et pouvait l'être également pour les humains. Cependant, les hauts fonctionnaires fédéraux multipliaient par un facteur de 1 000 à 10 000, les risques pour la santé; ils n'avaient pas suffisamment pris en considération les avantages d'un tel produit pour les agriculteurs et pour la société, en prenant la décision d'interdire l'alachlore qui a finalement été appuyée par M. Wise, le métolachlore est aussi cancérigène pour les animaux et devrait être jugé aussi nocif pour l'homme; rien ne nous permet de conclure que l'alachlore est plus ou moins cancérigène que le métolachlore. En fait, il est tout aussi dangereux pour les agriculteurs d'utiliser l'un ou l'autre de ces produits.

Comme nous avons dit que nous le ferions, bien avant la publication du rapport, l'OCPA a appuyé les recommandations du Comité d'examen de l'alachlore.

En 1987, les agriculteurs ontariens ont consacré 3,36 millions d'acres au maïs et au soja. Compte tenu des conclusions du Comité d'examen de l'alachlore, on peut estimer que 2,25 millions d'acres de maïs et de soja ont été traités au métolachlore en 1987. L'OCPA a prouvé que les agriculteurs canadiens avaient payé beaucoup plus cher le métolachlore en

[Text]

1987. Our survey found the Ontario price to be higher by \$2.86 per kilogram of active material—a result which we attribute directly to the monopolistic position enjoyed by the manufacturer of metolachlor in the Canadian market. Based on recommended rates of application, this means Ontario corn and soybean producers paid approximately \$6 million more for metolachlor than their counterparts in the United States in 1987. Canadian and U.S. prices for metolachlor had been comparable prior to the ban of alachlor.

The OCPA was displeased with the subsequent decision of the Minister of Agriculture to reject the recommendations of the Alachlor Review Board.

In addition to the negative economic consequences for corn and soybean farmers, his decision had a number of serious implications. It represents a precedent which will influence future decisions of this nature—decisions based on open public reviews by experts of international stature; it is a serious contradiction of the commitment made by the government concerning regulatory pesticide procedures in the free trade agreement; and it demonstrates the inability of the current Canadian pesticide regulations and policy to deal adequately with such key issues as risk/benefit assessment, applicator safety and education, and public involvement in the decision-making process.

As a result, the Ontario Corn Producers' Association is fully supportive of the request being made by the manufacturer of alachlor, Monsanto Canada Inc., to the Senate Committee on Agriculture and Forestry to urge the Minister of Agriculture to reconsider his decision of January 27, 1988 and renew the registration of alachlor in Canada.

We also suggest that the Senate committee should consider recommending that the Government of Canada implement a major review of current pesticide regulations and policies. The goal of such a review would be to develop and enact legislation to allow reasonable Canadian usage of crop protection materials and methods that would not compromise human health or the environment but would ensure the competitive position of Canadian agriculture.

The Ontario Corn Producers' Association appreciates this opportunity to make representations to the Senate Committee on Agriculture and Forestry in support of the re-registration of alachlor.

Mr. John Davidse, Executive Assistant, Ontario Soybean Growers' Marketing Board: We, the Ontario Soybean Growers' Marketing Board, would like to express our appreciation today for the opportunity to speak to you about the value of the herbicide alachlor to soybean producers, and the concern that we have on the impact of its deregistration.

The Ontario Soybean Growers' Marketing Board represents Ontario's 25,000 soybean growers. Many people not directly involved do not realize that soybeans are grown on over 1 million acres in Ontario and are worth over \$300 million in farm cash receipts. This makes soybeans the second largest cash

[Traduction]

1987, que leurs homologues des États-Unis. D'après une enquête, le prix en Ontario était de 2,86 \$ plus élevé par kilogramme pour de la matière active, ce que nous attribuons directement au monopole dont jouit le fabricant de métolachlore sur le marché canadien. En fonction du taux d'application recommandé, les producteurs ontariens de maïs et de soja ont payé en 1987, approximativement six millions de dollars de plus pour le métolachlore que leurs voisins américains. Les prix canadiens et américains du métolachlore étaient comparables avant l'interdiction de l'alachlore.

L'OCPA a été mécontente lorsque le ministre de l'Agriculture a subséquemment décidé de rejeter les recommandations du Comité d'examen de l'alachlore.

En plus d'avoir des conséquences économiques néfastes pour les producteurs de maïs et de soja, cette décision avait un certain nombre de graves répercussions. Elle constituait un précédent qui influencerait sur de futures décisions de cette nature, même si elles étaient prises lors d'examen publics par des experts de calibre international. Elle entraînait gravement en contradiction avec l'engagement pris par le gouvernement au sujet des procédures réglementaires de contrôle des pesticides dans l'accord de libre échange. On pouvait aussi y voir l'inefficacité de la politique actuelle du Canada en matière de réglementation des pesticides lorsqu'il s'agit de traiter de questions aussi importantes que l'évaluation des risques par rapport aux avantages, la sécurité et l'initiation de l'utilisateur, et la participation du public au processus de prise de décisions.

En conséquence, l'*Ontario Corn Producers Association* appuie totalement le fabricant de l'alachlore, Monsanto Canada Inc., qui a demandé au Comité sénatorial de l'agriculture et des forêts d'inviter instamment le ministre de l'Agriculture à reconsidérer sa décision du 27 janvier 1988 et à renouveler l'homologation de l'alachlore au Canada.

Nous proposons aussi au Comité sénatorial de recommander au gouvernement du Canada d'entreprendre une révision en profondeur des règlements et des politiques actuelles en matière de pesticides, afin d'élaborer et d'adopter des lois permettant un usage raisonnable, au Canada, des produits et des méthodes susceptibles de protéger les récoltes, sans compromettre la santé de l'homme ou la qualité de l'environnement, tout en sauvegardant la position concurrentielle de l'agriculture canadienne.

L'*Ontario Corn Producers' Association* est reconnaissante de cette occasion qui lui est offerte de faire valoir devant le Comité sénatorial de l'agriculture et des pêches le bien fondé du renouvellement de l'homologation de l'alachlore.

M. John Davidse, adjoint administratif, Ontario Growers' Marketing Board: L'Ontario Soybean Growers' Marketing Board vous remercie de lui donner l'occasion de faire valoir l'importance de l'herbicide alachlore pour les producteurs de soja, et d'exprimer ses préoccupations au sujet de l'incidence de l'interdiction de ce produit.

L'*Ontario Soybean Growers' Marketing Board* représente 25 000 producteurs ontariens de soja. Un grand nombre de profanes ne se rendent pas compte que le soja est cultivé sur plus d'un million d'acres en Ontario et rapporte 300 millions de dollars aux producteurs chaque année. C'est-à-dire que le

[Text]

crop in the province. Soybean production is also expanding in Quebec and the maritimes, with the development of varieties which mature earlier.

The price paid to Ontario farmers for their soybeans is a direct reflection of export market and Chicago Board of Trade futures prices, which indicates the international pricing structure of our commodity and our need to remain competitive on international markets.

After several years of research by Health and Welfare and Agriculture Canada it was announced that alachlor was a potential carcinogen, and its registration was cancelled on February 5, 1985. Although a temporary registration on alachlor was granted for the balance of 1985, it was removed completely in 1986. From a soybean growers' point of view, this represented the loss of a major production tool for a major crop. In the Ontario Ministry of Agriculture and Food's 1983 survey of pesticide use alachlor ranked second largest in the amount of pesticides used in the province. That was representative of the importance and impact the deregistration of alachlor would have on corn and soybean producers in Canada.

Prior to its deregistration in Canada, alachlor was used widely in corn and soybean production to control annual grasses and some broadleaf weed species. After a thorough review by the U.S. Environmental Protection Agency, the use of alachlor continues in the United States and places a great competitive disadvantage on the backs of Canadian soybean and corn producers in an already depressed agricultural economy.

Our concerns about the deregistration of alachlor include the loss of a production tool required to remain competitive with producers in other countries; the prospect of higher prices for metolachlor, the only similar replacement chemical due to the monopolistic situation created; reduced yields and quality problems created by poorer control and escapes of certain weeds such as annual nightshade and giant ragweed, and the future of other crop protection materials in Canada.

The concerns prompted the Ontario Soybean Growers' Marketing Board to get involved in the Alachlor Review Board hearings. Our board, in cooperation with the Ontario Corn Producers' Association and Ontario Federation of Agriculture, were represented by legal counsel, as a party to the Alachlor Review Board hearings to ensure that the growers' interests were well represented and documented.

Soybean and corn grower, Lawrence Miehl of Essex County, was called to the stand as a witness to provide a case study of weed control on his home farm based on practical experience using both alachlor and metolachlor. He indicated that he obtained good control of the problem weed, annual nightshade, with the use of alachlor. However, after switching to metolachlor the incidence of nightshade in his corn and soybean fields increased and his herbicide costs went up by 57 per

[Traduction]

soja arrive en deuxième place parmi les cultures qui rapportent le plus à la province. La production de soja gagne aussi le Québec et les Maritimes, où l'on met au point des variétés qui arrivent à maturité plus tôt.

Le prix payé à l'agriculteur ontarien de soja dépend directement du marché d'exportation et des prévisions du Board of Trade de Chicago, qui indiquent le comportement international des prix pour cette denrée et fait ressortir la nécessité pour nous de demeurer concurrentiels sur les marchés internationaux.

Après plusieurs années de recherches effectuées par Santé et Bien-être ainsi que par Agriculture Canada, il a été décrété que l'alachlore pouvait être cancérigène, et son homologation a été annulée le 5 février 1985. Même si l'alachlore a pu bénéficier d'une homologation temporaire pour le reste de l'année 1985, on a retiré ce produit du marché en 1986. Les producteurs de soja perdaient ainsi un outil de production important qui pouvait contribuer à une récolte abondante. Dans l'enquête sur l'usage des pesticides en 1983, produite par le ministère ontarien de l'Agriculture, l'alachlore arrivait au second rang parmi les pesticides les plus utilisés dans cette province. On peut donc juger des répercussions qu'aurait l'interdiction de l'alachlore sur les producteurs de maïs et de soja du Canada.

Avant d'être interdit ce produit était utilisé abondamment dans la production de maïs et de soja pour lutter contre les mauvaises herbes annuelles, dont certaines espèces à larges feuilles. Après un examen approfondi effectué par la U.S. Environmental Protection Agency, l'alachlore continue d'être utilisé aux États-Unis, ce qui désavantage énormément, sur le plan de la concurrence, les producteurs canadiens de soja et de maïs qui sont déjà dans le marasme.

Si l'on interdit l'alachlore, on redoute surtout de perdre un outil de production qui nous permettait de concurrencer les producteurs des autres pays. On craindrait aussi de devoir affronter les prix élevés du métolachlore, le seul substitut chimique semblable, en raison du monopole ainsi créé et de faire face à des baisses de production et de qualité en raison d'un moindre contrôle et de l'impossibilité de lutter contre certaines mauvaises herbes comme les solanacées annuelles et l'herbe à poux. Que dire aussi de l'avenir d'autres produits qui assurent la protection des récoltes au Canada?

Toutes ces considérations ont amené l'Ontario Soya-Bean Growers' Marketing Board à participer aux audiences du Comité d'examen de l'alachlore. En collaboration avec l'Ontario Corn Producers' Association et la Fédération de l'agriculture de l'Ontario, nous nous sommes fait représenter par un conseiller juridique, aux audiences du Comité d'examen de l'alachlore pour veiller à ce que les intérêts des producteurs soient bien défendus et appuyés.

Un producteur de soja et de maïs, Lawrence Miehl du comté d'Essex, a été convoqué comme témoin parce qu'il avait effectué dans sa ferme une étude sur des herbicides, en se fondant sur son expérience pratique de l'utilisation à la fois de l'alachlore et du métolachlore. Il a dit avoir réussi à maîtriser assez bien les mauvaises herbes, c'est-à-dire celui que lui causait l'herbe à poux, et les solanacées, à l'aide de l'alachlore. Toutefois, après être passé au métolachlore, il avait noté une

[Text]

cent. A heavy infestation of nightshade in soybeans can also cause the soybeans to become stained with the purple juices of nightshade berries when the soybeans are harvested. The purple mottling is considered a grading factor according to Canadian Grain Commission standards. Grade discounts of up to \$10.00 per tonne may be applied against the producer delivering stained soybeans. If the right crop protection materials are not used or are not available, yield reductions are inevitable due to increased competition for light moisture and nutrients. In this case, alachlor exhibited superior control of nightshade at a lower cost than that of its main competition, metolachlor.

Throughout the Alachlor Review Board hearings the Ontario Soybean Growers' Marketing Board maintained its position and beliefs that the recommendations of the review board would be based on a fair and complete examination of evidence and we would support their recommendations, whether for or against the re-registration of alachlor, and we encouraged the federal government to implement them. On November 13, 1987, the Alachlor Review Board announced its recommendation that the registration of alachlor should be restored. Again, we felt that the Alachlor Review Board was composed of very highly qualified, nonpartial scientists. They conducted the most thorough public inquiry and review of the decision-making process ever done in Canada on a pesticide. The results of their inquiry and associated recommendations are the culmination of a lengthy and careful review of all relevant evidence, and should have been given the highest priority and respect in the minds of the pesticides registration decision-makers.

On January 27, 1988 we were shocked to learn that the Minister of Agriculture had announced that the registration of alachlor would not be restored. We understand the paramount importance of health and safety issues when making pesticide regulatory decisions and the challenge of risk management. However, we are confident that the Alachlor Review Board also had these concerns in mind when making their recommendations.

In response to our concerns about the precedent-setting nature of the Alachlor Review Board's recommendations and the subsequent final decision of the minister, the Ontario Soybean Growers' Marketing Board has been directly involved in the implementation of a grower pesticide safety course and the pursuit of legislative changes to the Pest Control Products Act to improve the pesticide registration process.

The Grower Pesticide Safety Course in Ontario was presented as part of the Ontario Pesticide Education Program to educate growers on the safe handling of agricultural chemicals for the protection of producers, the environment and the public. We hope that it will also help to alleviate some of the concerns certain sectors of the public have regarding the farmers' ability to handle agricultural chemicals safely. Our board has also made requests to Agriculture Canada for a major review

[Traduction]

recrudescence de solanacées dans ses champs de maïs et de soya, et le coût des herbicides avait augmenté de 57 p. 100. Il peut arriver aussi qu'une forte infestation de solanacées dans le soya puisse teindre celui-ci du jus violacé des baies lors de la récolte. La présence de taches influe sur le classement du produit, conformément aux normes de la Commission canadienne des grains. Le producteur qui livre du soya taché peut perdre jusqu'à dix dollars par tonne. Si les bons produits de protection des récoltes ne sont pas ou ne peuvent être utilisés, on peut s'attendre à des baisses de production étant donné que les mauvaises herbes voudront obtenir leur part de lumière, d'humidité et de nutrition. Dans ce cas, l'alachlore pouvait permettre un contrôle supérieur des solanacées et à un moindre coût que son principal concurrent, le métolachlore.

Pendant toutes les audiences du Comité d'examen de l'alachlore, l'*Ontario Soya-Bean Growers' Marketing Board* n'a cessé de soutenir que les recommandations du Comité seraient fondées sur un examen complet et juste des témoignages et qu'il appuierait ces recommandations, que ce soit en faveur ou non de l'homologation renouvelée de l'alachlore, et nous avons encouragé le gouvernement fédéral à mettre en œuvre ces recommandations. Le 13 novembre 1987, le Comité d'examen de l'alachlore a annoncé qu'il recommandait que l'homologation de l'alachlore soit renouvelée. Une fois de plus, nous avons l'impression que le Comité était composé d'hommes de sciences impartiaux, hautement qualifiés. Ils avaient mené l'enquête publique la plus approfondie et une révision du processus de décision qu'on n'avait jamais faite au Canada sur un pesticide. Les résultats de cette enquête et les recommandations qui l'accompagnaient sont l'aboutissement d'un examen attentif et prolongé de tous les témoignages pertinents, et auraient dû recevoir la plus haute priorité et tout le respect de la part des décideurs en matière d'homologation des pesticides.

Le 27 janvier 1988, c'est avec stupeur que nous avons appris que le ministre de l'Agriculture avait annoncé que l'homologation de l'alachlore ne serait pas renouvelée. Nous comprenons toute l'importance que prennent les aspects santé et sécurité lorsqu'il s'agit de prendre des décisions touchant la réglementation des pesticides, et aussi les risques qu'elles comportent. Toutefois, nous sommes sûrs que le Comité d'examen de l'alachlore avait aussi ces préoccupations à l'esprit lorsqu'il a fait ses recommandations.

En réponse à nos craintes au sujet de l'établissement de précédents que pouvaient créer les recommandations du Comité d'examen de l'alachlore et décisions subséquentes du ministre, l'*Ontario Soya-Bean Growers' Marketing Board* s'est chargé directement de mettre en œuvre un cours sur l'utilisation sécuritaire des pesticides par les producteurs et à faire changer la Loi sur les produits antiparasitaires pour améliorer le processus d'homologation des pesticides.

Le cours sur l'utilisation sécuritaire des pesticides à l'intention des producteurs, dispensé en Ontario, s'inscrivait dans le Programme ontarien de formation sur l'utilisation des pesticides qui avait pour but de renseigner les producteurs sur la manutention sécuritaire des produits chimiques agricoles afin de protéger les producteurs, l'environnement et le public. Nous espérons qu'il aidera aussi à rassurer certains secteurs du public quant à l'aptitude des agriculteurs à se servir prudem-

[Text]

of the pesticide registration process to address the problems that exist within it. We believe that the pesticide registration process must be based on sound scientific data that is acceptable to all concerned parties and is removed from political influence. A risk/benefit analysis is also necessary in our society where almost everything we do has inherent risks. Suggestions have also been made to open the borders and allow the importation of agricultural chemicals registered in Canada by individual producers for on-farm personal use. We feel the open border would help to keep the price of these production tools competitive with our U.S. counterparts.

Clearly, we have made a commitment to the safe handling of pesticides and are working to improve the registration process. However, the fact remains that after extensive review around the world the herbicide alachlor is unavailable to Canadian producers and remains available to our international competitors.

The removal of alachlor from the Canadian soybean and corn growers' production kit places undue economic pressure on them through the loss of a crop protection material required for competitive production and the possibility of higher chemical prices. It presents further problems in the control of certain weed species and it presents an uncertain future for presently available and new crop protection materials in Canada.

We thank you for the opportunity to present our concerns today. We support the request made by Monsanto Canada Inc. to the Senate Committee on Agriculture and Forestry to urge the Minister of Agriculture to reconsider his decision of January 27, 1988 and restore the registration of the herbicide alachlor in Canada.

The Chairman: I thank you, Mr. Davidse. Mr. Couillard, do you wish to proceed now?

M. Jean-Yves Couillard, membre du conseil de direction, Fédération canadienne de l'agriculture: Merci monsieur le président. Si vous voulez bien me permettre une petite pause, ma présentation sera en français. Tout d'abord, j'aimerais m'identifier. Je suis agriculteur au Québec. Je suis également producteur laitier et producteur de céréales, maïs, soja et blé.

La Fédération canadienne de l'agriculture est heureuse de pouvoir faire une présentation au comité de l'agriculture et des forêts du Sénat. Ici je dois mentionner que nous représentons les agriculteurs du Canada et non pas la compagnie Monsanto. Alors si nous représentons les agriculteurs, c'est que nous désirons utiliser ce produit et non pas parce que nous aimons bien la compagnie. Nous pensons que le ministre de l'Agriculture aurait dû accepter les recommandations formulées par le comité chargé d'examiner la question de l'alachlore en novembre 1987 et qu'il devrait revenir sur sa décision quant à l'homologation de cet antiparasitaire au Canada.

Après examen du rapport, la Fédération canadienne de l'agriculture estime que le travail du comité d'examen a été

[Traduction]

ment des substances chimiques en agriculture. Notre Comité a aussi demandé à Agriculture Canada d'effectuer un important examen du processus d'homologation des pesticides afin de régler les problèmes qui lui sont inhérents. Nous estimons que ce processus d'homologation doit être fondé sur de solides données scientifiques, acceptables à toutes les parties intéressées et sans ingérence politique. Une analyse des risques et des avantages est aussi nécessaire dans notre société où pratiquement tout ce que nous faisons comporte des risques. On a aussi proposé d'ouvrir les frontières et de permettre l'importation par des producteurs et à des fins personnelles non agricoles, de produits agricoles homologués au Canada. Nous estimons que cette libéralisation aiderait à garder le prix de ces outils de production concurrentiels avec ceux de nos homologues américains.

En fait, nous nous sommes engagés à nous servir prudemment des pesticides et à travailler à améliorer le processus d'homologation. Toutefois, il n'en reste pas moins qu'après un examen poussé de tout ce qui se fait dans le monde, l'herbicide alachlore n'est pas offert aux producteurs canadiens alors qu'il l'est toujours à nos concurrents internationaux.

Priver ainsi de l'alachlore nos producteurs de soya et de maïs exerce des pressions économiques indues sur eux, car ils y perdent un moyen de protéger leurs récoltes et de pouvoir obtenir une production concurrentielle et, enfin, ils peuvent devoir payer plus cher pour obtenir d'autres produits chimiques. On peut noter aussi d'autres problèmes en matière de contrôle de certaines variétés de mauvaises herbes et l'avenir est certainement incertain pour les produits antiparasitaires actuels et futurs au Canada.

Nous vous remercions de nous avoir écoutés aujourd'hui. Tout comme Monsanto Canada Inc. l'a fait devant le Comité sénatorial de l'agriculture et des forêts, nous exhortons le ministre de l'Agriculture à reconsidérer ses décisions du 27 janvier 1988 et à restaurer l'homologation de l'herbicide alachlore au Canada.

Le président: Je vous remercie, monsieur Davidse. Monsieur Couillard, êtes-vous prêt à prendre la parole?

Mr. Jean-Yves Couillard, Member of the Board of Directors, Canadian Federation of Agriculture: Thank you, Mr. Chairman. With your permission, my presentation will be in French. First of all, I would like to identify myself. I'm a farmer in Quebec. I'm both a dairy producer and a grain grower—corn, soybeans and wheat.

The Canadian Federation of Agriculture is grateful for this opportunity to make a presentation to the Senate Committee on Agriculture and Forestry. I should mention that the Federation speaks for Canada's farmers, and not for the Monsanto company. So when we speak for the farmer, it's because they want to use this product, and not because we're hand-in-glove with the company. We think the Minister of Agriculture ought to have accepted the recommendations formulated by the review board that investigated the alachlor question in November 1987, and that he should reverse his decision as to registration of this herbicide in Canada.

After studying the review board's report, the Canadian Federation of Agriculture concluded that its work had been both

[Text]

aussi minutieux qu'objectif. Comme les membres du comité le savent, le comité d'examen a tenu 41 jours d'audiences publiques et entendu 53 témoignages, en plus d'analyser de façon approfondie les données pertinentes, les risques potentiels et les avantages liés à l'emploi du produit. Nous avons donc présumé que le ministre de l'Agriculture tiendrait compte de ces conclusions et de ces recommandations au moment de prendre une décision sur l'homologation de l'alachlore.

La Fédération canadienne de l'agriculture tient à faire les observations suivantes qui reposent sur le rapport du conseil d'examen. Je voudrais faire une petite pause pour vous dire que l'alachlore est dans les faits le seul herbicide anti-graminée permettant autant de flexibilité agronomique. C'est un produit qui a fait ses preuves depuis 1969. En plus d'être un excellent graminicide pour réprimer les graminées annuelles et la morelle d'Amérique, l'alachlore est sécuritaire pour la récolte et exerce moins de stress pour la plante que son plus proche rival, le métolachlore. Les résultats de ces tests réalisés dans les universités canadiennes et les stations de recherche ont prouvé que l'utilisation de l'alachlore en post-levée comparativement au métolachlore permettait de réaliser des rendements supérieurs. Cela se comprend car il exerce moins de stress et il est un petit peu moins cher. Alors cela va assez bien.

La Fédération canadienne de l'agriculture appuie l'approche recommandée par le comité d'examen qui consiste à replacer l'alachlore dans le contexte des autres produits disponibles sur le marché. Il vaut la peine de rappeler que, selon le comité d'examen, le retrait initial de l'alachlore n'a pas réglé le problème des risques pour la santé humaine puisqu'un autre produit d'efficacité comparable et entraînant des «risques équivalents» continue d'être écoulé sur le marché. De plus, le comité d'examen estime que ni l'alachlore, ni le métolachlore n'entraînent des risques inacceptables pour la santé des utilisateurs ou de la population.

Ici on pourrait quand même noter que, bien sûr, il y a toujours des analyses qui se font. Cela est arrivé pour d'autres produits également. On peut penser au lait à un moment donné. On disait qu'il n'était pas bon. Le lait avait tous les défauts du monde. Aujourd'hui le lait est devenu bon. Il faudrait quand même prendre le temps de faire des analyses approfondies.

Je dois vous dire également qu'au niveau des moules, tout le monde mourait de la consommation des moules à un certain moment donné. On s'est aperçu que ceux qui étaient morts ne sont pas revenus en vie mais ils ne mouraient pas seulement de la consommation des moules. Il faudrait faire attention avant de détruire toutes sortes de choses semblables. Cela a permis quand même à ceux qui étaient dans le commerce des poissons de rencontrer certaines difficultés. Je désire signaler que c'est bien beau toutes ces choses-là, on a confiance et on a besoin de toutes ces personnes mais il faut quand même faire attention lorsque l'on prend des décisions semblables.

Le comité d'examen a également abouti à la conclusion que si l'on retirait définitivement l'un ou l'autre produit du marché, les coûts augmenteraient sensiblement pour les agriculteurs à la suite de l'existence virtuelle d'un monopole. Cette situation s'est d'ailleurs déjà concrétisée depuis que les producteurs de

[Traduction]

scrupulous and objective. As the members of the Committee are aware, the review board held 41 days of public hearings and heard from 53 witnesses in addition to analysing in depth the relevant data, the potential risks, and the advantages of using this product. We therefore assumed that the Minister of Agriculture would take the board's conclusions and recommendations into consideration when the time came for him to make a decision about registering alachlor.

The CFA would like to make the following observations about the review board's report. I would like to take a minute here to say that alachlor is in fact the only grass-control herbicide that allows the farmer so much flexibility. It's a product that has proven its value since 1969. In addition to being an excellent graminicide for holding down annual grasses and nightshade, alachlor doesn't harm the harvest and is less stressful for the plant than its nearest rival, metolachlor. Tests at Canadian universities and at research stations have shown that the use of alachlor on post-emergent grain led to higher yields than did metolachlor. That's understandable, because it exerts less stress. It's also a bit cheaper. So that's quite satisfactory.

The Canadian Federation of Agriculture supports the approach taken by the review board, which consists in looking at alachlor in the context of the other products available on the market. It's worth remembering that, according to the review board, the initial withdrawal of alachlor from the market didn't solve the problem of human health risks because another product of comparable effectiveness and involving "equivalent risks" continued to be sold. Moreover, the board concluded that neither alachlor nor metolachlor involved unacceptable risks to the health of users or of the population at large.

Naturally, analyses continue to be done. This has happened with other products too. There was a time where milk was bad for you. It had every fault in the book. Nowadays milk is good. But you have to take the time to do in-depth testing.

Mussels are another example. At one point everybody was dying from eating mussels. The people who died didn't come back to life, but it turned out they hadn't died simply from eating mussels. We have to think twice before we ban all sorts of things like that. It made real difficulties for people in the seafood business. I want to point out that testing? is all very well and you need all these public health? people, but just the same, you have to be careful when you make decisions like that.

The review board also reached the conclusion that if one or other of the products was definitively withdrawn from the market, costs would increase markedly for farmers because the result would be a virtual monopoly. This has happened, in fact, since the ban on alachlor for corn and soybean growers. The

[Text]

mais et de soja ne peuvent plus utiliser l'alachlore. La FCA pense que l'on aurait dû examiner plus attentivement la question de la compétitivité des prix quand on a pris une décision au sujet de l'alachlore.

La situation actuelle place les producteurs de maïs et de soja dans une situation concurrentielle défavorable par rapport aux producteurs étrangers, au niveau des coûts de production et de la structure des marchés des graminicides. En effet, Ciba Geigy détient depuis janvier 86 le monopole de la fabrication des seuls graminicides utilisables dans la culture du maïs applicable en pré-émergence et en post-levée.

Le comité d'examen recommandait l'introduction de certaines restrictions en vue de réduire les risques éventuels pour la santé associés à l'utilisation du produit. En tant que représentant des agriculteurs du Canada, la FCA aimerait souligner que les producteurs canadiens ne traitent pas les risques pour la santé et les dangers pour l'environnement à la légère. C'est pourquoi ils avaient bien accueilli les recommandations du comité d'examen qui soulignent le moyen idéal pour régler le problème tout en leur permettant de demeurer compétitifs sur le marché international.

Compte tenu des observations qui précèdent, les agriculteurs canadiens ont été fort inquiets quand le ministre de l'Agriculture a annoncé qu'on ne renouvellerait pas le certificat d'homologation de l'alachlore. De toute évidence, cette décision aura de graves conséquences économiques pour les agriculteurs, et particulièrement les producteurs de maïs et de soja. Les pertes enregistrées par ces deux derniers groupes ont bien été documentées par les associations qui les représentent.

Point encore plus important, la Fédération canadienne de l'agriculture souligne au comité que les conséquences d'un rejet de l'alachlore dépassent considérablement les difficultés économiques immédiates mais non moins sérieuses des producteurs de maïs et de soja. Les agricultures ont dû accepter la tenue d'une enquête et y ont participé de leur plein gré. Toutefois, le fait que le gouvernement ait choisi de ne pas retenir les recommandations du comité d'examen soulève de sérieux doutes sur la validité du procédé et des dispositions de la Loi sur les produits antiparasitaires qui exigent le recours à celui-ci.

La raison invoquée par le ministre pour expliquer le rejet des recommandations du comité d'examen se base apparemment dans une grande mesure sur une interprétation différente des données par Santé et Bien-être Canada. De toute évidence, nous ne sommes pas en mesure de déterminer quelle interprétation est la bonne et n'avons pas l'expertise nécessaire pour cela. Toutefois, les audiences publiques ont donné à chaque intervenant, y compris Santé et Bien-être social Canada, la chance de compléter, de détailler et de clarifier sa présentation. Elles avaient instillé une grande confiance dans la population, confiance que l'on a trahie en rejetant les recommandations du comité d'examen.

La décision sur l'alachlore est un grave précédent pour l'agriculture canadienne. Nous suggérons au comité du Sénat de recommander au ministère de l'Agriculture de faire marche arrière et de permettre aux agriculteurs canadiens d'utiliser l'alachlore.

[Traduction]

CFA thinks the question of price competition ought to have been given more thought when the alachlor decision was reached.

The existing situation puts corn and soybean growers in an unfavourable competitive situation vis-à-vis foreign producers with respect to production costs and the market structures for graminicides. Since January 1986, Ciba-Geigy has held a monopoly on the manufacture of the only graminicides that can be used on corn both pre-emergence and post-emergence.

The review board recommended the introduction of certain restrictions with a view to reducing possible health risks associated with the use of this product. As the representative of the farmers of Canada, the CFA would like to point out that Canadian producers don't take health risks and danger to the environment lightly. For that reason they were pleased with the review board's recommendations, which indicated the ideal means of solving the problem while allowing the farmers to remain competitive on the international market.

In light of the preceding observations, Canadian farmers were deeply concerned when the Minister of Agriculture announced that the alachlor registration certificate would not be renewed. Clearly, this decision will have a serious economic impact on farmers, especially on corn and soybean growers. The losses recorded by these two groups have been well documented by the associations representing them.

More important still, the Canadian Federation of Agriculture has pointed out to the Committee that a ban on alachlor would have much graver consequences than the immediate economic, but no less serious, problems faced by corn and soybean growers. Farmers agreed to an inquiry and willingly took part in it. However, the fact that the government decided to reject the recommendation of the review board raises serious doubts about the validity of the process and of the provisions of the Pest Control Products Act which demand that such procedures be followed.

Apparently, the Minister based his rejection of the review board's recommendations largely on a different interpretation of Health and Welfare Canada statistics. Obviously, we do not have the necessary expertise and we are not in a position to say which interpretation is the right one. However, public hearings have given each witness, including Health and Welfare Canada, the opportunity to make a complete, detailed and clear presentation. These hearings instilled a great deal of trust in the public and this trust was subsequently betrayed when the review board recommendations were rejected.

The decision concerning alachlor set a grave precedent for agriculture in Canada. We suggest that the Senate Committee recommend to the Department of Agriculture to reverse this decision and once again allow Canadian farmers to use alachlor.

[Text]

Ici je dois vous dire qu'aux États-Unis et particulièrement au Massachussets de même qu'à d'autres endroits, on a remis l'alachlore en circulation et l'agence de protection a recommandé le rétablissement de ce produit. L'agence l'a classé dans les produits restreints et elle a permis à nouveau l'homologation. En outre, nous pensons que le processus canadien actuel d'homologation et de réglementation des antiparasitaires devrait faire l'objet d'un profond remaniement.

Maintenant on doit vous dire que nous le demandons parce qu'au Canada, nous sommes un peu mal servis lorsqu'il est question d'homologation. On ne peut pas vous dire exactement combien cela prend de temps pour homologuer un produit mais lorsque cela va très rapidement aux États-Unis, cela peut prendre 90 jours. Au Canada, cela peut prendre jusqu'à deux ou trois ans. Cela coûte des fortunes et par la suite ce sont les agriculteurs qui sont obligés de payer. C'est la raison pour laquelle je passe le message maintenant.

Les agriculteurs ne peuvent plus se fier sur un système qui ne répond pas adéquatement à leurs besoins.

Nous vous remercions d'avoir cherché à connaître notre avis sur la question et espérons que les commentaires qui précèdent s'avéreront d'une quelconque utilité.

Je vous remercie, monsieur le président.

The Chairman: Thank you. I believe Senator Fairbairn has a question.

Senator Fairbairn: This is a very complicated and difficult issue and I believe the first spokesman, Mr. Aboutboul, indicated that it is a scientific issue. Clearly, we are not scientists, with the exception, perhaps, of Senator Marchand.

The question I would like to ask you arises from a series of public comments made by the minister and by spokesmen for his department or for the Department of Health and Welfare to the effect that, if farmers and farm organizations receive the full data information on metolachlor, they will then understand and accept the position of the government to ban the registration of alachlor.

My question to you is, since this decision at the end of January, have you received from the government this information or any part of this information on metolachlor that, obviously, was powerful enough to make the Minister of Agriculture take a very difficult decision? Have you received any of that information that is supposed to ease your minds on the shift in the decision of the minister?

Mr. Aboutboul: Perhaps I should let Dr. Fuller respond to that, in that he made some comments about Metolachlor earlier on.

Dr. Fuller: My comments were primarily to the effect that I doubt that such information actually exists. There was certainly no doubt in the minds of the review board members that they had sufficient information to reach the conclusions they reached.

Your question was, I think, more to whether the information that does exist had been made available to the growers, since, as you mentioned, it did create a startling turnaround relative

[Traduction]

In the United States, particularly in Massachussets and elsewhere, the ban on alachlor has been lifted and the protection agency has recommendation that its use be approved. It has been classified as a restricted product and has been recertified for use. We believe that the procedure currently followed in Canada to register and regulate pest control products should be reviewed in depth.

We believe this because in Canada, we are poorly served by the registration process. We can't tell you exactly how long it takes to register a product, but the procedure is much faster in the U.S. where registration takes 90 days. In Canada, it can take up to two or three years. The whole procedure costs a fortune and farmers are the ones who are forced to pay. That's why I'm giving you this message today.

Farmers can no longer depend on a system that fails to adequately meet their needs.

Thank you for taking the time to hear our views on this subject. We hope that the preceding comments will prove useful to you.

Thank you, Mr. Chairman.

Le président: Merci. Je crois que la sénatrice Fairbairn désire poser une question.

Le sénateur Fairbairn: C'est une question très complexe et très difficile et le premier porte-parole, M. Aboutboul, a indiqué que c'est une question scientifique. Il est évident que nous ne sommes pas des scientifiques à l'exception peut-être du sénateur Marchand.

La question que je désire vous poser découle d'une série de commentaires faits en public par le ministre et par les porte-parole de son ministère ou au nom du ministère de la Santé et du Bien-être. On a dit en effet que si les agriculteurs et les organismes agricoles reçoivent toute l'information voulue sur le métolachlore, il comprendront ensuite et accepteront mieux la décision du gouvernement d'interdire l'homologation de l'alachlore.

Je vous demande donc, puisque cette décision remonte à la fin de janvier, si vous avez reçu cette information du ministère, du moins en partie, au sujet du métolachlore qui, de toute évidence, était assez percutante car elle a amené le ministre de l'Agriculture à prendre une décision très difficile? Avez-vous reçu toute l'information voulue pour pouvoir vous rendre à la décision du ministre?

M. Aboutboul: Peut-être devrais-je laisser M. Fuller vous répondre puisqu'il a déjà parlé du métolachlore.

M. Fuller: C'était pour dire que je doutais qu'une telle information existe. Les membres du Comité d'examen étaient certains d'avoir toute l'information qu'il leur fallait pour tirer leurs conclusions.

Je pense que vous vouliez savoir plutôt si l'information avait été communiquée aux producteurs, puisque comme vous l'avez mentionné, elle a créé tout un bouleversement dans les avis

[Text]

to the advice they received. I think the best people to answer that would be our friends from the grower organizations.

Mr. Archibald: We have heard the same comment, that is, had we been able to see the entire information package on Metolachlor, we would have understood the reason the decision was made.

We have a number of concerns. First, we believe that the Alachlor Review Board would not have made those recommendations unless it was satisfied that it had the amount of information required to come out with that type of clear statement. Second, upon being questioned, the people from the Department of Health and Welfare said that the Alachlor Review Board had only the summary of the Metolachlor data package and that it did not have the entire package. They also said that, had it had the entire package, it might have made some different recommendations.

From our point of view, we question why, if you have a summary of the information, it would be any different from the whole package of information. Surely, a summary tells you what is enclosed in those results.

To answer your question directly: No, we have not received any additional information. We remain very concerned about the rationale, or the reason the Department of Health and Welfare disagrees with the Alachlor Review Board.

Mr. Davidse: I guess we have the same answer: in short, no, we have not received any additional information other than what was presented at the Alachlor Review Board hearings.

M. Couillard: Les renseignements que nous avons ne sont que des parcelles de renseignements. Nous, les agriculteurs, nous pensons que vraiment il s'est passé quelque chose qui n'est pas normal en dessous de cela, à certaines places.

Il y a eu des décisions de prises, il y a eu des décisions qui ont été renversées. Je dirais que c'est le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social qui a vraiment donné l'orientation de retirer l'alachlore. De ce côté là, je pense que ce n'est vraiment pas clair, en tout les cas, dans le champs. En tout les cas, chez-nous, ce n'est pas clair pour nous.

Je pense que ces décisions-là sont prises parce qu'il y a eu des conflits à l'intérieur, soit au niveau des employés cadres, je ne sais pas où. En tout les cas, il y a des choses qui ne sont pas normales. Il n'y a pas vraiment d'information claire qui nous a été donnée. On pense que ce n'est pas normal dans une situation semblable et que c'est nous qui devons payer les frais des décisions semblables. C'est une décision qui n'est pas claire et pour moi c'est vraiment difficile d'application. Elle devrait être révisée.

Senator Spivak: Dr. Fuller, I am interested in your statement. I think you said that there is no valid scientific basis for differentiating between metolachlor and alachlor. In other words, both are animal carcinogens and both are potential human carcinogens. That is what you are saying.

[Traduction]

qu'ils recevaient. Je pense que les mieux placés pour répondre à cela seraient nos amis les représentants des organisations de producteurs.

M. Archibald: On nous a déjà dit la même chose, c'est-à-dire que si nous avions pu consulter toute la documentation sur le métolachlore, nous aurions compris les motifs de cette décision.

Il y a un certain nombre de points qui nous préoccupent. Premièrement, nous croyons que le Comité d'examen de l'alachlore n'aurait pas fait ses recommandations avant d'avoir en main toute l'information requise pour cela. Deuxièmement, en interrogeant les hauts fonctionnaires du ministère de la Santé et du Bien-Être, nous avons appris que le Comité d'examen de l'alachlore n'avait eu que le résumé du dossier du métolachlore. Autrement, il aurait pu formuler des recommandations différentes.

De notre point de vue, nous nous demandons pourquoi un résumé devrait tellement différer de toute la documentation elle-même. On peut certainement dire qu'un résumé renseigne succinctement sur les résultats obtenus.

Mais pour répondre directement à votre question, je dois dire que non, nous n'avons reçu aucune information additionnelle. Nous ne comprenons toujours pas pourquoi le ministère de la Santé et du Bien-être est en désaccord avec le Comité d'examen de l'alachlore.

M. Davidse: J'imagine que nous avons la même réponse: en bref, non, nous n'avons reçu aucun renseignement additionnel à part ceux qui ont été présentés lors des audiences du comité d'examen de l'alachlore.

Mr. Couillard: The information we have is incomplete. We farmers believe that there is something behind all of this that's just not right.

Decisions were made and decisions were overturned. I would say that it was Health and Welfare Canada that made the decision to withdraw alachlor. It's not really clear. In any event, it's not really clear for us either.

I believe that these decisions were made because of internal conflicts between employees and management. Regardless, some things just don't seem quite right and we have not received any clear information. We are the ones who have to pay for decisions such as these. In my opinion, the situation is unclear and the decision is difficult to apply. It should be reviewed.

Le sénateur Spivak: M. Fuller, je voudrais revenir à votre déclaration. Je crois que vous avez mentionné qu'il n'y avait aucune donnée scientifique valable permettant d'établir les différences entre le métolachlore et l'alachlore. En d'autres mots, les deux sont des substances jugées cancérigènes chez les animaux et probablement aussi chez les humains. C'est bien ce que vous dites.

[Text]

Dr. Fuller: That is what the review board said.

Senator Spivak: And do you agree with that?

Dr. Fuller: Yes, I do.

Senator Spivak: Before we get into what you might think might be the evidence that Health and Welfare had, it seems that there was also disagreement about the worst case risk. In the notes that we have the Alachlor Review Board found that the reasonable worst case risk of estimates of applicator exposure to alachlor were three to four orders of magnitude lower than the lowest dose at which a tumour was observed. That was in one of the long-term rat feeding trial. Yet I believe Mr. Davidse or Mr. Archibald said that federal officials grossly overestimated worst case risk to farmers—i.e., a factor of 1,000 to 10,000. But regarding the worst case risk, nobody disagrees with the statement of the Alachlor Review Board. It's in the order of from three to four times.

Dr. Fuller: The Alachlor Review Board statement, relative to the assessment of risk by Health and Welfare Canada, was that Health and Welfare had overestimated the risk by three to four orders of magnitude, which means from 1,000 to 10,000 fold, and relative to estimates which the review board considered to be reasonable.

Senator Spivak: Just a moment. Are you saying that they overestimated, that the risk is not three or four orders of magnitude lower?

Dr. Fuller: No. I am saying that the review board said that Health and Welfare Canada overestimated the risk by three or four orders of magnitude, relative to what the review board felt was a reasonable assessment of the risk.

Senator Spivak: Have the same kind of longitudinal studies been done for metolachlor as alachlor? How long have those longitudinal studies been going on? This is a related question: you mentioned that in the State of California they are now asking that they should look again at the scientific data regarding metolachlor. What about alachlor? I know that the State of California now has about the toughest chemical risk, chemical hazard, legislation. What is the difference in the longitudinal studies, and has the State of California ordered alachlor—are they happy with alachlor and not happy with metolachlor?

Dr. Fuller: If I understand your question, I believe that by "longitudinal" study, you are referring to the long-term studies in rats and mice—the toxicology studies that we do?

Senator Spivak: Yes. For example, what is the risk of cancer in Canada today? Do you know that? I believe it's about one in four; is that right?

Dr. Fuller: About that.

Senator Spivak: Has the risk of cancer increased over the last number of years?

[Traduction]

M. Fuller: Ce sont les conclusions du Comité d'examen.

Le sénateur Spivak: Et vous êtes d'accord là-dessus?

M. Fuller: Oui.

Le sénateur Spivak: Avant de passer à ce que vous croyez être les preuves que détient Santé et Bien-être Canada, il semble que les spécialistes ne s'entendent pas sur les risques associés à la pire hypothèse. Dans les notes qui nous ont été remises, le Comité d'examen de l'alachlore a établi, en ce qui concerne les risques raisonnables associés à la pire hypothèse, que les estimations du degré d'exposition de l'utilisateur à l'alachlore étaient de 1 000 à 10 000 fois inférieures à la plus faible dose qui a, selon les observations, causé l'apparition d'une tumeur. Ces résultats ont été tirés d'un des essais prolongés effectués sur des rats. Toutefois, M. Davidse, ou M. Archibald, aurait déclaré que les agents fédéraux ont énormément surestimé les pires risques pour l'agriculteur, par un facteur se situant entre 1 000 et 10 000. Mais en ce qui concerne les risques associés à la pire hypothèse, personne ne contredit la déclaration du Comité d'examen de l'alachlore. C'est bien de trois à quatre fois.

M. Fuller: À propos de l'évaluation des risques effectuée par Santé et Bien-être Canada, le Comité d'examen de l'alachlore a déclaré que, selon des estimations qu'il jugeait raisonnables, le Ministère avait surestimé les risques par un facteur de 1 000 à 10 000.

Le sénateur Spivak: Un instant. Insinuez-vous qu'ils auraient surestimé les chiffres, que les risques ne seraient pas de 1 000 à 10 000 fois inférieurs?

M. Fuller: Non. Je dis simplement que le Comité d'examen a indiqué, en se fondant sur une évaluation des risques qu'il jugeait raisonnable que Santé et Bien-être Canada avait surestimé les risques par un facteur de 1 000 à 10 000.

Le sénateur Spivak: Le métolachlore et l'alachlore ont-ils fait l'objet d'études longitudinales similaires? Depuis combien de temps ces études longitudinales sont-elles effectuées? Parallèlement, vous avez mentionné que, dans l'État de la Californie, on demande de revoir les données scientifiques sur le métolachlore. Qu'en est-il de l'alachlore? Je sais que la Californie applique les lois les plus sévères en matière de produits chimiques et des dangers qu'ils comportent. Quelle est la différence dans les études longitudinales? La Californie a-t-elle commandé de l'alachlore, en est-elle satisfaite, mais insatisfaite du métolachlore?

M. Fuller: Si je comprends bien votre question, par étude «longitudinale», vous voulez parler des recherches à long terme effectuées sur les rats et les souris, c'est-à-dire des recherches toxicologiques que nous effectuons?

Le sénateur Spivak: Oui. Par exemple, dans quelle proportion les Canadiens risquent-ils de souffrir du cancer de nos jours? Le savez-vous? Je crois que c'est un Canadien sur quatre, n'est-ce pas?

M. Fuller: A peu près cela.

Le sénateur Spivak: Le risque de cancer s'est-il accru ces dernières années?

[Text]

Dr. Fuller: It has decreased, with the exception of cigarette smoking.

Senator Spivak: It has decreased?

Dr. Fuller: Yes, except for the incidence of lung cancer, which has increased because of cigarette smoking.

Senator Spivak: Nevertheless, as consumers, we are all interested in how valid those studies are. I take it that one of the disputes here is: Whose information is correct? It is a question of trust. We are asking: Whom do we trust to tell us that we are not going to get cancer from metolachlor or alachlor, or any of those things, regardless of the money involved?

Dr. Fuller: The only data that is available for either of the chemicals are studies that have been done in animals—long-term studies in rats and mice.

Senator Spivak: How long have they been going on?

Dr. Fuller: They go for the lifetime of the animal, which, for a rat, is about two years. The material is administered to the rat for two years, and the rat is then sacrificed, and one looks to see if any tumours were formed as a result of the administration of the material. Those studies are done of rats and mice.

Senator Spivak: How long have they been going on? For how many years have those studies been conducted? How long is it since the studies have been in operation? When were they begun?

Dr. Fuller: The studies have been initiated and completed. There are studies in place for both metolachlor and alachlor, which are studies which lasted for two years of administration of the material to rats and mice; and those studies have been completed with regard to material for both rats and mice. The summary of the studies for metolachlor were made available to the board, and the complete studies for alachlor were made available to the board; and they reached the conclusions that we have discussed. The State of California made no conclusion on the merits of what the study said for metolachlor, but they did say that they considered that the study needed to be replaced because it was deficient in some way. I do not know in what way they felt it was deficient. In the case of alachlor, they have not required additional studies.

Senator Spivak: Another question I would like to ask concerns your own research and development. I believe I asked you some of these questions earlier this morning. You conducted research and development largely in Louisville, where your head office is located?

Dr. Fuller: In St. Louis, Missouri.

Senator Spivak: Are you conducting any research and development studies in Canada? Do you have any research and development studies in Canada?

Dr. Fuller: In a general sense, yes, we do. We have different operating companies working in Canada that are doing some research in Canada. We do not, in the agriculture company,

[Traduction]

M. Fuller: Il a diminué, à l'exception du cancer causé par l'usage du tabac.

Le sénateur Spivak: Il a diminué?

M. Fuller: Oui, sauf pour ce qui est du cancer du poumon, qui a augmenté à cause de l'usage du tabac.

Le sénateur Spivak: Néanmoins, en tant que consommateurs, nous voulons tous savoir dans quelle mesure ces études sont valables. Je crois qu'il s'agit, ici, de déterminer quels renseignements sont exacts. C'est une question de confiance. Nous voulons savoir qui pourra nous dire franchement si nous pouvons être atteints du cancer en étant exposés au métolachlore ou à l'alachlore, ou à toute autre substance, sans égard à l'argent investi?

M. Fuller: Les seules données que nous ayons sur l'un ou l'autre de ces produits chimiques sont tirées d'études effectuées sur des animaux, c'est-à-dire des expériences à long terme effectuées sur des rats et des souris.

Le sénateur Spivak: Depuis combien de temps ces études sont-elles effectuées?

M. Fuller: Les études durent toute la vie de l'animal, c'est-à-dire environ deux ans pour un rat. La substance est administrée au rat pendant deux ans, ensuite le rat est sacrifié et on l'examine pour savoir si des tumeurs sont apparues à la suite de l'exposition à la substance. Ces expériences sont effectuées sur des rats et des souris.

Le sénateur Spivak: Depuis combien de temps cela dure-t-il? Depuis combien d'années les études sont-elles effectuées? Depuis combien de temps sont-elles en marche? Quand ont-elles débuté?

M. Fuller: Les études effectuées sont terminées. Celles qui portent sur le métolachlore et l'alachlore ont duré deux ans, période pendant laquelle la substance a été administrée à des rats et à des souris; elles sont aujourd'hui terminées. Les résultats sommaires des études sur le métolachlore ont été transmis au comité, et les résultats complets des recherches sur l'alachlore ont été remis au comité qui en a tiré les conclusions dont nous avons discuté. L'État de la Californie n'a dégagé aucune conclusion sur les avantages du métolachlore mentionnés dans l'étude, mais il a estimé que l'étude comportait des erreurs et qu'elle devait être refaite. Je ne sais pas de quelles erreurs ils parlaient. Dans le cas de l'alachlore, ils n'ont pas exigé d'études supplémentaires.

Le sénateur Spivak: Je voudrais vous poser une question sur vos propres travaux de recherche et de développement. Je crois que je vous ai déjà questionné à ce sujet ce matin. Vous avez mené vos travaux surtout à Louisville où se trouve votre siège social?

M. Fuller: À St. Louis, au Missouri.

Le sénateur Spivak: Effectuez-vous des études de recherche et de développement au Canada?

M. Fuller: Au sens large, oui, nous en faisons. Nous avons plusieurs entreprises actives au Canada qui font de la recher-

[Text]

have a research establishment in Canada, but we have done research studies.

Senator Spivak: You are also a pharmaceutical company, as I understand it. What percentage of your budget in Canada is devoted to research and development?

Mr. Aboutboul: Our budget in Canada for research—it is clinical trial mostly—is between 2 per cent or 3 per cent of our sales today.

Senator Spivak: Clinical trials?

Dr. Couillard: Yes. That mostly is the type of research that we have in Canada, and it represents from 2 per cent to 3 per cent of sales, approximately; but that is because we have a lot of generic material, like metamucil, where no research is needed.

Senator Spivak: I know that it is not directed related, but I was curious to know that. What I am trying to find out is that basically your bottom line position, as with everyone else who has presented here, is that there is no difference in worst case risk, or any case risk, between metolachlor and alachlor. That is what you are saying. The growers and other farm associations have said that in that case there seems to be no valid justification for having one other than the other. I notice—

Mr. Aboutboul: May I interrupt? It is not our position; it is the review board's position.

Senator Spivak: But you are supporting that position.

Mr. Aboutboul: If they had come out negatively, we would have provided in the same way.

Senator Spivak: I understand that. I am merely saying that, in essence, there is no difference between those two. Therefore, why not allow them, especially since it is costing them and is not as efficient?

I noticed that the growers are calling for the Government of Canada to implement a major review of current pesticide regulations. Have you any further comment on that?

I understand what you are saying in terms of the current situation, but do you think there should be more safety controls or a further study to determine how herbicides affect the health of Canadians?

Mr. Archibald: We have a number of concerns from the growers' perspective. We are concerned about competitive access to products, we are concerned about the federal pricing, but we are also extremely concerned about health issues and environmental issues. We are on the front line in terms of health risks when we use these products. That is why our association, the Soybean Marketing Board and other farm organizations in Ontario have asked the provincial government for a growers' certification course to increase our understanding of the use of the product and to reduce our risk of exposure. We have even asked that that become mandatory by 1990 for all users of agricultural chemicals.

[Traduction]

che. Notre entreprise d'agriculture n'a pas de centre de recherche au Canada, mais nous avons déjà effectué des études.

Le sénateur Spivak: Vous avez aussi une entreprise de produits pharmaceutiques, si je ne me trompe. Quel pourcentage de votre budget au Canada consacrez-vous à la recherche et au développement?

M. Aboutboul: Au chapitre de la recherche, qui prend surtout la forme d'essais cliniques, notre budget au Canada se situe aujourd'hui entre 2 et 3 p. 100 de notre chiffre d'affaires.

Le sénateur Spivak: Des essais cliniques?

M. Couillard: Oui. C'est le principal genre de recherches que nous effectuons au Canada et cela représente de 2 à 3 p. 100 de nos ventes. Il faut préciser que nous avons beaucoup de produits génériques, comme le metamucil, pour lesquels aucune recherche n'est nécessaire.

Le sénateur Spivak: Je sais que la question n'était pas directement liée au sujet à l'étude, mais j'étais quand même curieuse. Ce que j'essaie d'établir, comme pour tous ceux que nous avons entendus ici, c'est votre position à ce sujet. Essentiellement, vous estimez qu'il n'y a pas de différence, entre le métolachlore et l'alachlore, quant aux risques associés à la pire hypothèse, ou à tous les autres risques. C'est ce que vous nous avez déclaré. Les producteurs et les autres associations agricoles ont affirmé qu'il n'y avait aucune raison valable de préférer un des produits à l'autre. Je remarque—

M. Aboutboul: Si je peux me permettre de vous interrompre, ce n'est pas notre position, c'est celle du comité d'examen.

Le sénateur Spivak: Mais vous appuyez cette position quand même.

M. Aboutboul: Si le comité avait rendu une autre décision, nous l'aurions aussi appuyée.

Le sénateur Spivak: Je comprends. J'en conclus qu'il n'y a pas beaucoup de différences, entre les deux produits. Par conséquent, pourquoi l'interdire, surtout que l'autre est plus cher et moins efficace?

J'ai remarqué que les producteurs demandent au gouvernement du Canada de revoir en détail le règlement actuel concernant les pesticides. Avez-vous des commentaires à faire à ce sujet?

Je comprends votre position dans le débat actuel, mais croyez-vous qu'il faudrait appliquer d'autres mesures de contrôle ou réaliser d'autres études pour déterminer l'effet des herbicides sur la santé des Canadiens?

M. Archibald: Par rapport aux producteurs, il y a plusieurs sujets qui nous préoccupent, notamment l'accès aux produits concurrentiels et l'établissement des prix par le gouvernement fédéral. Mais, nous nous préoccuons beaucoup également de la santé et de l'environnement. Nous faisons figure de pionniers dans l'étude des risques que comportent nos produits pour la santé des utilisateurs. C'est pourquoi notre association, le Soybean Marketing Board et d'autres organisations agricoles de l'Ontario ont demandé au gouvernement provincial de donner un cours d'accréditation pour les producteurs afin de leur enseigner l'utilisation des produits et de réduire les risques d'exposition. Nous avons même demandé que ce cours

[Text]

We would also like to see a review of Canadian regulations for pesticides. We are concerned that the current system in Canada cannot adequately deal with the realities of today and what has come out of the Alachlor Review Board. There is no provision in the statute that deals with risk/benefit assessment in Canada. We make a decision on the basis of merit, health and safety, but there is no risk/benefit type scenario. There is no national provision for end user education and safety. We think that that is important on a national scale, not just on a provincial scale.

Those are two examples of why our organization feels there are serious deficiencies in the current system. The Alachlor Review Board decision, and the subsequent decision by the Minister of Agriculture to not accept that, further shows that changes to the system are required.

Senator Spivak: Is there sufficient research capacity in Canada to assess the risk/benefit of herbicides and other potentially harmful chemical materials in Canada? It seems to me there is a dispute here over scientific findings. Someone this morning has said it is a scientific issue. Of course it is not just a scientific issue; more importantly, it is a health-for-humans issue.

Do you feel there is sufficient research capacity in Canada to evaluate questions of this sort?

Mr. Archibald: We believe that the expertise exists in Canada and in the global community. When there is concern, there are opportunities to establish expert international boards, such as the Alachlor Review Board. Those boards can get access to the information needed to make a valid and balanced decision.

We also think that the free trade agreement, which talks about harmonization of regulations and standards with the United States, offers another opportunity for more liaison with regulatory officials in the United States when issues such as interpretation of results exist. We think there is opportunity there as well.

Dr. Fuller: If I could reflect on that question. I think that is an important issue. I agree with Mr. Archibald that the expertise and capacity does exist in Canada.

The experts available to Canada are second to none in the world in these areas. I think where the system has some difficulty which is unique to Canada—and I have dealt with many other countries on this issue—is that the outside academic impartial expertise is not included as part of the initial decision-making process as a matter of course. This is the first time such a review has taken place in Canada with outside experts on a very difficult technical question.

[Traduction]

devienne obligatoire pour tous les utilisateurs de produits chimiques agricoles, d'ici 1990.

Nous voudrions également que le règlement canadien concernant les pesticides soit révisé. Nous croyons que le système actuellement en vigueur ne correspond ni à la réalité, ni aux conclusions du Comité d'examen de l'alachlore. Le règlement en vigueur ne mentionne absolument pas l'évaluation des avantages et des risques de ces produits. Nous fondons actuellement nos décisions sur les avantages et l'innocuité du produit ainsi que les risques pour la santé, mais non sur une évaluation des risques et des avantages. Il n'y a aucun programme national visant l'éducation et la sécurité de l'utilisateur. Nous croyons que ce programme important devrait être établi à l'échelle nationale et non seulement provinciale.

Nous venons de vous donner deux exemples expliquant les raisons pour lesquelles notre organisation estime que le système actuel comporte de graves lacunes. La décision rendue par le Comité d'examen de l'alachlore, et le rejet ultérieur de ses conclusions par le ministère de l'Agriculture, illustre encore davantage la nécessité de changer le système.

Le sénateur Spivak: Le Canada a-t-il des capacités de recherche suffisantes pour évaluer les risques et les avantages des herbicides et de tout autre produit chimique potentiellement nocif? Il me semble que les résultats scientifiques sont contestés. Ce matin, quelqu'un mentionnait qu'il s'agissait d'une question scientifique. Bien sûr, ce n'est pas simplement cela, mais c'est surtout une question qui touche la santé des Canadiens.

Croyez-vous que le Canada possède des capacités de recherche suffisantes pour étudier ce genre de problème?

M. Archibald: Nous croyons que ce genre d'expertise existe au Canada et dans le monde. Pour étudier un sujet controversé, on peut créer des comités internationaux formés de spécialistes, comme le Comité d'examen de l'alachlore. Ces comités peuvent avoir accès à tous les renseignements dont ils ont besoin pour prendre une décision valable et cohérente.

Nous croyons aussi que, grâce à l'accord de libre-échange qui porte sur l'harmonisation des règlements et des normes du Canada et des États-Unis, les Canadiens auront davantage l'occasion de communiquer avec les agents de réglementation des États-Unis pour clarifier l'interprétation des résultats. C'est un avantage là aussi.

M. Fuller: Si je peux me permettre d'ajouter un mot. Cette question est importante et je conviens avec M. Archibald que le Canada possède l'expertise et les capacités nécessaires à cet égard.

Les spécialistes canadiens sont les meilleurs dans leur domaine. J'ai dû aborder cette question dans de nombreux pays et je crois que parmi les problèmes auxquels fait face le Canada, certains lui sont propres et sont attribuables au fait qu'on n'invite pas les spécialistes impartiaux provenant du milieu universitaire à participer d'emblée au processus décisionnel initial. C'est la première fois que des spécialistes externes siègent à un comité d'examen canadien chargé d'étudier une question technique très complexe.

[Text]

In other countries they have routinely available to the pesticide decision-makers' objective, impartial outside expertise. That expertise exists in Canada, certainly in the Canadian Centre for Toxicology, just to name one organization. That was founded for the specific purpose of getting risk assessment methodology available to the government. That expertise exists; the problem is that it is not routinely made available to the decision makers.

M. Couillard: Monsieur le président, je dirais que, bien sûr, au Canada mais également au niveau des provinces, de plus en plus on s'achemine vers une loi qui régira non seulement les produits mais également l'utilisation des produits.

Ace moment-là, les mesures sécuritaires sont de plus en plus utilisées par les agriculteurs et on va être tenu aussi, vraiment, de faire une utilisation de plus en plus sécuritaire.

Nous avons également rencontré le comité pour lui faire part de nos appréhensions et de nos valeurs que l'on voulait avancer. Ce sur quoi nous insistons c'est que si un produit est plus dangereux qu'un autre, on peut le classer dans une classe différente. Cela existe au Canada. Nous avons les classes restreintes 1 et 2 et les classes 3, 4, 5 pour les produits qui sont moins dangereux.

Après avoir assisté à ces audiences et observé de quelle façon ça s'est déroulé, je pense qu'au lieu d'enlever un produit du marché, on aurait dû le classer plutôt dans une classe restreinte mais continuer l'expertise si vraiment il manque de l'expertise à certains endroits. Je crois que l'on a enlevé ce produit prématurément sans en connaître vraiment toutes les conséquences. Cela place les agriculteurs dans une situation plutôt difficile. Nous aurions préféré que l'on classe ce produit dans la classe restreinte. Cela nous permet de l'appliquer avec plus de sécurité. Nous sommes conscients lorsque nous appliquons ces produits-là, que nous devons faire plus attention. Je crois que c'est de cette façon-là que nous devrions procéder.

The Chairman: Before going to Senator Marchand, I should like clarification of an answer given by Dr. Fuller to Senator Spivak regarding the time frame of the tests. Your explanation was that there was a two-year time frame.

Was the test repeated? Is it being repeated? If it is being repeated, how many times has it been repeated? Where are those tests being conducted?

Dr. Fuller: In the case of alachlor, there are no tests ongoing. They have been repeated. We have a very good data base for alachlor and that gives us a good picture of what the toxicology is.

The Chairman: How many times have they repeated that test?

Dr. Fuller: Approximately three times. In the case of metolachlor, there has only been one test done that was considered to be a valid by the Canadian government.

As I mentioned, the State of California has asked for a new test. It is a little stronger than that in the State of California. The way the legislation operates there, the test will be done whether the producer agrees or not. If the producer does not

[Traduction]

Dans d'autres pays, on met couramment à la disposition des décideurs en matière de pesticides l'expertise de spécialistes externes impartiaux. Le Canada compte des spécialistes de ce genre, notamment parmi les membres du Centre canadien de toxicologie, pour ne nommer que cet organisme. Ce centre a été créé dans le but précis d'offrir au gouvernement des méthodes d'évaluation des risques. Donc, le Canada possède l'expertise nécessaire, qui n'est cependant pas mise à la disposition des décideurs.

Mr. Couillard: Mr. Chairman, especially on a provincial level, we are moving more toward a law that regulates not just products, but the use of these products as well.

Farmers are relying increasingly on safety measures and they use products more carefully.

Our purpose in meeting with the Committee was to express our concerns and viewpoint. We say to you that if one product is more dangerous than another, then of course it should be placed in a different category. This is standard practice in Canada, where we have classes 1 and 2 which are restricted classes and classes 3, 4 and 5 which are meant for less dangerous products.

After attending these hearings and observing the proceedings, it is my opinion that instead of banning a product from the market, it should be placed in a restricted class. Such decisions demand some degree of expertise. I think in this case the decision was premature and all of the consequences were not known. Farmers found themselves in a rather difficult situation. We would have preferred to have seen this product placed in a separate, restricted class which would still have allowed us to use it by taking extra precautionary measures. We know that we are extra careful when using these products. I think that's how we should proceed.

Le président: Avant de céder la parole au sénateur Marchand, je voudrais obtenir des précisions à propos d'une réponse que M. Fuller a donnée à la sénatrice Spivak au sujet de la durée des essais. Vous avez mentionné que les essais duraient deux ans.

Les essais ont-ils été répétés? Le sont-ils actuellement? Si oui, combien de fois ont-ils été repris? Où ces essais sont-ils effectués?

M. Fuller: Pour l'alachlore, aucun essai n'est en cours. On les a répétés. Nous possédons une très bonne base de données sur l'alachlore qui nous indique bien les risques qu'il comporte.

Le président: Combien de fois a-t-on repris ces essais?

M. Fuller: Environ trois fois. Pour le métalachlore, il n'y a eu qu'un seul essai que le gouvernement canadien a jugé valable.

Comme je l'ai mentionné, la Californie a exigé un nouvel essai. Les règles sont un peu plus strictes là-bas. En vertu de la loi, l'essai sera effectué, que le producteur le veuille ou non. S'il refuse, il recevra une facture pour le travail qu'on fera.

[Text]

run the test, the producer will be sent a bill for conducting the study.

The Chairman: Could you also comment on the acceptance of tests done other than by the Department of National Health and Welfare?

Dr. Fuller: The tests which support a product are almost always performed or sponsored by the manufacturer. These are very costly and time-consuming tests. The responsibility is on the manufacturer to provide that information to the governments in support of a registration certificate.

At the same time, in order to assure the regulators that these tests are done appropriately, there is extensive documentation of what is called the laboratory practices. So, not only are the tests performed, but we have to document that the results are as we say they are.

The Chairman: Who carries these tests out? By "these tests" I mean the ones that have been taken into consideration by the Alachlor Review Board and the Department of National Health and Welfare.

Dr. Fuller: Monsanto's tests were either carried out at our toxicology research facility in St. Louis or by various contract laboratories that we hired to perform the studies.

Senator Marchand: I must thank Senator Fairbairn for her implied compliment that I was a scientist. I used to be a plant scientist in my other life. One thing I liked about working with plants is that they cannot talk back. At any rate, these hearings give me a great deal of difficulty as a senator and a legislator. Sometimes you people need more than just "sober second thought" on these issues—you need to place them before people with greater power to make decisions. I might say, however, that this is not just a scientific problem—it is a human problem. There never was too high a price to pay for human life. That is what we are talking about. It is impossible to get a little bit of cancer—once you have cancer, you know generally that you are going to die. That is why I say this is a human problem. It is difficult to sort out human nature, as you gentlemen well know. We can take the example of smoking. In Canada each year, 34,000 people die smoke-related deaths, yet many people in this room will walk out of here and light up a cigarette. They know that it will probably cause damage to their health, but that is what I mean by a human problem. That is why these subjects cause me a great deal of difficulty.

I wanted to say those things just so that you are aware of my position. Some of the questions we have asked might sound a little tough, but this is a serious matter. A few weeks ago I had dinner with some former ministers of the environment. I put to them this question: What do you think is the most serious environmental problem facing Canada or the world today? The answers were varied; some said acid rain and so on. One said "The survival of the human species", and that is probably correct. We cannot be too careful. Just because other countries may have approved this chemical and are using it does not

[Traduction]

Le président: Pourriez-vous également commenter l'acceptation des résultats d'essais effectués par des organismes autres que le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social?

M. Fuller: Les essais visant à évaluer un produit sont presque toujours réalisés ou subventionnés par le fabricant. Ils sont très dispendieux et très longs. Il incombe au fabricant de fournir au gouvernement les renseignements nécessaires à l'homologation du produit.

Par ailleurs, pour prouver aux agents de réglementation que les essais ont été effectués en bonne et due forme, il faut documenter en détail ce que nous appelons les pratiques en laboratoire. Ainsi, non seulement nous devons réaliser les essais, mais nous devons aussi produire des documents prouvant la fiabilité des résultats.

Le président: Qui effectue ces essais? Je veux parler des essais dont ont tenu compte le Comité d'examen de la l'alachlore et le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.

M. Fuller: Les essais de l'entreprise Monsanto sont effectués à notre Centre de recherches toxicologiques de St. Louis, ou réalisées à contrat par divers laboratoires.

Le sénateur Marchand: Je voudrais remercier la sénatrice Fairbairn qui a laissé entendre que j'étais un homme de science. C'est vrai que dans ma vie antérieure, j'étais spécialiste des plantes. Ce que j'apprécie en particulier dans les plantes, c'est qu'elles ne répondent pas. De toute façon, en tant que sénateur et législateur, je trouve ces audiences très difficiles. Parfois, vous, les fabricants, avez besoin de plus qu'une simple période de réflexion sur ces questions, vous devez les soumettre aux gens qui ont plus d'autorité que vous pour prendre des décisions. Toutefois, je pourrais ajouter que cette question ne constitue pas simplement un problème de nature scientifique, mais également un problème humain. La vie humaine n'a pas de prix. Voilà l'essentiel de la question que nous étudions. On ne peut pas attraper un petit peu le cancer. Si l'on a le cancer, on sait en général qu'on va mourir. C'est pourquoi j'ai dit qu'il s'agit d'un problème humain. Comme vous le savez, messieurs, il n'est pas facile de comprendre la nature humaine. Prenons l'exemple de la cigarette. Au Canada, 34 000 personnes meurent chaque année de maladies liées à l'usage du tabac. Toutefois, bien des gens ici présents allumeront une cigarette dès qu'ils sortiront de la salle. Ils savent pourtant que c'est probablement nocif; c'est ce que j'appelle un problème humain. C'est pourquoi j'ai toujours beaucoup de mal à traiter ce genre de question.

Je voudrais apporter ces précisions pour que vous compreniez ma position. Certaines questions que nous vous avons posées vous ont peut-être semblé un peu brutales, mais c'est un sujet grave. Il y a quelques semaines, j'ai dîné avec d'anciens ministres de l'Environnement. Je leur ai demandé quel était, de nos jours, le plus grave problème environnemental auquel faisait face le Canada ou le monde? J'ai obtenu plusieurs réponses; certains ont évoqué les pluies acides, et ainsi de suite. L'un d'entre eux a répondu la survie de l'espèce humaine, et il a probablement raison. Nous ne pouvons nous montrer trop pru-

[Text]

mean that it is right to do so. We always have to be on our guard. In this process, Mr. Chairman, I hope that we are going to hear from Health and Welfare, Agriculture Canada and, perhaps, Environment Canada. I would like to hear the information they have. I would like to hear what is in the big package they have that nobody else has. Let us get to the bottom of some of these things.

After that lecture, I do have a couple of questions. How long does it take for these chemicals, alachlor and metolachlor, to break down?

Dr. Fuller: When you say "break down", senator, I could say that it is applied to the soil once a year in the field.

Senator Marchand: I am referring to alachlor, for example, breaking into its component parts in the soil. How long does it take to do that? How long is it detectable in plants?

Dr. Fuller: In the soil, alachlor has a half life of approximately four to six weeks. I cannot comment upon the half life of metolachlor, but I believe it is somewhat longer. There is no residue of alachlor in plants. There is some intake of metabolites of alachlor, not of the parent compound, in plants, and those levels are extremely low. There are in the part per million or part per billion range.

In your introductory remarks, senator, I think you have hit on a key point. I had hoped to touch upon that very point in my own introductory remarks. When we discuss rats, mice, processes and similar things, I think it is important not to lose sight of the fact that the real question is safety to humans. You are absolutely correct in saying that one cannot get just a little cancer. In my view, you have hit upon the dilemma in this whole area of toxicology and regulatory activity. As a scientist, you know that negatives cannot be proven. In doing these toxicological tests, we cannot prove that something is safe—that simply cannot be done. What we can do is determine what effects a compound has on different organisms at different levels of intake. We then take that information and view it in the context of human society to determine if those effects can be managed at an acceptable level. If we show no effect whatsoever in our tests, we will be asked to do the tests over again because the government will not be satisfied. The requirement is that we must show toxic effects in the tests to indicate that we have tested the organism enough. As a result of all of those tests, under which we have consulted outside experts and have had the advice of the review board, the conclusion has been that there is no unacceptable risk for humans, and I am speaking about humans—not rats but humans—based on the use of this chemical. However, your remarks are very well taken, senator.

Senator Marchand: Do metolachlor and alachlor cause cancer in both mice and rats?

[Traduction]

dents. Si certains pays ont approuvé ce produit chimique et l'utilisent; cela ne veut pas dire qu'ils ont pris la bonne décision. Nous devons toujours être sur nos gardes. Au cours des audiences, monsieur le président, j'espère que nous aurons l'occasion d'entendre des représentants des ministères de la Santé et Bien-être, de l'Agriculture et peut-être de l'Environnement. J'aimerais connaître les renseignements qu'ils détiennent. Je voudrais savoir quelles sont toutes ces données qu'ils possèdent et que personne d'autre n'a pu consulter. Allons jusqu'au fond de l'affaire.

Après tout ce préambule, j'ai une ou deux questions à poser. Combien faut-il de temps pour que ces produits chimiques, l'alachlore et le métolachlore, se décomposent?

M. Fuller: Pour répondre à cette question, sénateur, je dirai que le produit est répandu sur le sol une fois par année.

Le sénateur Marchand: Je veux parler du temps qu'il faut pour que l'alachlore, par exemple, se décompose dans le sol. Combien de temps faut-il? Pendant combien de temps le produit est-il détectable dans les plantes?

M. Fuller: Dans le sol, l'alachlore a une demi-vie biologique d'environ quatre à six semaines. Je ne sais pas exactement ce qui en est pour le métolachlore, mais je crois que c'est plus long. Il n'y a aucun résidu d'alachlore dans les plantes. Il y a absorption de métabolites de l'alachlore, et non de la substance mère, par les plantes, mais à des degrés très faibles de l'ordre d'une partie par million ou par milliard.

Je crois, sénateur, que vous avez soulevé un point fondamental dans votre intervention. J'aurais aimé le mentionner moi-même dans ma déclaration préliminaire. Lorsqu'on parle d'expériences sur les rats, les souris et autres, il importe de ne pas perdre de vue que la véritable question concerne la sécurité du produit pour l'homme. Vous avez certainement raison de dire qu'on ne peut pas attraper un petit peu le cancer. À mon point de vue, vous avez exposé le dilemme auquel sont confrontées la toxicologie et la réglementation. En tant que scientifique, vous savez que l'on ne peut faire la preuve de l'inexistence de quelque chose. Ainsi, en procédant à des études toxicologiques, on ne peut prouver qu'un produit est absolument sûr. Toutefois, on peut déterminer quels effets un composé a sur divers organismes à des différents degrés d'absorption. On applique ensuite cette information aux humains pour déterminer le niveau de tolérance à ne pas franchir. Si nos expériences ne révèlent aucun effet, le gouvernement nous demandera de les répéter parce qu'il ne sera pas satisfait. Tout se passe comme si nous devions déceler des effets toxiques au cours d'expériences sur un organisme pour prouver que nous en avons suffisamment fait. Suite à tous ces examens, pour lesquels nous avons consulté des experts du secteur privé et avons obtenu l'avis du Comité d'examen de l'alachlore, nous avons conclu que ce produit était dépourvu de risques appréciables pour la santé de l'homme—je ne parle pas ici des rats—, et ce, à partir de l'usage que nous avons fait de cette substance chimique. Cependant, vos observations sont très appropriées, sénateur.

Le sénateur Marchand: Le métolachlore et l'alachlore causent-ils le cancer chez les souris et les rats?

[Text]

Dr. Fuller: No, only in rats. On that, by the way, there is an element of disagreement. The review board, Monsanto and the Science Advisory Panel of the United States EPA have all concluded that alachlor has not caused any tumors in mice. I believe that Health and Welfare Canada has concluded otherwise.

Senator Marchand: Is it the chemical in its entirety that causes the problem or is it some of its breakdown or component parts? I have in mind something like dioxin. Perhaps you could tell me whether dioxin is part of either of these chemicals.

Dr. Fuller: No, certainly not. These chemicals are both in the class of chemistry called chloracetanilides. They are both similar in their chemical structure. Monsanto has done extensive metabolic work in trying to discover the exact nature of its activity in rats to determine whether there is any relevance to that sort of activity in human beings. As you know, rats do not metabolize chemicals in the same way as humans do. Our research has shown that in at least one of the target tissues for alachlor, the nasal tissue—which is also a target tissue for metolachlor—there is an enzyme activity unique to rats which breaks down the chemicals into components. This enzyme system exists in rats and is not common in human beings.

Senator Marchand: I am not sure whether your evidence has made this clear. Has there been any monitoring of human beings who have been exposed to these chemicals?

Dr. Fuller: We have done some monitoring of workers at our manufacturing plants, although that is a limited population on which to do a study. Again, we cannot prove a negative in science. There is a limitation in any epidemiology study on how much can be proven. We would not go so far as to show that this study demonstrates there is no cancer caused by alachlor in the manufacturing plants. It does show that in the population that was studied there was no increase that could possibly be attributed to alachlor.

We would go further and say that, if in fact Health and Welfare was correct in their characterization of the potency of alachlor as a carcinogen, one would certainly have expected to see an effect; but none was seen.

Senator Bielish: Which one of these two products was first to come on the market?

Dr. Fuller: Alachlor.

Senator Bielish: You have said that there is no residue in the seed when experimentation is done with rats.

Dr. Fuller: That is correct.

Senator Bielish: You have said that after four to six weeks there is no residue in the ground. What do they use for testing?

Dr. Fuller: The tests on rats are done in the laboratory where the material is deliberately added to the feed that is given to the animal.

Senator Bielish: How many years has this product been in use in the corn and soybean fields?

[Traduction]

M. Fuller: Seulement chez les rats. À ce sujet, toutefois, les avis sont partagés. Le Comité d'examen, la société Monsanto et le *Science Advisory Panel* de l'EPA des États-Unis ont tous conclu que l'alachlore n'a pas causé de tumeurs chez les souris. Je crois que le ministère de la Santé et du Bien-être est arrivé à une conclusion différente.

Le sénateur Marchand: Est-ce la substance dans son ensemble qui engendre le cancer ou est-ce seulement certains des résidus issus de sa dégradation ou certaines de ses composantes? Je pense à la dioxine par exemple. Pensez-vous que la dioxine fait partie de ces substances?

M. Fuller: Non, certainement pas, ces substances font toutes deux partie de la famille des composés chloracétanilides. Ils ont la même composition. La société Monsanto a procédé à de multiples expériences métaboliques afin de connaître la nature exacte des effets de ces produits sur les rats et de déterminer s'ils avaient des effets semblables sur l'homme. Comme vous le savez, le métabolisme du rat est différent du nôtre. Au cours d'expériences sur la transformation de l'alachlore dans l'un des tissus cibles du rat, à savoir le tissu nasal—qui est aussi le tissu cible pour le métoalachlore—, nous avons découvert, uniquement chez le rat, une activité enzymatique qui entraîne la dégradation des substances chimiques. Ce système d'enzymes existe chez le rat, mais est rare chez l'homme.

Le sénateur Marchand: Je ne suis pas convaincu que vos expériences l'aient démontré clairement. Avez-vous fait subir des tests à des humains sur l'absorption de ces produits chimiques?

M. Fuller: Nous avons fait quelques expériences sur un nombre limité d'employés de nos usines. Encore une fois, nous ne pouvons scientifiquement prouver qu'une chose n'existe pas. Il y a des limites à ce qu'une étude épidémiologique peut prouver. Nous n'irions pas jusqu'à dire que cette étude montre que l'alachlore ne cause aucun cancer dans nos usines. Elle montre plutôt que, dans l'échantillon de population étudiée, il n'y a pas eu d'augmentation attribuable à l'alachlore.

Plus encore, nous dirions que, si la conclusion à laquelle est arrivé Santé et Bien-être Canada sur la toxicité de l'alachlore était vraiment fondée, on devrait normalement s'attendre que certains effets aient été découverts. Or, aucun n'a été décelé.

Le sénateur Bielish: Lequel de ces deux produits est apparu en premier sur le marché?

M. Fuller: L'alachlore.

Le sénateur Bielish: Vous avez mentionné qu'il n'y avait aucun résidu dans les semences lors des essais sur les rats.

M. Fuller: C'est exact.

Le sénateur Bielish: Vous avez en outre dit qu'après quatre ou six semaines il n'y a aucun résidu dans le sol. De quoi se sert-on dans ces essais?

M. Fuller: Les essais sur les rats sont faits en laboratoire où on ajoute le produit à la nourriture du rat.

Le sénateur Bielish: Pendant combien d'années a-t-on utilisé le produit dans les champs de maïs et de soja?

[Text]

Dr. Fuller: In the United States it has been in use for approximately 20 years now.

Senator Bielish: And in Canada?

Dr. Aboutboul: When it was taken off the market in 1986, it had been in use for 17 years.

Senator Bielish: Have the users kept any records? I am concerned about the health of the farming population, particularly those who use alachlor, those who actually put it out in the fields and spread it.

Are corn and soybean your main crops or do you produce other crops? How extensive is the use of alachlor? How many acres per year do you spray?

Mr. Archibald: From the testimony that came out at the Alachlor Review Board, approximately 70 per cent of the acreage of corn and soybeans in the province had been treated with either alachlor or metolachlor at the time of the deregistration of alachlor in 1985. So that meant that somewhere over two million acres of the acreage grown in Ontario had been treated with either one or the other of those products.

In terms of farmers keeping records of health problems, I am not aware of any records. However, I would like to make the comment that at the beginning and throughout the hearings conducted by the Alachlor Review Board, the position of the farmers was that we were there not to say that this product should be used or should not be used, but to hear all the evidence and then support the recommendations of the Alachlor Review Board. It is fair to say that we are very much aware of and concerned about risks. If the Alachlor Review Board had said that the risks were too high and unacceptable and, therefore, the product should not be registered, we would have supported those recommendations.

But the fact that they say there is no difference between those two products has now put us at a competitive disadvantage. We find no relief in the fact that there is no difference in the risks, so there is no increased health safety to farmers because of that decision. There is only a competitive disadvantage.

Senator Bielish: Your chief concern is the competitive disadvantage? There is only one product that you can buy.

Mr. Archibald: As a result of the decision that is one of our concerns. However, we are concerned about risks to people's health.

Senator Fairbairn: You have talked a great deal about tests on mice and rats. In reading reports following the decision of the minister to prohibit registration of alachlor, the only hint of new information that I have been able to find has been a reference to alachlor, as opposed to metolachlor, being found in water. Was this part of the review board's consideration and is this a major part of testing, because it certainly would concern environmentalists.

[Traduction]

M. Fuller: Aux États-Unis, on s'en sert depuis approximativement 20 ans.

Le sénateur Bielish: Et au Canada?

M. Aboutboul: Lorsqu'on l'a retiré du marché en 1986, on l'avait utilisé pendant 17 ans.

Le sénateur Bielish: Les usagers ont-ils tenu des dossiers? Je m'inquiète de la santé des agriculteurs, en particulier de ceux qui utilisent l'alachlore, qui l'épandent dans leurs champs.

Le maïs et le soja constituent-ils votre culture principale ou en pratiquez-vous d'autres? À quelle échelle utilisez-vous l'alachlore? Combien d'acres de terre traitez-vous à l'alachlore tous les ans?

M. Archibald: D'après les témoignages recueillis par le Comité d'examen de l'alachlore, 70 p. 100 environ des emblavures de maïs et de soja dans la province étaient traitées soit à l'alachlore soit au metolachlore au moment où l'on a interdit l'homologation de l'alachlore en 1985. Ainsi, on peut dire que plus de deux millions d'acres ensemencés ont été traités en Ontario à l'un ou l'autre de ces produits.

En ce qui concerne la tenue de dossiers sur les problèmes de santé de la part des agriculteurs, je n'en jamais eu connaissance. Cependant, j'aimerais faire remarquer que, pendant toutes les audiences tenues par le Comité d'examen de l'alachlore, les agriculteurs ont soutenu que nous n'étions pas là pour nous prononcer sur l'usage du produit ou sur son interdiction, mais d'entendre tous les témoignages et d'appuyer ensuite les recommandations du comité d'examen de l'alachlore. Il est juste de dire que nous sommes très conscients et inquiets des risques. Si le comité d'examen de l'alachlore avait déclaré que les risques étaient trop élevés et inacceptables et que, par conséquent, le produit ne devrait pas être homologué, nous aurions appuyé ces recommandations.

Mais le fait qu'il ait déclaré qu'il n'y avait aucune différence entre les deux produits nous désavantage par rapport à la concurrence. Nous ne sommes guère plus rassurés quand on nous dit qu'il n'y a pas de différence quant aux risques. La sécurité du produit pour la santé ne se trouve pas améliorée par cette décision. Il reste seulement le désavantage par rapport à la concurrence.

Le sénateur Bielish: C'est là votre préoccupation principale? Qu'il existe un seul produit sur le marché?

M. Archibald: A la suite de la décision, c'est bien là une de nos préoccupations. Toutefois, nous nous inquiétons des risques pour la santé des gens.

Le sénateur Fairbairn: Vous avez beaucoup parlé des expériences faites sur les souris et les rats. À la lecture des rapports qui ont fait suite à la décision du ministre d'annuler l'homologation de l'alachlore, le seul nouveau renseignement que j'aie pu trouver est une allusion à une découverte de résidus d'alachlore, et non de metolachlore, dans l'eau. Cette découverte a-t-elle été considérée par le comité d'examen ou fait-elle partie d'autres expériences? Je pose cette question parce que c'est un sujet qui inquiéterait sûrement les environnementalistes.

[Text]

Dr. Fuller: It was very definitely a part of the review board's consideration. There was extensive data made available to the review board on the occurrence of both alachlor and metolachlor in water.

The short answer to your question is that they are at least equivalent. There is some evidence that the occurrence of metolachlor in water tends to be greater than that of alachlor, but they are at least equivalent in terms of their occurrence in water. There is no difference in risk resulting from water exposure.

The Chairman: Honourable senators, I would like to thank our witnesses for coming before us this morning. Even though there are additional questions, we have run out of time. It is now 11 o'clock and I am obliged to adjourn the meeting. The meeting is now adjourned.

The committee adjourned.

[Traduction]

M. Fuller: Le Comité en a certainement tenu compte dans son examen. Il disposait en effet d'une foule de données sur la présence de résidus et d'alachlore et de métolachlore dans l'eau.

Je répondrai simplement à votre question en disant que ces résidus sont à tout le moins équivalents. Il existe des preuves que les traces de métolachlore dans l'eau ont tendance à être plus élevées que celles de l'alachlore, ou du moins équivalentes. Mais il n'y a pas de différence en ce qui concerne les risques engendrés par l'absorption de ces substances.

Le président: Honorables sénateurs, j'aimerais remercier les témoins qui ont comparu devant nous ce matin. Vous avez peut-être d'autres questions à poser, mais le temps nous fait défaut. Il est déjà 11 heures et je dois suspendre la séance.

Le Comité ajourne ses travaux.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

Mr. Henri A. Aboutboul, President, Monsanto Canada;
Inc.;

Dr. George Fuller, Registration Director, Monsanto
Agricultural Products;

Mr. Bruce Archibald, Research and Policy Coordinator,
Ontario Corn Producers Association;

Mr. John Davidse, Executive Assistant, Ontario Soybean
Growers Marketing Board;

Mr. Jean-Yves Couillard, Board of Directors, Canadian
Federation of Agriculture.

M. Henri A. Aboutboul, président, Monsanto Canada Inc.;

M. George Fuller, directeur de l'enregistrement, Produits
agricoles Monsanto;

M. Bruce Archibald, coordonnateur de la recherche et des
programmes, Ontario Corn Producers Association;

M. John Davidse, adjoint administratif, Ontario Soybean
Growers Marketing Board;

M. Jean-Yves Couillard, membre du conseil d'administra-
tion de la Fédération canadienne de l'agriculture.



Second Session
Thirty-third Parliament, 1986-87-88

SENATE OF CANADA

*Proceedings of the Standing
Senate Committee on*

Agriculture and Forestry

Chairman:
The Honourable DANIEL HAYS

Wednesday, May 4, 1988

Issue No. 24

First and Complete proceedings on:

The examination of Bill C-67, "An Act respecting
animal pedigree associations"

APPEARING:

Lee Clark, M.P., Parliamentary Secretary to the
Minister of Agriculture

INCLUDING:

The seventh report of the Committee on Bill C-67

WITNESS:
(See back cover)

Deuxième session de la
trente-troisième législature, 1986-1987-1988

SÉNAT DU CANADA

*Délibérations du Comité
sénatorial permanent de*

l'Agriculture et des forêts

Président:
L'honorable DANIEL HAYS

Le mercredi 4 mai 1988

Fascicule n° 24

Seul et unique fascicule concernant:

L'étude du Projet de loi C-67, «Loi concernant les
associations responsables de la généalogie
des animaux»

COMPARAÎT:

Lee Clark, député, Secrétaire parlementaire du ministre
de l'Agriculture

Y COMPRIS:

Le septième rapport du Comité sur le Projet de loi C-67

TÉMOIN:
(Voir à l'endos)

STANDING SENATE COMMITTEE ON
AGRICULTURE AND FORESTRY

The Honourable Daniel Hays, *Chairman*

The Honourable E. W. Barootes, *Deputy Chairman*

and

The Honourable Senators:

Argue	Muir
Barootes	*Murray
Bielish	(or Doody)
Fairbairn	Olson
Hays	Phillips
*MacEachen	Riel
(or Frith)	Rossiter
Marchand	Sparrow

**Ex Officio Members*

(Quorum 4)

Changes in the Membership of the Committee:

Pursuant to Rule 66(4), membership of the Committee was amended as follows:

The name of the Honourable Senator Muir for that of the Honourable Senator Spivak. (May 4, 1988).

The name of the Honourable Senator Phillips for that of the Honourable Senator Sherwood. (May 4, 1988).

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DE
L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS

Président: L'honorable Daniel Hays

Vice-président: L'honorable E. W. Barootes

et

Les honorables sénateurs:

Argue	Muir
Barootes	*Murray
Bielish	(ou Doody)
Fairbairn	Olson
Hays	Phillips
*MacEachen	Riel
(ou Frith)	Rossiter
Marchand	Sparrow

**Membres d'office*

(Quorum 4)

Modifications de la composition du comité:

Conformément à l'article 66(4) du Règlement, la liste des membres du comité est modifiée, ainsi qu'il suit:

Le nom de l'honorable sénateur Muir substitué à celui de l'honorable sénateur Spivak. (le 4 mai 1988).

Le nom de l'honorable sénateur Phillips substitué à celui de l'honorable sénateur Sherwood. (le 4 mai 1988).

ORDER OF REFERENCE

Extract from the Minutes of Proceedings of the Senate,
Tuesday, April 26, 1988:

“Pursuant to the Order of the Day, the Senate resumed the debate on the motion of the Honourable Senator Bielish, seconded by the Honourable Senator Macdonald (*Cape Breton*), for the second reading of the Bill C-67, An Act respecting animal pedigree associations.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

The Bill was then read the second time.

The Honourable Senator Bielish moved, seconded by the Honourable Senator Kelly, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry.

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.”

ORDRE DE RENVOI

Extrait des procès-verbaux du Sénat, le mardi 26 avril 1988:

«Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur la motion de l'honorable sénatrice Bielish, appuyé par l'honorable sénateur Macdonald (*Cape Breton*), tendant à la deuxième lecture du Projet de loi C-67, Loi concernant les associations responsables de la généalogie des animaux.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois.

L'honorable sénatrice Bielish propose, appuyé par l'honorable sénateur Kelly, que le projet de loi soit déféré au Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Le greffier du Sénat

Charles A. Lussier

Clerk of the Senate

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, MAY 4, 1988

(38)

[Text]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met at 8:10 p.m., this day, the Honourable Senator Martha Bielish, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Bielish, Hays, Marchand, Muir and Phillips (5).

In attendance: The Official Reporters of the Senate.

Appearing: Lee Clark, M.P., Parliamentary Secretary to the Minister of Agriculture.

Witness:

Malcolm MacGregor, Director, Livestock Development Division, Agriculture Development Branch.

STATEMENT BY THE CHAIRMAN:

"Before proceeding with the meeting, I would like to declare a special interest in the proceedings of this particular hearing dealing with Bill C-67. I am a livestock breeder of purebred cattle, namely the Hays Converters, which is a small, new-registered breed. I am also very involved with the breed association. While I do not believe that there is a direct pecuniary interest in the outcome of the deliberations of this committee with respect to Bill C-67, I would feel more comfortable absenting myself from the chair and from the committee in respect of its dealings with this particular legislation. Accordingly, I am asking Senator Bielish to chair this meeting and, upon turning the meeting over to Senator Bielish, I will absent myself from the chair and from the committee."

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated Tuesday, April 26, 1988, began the examination of Bill C-67, "An Act respecting animal pedigree associations".

The witnesses made opening statements and answered questions.

It was,—

Agreed, That Bill C-67 be reported back to the Senate without amendment and that the Chairman do so report as the seventh report of the Committee.

At 9:00 p.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

ATTEST:

Le greffier du Comité

Andrew N. Johnson

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 4 MAI 1988

(38)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit à 20 h 10 aujourd'hui sous la présidence de l'honorable sénatrice Martha Bielish.

Membres du Comité présents: Les honorables sénateurs Bielish, Hays, Marchand, Muir et Phillips (5).

Également présents: Les sténographes officiels du Sénat.

Comparaît: Lee Clark, député, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture.

Témoin:

Malcolm MacGregor, directeur, Division du développement des productions animales, Direction générale du développement agricole.

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT:

«Avant d'ouvrir la séance, je tiens à déclarer que j'ai un intérêt particulier dans les délibérations d'aujourd'hui, qui portent sur le projet de loi C-67. En effet, je suis éleveur d'une espèce de bovin de race pure, nommément les bovins *Hays Converters*, qui est une race nouvellement enregistrée et peu répandue. Je participe également, d'une façon active, aux activités d'une association d'éleveurs. Même si je ne crois pas avoir d'intérêt pécuniaire direct dans l'issue des négociations du Comité sur le projet de loi C-67, je préfère m'absenter du fauteuil et des séances du Comité en cette matière. Par conséquent, je demande à la sénatrice Bielish de présider la séance; après lui avoir cédé ma place, je quitterai la pièce.»

Conformément à son ordre de renvoi du mardi 26 avril 1988, le Comité entreprend l'étude du projet de loi C-67, «Loi concernant les associations responsables de la généalogie des animaux».

Les témoins font des déclarations préliminaires et répondent aux questions.

Il est convenu,—

Que le président fasse rapport du projet de loi C-67 au Sénat sans amendement, en tant que septième rapport du Comité.

À 21 heures, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

ATTESTÉ:

REPORT OF THE COMMITTEE

Thursday, May 5, 1988

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry has the honour to present its

SEVENTH REPORT

Your Committee, to which was referred the Bill C-67, An Act respecting animal pedigree associations, has, in obedience to the Order of Reference of Tuesday, April 26, 1988, examined the said Bill and now reports the same without amendment.

Respectfully submitted,

Pour le président
For DANIEL HAYS
Chairman

RAPPORT DU COMITÉ

Le jeudi 5 mai 1988

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts a l'honneur de présenter son

SEPTIÈME RAPPORT

Votre Comité, auquel a été déféré le Projet de loi C-67, Loi concernant les associations responsables de la généalogie des animaux, a, conformément à l'ordre de renvoi du mardi 26 avril 1988, étudié ledit projet de loi et en fait maintenant rapport sans amendement.

Respectueusement soumis,

EVIDENCE

Ottawa, Wednesday, May 4, 1988

[Text]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met this day at 8.00 p.m., to examine Bill C-67, respecting animal pedigree associations.

Senator Daniel Hays (*Chairman*) in the Chair.

The Chairman: Before proceeding with the meeting, I would like to declare a special interest in the proceedings of this particular hearing dealing with Bill C-67. I am a livestock breeder of purebred cattle, namely the Hays Converters, which is a small, new-registered breed. I am also very involved with the breed association. While I do not believe that I have a direct pecuniary interest in the outcome of the deliberations of this committee with respect to Bill C-67, I would feel more comfortable absenting myself from the chair and from the committee in respect of its dealings with this particular legislation. Accordingly, I am asking Senator Bielish to chair this meeting and, upon turning the meeting over to Senator Bielish, I will absent myself from the chair and from the committee.

Senator Martha Bielish (*Acting Chairman*) in the Chair.

The Acting Chairman: Good evening, senators. I would ask the witnesses to come forward and take their places beside me. This evening we have with us Mr. Lee Clark, who is the Parliamentary Secretary to the Minister of Agriculture and Mr. Malcolm MacGregor, who is the Director of the Livestock Development Division of the Department of Agriculture. Welcome, gentlemen. Mr. Clark, I believe you have a statement and perhaps you would proceed with that statement and then we will proceed with questions.

Mr. Lee Clark, Parliamentary Secretary to the Minister of Agriculture: Thank you, Madam Chairman. First of all, I would like to say that it is both a pleasure and an honour to appear before a Senate committee. This is the first time I have had an opportunity to do so. During my days as chairman of the House of Commons Standing Committee on Agriculture, I was delighted to welcome some of your members as guests and as participants in the hearings of that committee. However, this is the first opportunity I have had to appear before a Senate committee.

I would also explain that I am here in my capacity as Parliamentary Secretary to the Minister of Agriculture and, as you might expect of politicians, we bring along the officials from our department who can answer all of the hard questions which we pass on to them which we claim is our prerogative.

I might also say to Senator Hays that I very much respect his reasons for setting himself aside from the discussion, even though it might not be necessary. I simply want to say to Senator Hays how very much I have enjoyed my association with him. I regard him as being an expert in the field of agriculture, and I know that he makes a significant contribution to your Senate committee.

TÉMOIGNAGES

Ottawa, le mercredi 4 mai 1988

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à 20 heures pour examiner le projet de loi C-67, Loi concernant les associations responsables de la généalogie des animaux.

Le sénateur Daniel Hays (*président*) occupe le fauteuil.

Le président: Avant d'ouvrir la séance, je tiens à déclarer que j'ai un intérêt particulier dans les délibérations d'aujourd'hui, qui portent sur le projet de loi C-67. En effet, je suis éleveur d'une espèce de bovins de race pure, nommément les bovins *Hays Converters*, qui est une race nouvellement enregistrée et peu répandue. Je participe également, d'une façon active, aux activités d'une association d'éleveurs. Même si je ne crois pas avoir d'intérêt pécuniaire direct dans l'issue des délibérations du Comité sur le projet de loi C-67, je préfère m'absenter du fauteuil et des séances du Comité en cette matière. Par conséquent, je demande à la sénatrice Bielish de présider la séance; après lui avoir cédé ma place, je quitterai la pièce.

Le sénateur Martha Bielish (*présidente suppléante*) occupe le fauteuil.

La présidente suppléante: Bonsoir, sénateurs. Messieurs les témoins, veuillez prendre place à mes côtés. Nous accueillons ce soir M. Lee Clark, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture, et M. Malcolm MacGregor, directeur de la Division du développement des productions au ministère de l'Agriculture. Je crois savoir, monsieur Clark, que vous avez une déclaration à faire. Nous commencerons par entendre votre exposé, pour passer ensuite aux questions.

M. Lee Clark, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture: Merci, madame la présidente. D'abord, je tiens à souligner que c'est à la fois un plaisir et un honneur que de comparaître devant un comité du Sénat. C'est la première fois que l'occasion m'en est donnée. Lorsque j'étais président du Comité permanent de l'agriculture de la Chambre des communes, je me suis toujours fait un plaisir d'accueillir certains d'entre vous à titre d'invités ou de participants aux audiences de ce Comité. Cependant, c'est la première fois que je comparais moi-même devant un comité sénatorial.

Je tiens également à souligner que je comparais aujourd'hui en ma qualité de secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et, comme il faut s'y attendre de politiciens, nous venons avec nos hauts fonctionnaires que nous chargeons de répondre aux questions difficiles, car nous prétendons que telle est notre prérogative.

J'aimerais également dire au sénateur Hays que je comprends très bien les raisons pour lesquelles il a décidé de ne pas participer à la discussion, même si ce n'était peut-être pas nécessaire. Je tiens à ce que le sénateur Hays sache que j'ai beaucoup aimé travailler avec lui. Je le considère comme un expert dans le secteur de l'agriculture, et je sais qu'il apporte une contribution appréciable au Comité.

[Text]

Honourable senators, as you know, an overhaul of the Livestock Pedigree Act is long overdue. The old act dates back to the turn of the century. In fact, it has not been amended since 1952. As a result, for almost 90 years, the Livestock Pedigree Act has regulated the activities of 68 breed associations serving Canadian agriculture.

Naturally, we could hardly expect the architects of the original legislation to envisage agriculture as it is today, namely a highly-technical and highly-specialized industry. We believe that the proposed animal pedigree legislation will update the regulations contained in the old act to better serve the livestock industry. It will promote breed improvement and it will offer better protection to Canadians raising or buying animals registered under this legislation.

Economically, this legislation is important to Canada. It is estimated that recent gains in livestock productivity, due to genetic improvement, amount to approximately 1 per cent per year. Genetic improvement also enhances Canadian exports of breeding stock and semen. In the past decade, exports of bovine semen have increased fourfold. Artificial insemination is now a \$65 million per year industry and it shows no signs of slowing down.

Madam Chairman, Bill C-67 is the result of thorough consultation with the livestock industry and with breed associations. We believe that it has the broad support of the industry. The legislation retains provisions of the old act authorizing animal pedigree associations to keep pedigrees and to register animals of specific breeds. Furthermore, it permits new associations to be created to keep records for breeds which are evolving. As an example, I suppose that the Hays Converter was indeed an evolving breed for a period of time. This is an important provision and one that has been requested by livestock producers for several years. It will ensure that the best possible records are kept for evolving breeds.

This proposed legislation will more closely define the basic purpose, powers and responsibilities of animal pedigree associations. It will also provide for the amalgamation and dissolution of breed associations.

This bill creates the Canadian Livestock Records Corporation, replacing the existing Canadian National Livestock Records. The current legal authority of this body is considered to be somewhat murky in some areas. The legal powers of the new Canadian Livestock Records Corporation will be crystal clear. They are well defined by the legislation which is now before you. The corporation will be charged with keeping records for animals of established breeds and for animals specially bred to develop a new breed.

This bill defines a purebred animal as at least 87.5 per cent, or seven-eighths, pure. In other words, if you were to sit down and trace the family tree of a purebred animal, you would find

[Traduction]

Honorables sénateurs, comme vous le savez, il y a longtemps que l'on aurait dû réviser la Loi sur la généalogie des animaux, dont la première version remonte au tournant du siècle. En fait, elle n'a pas été modifiée depuis 1952, et a régi, pendant presque 90 ans, les activités de 68 associations d'éleveurs au service de l'agriculture du pays.

Naturellement, on ne pouvait attendre des architectes du projet de loi initial qu'ils tiennent compte de l'évolution de l'agriculture comme on la connaît aujourd'hui, c'est-à-dire une industrie hautement spécialisée et technique. Nous estimons que le projet de loi sur la généalogie des animaux mettra à jour la réglementation de manière à mieux servir l'industrie de l'élevage. Il favorisera l'amélioration des races et offrira une meilleure protection aux éleveurs et aux acheteurs d'animaux légalement enregistrés.

Du point de vue économique, ce projet de loi est important pour le pays. On estime à environ 1 p. 100 par année les hausses récentes de la productivité du bétail, en raison des améliorations génétiques. Ces dernières favorisent également les exportations canadiennes d'animaux reproducteurs et de semences. Depuis dix ans, les exportations de semences de bovin ont quadruplé. L'industrie de l'insémination artificielle représente maintenant un chiffre d'affaires de 65 millions de dollars par année et elle ne semble pas vouloir ralentir.

Madame la présidente, le projet de loi C-67 est le résultat de nombreuses consultations avec le secteur de l'élevage et les associations d'éleveurs. Nous croyons qu'il jouit de l'appui généralisé du secteur. Il conserve des dispositions de l'ancienne loi, lesquelles autorisent les associations d'éleveurs à enregistrer et à identifier les animaux de races particulières. En outre, il permet la création de nouvelles associations chargées de la tenue de dossiers sur les animaux de races en voie de constitution. Par exemple, je présume que les bovins *Hays Converter* ont été une race en voie de constitution pendant un certain temps. C'est une importante disposition que les éleveurs réclament depuis plusieurs années et qui garantira la tenue des meilleurs dossiers possibles à l'égard des races en voie de constitution.

La loi proposée définira plus étroitement les objectifs fondamentaux, les pouvoirs et les responsabilités des associations responsables de la généalogie des animaux. Elle comportera également des dispositions sur le fusionnement et la dissolution d'associations s'intéressant à la généalogie des animaux.

Le projet de loi prévoit de plus la création de la Société canadienne d'immatriculation des animaux en remplacement de l'actuel Bureau canadien national de l'enregistrement des animaux. On considère que les pouvoirs de cet organisme sont quelque peu vagues dans certains domaines. Par contre, ceux de la Société d'immatriculation des animaux seront on ne peut plus clairs. Ils sont définis dans le projet de loi que vous avez en main. La Société sera chargée de tenir des dossiers généalogiques à l'égard d'animaux d'une race particulière et d'animaux élevés dans le but de créer une nouvelle race.

D'après le projet de loi, un animal est de race pure s'il possède les sept huitièmes, ou 87,5 p. 100, du patrimoine héréditaire des premiers éléments de la race. En d'autres mots, si l'on dresse la généalogie d'un animal de race pure, on constatera

[Text]

that at least seven of its eight great-grandparents were themselves purebred stock.

However, this bill does give breeding associations the leeway to make this provision even more restrictive, if that is what they desire.

The new act will allow animals to be registered even if they do not meet the seven-eighths pure requirement. It will also modernize rules which now govern embryo transfer and artificial insemination. These breeding practices were unthought of in 1900 when the original legislation was passed. They are now, of course, quite common. Breed associations will be allowed to certify artificial insemination and embryo transfer. This will help improve records of lineage and promote breed improvement.

The new act will bring provisions contained in the old Livestock Pedigree Act into line with current legislation governing corporate law. It will also deal more clearly and persuasively with infractions of its regulations.

The bill is very specific about the amount of time allowed to transfer certificates of registration or identification after a change in ownership. It also gives teeth to the penalties for failing to meet this condition. The level of fines will be determined by the value of the animal to which the offence relates. An amendment to the old law in 1952 set the maximum fine at \$500. Of course, that is really a paltry amount when you consider the value of some animals today. To be more realistic, this limit will be raised to \$50,000.

The Animal Pedigree Act will offer greater protection to livestock buyers and more flexible rules for breed organizations. As I said before, the bill has the broad support of the livestock industry. In fact, the original bill has been amended in response to the concerns expressed by the industry. I might add, in fact, that it was amended in many instances during the sittings of the committee of the house. Some breed associations feared that they would no longer be entitled to register animals of certain breeds that were less than 50 per cent pure. The proposed legislation, as it appears before you today, no longer contains a requirement that an animal must be of 50 per cent pure stock.

Under the new act, as long as the lineage can be traced back to the breed's original foundation stock, established associations can continue to administer the records for those breeds. This was of particular concern to breeders of animals such as the Quarter Horse, the Appaloosa, the Sport Horse and the Anglo-Arab.

New clauses were also added to the draft legislation to allow a breed to be withdrawn from its present association. Breeders can either join a different association or form a new one.

Another clause was added to allow one breed association to contract a second to register animals on its behalf. This, we

[Traduction]

qu'au moins sept des huit animaux dont il descend étaient de race pure.

Toutefois, le projet de loi donne aux associations le droit de rendre cette disposition encore plus restrictive, si tel est leur désir.

La nouvelle loi permettra l'enregistrement d'animaux même s'ils ne satisfont pas à l'exigence des sept huitièmes. Elle mettra à jour les dispositions sur le transfert d'embryons et l'insémination artificielle. Ces pratiques d'élevage étaient inconnues en 1900 au moment de l'adoption du projet de loi initial, mais elles sont aujourd'hui fort répandues. Les associations d'éleveurs pourront délivrer des certificats de transfert d'embryons et d'insémination artificielle. Elles pourront ainsi enrichir les dossiers sur la généalogie des animaux et promouvoir l'amélioration des races.

La nouvelle loi rendra conformes à l'actuel droit des sociétés les dispositions formulées dans l'ancienne Loi sur la généalogie des animaux. Elle comprendra également des dispositions beaucoup plus claires et sévères en matière d'infractions aux règlements.

Le projet de loi précise davantage la durée du délai fixé pour le transfert des certificats d'enregistrement ou d'identification après un changement de propriété. Il impose aussi des peines beaucoup plus lourdes en cas de non respect de ces dispositions. Ce sera la valeur d'un animal auquel se rapporte l'infraction qui déterminera le montant des amendes. En vertu d'une modification apportée à l'ancienne loi en 1952, l'amende maximale avait été fixée à 500 \$. Il est évident que ce montant est ridiculement bas quand on pense à la valeur actuelle de certains animaux. Afin qu'elle soit plus conforme à la réalité, l'amende maximale sera portée à 50 000 \$.

La Loi sur la généalogie des animaux offrira une meilleure protection aux acheteurs de bétail et une plus grande flexibilité aux associations d'éleveurs. Comme je l'ai déjà mentionné, le projet de loi jouit de très forts appuis dans l'industrie de l'élevage. En fait, le projet de loi initial a été modifié conformément à des critiques formulées par cette industrie. Je dirai même qu'il a été amendé à maintes reprises pendant les séances du Comité de la Chambre. Certaines associations craignaient qu'elles n'auraient plus le droit d'enregistrer des animaux de certaines races dont la généalogie comprend moins de 50 p. 100 d'éléments de race pure. Le projet de loi, dans son libellé actuel, ne comprend plus l'exigence suivant laquelle l'animal doit être de race pure à 50 p. 100.

En vertu de la nouvelle loi, dans la mesure où l'on peut faire remonter la généalogie jusqu'aux premiers éléments d'une race donnée, les associations existantes pourront continuer de tenir des dossiers à l'égard de ces races. Cette disposition intéressait particulièrement les éleveurs de races telles que le *Quarter Horse*, le *Appaloosa*, le *Sport Horse* et le cheval anglo-arabe.

De nouvelles clauses ont été ajoutées à l'avant-projet de loi afin de permettre le retrait d'une race de l'association dont elle fait actuellement partie. Les éleveurs pourront adhérer à une autre association ou en former une nouvelle.

Une autre clause a été ajoutée pour permettre à une association d'éleveurs d'en autoriser une autre à enregistrer, en son nom, les animaux d'une race particulière. Cette mesure favori-

[Text]

believe, will promote competition and increase efficiency in the record-keeping business.

There is also an amendment to authorize the Canadian Livestock Records Corporation to keep a general stud and herd book. Pedigree records will be registered in the book for animal breeds and for evolving breeds for which there is no association.

Madam Chairman—and I suppose, committee member, in the strictest sense—this legislation responds to the needs of Canada's livestock industry. The Animal Pedigree Act will provide greater protection for the buyers of livestock, more realistic penalties for violations of the act and more flexible rules for breed organizations.

The proposed legislation will make it easier for livestock breeders to safeguard breed quality and characteristics. With a strong quality control system in place, we believe that our livestock exports will be enhanced.

Overall, the Animal Pedigree Act will improve the competitive position of the livestock sector—a sector important to Canadian agriculture and to the Canadian economy.

The Acting Chairman: Thank you, Mr. Clark. Mr. MacGregor, do you have an opening statement?

Mr. Malcolm MacGregor, Director, Livestock Development Division, Agriculture Development Branch, Agriculture Canada: No, I do not, but I am prepared to answer any questions directed to me by committee members or Mr. Clark.

The Acting Chairman: Are there any questions?

Senator Marchand: Madam Chairman, I do not have many questions. As I stated in the Senate, this bill has been a long time in the works and the amendments are generally accepted as being necessary.

However, there are some matters that were brought to my attention and I should like to clarify some of them. I would refer you to subclause 59(1) which authorizes the minister to authorize any other association to register or identify, on the association's behalf, the animals of any distinct breed or evolving breed in respect of which the association is incorporated.

Some complaints I heard related to the proliferation of agencies that would be registering animals on behalf of other breeds. It was felt that that could be negative in both the domestic and foreign markets in terms of accuracy and fidelity. When the bill was introduced in the House, it was argued that this would not happen since the minister would have to approve any such arrangements and, if things did not work out, the minister could terminate such arrangements.

While such arrangements require the minister to withhold such consent without excellent reasons, as for terminating such arrangements, while the minister can terminate for certain reasons, nowhere in clause 58 is it stated that he can terminate an arrangement as visualized under clause 59.

This provision could also lead to a situation where the role of the CLRC would be downgraded to such an extent that asso-

[Traduction]

sera une plus grande concurrence et une efficience accrue dans le secteur de la tenue de dossiers.

Une autre modification a été apportée afin d'autoriser la Société canadienne d'immatriculation des animaux à constituer un livre généalogique général. Seront versés à ce livre les dossiers généalogiques de races particulières ou en voie de constitution dont aucune association n'est responsable.

Madame la présidente, et membres du Comité, j'estime que ce projet de loi répond aux besoins de l'industrie canadienne de l'élevage: il accorde une plus grande protection aux acheteurs de bétail, prévoit des peines plus réalistes en cas d'infraction à la loi et des dispositions plus souples pour les associations responsables de la généalogie animale.

Le projet de loi facilitera la tâche des éleveurs en ce qui concerne la protection de la qualité et des caractéristiques des races. Grâce à la mise en place d'un solide régime de contrôle de la qualité, nous estimons que nos exportations de bétail s'accroîtront.

Dans l'ensemble, le projet de loi C-67 rendra plus compétitive l'industrie de l'élevage qui revêt une grande importance pour l'agriculture et l'économie canadiennes.

La présidente suppléante: Je vous remercie, monsieur Clark. Monsieur MacGregor, avez-vous un exposé à faire?

M. Malcolm MacGregor, directeur, Division du développement des productions, Direction générale du développement agricole, Agriculture Canada: Non, je n'en ai pas, mais je suis prêt à répondre aux questions que voudront bien me poser les membres du Comité ou M. Clark.

Le présidente suppléante: Avez-vous des questions?

Le sénateur Marchand: Madame la présidente, je n'ai pas beaucoup de questions. Comme je l'ai déclaré au Sénat, il y a longtemps que l'on travaille sur ce projet de loi et on considère généralement que les modifications sont nécessaires.

Cependant, on a porté certains problèmes à mon attention et j'aimerais avoir quelques précisions. Si vous vous reportez au paragraphe 59(1), vous constaterez qu'il permet à une association d'autoriser, avec le consentement du ministre, une autre association à enregistrer ou à identifier, au nom de la première, les animaux d'une race particulière ou d'une race en voie de constitution à l'égard de laquelle l'association a été créée.

J'ai entendu des plaintes suivant lesquelles cette disposition entraînerait la prolifération d'agences qui enregistreraient des animaux au nom d'autres associations. On craint que cette pratique ne nuise à l'exactitude et à la fidélité de la tenue de dossiers tant sur le marché intérieur que sur les marchés étrangers. Lorsque le projet de loi a été déposé à la Chambre, on a soutenu que cela ne se produirait pas puisque le ministre aurait à consentir à de tels accords et que, si les choses tournaient mal, il pourrait intervenir et y mettre fin.

Le ministre peut, à sa discrétion, refuser de donner son consentement à ces ententes, mais pour ce qui est d'y mettre fin, il n'est mentionné nulle part dans l'article 58 qu'il peut mettre fin à une entente conclue en vertu de l'article 59.

Cette disposition pourrait également mener à la situation suivante: le rôle de la SCEA serait réduit au point que les asso-

[Text]

ciations having relatively few numbers, as well as evolving breeds, could be put in a position whereby they would be dependent on a competitive breed for their registration procedures. It was pointed out that this could lead to an undesirable situation.

It was also mentioned that, on the other hand, were such associations to stay with the CLRC, this organization would become so small as to become, essentially, ineffective. That situation was described to me as one which I was asked to raise with you.

Mr. Clark: I will begin and I will ask Mr. MacGregor to comment later.

I would like to make it very clear that there is nothing in the legislation which in any way implies that the Canadian Livestock Records Corporation is not capable of continuing to provide a very important service to the industry as did its predecessor.

The amendment to which the senator refers, quite frankly, was presented to the committee as a result of the request of certain parts of the industry which wished other breed associations to have the legal capacity to provide a service to them.

In addition, a strong position was taken by a number of members of Parliament, exclusively from western Canada, who were reflecting the views of their own constituents in that regard.

The act will provide for a continuation of the Canadian Livestock Records Corporation. Its entity will be preserved and it will have the power, of course, to provide a service to all those breed associations who wish it.

If this bill is passed into law, a breed association would, basically, have three options: It could maintain its own records; it could purchase the service of the Canadian Livestock Records Corporation; or it could, if it believes it is in its own best interest, utilize the services offered by another breed association.

There were those who—not so much in committee but in the debate in the house—at the report stage suggested that, perhaps, permitting certain breed associations to decide that they should use the service of another breed association might not be in the best interests of the breed association making that decision. Quite frankly, in a philosophical sense, I feel uncomfortable when we, as a government, are inclined to suggest to any sector that we perhaps know what is best for them, indeed, that we know better than they do themselves. Certainly maintaining the integrity of the records is important to the association. Therefore it follows naturally that any breed association would naturally be most concerned that their records be kept in a quality state, if not by themselves then either by the Canadian Livestock Records Corporation or the other breed association with whom they wish to do business.

In addition, we heard testimony from certain groups—for example, those with a special interest in horses—who said that there were other equine associations, who knew their industry

[Traduction]

ciations comptant relativement peu de membres, de même que les éleveurs de races en voie de constitution, seraient forcés de s'en remettre à un compétiteur pour le processus d'enregistrement. On a fait remarquer que cela pourrait aboutir à une situation indésirable.

On a également mentionné, d'autre part, que même si ces associations restaient membres de la SCEA, cette dernière organisation deviendrait si peu importante qu'elle en perdrait toute efficacité. On m'a décrit cette situation et on m'a demandé de vous l'exposer.

M. Clark: Si vous le permettez, je vais répondre à cette question et je céderai la parole à M. MacGregor ensuite.

J'aimerais qu'il soit très clair qu'aucune disposition du projet de loi ne laisse entendre que la Société canadienne d'enregistrement des animaux n'est plus en mesure de rendre de très précieux services à l'industrie, comme l'a fait son prédécesseur.

La modification à laquelle le sénateur fait référence a été présentée au Comité par suite d'une demande de certains secteurs de l'industrie qui désiraient que d'autres associations d'éleveurs aient la capacité juridique de leur fournir des services.

En outre, certains députés de l'Ouest exclusivement, ont pris fermement position à ce sujet, traduisant en cela le point de vue de leurs propres électeurs.

La loi prévoit que la Société canadienne d'enregistrement des animaux continuera à exercer son activité. Son existence sera non seulement préservée, mais elle aura le pouvoir d'offrir ses services à toutes les associations d'éleveurs qui le désirent.

Si ce projet de loi est adopté, les associations d'éleveurs auront fondamentalement trois choix: elles pourront conserver leurs propres dossiers; elles pourront recourir aux services de la Société canadienne d'enregistrement des animaux; ou elles pourront utiliser les services offerts par une autre association d'éleveurs, si elles sont d'avis qu'il y va de leur meilleur intérêt de le faire.

Certains ont souligné, non pas tellement au cours des séances en comité, mais dans des débats à la Chambre, notamment à l'étape du rapport, que ce n'était peut-être pas dans le meilleur intérêt d'une association d'éleveurs donnée que de décider de recourir au service d'une autre association d'éleveurs. Ma foi, je me sens plutôt mal à l'aise, d'un point de vue éthique, lorsque nous, les pouvoirs publics, nous laissons entendre à des entrepreneurs que nous savons mieux qu'eux ce qui leur convient. Il va sans dire que la bonne tenue des dossiers généalogiques étant si importante, toutes les associations d'éleveurs voudront obtenir un service de qualité, soit qu'elles s'en chargent elles-mêmes, soit qu'elles confient cette tâche à la Société canadienne d'enregistrement des animaux ou à une autre association de leur choix.

D'autres groupes qui étaient spécialisés par exemple dans la généalogie équine, nous ont dit que leurs associations étaient beaucoup plus compétentes en la matière que ne l'était l'ancien Bureau canadien national de l'enregistrement des animaux.

[Text]

better than the Canadian Livestock Records Corporation might do.

I, as a member of Parliament, am very comfortable with the philosophy that would suggest that those members who belong to that breed association, whatever it might be, are in a good position to make that judgment.

Furthermore, there is nothing in this legislation which necessarily mandates that anyone other than the breed association itself or the Canadian Livestock Records Corporation would be in the business. It may well be that if the Canadian Livestock Records Corporation provides a good service at a competitive price, they will have all of the business that is available.

So I do not foresee the proliferation to which you refer. Certainly I suppose the greatest amount of proliferation would occur if each breed association kept its own records. Not all are inclined to do so; so that is why they requested the option of having another breed association keep the records for them.

What we have done in this legislation is simply to provide them with that option if they choose to exercise it. We think that in providing them with some options, with some choices, it may well be that the services might well be more economic, more competitive or more efficient—I do not know.

Mr. MacGregor: I might just deal with the other part of your question, which I think was perhaps of a more technical nature. You referred to the consent of the minister to allow this to happen, but there is nothing in clause 58 which specifically empowers the minister to give other direction. I guess our advice, as we were drafting, was that the powers under clause 52—which gives the minister the power at any time to undertake inspections and examinations of the business affairs of any association—would enable him to do that to which you referred.

There is also some mention of that in clauses 53 and 54, which give the minister power to give direction to any association as a result of his investigations under either clauses 52 or 53.

Senator Marchand: What did you hear from the kennel clubs? They made some representations to us. Were you able to satisfy their concerns? They were particularly concerned about this section.

Mr. Clark: If I recall correctly, the testimony of the kennel clubs was that it feared that if each of the various member groups of the kennel club were to exercise the option to keep its own records, there could indeed be a proliferation. I do not know of how many breeds we might be speaking.

Mr. MacGregor: I believe it was upwards of perhaps 140.

Mr. Clark: The worst case scenario that was presented to us was the possibility of there being that many different breed associations. However, I think the prevailing wisdom was that not many of those groups would indeed wish to exercise that option; and I suppose, again in a philosophical sense, that if the owners of all the shelties—I use shelties because that is the breed of dog we have, and it is one of the breeds whose names I know—were to choose to proceed in that direction, then I

[Traduction]

A titre de membre du Parlement, je n'ai aucune hésitation à croire que les membres de ces associations sont les mieux placés pour porter un tel jugement.

En outre, le projet de loi ne prévoit nulle part qu'il faille nécessairement s'en remettre à un autre groupe que l'association d'éleveurs elle-même ou la Société canadienne d'enregistrement des animaux. Il se pourrait fort bien, si cette dernière fournit un bon service à prix concurrentiel, que lui soit confiée toute cette tenue de dossiers.

Je ne vois donc pas le danger de prolifération que vous mentionnez. Je suppose qu'il y aurait effectivement prolifération si chaque association tenait ses propres dossiers. Mais toutes ne sont pas enclines à le faire et c'est d'ailleurs pourquoi elles ont demandé l'autorisation de confier ce travail à une autre association qui s'occupe de la généalogie des animaux.

Nous n'avons fait dans ce projet de loi que leur accorder cette latitude. Nous avons pensé qu'en élargissant leurs possibilités, elles pourraient bénéficier de services plus économiques, plus concurrentiels ou plus efficaces,—qui sait?

M. MacGregor: Je voudrais traiter de l'autre partie de votre question qui, me semble-t-il, était de nature plus technique. Vous avez dit qu'il fallait le consentement du ministre, mais qu'il n'y avait rien à l'article 58 qui habilite précisément le ministre à donner un contrordre. J'imagine qu'en rédigeant le projet de loi, nous nous en sommes tenus au fait que cela décollait des pouvoirs prévus à l'article 52 d'effectuer n'importe quand des inspections et des examens pour vérifier la bonne tenue des affaires d'une association.

Il en est aussi question dans les articles 53 et 54, qui donnent au ministre le pouvoir de dissoudre une association sur la foi des résultats d'enquêtes qu'il aurait menées conformément aux articles 52 ou 53.

Le sénateur Marchand: Qu'ont dit les clubs canins? Ils ont fait des démarches. Avez-vous pu les rassurer? Cet article surtout les préoccupait.

M. Clark: Si je me souviens bien, le club canin craignait surtout une prolifération si chaque club choisissait de tenir ses propres dossiers. J'ignore de combien de races il pourrait s'agir.

M. MacGregor: Il y en a un peu plus de 140 peut-être.

M. Clark: Le scénario le pire qui nous a été présenté était la possibilité de se retrouver avec un tel nombre d'associations différentes. Toutefois, il est communément admis qu'un petit nombre seulement d'entre elles se prévaudraient de cette option. Si tous les propriétaires de berger des Shetlands—je donne cet exemple parce que notre chien est de cette race et c'est l'un des races dont je sais le nom—devaient décider de

[Text]

really wonder whether, in a philosophical sense, we should exercise the power to prevent them from doing so.

Again, I do not think that anyone foresees that much proliferation of associations; but if they were to believe that it was necessary, that it was advantageous, then I wonder whether we, as a Parliament, would be wise to deny them that option.

Senator Marchand: I understand the argument. I guess that, in terms of the cattlemen, Canada has had a very good reputation not only at home but also abroad with our purebred animals. I could name a number of the breeds, such as the Holstein; and there are others. Canadian Holsteins are pretty well sought after around the world. They are famous. The representations we had were to the effect that, "Hey, we do not want our reputation in the world to be watered down in any way by proliferation, by making things too loose, so that anyone can get in."

Mr. Clark: But, senator, you referred to Canadian Holsteins. That is an example of a breed association that does keep its own records and certainly is very conscious of the point that you make. So that association is not affected by this—except, I suppose, that there may be other breeds who might wish to use their services.

Senator Marchand: Perhaps I used a bad example—but it is a good example in terms of the acceptability of our cattle around the world.

In 1975 I visited Cuba. Fidel Castro was certainly happy about our Holsteins down there. His brother Ramon was the Minister of Agriculture, and he was just floating on air about our Holsteins. He had all of the averages, and so on, at his fingertips—the milking averages, butterfat averages, their adaptability, and so on. It was heartening to see the acceptability of our Canadian Holsteins; but I know that there are other countries in the world to which we ship cattle.

I have one further question. I did not double check you, but I would draw your attention to clause 28 concerning the recording of animals and their being graded up to purebred status. That has now disappeared. The clause says that the associations may now register animals of any level of purity as defined in the association's bylaws.

Currently the word "registered" in the minds of most breeders is essentially the same as "purebred"; thus the proposed change would result in confusion in the minds of purchasers—perhaps more so in the minds of purchasers of pets than in the minds of livestock breeders.

To meet this situation, an amendment to the original bill had been made that required the certificate of registration to state whether the animal is purebred and, if not, the percentage of purebred inheritance. Could you comment on that?

Mr. MacGregor: Yes. The reason the original section which was proposed was deleted was because, no doubt, of the ongoing practice, and the concerns about the number of horse

[Traduction]

tenir eux-mêmes leurs dossiers, je me demande vraiment alors, sur le plan des principes, si nous devrions les en empêcher.

Encore une fois, je ne pense pas que l'on craigne à ce point une prolifération d'associations, mais si on croit qu'une telle latitude est nécessaire, et même avantageuse, je me demande alors s'il serait judicieux que le Parlement la leur refuse.

Le sénateur Marchand: Je comprends votre raisonnement. Pour l'élevage des bovins, le Canada jouit d'une très bonne réputation non seulement au pays mais aussi à l'étranger où l'on reconnaît la qualité de nos animaux de race pure. Je pourrais vous citer un certain nombre de races, telles les Holstein, et bien d'autres encore. Les Holstein du Canada sont très recherchés à travers le monde. Ce sont des bêtes très réputées. D'après les témoignages que nous avons entendus, on dirait que les éleveurs ne veulent pas faire ternir leur réputation dans le monde par une quelconque prolifération, par un certain relâchement, qui faciliterait l'enregistrement des animaux.

M. Clark: Mais, sénateur, vous avez mentionné les Holstein du Canada. C'est là un exemple d'association d'éleveurs qui tient ses propres dossiers et est fort consciente du danger que vous avez soulevé. Cette association n'est donc pas vraiment concernée ici, sauf si d'autres éleveurs veulent utiliser ses services.

Le sénateur Marchand: J'ai peut-être utilisé un mauvais exemple, mais il illustre bien le degré d'excellence que l'on peut atteindre dans l'élevage et qui est reconnu partout dans le monde.

En 1975, je suis allé à Cuba. Je puis vous assurer que Fidel Castro était très content de nos Holsteins. Son frère Ramon, le ministre de l'Agriculture, n'arrêtait pas de vanter cette race. Il connaissait par cœur toutes les moyennes, par exemples celles qui concernent la traite, la fabrication de beurre, l'adaptabilité, etc. J'ai été encouragé en quelque sorte de voir à quel point nos vaches Holstein étaient bien acceptées; et je sais qu'il y a d'autres pays où nous en exportons.

J'ai une dernière question à poser. Ce n'est pas pour vous confronter, mais j'aimerais attirer votre attention sur l'article 28 qui a trait à l'enregistrement d'animaux et au statut de race pure. Cette exigence a disparu. L'article stipule maintenant que les associations peuvent faire enregistrer les animaux à n'importe quel degré de pureté, selon la définition qu'en donnent les règlements administratifs de l'association.

À l'heure actuelle, pour la plupart des éleveurs, le terme «enregistré» correspond essentiellement à la notion de race pure; le changement proposé sèmerait donc la confusion dans l'esprit des acheteurs—peut-être plus dans l'esprit des acheteurs d'animaux domestiques que dans celui des acheteurs de bétail.

On avait donc apporté un amendement au projet de loi initial voulant que le certificat d'enregistrement précise si l'animal était de race pure ou non, et sinon, à quel degré il était de race pure. Qu'en pensez-vous?

M. MacGregor: Oui. Si l'article initial a été retranché, c'est nul doute parce qu'il était devenu pratique courante, pour de nombreux éleveurs de chevaux, d'enregistrer des animaux qui,

[Text]

breeds that had been registered—animals that under the technical description of a “purebred” were not really registerable.

It was to allow, as Mr. Clark has intimated, a number of horse breeders, such as breeders of the Appaloosa and Quarter Horse, and so forth, to continue registering animals, a practice which has been ongoing. Most of these breeds have a very lucrative United States market, and their U.S. counterparts are registering under these conditions. So it was felt that that would allow that practice to continue, but still give every breed association the right within its own by-laws to stipulate that an animal, if it is their wish, be 100 per cent traceable to foundation animals, which would be, essentially, a closed herd book, and give other associations the right to carry on an upgrading program, and they could stipulate that breeds would have to be a minimum of seven-eighths to be considered registered purebreds.

Senator Marchand: Madam Chairman, those are the only questions I have.

Mr. Clark: Madam Chairman, if I could go back to the comments which Senator Marchand made about quality, because I think that is an important point. I want to make it clear for the sake of the record that the government and the members of the House of Commons share that concern, as I believe do all who are part of the industry.

The well-being of the breed associations and their export markets depends upon not only the quality of the animals but the integrity of the records which document that quality. I think we would be doing the industry a disservice if we were in any way to create the impression that the quality was in any way endangered by the passage of this piece of legislation.

I simply want to stress again that in all likelihood the vast bulk of the records hereafter will be maintained either by breeders' associations themselves, as in the example of the Holsteins, or by the Canadian Livestock Records Corporation.

Simply to reiterate the point that those who stand to gain the most from the maintenance of quality and who stand to lose the most from any threat to that international reputation are those who are part of the breed associations themselves.

So I would suggest to the committee that, just as the breeders who participate in that breed association are clearly interested in quality breeding, it seems to me that it follows only logically that they would make decisions with respect to keeping records that would be consistent with that objective.

Because of the importance of quality in the international community, I think it is important to stress that point.

The Acting Chairman: Could you elaborate on the matter of some breed associations asking other breed associations to keep records for them?

Mr. Clark: At the moment there is a number of smaller breeds. I know that in the statement I made in the House of Commons I listed them. That is a matter of public record. I am not sure I can cite all of them from memory. At the moment they are using the services of other breed associations.

[Traduction]

si l'on s'en tenait strictement à la définition d'un animal de «race pure», ne pourraient être enregistrés.

Comme M. Clark nous l'a appris, c'était pour qu'un bon nombre de races de chevaux, tels les Appaloosa et les quater-horse, etc., puissent continuer à être enregistrées, comme par le passé. La plupart de ces races ont beaucoup de valeur sur le marché américain, et les éleveurs américains les font enregistrer dans les mêmes conditions. On estimait donc que cette mesure permettrait la poursuite de ce commerce ou de cette pratique, tout en continuant à donner à chaque association d'éleveurs le droit de stipuler dans ses propres règlements administratifs qu'un animal doit descendre à 100 p. 100 d'animaux souches, ce qui reviendrait essentiellement à clôturer le livre généalogique, tout en donnant à d'autres associations le droit de se lancer dans la constitution d'une race. Ces dernières associations pourraient stipuler qu'une bête doit avoir au moins sept huitièmes des caractéristiques de la race pure pour être enregistrée comme animal de race pure.

Le sénateur Marchand: Madame la présidente, je n'ai pas d'autres questions.

M. Clark: Madame la présidente, permettez-moi de revenir à ce qu'a dit le sénateur Marchand au sujet de la qualité, car je pense que c'est un point important. Je veux qu'il soit précisé dans le compte rendu que le gouvernement et les députés partagent ce souci, comme tous ceux, j'imagine, qui œuvrent dans ce secteur.

Le bien-être des associations d'éleveurs et la valeur de leur marché d'exportation dépendent non seulement de la qualité des animaux mais aussi de la fiabilité des dossiers permettant d'étayer cette qualité. Je pense que nous nuirions à ce secteur si nous donnions le moins possible l'impression que la qualité pourrait être compromise par l'adoption de ce texte de loi.

Je veux simplement insister sur le fait que selon toute probabilité, le gros des dossiers seront tenus soit par des associations d'éleveurs, comme dans l'exemple des Holstein, soit par la Société canadienne d'enregistrement des animaux.

Je tiens à vous rappeler que ceux qui bénéficieront le plus d'une assurance de qualité et qui perdront le plus si notre réputation internationale est menacée, sont ceux-là même justement qui font partie des associations d'éleveurs.

Par conséquent, comme les éleveurs qui sont membres de ce genre d'associations aspirent sans nul doute à un élevage de qualité, il ne me semble que logique qu'ils prennent des décisions au sujet de la tenue de leurs dossiers qui seront conformes avec leur idéal.

Étant donné l'importance de la qualité dans le monde international, je pense qu'il valait la peine d'insister sur ce point.

La présidente suppléante: Pourriez-vous nous parler de la possibilité que certaines associations d'éleveurs confient leurs dossiers à d'autres associations du genre.

M. Clark: Dans le moment, il y a un bon nombre de petites associations. Lorsque j'ai comparu à la Chambre des communes, je les ai toutes énumérées et elles sont maintenant consignées publiquement, mais je ne suis pas sûr de pouvoir toutes les réciter de mémoire. À l'heure actuelle, ces petites associations utilisent les services d'autres associations.

[Text]

Their right to do so is somewhat in question in the absence of this type of legislation. Normally the breeds who would choose to use the services of another breed association would be smaller ones and, in all likelihood, they would choose a breed association of a comparable nature to themselves.

As Mr. MacGregor has indicated, two breed associations have used the services of others. If I am correct, those are Maine-Anjou and Lacombe.

It follows that they would use the services of a breed association that understands the nature of that particular industry.

Perhaps to use a ridiculous examples, I do not think you would find breed associations moving from cattle to horses.

Again, one of the points I have made is that they are choosing breed associations to provide them with a service that requires a special type of expertise. For that reason, they have sought this particular amendment. They wished this as an option to be exercised and, I suppose as well, as some of the small breed associations grow in size, and perhaps in economic wealth, they might then choose to keep their own records.

The Acting Chairman: On behalf of the members of the committee I thank the witnesses for appearing before the committee this evening.

Mr. Clark: Madam Chairman, on behalf of Mr. MacGregor, and on behalf of the legislative committee that considered Bill C-67, I should like to thank you for the opportunity of appearing before this committee this evening. Naturally, if there are questions that require answering, I am sure we would be happy to come back and respond to them, if necessary.

I think it is fair to say that the industry has been waiting for this particular piece of legislation for some time. I was somewhat embarrassed that so many amendments are necessary, but on the other hand, I think that is a statement in support of the committee system. We would certainly be happy to try to be of further assistance to you.

The Acting Chairman: Thank you. The committee will now take a short recess.

—Short recess.

—Upon Resuming.

The Acting Chairman: The meeting is resumed. Is it agreed, honourable senators, that Bill C-67 be reported back to the Senate without amendment, and that the chairman do so report it to the Senate as the Seventh Report of the committee?

Hon. Senators: Agreed.

The committee adjourned.

[Traduction]

Sans ce texte législatif, leurs droits à ce chapitre serait quelque peu contesté. Normalement, ce seraient les éleveurs des races les moins répandues qui choisiraient d'utiliser les services d'une autre association et en toute vraisemblance, ils choisiraient une association d'une nature comparable à celle de leur entreprise.

Comme M. MacGregor l'a indiqué, deux associations d'éleveurs d'une race particulière ont eu recours aux services d'autrui. Sauf erreur, il s'agissait des races Maine-Anjou et Lacombe.

Évidemment, on a recours à une association susceptible de comprendre la nature de son entreprise particulière.

Peut-on imaginer par exemple une association d'élevage de bovins qui ferait affaire avec une autre qui s'occuperait de chevaux.

Je le répète, on choisit les associations qui peuvent fournir certains services spécialisés. C'est pour cette raison qu'on a demandé l'adoption de cette modification. Les associations souhaitent avoir cette latitude, car si elles prenaient de l'expansion et prospéraient, elles pourraient alors choisir de tenir leurs propres dossiers.

La présidente suppléante: Au nom des membres du Comité, je remercie les témoins d'être venus comparaître ce soir devant le Comité.

M. Clark: Madame la présidente, au nom de M. MacGregor et au nom du Comité législatif qui a étudié le projet de loi C-67, j'aimerais vous remercier de nous avoir permis de comparaître devant votre Comité ce soir. Naturellement, s'il y a des questions qui restent sans réponse, nous serons heureux de revenir vous rencontrer.

On peut dire à juste titre que cette industrie attend depuis un certain temps l'adoption d'une telle mesure législative. J'ai été quelque peu embarrassé qu'il ait fallu un aussi grand nombre d'amendements, mais par ailleurs je crois c'est tout à l'honneur du système des comités. Soyez sûrs que c'est avec plaisir que nous essayerons de vous aider si vous avez encore besoin d'aide.

La présidente suppléante: Merci. Le Comité suspendra maintenant brièvement ses travaux.

(La séance est suspendue brièvement.)

(Reprise de la séance)

Le président: La séance reprend. Êtes-vous d'accord, honorables sénateurs, pour qu'il soit fait du rapport du projet de loi C-67 au Sénat sur proposition d'amendement et que cela constitue le 7^e report du Comité au Sénat?

Des voix: D'accord.

(La séance est levée.)



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

APPEARING—COMPARAÎT

Lee Clark, M.P., Parliamentary Secretary to the Minister of
Agriculture.

Lee Clark, député, Secrétaire parlementaire du ministre de
l'Agriculture.

WITNESS—TÉMOIN

Mr. Malcolm MacGregor, Director, Livestock Development
Division, Agriculture Development Branch.

M. Malcolm MacGregor, directeur, Division du développe-
ment des productions animales, Direction générale du déve-
loppement agricole.

A1
C25
A48

Library
of Parliament



Second Session
Thirty-third Parliament, 1986-87-88

Deuxième session de la
trente-troisième législature, 1986-1987-1988

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

*Proceedings of the Standing
Senate Committee on*

*Délibérations du Comité
sénatorial permanent de*

Agriculture and Forestry

l'Agriculture et des forêts

Chairman:
The Honourable DANIEL HAYS

Président:
L'honorable DANIEL HAYS

Tuesday, May 10, 1988

Le mardi 10 mai 1988

Issue No. 25

Fascicule n° 25

Second proceedings on:

Deuxième fascicule concernant:

Consideration of matters relating to the Committee
pursuant to the Order adopted by the Senate
on March 19, 1987 (Alachlor)

Étude de questions ayant trait aux travaux du Comité
conformément à l'Ordre adopté par le Sénat
le 19 mars 1987 (Alachlor)

WITNESSES:
(See back cover)

TÉMOINS:
(Voir à l'endos)



STANDING SENATE COMMITTEE ON
AGRICULTURE AND FORESTRY

The Honourable Daniel Hays, *Chairman*

The Honourable E. W. Barootes, *Deputy Chairman*

and

The Honourable Senators:

Argue	*Murray
Barootes	(or Doody)
Bielish	Olson
Fairbairn	Riel
Hays	Rossiter
*MacEachen	Sherwood
(or Frith)	Sparrow
Marchand	Spivak

**Ex Officio Members*

(Quorum 4)

Changes in the Membership of the Committee:

Pursuant to Rule 66(4), membership of the Committee was amended as follows:

The name of the Honourable Senator Spivak for that of the Honourable Senator Muir (*May 5, 1988*).

The name of the Honourable Senator Sherwood for that of the Honourable Senator Phillips (*May 5, 1988*).

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DE
L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS

Président: L'honorable Daniel Hays

Vice-président: L'honorable E. W. Barootes

et

Les honorables sénateurs:

Argue	*Murray
Barootes	(ou Doody)
Bielish	Olson
Fairbairn	Riel
Hays	Rossiter
*MacEachen	Sherwood
(ou Frith)	Sparrow
Marchand	Spivak

**Membres d'office*

(Quorum 4)

Modifications de la composition du comité:

Conformément à l'article 66(4) du Règlement, la liste des membres du comité est modifiée, ainsi qu'il suit:

Le nom de l'honorable sénateur Spivak substitué à celui de l'honorable sénateur Muir (*le 5 mai 1988*).

Le nom de l'honorable sénateur Sherwood substitué à celui de l'honorable sénateur Phillips (*le 5 mai 1988*).

ORDER OF REFERENCE

Extract from the Minutes of the Proceedings of the Senate,
Thursday, March 19, 1987:

“With leave of the Senate,

The Honourable Senator Hays moved, seconded by the
Honourable Senator Marchand, P.C.:

That, for the duration of the present session, the Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry be authorized, on its own initiative, to send for, hear and consider the evidence of a person or persons on matters which are within the Committee's mandate as described in Rule 67(1)(n) of the Rules of the Senate.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.”

Le greffier du Sénat

Charles A. Lussier

Clerk of the Senate

ORDRE DE RENVOI

Extrait des Procès-verbaux du Sénat, le jeudi 19 mars 1987:

«Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Hays propose, appuyé par l'honorable sénateur Marchand, c.p.,

Que, pour la durée de la présente session, le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts soit autorisé, de son propre chef, à inviter, entendre et examiner les témoignages d'une ou de plusieurs personnes sur des questions relevant du mandat du Comité tel que décrit à l'article 67(1)n) du Règlement du Sénat.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MAY 10, 1988
(39)

[Text]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met at 9:35 a.m., this day, the Chairman, the Honourable Senator Daniel Hays, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Barootes, Fairbairn, Hays and Olson (4).

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Mr. Jean-Denis Fréchette and Mrs. June Dewetering.

*Witnesses:**From the Department of Agriculture:*

S. Wayne Ormrod, Director General, Pesticides Directorate.

From the Department of National Health and Welfare:

Dr. Saul Gunner, Director General, Food Directorate, Health Protection Branch;

Dr. Leonard Ritter, Chief, Pesticides Division, Health Protection Branch.

Pursuant to the Order of Reference adopted by the Senate on March 19, 1987, the Committee considered business which falls under its mandate.

The witnesses made opening statements and answered questions.

At 10:57 a.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

ATTEST:

Le greffier du Comité

Andrew N. Johnson

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 10 MAI 1988
(39)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à 9 h 35 sous la présidence de l'honorable sénateur Daniel Hays (président).

Membres du Comité présents: Les honorables sénateurs Barootes, Fairbairn, Hays et Olson (4).

Également présents: Du Service de recherche, Bibliothèque du Parlement: M. Jean-Denis Fréchette et M^{me} June Dewetering.

*Témoins:**Du ministère de l'Agriculture:*

S. Wayne Ormrod, directeur général, Direction des pesticides.

Du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social:

M. Saul Gunner, directeur général, Direction des aliments, Direction générale de la protection de la santé;

M. Leonard Ritter, chef, Division des pesticides, Direction générale de la protection de la santé.

Conformément à son ordre de renvoi adopté par le Sénat le 19 mars 1987, le Comité reprend l'étude de questions relevant de son mandat.

Les témoins font des déclarations préliminaires et répondent aux questions.

A 10 h 57, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

ATTESTÉ:

EVIDENCE

Ottawa, Tuesday, May 10, 1988

[Text]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met this day at 9:30 a.m. to hear representations on the registration, control and use of Alachlor as a pest control product, and to discuss the future business of the committee.

Senator Daniel Hays (*Chairman*) in the Chair.

The Chairman: This morning I would like to welcome, from the Department of Agriculture, Mr. Wayne Ormrod, Director General, Pesticides Directorate; and, from the Department of National Health and Welfare, Dr. Sol Gunner, Director General, Food Directorate, Health Protection Branch and Dr. Leonard Ritter, Chief, Pesticides Division, Health Protection Branch.

As you know, we have already heard representatives from Monsanto Canada, the Canadian Federation of Agriculture, the Ontario Soya Bean Growers Marketing Board and the Ontario Corn Producers Association. The general tenor of those hearings was some dissatisfaction with the process involving the removal of the right to sell Alachlor and the licensing of Alachlor. We are at the moment in a situation where that chemical process can still not be used.

We appreciate you gentlemen appearing before us this morning. The witnesses we have heard thus far have made some complaints. I am not sure whether you would like to make a statement or whether you would prefer to answer questions. At this point, I would ask you to elaborate, if necessary, on the introduction I have already given and outline your position in terms of what you are prepared to do this morning by way of a statement.

Although we do not have as good an attendance as we had last week in our committee, the other senators and I will have some questions for you.

Dr. S. Wayne Ormrod, Director General, Pesticides Directorate, Department of Agriculture: I do not have a prepared text to present this morning. I will leave it to you and your colleagues as to whether it might be helpful to have a brief commentary on the regulatory process in general and how it has worked. However, I will not launch into that since it may not be necessary. I will be happy to respond to questions which you, Mr. Chairman, and your colleagues may have.

Dr. Sol Gunner, Director General, Food Directorate, Health Protection Branch, Department of National Health and Welfare: Mr. Chairman, we at the Department of National Health and Welfare welcome this opportunity to appear before you to try to clarify the position of our department. Like our colleagues in the Department of Agriculture, we would be most pleased to answer any questions you may have about the technicalities that surround the Alachlor issue.

I do not have a prepared statement either, but, if I may, sir, I would like to comment on some testimony that is recorded in the unrevised minutes of the meeting of Tuesday, May 3. These statements are attributed to Dr. Fuller of Monsanto

TÉMOIGNAGES

Ottawa, le mardi 10 mai 1988

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à 9 h 30 pour entendre des témoignages sur l'homologation, la réglementation et l'utilisation du pesticide alachlore et pour discuter du calendrier des travaux du comité.

Le sénateur Daniel Hays (*président*) occupe le fauteuil.

Le président: Ce matin, j'aimerais accueillir, du ministère de l'Agriculture, M. Wayne Ormrod, directeur général des pesticides et, de la Direction générale de la protection de la santé du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, M. Saul Gunner, directeur général des aliments et M. Leonard Ritter, chef de la Division des pesticides.

Comme vous le savez, nous avons déjà entendu des représentants de Monsanto Canada ainsi que la Fédération canadienne de l'agriculture, de la Commission de la commercialisation du soja en Ontario et de l'Association des producteurs de maïs de l'Ontario. D'après le sentiment général exprimé au cours de ces audiences, les témoins semblent mécontents qu'on interdise la vente de l'alachlore et qu'on refuse d'en autoriser l'utilisation, si bien que ce produit ne peut toujours pas être utilisé.

Messieurs, nous sommes heureux de vous accueillir ici ce matin. Les témoins que nous avons entendus jusqu'ici ont adressé des plaintes. Je ne sais pas si vous avez une déclaration à faire ou si vous préférez répondre à nos questions. J'aimerais que vous commentiez, si vous le jugez nécessaire, la présentation que j'ai faite et que vous nous indiquiez si vous avez une déclaration à faire.

Nous ne sommes pas aussi nombreux que la semaine dernière, mais les sénateurs présents aujourd'hui et moi-même avons des questions à vous poser.

M. S. Wayne Ormrod, directeur général, Direction des pesticides, ministère de l'Agriculture: Je n'ai pas de déclaration à faire ce matin. Vous et vos collègues pourriez me dire si vous aimeriez que j'explique brièvement l'ensemble de la réglementation et son fonctionnement. Cependant, je ne le ferai que si vous le jugez nécessaire. Je serai heureux de répondre aux questions que vous, monsieur le président, et vos collègues voudrez bien me poser.

M. Saul Gunner, directeur général, Direction des aliments, Direction générale de la protection de la santé, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social: Monsieur le président, nous sommes heureux, au nom du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, de pouvoir comparaître devant vous pour préciser notre position. À l'instar de nos collègues du ministère de l'Agriculture, nous répondrons volontiers aux questions que vous voudrez bien nous poser sur les formalités entourant la question de l'alachlore.

Je n'ai pas de déclaration à faire non plus, mais j'aimerais, si je peux me le permettre, revenir sur certains témoignages consignés dans le procès-verbal non révisé de la séance du mardi 3 mai. Les déclarations dont je veux parler sont attribuées à M.

[Text]

Agricultural Products. I would like to set the record straight about one aspect which he raised, if I may.

I would refer you to page B-6 of the transcript of that date where Dr. Fuller said:

—the contention is being put forward that this is simply a difference of opinion between two groups of distinguished scientists who have looked at the same data base and reached different conclusions. That is not exactly true. What in fact is the case is that Health and Welfare Canada had looked at a data base and reached a conclusion which was then reviewed by a distinguished group of scientists.

I think there is an inference which reflects on the competency of the review process and the staff of Health and Welfare which I should address.

The Chairman: I am glad you raised that matter at this point because that relates to one of the questions we have. Please explain that.

Dr. Gunner: We have a staff of toxicologists, people who are well versed in biochemical phenomena, and medical practitioners who review data bases pertaining to pesticides. They form a highly competent, motivated staff. This is not just a personal opinion; this opinion is attested to by the fact that prestigious international agencies such as the World Health Organization count on our people as contributors to a great variety of programs. For example, one of the key people who reviewed the data has been asked, on innumerable occasions, to chair the joint meeting of pesticide residues by the World Health Organization—a prestigious international meeting dealing with pesticides.

The staff in our department serve as part of a collaborating centre for pesticide safety under the aegis of the World Health Organization. Our department serves as the reference centre for pesticide safety for the Pan American Health Organization.

I would like to put to rest any notion that we lack competency or are, in any way, less distinguished than the Alachlor Review Board. In fact, the review was carried out in a highly professional manner that would stand up with any review process carried out anywhere in the world.

I thought I would set the record straight at this point because it is really not one group of super experts against the Health Protection Branch. There are differences of opinion which arise in any review of data. I would like to put to rest the notion that the Health Protection Branch is not capable of dealing with the myriad of health and safety issues which we have to face every day.

The Chairman: Perhaps we should discuss this, because it is at the heart of the issue. Are you questioning the competence of the review board or were they less than thorough in their review? We have a difference of opinion. We have the Departments of Health and Welfare and Agriculture—and I am not

[Traduction]

Fuller, des produits agricoles Monsanto. J'aimerais apporter des précisions à un des points qu'il a soulevé, si vous me le permettez.

Je fais référence à la page B-6 de la transcription de cette séance-là, où M. Fuller a déclaré ceci:

On prétend qu'il s'agit simplement d'une divergence d'opinions entre deux groupes d'éminents scientifiques qui ont examiné la même base de données et sont arrivés à des conclusions différentes. Ce n'est pas tout à fait exact. En fait, le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social du Canada avait étudié une base de données et formulé une conclusion qui a ensuite été examinée par un groupe d'éminents scientifiques.

À mon avis, on tire une conclusion qui porte atteinte à la qualité du processus d'examen et à la compétence du personnel du ministère de la Santé et du Bien-être social et je voudrais y répondre.

Le président: Je suis heureux que vous souleviez ce point à ce moment-ci parce que nous avons une question à poser à ce sujet. Présentez-nous vos explications, je vous prie.

M. Gunner: Nous disposons d'un effectif de toxicologues qui ont de vastes connaissances des phénomènes biochimiques et de médecins chargés d'examiner les bases de données sur les pesticides. Ce sont des spécialistes très compétents et très motivés. Et ce n'est pas uniquement moi qui le dit; en effet, cette opinion est confirmée par des organismes internationaux prestigieux comme l'Organisation mondiale de la santé, qui compte sur la participation de nos spécialistes à beaucoup de programmes. Par exemple, un de ceux qui a joué un rôle important dans l'examen des données a été invité, à maintes reprises, à présider la séance conjointe sur les résidus de pesticides, événement de portée internationale coordonné par l'Organisation mondiale de la santé.

Le personnel de notre ministère œuvre également au sein d'un centre collaborateur de l'OMS sur la sécurité des pesticides. C'est aussi notre ministère qui sert de centre de référence sur cette question pour l'Organisation panaméricaine de la santé.

J'aimerais rassurer ceux qui craignent que nous manquions de compétences et que nous soyions moins éminents que les membres du Comité d'examen de l'alachlore. En fait, l'étude a été effectuée avec autant de professionnalisme qu'elle ne le serait ailleurs dans le monde.

J'ai voulu rétablir les faits à ce moment-ci parce qu'il ne s'agit vraiment pas d'opposer un groupe de spécialistes à la Direction générale de la protection de la santé. N'importe quel examen de données suscite des divergences d'opinions. J'aimerais dissiper les doutes qui laisseraient entendre que la Direction générale de la protection de la santé est incapable de s'occuper de toutes les questions de santé et de sécurité qui lui sont soumises chaque jour.

Le président: Nous pourrions peut-être en discuter car cette question est au cœur du problème. Remettez-vous en doute la compétence du Comité d'examen ou pensez-vous que son étude était loin d'être approfondie? Il y a effectivement divergence d'opinions. Certes, je ne sais trop qui a fait l'étude, mais le

[Text]

sure who did the work, but it has been analysed and reviewed by two government departments—and, notwithstanding that, there is a recommendation from a group of scientists that the chemical be licensed again. However, it has not been licensed, presumably because of something that you determined in the work you did.

I have two questions: Was the work badly done by the review committee or are the chemicals used in the U.S. not doing the work properly?

I would like to get at the heart of why you differ from others on whether or not, having carried out a risk benefit analysis, this chemical should be licensed for use.

You are sensitive to the questioning of the competence of the scientific work done through the Department of Health and Welfare. Has the work not been done properly by these other people? What exactly is the difference of view that leads us to the point we are at, which is that it is not licensed? Some people think it should be licensed, including the Review Committee.

Dr. Gunner: That is a very complex series of questions. In answer to your first question, I have no reason to doubt the competency of the Alachlor Review Board; nor I think do any of my colleagues. I think it is a question of differing interpretations of data.

There are a number of points where both the Alachlor Review Board and Department of Health and Welfare agreed, and I do not think that we should lose sight of that fact. The most salient of those points of agreement pertains to the fact—and I am reading from the report of the Alachlor Review Board—that:

Alachlor is an animal carcinogen and should be considered to be a potential human carcinogen for regulatory purposes.

In other words, when this committee looked at the data base pertaining to this chemical, it agreed with the conclusions of our department and other governments that it is capable of causing cancer and should be treated as such. So there is no disagreement there.

There is disagreement with respect to the level of risk which pertains to the use of alachlor. Our department took a more conservative estimate, because we are dealing with a substance that conceivably can cause cancer. We took a more conservative point of view with respect to exposure, and we can elaborate on that momentarily.

The other point of disagreement pertains to the use—the science base, if you will—with respect to metolachlor. That is the other compound that was raised during the deliberations of the Alachlor Review Board.

It is not unusual for differences of opinion to arise within the scientific community regarding potential carcinogenic response of a chemical and animal studies. Those differences arise because of different ways of interpreting the toxicological significance of the effects produced in the test animals, and dif-

[Traduction]

ministère de la Santé et du Bien-être social et celui de l'Agriculture ont examiné les données et malgré tout, un autre groupe de scientifiques a recommandé de renouveler le permis de ce produit. Pourtant, on ne l'a pas fait, vraisemblablement en raison de ce que vous avez établi au cours de vos travaux.

J'ai deux questions à vous poser: le comité d'examen a-t-il mal fait son travail ou est-ce le produit utilisé aux États-Unis qui n'est pas efficace?

J'aimerais vraiment savoir pourquoi vous n'êtes pas du même avis que d'autres quant à l'utilisation de ce produit après en avoir étudié les risques et les avantages.

Vous êtes susceptibles quand on met en doute la compétence du travail scientifique effectué par le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. Le travail des autres intervenants n'a-t-il pas été bien fait? Comment se fait-il qu'on ne s'entend pas sur l'autorisation de ce produit? Certains pensent qu'on devrait en autoriser l'utilisation, y compris le Comité d'examen.

M. Gunner: C'est un problème bien complexe. En réponse à votre première question, je n'ai aucune raison de douter de la compétence du Comité d'examen de l'alachlore, et mes collègues seraient d'accord avec moi sur ce plan. Je pense que c'est à propos de l'interprétation des données qu'il y a divergence d'opinions.

Il y a bien des questions sur lesquelles le Comité d'examen de l'alachlore et le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social s'entendent et il ne faut pas l'oublier. Notre principal point d'entente est le suivant, et je cite le rapport du comité:

L'alachlore est cancérigène chez l'animal et, aux fins de la réglementation, on devrait aussi le considérer cancérigène pour l'homme.

Autrement dit, quand le comité a étudié la base de données de ce produit chimique, il a approuvé les conclusions de notre ministère et d'autres administrations publiques voulant qu'il cause le cancer et devrait être traité comme un produit cancérigène. Il y a donc pas de désaccord à cet égard.

Il y en a par contre au sujet de l'importance du danger relatif à l'utilisation de l'alachlore. Notre ministère a adopté une évaluation plus conservatrice parce qu'il est question d'une substance qui, selon toute vraisemblance peut causer le cancer. Notre point de vue est plus conservateur quant à l'exposition à ce produit et nous pouvons vous fournir des précisions là-dessus.

L'autre point de désaccord a trait à l'utilisation—les données scientifiques si vous voulez, du métolachlore, c'est l'autre composé dont il a été question durant les délibérations du Comité d'examen de l'alachlore.

Il n'est pas rare que des scientifiques ne s'entendent pas sur les effets cancérigènes d'un produit chimique et des expériences faites sur les animaux. Leurs divergences s'expliquent par les différents moyens qu'ils utilisent pour interpréter l'importance toxicologique des effets d'un produit administré à des

[Text]

ferences in the methodology and procedures used by scientists to evaluate the data and to arrive at decisions.

In the case of metolachlor, the Alachlor Review Board evaluated in a way which was at variance with the way our scientists evaluated the data. If members of this committee have copies of the Alachlor Review Board report—I am referring to page 60, having to do with instances of apparent tumours in the liver—they will see that there are differences in the way members of the board calculated or looked at that data and in the way the Health Protection Branch looked at it.

One point worth noting is that the figures that are reported on the Alachlor Review Board are not the figures that were given to the board by our scientists who appeared as witnesses. So where those figures came from is a point of some contention. However, it raises some questions in our minds as to the evaluation carried out by the board when the figures that our staff presented to them are not the figures which ultimately appeared in the final report.

Mr. Chairman, would you like me to elaborate more on the technical aspects of why there are those differences?

The Chairman: I think you should, because it must be the reason why the government, through the relevant departments, has taken the position it has. We will get to the way in which we are regulating—I would like to get back to that, because it is very important, and I understand that this is the first of such situations. This topic seems to be at the heart of our concern. If we can understand the objective basis on which the Department of Health and Welfare and the Department of Agriculture have taken the position they have, in the face of what we have heard from other witnesses, it might help us.

Dr. Gunner: The bottom line pertains to the safety of metolachlor. As I have said previously, there is no disagreement with respect to the carcinogenic—that is to say, cancer-causing potential—of alachlor.

The Chairman: And of this other chemical, metolachlor?

Dr. Gunner: No. That is where the difference came.

The Chairman: Alachlor is an animal carcinogen, is it not?

Dr. Gunner: Yes.

The Chairman: So therefore metolachlor is not an animal carcinogen?

Dr. Gunner: That is the view of our department.

Senator Fairbairn: Did you say “is not”?

Dr. Gunner: Is not an animal carcinogen.

The Chairman: I will come back later with some further questions on this.

Dr. Gunner: Why is there this difference of opinion between our department and the Alachlor Review Board? I believe that to be the pivotal issue. In the global sense, we have said that one substance is inherently more toxic than the other, in view of carcinogenic potential, and therefore we should use the one

[Traduction]

animaux de laboratoire et par les différentes méthodes qu'ils appliquent pour évaluer les données et tirer des conclusions.

Dans le cas du métolachlore, le Comité d'examen a évalué les données différemment de nos scientifiques. Les sénateurs qui ont en main le rapport—je suis à la page 60, où il est question des cas de tumeurs apparentes au foie—verront qu'il y a des différences entre le mode de calcul et d'examen des membres du comité et celui de la Direction générale de la protection de la santé.

Il est bon de remarquer que les chiffres produits par le Comité d'examen ne sont pas ceux présentés par nos scientifiques qui ont comparu devant lui. On peut se demander d'où viennent ces chiffres. Nous nous posons des questions sur l'évaluation effectuée par le comité quand on sait que les chiffres que notre personnel lui a fournis ne sont pas ceux qui figurent dans le rapport final.

Monsieur le président, aimeriez-vous que j'apporte des précisions sur les aspects techniques qui expliquent ces différences?

Le président: Je pense que vous devriez le faire parce que c'est sûrement la raison pour laquelle le gouvernement, par l'intermédiaire des ministères compétents, a adopté cette position. Nous en viendrons à discuter de la réglementation—j'aimerais y revenir parce que c'est très important et je crois comprendre que c'est un précédent. Ce sujet semble au cœur de nos préoccupations. Il nous serait utile de comprendre les faits objectifs sur lesquels se sont fondés le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social et le ministère de l'Agriculture pour prendre cette décision, pour les comparer à ce que les autres témoins nous ont dit.

M. Gunner: Le facteur décisif est la sécurité du métolachlore. Comme je l'ai déjà dit, il n'y a pas de désaccord quant aux effets cancérigènes de l'alachlore, c'est-à-dire ses risques de causer le cancer.

Le président: Et pour l'autre produit chimique, le métolachlore?

M. Gunner: C'est à son sujet qu'on diverge d'opinions.

Le président: L'alachlore est cancérigène chez l'animal n'est-ce pas?

M. Gunner: Oui.

Le président: Et le métolachlore ne l'est pas?

M. Gunner: C'est l'avis de notre ministère.

Le sénateur Fairbairn: Avez-vous dit qu'il ne l'était pas?

M. Gunner: Il n'est pas cancérigène chez l'animal.

Le président: Je poserai d'autres questions là-dessus plus tard.

M. Gunner: Pourquoi y a-t-il divergence d'opinions entre notre ministère et le Comité d'examen de l'alachlore? Je crois que c'est le cœur du problème. Dans l'ensemble, nous avons établi qu'une substance est essentiellement plus toxique que l'autre, pour ce qui est de ses propriétés cancérigènes, et que,

[Text]

that is less toxic. The Alachlor Review Board says they are both equally toxic. So "What is there to choose?", in effect. That is the nub of the issue.

In the evaluation of any toxic response of a chemical, in the way that this is carried out, you feed doses of the chemical substances to groups of test animals in increasing doses. You feed a certain level to one group of animals and you increase the level and feed it to another group of animals; and so on. If there are adverse effects, you should see an increase as you increase the dose—what we call a dose response.

At the same time, you have control animals so that you can get any background instances of the same phenomenon. For example, if a substance elicits a carcinogenic response—that is to say, it induces cancer—what normally is observed is that you get more tumours as you increase the dose. Scientists can then assess the biological significance of those findings and come to a conclusion as to whether or not a substance does have properties that elicit carcinoma or cancer.

Having said that, it is not just a simple matter of counting tumours—and this is where the differences arise—because biologically all kinds of phenomena occur when you feed. You can get what we call benign tumours or benign instances of lesions and cancer. There are groups of scientists who say, "Look, you count all of the tumours, whether they are benign or cancer; you count them as if they are cancer." There are others who say, "That is not a legitimate thing to do because the benign tumours do not necessarily transform themselves into cancer. There are all kinds of other biological phenomena that happen."

The review board, in its analysis of the situation, counted both the benign and malignant tumours. Our scientists do not feel that this is justified, based on a range of technical reasons—and that is the difference which is enumerated on page 60. Because of the difference in evaluating the nature of those tumours, the results in the test animals can be interpreted in different ways—and that, sir, is the nub of the issue.

The Alachlor Review Board combined them. Our scientists and pathologists, looking at the same data, did not combine them. Therefore in these tests that I have described, when you feed increasing levels, we do not find what we call a dose response, and therefore, in our considered opinion, metolachlor was not carcinogenic.

The Chairman: So that none of the tumours produced were malignant?

Dr. Gunner: Some were, but the point is—

The Chairman: I am a lay person. I have no scientific background. I have trouble with the idea of risk benefit analysis. There are lots of carcinogens in our environment, and we allow them to be there because of our assessment that the risk is low enough that we will allow them to remain in the environment.

[Traduction]

par conséquent, nous devrions utiliser la moins toxique des deux. Le Comité d'examen de l'alachlore estime que ces produits sont tout aussi toxiques l'un que l'autre. En effet donc, lequel choisir? C'est là tout le problème.

Pour évaluer la toxicité d'un produit chimique, on a l'habitude d'en administrer des doses de plus en plus importantes à des groupes d'animaux de laboratoire. On en donne une certaine quantité à un groupe d'animaux, puis on en donne une autre plus grande à un autre groupe, et ainsi de suite. S'il a des effets néfastes, on devrait constater qu'ils sont plus importants quand la dose administrée est plus grande c'est ce qu'on appelle la réaction à la dose.

En même temps, on utilise un groupe témoin afin de déterminer s'il y a apparition naturelle du même phénomène. Par exemple, si une substance provoque une réaction cancérogène, c'est-à-dire qu'elle cause le cancer, on observe habituellement que le nombre de tumeurs augmente à mesure que la dose augmente. Les scientifiques peuvent alors évaluer l'importance sur le plan biologique de ces constatations et conclure qu'une substance a les propriétés voulues pour causer un carcinome ou le cancer.

Cela dit, il ne s'agit pas uniquement de compter les tumeurs—et c'est là que la différence survient—parce que biologiquement il se produit toutes sortes de phénomènes quand on administre en produit. En effet, on peut découvrir des tumeurs bénignes, des lésions bénignes et le cancer. Selon certains scientifiques, il faut tenir compte de toutes les tumeurs, qu'elles soient bénignes ou malignes; il faut en tenir compte comme si elles étaient cancéreuses. D'autres croient que ce n'est pas valable étant donné que les tumeurs bénignes ne se transforment pas nécessairement en cancer et qu'il y a toutes sortes d'autres phénomènes biologiques qui peuvent se produire.

Dans son analyse de la situation, le Comité d'examen a compté à la fois les tumeurs bénignes et ces tumeurs malignes. Nos scientifiques ne croient pas que c'est justifié pour toutes sortes de raisons techniques, et c'est la contradiction signalée à la page 60. En raison d'une évaluation différente de la nature des tumeurs, l'état des animaux de laboratoire peut être interprété de bien des façons et c'est là, monsieur, que le problème réside.

Le Comité d'examen de l'alachlore a tenu compte des deux types de tumeurs. Nos scientifiques et pathologistes, dans leur examen des mêmes données, n'ont pas tenu compte des deux. Ainsi, dans les expériences que j'ai décrites, lorsqu'on administre des doses croissantes, on n'a pas constaté de dose/réaction et par conséquent, après mûre réflexion, nous avons jugé que le métolachlore n'est pas carcinogène.

Le président: Donc, aucune des tumeurs qu'il a produites n'était maligne?

M. Gunner: Certaines l'étaient, mais ce qu'il convient de retenir,...

Le président: Je suis un profane. Je n'ai aucune formation scientifique. J'ai du mal à comprendre la notion d'analyse risque/avantage. Il y a beaucoup d'éléments carcinogènes dans notre environnement et nous les tolérons parce que nous estimons que le risque qu'ils posent est assez faible pour cela.

[Text]

What you are saying here—and I am having trouble with this—is that you are characterizing something that causes cancer as a non-carcinogen because it does not cause enough cancer. In other words, there are two levels here. No doubt later we will come back to the reason why alachlor came off the market, but with respect to the risk benefit analysis overall, we are talking about a more refined question, which is: what is the difference between metolachlor and alachlor?

Dr. Gunner: Yes.

The Chairman: You are saying that both are carcinogens? I see you are shaking your head, Dr. Gunner. What I am saying is that both these products cause cancer but you are characterizing one as being a non-carcinogen and the other as being a carcinogen. I do not understand that, Dr. Gunner. Perhaps you could elaborate on that for me.

Dr. Gunner: Perhaps I could clarify that point, Mr. Chairman. I think there is confusion around the fact that, if one finds one tumour in an animal, the conclusion is that the product causes cancer. That is not necessarily the case, because we have to take into account the dose response phenomena and then determine the biological significance of the odd tumour. There are instances where tumours will arise, but, because they are very sporadic and do not follow dose response phenomena, they are not considered by toxicologists who deal with these matters to represent carcinogenic potential. Therefore, the fact that there is a tumour, or that tumours arise in the control, does not necessarily indicate that the chemical in question is a cancer causing chemical. You must also take into account all of these other phenomena.

Therefore, if we could perhaps back up a little, our conclusion, based on the data and the way in which we interpreted that data, was that metolachlor was not an animal carcinogen. In contrast, alachlor is an animal carcinogen. So in our analysis of the situation, if we have two chloracetanilide herbicides and it is deemed that we need this class of chemical substances for agriculture, then our view is that there is a safer one. That is where the fundamental disagreement arises with the Alachlor Review Board.

I might say, Mr. Chairman, that the board was also hampered by the fact that they did not have all of the data with which to make a decision. This fact may or may not be germane, but our department in evaluating pesticides receives the complete data package from the chemical company in question. This enables us to do a thorough review of all aspects. The data that is quoted here on page 60, pertaining to this pivotal issue of the carcinogenic potential of metolachlor, represents summary data. In other words, the members of the Alachlor Review Board did not have the complete data package against which to assess these numbers, and, as I said previously, these numbers are not the numbers that our department provided to the review board in our submission.

Senator Olson: Mr. Chairman, perhaps I could ask a question here.

[Traduction]

Dans ce cas-ci—et j'ai du mal à vous suivre—vous dites qu'une substance qui cause le cancer n'est pas carcinogène parce qu'elle ne cause pas suffisamment de tumeurs. Autrement dit, il y a deux points de vue. Nous reviendrons sans doute plus tard aux raisons pour lesquelles l'alachlore a été retiré du marché, mais pour ce qui est de l'analyse risque/avantage dans son ensemble, nous discutons d'un point plus délicat qui est la différence entre le métolachlore et l'alachlore.

M. Gunner: C'est exact.

Le président: Vous dites que les deux sont carcinogènes, n'est-ce pas? Je vois que non. Je veux en venir à ceci: les deux substances causent le cancer, mais vous dites que l'une n'est pas carcinogène et que l'autre l'est, et je m'y perds. Pourriez-vous préciser votre pensée?

M. Gunner: Permettez-moi de clarifier ce point, monsieur le président; je crois que ce qui cause cette confusion, c'est le fait que lorsqu'on découvre une tumeur chez un animal, on conclut immédiatement que la substance cause le cancer. Ce n'est pas nécessairement le cas, parce que nous devons tenir compte de la réaction à la dose pour savoir exactement ce que cette tumeur signifie sur le plan biologique. Dans certains cas, des tumeurs se produisent, mais comme elles sont très sporadiques et qu'elles n'apparaissent pas en réaction à la dose, les toxicologues qui se penchent sur cette question ne considèrent pas qu'elles peuvent causer le cancer. Par conséquent, la présence d'une tumeur ou le fait qu'elle apparaisse au cours des expériences ne signifient pas nécessairement que la substance en question est carcinogène. Il faut également tenir compte de tous les autres facteurs.

Par conséquent, si vous me permettez de revenir un peu en arrière, nous avons conclu, à la lumière des données dont nous disposons et de la façon dont nous les avons interprétées, que le métolachlore ne cause pas le cancer chez les animaux, contrairement à l'alachlore. Nous considérons donc que nous avons deux herbicides chloracétanilides; nous jugeons ce type d'herbicide essentiel à l'agriculture, mais nous estimons que l'un des deux est plus sûr que l'autre, et c'est sur ce point que nous ne sommes pas d'accord avec le Comité d'examen de l'alachlore.

Je dois préciser, monsieur le président, que le comité était limité du fait qu'il ne disposait pas de toutes les données nécessaires à la prise d'une décision. Cela n'a peut-être pas vraiment d'importance, mais lorsqu'il évalue des pesticides, notre ministère reçoit toutes les données pertinentes des entreprises qui les fabriquent. Nous pouvons donc faire un examen exhaustif de chaque produit. Les données qui sont citées à la page 60, au sujet de la question très importante du risque de cancer que représente le métolachlore, ne sont que des données sommaires. En d'autres termes, les membres du Comité d'examen de l'alachlore n'avaient pas toutes les données dont ils avaient besoin pour évaluer les résultats et, comme je l'ai dit tout à l'heure, ces résultats ne concordent pas avec ceux que notre ministère a fournis au Comité d'examen dans son mémoire.

Le sénateur Olson: Monsieur le président, je voudrais poser une question.

[Text]

Dr. Gunner, you said that the assessment by your people and that of the review board were different in respect to the fact that some of the tumours they found were malignant and others were not and that you did not include the benign tumours, or whatever term you used. I do not quite follow why that factor puts alachlor into a different category, unless there were more malignant tumours in the so-called dose response.

Dr. Gunner: That is correct, senator. You have hit the nail on the head. In order to have an evaluation done properly, one must do these graded studies. There would be some significance to those studies if the tumours that you found were frank carcinomas. Also, if you got progressive results—namely at a low dose you found two tumours; with the next dose, you found four tumours; with the next dose, you found six—there would be some significance to that.

Senator Olson: You are saying that these tumours would all be malignant?

Dr. Gunner: Yes, all malignant. However, supposing half or more than half of the tumours were benign, then the number would lack statistical and biological significance. That is the difference.

Senator Olson: That is the only difference between your conclusions and the conclusions of the scientists who did the analysis for the Alachlor Review Board?

Dr. Gunner: That is basically the pivotal issue: How we assess whether or not a chemical is carcinogenic, and that relates to the scientific mechanisms that we use to evaluate such chemicals.

Senator Olson: I would like to ask one question: Even without combining the benign and the malignant tumours that you found, did you, in fact, find more malignant tumours were generated by alachlor than by the other chemical, which I suppose is called metolachlor? Otherwise, what you just said does not make sense to a layman like me. You told us that you disregarded the benign ones but that the other scientists included them in their assessment.

Dr. Gunner: It is not that we disregarded them—

Senator Olson: But you did not count them?

Dr. Gunner: Senator, we were trying to assess whether or not the chemical has cancer inducing potential. In order to do that, one counts the cancers, to put it in the vernacular. When this was done by the scientists involved, the figures that were obtained were not deemed significant in the sense that this compound could be called a cancer inducing chemical. It is not that we ignore the benign tumours, but when we are looking for a cancer endpoint, this is not considered a cancer endpoint.

Senator Olson: Dr. Gunner, my other question is: Did you find more malignant tumours relating to the alachlor tests than you did in the metolachlor tests, or does that not matter for your purposes?

[Traduction]

Monsieur Gunner, vous avez dit que votre évaluation et celle du comité étaient différentes parce que certaines tumeurs étaient malignes et d'autres étaient bénignes et que vous n'avez pas tenu compte de ces dernières. À moins qu'on n'ait constaté des tumeurs malignes en plus grand nombre dans la réaction à la dose, je ne vois pas pourquoi ce seul facteur mettrait l'alachlore dans une catégorie distincte.

M. Gunner: C'est exact, sénateur. Vous avez mis le doigt dessus. Pour qu'une évaluation soit valable, il faut augmenter progressivement la dose de produit. Les résultats seraient significatifs si les tumeurs étaient vraiment des carcinomes. En outre, si le nombre de tumeurs évoluait en fonction du dosage—c'est-à-dire si l'on constatait deux tumeurs à une dose faible, quatre tumeurs à une dose supérieure, six tumeurs à une dose encore plus forte, etc.—les résultats seraient significatifs.

Le sénateur Olson: Toutes les tumeurs seraient malignes?

M. Gunner: Oui. Par contre, si l'on suppose que la moitié ou plus de la moitié des tumeurs sont bénignes, le nombre de tumeurs ne serait pas important sur le plan statistique et biologique. Voilà la différence.

Le sénateur Olson: Est-ce la seule différence qu'il y a entre vos conclusions et celles des scientifiques qui ont fait les expériences pour le Comité d'examen de l'alachlore?

M. Gunner: La principale différence réside dans la manière dont nous évaluons les propriétés carcinogènes d'un produit chimique, et je veux parler des méthodes scientifiques employées pour faire les évaluations.

Le sénateur Olson: J'ai une chose à vous demander: sans combiner les tumeurs bénignes et les tumeurs malignes, avez-vous constaté que l'alachlore causait un plus grand nombre de tumeurs malignes que l'autre produit, qu'on appelle métolachlore? Dans le cas contraire, ce que vous venez de dire n'a aucun sens pour le profane que je suis. Vous nous avez dit que vous n'aviez pas tenu compte des tumeurs bénignes, mais que les scientifiques du Comité l'avaient fait.

M. Gunner: Ce n'est pas que nous n'en ayons pas tenu compte...

Le sénateur Olson: Mais vous ne les avez pas comptées, n'est-ce pas?

M. Gunner: Sénateur, nous tentions de savoir si le produit chimique pouvait causer le cancer. Pour y arriver, il fallait compter les tumeurs cancéreuses, pour parler en langue vernaculaire. Nos scientifiques ont jugé que le compte obtenu n'était pas significatif, c'est-à-dire que le composé chimique ne pouvait pas être considéré comme une cause de cancer. Ce n'est pas que nous n'ayons pas tenu compte des tumeurs bénignes, mais ce que nous voulions savoir, c'était si le produit entraînait un cancer, et ces tumeurs ne sont pas cancéreuses.

Le sénateur Olson: Dans vos expériences, l'alachlore a-t-il causé un plus grand nombre de tumeurs malignes que le métolachlore, ou cela n'avait-il aucune importance pour vos travaux?

[Text]

Dr. Gunner: Senator, I think we have to evaluate each data package on its own merits. However, to come back to that question, there is no disagreement between our agency and the Alachlor Review Board about the cancer causing potential of alachlor.

Senator Olson: Yes, I understand that.

Dr. Gunner: Alachlor caused cancer in different sites; so although there is no disagreement there you are bringing in different variables. Therefore, if I may, sir, I would distinguish alachlor. The disagreement that we have is with the methodology used to assess metolachlor.

Mr. Chairman, if I could review the position again, the difference between the department and this group of experts relates to the methodology used to assess cancer. There are opinions on both sides that would support the positions taken.

The Chairman: By that do you mean that either it was or it was not?

Dr. Gunner: No, Mr. Chairman, I mean the positions taken with respect to methodology. There are some instances where one can combine malignant and non-malignant tumors, and those instances would be where the non-malignant transformed to malignant.

The Chairman: In fact, the review board's way of looking at it would be more conservative and more cautious than your way of looking at it?

Dr. Gunner: Yes, you could say that, sir, in this case.

The Chairman: You mentioned that they did not have all of the data that you had?

Dr. Gunner: That is correct, sir.

The Chairman: Was that data available to them?

Dr. Gunner: Mr. Chairman, this matter was bound up in legalities. As I understand it, the Alachlor Review Board was called for the purpose of discussing alachlor and I think the competitor, Ciba-Geigy, objected to their compound being involved in those deliberations, and that, I think, precluded the presence of any data or the submission of any data other than that which Ciba-Geigy authorized. I can ask my colleagues to elaborate on that, because they appeared as witnesses before that board. But, in fact, legalities prevented the presentation of this other data package. We had no control over that.

The Chairman: Can you tell us what this other data package is and what it indicates? Does it indicate what we have just been talking about, or does it relate to something else?

Dr. Gunner: The data package that we have contains all of the details and all of the raw data, above and beyond just simply looking at the carcinogenic or the cancer causing potential. This other data may well be germane in assessing what happens in cancers. For example, it deals with inductions of

[Traduction]

M. Gunner: Sénateur, nous devons évaluer chaque ensemble de données isolément. Cependant, pour répondre à votre question, notre organisme est d'accord avec le Comité d'examen de l'alachlore en ce qui concerne les propriétés carcinogènes de ce produit.

Le sénateur Olson: Oui, je le sais.

M. Gunner: Comme l'alachlore a causé le cancer à différents endroits, les variables sont différentes, même si l'on s'entend sur le pouvoir carcinogène du produit. Par conséquent, je mettrais l'alachlore dans une catégorie à part. Là où nous ne nous entendons pas, c'est sur la méthodologie employée pour évaluer le métolachlore.

Monsieur le président, le ministère et l'autre groupe d'experts divergent d'opinions en ce qui concerne la méthodologie employée pour évaluer les propriétés carcinogènes des produits. Des deux côtés, les opinions sont motivées.

Le président: Lorsque vous dites «des deux côtés», voulez-vous parler du caractère carcinogène et du caractère non carcinogène?

M. Gunner: Non, je parle des opinions respectives des deux parties au sujet de la méthodologie. Dans certains cas, on peut tenir compte à la fois des tumeurs malignes et bénignes; il s'agit des cas dans lesquels les tumeurs bénignes deviennent malignes.

Le président: En fait, le comité d'examen a employé une méthodologie plus prudente que la vôtre, n'est-ce pas?

M. Gunner: Oui, je crois qu'on pourrait dire les choses ainsi, en l'occurrence.

Le président: Vous avez bien dit que le comité n'a pas utilisé autant de données que vous?

M. Gunner: C'est exact.

Le président: Le comité disposait-il d'autant de données que vous?

M. Gunner: Monsieur le président, toute l'affaire était compliquée par des problèmes juridiques. Si j'ai bien compris, le Comité d'examen de l'alachlore a été formé pour examiner le produit et je crois que le concurrent du fabricant, Ciba-Geigy, s'est opposé à ce qu'il soit question de son produit dans ces délibérations, ce qui a fait que le comité n'a disposé que des données dont Ciba-Geigy a autorisé la divulgation. Mes collègues pourraient vous en dire plus long à ce sujet parce qu'ils ont témoigné devant le comité. Mais en fait, ce sont des difficultés d'ordre juridique qui ont empêché la présentation de l'autre bloc de données. Nous ne pouvions absolument rien faire.

Le président: Pourriez-vous nous parler de ces autres données et de ce qu'elles indiquent? Démontrent-elles ce dont nous venons de parler ou prouvent-elles autre chose?

M. Gunner: Nos données contiennent tous les détails et toutes les données brutes sur beaucoup d'autres sujets que le seul caractère carcinogène du produit. Elles pourraient bien être essentielles à l'évaluation de ce qui cause les tumeurs. Par exemple, il y est question d'induction enzymatique et d'autres facteurs dont un scientifique tiendrait compte.

[Text]

enzymes and other factors which a scientist would want to take into account.

The data that the Alachlor Review Board had, and on which they made their deliberations, was, to the best of my knowledge, based on summary information. Therefore, you can make a decision from summary data, but it lacks the in-depth background.

The Chairman: What, in detail, was the information they lacked, or the information they looked at in summary form only, that was at the root of the differing opinion? Is it what we have just been discussing—in other words the relationship of benign to malignant—or is it something else?

Dr. Gunner: No, the relationship between benign and malignant is a factor in the methodology. The presence or absence of a complete data package does not impact significantly on that methodology. However, that complete data package gives a broader view of the whole safety profile of metolachlor, and that was not available.

The Chairman: So it was something else. Can you tell us what that "something else" is?

Dr. Gunner: Yes, sir. It is a matter of looking at whether or not a compound elicits a carcinogenic response, and observing the differences in the analyses of tumour data, both benign and malignant. That is the nub of the issue.

The Chairman: So it is the tumour count, if you will, during the process of the observation of the dose response phenomenon?

Senator Olson: When you examined all the data, did you license metolachlor and refuse alachlor because the other chemical was available to deal with the kind of pesticide problem involved?

Dr. Gunner: That aspect impacts upon our colleagues in the Department of Agriculture who, as you know, have the authority to license pest control products. We advise the Department of Agriculture. In our letter, which is a matter of record and, in fact, has been quoted in the review board literature, we advised the Department of Agriculture about the carcinogenic potential of alachlor and mentioned that we considered that there was another substance which did not have this carcinogenic potential. Agriculture then takes our advice and makes their decision. Perhaps I might call on my colleague, Mr. Ormrod, to elaborate further for you.

Senator Olson: What I am getting at is that if metolachlor had not been available, you might have passed alachlor. Is that a correct assessment?

Dr. Gunner: We made the decision on alachlor considering that it was a carcinogen. We would have said the same thing in any event.

[Traduction]

Les données dont le Comité d'examen de l'alachlore disposait et dont il s'est servi dans ses délibérations étaient, pour autant que je sache, basées sur des renseignements sommaires. Par conséquent, la décision qu'il a prise n'était pas aussi éclairée que la nôtre.

Le président: Quelles sont au juste les données dont le comité manquait ou quelles sont les données sommaires dont il disposait et qui sont à l'origine de cette divergence d'opinions? Est-ce ce dont nous venons tout juste de parler—c'est-à-dire le rapport qu'il y a entre le nombre de tumeurs malignes et le nombre de tumeurs bénignes—ou s'agit-il d'autre chose?

M. Gunner: Non, le rapport entre le nombre de tumeurs malignes et bénignes est un facteur qui relève de la méthodologie. Que les données soient complètes ou non ne change pas grand-chose à la méthodologie. Cependant, des données complètes permettent d'avoir une meilleure vue d'ensemble de l'innocuité ou du danger du métolachlore, et c'est ce qui faisait défaut au comité.

Le président: Il s'agissait donc d'autre chose. Pouvez-vous nous dire ce que c'est?

M. Gunner: Oui, monsieur. Il s'agissait d'établir le caractère carcinogène ou non carcinogène du composé chimique, et d'observer les différences dans l'analyse des données relatives aux tumeurs, tant bénignes que malignes. Voilà le coeur du problème.

Le président: Donc, il s'agissait bien, si l'on veut, du nombre de tumeurs constaté au cours de l'observation de la réaction au dosage, n'est-ce pas?

Le sénateur Olson: Après avoir examiné l'ensemble de données avez-vous émis un permis d'utilisation de métolachlore et refusé d'autoriser l'utilisation de l'alachlore parce que le métolachlore était disponible et permettait de contourner le problème associé à l'utilisation de ces pesticides?

M. Gunner: Ce facteur est important pour nos collègues du ministère de l'Agriculture à qui il revient, comme vous le savez, d'émettre des permis d'utilisation des produits antiparasitaires. Nous aidons le ministère à titre consultatif. Dans notre lettre—elle a été rendue publique et a été citée par le Comité d'examen de l'alachlore au cours de ses délibérations—nous informions le ministère de l'Agriculture de la possibilité que l'alachlore soit un produit carcinogène et nous l'avions de l'existence d'un autre produit qui ne présentait pas ce risque, le métolachlore. Le ministère a alors pris sa décision en se basant sur nos conseils. Mon collègue, M. Ormrod, pourrait vous en dire plus à ce sujet.

Le sénateur Olson: Ce que je veux dire, c'est que si le métolachlore n'avait pas existé, vous auriez pu autoriser l'utilisation de l'alachlore, n'est-ce pas?

M. Gunner: Nous avons décidé d'interdire l'alachlore parce qu'il est carcinogène. Nous aurions fait la même chose s'il n'y avait pas eu de produit équivalent.

[Text]

The Chairman: We have not come to the main issue yet of why alachlor is not licensed. We are still in this area of refinement.

Mr. Ormrod, perhaps you have something you would like to add.

Senator Barootes: Before he goes ahead, I think we have to define the terms involved here. We seem to be getting into trouble because we do not distinguish what we mean by "tumour", "cancer", "carcinogen", "malignant" and "benign". The terms in the way Dr. Gunner has used them are very interchangeable. The fact is that a tumour is an enlargement or swelling; so everything is a tumour. Then, we have benign tumours which many of us have. I am sure that if we searched the bodies of each person in this room, we would find a whole bunch of benign tumours. These tumours may not be bothersome. They will be bothersome if they become so large that they deface or bother working organs in the body.

Then we have the other kind of tumour which you referred to as malignant, cancerous or whatever. They kill people. They have the property not only to grow but to spread. A benign tumour does not spread. It stays where it is; so any harm it does is through pressure or interfering with some other part of the body. A malignant tumour or cancer, or whatever you want to call it, not only grows but spreads to other parts of the body, and it may kill.

Perhaps we should define the terms you are using. You used the word "cancer." It is a bad term to use. Perhaps you should use the term "malignant growth", "growth" being the same as tumour. Then we would know what you are talking about as compared to the term "benign."

I have a couple of questions. First, what animal was used? White rats?

Dr. Gunner: Yes.

Senator Barootes: Were the malignant tumours that developed all in the same organ, or were they in different parts of the body?

Dr. Gunner: The salient tumours were in the liver.

Senator Barootes: If they were in the liver, that brings up another difference. That is, it is very difficult to determine whether a tumour is one tumour or 11 tumours when it comes to the liver.

Dr. Gunner: Mr. Chairman, the senator has helped us very much in trying to describe the phenomenon here.

Senator Barootes: There is one other point I would like to add. Some benign tumours over a period of time will transpose themselves or their character into a malignant tumour. At least, this is the case with humans and I presume it is the same with animals. These tumours change their character, their biological potency and become malignant. I think the distinctions I have mentioned should be made when speaking of these matters.

[Traduction]

Le président: Nous n'avons toujours pas répondu à la question principale, qui est de savoir pourquoi l'utilisation de l'alachlore n'est pas autorisée. Nous n'avons pas encore tiré cela au clair.

Peut-être M. Ormrod voudrait-il intervenir.

Le sénateur Barootes: Avant que le témoin ne réponde, je crois qu'il importe de définir les termes employés. J'ai l'impression que nous piétons parce que nous ne comprenons pas exactement ce que signifient les termes tumeur, cancer ou carcinogène, tumeur maligne et tumeur bénigne. M. Gunner semble les utiliser indifféremment. En fait, une tumeur est un grossissement ou une enflure, ce qui fait que ce terme désigne beaucoup de choses. Il y a des tumeurs bénignes, que beaucoup de gens ont. Je suis certain que si nous examinions tous ceux qui sont ici présents, nous en trouverions beaucoup. Ces tumeurs ne sont pas dangereuses. Elles peuvent être incommodes lorsqu'elles sont assez grosses pour défigurer le sujet ou nuire au fonctionnement normal du corps.

Il y a par contre les tumeurs que vous avez qualifiées de malignes ou cancéreuses. Elles sont meurtrières. Elles ont la propriété non seulement de grossir, mais aussi de se répandre. Une tumeur bénigne ne se répand pas. Elle reste là où elle est et n'est nuisible que lorsqu'elle exerce une pression ou nuit au fonctionnement d'une partie du corps. Une tumeur maligne ou un cancer, peu importe le terme utilisé, non seulement se développe, mais se propage aussi à d'autres parties du corps et peut entraîner la mort.

Il faudrait peut-être définir les termes que vous utilisez. Vous avez parlé de «cancer». Le mot n'est pas approprié. Vous devriez peut-être parler de «tumeur maligne». Nous saurions ainsi à quoi vous faites allusion par opposition à «tumeur bénigne».

J'ai quelques questions à vous poser. Premièrement, quels animaux ont été utilisés, des rats blancs?

M. Gunner: Oui.

Le sénateur Barootes: Deuxièmement, les tumeurs malignes se sont-elles toutes formées dans le même organe ou affectaient-elles différentes parties du corps?

M. Gunner: Elles étaient plus prononcées dans le foie.

Le sénateur Barootes: Si c'est le foie qui était touché, cela fait aussi une différence. Je dis cela parce qu'il est très difficile de déterminer s'il s'agit d'une tumeur ou de onze lorsqu'il est question du foie.

M. Gunner: Monsieur le président, le sénateur nous a beaucoup aidés en essayant de décrire le phénomène ici.

Le sénateur Barootes: J'aurais un autre point à ajouter. Certaines tumeurs bénignes peuvent se transformer avec le temps en tumeurs malignes. Du moins, c'est le cas chez l'homme et je suppose qu'il en va de même pour les animaux. Ces tumeurs se modifient, subissent une transformation biologique et deviennent malignes. Je pense que les distinctions que je viens d'établir doivent être faites lorsqu'on discute de ces questions.

[Text]

Dr. Gunner: Mr. Chairman, by his intervention the senator has helped enormously to clarify this issue. In fact, we are talking about benign and malignant tumours, just as the senator has described them. When we were trying to determine whether or not a chemical causes cancer—for example, metolachlor—we counted malignant tumours.

Senator Barootes: Did you do that in your study?

Dr. Gunner: Yes.

Senator Barootes: And the other guys counted all the tumours in their study?

Dr. Gunner: We counted them all but we did not combine them. They combined the non-malignant and the malignant. You have very pointedly outlined the differences between them. We counted only the malignant tumours, because, in our view—

Senator Barootes: So you counted them both, but you included in the deleterious aspect only the malignant tumours; is that correct?

Dr. Gunner: That is correct, sir. That is the nub of the issue.

The Chairman: What was the ratio between the two kinds of tumours?

Dr. Gunner: I do not have the figures here, but I have the totals that we presented, which are different from the totals here. The salient point is that we did not include the benign tumours in the assessment of whether or not this compound caused cancer, just as the senator has described the differences.

The Chairman: I would ask that you tell us what the ratios were, the locations of the tumours and the organs involved.

Dr. Gunner: We can table that as supplementary information.

Senator Barootes: Do you also point out that there are great differences in interpretation of tumours by pathologists? A hepatoma, which is a benign tumour of the liver, may in the hands of a pathologist in one institution be called benign and in the hands of another pathologist in another institution, or even in the same institution, be characterized as having malignant qualities and therefore as being a hepatic carcinoma. So you are stuck with interpretations by different scientists as to whether a certain cell is benign or malignant.

The Chairman: Perhaps you can give us some information on that aspect as well. I assume that you assessed whether or not the tumour was malignant, and I take it from Senator Barootes' comments the question is whether or not it metastasized or spread. I do not want to take up the time of the committee to go through this now, but I assume that that information is available.

Dr. Gunner: It is available. However, we have a multidisciplinary staff that looks at these very issues and takes all these factors into account, and, as I said in my opening remarks, different interpretations are possible. The senator has just indicated the differences in methodology vis-à-vis benign and

[Traduction]

M. Gunner: Monsieur le président, l'intervention du sénateur a aidé énormément à préciser la question. En fait, nous avons décelé des tumeurs bénignes et malignes, selon la définition que le sénateur vient d'en donner. Lorsque nous avons essayé de déterminer si un produit chimique, par exemple le métolachlore, causait ou non le cancer, nous avons compté les tumeurs malignes.

Le sénateur Barootes: Est-ce ce que vous avez fait dans le cadre de votre étude?

M. Gunner: Oui.

Le sénateur Barootes: Et les autres chercheurs ont compté toutes les tumeurs dans le cadre de la leur?

M. Gunner: Nous les avons toutes comptées, mais nous ne les avons pas combinées. Ils ont combiné les tumeurs bénignes et malignes. Vous avez fait une distinction nette entre les deux. Nous n'avons compté que les tumeurs malignes parce qu'à notre avis...

Le sénateur Barootes: Vous avez donc compté les deux, mais tenu compte seulement des tumeurs malignes lorsque vous avez défini les effets nuisibles du produit, n'est-ce pas?

M. Gunner: C'est exact, monsieur. C'est l'essentiel de la question.

Le président: Quelle était la proportion de ces deux types de tumeurs?

M. Gunner: Je n'ai pas les chiffres avec moi, mais je pourrais vous donner les totaux auxquels nous en sommes arrivés et qui sont différents de ceux qui figurent ici. Le point à retenir, c'est que nous n'avons pas tenu compte des tumeurs bénignes, telles que le sénateur vient de nous les décrire, dans l'évaluation des risques de cancer.

Le président: J'aimerais que vous nous indiquiez les ratios, l'emplacement des tumeurs et les organes affectés.

M. Gunner: Nous pouvons vous fournir ces renseignements en tant, qu'informations supplémentaires.

Le sénateur Barootes: Avez-vous également fait ressortir que la définition donnée d'une tumeur peut varier considérablement d'un pathologiste à l'autre? Un hépatome, qui est une tumeur bénigne du foie, peut être considéré comme bénin par un pathologiste d'un établissement et comme malin par un pathologiste d'un autre établissement, ou du même établissement, et ainsi être appelé un carcinome hépatique. Donc, même les scientifiques ne s'entendent pas pour dire s'il s'agit d'une tumeur bénigne ou maligne.

Le président: Vous pourriez peut-être nous donner des renseignements sur cet aspect de la question également. Je suppose que vous avez déterminé si la tumeur était ou non maligne et si je me fonde sur les observations du sénateur Barootes, la question était de savoir s'il y avait métastase ou propagation. Je ne voudrais pas retarder le comité, mais je suppose que ces renseignements sont disponibles.

M. Gunner: Ils le sont. Cependant, nous avons une équipe multidisciplinaire qui étudie tous ces aspects et tient compte de tous ces facteurs et, comme je l'ai dit dans ma déclaration préliminaire, l'interprétation peut varier. Le sénateur a fait ressortir les différences de vues quant à ce qui peut être considéré

[Text]

malignant and it is the same thing for analyses of slides. There are all types of data, and there are differences of opinion.

The Chairman: The whole tenor of this is that we do not have any scientific capability, but one of the questions that will come up in our discussions will be whether this difference is justifiable as between these two competent, by your definition, groups of reviewers who have a scientific background and who should be able to make, and presumably have made, good decisions. Our problem is that their good decisions are different and we don't know why, and that is creating some questions.

Senator Fairbairn: One of the statements made since this decision by the Minister and by yourself, Dr. Gunner, is that if farmers knew the basis on which the decision to make the distinction between metolachlor and alachlor was made, they would understand why alachlor was banned. I have found this discussion this morning very interesting. Have the differences that you have spoken of in methodology been communicated to farm organizations?

Dr. Gunner: Not in a formal sense, senator. I think the way it has come out is that both Agriculture and their press release dealing with this issue indicated that advice from Health and Welfare supported the view that metolachlor was a less hazardous chemical substance. It has only been presented in a general sense. Do you think having heard the discussion this morning that it has readily understood the subtleties of counting tumors, et cetera? Do you think that would be helpful?

Senator Fairbairn: As an old journalist, I would think—

Senator Olson: Not very old.'

Senator Fairbairn: Thanks. I would think that there probably is a way of presenting the story that would make it understandable to lay people. The reason I ask the question is that there has been this expectation that at some point a further rationale will be forthcoming to the farmers so they will better understand and perhaps accept the dangers of one over the other; up to this point, I have not, myself, been aware and have not understood, as I have today, your rationale for the kind of advice that you gave, because the decision of the Minister obviously was a very difficult decision for a minister to make; and I would say that, yes, I think there is a story to be told of how and why the Minister made the decision, which I think the agriculture community would want to hear.

Dr. Gunner: I appreciate those comments, senator. We will certainly look into the possibility of trying to do just what you are saying, if it will be helpful.

The Chairman: May I ask a supplementary to Senator Fairbairn, not an old journalist but a former journalist.

Senator Fairbairn: I just feel old.

The Chairman: Do you think the exchange that we have had here today has clarified the information which you referred to when you said, "If farmers knew why, they would be more

[Traduction]

comme bénin ou comme malin et la même chose vaut pour l'analyse de lames. Il y a toutes sortes de données et il y a aussi des différences de vues.

Le président: Tout cela revient à dire que nous n'avons pas les connaissances scientifiques voulues, mais nous devons chercher à vous expliquer au cours de nos discussions les différences de vues de ces deux groupes de chercheurs, compétents selon vous, qui ont une formation scientifique et qui devraient être capables de prendre, et ont vraisemblablement pris, des décisions éclairées. Le problème qui se pose pour nous, c'est que leurs résultats, aussi concluants qu'ils soient, ne concordent pas.

Le sénateur Fairbairn: Vous avez vous-même déclaré, monsieur Gunner, depuis que le ministre a annoncé cette décision, que si les agriculteurs connaissaient les raisons pour lesquelles une distinction a été faite entre le métolachlore et l'alachlore, ils comprendraient pourquoi l'alachlore a été interdit. J'ai trouvé la discussion de ce matin très intéressante. Les différences dont vous avez parlé en ce qui concerne les méthodes utilisées ont-elles été expliquées aux organisations agricoles?

M. Gunner: Pas officiellement, sénatrice. Le ministère de l'Agriculture a tout simplement indiqué dans son communiqué de presse sur la question que le ministère de la Santé et du Bien-Être était d'avis que le métolachlore était un produit chimique moins dangereux. C'est la façon générale dont les choses ont été présentées. Pensez-vous, après avoir entendu la discussion de ce matin, qu'on a saisi les subtilités concernant le compte des tumeurs et ainsi de suite? Croyez-vous qu'il serait utile de donner plus d'explications?

Le sénateur Fairbairn: En tant que vieille journaliste, je pense...

Le sénateur Olson: Pas si vieille.

Le sénateur Fairbairn: Merci. Je pense qu'il y aurait moyen de présenter les choses de façon que les profanes les comprennent. La raison pour laquelle je pose cette question, c'est qu'on s'attendait à ce que plus de détails soient fournis à un moment donné aux agriculteurs afin qu'ils comprennent mieux et reconnaissent peut-être les dangers d'un de ces produits, par rapport à l'autre. Jusqu'à aujourd'hui, je n'avais pas moi-même compris ce qui vous avait motivés à faire ce genre de mise en garde parce que la décision qu'a dû prendre le ministre était de toute évidence une décision très difficile à prendre pour un ministre. Je pense qu'il serait nécessaire d'expliquer comment et pourquoi il l'a prise. Cela intéresserait sûrement l'industrie agricole.

M. Gunner: Je vois où vous voulez en venir, sénatrice. Nous allons examiner la possibilité de faire ce que vous préconisez puisque vous nous dites que ce sera utile.

Le président: J'aurais une question supplémentaire à poser à la sénatrice Fairbairn, pas à la vieille, mais à l'ancienne journaliste.

Le sénateur Fairbairn: C'est juste que je me sens vieille.

Le président: Pensez-vous que nos échanges d'aujourd'hui ont permis d'éclaircir les renseignements auxquels vous faisiez allusion lorsque vous avez dit que si les agriculteurs savaient ce

[Text]

accepting"? Has our exchange today brought out that information in your opinion?

Senator Fairbairn: Did we ask the right questions?

The Chairman: If we did not, would you help us by making sure it is on the record?

Dr. Gunner: To be frank with you, I am not sure the deliberations to date would help in the sense that the representations I have heard by others indicate that there is a question of economics involved here as well.

Senator Barootes: Let us get to that. I want to ask some questions on the economic implications.

The Chairman: There are questions which relate to Alachlor itself. We do have some time to deal with cost benefit questions. Since this is the first time this procedure has been used, there are also regulatory questions. I would like to give Dr. Ormrod an opportunity to tell us what gave rise to Senator Fairbairn's question. You have made a comment that, if the farmers knew, they would be more accepting of this decision.

Dr. Gunner: We can certainly try to address the scientific issues. I was attempting to answer your question.

The bottom line, from our department's point of view, is that we have two substances which are chloracetanilide herbicides and, if agriculture is not going to be disadvantaged, it is a given that you are going to use something. Our view is that of these two, one is inherently more risky than the other. That being the case, why not use the one that poses less risk?

The difference, as I said previously, is that this review board considered them both equal and we disagree with that. They decided that there was no way to distinguish which was the more or less potent carcinogen. They were right on that. They concluded that there was no way of distinguishing which was going to be more potent for humans. But we have come to a different conclusion. We feel, based on an analysis—and aided by the senator's explanations of benign versus malignant—that one is an animal carcinogen, and must be presumed to be a potential human carcinogen whereas the other is not. The metolachlor, in our analysis, is not an animal carcinogen, so we say that there is a choice. That is really the nub of the issue.

The economic issue is reflected in what the farmer has to pay for this. That is really not our area of expertise, but it has been made known to us that this is one of the consequences of our decision.

The Chairman: We now have on the record what it is you had in mind when you said, "If they knew, they would be more accepting."

Dr. Gunner: We can explain to them that one, we feel, is a safer compound.

[Traduction]

qui se cache derrière la décision, ils l'accepteraient plus facilement?

Le sénateur Fairbairn: Avons-nous posé les bonnes questions?

Le président: Si nous n'avons pas posé les bonnes, nous aidez-vous à nous assurer que cela est consigné dans nos dossiers?

M. Gunner: Pour être franc avec vous, je ne suis pas certain que les délibérations d'aujourd'hui aideraient en ce sens que les témoignages d'autres intéressés me donnent à penser que des questions financières sont également en cause.

Le sénateur Barootes: Venons-y. J'aurai certaines questions à poser sur les répercussions économiques.

Le président: Des questions se posent en ce qui concerne l'alachlore. Nous avons le temps de nous pencher sur les coûts et les avantages. Étant donné que c'est la première fois que cette procédure a été utilisée, il faut également s'intéresser à la réglementation. J'aimerais donner à M. Ormrod l'occasion de nous expliquer ce qui a amené la sénatrice Fairbairn à poser sa question. Vous avez vous-même dit que si les agriculteurs étaient mieux renseignés, ils accepteraient plus facilement cette décision.

M. Gunner: Nous pouvons certainement aborder les aspects scientifiques. J'essayais de répondre à votre question.

L'essentiel, de l'avis de notre ministère, c'est que nous avons deux herbicides qui sont des chloracétanilides et que si l'industrie agricole ne veut pas être désavantagée, elle devra utiliser l'un des deux. D'après nous, il y en a un qui présente plus de risques que l'autre. Cela étant dit, pourquoi ne pas utiliser celui qui pose le moins de risques?

La différence, comme je l'ai déjà dit, c'est que le comité d'examen les a trouvés égaux. Nous ne sommes pas d'accord avec cela. Il a affirmé qu'il n'y avait aucun moyen de dire lequel pouvait plus ou moins être cancérigène. Il avait raison à ce sujet. Il en est venu à la conclusion qu'il était impossible de dire lequel pouvait être le plus nocif pour l'homme. Là, nous en sommes arrivés à une conclusion différente. Nous croyons, d'après une analyse et les définitions de bénigne et de maligne qu'a données le sénateur, qu'un des deux produits est carcinogène pour les animaux et potentiellement carcinogène pour les êtres humains, alors que l'autre ne l'est pas. Le métolachlore n'est pas, d'après les résultats de notre analyse, carcinogène pour les animaux. Il y a donc une différence entre les deux produits. Voilà l'essentiel de la question.

Du point de vue économique, il faut voir quel prix doivent payer les agriculteurs. Nous ne sommes vraiment pas experts en la matière, mais on nous a dit que c'était l'un des facteurs sur lesquels influait notre décision.

Le président: Nous savons maintenant ce que vous aviez à l'esprit lorsque vous avez déclaré: «S'ils étaient au courant, ils seraient plus compréhensifs».

M. Gunner: Nous pourrions leur expliquer qu'un des deux produits est selon nous plus sûr.

[Text]

Senator Olson: I would like to ask Dr. Ritter how much more metolachlor costs than alachlor. Is it equally effective as a herbicide in doing the job it is designed to do?

The Chairman: Is that a consideration of yours at all?

Dr. Ormrod: Perhaps I can respond to that on behalf of the Department of Agriculture. The senator has hit upon a very important point and the philosophy of cost benefit and risk benefit analysis is certainly not unique in the Canadian context.

Another aspect which I think is important in a global context is the idea of examining groups of compounds together as opposed to one at a time and perhaps ticking off the ones which are more desirable than others. This kind of process is not foreign to us in our regulatory procedures in Canada and it was, indeed, applied in the alachlor case.

The discussions we have heard from Dr. Gunner have given you some insight into the carcinogenic properties of the two chemicals. There were conclusions that were not totally compatible in the case of metolachlor. The information superimposed upon that obviously gives rise to the question of the effectiveness relative to economics. That subject was debated at some length prior to the review board process and, indeed, during the review board process.

In summary, the overall conclusion would be that the products, alachlor and metolachlor, are both highly effective for the purpose of weed control in terms of corn and soya beans. Metolachlor is a similar equivalent in terms of weed control properties and in terms of the economic impact or actual cost per acre or per hectare.

If you delve into this question in detail, you will find some variations on that theme. Certain farmers have expressed a preference for one versus the other. Other farmers have expressed a preference in the reverse order. I think that is explainable if you look closely and carefully at the details of agronomic performance with respect to particular weeds that one farmer may have on his farm that another does not have on his. There are some shades of grey in terms of performance that result in a preference for one as opposed to the other.

The decision we were facing, ultimately, was a decision on the future of alachlor against the background of the availability of a substitute or alternative which was virtually equivalent in terms of cost effectiveness and performance and taking into account the background that you have heard this morning on the relative toxicity of the two.

Senator Barootes: From the viewpoint of efficacy and cost, are you saying that the two are equal?

Dr. Ormrod: I think, in brief, that is how it would sum up. However, I am sure you will hear different versions and interpretations.

Senator Olson: It is very important to know that.

Senator Barootes: What we were talking about before we moved off the subject was safety. I have a view that I want to put to you or ask for your comments on.

[Traduction]

Le sénateur Olson: Je voudrais demander à M. Ritter combien coûte le métolachlore comparativement à l'alachlore. Ces deux produits sont-ils tout aussi efficaces l'un que l'autre comme herbicide?

Le président: Vous êtes-vous penchés sur ce point?

M. Ormrod: Peut-être puis-je répondre à cette question au nom du ministère de l'Agriculture. Le sénateur vient d'aborder un point très important et la méthode des analyses coûts-bénéfices et risques-bénéfices n'est certainement pas propre au Canada.

Un autre point que j'estime important, dans un contexte global, est l'idée d'examiner des groupes de composés à la fois plutôt qu'un seul et de choisir ceux qui sont peut-être meilleurs que les autres. Nous avons l'habitude de procéder de cette façon pour la réglementation au Canada et l'avons effectivement fait dans le cas de l'alachlore.

M. Gunner vous a expliqué les propriétés carcinogènes des deux produits chimiques. D'autres études ont donné des résultats quelque peu différents dans le cas du métolachlore, ce qui nous montre l'importance de la question de l'efficacité par rapport au coût. Elle a fait l'objet de longues discussions avant que le comité d'examen n'entame ses travaux et, de fait, pendant ses travaux.

Bref, les produits alachlore et métolachlore sont donc tous les deux des herbicides très efficaces pour la culture du maïs et du soya. Leurs propriétés de désherbage sont semblables de même que leur coût réel par acre ou hectare.

Si vous effectuez un examen approfondi de la question, vous aurez droit à des variations sur le même thème. Certains agriculteurs disent préférer le métolachlore, d'autres l'alachlore. On peut expliquer cet état de choses en examinant attentivement le rendement agronomique de chacun des produits compte tenu du type de mauvaises herbes que trouvent les uns ou les autres agriculteurs sur leurs terres. Il y a en effet une zone d'incertitude quant à leur rendement: les agriculteurs ont alors le loisir d'opter pour l'un ou l'autre produit.

Notre tâche consistait donc, en définitive, à décider de l'avenir de l'alachlore, compte tenu de l'existence d'un autre produit au coût, à l'efficacité et au rendement semblables et de la toxicité relative des deux produits.

Le sénateur Barootes: Avez-vous dit que les deux produits se valaient en ce qui a trait à l'efficacité et au coût?

M. Ormrod: Je présume que c'est à cela que ça revient. Je suis toutefois certain que vous entendrez d'autres versions et interprétations.

Le sénateur Olson: C'est un point très important.

Le sénateur Barootes: Avant de nous éloigner du sujet, nous parlions de sécurité. J'aimerais obtenir vos commentaires sur un certain point.

[Text]

We have had difficulty understanding this matter and, as a matter of fact, scientists have had difficulty understanding it. Is it your duty to become an educational, communications directorate, or is it your responsibility, as scientists and officials, to say, yes, or no, to the use of, say, DDT? Is it possible to educate individually 276,000 or 500,000 farm families in Canada on details which we have, and everyone else has, had trouble rationalizing, or do you think that your responsibility is to give scientific advice?

I am just wondering whether it is possible to communicate the kind of discussion that you have no doubt had in this respect in such a way that everyone will understand it and will be happy that the use of alachlor is no longer allowed. People would then be content to use another substance. You must realize, at the same time, that as soon as you do that, there will be a flood of information from Monsanto and Ciba-Geigy in every farmer's hands within three weeks and the next thing you will be into will be a communications battle. Do you feel that you can do that kind of thing?

The Chairman: I understand your question, Senator Barootes. I do not want to prevent the witnesses from responding, but that takes us somewhat off the subject. In a free society people will seek information, and they will do what they want with that information.

Senator Barootes: The question that was raised was: Are you going to explain this to the farmers?

The Chairman: Perhaps you could briefly respond to Senator Barootes' concern. You were talking about introducing non-scientific things into your decision. Having introduced non-scientific things into your decision, Senator Barootes' question is in order. Please respond.

Dr. Ormrod: Mr. Chairman, I would like to attempt to respond to that question. I think it is an excellent question. You have posed the difficult challenge of communicating not only the science base but the rationale for any regulatory decision. Today we are focusing on alachlor, but the same challenge exists whether it is alachlor or chemical X.

As public servants, I believe we have an obligation to be accountable and to offer explanations and a rationale for what we are charged to do under our responsibilities. Indeed, there was a great deal of effort put into that cause in the alachlor case.

Whether or not we could be totally successful in that challenge I think is an excellent question. To go into the level of detail that we are going into today, with the expertise that my colleagues have, I am not sure is realistically achievable in a large audience. I believe that the senator made a suggestion or reference to that kind of thing. Nevertheless, the obligation to make that attempt is there, and we have endeavoured to do that to the best of our abilities, the Department of Agriculture in concert with the Department of Health.

Senator Barootes: In other words, you are not authoritarian; you are persuasive?

[Traduction]

Nous avons eu de la difficulté à comprendre cette question, les scientifiques aussi. Vous incombe-t-il de sensibiliser le public à la question, de faire œuvre de communicateurs ou, en votre qualité de scientifiques et de fonctionnaires, d'accepter ou de banir l'usage de produits comme le DDT? Est-il possible de fournir à chacune des 276 000 ou 500 000 entreprises agricoles familiales du Canada tous les détails relatifs à ces produits, sur lesquels nous avons de la difficulté à nous entendre, ou votre tâche consiste-t-elle à donner des conseils d'ordre scientifique?

Je me demande simplement s'il est possible de communiquer les résultats des discussions que vous avez sans aucun doute eues sur le problème, de façon à ce que tous les agriculteurs comprennent pourquoi ils n'ont plus le droit d'utiliser l'alachlore et soient heureux d'utiliser un autre produit. Vous savez sans doute que si vous agissez ainsi Monsanto et Ciba-Geigy ne mettront même pas trois semaines pour inonder tous les agriculteurs d'informations et vous serez dès lors engagés dans une lutte sur le plan de la communication. Quelle attitude pensez-vous pouvoir adopter à ce titre?

Le président: Je comprends votre question, sénateur Barootes. Je ne veux pas empêcher le témoin d'y répondre, mais nous nous éloignons quelque peu du sujet. Dans une société libre, les gens cherchent à obtenir de l'information et ils s'en servent comme bon leur semble.

Le sénateur Barootes: Je veux simplement savoir si vous allez expliquer la situation aux agriculteurs?

Le président: Peut-être pourriez-vous répondre brièvement au sénateur Barootes. Vous avez dit que vous vous êtes fondés notamment sur des points d'ordre non scientifiques pour prendre votre décision. La question du sénateur Barootes est donc recevable à ce titre. Je vous pris d'y répondre.

M. Ormrod: Monsieur le président, j'aimerais essayer de répondre à cette question que je trouve excellente. Vous avez posé le difficile défi qui consiste à communiquer tous les motifs, non pas simplement les motifs scientifiques, sur lesquels est fondée une décision concernant la réglementation. Nous parlons aujourd'hui de l'alachlore, mais le même défi existe pour n'importe quel produit chimique.

En notre qualité de fonctionnaires, non seulement devons-nous rendre compte de nos actes, mais également fournir des explications pour les mesures que nous prenons conformément à nos responsabilités. Et nous avons fait énormément d'efforts en ce sens dans le cas de l'alachlore.

Il est pertinent de se demander si nous pouvons réussir totalement à relever ce défi. Je ne crois pas qu'il serait réaliste de croire que nous pourrions examiner la question tout aussi en détail que nous le faisons aujourd'hui devant un large public. Je crois que le sénateur a dit quelque chose en ce sens. Nous avons toutefois l'obligation d'essayer de le faire et nous nous sommes engagés à faire notre possible en ce sens, le ministère de l'Agriculture de concert avec le ministère de la Santé.

Le sénateur Barootes: En d'autres termes, vous n'êtes pas directifs, vous êtes persuasifs?

[Text]

Dr. Ormrod: I might choose the word "communicative", senator.

Senator Barootes: The next time you see your doctor and he tells you that you need to have an operation for a tumour in your lung, other than his explanation, do not make your own decision. We do depend on certain sciences and certain authorities to give us decisions after they have studied the data, not after each one of us makes an opinion, otherwise there would be chaos.

Dr. Ormrod: I think that is correct. I have frequently said that our regulatory process is science driven. I believe that is a fair, general description of the process. At the same time, having taken that scientific step, I believe there is merit in attempting to communicate the resum   of that science.

Senator Barootes: I agree entirely.

The Chairman: Up to this point the discussion has dealt with the distinction between the two chemicals and why one is licensed and the other is not. Unless other senators have questions or unless you want to volunteer something, I believe we have covered that topic. I think we now have on record the opinion of Health and Welfare, accepted by Agriculture Canada, with respect to why the chemical alachlor is not licensed and the chemical metolachlor is licensed.

Dr. Gunner: Mr. Chairman, in previous testimony before this committee there have been references by the witnesses about actions in other countries. I thought it might be germane to realize that a sister agency in the United States that is charged with the responsibility of evaluating pesticide data, the Environmental Protection Agency, also holds the view that metolachlor and alachlor are not equivalent. There is far less concern with respect to the carcinogenic potential of metolachlor, which is a position comparable to our agency's view.

The Chairman: That is something we will revisit in the process. You are going to give us additional information on the difference. As I understand it, both chemicals caused malignant tumours in the rats that were tested. The tumours which would spread numbered less in the rats tested with metolachlor. In an earlier exchange between you and me, Dr. Gunner, you were calling one a Carcinogen, with a capital "C", and one a non-Carcinogen, with a capital "C", although both are carcinogens, with a small "c".

Dr. Gunner: No.

Senator Barootes: A carcinogen is something that causes a malignant tumour.

The Chairman: In the metolachlor tests no malignant tumours were discovered?

Dr. Gunner: Mr. Chairman, there were malignant tumours, but they were not biologically significant.

[Traduction]

M. Ormrod: Je préférerais le mot communicatif, monsieur le sénateur.

Le sénateur Barootes: La prochaine fois que vous irez voir votre docteur et qu'il vous dira que vous devez être opéré pour une tumeur au poumon, interprétez son explication comme le voulez, mais ne prenez pas votre propre décision. Certains scientifiques et certaines autorités ont pour fonction de prendre des décisions après avoir étudié des données, pas après que chacun de nous ait formulé son opinion. Sinon ce serait le chaos total.

M. Ormrod: Je crois que vous avez raison. J'ai souvent dit que notre processus de réglementation reposait sur des facteurs scientifiques. Je crois que c'est une description juste et générale du processus. Par ailleurs, il vaut, selon moi, la peine de tenter de communiquer l'essentiel de ces facteurs scientifiques.

Le sénateur Barootes: Je suis tout à fait d'accord.

Le président: Nous avons jusqu'à maintenant discuté de la distinction entre les deux produits chimiques et des raisons pour lesquelles l'un s'est vu accorder une licence et l'autre non.    moins que d'autres sénateurs aient des questions à poser ou que vous ayez quelque chose à ajouter, nous avons, selon moi, fait le tour de la question. Je crois que nous connaissons maintenant l'opinion de Santé nationale et Bien-être social, opinion acceptée par Agriculture Canada, et les raisons pour lesquelles l'alachlore n'est pas détenteur d'une licence, alors que le métolachlore l'est.

M. Gunner: Monsieur le président, des témoins qui ont déjà comparu devant vous ont fait allusion à des poursuites en justice dans d'autres pays. Je crois qu'il y aurait lieu de signaler que l'organisme américain chargé d'évaluer les données sur les pesticides—l'*Environmental Protection Agency*—est également d'avis que le métolachlore n'est pas semblable à l'alachlore. Cet organisme croit, comme nous, que le m  tholachlore ne risque pas autant de causer le cancer que l'alachlore.

Le président: C'est un point que nous allons avoir l'occasion d'examiner plus attentivement. Vous allez nous donner de plus amples renseignements sur la différence entre les deux produits. Si j'ai bien compris, les deux produits chimiques ont causé des tumeurs malignes chez les rats qui ont participé à l'expérience. Le nombre des tumeurs risquant de se propager était toutefois inférieur chez les rats ayant participé à l'expérience avec le m  tholachlore. Dans une conversation que nous avons eue, monsieur Gunner, vous aviez qualifié l'un des produits de carcinogène avec un grand C et l'autre de non carcinogène avec un grand C, alors que ces deux produits sont carcinogènes avec un petit C.

M. Gunner: Non.

Le sénateur Barootes: Un produit carcinogène est un produit qui peut causer une tumeur maligne.

Le président: A-t-on découvert des tumeurs malignes dans l'expérience réalisée avec le métolachlore?

M. Gunner: Monsieur le président, on a découvert des tumeurs malignes qui n'étaient cependant pas significatives au point de vue biologique.

[Text]

The Chairman: You will give us the actual numbers, although I don't know how helpful that will be to us.

Dr. Gunner: It will give you a picture of the type of data that the scientists have to evaluate. Senator Barootes wanted to know the animal species and the types of tumours, both benign and malignant, that were noted. We will present and table that data for this committee.

The Chairman: The last question regards the numbers of tests. Can you confirm that all of this information was obtained from the manufacturers or originators of the two chemicals involved?

Dr. Gunner: Mr. Chairman, that is the way that data is normally generated.

The Chairman: We have not covered the source of the information, although I think we know that from our previous hearing on this subject. My impression is that the source of the information you evaluated was, in one case, Ciba-Geigy and, in the other case, Monsanto.

Dr. Gunner: That is correct.

The Chairman: If there have been independent tests, perhaps you could let us know.

Dr. Gunner: Normally, tests are carried out by manufacturers who wish to license or have their own products approved. There are no facilities available to test the myriad of chemicals—for example, pesticides, food additives, and all types of products that require testing. Government agencies throughout the world rely on the interested parties to generate this information.

Senator Barootes: With sworn affidavits.

Dr. Gunner: Yes. There was an unfortunate incident a number of years ago where instances of fraud were discovered in the generation of data. That led to the enactment of more stringent review procedures. In fact, the data we are looking at arose as a result of the necessity to review the previous data, which was implicated in this instance.

The Chairman: The next question concerns the weight of data available. Perhaps "weight" is not the right word; I mean the amount of comparable testing done comparable for the two chemicals.

Dr. Gunner: In the main, I would say that they are comparable. I believe there are some areas of differences, but I will ask my colleague Dr. Ritter to elaborate upon that.

Dr. Leonard Ritter, Chief, Pesticides Division, Health Protection Branch, Department of Health and Welfare: Mr. Chairman, I do not know that I have a great deal to add to that.

The Chairman: From previous witnesses' testimony I gather that this test runs for two years, which is the life of a normal white rat.

Dr. Ritter: Yes.

[Traduction]

Le président: Vous allez nous fournir les chiffres exacts. Je ne sais toutefois pas dans quelle mesure ils pourront nous être utiles.

M. Gunner: Il vous donneront un aperçu des données que les scientifiques ont à évaluer. Le sénateur Barootes désirait savoir quelles sont les espèces d'animaux et le type de tumeurs, bénignes et malignes, qui étaient en cause. Nous allons vous fournir ces données.

Le président: La dernière question a trait au nombre des tests. Pouvez-vous confirmer que toutes ces données proviennent des fabricants des deux produits chimiques en cause?

M. Gunner: Monsieur le président, c'est habituellement eux qui fournissent les données.

Le président: Nous n'avons pas abordé aujourd'hui la question des sources de renseignements, mais je crois que nous l'avons fait lors de notre séance précédente. Je crois savoir que les données que vous avez évaluées provenaient dans un cas de Ciba Geigy et dans l'autre de Monsanto.

M. Gunner: C'est exact.

Le président: Si d'autres tests ont été effectués par des particuliers, mais peut-être pourriez-vous nous le dire.

M. Gunner: Les tests sont normalement effectués par les fabricants qui désirent obtenir une licence ou voir leurs produits approuvés. Il n'existe pas d'installation pour faire l'essai de la myriade de produits chimiques qui sont fabriqués, pesticides, additifs alimentaires et tous les autres types de produits qui devraient faire l'objet d'un examen. Les organismes gouvernementaux de tous les pays du monde se fient aux fabricants.

Le sénateur Barootes: Qui doivent faire une déclaration sous serment.

M. Gunner: Oui. On a découvert il y a quelques années quelques cas de fraude dans la production des données. Il a alors fallu promulguer des procédures d'examen plus rigoureuses. En fait, les données que nous examinons à l'heure actuelle ont fait l'objet des nouvelles procédures d'examen établies en raison de ces fraudes.

Le président: La prochaine question concerne le poids des données disponibles. Peut-être que ce n'est pas le bon mot, mais il s'agit du nombre de tests comparables effectués pour les deux produits chimiques.

M. Gunner: Dans l'ensemble, je dirais qu'ils sont comparables. Il existe bien quelques divergences et je vais demander à mon collègue, M. Ritter, de vous fournir des détails à ce sujet.

M. Léonard Ritter, chef, Division des pesticides, Direction générale de la protection de la santé: Monsieur le président, je n'ai vraiment pas grand-chose à ajouter.

Le président: D'après ce que nous ont dit d'autres témoins, je crois que ce test dure deux ans, ce qui correspond à la vie normale d'un rat de laboratoire.

M. Ritter: En effet.

[Text]

The Chairman: This two-year procedure would have been carried out roughly the same number of times for each chemical or enough times that you are satisfied that it is comparable in terms of the number of occasions on which the procedure has been followed, and that is what you have relied on for your dose response phenomena measurement.

Dr. Ritter: Are you asking a general question?

The Chairman: I am asking the same question over and over again, and obviously I am not doing a very good job.

Dr. Gunner: Mr. Chairman, are you asking whether or not there is general methodology that is accepted on a world-wide basis to test chemicals? If that is the question, there is.

The Chairman: That is not my question. I am assuming there is. I am assuming that the same dose response type of test has been carried out for the chemical, so that it is comparable, and that it has been carried out—perhaps not exactly the same number of times on each chemical—but sufficiently that the same evidentiary weight could be given to the results of testing of one chemical for purposes of comparing the results of testing of the other chemical. I am asking for an opinion. You may not want to express an opinion. You may want to answer by saying that it has been tested five times, or that each one has been tested four times, or whatever.

Dr. Ritter: The answer to your question is “Yes.” In fact, the basis for the commentary which Dr. Gunner offered a moment ago, with regard to the assessment done by the Environmental Protection Agency in the United States, is the answer to your question. In the United States the principle of a dose response relationship is often referred to as the Q star. You may have had reference to that during the course of your deliberations here. The Q star, mathematically expressed, is the relationship between the effect expressed as a function of the dose administered, and that dose response relationship is substantially weaker for metolachlor than it is for alachlor.

So the answer to your question is that they have been tested under similar testing protocols, and when that dose response is expressed, for which an American value has actually been assigned, it is of lesser concern with metolachlor than it is for alachlor. That is the basis for the decision by the United States government.

The Chairman: I know about that conclusion. My question is simply that the information on which you are basing your decision is as reliable for the one chemical as it is for the other—reliability, perhaps, being a function of the number of times that this two-year procedure is carried out.

Dr. Ritter: Yes. I do not know that you and I would necessarily share the same definition of “reliable”, but the answer to your question, in my view, is “Yes,” there is adequate data to arrive at that conclusion for both chemicals.

Senator Barootes: Was any of this done in Canada?

Dr. Ritter: No.

[Traduction]

Le président: Donc ces tests d'une durée de deux ans seront repris un même nombre de fois pour chaque produit chimique, ou bien suffisamment pour s'assurer qu'ils sont comparables, et c'est là-dessus que vous vous fondez pour mesurer le phénomène de la dose-réaction.

M. Ritter: Posez-vous une question générale?

Le président: Je suis en train de répéter sans cesse la même question et je me rends compte que je ne parviens pas à me faire comprendre.

M. Gunner: Monsieur le président, voulez-vous savoir si oui ou non, il existe une méthodologie générale admise à l'échelle mondiale pour tester les produits chimiques? Si c'est ce que vous voulez savoir, il y en a une.

Le président: Ce n'est pas ce que je veux savoir. Je suppose qu'il y en a une. Je suppose que le même type de test, donc comparable, relatif à la dose-réaction, a été effectué pour le produit chimique, et qu'il a été repris—peut-être pas exactement le même nombre de fois pour chaque produit,—mais suffisamment pour que les résultats obtenus puissent être comparés avec ceux obtenus pour un autre produit chimique. Je veux savoir ce que vous en pensez. Peut-être êtes-vous réticents à donner votre avis. Vous allez peut-être me dire que tel produit a été testé à cinq reprises, que chacun l'a été quatre fois, etc.

M. Ritter: La réponse à votre question est oui. En fait, ce que M. Gunner a dit il y a un instant concernant les évaluations de l'Agence de protection de l'environnement aux États-Unis, répond à votre question. Aux États-Unis, on désigne souvent par «Q star» le principe de la relation dose-réaction. Il se peut qu'il en soit question à l'occasion de vos délibérations. Le «Q star», en formulation mathématique, est la relation entre l'effet exprimé comme fonction de la dose administrée, et cette relation dose-réaction est beaucoup plus faible pour le métolachlore que pour le l'alachlore.

Ainsi, toujours pour répondre à votre question, les produits ont été testés selon des protocoles de test semblables et quand on exprime la relation dose-réaction, à laquelle les Américains ont assigné une valeur, celle-ci est moins forte pour le métolachlore que pour l'alachlore. C'est là-dessus que le gouvernement des États-Unis a fondé sa décision.

Le président: Je connais leurs conclusions. Je veux savoir simplement si les données sur lesquelles vous fondez votre décision sont aussi fiables pour un produit que pour l'autre—cette fiabilité qui serait peut-être fonction du nombre de fois, sur deux ans, que ce test a été effectué.

M. Ritter: Oui. Je ne sais pas si vous et moi partageons la même définition de la fiabilité, mais d'après moi la réponse à votre question est oui, il existe suffisamment de données pour arriver à cette conclusion dans les deux cas.

Le sénateur Barootes: A-t-on effectué des tests au Canada?

M. Ritter: Non.

[Text]

Senator Barootes: Was any of this testing done by the BOB, or the HPB, or the Atlanta group in the States, or was it purely just Monsanto—

Dr. Ritter: As a matter of routine, the testing is carried out by the petitioner.

Senator Barootes: Since the fraud that was perpetrated in, I believe, Chicago, there has been some tightening of the controls or the protocols. Some effort has been made in some areas for independent groups to do some of the testing. Has that been done?

Dr. Ritter: No.

Senator Barootes: With neither?

Dr. Ritter: That is correct.

Senator Barootes: So that you rely on Monsanto doing a test over again, saying, "We have doubly proven" or "We have reliability figures on another set and somebody else hasn't"—which is part of the game, is it not?

Dr. Ritter: It involves, in the process to which you are referring, since the Chicago incident, what we refer to as GLP or "good laboratory practice". The procedures established under GLP include audits and on-site inspections, all of which are surprise visits. So that we, and our counterparts in the United States, are confident—

Senator Barootes: But Washington and Atlanta have not done any of those tests?

Dr. Ritter: That is correct.

Senator Barootes: So we are still relying on the originating firms seeking licence, which is the usual practice.

Dr. Ritter: That is the hallmark of our system.

Senator Barootes: You have accepted the American work entirely.

Dr. Ritter: I do not think it is quite appropriate to refer to it as American work.

Senator Barootes: I am just saying that Canadians have not reproven the reliability of it.

Dr. Ritter: The studies have been conducted in the light of established protocols.

The Chairman: There are two other areas to touch on here. One is, why not have alachlor licensed? It is licensed in the United States, although I have noticed demonstrations against it. However, it is licensed in the United States. The Review Board, notwithstanding the difference between metolachlor and alachlor, felt that alachlor should be licensed. I understand that it is used extensively in other countries. Why not allow the use of alachlor?

Dr. Gunner: There are a number of reasons. The first is that we feel that it is a potential human carcinogen. The second is that we feel that we have to be prudent with respect to exposure by people to this chemical substance. We were more conservative in our estimates of exposure than was the Alachlor

[Traduction]

Le sénateur Barootes: Des tests ont-ils été effectués par le BPB, la DGPS ou par le groupe d'Atlanta aux États-Unis, ou est-ce seulement Monsanto...

M. Ritter: C'est ordinairement le demandeur qui effectue le test.

Le sénateur Barootes: Depuis la fraude qui a été commise, je crois que c'était à Chicago, on a resserré les contrôles ou les protocoles. Des mesures ont été prises dans certains secteurs pour inciter des groupes indépendants à effectuer des tests. Ces tests ont-ils été faits?

M. Ritter: Non.

Le sénateur Barootes: Dans aucun cas?

M. Ritter: C'est exact.

Le sénateur Barootes: Vous vous en remettez donc à Monsanto pour refaire un test et pour pouvoir dire: «Nous avons une double preuve» ou «Nous avons des chiffres concernant la fiabilité d'un autre ensemble, et l'autre n'en a pas»—ce qui est conforme aux règles du jeu, n'est-ce pas?

M. Ritter: En ce qui concerne le processus auquel vous faites référence, depuis l'incident de Chicago nous avons recours à ce que nous appelons les «bonnes pratiques de laboratoire» (BPL). Les mesures prévues comprennent des vérifications et des inspections sur les lieux, toutes effectuées dans le cadre de visites surprises. Aussi, nous sommes confiants, ainsi que nos homologues aux États-Unis...

Le sénateur Barootes: Mais Washington et Atlanta n'ont effectué aucun de ces tests?

M. Ritter: C'est exact.

Le sénateur Barootes: De sorte que nous nous en remettons encore aux premières sociétés qui ont demandé un permis, ce qui constitue la pratique habituelle.

M. Ritter: C'est la garantie d'authenticité de notre système.

Le sénateur Barootes: Vous vous fiez entièrement aux travaux américains.

M. Ritter: Je ne pense pas qu'il soit indiqué de parler de travaux américains.

Le sénateur Barootes: Je dis simplement que les Canadiens n'ont pas de nouveau prouvé la fiabilité du produit.

M. Ritter: Les études ont été effectuées conformément à des protocoles établis.

Le président: Il y a deux autres aspects à aborder. Premièrement, pourquoi ne pas faire approuver l'alachlore? Malgré certaines protestations, les États-Unis l'ont fait. Malgré la différence entre le métolachlore et l'alachlore, le Comité d'examen a jugé que l'alachlore devrait être approuvé. Je crois savoir que ce produit est utilisé abondamment dans d'autres pays. Pourquoi ne pas en permettre l'utilisation ici?

M. Gunner: Pour plusieurs raisons. Premièrement, nous estimons que ce produit peut être cancérigène pour les humains. Deuxièmement, nous pensons qu'il faut être prudent en ce qui concerne l'exposition des humains à cette substance chimique. Nous avons établi à cet égard des estimations plus prudentes

[Text]

Review Board. As an agency charged with the responsibility for health and safety, we feel that if we are going to err, that we should do so on the side of safety. The estimates that we made about occupational exposure, as I say, were more conservative than that of the Alachlor Review Board—and in a moment I will call upon Dr. Ritter to amplify that aspect. The point about the use in other countries is germane. I think that Senator Marchand commented at a previous hearing that the fact that it is used in other countries is not necessarily a proper thing. There are countries which have banned the use of alachlor. I believe Australia is one, and it is under consideration elsewhere. So what other countries do may or may not be germane, because they may not have the scientific infrastructure to make these kinds of decisions.

The Chairman: But the United States would.

Dr. Gunner: The United States has, but we have not. As I say, it depends upon the evaluation of each individual country.

With respect to our considerations about exposure, as I say, we were more conservative than the Alachlor Review Board, for a number of very important reasons—and I will call upon Dr. Ritter to elaborate on that point.

The Chairman: Before calling on Dr. Ritter, may I say that you were less conservative in tumour counting, but you are more conservative on this matter. You are less conservative on one chemical than you are on the other chemical, it seems to me.

Dr. Ritter: If I may, Mr. Chairman, I will disagree with your conclusion. I do not think it is a question of whether we were more or less conservative. I think that we did it properly. In one case it requires one kind of assessment, and in the other it requires another kind of assessment. Essentially there are two differences in the conclusions reached by the Alachlor Review Board and the Health Protection Branch with regard to the safety and use of the two chemicals. One was based on tumour profile. You have heard some elaboration of that topic this morning. By whatever analysis one does—either absolute incidents or dose response relationship—the overall strength of evidence, the overall weight of evidence for metolachlor is simply weaker than it is for alachlor. It does not really make much difference what analysis you take, by any weight of evidence it is much less convincing for metolachlor than it is for alachlor.

The other area of difference was in the area of exposure. The report of the Alachlor Review Board indicated that it felt that our estimate was in error by as much as ten thousandfold. For our estimate of exposure—and I refer you to page 62 of the Alachlor Review Board report—the mathematical calculation, the way in which one determines exposure to the chemical, one goes out and during the course of a day's work one measures the extent of exposure one would experience during a typical day's application of the chemical in the field. What one does mathematically with those figures can vary tremendously, and the impact on the risk which one projects will conse-

[Traduction]

que celles du Comité d'examen de l'alachlore. En tant qu'organisme responsable de la santé et de la sécurité, nous estimons que si nous devons pécher, ce doit être par excès de sécurité. Nos estimations concernant l'exposition professionnelle, comme je l'ai dit, étaient plus prudentes que celles du Comité d'examen de l'alachlore; dans un moment je demanderai à M. Ritter d'approfondir cet aspect. Le commentaire concernant l'utilisation dans d'autres pays est pertinent. Je pense qu'au cours d'une audience antérieure, le sénateur Marchand avait fait valoir que même si un produit est utilisé dans un autre pays, son utilisation n'est pas nécessairement bonne. Certains pays ont interdit l'utilisation de l'alachlore. Je pense que l'Australie est l'un d'entre eux, et d'autres pays songent à l'interdire. Aussi, ce que font ou ne font pas d'autres pays peut être ou ne pas être valable selon qu'ils disposent ou non de l'infrastructure nécessaire pour prendre ce genre de décision.

Le président: Mais les États-Unis auraient l'infrastructure voulue.

M. Gunner: Les États-Unis oui, mais pas nous. Comme je l'ai dit, tout dépend de l'évaluation faite dans chaque pays.

Quant aux risques que comporte l'exposition à ce produit, comme je l'ai dit nous avons établi à ce sujet des estimations plus prudentes que celles du Comité d'examen de l'alachlore, pour diverses raisons très importantes—et je laisse maintenant à M. Ritter le soin de vous en parler.

Le président: Avant de donner la parole à M. Ritter, je me permettrai de vous dire que vous avez été moins prudents quant au nombre de tumeurs, mais vous l'êtes davantage au sujet de cette question. Vous semblez être plus prudent à l'égard d'un produit chimique qu'envers un autre.

M. Ritter: Si vous me le permettez, monsieur le président, je ne suis pas d'accord avec vous. Je ne crois pas que cela tienne à notre prudence. Je pense que nous avons agi comme il se devait. Dans un cas, il faut un tel type d'évaluation et dans l'autre, il faut un autre type. On trouve essentiellement deux différences dans les conclusions du Comité d'examen de l'alachlore et de la Direction générale de la protection de la santé en ce qui concerne la sécurité et l'utilisation des deux produits chimiques. Une de ces différences est basée sur le type de tumeur. On vous a parlé de cet aspect ce matin. Quelle que soit l'analyse effectuée—qu'on se base sur des cas concrets ou sur le rapport entre la dose et la réaction—la qualité ou le poids des preuves dans le cas du métolachlore est simplement moindre que pour l'alachlore. Peu importe le mode d'analyse retenu, les preuves établies sont beaucoup moins convaincantes pour le métolachlore que dans le cas de l'alachlore.

L'autre différence concerne l'exposition. Dans son rapport, le Comité d'examen de l'alachlore indiquait que nos estimations comportaient un risque d'erreur dix mille fois plus élevé. Pour ce qui est de nos estimations concernant l'exposition—et je vous renvoie à la page 62 du rapport du Comité d'examen de l'alachlore—notre méthode de calcul mathématique, la façon d'évaluer l'exposition au produit chimique consiste à mesurer le niveau d'exposition qu'une personne subirait pendant la durée d'une journée normale d'application du produit chimique dans un domaine d'activité. Le traitement mathématique des chiffres peut varier considérablement et, par conséquent, les

[Text]

quently vary a great deal. The principle of amortization—and I think that I may have been the one to first coin that phrase at the Alachlor Review Board hearings—is that the approach that Monsanto and others have taken, in examining the principle of exposure, is to take the dose to which you and I would be exposed in a given day of the use of the chemical and spread that dose as if it had occurred over your lifetime.

Expressed mathematically, what we are saying is that, if you are exposed to one milligram or one ounce in a day, we would divide that by your anticipated life span; about 70 years is the number that we have used. If you think about that arithmetically, the effect of that is to take an exposure which occurred in one day and make it seem very small because we are spreading it over your entire lifetime. In our view, that approach is not valid, and our calculation was based on the assumption that that approach was not used. There are scientific and technical reasons which led us to conclude that it was an inappropriate approach and there were scientific and technical reasons which Monsanto used in arriving at the approach which they utilized for arriving at the conclusion they reached with regard to exposure. I can put it no better than the board did, and I am quoting verbatim from page 62 of the board's report, in the bottom paragraph, lefthand column:

There is no resolution of this issue possible with the data that are available.

And we agree. The position that we took as a public health agency was that our interpretation should be prudent, given the fact that there was very little disagreement about the potential of alachlor to cause cancer and given the fact that there were no data on which to resolve the discrepancy in the approach one should take for calculating exposure. Our approach was clearly one of prudence, and that is a fundamental area of disagreement in the conclusion we reached as compared to the board.

The Chairman: Would that be Dr. Gunner?

Dr. Ritter: Well, I would defer to the Chair, but by way of analogy, one analogy I have used to explain this principle of amortization is alcohol. What one is doing, in effect, is saying that, with amortization, if I give you a bottle of Scotch and I calculate the 40-ounce content of that bottle and take those 40 ounces and spread them over your expected life span, at no point in time would you have had enough Scotch to become drunk. Forty ounces of Scotch over a 70-year lifetime is not very much. The fact is that you could have had that in one day and you would be very drunk.

Now, as a public health agency, if I were to calculate the effect that that Scotch might have on you if you were to get into your car, I have to assume that you could have enough at any time to make you drunk. I cannot assume that those 40 ounces will be spread over your whole lifetime. That is a mathematical derivation that has very little to do with what your actual consumption may have been.

The Chairman: Dr. Ritter, for my question, let us not use Scotch. Let us use alcohol. Surely, the question that must come to mind is what is the likelihood of a high dosage of alachlor and, if that is your main concern, surely, there are many

[Traduction]

projections concernant le risque varieront énormément. Le principe de l'étalement—et je pense avoir été le premier à employer ce mot au cours des audiences du Comité d'examen de l'alachlore—s'explique de la façon suivante: au cours de l'examen du principe de l'exposition, Monsanto et les autres ont pris la dose à laquelle vous et moi serions exposés au cours d'une journée donnée d'utilisation du produit chimique et ils l'ont étalée sur la durée d'une vie entière.

En termes mathématiques, si vous êtes exposés à une dose d'un milligramme ou d'une once en une journée, nous répartissons cette quantité sur la durée prévue de votre vie. Nous nous sommes basés sur une durée de vie de 70 ans. En termes arithmétiques, cela a pour effet de réduire considérablement les effets de l'exposition durant une journée en les étalant sur la durée d'une vie entière. Selon nous, cette méthode n'est pas valable et nos calculs étaient basés sur l'hypothèse que cette méthode n'a pas été retenue. Des raisons d'ordre scientifique et technique nous ont amenés à conclure que cette méthode est inadéquate et c'est pour des raisons scientifiques et techniques que Monsanto a utilisé la méthode qui lui a permis de tirer ses conclusions concernant l'exposition au produit. Je ne saurais mieux m'exprimer que ne l'a fait le Comité lui-même; je citerai un extrait de son rapport, à la page 62, au paragraphe du bas, à gauche:

Les données disponibles ne permettent pas de résoudre ce problème.

Nous sommes d'accord. En tant qu'organisme de protection de la santé publique, nous avons opté pour une interprétation prudente, étant donné qu'il y avait très peu de désaccord au sujet du risque de cancer lié à l'alachlore et parce qu'il n'y avait aucune donnée qui permette de déterminer quelle est la meilleure méthode d'évaluation du risque. Nous avons opté pour la prudence, et c'est ce qui explique les différences fondamentales entre nos conclusions et celles du Comité.

Le président: S'agirait-il de M. Gunner?

M. Ritter: Je me rendrais bien à votre avis, mais une des analogies que j'ai utilisées pour expliquer le principe de l'étalement est l'alcool. Selon la méthode de l'étalement, si je vous donne une bouteille de scotch et que je répartis la consommation de son contenu de 40 onces sur toute la durée prévue de votre vie, vous n'aurez jamais ingurgité suffisamment de scotch pour devenir ivre. Quarante onces de scotch réparties sur 70 ans, ce n'est pas grand-chose. Toutefois, vous auriez pu consommer cette quantité en une seule journée et dans ce cas vous auriez été complètement ivre.

En tant qu'organisme public, si je devais évaluer l'effet que le scotch aurait sur vous si vous deviez conduire votre voiture, je devrais présumer que vous en avez consommé suffisamment pour être ivre. Je ne pourrais pas présumer que la consommation de 40 onces sera répartie sur toute la durée de votre vie. Une telle application mathématique a fort peu à voir avec votre niveau réel de consommation.

Le président: Monsieur Ritter, pour les fins de ma question, n'utilisons pas l'exemple du scotch, tenons-nous en à l'alcool. La question qui vient à l'esprit concernera la probabilité d'une dose élevée d'alachlore et si c'est là votre principale préoccupa-

[Text]

other things that are on the market today that you can buy in a grocery store that, in very high dosage, may cause great harm. I am not sure whether the harm would be in the nature of a likelihood of causing a malignant tumour, although we may not know. Is this a common test? Is this something that is used frequently or is this a new concept in determining the acceptability of chemicals for licensing, or of foods, or, for that matter, preservatives?

Dr. Ritter: The answer to your latter question is that I am confident that there are things out there that would probably do you harm at a specified dose. Our responsibility, particularly in this setting, is to deal with pesticides. I am sure you can appreciate that whether there are lesser or greater concerns with other products really has no bearing on the concern expressed with regard to toxic chemicals, in this case pesticides.

In terms of the calculation, the dose to which I refer—I am trying not to use phrases like “high” or “low” because they have different meanings to different people: What is a high dose? What is a low dose?—but to put it more succinctly, the dose to which we refer was in the same order of magnitude as the dose which caused a malignant tumour experimentally in animals. So without colouring it by the term “low” or “high,” it is in the same range as the dose which produced a malignant stomach tumour under experimental conditions. For us, that is a dose of some significance.

The Chairman: Just before I go to Senator Barootes, does the intake of a large amount of it have a relationship to the kind of tests you were carrying out, which is an increasing amount in rats over a two-year period?

Dr. Ritter: It is not an increase in rats, senator.

The Chairman: Is it fair, however, to use that kind of thought process, if you will, to make a decision or to have some input into the making of a decision to recommend that alachlor not be licensed? Is that a fair way to look at the situation when that is not, in fact, the basis of the test?

Dr. Ritter: Mr. Chairman, the doses experimentally are not increasing; they are fixed, and the dose which produced a malignant stomach tumour was comparable to the dose to which you and I would be exposed if you were applying alachlor on your farm. In other words, it was very similar. It was not larger in any meaningful way. It was of the same order as the dose to which the rats would have been exposed on a daily basis.

The Chairman: Senator Barootes, I see you have a question. I must tell you that we are almost out of time, so you may not be able to ask questions of Mr. Ormrod today. Perhaps you would proceed with your question, senator, keeping in mind that we must adjourn in a few minutes.

Senator Barootes: Dr. Ritter, this is an interesting explanation that you have given and I do not wish to refute it. However, with respect to the causation of malignant cancers, it is not the one large, sudden dose of which you spoke that does the trick. A large dose of some food substance may poison you,

[Traduction]

tion, alors on trouve certainement dans les épiceries à l'heure actuelle des produits qui, pris en grande quantité, peuvent être très nocifs. Je ne saurais dire à coup sûr s'il y aurait un risque de formation de tumeur maligne, nous ne le savons pas à coup sûr. Est-ce un test fréquemment appliqué? Est-ce une méthode souvent utilisée ou s'agit-il d'un nouveau concept pour évaluer l'acceptabilité de produits chimiques, d'aliments et quant à cela, de préservatifs?

M. Ritter: En réponse à votre dernière question, je puis vous assurer qu'il existe une foule d'autres produits qui, absorbés en certaines quantités, auraient probablement des effets toxiques. Nous nous préoccupons, particulièrement dans ce contexte, des pesticides. Vous comprendrez, j'en suis sûr, que les inquiétudes plus ou moins grandes suscitées par d'autres produits n'ont aucun rapport avec le souci que causent les produits chimiques toxiques, dans le cas qui nous intéresse, les pesticides.

La concentration dont je parlais—j'essaie d'éviter les qualificatifs comme «forte» et «faible», dont le sens varie selon chacun—de manière plus succincte, la dose dont nous parlons est à peu près la même que celle qui cause une tumeur maligne chez les animaux testés en laboratoire. Donc, sans nuancer par des mots comme «forte» ou «faible», elle serait la même que la dose qui produit un cancer de l'estomac, en laboratoire. Pour nous, une telle concentration est élevée.

Le président: Avant de passer au sénateur Barootes, j'aimerais que vous précisiez s'il y a un lien entre cette absorption d'une grande quantité et le genre d'expériences que vous effectuiez, qui consistaient à augmenter progressivement la quantité absorbée par des rats sur une période de deux ans?

M. Ritter: Il n'est pas question d'augmenter la dose des rats, sénateur.

Le président: Est-il juste, toutefois, de suivre le même raisonnement pour recommander l'interdiction de l'alachlore? Est-ce, oui ou non, une façon juste de voir les choses, en dépit de ce que révèle le test?

M. Ritter: Monsieur le président, les concentrations utilisées expérimentalement ne vont pas croissant, elles sont fixes. La dose qui a causé un cancer de l'estomac était comparable à celle à laquelle vous et moi serions exposés si vous répandiez de l'alachlore sur vos terres. En d'autres mots, elle en était très proche. Elle n'était pas beaucoup plus forte, plutôt du même ordre que celle à laquelle auraient été exposés les rats quotidiennement.

Le président: Sénateur Barootes, je vois que vous avez une question. Je dois vous préciser qu'il ne nous reste plus grand temps, de sorte que vous ne pourrez peut-être interroger M. Ormrod aujourd'hui. Demandez tout de même, sénateur, en vous rappelant que nous ajournons dans quelques minutes.

Le sénateur Barootes: Monsieur Ritter, je n'ai pas l'intention de réfuter l'explication intéressante que vous nous avez donnée. Cependant, si l'on cherche la cause des tumeurs malignes, ce n'est pas une exposition soudaine et forte dont il faut s'inquiéter. Une forte dose d'une substance alimentaire quel-

[Text]

but it will not cause a malignant tumour; and we have many proofs of that with respect to humans. I realize that a rat does not have a 70-year lifespan; its lifespan is condensed and therefore you can use it as a good experimental animal.

However we do know, for example, that smoking 100 cigarettes today will not give you lung cancer but that smoking certain dosages or certain numbers, say 10, 20 or 30 cigarettes per day over a period of 10 or 15 years may cause lung cancer. We know that cancer of the lip that occurs in pipe smokers is not caused by smoking a pipe once, or keeping a pipe in your mouth all day long or for a week. That will not give you cancer of the lip, but having that pipe in your mouth consistently over a period of 10, 15 or 20 years may result in a cancer of the lip. In other words, it is the constant irritation, the repeated irritation of a carcinogenic agent that results in the formation of a tumour. Therefore I am not so sure that what you say about the attenuation of the period with respect to one dose is in tune with my understanding of carcinogenic agents acting on a human organ or on an epithelium or whatever. It is the smoke, over a long period of time, crossing your bronchial mucous membranes that results in the bronchogenic carcinoma.

The Chairman: Senator Barootes, I will give Dr. Ritter an opportunity to respond to that briefly, and then we must adjourn.

Senator Barootes: Dr. Ritter, do you agree with that?

Dr. Ritter: No. Firstly, you refer to the constant irritation. The induction of cancer in humans by irritation is only one of several causes. In fact, it is not one which is currently popular. Therefore, I certainly do not accept that the only cause is a constant irritant.

Senator Barootes: If we accept that alachlor is not to be licensed in Canada, will it result in American corn, soybeans and other cereals that have been dosed with alachlor being banned for importation into Canada? Will it result in certain red meats not coming into Canada? In other words, will that restriction on licensing extend in that fashion or will we work out a deal with the U.S.A. similar to the chloromycetin deal with respect to red meats?

The Chairman: Senator Barootes, I really think we must adjourn. Everyone is coming into the room for the next committee hearing.

Senator Barootes: Mr. Chairman, the answer is "yes" or "no".

Dr. Ritter: No.

The Chairman: Do you want to answer the question that briefly?

Dr. Gunner: Mr. Chairman, the tolerances will be established under the Food and Drug Regulations. That will establish regulatory levels which will not permit free access to Canada for products that may have been treated elsewhere. They will have to be in compliance with the regulations with respect to their tolerances for alachlor. Therefore, the answer

[Traduction]

conque peut empoisonner, mais elle ne causerait pas une tumeur maligne: l'espèce humaine nous en fournit d'abondantes preuves. Je me rends compte qu'un rat n'a pas une espérance de vie de 70 ans; il vit à un rythme accéléré et fait donc un excellent cobaye.

Cependant, nous savons, par exemple, que fumer 100 cigarettes en une seule journée ne vous donnera pas le cancer du poumon, mais qu'en fumer un certain nombre, par exemple 10, 20 ou 30 cigarettes par jour durant 10 ou 15 ans est plus dangereux. Ainsi, nous savons que le cancer de la lèvre, chez les fumeurs de pipe, n'est pas causé par le fait d'avoir fumé la pipe une fois, ou d'avoir une pipe à la bouche toute la journée ou pendant une semaine. Ce n'est pas ça qui vous donnera le cancer de la lèvre, mais plutôt d'avoir constamment la pipe à la bouche pendant 10, 15 ou 20 ans. En d'autres mots, c'est l'irritation constante, l'agression répétée d'un agent cancérigène qui entraîne la formation des tumeurs. Donc, je ne suis pas convaincu que l'effet atténué d'une seule dose sur une longue période concorde avec ce que je comprends des produits cancérigènes agissant sur un organe humain ou un épithélium. Le carcinome broncho-pulmonaire est causé par l'irritation des muqueuses bronchiques par la fumée, sur une longue période.

Le président: Sénateur Barootes, je permets à M. Ritter de vous répondre brièvement, puis nous ajournons.

Le sénateur Barootes: Monsieur Ritter, est-vous d'accord avec ce je viens de dire?

M. Ritter: Non. Tout d'abord, vous parlez d'une irritation constante. L'irritation n'est qu'une des nombreuses causes du cancer chez l'homme. En fait, elle n'est pas très courante. Par conséquent, je n'admets certes pas que la seule cause soit une irritation constante.

Le sénateur Barootes: Si nous acceptons que l'alachlore soit interdit au Canada, faudra-t-il interdire aussi l'importation au Canada de maïs, de soja et d'autres céréales en provenance des États-Unis qui ont été aspergés d'alachlore? Cela veut-il dire que certaines viandes rouges ne pourront franchir la frontière? En d'autres mots, ira-t-on jusque là ou arriverons-nous à conclure un accord avec les États-Unis similaire à celui qui est intervenu au sujet de la chloromycétine dans les viandes rouges?

Le président: Sénateur Barootes, nous devons vraiment ajourner. Ceux qui doivent assister à la prochaine audience de comité entrent déjà dans la salle.

Le sénateur Barootes: Monsieur le président, la réponse est-elle «oui» ou «non»?

M. Ritter: Non.

Le président: Tenez-vous vraiment à répondre aussi brièvement à cette question?

M. Gunner: Monsieur le président, les tolérances seront fixées en conformité avec le Règlement sur les aliments et drogues. Ainsi, nous établirons des seuils réglementaires qui interdiront la libre entrée au Canada de produits qui auraient pu être traités ailleurs. Ils devront satisfaire aux exigences du règlement en ce qui concerne l'alachlore. Par conséquent, la

[Text]

to your question, senator, is that there will be regulatory controls to govern that situation.

The Chairman: I am sorry, honourable senators, but I must adjourn the meeting. Thank you very much for attending, gentlemen.

The committee adjourned.

[Traduction]

réponse à votre question, sénateur, est que nous aurons en place des moyens réglementaires de contrôler la situation.

Le président: Je regrette, honorables sénateurs, mais je dois ajourner la séance. Je vous remercie beaucoup de votre présence, messieurs.

La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the Department of Agriculture:

S. Wayne Ormrod, Director General, Pesticides Directorate.

Du ministère de l'Agriculture:

S. Wayne Ormrod, directeur général, Direction des pesticides.

From the Department of National Health and Welfare:

Dr. Saul Gunner, Director General, Food Directorate,
Health Protection Branch;

Dr. Leonard Ritter, Chief, Pesticides Division, Health Protection Branch.

Du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social:

Dr. Saul Gunner, directeur général, Direction des aliments,
Direction générale de la protection de la santé;

Dr. Leonard Ritter, chef, Division des pesticides, Direction générale de la protection de la santé.

CA1
YC 25
- A48

Copyright
Publication



Second Session
Thirty-third Parliament, 1986-87-88

Deuxième session de la
trente-troisième législature, 1986-1987-1988

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

*Proceedings of the Standing
Senate Committee on*

*Délibérations du Comité
sénatorial permanent de*

Agriculture and Forestry

l'Agriculture et des forêts

Chairman:
The Honourable DANIEL HAYS

Président:
L'honorable DANIEL HAYS

Thursday, May 26, 1988

Le jeudi 26 mai 1988

Issue No. 26

Fascicule n° 26

First proceedings on:

Premier fascicule concernant:

Examination of the subject matter of the potentially
disastrous drought in Western Canada

Étude de la question concernant la situation
potentiellement désastreuse de la sécheresse dans
l'Ouest du Canada

APPEARING:

COMPARAÎT:

The Honourable John Wise, P.C., M.P.,
Minister of Agriculture

L'honorable John Wise, c.p., député,
ministre de l'Agriculture

WITNESSES:

TÉMOINS:

(See back cover)

(Voir à l'endos)



STANDING SENATE COMMITTEE ON
AGRICULTURE AND FORESTRY

The Honourable Daniel Hays, *Chairman*

The Honourable E. W. Barootes, *Deputy Chairman*

and

The Honourable Senators:

Argue	Muir
Barootes	*Murray
Bielish	(or Doody)
Fairbairn	Olson
Hays	Phillips
*MacEachen	Riel
(or Frith)	Rossiter
Marchand	Sparrow

**Ex Officio Members*

(Quorum 4)

Changes in the Membership of the Committee:

Pursuant to Rule 66(4), membership of the Committee was amended as follows:

The name of the Honourable Senator Phillips for that of the Honourable Senator Sherwood. (*May 19, 1988*)

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DE
L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS

Président: L'honorable Daniel Hays

Vice-président: L'honorable E. W. Barootes

et

Les honorables sénateurs:

Argue	Muir
Barootes	*Murray
Bielish	(ou Doody)
Fairbairn	Olson
Hays	Phillips
*MacEachen	Riel
(ou Frith)	Rossiter
Marchand	Sparrow

**Membres d'office*

(Quorum 4)

Modifications de la composition du comité:

Conformément à l'article 66(4) du Règlement, la liste des membres du comité est modifiée, ainsi qu'il suit:

Le nom de l'honorable sénateur Phillips substitué à celui de l'honorable sénateur Sherwood. (*le 19 mai 1988*)

ORDER OF REFERENCE

The Honourable Senator Olson, P.C., moved, seconded by the Honourable Senator Molgat:

That the subject matter of the potentially disastrous drought in Western Canada be referred to the Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry

- to assess the magnitude and intensity of the damage;
- to invite witnesses to the committee hearings; and
- to report, with recommendations to the Federal Government, for assisting people adversely affected, especially Farmers and Ranchers.

After debate,
With leave of the Senate and pursuant to Rule 23, the motion was modified to read as follows:—

That the subject matter of the potentially disastrous drought in Western Canada be referred to the Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry

- to assess the magnitude and intensity of the damage;
- to invite witnesses to the Committee hearings;
- to report, with recommendations to the Federal Government, for assisting people adversely affected, especially Farmers and Ranchers; and

That the Committee present its report no later than October 31, 1988.

The question being put on the motion, as modified, it was—
Resolved in the affirmative.

ORDRE DE RENVOI

L'honorable sénateur Olson, c.p., propose, appuyé par l'honorable sénateur Molgat,

Que la question concernant la situation potentiellement désastreuse de la sécheresse dans l'Ouest du Canada soit déferée au Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts afin

- d'évaluer l'étendue et l'importance des dommages;
- d'inviter des témoins aux audiences du Comité; et
- de faire rapport, en formulant des recommandations au gouvernement fédéral, afin d'aider les citoyens qui en sont touchés, notamment les agriculteurs et les éleveurs de bétail.

Après débat,
Avec la permission du Sénat et conformément à l'article 23 du Règlement, la motion est modifiée et se lit comme suit:

Que la question concernant la situation potentiellement désastreuse de la sécheresse dans l'Ouest du Canada soit déferée au Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts afin

- d'évaluer l'étendue et l'importance des dommages;
- d'inviter des témoins aux audiences du Comité;
- de faire rapport, en formulant des recommandations au gouvernement fédéral, afin d'aider les citoyens qui en sont touchés, notamment les agriculteurs et les éleveurs de bétail; et

Que le Comité présente son rapport au plus tard le 31 octobre 1988.

La motion, telle que modifiée, mise aux voix, est adoptée.

Le greffier du Sénat
Charles A. Lussier
Clerk of the Senate

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MAY 26, 1988
(40)

[Text]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met at 3:40 p.m., this day, the Chairman, the Honourable Senator Daniel Hays, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Barootes, Bielish, Fairbairn, Hays, Marchand, Olson and Phillips (7).

Other Senator present: The Honourable Senator Steuart (Prince Albert-Duck Lake) (1).

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Mr. Jean-Denis Fréchette and Mrs. June Dewetering.

Appearing: The Honourable John Wise, P.C., M.P., Minister of Agriculture.

Witnesses:

From Agriculture Canada:

Mr. Rod Bailey, Assistant Deputy Minister, Agriculture Development Branch;

Mr. Bert Lukey, Acting Director General, Prairie Farm Rehabilitation Administration (PFRA);

Mr. George Pearson, Director, Policy and Analysis Service, PFRA.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated Thursday, May 19, 1988, began the examination of the subject matter of the potentially disastrous drought in Western Canada.

The Minister made an opening statement and along with the witnesses answered questions.

The witnesses tabled before the Committee a document entitled "Prairie Provinces Water Supply Conditions Report—Updated to May 9, 1988", prepared by the Prairie Farm Rehabilitation Administration, based on information provided by the Prairie Drought Monitoring Network.

At 4:45 p.m. the Committee continued *in camera*.

ATTEST:

Le greffier suppléant du Comité

Denis Bouffard

Acting Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 26 MAI 1988
(40)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à 15 h 40 sous la présidence de l'honorable sénateur Daniel Hays (président).

Membres du comité présents: Les honorables sénateurs Barootes, Bielish, Fairbairn, Hays, Marchand, Olson et Phillips (7).

Autre sénateur présent: L'honorable sénateur Steuart (Prince Albert-Duck Lake) (1).

Également présents: Du service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: M. Jean-Denis Fréchette et M^{me} June Dewetering.

Comparaît: L'honorable John Wise, c.p., député, ministre de l'Agriculture.

Témoins:

D'Agriculture Canada:

M. Rod Bailey, sous-ministre adjoint, Direction générale du développement agricole;

M. Bert Lukey, directeur général intérimaire, Administration du rétablissement agricole des Prairies (ARAP);

M. George Pearson, directeur, Service de la politique et de l'analyse de l'ARAP.

Conformément à son ordre de renvoi du jeudi 19 mai 1988, le comité entreprend l'étude de la question concernant la situation potentiellement désastreuse de la sécheresse dans l'Ouest du Canada.

Le ministre fait une déclaration préliminaire et, à l'aide des témoins, répond aux questions.

Les témoins déposent auprès du comité un document intitulé: «Rapport sur les conditions d'approvisionnement en eau des provinces des Prairies—dernière mise à jour le 9 mai 1988» et préparé par l'Administration du rétablissement agricole des Prairies à partir de données fournies par le Prairie Drought Monitoring Network.

A 16 h 45 le comité poursuit ses délibérations à huis clos.

ATTESTÉ:

EVIDENCE

Ottawa, Thursday, May 26, 1988

[Text]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met this day at 3.30 p.m. to examine the subject matter of the potentially disastrous drought in western Canada.

Senator Dan Hays (*Chairman*) in the Chair.

The Chairman: Honourable senators, this is our first meeting looking into the drought in western Canada, a special reference given to the committee last week. I am very pleased to welcome to this first meeting the Minister of Agriculture, the Honourable John Wise.

Thank you very much, Mr. Wise, for coming before us on such short notice. We all realize how busy you are, particularly at this time, and particularly with the issue that we are anxious to discuss today. I do not intend to take longer in welcoming you, although there are many things I would like to say at this time.

I understand you have a presentation to make. You have approximately one hour and we will respect that. When you have to leave, please so indicate and we will then continue with the officials if there are questions still to be answered. We would like, if possible, to keep at least half of the hour with you for questions. With that in mind, I will now ask you to proceed.

The Honourable John Wise, P.C., M.P., Minister of Agriculture: Thank you very much, Mr. Chairman and senators. I welcome and appreciate the invitation to appear here today. I am in my sixteenth year in Ottawa. As I look back, there have been many highlights in my years here, but I can assure you that one of the highlights I will never forget was a very pleasant, enlightening experience for me, and that was when I was invited to appear before the entire Senate on the Farm Debt Review legislation. That was an enjoyable two- or three-hour session which I will always recall.

This is my first opportunity to appear before you, so I do have a very brief opening statement, Mr. Chairman and senators, if I might proceed.

I welcome the opportunity to address this committee on the water conditions in western Canada. The government is well aware of the seriousness of the situation and certainly shares this committee's deep concern. We have made very clear, on a number of occasions, the steps that the federal government is taking to deal with this situation. Permit me, Mr. Chairman, to reiterate to the committee our actions until now.

We are monitoring the drought on a daily basis. Committees have been set up with the provinces for many weeks now. In fact, the committees were established in western Canada in the early part of February. A working group within Agriculture

TÉMOIGNAGES

Ottawa, le mardi 26 mai 1988

[Traduction]

Le Comité permanent du Sénat sur l'agriculture et les forêts se réunit aujourd'hui à 15 h 30 pour examiner la question de la sécheresse potentiellement désastreuse dans l'ouest du Canada.

Le sénateur Dan Hays (*président*) occupe le fauteuil.

Le président: Honorables sénateurs, nous nous réunissons pour la première fois afin d'examiner le problème de la sécheresse dans l'ouest du Canada, mandat spécial confié à notre comité la semaine dernière. Il me fait très plaisir d'accueillir à cette première réunion le ministre de l'Agriculture, l'honorable John Wise.

Monsieur Wise, je vous remercie beaucoup d'avoir pu répondre à notre invitation à si bref délai. Nous savons tous combien occupé vous êtes, surtout en ce moment et compte tenu particulièrement de la question que nous sommes impatients d'aborder aujourd'hui. Je n'entend pas éterniser cet accueil, mais j'aurais une foule de choses aimables à vous dire en ce moment.

Je crois comprendre que vous avez une présentation, pour laquelle nous vous donnerons une heure. Lorsque vous devrez quitter, veuillez nous le signaler, nous continuerons avec les fonctionnaires, au cas où il resterait des questions sans réponses. Nous aimerions que si possible, la dernière demi-heure soit réservée à des questions à votre intention. Cela dit, vous avez la parole.

L'honorable John Wise, C.P., député, ministre de l'Agriculture: Merci beaucoup, monsieur le président et messieurs les sénateurs. J'apprécie l'invitation qui m'est fait de témoigner aujourd'hui. J'en suis à ma seizième année à Ottawa. Lorsque je regarde en arrière, je constate qu'il y a eu de nombreux faits saillants au cours des ans, mais je peux vous assurer que l'une des expériences les plus plaisantes et les plus enrichissantes dont je me souviendrai toujours est l'invitation qui m'avait été faite de prendre la parole devant tout le Sénat au sujet de la Loi sur l'examen de l'endettement agricole. Cette séance agréable de deux ou trois heures restera toujours gravée dans ma mémoire.

Comme c'est la première fois que j'ai l'occasion de témoigner devant votre comité, permettez-moi, monsieur le président et messieurs les sénateurs, de commencer par une très brève déclaration.

Il me fait plaisir d'aborder devant votre comité la question des conditions d'irrigation dans l'ouest du Canada. Le gouvernement connaît bien la gravité de la situation et partage sans aucun doute la vive préoccupation de votre comité. Nous avons précisé très clairement à quelques occasions les mesures que le gouvernement fédéral prend actuellement pour faire face à cette situation. Permettez-moi, monsieur le président, de reprendre, pour le bénéfice du comité, les mesures que nous avons mises de l'avant jusqu'à maintenant.

Nous surveillons chaque jour l'évolution de la sécheresse. De concert avec les provinces, nous avons mis sur pied des comités depuis déjà de nombreuses semaines. De fait, les comités ont été créés dans l'ouest du Canada au début de février. Un

[Text]

Canada has been following developments very closely and assessing the adequacy of our present programs.

Members of the committee should be well aware of how hard the Prairie Farm Rehabilitation Administration has been working to meet the current situation. The PFRA operates a Rural Water Development Program which provides technical and financial assistance for water projects, including wells, dugouts and pipelines.

The PFRA annually spends more than \$7 million directly on these, in addition to the extensive technical assistance in helping locate new water supplies.

The PFRA also has soil conservation programs that are helping to deal with a bad situation in regard to soil drifting on the prairies.

You will be hearing more about the overall situation and PFRA's efforts in the slide presentation to follow. I should indicate that it is a very brief presentation, taking probably five or seven minutes.

We announced in British Columbia, on May 20, a joint federal-provincial funding of some \$2 million for development of water supplies. This should be of particular use to cattle producers and the interior irrigation districts.

These additional funds will be made available under the Agri-food Regional Development Agreement with the province.

Committee members will agree that crop insurance plays a big role in minimizing the risk to producers. We made special efforts this year to publicize and to promote that program. Ongoing federal contributions of \$145 million to crop insurance programs in western Canada alone allow producers to buy insurance at less than half of the program's cost.

Following the severe losses from drought in 1984 and 1985, changes were made to the crop insurance program to make it more responsive to such situations. More crops are now insurable and there is better feed and forage insurance. A multi-year disaster benefit has been added.

Crop insurance remains the accepted safety net for crop loss disasters, as recognized by agriculture ministers under the National Agriculture Strategy signed in 1985.

Western producers themselves have told us that it is still too early to talk about additional measures. The whole picture for forage and cereal crops could change with a few good downpours in the right spots. This Minister of Agriculture does not hold out much hope of that happening at this time.

Senator Marchand: Do you dance?

[Traduction]

groupe de travail à Agriculture Canada étudie très attentivement la situation tout en évaluant la pertinence de nos programmes actuels.

Il convient de bien préciser aux membres du comité les efforts intenses déployés par l'Administration du rétablissement agricole des Prairies pour faire face à la situation actuelle. L'ARAP applique un programme d'aménagement hydraulique rural qui fournit une aide financière et technique aux projets d'irrigation, notamment les projets de puits, de canaux et de pipelines.

Chaque année, l'ARAP dépense plus de sept millions de dollars directement à ce genre de projets, outre une aide technique fort importante pour aider à trouver de nouvelles sources d'approvisionnement en eau.

L'ARAP applique également des programmes de préservation des sols qui aident à contrer les effets néfastes de l'érosion éolienne dans les Prairies.

Je vous donnerai de plus amples renseignements sur la situation globale et sur les efforts de l'ARAP dans la présentation de diapositives qui suivra, laquelle ne devrait prendre que cinq ou sept minutes.

En Colombie-Britannique, nous avons annoncé le 27 mai dernier un financement mixte fédéral-provincial de quelques deux millions de dollars pour trouver des sources d'approvisionnement en eau. Cette mesure devrait profiter tout particulièrement aux éleveurs de bétail ainsi qu'aux districts d'irrigation de l'Intérieur.

Ces crédits supplémentaires seront disponibles aux termes de l'Entente auxiliaire sur le développement agro-alimentaire régional conclue avec la province.

Les membres du comité conviendront avec moi que l'assurance-récolte joue un rôle important en réduisant au minimum le risque des producteurs. Nous avons déployé des efforts particuliers cette année pour faire la publicité et la promotion de ce programme. Dans l'ouest du Canada seulement, les contributions fédérales continues de 145 millions de dollars aux programmes d'assurance-récolte permettent aux producteurs de souscrire de l'assurance à moins de la moitié du coût pour le programme.

Suite aux immenses pertes dues à la sécheresse en 1984 et 1985, on a modifié le programme d'assurance-récolte pour mieux faire face à ce genre de situation. Il est maintenant possible d'assurer un plus grand nombre de récoltes et les contrats d'assurance ont été améliorés dans le cas du fourrage et des aliments pour animaux. On a aussi ajouté une prestation en cas de calamité s'étendant sur plus d'une année.

L'assurance-récolte demeure le filet de sécurité accepté à l'égard des pertes de récoltes, comme l'ont reconnu les ministres de l'Agriculture qui ont signé la Stratégie agricole nationale de 1985.

Les producteurs de l'Ouest eux-mêmes nous ont révélé qu'il était encore trop tôt pour examiner d'autres mesures. La situation d'ensemble des cultures fourragères et céréalières pourrait changer avec quelques bonnes averses aux bons endroits. Cependant, je ne suis pas très optimiste que cela se produise.

Le sénateur Marchand: Dansez-vous?

[Text]

Mr. Wise: I will leave that up to you, Senator Marchand. I hope that you will be more successful than I.

Our approach has been to deal systematically with the problems as they arise. We are, of course, being especially vigilant right now to the potential effects on livestock producers.

There is no present evidence of herd sell-offs or marketings above normal. We may be getting very close to that. If rain does not come soon, however, this situation could change. We are very much aware of that.

As members know, I will be meeting with my provincial counterparts in Calgary on Tuesday next, May 31, to discuss our complementary efforts. We will also be consulting with producer groups. In fact, I have insisted that that meeting involve representation from the Canadian cattlemen's industry and other livestock and crop commodity groups.

We are making every effort to ensure that the federal and provincial programs are adequate to deal with the situation as it evolves. Western farmers know that the government has responded in the past and will continue to do so in the future.

So, colleagues, with your consent, we could proceed with the slide presentation. Again, it is brief; it is an up-to-date review of the situation which will give you some indication of the awareness that exists both within the provincial government and the federal government, as well as within the industry, with respect to the conditions in western Canada.

Allow me to introduce Mr. Rod Bailey, Assistant Deputy Minister; Mr. Bert Lukey, who is head of PFRA; and Mr. George Pearson, who is also with us.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Wise. I think the best procedure will be to see the slides now. I understand they will take only 10 minutes at most. They may answer some questions. Please proceed with the slide presentation, and we will then turn to questions.

Mr. Wise: Very well.

The Chairman: Mr. Lukey?

Mr. Bert Lukey, Acting Director General, Prairie Farm Rehabilitation Administration: I might mention, while George is getting ready, that I believe you have in front of you a water supply update. It is something that we prepare periodically in the department. This one is dated May 9, but there is a sheet in the front of it, a synopsis, that is updated until last Saturday. I might say that conditions have not changed substantially since that time. We may not have time to see some of the slides—but they are included in the book and we can make reference to them later on.

Mr. Wise: George, move through as rapidly as possible so that we can get back to the questions.

[Traduction]

M. Wise: Vous avez toute liberté de le faire, sénateur Marchand. J'espère que vous aurez plus de succès que moi.

Nous avons décidé d'aborder les problèmes au fur et à mesure qu'ils se produisent. Bien entendu, nous surveillons très attentivement les effets possibles de la sécheresse sur les éleveurs de bétail.

On n'a pas encore constaté de ventes de troupeaux ni d'autres techniques de commercialisation anormales. Cela pourrait bien se produire très bientôt. Cependant, s'il ne pleut pas d'ici peu de temps, la situation pourrait changer et nous en sommes très conscients.

Comme vous le savez, je rencontre mes homologues provinciaux à Calgary mardi prochain, le 31 mai, pour examiner nos efforts complémentaires. Nous en profiterons aussi pour consulter d'autres groupes de producteurs. En fait, j'ai insisté pour qu'assistent à cette rencontre des représentants de l'industrie des éleveurs de bestiaux et d'autres groupes s'intéressant aux produits de culture et au bétail.

Dans la mesure du possible, nous prenons toutes les mesures pour que les programmes fédéraux et provinciaux puissent répondre à la situation au fur et à mesure que les choses se déroulent. Les agriculteurs de l'Ouest savent que le gouvernement ne les a pas laissés tomber dans le passé et qu'il continuera à le faire.

Chers collègues, si vous n'y voyez pas d'inconvénient, nous passerons aux diapositives. Ce bref exposé de la situation actuelle vous indiquera à quel point le gouvernement fédéral, les provinces ainsi que l'industrie connaissent les conditions qui prévalent dans l'ouest du Canada.

Permettez-moi de vous présenter M. Rod Bailey, sous-ministre adjoint, M. Bert Lukey, directeur de l'ARAP et M. George Pearson qui nous accompagne.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Wise. La meilleure chose à faire serait de passer aux diapositives. Je crois comprendre qu'il n'y en a que pour une dizaine de minutes au plus. Elles pourront peut-être répondre à quelques-unes de nos questions. Je vous saurais gré de présenter vos diapositives, après quoi nous passerons aux questions.

M. Wise: Très bien.

Le président: Monsieur Lukey?

M. Bert Lukey, directeur général par intérim, Administration du rétablissement agricole des Prairies: Pendant que George prépare les diapositives, vous remarquerez, si je ne m'abuse, qu'on vous a remis un document à jour sur les approvisionnements en eau. C'est un document que notre service prépare à intervalles réguliers. Celui-ci est daté du 9 mai mais la première feuille est un synopsis en date de samedi dernier. La situation n'a pas changé pour la peine depuis ce moment-là. Nous n'aurons peut-être pas le temps de voir toutes les diapositives, mais elles figurent dans l'ouvrage et nous pourrions y revenir plus tard.

M. Wise: George, il faudrait passer les diapositives aussi vite que possible afin de pouvoir revenir aux questions.

[Text]

Senator Marchand: Is B.C. covered in this?

Mr. Lukey: It is entitled *Prairie Water Supply Conditions* and this is normally what we put out. There is material on B.C. at the back.

Senator Marchand: All right; fine.

Mr. George Pearson, Director, Policy and Analysis Service, Prairie Farm Rehabilitation Administration: Honourable senators, this slide presentation basically outlines the main risks that we are experiencing this year across the west. They fall into three phases: water supply shortages; potential pasture and forage shortages; and potential crop yield reductions.

Briefly, this is a schematic that illustrates the monitoring response process that has been in place this year to address the situation. There is a fairly wide drought monitoring network involving a number of federal and provincial organizations. They have been providing information to provincial drought committees in each province, and the report to which Mr. Lukey referred to is one of the products of these two groups.

The information and intelligence is provided, of course, to ministers and deputies. Recently there was a federal-provincial coordinating committee established by deputies to address the situation on an ongoing basis. We can come back to this later, if you wish.

To begin with, I will deal with what we call winter precipitation, the precipitation from November 1 to March 31. If we focus on this solid line, it represents 100 per cent of normal. This is 75 per cent of normal, 50 per cent of normal and 25 per cent of normal. As we can see, almost all of the agricultural area of Alberta and southern Saskatchewan has had less than 75 per cent of normal snowfall this winter. This, of course, affected the amount of runoff available to fill on-farm and community water storage facilities.

Senator Barootes: Excuse me, but is that for winter and spring, until the end of March?

Mr. Pearson: We consider that winter extends from November 1 to March 31.

Senator Barootes: If we look at the period before that, there was quite a bad period of low rainfall from August onward, was there not?

Mr. Pearson: Last year; that is correct. Going into the winter last fall, our soil moisture reserves were quite low, reflecting the low level of precipitation during the fall.

Senator Bielish: That diagram does not show it.

Mr. Pearson: That is in addition to what you see here, in terms of winter precipitation. This is the precipitation that we refer to as spring precipitation, April 1 to May 15. The situation has not changed much since May 15.

If we focus on the solid line, that indicates 100 per cent of normal. You can see that it goes up to here (indicating), and

[Traduction]

Le sénateur Marchand: Parle-t-on de la Colombie-Britannique?

M. Lukey: Les diapositives portent sur les conditions d'approvisionnement en eau dans les Prairies, et c'est le genre de matériel que nous produisons habituellement. On parle de la Colombie-Britannique à la fin.

Le sénateur Marchand: Très bien.

M. George Pearson, directeur, Service de la politique et de l'analyse, Administration du rétablissement agricole des Prairies: Honorables sénateurs, cette présentation de diapositives décrit essentiellement les principaux risques auxquels nous faisons face cette année dans la région de l'Ouest. Ces risques s'échelonnent sur trois phases: pénurie des approvisionnements en eau; pénurie possible de pâturage et de fourrage; et réduction possible du rendement des cultures.

En deux mots, il s'agit d'un diagramme qui illustre le processus de surveillance que nous avons mis en place cette année pour faire face à la situation. Il y a un réseau d'observation assez étendu qui regroupe des organismes fédéraux et provinciaux. Ces derniers fournissent de l'information à chaque comité provincial de la sécheresse et le rapport dont fait mention M. Lukey est l'un des produits de ces deux groupes.

Bien entendu, les renseignements sont fournis aux ministres et aux sous-ministres. Dernièrement, les sous-ministres ont mis sur pied un comité fédéral-provincial de coordination pour faire face à la situation de façon continue. Nous pourrions y revenir plus tard, si vous le désirez.

Nous commencerons avec ce que l'on appelle les précipitations hivernales, c'est-à-dire celles qui s'étendent du 1^{er} novembre au 31 mars. Cette ligne pleine représente une normale de 100 p. cent. Voici 75 p. cent de la normale, 50 p. cent de la normale et 25 p. cent de la normale. Comme nous pouvons le constater, presque toute la région agricole de l'Alberta et du sud de la Saskatchewan a reçu moins de 75 p. cent des chutes de neige normales cet hiver. Pour cette raison, l'écoulement des eaux dans les réservoirs des localités et des exploitations agricoles a été moins important.

Le sénateur Barootes: Excusez-moi, mais la période qui se termine à la fin de mars comprend-elle l'hiver et le printemps?

M. Pearson: Pour nos besoins, nous avons établi que l'hiver s'étendait du 1^{er} novembre au 31 mars.

Le sénateur Barootes: Lorsqu'on regarde la période précédente qui commence en août, on voit qu'il y a eu très peu de précipitations, n'est-ce pas?

M. Pearson: Pour l'an dernier, vous avez raison. À l'approche de l'hiver, l'automne dernier, les réserves d'humidité dans le sol étaient très basses, traduisant de ce fait les très faibles précipitations de l'automne.

Le sénateur Bielish: Le diagramme ne l'indique pas.

M. Pearson: Ces précipitations hivernales s'ajoutent à ce que vous voyez ici. Nous avons ici les précipitations printanières qui s'étendent du 1^{er} avril au 15 mai. La situation n'a pas beaucoup changé depuis le 15 mai.

Lorsqu'on examine la ligne pleine, on voit qu'elle indique une normale à 100 p. 100. On peut voir qu'elle monte jusque là

[Text]

through here (indicating), and you will see 75 per cent, 50 per cent and 25 per cent of normal around here (indicating). So you have an area in central western Saskatchewan and much of the agricultural area of Alberta which have experienced less than 25 per cent of normal spring precipitation to date.

The low winter precipitation, of course, has led to low runoff. This is the second spring in a row in which there has been low runoff, so stock reservoirs such as this one were low going into the winter and remained low coming out of the winter. This reservoir normally would be full up to here but, as you can see, it is only about 20 per cent full.

These are slides from this spring from southwestern Saskatchewan. This illustrates a non-farm dugout situation. This would be a new dugout which it was hoped would have been filled this past winter but you can see there was not sufficient snow for that to happen.

This is a community in southwestern Saskatchewan, again a new dugout which has received no water. This particular community has another dugout which will carry it through into the summer but, of course, the residents will be looking for alternative sources before the summer is out.

This map illustrates the extent of water supply shortages. The red area represents the extremely low on-farm and domestic community water supply situation. That is the little area south beyond the orange area here. This area northwest of Edmonton has also experienced low water supplies.

Senator Bielish: That is east.

Mr. Pearson: East, I am sorry. That is correct. Here are two maps that illustrate surface. The first illustrates surface moisture supplies and the next illustrates subsurface moisture supplies to May 9 and is an accumulation of the winter precipitation and the spring precipitation. The orange area represents the driest area, then there is the moisture in the first 6 inches, which is available for germination, and the subsurface moisture, which illustrates poor subsurface moisture conditions again throughout this area. The orange shows fair moisture conditions, and then the moisture in the next 18 inches is available for forage production and for production later on.

The second problem we have experienced this year is wind erosion. The next slide is an example of the type of situation that has been experienced in terms of drifting in the field in southwest Saskatchewan. I want you to understand that this is not widespread; these are not what are commonly called hot spots located throughout parts of southern Saskatchewan which have started drifting and could perhaps represent a million acres.

The next risk is a pasture risk and the potential for shortage in carrying capacity. We are just now moving into the period over the next several weeks where this situation needs to be watched very carefully. The area at risk in terms of pasture conditions represents something like 24 million acres of pasture and 4 million acres of native pasture.

[Traduction]

(indication), en passant par ici (indication), et que les précipitations sont à 75 p. 100, 50 p. 100 et 25 p. 100 de la normale près de cette région (indication). La plus grande partie de la région agricole de l'Alberta et la région du centre-ouest de la Saskatchewan ont donc reçu jusqu'à maintenant moins de 25 p. 100 des précipitations printanières normales.

Bien entendu, les faibles précipitations hivernales ont influé sur le taux d'écoulement de l'eau. Cela fait deux printemps de suite que l'écoulement de l'eau est faible de sorte que les réservoirs, comme celui-ci, étaient bas au début de l'hiver et le sont demeurés jusqu'à la fin de cette période. Habituellement, le niveau de ce réservoir atteindrait cette marque, mais comme on peut le constater, il n'est plein qu'à 20 p. 100.

Voici des diapositives prises ce printemps dans le sud-ouest de la Saskatchewan. Celle-ci illustre un canal non agricole. Nous espérons que ce nouveau canal aurait été rempli l'hiver dernier, mais cela ne s'est pas produit à cause des précipitations insuffisantes de neige.

Voici une collectivité du sud-ouest de la Saskatchewan dont le nouveau canal ne s'est pas empli. Cette collectivité possède un autre canal qui lui permettra de passer l'été, mais il est évident que les résidents chercheront d'autres sources d'approvisionnement avant la fin de l'été.

Cette carte illustre l'ampleur de la pénurie d'approvisionnement en eau. La région en rouge indique un niveau critique des approvisionnements dans les exploitations agricoles et les collectivités. C'est la petite région qui est située au sud, au-delà de la région orange qu'on voit ici. Cette région au nord-ouest d'Edmonton possède également des réserves peu abondantes en eau.

Le sénateur Bielish: C'est l'est.

M. Pearson: Désolé, vous avez raison. Voici deux cartes qui illustrent des données de surface. La première indique le taux d'humidité en surface, la suivante, le taux d'humidité sous la surface jusqu'au 9 mai, laquelle représente l'accumulation des précipitations hivernales et printanières. La région orange représente le territoire le plus sec, puis il y a le taux d'humidité dans les six premiers pouces du sol qui permettent la germination et le très faible taux d'humidité sous la surface, encore une fois pour cette région. La région orange indique une condition d'humidité acceptable, puis le taux d'humidité dans les 18 pouces suivants du sol qui permettent la production de fourrage et d'autres récoltes ultérieures.

Le deuxième problème que nous avons connu cette année est l'érosion éolienne. La diapositive suivante est un exemple de poudroisement du sol dans le sud-ouest de la Saskatchewan. Comprenez bien qu'il ne s'agit pas là d'une situation généralisée; ce ne sont pas ce qu'on appelle les points chauds situés un peu partout dans le sud de la Saskatchewan, que l'érosion a attaqués, et qui représentent peut-être des millions d'acres.

Les pâturages constituent le troisième risque, c'est-à-dire le risque d'une pénurie de pâturages et d'une réduction de la capacité d'accueil. Il faudra surveiller très attentivement la situation au cours des prochaines semaines. La région en question représente quelque 24 millions d'acres de pâturage, dont 4 millions d'acres de pâturage naturel.

[Text]

There is an area in southeastern Manitoba that is also at risk. In this area there was significant precipitation on several occasions during May, and it indicates what could happen if we were to get an inch or 2 inches of rain in the next two or three weeks; the situation throughout here could change quite significantly.

In the forage crop field or hay crop field for winter feed production, this risk of shortage will become evident from mid-June onwards into July. There are options for dealing with hay shortages, but it is premature to become too concerned about the potential for winter feed production; the same applies to cereal crop production. I should say that this slide and the previous one on pastures are from the previous year, 1985. It represents a wheat crop which is drought stressed and is a risk that, without additional precipitation, we could begin to see occurring in June, July and August.

The risk of grasshoppers is there, but not as great this year as it has been in the past several years.

The final slide gives just an overview of the approach or the strategy here, in terms of addressing the situation. It indicates the ongoing regular monitoring that, as was indicated, began in early February, as well as the close federal-provincial liaison and communications. Obviously, it is important to be provide factual and consistent information. The purpose of this report is to try to provide the most up-to-date information on the drought situation. Important, too, are departmental and inter-departmental communications between organizations to outline the framework and policy approach that the minister spoke of. Thank you.

The Chairman: Thank you very much.

Honourable senators, we will now go to questions, and, just to remind you, we have the minister for about 35 minutes. Assuming most of us have a question, it would be helpful if you could confine your time to about five minutes. Senator Olson.

Senator Olson: Thank you, Mr. Chairman. We appreciate your coming, as has already been pointed out, Mr. Minister. My immediate concern—and I try to farm in about the middle of the worst area that was shown on the map—is for the measures that could be taken to save the brood cow herds in the area. As indicated on your map, in the area where there was less than 25 per cent of both winter and spring moisture the grass did not grow at all; it did not turn green at all. It may be just a matter of a few days until some of those areas become critical—in fact, it is critical now. Has your department, in cooperation with provincial departments, done an assessment of where fodder is available that could be moved in? Alternatively, whether or not any grass for grazing is available is there anywhere where some of these brood cows that are absolutely vital to that industry could be moved to?

Mr. Wise: Mr. Chairman, in response to Senator Olson, as I indicated, so far we have been able to respond to the additional

[Traduction]

Il y a aussi une région dans le sud-est du Manitoba qui présente un risque semblable. Cette région a reçu des précipitations importantes à plusieurs reprises au cours du mois de mai, et elle indique ce qui peut survenir s'il tombait un ou deux pouces de pluie au cours des deux ou trois prochaines semaines, puisque la situation partout pourrait changer assez radicalement.

Pour ce qui est des cultures fourragères ou des cultures de foin pour l'alimentation du bétail pendant l'hiver, le risque de pénurie deviendra évident à partir du milieu de juin jusqu'à juillet. Il y a d'autres moyens pour solutionner le problème d'une pénurie de foin, mais il est encore trop tôt pour se préoccuper de la production de fourrage pour l'hiver, tout comme de la production céréalière. Cette diapositive et la précédente sur les pâturages ont été prises l'année précédente, c'est-à-dire en 1985. On y voit une culture de blé attaquée par la sécheresse. C'est un risque qui commence à poindre et qui, s'il n'y a pas d'autres précipitations, pourrait survenir à la fin de juin, en juillet et en août.

Le risque des sauterelles est toujours présent, mais pas autant cette année que dans les années passées.

La dernière diapositive donne un aperçu de l'approche ou de la stratégie mise en place pour aborder la situation. Elle fait état de la surveillance continue qui, comme nous l'avons dit, a commencé au début de février, ainsi que de la liaison et des communications étroites entre le gouvernement fédéral et les provinces. De toute évidence, il est important de fournir des renseignements concrets et cohérents. Le rapport que vous avez en main vise à fournir les renseignements les plus à jour sur la sécheresse. Sont également importantes les communications ministérielles et interministérielles entre vos organismes pour définir le cadre et l'approche politique dont le ministre vous a entretenu. Je vous remercie.

Le président: Merci beaucoup.

Honorables sénateurs, passons maintenant aux questions. Je tiens à vous rappeler que le ministre sera avec nous pour environ 35 minutes. En supposant que la plupart d'entre nous ont une question, il serait utile de ne pas dépasser environ cinq minutes chacun. Sénateur Olson.

Le sénateur Olson: Merci, monsieur le président. Il nous fait plaisir de vous recevoir, monsieur le ministre, comme on l'a déjà souligné. Je me préoccupe d'abord et avant tout des mesures qui auraient pu être prises pour sauver les jeunes troupeaux de vaches dans le centre de la pire région indiquée sur la carte. Comme l'indiquent vos cartes, il n'a poussé aucune végétation dans la région affichant un taux d'humidité hivernale et printanière inférieur à 25 p. 100. La région n'a pas verdi du tout. La situation de certaines régions pourrait devenir critique en quelques jours seulement. En fait, elle l'est déjà. Est-ce que votre ministère, de concert avec les ministères provinciaux, a évalué la situation pour voir s'il est possible d'acheminer du fourrage d'une autre région? J'aimerais aussi savoir s'il y a de la verdure ou des pacages auxquels pourraient s'alimenter ces jeunes vaches dont l'importance est absolument primordiale à l'industrie.

M. Wise: Monsieur le président, en réponse au sénateur Olson, j'ai indiqué que jusqu'à maintenant, nous avons pu

[Text]

requests within budget. However, we are reaching the point where, if there is water which it is feasible to move to dry areas in order to make the best use of it, then I think we are going to have to deal with additional financial resources for that purpose. We are at that point right now.

Following that issue, perhaps we could consider these as phase I and phase II. I have just dealt with phase I. Phase II will be the livestock issue, which involves a number of roles, as you know, and most of which you have pointed out. For instance, farmers will have to decide on their own whether or not to move their cattle from wherever they are to where grazing is available, and that, in itself, is not an easy decision, because there are only a few selected spots you can move them to. Another factor, of course, would be the decision to move feed to the livestock. However, within a matter of a week or maybe even less, the dilemma may be that the farmer will no longer have the choice of either moving of cattle out or moving feed in; he may have to move his cattle to the market, and that brings on a further problem.

The information we have is that in most cases there appear to be adequate supplies of forage that could be moved to where the livestock are.

Senator Olson: There are adequate supplies now?

Mr. Wise: I am told, and I am going to ask my colleagues to correct me if I am wrong, that there appear to be sufficient, adequate supplies for a medium-term period.

Senator Olson: What would that be? Four weeks or so?

Mr. Wise: I would suggest for four to six weeks feed could be moved to where the livestock are.

Senator Olson: How many cattle are we talking about? Are there a million and a half or 2 million?

Mr. Wise: The figure that we are using, and it is a figure that has been supplied to us again by people in the field, is about 2 million.

Senator Barootes: In the risk areas.

Senator Olson: High risk areas?

Mr. Wise: Yes.

Senator Olson: One final question. You talked about another problem, if they are going to market the cattle. Is it because a farmer gets caught in a situation where his capital assets turn into taxable income?

Mr. Wise: That is one problem and the second one, of course—

Senator Olson: Are you considering a solution for that?

Mr. Wise: The second problem would be that, depending on numbers, moving to market an abnormal number of cattle would put pressure on the market, and, consequently, would cause depressed prices. I am very much aware of the representations that have been made by the Canadian Cattlemen's Association. They are not new. I have seen them before, and I

[Traduction]

satisfaire aux demandes supplémentaires sans dépasser le budget. Toutefois, nous sommes rendus au point où s'il y a de l'eau et qu'il soit possible de l'acheminer dans les zones sèches de manière à en faire le meilleur usage, il faudra alors, selon moi, demander d'autres ressources financières. Voilà où nous en sommes.

Comme suite à cette question, peut-être pourrions-nous considérer qu'il s'agit des phases I et II. Je viens de traiter de la phase un. La phase deux concerne le bétail. Comme vous le savez, il y a plusieurs rôles possibles que vous avez pour la plupart soulignés. Par exemple, les agriculteurs devront décider eux-mêmes s'ils transporteront leur bétail aux endroits de pâturage disponibles, ce qui, en soi, n'est pas une décision facile, car il n'y a que très peu d'endroits de ce genre. Un autre facteur, évidemment serait la décision de transporter les aliments vers le bétail. Mais dans un intervalle d'une semaine ou moins, il se peut que l'agriculteur n'ait plus le choix de transporter son bétail ailleurs ou de se procurer des aliments; il pourrait alors devoir vendre son bétail sur le marché, ce qui entraînera un autre problème.

Selon nos renseignements, la plupart des régions semblent posséder des approvisionnements de fourrage qui pourraient être acheminés là où se trouve le bétail.

Le sénateur Olson: Vous dites qu'il y a actuellement des approvisionnements suffisants?

M. Wise: On m'a dit, et mes collègues me corrigeront si je fais erreur, qu'il semble y avoir des approvisionnements suffisants à moyen terme.

Le sénateur Olson: Qu'entendez-vous par là? Quatre semaines environ?

M. Wise: Selon moi, des aliments pourraient être acheminés vers le bétail pour une période de quatre à six semaines.

Le sénateur Olson: De combien de têtes de bétail parlons-nous ici? Est-ce un million et demi ou deux millions?

M. Wise: Le chiffre que nous utilisons, lequel nous a été fourni ici encore par les gens sur place, est d'environ deux millions.

Le sénateur Barootes: Dans les régions à risque?

Le sénateur Olson: Dans les régions à risque élevé?

M. Wise: Oui.

Le sénateur Olson: Une dernière question. Vous parlez d'un autre problème qui pourrait survenir si le bétail est vendu sur le marché. Est-ce parce que l'agriculteur se retrouverait dans une situation où son capital deviendrait un revenu imposable?

M. Wise: C'est le premier problème et le deuxième, bien entendu...

Le sénateur Olson: Étudiez-vous actuellement une solution à ce problème?

M. Wise: Le deuxième problème serait le suivant: Si les agriculteurs vendent un nombre anormalement élevé de bétails, les prix du marché baisseront. Je connais très bien les représentations faites par la Canadian Cattlemen's Association, puisqu'elles ne sont pas nouvelles. Je les ai déjà entendues et sans doute vous aussi, sénateur Olson, lorsque vous occupiez

[Text]

think, Senator Olson, you might have seen them when you occupied my chair. I don't know if those recommendations made sense to you at that point.

Senator Olson: They did then and they do now.

Mr. Wise: They make sense to me now, and, in fact, we have asked the Finance Department to take a more serious look and do a bit of evaluation there as well, because I would almost compare the situation as with that of a livestock man who has had his herd eradicated as a result of a contagious disease. Everything is gone. So it seems to me to make a lot of sense to put those dollars into a separate fund, because as soon as the situation turns around that individual is going to want to get back in business again as fast as he can. I do not know whether we will be any more successful than you were, sir, but it would appear to me to make sense.

Senator Olson: I wish you well.

Senator Marchand: I would like to know a little bit more about British Columbia, Mr. Minister. I have some reports here on the extent of the drought, but perhaps you or Mr. Bailey could give me a little more definition of what the current situation is. I have been on the phone today and I was a few days ago, but I don't have the total picture. I have been talking to farmers who have been selling herds already because of the drought, and also in anticipation of the price going down, among other things. Maybe you could give me a few more words about British Columbia.

Mr. Wise: Mr. Chairman, I will ask Rod Bailey or Mr. Lukey to give further, perhaps more detailed, information with respect to the B.C. situation. I see it as a serious problem, which is developing day after day, and I see it in terms of the region—not necessarily just B.C., but Alberta, Saskatchewan and a couple of spots in Manitoba. I believe that we have perhaps a special problem on the ranges of B.C. simply because of the lack of available water. I will ask my colleagues to make some additional information available

Mr. Lukey: Mr. Chairman, the main problem regarding central British Columbia is that there is a shortage of water for cattle. It was a dry winter. There was a lack of snowfall, and hence a lack of runoff. In April, there was fairly substantial, above-average rainfall, which effectively reduced, and to a large degree eliminated, the problems with the grass growth in the pastures. The remaining problem, however, is that we depend to a great extent on the winter snowfall to run off in spring to collect surface water; and even though you get rains, you do not get these reservoirs filling up. Our information is good with regard to the pasture situation, but there is still a lack of water sources. In some cases, those have been improved by these rainfalls, but there is still a problem in other areas.

I might mention that the second last page in the report does have some figures up until mid-May on the rainfall in British

[Traduction]

mon fauteuil. J'ignore si les recommandations vous semblaient pertinentes à ce moment-là.

Le sénateur Olson: Oui, tout comme aujourd'hui.

M. Wise: Je les trouve sensées à l'heure actuelle. De fait, nous avons demandé au ministère des Finances d'étudier plus sérieusement la situation et de faire une évaluation; j'irais presque à comparer cette situation à celle d'un éleveur qui a perdu son troupeau à la suite d'une maladie contagieuse. Comme il y a perte totale, il me paraît très sensé d'affecter ces crédits dans un fonds distinct, car dès que la situation reviendra à la normale, cet éleveur voudra reprendre le cours de ses affaires aussi vite que possible. Je ne sais trop si nous aurons plus de succès que vous, messieurs, mais la chose me paraît très sensée.

Le sénateur Olson: Je vous souhaite bonne chance.

Le sénateur Marchand: Monsieur le ministre, j'aimerais être renseigné davantage au sujet de la Colombie-Britannique. J'ai ici des rapports décrivant l'étendue de la sécheresse, mais M. Bailey ou vous-même pourriez peut-être me décrire un peu plus en détail la situation actuelle. Les téléphones que j'ai reçus depuis quelques jours ne me donnent pas une image complète de la situation. J'ai parlé à des agriculteurs qui ont déjà vendu des bêtes à cornes à cause de la sécheresse ou en prévision, notamment, d'une baisse des prix. Pouvez-vous me fournir d'autres renseignements sur la Colombie-Britannique?

M. Wise: Monsieur le président, je demanderais à Rod Bailey ou à M. Lukey de donner au sénateur Marchand des renseignements supplémentaires et sans doute plus détaillés au sujet de la Colombie-Britannique. Selon moi, la sécheresse est un problème qui s'aggrave de jour en jour et qui touche une région, pas nécessairement la Colombie-Britannique seulement, mais aussi l'Alberta, la Saskatchewan ou quelques points au Manitoba. Le problème particulier dans les montagnes de la Colombie-Britannique est simplement attribuable à un manque d'eau. Mes collègues pourraient peut-être ajouter quelque chose à cela.

M. Lukey: Monsieur le président, le principal problème dans le centre de la Colombie-Britannique est le manque d'eau pour le bétail. L'hiver a été sec. Il n'y a pas eu de précipitations et, par conséquent, l'écoulement des eaux ne s'est pas produit. Il y a eu en avril des averses assez importantes, supérieures à la moyenne, qui ont effectivement diminué et, dans une large mesure, éliminé les problèmes de croissance de la verdure dans les pâturages. Mais il reste un problème, à savoir que nous dépendons largement des précipitations hivernales afin de pouvoir recueillir l'eau de surface au printemps; même s'il y a eu des précipitations de pluie, on n'a pas pu remplir les réservoirs. Pour ce qui est des pâturages, nos renseignements, sont assez justes, mais il manque encore d'eau; dans certains cas, les pluies ont diminué le problème, bien que d'autres régions éprouvent toujours des difficultés.

Il y a, à l'avant-dernière page du rapport, des chiffres sur les précipitations reçues en Colombie-Britannique jusqu'au milieu

[Text]

Columbia, and you can see that the percentages of rainfall for the period of April 1 to May 6 are anywhere from 130 and 165, up to 288 per cent of normal rainfall during that period.

Senator Marchand: The program you announced in conjunction with the minister from B.C. was welcome to many. I have a copy of the press statement made by the B.C. Cattlemen's Association, and this will help a lot for the current situation. Some of the farmers are very worried about hay crops, for instance. In the last issue of "Beef in B.C.", one rancher is singled out as saying that he is not optimistic about 1988. He feels that no matter how much rain falls in the months of May or June, water is still going to be a problem in his area, which is just outside of Kamloops. He feels that his biggest problem is not having enough water for irrigation. I presume, Mr. Wise, that you are monitoring that situation and will do something to help these ranchers later on. In 1987, this rancher had a serious drought on his property and harvested only 10 per cent of the normal hay crop. This situation has been going on for some time. Perhaps you could comment upon whether you will be able to help these ranchers out.

Mr. Wise: I think the message we have been wanting to send out—and we have probably had greater degrees of success in some areas than in others—is that we recognize the seriousness of this situation. We had a similar one, although it did not develop beyond the livestock aspect, in 1984. This government responded and spent something in the neighbourhood of \$40 million to \$50 million. Another situation developed in 1985, which had greater ramifications, I suppose, because it moved from livestock to crop losses. Working with the provinces and the producer groups, we provided assistance in 1985 to the extent of approximately \$150 million.

I was just looking at the situation last weekend when I was home on the farm, trying to run myself through what happened. If this develops, following logic and common sense, we would first move water through pumps and pipes; then there would be the movement of livestock. We would have to deal with the herd sell-down. We would have to deal with herd movement and with forage movement; we would have to make some adjustments in crop insurance; we would have to work in the interests of good soil conservation, and then we would probably have to base the bottom line, as far as losses are concerned, upon crop losses. Everybody wants to know how much this is going to cost, and the fact is that we really do not know, but we are quite prepared to meet our responsibilities and obligations. We are going to have to deal with all of these various phases if we do not get a good rainfall. I cannot tell anybody what the bottom line is going to be. If the drought develops, we will have to put in place a costly program, but we are going to have to be there.

The livestock industry is important to the nation, as is the grain industry. A lot of economic activity is generated through the agrifood industry. In fact, the food sector is the largest sin-

[Traduction]

de mai; on remarque que les pourcentages de précipitations pour la période qui va du mois d'avril au 6 mai s'échelonnent entre 130 et 165 p. 100, jusqu'à 288 p. 100 des précipitations normales au cours de cette période.

Le sénateur Marchand: Le programme que vous avez annoncé de concert avec le ministre de la Colombie-Britannique a été bien reçu par beaucoup de gens et aidera grandement à résoudre la situation actuelle. J'ai en main une copie du communiqué présenté par la B.C. Cattlemen's Association, qui nous indique que certains des agriculteurs s'inquiètent beaucoup, par exemple des récoltes de foin. Le dernier numéro de la revue «Beef in B.C.» signale le cas d'un grand éleveur qui ne manifeste aucun optimisme pour 1988. Selon lui, peu importe les précipitations qui tomberont au mois de mai ou juin, sa région, située tout juste à l'extérieur de Kamloops, continuera toujours d'éprouver des problèmes d'eau. À son avis, le problème le plus ardu est de ne pas avoir assez d'eau pour l'irrigation. Je suppose, M. Wise, que vous observez cette situation et que vous ferez quelque chose pour venir en aide plus tard à ces grands éleveurs. En 1987, cet éleveur a connu une grave sécheresse sur ses terres dont il n'a pu récolter que 10 p. 100 de la culture habituelle de foin. Cette situation dure depuis quelque temps déjà. Peut-être aimeriez vous commenter les mesures que vous pourriez prendre pour aider ces grands éleveurs.

M. Wise: Le message que nous avons voulu diffuser—ce que nous avons fait avec plus ou moins de succès dans les régions—est que nous admettons la gravité de la situation. En 1984, nous avons fait face à une situation du même genre, bien qu'elle ait touché uniquement le bétail. Notre gouvernement avait alors pris ses responsabilités en dépensant entre 40 millions et 50 millions de dollars. Une autre situation est survenue en 1985, mais celle-ci a eu, je suppose, des ramifications plus importantes puisqu'elle a touché à la fois le bétail et les récoltes. Travaillant de concert avec les provinces et les groupes de producteurs, nous avons dispensé cette année-là une aide de près de 150 millions de dollars.

En fin de semaine dernière, j'étais à ma ferme et j'essayais d'examiner tous les événements qui étaient arrivés. Si la situation s'aggrave, il faudra d'abord, si l'on fait preuve de logique et de bon sens, acheminer l'eau par des pompes et des canalisations pour ensuite conduire le bétail vers les pâturages. Il faudra aussi aborder le problème de la vente des troupeaux. Nous aurons aussi à régler la question du déplacement des troupeaux et de la distribution des fourrages; il faudra apporter des ajustements à l'assurance-récolte, prendre des mesures pour préserver les sols pour ensuite répartir les fonds en fonction des pertes de récoltes. Tout le monde veut savoir combien cela coûtera; en réalité, nous ne le savons pas, mais nous sommes bien disposés à assumer nos responsabilités et nos obligations. Il nous faudra aborder toutes ces étapes si nous n'obtenons pas de bonnes précipitations. Je ne peux dire à personne ce qu'il en coûtera à la fin. Si la sécheresse s'aggrave, nous devons mettre en place un programme coûteux, et nous devons assurer notre présence sur place.

L'industrie du bétail, tout comme l'industrie céréalière, a un rôle important à jouer au pays. Une bonne part de l'activité économique découle de l'industrie agro-alimentaire. De fait,

[Text]

gle employer in Canada, so we are not backing off at all. We have spoken quite openly about various stages and phases we will have to deal with. We have timeframes in which these things are going to develop. Senator Olson has raised the issue of livestock, and this involves an overlap between phase one and phase two. We have almost completed our timeframe on phase one.

Senator Barootes: Just to put this into perspective as to the immediate requirements, will you accept, sir, that the Honourable John Wise cannot make it rain?

Mr. Wise: Perhaps if I had a little help from my friends I could.

Senator Steuart (Prince Albert-Duck Lake): He hasn't made it rain in Kamloops for 40 years!

Senator Barootes: So far as grain and cereal crops are concerned, we have not lost one crop yet. But there is nothing we can do immediately about that, is there?

Mr. Wise: That is correct.

Senator Barootes: We are concerned about the livestock. I hope you will agree with me that because we have received conflicting reports—it is death and destruction on the one side, and, depending upon where the farmer is located, that is not the case at all on the other side. There has been flooding on the east border of Saskatchewan, for example; am I correct in that?

Mr. Wise: Yes.

Senator Barootes: It is a little variable, but we do accept that the situation is urgent. It may not be critical in every area, but it is urgent at present. Indeed, as time goes on it may reach a more critical level.

I know that questions have been answered about livestock and you have talked about moving cattle and moving feed to cattle. You have talked about the consequences of flooding the market with the sale of cattle, which results in a drop in price, and you have talked about the tax situation. But there is one other area on which I would like to ask questions—and perhaps the PFRA can help us in this regard—which is that you can bring the feed to the cow and you can bring the cow to the feed, but you also have to have water. You saw some empty dugouts a year or so ago and I have seen quite a few of them that just have no water. Where is the PFRA situated with respect to remedying this situation? Are you thinking of bringing in pumps, pipes, trucks or other things? Perhaps the provincial governments are coordinating efforts to get water to those areas so that you may be able to save some of these brood herds and keep the price from dropping to 48 cents per pound again. Could you elaborate on that, sir?

Mr. Wise: Senator Barootes has a pretty good handle on the situation. Just let me say that I think we have reached our limit with the total and full utilization of the assisting equip-

[Traduction]

étant donné que le secteur alimentaire est le plus important employeur au Canada, nous ne reculerons aucunement devant les mesures à prendre. Nous avons parlé très ouvertement des diverses étapes et phrase que nous aborderons. Nous avons établi des calendriers et des échéances pour chacune. Le sénateur Olson a soulevé la question du bétail, laquelle fait chevaucher la phase I et la phase II. Nous avons presque terminé le calendrier de la phase I.

Le sénateur Barootes: Simplement pour mettre les exigences immédiates en perspective, admettez-vous, monsieur, que l'honorable John Wise n'a pas la capacité de déclencher la pluie?

Mr. Wise: Je serais peut-être capable si j'avais un peu d'aide de mes amis.

Le sénateur Steuart (Prince Albert-Duck Lake): Il n'a pas réussi à faire tomber une goutte à Kamloops depuis 40 ans!

Le sénateur Barootes: Pour ce qui est des cultures céréalières, nous n'en avons perdu aucune jusqu'à maintenant. Mais il n'y a rien que nous puissions faire immédiatement à ce sujet, n'est-ce pas?

Mr. Wise: C'est exact.

Le sénateur Barootes: Le bétail nous préoccupe. J'espère que vous conviendrez avec moi que nous avons reçu des rapports contradictoires: selon l'endroit où se situent les agriculteurs, c'est la mort et la destruction tandis que de l'autre côté, la situation est tout-à-fait différente. Par exemple, on a rapporté des inondations sur la frontière est de la Saskatchewan, n'est-ce pas?

Mr. Wise: Vous avez raison.

Le sénateur Barootes: C'est une variable insignifiante, mais nous admettons que la situation est urgente. Elle n'est peut-être pas critique partout, mais il est urgent que nous soyons présents. De fait, la situation pourra atteindre un niveau plus critique à mesure que le temps s'écoulera.

Je sais qu'on a répondu à des questions au sujet du bétail et que vous-même avez parlé de déplacer des bestiaux et de leur acheminer des aliments. Vous avez indiqué que des ventes excessives de bétail feraient baisser les prix et vous avez aussi parlé de la situation fiscale. Il reste cependant un autre domaine sur lequel j'aimerais poser quelques questions—et peut-être que l'ARAP pourra nous aider à cet égard. S'il est vrai que vous pouvez acheminer des aliments aux vaches et que vous pouvez aussi faire l'inverse, il faut quand même avoir de l'eau. Il y a à peu près un an, vous avez constaté que certains canaux étaient vides et j'en ai vu pas mal moi aussi dans le même genre. Que fait l'ARAP pour remédier à cette situation? Songez-vous à fournir des pompes, des canalisations, des camions ou autres choses du genre? Les gouvernements provinciaux sont peut-être en train de coordonner les efforts pour approvisionner ces régions en eau de sorte que vous puissiez sauver quelques-uns de ces jeunes troupeaux et prévenir à nouveau une baisse des prix à 48 cents la livre. Quel est votre opinion la-dessus, monsieur?

Mr. Wise: Le sénateur Barootes a la situation bien en main. Permettez-moi seulement de vous dire que nous avons atteint notre limite pour ce qui est de l'utilisation totale et complète

[Text]

ment. If we were told that water was available and that it could be moved from where it is now to where it should be, then I think we could almost immediately make available the additional dollars so that pumps, pipes and trucks could be made available point with respect to that.

Senator Barootes has raised an important matter, because it touches on the situation in Senator Marchand's area, for example, which has had adequate rains for pasture growth but inadequate water supplies. What is the use of spending \$5 million in additional pumping equipment if we have no water to pump?

Senator Barootes: On the subject of trying to find water, there are many good books on the market. I have brought one along with me—it is a study carried out by the province of Alberta. I do not think most of our farming community is aware of the water in the aquifers that, at this time, we might be able to tap. Have we been misled in this respect? A few wells might be able to solve the problems in some of these tougher areas.

Mr. Wise: Mr. Chairman, I will let Mr. Lukey respond to that question. Before asking him to do so, however, the other point we should make is that additional dollars and equipment could be utilized for greater activity in well digging. There has been a lot of interest in that area, and that has really used up a lot of the existing funds under the normal PFRA budget.

Mr. Lukey: In direct response to your question, Senator Barootes, our normal approach to groundwater situations is to provide a grant and some technical assistance to the farmer to find groundwater. The way it is arranged is that he can come in and talk to our people or he can find a well driller and apply for a grant and technical assistance. We will then go and help him if we know that he is looking for water.

It is certainly true that there are groundwater supplies. As you know, they are not that plentiful in Saskatchewan. Some of the deeper groundwater supplies are of such poor quality that they are not useable. That is one of the constraints we have.

Senator Fairbairn: My questions have a repetitious nature about them, and I would like to deal primarily with livestock.

You have talked about being on alert. In your statement you have said that there is no present evidence of herd sell-offs or marketing above normal. In some areas—and I am thinking of my area in particular—we are probably on the edge of that happening.

Mr. Wise: I agree with you.

Senator Fairbairn: This weekend there are notices out for cow-calf sales and that kind of thing. The signal you can give is absolutely vital.

[Traduction]

du matériel de secours. Si nous apprenions qu'il y avait de l'eau et qu'elle pouvait être acheminée là où elle pourrait servir, nous pourrions débloquer presque aussitôt les crédits supplémentaires qui seraient nécessaires pour fournir des pompes, des canalisations et des camions à cette fin. Nous sommes, comme on pourrait dire, sur un pied d'alerte à ce sujet.

Le sénateur Barootes a soulevé une question importante parce qu'elle touche à la situation qui existe dans la région du sénateur Marchand, laquelle, par exemple, a reçu suffisamment de pluie pour faire pousser les pâturages mais dont les approvisionnements en eau sont insuffisants. A quoi servirait-il de dépenser 5 millions de dollars en matériel de pompage supplémentaire s'il n'y a pas d'eau à pomper?

Le sénateur Barootes: Il y a sur le marché une foule de bons livres qui expliquent des méthodes pour trouver de l'eau. J'en ai un avec moi, c'est une étude effectuée par la province d'Alberta. Selon moi, la plupart de nos agriculteurs ne savent pas qu'il y a des nappes aquifères auxquelles nous pourrions peut-être nous alimenter. Avons-nous été trompés à cet égard? Quelques puits pourraient peut-être résoudre les problèmes dans quelques-unes des régions les plus touchées.

M. Wise: Monsieur le président, je vais laisser M. Lukey répondre à cette question. Avant de lui donner la parole, il convient de souligner que nous pourrions utiliser du matériel et des crédits supplémentaires pour creuser d'autres puits. Cette question a soulevé beaucoup d'intérêt et elle a englouti effectivement une bonne part des fonds du budget régulier de l'ARAP.

M. Lukey: Pour répondre directement à votre question sur les nappes aquifères, sénateur Barootes, notre méthode habituelle est de fournir une subvention et une certaine aide technique aux agriculteurs pour trouver de l'eau souterraine. Celui-ci a le choix de venir nous exposer ses idées ou de trouver un creuseur de puits pour ensuite nous demander une aide technique et une subvention. Nous lui accorderons notre aide si nous savons qu'il cherche de l'eau.

Il ne fait pas de doute qu'il y a des réserves d'eau souterraines. Comme vous le savez, elles ne sont pas très abondantes en Saskatchewan. Quelques-unes des nappes aquifères les plus enfouies dans le sol sont tellement de mauvaise qualité qu'elles ne peuvent être utilisées. C'est là une des contraintes à laquelle nous faisons face.

Le sénateur Fairbairn: Mes questions sont quelque peu répétitives et j'aimerais aborder en premier lieu la question du bétail.

Vous avez dit être sur un pied d'alerte. Vous avez également affirmé que rien ne laissait croire à une vente de troupeaux ou à des pratiques commerciales anormales. Dans quelques régions, et je fais surtout référence à la mienne, la situation surviendra probablement très bientôt.

M. Wise: J'en conviens.

Le sénateur Fairbairn: On a affiché en fin de semaine des avis de vente de veaux et de vaches et d'autres animaux du même genre. L'attitude que vous pouvez avoir est absolument primordiale.

[Text]

When you are talking about phase two for livestock, I presume that one of the options you would seriously be considering would be generous transportation assistance to move feed to the areas where there is a problem. I would like you to elaborate on that.

My second question is this: In terms of the crops seeded last fall, which some of our farmers say are, for all intents and purposes, gone now, is there machinery readily available to provide quick assessment—in terms of assessment on their insurance—that would enable farmers to move cattle into those fields?

Mr. Wise: Senator Fairbairn has touched on three very important areas. I have no disagreement with her whatsoever. With respect to the timing, I indicated that we are now at the end of that period, and we are now on alert. With reference to phase two, which deals with livestock and forage, we will have to move in as soon as we get the message from the farm community.

Some of the components are: supplementary feeding on pastures, moving cattle to pastures in the north, PFRA pastures in Manitoba, crown lands or cereal crops, selling or reducing herd numbers.

I am under the impression—Mr. Bailey can correct me if I am wrong—that we do have sufficient people in the field to do a quick assessment, the assessment that would be required if we changed the regulations with respect to crop insurance. We asked that question a couple of days ago, and we received a positive answer at that time. I am suggesting that things have not really changed much since that point.

Senator Fairbairn: You will not know until your meeting on Tuesday in Calgary, but you have said that you are looking for a signal from the farm community indicating it is time to implement phase two.

Mr. Wise: Yes and no. Many farmers have not really come to the decision as to what they should do. Should they move livestock from where they are to somewhere else? What is the cost? Is it better to see if they can actually secure additional forage and keep the cattle in one place for awhile? They look at some of the forage that is growing out there now. It is not much, but will they opt for that option and say, first, if the drought continues, it will not develop into a cereal crop worth harvesting; and, secondly, it will not develop into a hay crop worth harvesting? So maybe they should not do either one of the two previous options, but maybe they should now turn those cattle into the fields. Maybe—just maybe—it would carry them for a week, two weeks, or a month, and maybe—with your fingers crossed—the skies will open up. They will not only have use of that forage crop now for pasture, but, if they have a little bit of luck and Mother Nature on their side, then, before the end of the season, they may actually harvest a half decent hay crop.

[Traduction]

Lorsque vous parlez de la phase II concernant le bétail, je suppose que l'une des options que vous examineriez sérieusement serait d'accorder une généreuse aide financière pour aider à transporter les aliments là où ils seraient requis. Pouvez-vous nous donner d'autres détails à ce sujet?

Voici ma deuxième question: en ce qui concerne les cultures ensemencées à l'automne dernier, que certains de nos agriculteurs estiment, à toutes fins pratiques, perdues, y a-t-il des machines qu'on pourrait utiliser sans délai pour fournir une évaluation rapide, c'est-à-dire une évaluation de l'assurance, qui permettrait aux agriculteurs d'amener du bétail dans ces champs?

M. Wise: Le sénateur Fairbairn a abordé trois domaines très importants. Je suis d'accord avec elle sur tous les points. Pour ce qui est du calendrier des mesures à prendre, je lui ai indiqué que nous achevions cette période et que nous étions actuellement sur un pied d'alerte. Pour ce qui est de la phase II, qui concerne le bétail et le fourrage, nous devons prendre des mesures dès que nous le demandera la communauté agricole.

Voici quelques-uns des éléments: aliments supplémentaires sur les pâturages, déplacement de bétail vers les pâturages du Nord, pâturages de l'ARAP au Manitoba, terres de la Couronne ou cultures céréalières, vente ou diminution du nombre de bestiaux.

J'ai l'impression—M. Bailey pourra me corriger si je fais erreur—que nous avons suffisamment de gens sur place pour procéder à une évaluation rapide, le genre d'évaluation qui sera nécessaire si nous modifions les règlements de l'assurance-récolte. Nous avons posé cette question il y a quelques jours et nous avons reçu à cet égard une réponse positive. Selon moi, les choses n'ont pas vraiment bougé beaucoup depuis ce moment-là.

Le sénateur Fairbairn: Vous ne le saurez pas tant que vous n'aurez pas eu votre réunion mardi à Calgary, mais vous avez dit que vous attendiez que la communauté agricole vous indique le moment de mettre en œuvre la phase II.

M. Wise: Oui et non. Bon nombre d'agriculteurs n'ont pas encore décidé ce qu'ils allaient faire. Devraient-ils transporter leur bétail ailleurs? Quel est le coût de l'opération? Est-il mieux de voir s'il ne serait pas possible d'obtenir du fourrage supplémentaire et de conserver le bétail à un endroit pendant un certain temps? Ils examinent actuellement quelques-uns des pâturages qui poussent là-bas. Ce n'est pas beaucoup, mais choisiront-ils cette option en se disant, en premier lieu, que si la sécheresse continue, elle ne permettra pas de récolter les cultures céréalières et, en second lieu, elle ne permettra pas non plus de récolter les cultures de foin. Par conséquent, peut-être feraient-ils mieux de ne choisir ni l'une ni l'autre de ces deux options et à la place d'amener leur bétail sans tarder dans les champs. Peut-être, et seulement peut-être, cela leur permettrait-il de survivre une semaine, deux semaines ou un mois, et peut-être, si nous espérons bien fort, les cioux s'ouvriront enfin. Non seulement pourront-ils utiliser maintenant cette culture fourragère pour le pâturage, mais s'ils sont le moins chanceux et que mère nature est de leur côté, ils pourraient

[Text]

These are things that farmers are now deciding. Some of them in Senator Olson's area, which is in the heart of the drought, will make those decisions earlier than others. I am sure that at the moment some of them have already made those decisions. Those decisions should be made by farmers themselves. If the decision of a farmer today is to move his cattle, and if we do go into phase two, certainly there will be retroactivity. There will be an acknowledgement that the individual would be eligible for compensation for either movement of cattle out or feed in. It will have to have some retroactivity to it.

Senator Phillips: Part of the function of this committee is to make recommendations to the Senate. This is not the first drought situation in western Canada. There have been previous programs to assist farmers due to drought.

I would like to ask the minister which programs, in the opinion of the department, have been most successful in the past? I ask that specifically, bearing in mind that this committee will be making recommendations.

Mr. Wise: Before I go on to answer your question, Senator Phillips, I have been reminded by Mr. Bailey that the provinces already have a hay and pasture listing service. That is a sort of "hot-line", matching supplies with need.

Senator Phillips, the best way for me to answer your question would be to take these factors into consideration and then develop it into a per head payment on the livestock aspect. Taking the crop aspects of it into consideration, the bottom line there would be a per acreage payment. So it would be a per head payment and a per acre payment.

Senator Phillips: I am thinking of the problem of transporting water. Someone may have to transport it five miles, and others may have to transport it 25 miles. Perhaps the minister could explain why he prefers a per head payment as opposed to a lumpsum payment?

Mr. Wise: When I thought of the per head payment, I really had not thought of the movement of water.

Senator Phillips: Water or feed.

Mr. Wise: It would have to be taken into consideration. Again, we will rely on the information and recommendations that we have from our working committees. At some point it becomes uneconomical and infeasible. So you would have to give the greatest benefit of doubt to the producer, because in his or her particular location that may be his or her only option. I suppose some limits would have to be put on it. You try to bend over backwards to go to the extent—whether or not you want to call it extreme—and it could be cost-shared or up to a certain financial limit.

[Traduction]

bien, avant la fin de la saison, récolter effectivement une demi-culture décente de foin.

Voilà le genre de choses que les agriculteurs examinent à l'heure actuelle. Quelques-uns d'entre eux qui se trouvent dans la région du sénateur Olson, qui est au cœur de la sécheresse, prendront leurs décisions avant les autres. Je suis certain qu'au moment où nous nous parlons, quelques-uns d'entre eux ont déjà pris ce genre de décision. Ces décisions doivent être prises par les agriculteurs eux-mêmes. Si un agriculteur décide aujourd'hui de déplacer son bétail et si nous mettons effectivement en œuvre la phase II, il ne fait aucun doute que la mesure sera rétroactive. On reconnaîtra que l'agriculteur est admissible à un dédommagement pour avoir déplacé son bétail ou pour avoir commandé des aliments pour celui-ci. Il faudra que les mesures de la phase II comportent un caractère rétroactif.

Le sénateur Phillips: L'une des fonctions de notre comité est de présenter des recommandations au Sénat. Ce n'est pas la première fois qu'il y a une sécheresse dans l'ouest du Canada. Il y a déjà eu des programmes d'aide aux agriculteurs à cause de la sécheresse.

J'aimerais que le ministre m'indique les programmes qui, à son avis, ont le mieux fonctionné dans son ministère à cet égard. Je pose cette question en sachant pertinemment que notre comité présentera des recommandations.

M. Wise: Avant de répondre à votre question, sénateur Phillips, M. Bailey vient de me rappeler que les provinces offrent déjà un service d'inscription pour le pâturage et le foin. Il s'agit en quelque sorte d'une ligne d'urgence dont le but est de mettre en rapprochement les approvisionnements et les besoins.

La meilleure façon de répondre à votre question, sénateur Phillips, consisterait à examiner ce facteur pour ensuite calculer un paiement par tête de bétail. Si l'on tient compte des cultures, il faudrait alors verser un paiement à l'acre. Il y aurait donc un paiement par tête et un paiement par tête et un paiement à l'acre.

Le sénateur Phillips: Je pense aux problèmes du transport de l'eau. Il pourrait être nécessaire de la transporter sur une distance de cinq milles dans un cas et de 25 milles dans un autre. Le ministre pourrait-il me dire pourquoi il préfère un paiement par tête plutôt qu'une somme forfaitaire?

M. Wise: Lorsque je parlais du paiement par tête, je n'avais réellement pas tenu compte du transport de l'eau.

Le sénateur Phillips: De l'eau ou des aliments pour animaux.

M. Wise: Il faudrait examiner la chose. Ici encore, nous tiendrons compte des renseignements et des recommandations de nos comités de travail. À un certain point, cela devient non rentable et impossible à faire. Il faudrait donc donner le bénéfice du doute aux producteurs, car cela pourrait être la seule option qui s'offre à eux là où ils se trouvent. Je suppose qu'il faudrait imposer certaines limites. On essaie d'aider le plus possible les gens, peu importe qu'on appelle cela une situation extrême ou non, mais il serait possible de faire partager les

[Text]

Senator Phillips: In other words, if you have to transport water 25 miles, it is up to you to decide whether you will move the herd to the water or the water to the herd.

Mr. Wise: Yes.

Senator Steuart (Prince Albert-Duck Lake): My question was answered when you said there was not yet evidence of people starting to move cattle to market in any great numbers.

Mr. Wise: But we are getting close to that. I think you could go out and look at the records and argue that, "Yes there is;" and you could probably put forth an equal argument to the effect that, "No, there is not."

Senator Steuart (Prince Albert-Duck Lake): But are you sending out—and if you are, as I hope you will be, will it be in cooperation with the provinces—the strongest possible public signal so that there will not be panic? If it starts, and the price starts to drop, we could get a panic situation.

Mr. Wise: That's right.

Senator Steuart (Prince Albert-Duck Lake): A strong signal could probably slow that down or perhaps even stop it.

Mr. Wise: You are right. I have been warning colleagues in the cabinet about it. I thought we would be into stage two three weeks ago and stage three today. I have had a tendency to be somewhat more panicky than what the—

Senator Barootes: That is the way you should be, as a Minister of Agriculture.

Senator Olson: Better than avoidance.'

Mr. Wise: Even in talking to some of the livestock people within the last 48 hours, the message we got from four or five of those people out there—and they have been reliable people as far as advice is concerned—is that the situation is tight, but that the worst thing we could do is panic at the moment.

I think that your colleague, Senator Olson, raised this important part too, namely, that we should not panic, but that we should do everything possible so that there is not an abnormal sell-down in the cow herd. Our biggest fear in 1984 was that the payments went to the livestock people, and it was repeated in 1985. But we should not be encouraging, or anything of that nature. All the programs should be to encourage as many brood cows to remain out there, I agree.

The Chairman: Mr. Minister, it is 4.30, and that was the time you said you had to go. However, I did not have a chance to ask a question. Will you take one more question?

Mr. Wise: I will give you better than that, I will be happy to take two questions from the Chair.

The Chairman: I will ask just one.

[Traduction]

coûts de cette mesure ou de fixer une certaine limite financière.

Le sénateur Phillips: En d'autres termes, s'il faut acheminer l'eau sur une distance de 25 milles, c'est vous qui aurez à décider s'il faut déplacer le troupeau vers la source d'approvisionnement, ou vice versa.

M. Wise: C'est cela.

Le sénateur Steuart (Prince Albert-Duck Lake): Vous avez répondu à ma question lorsque vous avez indiqué que rien encore ne laissait croire que les gens avaient décidé de vendre une partie importante de leur troupeau sur le marché.

M. Wise: Mais cette question est très près de survenir. À mon avis, on pourrait examiner les documents du marché et prétendre tout aussi légitimement que la situation existe ou n'existe pas.

Le sénateur Steuart (Prince Albert-Duck Lake): Mais prenez-vous actuellement toutes les mesures qui s'imposent—et si vous le faites, comme j'espère que c'est le cas, sollicitez-vous la collaboration des provinces—afin de ne pas susciter de panique dans le public? Si les agriculteurs commencent à vendre et que le prix baissent, la panique pourrait s'installer.

M. Wise: Je suis d'accord.

Le sénateur Steuart (Prince Albert-Duck Lake): Une mesure ferme de votre part pourrait probablement ralentir ou même stopper cette tendance.

M. Wise: Vous avez raison. J'ai d'ailleurs prévenu mes collègues au Cabinet de la chose. Je croyais que nous aurions commencé la phase deux il y a trois semaines et la phase trois, aujourd'hui. J'ai eu tendance à être plus craintif que d'autres.

Le sénateur Barootes: Voilà comment devrait se comporter un ministre de l'Agriculture.

Le sénateur Olson: C'est mieux que d'éviter la situation!

M. Wise: Même après avoir parlé à quelques-uns des éleveurs depuis 48 heures, le message que nous avons obtenu de quatre ou cinq de ces éleveurs—et jusqu'ici ils ont donné des conseils fiables—est que la situation est serrée mais que le pire que nous pourrions faire en ce moment est de prendre panique.

Si je ne m'abuse, votre collègue, le sénateur Olson, a également soulevé cette question importante, à savoir qu'il ne faudrait pas paniquer mais plutôt faire tout notre possible pour qu'il n'y ait pas une vente soudaine de troupeaux de vaches. En 1984, notre plus grande crainte a été de verser les paiements aux éleveurs eux-mêmes, et cette situation s'est répété en 1985. Mais il ne faudrait mettre de l'avant aucune mesure de ce genre à l'heure actuelle. Tous les programmes devraient inciter les éleveurs à garder le plus grand nombre possible de jeunes vaches.

Le président: Monsieur le ministre, il est 16 h 30, et c'est l'heure à laquelle vous deviez nous quitter. Cependant, je n'ai pas eu l'occasion de vous poser une question. Me permettez-vous une question?

M. Wise: Je vais faire beaucoup mieux en répondant à deux de vos questions.

Le président: Une suffira.

[Text]

I find myself, as does Senator Olson, in a farming situation in the area affected, although I am not in the area that is affected as bad as his. It costs about \$150 to winter a gestating cow. That figure is based on current feed costs, which are now going up rapidly. I think they have gone up in our area by 50 per cent. To carry a lactating cow with her calf is double that. We also have a problem with about a quarter of our forage gone. A spring drought is different from a summer drought. A summer drought catches you when your grass has grown. The grass grows in April, May and June, and does not grow much after that. So we have missed April and May. Even if it rained tomorrow, at the very best we would get 75 per cent of our forage growth. So 25 per cent of it is gone forever. If 25 per cent of our forage is gone, and we take one quarter of twice what it costs to winter a gestating cow, namely, \$300—that is, \$75 per cow and there are 2 million cows—that is \$150 million in foregone economic benefits. My math is notoriously bad—that figure can be checked—but that is a big number. I estimate that the grass that did not grow this year is worth, to those people who would have used it through cows, about \$150 million. And as it goes on the figure becomes worse.

Is the assistance that the Government of Canada might envisage in that ball park? While we are talking about the forage problem, we have not confronted the cereals and oilseeds problem. Can you comment on how much money in the way of resources we might be able to direct to ease this problem?

Mr. Wise: I would like to be in a position to answer that question, because, in trying to move from the House of Commons to the fresh air of Parliament Hill, I probably get that question put to me 25 times. But I cannot answer it, with all due respect, Mr. Chairman, because we are not yet at that stage or in that position.

Everyone in this room knows how this system works. We will put together a package on phases two and three as our time develops. We will take the package to cabinet and come out of cabinet with an acceptance or rejection—it will not be rejected, I can assure you that—but I cannot put a price tag on it with any degree of accuracy.

The Chairman: I have one last question, then.

Most provinces now participate in crop insurance programs, for instance, similar to the livestock feed security program in force in Alberta. I think it is the only province that has forage coverage.

Can you advise whether or not there would be any problem in delivering benefits in the face of programs that are in place such as that one?

That program, by way of example, pays out benefits at the end of the year, in the fall. We now know, with our particular problem this year—a spring drought and a particularly severe

[Traduction]

Tout comme le sénateur Olson, je suis propriétaire d'une exploitation agricole dans la région touchée, bien que la situation ne soit pas aussi grave chez moi que chez lui. Il en coûte environ 150 dollars pour nourrir une vache en gestation pendant l'hiver. Ce chiffre repose sur le prix actuel des aliments pour animaux, lesquels connaissent actuellement une hausse rapide. Dans notre région, ils ont augmenté de 50 p. 100, si je ne m'abuse. L'alimentation d'une vache qui allaite son veau coûte deux fois plus cher. Nous éprouvons également des difficultés, car nous avons perdu près du quart de notre fourrage. Une sécheresse de printemps est différente d'une sécheresse d'été, car dans ce dernier cas, l'herbe est déjà poussée. En effet, l'herbe pousse durant les mois d'avril, de mai et de juin, mais très peu après cela. Nous avons donc perdu le mois d'avril et de mai. Même s'il pleuvait demain, le taux de croissance de nos cultures fourragères serait tout au plus de 75 p. 100. Il y a donc une perte totale de 25 p. 100. Si nous perdons 25 p. 100 de notre fourrage, ce qui correspond au quart du double de ce qu'il en coûte pour alimenter une vache en gestation, c'est-à-dire 75 dollars sur 300 dollars, nous sacrifierons 150 millions de dollars en retombées économiques si notre effectif compte deux millions de vaches. Tout le monde sait que je suis un bien mauvais mathématicien; on pourra vérifier mais il s'agit là de chiffres importants. Selon moi, l'herbe qui n'a pas poussé cette année a une valeur d'environ 150 millions de dollars pour les gens qui l'auraient utilisée pour alimenter leurs vaches. A mesure que le temps s'écoule, le chiffre augmente.

L'aide que le gouvernement du Canada pourrait accorder est-elle aussi importante? Nous avons parlé du problème du fourrage, mais nous n'avons rien dit de celui des céréales ou des graines oléagineuses. Selon vous, combien d'argent serions-nous en mesure de débloquent pour atténuer ce problème?

M. Wise: J'aimerais pouvoir répondre à cette question, car on me la pose probablement 25 fois par jour chaque fois que je sors du Parlement. Cependant, je ne peux vous répondre, malgré tout le respect que je vous dois, monsieur le président, parce que nous ne nous sommes pas encore rendus à cette étape.

Tous le monde dans cette pièce connaît le fonctionnement du système. Nous allons établir un montage ensemble pour les phases deux et trois le moment venu. Nous allons ensuite présenter cette proposition au Cabinet qui l'acceptera ou la rejettera—mais je peux vous assurer qu'elle ne sera pas rejetée—cependant je ne saurais vous dire avec précision le montant des fonds qui seront affectés.

Le président: Permettez-moi une dernière question.

La plupart des provinces participent actuellement à des programmes d'assurance-récolte; on n'a qu'à penser, par exemple, au programme de sécurité des aliments du bétail qui existe en Alberta. A mon avis, c'est la seule province qui offre un programme du genre à l'égard des cultures fourragères.

Pouvez-vous me dire s'il y aurait ou non des problèmes à servir des prestations, même si des programmes du genre existent déjà à l'heure actuelle?

Par exemple, ce programme verse des prestations à la fin de l'année, c'est-à-dire à l'automne. A cause de la sécheresse particulièrement intense qui nous affecte depuis le printemps,

[Text]

one—that we are facing immediate need. It is combined with a lot of financial problems in the sector, and a lot of other problems as well. Is any thought being given to moving up payment of benefits on that? Can you confirm that general benefits that might be available will or will not be affected by existing programs?

Mr. Wise: The feed security aspect of crop insurance is available available in Alberta but also in Manitoba.

It is a dilemma in that we started to develop some type of ongoing in-place emergency program. Those discussions carried on. Everyone negotiated in good faith and worked hard, but their recommendations were, first, that we make changes to the crop insurance program and we did that; secondly, that we expand crop insurance—and we expanded crop insurance to include forages, and so on; and, thirdly, that we put on a special promotion to try to encourage the expanded use of crop insurance, which we did. We have participation in grains up by 60 per cent. But their bottom line was, “With these improvements it should stand. This crop insurance should be the general overall safety net for year after year after year.”

We cannot stand by as a government and say, “Okay, with what we have done in crop insurance that is it; tough luck.” Similarly, the provinces cannot stand by and say, “Okay, with what we have done in crop insurance, and the few extra dollars here and there, tough luck; that is it.” Maybe that is the best way to deal with it anyhow.

The previous government designed a program in 1983. I am sure that the conditions of the 1984 drought were quite different. If we had designed a program in 1984 based on the 1984 experience it would have been absolutely useless in 1985. Similarly, if you had designed a program, Senator Olson, and we revised it in 1984 and 1985, it would not make much sense to this situation in 1988 because it is a whole new system. A bit of commonsense and judgment has to be placed here so that in times of disaster like this, where it is no fault whatsoever of the farmer, we have a responsibility to say, “Okay, we have these existing programs that have been improved, but there is a shortfall and we will have to be there.”

The Chairman: Thank you very much, Mr. Minister. We are all very pleased and impressed to find you so aware of the problem. We are also pleased to hear you indicate that there will be considerable flexibility in dealing with the difficulties that are now being faced in western Canada. You have been as good as your word in coming before this committee today and, in fact, you have stayed overtime. We appreciate that very much and, without further ado, I thank you and your colleagues.

Mr. Wise: Mr. Chairman, I have been happy to appear here today. I am pleased and appreciative of the interest taken by the senators in this issue. As we move into phase two and phase

[Traduction]

nous savons maintenant que nous faisons face à un besoin immédiat. A ce problème se greffent une foule d'autres difficultés financières dans le secteur et beaucoup d'autres problèmes également. A-t-on songé à avancer la date de paiement des prestations à ce sujet? Pouvez-vous nous dire si les prestations générales qui pourraient être versées seront ou non touchées par les programmes actuels?

M. Wise: Le programme d'assurance des aliments du bétail existe non seulement en Alberta, mais aussi au Manitoba.

Cette question est pour nous un dilemme puisque nous avons commencé à mettre en place un programme permanent d'urgence. Les discussions se sont poursuivies et toutes les parties ont négocié de bonne foi et avec ardeur, mais elles nous ont recommandé, en premier lieu, d'apporter des modifications au programme d'assurance-récolte, ce que nous avons fait; en deuxième lieu, d'étendre l'assurance-récolte aux cultures fourragères, ce que nous avons fait également; en troisième lieu, d'inciter plus particulièrement les agriculteurs à utiliser l'assurance-récolte, ce que nous avons fait. Le taux de participation des céréaliculteurs au programme d'assurance a augmenté de 60 p. 100. Cependant, les parties nous ont indiqué en définitive qu'avec les améliorations apportées, le programme d'assurance-récolte devrait constituer le filet général de sécurité année après année.

Mais, comme gouvernement, nous ne pouvons pas les laisser dans le pétrin en leur disant que nous ne pouvons faire plus dans le domaine de l'assurance-récolte. De même, les provinces ne peuvent non plus adopter une position semblable. Peut-être s'agit-il de la meilleure façon de régler le problème.

L'ancien gouvernement a conçu un programme en 1983, mais je suis certain que les conditions de la sécheresse de 1984 étaient très différentes. Si nous avions mis en place un programme cette année-là en fonction de la sécheresse qui a sévi, il aurait été totalement inutile en 1985. Parallèlement, si vous aviez élaboré un programme, sénateur Olson, et que nous l'ayions revu en 1984 et en 1985, il n'aurait pas beaucoup d'utilité en 1988 parce que la situation a complètement changé. Il faut cependant faire preuve de bon sens et de discernement lorsqu'un désastre comme celui-ci nous frappe et qu'on ne peut en attribuer la faute aux agriculteurs. Malgré les améliorations apportées aux programmes actuels, nous avons la responsabilité d'être présent parce que les programmes comportent des lacunes.

Le président: Merci beaucoup, monsieur le ministre. Nous sommes tous très heureux et impressionnés de constater à quel point vous connaissez le problème. Nous sommes également heureux d'apprendre que le gouvernement fera preuve d'une grande souplesse face aux difficultés qu'éprouvent les agriculteurs de l'ouest du Canada. Vous avez tenu votre promesse en vous présentant ici aujourd'hui et vous avez même dépassé le temps que vous vous étiez fixé. Nous vous en sommes fort reconnaissants et, sans plus de cérémonie, je vous remercie, vous et vos collègues.

M. Wise: Monsieur le président, il m'a fait plaisir de témoigner aujourd'hui. Il m'est agréable de constater l'intérêt que portent les sénateurs à cette question. Lorsque nous aborderons

[Text]

three, I would be happy to come back before this committee, together with our officials, and particularly those officials from PFRA, in order to keep senators up to date.

The Chairman: Mr. Minister, I understand that you and your deputy minister must leave. However, if the gentleman from the PFRA is not pressed in the same way as you are, perhaps he could stay and we could address some questions to him.

Mr. Lukey: Mr. Chairman, I will be happy to stay.

The Chairman: Honourable senators, we will take a short break before we commence with Mr. Lukey.

—Short recess.

The Chairman: Honourable senators, I call the meeting to order. I understand that our remaining witnesses have only approximately ten minutes. Following any questions which senators might have of these witnesses, I would like to move *in camera* in order to deal with the future work of the committee. I do not have any questions and I wonder if any honourable senator has any questions?

Senator Bielish: Mr. Chairman, I have a question.

The Chairman: Then you have the floor.

Senator Bielish: My interest is in the possibility of digging deeper wells. As you are aware, farmers can spend a lot of money on well-drillers digging dry holes. I understand that there is some new technology involved in well-digging and I wonder if you can tell me whether that technology extends to searching out the depths at which potable water may be found.

Mr. Lukey: Yes, senator. When ground water is difficult to find, certainly there are existing technologies. However, generally speaking, it involves taking existing maps which encompass what is known as broad-mapping. They would then show the major buried valleys, which are old valleys which were created in glacial times and back-filled sometimes with granular materials. It is within those valleys that water is usually found. Those major valleys are fairly well known on the prairies and, if you engage a qualified hydro geologist, he can direct you to the right area.

However, in many cases, it is still a very costly proposition to actually go out and do the test-drilling to find out whether or not there is water in that specific spot. Therefore my answer is that, yes, there is technology, but that, no, it is not inexpensive. However, in these kinds of drought situations, you will find people using that technology more and more.

I agree that sometimes a well-driller will not be able to find water and you can sometimes end up in a difficult economic situation.

Senator Bielish: Some of the rural communities are suffering from lack of adequate water supply. However, sometimes, after a well has been drilled, the quality of water is not good enough. Therefore, although, as you say, the technology for

[Traduction]

les phases deux et trois, j'essaierai de revenir devant votre comité, avec mes collègues et plus particulièrement ceux de l'ARAP, pour vous mettre au courant de la situation.

Le président: Monsieur le ministre, je crois comprendre que vous et votre sous-ministre devez nous quitter. Cependant, si le représentant de l'ARAP n'a pas les mêmes contraintes que vous, peut-être accepterait-il de répondre à quelques-unes de nos questions.

M. Lukey: Monsieur le président, il me fera plaisir de le faire.

Le président: Honorables sénateurs, nous prendrons une courte pause avant d'interroger M. Lukey.

Courte pause.

Le président: Honorables sénateurs, à l'ordre! Si j'ai bien compris, nos derniers témoins ne peuvent rester qu'environ 10 minutes. Lorsque les sénateurs auront posé leurs questions à ces témoins, j'aimerais qu'on se réunisse à huis clos afin d'examiner les travaux à venir du comité. Je n'ai moi-même aucune question mais peut-être y a-t-il un sénateur qui désirerait prendre la parole.

Le sénateur Bielish: Monsieur le président, j'ai une question.

Le président: Vous avez alors la parole.

Le sénateur Bielish: Je me demande s'il est possible de creuser des puits plus profonds. Comme vous le savez, les agriculteurs peuvent dépenser beaucoup d'argent à creuser des puits secs. Je crois comprendre qu'il existe une nouvelle technologie de creusement de puits et je me demandais si vous pouviez nous dire si on peut utiliser cette technologie pour connaître à quelle profondeur se trouve de l'eau potable.

M. Lukey: C'est le cas, sénateur. Il est indéniable qu'il existe des technologies lorsqu'il est difficile de trouver de l'eau. Cependant, il faut habituellement recourir à des cartes générales. Ces cartes indiquent les principales vallées enfouies, c'est-à-dire d'anciennes vallées creusées par le passage des glaciers et qui ont par la suite été remplies par des matériaux granuleux. L'eau a habituellement tendance à se ramasser au fond de ces vallées. On connaît assez bien les vallées de ce genre dans les Prairies et un hydrologue compétent pourrait vous dire où elles se trouvent.

Cependant, même un forage expérimental pour détecter la présence d'eau à un endroit particulier coûtera très cher. Je répondrai donc par l'affirmative, c'est-à-dire qu'il existe une technologie mais qu'elle est fort dispendieuse. Toutefois, dans une situation de sécheresse comme celle que nous connaissons, il y aura de plus en plus de gens qui utiliseront cette technologie.

Je suis d'accord avec vous qu'un creuseur de puits pourra ne pas toujours trouver de l'eau et que sa facture pourra quelquefois vous laisser dans une situation financière pénible.

Le sénateur Bielish: Certaines collectivités rurales manquent d'eau à l'heure actuelle. Cependant, il peut arriver qu'un puits nouvellement creusé ne donne pas une eau de bonne qualité. Par conséquent, bien qu'il existe une technologie pour

[Text]

finding water is there, I wonder if the technology for determining the quality of that water has yet been developed.

However, in areas where there are also cattle, perhaps that would not be such a strong consideration, and therefore those deep wells might be a solution.

Mr. Lukey: Generally speaking, cattle can drink water of a poorer quality than can humans. In some cases, you will find that the water from these deep wells is not really suitable for human consumption, but is suitable for cattle.

Senator Bielish: I was wondering, Mr. Chairman, if some of that information could be made available to us?

Mr. Lukey: Certainly. Within our department, following the 1974/75 droughts, we did some study in each of the three western provinces, in cooperation with the provincial governments, in an attempt to identify generally where the major sources would be that could be accessed during drought periods. I have the report here and, if you like, I can certainly make copies of this report available to you.

The Chairman: That would be much appreciated.

Are there any further questions? If not, I thank the remaining witnesses for staying to deal with our questions. We will be continuing our study and we hope that, in the event that it is necessary to hear further evidence, you will be willing to provide us with additional information, either before the committee or on request through the mail. Thank you very much for coming here today.

Mr. Lukey: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Honourable senators, I would now like to move into an *in camera* session to discuss the work of the committee. The recorded portion of our meeting has now been concluded.

The committee proceeded *in camera*.

[Traduction]

trouver de l'eau, y en a-t-il une qui pourrait déterminer la qualité de l'eau?

Cependant, dans la région où il y a à la fois production de culture et élevage, cette considération pourrait ne pas être aussi importante de sorte que le creusage de puits profonds pourrait constituer une solution.

M. Lukey: D'une manière générale, le bétail peut boire une eau de qualité inférieure à celle que consomment les humains. Dans certains cas, la qualité de l'eau puisée à ces puits profonds ne serait pas vraiment assez bonne pour la consommation humaine, mais elle le serait pour le bétail.

Le sénateur Bielish: Monsieur le président, pourrions-nous obtenir des renseignements de ce genre?

M. Lukey: Assurement. À la suite des sécheresses de 1974-1975, notre service a effectué une étude dans chacune des trois provinces de l'Ouest, de concert avec les gouvernements provinciaux, afin d'isoler d'une manière générale les principales sources d'approvisionnement en eau pendant une sécheresse. J'ai en main le rapport en question et je pourrais assurément vous en faire tenir des exemplaires.

Le président: Nous vous en serions fort reconnaissants.

Y a-t-il d'autres questions? S'il n'y en a pas, je remercie les derniers témoins d'avoir bien voulu répondre à nos questions. Nous poursuivrons notre étude et s'il devient nécessaire de recueillir d'autres témoignages, j'espère que vous serez en mesure de nous fournir les renseignements demandés soit en vous présentant devant notre comité, soit en nous les faisant parvenir par courrier. Je vous remercie beaucoup de votre présence ici aujourd'hui.

M. Lukey: Merci, monsieur le président.

Le président: Honorables sénateurs, nous nous réunirons maintenant à huis clos pour discuter des travaux du comité. Nous avons maintenant terminé l'enregistrement de nos délibérations.

Le comité se réunit à huis clos.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

APPEARING—COMPARAÎT

The Honourable John Wise, P.C., M.P., minister of Agriculture.

L'honorable John Wise, c.p., député, ministre de l'Agriculture.

WITNESSES—TÉMOINS

From Agriculture Canada:

Mr. Rod Bailey, Assistant Deputy Minister, Agriculture Development Branch;
Mr. Bert Lukey, Acting Director General, Prairie Farm Rehabilitation Administration (PFRA);
Mr. George Pearson, Director, Policy and Analysis Service of Prairie Farm Rehabilitation Administration.

D'Agriculture Canada:

M. Rod Bailey, sous-ministre adjoint, Direction générale du développement agricole;
M. Bert Lukey, directeur général intérimaire, Administration du rétablissement agricole des Prairies (ARAP);
M. George Pearson, directeur, Service de la politique et de l'analyse de l'Administration du rétablissement agricole des Prairies.



Second Session
Thirty-third Parliament, 1986-87-88

SENATE OF CANADA

*Proceedings of the Standing
Senate Committee on*

Agriculture and Forestry

Chairman:
The Honourable DANIEL HAYS

Tuesday, June 14, 1988

Issue No. 27
Second Proceedings on:

Examination of the subject matter of the potentially
disastrous drought in Western Canada

WITNESSES:
(See back cover)

Deuxième session de la
trente-troisième législature, 1986-1987-1988

SÉNAT DU CANADA

*Délibérations du Comité sénatorial
permanent de*

L'agriculture et des forêts

Président:
L'honorable DANIEL HAYS

Le mardi 14 juin 1988

Fascicule n° 27
Deuxième fascicule concernant:

Étude de la question concernant la situation potentielle-
ment désastreuse de la sécheresse dans l'ouest du
Canada

TÉMOINS:
(Voir à l'endos)

STANDING SENATE COMMITTEE ON
AGRICULTURE AND FORESTRY

The Honourable Daniel Hays, *Chairman*
The Honourable E. W. Barootes, *Deputy Chairman*

and

The Honourable Senators:

Argue	*Murray
Barootes	(or Doody)
Bielish	Olson
Fairbairn	Phillips
Hays	Riel
*MacEachen	Rossiter
(or Frith)	Sparrow
Marchand	Spivak

**Ex Officio Members*

(Quorum 4)

Changes in the Membership of the Committee:

Pursuant to Rule 66(4), membership of the Committee was amended as follows:

The name of the Honourable Senator Macquarrie for that of the Honourable Senator Rossiter (*May 31, 1988*).

The name of the Honourable Senator Rossiter for that of the Honourable Senator Macquarrie (*June 7, 1988*).

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DE
L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS

Président: L'honorable Daniel Hays
Vice-président: L'honorable E. W. Barootes

et

Les honorables sénateurs:

Argue	*Murray
Barootes	(ou Doody)
Bielish	Olson
Fairbairn	Phillips
Hays	Riel
*MacEachen	Rossiter
(ou Frith)	Sparrow
Marchand	Spivak

**Membres d'office*

(Quorum 4)

Modifications de la composition du comité:

Conformément à l'article 66(4) du Règlement, la liste des membres du comité est modifiée, ainsi qu'il suit:

Le nom de l'honorable sénateur Macquarrie substitué à celui de l'honorable sénateur Rossiter (*le 31 mai 1988*).

Le nom de l'honorable sénateur Rossiter substitué à celui de l'honorable sénateur Macquarrie (*le 7 juin 1988*).

ORDER OF REFERENCE

The Honourable Senator Olson, P.C., moved, seconded by the Honourable Senator Molgat:

“That the subject matter of the potentially disastrous drought in Western Canada be referred to the Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry

- to assess the magnitude and intensity of the damage;
- to invite witnesses to the committee hearings; and
- to report, with recommendations to the Federal Government, for assisting people adversely effected, especially Farmers and Ranchers.

After debate,

With leave of the Senate and pursuant to Rule 23, the motion was modified to read as follows:—

That the subject matter of the potentially disastrous drought in Western Canada be referred to the Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry

- to assess the magnitude and intensity of the damage;
- to invite witnesses to the committee hearings;
- to report, with recommendations to the Federal Government, for assisting people adversely effected, especially Farmers and Ranchers; and

That the Committee present its report no later than October 31, 1988.

The question being put on the motion, as modified, it was—

Resolved in the affirmative.”

ORDRE DE RENVOI

L'honorable sénateur Olson, C.P., propose, appuyé par l'honorable sénateur Molgat,

«Que la question concernant la situation potentiellement désastreuse de la sécheresse dans l'ouest du Canada soit déferée au Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts afin

- d'évaluer l'étendue et l'importance des dommages;
- d'inviter des témoins aux audiences du Comité; et
- de faire rapport, en formulant des recommandations au gouvernement fédéral, afin d'aider les citoyens qui en sont touchés, notamment les agricultures et les éleveurs de bétail.

Après débat,

Avec la permission du Sénat et conformément à l'article 23 du Règlement, la motion est modifiée et se lit comme suit:

Que la question concernant la situation potentiellement désastreuse de la sécheresse dans l'ouest du Canada soit déferée au Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts afin

- d'évaluer l'étendue et l'importance des dommages;
- d'inviter des témoins aux audiences du Comité;
- de faire rapport, en formulant des recommandations au gouvernement fédéral, afin d'aider les citoyens qui en sont touchés, notamment les agriculteurs et les éleveurs de bétail; et

Que le Comité présente son rapport au plus tard le 31 octobre 1988.

La motion, telle que modifiée, mise aux voix, est adoptée.»

Le greffier du Sénat

Charles Lussier

Clerk of the Senate

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, JUNE 14, 1988
(43)

[Text]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met at 9:35 a.m., this day, the Chairman, the Honourable Senator Daniel Hays, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Fairbairn, Hays, Marchand, Riel, Rossiter and Spivak (6).

Other Senator present: The Honourable Senator Steuart (Prince Albert-Duck Lake) (1).

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Mr. Jean-Denis Fréchette and Mrs. June Dewetering.

Also in attendance: The Official Reporters of the Senate.

Witnesses:

From Environment Canada:

Mr. Mike Balshaw, Regional Director, Central Region, Atmospheric Environment Service;

Mr. Peter Scholefield, Head, Monitoring and Prediction Division, Canadian Climate Centre, Atmospheric Environment Service.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated Thursday, May 19, 1988, resumed the examination of the subject matter of the potentially disastrous drought in Western Canada.

At 11:00 a.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

ATTEST:

Le greffier du Comité

Andrew N. Johnson

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 14 JUIN 1988
(43)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à 9 h 35 sous la présidence de l'honorable sénateur Daniel Hays (président).

Membres du Comité présents: Les honorables sénateurs Fairbairn, Hays, Marchand, Riel, Rossiter et Spivak (6).

Autre sénateur présent: L'honorable sénateur Steuart (Prince Albert-Duck Lake) (1).

Également présents: Du Service de recherche, Bibliothèque du Parlement: M. Jean-Denis Fréchette et M^{me} June Dewetering.

Aussi présents: Les sténographes officiels du Sénat.

Témoins:

D'Environnement Canada:

M. Mike Balshaw, directeur régional, Région du Centre, Service de l'environnement atmosphérique;

M. Peter Scholefield, chef, Division du contrôle et des prévisions au Centre climatologique canadien, Service de l'environnement atmosphérique.

Conformément à son ordre de renvoi du jeudi 19 mai 1988, le Comité reprend l'étude de la question concernant la situation potentiellement désastreuse de la sécheresse dans l'ouest du Canada.

À 11 heures, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

ATTESTÉ:

EVIDENCE

Ottawa, Tuesday, June 14, 1988

[Text]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met this day at 9.30 a.m. to examine the subject matter of the potentially disastrous drought in Western Canada.

Senator Dan Hays (Chairman) in the Chair.

The Chairman: I call the meeting to order and welcome our witnesses today from Environment Canada. We had scheduled three witnesses originally. However, Mr. Davis has been called away and is unable to be with us this morning.

We have with us Mr. Michael Balshaw, Regional Director, Central Region, Atmospheric Environment Service; and Mr. Peter Scholefield, Head, Monitoring and Prediction Division, Canadian Climate Centre, Atmospheric Environment Service. Welcome, gentlemen. I appreciate your coming before the committee. Our usual procedure here is to hear first from our witnesses. If you wish to elaborate on your background, please feel free to do so. In fact, I would invite you to do so. It might be helpful to us in better understanding from where you are coming.

You are here as part of our study of the drought situation in western Canada and it seemed logical to us that we should go directly to the source, to those who predict weather, the weathermen, to see if we could not get some useful information on that part of the difficulty. After all, that is the source of the problem. We are, of course, studying programs in place to help with these problems when they occur, but I can assure you it will be of great interest to us to hear from you on how the weather changes and the extent to which it is predictable.

Without further comment, I will ask whichever of you wishes to speak first to please proceed.

Mr. Mike Balshaw, Regional Director, Central Region, Atmospheric Environment Service: Thank you very much, Mr. Chairman, and good morning to senators and everyone present.

I do not have a formal presentation to start with, but I have some notes which I will endeavour to read to get the topic going. To introduce myself, my background is as a professional meteorologist. I have worked for the Atmospheric Environment Service now for about 25 years, initially as a forecaster, then as a trainer, and at the present time as the senior manager for the central region of the Atmospheric Environment Service, which includes Manitoba, Saskatchewan, and the central Arctic. Our western region includes Alberta and the Yukon. Our Pacific region includes B.C., in terms of western Canada, where I understand your focus is at the moment.

I will let Mr. Scholefield introduce himself in a moment, but, briefly, Mr. Scholefield, as you indicated, comes from our Canadian Climate Centre, which is physically located in our Downsview headquarters of the Atmospheric Environment Service, and is responsible for the climatological programs of the federal government in Canada. He is also involved in the

TÉMOIGNAGES

Ottawa, le mardi 14 juin 1988

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à 9 h 30 pour étudier la question concernant la situation potentiellement désastreuse de la sécheresse dans l'ouest du Canada.

Le sénateur Dan Hays (président) occupe le fauteuil.

Le président: La séance est ouverte et je souhaite la bienvenue aux témoins d'Environnement Canada. Nous devons entendre trois témoins, mais M. Davis est retenu ailleurs.

Nous entendrons M. Michael Balshaw, directeur régional, région centrale, Service de l'environnement atmosphérique; et M. Peter Scholefield, chef de la Division de la surveillance et des prévisions, Centre canadien de climatologie, Service de l'environnement atmosphérique. Messieurs, je vous souhaite la bienvenue. Je suis heureux de votre présence devant le comité. Habituellement, nous entendons d'abord les témoins, mais si vous voulez apporter d'autres précisions au sujet de votre travail, n'hésitez pas. En fait, je vous y invite. Il nous serait peut-être utile d'en savoir davantage sur ce que vous faites.

Vous comparez dans le cadre de notre étude sur la sécheresse dans l'ouest du Canada et il nous a semblé logique de nous adresser directement à la source, c'est-à-dire à ceux qui prédisent le temps, les météorologues, pour voir si nous ne pourrions pas obtenir des renseignements utiles sur cet aspect du problème. Après tout, la météo en est la cause première. Nous étudions évidemment les programmes en place qui visent à trouver des solutions à ces problèmes lorsqu'ils surviennent, mais je vous assure qu'il nous sera d'un grand intérêt de vous entendre parler des changements météorologiques et de la possibilité d'établir des prévisions.

Sans plus tarder, je demanderai à celui d'entre vous qui le voudra bien, de commencer.

M. Mike Balshaw, directeur régional, région centrale, Service de l'environnement atmosphérique: Merci beaucoup, monsieur le président. Je souhaite une bonne journée à tous les sénateurs et aux autres personnes présentes.

Je n'ai pas préparé de déclaration liminaire, mais j'ai quelques notes sur la question dont je vous ferai lecture. En ce qui me concerne, je suis météorologue professionnel. Je travaille depuis environ 25 ans au Service de l'environnement atmosphérique. J'ai débuté au service des prévisions, puis j'ai été moniteur et je suis actuellement cadre supérieur responsable de la région centrale du Service de l'environnement atmosphérique, qui inclut le Manitoba, la Saskatchewan et le centre de l'Arctique. La région de l'Ouest comprend l'Alberta et le Yukon et celle du Pacifique, la Colombie-Britannique, à laquelle je crois que vous vous intéressez présentement.

Je laisserai M. Scholefield se présenter lui-même dans un instant, mais en quelques mots, comme vous le disiez, M. Scholefield travaille au Centre canadien de climatologie, au centre de Downsview du Service de l'environnement atmosphérique; il est responsable des programmes climatologiques du gouvernement fédéral au Canada. Il s'occupe également d'une multi-

[Text]

multitude of interagency and intergovernmental activities associated with the Canadian Climate Program, which extend beyond the Atmospheric Environment Service's Canadian Climate Centre activities. In particular, Mr. Scholefield focuses on monitoring and prediction of climate, including extended forecasting and other matters.

Mr. Davis apologizes for being called away. Hopefully, he will be able to return. His expertise is in the water side, as a hydrologist with the Inland Waters Directorate. He is currently Director General of the Inland Water Directorate of Environment Canada. I have some of his notes, which I will read.

I would like to give you a briefing on the status of what we have been referring to as the incipient drought in western Canada of 1988.

The Chairman: I am sorry; how did you describe the drought?

Mr. Balshaw: As an incipient drought. That was as of a week ago. When and if we call an event like this a drought, it is for us somewhat of a technical question, but, of course, the reality is when agriculture and people suffer the consequences of lack of water due to lack of precipitation. I guess it is up to others to decide when a drought is a drought.

I would like to introduce a few of the facts about the current dry spell and its impact on the availability of natural precipitation and moisture in western Canada, and to add a few comments on its impact on the surface and ground water situation in western Canada.

There has been an extended period of very dry weather in southern Canada west of Lake Superior since September of 1987, in this particular phase. The fall was quite dry across B.C. and right through to Saskatchewan, and moderately dry in Manitoba. As a result, soil moisture reserves in the fall and early winter were low, in some cases 20 to 30 per cent of normal. Manitoba is in a somewhat better situation due to the precipitation patterns of the late summer and fall.

You may also be aware that snowfall was not great across the prairies. In fact, much of the prairies, due to both lack of snow and to mild temperatures, had very insignificant snowfall. Some of the snow that did fall, in fact, melted, so that it was not stored over the winter, which is the normal prairie hydrometeorological situation. Much of the spring moisture available for run off and for soil moisture recharge is, in fact, the snow which has accumulated over the normally long, cold winters. The largest quantity of that snow tends to fall in several snow storms in the early or late winter. Once we formally get into the dry, cold air masses of midwinter, there are occasional snowfalls, but it is normally not in large quantities. It was an abnormally mild and dry winter across much of the prairies, following a dry fall. There were some periods of near normal precipitation in some areas in the early spring, but April and May, by and large, were dry. As a result, if we look

[Traduction]

tude d'activités interorganismes et intergouvernementales reliées au Programme canadien de climatologie, dont la portée dépasse les activités du Centre canadien de climatologie du Service de l'environnement atmosphérique. M. Scholefield s'intéresse plus particulièrement à la surveillance et aux prévisions climatologiques, y compris les prévisions à long terme et d'autres questions.

M. Davis s'excuse de ne pouvoir être ici. Nous espérons qu'il pourra venir à une autre occasion. Spécialiste des eaux, il travaille en tant qu'hydrologiste auprès de la Direction des eaux. M. Davis est actuellement directeur général de la Direction générale des eaux et terres d'Environnement Canada. J'ai ici quelques-unes de ses notes, dont je vous ferai lecture.

J'aimerais vous donner quelques renseignements sur l'état de ce que nous qualifions de début de sécheresse dans l'ouest du Canada en 1988.

Le président: Excusez-moi, comment qualifiez-vous la sécheresse?

M. Balshaw: Un début de sécheresse. C'était il y a une semaine. Nous nous fondons sur des facteurs techniques pour qualifier un événement comme celui-ci de sécheresse, mais, de fait, il y a sécheresse dès que l'agriculture et les gens souffrent du manque d'eau à cause de précipitations insuffisantes. Je pense qu'il revient à d'autres de décider quand il s'agit d'une sécheresse en bonne et due forme.

J'aimerais parler de certains faits concernant la période de temps sec que nous connaissons actuellement et de ses répercussions du point de vue du manque de précipitations naturelles et du taux d'humidité dans l'ouest du Canada; je ferai également quelques commentaires sur les conséquences de la sécheresse sur l'état des eaux superficielles et sur la nappe phréatique dans l'Ouest.

Nous connaissons une longue période de temps très sec dans le sud du Canada à l'ouest du lac Supérieur depuis septembre 1987. L'automne a été sec de la Colombie-Britannique jusqu'en Saskatchewan, et modérément sec au Manitoba, en conséquence de quoi, le niveau d'humidité contenue dans le sol au cours de cette saison et au début de l'hiver était très faible, dans certains cas seulement 20 ou 30 p. 100 de la normale. Le Manitoba connaît une situation un peu meilleure en raison des précipitations de la fin de l'été et de l'automne.

Vous savez sans doute aussi que la neige a été peu abondante dans les Prairies. En fait, la majeure partie des Prairies n'a presque pas eu de neige, à cause de l'insuffisance des précipitations et de températures douces. Une partie de la neige qui est tombée a fondu, de sorte qu'elle n'a pu s'accumuler au cours de l'hiver, comme c'est normalement le cas dans les Prairies. La majeure partie de l'humidité qui, au printemps, produit le ruissellement des eaux et reconstitue l'humidité des sols provient de la neige accumulée au cours de l'hiver, normalement long et froid. La plus grande quantité de neige tombe habituellement en plusieurs tempêtes au début ou à la fin de l'hiver. Quand arrivent les masses d'air sec et froid du milieu de l'hiver, il peut y avoir des chutes de neige, mais celles-ci sont habituellement faibles. Après un automne sec, l'hiver a été anormalement doux et sec dans la majeure partie des Prairies. Il y a bien eu des périodes au cours desquelles les précipi-

[Text]

at the agricultural season from September to September, the entire September to May period was dry. In fact, when we examined climatological records for the prairies from over the past 50 to 100 years, particularly at three locations, Edmonton, Calgary and Winnipeg, we found that, within that roughly 100-year period, there were only one to four previous occurrences where it was drier. As a result of the dryness of the spring and early summer, and the blowing dust storms which occurred as a result of that dryness, there was a drying up of normal water reservoirs on the prairies such as the potholes, the dugouts and Old Wives Lake et cetera. These are indicators of what has turned out to be a particularly dry winter-spring season in a sequence of extended dry years.

Recently we have done a statistical study to compare, basically, a decade centered on the early 1980s with the most notorious drought decade of the thirties. We found that climatologically, in terms of dryness, this decade, extending from the late 1970s to the late 1980s, is comparable across the prairies to the period 1929 to 1937-38. Therefore we are, in fact, experiencing a period of dryness that is comparable to the period of drought we experienced in the 1930s, which is the only other period comparable in recent memory. However, this period of dryness in the 1980s appears to be somewhat larger in extent but not quite as intense.

In order to do that comparison, of course, we had to look at some kind of statistical indices; so I cannot give you the exact comparison. However, looking at those indices objectively, there is a definite comparison between the two periods.

In due course, I will let Mr. Scholefield speak about some of the meteorological conditions which are related to or that have caused, if you like, some of these effects. However, right now I would like to read to you from some notes provided by Mr. Davis with respect to the water supply conditions on the prairies, as we understand it.

As one might expect, with virtually no run-off this spring from the normal snowfall, streamflows are running anywhere from 40 to 60 per cent of normal in most prairie streams through Saskatchewan and Alberta. In fact, in many cases, flow this year appears to be almost the lowest on record. Fortunately, record-keeping on stream monitoring in many cases does not go back quite as far as the climatological records. However, in terms of the records that we do have

Senator Marchand: How about British Columbia? As you are proceeding, can you tell us about British Columbia also?

Mr. Balshaw: Very well, senator. The situation in British Columbia was similar in terms of the dryness of the winter and the spring. However, what has occurred in B.C. in recent months is a significant increase in precipitation, with a change in the general flow pattern. It is my understanding that, in terms of available moisture for agriculture in the interior, water conditions are closer to normal. Perhaps I will ask Mr.

[Traduction]

tations étaient à peu près normales dans certaines régions au début du printemps, mais de façon générale avril et mai ont été secs. Par conséquent, pour la période agricole de septembre à septembre, toute la période de septembre à mai a été sèche. En fait, en examinant les statistiques climatologiques des Prairies des 50 à 100 dernières années, en particulier à Edmonton, Calgary et Winnipeg, nous avons constaté que sur une période d'à peu près 100 ans, on n'a connu de temps plus sec qu'à trois ou quatre occasions. A cause du temps sec qui a marqué le printemps et le début de l'été, et des tempêtes de poussière qu'il a causées, il s'est produit un assèchement des réservoirs d'eau dans les Prairies, notamment les marmites de géants, les bassins d'eau et le lac Old Wives. Ce sont là des indicateurs d'un hiver et d'un printemps particulièrement secs dans une suite prolongée d'années arides.

Nous avons récemment effectué une étude statistique comparative portant sur une période d'une dizaine d'années au tournant des années 80 et sur la décennie de sécheresse la plus célèbre, celle des années 30. Nous avons constaté qu'au plan climatologique, la sécheresse allant de la fin des années 70 à la fin des années 80 dans les Prairies est comparable à celle qui a frappé au cours des années 1929 à 1937-1938. Nous traversons donc une période de sécheresse comparable à celle qui est survenue au cours des années 30, la seule période qui puisse être comparée de mémoire. Toutefois, la sécheresse actuelle, bien qu'elle touche un territoire plus vaste, semble être moins intense.

Pour établir la comparaison, il nous a évidemment fallu nous baser sur certains indices statistiques, de sorte que je ne puis vous donner de comparaison exacte. Toutefois, si on examine ces indices objectivement, on constate que les deux périodes sont comparables.

Je laisserai plus tard M. Scholefield vous parler des conditions météorologiques qui sont à l'origine de certains des effets que nous connaissons. Mais j'aimerais pour l'instant vous lire certaines des notes de M. Davis concernant l'état des réserves d'eau dans les Prairies, de notre point de vue.

Étant donné qu'il n'y a eu à peu près aucun ruissellement printannier résultant des chutes de neige habituelles, le débit des cours d'eau n'est que de 40 ou 60 p. 100 de la normale dans la majeure partie des Prairies, en Saskatchewan et en Alberta. En fait, dans bien des cas, il semble que le niveau des cours d'eau soit à peu près le plus bas jamais enregistré. Malheureusement, dans bien des cas les statistiques sur la surveillance des cours d'eau ne datent pas d'aussi longtemps que les statistiques climatologiques. Toutefois, en ce qui concerne les statistiques en main...

Le sénateur Marchand: Quelle est la situation en Colombie-Britannique? Pouvez-vous nous en parler aussi?

M. Balshaw: Bien sûr, sénateur. La Colombie-Britannique a connu un hiver et un printemps à peu près aussi secs. Toutefois, il s'est produit dans cette province au cours des derniers mois un accroissement important des précipitations, associé à une modification générale de leur répartition. Je crois savoir qu'en ce qui concerne le taux d'humidité nécessaire à l'agriculture dans les terres intérieures, la situation se rapproche de la

[Text]

Scholefield to extend that explanation a little in further comments.

Mr. Peter Scholefield, Head, Monitoring and Prediction Division, Canadian Climate Centre, Atmospheric Environment Service, Environment Canada: Senator, there is one small area in the interior of British Columbia encompassing the Thompson River Valley and extending from Kamloops down to Merritt that is still under quite a bit of stress, since it has not had the proportionate rainfalls that most of the other drought-suffering areas in that region have had. However, for the most part, there has been a good recovery through most of that southern B.C. area.

Mr. Balshaw: Again, looking at some of the impacts of this lack of precipitation in terms of water-supply conditions, the streamflows into Lake Winnipeg—which, of course, drains most of the prairie region east of the mountains—are significantly less than normal, especially from the Winnipeg, the Saskatchewan and the Red Rivers. There are indications that Manitoba Hydro will be able to maintain its firm commitments, but is having to forego export income as a result of this drought. At this point, I am merely relating to press reports of these potential lost revenues due to reduced streamflows and availability of water for the major power generation systems in northern Manitoba.

The lack of streamflows in to the North and South Saskatchewan Rivers will reduce the power output of Saskatchewan Power's hydroelectric plants. It will also result in halving the normal storage for winter production.

The low spring runoff in South Saskatchewan has caused cooling water supply problems in the thermal plants on the boundary reserve. Also, high cooling water temperatures have caused power production cutbacks. Power in Alberta is generally produced by thermal plants. However, the low flows on the eastern slopes this spring have produced the low cost peak availability of the TransAlta Utilities.

In terms of irrigation, early in the season diversions were much above normal by Alberta irrigation districts. However, late season supply difficulties are expected at some locations. There are high diversions of forced daily interprovincial apportionment calculations on the South Saskatchewan River and only limited irrigation will be possible on the Battle, Lodge, Frenchmen and Swift Current basins in Saskatchewan.

There is some evidence of impact on wildlife. With essentially no spring runoff on the southern plains, plus the generally low runoff situation which occurred in 1987, there has been a significant loss of waterfowl breeding areas. As you may be aware, the prairies are one of the most significant waterfowl habitats in North America, mainly because of the low, shallow wetlands that exist on the prairies under normal conditions. There is also evidence that the recent heat spell is

[Traduction]

normale. M. Peter Scholefield pourrait peut-être vous en dire davantage.

M. Peter Scholefield, chef de la Division de la surveillance et des prévisions, Centre canadien de climatologie, Service de l'environnement atmosphérique, Environnement Canada: Sénateur, une région limitée à l'intérieur de la Colombie-Britannique, englobant la vallée de la rivière Thompson et s'étend de Kamloops à Merritt, manque toujours d'eau car les précipitations n'y ont pas été aussi abondantes que dans la majeure partie des autres régions touchées par la sécheresse. Toutefois, la plus grande partie du sud de la Colombie-Britannique a connu une amélioration marquée.

M. Balshaw: En ce qui concerne les répercussions du manque de précipitations sur les réserves d'eau, l'écoulement des eaux vers le lac Winnipeg—qui reçoit la majeure partie des eaux des Prairies à l'est des montagnes, est sensiblement inférieur à la normale, en particulier en ce qui concerne les eaux provenant des rivières Winnipeg, Saskatchewan et Rouge. Il semble que l'Hydro-Manitoba sera en mesure d'honorer ses engagements, mais elle devra renoncer à ses recettes d'exportation à cause de la sécheresse. Je me fonde sur des articles parus dans la presse ou les risques de perte de recettes du fait de la diminution de l'écoulement des eaux et partant des réserves d'eau dont disposent les principales centrales énergétiques du nord du Manitoba.

Le débit insuffisant des rivières Saskatchewan Nord et Sud entraînera une baisse de la production d'énergie des centrales hydro-électriques de la *Saskatchewan Power*. Il faudra également réduire de moitié le stockage habituel pour la production d'hiver.

Le faible ruissellement printanier des eaux dans le sud de la Saskatchewan a causé des problèmes d'approvisionnement en eau de refroidissement dans les centrales thermiques de la réserve frontalière. De plus, la température élevée des eaux de refroidissement a causé une réduction de la production d'énergie. En Alberta, l'énergie est habituellement produite par des centrales thermiques. Toutefois, le faible débit sur les versants est au printemps a empêché les installations de la TransAlta de répondre à la demande en période de pointe.

En ce qui concerne l'irrigation, les dérivations effectuées en début de saison par les districts d'irrigation en Alberta étaient bien supérieures à la normale. Toutefois, on s'attend à ce qu'il y ait des problèmes d'approvisionnement en fin de saison à certains endroits. D'après les estimations, les échanges interprovinciaux qui doivent être effectués quotidiennement à partir de la rivière South Saskatchewan feront l'objet de modifications importantes, et on ne pourra procéder qu'à une irrigation limitée dans les bassins Battle, Lodge, Frenchmen et Swift Current en Saskatchewan.

D'après certains indices, la faune en est affectée. A cause de l'absence presque totale de ruissellement printanier dans les plaines du sud, qui s'ajoutait au faible ruissellement enregistré en 1987, les habitats de reproduction des oiseaux aquatiques ont été très touchés. Comme vous le savez peut-être, les Prairies représentent l'un des habitats d'oiseaux aquatiques les plus importants en Amérique du Nord, principalement à cause de la présence en temps normal de marais peu profonds dans les

[Text]

affecting the fish populations in Lake Winnipeg. Due to high lake temperatures, there has been some loss of fish populations.

In terms of water supplies to municipalities, many municipalities are indicating lack of municipal water and some transfer of water has been required for small communities. In major communities, generally the water supplies are designed to handle moderate droughts but, in recent weeks, major centres such as Regina and Winnipeg are moving toward mandatory controls on water use by the urban population.

With respect to agricultural conditions, it is our understanding that, as a result of the almost total lack of soil moisture reserves this spring, in many parts of south Saskatchewan and southern Alberta forage crops deteriorated very rapidly to the point where, in many cases, there was little chance of getting any kind of first-cut of hay or other forage. In Manitoba it was hoped that the soil moisture reserves which did exist over the winter would produce a more significant forage crop. However, my latest information as of yesterday was that, in many cases, the very hot spell experienced over the last 12 weeks, combined with the dry spring which also occurred in Manitoba, has resulted in almost no forage being taken in many areas of Manitoba. There is only about four or five inches of forage available. In many cases they have just been able to trim. In terms of cereal grains, again it is my understanding that in Saskatchewan they have barely germinated, let alone started normal, mature growth. In Manitoba there was germination during the hot spell, but in many cases the crops are now starting to head off at about the six- or seven-inch level.

There is a bit of good news, however, which is that the recent meteorological pattern that was blocking the normal flow of weather systems across the prairies is breaking down and cooler, moister air has moved in during the past week. It has brought, if you like, normal precipitation to Alberta. This precipitation has not removed the full deficit. Showers, including some severe thunderstorms which produced limited damage in rural areas, have occurred across Saskatchewan this past week. As of today, light rain is falling across portions of Manitoba. So the pattern of the past two weeks that was blocking the normal flow of rain-producing systems across the prairies appears to have broken down, and this will provide limited relief. The rainfalls seem to be in the order of one to two inches, which is enough moisture to feed a normal crop for about one week. So, with those remarks, I am prepared to answer any questions that you might have.

The Chairman: Mr. Scholefield, would you like to add any general comments before we open for questioning?

Mr. Scholefield: First, let me tell you about our section, which is located in Toronto. We monitor on a national basis weather events and their accumulation which make up the climate, and keep an eye on the impact these events have. Our second function is to try to develop some expertise in long-

[Traduction]

Prairies. La vague de chaleur récente semble également affecter les populations de poisson du lac Winnipeg. La température élevée de l'eau a causé la perte de certaines populations de poisson.

En ce qui concerne l'approvisionnement en eau des municipalités, nombre de ces dernières font état de réserves insuffisantes et certaines petites localités ont demandé des transferts d'eau. Dans les grandes agglomérations, les réserves sont généralement conçues pour faire face à des sécheresses modérées, mais depuis quelques semaines, les grands centres comme Regina et Winnipeg se voient dans l'obligation de contrôler la consommation d'eau.

En ce qui concerne l'agriculture, en raison de l'absence presque complète d'humidité dans le sol au printemps, dans de nombreuses régions du sud de la Saskatchewan et de l'Alberta, les cultures de fourrage se sont rapidement détériorées au point où, dans de nombreux cas, il y a peu de chance d'obtenir une première récolte de foin ou d'autre fourrage. Au Manitoba, on espérait que les réserves d'humidité du sol datant de l'hiver permettraient de produire des récoltes de fourrage plus abondantes. Toutefois, d'après ce que j'ai appris hier, les températures très élevées des quelques 12 dernières semaines, combinées au printemps sec qu'a aussi connu le Manitoba, ont fait que de nombreuses régions de cette province se retrouvent à peu près sans fourrage. Le fourrage n'atteint que quatre à cinq pouces de hauteur. Dans de nombreux cas, on n'a pu qu'en couper le haut. Poser ce qui est des céréales, je crois savoir qu'en Saskatchewan, elles viennent à peine de germer; il n'y a pas encore de croissance normale ni de récolte à maturité. Au Manitoba, il y a eu une germination pendant la vague de chaleur, mais de nombreuses cultures commencent à former des épis dès qu'elles atteignent six ou sept pouces.

Il y a cependant quelques bonnes nouvelles. La situation météorologique récente qui empêchait le passage normal de systèmes météo sur les Prairies se modifie et des masses d'air plus froides et humides sont arrivées au cours de la dernière semaine. Il en est résulté des précipitations normales en Alberta. Le déficit n'est pas entièrement comblé pour autant. Des pluies, y compris de graves orages qui ont causé des dommages limités dans les régions rurales, ont été enregistrés un peu partout en Saskatchewan au cours de la dernière semaine. À l'heure actuelle, certaines régions du Manitoba reçoivent de légères précipitations. Il semble donc que la situation des deux dernières semaines qui empêchait le passage normal de systèmes capables de produire de la pluie sur les Prairies semble se modifier, et il y aura une légère amélioration de la situation. Les précipitations semblent atteindre un ou deux pouces, ce qui est suffisant pour répondre aux besoins d'une culture normale pendant une semaine. Sur ce, je suis maintenant prêt à répondre à toutes vos questions.

Le président: Monsieur Scholefield, aimeriez-vous faire des observations générales avant que nous passions aux questions?

M. Scholefield: Premièrement, j'aimerais vous parler de notre section, qui se trouve à Toronto. Nous surveillons, les phénomènes météorologiques à l'échelle nationale et leur accumulation, qui constituent le climat, et nous surveillons les effets de ces phénomènes. Notre deuxième fonction consiste à améliorer

[Text]

range weather prediction in time frames of one month and three months or seasons. We have had an experimental forecast program in effect for just over three years in which we are producing temperature and precipitation—rainfall and snowfall—forecasts by the month and by the season. We have not had any reasonable amount of success in trying to forecast precipitation either on a monthly or seasonal time scale. Precipitation is very difficult to forecast. We are now looking at some other techniques and have put the project on the shelf until later this year. However, we have had some success in forecasting temperatures in the monthly time frame, and, as such, we began at the beginning of May with an official, monthly temperature forecast program.

Let me come back to the drought, which interests us considerably, because part of our mandate is to watch for events of this nature and to report on these events to the Canadian public. Mr. Balshaw has given you a very good description of the nature of this event. I shall give you some thoughts on some of the underlying causes as far as we understand them at this particular stage. There are a couple of things I would like to address. First, the source of the moisture that affects the prairies and, in fact, most of the rest of the country—at least, from the Great Lakes westward—in a given year is primarily the Pacific Ocean and air masses and weather systems coming from it. In the extreme eastern areas, in Manitoba and North-Western Ontario there is a moisture source during the summer season that brings moist, warm air up from the Gulf of Mexico. For the past two winters there has been a blockage of the flow pattern that would normally bring these Pacific weather systems across the Rocky Mountains and through the prairies, which has caused an absence of snow cover, particularly in the southern prairies and particularly this past winter, and which has caused concern about the drought situation as it has developed.

It is difficult for us to explain exactly why these patterns have not acted in a normal feature. One factor in all this is the feature called "El Nino", which is a major ocean and atmospheric circulation feature that is far removed from the northern latitudes and exists in the tropical oceans. During the past two winters, particularly during the 1986-87 winter, a condition has developed. That condition was a very large body of warmer-than-usual temperatures in large sections of the tropical Pacific Ocean, particularly on the east side. We have noticed that these events occur in cycles. Unfortunately these cycles do not occur within a set time-period. We know that they reoccur from time to time and that the cyclical variation may be anywhere from two to seven years. We have noticed, particularly with the past two major events—the one in 1982-83 and in 1986-87—that there has been milder-than-usual winters in Western Canada. This milder-than-usual weather is basically caused by a dramatic change in the circulation structure of the upper atmosphere which controls the direction in which weather systems move onto North America. A blocking weather pattern has prevented the influx of normal weather systems from the Pacific Ocean, directly across the prairies at the middle latitude belt. A lot of this system has been diverted

[Traduction]

notre capacité de prévision du temps à long terme, sur une période d'un mois et de trois mois, c'est-à-dire la durée d'une saison. Nous effectuons actuellement, dans le cadre d'un programme de prévision expérimental, qui est en place depuis un peu plus de trois ans, des prévisions concernant les températures et les précipitations—sous forme de pluie et de neige—sur des périodes d'un mois et d'une saison. Nous n'avons pas obtenu beaucoup de succès dans nos tentatives de prévision des précipitations à cette échelle. Elles sont très difficiles à prévoir. Nous étudions maintenant d'autres techniques et nous avons mis le projet de côté jusqu'à la fin de cette année. Toutefois, nous avons réussi dans une certaine mesure à prévoir les températures sur une période mensuelle. En mai, nous avons débuté un programme officiel de prévision des températures mensuelles.

J'aimerais revenir à la sécheresse, qui nous intéresse beaucoup parce que notre travail consiste en partie à surveiller des phénomènes de ce genre et à en informer le public canadien. M. Balshaw vient de vous faire une très bonne description de ces phénomènes. Je vous ferai part de certaines réflexions concernant les causes sous-jacentes, d'après l'état actuel de nos connaissances. J'aimerais en aborder certains aspects. Premièrement, l'humidité qui touche les Prairies et, en fait, la majeure partie du reste du pays—du moins à l'ouest à partir des Grands Lacs—au cours d'une année donnée provient principalement de l'océan Pacifique et des masses d'air et des systèmes météorologiques qui en résultent. Dans les régions de l'extrême est, au Manitoba et dans le nord-ouest de l'Ontario, l'été amène de l'air chaud et humide à partir du golfe du Mexique. Au cours des deux derniers hivers, la situation météorologique a empêché le passage des systèmes météorologiques du Pacifique qui traversent habituellement, les Rocheuses et les Prairies, d'où l'absence de la couche de neige, surtout l'hiver dernier, que reçoit habituellement le sud des Prairies, et les problèmes de sécheresse actuels.

Nous pouvons difficilement expliquer précisément pourquoi la situation normale n'a pas prévalu. Un des facteurs est le phénomène du «El Nino», un courant atmosphérique et océanique majeur, des océans tropicaux, bien loin des latitudes septentrionales. Au cours des deux derniers hivers, en particulier celui de 1986-1987, d'importants secteurs de l'océan Pacifique tropical, en particulier du côté oriental, ont connu des températures plus chaudes que d'habitude. Nous avons constaté que ces phénomènes sont cycliques. Malheureusement, ces cycles ne se produisent pas à intervalle fixe. Nous savons qu'ils se produisent périodiquement, par cycles de deux à sept ans. Nous avons noté, en particulier, à l'occasion des deux importants phénomènes, en 1982-1983 et en 1986-1987, que l'ouest du Canada a connu des hivers exceptionnellement doux. Cette situation était principalement due à une modification importante de la structure de circulation de la haute atmosphère, laquelle contrôle les déplacements des systèmes météorologiques sur l'Amérique du Nord. Un phénomène de blocage a empêché le déplacement à partir de l'océan Pacifique, de systèmes météorologiques normaux sur les Prairies, à la ceinture de latitude médiane. Une bonne partie de ce système a été détournée sur l'Arctique et une autre forte bande s'est déplacée vers

[Text]

up into the Arctic area, and another strong band has gone across the middle to Southern United States, giving them more precipitation than they need. The most recent "El Nino" episode terminated in March of this past winter. The previous "El Nino" situation, in 1982-83, did not have the same associated effect on precipitation. To some degree there was a blocking of precipitation patterns, but in general the severity of the earth precipitation was not nearly as great as this year. We cannot explain this phenomenon. There are many things that we cannot and do not understand about the upper atmosphere circulation in its relation to the "El Nino" event. We have been taking steps to try to come to grips with these events. Certainly, the fact that we have two quite pronounced "El Nino" events in this decade must play a major role in understanding why there has been a general increasing, warming trend in temperatures. However, we cannot make quite the same distinction with regard to the lack of precipitation.

Nonetheless, higher temperatures put a stress on the moisture resources in the soils because of increased evaporation.

The other factor that we should look at briefly, in trying to understand these climatic changes, is the effect of man on the atmosphere through inducing into the atmosphere a number of industrial substances which we call "greenhouse gases", such as carbon dioxide and chlorofluorocarbons, which tend to have a blanket effect on the lower levels of the atmosphere by absorbing much of the outgoing radiation and heat from the lower levels and from the soil and relay it back to the earth's surface. I am sure some of you have heard of the phrase "greenhouse effect." We have noticed that since the beginning of the industrial revolution, during the past 100 years, there has been a steady linear increase in the amount of these "greenhouse gases" in the atmosphere. There appears to have been a temporary increase in global temperatures with an average increase of half a degree Celsius dating back to the latter part of the last half of the century. There is reason for us to be concerned about a continuing rise of these greenhouse gases and their impact and effect on our climate as a significant trend in climate change.

Despite the apparent correlations, we are not really certain in our minds that what we have seen in this decade is, in fact, definitely a signal of greenhouse gas warming. There are two reasons for this. One relates to the fact that this has been complicated by the omega events, and the other is that the event has not been that much different from what happened before. There have been precedents of warmings of this kind, although not in this particular century, to indicate this may be a climatic fluctuation which may occur from time to time in terms of centuries. Nonetheless, it does appear to be consistent with what our climate models are telling us we might expect in the next 50 to 60 years as we continue to increase the amount of those greenhouse gases in our atmosphere.

There is still an awful lot that we do not understand about weather systems. In fact, our ability to try to forecast, even in the short term of a few days, is hampered by the basic unpredictability which stems from our basic lack of understanding of the atmospheric system. This makes it difficult for

[Traduction]

le centre sud des États-Unis, apportant plus de précipitations que nécessaire. Le plus récent épisode du «El Nino» a pris fin en mars de l'hiver dernier. La manifestation antérieure de ce phénomène en 1982-1983 n'avait pas provoqué autant de précipitations. Dans une certaine mesure, il y a eu un blocage des mécanismes de précipitations, mais en général le problème des précipitations n'était pas aussi grave que cette année. Nous ne pouvons pas expliquer ce phénomène. Il y a beaucoup de choses que nous ne comprenons pas au sujet des rapports entre la circulation en haute atmosphère et le phénomène du «El Nino». Nous avons essayé de résoudre le problème. Le fait que le phénomène de «El Nino» se soit manifesté à deux reprises et avec beaucoup d'intensité au cours de la décennie actuelle, explique certainement en bonne partie le réchauffement général des températures. Nous ne pouvons cependant faire la même distinction en ce qui concerne l'insuffisance des précipitations.

Des températures plus élevées exercent néanmoins une action sur le contenu en eau des sols parce qu'elles accroissent l'évaporation.

Un autre facteur que nous devrions examiner brièvement pour mieux comprendre ces changements climatiques est l'incidence des activités de l'homme sur l'atmosphère. En effet, un certain nombre de produits industriels que nous appelons «gaz de terre», comme le dioxyde de carbone et les chlorofluorocarbones, sont émis dans l'atmosphère et tendent à absorber les radiations et la chaleur qui proviennent des couches inférieures de l'atmosphère et du sol et à les réfléchir vers la surface de la terre. Je suis sûr que certains d'entre vous ont entendu parler de «l'effet de serre». Nous avons remarqué que depuis le début de la révolution industrielle, c'est-à-dire une centaine d'années, la quantité de «gaz de terre» dans l'atmosphère subit une progression linéaire constante. Les températures à l'échelle de la planète semblent avoir augmenté temporairement d'en moyenne un demi degré celsius depuis les dernières années de la deuxième moitié du siècle. Il y a donc lieu de craindre que l'augmentation des émanations de gaz de terre donne lieu à des changements climatiques importants.

Même si la corrélation entre les gaz de terre et le réchauffement du climat est évidente, nous n'avons pas la l'entière certitude que la situation des dix dernières années soit bien le résultat d'un réchauffement dû aux gaz de terre et ce pour deux raisons: premièrement, les événements omega sont venus compliquer la situation et, deuxièmement, la situation n'est pas très différente de phénomènes antérieurs. Des réchauffements de ce type ont déjà eu lieu, pas au cours de ce siècle-ci cependant. Ainsi, il pourrait s'agir de fluctuations climatiques qui se produisent de temps à autre. Ce réchauffement est néanmoins conforme aux conditions que nous sommes censés connaître, selon nos modèles climatiques, au cours des 50 à 60 prochaines années si nous continuons d'accroître la quantité de gaz de terre dans l'atmosphère.

Il y a encore énormément de facteurs que nous ne comprenons pas au sujet des systèmes atmosphériques. En fait, il nous est difficile de faire des prévisions météorologiques, ne serait-ce que pour quelques jours, étant donné notre méconnaissance fondamentale du système atmosphérique. Nous arrivons diffi-

[Text]

us to predict even several days in advance, never mind months, seasons and years. Nevertheless, there are enough warning signs and understanding to give us some concern that we should, in fact, be prepared to anticipate these kinds of changes.

There is no attempt in our area to try to make any longer-term forecasts. As I have said, we are doing monthly temperature forecasts right now and we will continue to try to develop some expertise in precipitation forecasting; but we cannot hope to get the same level of accuracy in terms of precipitation forecasting as we can in temperature forecasting.

We are concerned to maintain a very good awareness of what the climate is doing and reporting to Canadians and people like yourselves to make sure that you are well aware of these changes and the fact that the climate is subject to fluctuations from time to time. We are trying to encourage some kind of awareness so that people can understand this and take some kind of preparatory measures to anticipate climatic changes and fluctuations as they occur.

Senator Marchand: I would like to pursue the situation surrounding the drought of the 1930s and that surrounding our present situation. How long did the drought of the 1930s last and what was the area affected? My understanding is that in the 1930s the area was smaller than is presently the case, but that there was also a difference in intensity. Have you any thoughts on how long this might last?

Mr. Balshaw: I will endeavour to answer both parts of that question as best I can. As I mentioned, we did a short study where we had to normalize about a ten-year period centred on the early 1930s. Basically the dry periods associated with the drought of the 1930s—what we call the “dirty 30s”—began at various locations around 1928-29 and terminated around 1937-38. If you take all of the locations on the prairies which were affected, not all locations commenced the dry period at the same time or ceased at the same time. For our purposes, we looked at a decade. We looked at a particular station where there were two subsequent years that had above normal precipitation and we commenced the decade to be studied at that location when there had been two subsequent years of below normal precipitation. Most of those decades started in around 1928-29 and ended around 1937-38.

Similarly, we looked at this decade and noticed a significant dry period in 1978-79 which really starts the decade of dryness. Of course, we are not sure when it will end, but we do know that we have had two dry years now and we are still in this dry decade.

Our scientific services meteorologist decided, because there was a lot of public comparison going on, to look at the chronological statistics of precipitation shortfalls during those two periods at approximately nine locations on the prairies where we had reliable long-term records. It appears that the intensity, in terms of the accumulated shortfall, is not quite as

[Traduction]

cilement à prédire le temps qu'il fera plusieurs jours à l'avance et y arrivons encore moins un mois, une saison et une année à l'avance. Nous avons toutefois suffisamment de signes avant-coureurs et suffisamment de connaissances pour savoir qu'il y aurait lieu de nous préparer à ces types de changements.

Nous n'essayons pas de faire des prévisions météorologiques à plus long terme. Je le répète, nous faisons à l'heure actuelle des prévisions mensuelles en ce qui concerne la température et allons continuer de perfectionner nos techniques de prévision des précipitations, mais nous ne pouvons pas espérer atteindre le même niveau d'exactitude dans la prévision des précipitations que dans celle de la température.

Nous nous efforçons de surveiller attentivement le climat et d'informer les Canadiens et des gens comme vous pour nous assurer que vous êtes parfaitement au courant de ces variations climatiques et du fait que le climat subit des changements de temps à autre. Nous essayons de sensibiliser la population à ce phénomène de sorte qu'elle puisse prendre les mesures qui s'imposent pour s'y préparer.

Le sénateur Marchand: J'aimerais revenir à la question de la sécheresse des années 30 et à la situation actuelle. Combien de temps a duré la sécheresse des années 30 et quelle région avait été touchée? Je crois savoir que la région touchée par la sécheresse à cette époque était plus petite que celle qui est actuellement frappée par la sécheresse et que ces deux sécheresses n'ont pas la même intensité. Savez-vous combien de temps pourrait durer la présente sécheresse?

M. Balshaw: Je vais m'efforcer de répondre le mieux possible aux deux parties de cette question. Comme je l'ai mentionné, nous avons effectué une courte étude portant sur une période d'environ dix ans centrée sur le début des années 30. Les périodes de temps sec associées à la sécheresse des années 30 ont essentiellement commencé à divers endroits en 1928-1929 et ont pris fin vers 1937-1938. La sécheresse n'a pas commencé et ne s'est pas terminée au même moment dans les régions des Prairies qui ont été frappées. Aux fins de notre étude, nous avons fixé une période de dix ans. Nous avons porté notre attention sur une station où les précipitations avaient été supérieures à la normale pendant deux années consécutives et avons fait commencer notre étude de six ans au moment où les précipitations y ont été inférieures à la normale pendant deux ans. La plupart des périodes étudiées ont commencé vers 1928-1929 et se sont terminées vers 1937-1938.

Par ailleurs, si nous examinons la situation des dix dernières années, nous remarquons que nous connaissons une période très sèche qui a commencé en 1978-1979. Nous ne savons bien sûr pas quand elle va se terminer, mais nous savons que nous venons d'être frappés par deux nouvelles années de sécheresse et que nous sommes toujours dans cette décennie marquée par trop peu de précipitations.

Le météorologue de nos services scientifiques a décidé, étant donné le parallèle qui a été fait entre les deux périodes, d'examiner les données pluviométriques chronologiques, pour ces deux périodes, selon les relevés à long terme fiables que nous possédons pour quelques neuf endroits dans les Prairies. Il semble que l'insuffisance des précipitations ne soit actuelle-

[Text]

intense in this recent decade as it was during the 1930s decade. However, the aerial extent of the dry area appears to be a bit larger. Again, I could leave you with that study which contains the details of this analysis. Those were his general conclusions after looking at the data.

I did not answer your question as to when it is going to end because, in fact, we do not know.

Senator Marchand: I recognize that the methods in the 1930s were not very sophisticated.

Mr. Balshaw: We have to look for empirical information. The decade of dryness we are referring to ended, roughly in a decade and maybe we are close to the end of the present decade. However, that is just speculation.

We have to stand back and look at what is happening to our global climate. You have already referred to the problem of global climactic change, and that is now being taken very seriously by meteorological scientists worldwide. Intuitively, I think that for most people it makes sense because during the industrial age we have poured these gases, such as carbon dioxide and others which affect the radiative characteristics of our global atmosphere, into the climate and therefore we have been influencing the global atmosphere to change in a certain way.

We do not know all of the details of how the atmosphere itself interacts with the biosphere. Some of those changes may, in fact, be moderated by other interactions. Of course, we are trying scientifically to study and understand the effect of all of this. As a first guess, taking the simple understanding that we have at this moment, it appears that we are moving towards warmer global temperatures and that, over the next 50 or 60 years, those warmings could be the most significant warmings in the memory of man or equivalent to any warmings which have been experienced on the globe since the existence of man. That is the degree of change. For physical reasons, it appears that the amount of temperature change will be larger in northern or high latitudes than in mid latitudes or equatorial regions. Those facts are, at this moment, generally accepted as being the best indicators we have of that direction. Under that scenario, the frequency and possibly the intensity of warm, dry periods would be expected to increase, but that is not to say that the other variabilities of weather and climate from year to year could not put us into a two, three, or five-year period of cool, wet conditions over the next five years. We are really dealing now with another time scale.

Senator Marchand: You have talked about a blockage of flows of normal systems, to the prairie region especially. You have talked about El Nino. You have talked about gases in the atmosphere and the "greenhouse effect" and the problems of all the chlorofluorocarbons. Are there any other man-made interruptions, or possibly other things, that are happening in other parts of the world that could contribute to that interruption as well?

[Traduction]

ment pas aussi marquée qu'elle l'était dans les années 30, mais que la sécheresse frappe une zone un peu plus grande qu'à cette époque. Je le répète, je pourrais vous laisser ce document qui contient les détails de l'analyse. Ce sont les conclusions d'ordre général auxquelles le météorologue est arrivé après avoir examiné les données.

Je ne vous ai pas indiqué quand la sécheresse allait prendre fin parce que nous ne le savons pas.

Le sénateur Marchand: Je sais que les méthodes utilisées dans les années 30 n'étaient pas très perfectionnées.

M. Balshaw: Il faut chercher des données empiriques. La sécheresse des années 30 a duré approximativement une décennie et peut-être approchons-nous de la fin de la présente période de dix ans. Ce n'est toutefois qu'une hypothèse que j'émetts.

Il nous faut prendre du recul et voir les changements qui se produisent dans le climat planétaire. Vous avez déjà fait allusion au problème des changements climatiques planétaires, problème qui est maintenant très sérieusement pris en considération par les météorologues du monde. La plupart des gens savent intuitivement que ce problème existe vraiment, étant donné que nous avons émis des gaz dans l'atmosphère pendant la révolution industrielle, comme le gaz carbonique, gaz qui influent sur les propriétés radiatives de notre atmosphère planétaire et, portant, sur le climat. Nous avons certes eu une influence quelconque sur l'atmosphère planétaire.

Nous ne savons pas encore comment l'atmosphère entre en interaction avec la biosphère. De fait, certains de ces changements peuvent être modérés par d'autres interactions. Nous essayons bien sûr d'étudier scientifiquement et de comprendre tout ce qui se produit à l'heure actuelle. Il nous semble, à prime abord, que les températures de la planète tendront à se réchauffer au cours des 50 à 60 prochaines années et que ce réchauffement pourrait être le réchauffement le plus important qu'a connu la planète depuis que l'homme existe ou pourrait du moins être un réchauffement tout aussi important que ceux qu'elle a connus jusqu'à maintenant. Voilà l'ampleur des changements qui ont lieu. Pour des raisons d'ordre physique, il semble que l'écart se fera sentir davantage dans les régions de latitude Nord que dans les régions équatoriales de latitude moyenne. Ces faits sont à l'heure actuelle généralement considérés comme les meilleurs indicateurs que nous ayons des variations climatiques. Dans cette perspective, la fréquence et probablement l'intensité des périodes de temps chaud et sec devraient normalement augmenter, mais d'autres variations de température et de climat pourraient nous apporter des périodes fraîches et humides de deux, trois ou cinq ans au cours des cinq prochaines années. Mais il s'agit d'une toute autre échelle temporelle.

Le sénateur Marchand: Vous avez parlé de blocage du déplacement des systèmes normaux dans la région des Prairies plus particulièrement. Vous avez parlé du El Nino. Vous avez parlé des gaz dans l'atmosphère, de l'effet de serre ainsi que des problèmes que causent les hydrocarbures chlorofluorés. Y a-t-il d'autres causes d'ordre humain ou des facteurs se produisant peut-être dans d'autres parties du monde qui pourraient expliquer ces changements?

[Text]

Mr. Scholefield: Yes, there are. One that I can think of immediately is the deforestation that is occurring in tropical areas. That could have profound effects. We do not know what exactly they will be, but it is changing the nature of the surface, and its capability of reflecting energy. The darker surfaces tend to absorb more energy. If you eliminate that dark surface, in the case of a forest zone, it upsets what we consider to be the normal climatic system. That is one of the major concerns.

The other is not necessarily a man-made one. Our major cities have all undergone a climatic change with their growth. This is referred to as an urban warming effect. It is confined primarily to the locales of our major cities, and it has had the effect of increasing the average temperature. It has been quite pronounced at many locations. It spreads and expands at the same rate as the population in the centres, and is more of a local effect. It is not likely to be large enough to affect the whole global system, as with something like deforestation. Those basically are the other problems. We have talked about the industrialization. The utilization of fossil fuels, of course, is the big factor.

Senator Marchand: What about things like bomb testing?

Mr. Scholefield: No. Those are on such a small scale, compared to the energies that are involved in the climate and weather system, that, as far as we can see, they will not have any major effect whatsoever on the total climate.

Senator Marchand: I have one last question, Mr. Chairman. One of the things that people, especially those connected with agriculture, worry about is, of course, the immediate effect. There are no crops and they have to move their cattle or sell off their herds and some other really devastating things like that. I think also about what is happening in the United States, the aquifers they have developed down there and which are drying up. If we try to look at some of the long-term things that you can do, how closely are you studying those situations and monitoring them down there, in terms of their water supply, especially their aquifers, their ground water supply? How much have we done in Canada to develop our ground water and to understand it? Is there a possibility that there are some very large untapped sources of ground water that we could or should be looking at for the longer term?

The Chairman: That sounds like a question for Mr. Davis, who unfortunately is not here. But perhaps you have a comment?

Mr. Balshaw: Yes. I would hope that, if Mr. Davis is able to return, you might ask him that question.

I am aware of two things. First, I do not believe we know enough about ground water in Canada. We have tended to live off the water that we see, the lakes and rivers that have apparently been plentiful and which, according to the rest of the world, we appear to be very rich in. However, our in-depth study of ground water does, in fact, need more attention. I am aware that, recently in Saskatchewan ground water monitoring wells have been drilled and we are starting to maintain long-term records of ground water. I am not aware of any initiatives

[Traduction]

M. Scholefield: Oui. À brûle-pourpoint je puis mentionner le déboisement des régions tropicales qui pourrait avoir de graves effets. Nous ne savons pas exactement quels seront ses effets, mais le déboisement modifie la nature de la surface terrestres et sa capacité de refléter l'énergie. Les surfaces plus sombres tendent à absorber davantage d'énergie. Lorsque nous éliminons des surfaces sombres, comme une forêt, nous bouleversons ce que nous considérons comme le système climatique normal. C'est l'un des problèmes les plus préoccupants à l'heure actuelle.

Le deuxième facteur n'est pas nécessairement associé à l'homme. Nos grandes villes subissent toutes un changement climatique au fur et à mesure qu'elles croissent, phénomène que l'on appelle réchauffement du climat urbain. Ce réchauffement est surtout confiné aux quartiers de nos grandes villes et a donné lieu à une hausse de la température moyenne, qui est assez prononcée à certains endroits. La température augmente au même rythme que la population. Ce changement n'a lieu que dans certains endroits et n'est pas susceptible d'avoir des effets planétaires comme le déboisement. Ce sont en somme les autres problèmes auxquels je pense. Nous avons déjà parlé de l'industrialisation. L'utilisation de combustibles fossiles est bien sûr un facteur important.

Le sénateur Marchand: Et les essais de bombes?

M. Scholefield: Ils n'interviennent pas car, ils ont lieu à trop petite échelle par rapport aux énergies du système climatique pour avoir une importante incidence sur le climat de la terre.

Le sénateur Marchand: J'ai une dernière question à poser, monsieur le président. Les gens, plus particulièrement ceux du secteur agricole, s'inquiètent bien sûr de l'effet immédiat de la sécheresse: absence de récolte, déplacement et vente de leurs troupeaux, et autres conséquences dévastatrices du genre. Reportons-nous à l'expérience américaine d'exploitation des nappes aquifères et aux résultats obtenus. Parmi les mesures à long terme que nous pourrions prendre, dans quelle mesure étudie-t-on ce type de situation et les ressources en eau des États-Unis, plus particulièrement en ce qui concerne les nappes aquifères ou souterraines? Quelles mesures avons-nous prises au Canada pour exploiter nos nappes souterraines et pour les comprendre? Est-il possible que nous disposions de très grandes nappes d'eau souterraines que nous devrions ou pourrions envisager d'exploiter à long terme?

Le président: Cette question semble s'adresser à M. Davis qui n'est malheureusement pas ici mais peut-être avez-vous un commentaire à faire?

M. Balshaw: Oui. J'espère toutefois que vous la posiez à M. Davis s'il est en mesure de revenir.

J'ai deux points à soulever. Premièrement, je ne crois pas que nous ayons suffisamment d'information à propos de nos nappes d'eau souterraines. Nous avons eu tendance à vigre des ressources d'eau que nous voyons, les lacs et rivières, que pour le monde entier nous semblons avoir en abondance. Il y aurait toutefois lieu examiner à fond la question de nos ressources souterraines. Je crois savoir que des puits de contrôle des nappes souterraines ont été forés récemment en Saskatchewan et que nous commençons à tenir des relevés à ce titre. Je ne sais tou-

[Text]

to explore for new sources of ground water in formation. Again, I would have to leave that to Mr. Davis, but I would agree that we have tended to deal mainly with surface water.

Senator Fairbairn: Thank you very much for this material. I look forward to reading it. You have made the distinction between the El Nino events and the Greenhouse gases. Is the hole in the ozone layer separate also from Greenhouse gases?

Mr. Scholefield: Yes. The ozone hole that is referred to—I think you have a paper there that discusses that.

Senator Fairbairn: Yes.

Mr. Scholefield: That is merely concerned with the ozone concentrations that are in the stratosphere, at fairly high altitudes, that act as a filter to protect us and the vegetation from ultraviolet radiation. That is the particular concern there, and that is related to the production of chlorofluorocarbons in the lower levels that eventually emanate into the upper levels of the atmosphere and interact chemically with the ozone to dissipate the amount of ozone in those levels. There is no real climatic relationship. There is, however, a relationship in the lower levels, actually, due to the industrial factors, such as the production of chlorofluorocarbons, which themselves comprise a Greenhouse gas. They are not nearly as prevalent in the atmosphere as carbon dioxide but, nonetheless, it is one of those gases, as is ozone itself. Actually, there has been an increase of ozone in the lower levels, which itself acts as a Greenhouse gas. Therefore, as to that aspect of the ozone situation, we now know that there is a little bit more ozone in the lower levels of the atmosphere, along with an increased number of chlorofluorocarbons. Both of these act as Greenhouse gases and tend to amplify the Greenhouse gas effect, which we used to think was caused primarily by carbon dioxide. We now realize that there are other gases. In fact, some of these other gases have a more profound effect, but they are not found in the same quantities in the atmosphere as carbon dioxide.

Senator Fairbairn: Thank you very much. At the beginning, if I understood you correctly, Mr. Balshaw, you talked about two or three test areas that have been monitored over a lengthy period of time—I think you said 50 to 100 years—and that only on one or two previous occasions was the situation drier than it is now. Could you tell me where those areas are?

Mr. Balshaw: Yes. Let me clarify one thing. They were not really test areas. I was referring to those—

Senator Fairbairn: Monitoring areas?

Mr. Balshaw: —long-term monitoring records on the prairies. I am looking for a note here. The keeping of climatological records on the prairies really did not start until the late 1800s. In fact, I believe the longest record kept on the prairies is at Winnipeg, Manitoba, where there has been a continuous recording of the daily temperature and precipitation amounts in a systematic way.

Edmonton and Calgary also have 100-year records. The Regina record is 87 years, although there was another location

[Traduction]

tefois pas si des mesures ont été prises pour trouver de nouvelles nappes souterraines en formation. Je le répète, M. Davis serait mieux en mesure de répondre à la question, mais je crois que nous avons jusqu'à maintenant porté surtout notre attention sur les ressources d'eau de surface.

Le sénateur Fairbairn: Je vous remercie beaucoup pour ce document. J'ai hâte de le lire. Vous avez fait une distinction entre El Nino et les gaz de terre. Y a-t-il également une distinction à faire entre le trou dans la couche d'ozone et les gaz de terre?

M. Scholefield: Oui. Le trou dans la couche d'ozone—je crois que vous avez un document là-dessus.

Le sénateur Fairbairn: Oui.

M. Scholefield: Ce document porte simplement sur les concentrations d'ozone qui se trouvent à des altitudes assez élevées dans la stratosphère et qui pour nous protéger et protéger la végétation contre les rayons ultraviolets ce qui nous préoccupe surtout ce sont les émanations d'hydrocarbures chlorofluorés dans les couches inférieures de l'atmosphère, qui se propagent éventuellement dans les couches plus élevées et entrent en interaction chimique avec l'ozone qu'elles dissipent. Ce phénomène n'a pas un lien direct avec les conditions climatiques, sauf dans les couches inférieures de l'atmosphère, à cause de facteurs industriels dont la production d'hydrocarbures chlorofluorés un gaz de terre. La concentration de ce composé dans l'atmosphère n'est pas aussi élevée que celle du gaz carbonique, mais il est néanmoins un gaz de terre comme l'est l'ozone. En fait, la concentration d'ozone agissant comme un gaz de terre dans les couches inférieures de l'atmosphère a augmenté un peu. Nous savons maintenant que les couches inférieures ont des taux plus élevés d'hydrocarbures chlorofluorés et d'ozone. Ces deux gaz tendent à amplifier l'effet de serre dont nous attribuons auparavant la cause essentiellement au gaz carbonique. Nous comprenons maintenant que d'autres gaz entrent en jeu. En fait, certains de ces gaz ont un effet plus marqué que le gaz carbonique dans l'atmosphère mais ne s'y trouvent pas en aussi grande quantité.

Le sénateur Fairbairn: Je vous remercie. Vous avez parlé, au début de votre témoignage, monsieur Balshaw, de deux ou trois régions d'essais qui ont fait l'objet d'une surveillance sur une longue période,—de 50 à 100 ans—et qu'à une ou deux reprises seulement, la sécheresse y a été plus grave que maintenant. Pourriez-vous m'indiquer quelles sont ces régions?

M. Balshaw: Oui. Je voudrais toutefois apporter une précision. Il ne s'agissait pas vraiment de régions où nous avons fait des essais. Je faisais allusion aux...

Le sénateur Fairbairn: Régions de surveillance?

M. Balshaw: Données de surveillance à long terme dans les Prairies. Je cherche une note à cet effet. On n'a commencé à tenir des relevés dans les Prairies qu'à la fin des années 1800. En fait, les relevés climatologiques qui remontent le plus loin dans les Prairies portent sur Winnipeg, au Manitoba, ou l'on a consigné la température et les précipitations quotidiennes de façon systématiques.

Edmonton et Calgary ont également des relevés portant sur une période de 100 ans. À Regina, on consigne ces données

[Text]

near Regina where records were taken, but they are not considered comparable. Therefore there are only a limited number of locations on the prairies where we have homogeneous, long-term records kept where the daily temperature and precipitation were systematically recorded in such a fashion that we can compare the data from the early records to that of the more recent records in a consistent manner, and that data is quality controlled.

In this case, it turns out that it tends to be the more urban centres where records are kept,—in some cases by an agricultural college; or, in one case, in Winnipeg, it was a pharmacist who started taking regular climatological records. Today we have several hundred of those locations on the prairies, and records are still taken largely by volunteers. I think it is important for this committee to be aware that everything we are talking about there is based upon data that is gathered largely by volunteers, in many cases farmers themselves. I often think how it must feel to go out on a daily basis and take that record in the middle of a drought; to find the maximum temperature in the mid-30s and the precipitation gauge absolutely empty; to walk back and to make that record again, and to do that 365 days a year and, in many cases, over several generations of families inhabiting those farms. It is because of the dedication of those people in gathering the initial data that we are now able to process in a fairly technical way and thus have long-term, climatological records in order to study the climate of western Canada and gradually come to understand it.

However, we do not yet have enough data for many purposes. For example, when it comes to defining the exact extent of precipitation, much of the precipitation on the prairies that drives agriculture through the summer is, in fact, showery precipitation and tends to occur on a very small scale. Therefore it may or may not go over one of these precipitation gauges. Also, most of these volunteer records were not geared up to collect data on a daily basis and thus the data is still mailed in on a weekly or monthly basis. However, for many purposes we need that data right now in order to assess the impact of that particular shower situation. In addition to subjecting it to the process of quality control and putting it into a long-term record, there are many uses for that data in prairie agriculture in particular, and most particularly in situations such as this.

Therefore credit must be given to those who had the vision 100 years ago to start taking systematic daily observations so that we can now look at, in some locations, a 100-year record in order to study the previous climate of the prairies in an attempt to understand the climate today in terms of the past and, through that, hopefully to better project into the future. However, that is the nature of the beast. It is not an experimental area. These stations were scattered across the prairies as the prairies were settled and urbanized.

Modern climatological networks were generally established in the 1930s, 1940s and 1950s and, at the moment, we have as much network as we can currently afford. However, in view of the importance of the prairie hydroclimatology, it is probable

[Traduction]

depuis 87 ans, et des relevés ont été tenus près de Regina, mais l'on ne considère toutefois pas que ces dernières sont aussi valables. Nous ne possédons donc qu'un nombre limité de relevés homogènes dans lesquelles ont été consignées systématiquement la température et les précipitations quotidiennes dans les Prairies, de façon à ce que nous puissions faire des comparaisons valides entre d'anciennes données et des données récentes.

Les données que nous possédons tendent à provenir de centres urbains. Dans certains cas, elles ont été consignées par un collège agricole et dans un cas, à Winnipeg, par un pharmacien. À l'heure actuelle, les données climatologiques sont consignées dans plusieurs centaines d'endroits dans les Prairies, toujours en grande partie par des bénévoles. Je crois qu'il est important que le comité sache que les faits que nous énonçons ici sont fondés sur des données recueillies en grande partie à titre bénévole, bien souvent par les agriculteurs eux-mêmes. Je pense souvent à ce que doivent ressentir ces agriculteurs qui sortent de chez eux chaque jour, en pleine sécheresse, pour découvrir que la température maximale s'élève à quelque 35 degrés et que le pluviomètre est absolument vide et qui consignent les mêmes données 365 jours par année pendant plusieurs générations dans de nombreux cas. C'est grâce au dévouement de ces gens qui ont recueilli les données initiales que nous sommes maintenant en mesure de procéder de façon assez technique et que nous avons des relevés climatologiques à long terme nous permettant d'étudier les conditions climatiques de l'ouest du Canada et de les comprendre petit à petit.

Nous n'avons toutefois pas encore suffisamment de données dans de nombreux cas. Par exemple, nous n'arrivons pas toujours à obtenir la mesure exacte des précipitations, car une bonne partie de celles qui tombent dans les Prairies et qui arrosent les champs en été sont en fait des averses qui tendent à avoir lieu dans des zones très restreintes. Il peut donc arriver qu'elles ne tombent pas dans certains pluviomètres. En outre, la plupart de ces relevés tenus par des agriculteurs ne peuvent nous être envoyés par la poste qu'à toutes les semaines ou à tous les mois. Or, nous avons souvent besoin des données sur-le-champ pour évaluer, par exemple, les répercussions d'une averse quelconque. Ces données ont de nombreux usages pour le secteur agricole des Prairies, tout particulièrement dans des situations comme celle-ci, une fois que leur qualité a été vérifiée et qu'elles ont été consignées dans un relevé à long terme.

C'est donc grâce à ceux qui ont eu l'idée, il y a 100 ans, de commencer à observer chaque jour systématiquement les conditions climatiques, de sorte que nous possédons maintenant des relevés partout, pour certains endroits, sur une période de 100 ans, que nous pouvons connaître les conditions climatiques qui prévalaient autrefois dans les Prairies et essayer de comprendre le climat actuel de façon, souhaitons-le, à mieux prévoir l'avenir. Voilà la situation. Il ne s'agit pas d'une question où nous faisons des essais puisque des stations de surveillance ont été installées dans les Prairies au fur et à mesure de la colonisation et de l'urbanisation.

Des réseaux climatologiques modernes ont généralement été établis dans les années 30, 40 et 50 et nos moyens ne nous permettent pas à l'heure actuelle d'en établir de nouveau. Étant donné l'importance de l'hydroclimatologie dans les Prairies,

[Text]

that we should be doing more to process that information more rapidly so that scientists and committees such as this can receive more precise, up-to-date information.

Senator Fairbairn: Based on all of the combination of effects that we talked about this morning, is it too soon to tell, or are we really looking at a situation where it is probable that there will be a marked reduction in viable agricultural land in that southern prairie area?

Mr. Balshaw: There is a series of climate impact studies which the Canadian Climate Centre and the Canadian Climate Program are currently funding in Canada. Of the two most recent studies, one has been released and another will be released later this month. Those two studies look at the global climate change scenario which is a model prediction of what the climate would be like around the world if carbon dioxide goes to double the current levels. As I have indicated, that condition generally produces a warmer climate and creates some variation in the precipitation climatology of the prairies.

We do not yet know for sure if those scenarios of our future climate are correct. There is uncertainty that these physical models are producing a real prediction of what the future climate will be. It is merely one possible, logical outcome, but perhaps it is not the real one.

However, we think it is important to provide some impact analysis; in other words, if that scenario does occur, what would be the socio-economic impacts of that type of scenario on the Canadian economy and, in this case in particular, on prairie agriculture? There was one study released last month by a Mr. Arthur from the University of Manitoba who took this scenario and did the socio-economic study on agriculture, and there were some significant changes in terms of Manitoba's agricultural pattern. Under warmer conditions, the area in which viable agriculture could occur would expand northward. Some crops that today cannot be grown because of the availability of growing degree days could then be grown. However, there was some concern about precipitation availability and increased frequency of drought.

Further, there is a study currently being released which was really part of the IASA study. The IASA is an international institute based in Europe which has sponsored some of these impact studies on a global basis. This institute, for its study, chose Saskatchewan as a model for a cold, dry agricultural region of the world. During that study, they did a more in-depth study of various scenarios based upon what kinds of historical and future climate variabilities might occur. That study showed that again it depends a great deal on whether or not the warming comes with drying. If the atmosphere warms, there obviously will be a corresponding increase in evaporation. Therefore, in the case of what are now semi-arid regions, such as the Canadian prairies, evaporation is a major factor. Run-off is very small. Most of the moisture does not run off; it evaporates or is used by plants and evaporates in a process that we call evapotranspiration. Therefore there is a combination of evaporation from lakes, rivers, potholes, and so on, plus the soil

[Traduction]

peut-être devrions-nous traiter cette information plus rapidement de sorte que les scientifiques et les comités comme celui-ci disposent d'informations plus précises et à jour.

Le sénateur Fairbairn: D'après la combinaison des effets dont nous avons parlé ce matin, peut-on déjà envisager l'éventualité d'une réduction marquée des terres agricoles viables dans le sud des Prairies?

M. Balshaw: Le Centre canadien de climatologie et le Programme canadien de climatologie financent actuellement une série d'études concernant l'incidence sur le climat de ces facteurs. L'une des deux études les plus récentes à ce sujet a été publiée et l'autre le sera à la fin du mois. Ces études prédisent quel sera le climat de la planète si les concentrations de gaz carbonique dans l'atmosphère doublent. Comme je l'ai indiqué, ces concentrations donnent en général lieu à un réchauffement du climat et entraînent des variations dans les précipitations dans les Prairies. Nous ne savons pas encore si ces prévisions sont exactes.

On doute que ces modèles physiques permettent de faire une véritable prédiction du climat futur. On ne peut qu'en tirer une interprétation logique, mais ce n'est peut-être pas la bonne.

Toutefois, nous croyons qu'il est important d'effectuer une analyse des répercussions; autrement dit, si ce scénario se matérialise, quelles en seraient les répercussions socio-économiques sur l'économie canadienne et, dans le cas qui nous intéresse, sur l'agriculture des Prairies. Un certain M. Arthur de l'Université du Manitoba a publié le mois dernier une étude dans laquelle il a repris ce scénario pour en examiner les répercussions économiques sur l'agriculture. D'après ses conclusions, l'agriculture au Manitoba aurait subi des changements importants. Si les températures se réchauffaient, il se pourrait que l'on puisse pratiquer une agriculture viable plus au nord. Certains produits agricoles qui ne peuvent être cultivés présentement en raison du nombre de degrés-jours^b de croissance pourraient l'être. On s'est inquiété toutefois, des précipitations et de la fréquence accrue des sécheresses.

En outre, on publie à l'heure actuelle une étude qui faisait vraiment partie de l'étude de l'IASA. L'IASA est un institut international basé en Europe qui a commandité quelques-unes de ces études des répercussions à l'échelle mondiales. L'institut, aux fins de son étude, a choisi la Saskatchewan comme modèle d'une région agricole froide et sèche. Au cours de cette étude il a examiné plus à fond différents scénarios fondés sur les divers types de variations climatiques susceptibles de se produire. Cette étude a démontré une fois de plus que cela dépend beaucoup de ce que la sécheresse s'accompagne ou non d'un réchauffement des températures. Il va sans dire que le réchauffement de l'atmosphère s'accompagnera d'un accroissement correspondant de l'évaporation. Ainsi, dans le cas de régions qui sont présentement semi-arides, comme les Prairies canadiennes, l'évaporation est un facteur important. Le ruissellement est très limité. Il n'y en a presque pas. L'eau s'évapore ou est utilisée par les plantes et se dissipe dans un processus que nous appelons l'évapotranspiration. Il y a donc un mélange

[Text]

itself, plus the process of evapotranspiration where grasses and agricultural plants use that water and then release it.

In that kind of biotrematic regime, if warming occurs there will be increased loss of water and, if the precipitation does not increase, then we will have a more arid climate. Therefore crops which are now marginal in view of the availability of moisture for growth will, in fact, suffer increased losses due to drought.

Therefore again in that area, although there will be some northward extension of viable agriculture, there may be a net increase in total biomass production because of a warmer climate with an enriched carbon dioxide regime, which is another factor. The critical thing is the degree of dryness, which is quite uncertain; but the current scenario is for increased drought in Saskatchewan and, as a result, fairly significant economic loss in terms of actual dollars, production and jobs.

I remind the committee that this is a scenario that it is not current reality nor a true prediction of the future. Under the scenario, there will be a significant impact on the agricultural economy of the west. However, it is one in which adaptation could occur, just as we have adapted over the past 100 years. Unless there is adaptation, there could be significant loss; and, of course, with that adaptation it is possible to overcome some of what has been described. In a semi-arid region the precipitation scenario is critical, and it is even more uncertain than the current temperature scenario.

I apologize for the uncertainty which I must convey, but clearly it is an area where we must gain additional understanding, not only within the country but globally, because there is a heck of a lot at stake when you consider these kinds of possible climatic changes.

Senator Steuart (Prince Albert-Duck Lake): One of the questions governments must ask themselves is, "What, if anything, can we do about it?" One of the results of the terrible droughts of the 1930s was action by governments, federal and provincial, in an attempt to conserve moisture. They encouraged tree planting, and agencies such as PFAA and PFRA sprang up. I forget which agency did what, but they dammed a lot of streams, developed a lot of small lakes and played a part in the development of power in Saskatchewan through the development of Baker Lake and Blackstrap Lake, which are relatively large bodies of water in that area. I am sure that similar things were done in Manitoba and Alberta. Is there any indication that these efforts have had any effect? Certainly some of the diversion and storage of water had an immediate effect on livestock and developing local irrigation, but is there any indication that these efforts have had an effect on the larger overall problem of moisture on the prairies?

[Traduction]

d'évaporation provenant des lacs, des rivières, des fondrières etc. ainsi que du sol lui-même, et d'évapotranspiration qui permet aux graminées et aux plantes agricoles d'utiliser cette eau puis de la libérer dans l'atmosphère.

Dans ce genre de régime biotrematique, le réchauffement des températures augmenterait les déperditions d'eau, faute de précipitations, notre climat deviendrait encore plus aride. Ainsi les cultures qui sont à l'heure actuelle secondaires parce qu'il leur faut de l'humidité pour croître subiront encore plus de pertes en raison de la sécheresse.

Ainsi, je le répète, dans cette région, même si l'agriculture viable s'étendra vers le nord, on assistera peut-être à une augmentation nette de l'ensemble de la biomasse à cause du réchauffement du climat et d'une augmentation du gaz carbonique dans l'atmosphère, ce qui constitue un autre facteur. L'aspect critique, c'est le degré d'aridité, ce qui est très incertain, mais selon le scénario actuel, la sécheresse ira en augmentant en Saskatchewan et entraînera des pertes économiques assez importantes sur le plan des rentrées de fonds, de la production et des emplois.

Je rappelle au Comité qu'il s'agit d'un scénario; ce n'est pas la réalité actuelle, ni une véritable prédiction. Selon ce scénario, les répercussions se feront fortement sentir sur l'économie agricole de l'Ouest. Toutefois, il s'agit d'un scénario qui prêterait à l'adaptation, tout comme nous nous sommes acclimatés au cours des cent dernières années. Sans adaptation, les pertes pourraient être importantes, alors que naturellement, dans le cas contraire nous pourrions surmonter certains des problèmes que nous avons décrits. Dans une région semi-aride, le scénario des précipitations revêt une importance critique et il est encore moins sûr que le scénario actuel de la température.

Je suis désolé de l'incertitude que je dois communiquer, mais de toute évidence il s'agit d'un domaine où nous devons nous entendre davantage, non seulement à l'intérieur du pays, mais à l'échelle mondiale car il y a énormément en jeu lorsque nous songeons à ce genre de changements climatiques éventuels.

Le sénateur Steuart (Prince Albert-Duck Lake): Une des questions que les gouvernements doivent se poser est la suivante: «Que pouvons-nous faire, le cas échéant, à ce sujet?» Après les terribles sécheresses des années 30, le gouvernement fédéral et les provinces ont entre autres pris des mesures pour tenter de préserver l'humidité du sol. Ils ont encouragé le reboisement et des organismes tels l'AAP et l'ARAP ont vu le jour. J'oublie les réalisations particulières de chacun d'entre eux mais ils ont fait construire énormément de barrages sur les cours d'eaux, ont créé beaucoup de petits lacs et on joué un rôle dans la production d'électricité en Saskatchewan en exploitant le lac Baker et le lac Blackstrap, des plans d'eau assez importants dans cette région. Je suis convaincu que des projets similaires ont vu le jour au Manitoba et en Alberta. Y a-t-il quelque indice nous permettant de croire que ces efforts ont porté fruit? À coup sûr, le détournement de cours d'eau et la constitution de réserves d'eau ont eu des répercussions immédiates sur le bétail et l'irrigation locale, mais y a-t-il quelque raison de croire que ces efforts ont eu une incidence sur le problème plus important du manque d'humidité dans les Prairies?

[Text]

Mr. Balshaw: I shall try to answer at least some aspects of your question. It is my impression that the prairie economy and prairie people are somewhat more resilient to this drought than they were to the drought of the thirties and that it is as a result of some of the practices, such as water management and conservation, that were developed during the 1930s and later. We now have far more water reserves, reservoirs and management systems which allow us to take into account normal variability. It appears that only in the extreme cases, such as this decade and the 1930s, that we do not have enough resource even to manage. This is where we are still vulnerable. I cannot speak for agriculture as it is not my field of expertise, but, certainly, in the area of climate and weather, I believe that we have come to a pretty good understanding of normal conditions. We have become pretty good in our modelling and scientific applications for predicting weather and climate in terms of the normal patterns one would expect. However, we are not very good at predicting extreme events on all timescales, whether it be predicting severe thunderstorms, tornadoes or cold and warmth. I believe that the challenge of the disciplines related to these natural sciences over the next few decades will be to understand, monitor and predict extreme events and to develop policies and programs to deal with those extremes.

In the case of climate, we anticipate that the impact of extremes is on the increase within this global change scenario. Scientifically we have tended to focus in on the norm and extreme cases are not as yet amenable to our ability to understand and to predict. Whether this applies in water supply management, water practices or agricultural practices, I am not so sure, as they are not my field of expertise.

Senator Steuart (Prince Albert-Duck Lake): We have heard a lot about the cutting down of forests, and we tend to think of it as something that occurs in the third world. However, a tremendous amount of forest in British Columbia and Northern Alberta, Saskatchewan and Manitoba has been cut. The replanting of forests, certainly in the prairies, has not kept pace. When you fly over these areas you can see tremendous patches of clear-cut sitting there. Do you have any studies to indicate that this policy has been a short-sighted one over the long-haul, that while it may have produced a few jobs in the pulp industry, what it does to the climate and moisture conditions affects a larger more stable industry, that of agriculture?

Mr. Scholefield: That is a difficult question to answer. I think the situation with regard to our forests is somewhat different. In the more productive areas, the forests we cut down tend to regenerate vegetative growth quite quickly. I am referring here to forest areas that get ample precipitation such as those in Ontario, Quebec and British Columbia. You may not have a forest you can harvest, but there tends to be a dark green cover the next season. These forests do not have a big impact on the climate system. The forests on the marginal areas, the grass-

[Traduction]

M. Balshaw: Je m'efforcerai de répondre au moins à certains aspects de votre question. J'ai l'impression que l'économie et la population des Prairies réagissent un peu mieux à cette sécheresse qu'à celle des années 30 et que cela est dû à certaines des pratiques comme la gestion et la conservation des eaux, qui ont été mises au point au cours des années 30 et par la suite. Nous avons maintenant beaucoup plus de réserves et, de réservoirs d'eaux ainsi que de système de gestion nous permettant de réagir aux fluctuations normales. Il semble que ce soit seulement dans les cas extrêmes, comme au cours des dix dernières années et dans les années 30, que nous n'avons pas suffisamment de ressources pour nous en tirer. C'est là où nous sommes encore vulnérables. Je ne puis parler d'agriculture car ce n'est pas un domaine où je m'y connais vraiment, mais en ce qui concerne le climat et la température, je crois que nous en sommes venus à comprendre assez bien les conditions normales. Nous réussissons assez bien d'établir des modèles et des applications scientifiques nous permettant de prédire les courbes normales de température et du climat. Toutefois, nous avons du mal à prédire des phénomènes extrêmes, qu'il s'agisse de gros orages, de tornades ou de température. Je crois que le défi que devront relever les disciplines connexes à ces sciences naturelles au cours des prochaines décennies consistera à comprendre, à surveiller et à prédire les manifestent extrêmes ainsi qu'à élaborer des politiques et des programmes pour y faire face.

Dans le cas du climat, nous croyons que l'impact des extrêmes se fera sentir de plus en plus fortement dans ce scénario de changement global. D'un point de vue scientifique, nous avons surtout insisté sur la norme, de sorte que nous ne sommes pas encore autant en mesure de comprendre ou de prédire les cas extrêmes. Quant à savoir si cela s'applique à la gestion des réserves d'eau, à l'utilisation de cette ressource ou à nos pratiques agricoles, je ne saurais vous dire car ces domaines ne relèvent pas de ma compétence.

Le sénateur Steuart (Prince Albert-Duck Lake): Nous avons beaucoup entendu parler du déboisement des forêts et nous avons tendance à croire que cela se passe dans le Tiers monde. Toutefois, d'incroyables superficies en Colombie-Britannique, au nord de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba ont été déboisées. Le reboisement de nos forêts, à coup sûr dans les Prairies, ne s'est pas fait au rythme qui se serait imposé. Lorsque l'on survole ces régions, on aperçoit un nombre incroyable de parcelles déblayées. Disposez-vous d'études révélant que cette politique a manqué de vision à long terme, que bien que cette pratique ait pu créer quelques emplois dans l'industrie des pâtes et papier, ses répercussions sur les conditions du climat et de l'humidité touchent une industrie plus importante et plus stable, celle de l'agriculture?

M. Scholefield: Voilà une question à laquelle il est difficile de répondre. Je pense que la situation en ce qui concerne nos forêts est quelque peu différente. Dans les régions plus fertiles, les forêts que nous déboisons ont tendance à se régénérer très rapidement. Je veux parler ici de régions forestières recevant beaucoup de précipitations, comme celles de l'Ontario, du Québec et de la Colombie-Britannique. Vous n'avez peut-être pas une forêt où couper du bois, mais habituellement on y trouve la saison suivante, un couvert végétal vert foncé. Ces

[Text]

lands, in the prairies may have more of an impact because once they are cut, it is probably a lot more difficult for them to regenerate. However, cutting in the major logging areas of Canada is not a big feature in its effect on the global climate system. I do not believe that these forestry practices have any pronounced impact on the global climate system.

Senator Spivak: There seems to be no real feeling of urgency. You say that we are studying deforestation, the greenhouse effect, and so on, to see what is going to happen. These are global factors which are causing global distress to the extent that they are dependent on man's activity. In the case of the ozone layer, there has been global action, although whether it is sufficient or not is another question.

To what extent are you considering preventative measures? How long do we have? Do we have a couple of decades before the Brazilian rain forests disappear? Are we taking action which may be timely and preventive to the extent that climatic changes are a result of man's activity? Do you feel that this is not an urgent crisis in the sense that we have quite some time to contemplate more exactly what the causes are and what the impacts will be?

Mr. Scholefield: In a sense, there is an urgency to this problem. I believe that has been demonstrated by our presence here.

In the package I passed around there is information concerning an international conference which is to be held this month in Toronto to address this particular problem. This conference is an attempt by Canada to take the initiative in attracting at least the Canadian population and focusing attention on this particular problem of climatic changes and pollution in the atmosphere. We feel there is an urgency insofar as making people aware of what we are doing.

However, there is not a sense of urgency to the extent that tomorrow or next year this drought will continue. We cannot say that for certain, but we can say that we have enough evidence that we should be spending more time studying this issue and making people more aware of it, particularly those involved in the planning of economic activities in the next decades. We would urge them to take into consideration that there may be fluctuations in the climate. From a long-term planning point of view, I would say that there is some urgency in giving consideration to this impact. However, in the short term, the urgency is not quite so profound.

Senator Spivak: What you are saying is that we are nowhere near the stage where we should contemplate any sort of legislation or policy which will have a preventative effect. This all seems terribly vague to me. What are you contemplating as a result of all these conferences? Are you contemplating something that will have a long-term preventative effect in terms of the factors which are changing our climate globally?

[Traduction]

forêts n'ont pas une grande influence sur le climat. Les forêts des régions limitrophes, les herbages des Prairies, peuvent avoir une incidence accrue étant donné qu'une fois coupées, elles ont probablement beaucoup plus de difficulté à se régénérer. Toutefois, les coupes que l'on effectue dans les principales régions d'exploitation forestière du Canada n'influent pas énormément sur le climat général. Je ne crois pas que ces pratiques forestières ont quelque effet important sur l'ensemble du climat.

Le sénateur Spivak: Il ne semble pas y avoir d'urgence véritable. Vous dites que nous étudions le déboisement, l'effet de serre, etcetera afin de voir ce qui se produira. Ce sont des facteurs globaux qui affligent tout le monde dans la mesure où ils sont subordonnés à l'activité de l'homme. Dans le cas de la couche d'ozone, il y a eu concertation. Que celle-ci soit suffisante ou non, c'est une toute autre question.

Dans quelle mesure songez-vous à prendre des mesures préventives? De combien de temps disposons-nous? Avons-nous quelques décennies avant que ne disparaissent les forêts pluviales du Brésil? Prenons-nous en temps opportun une action préventive dans la mesure où les changements climatiques sont imputables à l'activité de l'homme? Croyez-vous qu'il ne s'agit pas d'une situation urgente vu que nous disposons de beaucoup de temps pour étudier plus exactement quelles en sont les causes et quelles en seront les répercussions?

M. Scholefield: En un sens, ce problème a un aspect urgent. Notre présence ici le démontre.

Le dossier que je vous ai remis, contient des renseignements sur une conférence internationale qui aura lieu ce mois-ci à Toronto et au cours de laquelle on se penchera sur ce problème particulier. Par le biais de cette conférence, le Canada veut donner l'exemple en suscitant l'intérêt, à tout le moins de la population canadienne, et en concentrant l'attention sur ce problème particulier des changements climatiques et de pollution atmosphérique. Nous croyons qu'il faut de toute urgence mettre la population au courant de ce que nous faisons.

Toutefois, il n'y a pas d'urgence en ce sens que l'on craint que cette sécheresse se poursuivra demain ou l'an prochain. Nous ne pouvons l'affirmer, mais nous pouvons dire que nous disposons de suffisamment de preuves pour nous convaincre que nous devrions consacrer plus de temps à étudier cette question et à y sensibiliser la population, surtout les personnes qui participeront à la planification des activités économiques au cours des prochaines décennies. Nous les exhorterions à tenir compte d'éventuelles fluctuations climatiques. Du point de vue de la planification à long terme, je dirais qu'il y a une certaine urgence à tenir compte de cette répercussion. À court terme toutefois, l'urgence n'est pas aussi extrême.

Le sénateur Spivak: À votre avis, nous sommes bien loin du moment où nous devrions songer à une mesure législative ou une politique qui aura un effet préventif. Tout cela me semble terriblement vague. Que comptez-vous faire à la suite de toutes ces conférences? Comptez-vous prendre des mesures qui auront un effet préventif à long terme sur les facteurs qui modifient notre climat?

[Text]

Mr. Balshaw: I believe this conference will address that very issue. Scientists and policy makers of the world will actually sit down and say that the scenario is uncertain but it is clear that man is affecting his global climate. We are producing these new byproducts of human life and activity that are going into the atmosphere and changing it. Our best estimates are that these certain scenarios will result.

We have evidence of desertification. Our problem in Canada is minute compared to that of the developing world. Desertification is occurring which has the impact of famine.

We do not understand the exact processes, but the evidence of a changing climate through man's activity, be it on the ground or through his activities feeding through the air, is evident. Those of us in the scientific community have finally caught the attention of world leaders in society in terms of pointing out that this is a global issue which needs to be addressed, but we cannot tell them what to do tomorrow or what will happen tomorrow. It is an urgent issue.

I feel for my children because they are going to be living in a world that is not like mine and I am not certain it is going to be better and it may be a lot worse.

Senator Spivak: Do you foresee strategies developing in five years? There is a lot of information around, much of it being very alarmist. Do you see any kind of strategy related to that information other than in the area of fluorocarbons?

Mr. Balshaw: I think the ozone protocol is an example of a strategy, because we are dealing with a fairly specific element and a relatively new element. We came to understand that this was an industrial chemical for which man could find an alternative; so it was credible to consider putting a moratorium on the increased production of fluorocarbons with a 50 per cent reduction by 1994. Canada took a lead in negotiating the protocol which, hopefully, will be ratified by the 14 or so countries which produce and which involve 90 per cent of the production.

I think that is a model for the future. One of the topics of this conference is, in fact, "The Law of the Air." It is a follow up to the Brundtland Commission which I would encourage you to read. The environment is now becoming understood by people outside of the natural science disciplines. Out of that may well flow, and I hope it does, an international moratorium. It is realistic to say that we cannot turn the world around in a day, but we can start moving in the right direction to reduce the introduction of these kinds of chemicals which result from human activity and direct our attention and resources to improving, understanding and taking action to reduce, to an extent reasonable in a modern society, our use of some of these chemicals.

Acid rain, carbon dioxide and other greenhouse gases, and ozone are three issues in terms of which we could, under the Law of the Air, state an international direction that we want to move in over the next decade or two. If we do not do that, it

[Traduction]

M. Balshaw: Je crois que cette conférence portera précisément sur cette question. Les scientifiques et les décideurs du monde prendront le temps de s'asseoir et diront que le scénario est incertain mais qu'il est évident que l'homme influe sur le climat. Les nouveaux sous-produits de l'activité humaine se répandent dans l'atmosphère et la modifie. Selon nos meilleures prévisions, certains de ces scénarios se concrétiseront.

Nous avons des preuves de la désertification de régions. Le problème qui se pose au Canada est infime par rapport à celui des pays en voie de développement. La désertification qui s'y produit entraîne la famine.

Nous ne comprenons pas les processus exacts, mais que ce soit au sol ou indirectement dans l'atmosphère, de toute évidence les activités de l'homme, influent sur le climat. Nous, du milieu scientifique, avons finalement réussi à attirer l'attention des dirigeants de ce monde en leur signalant qu'il s'agit d'un problème mondial dont il faut s'occuper. Nous ne pouvons toutefois pas leur dire ce qu'il faudra faire ou ce qui arrivera demain. C'est une question qui ne peut attendre.

Je crains pour mes enfants étant donné qu'ils vivront dans un monde différent du mien. Je ne suis pas sûr qu'il sera meilleur, mais il se peut qu'il soit encore pire.

Le sénateur Spivak: Prévoyez-vous l'élaboration de stratégies au cours des cinq prochaines années? L'information ne manque pas et elle est presque toujours très alarmiste. Prévoyez-vous quelque stratégie en ce qui concerne cette information autre que dans le domaine des fluorocarbures?

M. Balshaw: Je crois que le protocole conclu en ce qui concerne l'ozone est un exemple de stratégie étant donné que nous avons affaire à un élément assez spécifique et relativement nouveau. Nous en sommes venus à comprendre qu'il s'agissait d'un produit chimique que l'homme pouvait remplacer. Il était donc plausible de songer à l'imposition d'un moratoire sur la production accrue des fluorocarbures, afin d'en diminuer la production de moitié d'ici 1994. Le Canada a donné l'exemple en négociant le protocole, lequel, espère-t-on sera ratifié par les quelque 14 pays qui en produisent les 90 p. 100.

Je crois qu'il s'agit d'un modèle pour l'avenir. L'un des sujets de cette conférence est, en fait, «le droit de l'air». Celle-ci fait suite à la *Commission Brundtland* dont je vous encouragerais à lire le rapport. Hors du milieu des sciences naturelles, on commence à comprendre l'environnement. De cette initiative pourrait surgir et, j'espère qu'il en sera ainsi, un moratoire mondial. On peut dire de façon réaliste que nous ne pouvons changer complètement le monde en un seul jour, mais nous pouvons commencer à avancer dans la bonne direction pour limiter l'utilisation de ces produits chimiques fabriqués par l'homme et consacrer notre énergie et nos ressources à apporter des améliorations, à comprendre et à prendre des mesures qui nous permettront, dans les limites raisonnables d'une société moderne, de réduire notre utilisation de certains de ces produits chimiques.

Les pluies acides, le gaz carbonique et d'autres gaz de terre ainsi que l'ozone, voilà trois questions pour lesquelles nous pourrions, en vertu du Droit de l'air, formuler la direction internationale que nous voulons mettre de l'avant au cours des dix ou vingt prochaines années. Sinon, dans 20 ans, si nous

[Text]

means that if in 20 years we know exactly what is going to happen, we will be 20 years late in starting to deal with it.

I do feel a sense of urgency that we should start to develop policy directions that are realistic and which will improve our chances. If we do have to take more urgent action in 20 years, we will be part way down what I believe will be the right road. At least, we will be heading in the right direction.

Senator Riel: It is my understanding that in Alberta a research council was dealing with various areas of research, one being the search for underground water. Has that project been maintained, or has it been abandoned?

Mr. Balshaw: I am sorry, I cannot answer that. However, we could endeavour to get the answer for the committee. I am sure that Mr. Davis would be more aware of ground water research in western Canada than I would. I am not specifically aware of that project.

Senator Riel: Another area they were researching concerned the future use of coal; another involved the weather, which is your bailiwick; and another was the prevention of hail.

Mr. Balshaw: Yes, I am aware of that.

The Chairman: Weather modification projects.

Senator Riel: I want to know if this is something that is being pursued actively. I remember in the old days, when I was a boy, reading in a newspaper that there was a drought and a dust bowl.

I have another question. In Saskatchewan, at one point, I dealt with people who were exploiting a phosphate mine by the name of Alwinsaul. I understand that, in digging their mine, they met an underground river and they had much trouble with that. The solution to their problem was that they had to freeze the river to continue excavating the shaft. Therefore, there must be some underground water in Saskatchewan also. Have there been any research effort undertaken to find underground water in Saskatchewan?

Mr. Balshaw: Again, senator, I apologize, but I am not aware of any new efforts to explore the possibilities of underground water. I am aware of some forms of natural underground water that exist, such as artesian wells and I have also read of the presence of some underground rivers; but I do not know. I would presume that if they are known to exist, they would have been explored and researched. Therefore, my answer is that there may be some practical reasons, at least to date, as to why these reserves cannot be tapped or used. There may be water quality problems or other issues. Certainly, during of dry periods, we do know that the water quality of surface water systems is an increasing problem. Whether that extends down into underground water systems, again is not my area of expertise, and I apologize.

Senator Steuart (Prince Albert-Duck Lake): It is just too deep in the potash area to be practical, at this stage, to bring it up 2,500 or 3,000 feet.

[Traduction]

savons exactement ce qui va se passer, nous accuserons un retard de 20 ans pour commencer à nous occuper de ce problème.

Je sens qu'il est urgent que nous commençons à élaborer des politiques réalistes qui amélioreront nos chances. Si nous devons prendre des mesures plus urgentes dans 20 ans, nous serons déjà engagés dans ce que je crois être la bonne voie. Nous nous dirigerons tout au moins dans la bonne direction.

Le sénateur Riel: Je crois comprendre qu'en Alberta, un conseil de recherche s'est intéressé à divers secteurs dont les eaux souterraines. Poursuit-on ce projet ou l'a-t-on abandonné?

M. Balshaw: Je suis désolé, mais je ne peux répondre à cette question. Toutefois, nous pourrions obtenir la réponse pour le comité. Je suis convaincu que M. Davis serait plus au courant que moi de la recherche qui se fait sur les eaux souterraines dans l'ouest du Canada. Je ne suis pas précisément au courant de ce projet.

Le sénateur Riel: On s'y est également penché sur l'utilisation future du charbon, sur le climat, un domaine de votre compétence, et également sur la prévention de la grêle.

M. Balshaw: Oui, je suis au courant de cela.

Le président: Les projets de modification climatique.

Le sénateur Riel: Je veux savoir si l'on poursuit ces recherches activement. Je me rappelle, dans le bon vieux temps lorsque j'étais enfant, avoir lu dans le journal qu'il y avait une sécheresse et un désert de poussière.

J'ai une autre question. En Saskatchewan, j'ai eu affaire à des gens qui exploitaient une mine de phosphate du nom d'Alwinsaul. Je crois comprendre que lors du creusage de la mine, ils sont tombés sur une rivière souterraine et que cela leur a causé beaucoup d'ennuis. On a dû bloquer la rivière pour continuer l'excavation. Par conséquent, il doit bien y avoir des eaux souterraines également en Saskatchewan. A-t-on fait des recherches ou a-t-on déployé des efforts pour découvrir des eaux souterraines en Saskatchewan?

M. Balshaw: Une fois de plus, sénateur, je suis désolé, mais je ne suis au courant d'aucun nouvel effort pour explorer les possibilités qu'offrent les eaux souterraines. Je sais qu'il en existe parce qu'il y a des puits artésiens et j'ai également lu des articles sur certaines rivières souterraines, mais je ne pourrais vous en dire plus. Je suppose que si l'on en connaît l'existence on y aura effectué des travaux d'exploration. Je réponds donc qu'il y a sûrement des raisons pratiques, du moins jusqu'à maintenant, pour que ces réserves ne puissent être utilisés ni exploitées. Il y a peut-être des problèmes de qualité de l'eau ou d'autres difficultés. Certes, pendant les périodes de sécheresse, nous savons que la qualité des eaux de surface pose de plus en plus de problèmes. Quant à savoir si cela s'applique aux eaux souterraines, je le répète, je ne m'y connais pas vraiment et je m'en excuse.

Le sénateur Steuart (Prince Albert-Duck Lake): Les rivières coulent simplement trop profondément dans la région de la potasse pour qu'il soit pratique, à cette étape, de remonter l'eau d'une profondeur de 2 500 ou 3 000 pieds.

[Text]

The Chairman: Thank you very much, Mr. Balshaw and Mr. Scholefield, for appearing before us and for your helpful comments. They will be of invaluable assistance to the committee in its deliberations with respect to the study on the drought.

At this point, I will adjourn the meeting insofar as the record is concerned. We will now proceed *in camera*.

The committee continued *in camera*.

[Traduction]

Le président: Merci beaucoup, messieurs Balshaw et Scholefield d'avoir comparu ce matin et de nous avoir fait part de vos précieuses observations. Elles seront d'une aide inestimable au comité dans le cadre de ses délibérations portant sur la sécheresse.

Nous mettons ici fin à nos délibération qui feront l'objet d'un compte rendu. Nous continuons nos travaux à huis clos.

Le comité poursuit ses travaux à huis clos.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From Environment Canada:

Mr. Mike Balshaw, Regional Director, Central Region,
Atmospheric Environment Service;

Mr. Peter Scholefield, Head, Monitoring and Prediction
Division, Canadian Climate Centre, Atmospheric Environment Service.

D'Environnement Canada:

M. Mike Balshaw, directeur régional, Région du Centre,
Service de l'environnement atmosphérique;

M. Peter Scholefield, chef, Division du contrôle et des prévisions au Centre climatologique canadien, Service de l'environnement atmosphérique.



Second Session
Thirty-third Parliament 1986-87-88



Deuxième session de la
trente-troisième législature 1986-1987-1988

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

*Proceedings of the Standing
Senate Committee on*

*Délibérations du Comité
sénatorial permanent de*

Agriculture and Forestry

l'Agriculture et des forêts

Chairman:
The Honourable DANIEL HAYS

Président:
L'honorable DANIEL HAYS

Tuesday, July 5, 1988

Le mardi 5 juillet 1988

Issue No. 28

Fascicule n° 28

Third proceedings on:

Troisième fascicule concernant:

Consideration of matters relating to the
Committee pursuant to the Order adopted
by the Senate on March 19, 1987. (Alachlor)

Étude de questions ayant trait aux travaux
du Comité conformément à l'Ordre adopté
par le Sénat le 19 mars 1987. (Alachlore)

WITNESSES:
(See back cover)

TÉMOINS:
(Voir à l'endos)

STANDING SENATE COMMITTEE ON
AGRICULTURE AND FORESTRY

The Honourable Daniel Hays, *Chairman*

The Honourable E. W. Barootes, *Deputy Chairman*

and

The Honourable Senators:

Argue	*Murray
Barootes	(or Doody)
Bielish	Olson
Fairbairn	Phillips
Hays	Riel
*MacEachen	Rossiter
(or Frith)	Sparrow
Marchand	Spivak

* *Ex Officio Members*

(Quorum 4)

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DE
L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS

Président: L'honorable Daniel Hays

Vice-président: L'honorable E. W. Barootes

et

Les honorables sénateurs:

Argue	*Murray
Barootes	(ou Doody)
Bielish	Olson
Fairbairn	Phillips
Hays	Riel
*MacEachen	Rossiter
(ou Frith)	Sparrow
Marchand	Spivak

* *Membres d'office*

(Quorum 4)

ORDER OF REFERENCE

Extract from the Minutes of Proceedings of the Senate,
Thursday, March 19, 1987:

“With leave of the Senate,

The Honourable Senator Hays moved, seconded by the
Honourable Senator Marchand, P.C.:

That, for the duration of the present session, the Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry be authorized, on its own initiative, to send for, hear and consider the evidence of a person or persons on matters which are within the Committee's mandate as described in Rule 67(1)(n) of the Rules of the Senate.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

ORDRE DE RENVOI

Extrait des procès verbaux du Sénat, le jeudi 19 mars 1987:

«Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Hays propose, appuyé par l'honorable sénateur Marchand, C.P.,

Que, pour la durée de la présente session, le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts soit autorisé, de son propre chef, à inviter, entendre et examiner les témoignages d'une ou de plusieurs personnes sur des questions relevant du mandat du Comité tel que décrit à l'article 67(1)n) du Règlement du Sénat.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le greffier du Sénat

Charles A. Lussier

Clerk of the Senate

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, JULY 5, 1988
(44)

[Text]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met at 9:02 a.m., this day, the Chairman, the Honourable Senator Daniel Hays, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Barootes, Fairbairn, Hays, Olson, Rossiter and Spivak (6).

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Mr. Jean-Denis Fréchette and Mr. Jamie Robertson.

Witnesses:

From the Pest Management Advisory Board:

Mr. Hajo Versteeg, Chairman.

From Ciba-Geigy Canada Ltd.:

Mr. Byron Beeler, Director of Public Affairs.

Pursuant to the Order of Reference adopted by the Senate on March 19, 1987, the Committee considered business which falls under its mandate. (Alachlor)

The witnesses made opening statements and answered questions.

It was,—

Agreed, That briefs presented by Mr. Versteeg and Mr. Beeler be appended to this day's proceedings and thus form part of the records of this Committee. (See appendix "AF-28-A" and "AF-28-B" respectively).

At 11:22 a.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

ATTEST:

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 5 JUILLET 1988
(44)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit à 9 h 02 sous la présidence de l'honorable Daniel Hays, sénateur.

Membres du Comité présents: Les honorables sénateurs Barootes, Fairbairn, Hays, Olson, Rossiter et Spivak (6).

Également présents: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: MM. Jean-Denis Fréchette et Jamie Robertson.

Témoins:

Du Comité consultatif sur la lutte antiparasitaire:

M. Hajo Versteeg, président.

De Ciba-Geigy Canada Ltée:

M. Byron Beeler, directeur des Affaires publiques.

Conformément à son ordre de renvoi adopté par le Sénat le 19 mars 1987, le Comité a examiné les questions relevant de son mandat. (alachlore)

Les témoins ont fait des déclarations d'ouverture et répondu aux questions.

Il est convenu,—

Que les mémoires présentés par MM. Versteeg et Beeler soient imprimés en annexe aux délibérations d'aujourd'hui et soient ainsi versés aux dossiers du Comité. (Voir les Annexes «AF-28-A» et «AF-28-B» respectivement)

À 11 h 22, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

ATTESTÉ:

Le greffier du Comité

Andrew N. Johnson

Clerk of the Committee

EVIDENCE

Ottawa, Tuesday, July 5, 1988

[Text]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met this day at 9:00 a.m. to consider matters relating to the Committee pursuant to the Order adopted by the Senate on March 19, 1987 (Alachlor).

Senator Dan Hays (Chairman) in the Chair.

The Chairman: Honourable senators, since it is 9 o'clock, I call the meeting to order even though we do not have a quorum. I have been told that other senators will be arriving shortly, and since we have authorization to take evidence without a quorum, I think we should get underway so that we will not run out of time with our second witness.

The first witness this morning is Mr. Hajo Versteeg, Chairman, Pest Management Advisory Board. Mr. Versteeg, would you give us some personal background and general comments on what your role is with respect to the review process as it has unfolded, particularly in the case of alachlor.

Mr. Hajo Versteeg, Chairman, Pest Management Advisory Board: Mr. Chairman, I understood that you had received copies of a brief I had submitted to your committee, but the clerk has just informed me that he has not yet received them. I believe he is making copies of the original which I supplied him with this morning. Rather than read the brief into the record, with your indulgence I will provide some introductory comments which I hope will highlight some of the problems you are trying to deal with in your deliberations.

During the late 1970s and early 1980s a growing insistence by parties interested in pest management for the opportunity to input into the regulatory process led to the then federal Minister of Agriculture, Eugene Whalen, producing a report with a number of specific recommendations to improve the federal pesticides regulatory process. The principal recommendation in that report—which is now referred to as the Salter Report, after a co-author—was the establishment of an independent Pest Management Advisory Board. The function of that board is to use consultative processes to develop recommendations for the Minister of Agriculture on broad policy questions. The timing of the report, for your purposes, I believe is critical. The report was made public in March 1983, and in the fall of 1984 we had an election. When Mr. Wise was appointed Minister of Agriculture, I expect that he required some time to determine the parameters of the pesticides issue and, indeed, what he wanted to do with this Pest Management Advisory Board. Concurrent with those deliberations the alachlor issue was coming to a swift head; so that by February 1985 Mr. Wise had made the regulatory decision to cancel the full registration of alachlor and to grant it a temporary registration for the spring, 1985, use season. As you know, in early March, 1985, Monsanto, as was its legal right, requested a review board to review that regulatory decision made by Mr. Wise. So the onus was then placed upon the Minister of Agriculture to set up a review board.

TÉMOIGNAGES

Ottawa, le mardi 5 juillet 1988

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent sur l'agriculture et les forêts s'est réuni aujourd'hui à 9 heures pour se pencher sur les questions confiées au Comité en vertu du règlement adopté par le Sénat le 19 mars 1987 (Alachlor).

Le sénateur Dan Hays (président) occupe le fauteuil.

Le président: Messieurs les sénateurs, il est 9 heures et je déclare la séance ouverte, même si nous n'avons pas le quorum nécessaire. Je sais que d'autres sénateurs vont arriver très bientôt et puisque nous sommes autorisés à entendre des témoignages en l'absence de quorum, je pense que nous devrions commencer pour ne pas être à court de temps lorsque nous aurons à entendre notre deuxième témoin.

Notre premier témoin, ce matin, est Hajo Versteeg, président du Conseil consultatif de la lutte antiparasitaire. M. Versteeg, je vous demanderai de vous présenter rapidement et de nous préciser dans ses grandes lignes le rôle que vous jouez dans la mise en place du mécanisme de révision, notamment au sujet de l'affaire alachlor.

M. Hajo Versteeg, président du Conseil consultatif de la lutte antiparasitaire: Monsieur le président, je pensais que vous aviez reçu des copies du mémoire que j'ai présenté à votre comité, mais le greffier vient juste de me dire qu'il ne les a pas encore reçues. Je pense qu'il est en train de faire des copies de l'original que je lui ai remis ce matin. Plutôt que de lire mon mémoire pour qu'il soit consigné dans le procès-verbal j'aimerais, avec votre permission, faire quelques remarques liminaires qui, je l'espère, vous éclaireront dans la suite de vos délibérations.

À la fin des années 1970 et au début des années 1980, les intervenants du secteur de la lutte antiparasitaire se sont montrés de plus en plus intéressés à prendre part à la mise en place du mécanisme de réglementation lancé à l'instigation du ministre fédéral de l'Agriculture de l'époque, Eugene Whalen, sous la forme d'un rapport comportant plusieurs recommandations bien précises en vue d'améliorer la réglementation fédérale de la lutte antiparasitaire. La principale recommandation de ce rapport, connue aujourd'hui sous le nom de rapport Salter, du nom de son co-auteur, visait à établir un Conseil consultatif indépendant en matière de lutte antiparasitaire. Ce conseil a pour fonction d'utiliser les mécanismes de consultation pour faire des recommandations au ministre de l'Agriculture sur des questions de politique générale. Pour ce qui est de votre propos, je considère que la date de publication du rapport est cruciale. Le rapport a été rendu public en mars 1983 et, à l'automne 1984, nous étions en élection. Lorsque M. Wise a été nommé ministre de l'Agriculture, je pense qu'il lui a fallu quelque temps pour faire le tour de la question des pesticides et savoir exactement ce qu'il voulait faire du Conseil consultatif de la lutte antiparasitaire. Pendant ce temps, la question de l'alachlor a pris rapidement de l'ampleur, ce qui a amené M. Wise à décider en février 1985 par voie de règlement d'annuler l'agrément permanent de l'alachlor et de ne lui conférer qu'un agrément temporaire pour la saison d'utilisation du printemps 1985. Vous n'ignorez pas qu'au début de mars 1985, Mon-

[Text]

At that time there were some deliberations as to the role of the Pest Management Advisory Board. Obviously I was not privy to those deliberations, but my guess is that at least some people—perhaps people within the Department of Agriculture—suggested that the Pest Management Advisory Board could be the Alachlor Review Board, or that it could play an integral role in the establishment and functioning of the Alachlor Review Board.

So the department—i.e., I assume with the concurrence of the Minister of Agriculture—went about the business of setting up the Pest Management Advisory Board, and, on July 1, 1985, I became chairman; and my first task was to deal with the alachlor issue.

When I looked at the problem, a number of realizations dawned on me quite rapidly. The first was that, in my view, alachlor had the potential of being the single most important pest management issue to confront federal agriculture. I should say, Mr. Chairman, that prior to accepting the post as Chairman of the Pest Management Advisory Board I had spent five or six years teaching environmental law and natural resources law at the University of New Brunswick, and was also very involved in an environmental group called the Conservation Council of New Brunswick; I was on the executive for five years and president for a few years. Of course, in New Brunswick we have the classic environmental problem of the spruce budworm, and it was in connection with my research efforts in that area that led me to the issues surrounding pest management.

The first thing that struck me was that, given my background as an environmental advocate prior to assuming the role of Chairman of the PMAB, it would have been inappropriate for me to be directly involved in the Alachlor Review Board. I think Monsanto could have, and quite rightly so, challenged me for reasonable apprehension of bias, given my background. For that reason, and for a variety of other reasons, I spoke at length with the Minister of Agriculture about the need to attempt—as much as possible, without delegating his legal responsibilities—to isolate himself from the Alachlor Review Board.

I understand, Mr. Chairman, that the committee has now retained a legal adviser. I would expect that he will have—if he does not have already—some appreciation of the legal difficulties involved in pest control products regulations and the way in which the review board is set up. That legislation, as you know, was drafted in the late 1960s and promulgated, I believe, in 1972. I do not think they anticipated the types of complexities that we were about to get into with alachlor. So you have a situation where the minister registers the product, the minister then cancels the product and the minister is then

[Traduction]

santo, son propriétaire légal, a demandé qu'une commission de révision revienne la décision prise par voie de règlement par M. Wise. Il incombait donc au ministre de l'Agriculture de mettre sur pied une commission de révision.

À l'époque, on a délibéré au sujet du rôle devant être confié au Conseil consultatif de la lutte antiparasitaire. Bien entendu, je n'ai pas pris part personnellement à ces délibérations, mais j'imagine que certains responsables au moins, éventuellement au sein du ministère de l'Agriculture, ont proposé que le Conseil consultatif de la lutte antiparasitaire fasse office de Commission de révision de l'affaire Alachlor ou soit partie prenante dans la création et le fonctionnement de la Commission de révision de l'affaire alachlor.

Donc, le ministère, avec j'imagine l'appui du ministre de l'Agriculture, a entrepris de mettre sur pied le Conseil consultatif de la lutte antiparasitaire, dont je suis devenu président le 1^{er} juillet 1985 avec pour première mission de régler l'affaire alachlor.

En me penchant sur ce problème, j'en suis venu très rapidement à un certain nombre de conclusions. La première d'entre elles était qu'à mon avis l'affaire alachlor représentait en puissance la plus grosse affaire de lutte antiparasitaire auquel ait jamais été confrontés les services fédéraux de l'Agriculture. Je dois préciser, Monsieur le président, qu'avant d'accepter la présidence du Conseil consultatif de la lutte antiparasitaire, j'ai enseigné pendant cinq ou six ans le droit de l'environnement et des ressources naturelles à l'Université du Nouveau-Brunswick tout en étant très impliqué au sein d'un groupement écologiste, le Conseil de la conservation du Nouveau-Brunswick. J'ai fait partie du Conseil d'administration de ce groupement pendant cinq ans et j'en ai été le président pendant quelques années. Évidemment, nous avons au Nouveau-Brunswick le problème écologique classique de la tordeuse des bourgeons de l'épinette et ce sont mes travaux de recherche dans ce domaine qui m'ont amené à m'intéresser aux questions liées à la lutte antiparasitaire.

La première chose qui m'est apparue, c'est que compte tenu de mes antécédents en tant que défenseur de l'environnement avant d'être président du CCLA, il n'aurait pas été normal que j'intervienne directement dans les travaux de la Commission de révision de l'affaire alachlor. Je pense que Monsanto aurait pu me reprocher, avec raison, d'être mal disposé à son égard compte tenu de mes antécédents. Pour cette raison et pour bien d'autres, j'ai longuement discuté avec le ministre de l'Agriculture de la nécessité pour ce dernier de chercher, sans renoncer à ses responsabilités légales, à s'isoler dans la mesure du possible de la Commission de révision de l'affaire alachlor.

Si je comprends bien, Monsieur le président, le comité vient de retenir les services d'un conseiller juridique. J'imagine qu'il aura, s'il ne l'a pas déjà, une bonne idée des difficultés juridiques que pose la réglementation des produits antiparasitaires et les modalités de création des commissions de révision par la voie de cette réglementation. Vous n'ignorez pas que cette législation a été rédigée à la fin des années soixante et promulguée, il me semble, en 1972. Je ne pense pas qu'à l'époque on ait envisagé toutes les complexités qu'entraîneraient des affaires comme celle d'alachlor. Vous vous retrouvez dans une

[Text]

legally mandated upon request from an applicant to establish a review board. It states that "He shall appoint a review board." The minister then participates in that regulatory and review board process, receives a recommendation and makes a final decision. A first-year administrative law student will tell you that there are a number of legal difficulties associated with that process. In an attempt to try to smooth out some of those rough edges, the suggestion I made to the minister was that the Pest Management Advisory Board assist him in selecting the Alachlor Review Board members and then handle all of the administration of the Alachlor Review Board to try to keep that board independent of all interests so that there is no suggestion or appearance of unduly influencing the deliberations of that board.

So I went about finding suitable people based largely upon the letter of March 1985 submitted by Monsanto suggesting the issues they wanted to raise in front of the board, and then needing the board members that could understand those issues. I am certain that Monsanto appreciates that. It took a great deal of time to find experts of the calibre we needed to handle this issue. The board was informally constituted by early October and formally announced through a press release on November 13. It then began its deliberations in December of 1985.

I wonder, Mr. Chairman, if I should stop there and entertain questions?

The Chairman: Is there anything more that you think would be useful to cover by way of general comment having regard to our work?

Mr. Versteeg: Perhaps one more detail on the theme I have already touched upon, which is the regulatory and procedural difficulties in which the minister found himself because of the way the legislation was framed. If you go into the Alachlor Review Board record, you will find a number of occasions where virtually all parties associated with the review board process have unequivocally stated that the legislation—the act and the regulations—are less than ideal, but that is what they had to work with.

Given those concerns from all parties, the Pest Management Advisory Board—on request of Mr. Wise, the Minister of Agriculture—commissioned a legal analysis of the review board process. That was done and handed in to our board in September, 1986. My expectation was that the review board would have completed its deliberations by September of 1986; so I was out by roughly a year. In any case, it was felt that it would be inappropriate to release that document, which critiqued that process, using alachlor as a specific example, during the deliberations dealing with alachlor. To that end, we held

[Traduction]

situation où c'est le ministre qui enregistre le produit, le ministre qui annule le produit et le ministre encore qui est tenu légalement, à la demande d'un requérant, de constituer une commission de révision. Il est dit qu'il doit nommer une commission de révision. Donc, le ministre prend part à ce mécanisme de contrôle réglementaire et de révision par le biais d'une commission, prend connaissance des recommandations qui sont faites et prend une décision en définitive. N'importe quel étudiant en droit administratif de première année vous dira que ce mécanisme pose un certain nombre de difficultés sur le plan juridique. Pour essayer quelque peu d'arrondir les angles, j'ai proposé au ministre de faire en sorte que le Conseil consultatif de la lutte parasitaire l'aide à choisir les membres de la Commission de révision de l'affaire alachlor et se charge ensuite de toute l'administration des travaux de la Commission pour chercher à garantir l'indépendance de la Commission vis-à-vis de tous les groupements d'intérêt et éviter toute accusation ou toute apparence de pression s'exerçant indûment sur les délibérations de cette commission.

Je me suis donc mis à la recherche de responsables appropriés en me fondant en grande partie sur les termes de la lettre envoyée en mars 1975 par Monsanto, énumérant les questions que cette société désirait soulever devant la Commission. Je devais m'efforcer, bien entendu, de trouver des membres en mesure de comprendre ces questions. Je suis sûr que Monsanto m'en tient gré. Il nous a fallu beaucoup de temps pour réunir les experts ayant la compétence voulue pour régler les questions en jeu. La Commission a été officiellement créée au début octobre et officiellement annoncée par la voie d'un communiqué de presse le 13 novembre. Elle a alors commencé ses délibérations en décembre 1985.

Monsieur le président, je pense que je vais m'arrêter là et répondre à vos questions.

Le président: Avez-vous d'autres commentaires généraux à faire qui seraient susceptibles de nous intéresser au sujet de votre travail?

M. Versteeg: Juste peut-être une question de détail sur un sujet que j'ai déjà évoqué, soit celui des difficultés posées par la réglementation et par la procédure auxquelles a été confronté le ministre en raison de la façon même dont a été rédigée la loi. Si vous consultez les procès-verbaux de la Commission de révision de l'affaire Alachlor, vous constaterez qu'à un certain nombre de reprises, pratiquement toutes les parties ayant pris part au mécanisme de révision ont déclaré sans ambiguïté que la législation, soit la loi et l'ensemble des règlements, était loin d'être idéale mais qu'il fallait s'en accommoder.

Étant donné les préoccupations dont ont fait état toutes les parties, le Conseil consultatif de la lutte antiparasitaire, à la demande du ministre de l'Agriculture, M. Wise, a fait procéder à une analyse juridique du mécanisme des commissions de révision. C'est ce qui a été fait et le rapport a été remis à notre conseil en septembre 1986. Je m'attendais à ce que la Commission de révision en ait fini avec ses libérations en septembre 1986 et je m'étais donc trompé d'à peu près un an. Quoi qu'il en soit, j'ai estimé qu'il n'était pas approprié de publier ce document, qui critiquait le mécanisme, en se servant de

[Text]

onto the document until after the minister had made his decision in January, 1988, and we did an update of that document in March. We presented the MacLauchlan Report to the minister which he now has.

The Chairman: Has that been made available to the public?

Mr. Versteeg: No, it has not.

The Chairman: Is there now an anticipated release date?

Mr. Versteeg: That is up to the minister. I do not purport to speak for the minister, but my understanding is that it will be released; as to the date, I do not know.

The Chairman: And what is his name?

Mr. Versteeg: His name is Wade MacLauchlan. He is an administrative law professor at Dalhousie Law School and has concentrated his expertise in the area of federal boards and tribunals.

The Chairman: Is it reasonable to assume, then, that the MacLauchlan Report contains recommendations as to how this process might be improved?

Mr. Versteeg: It contains recommendations as to how the process may be legally improved. From the transcripts I have read of this committee's prior deliberations, I noted that a number of senators made a point with which I concur 100 per cent; that, just asalachlor is not solely a scientific issue, neither is it solely a legal; an economic, or, indeed, a sociological issue—it is a mixture. The intrigue ofalachlor is that it is multidisciplined and extremely complex. I do not think that improving the regulatory process will solve all of the problems, but it is certainly the beginning of an attempt to come to terms with some of these difficult issues.

The Chairman: Before turning to senators for questions, I should like to ask one of my own. How is it that, as we have heard this morning, Health and Welfare could take a position on which the minister based his decision, while the Alachlor Review Board, which you have also discussed, made a different recommendation? If I heard correctly, the rationale for this is simply that it did not look at the same information. I believe you said that the manufacturer of one of the chemicals reviewed, metolachlor, obtained test results of that chemical and, because of its proprietary interest in that chemical, the manufacturer was not obliged to release that information. Basically the Department of Health and Welfare thought that it knew more about this issue than the review committee, and accordingly felt that its decision should stand, notwithstanding the review process. Could you comment on how that situation arose?

[Traduction]

l'affairealachlor comme d'un exemple, durant le cours des délibérations traitant de l'affaire Alachlor. Nous avons donc gardé ce document sous le coude jusqu'à ce que le ministre ait pris sa décision en janvier 1988 et nous avons mis à jour le document en mars. Nous avons présenté le rapport MacLauchlan au ministre et il est aujourd'hui en sa possession.

Le président: A-t-il été rendu public?

M. Versteeg: Non.

Le président: A-t-on déjà prévu une date de publication?

M. Versteeg: La décision appartient au Ministre. Je ne veux pas me prononcer à la place du Ministre, mais je pense que le rapport sera publié; quant à la date, je n'en sais rien.

Le président: Et quel est le nom de l'auteur?

M. Versteeg: Il s'agit de Wade MacLauchlan. C'est un professeur de droit administratif à l'École de droit de Dalhousie, qui se spécialise dans les commissions et les tribunaux administratifs fédéraux.

Le président: On peut donc raisonnablement imaginer que le rapport MacLauchlan contient des recommandations sur la façon dont on pourrait améliorer ce mécanisme?

M. Versteeg: Il contient des recommandations sur la façon dont ce mécanisme peut être amélioré sur le plan juridique. En lisant les procès-verbaux des délibérations antérieures de ce comité, j'ai pu constater qu'un certain nombre de sénateurs ont relevé une chose avec laquelle je suis d'accord à 100 p. 100, c'est que l'affaire Alachlor ne relève pas uniquement du domaine scientifique, du domaine juridique, du domaine économique ou encore du domaine sociologique; c'est un peu tout cela à la fois. Ce qui est intrigant dans l'affaire Alachlor, c'est que c'est une affaire multidisciplinaire et extrêmement complexe. Je ne pense pas qu'en améliorant le mécanisme de réglementation nous résoudrons tous les problèmes, mais c'est certainement un début de solution face à la complexité des problèmes.

Le président: Avant de donner la parole aux autres sénateurs j'aimerais, quant à moi, vous poser une question. Comment se fait-il que, conformément à ce que nous avons appris ce matin, Santé et Bien-être ait pu adopter une position sur laquelle s'est fondé le ministre pour prendre sa décision alors que la Commission de révision de l'affaire Alachlor, dont vous venez par ailleurs de parler, a fait une recommandation différente? Si j'ai bien compris, cela s'explique tout simplement par le fait que les deux n'ont pas eu les mêmes renseignements. Je pense que vous nous avez dit que le fabricant de l'un des produits chimiques en cause, le metolachlor, avait obtenu les résultats des essais de ce produit chimique mais qu'en tant que propriétaire de ce produit, le fabricant n'était pas tenu de divulguer cette information. En substance, le ministère de la Santé et du Bien-être a estimé en savoir davantage sur la question que le Comité de révision et a jugé en conséquence que sa décision devait être maintenue en dépit des conclusions auxquelles on est parvenu dans le cadre du mécanisme de révision. Pouvez-vous nous dire comment une telle situation at-elle pu se produire?

[Text]

Mr. Versteeg: I will certainly try. Your comments point to a number of specific concerns about the regulatory process. First, and most important, is the issue of information access.

My own view is that, in the context of the alachlor proceedings, the position in which the review board found itself, in not getting access to any but summary data dealing with metolachlor was an unfortunate circumstance dictated by legal realities. The Pest Management Advisory Board is looking into the question of information access. It is one of many problems highlighted by the alachlor proceedings.

Having said that, I will venture to say that the difference in scientific opinion as between the review board and the Department of Health and Welfare was not exclusively a difference that came about because one group had access to data that the other did not have. Dr. Gunner, in his response to a similar question, pointed out that it was possible and perhaps probable that even if the Alachlor Review Board had had access to the entire metolachlor data package, the difference in opinions would have remained. I am not a scientist, a toxicologist or an epidemiologist—I do not usually say this too loudly, but I am a lawyer. I have had the opportunity to work very closely with those three disciplines, however, and, as I understand the issues, there is nothing wrong with two legitimate but differing scientific opinions.

I believe Dr. Fuller from Monsanto highlighted that concern. We are dealing here with an issue that is shrouded in uncertainty. The scientific data that is needed to make a decision is, in this instance, incomplete, uncertain, and, most importantly, not available. The state of the art of toxicology is such that despite our best efforts we simply cannot make any conclusive determination on cause and effect—"If we do this, what will happen?" Therefore, there is nothing wrong with two legitimate scientific opinions that happen to differ, and therein lies the rub.

If either the Department of Health and Welfare or the Alachlor Review Board used in their deliberations scientific principles that were not accepted, we would have a much easier time of things. We would have been able to reject one or the other. But I do not think that anyone is questioning either the competence or the *bona fides* of either the Department of Health and Welfare or the Alachlor Review Board. Ultimately, the dilemma in which we find ourselves is characteristic of this type of activity—namely, uncertainty.

The Chairman: If I understand you correctly, there seems to have been a scientific difference of opinion here, and that may have arisen because different information was available to the different scientific reviewers; namely, the Department of Health and Welfare and the Alachlor Review Board. Alternatively, they may have had the same information and still come up with different conclusions, in which case it would have been a matter for the ultimate decision-maker, the Minister of Agriculture.

Mr. Versteeg: That is correct.

[Traduction]

M. Versteeg: Je vais essayer. Votre intervention soulève un certain nombre d'inquiétudes bien précises au sujet du mécanisme de réglementation. La première d'entre elles, et la plus importante, est la question de l'accès à l'information.

Je considère personnellement que dans l'affaire Alachlor la position dans laquelle s'est retrouvée la Commission de révision, qui n'a pu avoir accès qu'à des données sommaires au sujet du metolachlor, est une chose regrettable dictée par les réalités juridiques. Le Comité consultatif de la lutte antiparasitaire se penche actuellement sur la question de l'accès à l'information. C'est là un des nombreux problèmes soulevés par l'affaire Alachlor.

Cela étant posé, je m'aventurerais à dire que les divergences d'opinion scientifique entre le ministère de la Santé et du Bien-être et la Commission de révision ne viennent pas exclusivement du fait que l'on a eu dans un cas accès à des données qui n'ont pas été fournies dans l'autre. Répondant à une question similaire, le Dr Gunner a fait remarquer qu'il était possible et peut-être même probable que même si la Commission de révision de l'affaire Alachlor avait eu accès à l'intégralité du dossier du metolachlor, les divergences d'opinion auraient subsisté. Je ne suis pas un scientifique, un toxicologue ou un épidémiologiste—même si je ne le crie pas généralement sur les toits—mais je suis un juriste. J'ai cependant eu l'occasion de fréquenter de près ces trois disciplines et, selon ma vision des problèmes, rien n'empêcher que deux avis scientifiques divergent tout en étant tous deux légitimes.

Je pense que le Dr Fuller, de la Monsanto, a bien cerné le problème. Nous sommes là dans un domaine empreint d'incertitudes. Les données scientifiques dont nous avons besoin pour prendre une décision sont dans le cas présent incomplètes, incertaines et, surtout, non disponibles. Dans l'état actuel de la toxicologie, en dépit de toute notre bonne volonté, nous ne pouvons tout simplement pas tirer de conclusion définitive sur les relations de causes à effet «si nous faisons telle ou telle chose, que va-t-il se passer?». De ce fait, il est normal que deux avis scientifiques tout à fait légitimes s'opposent, et c'est là toute la difficulté.

Si le ministère de la Santé et du Bien-être ou la Commission de révision de l'affaire Alachlor avaient retenu dans leurs délibérations des principes scientifiques non reconnus, tout serait bien plus simple. Nous aurions pu rejeter l'un ou l'autre des avis. Cependant, je ne pense pas que qui que ce soit remette en doute la compétence ou la bonne foi du ministère de la Santé et du Bien-être ou de la Commission de révision dans l'affaire Alachlor. Finalement, nous sommes pris dans un dilemme propre à ce genre d'activité: l'incertitude.

Le président: Si je vous comprends bien, il semble qu'il y ait eu des divergences d'opinions scientifiques dans cette affaire et que cela soit dû à une différence d'information dont ont pu disposer les deux organes de révision scientifique; soit le ministère de la Santé et du Bien-être et la Commission de révision de l'affaire Alachlor. Il se peut aussi que même s'ils avaient eu la même information, ces deux organes en seraient venus à des conclusions différentes, auquel cas il revenait au ministre de l'Agriculture de trancher en dernière analyse.

M. Versteeg: C'est bien cela.

[Text]

The Chairman: How well suited is a minister of the Crown, who serves a specific constituency and who has responsibility for a particular economic sector—in this case, agriculture—to make a final decision? What scientific support can he call upon, if any, in doing so?

Mr. Versteeg: As I understand your question, Mr. Chairman, there are two components to it. Independent of alachlor, but perhaps highlighted by the alachlor decision, there has been a movement for taking the pesticides regulatory process out of agriculture and putting it into some other agency. The argument is that there exists, if not a bias in fact, an apprehension of bias, because agriculture has a dual responsibility to enhance production and, while doing so, to protect the environment. Pesticides are not exclusively directed to enhancing production—they also have an impact on human health in the natural environment.

My own view is that in the long term it might be advantageous to explore the possibility of taking pesticides out of the Department of Agriculture and putting them into a stand-alone agency, not Health or Environment, because they both have their own mandates and their own biases, if you will. In the short-term and mid-term I do not think the quality of the decision would be any better if the pesticides issue were taken out of Agriculture. They have the expertise. In essence, in my opinion, they know what they are doing.

I might add that I have not always had that view. Certainly the opportunity to get a first row seat on what is happening has enhanced my comfort margin in terms of what Agriculture Canada does. That is not to suggest that what it does is perfect by any means, but it is certainly better than I thought it was.

On the issue of whether or not the Minister of Agriculture in this particular case had the expertise needed to make the decision, I would say that there has to be accountability somewhere; somebody has to make the decision. It is an unfortunate component of an environmental risk activity where we simply cannot afford the luxury of waiting until we have the information we need prior to making a decision, because not doing anything in the context of these types of problems is also making a decision. I do not have any problem with the Minister of Agriculture making the decision, and because of the multidisciplinary nature of these issues, I believe it is appropriate that it not be given exclusively to a science board, a legal board or an economic board. The multiplicity of issues alone makes it appropriate for a politician, who is ultimately accountable to the Canadian public, to make this type of decision.

The Chairman: Whatever the process might become in the future, the question as to risk benefit, in your view, should not be strictly a scientific decision, nor do you believe it should be strictly an economic decision; is that correct? The difficult problem we face is what kind of ultimate decision-maker can take those two disciplines into account and come up with the best possible decision, having regard for public safety as well as our competitive position as an agricultural producer.

[Traduction]

Le président: Est-ce qu'un ministre d'État, qui sert une clientèle précise et qui est responsable d'un secteur économique particulier, l'agriculture dans le cas qui nous occupe, est bien placé pour prendre une décision définitive? Quels conseils scientifiques peut-il prendre éventuellement pour ce faire?

M. Versteeg: Si je comprends bien, votre question, Monsieur le Président, comporte deux volets. Indépendamment de l'affaire Alachlor, mais ce que l'affaire Alachlor a pu éventuellement souligner, il y a une évolution qui consiste à retirer le mécanisme de réglementation des pesticides au ministère de l'Agriculture pour le placer entre les mains d'un autre organisme. L'argument consiste à dire dans ce cas qu'il y a incompatibilité ou que l'on peut craindre une incompatibilité parce que le ministère de l'Agriculture a la double responsabilité d'accroître la production tout en protégeant l'environnement. Les pesticides ne sont pas exclusivement liés à l'augmentation de la production, ils ont aussi un effet sur la santé des personnes au sein de leur environnement.

Je considère personnellement qu'il pourrait être avantageux à long terme d'étudier la possibilité de retirer les pesticides au ministère de l'Agriculture et de les confier à un organisme autonome, et non à la santé ou à l'environnement, qui ont leur propre mandat et leurs propres préjugés, si vous préférez. À court et à moyen terme, je ne pense pas que la qualité de la décision serait bien supérieure si l'on retirait à l'Agriculture le domaine des pesticides. Le ministère a les compétences nécessaires. En substance, je dirais que les responsables savent ce qu'ils ont.

J'ajouterais que je n'ai pas toujours été de cet avis. À n'en pas douter, le fait d'occuper un siège au premier rang m'a permis de mieux apprécier ce qui se faisait à Agriculture Canada. Je ne veux pas dire par là que tout ce que l'on y fait est parfait, mais c'est certainement mieux que ce que j'avais pensé.

Quant à la question de savoir si le ministre de l'Agriculture avait dans le cas qui nous occupe les compétences nécessaires pour prendre une décision, je dirais qu'il faut qu'il y ait un responsable quelque part; quelqu'un qui prend les décisions. C'est l'une des dimensions regrettables du problème posé par les risques en matière écologique; le fait qu'on ne peut tout simplement pas se payer le luxe d'attendre pour avoir toutes les données nécessaires, car ne rien faire dans ce genre de situation, c'est aussi prendre une décision. Je n'ai absolument rien contre le fait que ce soit le ministre de l'Agriculture qui prenne la décision et, en raison du caractère pluridisciplinaire de ces questions, je crois d'ailleurs qu'il est préférable qu'on ne les confie pas exclusivement à une commission scientifique, juridique ou économique. La multiplicité des enjeux justifie en soi que l'on confie ce genre de décision à un responsable politique, qui rend des comptes finalement au public canadien.

Le président: Quelle que soit l'orientation qui sera donnée à ce mécanisme à l'avenir, le soin de décider du rapport coût-bénéfice ne devrait pas à votre avis être purement scientifique ou purement économique; est-ce bien exact? La difficulté est de savoir quel type de décideur sera en mesure de s'inspirer à la fois de ces deux disciplines et de prendre la meilleure décision possible en tenant compte à la fois de la sécurité du public

[Text]

Mr. Versteeg: The co-author of the Salter Report, Dr. William Leiss, has written for Agriculture Canada a document entitled "The Risk Management Process." In that document he highlights the steps involved in a risk management decision, which alachlor is.

The key to the process, as I read it, is that the decision is open so that people can understand the parameters that the decision-maker takes into account in making the regulatory decision. Once that is done, you have gone a long way toward developing good decisions.

Senator Spivak: You seemed to indicate that your background as an environmental lawyer could be taken as an indication of bias. Also, the question of whether or not the Minister of Agriculture serves a different constituency than Health and Welfare seems to be based on the premise that people manufacturing pesticides and people involved in agriculture would have different interests than environmentalists. I find that a difficult concept to swallow.

It seems to me that everyone would wish to have a health environment, regardless of whether they are involved in producing pesticides or working on the farm, or whatever, because in the end everyone's interests are affected. I do not see that there is a separation of interests.

I understand what that means in terms of the short term, but I find the concept of an environmental legal background as an indication of bias a very strange comment.

Mr. Versteeg: Your question is very perceptive and important. When I suggested bias, I hope I qualified it by saying a reasonable apprehension of bias.

I do not want to say that I came out of the environmental movement. To say that suggests that somehow I left it behind or it left me behind.

Senator Spivak: It is not as if you came out of the Protestant church. There are Protestants and there are Catholics, but it seems to me that we are all environmentalists.

Mr. Versteeg: Indeed. The function of the Pest Management Advisory Board is to work with the concerns you have expressed. I have spent approximately five years fighting. It was very adversarial and it was "us" against "them." I have no argument about that, and no apology either. It was a very important part of my life and I enjoyed it.

One of the difficulties for me personally was that I thought I was always losing. There had to be a better way to resolve these issues. When I say I was always losing, I look at a case such as the Nova Scotia herbicide trial. After that trial I came to the realization that this adversarial process was such that nobody won. When this job came up, the opportunity was

[Traduction]

et des impératifs de compétitivité que nous devons respecter en tant que producteur agricole.

M. Versteeg: Le co-auteur du rapport Salter, le Dr William Leiss, a rédigé pour le compte d'Agriculture Canada un document intitulé «Le mécanisme de gestion des risques.» Il expose dans ce document la marche à suivre lorsqu'il s'agit de prendre une décision impliquant une gestion des risques, ce qui est le cas d'Alachlor.

La clé du mécanisme, à mon avis, c'est de faire en sorte que la décision soit suffisamment transparente pour que les gens puissent comprendre les paramètres sur lesquels s'est fondé le responsable pour prendre sa décision en matière réglementaire. Lorsque cette condition est réalisée, il est bien plus facile de prendre de bonnes décisions.

Le sénateur Spivak: Vous semblez laisser entendre que votre passé d'avocat des questions environnementales pouvait être considéré comme un signe de parti pris. Par ailleurs, lorsqu'on se demande si le ministre de l'Agriculture sert une clientèle différente que le ministre de la Santé et du Bien-être, on semble partir du principe que les gens qui fabriquent des pesticides et ceux qui font partie du monde agricole ont des intérêts différents de ceux des écologistes. J'ai de la difficulté à l'admettre.

Il me semble que tout le monde devrait être en faveur d'un environnement sain, que l'on travaille dans la fabrication des pesticides, dans une ferme ou ailleurs, parce qu'en dernière analyse tout le monde est concerné. Je ne pense pas qu'il y ait des divergences d'intérêt.

Je comprends bien ce que cela veut dire à court terme, mais je trouve étrange que l'on prenne comme une indication de parti pris le fait d'avoir une formation juridique sur les questions d'environnement.

M. Versteeg: Votre question est très judicieuse et a son importance. Lorsque j'ai parlé de parti pris, il me semble que j'ai fait une nuance en parlant d'appréhension raisonnable de parti pris.

Je ne veux pas dire par là que je suis sorti du mouvement écologiste. Parler en ces termes serait laisser entendre que j'ai en quelque sorte dépassé la question ou que celle-ci m'a dépassé.

Le sénateur Spivak: Ce n'est pas comme si vous apparteniez à l'église protestante. Il y a des protestants et il y a des catholiques, mais il me semble que nous sommes tous des écologistes.

M. Versteeg: En effet. Le rôle du Conseil consultatif de la lutte antiparasitaire est de se pencher sur la préoccupation dont vous nous avez fait part. J'ai consacré à peu près cinq longues années à lutter. L'atmosphère était véritablement à la confrontation et c'était «eux» contre «nous». Je n'élaborerai pas là-dessus et je n'ai pas non plus à m'excuser. Cette époque a été très importante dans ma vie et j'en ai beaucoup retiré.

L'une des difficultés que j'ai éprouvée personnellement, c'est que j'avais le sentiment d'être toujours perdant. Il devait y avoir une meilleure façon de résoudre ces problèmes. Lorsque je dis que j'étais toujours perdant, je pense à une affaire comme celle du procès sur les herbicides de Nouvelle-Écosse. Après le procès, je me suis rendu compte que cet affrontement

[Text]

there for me to put my money where my mouth was and to say, "Let's try consultative approaches," because I agree with you that there is a lot of room for working together. For the past three years we have been exploring that with our board and I think we have been doing very well.

The point I was making was that the first day on the job, in July of 1985, if I were legal counsel for Monsanto and I had to deal with this very critical issue, I would want nobody tainted not with a bias but with an apprehension, an appearance of bias. If I had actually been on the Alachlor Review Board, I would think Monsanto, quite rightly, should have and would have challenged me, saying, "We're not saying this guy isn't going to do a good job. We're saying that we want to make it absolutely crystal clear that no-one involved in this process has a pre-stated position."

I had a major problem with finding a world-class risk analyst in Canada. Why? It was not because Canada does not have any, because most of them work for the government, either in Health or Environment. I had to eliminate those people because there was potential there at some stage for them to become involved in the decision, independent of their work with the review board. I would say that the same principles apply with the minister. As a matter of law—and I would expect your legal counsel can wade you through a lot of these administrative law principles—the appearance of bias is enough to overturn a regulatory decision. Therefore, you do not want to have someone judging their own case.

The Minister of Agriculture has no option in this. He has to follow what the regulations say. What they say is not altogether in accord with 1980s administrative law principles. The potential for Monsanto or any other party that has a vested interest in the alachlor issue to say that the minister was biased—he made the decision to cancel; he picked his so-called judges; he appeared in front of his judges and gave his case, and then he is going to hear their recommendations—should be avoided. That is simply not acceptable. The minister had no choice in that, but there is a problem that has to be addressed. I do not mean to imply that the minister was biased, I mean to imply that legally there was a concern there about an appearance of apprehension of bias.

Senator Spivak: Let me ask you one other question concerning the matter of uncertainty. In looking at these kinds of decisions, is uncertainty not enough to justify radical non-intervention—that is, not to justify not using a product? Is that not, by itself, a sufficient reason? Where is the onus of proof?

[Traduction]

perpétuel était fait de telle sorte que personne ne gagnait. Lorsque ce poste s'est présenté, j'ai vu la possibilité de pratiquer ce que je prêchais et je me suis dit «essayons la consultation», parce que je suis d'accord avec vous pour dire qu'il y a beaucoup à faire pour améliorer la collaboration entre les gens. Au cours des trois années qui viennent de s'écouler, nous nous sommes penchés sur la question au sein du Conseil et je pense que nous avons réalisé de bonnes choses.

Ce que je voulais faire comprendre, c'est que le jour où j'ai pris mes fonctions en juillet 1985, si j'avais été le conseiller juridique de Monsanto et si l'on m'avait confié cette affaire très délicate, je n'aurais pas voulu avoir affaire à une personne de parti pris et, sans même parler de parti pris, à une personne qui aurait pu donner l'impression d'être de parti pris. Si j'avais en fait siégé au sein de la Commission de révision de l'affaire Alachlor, je pense que Monsanto, à bon droit, aurait été obligé de me récuser en déclarant «nous ne disons pas que ce monsieur n'est pas à même de bien s'acquitter de sa tâche. Nous voulons cependant qu'il soit bien clair qu'il est exclu qu'une personne ayant déjà pris des positions antérieurement sur le sujet puisse prendre part à ce processus.»

J'ai éprouvé de grosses difficultés à trouver un analyste des risques de réputation mondiale au Canada. Pour quelle raison? Non parce que le Canada n'en compte pas, mais parce que la plupart d'entre eux travaillent pour le gouvernement, soit au ministère de la Santé, soit à celui de l'Environnement. J'ai dû écarter ces responsables parce qu'il était possible qu'ils aient à intervenir à un moment donné dans la décision, indépendamment de leurs fonctions au sein de la Commission de révision. J'ajouterai que les mêmes principes s'appliquent dans le cas du Ministre. En droit, et j'imagine que votre conseiller juridique saura vous guider dans tous les arcanes du droit administratif, l'apparence de parti pris suffit à annuler une décision prise en matière réglementaire. En conséquence, il n'est pas question qu'un responsable puisse être juge et partie.

Le ministre de l'Agriculture n'a pas le choix dans cette affaire. Il doit s'en tenir à ce que dit la réglementation, et ce que dit la réglementation n'est pas toujours en accord avec les principes du droit administratif des années 1980. Il est nécessaire d'éviter que Monsanto ou que tout autre partie intéressée dans l'affaire Alachlor puisse dire que le Ministre était de parti pris, qu'il a pris la décision d'annuler l'agrément du produit, qu'il a ensuite choisi lui-même ses juges pour comparaître devant eux et plaide son affaire pour enfin prendre connaissance de leurs recommandations avant de décider lui-même. C'est tout simplement inacceptable. Le ministre n'a pas le choix, mais il y a là un problème qu'il convient de régler. Je ne veux pas dire que le Ministre avait un parti pris; je dis tout simplement que juridiquement on pouvait appréhender une apparence de parti pris.

Le sénateur Spivak: J'aimerais vous poser une autre question en ce qui a trait à l'incertitude. Lorsqu'on examine ce type de décision, l'incertitude n'est-elle pas en soi suffisante pour justifier une non intervention radicale, soit en fait justifier la non utilisation du produit? N'est-ce pas en soi une raison suffisante? Où est placé le fardeau de la preuve?

[Text]

Mr. Versteeg: Again, that is a critical question. I could go on at length about this, but I will spare you.

The issue of who proves what is not relevant when dealing with these types of issues; it is simply not an issue. The person who is obligated to dispel the burden of proof can never win, because the information needed to establish a position is not there. Having said that, your question then is: If it is uncertain does that caution us toward cancelling? I am putting words in your mouth, and I want to be careful here. It certainly cautions us towards prudence.

The whole context of notions of proof are designed to protect individual rights, freedoms and liberties. When we are dealing with risk issues such as alachlor, the concern is not so much with individual liberties as it is with public health. For that reason, the principles underlining our regulatory decisions are different from those that would espouse technical rules dealing with proof issues.

For a regulator, uncertainty, by definition, forces him to be cautious; it does not force him into inaction. As I mentioned to the chairman, Mr. Wise does not have the luxury of saying, "Let us wait until we get the information we need." He has to make a decision. The uncertainty, then, is a framework, which he has to be conversant with and knowledgeable about, in making that regulatory decision. Many times, you will have a decision based on uncertainty which allows the use. What we talk about when we are dealing with risk management is the concept of "acceptable risk." Given the information that we have, and knowing what we do not know about a problem, can we allow for the use of this problem and maintain that notion of "acceptable risk?"

In a regulatory decision dealing with uncertainty, in my view you cannot make a right decision because the information that allows you to make the right decision is not there. The best you can hope for is a good decision, because two years or ten years down the road new information might come in which allows you to modify that decision—and there is nothing wrong with that; that is part of the dynamics of the risk-management process. As you get new information, you modify accordingly.

Senator Olson: I think I understood, both in your original presentation and in the answers to Senator Spivak's question, about the dilemma of someone who ultimately has to make a decision. As you said, taking no action is a decision that is sometimes costly to some people.

Where I have a problem—and I hope you can recap it for me—is in what you believe to be, if not a perfect solution, at least a better solution to the process in this. Where there is acceptable technical and scientific evidence of factors to health or the risk to health there is no problem, as far as I can see, because whether it is the Minister of Agriculture or the Minister of Health and Welfare, or whoever, they always opt on the side of not taking those risks to human health. But there might

[Traduction]

M. Versteeg: Là encore, la question touche un point essentiel. Je pourrais vous faire une longue dissertation, mais je vous en dispenserai.

Il ne s'agit pas de savoir qui doit prouver ce qui est pertinent lorsqu'on aborde ce genre de question, à mon avis, le problème n'est pas là. La personne qui est tenue de s'acquitter du fardeau de la preuve ne peut jamais sortir gagnante car l'information devant lui permettre d'arrêter une décision est absente. Cela dit, votre question revient à me demander si l'incertitude nous incite à l'annulation; j'espère que j'interprète bien ici votre pensée. Ce qui est sûr, c'est qu'elle nous incite à la prudence.

Tout ce qui est lié à la preuve vise à protéger les droits et les libertés individuelles. Lorsqu'il s'agit de questions impliquant des risques comme dans l'affaire alachlor, les préoccupations portent moins sur les libertés individuelles que sur la santé publique. Pour cette raison, les principes qui dictent nos décisions réglementaires sont différents de ceux qu'impliquerait l'application de règles techniques traitant des questions de preuve.

Par définition, l'incertitude incite le responsable de la réglementation à la prudence; elle ne le condamne pas à l'inaction. Comme je l'ai fait remarquer au président, M. Wise ne peut se payer le luxe de dire «Attendons d'avoir l'information dont nous avons besoin.» Il faut qu'il prenne une décision. Il doit donc être familiarisé avec l'élément d'incertitude pour prendre une décision de type réglementaire. Souvent, il vous faut prendre une décision qui permet l'utilisation du produit malgré l'incertitude. Dans le domaine de la gestion des risques, nous pensons en termes de risques acceptables. Compte tenu de l'information dont nous disposons et sachant que nous ne connaissons rien d'un problème, pouvons-nous nous résoudre à prendre un «risque acceptable»?

En présence d'incertitude, on ne peut à mon avis prendre de décision parfaite car l'information qui devrait permettre de prendre cette décision parfaite n'est tout simplement pas disponible. Le mieux que l'on puisse espérer, c'est de prendre une bonne décision en attendant que deux ou dix ans plus tard on dispose de nouveaux renseignements permettant de modifier cette décision; et il n'y a aucun mal à cela, cela fait partie de la dynamique de la mécanique de gestion des risques. À mesure que l'on obtient de nouvelles informations, on modifie la décision en conséquence.

Le sénateur Olson: Je pense avoir bien compris, en écoutant votre exposé au départ et la réponse que vous avez donnée à la question du sénateur Spivak, le dilemme devant lequel se trouve le responsable en dernière analyse de la décision. Vous l'avez dit, ne pas prendre de mesure, c'est aussi une décision qui peut être coûteuse parfois pour certaines personnes.

Ce qui me gêne dans tout ceci, et j'espère que vous pourrez éclairer ma lanterne, c'est une fois que l'on a adopté la solution la meilleure possible. Les preuves techniques et scientifiques de l'existence de risques acceptables pour la santé ne me paraissent pas poser de problèmes car, que ce soit le ministre de l'Agriculture, le ministre de la Santé et du Bien-être ou toute autre personnalité, les responsables choisissent toujours de ne pas faire courir de risques à la santé des personnes. Toutefois,

[Text]

be longer-term undesirable consequences—to some, because of what you have just explained, namely, that you do not know what the longer-term use, pollution and accumulated pollution in their own places, will be.

I can give you several examples where there have been allegations that this has happened. Scientists will agree that they do not know for sure, in some cases, whether pesticides should be used. So there is a risk—there is no doubt about that. New information may raise the risks to human health and it may not. Someone has to make a decision, and I think you quite properly pointed to the politician. He has to weigh it and make a decision based on the factors that are involved. Most of the time I think they are highly responsible and in favour of being on the safe side.

After all this experience, how do you think we could improve the process of getting there so that the person who ultimately makes the decision—in this case the Minister of Agriculture—or the person who, as you said, must make the decision will satisfy people? The rest of the public has a right to be satisfied, or at least partially satisfied, that the risk-cost factors were reasonably well balanced.

Mr. Versteeg: The Pest Management Advisory Board, on request of the minister, has provided the minister with a number of options on ways to improve the regulatory process. You may be aware that in March 1988, at the Canadian Federation of Agriculture annual general meeting, the minister clearly stated that the *status quo* with respect to the regulations of pesticides is no longer acceptable.

Senator Olson: It is not satisfactory; that is right.

Mr. Versteeg: Indeed. He was referring in large part to the experiences associated with the alachlor process.

Again, I point to the transcripts right at the beginning of those proceedings. Virtually all lawyers for all parties involved made that comment. The question then becomes: How do you improve that process? There are a variety of options available to the Minister of Agriculture to do that.

Our board has provided the minister with a number of options.

Senator Olson: Have these been made available to the committee?

Mr. Versteeg: No, they were just made available to the minister. It becomes his prerogative to decide how, what and when he will do what he proposes to do. In that sense, there has been some good attempt to fix up the system. I would stress, however, that in my experience, while it is essential that we strive for an ideal system, I cannot believe that when we are talking about pest management, pesticides regulations, that we will ever have an ideal system. There will always be problems and they will always be difficult problems. But we can certainly improve upon the *status quo*, and the minister and the department are embarking upon that.

[Traduction]

il peut y avoir des conséquences préjudiciables à plus long terme, celles que vous venez justement d'évoquer, parce qu'on ne sait pas quelles seront à longue échéance les conséquences de la pollution et de l'accumulation des produits polluants.

Je pourrais vous citer plusieurs exemples. Les scientifiques sont d'accord pour dire qu'ils ne sont pas sûrs dans certains cas que l'on doit utiliser les pesticides. Il y a donc un risque, à n'en pas douter. On pourra s'apercevoir plus tard que la santé des personnes est en danger. Il est possible aussi que ce ne soit pas le cas. Il faut que quelqu'un prenne une décision et je pense que vous avez raison de vous tourner vers les responsables politiques. C'est à eux qu'il revient de peser leurs décisions en fonction de tous les facteurs en jeu. La plupart du temps, je pense qu'ils font preuve d'un sens aigu des responsabilités et qu'ils privilégient la sécurité du public.

Au vu de toute cette expérience, que pensez-vous que nous devrions faire pour améliorer le mécanisme afin que le responsable chargé de prendre en fin de compte la décision, soit dans le cas qui nous occupe, le ministre de l'Agriculture, réponde aux aspirations de la population? Le public en général a le droit d'avoir la garantie, du moins partielle, que tous les facteurs de coûts et de risques ont été raisonnablement pondérés.

M. Versteeg: Le Conseil consultatif de la lutte antiparasitaire a présenté au Ministre, à la demande de celui-ci, un certain nombre d'options concernant la façon d'améliorer le mécanisme de réglementation. Vous savez peut-être qu'en mars 1988, lors de l'assemblée générale annuelle de la Fédération canadienne de l'agriculture, le ministre a clairement indiqué que le statu quo en matière de respect de la réglementation des pesticides n'était plus acceptable.

Le sénateur Olson: La situation n'est pas satisfaisante; c'est exact.

M. Versteeg: En effet. Il se référerait en grande partie aux expériences liées à l'affaire alachlor.

Je vous ramène à nouveau aux procès-verbaux des premières séances de délibérations. Pratiquement tous les avocats de l'ensemble des parties intervenantes ont fait ce même commentaire. La question est donc la suivante: Comment améliorer ce mécanisme? Diverses options s'offrent au ministre de l'Agriculture pour ce faire.

Notre Conseil a présenté au Ministre un certain nombre d'options.

Le sénateur Olson: Ont-elles été présentées à l'intention du Comité?

M. Versteeg: Non, elle ne l'ont été qu'à l'intention du Ministre. C'est à lui qu'il revient de décider ce qu'il va faire, quand il va le faire et comment il va le faire. De ce point de vue, on a fait d'excellents efforts pour réformer le système. J'insisterai cependant sur le fait que même s'il est indispensable de s'efforcer de trouver un système idéal, je ne pense pas, au vu de mon expérience, que lorsqu'on parle de lutte antiparasitaire et de réglementation des pesticides on puisse jamais disposer d'un système idéal. Il y aura toujours des problèmes épineux à résoudre. Il n'en reste pas moins que nous pouvons toujours améliorer le statu quo et que le ministre et les gens de son Ministère s'y emploient.

[Text]

I have very specific examples of attempts to improve the process. I do not recall, Senator Olson, whether you were present when I mentioned the Salter Report, but it recommended a number of improvements to the regulatory process. I believe virtually all of those recommendations have been implemented, and the fruits of those labours are now beginning to bear: the pesticides call line, discussion documents, increasing the staff of the pesticides directorate, increasing communication links with the provincial regulatory agencies, high level communications within the various federal departments and between the federal and provincial departments and better access with the public advocacy groups. All of those need further refinement. Again, I do not deny that, but there are certainly attempts to deal with this issue.

Senator Olson: I appreciate the problem and that you have made recommendations to the minister. We can get those recommendations from the minister when he is ready to release them.

The Chairman: Just by way of clarification, is that the MacLauchlan Report?

Mr. Versteeg: No, it is not. The MacLauchlan Report is one document among a number of documents that were critiquing the regulatory process. MacLauchlan focused primarily on review boards. Other documents, some of which you have mentioned—the Law Reform Commission Report, as well as documents received by the federal government from provincial regulatory agencies, as well as direct input to the minister from public advocacy groups and the pesticides industry—all point to a need for regulatory reform. Each has its own perspective on how that should be done; but I think there is one single unifying cry, again in large part highlighted or focused as a result of the alachlor activities—that is, the need for reform. It is as a result of all of that input that the minister made his comment in Winnipeg, I expect, and is now looking at ways to improve that process.

The Chairman: So you were talking about an interdepartmental review of the various reviews when you commented to Senator Olson that the minister has before him some suggestions as to how to improve the process.

Mr. Versteeg: The interdepartmental procedure to review is one option; there are others: a consultative committee similar to the Canadian environmental protection process, which takes it right out of the department and allows input from the various players; an independent task force, which takes briefs and makes recommendations is another option; and a commission of inquiry is another. All of those options have positive sides; all of them have negative sides. Again, there is not one that stands out and says, "This is the way we should proceed to look at this system with a view to recommending improvements."

[Traduction]

Je pourrais donner des exemples très précis de tentatives visant à améliorer le mécanisme. Je ne me souviens pas, sénateur Olson, si vous étiez présent lorsque j'ai mentionné le rapport Salter, mais on trouve dans ce rapport un certain nombre de recommandations visant à améliorer le mécanisme de réglementation. Je pense que presque toutes ces recommandations ont été mises en application et l'on commence à récolter les fruits de ce travail: la mise en place d'une ligne d'appel sur les pesticides, la publication de documents de discussion, l'augmentation du personnel à la Direction des pesticides, le renforcement des liens de communication avec les organismes de réglementation provinciaux, les nombreuses communications à l'intérieur du gouvernement fédéral et entre les ministères fédéraux et provinciaux et les plus grandes facilités d'accès données aux groupements de défense du public. Toutes ces choses ont besoin d'être encore améliorées, je ne le nie pas, mais il y a là véritablement un progrès.

Le sénateur Olson: Je comprends l'importance des enjeux et le fait que vous avez présenté des recommandations au Ministre. Le Ministre nous fera part de ces recommandations lorsqu'il sera prêt à les communiquer.

Le président: A titre indicatif, s'agit-il du rapport MacLauchlan?

M. Versteeg: Non. Le rapport MacLauchlan est l'un des documents qui critiquaient le mécanisme de réglementation. MacLauchlan s'intéressait avant tout aux commissions de révisions. D'autres documents, et vous en avez mentionné quelques-uns, dont le rapport de la Commission de réforme du droit, ainsi que des documents envoyés au gouvernement fédéral par les organismes de réglementation provinciaux ou directement au Ministre par l'industrie des pesticides ou les groupements de défense du public, soulignent unanimement la nécessité de réformer la réglementation. Chacun préconise ses propres méthodes, mais tous s'entendent à mon avis sur un point, là encore en grande partie à cause de l'affaire alachlor, soit sur la nécessité d'une réforme. C'est en s'inspirant de toutes ces contributions que le Ministre s'est exprimé à Winnipeg, j'imagine, et c'est pour cela qu'il examine à l'heure actuelle les moyens d'améliorer ce mécanisme.

Le président: Vous vous référiez donc à un examen interministériel des différentes études lorsque vous avez indiqué au sénateur Olson que le Ministre avait sur son bureau un certain nombre de propositions concernant la façon d'améliorer le mécanisme.

M. Versteeg: La formule d'examen interministériel n'est qu'une option; il y en a d'autres: un comité consultatif apparenté au mécanisme canadien de protection de l'environnement, qui décharge intégralement le Ministère et s'inspire des propositions faites par les différents intervenants, un Groupe d'études indépendant, qui reçoit des mémoires et fait des recommandations et enfin, une dernière option, celle de la Commission d'enquête. Toutes ces options ont leurs bons et leurs mauvais côtés. Là encore, il n'y a personne pour s'élever et déclarer: «Voilà comment on doit procéder pour examiner le système en vue de recommander les améliorations qui doivent être apportées.»

[Text]

Senator Fairbairn: Mr. Versteeg, I listened carefully to what you were saying earlier in response to other questions regarding understanding the issue of uncertainty and risk. You also mentioned at one point, I believe, the need for open decision-making so that everybody understands what is involved in coming to the conclusions that are reached.

One of the things that has puzzled me relating to when the decision was announced was the comment from officials, and I believe on one occasion from the minister, that if everybody knew all of the reasons behind the decision they would understand how the decision was reached and that it was the right decision; but people might not ultimately have access to that information.

I am wondering if you could comment on that. It certainly adds another element to the already very legitimate elements of uncertainty in this issue—not this specific one, but the general issue you are talking about.

Mr. Versteeg: It is a horrendous problem. On the one hand, I think there are very few people who would say that a pesticides company that generates literally millions of dollars in data does not have a right to protect that data from unauthorized use by a competitor. I cannot help but think that most people would say, "Of course, they have the right to protection from unauthorized use." The most efficient way to protect that use, not necessarily the only way, is simply not to release it. Because the industry generates the data, it has the legal label of proprietary rights attached to the data. If I generate the data, I own the data and therefore I am allowed to impose conditions on what I want done with the data.

At the alachlor hearings, as I understood this part of it, I think Monsanto would have agreed that, just as they do not want access to Ciba-Geigy's data, they also insist that Ciba-Geigy does not get access to its data. So it is almost a *quid pro quo*, an understanding between industries that they will not try to weasel in and have a look at a competitor's data.

The skewer in all of this is that we have a review process which has the appearance—and again the legalities are such that it is not clear under the regulations—of being a public hearing, not exclusively a behind-closed-doors science review where people can get access to all the data; and therein lies the problem, because, on the one hand, Monsanto is saying, "We will give the review board our data, but we do not want the world at large to see that data." Nevertheless, the review process has the trappings of a public meeting, so what does one do? We are caught in a quandary which, in the circumstances, was accommodated by reading-room access of Monsanto's data without granting access to the competitor's data. One is still caught with a review board saying, "What do we do about getting access to the competitor's data, the data owned by Ciba-Geigy?" Something has to be done to resolve that dilemma. The solution is not easy.

[Traduction]

Le sénateur Fairbairn: M. Versteeg, j'ai écouté attentivement ce que vous avez dit un peu plus tôt en répondant à d'autres questions touchant l'appréciation des risques et de l'incertitude. Vous avez évoqué à un moment donné, si je me souviens bien, la nécessité de prendre des décisions transparentes pour que tout le monde connaisse bien les enjeux au moment où l'on prend les décisions.

L'une des choses qui m'ont surpris lors de l'annonce de la décision a été d'entendre les responsables, et si je me souviens bien le Ministre à une occasion, nous dire que si les gens connaissaient les raisons ayant permis d'arriver à cette décision, ils comprendraient que l'on a pris la bonne décision, mais qu'ils ne pourraient pas finalement avoir accès à cette information.

J'aimerais que vous nous fassiez connaître votre sentiment. Voilà qui rajoute encore à l'élément d'incertitude tout à fait normal dans ce genre de question, non seulement dans cette affaire bien précise, mais sur un plan plus général.

M. Versteeg: Le problème est terriblement ardu. D'un côté, je pense qu'il y a très peu de gens pour dire qu'un fabricant de pesticides qui dépense littéralement des millions de dollars pour obtenir des résultats de recherche n'a pas le droit de protéger ces résultats contre un usage non autorisé de la part d'un concurrent. Je suis obligé de penser que la plupart des gens vont se dire que, bien entendu le fabricant a le droit d'être protégé contre une utilisation non autorisée. La façon la plus efficace de le faire, je ne dis pas nécessairement que c'est la seule, est tout simplement de ne pas divulguer ces résultats. Étant donné que c'est l'industrie qui est à l'origine des résultats, elle a un droit de propriété sur ceux-ci. À partir du moment où j'obtiens certains résultats, j'en suis propriétaire et j'ai le droit d'imposer les conditions dans lesquelles ils seront utilisés.

Lors des audiences sur l'affaire Alachlor, si j'ai bien compris le problème, je pense que Monsanto était tout à fait d'accord pour ne pas se voir communiquer les recherches de Ciba-Geigy et n'avait aucune intention de divulguer ses propres résultats de recherche à Ciba-Geigy. Il y a donc là une espèce d'échange de bons procédés, une entente entre les entreprises du secteur aux termes de laquelle elles s'engagent à ne pas chercher à fouiner dans les dossiers pour obtenir les résultats des recherches de leurs concurrents.

La difficulté dans tout cela, c'est que nous avons un mécanisme de révision qui a les apparences—et là encore le droit est fait de telle manière que ce n'est pas tout à fait clair en vertu de la réglementation—d'une audience publique, qui ne se ramène pas exclusivement à un examen scientifique à huis clos et où n'importe qui peut avoir accès à tous les résultats de recherche, ce qui fait que Monsanto nous dit «Nous sommes prêts à communiquer les résultats de nos recherches à la Commission de révision, mais nous ne voulons pas que le grand public en ait connaissance.» Pourtant, le mécanisme de révision a tous les attributs d'une audience publique; alors, que faire? On se voit forcé dans les circonstances de faire deux poids et deux mesures alors que d'un côté tout le monde peut prendre connaissance en salle de lecture des résultats des recherches de Monsanto sans que l'on puisse accéder de l'autre aux résultats des recherches des concurrents. On se retrouve aux prises avec

[Text]

In part, the PMAB is working toward public access to health and safety data. If our board is successful, we will have an agreement from the pesticides industry that the general public, or some component of the general public, will be allowed unrestricted access to the health and safety component of the data pack, which is the critical component. I do not think the public is overly interested in the business part of that data pack, but I would expect almost certainly that the access will be qualified, that the member of the public who looks at the data will have to sign a legally binding contract which ensures that the person getting access will not then turn around and divulge that data to a competitor. So we are looking at ways to allow for much greater access by the general public.

The trap that we find ourselves in with the review board is that it is in this hybrid situation, it is neither here nor there. It is looking at highly confidential, very expensive, data; yet it has this public component to it. It is not an easy problem to solve.

The Chairman: With regard to Senator Fairbairn's question, it was the minister, was it not, Senator Fairbairn?

Senator Fairbairn: It was the minister. There were a couple of officials, but three different people including the minister.

The Chairman: If you knew what I knew, you would agree with me, but I cannot tell you what I know.

Senator Fairbairn: And you may never know.

The Chairman: Traditionally, the reviewer here is not privy to that information. Could the review board have been made aware of that additional information, or was that a legal impossibility?

Mr. Versteeg: I will give you a personal observation, which legal counsel for your committee might wish to comment on. If the Board came to a stage where they said "We must have access to the metalachlor data owned by Ciba-Geigy", if a formal request were made to Ciba-Geigy, which was refused, then it might have been possible for the review board to apply to a federal court to attempt to get access to the data.

I have no idea how successful that would have been, but I stress that, in my opinion, in the context of the decision concerning the process that we have worked through, that is now in the past. I am sympathetic to the minister's comments regarding "If you knew what my people knew, you might feel more comfortable with the decision that I made."

What we should strive to do, and what the PMAB is, in part, trying to do, is to fix that anomaly. You are going to have a review board which becomes an appeal board that no longer makes recommendations; it makes decisions. Another option

[Traduction]

une Commission de révision qui nous dit: «Que fait-on au sujet de l'accès aux résultats des recherches du concurrent, ceux dont Ciba-Geigy est propriétaire?». Il faut faire quelque chose pour résoudre ce cercle vicieux. La solution n'est pas simple.

D'un côté, le CCLA s'efforce de faire accéder le public aux résultats des recherches en matière de santé et de sécurité. Si le conseil réussit dans cette entreprise, nous obtiendrons une entente avec l'industrie des pesticides pour que le public en général, ou une certaine fraction du public, soit autorisé sans aucune restriction à accéder aux résultats des recherches menées en matière de santé et de sécurité, qui représente l'élément essentiel. Je ne pense pas que le public soit particulièrement intéressé par le côté commercial de ces résultats de recherche et je suis pratiquement sûr que cette facilité d'accès sera soumise à certaines conditions et que les membres du public qui prennent connaissance des résultats devront signer un engagement les liant en droit et en vertu duquel ils acceptent de ne pas divulguer à leur tour ces résultats de recherche à un concurrent. Nous cherchons donc les moyens de faire en sorte que le grand public soit bien mieux informé.

Ce qui nous met dans une situation délicate dans le cas du Comité de révision, c'est que ce dernier est une structure hybride que l'on ne peut pas vraiment classer d'un côté ou de l'autre. Elle est chargée d'examiner des données confidentielles et dont le prix de revient est très élevé, et pourtant elle a un caractère public. Le problème n'est pas facile à résoudre.

Le président: Pour en revenir à la question du sénateur Fairbairn, vous vous référiez au Ministre, n'est-ce pas, sénateur Fairbairn?

Le sénateur Fairbairn: Je me référais au Ministre. Il y avait aussi deux responsables, trois personnes, en tout y compris le Ministre.

Le président: Ah, si vous saviez ce que je sais, vous seriez bien d'accord avec moi, mais je ne peux rien vous dire.

Le sénateur Fairbairn: Et vous ne le saurez peut-être jamais.

Le président: Traditionnellement, l'examineur n'a pas ici l'exclusivité de l'information. Le Comité de révision a-t-il été mis au courant de l'existence de ces renseignements supplémentaires ou y avait-il un empêchement légal?

M. Versteeg: Voici une remarque personnelle que le conseiller juridique du Comité voudra peut-être commenter. Si la Commission avait officiellement demandé accès aux renseignements sur le Métalachlor que possédait Ciba-Geigy et si on les lui avait refusés, la Commission d'examen aurait peut-être alors pu s'adresser à un tribunal fédéral pour obtenir ces renseignements.

J'ignore si cela aurait marché, mais à mon avis, et j'insiste, compte tenu de la décision à laquelle nous avons abouti, c'est du passé. Je suis d'accord avec le ministre lorsqu'il déclare: «Si vous saviez ce que savent mes collaborateurs, vous accepteriez mieux la décision que j'ai prise.»

Nous devrions essayer de supprimer cette anomalie, comme le CCLA cherche en partie à le faire. La Commission d'examen finira par devenir une commission d'appel qui prendra des décisions au lieu de faire des recommandations. Une autre

[Text]

would be to say that we have this *in camera*, scientific advisory panel, and they get access to the information, but there is no formal access from all parties going in to alleviate the problem of confidentiality. There has to be a solution and in the near future, we will be looking at that very closely.

The Chairman: I would like to ask a question regarding the evidence you gave before the Commons Environment and Forestry Committee on May 17. You referred to a background study paper that outlined the shortcomings of the current regulations and suggested an improved process. Which paper was that?

Mr. Versteeg: That would be the MacLauchlan Report.

The Chairman: With respect to the review board itself, we have contacted its chairman, Mr. Justice Shapiro, and it would appear that he correctly observes that the work of that board is finished; it is now dissolved, it does not exist, which seems to be a good reason for not coming before the committee. I would like you, as someone who is involved in its creation, to confirm that it has no further work and that it does not exist.

Mr. Versteeg: Yes. That is correct.

The Chairman: You earlier touched on the selection of the review board membership. Could you comment further on how you advise the minister? I gather your objective was to come up with a balanced board in which all interests were represented. Could you comment a little further on that process and tell us, if you can, whether your recommendations as to the membership of the board were accepted?

Mr. Versteeg: It is the second question I am pausing on, Mr. Chairman. I spent a tremendous amount of time searching for suitable candidates and I contacted many experts in the various disciplines. From my own background, I knew some of them. I also received advice from other sources. I was given gratuitous advice from a variety of interests—pesticide industry people, public advocacy groups, provincial regulatory authorities, and so on. As I contacted these people, they, in turn, suggested other names if they could not serve on the board.

The criteria for membership were that the candidates had to be international experts in their fields and that they must have no apparent bias. The logistics, in terms of who should sit on the board, became extremely difficult. In part, but not exclusively, I was motivated by Monsanto's application for a hearing before a review board, which application set out certain issues that Monsanto hoped to present at the hearing. If these issues were to be presented fairly, obviously there had to be expertise on the board to understand them. I certainly knew enough about the issues to realize the complexities involved.

One of my initial problems was in determining the amount of time the hearing would likely run. Most of the people I contacted are extremely busy and pinpointing the duration of the hearing became critical. As I said, I imagine that virtually every board member will no longer speak to me. I think I

[Traduction]

solution consisterait à établir une commission scientifique consultative qui se réunirait à huis-clos, moyennant quoi on pourrait obtenir l'information voulue, mais si tous les intéressés y ont accès, cela ne résoudra pas le problème de la confidentialité. Il faut vite trouver une solution, et nous allons nous y employer.

Le président: J'ai une question sur la déposition que vous avez faite le 17 mai devant le Comité de la Chambre des communes sur l'environnement et les forêts. Vous avez parlé d'un document faisant état des carences de la réglementation actuelle et vous avez proposé une meilleure procédure. De quel document s'agit-il?

M. Versteeg: Il s'agit du rapport MacLauchlan.

Le président: Nous avons pris contact avec le juge Shapiro qui dirige la Commission d'examen. Il a confirmé que la Commission a terminé son travail; elle a été dissoute et elle n'existe donc plus, ce qui est une raison suffisante pour ne pas se présenter devant le Comité. Puisque vous avez présidé à sa création, pouvez-vous confirmer qu'effectivement, elle n'a plus de travail et qu'elle n'existe plus?

M. Versteeg: Oui, c'est exact.

Le président: Vous avez parlé tout à l'heure de la sélection des membres de la Commission d'examen. Pouvez-vous nous parler de la manière dont vous conseillez le ministre? Votre but, si j'ai bien compris, était de former une commission équilibrée où tous les intérêts seraient représentés. Pourriez-vous nous donner davantage de détails et nous dire, si c'est possible, dans quelle mesure vos recommandations concernant la composition de la Commission ont été acceptées?

M. Versteeg: C'est la seconde question qui m'oblige à réfléchir, monsieur le président. J'ai passé énormément de temps à chercher de bons candidats et j'ai contacté beaucoup de spécialistes appartenant à diverses disciplines. Par mon métier, j'en connaissais quelques-uns. On m'en a aussi recommandés. Des conseils m'ont été fournis à titre gratuit par divers secteurs intéressés—le secteur des pesticides, des organisations de défense du consommateur, des organismes provinciaux de réglementation, et ainsi de suite. Ces gens-là m'ont à leur tour donné d'autres noms lorsqu'ils ne pouvaient pas eux-mêmes faire partie de la Commission.

Pour être acceptés, les candidats devaient être des spécialistes internationalement reconnus dans leurs domaines et n'avoir, apparemment, aucun préjugé. La formation du comité s'est terriblement compliquée. J'étais partiellement motivé par la demande de Monsanto qui voulait obtenir une audience devant la Commission d'examen afin d'y exposer certains problèmes. Pour que ces problèmes soient examinés en toute justice, il fallait évidemment que les membres de la Commission aient les compétences voulues et qu'ils comprennent ces problèmes. Je les connaissais suffisamment moi-même pour en mesurer la complexité.

Une des premières difficultés était pour moi de déterminer la durée de l'audience. La plupart des gens que j'avais contactés étaient très occupés, et la durée de l'audience devenait un facteur déterminant. Je le répète, tous les membres de la Commission, ou presque, doivent m'en vouloir terriblement. J'avais

[Text]

underestimated by 30 or 40 working days the amount of time this review process would take.

In any case, after a great deal of deliberation and input from a variety of sources, I came up with a short list. I discussed that list with the minister, explored other avenues with him and presented him with a final list sometime in late August. I began this process in the beginning of July.

The final question mark, in terms of board membership, was who would serve as the chairperson. Given the importance of the issues and the potential for legal confrontation, I suggested that the best choice would be a judge with some administrative law experience. That individual I could not name, because in these situations it is the responsibility of the Department of Justice, not Agriculture, to select the actual judge. That was done. After discussing these recommendations with the minister, I would say that, by and large, they were accepted.

I would also add that, based on what we learned through this hearing, even with the current regulations in place, we could improve the process. I made a number of mistakes, and one of them was selecting more than three members to serve on the board. The regulations stipulate that there be at least three members. If we had to do this over again, I would recommend that just three members serve and that the board be empowered to hire experts as they are needed. In that way, a world-class toxicologist, for example, would not have to sit through all of the economic issues. Secondly, I would try to insist that the hearing proceed without adjournments until its conclusion.

The Chairman: Were there any limitations placed on the support that the board could call upon or hire?

Mr. Versteeg: None.

Senator Barootes: How many names were on the list that you submitted to and discussed with the minister?

Mr. Versteeg: That list was compiled by discipline rather than individual names. We had to be sure that we covered every discipline involved. I could certainly supply that information to you, senator, but I cannot recall offhand how many individuals were considered. It was more a "working down" as opposed to giving the minister a list of twenty people and asking him to choose four that he felt were appropriate. We would discuss things at appropriate stages and work from there.

The Chairman: I honestly do not know what is being done in terms of reviewing chemicals in general, but I have heard the comment that it will take us fifty years to go through the process of review of chemicals that are now in use. That review process will be similar to the exercise that was carried out with respect to alachlor. First, could you confirm that such reviews are being undertaken? Could you also tell us about the review process and the timeframe we are looking at with respect to other chemicals? You might comment on 2, 4-D specifically.

Mr. Versteeg: What you refer to as the "review", Mr. Chairman, I would call the "re-evaluation" of pesticides that are currently on the market but may not meet today's stand-

[Traduction]

sous-estimé de 30 à 40 jours ouvrables le temps que prendrait la procédure d'examen.

Quoi qu'il en soit, après mûre réflexion et avec les conseils de toute une variété de milieux, j'ai fini par établir une liste de candidats possibles. Je l'ai soumise au ministre et, ensemble, nous avons exploré d'autres possibilités; à la fin du mois d'août, je lui ai présenté une liste définitive. J'avais commencé ce travail au début de juillet.

Il restait à déterminer qui allait présider la Commission. Étant donné l'importance des problèmes et leur caractère potentiellement litigieux, j'ai proposé qu'on choisisse un juge qui serait versé en droit administratif. Il m'était impossible de nommer ce juge puisqu'en pareil cas, cela relève du ministère de la Justice et non pas du ministère de l'Agriculture. C'est ce qu'on a fait. Je peux donc dire que, dans l'ensemble, les recommandations discutées avec le ministre ont été acceptées.

Je dois également ajouter que, malgré l'existence de la réglementation actuelle, nous pourrions améliorer la procédure, compte tenu des leçons que nous avons tirées de cette audience. J'ai commis plusieurs erreurs dont celle qui consistait à nommer à la Commission plus de trois membres. Le règlement précise qu'il en faut au moins trois. Si c'était à refaire, je recommanderais qu'on s'en tienne à trois membres et que la Commission puisse engager des experts au gré des besoins. On éviterait ainsi qu'un toxicologue de renommée mondiale, par exemple, ait à siéger durant tous les débats économiques. J'insisterais par ailleurs pour que l'audience se poursuive sans interruption jusqu'à la fin.

Le président: Est-ce que des contraintes empêcheraient la Commission de faire appel aux gens dont elle avait besoin pour l'aider dans son travail?

M. Versteeg: Absolument pas.

Le sénateur Barootes: Combien y avait-il de noms sur la liste que vous avez soumise au ministre et que vous avez discutée avec lui?

M. Versteeg: C'est par discipline que la liste était établie. Il fallait veiller à ce que toutes les disciplines concernées soient représentées. Je vous donnerais volontiers ce renseignement, monsieur, mais je ne me rappelle pas combien il y avait de noms. Il s'agissait de procéder par élimination plutôt que de proposer au ministre une liste de 20 personnes et de lui demander d'en choisir quatre. Nous devons en discuter aux différentes étapes de la procédure.

Le président: Franchement, j'ignore comment se déroule la révision des produits chimiques, mais j'ai entendu dire qu'il nous faudrait 50 ans pour revoir ceux que nous utilisons actuellement. Cette procédure d'examen sera analogue à celle de l'Alachlor. Pourriez-vous tout d'abord confirmer que ces examens ont bel et bien lieu? Pourriez-vous également nous parler de la procédure d'examen et du temps qu'il nous faudra pour examiner les autres produits chimiques? Vous pourriez plus précisément nous parler du 2, 4-D.

M. Versteeg: Vous parlez d'examen, monsieur le président. J'appellerais plutôt cela une «réévaluation» des pesticides qu'on trouve sur le marché mais qui ne répondent peut-être pas aux

[Text]

ards because the process is dynamic, and, as we learn more, we demand more. A product that was registered ten years would not meet today's standards, but that doesn't mean that if the information was generated, it would fail. The issue here is to re-evaluate products that are currently on the market with a view to seeing whether their registrations can be continued.

There is absolutely no doubt that this will take a great deal of time; it is simply a function of money and priorities. From what I have seen, the Pesticides Directorate within Agriculture Canada is working at full tilt in this regard. At times, they seem to be under siege in terms of their responsibilities. They have to cope with a shift in their operating procedures, not the least of which is a new effort to communicate what they are doing. That takes a tremendous amount of time. Agriculture Canada has set out a list of priorities in this regard, and I believe that list would be available to this committee.

I do not know where the re-evaluation process fits in. I do know, however, that it is a top priority and that the department is working on it. To an extent, it is a function of the dollars that are needed to re-evaluate the actual people who must go through these files, see what is missing, contact companies and try to get updated information. I know that the department is working fairly closely with its U.S. counterpart, the Environmental Protection Agency, on the re-evaluation process.

The Chairman: Specifically, do you feel that we are not dedicating enough resources to this? Is that a question you can answer?

Mr. Versteeg: I am not sure how self-serving the answer would be, Mr. Chairman. In the overall scheme of government initiatives, concerns about toxic substances—and, in our context particularly, pesticides—are growing. As they become more important, the expectation is that the government responds accordingly and devotes more resources to them. They are underfunded and understaffed for what they are doing and for what they are expected to do. By and large, I have come to appreciate most of the individuals there as hard-working, dedicated people who could use extra staffing.

I can say that easily in isolation, looking at the Pesticides Directorate. However, if I had to make the decision to take money from some other area and apply it to pesticides, of course, that is always a tough decision.

The Chairman: With respect to these toxic substances in the agricultural area, we have heard that one of the solutions may be regulation of users as opposed to allowing the chemical to be used in an unregulated way by the people who we are most concerned about, namely, the farmers, who have to apply the chemicals. Could you make a general comment on whether or not there is any regulation of users—I understand there is none—and whether or not that is a useful way to deal with the difficulties that we face in terms of these chemicals? If someone is qualified to use these dangerous substances and we satisfy ourselves as to that, that may be one of the best ways to deal with it as opposed to putting the chemical out with a label that indicates how it should be used but not knowing if the user will follow the instructions and dispose of the excess in a prescribed way, and so on.

[Traduction]

normes actuelles. Les choses ne cessent d'avancer et nous devenons plus exigeants à mesure que nos connaissances augmentent. Un produit enregistré il y a dix ans ne répondrait plus aux normes actuelles. Le problème consiste à réévaluer les produits qui se trouvent actuellement sur le marché pour voir si l'on peut maintenir leur enregistrement.

Il est évident que cela prendra beaucoup de temps; c'est une question d'argent et de priorité. Le ministère de l'Agriculture a établi une liste des priorités, et je crois que vous pourriez l'obtenir.

J'ignore où se situe la procédure de réévaluation. Je sais toutefois qu'elle vient tout en haut des priorités et que le ministère s'en occupe. Dans une certaine mesure, on est tributaire des crédits nécessaires pour réévaluer les gens qui doivent parcourir les dossiers, constater ce qui manque et contacter les compagnies pour une mise à jour. Je sais que le ministère travaille en collaboration étroite avec son homologue américain, l'Agence pour la protection de l'environnement.

Le président: Pensez-vous qu'on n'y consacre pas assez de ressources? Pouvez-vous répondre à cette question?

M. Versteeg: La réponse pourrait bien être intéressée, mon-sieur le président. On s'inquiète de plus en plus des substances toxiques—et des pesticides, tout particulièrement, en ce qui nous concerne. On compte davantage sur le gouvernement pour réagir en conséquence et y consacrer davantage de ressources. Au regard de la tâche qu'on attend d'eux, les services du ministère de l'Agriculture n'ont pas assez de crédits ni de personnel. Mon expérience m'a appris que la plupart des gens qu'on y trouve sont travailleurs et consciencieux, mais ils auraient besoin de renfort.

C'est facile à dire quand on regarde la Direction des pesticides. Quoi qu'il en soit, si je devais retirer de l'argent d'un secteur donné pour le réaffecter aux pesticides, je sais que la décision serait évidemment très difficile.

Le président: Pour les substances toxiques dans le domaine de l'agriculture, on nous a suggéré de réglementer les usagers au lieu de permettre l'emploi non réglementé de ces produits par les gens qui nous concernent le plus, à savoir les agriculteurs. Pourriez-vous nous dire, de façon générale, s'il existe une réglementation des usagers—mais je crois que non—et si cela permettrait de résoudre les problèmes que nous posent ces produits chimiques? Si quelqu'un est qualifié pour utiliser ces produits dangereux et que nous en avons la certitude, c'est peut-être alors la meilleure solution, plutôt que de mettre le produit en vente avec un mode d'emploi sur l'étiquette sans savoir si l'utilisateur suivra les instructions et se débarrassera du surplus conformément aux indications.

[Text]

Mr. Versteeg: I believe that the federal jurisdiction extends to the comment that you made about how it should be used, which is dictated by the label. The certification and the training of users would be primarily within provincial jurisdiction.

The provinces are working very hard on developing acceptable, hopefully national standardized certification programs for their farmers and foresters. The interesting part of that initiative is that the impetus for it has come from the farming community. It is not something that the provincial regulatory agencies are foisting onto unsuspecting farmers. The farmers themselves are saying that if they are certified, the acceptability of these products within the general public might be done with less conflict. I cannot help but support fully those efforts for certification, training and licencing. We are only starting to do that in a very concerted fashion. There are lots of interchange between the federal regulatory people and the provinces on that issue.

I can certainly give you more information on that if you deem it desirable.

The Chairman: Thank you for that answer. Perhaps we will follow up on that. Mr. Versteeg, you have been very helpful to us. Your views will be helpful to those who read any report that we may produce. On behalf of the committee, I thank you for being an excellent witness.

I now welcome our next witness, Mr. Byron Beeler, Director of Public Affairs for Ciba-Geigy Canada Ltd., again in furtherance of our study on the alachlor issue. Ciba-Geigy is the manufacturer of the chemical metolachlor, which we have discussed in the context of the alachlor issue.

Mr. Beeler, I would ask you to briefly introduce yourself. You have previously distributed a written presentation. It is longer than time will allow it to be read into the record. It would be appreciated if you could summarize it, in order to allow time for questions.

Mr. Byron Beeler, Director of Public Affairs, Ciba-Geigy Canada Ltd.: Senator Hays, I would like to thank you for the opportunity of permitting me to appear before you. I apologize for not having a French text here. Two weeks ago, when we discussed our appearance before this committee, it seemed as though we had plenty of time. Yesterday, at 4:00 p.m., we were still scrambling to put the pieces together. I will get a French text to you. It is a company policy that we should have one, and I do apologize for that.

Ciba-Geigy welcomes the opportunity to tell you our side of the story on how we became involved in the process of the Alachlor Review Board and how the tentacles of that process have reached way beyond the terms of the Pest Control Products Act.

You will be getting a layman's view from me today. I will talk about process and not toxicology.

My purpose in being here is to tell you our experience with the Pest Control Products Act, to comment on how our product, metolachlor—or our trade name Dual-Ciba-Geigy, as it is

[Traduction]

M. Versteeg: Je crois que la compétence fédérale couvre ce que vous avez dit à propos de l'étiquette. Par contre, la formation et l'accréditation de l'utilisateur relèveraient des provinces.

Les provinces ne ménagent pas leurs efforts pour établir à l'intention des agriculteurs et des travailleurs forestiers des programmes d'accréditation satisfaisants et qui seraient identiques à travers le pays. Chose intéressante, l'initiative est venue des agriculteurs eux-mêmes. Il ne s'agit pas de quelque chose que les organismes provinciaux de réglementation imposent à des agriculteurs sans méfiance. Les agriculteurs eux-mêmes disent que, s'ils sont certifiés, il sera plus facile de faire accepter ces produits par le public. Je ne peux qu'appuyer entièrement les efforts faits en faveur de la certification, de la formation et de l'octroi de licences. Nous commençons seulement à agir de façon très concertée. Les agents fédéraux de réglementation sont en constante liaison avec les provinces à ce sujet.

Je peux certainement vous donner plus de renseignements sur cette question si vous le souhaitez.

Le président: Merci pour cette réponse. C'est ce que nous ferons peut-être. Monsieur Versteeg, vous nous avez été très utile. Grâce à vous, nos travaux seront plus intéressants pour ceux qui liront le rapport éventuel qui en découlera. Au nom du Comité, je vous remercie d'avoir été un excellent témoin.

J'accueille maintenant notre prochain témoin, M. Byron Beeler, directeur des Affaires publiques de Ciba-Geigy Canada Ltée, avec qui nous allons également traiter de la question de l'alachlore. Ciba-Geigy est le fabricant du métolachlore, dont nous avons parlé dans le cadre du débat sur l'alachlore.

Monsieur Beeler, je voudrais vous demander de nous dire quelques mots sur vous. Vous nous avez distribué un mémoire écrit. Il est trop long pour que vous puissiez le lire entièrement, et il serait bon que vous le résumiez afin de laisser du temps pour les questions.

M. Byron Beeler, directeur des Affaires publiques, Ciba-Geigy Canada Ltée: Sénateur Hays, je voudrais vous remercier de me permettre de comparaître devant vous. Je vous prie de m'excuser de ne pas avoir avec moi de version française de mon mémoire. Il y a deux semaines, lorsque nous avons parlé de notre comparution devant le Comité, il m'a semblé que nous avions beaucoup de temps. Hier, à 16 heures, nous étions encore en train d'essayer de mettre en toute hâte la dernière main à notre document. Je vous en enverrai la version française. C'est la politique de notre société, et je vous prie de m'excuser de ce contretemps.

A Ciba-Geigy, nous sommes heureux de pouvoir vous présenter notre son de cloche sur la façon dont nous avons été amenés à participer aux travaux du Comité de révision de l'alachlore et sur la manière dont ces travaux ont débordé énormément le cadre de la Loi sur les produits antiparasitaires.

Je vous donnerai aujourd'hui le point de vue du profane. Je parlerai des travaux et non de toxicologie.

Je suis venu vous parler de notre expérience en ce qui concerne la Loi sur les produits antiparasitaires, vous dire comment notre produit, le métolachlore—ou notre marque dépo-

[Text]

registered—became involved in the Alachlor Review Board hearings, and to give you an update on the registration package of metolachlor.

I will show to you that the only reason why Ciba-Geigy became involved in the process was to protect the integrity of our own product.

Many people would say that Canada has one of the most scientifically restrictive processes involving registration of crop protection chemicals anywhere in the world. It is an intricate system, and there are all kinds of studies on it.

I do not have this in the text, but I thought it would be important for your understanding of how we look at metolachlor, for example, without talking about product efficacy, to give you this data. Under "Product Chemistry" the government requires 26 tests; we have submitted 27 on metolachlor. Under "Toxicology" the government requires 22; we have submitted 34.

Senator Barootes: What was the first figure?

Mr. Beeler: Under "Product Chemistry" 26 were required; we have submitted 27. Under "Toxicology" they required 22; we have submitted 34. Under "Metabolism" they required 5; we submitted 19. Under "Residue" they require four for each crop on which you have the product registered; we have submitted a total of 143—so that you know it is on a number of crops. On the "Environmental Fate Studies" they require 11; we have submitted 11. On "Environmental Toxicology" the requirement is 15; we have submitted 22.

I give you that because I think it is important that you understand that this product has a complete package.

I want to talk about the system, because I have said that many in Canada would think that we have the most scientifically restrictive system in the world. I think that Canadian society has been well served by this act. In our own experience, however, the system is slow and not as responsible as other systems around the world. It is not uncommon for us to have a product registered in another country four or five years before we get the same kind of review and approval in Canada. However, that is talking about the system or the process.

In terms of the people involved in the Pesticide Directorate, in Health and Welfare Canada and in Environment, the people who deal with these products, we have the utmost regard for these people. In our experience they are professionals, conscientious in their approach, thorough in their review, fair in their assessment and scientific in their analysis. Yes, we have disagreements, but we find them open to dialogue.

For your information on the Pest Control Products Act, the regulations were changed in 1955 to permit a mechanism to review a decision of the Minister of Agriculture.

[Traduction]

sée, Dual-Ciba-Geigy, qui est le nom sous lequel il a été homologué—s'est trouvé mêlé aux audiences du Comité de révision de l'alachlore, et vous communiquer les derniers renseignements en ce qui concerne le dossier d'homologation du métolachlore.

Je vous montrerai que, si Ciba-Geigy a été amenée à participer à ces audiences, c'est uniquement pour protéger l'intégrité de notre produit.

Nombreux sont ceux qui disent que le Canada a l'un des processus les plus restrictifs du monde, sur le plan scientifique, pour ce qui est de l'homologation des produits chimiques destinés à la protection des récoltes. C'est un système compliqué, et il y a toutes sortes d'études à son sujet.

Je ne parle pas de cela dans le texte, mais je pense que, pour vous permettre de bien comprendre comment nous envisageons le métolachlore, par exemple, sans parler de l'efficacité du produit, il est important que je vous communique ces données. Au chapitre sur la «Composition chimique des produits», le gouvernement exige 26 tests; nous en avons soumis 27 au sujet du métolachlore. Dans la partie sur la «Toxicologie» le gouvernement en exige 22; nous en avons soumis 34.

Le sénateur Barootes: Quel était le premier chiffre?

M. Beeler: Au chapitre sur la «Composition chimique des produits», 26 tests étaient exigés; nous en avons soumis 27. A la partie sur la «Toxicologie», il en était exigé 22; nous en avons soumis 34. A la rubrique «Métabolisme», il en fallait 5; nous en avons soumis 19. Au chapitre sur les «Résidus», 4 tests étaient nécessaires pour chaque récolte pour laquelle vous faites homologuer le produit; nous en avons soumis un total de 143, ce qui vous indique bien qu'un certain nombre de récoltes étaient concernées. A «Étude sur les conséquences environnementales», il en faut 11; nous en avons soumis 11. A «Toxicologie environnementale», le nombre requis est de 15, nous en avons soumis 22.

Je vous donne ces chiffres parce qu'il est important que vous compreniez que ce produit est bien documenté.

Je veux parler du système, parce que j'ai dit que nombreux sont ceux qui, au Canada, pensent que nous avons le système le plus restrictif du monde sur le plan scientifique. Je pense que la société canadienne a été bien servie par cette loi. Notre propre expérience nous a montré cependant que le système est lent et qu'il n'est pas aussi fiable que les systèmes d'autres pays. Il n'est pas rare que nous fassions homologuer un produit dans un autre pays 4 ou 5 ans avant qu'il ne le soit au Canada. Cependant, nous parlons là du système ou du processus.

En ce qui concerne les gens de la Direction des pesticides, à Santé et Bien-être social Canada et à l'Environnement, les gens qui s'occupent de ces produits, nous avons pour eux la plus grande considération. Pour nous, ce sont des professionnels, consciencieux dans leurs approches, complets dans leurs examens, justes dans leurs évaluations et scientifiques dans leurs analyses. Oui, nous sommes parfois en désaccord, mais nous les trouvons ouverts au dialogue.

En ce qui concerne la Loi sur les produits antiparasitaires, je vous informe que le règlement a été modifié en 1955 pour permettre le réexamen d'une décision du ministre de l'Agriculture.

[Text]

A key part of that act is section 23, which permits a registrant to appeal the decision of the minister should a product become deregistered.

Let me state here that Monsanto's product, alachlor—the trade name owned by Monsanto is LASSO—was deregistered, and, therefore, Monsanto had the right to request a review board under section 23. On the other hand, Ciba-Geigy's product, metolachlor, had, and still has, a full registration. There was no reason for this product to be subject to any review.

Why, then, were we involved in the alachlor hearing? In the two years prior to the deregistration of alachlor, Monsanto, in its advertising, claimed that corn treated with its product out-yielded corn treated with our product by five to seven bushels per acre. We knew from our review of the government statistics research data that this simply was not true. We believed that there was no yield difference, and we put our top agronomist on the stand in February 1986, with his affidavit summarizing the research material from Ontario and Quebec in this area.

We were represented at these hearings by Mr. George Cooper and Mr. Harvey Morrison of the firm McInnes, Cooper and Robertson.

You can see the comments which came from the actual minutes of the hearing. Our solicitor said that he put Mr. Sawyer on the stand so that he could deal with any of these misstatements or misleading information, which have come through the affidavits filed by Monsanto, or through the advertising claims.

Mr. Sawyer's evidence was not challenged in any way, and Monsanto's legal counsel, Mr. Hughes, stated:

Mr. Chairman, it was not my intent or the intent of my client at this hearing to draw conclusions or cast dispersions on the product of the competitor . . . so I do not have any questions.

In summary, the government experts, when they were called, agreed with Mr. Sawyer's evidence.

The Alachlor Review Board went on its review and stated that:

. . . on average there does not appear to be conclusive evidence of a yield advantage for alachlor over metolachlor—

I will not read in all the words, as you requested, Mr. Chairman.

From the outset we made it clear that we were only involved in the hearing to protect the integrity of our product. We also made it clear that we would not take any position with respect to alachlor. That was an issue beyond our concern.

On at least five occasions, through the process of the hearing, beginning with the then chairman on December 5, to the closing arguments in March 1987, we reminded the board that

[Traduction]

Une partie importante de cette loi est l'article 23, qui permet à une société d'en appeler de la décision du ministre en cas de suppression de l'homologation d'un produit.

Je voudrais vous dire ici que l'homologation du produit de Monsanto, l'alachlore—la marque déposée appartenant à Monsanto est LASSO—a été supprimée et, en conséquence, Monsanto a eu le droit de demander une audience devant un comité de révision en vertu de l'article 23. Par ailleurs, le produit de Ciba-Geigy, le métolachlore, était, et est toujours, homologué. Il n'y a aucune raison de soumettre ce produit à un nouvel examen.

Pourquoi donc avons-nous participé à l'audience sur l'alachlore? Au cours des deux années qui ont précédé la suppression de l'homologation de l'alachlore, Monsanto, dans sa publicité, a prétendu que son produit permettait d'obtenir une récolte de blé supérieure de 5 à 7 boisseaux par acre à celle obtenue grâce à notre produit. Or les statistiques gouvernementales indiquaient bien que cela n'était tout simplement pas vrai. Nous croyions qu'il n'y avait aucune différence de rendement et, en février 1986, nous avons envoyé à l'audience notre meilleur agronome avec son affidavit résumant les recherches faites en Ontario et au Québec dans ce domaine.

Nous étions représentés à cette audience par M. George Cooper et M. Harvey Morrison de la firme McInnes, Cooper and Robertson.

Vous pouvez voir les commentaires tirés du procès-verbal de l'audience. Notre avocat a dit qu'il a interrogé M. Sawyer afin de traiter de la question des rapports inexacts ou des renseignements trompeurs contenus dans les affidavits déposés par Monsanto ou dans la publicité.

Le témoignage de M. Sawyer n'a été aucunement mis en doute, et le conseiller juridique de Monsanto, M. Hughes, a déclaré:

Monsieur le président, il n'était pas dans mon intention ni dans celle de mon client au cours de cette audience de tirer des conclusions ou de jeter un doute sur le produit du concurrent . . . et je n'ai donc pas de questions.

En résumé, les experts du gouvernement, lorsqu'ils ont été appelés à témoigner, se sont déclarés d'accord avec M. Sawyer.

Le Comité de révision de l'alachlore a effectué son examen et déclaré que:

. . . en général, il ne semble pas que l'on puisse conclure que l'alachlore permet un meilleur rendement que le métolachlore—

Je ne lirai pas tout, comme vous me l'avez demandé, monsieur le président.

Dès le début, nous avons dit clairement que nous ne participions à l'audience que pour protéger l'intégrité de notre produit. Nous avons également précisé que nous ne prendrions pas de position en ce qui concerne l'alachlore. Cela ne nous intéressait pas.

En au moins cinq occasions au cours des audiences, depuis la déclaration de notre président de l'époque, le 5 décembre, jusqu'à notre plaidoyer final en mars 1987, nous avons rappelé au Comité que ce n'était pas le métolachlore qui faisait l'objet

[Text]

metolachlor was not under review—metolachlor was a fully registered product—but that only alachlor was under review.

On February 18, 1986, since our product was not being impugned or questioned in any way, we made it clear that our toxicology data and confidential information would not be made available to the hearings.

We thought that we were dealing with yield when we went there. Subsequently, Monsanto

Senator Barootes: May I ask you a question?

Mr. Beeler: Sure.

Senator Barootes: You have just made a statement that you made it clear at the hearings that your toxicology data would not be made available.

Mr. Beeler: Yes, that is right.

Senator Barootes: Can you explain the reasons for that, please?

Mr. Beeler: Yes. I think that will come out as I go along, senator, if that is appropriate.

Senator Barootes: Yes.

The Chairman: Please proceed, Mr. Beeler.

Mr. Beeler: I will make a note of that and come back to it.

The Chairman: It is one of the key questions.

Mr. Beeler: Yes; absolutely.

During the course of the hearings, Monsanto introduced as evidence preliminary data available from the Environmental Protection Agency of the United States on our product, metolachlor. Obviously, that preliminary data increased the board members' interest to look at the data of metolachlor in this alachlor process. Here are some of the exchanges that took place. Dr. Farber, a member of the board, stated:

... this is a critical issue and presumably should be supplied by the Crown and the appropriate bodies that can give us that information.

MR. HYNES: (legal counsel for the Federal Government)

It is not our property. Part of the problem you are faced with is the very data you are seeking is the property of CIBA-GEIGY. Unless and until I would submit the Minister cancels the licence of CIBA-GEIGY to manufacture and distribute that product in Canada they are not about to make their documentation public in my submission. That may be a fatal flaw in the statute but that is it.

DR. FARBER: We would then have to assume that metolachlor is an equal carcinogen to alachlor in our deliberations.

MR. HYNES: I would submit the opposite.

[Traduction]

d'un examen—le métolachlore était un produit homologué—mais uniquement l'alachlore.

Le 18 février 1986, notre produit n'étant en aucune façon contesté, nous avons bien précisé que nos données toxicologiques et nos renseignements confidentiels ne seraient pas communiqués dans le cadre de l'audience.

Nous pensions que nous allions parler de rendement lorsque nous y sommes allés. Par la suite, Monsanto—

Le sénateur Barootes: Puis-je vous poser une question?

M. Beeler: Bien sûr.

Le sénateur Barootes: Vous venez de dire que vous avez bien précisé à l'audience que vos données toxicologiques ne seraient pas communiquées.

M. Beeler: Oui; c'est exact.

Le sénateur Barootes: Pouvez-vous nous dire pourquoi, s'il vous plaît?

M. Beeler: Oui. Je pense, sénateur, que vous en comprendrez la raison au fur et à mesure que j'avancerai dans mon exposé.

Le sénateur Barootes: D'accord.

Le président: Veuillez continuer, monsieur Beeler.

M. Beeler: J'en prends note et j'y reviendrai.

Le président: C'est une des questions principales.

M. Beeler: Oui; absolument.

Au cours de l'audience, Monsanto a déposé à titre de preuve des données préliminaires sur notre produit, le métolachlore, provenant de la «Environmental Protection Agency» des États-Unis. Au cours de ces audiences, Monsanto a produit, à titre de preuve, les données préliminaires communiquées par l'Environmental Protection Agency des États-Unis sur notre produit, le métolachlore. De toute évidence, ces données ont poussé les membres du comité à s'intéresser davantage aux données relatives au métolachlore dans ce procédé de l'alachlore. Voici l'un des échanges qui ont eu lieu. M. Farber, membre du comité, a déclaré:

... cette question est de première importance; la Couronne et les organismes compétents devraient nous fournir cette information.

M. HYNES (conseiller juridique du gouvernement fédéral):

Cela ne nous appartient pas. Votre problème tient en partie à ce que les données que vous recherchez sont la propriété de CIBA-GEIGY. À mon avis, tant que le ministre n'aura pas révoqué la licence que détient CIBA-GEIGY pour fabriquer et distribuer ce produit au Canada, elle ne va pas rendre cette documentation publique. C'est là peut-être une grosse lacune de la loi, mais on n'y peut rien.

Le Dr. FARBER: Il nous faudra donc présumer, dans nos délibérations, que le métachlore est un carcinogène au même titre que l'alachlore.

M. HYNES: Je dirais plutôt le contraire.

[Text]

That kind of exchange took place when Dr. Ritter, of Health and Welfare Canada, was on the stand and some members of the board continued to ask for more information. We again made the point that our product was not under review; it had a full registration.

We take the view that our data package is confidential to the company in the same way Monsanto has with respect to their data package. They were asking for complete confidentiality of their product data in the hearing—that it not be available to anyone else—and their product was under review.

After our discussion with our legal counsel, we did agree, turning to page 9, that if CIBA-GEIGY did not permit some data to be before the board the inference would be taken that we had something to hide when we did not.

In a discussion with our legal counsel we agreed to make some summary data available to the board through the expert toxicologist at Health and Welfare Canada.

In the last paragraph on page 9 I want you to take note of the first sentence, which states:

Please note that we allowed some summary data of our product to be presented to the Board so it could satisfy itself that Monsanto's product was not reviewed any differently than CIBA-GEIGY's product by the government authorities.

We did not expect the board to take that information as being equivalent to a toxicological review of our product. However, when the board made its report public, we had our expert toxicologist review it and subsequently the chief of our Agricultural Division, Mr. W.G. Harris, sent the following points in a letter to Mr. Wise. This letter contained some of the errors in fact and interpretation that we believe the board had made:

First, the board relied on the preliminary report on metolachlor introduced in evidence by Monsanto rather than the correct data from the final report accepted by both the Health Protection Branch and the U.S. Environmental Protection Agency, which were presented to the board by toxicologist David Clegg, but were inexplicably ignored.

Second, the board used incorrect numbers in one of the tables in the report dealing with exposure to farmers and custom applicators. The conclusion drawn is totally erroneous since the application rates of active ingredients of both products are comparable.

Third, our toxicologist found that the board was inconsistent in its treatment of the metolachlor data compared to the alachlor data.

Mr. Chairman, we felt so strongly about this matter that, in January of 1988 we applied to the Federal Court to quash the board's recommendations with respect to our product. The court refused to quash those recommendations of the board principally because the application, in their view, was prema-

[Traduction]

Cet échange a eu lieu au moment où le Dr Ritter, représentant Santé et Bien-être Canada, était à la table des témoins, et certains membres du comité de révision continuaient à demander plus de détails. Nous avons encore fait ressortir que notre produit ne faisait pas l'objet d'une révision et qu'il avait été pleinement enregistré.

Nous considérons que nos données sont notre propriété privée, de même que celles de Monsanto sont sa propriété privée. Au cours des audiences, cette compagnie a demandé que ses données soient protégées par le secret, qu'elles ne soient divulguées à qui que ce soit d'autre, et pourtant son produit était en cours de révision.

Après avoir consulté notre conseiller juridique, nous sommes convenus, c'est à la page 9, que si CIBA-GEIGY refusait de communiquer ses données au comité, celui-ci pourrait en conclure que nous avions quelque chose à cacher, alors qu'il n'en était rien.

Nous avons donc accepté de communiquer certaines données sommaires au comité, par l'entremise de l'expert toxicologue de Santé et Bien-être Canada.

J'aimerais attirer votre attention à la première ligne du dernier paragraphe de la page 9:

Notez bien que nous avons accepté de communiquer certaines données sommaires relatives à notre produit au comité, pour que ce dernier puisse se rendre compte que le produit de Monsanto avait été soumis par les autorités compétentes à la même révision que celui de CIBA-GEIGY.

Nous ne nous attendions pas à ce que le comité assimile cette communication de données à un réexamen toxicologique de notre produit. Cependant, après que notre expert toxicologue eut étudié le rapport rendu public par le comité, le chef de notre Division agricole, M. W. G. Harris, a écrit à M. Wise pour attirer son attention sur certaines erreurs de fait et d'interprétation que à notre avis, le comité avait commises:

En premier lieu, le comité s'est fondé sur le rapport préliminaire sur la métolachlore, produit par Monsanto à titre de preuve, et non sur les données correctes provenant du rapport final accepté par la Direction générale de la protection de la santé et par l'Environnement Protection Agency des États-Unis. Ces données avaient été présentées au comité par le toxicologue David Clegg au comité, qui avait choisi, sans autre explication, de les passer sous silence.

En deuxième lieu, le comité s'est servi de chiffres incorrects provenant de l'un des tableaux du rapport au sujet de l'exposition des agriculteurs et des usagers au produit. La conclusion tirée est complètement erronée car les taux d'application des ingrédients actifs de l'un et l'autre produits sont comparables.

En troisième lieu, notre toxicologue s'est aperçu que le comité faisait preuve d'inconsistance vis-à-vis des données intéressantes respectivement le métolachlore et l'alachlore.

Monsieur le président, nous tenions cette question tellement à cœur qu'en janvier de cette année, nous avons demandé à la Cour fédérale d'infirmer les recommandations du comité relatives à notre produit. La cour s'y est refusée parce qu'à son avis, notre enquête était prématurée. Selon le juge, la seule

[Text]

ture. According to the judge, the only decision that could affect Ciba-Geigy was that of the Minister of Agriculture.

Mr. Wise made his decision public on June 27, 1988 not to restore the registration of alachlor. In making his announcement, Mr. Wise stated that it was the opinion of his authorities that metolachlor was not an animal carcinogen and that his officials had held that opinion since 1984.

It had been a Ciba-Geigy contention during the hearings that the deregistration of alachlor had indeed brought about a further consideration of our product in the process. We, however, take Mr. Wise's statement to be a complete endorsement of the data package and full registration which metolachlor enjoys.

Mr. Chairman, the next point is: How does Ciba-Geigy see the act and regulations? The following are some of the points made in a letter to Mr. Wise from Mr. Harris dated November 30, 1987. I believe that this will answer one of the questions that has already been raised by an honourable senator:

The approach of the Board is contrary to both the letter and the spirit of the Pest Control Product regulations. The regulations provide a Review Board can only be appointed where the Minister—(a) refuses to register a control product, or—(b) cancels or suspends the registration of a control product.

The registration of metolachlor has never been questioned by the Department of Agriculture or the Health Protection Branch. Consequently, no Review Board could have been appointed to review it. If a review Board could not be appointed to examine metolachlor, it follows with even stronger reason that a Review Board charged with the task of reviewing a completely different product does not have the power or jurisdiction to comment upon the safety of metolachlor.

The way in which the Board approached metolachlor threatens the integrity of the review process under the regulations. Products such as metolachlor could be 'convicted' without even having been accused. If that type of conduct were sanctioned, the entire system would be overthrown.

The Board disregarded the basic principle that boards must confine themselves to the matters referred to them. The Board had no jurisdiction to make the recommendations concerning metolachlor and, therefore, those recommendations are null and void. Any action on those recommendations, other than rejection, would be legally improper and subject to challenge in the courts.

Mr. Chairman, those are the comments I wish to quote from Mr. Harris' letter. From the foregoing, it will be evident to you that the interpretation of regulations under the PCP Act are open to question. It is obvious that the regulations do not deal in detail with what the board is required to do. Indeed, the regulations seem to permit the company whose product has been deregistered to set the agenda for the hearing.

[Traduction]

décision qui peut affecter Ciba Geigy était celle du ministre de l'Agriculture.

Le 27 juin 1988, M. Wise a rendu publique sa décision de ne pas rétablir l'enregistrement de l'alachlore. A cette occasion, il a déclaré que depuis 1984, les autorités compétentes avaient conclu que le métalachlore n'était pas cancérigène.

Ciba-Geigy avait fait valoir durant les audiences que l'interdiction de l'alachlore s'était traduite par un réexamen de notre produit. La déclaration de M. Wise représente cependant à nos yeux l'agrément sans réserve de nos données et l'enregistrement plein et entier dont jouit la métalachlore.

Monsieur le président, ceci nous amène à la question suivante: Comment Ciba-Geigy voit-elle la loi et les règlements en la matière? Je vais vous citer certains passages de la lettre adressée par M. Harris à M. Wise le 30 novembre 1987. Je pense qu'ils répondront à l'une des questions posées par un honorable sénateur:

La méthode adoptée par le comité est contraire à l'esprit comme à la lettre des règlements sur les produits antiparasitaires. Ces règlements ne prévoient la constitution d'un comité de révision que dans le cas où le ministre refuse d'enregistrer un pesticide, ou encore annule ou suspend l'enregistrement d'un pesticide existant.

L'enregistrement du métalachlore n'a jamais été remis en question par le ministère de l'Agriculture ou par la Direction générale de la protection de la santé. En conséquence, aucun comité de révision n'aurait pu être constitué pour le réexaminer. A plus forte raison, un comité de révision chargé de réexaminer un autre produit n'est nullement habilité à tirer des conclusions sur la sécurité de métalachlore.

La manière dont le comité s'est penché sur le métalachlore risque de compromettre le processus de révision révu par la réglementation. Des produits comme le métalachlore pourraient être condamnés sans avoir jamais été mis en accusation. Si pareils agissements étaient acceptés, le système tout entier s'effondrerait.

Le comité a fait fi du principe fondamental voulant que les comités s'en tiennent aux questions dont ils sont saisis. Le comité n'était nullement habilité à faire des recommandations sur le métalachlore; par conséquent, ces recommandations sont nulles et non avenues. Toute suite à donner à ces recommandations, qui ne soit par leur rejet, serait illégale et susceptible d'être contestée en justice.

Monsieur le président, voilà certains passages de la lettre de M. Harris. Vous pouvez voir que l'interprétation des règlements d'application de la loi sur les pesticides est incertaine. Il est manifeste qu'ils ne prévoient pas en détail les attributions du comité. En fait, ils semblent permettre à quelque compagnie dont le produit a été interdit, de fixer l'ordre du jour du comité.

[Text]

We believe, therefore, that the act and regulations need to be reviewed to make the process of such hearings more efficient. The timeframe and turnaround for such a review should be reduced considerably as the cost for all participants can rise to a staggering amount. It should be pointed out that Canada has a product-specific registration program. If one product is subject to regulatory review, that should not mean that another related product must be defended merely because it is related to the product under review.

The whole idea of the review process established by the regulations is to have a speedy review of the data. It was not contemplated that a review board would act as a roving commission of inquiry into other products. If such a roving commission approach was taken, the registration of a product would be virtually meaningless. In other words, any time a somewhat analogous product was questioned, the unchallenged product would have to defend itself as if it were the product under review.

Mr. Chairman, if the Minister of Agriculture were to call for a review of the process, we at Ciba-Geigy would be glad to participate. We want to reiterate that we believe Canada has been well served by the PCP Act and well served by the people who review the data packages and enforce the regulations. We believe, however, that the act requires updating.

A thorough review with input from all interested parties, taking into account past experience, could nevertheless bring about changes in the PCP Act and regulations that would make the system better able to meet today's and tomorrow's challenges in agriculture.

Mr. Chairman, let me say in closing that Ciba-Geigy's product metolachlor continues to have a full registration in Canada, as it does in other parts of the world. Indeed, we continue to acquire new registrations and expanded registrations for its use in Canada. The data package is complete in every way.

Finally, Mr. Chairman, let me thank you and the members of your committee for giving us the opportunity to participate this morning.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Beeler. Before proceeding with questions, perhaps I could ask for a motion to incorporate as part of today's proceedings the presentation which Mr. Beeler summarized but did not read into the record. Perhaps that motion could also include the materials that were given to the committee by the previous witness.

Senator Barootes: Mr. Chairman, I so move.

The Chairman: Honourable senators, is it agreed?

Hon. Senators: Agreed.

(For text of briefs presented, see Appendices A and B).

The Chairman: I have a few questions of my own. However, there are senators who are anxious to proceed with questions.

[Traduction]

Nous estimons donc qu'il y a lieu de revoir la loi et les règlements pour que le processus d'audition soit plus efficace. Il faudra réduire considérablement la durée de la révision puisque le coût peut en être énorme pour tous les participants. Il y a lieu de souligner que le Canada a un régime d'enregistrement spécifique de produits. Si un produit fait l'objet d'une révision réglementaire, cela ne signifie pas pour autant qu'un produit connexe doit être défendu, du seul fait qu'il a des caractéristiques communes avec l'autre.

L'idée maîtresse du processus de révision, prévu par la réglementation, c'est d'assurer une révision diligente des données, et non pas de faire du comité de révision une commission d'enquête itinérante sur d'autres produits. Si l'on devait embrasser cette méthode de commission itinérante, l'enregistrement d'un produit n'aurait guère plus de sens. Autrement dit, chaque fois d'un produit tant soit peu analogue serait remis en question, le produit non contexté aurait à se défendre lui-même comme s'il était en cause.

Monsieur le président, si le ministre de l'Agriculture devait préconiser une révision du processus, Ciba-Geigy serait très heureuse d'y participer. Nous tenons à rappeler que le Canada a été très bien servi par la Loi sur les produits antiparasitaires, comme par ceux qui sont chargés de réviser les données et d'appliquer la réglementation en la matière. Nous estimons cependant qu'il y a lieu de remettre la loi à jour.

Une révision de fond en comble, avec les apports de tous les intéressés et à la lumière de l'expérience passée, pourrait cependant apporter des changements à la loi et les règlements sur les produits antiparasitaires afin que le système puisse mieux répondre aux défis d'aujourd'hui et de demain dans le domaine agricole.

Monsieur le président, permettez-moi de terminer en rappelant que le produit métolachlore de Ciba-Geigy continue à jouir d'un enregistrement plein et entier au Canada comme dans d'autres pays. Nous continuons à obtenir de nouveaux enregistrements ainsi que des enregistrements plus étendus pour son utilisation au Canada. L'ensemble des données est complet à tous les égards.

Enfin, monsieur le président, permettez-moi de vous remercier et de remercier tous les membres du comité, de nous avoir donné cette possibilité de participer à vos débats ce matin.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Beeler. Avant que nous ne posions des questions au témoin, pourrais-je demander que quelqu'un propose d'annexer à notre procès-verbal l'exposé dont M. Beeler nous a donné un sommaire. Cette motion pourrait peut-être comprendre aussi les documents que le témoin précède à donner au comité.

Le sénateur Barootes: Monsieur le président, j'en fais la proposition.

Le président: Honorables sénateurs, êtes-vous d'accord?

Des voix: D'accord.

(Pour le texte des mémoires présentés, voir les Appendices A et B)

Le président: J'ai moi-même quelques questions à poser. Il y a cependant des sénateurs qui sont impatients de poser les leurs. A moins que le témoin ne réponde aux miennes dans ses

[Text]

If my questions do not come up during the questioning by other senators, then I will need a few minutes at the end.

Senators, I believe we are not on a time constraint at 11.00 a.m. However, I do not think we should go far beyond that time. With those comments in mind, I believe Senator Fairbairn should start the questioning.

Senator Fairbairn: I will try to be brief, Mr. Chairman. Mr. Beeler, in your brief on page 13, you recommend that the act and its regulations be reviewed to make the review process more efficient. I gather, from reading your brief, that, in addition to being more efficient, you would perhaps like to use the word "fair".

Beyond that, do you believe that you were not in a fair position while these hearings were being conducted? Indeed, I believe you are suggesting that, because of the hearings, in a sense your product was convicted.

Mr. Beeler: Thank you, Senator Fairbairn. I think you have asked me three questions. First, you asked about the efficiency and fairness of the act. In this respect, perhaps I could use as an example another of our products. We have a product, a fungicide, which two years ago was given a temporary registration in Canada. Subsequently, in the U.S., it became registered on 16 crops. However, the situation in Canada is that, while we have the two-year registration on it at the moment, we still must return with more and more data. At some point we would like to learn the height of the hurdles. The hurdles seem to change from one jurisdiction to another, such as between what is required in the United States and what is required here, and we are probably talking in terms of what the Canadian public expects in protection. I have no difficulty with that. Somehow we need to deal with the volume of material going through. "Fairness" to me means "a speed up of time", if I can use that definition. I gave an example with regard to our product, metolachlor, where 83 different tests were required and we submitted data on 256 tests. That means hundreds of volumes of material. Not only do our company experts have to review it before it goes before government experts, but someone in the government system has to read through all that material, pull it together and make a decision. Perhaps the issue is simple; there is not enough manpower in the system to speed up the process. I am not sure what it is, but to me it is an issue of efficiency, which means doing the right things right in the right kind of timeframe. I think that would cover "fairness".

The second question was, "Do you believe that you were placed in an unfair situation with regard to thealachlor review process?" Yes, we do. We believe that the terms of reference for the review process under section 23 seemed—and I note the word "seemed"—to give the company whose product was deregistered the opportunity to set the agenda. We were pulled into the matter whether or not we wanted to be. We had the choice, and we felt that we had to be there because our product's reputation was at stake.

[Traduction]

réponses aux questions des sénateurs, j'aurai besoin de quelques minutes vers la fin de la séance.

Honorables sénateurs, nous sommes tenus de lever la séance à 11 heures, mais je ne pense pas que nous dépasserons cette limite de beaucoup. Cela dit, j'invite la sénatrice Fairbairn à commencer.

Le sénateur Fairbairn: Je tâcherai d'être bref, monsieur le président. Monsieur Beeler, à la page 13 de votre mémoire, vous recommandez la révision de la loi et des règlements afin que le processus de révision soit plus efficace. En parcourant votre mémoire, j'ai cependant l'impression que vous aimeriez dire aussi «juste».

Pensez-vous que vous n'avez pas été traités avec justice au cours de ces audiences? Si je ne me trompe, vous laissez entendre qu'à cause de ces audiences, votre produit a été en quelque sorte condamné.

M. Beeler: Merci, sénateur Fairbairn. Vous m'avez posé trois questions, si je ne me trompe. En premier lieu, vous avez parlé d'efficacité et de justice. A ce propos je pourrais peut-être utiliser l'exemple d'un autre de nos produits. Nous avons un fongicide qui a reçu un enregistrement temporaire il y a deux ans au Canada. Par la suite, il a été enregistré aux États-Unis pour 16 cultures. Au Canada cependant, nous avons juste un enregistrement de deux ans, nous devons fournir toujours davantage de données. A un certain moment, nous aimerions connaître l'ampleur des obstacles. Ceux-ci semblent changer d'une juridiction à une autre, tout comme il y a des différences entre ce qui est exigé aux États-Unis et ce qui a été exigé ici, et ce qui nous intéresse probablement c'est de savoir ce que le public canadien attend de la protection. Cela ne me pose aucun problème. Toutefois, nous devons nous occuper du volume du matériel. La justice pour moi signifie une accélération du temps, si je peux utiliser cette définition. J'ai donné un exemple en ce qui concerne notre produit, le métolachlore, pour lequel 83 différents tests ont été exigés et nous avons soumis des données sur 256 tests. Cela signifie des centaines de volumes de matériel. Non seulement notre compagnie a-t-elle des experts qui revoient la documentation avant de l'envoyer à des experts du gouvernement, mais un employé du gouvernement doit lire toute cette documentation, la rassembler et prendre une décision. Peut-être la question est-elle toute simple; il n'y a pas assez de main-d'œuvre dans le système pour accélérer le processus. Pour moi, je crois que c'est une question d'efficacité, ce qui signifie qu'il faut faire ce qu'on doit faire au moment voulu. Je crois que cela couvrirait ce que j'entends par justice.

Vous m'avez ensuite demandé si je pensais que nous avions été placés dans une position injuste en ce qui concerne le processus de révision de l'alachlore. Oui, tout à fait. Nous sommes d'avis qu'aux termes de l'article 23, le mandat accordé pour le processus de révision a semblé—et je dis bien «semblé»—donner à la compagnie dont le produit était déshomologué la possibilité de choisir le terrain. Nous avons été entraîné dans toute l'affaire que nous le voulions ou non. Nous avions le choix, et nous avons été d'avis que nous devions y être parce que la réputation de notre produit était en jeu.

[Text]

Senator Barootes: Do you think you made a mistake in appearing?

Mr. Beeler: We are still debating that question. It is not an easy one. The one issue on which we feel we were right to be there is the one involving the question of yield. There is no doubt that we stopped that question in its tracks. As to the rest of it, I do not know whether we will ever know whether or not it was right for us to appear.

Senator Fairbairn: You say in your brief that if hearings are permitted to be conducted on the basis of allowing products other than the one that is the subject of the hearing to be brought into the investigation, any product could be convicted without ever having been accused. Do you feel that, despite Mr. Wise's comments in January with regard to your product, your product, metolachlor, was in any way convicted?

Mr. Beeler: I would use the word "tarnished." I believe that our product was tarnished in the minds of farmers. They now have the belief that our product, metolachlor, may be the next one to go off the market, because there was so much hype around what was reported from the hearings. I think there is a general belief that this will happen. Someone who is not associated with the pesticide industry but in agriculture read quickly through my brief last night and said afterward, "I didn't realize your product still had a full registration." Of course, it has a complete registration. So there are two examples of the tarnishing effect of the hearings.

Senator Fairbairn: As a result of this effect, has your company undertaken any new advertising programs of any sort to try to combat what you have stated here about the registration and the comments on the product?

Mr. Beeler: Yes, we have. We sell our products through a dealer distribution system. We have held meetings with our dealers and we have held farm meetings. We have not put anything in print or in publications. We have tried to do most of the work in a forum such as this where we come face to face with people so they can ask the questions that are bothering them. We have put in a tremendous effort to improve understanding of our product.

Senator Fairbairn: Is it your clear belief that the review board hearings on alachlor could have and should have proceeded without mention of your product metolachlor at all?

Mr. Beeler: I believe that, yes. Let me tell you why. Often we say that this chemical is similar to this chemical, and we have used several examples in the text, a roving commission, and so on. As another example, let me take the two products in alcohol, methylalcohol and ethylalcohol. They are entirely different in toxicology, one being very toxic and the other—I suppose you could say that the dose makes the poison—is used, perhaps, even by members of this room. So I think there is a danger of drawing the conclusion, with regard to products of

[Traduction]

Le sénateur Barootes: Pensez-vous avoir fait une erreur en comparaisant?

M. Beeler: Nous nous posons encore la question. Il n'est pas facile d'y répondre. La seule question pour laquelle nous sommes d'avis que nous avons eu raison de comparaître est celle qui concerne le rendement. Il n'y a aucun doute qu'on a répondu à cette question plus que suffisamment. Quant au reste, je ne sais pas si nous saurons jamais si nous avons eu raison ou non de comparaître.

Le sénateur Fairbairn: Vous dites dans votre mémoire que si l'on autorise la tenue d'audiences de façon à permettre à des produits autres que celui qui est l'objet de l'audience d'être soumis à l'enquête, n'importe lequel produit pourrait être condamné sans avoir jamais été accusé. Pensez-vous qu'en dépit des commentaires qu'a fait M. Wise en janvier concernant votre produit, ce dernier, le métolachlore, a de toute façon été condamné.

M. Beeler: J'utiliserais le mot «terni». Je crois que la réputation de notre produit a été ternie dans l'esprit des agriculteurs. Ils ont maintenant l'impression que notre produit, le métolachlore, pourrait être le prochain à être retiré du marché, étant donné toute l'agitation qui a entouré les audiences. Je crois qu'on pense en général que c'est ce qui va se passer. Quelqu'un qui n'est pas dans l'industrie des pesticides mais dans le domaine de l'agriculture a lu rapidement mon mémoire la nuit dernière et m'a dit après: «Je ne pensais pas que votre produit était encore homologué». Bien entendu, il est encore homologué. Voilà donc deux exemples qui montrent l'effet négatif qu'ont eu les audiences sur la réputation de notre produit.

Le sénateur Fairbairn: Par conséquent, votre compagnie a-t-elle lancé de nouveaux programmes de publicité de toutes sortes pour essayer de combattre ce que vous avez dit ici au sujet de l'enregistrement et des commentaires à propos de votre produit?

M. Beeler: Oui. Nos produits sont vendus par le truchement d'un système de distribution par détaillant. Nous avons rencontré nos détaillants et nous avons rencontré les fermiers. Nous n'avons rien publié. Nous avons essayé de faire le gros de notre travail dans une tribune comme celle-ci où nous rencontrons les gens face à face et où ils peuvent poser les questions qui les ennuiant. Nous avons déployé des efforts intenses pour améliorer l'image de notre produit.

Le sénateur Fairbairn: Êtes-vous d'avis que les audiences du Comité de révision sur l'alachlore auraient pu et auraient dû se dérouler sans qu'il n'y ait aucune mention de votre produit, le métolachlore?

M. Beeler: Je le crois en effet et je vais vous dire pourquoi. Souvent nous disons que tel produit chimique est semblable à tel autre produit chimique, et nous avons utilisé de nombreux exemples dans le texte, une commission rogatoire, etc. Prenons l'exemple de deux produits de l'alcool, l'alcool méthylique et l'alcool éthylique. Du point de vue de la toxicologie, ces produits sont tout à fait différents—l'un étant très toxique et l'autre—je suppose qu'on pourrait dire que la dose fait le poison—est utilisé, peut-être même par des gens qui se trouvent dans cette pièce. Donc, je crois quand il s'agit de produits dont

[Text]

similar chemistry, that we have to look at everything in that chemistry class.

The Chairman: The risk benefit analysis carried out, at least, by the review board and, presumably, others took into consideration the value of this chemical, alachlor, in terms of dealing with weed problems. To me that was not improper, because if, for instance, there had been no alternate chemical available to deal with the weeds in these crops—primarily soybean and corn—it may have influenced their decision, though, perhaps it should not have done so. Certainly, I am left with that impression. The mischief you are complaining about seems to be that not only did they consider whether an alternate chemical was available, but they got into the question of safety with regard to that other chemical. Do you agree that it is proper, in carrying out a risk benefit analysis, to take into consideration availability of products that will do the job that the chemical under review will do? The review board, at least, seemed prepared to take this point into consideration, and the Department of Health and Welfare seemed to be prepared to be more harsh on the more toxic of the two products available than they might have been—and this is speculation—if there was not the alternate product available.

Mr. Beeler: I do not profess to be totally up-to-date on the Pest Control Products Act and all its regulations. I am under the impression that the board said, "You people who reviewed this product put all the emphasis on risk and not enough on benefits." I cannot confirm or deny the board's position. I know there are a lot of people who say that when you get back to reviewing the act and regulations we should make sure that there is an adequate model in place to do a risk-benefit analysis of all products.

The Chairman: Should part of that process include whether or not another product that may be less toxic is available? Should that be a consideration? Do I have the correct impression that the people who made the decision to decertify alachlor were, in part, influenced by the fact that another product was available?

I hear you clearly and I tend to have a lot of sympathy for your argument, which is that if a product is under consideration there should not be a analysis of the safety of the competing or alternative product or products. However, my question does not touch on that; my question is: Do you think it fair and proper that, when making a decision as to whether or not a chemical should be made available for use—in other words, a risk-benefit analysis of that chemical—it is proper to consider the availability of another product that will do the same thing that the chemical under review will do?

Mr. Beeler: Our position on that subject, as the act is currently structured, is that each product should be reviewed on its own merit. It is a product-specific registration and, therefore, the risk-benefit analysis should be done on that product.

[Traduction]

la composition chimique est semblable, qu'il y a danger de tirer la conclusion qu'il faut analyser tous les produits de cette catégorie.

Le président: L'analyse risques-avantages effectuée du moins par le Comité de révision et, présumément, par d'autres a tenu compte de la valeur de l'alachlore dans la lutte aux mauvaises herbes. Cela ne m'a pas semblé inapproprié parce que si par exemple il n'y avait pas eu de produit chimique de remplacement disponible pour s'occuper des mauvaises herbes de ces cultures—principalement le soya et le maïs—cela aurait pu influencer leur décision bien que peut-être elle n'aurait pas dû entrer en ligne de compte. C'est certainement l'impression que j'en ai. Il semble que ce dont vous vous plaignez ce soit du fait que non seulement ils ont étudié si un produit chimique de remplacement était disponible, mais qu'ils se sont également intéressés aux questions d'innocuité en ce qui concerne cet autre produit chimique. Ne pensez-vous pas qu'il est approprié, quand on effectue une analyse risques-avantages, de tenir compte de la disponibilité des produits qui remplacent éventuellement le produit chimique à l'étude? Le Comité de révision, du moins, semblait disposé à tenir compte de ce point, et le ministère de la Santé et du Bien-être semblait disposé à être plus sévère sur le plus toxique des deux produits disponibles qu'il ne l'aurait été—et ce n'est que pure spéculation—s'il n'y avait pas eu de produit de remplacement disponible.

M. Beeler: Je ne prétends pas être tout à fait à jour en ce qui concerne la Loi sur les produits antiparasitaires et le règlement. J'ai l'impression que le Comité a dit à ceux qui ont étudié ce produit qu'ils avaient mis tout l'accent sur les risques et qu'ils n'en avaient pas assez mis sur les avantages. Je ne peux confirmer ou infirmer la position du Comité. Je sais que beaucoup de gens disent que lorsqu'il s'agira de revoir la loi et le règlement, on devrait s'assurer qu'il y a en place un modèle adéquat pour effectuer une analyse risques-avantages de tous les produits.

Le président: Ce processus devrait-il inclure la question de savoir si un autre produit, peut-être moins toxique, est disponible? Ce facteur devrait-il entrer en ligne de compte? Ai-je raison de penser que ceux qui ont pris la décision d'annuler l'enregistrement de l'alachlore ont été en partie influencés par le fait qu'un autre produit était disponible?

Je vous comprends tout à fait et j'ai tendance à avoir beaucoup de sympathie pour votre argument voulant que si un produit est à l'étude, il ne devrait pas y avoir ré-analyse de l'innocuité d'un ou des produits concurrents ou de remplacement. Toutefois, ce que je veux savoir, c'est ceci: Pensez-vous qu'il est juste et approprié quand on prend une décision pour savoir si oui ou non un produit chimique devrait être mis à la disposition des gens pour utilisation, en d'autres mots, une analyse risques-avantages de ce produit chimique, est-il approprié donc d'envisager la disponibilité d'un autre produit qui jouera le même rôle que le produit chimique à l'étude?

M. Beeler: Notre position sur ce sujet, de la façon dont la loi est actuellement structurée, est que chaque produit devrait être étudié selon ses propres mérites. Il s'agit d'une homologation d'un produit spécifique et, donc, l'analyse risques-avantages devrait être faite sur ce produit.

[Text]

The Chairman: I will not pursue that.

Senator Barootes: I want to pursue that matter. You believe that a product-specific examination should be done but not comparable examinations. The position of your company and others is, "Look at our product but not the comparability of any other product." Is that correct?

Mr. Beeler: It stands or falls on its own merit.

Senator Barootes: Even if it is used for the same function?

Mr. Beeler: Regardless.

Senator Barootes: We kill rats with cyanide. I understand that today there are other less hazardous products available to rid civilization of rats. Do you not agree that it should be suggested, because cyanide kills our dogs, cats and kids, quite apart from rats, that some other less dangerous drug should be recommended? Do you say that should not be done?

Mr. Beeler: My interpretation would be that the regulations you put in to deal with cyanide and how it shall be used is product-specific. If I choose not to use cyanide because I realize it has side effects, then I can choose another product which has a narrower base of concern. I can do this on a product-by-product decision basis.

Senator Barootes: I accept your statement as your opinion, but I am not sure everyone in the country would share that.

Mr. Beeler: Yes, I understand.

Senator Barootes: Your legal counsel and the legal counsel of the government took refuge in the fact that there may be a fatal flaw in the statute in that the regulations permit only this narrow examination. Regulations can be changed, can they not?

Mr. Beeler: That is correct.

Senator Barootes: And that can be done without changing the act; is that not so?

Mr. Beeler: I am not up to date on that, but, I believe that is correct.

Senator Barootes: The purpose of this is to protect the confidentiality of your data on these various categories of analyses that you mentioned to us. Presuming that we change the regulations and there was a demand that you provide the total information available, what would be your fear?

Mr. Beeler: Let me back up to the cost of bringing a crop-protection chemical to the marketplace. I would ask you to visualize a funnel in the top of which we put 21,000 new compounds and, at the bottom, ten years later, we come out with one chemical that may be useful to the marketplace. By the time those ten years have passed, the cost ranges between \$25 million and \$40 million. With that kind of investment, one of the concerns is having our confidential data package open to competitors who could then do what they liked with our data and our processes.

[Traduction]

Le président: Je n'irai pas plus loin.

Le sénateur Barootes: Je voudrais poursuivre dans la même veine. Vous êtes d'avis qu'une étude d'un produit spécifique devrait être effectuée mais non pas des comparaisons. La position de votre compagnie et d'autres est la suivante: «Regardez notre produit mais ne le comparez pas à un autre produit». Est-ce exact?

M. Beeler: Le produit devrait être étudié selon ses propres mérites.

Le sénateur Barootes: Même si on l'utilise pour la même fonction?

M. Beeler: Cela n'a rien à voir.

Le sénateur Barootes: Nous tuons les rats avec le cyanure. Je crois comprendre que de nos jours il existe d'autres produits moins dangereux pour se débarrasser des rats. Ne pensez-vous pas qu'on pourrait laisser entendre, parce que le cyanure tue nos chiens, nos chats et nos enfants, en plus des rats, qu'un autre produit moins dangereux devrait être recommandé? Dites-vous qu'on ne devrait pas le faire?

M. Beeler: Mon interprétation serait que le règlement que vous appliquez dans le cas du cyanure et de son utilisation vise un produit spécifique. Si je choisis de ne pas utiliser le cyanure parce que je comprends qu'il a des effets secondaires, alors je vais choisir un autre produit qui est moins inquiétant et je peux le faire en étudiant produit par produit.

Le sénateur Barootes: J'accepte ce que vous venez de dire comme étant votre avis personnel, mais je ne crois pas qu'il serait partagé par tout le monde au pays.

M. Beeler: Oui, je comprends.

Le sénateur Barootes: Votre conseiller juridique et le conseiller juridique du gouvernement se sont retranchés derrière le fait que la loi pourrait comporter une lacune fatale si le règlement ne permettait que ce seul examen. On peut changer un règlement, n'est-ce pas?

M. Beeler: En effet.

Le sénateur Barootes: Et on peut le faire sans changer la loi, n'est-ce pas?

M. Beeler: Je ne suis pas très au courant de la chose, mais j'imagine que c'est possible.

Le sénateur Barootes: L'objet de tout cela est de protéger la confidentialité de vos données sur ces diverses catégories d'analyses que vous nous avez mentionnées. À supposer que nous changions le règlement et qu'on vous demande de fournir toute l'information disponible, quelle serait votre crainte?

M. Beeler: Permettez-moi de revenir à ce qu'il en coûte pour lancer sur le marché un produit chimique destiné à protéger les récoltes. Essayez de vous représenter un entonnoir au haut duquel nous plaçons 21 000 nouveaux composés et, dix ans plus tard, nous arrivons avec un seul produit chimique qui peut être utile sur le marché. À l'issue de ces dix ans, le coût s'établit entre 25 et 40 millions de dollars. Avec ce genre d'investissement, ce que nous craignons, c'est que nos données confidentielles soient dévoilées à des concurrents qui pourraient alors faire ce qu'ils veulent de nos données et de nos processus.

[Text]

The other concern is: When you start looking at toxicology you have to be expert in knowing what you are doing. I believe you heard the chairman of the Pest Management Advisory Board describe the thought process he went through in order to try to get the right kind of members on that board. In spite of that, we still come up with differences of opinion between expert toxicologists in government, on this board and in our own company. The data, in the wrong hands, can be interpreted inappropriately.

Senator Barootes: One of the reasons why you want to remain in this present status of isolation of information so that you can feed in what you want is because you worry about leaks of this confidential information. Would you be concerned about confidentiality if you were to give this information to the Department of Health and Welfare or to the Department of Agriculture?

Mr. Beeler: The Department of Agriculture and the Department of Health and Welfare have our entire data package. They have all those volumes of data that I spoke about this morning on metolachlor and they have it on every other product.

Senator Barootes: Did the board have it?

Mr. Beeler: No, the board did not because our product was not under review.

Senator Barootes: In respect to the general product submitted, the government does receive everything but they are bound by confidentiality so that your competitors cannot obtain this information. Have there been leaks?

Mr. Beeler: I cannot tell you whether or not there have been.

Senator Barootes: Are there industrial spies in the government that are passing out this information?

Mr. Beeler: Not that I know of.

Senator Barootes: The other concern you mentioned relates to toxicology and the different interpretations that can be put on that by experts, even those who have international reputations. Is that not so with nearly all pharmacological products?

Mr. Beeler: You are probably right. I sometimes use an expression, "Shadows are born of light." We push the frontiers of knowledge back and then we cast a shadow on something else. Let me take you back 15 or 20 years ago. Then we could effectively measure contamination in parts per million. We then moved to parts per billion and now per trillion. As our detection system and science moves forward our boundaries move. We ask more questions and we require more data to answer those questions. I think that is a natural evolution of science.

Senator Barootes: In wanting the public to realize that you do not have anything to hide, you did make some additional summary data available to the minister or to the department.

[Traduction]

Notre autre inquiétude est celle-ci. Quand on commence à s'intéresser à la toxicologie, on doit être un expert et savoir ce qu'on fait. Je crois que vous avez entendu le président du Comité consultatif sur la lutte antiparasitaire décrire le cheminement par lequel il est passé afin d'essayer de trouver les membres adéquats de ce Comité. En dépit de cela, il y a encore des divergences d'opinions entre les toxicologues experts du gouvernement, ceux de ce Comité et ceux de notre propre compagnie. Ces données, entre de mauvaises mains, peuvent être interprétées de façon inappropriée.

Le sénateur Barootes: L'une des raisons pour lesquelles vous voulez demeurer dans l'état actuel d'isolation de l'information est que vous craignez qu'il y ait des fuites de ces informations confidentielles. Vous inquiéteriez-vous de la confidentialité si vous deviez fournir cette information au ministère de la Santé et du Bien-être ou au ministère de l'Agriculture?

M. Beeler: Le ministère de l'Agriculture et le ministère de la Santé et du Bien-être disposent de toutes nos données. Ils ont tous ces volumes de documentation dont j'ai parlé ce matin sur le métolachlore et ils en ont sur chacun des autres produits.

Le sénateur Barootes: Le Comité l'avait-il?

M. Beeler: Non, le Comité ne l'avait pas parce que notre produit ne faisait pas l'objet de l'étude.

Le sénateur Barootes: Quand un produit général est présenté, le gouvernement reçoit bien toutes les données, mais il est tenu par le caractère confidentiel de cette information si bien que vos concurrents ne peuvent l'obtenir. Y a-t-il eu des fuites?

M. Beeler: Il m'est impossible de vous le dire.

Le sénateur Barootes: Existe-t-il au gouvernement des espions industriels qui divulguent cette information?

M. Beeler: Pas à ma connaissance.

Le sénateur Barootes: Vous avez également souligné que, en matière de toxicologie, il est impossible d'obtenir une interprétation unique de la part des experts, même s'ils ont une réputation internationale. N'en est-il pas ainsi de presque tous les produits pharmaceutiques?

M. Beeler: Probablement. Il m'arrive quelquefois de dire que l'ombre est la fille de la lumière. Nous repoussons plus loin les frontières de la connaissance et, en même temps, nous obscurcissons d'autres domaines. Il y a 15 ou 20 ans, il était effectivement possible de mesurer la contamination en parties par million. Puis nous avons été capables de le faire en parties par milliard et maintenant par billion. Au fur et à mesure que la science et notre système de détection progressent, nos frontières s'éloignent. Nous nous posons encore plus de questions, et il nous faut encore plus de données pour y répondre. À mon avis, c'est l'évolution naturelle de la science.

Le sénateur Barootes: Dans votre désir de faire comprendre au public que vous n'avez rien à cacher, vous avez voulu mettre d'autres données à la disposition du ministre ou du ministère.

[Text]

The Chairman: Perhaps I could just clarify that. I believe the minister has access to all information; is that correct?

Mr. Beeler: Yes, he does.

The Chairman: I believe Senator Barootes is talking about access of information by the review board. In answer to his question, can you say whether or not there was a request for information from the review board, either directly or indirectly, that was refused by Ciba-Geigy?

Mr. Beeler: Let me clarify that point, because it is important that this be understood.

If you go back and read through the full text which I have here with me, you will see that Dr. Farber, an eminent member of the board, said that if they did not get some information on metolachlor, the whole process would come to a halt. The whole proceedings would stop. We consulted our legal counsel and asked what we should present and what we could ask the Department of Health and Welfare to present that would be acceptable and would help the process.

Senator Barootes: You make that clear.

Mr. Beeler: We suggested to the Department of Health and Welfare that they should put David Clayton on the stand and have him review the summary of the data package on metolachlor.

The Chairman: Was there ever a specific request coming to you through government or directly asking for this information? If there had been, it would have been quite proper for you to say, "No." I am wondering whether they even asked for it.

Mr. Beeler: The request came entirely from the board.

The Chairman: There was a request, and you said, "No." I am not disputing your right to do that.

Mr. Beeler: Finally, we said we would give them the summary data on our package. I would like to reiterate that those were the data that were accepted by the Environmental Protection Agency of the U.S. and our Canadian government.

Senator Barootes: It was your next conclusion that troubled me.

Mr. Beeler: What page are you referring to?

Senator Barootes: I am referring to page 9 where you make your argument about Dr. Farber and Mr. Clayton.

On page 11, in the third paragraph you say:

We take Mr. Wise's statement to be a complete endorsement of the data package and full registration which metolachlor enjoys.

Are you referring there to this additional summary package or to the original package that you submitted to his department?

Mr. Beeler: I am referring to the original package and all of the subsequent packages. Every time we do a new study on a new product we send the data in to the federal government.

[Traduction]

Le président: Peut-être pourrais-je apporter ici un éclaircissement. Je crois que le ministre a accès à toute l'information, n'est-ce pas?

M. Beeler: Oui.

Le président: Je crois que, dans cette affaire d'accès à l'information, le sénateur Barootes parle du comité de révision. Pour répondre à sa question, pourriez-vous nous dire si le comité de révision a ou non, directement ou indirectement, présenté une demande d'information qui a été refusée par CIBA-GEIGY?

M. Beeler: Permettez-moi d'apporter un éclaircissement parce qu'il est important de bien comprendre ceci.

Si vous vous reportez au texte complet que j'ai avec moi, vous constaterez que M. Farber, membre éminent du comité, a déclaré que, faute d'obtenir des renseignements sur le metolachlore, tout le processus serait bloqué. Nous avons consulté notre conseiller juridique et nous lui avons demandé ce que nous devrions présenter et ce que nous pourrions demander au ministère de la Santé et du Bien-être social de présenter, qui soit acceptable et permette la poursuite des travaux.

Le sénateur Barootes: C'est très clair.

M. Beeler: Nous avons suggéré au ministère de la Santé et du Bien-être social de faire comparaître David Clayton et de lui demander d'exposer les données disponibles sur le metolachlore.

Le président: Vous a-t-on, directement ou par l'intermédiaire du gouvernement, présenté une demande d'information en bonne et due forme? Dans ce cas, il aurait été tout à fait normal que vous refusiez. Je me demande si on vous a fait cette demande.

M. Beeler: La requête est venue exclusivement du comité.

Le président: Il y a donc eu une demande, que vous avez repoussée. Je ne mets pas en doute votre droit d'agir ainsi.

M. Beeler: Finalement, nous avons dit que nous leur donnerions le résumé des données. Je répète qu'il s'agit des données acceptées par l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis (Environmental Protection Agency) et par le gouvernement canadien.

Le sénateur Barootes: Ce qui m'a ennuyé, c'est la conclusion qui suit.

M. Beeler: À quelle page faites-vous allusion?

Le sénateur Barootes: Je parle de la page 9, où vous présentez votre argument en ce qui concerne M. Farber et M. Clayton.

À la page 11, au troisième paragraphe vous dites:

Selon nous, par cette déclaration, M. Wise endosse totalement les données présentées dans le dossier et l'homologation sans réserves du metolachlore.

Faites-vous allusion aux données supplémentaires ou au dossier original que vous avez présenté à son ministère?

M. Beeler: Je fais allusion au dossier original et à tout ce qui a suivi. Chaque fois que nous effectuons une nouvelle étude sur un nouveau produit, nous envoyons les résultats au gouvernement fédéral.

[Text]

What I want to make clear is that Mr. Wise said again, "In spite of all the allegations and the comments from the Alachlor Review Board, my people say this product has full registration. Ciba-Geigy has given us all of the commitments on its product." We just took that as a statement that this product was in order.

Senator Barootes: My other question follows along that line. At the present time we have the Department of Agriculture reviewing these products, and we also have the Health Protection Branch. The Department of Agriculture may find that a particular pesticide or chemical is very good for, say, soybean because it will double the yield or it will add five to seven bushels. That department would like to endorse it. However, the Health Protection Branch points out that it may kill some birds and, although they may agree with the Department of Agriculture that crop yield may be increased, they point out the danger to the human element. My understanding is that the Health Protection Branch is the department which becomes involved at this stage and makes a determination in terms of Ciba-Geigy and Monsanto's product.

Can you give an opinion as to who had the influence in permitting one and not permitting the other? Was it the Health Protection Branch of the Department of Public Health, or was it a committee of Agriculture Canada?

Mr. Beeler: I would be speculating. However, I would guess the final decision would be the decision of Mr. Wise as minister. If you asked me where the expert information is with respect to toxicology, then I would respond that it is clearly in the Department of Health and Welfare. I would expect that they had that kind of influence.

Senator Barootes: I assume you believe that human life is very important on this planet today.

Mr. Beeler: I sure do.

Senator Barootes: That being so, I go back to your original question, Mr. Chairman. In terms of risk-benefit, you felt that the risks were over emphasized and the benefits under emphasized. For the sake of protection of the public, is that not really the best way to go? Should we not put particular emphasis on the risks to human and other life, and should the benefits not be quite as heavily weighed? We can do without some of the benefits if it will protect the planet and the people.

Mr. Beeler: Let me back up to your opening comment. I do not know if I said that the risk did outbalance the benefit. I was not privy to that information. I do believe in the last part of your statement, however, that the risk to the public is a very important consideration.

Senator Barootes: It is overriding.

Mr. Beeler: It is an important issue in our company, as I am sure it is in every other company.

[Traduction]

Je le répète pour que ce soit bien clair; M. Wise a déclaré à nouveau que, en dépit de tous les commentaires et allégations venus du comité de révision de l'alachlore, son ministère considérerait ce produit comme homologué sans réserves. Il a ajouté que la société CIBA-GEIGY avait donné tous ces engagements sur ce produit. Pour nous, cette déclaration signifiait que le produit était valable.

Le sénateur Barootes: Mon autre question va dans la même sens. Actuellement, nous avons le ministère de l'Agriculture qui réexamine ces produits, de même que la Direction générale de la protection de la santé. Le ministère de l'Agriculture peut conclure que tel ou tel pesticide ou produit chimique est excellent pour, disons, le soya, parce qu'il permet de doubler la production ou d'ajouter cinq à sept boisseaux. Ce ministère voudrait donc l'accepter. Par contre, la Direction générale de la protection de la santé signale qu'il peut détruire certains oiseaux et constituer un danger pour les êtres humains, même si elle reconnaît les avantages signalés par le ministère de l'Agriculture. Je crois comprendre que la Direction générale de la protection de la santé est l'organisme qui intervient à cette étape et qui prend une décision en ce qui concerne le produit de CIBA-GEIGY et Monsanto.

Pourriez-vous nous dire qui a eu l'influence déterminante pour autoriser l'un de ces produits et refuser l'autre? S'agit-il de la Direction générale de la protection de la santé du ministère de la Santé ou d'un comité du ministère de l'Agriculture.

M. Beeler: Je me le demande. Mais je crois que, finalement, la décision incombe au ministre, c'est-à-dire à M. Wise. Si vous demandiez qui possède l'information compétente en matière de toxicologie, je vous répondrais sans hésiter que c'est le ministère de la Santé et du Bien-être social, qui devrait intervenir sur ce point.

Le sénateur Barootes: J'imagine que, pour vous, la vie humaine est quelque chose d'important sur la planète aujourd'hui.

M. Beeler: Naturellement.

Le sénateur Barootes: Je reviens donc à votre première question, monsieur le président. Selon vous, lorsque l'on a pesé les risques et les avantages, on a trop insisté sur les risques et pas assez sur les avantages; mais n'est-ce pas la meilleure solution pour la protection du public? Ne devons-nous pas insister particulièrement sur les risques que ces produits font courir à la vie, notamment à la vie humaine, et évaluer avec la même importance les avantages? Nous pouvons nous passer de certains d'entre eux s'il s'agit de protéger la planète et les êtres humains.

M. Beeler: Permettez-moi de revenir à votre première remarque. Je ne sais pas si j'ai dit que les risques contrebalançaient les avantages. Je n'ai pas eu accès à cette information. Je suis par contre convaincu que, comme vous le dites dans la dernière partie de votre déclaration, il faut soupeser sérieusement le risque couru par le public.

Le sénateur Barootes: C'est le point le plus important.

M. Beeler: C'est également important pour notre société et, j'en suis sûr, pour toutes les sociétés commerciales.

[Text]

Senator Barootes: Do you feel that the committee and the Department of Health made a decision on that basis?

Mr. Beeler: I can only read what was in the report. I am not privy to any other information.

The Chairman: If my memory serves me well, the Minister of Agriculture did take into consideration that there was a chemical available to do the pesticide job that the chemical under review, alachlor, would do. You did not answer that and I do not want to pressure you on it. Do you think that is a proper matter to consider in a risk-benefit analysis?

Mr. Beeler: I believe that would be the case. You should also recognize that there are other products in the marketplace beyond metolachlor that are used in the same crops for the same wheat control. Why would one zero in on one? That is why this roving committee, which can pick and choose, bothers us.

The Chairman: You are saying that they picked one with a similar chemistry.

Mr. Beeler: I use the analogy of ethyl and methyl alcohol.

The Chairman: Can you tell us about other products such as LASSO and DUAL that do the same job?

Mr. Beeler: There are other products which come from the same family of chemistry. Five or six other products are used.

Senator Spivak: You mentioned methyl and ethyl alcohol. Are you suggesting that the difference between alachlor and metolachlor is the same? Would you consider that a proper analogy? Is alachlor as dangerous as ethyl alcohol?

Mr. Beeler: That is not the point I was trying to make. The point I was trying to make is that alachlor and metolachlor come from the same family of chemistry with just minor changes in the carbon configurations just as methyl alcohol and ethyl alcohol come from the same family of chemistry.

Senator Spivak: I understand that, but the issue at stake here is the safety of the two products. You are not stating here that metolachlor is that much less of a carcinogen than alachlor.

Mr. Beeler: We were not trying to make that jump at all in logic. As we said at the beginning, we take no stand on alachlor.

Senator Spivak: That is not an issue here, and I do not want to pursue that.

As I understand your position, you are saying that you want to make the whole regulatory process more narrow. You want to make it more efficient and faster. Further, you want to make it product-specific and you state quite clearly that there should not be a roving commission because any challenged product might have to be defended as if it were a product under review.

I have two questions to ask you about that. These inquiries have resulted in establishing that your product is so much bet-

[Traduction]

Le sénateur Barootes: Estimez-vous que le comité et le ministère de la Santé ont pris une décision en fonction de cela?

M. Beeler: La seule information que je possède est le rapport, rien d'autre.

Le président: Si ma mémoire est fidèle, le ministre de l'Agriculture a tenu compte de l'existence d'un produit chimique capable de jouer le rôle de l'alachlore. Vous n'avez pas répondu sur ce point, et je ne veux pas vous pousser dans vos retranchements. À votre avis, s'agit-il d'un point à prendre en considération dans une analyse des risques et des avantages?

M. Beeler: À mon sens, oui. Il faut admettre qu'il existe sur le marché, à part le métolachlore, d'autres produits qui sont utilisés pour les mêmes céréales et qui produisent les mêmes effets. Pourquoi faire porter les efforts sur un seul d'entre eux? Voilà pourquoi nous n'aimons pas que ce comité itinérant ait le pouvoir de choisir.

Le président: Vous dites qu'ils en ont choisi un dont les caractéristiques étaient les mêmes.

M. Beeler: J'ai fait une comparaison avec l'éthanol et le méthanol.

Le président: Pouvez-vous nous parler de produits comme LASSO et DUAL, qui ont les mêmes effets?

M. Beeler: Il existe cinq ou six autres produits qui appartiennent à la même famille, chimiquement parlant, et qui sont utilisés.

Le sénateur Spivak: Vous avez parlé de l'éthanol et du méthanol. Voulez-vous dire que la différence entre l'alachlore et le métolachlore est identique? Estimez-vous qu'il s'agit d'une bonne comparaison? L'alachlore est-il aussi dangereux que l'éthanol?

M. Beeler: Ce n'est pas ce que je veux dire. Je veux simplement montrer que l'alachlore et le métolachlore appartiennent à la même famille de produits chimiques, à part quelques différences mineures dans la combinaison du carbone, comme, de leur côté, l'éthanol et le méthanol appartiennent à la même famille.

Le sénateur Spivak: Oui, mais la question débattue est la sécurité offerte par les deux produits. Vous ne voulez pas dire que le métolachlore est beaucoup moins cancérigène que l'alachlore.

M. Beeler: Nous n'allons pas si loin. Nous l'avons dit depuis le début, nous ne prenons pas position sur l'alachlore.

Le sénateur Spivak: Ce n'est pas le problème, et je ne veux pas poursuivre dans cette voie.

Si je comprends bien votre position, vous voulez que le processus de réglementation soit plus étroit, plus efficace et plus rapide. De plus, vous voulez qu'il porte sur des produits spécifiques et vous refusez de le confier à une commission itinérante parce qu'elle pourrait se trouver dans l'obligation de défendre un produit contesté comme s'il s'agissait d'un produit soumis à la révision.

J'ai deux questions à poser à ce sujet. Ces enquêtes ont montré que votre produit est le meilleur. Cela vaut des millions de

[Text]

ter. That must be worth millions of dollars of free publicity. However, do you not think the chemical industry has a special responsibility so that the terms of review should not be narrowed but, perhaps, should be expanded? I say that in view of recent history, because we have been told that substances are safe and yet they have turned out to be unsafe. Surely the whole object of the chemical industry, given the fact that its products can affect so many people without their knowledge, should be advocating the widest, most open, review and to assist government in that task. You have a stake in this, both in terms of the long-term viability of the product and your existence as a human being, and that of your children and grandchildren.

I do not understand why at this point you are attempting to narrow that process. I am sure you are perfectly legitimate in terms of administrative procedures, but in a broader, holistic, view, do you feel that the concerns are, perhaps, somewhat narrow?

Mr. Beeler: I have always been interested in communication. I am disappointed if you think I said that we want to narrow the process. I believe I said "efficient" and I think you understood that to mean "narrow."

Senator Spivak: I was also referring to the phrase "product-specific."

Mr. Beeler: It is now "product-specific." I also say that I would like to see a review process that included all parties. That would include the people who are anti the use of these products. I would suggest that we get together in a forum and put together a system here in Canada that is right for Canada; a system that would give the proper weight to all of the concerns of the public in Canada. I do not know what that model should be. I certainly do not, for a moment, suggest that it should be narrow. I am not smart enough to know what the final form should be.

Senator Barootes: Not a roving commission.

Mr. Beeler: I want to come back to the responsibility of the chemical industry. I believe that our industry is looking at its responsibility very seriously and that all members of the industry are quite prepared to become involved in this process in order to come up with doing the right things in this whole regulatory area.

Senator Barootes: My question has to do with price. What is the present price of metolachlor? Do not give me the Minneapolis price or the Louisiana price. I am talking of the price here in Canada. I do not want the manufacturer's price. I do not want the licenced distributor's price. I want something that I can compare to the price in the U.S. Can you give us the retail level, or is that too varied?

Mr. Beeler: I am glad you asked that question because it is an important issue in the minds of our farm people, particularly those in Ontario and Quebec. Let me say this: first, there was no price increase in our product in 1988; there was less than a 3 per cent price increase in our product in 1987, and less than a 3 per cent price increase in our product in 1986.

[Traduction]

dollars de publicité. Cependant ne pensez-vous pas que l'industrie chimique a une responsabilité spéciale et que le processus de révision devrait être plutôt élargi? Je le dis en pensant à l'histoire récente, qui nous a appris que des produits déclarés sûrs, se sont révélés en fait dangereux. Je suis sûr que l'industrie chimique, compte tenu que ses produits peuvent affecter tant d'êtres humains à leur insu, serait en faveur d'un processus de révision le plus large et le plus ouvert possible, et serait toute disposée à aider le gouvernement dans cette tâche. Il est de votre intérêt qu'il en soit ainsi, à la fois pour votre produit et, également, pour votre survie et celle de vos enfants et petits-enfants.

Je ne vois pas pourquoi vous devriez rétrécir le champ d'action de telles mesures. Peut-être auriez-vous tout à fait raison d'un point de vue purement administratif, mais si l'on envisage la question sous toutes ses facettes, ne croyez-vous pas qu'il faudrait plutôt élargir son horizon?

M. Beeler: La communication m'a toujours tenu à cœur. Nous ne voudrions certainement pas donner l'impression que nous sommes en faveur de restrictions. J'ai bien parlé d'accroître l'efficacité, non de restreindre celle-ci.

Le sénateur Spivak: Vous avez également dit que cette étude devrait porter sur un produit en particulier.

M. Beeler: C'est ce qui se passe actuellement. J'ai également préconisé de sonder toutes les parties en cause, ce qui comprend également les personnes qui s'opposent à l'utilisation du produit. Je préconise par conséquent la mise en place d'un système qui permettrait à tous les intérêts de se faire connaître. Je ne pourrais suggérer de modèle précis, mais je puis vous dire que ce système devrait être conçu de façon large.

Le sénateur Barootes: Bref il ne faudrait pas laisser à l'organisme en question la bride sur le cou.

M. Beeler: J'aimerais revenir sur la question de la responsabilité de l'industrie chimique. Nous prenons en effet nos responsabilités très au sérieux et nous sommes prêts à apporter notre contribution à cet aspect si important de la réglementation.

Le sénateur Barootes: J'aimerais parler de prix. À combien se vend à l'heure actuelle le métolachlore? Je ne parle pas du prix à Minneapolis ou en Louisiane, mais bien du prix au Canada. Je ne parle pas non plus du prix à la fabrication ni du prix du distributeur autorisé. Donnez-moi le prix au détail afin que je puisse comparer avec le prix aux États-Unis, ou celui-ci serait-il trop variable?

M. Beeler: Je suis heureux que vous me posiez cette question, qui est importante pour les agriculteurs, particulièrement ceux de l'Ontario et du Québec. Je vous précise tout d'abord qu'il n'y a pas eu d'augmentation de prix de notre produit en 1988. En 1987 l'augmentation a été de moins de 3 p. 100 de même qu'en 1986. Avant 1987 le prix aux agriculteurs canadiens était moins élevé qu'aux États-Unis.

[Text]

Previous to 1987, our price in Canada was less at the farm level compared to the United States.

Senator Barootes: What was the price at which you sold to your distributors? Are the 3 per cent, 3 per cent and 0 per cent figures relevant to that?

Mr. Beeler: Yes. Under the laws of Canada we can only price to our distributors.

Senator Barootes: So that is what you have given us—the distributors' price?

Mr. Beeler: Yes. Beyond that we cannot control the price.

Senator Barootes: You cannot control the mark up some agent puts on the product?

Mr. Beeler: That is right. Your question really relates to 1987, because that is when the corn producers had Ciba-Geigy in a goldfish bowl on prices. I called Dr. Daynard in April of 1987 and said: "We have been looking at prices in Canada and the United States and there is a difference today of 12 per cent in our price. We did not plan that, we run independent companies, but that is the situation. What are you finding?" He said: "We think it is more like 15 per cent."

At the end of the season there was probably a 5 per cent or 6 per cent difference. We know that and he knows that. In fact, we are meeting Thursday morning of this week with the executive of the corn producers in order to look at the pricing studies they have been doing on this product this year, Canada versus the United States. Our information is that at the farm level they are basically equivalent.

Senator Barootes: The differentials you gave year by year related to the distributors' price, did they?

Mr. Beeler: When I was talking about Dr. Daynard, that price was actually the growers' price.

Senator Barootes: The end-users' price?

Mr. Beeler: Yes.

Senator Barootes: When you said that our prices were lower than prices in the United States, you were referring to the end users' price, were you not?

Mr. Beeler: Yes.

Senator Barootes: What about the distributors' price in the United States? Is our distributors' price higher than the distributors' price in the United States, dollar for dollar, rationalized to the United States dollar versus the Canadian dollar?

Mr. Beeler: I can only talk about our major distributor. I do not know what happens down the line, but basically they are essentially the same.

Senator Barootes: You do not see a major difference?

Mr. Beeler: We do not see a major difference.

Senator Barootes: So if the corn growers are hollering, maybe they should be hollering at the agent or distributor or the agricultural supplier. Is that your point?

Mr. Beeler: That may be. I do not want to quote any figures that are not ours, but there does seem to be more taken out of

[Traduction]

Le sénateur Barootes: Quel était votre prix de vente aux distributeurs? Ces chiffres de 3 p. 100, 3 p. 100 et 0 p. 100 sont-ils pertinents à cet égard?

M. Beeler: Oui. D'après les lois canadiennes nous ne pouvons contrôler que le prix auquel nous vendons notre produit aux distributeurs.

Le sénateur Barootes: Et c'est par conséquent le prix aux distributeurs que vous nous avez donné.

M. Beeler: Nous n'exerçons de contrôle qu'à ce niveau.

Le sénateur Barootes: Vous n'avez donc par conséquent rien à voir avec les majorations de prix de certains agents.

M. Beeler: Non. Votre question se rapporte à l'année 1987 alors que les producteurs de maïs mettaient Ciba-Geigy sur la sellette au sujet des prix. En avril 1987 j'avais appelé M. Daynard pour lui faire remarquer qu'il existait une différence de 12 p. 100 entre les prix canadiens et américains et que nous n'y pouvions rien puisque nos deux sociétés agissent indépendamment l'une de l'autre des deux côtés de la frontière. Il m'a répondu qu'à son avis il fallait plutôt parler de 15 p. 100.

En fin de saison la différence était sans doute de 5 ou 6 p. 100. C'est évident. Nous rencontrerons jeudi les représentants des producteurs de maïs pour nous pencher sur les études de prix de revient réalisées cette année pour le maïs tant au Canada qu'aux États-Unis. En fait, au niveau de l'agriculteur, la situation est tout à fait comparable.

Le sénateur Barootes: Les différences de prix dont vous avez parlé étaient au niveau de la distribution?

M. Beeler: Lorsque j'ai parlé de M. Daynard, il s'agissait en fait du prix du cultivateur.

Le sénateur Barootes: Donc de l'utilisateur final?

M. Beeler: Oui.

Le sénateur Barootes: Et lorsque vous disiez que les prix au Canada étaient inférieurs à ceux des États-Unis vous parliez du prix de l'utilisateur final n'est-ce pas?

M. Beeler: Oui.

Le sénateur Barootes: Le prix du distributeur est-il plus élevé au Canada qu'aux États-Unis si l'on tient compte du taux de change?

M. Beeler: Je ne peux me prononcer que pour notre distributeur principal et je ne sais pas ce qui se passe ensuite, mais en fait il n'y a pas de véritable différence.

Le sénateur Barootes: Il n'y a pas une différence importante?

M. Beeler: Non.

Le sénateur Barootes: Et donc si les cultivateurs de maïs se plaignent, ils devraient s'en prendre plutôt à l'agent ou au distributeur ou au fournisseur, n'est-ce pas?

M. Beeler: Peut-être. Je ne voudrais pas citer des chiffres qui proviennent d'autres sources que la nôtre, mais il semble-

[Text]

the distribution system in Canada than there is in the United States.

Corn growers or soybean growers in the southern United States start planting early, and the crop shifts north as the climate changes, and the chemical can be moved. In Ontario and Quebec the corn growers have about a two-week period during which to put the chemical into the ground. Perhaps they would have a month at the maximum, given good weather. There is no opportunity to move surplus inventory from one place to another place. It is a different system.

Senator Barootes: I think it is a great system: what you did not sell in Georgia or Iowa you can dump in Canada at a cheaper price and you will not have to carry the inventory during the winter months. Would it not be cheaper in those circumstances as you have just explained them?

Mr. Beeler: Let me remind you again that we have a Pest Control Products Act in Canada that requires registration of products before they can be used in Canada.

Senator Barootes: That has been done. You are talking about the annual one-year of growth, and you can start in Kansas, go up to Iowa and Nebraska and the last people you sell to are in Canada. It is like the sales on Boxing Day. You are left with a lot of product at the end of the year, which might be June or July, and you can get rid of it at fire sale prices in Canada.

Mr. Beeler: I wish agriculture were that simple. Think of the metric system, the language requirements and the differences in soil types.

Senator Barootes: One can always find reasons.

The final conclusion I get out of this discussion between us is that, despite the fact that you have a monopoly on this particular function for corn and soybean growers—that is, pesticides—there has been no exercise of that in a predatory manner.

Mr. Beeler: There are two points I should like to address in response to your question. First, we are not in a monopoly situation—there are five or six other products out there. Secondly, we do not have 100 per cent market share.

Senator Barootes: You are close to that.

Mr. Beeler: No, senator, we are not. But let me say that we believe that the price increases that we have indicated over the past three years show no signs of any kind of predatory stance by our company. Indeed, we do not survive if we do not have farmers survive economically in corn and soybeans. So it is important that our prices be competitive. They are the people who keep us in business.

Senator Barootes: I think your figures show that. The figures you have just quoted show that they have not taken advantage of any oligopolistic position.

[Traduction]

rait que notre système de distribution au Canada soit mis à plus dure épreuve qu'aux États-Unis.

Ainsi, les cultivateurs de maïs ou de fèves soja du Sud des États-Unis commencent à planter tôt dans la saison et au fur et à mesure que le climat se réchauffe, la culture se déplace vers le Nord, de même que les produits chimiques. En Ontario et au Québec, les cultivateurs de maïs disposent d'une période de deux semaines pendant laquelle pulvériser leurs champs, peut-être un mois au grand maximum si le temps est avec eux. Il n'est pas possible dans de telles conditions de déplacer les stocks excédentaires d'un endroit à un autre. Le système est donc tout à fait différent.

Le sénateur Barootes: C'est un système fantastique, car ce que l'on ne vend pas en Georgie ou en Iowa, on peut très bien finir par le vendre au Canada à un prix inférieur, ce qui permettra d'éviter l'accumulation de stocks au cours des mois d'hiver. Ne croyez-vous pas que cela devrait faire baisser les prix?

M. Beeler: Il ne faut pas oublier qu'il existe au Canada la Loi sur les produits antiparasitaires qui nécessite l'homologation du produit avant sa vente.

Le sénateur Barootes: Cette homologation existe. Le produit chimique pourrait suivre le cycle de la culture au Kansas, pour se rendre ensuite en Iowa, au Nebraska et finir au Canada. En fin de saison, c'est-à-dire en juin ou en juillet, ce qui n'a pas été vendu dans le Sud des États-Unis pourrait fort bien se vendre à un prix dérisoire au Canada.

M. Beeler: Ce serait bien si les choses étaient si simples, mais il faut évidemment tenir compte des exigences concernant le système métrique, l'étiquetage dans les deux langues au Canada, les différences dans la nature du sol, etc.

Le sénateur Barootes: On peut toujours trouver des excuses.

De tout ce qui vient d'être dit, cependant, on peut tirer la conclusion suivante: En dépit du fait que vous ayez le monopole des pesticides applicables au maïs et aux fèves de soja, vous ne vous en servez cependant pas pour exploiter l'agriculteur.

M. Beeler: J'aimerais apporter deux précisions en réponse à votre question: Tout d'abord, nous ne sommes pas dans une situation de monopole car il existe cinq ou six autres pesticides sur le marché. Deuxièmement, nous ne détenons pas 100 p. 100 du marché...

Le sénateur Barootes: Mais presque.

M. Beeler: Non sénateur, cependant les augmentations de prix que nous avons mentionnées pour les trois dernières années montrent bien que la politique des prix de notre compagnie est loin d'avoir été malhonnête. En fait, nos prix doivent être concurrentiels car notre survie dépend de la survie des agriculteurs.

Le sénateur Barootes: Et c'est ce que montrent vos chiffres. Ils montrent clairement que vous n'avez pas tiré parti de votre position oligopolistique.

[Text]

The Chairman: Mr. Beeler, thank you for appearing before the committee and doing all of the preliminary work that I know from your presentation must have taken place. Your evidence will be helpful in the preparation of any report the committee chooses to make with respect to this issue. On behalf of the members of the committee, I thank you for your appearance.

Mr. Beeler: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: At this point I ask for a motion to adjourn.

Senator Barootes: I so move, Mr. Chairman.

The Chairman: The meeting is adjourned.
The committee adjourned.

[Traduction]

Le président: Monsieur Beeler, nous vous remercions d'avoir comparu devant le Comité; nous vous remercions pour tout le travail que vous avez fait afin de venir ici aujourd'hui. Votre témoignage nous sera utile lors de la préparation d'un rapport sur la question. Merci donc au nom des membres du Comité.

M. Beeler: Merci monsieur le président.

Le président: Je demanderai qu'un sénateur propose la motion d'ajournement.

Le sénateur Barootes: Je la propose.

Le président: La séance est levée.
Ajournement du Comité.

APPENDIX "AF-28-A"

PRESENTATION ON ALACHLOR

TO THE

SENATE COMMITTEE

ON

AGRICULTURE AND FORESTRY

Prepared by:

Hajo Versteeg
Chairman

Pest Management Advisory Board

June 30, 1988

APPENDICE «AF-28-A»

MÉMOIRE SUR L'ALACHLORE

AU

COMITÉ SÉNATORIAL

DE

L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS

Rédigé par:

Hajo Versteeg
PrésidentConseil consultatif sur la
lutte antiparasitaire

Le 30 juin 1988

1. ESTABLISHMENT OF THE PMAB

In December 1983, the federal Minister of Agriculture responded to pressures to increase public participation by announcing his intention to establish new consultative processes which would be integrated into the pesticides regulatory system. He then commissioned two communications experts to produce an external report to recommend ways of carrying out this initiative. The two consultants undertook broad-based, comprehensive discussions with individuals and organizations concerned with pesticide issues, including federal, provincial, and municipal regulatory officials, industry representatives, user groups, public advocacy and consumer groups, and academics. Their final report, entitled *Consultation in the Assessment and Registration of Pesticides*, (the *Salter Report*) was submitted in March, 1984.

The most important recommendation of the report was the establishment of the Pest Management Advisory Board (PMAB). A primary role of the PMAB would be to develop an equitable, representative consensus-building process to meet the demand for meaningful participation in the pesticides regulatory process.

In July 1985, the federal Minister of Agriculture, the Honourable John Wise announced the formation of the PMAB.

2. MANDATE AND FOCUS OF THE PMAB

In May 1986, the PMAB produced a working paper outlining its role and administrative structure. As described in the Working Paper, the mandate of the PMAB is to make recommendations to the federal Minister of Agriculture on broad policy questions of public concern relating to the pest manage-

CRÉATION DU CCLA

En décembre 1983, le ministre fédéral de l'Agriculture a réagi aux pressions visant à accroître la participation du public en annonçant son intention d'établir un nouveau processus de consultation devant être intégré au système de réglementation des pesticides. Il a par la suite chargé deux spécialistes en communications, extérieurs au gouvernement, de produire un rapport sur les moyens à mettre en œuvre pour mener à bien cette initiative. Les deux experts-conseils ont tenu des discussions approfondies et exhaustives avec des particuliers et des organismes préoccupés par le problème des pesticides, notamment avec des responsables des organes de réglementation fédéraux, provinciaux et municipaux, des représentants de l'industrie, des groupes d'utilisateurs, des groupes de consommateurs et de lobbying, et des universitaires. Leur rapport final, intitulé *Consultation in the Assessment and Registration of Pesticides (Salter Report)*, a été déposé en mars 1984.

La recommandation la plus importante du rapport visait la création d'un Comité consultatif sur la lutte antiparasitaire (CCLA). Face à la demande pressante du public de participer sérieusement au processus de réglementation des pesticides, l'un des premiers rôles du Comité devait être l'établissement d'un processus équitable et représentatif, et débouchant sur un consensus.

En juillet 1985, le ministre fédéral de l'Agriculture, l'honorable John Wise, annonçait la création du Comité consultatif sur la lutte antiparasitaire.

MANDAT ET OBJET

En mai 1986, le CCLA a publié un document de travail sur son rôle et sa structure administrative. Comme l'expliquent les auteurs de ce document, le CCLA a pour mandat de faire des recommandations au ministre fédéral de l'Agriculture sur la politique générale en matière de lutte antiparasitaire et d'éva-

ment process, and to assess specific pest/pesticide issues if warranted in the national interest.

The focus of the PMAB is to improve the pest management process in Canada by assessing issues with all interested parties in a fair, open, balanced and complete manner, and by making comprehensive recommendations concerning the resolution of these issues.

3. ALACHLOR

In February, 1985 the Minister of Agriculture cancelled the full registration status of alachlor. Pursuant to the *PCP Regs.*, the company that owns alachlor then applied for a hearing to review that decision. The PMAB played a vital role in assisting the Minister in setting up the *Alachlor Review Board* (ARB). This role included the preparation of a list of possible candidates that the Minister used to make the final ARB selection. In addition, the PMAB has been intimately involved in organizing all of the administrative details associated with running the hearings. The final report containing the ARB recommendations was presented to the Minister in November, 1987.

Given the importance and complexity of the issues confronting the ARB, the Minister, upon recommendation by the PMAB, stated that intervenor funding would be provided to participating parties that could establish need. In December, 1985, the ARB, in consultation with the identified parties, set guidelines to regulate intervenor funding applications. In April, 1986 the responsibility for distributing the funds was assigned to the PMAB. The PMAB then established an *Intervenor Funding Committee* made up of Prof. Hajo Versteeg, Chairman of the PMAB, Dr. Frank Frantisak, Vice-President—Environmental Services, Noranda Inc., and Dr. Fred Roots, Science Advisor to the federal Minister of the Environment. The Intervenor Funding Committee distributed \$128,000 to user group and public advocacy participants. The Intervenor Funding Committee will write a final report accounting for all monies spent and evaluating the effectiveness of the use of the public funds in the ARB hearings.

All parties involved in the ARB hearings agree that the regulations dealing with the review process could be substantially improved. To this end, the PMAB contracted with Professor Wade MacLauchlan, Administrative Law Professor at Dalhousie Law School, to produce a background study paper outlining the shortcomings of the current regulations and suggesting legally defensible improvements. The MacLauchlan paper was submitted to the PMAB in September, 1986.

It was felt that the release of the MacLauchlan study prior to the completion of the ARB process might in appearance, if not in fact, influence the deliberations. In January, 1987 the Minister accepted the recommendation of the PMAB that the paper not be released to anyone (including the Minister himself) until the ARB process was finished.

The MacLauchlan paper was submitted to the Minister for his consideration in March, 1988.

luer les questions se rapportant aux parasites et aux pesticides, dont l'intérêt national justifie l'examen.

L'objet du CCLA est d'améliorer le processus de lutte antiparasitaire au Canada en faisant un examen juste, ouvert, équilibré et complet des différents problèmes avec l'ensemble des parties intéressées et de formuler des recommandations globales en vue de les résoudre.

L'ALACHLORE

En février 1985, le ministre de l'Agriculture a annulé l'enregistrement permanent de l'alachlore. L'entreprise qui est titulaire du brevet pour l'alachlore a alors, conformément au *Règlement sur les produits antiparasitaires*, demandé la tenue d'une audience dans le but de faire revoir la décision. Le CCLA a joué un rôle clé en aidant le ministre à créer le Comité de révision de l'alachlore (CRA). Le CCLA a notamment préparé une liste de candidats dont le ministre s'est servi pour arrêter la composition du Comité de révision. Le CCLA a par ailleurs participé de près à l'organisation et à l'administration des audiences. Le rapport final contenant les recommandations du Comité de révision de l'alachlore a été remis au ministre en novembre 1987.

Vu l'importance et la complexité des questions dont se trouvait saisi le Comité de révision, le ministre, conformément aux recommandations du CCLA, avait déclaré qu'une aide financière serait fournie aux parties qui donneraient la preuve qu'elles en avaient besoin. En décembre 1985, le CRA, en consultation avec les parties identifiées, a établi des lignes directrices pour l'étude des demandes d'aide financière. En avril 1986, la responsabilité en matière de distribution de fonds a été cédée au CCLA. Celui-ci a alors créé un Comité d'aide financière composé du P^r Hajo Versteeg, président du CCLA, de M. Frank Frantisak, vice-président, Services de l'environnement, Noranda Inc., et de M. Fred Roots, conseiller scientifique auprès du ministre fédéral de l'Environnement. Le Comité d'aide financière a distribué quelque 128 000 \$ à des groupes d'utilisateurs et à des groupes de pression.

Tous ceux qui ont participé aux audiences ont convenu que les règlements applicables au processus de révision pourraient être sensiblement améliorés. À cette fin, le CCLA a chargé le P^r Wade MacLauchlan, professeur de droit administratif à l'École de droit de l'Université Dalhousie, de produire un document de travail sur les lacunes des règlements en vigueur et qui proposerait des améliorations conformes à la loi. Le rapport MacLauchlan a été déposé auprès du CCLA en septembre 1986.

L'on a craint que la diffusion de ce rapport avant que le CRA ne termine son étude puisse influencer, en apparence sinon dans les faits, les délibérations. En janvier 1987, le ministre acceptait la recommandation du CCLA voulant que le document ne soit remis à personne (pas même au ministre lui-même) avant que les travaux du CRA ne soient terminés.

Le rapport MacLauchlan a été soumis au ministre pour étude en mars 1988.

APPENDIX "AF-28-B"

PRESENTED TO:

SENATE AGRICULTURAL COMMITTEE

JULY 5, 1988

BY

BYRON BEELER

PRESENTATION TO
SENATOR DANIEL HAYS
AND
MEMBERS OF THE SENATE
AGRICULTURAL COMMITTEE

APPENDICE «AF-28-B»

MÉMOIRE PRÉSENTÉ AU

COMITÉ SÉNATORIAL DE
L'AGRICULTURE

LE 5 JUILLET 1988

PAR

BYRON BEELER

MÉMOIRE PRÉSENTÉ AU
SÉNATEUR DANIEL HAYS
ET
AUX MEMBRES DU COMITÉ
SÉNATORIAL DE L'AGRICULTURE

INTRODUCTION:

Thank you for providing me with the opportunity to appear before you, CIBA-GEIGY, welcomes the opportunity to tell you our side of the story on how we became involved in the process of the Alachlor Review Board and how the tentacles of that process have reached way beyond the terms of the Pest Control Products Act.

What you will be getting today is a layman's view—I intend to deal with process not with toxicology. The purpose in my being here today is to:

1. Review our experience with the Pest Control Products Act.

2. Comment on how our product (DUAL-CIBA-GEIGY®) became involved in the metolachlor Alachlor Review Board hearings.

3. To give you an update on the registration package of metolachlor.

I will show that CIBA-GEIGY became involved in the hearings solely for the purpose of protecting the integrity of our product.

OVERVIEW OF CANADIAN REGULATORY SYSTEM:

Many would say that Canada has one of the most scientifically-restrictive processes dealing with the registration and use of crop protection chemicals to be found anywhere in the world. The intricacies of the studies on product efficacy, product toxicological impact studies on the environment and on wildlife are very complex. Indeed, these extensive requirements can run in hundreds of volumes of material for industry and government experts to review.

In commenting on "the system", we want to separate our views in two parts:

- (1) the legislation
- (2) the people.

In general terms, society in Canada has been well served by the PCP Act and regulations. From a CIBA-GEIGY perspec-

INTRODUCTION

Je vous remercie de bien vouloir m'accueillir ici aujourd'hui. La société CIBA-GEIGY est heureuse de pouvoir donner sa version des faits et vous expliquer comment elle en est arrivée à participer aux audiences du Comité de révision de l'alachlore et comment ce processus de révision est allé bien au-delà de la Loi sur les produits antiparasitaires.

Vous allez entendre aujourd'hui l'opinion d'un profane. J'ai l'intention de parler du processus, non pas de toxicologie. Je suis ici aujourd'hui dans le but:

1. de faire état de notre expérience de la Loi sur les produits antiparasitaires;

2. d'expliquer comment il a été question de notre produit métolachlore (DUAL-CIBA-GEIGY) au cours des audiences sur l'alachlore;

3. de fournir des renseignements à jour sur l'enregistrement du métolachlore.

Je démontrerai que la société CIBA-GEIGY a participé aux audiences simplement dans le but de protéger l'intégrité de son produit.

APERÇU DU SYSTÈME DE RÉGLEMENTATION CANADIEN

Nombreux sont ceux qui s'entendraient pour dire que le Canada est doté de l'un des processus d'enregistrement régissant l'utilisation de produits chimiques pour la protection des récoltes les plus restrictifs dans le monde sur le plan scientifique. Il comporte des exigences fort complexes au titre des études sur l'efficacité du produit et sur ses répercussions sur l'environnement et la faune. En fait, ces exigences sont si vastes qu'elles peuvent remplir des centaines de volumes que doivent examiner des experts de l'industrie et du gouvernement.

Nos commentaires sur ce processus comporteront deux volets:

- 1) la loi
- 2) les citoyens.

La société canadienne a en général, été bien servie par la loi et les règlements sur les produits antiparasitaires. Selon la

tive, the requirements of the legislation has proven to be much less responsive than that in other jurisdictions. It is not uncommon to have products fully registered in other countries and still being considered for registration in Canada.

We have the highest regard for the personnel in the Pesticide Directorate in Agriculture Canada and for the personnel in Environmental and in Health and Welfare Canada. We find these professionals to be conscientious in their approach, thorough in their review, fair in their assessment and scientific in their analysis. That is not to say that we never have any disagreements—indeed we do. However, even then we find these persons open to dialogue.

THE PEST CONTROL PRODUCTS ACT:

The present Pest Control Products Regulations were first promulgated in 1972. The major change in these regulations, from ones which were published in 1955, was to provide for a mechanism to review decisions of the Minister.

A key part of the Pest Control Products Act is Section 23 which permits a registrant to appeal the decision of the Minister should a product be de-registered.

Let me state here that Monsanto's product, alachlor, (LASSO®) was de-registered and therefore Monsanto had the right to request a review board under Section 23. CIBA-GEIGY's product, metolachlor (DUAL-CIBA-GEIGY®) on the other hand, had, and still has, a full registration and there was no reason for this product to be subjected to any review whatsoever.

WHY WAS CIBA-GEIGY INVOLVED IN THE ALACHLOR HEARING?

In the two years prior to de-registration of alachlor, Monsanto, in its advertising, claimed that corn treated with alachlor out-yielded corn treated with metolachlor by 5 to 7 bushels per acre. Monsanto also presented submissions to the Board along these same lines. We knew this just simply was not true. All of the Government and University research data (data collected over 8 years) indicated that there were no yield differences in corn treated with these two products.

On February 18, 1986 we put our top agronomist, Tom Sawyer, on the stand at the Board Hearing with his affidavit summarizing our position with respect to Monsanto's yield claim. We were represented at the Hearings by Mr. George Cooper and Mr. Harvey Morrison of the firm McInnes, Cooper and Robertson. Here are Mr. Cooper's comments from that date:

"Mr. Chairman and members of the Board, I do not propose to ask Mr. Sawyer any questions. My only purpose in having him file an affidavit with you and to make him available for cross-examination is that Monsanto has brought CIBA-GEIGY into the hearing through affidavit evidence in which the merits of its product, LASSO, are compared with those of DUAL and PRIMEXTRA and the purpose of Mr. Sawyer being here is simply to correct whatever misstatements or misleading information may appear in those affidavits . . ."

CIBA-GEIGY cependant, ils comportent des exigences telles que le processus d'enregistrement est beaucoup plus long au Canada que dans d'autres pays. En effet, il n'est pas rare qu'un produit enregistré dans un pays mette du temps à l'être au Canada.

Nous avons énormément d'estime pour le personnel de la Direction des pesticides d'Agriculture Canada et celui de l'Environnement et de Santé et Bien-être social Canada. Ils font leur travail consciencieusement, effectuent leurs études de façon approfondie, leur évaluation de façon équitable et leur analyse de façon scientifique. Il peut quand même arriver que nous ne soyons pas d'accord avec eux, mais ils sont toujours ouverts à la discussion.

LA LOI SUR LES PRODUITS ANTIPARASITAIRES

Les règlements sur les produits antiparasitaires ont été promulgués en 1972. La principale modification apportée alors aux règlements qui avaient été publiés en 1955 constituait à créer un mécanisme de révision des décisions du ministre.

L'une des dispositions clé de la Loi sur les produits antiparasitaires figure à l'article 23 qui permet à un fabricant d'en appeler de la décision d'un ministre qui annulerait l'enregistrement d'un produit.

Permettez-moi de signaler que l'enregistrement du produit de la société Monsanto, l'alachlore (LASSO) avait été annulé et que la société avait dès lors le droit d'exiger une révision aux termes de l'article 23. Par ailleurs, le produit de la société CIBA-GEIGY, le métolachlore (DUAL-CIBA-GEIGY) était et est toujours enregistré. Il n'y avait donc pas lieu de faire enquête.

POURQUOI CIBA-GEIGY A-T-ELLE PARTICIPÉ AUX AUDIENCES SUR L'ALACHLORE?

Deux ans avant l'annulation de l'enregistrement de l'alachlore, la Monsanto prétendait dans sa publicité que le rendement de l'alachlore était de cinq à sept boisseaux de maïs de plus à l'acre qu'avec le métolachlore. Elle l'a également soutenu dans des mémoires présentés au Comité. Or, nous savions que c'était faux. Les résultats de toutes les recherches effectuées par le gouvernement et les universités au cours d'une période de huit ans indiquaient qu'il n'y avait pas de différence entre le rendement de l'alachlore et du métolachlore pour la culture du maïs.

Le 18 février 1986, nous avons envoyé notre meilleur agronome, M. Tom Sawyer, témoigner aux audiences du Comité muni d'un affidavit résumant notre position au sujet du rendement du produit de la Monsanto. MM. George Cooper et Harvey Morrison de la société McInnes, Cooper et Robertson nous représentaient M. Cooper à ce jour-là fait les commentaires suivants:

«Monsieur le président et membres du Comité, je n'entends pas poser de questions à M. Sawyer. Il va simplement déposer un affidavit et se prêter à un contre-interrogatoire, étant donné que la Monsanto a mis la société CIBA-GEIGY en cause lors de ces audiences en présentant des affidavits dans lesquels elle compare le rendement de son produit, LASSO, par rapport à celui des produits DUVAL et PRIMEXTRA. M. Sawyer est simplement ici pour corriger toute fausse déclaration ou information trompeuse qui pourrait figurer dans ces affidavits . . .»

Mr. Sawyer's evidence was not challenged in any way by Monsanto's legal counsel, Mr. Hughes, who stated:

"Mr. Chairman, it was not my intent or the intent of my client at this hearing to draw conclusions or cast dispersions on the product of the competitor... so I do not have any questions."

Subsequently, expert Government witnesses were called to testify and their evidence agreed with the evidence of Mr. Sawyer that there were no differences in yield between corn treated with alachlor or metolachlor.

The Alachlor Review Board stated that "on average there does not appear to be conclusive evidence of a yield advantage for alachlor over metolachlor that prevails in all cases". The Board further noted that "there may be circumstances where alachlor is more effective than metolachlor and vice versa". It therefore appears that the much touted claims by Monsanto for alachlor were without a solid foundation.

WHAT CIBA-GEIGY SAID AT THE HEARINGS:

From the outset, the position of CIBA-GEIGY was that we intended to protect the integrity of our product, metolachlor. We made it clear that we would not take any positions with respect to alachlor. On at least five occasions during the hearings, from the initial meeting of counsel with the then-Chairman of the Board on December 5, 1985, to the closing arguments in March 1987, our legal counsel reminded the Chairman and the Board that metolachlor was not under review—metolachlor was a fully registered product—only alachlor was under review. We were involved in the process only to protect the integrity of our product.

Further, we stated again on February 18, 1986 that since metolachlor was not being impugned or questioned in any way, our toxicological data and confidential information on our product would not be made available to the hearings.

HOW WERE WE BROUGHT INTO THE HEARINGS IN MORE DEPTH?

During the course of the hearings, Monsanto introduced as evidence preliminary data available from the Environmental Protection Agency in the United States on CIBA-GEIGY's product, metolachlor. These preliminary data increased the interest of the Board members to also include a full toxicological review of metolachlor in this alachlor process. Here is an example of some of the exchanges:

DR. FARBER: "... this is a critical issue and presumably should be supplied by the Crown and the appropriate bodies that can give us that information."

MR. HYNES: (legal counsel for the Federal Government) "It is not our property. Part of the problem you are faced with is the very data you are seeking is the property of CIBA-GEIGY. Unless and until I would submit the Minister cancels the licence of CIBA-GEIGY to manufacture and distribute that product in Canada they are not about to make their documentation public in my submission. That may be a fatal flaw in the statute but that is it."

Le témoignage de M. Sawyer n'a absolument pas été mis en question par le conseiller juridique de la Monsanto, M. Hughes, qui a déclaré:

«Monsieur le président, ce n'était ni mon intention ni celle de mon client de tirer des conclusions sur le produit du concurrent ou de le dénigrer au cours de ces audiences... je n'ai donc pas de questions à poser au témoin».

Des experts du gouvernement ont ensuite été appelés à témoigner et ont abordé dans le sens de M. Sawyer en disant qu'il n'y avait pas de différence entre les rendements obtenus avec l'alachlore ou le métolachlore dans la culture du maïs.

Le Comité de révision de l'alachlore a affirmé qu'en moyenne il n'y a pas de preuve concluante que l'alachlore donne un rendement plus avantageux par rapport au métolachlore dans tous les cas. Le Comité a ajouté qu'il peut y avoir des circonstances où l'alachlore est plus efficace que le métolachlore et vice-versa. Il semble donc que les prétentions de la Monsanto relativement au rendement de son produit n'étaient pas très fondées.

COMMENTAIRES DE LA CIBA-GEIGY AUX AUDIENCES

Dès le départ, la CIBA-GEIGY entendait protéger l'intégrité de son produit, le métolachlore. Nous avons énoncé clairement que nous ne nous prononcerions pas relativement à l'alachlore. À au moins cinq reprises au cours des audiences, entre la première séance où notre conseiller a rencontré le président du Comité, le 5 décembre 1985, et les dernières remarques prononcées en mars 1987, notre conseiller juridique a rappelé au président et au Comité que le métolachlore ne faisait pas l'objet d'une révision, qu'il était enregistré et que cette révision ne portait que sur l'alachlore. Il a indiqué que l'entreprise ne participait aux audiences que pour protéger l'intégrité de son produit.

En outre, nous avons déclaré de nouveau le 18 février 1986 que puisque l'intégrité du métolachlore n'était pas contestée nous ne remettrions pas de données toxicologiques ou d'informations confidentielles sur notre produit aux membres du Comité.

COMMENT AVONS-NOUS ÉTÉ AMENÉS À PARTICIPER PLUS À FOND AUX AUDIENCES?

Au cours des audiences, la Monsanto a fourni des données préliminaires de la *Environmental Protection Agency* des États-Unis sur le produit de la CIBA-GEIGY, le métolachlore. Ces données préliminaires ont amené les membres du Comité à vouloir soumettre le métolachlore à un examen toxicologique dans le cadre de la révision de l'alachlore. Voici certains des dialogues qui ont eu lieu:

M. FARBER: «... c'est une question cruciale. Il y aurait peut-être lieu d'obtenir davantage d'informations de la Couronne et des organismes en cause.»

M. HYNES: (conseiller juridique du gouvernement fédéral) «Ces données ne nous appartiennent pas. Votre problème réside en partie dans le fait que les données que vous cherchez à obtenir sont la propriété de la CIBA-GEIGY. Tant que je n'aurai pas demandé au ministre d'annuler la licence octroyée à la CIBA-GEIGY pour la fabrication et la distribution du produit au Canada elle n'aura pas à rendre

DR. FARBER: "We would then have to assume that metolachlor is an equal carcinogen to alachlor in our deliberations."

MR. HYNES: "I would submit the opposite."

Those kind of comments were exchanged when Dr. Ritter of the Pesticide Division of Health and Welfare Canada was on the stand as some members of the Board were again demanding more metolachlor data. CIBA-GEIGY'S solicitor, Mr. Morrison, responded:

"The point has been made before that we take the position that is not a review of metolachlor . . . we do not propose to bring the registration package from metolachlor and plunk it on the desk in front of the Board . . . we will not object to Dr. Ritter answering certain questions in a general context, but we take the view that our data package is confidential to the company in much the same way Monsanto has with respect to their data package."

WHAT DID CIBA-GEIGY DO TO COOPERATE FURTHER:

One of the Board members, Dr. Farber, indicated that unless more data were made available on metolachlor that the deliberations would come to a halt in his consideration because he felt that alachlor and metolachlor were very similar chemicals and he could not accept one being considered safe and the other not unless he saw the data. CIBA-GEIGY's legal counsel, Mr. Morrison, made the following points to the Board:

"... in effect CIBA-GEIGY was asked to present just the raw data to the Board and to let it sit there. While on the other hand Monsanto has filed a vast amount of documentary evidence as adduced evidence from its scientists and experts explaining and putting into context those reports while CIBA-GEIGY was asked to put in their documents without any explanation of its position at all. We are, from our position, against the painted lily of Monsanto's case and, on the other hand, if CIBA-GEIGY refuses to give its consent, it will suffer the reproach not only of the Board but of others, I am sure, and the inference will be that CIBA-GEIGY has something to hide when it does not."

Subsequently, CIBA-GEIGY, in discussion with its legal counsel, agreed to permit the expert toxicologist of Health and Welfare Canada to present a summary of the data package on its product metolachlor and discuss it with the Board. CIBA-GEIGY cooperated in order to facilitate the Hearing which Dr. Farber stated might come to a halt if such data were not made available.

HOW THE BOARD USED METOLACHLOR DATA:

Please note that we allowed some summary data of our product to be presented to the Board so it could satisfy itself that Monsanto's product was not reviewed any differently than CIBA-GEIGY's product by the government authorities. We did not expect the Board to take that information as adequate to do a toxicological review of metolachlor. However, when the

ces documents publics. Peut-être est-ce une grave lacune de la loi, mais telle est la situation.»

M. FARBER: «Il nous faudra donc présumer, dans nos délibérations, que le métolachlore a le même potentiel carcinogène que l'alachlore.»

M. HYNES: «Je présumerais plutôt le contraire.»

Ce même type de dialogue a eu lieu lorsque M. Ritter de la Division des pesticides de Santé et Bien-être social Canada a comparu, certains membres du Comité ayant alors exigé davantage d'information sur le métolachlore. L'avocat de la CIBA-GEIGY, M. Morrison, a déclaré:

«Comme nous l'avons déjà dit, cette révision ne portant pas sur le métolachlore nous n'entendons pas apporter ici son dossier d'enregistrement ni le déposer sur le bureau du Comité . . . nous ne nous objecterons pas à ce que M. Ritter réponde à certaines questions d'ordre général, mais nous considérons nos données comme confidentielles tout comme la Monsanto considère les siennes comme confidentielles.»

QU'A FAIT CIBA-GEIGY POUR PROUVER SA BONNE FOI?

L'un des membres du Comité, en l'occurrence M. Farber, a fait savoir qu'à moins d'obtenir de plus amples renseignements sur le métolachlore, le Comité allait suspendre ses délibérations, parce qu'il estimait que l'alachlore et la métolachlore étaient des produits chimiques très semblables et ne pouvait concevoir que l'un soit considéré comme sûr et l'autre non, sans qu'on ne lui fournisse de données à l'appui. L'avocat de CIBA-GEIGY, M. Morrison, a fait valoir les arguments suivants devant le Comité:

«(. . .) CIBA-GEIGY n'a en effet été invitée qu'à présenter des données brutes au Comité, mais sans plus. Monsanto, par contre, a produit une masse de documents préparés par ses scientifiques et ses spécialistes pour expliquer et mettre en contexte les données fournies en guise de preuve. CIBA-GEIGY, elle, n'a pu fournir aucune explication. Nous déplorons que l'on fasse toute cette histoire autour de l'affaire Monsanto, mais si CIBA-GEIGY refuse de collaborer, elle devra, j'en suis sûr, porter le blâme non seulement du Comité mais aussi d'autres intervenants, et on l'accusera d'avoir quelque chose à cacher, alors que ce n'est pas le cas.»

Par la suite, CIBA-GEIGY a accepté, après consultation avec son avocat, de permettre au toxicologue de Santé nationale et Bien-être social Canada de présenter un sommaire de l'ensemble des données relatives au métolachlore et d'en discuter avec le Comité. CIBA-GEIGY a collaboré pour permettre la tenue de l'audience qui, comme l'avait indiqué M. Farber, aurait pu être interrompue si ces données n'avaient pas été fournies.

COMMENT LE COMITÉ A-T-IL UTILISÉ LES DONNÉES RELATIVES AU MÉTOLACHLORE?

Veuillez noter que nous avons permis que ces données sommaires relatives à notre produit soient présentées au Comité, pour que celui-ci puisse se rendre compte par lui-même que le produit de Monsanto n'avait pas été traité différemment du produit de CIBA-GEIGY par les autorités gouvernementales. Nous ne nous attendions pas à ce que le Comité juge ces ren-

report of the Alachlor Review Board was made public it was obviously reviewed very carefully by CIBA-GEIGY's own expert toxicologist. Here now are the comments where we believe that there were errors of fact and interpretation made by the Board, which were sent to Mr. Wise by the Head of our Agricultural Division, W. G. Harris, shortly after the decision of the Board was made public.

1. The Board relied on the preliminary report on metolachlor introduced in evidence by Monsanto rather than the correct data from the final report accepted by both the Health Protection Branch and the U.S. Environmental Protection Agency which were presented to the Board by toxicologist, David Clegg, but were inexplicably ignored.

2. The Board used incorrect numbers in one of the tables in the report dealing with exposure to farmers and custom applicators. The conclusion drawn is totally erroneous since the application rates of active ingredients of both products are comparable.

3. Our toxicologist found that the Board was inconsistent in its treatment of the metolachlor data compared to the alachlor data.

We offered to make our scientific experts available to Mr. Wise for clarification of our views. CIBA-GEIGY felt so strongly that in January, 1988 it applied to the Federal Court to quash the Board's recommendations with respect to metolachlor. The Court refused to quash those recommendations of the Board principally because the application was premature: the only decision that could affect CIBA-GEIGY was that of the Minister of Agriculture.

Mr. Wise announced his decision of January 27, 1988 not to restore the registration of alachlor. In making his announcement, Mr. Wise stated that it was the opinion of his authorities that metolachlor was not an animal carcinogen and that his officials had held that opinion since 1984.

It had been a CIBA-GEIGY contention during the hearings that the de-registration of alachlor had indeed brought about a further consideration of the metolachlor data package by the Federal Government authorities prior to cancellation of alachlor originally. We take Mr. Wise's statement to be a complete endorsement of the data package and full registration which metolachlor enjoys.

HOW DOES CIBA-GEIGY SEE THE ACT AND REGULATIONS?

Mr. Harris, the Head of the Agricultural Division of CIBA-GEIGY CANADA LTD., made these comments to Mr. Wise in a letter dated November 30, 1987:

"The approach of the Board is contrary to both the letter and the spirit of the Pest Control Product regulations. The regulations provide a Review Board can only be appointed where the Minister—(a) refuses to register a control product, or—(b) cancels or suspends the registration of a control product.

The registration of metolachlor has never been questioned by the Department of Agriculture or the Health Protection Branch. Consequently no Review Board could have been

seignements suffisants pour procéder à un examen toxicologique du métolachlore. Toutefois, lorsque le rapport du Comité de révision de l'alachlore a été rendu public, le toxicologue de CIBA-GEIGY l'a évidemment passé à la loupe. Voici maintenant un résumé des commentaires qui ont été envoyés à M. Wise par le chef de notre Division agricole, W.G. Harris, peu de temps après que la décision du Comité a été rendue publique. M. Harris y fait état de ce qui, à notre avis, constitue des erreurs de faits et d'interprétation de la part du Comité.

1. Le Comité s'est reporté au rapport préliminaire sur le métolachlore produit par Monsanto en guise de preuve, plutôt qu'aux données précises du rapport final reconnu tant par la Direction générale de la protection de la santé que par la U.S. Environmental Protection Agency et présenté au Comité par le toxicologue David Clegg, sans pour autant être pris en considération.

2. Le Comité a utilisé des chiffres inexacts dans l'un des tableaux du rapport relatif à l'exposition à laquelle sont soumis les agriculteurs et les applicateurs commerciaux. La conclusion tirée est tout à fait erronée puisque les taux d'application des ingrédients actifs des deux produits sont comparables.

3. Notre toxicologue est d'avis que le comité ne traite pas les données relatives au métolachlore de la même façon que celles relatives à l'alachlore.

Nous avons offert à M. Wise de mettre nos spécialistes à sa disposition pour expliquer notre point de vue. CIBA-GEIGY s'estimait tellement lésée qu'en janvier 1988, elle a présenté une requête à la Cour fédérale pour faire infirmer les recommandations du Comité relatives au métolachlore. Ce tribunal a toutefois rejeté cette requête en indiquant qu'elle était prématurée: la seule décision pouvant viser CIBA-GEIGY étant celle du ministre de l'Agriculture.

Le 27 janvier 1988, M. Wise a fait part de sa décision de ne pas renouveler l'enregistrement de l'alachlore. Il a alors indiqué que, de l'avis des spécialistes à l'emploi du ministère, le métolachlore n'était pas un cancérigène animal et que cela confirmait la position adoptée par le ministère depuis 1984.

CIBA-GEIGY avait eu l'impression, au cours des audiences, que l'annulation de l'enregistrement de l'alachlore allait effectivement donner lieu à un nouvel examen des données relatives au métolachlore par les autorités fédérales avant que ladite annulation n'entre en vigueur. Nous avons donc pris la déclaration de M. Wise comme une confirmation de l'enregistrement au métolachlore.

COMMENT CIBA-GEIGY VOIT-ELLE LA LOI ET LE RÈGLEMENT?

M. Harris, chef de la Division agricole de CIBA-GEIGY CANADA LTÉE, a fait part des commentaires suivants à M. Wise, dans une lettre datée du 30 novembre 1987:

«La façon de procéder du Comité est contraire à la fois à la lettre et à l'esprit du Règlement sur les produits antiparasitaires. Le Règlement prévoit qu'un Comité de révision n'est nommé que lorsque le ministre—(a) refuse d'enregistrer un produit antiparasitaire, ou—(b) annule ou suspend l'enregistrement d'un produit antiparasitaire.

L'enregistrement du métolachlore n'a jamais été émis en doute par le ministère de l'Agriculture ou par la Direction générale de la protection de la santé. Par conséquent, aucun

appointed to review it. If a Review Board could not be appointed to examine metolachlor, it follows with even stronger reason that a Review Board charged with the task of reviewing a completely different product does not have the power or jurisdiction to comment upon the safety of metolachlor. The way in which the Board approached metolachlor threatens the integrity of the review process under the regulations. Products such as metolachlor could be "convicted" without even having been accused. If that type of conduct were sanctioned, the entire system would be overthrown.

The Board disregarded the basic principle that boards must confine themselves to the matters referred to them. The Board had no jurisdiction to make the recommendations concerning metolachlor and, therefore, those recommendations are null and void. Any action on those recommendations, other than rejection would be legally improper and subject to challenge in the courts."

From the foregoing, it will be evident to you that the interpretations of regulations under the PCP Act are open to question. It is obvious that the regulations do not deal in detail with what the Board is required to do. Indeed, the regulations seem to permit the company whose product has been de-registered to set the agenda for the hearing.

We believe, therefore, that the Act and regulations need to be reviewed to make the process of such hearings more efficient. The time frame and turnaround for such a review should be reduced considerably as the cost for all participants can get to a staggering amount. It should be pointed out that in Canada registration is product specific. If one product is subject to regulatory review that should not mean that another related product must be defended merely because it is related to the product under review. The whole idea of the review process established by the Regulations is to have a speedy review of the data. It was not contemplated that a review board will act as a roving commission of inquiry into other products. If such a roving commission approach was taken the registration of a product would be virtually meaningless; any time a somewhat analogous product was questioned the unchallenged product would have to be defended as if it were the product under review.

If the Minister of Agriculture were to call for a review of the Pest Control Product Act and its regulations, CIBA-GEIGY would be a willing participant. We want to reiterate that we believe Canada has been well served by the PCP Act and well served by the people who review the data packages and enforce the regulations, however, updating is needed.

A thorough review with input from all interested parties and taking into account past experience could nevertheless bring about changes in the PCP Act and regulations that would

comité de révision n'a pu être nommé. Si aucun comité de révision n'a été nommé pour examiner le métolachlore, nous avons toutes les raisons de croire qu'un comité de révision chargé d'examiner un produit entièrement différent n'a pas le pouvoir ou la compétence de se prononcer sur l'inocuité du métolachlore. La façon de procéder du Comité à l'égard du métolachlore remet en question l'intégrité du processus de révision prévu dans le Règlement. D'autres produits pourraient, comme le métolachlore, être «condamnés» sans avoir même été «inculpés». Si ce genre d'approche est sanctionnée, tout le système risque d'être ébranlé.

Le Comité a fait fi du principe de base voulant que les comités limitent la portée de leur examen aux produits qui leur sont soumis. Il n'avait pas la compétence nécessaire pour formuler des recommandations sur le métolachlore et, par conséquent, ces recommandations sont nulles et non avenues. Toute mesure prise à la suite de ces recommandations qui ne viserait pas à en nier la validité, ne serait pas juridiquement défendable et pourrait faire l'objet de contestations devant les tribunaux.»

De ce qui précède, vous êtes à même de vous rendre compte que l'interprétation du Règlement adopté en vertu de la Loi sur les produits antiparasitaires prête à controverse. Il est évident que le Règlement ne traite pas en détail de ce que le Comité est censé faire. En fait, il semble permettre à la société dont le produit fait l'objet d'une annulation d'enregistrement, de décider de l'ordre du jour de l'audience.

Nous croyons, par conséquent, que la Loi et le Règlement doivent être révisés pour améliorer l'efficacité du déroulement de ces audiences. L'échéancier et le temps nécessaire à la tenue d'une audience devraient être réduits considérablement, compte tenu des coûts parfois énormes encourus par les participants. Il y a lieu de préciser qu'au Canada, l'enregistrement est fonction de chaque produit. Si un produit fait l'objet d'un examen en vertu du Règlement, cela ne devrait pas obliger le fabricant d'un autre produit semblable à se défendre simplement parce que son produit ressemble à celui faisant l'objet de l'examen. Toute l'idée derrière le processus de révision prévu dans le Règlement, est de permettre un examen rapide des données. Le Comité de révision n'est pas censé avoir la liberté de faire enquête sur d'autres produits. Si on adopte ce genre d'attitude, l'enregistrement d'un produit ne vaudra pratiquement plus rien dire; chaque fois qu'un produit sera remis en question, le fabricant d'un produit analogue, mais non contesté celui-là, devra se défendre tout comme s'il faisait lui-même l'objet de l'enquête.

Si le ministre de l'Agriculture décidait de procéder à une révision de la Loi et du Règlement sur les produits antiparasitaires, CIBA-GEIGY y collaborerait volontiers. Nous tenons à rappeler que jusqu'ici, nous estimons que le Canada a été bien servi par la Loi sur les produits antiparasitaires de même que par les autorités chargées d'examiner les données et d'appliquer le Règlement, mais qu'une mise à jour s'avère quand même nécessaire.

Un examen en profondeur, avec la participation de toutes les parties intéressées, de même que la prise en considération de l'expérience acquise jusqu'ici permettraient néanmoins de faire ressortir les changements à apporter à la Loi et au Règlement

make the system better able to meet today's *and* tomorrow's challenges in Agriculture.

Let me say, in closing, that CIBA-GEIGY's product metolachlor continues to have a full registration in Canada—as it does in other parts of the world. Indeed we continue to get new registrations and expanded registrations for use in Canada. The data package is very complete in every way.

Finally, Senator Hays, let me thank you and members of your Committee for giving us the opportunity of making this presentation.

B.E. Beeler/ls
July 4, 1988

sur les produits antiparasitaires pour améliorer le système afin qu'il soit mieux en mesure de relever les défis actuels et futurs en matière agricole.

Permettez-moi de dire, en terminant, que le métolachlore fabriqué par CIBA-GEIGY continue à être un produit enregistré au Canada—comme il l'est ailleurs dans le monde. En fait, nous continuons à étendre la portée de son enregistrement pour accroître son utilisation au Canada. Les données relatives à ce produit sont extrêmement complètes à tous les égards.

Enfin, sénateur Hays, permettez-moi de vous remercier, vous et les membres de votre Comité, de nous avoir permis de faire cet exposé.

B. E. Beeler/ls
le 4 juillet 1988



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the Pest Management Advisory Board:

Mr. Hajo Versteeg, Chairman.

From Ciba-Geigy Canada Ltd.:

Mr. Byron Beeler, Director of Public Affairs.

Du Comité consultatif sur la lutte antiparasitaire:

M. Hajo Versteeg, président.

De Ciba-Geigy Canada Ltée:

M. Byron Beeler, directeur des affaires publiques.



Second Session
Thirty-third Parliament, 1986-87-88

SENATE OF CANADA

*Proceedings of the Standing
Senate Committee on*

Agriculture and Forestry

Chairman:
The Honourable DANIEL HAYS

Wednesday, August 3, 1988

Issue No. 29

First and second proceedings on:

The examination of Bill C-92, An Act to
amend the Canadian Wheat Board Act

First proceedings on:

The examination of Bill C-112, An Act to
amend the Canada Grain Act and
other Acts in consequence thereof

First proceedings on:

The examination of Bill C-132, An Act to amend the
Western Grain Stabilization Act

WITNESSES:

(See back cover)

Deuxième session de la
trente-troisième législature, 1986-1987-1988

SÉNAT DU CANADA

*Délibérations du Comité
sénatorial permanent de*

l'Agriculture et des forêts

Président:
L'honorable DANIEL HAYS

Le mercredi 3 août 1988

Fascicule n° 29

Premier et deuxième fascicules concernant:

L'étude du Projet de loi C-92, Loi modifiant
la Loi sur la Commission canadienne du blé

Premier fascicule concernant:

L'étude du Projet de loi C-112, Loi
modifiant la Loi sur les grains du Canada et
d'autres lois en conséquence

Premier fascicule concernant:

L'étude du Projet de loi C-132, Loi
modifiant la Loi de stabilisation concernant
le grain de l'Ouest

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



STANDING SENATE COMMITTEE ON
AGRICULTURE AND FORESTRY

The Honourable Daniel Hays, *Chairman*

The Honourable E. W. Barootes, *Deputy Chairman*

and

The Honourable Senators:

Argue	*Murray
Barootes	(or Doody)
Bielish	Olson
Fairbairn	Phillips
Hays	Riel
*MacEachen	Rossiter
(or Frith)	Sparrow
Marchand	Spivak

**Ex Officio Members*

(Quorum 4)

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DE
L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS

Président: L'honorable Daniel Hays

Vice-président: L'honorable E. W. Barootes

et

Les honorables sénateurs:

Argue	*Murray
Barootes	(ou Doody)
Bielish	Olson
Fairbairn	Phillips
Hays	Riel
*MacEachen	Rossiter
(ou Frith)	Sparrow
Marchand	Spivak

**Membres d'office*

(Quorum 4)

ORDERS OF REFERENCE

Extract from the Minutes of Proceedings of the Senate, Wednesday, July 27, 1988:

"Pursuant to the Order of the Day, the Senate resumed the debate on the motion of the Honourable Senator Marshall, seconded by the Honourable Senator Macdonald (*Cape Breton*), for the second reading of the Bill C-92, An Act to amend the Canadian Wheat Board Act.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative."

The Bill was then read the second time.

The Honourable Senator Bielish moved, seconded by the Honourable Senator Marshall, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry.

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative."

Extract from the Minutes of Proceedings of the Senate, Wednesday, July 27, 1988:

"Pursuant to the Order of the Day, the Honourable Senator Barootes moved, seconded by the Honourable Senator Doody, that the Bill C-132, An Act to amend the Canada Grain Act and other Acts in consequence thereof, be read the second time.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

The Bill was then read the second time.

The Honourable Senator Spivak moved, seconded by the Honourable Senator Cochrane, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry.

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative."

Extract from the Minutes of Proceedings of the Senate, Wednesday, July 27, 1988:

"Pursuant to the Order of the Day, the Honourable Senator Barootes moved, seconded by the Honourable Senator Doyle, that the Bill C-132, An Act to amend the Western Grain Stabilization Act, be read the second time.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

The Bill was then read the second time.

The Honourable Senator Barootes moved, seconded by the Honourable Senator Doyle, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry.

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative."

ORDRES DE RENVOI

Extrait des procès-verbaux du Sénat, le mercredi 27 juillet 1988:

«Suivant l'ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur la motion de l'honorable sénateur Marshall, appuyé par l'honorable sénateur Macdonald (*Cape Breton*), tendant à la deuxième lecture du Projet de loi C-92, Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois.

L'honorable sénatrice Bielish propose, appuyée par l'honorable sénateur Marshall, que le projet de loi soit déferé au Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Extrait des procès-verbaux du Sénat, le mercredi 27 juillet 1988:

«Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Spivak propose, appuyé par l'honorable sénateur Doody, que le Projet de loi C-112, Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada et d'autres lois en conséquence, soit lu la deuxième fois.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois.

L'honorable sénateur Spivak propose, appuyé par l'honorable sénateur Cochrane, que le projet de loi soit déferé au Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Extrait des procès-verbaux du Sénat, le mercredi 27 juillet 1988:

«Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Barootes propose, appuyé par l'honorable sénateur Doyle, que le Projet de loi C-132, Loi modifiant la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, soit lu la deuxième fois.

Après débat.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois.

L'honorable sénateur Barootes propose, appuyé par l'honorable sénateur Doyle, que le projet de loi soit déferé au Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, AUGUST 3, 1988
(45)

[Text]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met at 11:05 a.m., this day, the Chairman, the Honourable Senator Daniel Hays, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Argue, Barootes, Bielish, Hays and Marchand (5).

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Mrs. June Dewetering.

Also in attendance: The Official Reporters of the Senate.

Witnesses:

From Agriculture Canada:

N.A. O'Connell, Director General, Grain Marketing Bureau;

Don Adnam, Policy Analyst, Market and Policy Analysis Division of the Grain Marketing Bureau.

From the Canadian Wheat Board:

Anders Bruun, Solicitor.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated July 27, 1988, began consideration of Bill C-92, An Act to amend the Canadian Wheat Board Act.

The witnesses made statements and answered questions.

At 12:33 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

WEDNESDAY, AUGUST 3, 1988
(46)

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met at 2:04 p.m., this day, the Chairman, the Honourable Senator Daniel Hays, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Argue, Barootes, Bielish, Hays and Marchand (5).

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Mrs. June Dewetering.

Also in attendance: The Official Reporters of the Senate.

Witnesses:

From the Grain Transportation Agency:

Richard Wansbutter, Co-ordinator of car allocations.

From the National Transportation Agency:

Jaak Vanker, Director, Financial Analysis Division;

Ivan Murray, Special Advisor, Financial Analysis Division.

PROCÈS-VERBAUX

LE MERCREDI 3 AOÛT 1988
(45)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à 11 h 05, sous la présidence de l'honorable sénateur Daniel Hays (président).

Membres du Comité présents: Les honorables sénateurs Argue, Barootes, Bielish, Hays et Marchand (5).

Également présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: M^{me} June Dewetering.

Aussi présents: Les sténographes officiels du Sénat.

Témoins:

D'Agriculture Canada:

N.A. O'Connell, directeur général, Direction de la commercialisation des céréales;

Don Adnam, Division de l'analyse des marchés et politiques, Direction générale de la commercialisation des grains.

De la Commission canadienne du blé:

Anders Bruun, chef du Contentieux.

Conformément à son ordre de renvoi du 27 juillet 1988, le Comité reprend l'étude du projet de loi C-92, Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé.

Les témoins font des déclarations préliminaires et répondent aux questions.

À 12 h 33, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE MERCREDI 3 AOÛT 1988
(46)

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à 14 h 04, sous la présidence de l'honorable sénateur Daniel Hays (président).

Membres du Comité présents: Les honorables sénateurs Argue, Barootes, Bielish, Hays et Marchand (5).

Également présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: M^{me} June Dewetering.

Aussi présents: Les sténographes officiels du Sénat.

Témoins:

De l'Office du transport du grain:

Richard Wansbutter, coordonnateur des allocations de wagons.

De l'Office national des transports:

Jaak Vanker, directeur, Division de l'analyse financière;

Ivan Murray, conseiller spécial, Division de l'analyse financière.

From Prairie Pools:

Bill Strath, President;

Ray Howe, Vice-President, Saskatchewan Wheat Pool;

Doug Livingstone, President, Alberta Wheat Pool.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated July 27, 1988, resumed consideration of Bill C-92, An Act to amend the Canadian Wheat Board Act.

The witnesses made opening statements and answered questions.

At 3:00 p.m. the Committee suspended its sitting.

At 3:15 p.m. the Committee resumed its sitting.

At 5:07 p.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

WEDNESDAY, AUGUST 3, 1988

(47)

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met at 7:34 p.m., this day, the Chairman, the Honourable Senator Daniel Hays, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Barootes, Bielish and Hays (3.).

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Mrs. June Dewetering.

Also in attendance: The Official Reporters of the Senate.

Witnesses:

From the Canadian Grain Commission:

W.J. O'Connor, Executive Director.

From the Department of Agriculture:

Craig Fulton, Acting Director, Program Coordination, Priorities and Strategies Directorate, Grains and Oilseeds Branch.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated July 27, 1988, began consideration of Bill C-112, An Act to amend the Canada Grain Act and other Acts in consequence thereof.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated July 27, 1988, began consideration of Bill C-132, An Act to amend the Western Grain Stabilization Act.

The witnesses made opening statements and answered questions.

At 8:38 p.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

ATTEST:

De la «Prairie Pools»:

Bill Strath, président;

Ray Howe, vice-président, «Saskatchewan Wheat Pool»;

Doug Livingstone, président, «Alberta Wheat Pool».

Conformément à son ordre de renvoi du 27 juillet 1988, le Comité reprend l'étude du projet de loi C-92, Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé.

Les témoins font des déclarations préliminaires et répondent aux questions.

À 15 heures, le Comité suspend la séance.

À 15 h 15, le Comité reprend la séance.

À 17 h 07, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

LE MERCREDI 3 AOÛT 1988

(46)

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à 19 h 34, sous la présidence de l'honorable sénateur Daniel Hays (président).

Membres du Comité présents: Les honorables sénateurs Argue, Barootes, Bielish, Hays (5).

Également présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: M^{me} June Dewetering.

Aussi présents: Les sténographes officiels du Sénat.

Témoins:

De la Commission canadienne des grains:

W.J. O'Connor, directeur exécutif.

D'Agriculture Canada:

Craig Fulton, directeur intérimaire, Coordination des programmes, Direction des priorités et des stratégies, Direction générale des céréales et des oléagineux.

Conformément à son ordre de renvoi du 27 juillet 1988, le Comité entame l'étude du projet de loi C-112, Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada et d'autres lois en conséquence.

Conformément à son ordre de renvoi du 27 juillet 1988, le Comité entame l'étude du projet de loi C-132, Loi modifiant la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest.

Les témoins font des déclarations préliminaires et répondent aux questions.

À 20 h 38, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

ATTESTÉ:

Le greffier du Comité

Andrew N. Johnson

Clerk of the Committee

EVIDENCE

Ottawa, Wednesday, August 3, 1988

[Text]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry, to which was referred Bill C-92, to amend the Canadian Wheat Board Act, met this day at 11.00 a.m. to give consideration to the bill.

Senator Dan Hays (*Chairman*) in the Chair.

The Chairman: Honourable senators, this is the committee's first meeting on Bill C-92, to amend the Canadian Wheat Board Act. I wish to welcome the witnesses appearing before the committee this morning. They are Mr. Anders Bruun, Solicitor, Canadian Wheat Board, and, from Agriculture Canada, Mr. Don Adnam, Policy Analyst, Market and Policy Analysis Division of the Grain Marketing Bureau. Also appearing on behalf of Agriculture Canada is Mr. N. A. O'Connell, Director General, Grain Marketing Bureau.

At the outset of these meetings I should indicate that the committee really has three bills before it, Bill C-92 principally, but also Bill C-112 and Bill C-132. We will hear from witnesses respecting Bill C-112 and Bill C-132 this evening.

I now call upon Mr. Bruun, to be followed by Mr. Adnam.

Mr. Anders Bruun, Solicitor, Canadian Wheat Board: Thank you, Mr. Chairman, for the opportunity to appear before the committee. I should perhaps start by going through the provisions of Bill C-92 to provide a little background and clarification on exactly why the amendments are being sought.

Clause 1 is merely an amendment to the definition of "grain", and adds the word "canola" to the definition of grain for the purposes of the Canadian Wheat Board Act, canola being the name that has been ascribed in various pieces of legislation governing the grain industry to a variety of grain that was formerly called rapeseed. That is, essentially, a housekeeping amendment to update the legislation and to reflect the new wording that is in use in the grain industry.

The second amendment is an amendment which would expand the board's authority, subject to the approval of the Minister of Finance, to borrow money by any means, including the issuance of bonds, debentures, notes and other evidences of indebtedness of the board, and when the board is in a surplus funds position, to make investments of those surplus funds until such time as those moneys are paid out by way of final payment or otherwise in a broad range of financial instruments. Again, that is subject to the approval of the Minister of Finance.

The expansion of this borrowing authority will bring the board's powers into line with those that are enjoyed by other crown corporations. It is expected that they will have the effect of reducing the board's borrowing costs in a measurable way, and that this will allow the board, by reducing its costs, to return a higher proportion of its revenues to producers through pool accounts.

TÉMOIGNAGES

Ottawa, le mercredi 3 août 1988

[Traduction]

Le Comité permanent du Sénat sur l'agriculture et les forêts, auquel a été référé le projet de loi C-92, modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, se réunit aujourd'hui à 11 heures pour étudier le projet de loi.

Le sénateur Dan Hays (*président*) occupe le fauteuil.

Le président: Honorables sénateurs, c'est la première réunion du comité sur le projet de loi C-92, Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé. Je désire souhaiter la bienvenue aux témoins de ce matin. Ce sont M. Anders Bruun, solliciteur, Commission canadienne du blé et, d'Agriculture Canada, M. Don Adnam, analyste des politiques à la Division de l'analyse du marché et de la politique, Direction de la commercialisation des céréales. Témoignera aussi au nom d'Agriculture Canada M. N. A. O'Connell, directeur général, Direction de la commercialisation des céréales.

Dès le début de ces séances, j'aimerais préciser que le comité doit étudier, en réalité, trois projets de loi, soit surtout le projet de loi C-92, mais aussi les projets de loi C-112 et C-132. Nous entendrons ce soir les témoins qui viendront nous parler des projets de loi C-112 et C-132.

Je donne maintenant la parole à M. Bruun, qui sera suivi de M. Adnam.

M. Anders Bruun, solliciteur, Commission canadienne du blé: Merci, M. le président, de me fournir cette occasion de témoigner devant le comité. J'aimerais commencer par passer en revue les dispositions du projet de loi C-92 afin de fournir des renseignements généraux et des éclaircissements sur la raison précise des amendements.

L'article 1 ne fait que modifier la définition du «grain» et ajouter le mot «canola» à la définition du grain aux fins de la Commission canadienne du blé, le canola étant le nom qui a été donné dans divers textes législatifs régissant l'industrie du grain à une variété de céréales qu'on appelait précédemment le colza. Il s'agit essentiellement d'un amendement d'ordre administratif visant à mettre à jour la législation et à traduire la nouvelle désignation qui a cours dans l'industrie du grain.

Le deuxième amendement vise à étendre les pouvoirs de la Commission, sous réserve de l'approbation du ministre des Finances, pour lui permettre d'emprunter des fonds, notamment par émission, réémission, ventes et mises en gage de ses propres obligations, débetures, billets ou autres titres de créance et, lorsque la Commission possède des fonds excédentaires, d'investir ces fonds jusqu'à ce que ces sommes aient fait l'objet d'un paiement final ou autre dans un large éventail d'établissements financiers. Encore une fois, cette mesure est sous réserve de l'approbation du ministre des finances.

L'expansion de ce pouvoir d'emprunter donnera à la Commission des pouvoirs conformes à ceux que possèdent d'autres sociétés de la Couronne. On prévoit qu'ils auront pour effet de réduire considérablement le coût des emprunts de la Commission et qu'ils permettront à celle-ci, en réduisant ses coûts, de remettre une proportion plus élevée de ses recettes aux produc-

[Text]

I should stress two points; the commercial powers and the banking powers that are being sought are in line with those enjoyed by other crown corporations, such as the Export Development Corporation, and that all of this is subject to the approval of the Minister of Finance.

Clause 3 is a minor consequential amendment which provides that, should revenues be realized, they are to be used in the payment of expenses by the board, and should losses be incurred, those losses are deemed to be losses in the course of the board's operations. Those provisions are now in the act and, because the board's borrowing and investing powers were limited, the wording in section 6 was similarly limited. Now it is a question of expanding section 6 to cover the broader borrowing and investment powers. That is a consequential amendment flowing from the expansion of the authority of the board on financial matters being expanded.

Clause 4 would allow the board to pay per diems to members of the board's advisory committee for serving on subcommittees. Right now they serve on subcommittees but are not paid for that. There is also provision to allow them to be paid for travel time, provided that that travel time does not exceed one day. This amendment will allow the board to compensate members of the advisory committee for services that they are now providing. A rough estimate of what this may cost in the course of a year that was given to me was in the \$10,000 or \$11,000 range. This is not a large item. It is to compensate those members of the advisory committee for work they are now doing and not being compensated for.

Senator Barootes: How many members serve on that advisory committee?

Mr. Bruun: There are currently 11 members on the advisory committee.

Senator Argue: The \$10,000 or \$11,000, is that the total estimated cost?

Mr. Bruun: That is the total estimated cost for paying the extra per diems for sitting on the subcommittees and for paying for travel time.

Clause 5 of Bill C-92 authorizes the Governor in Council to authorize the Minister of Finance to guarantee the board's borrowings. The wording was previously that a guarantee may be "extended to any bank". The wording now, with the expanded financial authority, will be "borrowings of lenders are coverable by the guarantee of the Minister of Finance."

Senator Argue: What clause is that again?

Mr. Bruun: That is clause 5 of Bill C-92, which amends section 12 of the act.

Clause 6 is a minor amendment to section 17(1)(e) of the act and allows more specifically for the imposition of quotas on a grade basis when grain is delivered to an elevator system.

[Traduction]

teurs par l'intermédiaire des comptes de la livraison en commun.

J'aimerais insister sur les deux points suivants: les pouvoirs commerciaux et les pouvoirs bancaires qui sont demandés sont conformes à ceux que possèdent d'autres sociétés de la Couronne telles que la Société pour l'expansion des exportations et cette expansion des pouvoirs est sous réserve de l'approbation du ministre des Finances.

L'article 3 est un amendement corrélatif peu important selon lequel, si des recettes sont réalisées, elles doivent servir à payer les dépenses de la Commission et, s'il y a des pertes, celles-ci sont réputées constituer des dépenses engagées dans l'exercice des activités de la Commission. Ces dispositions font déjà partie de la Loi et, puisque les pouvoirs d'emprunter et d'investir de la commission étaient limités, le libellé de l'article 6 possédait le même caractère limitatif. Il s'agit maintenant d'étendre la portée de l'article 6 de manière à ce que celui-ci s'applique aux pouvoirs plus étendus d'emprunter et d'investir. Il s'agit d'un amendement corrélatif découlant de l'expansion des pouvoirs de la Commission en matière de financement.

L'article 4 permettrait à la Commission de verser une indemnité journalière aux membres du comité consultatif de la Commission pour l'assistance aux réunions des sous-comités. Ils assistent déjà aux réunions des sous-comités, mais ne sont pas rémunérés pour cela. Il y a aussi une disposition qui autorise le paiement des frais de déplacement si le temps de déplacement ne dépasse pas une journée. Cet amendement permettra à la Commission de verser aux membres du comité consultatif une indemnité relative à des services qu'ils fournissent déjà. On m'a remis une estimation approximative selon laquelle ces frais additionnels seront de 10 000 à 11 000 \$ par année. Ce n'est pas une somme considérable. Il s'agit de rémunérer les membres du comité consultatif pour un travail qu'ils font déjà et pour lequel ils ne sont pas rémunérés.

Le sénateur Barootes: Combien de membres y a-t-il dans ce comité consultatif?

M. Bruun: Il y en a 11 actuellement.

Le sénateur Argue: Ces 10 à 11 000 \$, est-ce le coût estimatif total?

M. Bruun: C'est le coût estimatif total du paiement des indemnités journalières additionnelles et des frais de déplacement pour l'assistance aux réunions des sous-comités.

L'article 5 du projet de loi C-92 autorise le gouverneur en conseil à autoriser le ministre des Finances à garantir les emprunts de la Commission. Le libellé précédent traitait des «avances consenties... par toute banque». Selon le nouveau libellé, qui tient compte des pouvoirs financiers plus étendus, les emprunts des prêteurs pourront recevoir la garantie du ministre des finances.

Le sénateur Argue: De quel article s'agit-il, au juste?

M. Bruun: Il s'agit de l'article 5 du projet de loi C-92, qui modifie l'article 12 de la Loi.

L'article 6 est un amendement peu important de l'article 17(1)(e) de la Loi qui permet plus précisément d'imposer des

[Text]

Senator Barootes: What is the reason for that minor alteration to quotas on grades?

Mr. Bruun: Section 17(1)(e) does not now refer to quotas being imposable by grade, but section 21(f) of the act allows the board to fix, from time to time, quotas for each kind of grain or any grade or quality thereof that may be delivered by producers to elevators or railway cars. So this is an amendment to correct a slight anomaly in that section 21(f) makes reference to the imposition of quotas by grade, and it was considered to be desirable, while amending the act, to repeat that reference in section 17(1)(e) as well.

Senator Barootes: In other words, now the quotas are not only by grain, but can be imposed by grade?

Mr. Bruun: By grade as well, and that is clear from section 21(f).

Senator Barootes: Does that make any allowance for the pickle we were in a year or so ago? Does this make any allowance for the separate pooling of such grades?

Mr. Bruun: No, it does not. This does not address the question of pooling at all. You are talking about whether there should be a separate pool on the higher grades of wheat, I take it?

Senator Barootes: I am thinking of the difficulty we were in a year or two ago.

Mr. Bruun: This has no impact one way or the other on that issue.

Senator Barootes: Thank you.

Mr. Bruun: Clause 7 of Bill C-92 is an amendment to section 18 of the Canadian Wheat Board Act. At present, section 18 has some outdated requirements. For example, a railway employee is required to check that the grain delivered into a railway car is delivered within quota before issuing a bill of lading. As a practical matter, there is no way that that can be done, given the way that grain moves in the country elevator system.

This requirement was put into the act in the days when there was a station agent at every delivery point. Now there are centralized stations, and as a practical matter, railway employees have no way of doing that. So we thought that particular requirement ought to be removed, and, while doing that, we thought the section could be updated to more specifically follow the wording that is used in section 17 of the act, which governs conditions for the delivery of grain into elevators. So we now have a situation where the two provisions governing delivery of grain into elevators under section 17 and into railway cars under section 18 more closely parallel each other. That is the reason for the amendment to section 18 as set out in clause 7. So a lot of wording is being used there for fairly insubstantial effect. We are simply trying, with this wording, to reflect the intent that was always there and to update the provision.

[Traduction]

contingentements à chaque classe lorsque le grain est livré à un réseau d'éleveurs.

Le sénateur Barootes: Quelle est la raison de cette légère modification des contingents appliqués aux classes?

M. Bruun: L'article 17(1)(e) ne traite pas de contingents qui peuvent être imposés par classe, mais l'article 21 de la Loi autorise la Commission à fixer de temps à autre des contingents pour chaque genre, chaque classe ou chaque qualité du grain qui peut être livré par les producteurs aux éleveurs ou aux wagons de chemin de fer. C'est donc un amendement qui corrige une légère anomalie puisque cet article 21(f) fait allusion à l'imposition de contingents par classe et on a jugé qu'il était souhaitable, au moment de modifier la Loi, de répéter cette référence dans l'article 17(1)(e).

Le sénateur Barootes: En d'autres termes, les contingents ne sont plus uniquement d'après le grain, mais ils peuvent être imposés à chaque classe?

M. Bruun: À chaque classe aussi, ce qui est indiqué clairement à l'article 21(f).

Le sénateur Barootes: Cela corrige-t-il le problème où nous nous sommes trouvés il y a environ un an? Cela permet-il la livraison en commun de chaque classe?

M. Bruun: Non. Il n'est pas du tout question, ici, de la livraison en commun. Si je comprends bien, vous voulez savoir si la livraison en commun doit être distincte pour les classes supérieures de blé?

Le sénateur Barootes: Je pense aux difficultés que nous avons connues il y a un an ou deux.

M. Bruun: L'article ne porte pas du tout sur cette question.

Le sénateur Barootes: Merci.

M. Bruun: L'article 7 du projet de loi C-92 modifie l'article 18 de la Loi sur la Commission canadienne du blé. À l'heure actuelle, l'article 18 comporte des exigences désuètes. Par exemple, un employé de chemin de fer est tenu de vérifier que le grain livré à un wagon ferroviaire est conforme au contingent avant d'émettre un connaissement. En pratique, cela ne peut pas se faire, à cause de la manière dont le grain est transporté au sein du réseau des éleveurs régionaux.

Cette exigence a été incorporée à la Loi au moment où un chef de gare se trouvait à chaque centre de livraison. Il y a maintenant des gares centralisées et les employés de chemin de fer n'ont aucun moyen pratique de réaliser cette condition. Nous avons donc jugé qu'il fallait faire disparaître cette obligation particulière et nous avons pensé aussi que l'article pouvait être mis à jour de manière à suivre plus particulièrement le libellé qui est utilisé dans l'article 17 de la Loi et qui régit les conditions de livraison du grain aux éleveurs. Les deux dispositions régissant la livraison du grain aux éleveurs en vertu de l'article 17 et aux wagons en vertu de l'article 18 sont donc maintenant plus conformes l'une à l'autre. C'est la raison de la modification de l'article 18 autorisée par l'article 7. On utilise donc ici beaucoup de mots pour un effet plutôt secondaire. Nous voulons tout simplement, par ce libellé, traduire

[Text]

The Chairman: I wonder if you could advise me on clause 7(c). It states that the grain must be produced in the crop year or in any other crop year. Is there any restriction on the age of grain that can be delivered?

Mr. Bruun: No. A producer could have carry-over grain going back two or three years. It stores very well. It may very well be that that producer has grown grain two or three years earlier on rented land that he no longer has, or on land that he has since sold. If he were the actual producer of that grain at that point in time, he would be allowed to deliver it under his permit book, so long as he actually produced it under section 17(1)(c) and section 18(1)(c).

The Chairman: Under Clause 7(a) you reinforce what was already there, and that it is only the actual producer of the grain who is entitled to deliver. Is that a big problem in terms of enforcement?

Mr. Bruun: There is always a practical difficulty that arises out of the fact that grain does not have identifying features. Sometimes it is difficult to know whether a producer is delivering grain that he has produced or not.

The Chairman: Can you tell us whether there have been many occasions when the Canadian Wheat Board has had to take action against someone who has contravened this requirement?

Mr. Bruun: Yes, there have been occasions when producers have delivered grain that they did not grow themselves. Where we have conducted the required investigation, and we have been able to establish that an offence has been committed, there has been prosecution.

The Chairman: Can you give us some idea of the magnitude of the problem?

Mr. Bruun: I cannot give you any figures on the magnitude of it, but I can say that in the past there have been two or three prosecutions in connection with this type of infraction.

The Chairman: Could you describe briefly the consequences of contravention of the legislation?

Mr. Bruun: Individuals who are involved in this sort of thing are, in effect, getting the advantage at the expense of other producers who have their own grain they wish to deliver into the elevator system.

The Chairman: What is the range of fines?

Mr. Bruun: The fine is one-third of the value of the grain, with a minimum fine of \$50 and a maximum fine of \$300 per infraction or truckload.

The Chairman: Therefore, \$300 would be the maximum fine, notwithstanding the fact that a third of the value of the grain might be in excess of that amount?

Mr. Bruun: That is right. If the value of the grain were, say, \$2,000, the fine would still be at a maximum of \$300 for the

[Traduction]

l'intention qui a toujours été présente et mettre à jour cette disposition.

Le président: Vous pourriez peut-être me renseigner sur l'article 7c). Il y est dit que le grain doit être produit pendant la campagne agricole en cours ou n'importe quelle autre. Y a-t-il des restrictions d'appliquées à l'âge du grain qui peut être livré?

M. Bruun: Non. Un producteur pourrait avoir du grain qu'il garde depuis deux ou trois ans. Le grain se garde très bien. Il se pourrait très bien que ce producteur ait cultivé du grain deux ou trois ans plus tôt sur une terre louée qu'il n'a plus ou sur une terre qu'il a vendue depuis lors. S'il a été le producteur effectif de ce grain à ce moment-là, il serait autorisé à le livrer conformément à son livret de permis, à condition de l'avoir effectivement produit en vertu de l'article 17(1)c) et de l'article 18(1)c).

Le président: En vertu de l'article 7, vous renforcez une condition qui existait déjà et qui est que seul le producteur effectif du grain est autorisé à livrer celui-ci. Est-il bien difficile de faire respecter cette disposition?

M. Bruun: Il existe toujours une difficulté pratique du fait que le grain ne comporte pas de traits qui permettent de l'identifier. Il est parfois difficile de savoir si un producteur livre du grain qu'il a produit lui-même ou non.

Le président: Pouvez-vous nous dire s'il y a eu beaucoup d'occasions où la Commission canadienne du blé a dû prendre des mesures contre quelqu'un qui avait contrevenu à cette exigence?

M. Bruun: Oui, il y a eu des occasions où les producteurs ont livré du grain qu'ils n'avaient pas cultivé eux-mêmes. En faisant l'enquête nécessaire, lorsque nous avons pu établir qu'un délit avait été commis, il y a eu poursuite.

Le président: Pouvez-vous nous donner une idée de l'ampleur du problème?

M. Bruun: Je suis incapable de fournir des chiffres sur cette ampleur, mais je peux vous dire que, dans le passé, il y a eu deux ou trois poursuites à l'égard de ce genre d'infraction.

Le président: Pourriez-vous décrire brièvement les conséquences de la violation de la loi?

M. Bruun: Les gens qui agissent de la sorte sont en réalité avantagés aux dépens des autres producteurs possédant leur propre grain qu'ils désirent livrer au réseau d'éleveurs.

Le président: Quel est l'éventail des amendes?

M. Bruun: L'amende est le tiers de la valeur du grain, le minimum étant de 50 \$ et le maximum de 300 \$ par infraction ou par charge.

Le président: L'amende maximum serait donc de 300 \$, même si le tiers de la valeur du grain peut dépasser cette somme?

M. Bruun: C'est exact. Si la valeur du grain était, par exemple, de 2 000 \$, l'amende maximale demeurerait de 300 \$ pour le producteur. Si le directeur de l'éleveur acceptait le grain

[Text]

producer. If the elevator manager knowingly accepted it, he would be subject to a higher maximum, which is \$2,000.

The Chairman: Are there any other penalties?

Mr. Bruun: No, that is the sum total of the penalty for that infraction.

Clause 8 of Bill C-92 is the provision that has received the most attention, it seems, and it will allow the board, with the approval of the Governor in Council and subject to terms and conditions to be imposed by him, to affix and pay in a crop year an amount to each producer who has sold and delivered wheat to the board in a railway car during that pool period. The underlying reason for this provision is that, through the board's pool accounts, the board pays for the carrying costs and the costs of storage of the grain in the country elevator system to the companies that act as the board's agents in handling the grain. These costs are taken out of the board's revenues before a final payment is made. When the final payment is made to all producers who sell and deliver grain to the board, whether at an elevator or a railway car, these costs are taken out. So, in effect, that producer who has delivered 50 or 100 tonnes of wheat to the board via railway car is, by virtue of this deduction from the board's pool accounts, which reduces his final payment, paying for the costs of storing and carrying grain in the country elevator system.

The provision has some measure of flexibility in it and the Governor in Council may impose terms and conditions on how that payment should be made, when it should be made and on what basis it should be made from year to year to reflect the fact that these carrying charges have varied. In recent years they have varied from a low of \$2.68 per tonne of wheat to a high of \$5.50 per tonne. It is also to allow for the flexibility that may be necessary to accommodate a situation such as that which occurred this year, when, under very dry conditions, grain has been moving through the country elevator system relatively rapidly. There is no congestion problem, or should not be, because there is less grain. It will also allow the flexibility necessary to ensure that that payment is appropriate in years in which there is a substantial crop, elevator space may be at a premium and there may be a high demand for railway cars by producers and other car users.

The provision also allows the payment to be at a level that appropriately reflects the benefit to the producer car user of the continued existence of the country elevator system. Even if a producer uses only one railway car to deliver his grain and that grain never enters an elevator, he still benefits immeasurably from the existence of the country elevator system. The payment that is to be made should properly reflect that, and the wording of the legislation is such that that consideration can be reflected on a yearly basis, depending on circumstances that may arise in the future that would have a bearing on the matter.

[Traduction]

sciemment, il serait passible d'une amende plus élevée, dont le maximum est de 2 000 \$.

Le président: Y a-t-il d'autres peines?

M. Bruun: Non. Telle est la totalité de la peine pour cette infraction.

L'article 8 du projet de loi C-92 est la disposition qui a reçu le plus d'attention, semble-t-il, et elle autorise la Commission, avec l'approbation du gouverneur en conseil et aux conditions que celui-ci peut déterminer, à fixer le montant à verser pour une période de livraison en commun à chaque producteur qui lui a vendu et livré du blé à un wagon au cours de cette période et a payé ce montant aux producteurs. La raison fondamentale de cette disposition c'est que, par l'intermédiaire des comptes de livraison en commun de la Commission, celle-ci paie les frais d'administration et les frais d'entreposage du grain dans le réseau des éleveurs régionaux aux entreprises qui jouent le rôle d'agents de la Commission pour la manutention du grain. Ces coûts sont déduits des recettes de la Commission avant qu'un paiement final soit effectué. Lorsque le paiement final est fait à tous les producteurs qui vendent et livrent du grain à la Commission, que ce soit à un élévateur ou à un wagon, ces coûts sont déduits. Ainsi, en réalité, le producteur qui a livré 50 ou 100 tonnes de blé à la Commission par wagon, du fait de cette déduction à même les comptes de livraison en commun de la Commission, qui réduisent son paiement final, paie le coût d'entreposage et de maintien du grain dans le réseau des éleveurs régionaux.

La disposition comporte une certaine souplesse et le gouverneur en conseil peut imposer des conditions quant à la manière, au moment et au fondement de ces paiements d'année en année pour traduire le fait que ces frais de maintien ont varié. Ces dernières années, ils sont passés d'un minimum de 2,68 \$ la tonne de blé à un maximum de 5,50 \$ la tonne. Cette disposition vise aussi à fournir la souplesse qui peut être nécessaire si l'on veut tenir compte d'une situation semblable à celle qui s'est produite cette année, où, dans des conditions de grande sécheresse, le grain a été acheminé d'une manière relativement rapide à travers le réseau des éleveurs régionaux. Il n'y a pas de problème de congestion et il ne devrait pas non plus y en avoir, puisqu'il y a moins de grain. Cela offrira aussi la souplesse nécessaire pour que le paiement soit suffisant les années de grande récolte, où l'espace pourra être réduit dans les éleveurs et où les wagons pourront faire l'objet d'une demande élevée de la part des producteurs et des autres utilisateurs.

La disposition en question permet aussi que les paiements se placent à un niveau traduisant comme il convient l'avantage que représente, pour l'utilisateur des wagons des producteurs, le maintien du réseau des éleveurs régionaux. Si le producteur n'utilise qu'un seul wagon pour livrer son grain et que ce grain ne passe jamais par un élévateur, ce producteur continue de profiter énormément de l'existence du réseau des éleveurs régionaux. Le paiement à effectuer devrait bien tenir compte de ce fait et le libellé du projet de loi est tel que ce facteur peut entrer en compte chaque année, selon les circonstances qui pourront se présenter à l'avenir et exercer une influence sur la situation.

[Text]

The last provision of the bill is simply that dealing with proclamation.

Senator Barootes: I do not quite understand what you meant when you said that this payment to be made under clause 8 of the bill "appropriately reflects on a yearly basis" the benefit of the local elevator system. Could you explain a little more clearly to me, not in legal but in ordinary farmer's terms, what that means?

Mr. Bruun: The speed at which grain moves through the country elevator system can vary from year to year, depending on how large a crop is and on the availability of railway cars. That speed varies depending on a whole range of factors that can affect the movement of grain in western Canada. It can move through relatively quickly, and in a year of short crop, one would expect that grain to move through a little more quickly than in a year in which there is congestion. As I say, there is a range of variabilities that an occur from year to year.

Senator Barootes: Given those variabilities, what is the charge? I am trying to get at the nitty-gritty of this.

Mr. Bruun: Given the variabilities, the charges have in the past ranged from \$2.68 to \$5.50.

Senator Barootes: That is a charge levied by the elevator company, is it?

Mr. Bruun: No, the charge levied by the elevator companies is constant during the crop year and is so much per tonne of grain. The charge we are talking about here is the cost the board pays to the country elevators for storing and carrying the grain in those elevators after the producer has paid for delivering the grain to them in the first place. Those costs are borne by the board out of its pool accounts and are shared by everyone who has delivered grain to the board, whether their grain has entered the country elevator system or not.

As I was saying before, those costs for wheat in the past five years have varied from \$2.68 per tonne, where grain is moving through the elevator system and being delivered to export positions quickly, to \$5.50 per tonne, in years in which it has taken a little longer to move the grain through the elevator system.

Senator Barootes: So the additional charge would be for long-term storage in the country elevator system?

Mr. Bruun: Yes, that is correct.

Senator Barootes: So it is not the same charge all the time; it depends on how long the elevator has to store the grain.

Mr. Bruun: Exactly.

Senator Barootes: What about the cleaning of grain?

Mr. Bruun: That is done at terminal elevators at Thunder Bay or Vancouver. All the grain that ends up there, whether it has been transported by way of a producer car or through the elevator system, is cleaned at the terminal position and the cost is so much per tonne. Because the cost is the same whether the

[Traduction]

La dernière disposition du projet de loi traite tout simplement de sa proclamation.

Le sénateur Barootes: Je ne comprends pas très bien ce à quoi vous faites allusion lorsque vous dites que ce paiement qui doit être fait en vertu de l'article 8 du projet de loi traduit comme il convient et chaque année l'avantage que représente le réseau des éleveurs locaux. Pourriez-vous m'expliquer cela un peu plus, non pas en termes juridiques, mais dans les termes qu'emploierait un agriculteur ordinaire?

M. Bruun: La rapidité avec laquelle le grain passe par le réseau des éleveurs régionaux peut varier d'année en année d'après la grosseur de la récolte et le nombre des wagons dont on dispose. Cette rapidité varie selon un large éventail de facteurs qui peuvent influencer le mouvement du grain dans l'Ouest canadien. Le grain peut se déplacer plutôt rapidement et, au cours d'une année où la récolte est peu abondante, on peut s'attendre à ce qu'il se déplace un peu plus vite qu'au cours d'une année où il y a congestion. Je le répète, les facteurs varient d'année en année.

Le sénateur Barootes: Compte tenu de cette variation, quels sont les frais? Je veux aller au fond de cette affaire.

M. Bruun: Pour tenir compte de cette variation, les frais se sont situés dans le passé entre 2,68 \$ et 5,50 \$.

Le sénateur Barootes: Ce sont les frais imposés par les exploitants d'éleveurs, n'est-ce pas?

M. Bruun: Non, les frais imposés par les exploitants d'éleveurs sont constants au cours de la campagne agricole et ils sont de tant par tonne de grains. Les frais dont nous parlons ici sont ceux que la Commission paie aux éleveurs régionaux pour l'entreposage et le transport du grain dans ces éleveurs après que le producteur a payé pour y faire livrer son grain. Ces frais sont payés par la Commission à même ses comptes de livraison en commun et ils sont partagés par tous ceux qui ont livré du grain à la Commission, que ce grain soit passé ou non par le réseau des éleveurs régionaux.

Je le répète, ces frais, dans le cas du blé, ont varié au cours des cinq dernières années entre 2,68 \$ la tonne, lorsque le grain passe par le réseau des éleveurs et est livré rapidement aux postes d'exportation et 5,50 \$ la tonne les années où il a fallu mettre un peu plus de temps pour que le grain passe par le réseau des éleveurs.

Le sénateur Barootes: Les frais additionnels représentent donc l'entreposage à long terme dans le réseau des éleveurs régionaux?

M. Bruun: C'est exact.

Le sénateur Barootes: Ce ne sont pas toujours les mêmes frais; cela dépend de la durée nécessaire d'entreposage du grain dans l'éleveur.

M. Bruun: Précisément.

Le sénateur Barootes: Et le nettoyage du grain?

M. Bruun: Il se fait aux éleveurs terminaux de Thunder Bay ou de Vancouver. Tout le grain qui parvient à ces endroits, qu'il ait été transporté dans le wagon d'un producteur ou qu'il soit passé par le réseau des éleveurs, est nettoyé au terminus et le coût de cette opération est de tant la tonne. Puisque le

[Text]

grain is delivered through the elevator system or by way of a regular rail car, it is not a variable that needs to be addressed.

Senator Barootes: At present, those using producer cars rather than the elevator system, with its carrying charges and so on, make an additional saving, do they not? What would that amount to? Are you able to tell us?

Mr. Bruun: In approximate terms, yes. It is my understanding that the elevation charges for moving grain into an elevator from a farmer's truck and placing it in storage are some \$6 or \$7 per tonne for wheat, and I believe it is lower for other grains. These are tariffs established with the Canadian Grain Commission by the handling companies. There may be some variability from company to company in those tariffs. Just what those amounts are precisely I cannot tell you. I notice from your witness list, however, that you have representatives of some of the handling agents appearing before the committee. They would be able to give you far more precise figures than I can.

Senator Barootes: I am trying to establish what the farmer would gain or save by shipping one grain car full of wheat, let us say, to Vancouver rather than putting it through the elevator system.

The Chairman: Perhaps Mr. O'Connell could come forward.

Mr. N. A. O'Connell, Director General, Grain Marketing Bureau, Agriculture Canada: I think Mr. Bruun has answered the question even better than I can. One might look at it this way: For the producer who wants to use this mechanism, particularly at a time when prices may not be the greatest, he will see this as a way to reduce costs rather than to make a great profit out of the transaction. Moving grain through a producer car would be a way in which to cut costs.

Mr. Bruun: Perhaps we could do a bit of multiplication. If the saving is in the range of \$6 to \$7 per tonne and the average hopper car carries 80 tonnes, the saving may be \$500 or \$600 per rail car, and that saving derives from the use of a producer car rather than the country elevator system. The farmers are realizing that saving right now.

Senator Barootes: That is a saving on elevation and storage costs.

Mr. Bruun: Yes, elevation and storage costs that the producer has to pay. After he settles for the grain and it is board grain, the board pays for the storage.

Senator Barootes: Does the farmer actually gain that amount or is it just a saving on his costs?

Mr. Bruun: His initial price is determined under the Canadian Wheat Board Act and he receives his \$150 per tonne for the top grades of wheat right now. It is just one less reduc-

[Traduction]

coût est le même, que le grain soit livré par le réseau des éleveurs ou au moyen d'un wagon ordinaire, il n'est pas nécessaire de tenir compte de cette variable.

Le sénateur Barootes: À l'heure actuelle, ceux qui utilisent les wagons des producteurs plutôt que le réseau des éleveurs, lequel comporte des frais de transport et d'autres frais, réalisent donc une épargne additionnelle, n'est-ce pas? Qu'est-ce que cela représente? Pouvez-vous nous le dire?

M. Bruun: À peu près, oui. Je crois savoir que les frais d'élevation lorsqu'il s'agit de prendre le grain dans le camion d'un agriculteur pour le mettre en entreposage dans un élévateur sont de quelque 6 à 7 \$ la tonne dans le cas du blé et moins pour les autres grains. Ce sont les tarifs déposés à la Commission canadienne des grains par les entreprises de manutention. Ces tarifs peuvent varier selon les entreprises. Je ne saurais vous dire au juste à combien ils s'établissent. Mais je m'aperçois, d'après votre liste de témoins, que des représentants de certaines entreprises de manutention vont témoigner devant vous. Ils devraient pouvoir vous fournir des chiffres beaucoup plus exacts que je ne puis le faire.

Le sénateur Barootes: J'essaie d'établir ce que l'agriculteur gagnerait ou épargnerait en expédiant un plein wagon de blé à Vancouver, par exemple, plutôt que de faire passer son blé par le réseau des éleveurs.

Le président: M. O'Connell voudrait-il s'avancer, s'il-vous-plaît?

M. N. A. O'Connell, directeur général, Direction de la commercialisation des céréales, Agriculture Canada: Je crois que M. Bruun a répondu à la question mieux encore que je ne peux le faire. On pourrait examiner la situation de la manière suivante: pour le producteur qui désire utiliser ce mécanisme, particulièrement lorsque les prix ne sont pas à leur meilleur niveau, cela peut constituer un moyen de réduire les coûts plutôt que de réaliser des profits importants dans cette transaction. Le transport du grain par un wagon de producteur serait un moyen de couper les coûts.

M. Bruun: Nous pourrions peut-être faire une multiplication. Si l'économie se situe entre 6 et 7 \$ la tonne et que le wagon trémie moyen transporte 80 tonnes, l'économie pourrait être de 500 à 600 \$ par wagon et cette économie provient de l'utilisation du wagon d'un producteur de préférence au recours au réseau des éleveurs régionaux. Les agriculteurs réalisent cette épargne immédiatement.

Le sénateur Barootes: C'est une épargne sur les frais d'élevation et d'entreposage.

M. Bruun: Oui, les frais d'élevation et d'entreposage que le producteur doit payer. Après qu'il a placé son grain, lequel est désormais le grain de la Commission, c'est celle-ci qui paie l'entreposage.

Le sénateur Barootes: L'agriculteur réalise-t-il ce montant de recettes ou bien est-ce une simple économie sur ses frais?

M. Bruun: Son prix initial est déterminé par la Loi sur la Commission canadienne du blé et il reçoit immédiatement ses 150 \$ la tonne pour les classes supérieures de blé. C'est tout simplement une réduction de moins par rapport à ce prix ini-

[Text]

tion from that initial price, so it is a saving. I suppose it is extra money in his pocket in exactly the amount of the saving.

Senator Barootes: Last year or the year before, whichever year for which you have statistics, what percentage of grain handled by the Wheat Board has passed through producer cars rather than the formal elevator system? Is it one-half, one-quarter, 10 or 5 per cent? Can you put a figure on it?

Mr. Bruun: I can be fairly precise on that, subject to some adjustment in these figures because of cars that may have been cancelled in the last weeks of the crop year. My information is that there were 348,213 rail cars of grain shipped for the board's account that had been handled through the country elevator system. There were 3,119 rail cars of grain shipped to the board that had not entered the elevator system. Therefore, the percentage of the so-called producer cars used to rail cars used to move board grain is less than 1 per cent; it is approximately 0.7 or 0.8 per cent of the rail cars of board grain.

Senator Barootes: Those figures are for the 1987-88 crop year?

Mr. Bruun: Yes. There is a possibility of variation in those figures and I suggest it would be rather insignificant.

The Chairman: If I may, I would like to clarify a couple of points that came up in the course of Senator Barootes' questions. Going in the reverse order, is the \$500 to \$600 estimate you have made the amount saved by the producer using a producer car?

Mr. Bruun: That estimate was based on a cost of \$6 to \$7 per tonne of grain in an 80-tonne car. It amounted to \$500 to \$600 per car, and those are rough figures.

The Chairman: Yes, but I would like to identify what that saving is attributable to. You mentioned elevation charges but you also mentioned some storage charges to the producer. Then of course I want to get into the clause 8 amendment as well, but perhaps towards the end of our hearing.

For now, I am interested only in knowing what the current saving to a producer is in terms of using a producer car and what it is attributable to. For example, when it is attributable to elevation costs, are those costs solely elevation costs? My impression from listening to you is that it is elevation costs plus storage costs. How does it break down?

Mr. Bruun: Mr. Chairman, it will be primarily elevation costs. Normally, a producer, when he is delivering grain for the board account, will settle for it fairly shortly after he has delivered it. He has, I think, ten days of free storage and if he leaves his grain—which he is going to be selling to the board—on storage for longer than those ten days, then he would be incurring storage costs of his own for which he would have to pay. The storage in the country elevator system is not paid for by the board until such time as the producer has settled for it.

[Traduction]

tial. C'est donc une économie. J'imagine que c'est de l'argent de plus qu'il a dans ses poches, c'est-à-dire le montant même de l'épargne.

Le sénateur Barootes: L'an dernier ou l'année d'avant, c'est-à-dire l'année pour laquelle vous avez des statistiques, quel est le pourcentage du grain dont s'est occupé la Commission du blé qui est passé par les wagons des producteurs plutôt que par le réseau des éleveurs? Est-ce la moitié, le quart, 10 p. 100, 5 p. 100? Pouvez-vous nous fournir un chiffre?

M. Bruun: Je peux vous communiquer des données passablement précises à ce sujet, sous réserve de certains rajustements de ces chiffres pour tenir compte des wagons qui ont pu être annulés durant la dernière semaine de la campagne agricole. On me dit qu'il y a eu 348 213 wagons de grain expédiés pour le compte de la Commission qui sont passés par le réseau des éleveurs régionaux. Il y a eu 3 119 wagons de grain expédiés à la Commission qui ne sont pas passés par le réseau des éleveurs. Par conséquent, le pourcentage des wagons dits des producteurs utilisés pour transporter le grain à la Commission est de moins de 1 pour cent; c'est environ 0,7 ou 0,8 pour cent du grain acheminé à la Commission.

Le sénateur Barootes: Ces chiffres sont pour la campagne agricole 1987-1988?

M. Bruun: Oui. Ces chiffres peuvent varier, mais pas d'une manière significative, selon moi.

Le président: Si vous me le permettez, j'aimerais obtenir des éclaircissements au sujet de quelques points qui ont surgi pendant les questions du sénateur Barootes. Pour suivre l'ordre inverse, les 500 à 600 \$ que vous avez estimés sont-ils les sommes épargnées par le producteur qui utilise ses propres wagons?

M. Bruun: Cette évaluation se fonde sur un coût de 6 à 7 \$ la tonne de grain dans le cas d'un wagon de 80 tonnes. Cela représente de 500 à 600 \$ par wagon et ce sont là des chiffres approximatifs.

Le président: Oui, mais j'aimerais déterminer à quoi cette épargne est attribuable. Vous avez parlé des frais d'élévation mais aussi des frais d'entreposage pour le producteur. Puis, bien sûr, je veux en venir aussi à l'amendement de l'article 8, mais peut-être vers la fin de la séance.

Pour l'instant, je veux seulement savoir ce que le producteur épargne actuellement lorsqu'il utilise ses wagons et à quoi il faut attribuer cette épargne. Par exemple, lorsque cela est attribuable aux frais d'élévation, ces frais sont-ils uniquement pour la mise en élévateur? À vous écouter, j'ai eu l'impression qu'il s'agit des frais d'élévation et des frais d'entreposage. Quelle est la répartition?

M. Bruun: M. le président, il s'agit surtout des frais d'élévation. En temps normal, un producteur, lorsqu'il livre du grain pour le compte de la Commission, règle l'affaire peu de temps après la livraison. Il bénéficie d'un délai d'entreposage gratuit qui est, je crois, de dix jours. S'il laisse son grain—qu'il va vendre à la Commission—en entreposage plus longtemps que ces dix jours, il subit des frais d'entreposage qu'il doit payer lui-même. L'entreposage dans le réseau des éleveurs régionaux n'est pas payé par la Commission avant que le producteur n'ait

[Text]

Therefore a very large part of the cost would be the cost of the inbound elevation and a very small component of it would be the storage to the producer.

The large components of the costs that we are talking about that are paid by the board are storage and carrying costs, including interest, and so on.

The Chairman: I take it that the storage expense the producer saves is notional; that is, that it is not an actual rebate to him but rather it is an expense that he does not incur because he used a producer car?

Mr. Bruun: Exactly.

The Chairman: Therefore, the only actual money he is rebated is the elevation cost?

Mr. Bruun: At the time of delivery, at the time he settles for the grain, he is now receiving—whether it is in the form of a rebate or whether it is merely an additional service that he does not have to pay for—his elevation costs or the benefits of not having to pay for the country elevation.

The Chairman: So it is an expense not incurred, so none of it is rebated.

Mr. Bruun: That is right.

The Chairman: However, that will be the case under the ordinance of clause 8?

Mr. Bruun: That is right. This will be an amount that is paid back to him at some point during the crop year.

The Chairman: I gather from what you say that it is difficult to quantify precisely the elevation portion of the amount of expense not incurred as a result of using a producer car?

Mr. Bruun: It varies from year to year. It can be readily quantified after the crop year when you have a look at the total costs incurred by the board for storing grain in country elevators, and the costs of borrowing the money to carry that inventory. At that point, you can ascertain to the penny what it has cost you, per tonne.

The Chairman: In terms of elevation? What I am trying to do in my own mind is to break out these various items on which the producer is going to save money or receive a rebate. One of them is that if he uses a producer car, he will not have to incur the elevation expense, nor the storage expense for his own grain waiting to move into the system. You have told us that that can vary, and you have made a rough estimate that it might be \$500 to \$600 per car at the present time?

Mr. Bruun: Yes. To simplify it, perhaps, as I explain it, it may be useful to break down the sequence of events and what costs are payable at the various stages. In ordinary delivery to a primary elevator, a producer will arrive at the elevator with his truck loaded with his grain and will indicate that he would like to sell that grain to the handling agent for the account of the Canadian Wheat Board. The grain is graded and inspected and is dumped from the truck into the elevator and is moved from there into the appropriate bin within the country elevator. That is a service that is being provided by the country elevator operator, and that service is paid for by the producer

[Traduction]

réglé l'affaire. C'est pourquoi une très grande partie des frais s'appliquerait à l'élévation à l'arrivée et une très petite partie consisterait en frais d'entreposage pour le producteur.

Cette partie dominante des frais dont nous parlons et qui sont payés par la Commission représente les frais d'entreposage et de transport, y compris l'intérêt, et le reste.

Le président: Si je comprends bien, les frais d'entreposage que le producteur économise sont théoriques; autrement dit, il ne reçoit pas de remise mais ce sont plutôt des dépenses qu'il n'a pas à subir du fait qu'il a utilisé un wagon de producteur?

M. Bruun: Exactement.

Le président: Les seules sommes qu'il reçoit effectivement sous forme de remises sont donc les frais d'élévation?

M. Bruun: Au moment de la livraison, au moment de régler le compte du grain, il reçoit actuellement—que ce soit sous la forme d'une remise ou que ce soit tout simplement un service additionnel qu'il n'a pas besoin de payer—ses frais d'élévation ou l'avantage de ne pas devoir payer les frais régionaux d'élévation.

Le président: Ce sont donc des dépenses qui ne sont pas subies. Il n'y a donc pas de remise.

M. Bruun: C'est exact.

Le président: Mais c'est ce qui existera en vertu de l'article 8?

M. Bruun: C'est exact. C'est une somme qui lui sera remise au cours de la campagne agricole.

Le président: Si je comprends bien, il est difficile de quantifier avec exactitude la part d'élévation des dépenses qui ne sont pas subies du fait de l'utilisation d'un wagon de producteur?

M. Bruun: Cela varie selon les années. C'est facile à quantifier après la campagne agricole lorsqu'il faut examiner la totalité des frais subis par la Commission pour l'entreposage des grains dans les élévateurs régionaux et le coût des emprunts qu'il faut faire pour maintenir ce stock. À ce moment-là, on peut calculer très exactement ce que cela a coûté par tonne.

Le président: Les frais d'élévation? Ce que j'essaie de bien comprendre, c'est la répartition des divers articles qui vont permettre aux producteurs d'épargner de l'argent ou de recevoir une ristourne. Un de ces points c'est que, s'il utilise un wagon de producteur, il ne devra pas subir de frais d'élévation ni de frais d'entreposage à l'égard de son propre grain qui, autrement, passerait pas le réseau. Vous nous avez dit que cela peut varier et vous avez estimé le montant en question à quelque 500 à 600 \$ par wagon à l'heure actuelle?

M. Bruun: Oui. Pour simplifier l'explication, il n'est peut-être pas inutile de décrire la suite des événements et de dire quels sont les frais à payer à chaque étape. Dans le cas d'une livraison ordinaire à un élévateur régional, le producteur se présente à l'élévateur avec un camion chargé de grains et annonce qu'il veut vendre ce grain à l'agent de manutention pour le compte de la Commission canadienne du blé. Le grain est classé et inspecté puis il est déversé du camion dans l'élévateur et acheminé de là vers le casier voulu de l'élévateur. C'est un service qui est fourni par l'exploitant de l'élévateur régional et ce service est payé par le producteur au moment où il reçoit

[Text]

at the time he receives his initial payment from the elevator operator for the grain he has delivered.

Senator Barootes: Where is it deducted from?

Mr. Bruun: It is deducted from his initial payment.

The Chairman: So the producer knows what that charge is for?

Mr. Bruun: Yes, they know what it is. It is indicated on their cash purchase receipt—

Senator Barootes: Including the costs of misgrading?

The Chairman: It has nothing to do with the amount of grain sold that year?

Mr. Bruun: No. That amount is established by a tariff by the grain companies which is filed with the Canadian Grain Commission.

The Chairman: So if the board is right or wrong, they just live with it, having set the tariff to carry out the procedure as you have just described?

Mr. Bruun: The tariff is set by the Canadian Grain Commission. However, I do not think they set it as such; they approve the tariffs that are filed by the companies and establish a maximum tariff that each company may charge. Therefore the companies obviously have their costs of operation and so on to keep in mind when they make a proposal. They propose to the Grain Commission what their maximum tariffs for a particular crop year are going to be, the Grain Commission approves those and they become a publicly posted tariff.

When that grain has entered the bin in the country elevator and is sitting there, it may sit for a number of days or a number of weeks until there is a call for that kind of grain and then it has to move forward in the system. Those costs for that grain sitting in that elevator until it is moved out are borne by the Canadian Wheat Board through its pool accounts, and these are the costs that we are talking about in section 8.

When a producer receives permission to use a producer car to deliver grain to the Canadian Wheat Board, the rail car is spotted in his or her community; he is notified that it is there and he then loads his grain with his own truck and auger into that railway car himself. Therefore he is not using the services that are provided by the country elevator of handling grain and so forth and therefore does not pay the costs that they charge for that service. Therefore, rather than calling it a rebate, perhaps it would be more appropriate to say that that is a direct saving to the producer for handling his grain in that fashion.

The Chairman: Perhaps I could just stop you here for a minute, because I am beginning to get a bit lost. Going back to the procedures you have described, are those all adequately described by the term "elevation costs"—that is, accepting the grain, grading the grain, moving it into the bin with other simi-

[Traduction]

son paiement initial de l'exploitant d'élevateur en échange du grain qu'il a livré.

Le sénateur Barootes: D'où cela est-il déduit?

M. Bruun: C'est déduit de son paiement initial.

Le président: Le producteur sait donc quelle est la nature de ses frais?

M. Bruun: Oui, il le sait. C'est indiqué sur le reçu pour achat comptant.

Le sénateur Barootes: Y compris les frais d'un mauvais classement?

Le président: Peu importe la quantité de grains vendus cette année-là?

M. Bruun: Peu importe. Ce montant est établi par un tarif que les entreprises céréalières ont soumis à la Commission canadienne des grains.

Le président: Ainsi, que la Commission ait tort ou qu'elle ait raison, elle doit en subir les conséquences, puisqu'elle a fixé le tarif de la procédure que vous venez de décrire?

M. Bruun: Le tarif est fixé par la Commission canadienne des grains. Cependant, je ne crois pas qu'elle le fixe, véritablement; elle approuve les tarifs qui sont soumis par les entreprises et elle établit le tarif maximum pouvant être imposé par chaque entreprise. Par conséquent, les entreprises doivent donc tenir compte de leurs frais de fonctionnement lorsqu'elles font une proposition. Elles soumettent à la Commission des grains les tarifs maximum qu'elles désirent appliquer à une campagne agricole donnée, la Commission des grains approuve ces tarifs et ceux-ci deviennent alors les tarifs affichés.

Lorsque ce grain est arrivé au casier voulu dans l'élevateur régional, il peut y rester plusieurs jours ou plusieurs semaines jusqu'à ce qu'on demande ce type de grain, qui doit ensuite progresser le long du réseau. Les frais de l'entreposage de ce grain dans l'élevateur en question jusqu'à ce qu'il en soit retiré sont subis par la Commission canadienne du blé par l'intermédiaire de ses comptes de livraison en commun et ce sont là les coûts dont il est question dans l'article 8.

Lorsqu'un producteur reçoit l'autorisation d'utiliser un wagon de producteur pour livrer du grain à la Commission canadienne du blé, on détermine quel est le wagon qui sera utilisé à cette fin dans la localité où habite le producteur; celui-ci est avisé que le wagon est là et le producteur charge lui-même son grain dans le wagon en se servant de son propre camion et de son propre dispositif d'élévation. Il n'utilise donc pas les services qui sont fournis par l'élevateur régional pour la manutention du grain et le reste et, par conséquent, il ne paie pas les frais imposés pour ce service. En conséquence, plutôt que de parler d'une remise, il conviendrait peut-être mieux de dire qu'il s'agit d'une épargne directe pour le producteur du fait qu'il s'occupe de son grain de cette manière.

Le président: J'aimerais vous arrêter ici un instant car je commence à avoir du mal à vous suivre. Pour en revenir aux méthodes que vous avez décrites, sont-elles toutes décrites lorsqu'on parle des «frais d'élévation», autrement dit, accepter le grain, le classer et, le déplacer vers le casier où se trouve du

[Text]

lar grain where it will wait until it is called for or until there is a market for it?

Mr. Bruun: Yes, those are the incurred, inbound, elevation costs.

The Chairman: That is the current saving of \$500 to \$600 per car that you talked about, and it is only that?

Mr. Bruun: That is correct.

The Chairman: Very well.

Mr. Don Adnam, Policy Analyst, Market and Policy Analysis Division, Grain Marketing Bureau, Agriculture Canada: I have one point of clarification on that, Mr. Chairman. The producer does not pay the handling charge at the elevator but he does have to incur some additional charges. For example, if the producer administers the producer car himself, the Grain Commission charges \$50 per car. Alternatively, the producer could have an elevator company administer the car for him and that would cost \$150. Therefore, he has that additional cost which would reduce that \$500 to \$600 saving.

The Chairman: Therefore, if I, as a producer, am able to call for the car, I am charged a \$50 service charge in any event. Then, if I enlist the assistance of my elevator operator, he will charge an extra \$100 service charge. Is that service charge per car?

Mr. Adnam: Yes, per car.

Senator Barootes: What do you mean by "administer"?

Mr. Bruun: By "administer", I mean that they will follow the bill of lading along and receive the terminal elevator receipt from the terminal elevator at which the rail car is unloaded, and arrange for settlement with the producer; that is, arrange for the payment to the producer for the value of his grain.

Senator Barootes: In other words, it costs three times as much when it is done at the elevator as it does when the cars are spotted elsewhere?

Mr. Bruun: Yes, but that reflects the fact that the elevator manager has to handle and move the grain and so on and so forth when it is delivered into the elevator.

Senator Barootes: Who grades the grain in that producer car?

Mr. Bruun: It is graded at the terminal position.

Senator Barootes: Thank you.

Senator Bielish: Mr. Chairman, that is exactly the clarification I was going to ask for, because when the producers use the elevator to grade the grain and all that, that costs \$150; if it goes to the terminal, then it only costs \$50. The farmer has to fill out a declaration as to what quantity and grade he considers his grain is, and declare that he will accept the ruling, and that declaration goes in with the car.

Mr. Bruun: There is one point that I could clarify, and that is, when an elevator company or a grain dealer is handling a producer car on behalf of a producer, the grain is still not graded until it gets to Vancouver, in either case. In other

[Traduction]

grain semblable et où il sera entreposé jusqu'à ce qu'on le demande ou qu'il existe un marché pour ce grain?

M. Bruun: Oui, ce sont là les frais d'élevation à l'arrivée qui sont subis.

Le président: C'est là l'épargne actuelle de 500 à 600 \$ le wagon dont vous avez parlé et c'est seulement cela?

M. Bruun: C'est exact.

Le président: Très bien.

M. Don Adnam, analyste des politiques, Division de l'analyse du marché et de la politique, Direction de la commercialisation des céréales, Agriculture Canada: J'aimerais apporter un éclaircissement à cela, M. le président. Le producteur ne paie par les frais de manutention à l'élevateur, mais il doit subir des frais additionnels. Par exemple, si le producteur administre lui-même le wagon du producteur, la Commission du grain impose 50 \$ par wagon. Par ailleurs, le producteur pourrait demander à un exploitant d'élevateur d'administrer le wagon pour lui et il lui en coûterait 150 \$. Il y a donc ces frais additionnels qui réduiraient cette épargne de 500 à 600 \$.

Le président: Par conséquent, si, comme producteur, je suis capable de demander le wagon, on m'impose de toute manière des frais de service de 50 \$. Puis, si j'obtiens l'aide de mon exploitant d'élevateur, celui-ci m'imposera des frais de service additionnels de 100 \$. S'agit-il de frais de service par wagon?

M. Adnam: Oui, par wagon.

Le sénateur Barootes: Qu'entendez-vous par «administrer»?

M. Bruun: J'entends par administrer, qu'on suivra le déplacement du connaissement et qu'on recevra le reçu de l'élevateur terminal où le wagon sera déchargé et qu'on organisera le règlement de l'affaire avec le producteur; c'est-à-dire qu'on fera en sorte que le producteur reçoive le paiement correspondant à la valeur de son grain.

Le sénateur Barootes: En d'autres termes, cela coûte trois fois plus cher si c'est fait à l'élevateur que si les wagons sont placés ailleurs?

M. Bruun: Oui, mais c'est que le gestionnaire de l'élevateur doit s'occuper du grain, déplacer celui-ci et ainsi de suite lorsqu'il est livré à l'élevateur.

Le sénateur Barootes: Qui est-ce qui classe le grain dans ce wagon de producteur?

M. Bruun: Le grain est classé au terminus.

Le sénateur Barootes: Merci.

Le sénateur Bielish: Monsieur le président, c'est là précisément l'éclaircissement que j'allais demander, car, lorsque les producteurs utilisent l'élevateur pour classer le grain et tout le reste, cela coûte 150 \$; et si le grain se rend au terminal, il en coûte alors seulement 50 \$. L'agriculteur doit remplir une déclaration quant à son estimation de la quantité et de la classe de son grain et déclarer qu'il accepte d'avance la décision qui sera rendue, et cette déclaration accompagne l'envoi.

M. Bruun: J'aimerais fournir un éclaircissement: lorsqu'une entreprise d'élevateurs ou un commerçant de grain s'occupe du wagon d'un producteur au nom du producteur, le grain n'est pas classé avant d'arriver à Vancouver, cela dans les deux cas.

[Text]

words, whether the producer is handling it himself or is using the service of someone locally to do the administration work, it is still not officially graded until it arrives at Vancouver, Thunder Bay, Prince Rupert or Churchill, as the case may be.

Senator Bielish: Yes. There seems to be a misunderstanding as to what really transpires with respect to the producer cars. One of the complaints that I have heard is that the cars block the sidings and that the cars are not returned as fast, whether it is a producer car or whether it is an elevator agent company's car or a Wheat Board car. Is that a fact?

Mr. Bruun: I am not really in a position to comment on that. There will be someone appearing before this committee from the grain transportation authority who can deal more specifically with the relative efficiencies. Therefore, I would certainly want to defer to him on that area.

The Chairman: Our next witness, Senator Bielish, is Mr. Vanker from the National Transportation Agency. From what Mr. Vanker has indicated, I gather that he will be able to assist us with that problem.

Senator Bielish: Very well.

The Chairman: Gentlemen, I am sorry to take so long but I would like some further clarification. We have got to the point where, with respect to the saving to the producer, we have identified the services which are not provided and, as a result of not being provided, result in a saving to the producer who uses a producer car. However, the producer who has taken his grain to the elevator waits for his grain to be called or waits for a market for that kind of grain, and once that transpires then the grain moves into the system and he stops paying storage charges—which, of course, he does not pay directly but pays through an overall charge by the Canadian Wheat Board. Do I understand that scenario correctly?

Mr. Bruun: That is exactly correct. After he has stopped directly paying, there are still costs being incurred in respect of that grain until it is moved out of the elevator. Those costs are paid by the board and not by the producer, and are in respect of the continued storage of his grain in the elevator system.

The Chairman: That brings us, then, to clause 8. In your description of clause 8, you made some general references. You talked about these costs, and about carrying charges; you talked about flexibility to ensure that the system is adequate in a problem period such as the one we are experiencing now due to the drought. You talked about the fact that it appropriately reflects the benefits of the system that are enjoyed by the user of a producer car. You also said that all of this can be reflected in what it is that will either be forgone or rebated to the producer who uses the producer car. However, from the language you have used, I gather that there is some difficulty in being precise about that. Am I correct?

Mr. Bruun: Mr. Chairman, this is my own personal view on the matter. I think there is a potential difficulty if you lay

[Traduction]

En d'autres termes, que le producteur s'en occupe lui-même ou qu'il utilise les services d'un administrateur local, le grain n'est pas officiellement classé avant de parvenir à Vancouver, à Thunder Bay, à Prince Rupert ou à Churchill, selon le cas.

Le sénateur Bielish: Oui. On semble se méprendre quant à ce qui se passe vraiment dans le cas des wagons de producteurs. Une des plaintes que j'ai reçues, c'est que les wagons bloquent les voies d'évitement et qu'ils ne sont pas retournés suffisamment vite, qu'il s'agisse du wagon d'un producteur, du wagon d'une entreprise d'éleveurs ou de wagon de la Commission du blé. Est-ce exact?

M. Bruun: Je ne suis pas vraiment en mesure de commenter cela. Votre comité entendra le témoignage d'un représentant de l'administration du transport du grain qui pourra parler plus précisément de l'efficacité relative des divers moyens utilisés. Je veux donc lui laisser traiter de cette question.

Le président: Sénateur Bielish, notre prochain témoin sera M. Vanker, de l'Office national des transports. D'après ce qu'il nous a fait savoir, je suis sûr que M. Vanker sera en mesure de vous aider à régler ce problème.

Le sénateur Bielish: Très bien.

Le président: Messieurs, je suis désolé de mettre autant de temps, mais j'aimerais obtenir un nouvel éclaircissement. Nous en sommes arrivés à l'étape où, en ce qui concerne l'épargne pour le producteur, nous avons établi les services qui ne sont pas fournis et, du fait qu'ils ne sont pas fournis, ont pour résultat une économie pour le producteur qui utilise un wagon de producteur. Toutefois, le producteur qui a apporté son grain à l'éleveur attend qu'on demande son grain ou bien il attend un marché pour ce type de grain et, après que cela est arrivé, le grain s'avance le long du réseau et le producteur cesse de payer les frais d'entreposage—frais qu'il ne paie pas directement, bien sûr, mais qu'il paie par le moyen de frais globaux qui lui sont imposés par la Commission canadienne du blé. Ai-je bien compris le scénario?

M. Bruun: C'est tout à fait exact. Après qu'il a cessé les paiements directs, il demeure des coûts qui sont subis au sujet de ce grain jusqu'à ce que celui-ci quitte l'éleveur. Ces frais sont payés par la Commission et non par le producteur et ils s'appliquent à l'entreposage du grain dans les autres éléments du réseau des éleveurs.

Le président: Cela nous amène donc à l'article 8. Dans votre description de l'article 8, vous avez donné des références générales. Vous avez parlé de ces frais et des frais de transport; vous nous avez parlé de la souplesse qui permet d'assurer l'efficacité du système au cours des périodes de problème du genre de celle que nous connaissons actuellement à cause de la sécheresse. Vous avez dit que cela traduit comme il convient les avantages du système pour l'utilisateur d'un wagon de producteur. Vous avez aussi dit que tout cela peut se traduire par ce qui sera épargné par le producteur qui utilise les wagons de producteur ou qui lui sera remis. Pourtant, d'après les expressions dont vous vous êtes servi, j'ai l'impression qu'il est difficile de se montrer précis à ce sujet. Est-ce exact?

M. Bruun: M. le président, c'est là mon propre point de vue sur la question. Je crois que des difficultés pourraient surgir

[Text]

down a hard and fast set of rules and say, for example, that it shall be \$2 per tonne for each year until such time as we amend the act, or that it shall be 30 per cent or 60 per cent. In my opinion, you lose the flexibility to make decisions that are appropriate in the circumstances as they vary from year to year. From recent experience, we know that there can be a great deal of variability in the circumstances prevailing in the country from year to year that have a real impact on the movement of grain or on the amount of grain available to be moved and so forth. For that reason, it appears desirable—subject to the approval of the Governor in Council and subject to prescribed terms and conditions—to have some degree of flexibility to vary the payment from year to year.

For example, if the amount of the payment creates an undue incentive for the use of producer cars and these producer cars are getting in the way, as some suggest they may, there is also a flexibility to reduce the amount of the payment and that should not be overlooked.

The Chairman: Could you elaborate on what you have said? Are the items that a rebate or a forgone expense would be attributable to identifiable? Do you envisage some items being included on some occasions and not on others? What is the range of choices the Governor in Council may have here? Would it anticipate a drought stress problem in one year, a problem with increased use of producer cars in another year and so on? Can you tell us about the mechanisms that will allow the flexibility to take place? Will they pick a certain type of cost one year and not another?

Mr. Bruun: I think, administratively, one would have to be consistent from year to year. You have to look at both components, that is, the storage-cost component and the carrying-cost component each year. You would have to treat those two separate components consistently.

Carrying costs may be affected substantially in years of high interest rates and they may be a less significant element in a year of low interest rates. I can see some variation in the weighting that ought to be put on the carrying-cost side.

The storage cost component may fluctuate, depending on how long grain stays, on average, in the country elevator system and how quickly it is moved out.

You would have to consider both components but your underlying objective would be consistent from year to year and not to exclude something in one year that you paid complete attention to in the preceding year.

The Chairman: I would point out that the price of being consistent may be a loss of flexibility that you have mentioned as being a feature. What would make up the carrying costs? Am I correct in my assumption that interest would be one of the elements?

Mr. Bruun: Yes, interest is one element. When you buy grain from the producer through the handling agent, you have to borrow that money from the banks to have the money available to pay him. You do not receive the money for that grain

[Traduction]

s'il fallait établir une série de règles fixes en disant, par exemple, que ce sera 2 \$ la tonne par année jusqu'à ce que nous modifiions la Loi ou encore que ce sera 30 p. 100 ou 60 p. 100. Selon moi, on perd ainsi la souplesse qui permet de prendre de bonnes décisions alors que la situation varie d'année en année. L'expérience récente nous montre que les circonstances peuvent changer beaucoup d'année en année au pays et qu'elles peuvent avoir un impact très réel sur le transport du grain, sur la quantité du grain à transporter et le reste. C'est pourquoi il semble désirable, avec l'approbation du gouverneur en conseil et aux conditions que celui-ci peut déterminer—de jouir d'une certaine souplesse permettant de varier le paiement d'année en année.

Par exemple, si le paiement versé en fonction de l'utilisation de wagon de céréaliculteurs se révélait un avantage indu, et que cela était nuisible, comme certains le laissent entendre, on pourrait ainsi en réduire le montant. C'est un élément qu'il ne faut pas oublier.

Le président: Pourriez-vous nous en dire un peu plus long là-dessus? Pourrait-on identifier les éléments qui pourraient donner lieu à un paiement? Certains éléments seraient parfois inclus, et parfois pas? Quels choix le gouverneur en conseil aurait-il, ici? Pourrait-il prévoir des difficultés que pourrait engendrer une sécheresse, au cours d'une année, ou certaines difficultés que pourrait engendrer une utilisation accrue de wagons de céréaliculteurs au cours d'une autre année, par exemple? Qu'a-t-on prévu pour permettre de faire face à toutes les difficultés qui pourraient se présenter? Pourra-t-on parer à certains frais au cours d'une année, et pas l'année suivante?

M. Bruun: Sur le plan administratif, je suppose qu'il faudrait s'efforcer d'être cohérent d'une année à l'autre. Il faudrait tenir compte des deux éléments, c'est-à-dire des frais d'entreposage et des frais fixes chaque année. Il faudrait traiter ces deux éléments distincts d'une manière cohérente.

Les frais fixes peuvent avoir une importance considérable, lorsque les frais d'intérêt sont élevés, et en avoir beaucoup moins dans le cas contraire. L'importance à accorder aux frais fixes varierait donc quelque peu d'une année à l'autre.

Les frais d'entreposage, quant à eux, peuvent fluctuer selon la durée moyenne de l'entreposage des céréales dans le réseau de collecte et selon la rapidité de leur transport.

Il faudrait donc tenir compte des deux éléments et faire en sorte de demeurer conséquent d'une année à l'autre; ne pas exclure, une année, un élément auquel on avait accordé toute son attention l'année précédente.

Le président: Oui, mais ce faisant, on y perdrait quelque peu de cette souplesse que vous avez mentionnée. De quoi seraient composés les frais fixes? Les intérêts en feraient partie, n'est-ce pas?

M. Bruun: Oui, en effet. Les achats de céréales sont financés au moyen d'emprunts. On n'est pas payé tant que les céréales ne sont pas dans le navire de l'acheteur, à Vancouver ou à Thunder Bay. Il faut emprunter de l'argent.

[Text]

until you put it in the customer's boat at Vancouver or Thunder Bay. You have to borrow money.

The Chairman: "You" being the elevator or the farmer?

Mr. Bruun: The elevator and the Canadian Wheat Board have to borrow these moneys to make these payments.

The Chairman: Is interest the only carrying cost?

Mr. Bruun: Yes.

The Chairman: Is the only storage cost the actual cost attributed to storing grain that year before it moves into the system?

Mr. Bruun: Yes it is a rate of so many cents per tonne per day.

The Chairman: When you talk about flexibility being introduced, it would have to relate to some portion or all of the storage cost, or some portion of the interest or all of it, being given as a benefit to the user of a producer car, the maximum being all of the storage cost and all of the interest charges. Do you see a discretion in terms of giving less than all of it?

Mr. Bruun: There is, I think, a sensible argument to be made that a producer, even if he ships all of his grain by way of producer cars, still benefits from the existence in the country of the elevator system, and for that reason it is considered to be reasonable to expect him to pay a portion of that cost.

Senator Barootes: He is only partially compensated; is that right?

Mr. Bruun: Yes.

Senator Bielish: On the other hand, for those who use the elevator system, is the final payment not reflected in what the producer who uses the producer cars gets as a final payment?

Mr. Bruun: Producers who deliver grain by way of a railway car get exactly the same per tonne, in terms of the final payment, as those who deliver at an elevator.

Senator Bielish: Does that not include the final amount that the elevator distributes so that that cost is covered under that final payment?

Mr. Bruun: The cost of storage and carrying grain in the country elevator is, in effect, partially covered out of the moneys that reduce that final payment. That is the case if the producer delivers his grain to the elevator or to the railway car.

Senator Bielish: That is totalled up or deducted in the final payment; is that correct?

Mr. Bruun: Yes, the difference being that the producer-user who does not enter the elevator has to pay for some share of the costs.

The Chairman: Could you please quantify or describe what it is that the user of a producer car would pay to support the system, assuming that clause 8 were in effect?

Mr. Bruun: He is still going to be paying for the cost of cleaning his grain and the cost of handling it and storing it in the terminal elevators. He is also paying for the cost of loading it out into customers' boats. There are a number of other costs he will bear, and those he continues to bear.

[Traduction]

Le président: Le producteur doit emprunter l'argent?

M. Bruun: L'administration du silo et la Commission canadienne du blé doivent emprunter l'argent nécessaire.

Le président: Les intérêts représentent donc les frais fixes?

M. Bruun: Oui.

Le président: Les frais d'entreposage sont-ils les seuls frais attribués au cours de l'année, avant que les céréales ne soient transportées?

M. Bruun: Oui, à raison de tant de cents la tonne par jour.

Le président: Quand vous parlez de souplesse, vous dites, en quelque sorte, que celui qui utilise un wagon de céréaliculteur pourrait se voir rembourser, en tout ou en partie, les frais d'entreposage ou les intérêts, jusqu'à concurrence de la totalité des frais d'entreposage et d'intérêt. Est-ce que ce pourrait être moins que cela?

M. Bruun: Lors qu'il utilise des wagons de céréaliculteurs pour expédier toute sa production, un céréaliculteur bénéficie, malgré tout, du réseau de silos, et nous pensons qu'il n'est que raisonnable qu'il contribue au maintien de ce réseau.

Le sénateur Barootes: La compensation qu'il reçoit n'est donc que partielle, n'est-ce pas?

M. Bruun: Oui.

Le sénateur Bielish: Par contre, le paiement que reçoivent les céréaliculteurs qui utilisent le réseau de silos n'influe-t-il pas sur celui que reçoivent les producteurs qui utilisent des wagons de céréaliculteurs?

M. Bruun: Les producteurs reçoivent exactement le même paiement pour chaque tonne de céréales, quels que soient les wagons qu'ils utilisent.

Le sénateur Bielish: Dans le paiement final, on tient compte de tous les frais, n'est-ce pas?

M. Bruun: En partie, oui. Et cela vaut autant pour le producteur qui utilise le réseau de silos que pour celui qui utilise des wagons de transporteurs ferroviaires.

Le sénateur Bielish: Et ces frais sont déduits, dans le paiement final?

M. Bruun: Oui. Le producteur qui n'utilise pas le réseau de silos en défraie une certaine partie des coûts.

Le président: Si l'article 8 était en vigueur, à quels frais un utilisateur de wagons de céréaliculteur participerait-il?

M. Bruun: À ceux du nettoyage, de la manutention et de l'entreposage de ses céréales au silo terminus. Il y a aussi ceux du chargement des céréales dans les navires. Il y a donc encore plusieurs frais auxquels il continuera de participer.

[Text]

The Chairman: Of course, he uses those services.

Mr. Bruun: Yes.

The Chairman: One way of looking at this would be to carve out all of the costs at the front end, that is, before the grain reaches the terminal, other than his own transportation costs and his service cost in getting the producer car at \$ 100 or \$150, unless, as you hint, there is some discretion on the part of the Governor in Council to rebate or cause him to pay less than all of the storage and carrying costs.

Mr. Bruun: That is correct.

Senator Barootes: How long have we had a producer-car system?

Mr. Bruun: The producer car has been in use for a long time.

Senator Barootes: For how long?

Mr. Bruun: For about 80 years.

Senator Barootes: How long has it been in the act?

Mr. Bruun: Producers have had the ability to deliver grain to the boat by railway cars since the board was created in 1935 and they have had the right to use a producer car, under the Canada Grain Act, since about 1910.

Senator Barootes: Yet only one per cent or less have been availing themselves of this particular service.

Mr. Bruun: That is correct in terms of board grains. The percentage is a little higher than that for canola, rye, flax seed and for feed grain.

Senator Barootes: Is canola part of this?

Mr. Bruun: Yes.

Senator Barootes: Having said that it is one per cent and that previously a farmer using a producer car would gain \$500 to \$600 in cost savings, which covers all of those things we have talked about, with clause 8 operative would he save even more?

Mr. Bruun: He would potentially save more.

Senator Barootes: How much?

Mr. Bruun: This is the type of policy decision that the board would have to make on an annual basis. They would have to put forth a recommendation to the Governor in Council on that. It would range from a fairly small amount to a potentially higher percentage.

Senator Barootes: You are not getting at my question at all. What is the potential savings? Is it another \$500 or \$600 if you gave them everything?

Mr. Bruun: That I can answer very easily. If they receive 100 per cent of the savings in the best possible year, they would get \$5.50 a tonne on wheat.

[Traduction]

Le président: Bien entendu, puisqu'il utilise ces services.

M. Bruun: Oui.

Le président: On pourrait déterminer tous les frais au début, c'est-à-dire avant que les céréales n'arrivent au terminus, outre ses propres frais de transport et de services, en fonction de l'utilisation d'un wagon de céréaliculteur pour 100 \$ ou 150 \$, à moins que le gouverneur en conseil, comme vous le laissez entendre, ne puisse lui accorder un rabais ou lui permettre de payer moins cher que tous les frais d'entreposage et les frais fixes.

M. Bruun: C'est juste.

Le sénateur Barootes: Depuis quand avons-nous la possibilité d'utiliser des wagons de céréaliculteurs?

M. Bruun: Depuis longtemps.

Le sénateur Barootes: Oui, mais depuis quand?

M. Bruun: Depuis environ 80 ans.

Le sénateur Barootes: Depuis quand cela est-il prévu dans la loi?

M. Bruun: Les céréaliculteurs peuvent utiliser des wagons de transporteurs ferroviaires depuis que la Commission a été créée, en 1935, et l'utilisation de wagons de céréaliculteurs est permise, en vertu de la Loi sur les grains du Canada, depuis environ 1910.

Le sénateur Barootes: Et pourtant, il n'y a que un pour cent des producteurs, ou même moins, qui se prévalent de ces services.

M. Bruun: Pour les céréales qui passent par la Commission, oui, vous avez raison. Mais le pourcentage est un peu plus élevé, pour ce qui est du canola, du seigle, de la graine de lin et des grains de provende.

Le sénateur Barootes: Pour le canola aussi?

M. Bruun: Oui.

Le sénateur Barootes: Compte tenu que un pour cent des producteurs utilisent des wagons de céréaliculteurs, et que l'utilisation de ces wagons permet d'économiser de 500 \$ à 600 \$, si l'article 8 entrerait en vigueur, les producteurs pourraient-ils économiser encore davantage?

M. Bruun: Oui, ce serait possible.

Le sénateur Barootes: Combien économiseraient-ils?

M. Bruun: C'est la Commission qui en déciderait chaque année. Elle ferait une recommandation au gouverneur en conseil à cet égard. L'économie pourrait être minime, comme elle pourrait être importante.

Le sénateur Barootes: Vous ne répondez pas du tout à ma question. Combien les producteurs pourraient-ils économiser de plus? Cinq cents dollars, 600 \$ de plus, dans la meilleure des situations?

M. Bruun: Je peux répondre à cela très facilement. Au mieux, ils économiseraient 5,50 \$ la tonne de blé.

[Text]

Senator Barootes: How much would that amount to in terms of a rail car?

Mr. Bruun: It would amount to perhaps \$400 or \$450.

Senator Barootes: The Governor in Council, with the minister and yourselves, on your recommendation, can determine that that \$400 to \$450 per car might be less, taking into account the factors you have described. Potentially, a farmer could earn up to \$1,000 more by using a producer car. In other words, there would be a cost saving of \$1,000 if clause 8 were in effect. However, am I correct in saying that the Canadian Wheat Board and the minister can determine that that additional saving under clause 8 may be modified or reduced to take into consideration and to reflect the value of the elevator system that is present from which the farmer gets some benefit?

Mr. Bruun: Exactly. To be more precise, if there were a decision of the Governor in Council to have this amount set at, say, 30 per cent of the carrying costs, you might be looking at 30 per cent of \$2.50 a tonne, which is 80 cents a tonne. In terms of an 80 tonne car, you are looking at a figure of \$60 or \$70.

Senator Barootes: But they may be given the whole amount because it is discretionary; is that right?

Mr. Bruun: Yes.

Senator Barootes: I want to come back to clause 2. The borrowing costs are going to be lowered by allowing the Canadian Wheat Board, with permission of the Minister of Finance and with your compliance, to utilize other areas of borrowing and investing which you have not had heretofore. I believe that you have used banks and trust companies.

Mr. Bruun: That is correct, and credit unions.

Senator Barootes: Now you can use investment bankers and so on. Do you know what the anticipated borrowing cost savings which would pass on to the producer would be?

Mr. Bruun: We have a fairly conservative estimate of what those savings may be. I believe they are in the range of approximately \$8 million or \$10 million a year. I think the financial market place is fairly competitive and it is, of course, the desire to achieve even higher savings than that.

Senator Barootes: Are you saying that it could be up to \$8 or \$10 million?

Mr. Bruun: Hopefully, it will be more.

Senator Barootes: And that would be returned to the producer through the final payment, is that correct?

Mr. Bruun: Yes.

Senator Barootes: Are any risks involved?

Mr. Bruun: For a borrower the risks are essentially minimal. If borrowings are in U.S. dollars, for example, there are hedging techniques available to reduce the risk to a very low level. In terms of straight borrowing in Canadian dollars obviously, the borrower bears less risk than the lender.

[Traduction]

Le sénateur Barootes: Quelle économie cela pourrait-il représenter sur un wagon?

M. Bruun: De 400 \$ à 450 \$.

Le sénateur Barootes: Le gouverneur en conseil et le ministre, sur votre recommandation, pourraient décider que la réduction soit inférieure à 400 \$ ou 450 \$, en tenant compte des facteurs que vous avez décrits. Un agriculteur pourrait donc économiser jusqu'à 1 000 \$ de plus en utilisant un wagon de céréaliculteur. Autrement dit, si l'article 8 était en vigueur, il pourrait économiser 1 000 \$. Toutefois, ai-je raison de dire que la Commission canadienne du blé et le ministre peuvent réduire cette économie additionnelle, que permettrait de réaliser l'article 8, afin de tenir compte de la valeur du réseau de silos dont bénéficie en partie l'agriculteur?

M. Bruun: Exactement. Pour être plus précis, si le gouverneur en conseil décidait de fixer ce montant, dirons-nous, à 30 pour cent des frais fixes, l'économie pourrait être de 30 pour cent de 2,50 \$ la tonne, soit 80 cents la tonne. Pour un wagon de 80 tonnes, l'économie serait donc de 60 \$ ou 70 \$.

Le sénateur Barootes: Mais, les producteurs pourraient bénéficier du plein montant, parce que la décision est discrétionnaire, n'est-ce pas?

M. Bruun: Oui.

Le sénateur Barootes: Je veux revenir à l'article 2. Les frais d'emprunt vont diminuer, en permettant ainsi à la Commission canadienne du blé, sous réserve de l'approbation du ministre des Finances et de votre accord, d'utiliser d'autres instruments pour fins d'emprunt et de placement. Je pense que vous faites affaire avec des banques et des sociétés de fiducie.

M. Bruun: Oui, et aussi avec des caisses de crédit.

Le sénateur Barootes: Vous pouvez donc maintenant avoir recours à des banques d'investissement. Avez-vous une idée des économies dont pourraient bénéficier les producteurs sur les frais d'emprunt?

M. Bruun: Nos prévisions, à cet égard, sont plutôt conservatrices. Ces économies pourraient être de l'ordre de 8 à 10 millions de dollars par année. La concurrence est assez forte sur les marchés financiers et, évidemment, nous avons l'intention d'en profiter pour réaliser les meilleures économies possibles.

Le sénateur Barootes: Les économies pourraient aller jusqu'à 8 ou 10 millions de dollars?

M. Bruun: Et nous espérons même davantage.

Le sénateur Barootes: Et cet argent économisé serait distribué aux producteurs dans le paiement final, n'est-ce pas?

M. Bruun: Oui.

Le sénateur Barootes: Cette formule comporte-t-elle des risques?

M. Bruun: Pour l'emprunteur, les risques sont minimes. Dans le cas d'emprunts en devises américaines, par exemple, il y a des techniques qui permettent de rendre le risque quasi inexistant. Dans le cas des emprunts en devises canadiennes, il

[Text]

Senator Barootes: Do you presently deal in foreign currencies in terms of either buy or sell?

Mr. Bruun: Some of the board's borrowings are in U.S. dollars to finance sales in U.S. dollars.

Senator Barootes: Is it only Canadian and American funds?

Mr. Bruun: Yes.

Senator Argue: I am interested in how the Governor in Council is going to set the benefit pay out which will go to the users of producer cars. Did the initiative for this suggestion come from the board? Is this the board's idea, or is it someone else's?

Mr. Bruun: The proposal was originally put forth by the board to the minister.

Senator Argue: I take it there was no invitation by the minister to put it forward, is that correct?

Mr. Bruun: Not that I am aware of.

Senator Argue: When the Governor in Council decides what extra payment will be made to the producer, do you envisage that the Canadian Wheat Board, by its recommendation, will, in itself, largely be making that decision? Or do you think that this will be a Governor in Council decision, which may be a political decision?

I am paraphrasing, but I notice that Mr. Mayer said something to the effect that they would have to decide, on the one hand, on what the cost was to the system and, on the other hand, what the benefit would be to the producer. It was somewhat nebulous as to what formula might be used. I think there is a good deal of concern that it may not be the Canadian Wheat Board that will be making the decision.

Mr. Bruun: The provision of the clause in Bill C-92 specifically says that the board may "fix." There has to some decision of the board regarding the amount, and when the board has fixed that amount, then the approval of the Governor in Council is sought. I cannot comment on any of the other aspects of that particular question.

Senator Argue: I think you can understand that there is a great deal of concern on behalf of many people that what we are proposing in this legislation by way of use of producer cars is the opposite of efficiency. I think the Canadian Wheat Board pioneered the block system. I think the Canadian Wheat Board pioneered the cancelling of quotas, and many other initiatives, to try to improve the efficiency of the system generally.

Some people have said that there are too many small elevators, there are too many old elevators, there are too many small sidings, there have to be high throughput elevators, there have to be extended sidings.

Is it correct to say that the use of producer cars is not efficient and does not add to the efficiency? Do the railways not feel that that is cost to them because they have to spot one car separately on a siding that is intended to hold ten or 15 cars?

[Traduction]

est évident que le risque est moindre pour l'emprunteur que pour le prêteur.

Le sénateur Barootes: Achetez-vous ou vendez-vous des devises étrangères à l'heure actuelle?

M. Bruun: Certains emprunts de la Commission, visant à financer des ventes en dollars américains, sont en devises américaines.

Le sénateur Barootes: Les emprunts ne sont qu'en devises canadiennes et américaines?

M. Bruun: Oui.

Le sénateur Argue: Je voudrais savoir comment le gouverneur en conseil fixera les montants qui seront accordés aux producteurs qui utiliseront des wagons de céréaliculteurs. Est-ce la Commission qui a proposé cette formule? Est-ce l'idée de la Commission, ou vient-elle de quelqu'un d'autre?

M. Bruun: C'est la Commission qui l'a initialement proposée au ministre.

Le sénateur Argue: Je suppose que le ministre n'a rien eu à voir là-dedans, n'est-ce pas?

M. Bruun: Je ne pense pas, non.

Le sénateur Argue: Pensez-vous que ce sera en grande partie la Commission canadienne du blé qui décidera des paiements additionnels qui seront versés aux producteurs, ou qu'il s'agira plutôt d'une décision politique?

M. Mayer disait qu'il faudrait tout d'abord déterminer les frais relativement au système et, dans un deuxième temps, la part qui reviendrait aux producteurs. La formule qui serait appliquée était plutôt nébuleuse. On craint quelque peu que ce ne soit pas la Commission canadienne du blé qui prenne la décision.

M. Bruun: Dans le projet de loi C-92, on dit que la Commission peut «fixer»... La Commission détermine le montant et, par la suite, on demande l'approbation du gouverneur en conseil. C'est tout ce que je peux dire au sujet de cette question précise.

Le sénateur Argue: Bien des gens craignent énormément que ce que l'on propose dans cette loi, en fonction de l'utilisation des wagons de céréaliculteurs, ne soit pas efficace. Je pense que c'est la Commission canadienne du blé qui a lancé la formule par bloc. Et c'est aussi elle qui a lancé l'idée d'annuler les quotas, et bien d'autres idées visant à améliorer l'efficacité du réseau dans son ensemble.

Certains prétendent qu'il y a trop de petits exploitants, qu'il y a trop de vieux silos, qu'il y a trop de petits évitements, et qu'il faudrait des silos de plus grande capacité et des évitements plus importants.

Est-il juste de dire que l'utilisation de wagons de céréaliculteurs n'est pas efficace et qu'elle n'ajoute rien à l'efficacité? Les transporteurs ne disent-ils pas que cela leur occasionne des frais, parce qu'ils doivent dévier un wagon sur un évitement

[Text]

Are there not some important costs to the system attached to using producer cars and making them more readily available, and in a sense, almost promoting their use?

Mr. Bruun: There are a number of different aspects to your question. I will try to touch on each of them. Regarding the question of whether a producer car is more or less efficient than any other single railway car in use in western Canada is a question that I cannot answer, but a member of the Grain Transportation Agency will be appearing before the committee and will address that.

What I can say is that if this type of payment does produce an undue incentive for producer car use, and that producer car use creates inefficiencies in the grain transportation system, then there are two things the board can do; it can reduce the amount of the payment, and it can allocate fewer rail cars to those wanting to use producer cars themselves under the allocation mechanism that is in place between the board and the Grain Transportation Agency.

Senator Argue: What higher percentage of producer cars in the system would you think would begin to threaten the efficiency of the system? It is now at 1 per cent, or 1.8 per cent, if one uses the non-board grains. What are we looking at that would create confusion, 10 per cent, 15 per cent or 20 per cent? Do you want to see it doubled, tripled or quadrupled?

Mr. Bruun: That is a question one needs a crystal ball to answer because in a year when there is a short crop obviously there will be more elevator space and more rail car space available relative to the quantity of grain to be moved in that crop year. It may very well be that in a short year you can have a higher percentage of producer car use without creating any inefficiencies in the system than in a year when the system is running at 99.9 per cent of its capacity.

As I said, one really needs a crystal ball to be able to see what is going to happen in each of the next 25-year periods to be able to answer that.

Senator Argue: With great respect, I think the Canadian Wheat Board is in the crystal ball gazing business all the time. It has to forecast and it is good at that. That is why the Canadian Wheat Board stands in such high regard. In a sense, it can almost see the future because it has been at that for a long time.

Let us put a figure on this. Do you want to see it doubled? Would doubling that figure cause you any trouble?

Mr. Bruun: If producer car use on board grains doubled, it would be 2 per cent rather than slightly below the 1 per cent it is now at. For non-board grains, I can indicate that there are some 57,000 rail cars, and of those 57,000 cars, over 4,000 are producer cars. So, on the non-board side, there is 6 per cent, 7 per cent or 8 per cent producer use relative to the total movement. A representative of the Grain Transportation Agency can indicate whether that creates any inefficiencies in the movement in a year such as 1987-88, when we had a record movement, or close to a record movement.

[Traduction]

qui est destiné à en recevoir de 10 à 15? Favoriser l'utilisation de wagons de céréaliculteurs n'entraîne-t-il pas des frais importants dans le réseau?

M. Bruun: Votre question porte sur plusieurs éléments distincts. Je vais essayer de n'en oublier aucun. Utiliser un wagon de céréaliculteur est-il plus efficace ou moins efficace qu'utiliser un autre wagon dans l'ouest du Canada? Je ne peux répondre à cette question, mais un membre de l'Office du transport du grain doit comparaître devant le comité, et pourra le faire.

Toutefois, si cette formule procure des avantages indus en fonction de l'utilisation de wagons de céréaliculteurs, et que cela entraîne des inefficacités dans le réseau de transport des céréales, la Commission pourra réduire le montant du paiement, et allouer un nombre plus réduit de wagons, dans le cadre du mécanisme prévu à cet égard avec l'Office du transport du grain, à ceux qui désirent utiliser des wagons de céréaliculteurs.

Le sénateur Argue: À quel moment l'utilisation de wagons de céréaliculteurs commencerait-elle à menacer l'efficacité du réseau? À l'heure actuelle, un p. 100 des producteurs en utilisent, ou 1,8 pour cent, si l'on inclut les céréales qui ne passent pas par la Commission. À quel pourcentage cette formule engendrerait-elle de la confusion? Dix p. 100, 15 p. 100, 20 p. 100? Voulez-vous que l'utilisation double, triple ou quadruple?

M. Bruun: Il faudrait une boule de cristal pour répondre à cette question, parce que lorsque la récolte est faible, au cours d'une année, il y aura plus de place dans les silos et plus de wagons disponibles relativement à la quantité de céréales à transporter. Il peut fort bien arriver, au cours d'une telle année, qu'une utilisation accrue de wagons de céréaliculteurs n'engendre pas plus d'inefficacité dans le réseau qu'au cours d'une année où le taux d'utilisation atteint 99,9 p. 100.

Comme je le disais, il faudrait vraiment une boule de cristal pour être en mesure de prévoir ce qui se passera au cours de chacune des 25 prochaines années.

Le sénateur Argue: Mais, c'est pourtant la situation dans laquelle la Commission canadienne du blé se trouve continuellement. Elle doit prévoir... et elle se débrouille drôlement bien. C'est ce qui explique, d'ailleurs, que la Commission canadienne du blé ait une si bonne réputation à cet égard. Elle peut presque prédire l'avenir, parce qu'elle a une longue expérience en la matière.

Voudriez-vous que l'utilisation des wagons de céréaliculteurs double? Le cas échéant, cela entraînerait-il des difficultés?

M. Bruun: Pour les céréales de la Commission, si l'utilisation des wagons de céréaliculteurs doublait, cela signifierait que 2 p. 100 des producteurs, plutôt qu'un peu moins de un p. 100 à l'heure actuelle, utiliseraient cette formule. Pour les autres céréales, on utilise à l'heure actuelle quelque 57 000 wagons, et plus de 4 000 d'entre eux sont des wagons de céréaliculteurs. Six p. 100, 7 p. 100 ou 8 p. 100 des wagons utilisés sont donc des wagons de céréaliculteurs. Le représentant de l'Office du transport du grain pourra vous indiquer si cela engendre des inefficacités dans le transport au cours d'une

[Text]

Senator Argue: Have you any opinion as to what these amendments to the act may do by way of increasing use of producer cars? What is your guess? You people make educated guesses. We are not able to make those educated guesses because we do not have the facts.

Mr. Bruun: Right now with the savings of the country elevator costs being in the \$500 or \$600 range, there is 1 per cent producer car use. If this payment were made—and let us say it amounted to \$150 to \$200 per rail car—you would have that additional incentive above and beyond the \$500 or \$600 they are already saving, and there are, undoubtedly, a number of farmers who would consider that additional amount of incentive to use a producer car when the \$500 or \$600 was not quite enough.

I would visualize that the increase would be a fairly small increase. If there is a doubling to 2 per cent, you may have 6,000 producer cars of board grain out of a total movement of 350,000 rail cars.

Senator Argue: What bothers me is that we are giving emphasis to what I consider—and we can all disagree—an inefficient alternative. The efficient system is the system we now have with little use of producer cars.

My reading of the history of producer cars is that there was a much greater need for producer cars when they first came into effect because of abuses of the system and because of the inability of a farmer to have any assurance that the grade would be right, that the dockage would be right at the other end. So there was a bad situation and the producer cars were there to give the producer some control. With great respect to everybody that is in the business today, I think it is to everybody's credit that that situation is entirely different.

We think that the grading system is good. It is well accepted, and the dockage is considered to be actual dockage and, therefore, fair. As far as I am concerned, it looks like we are now going down the wrong road.

Mr. Bruun: We are still talking about an extremely small percentage of the movement of the grain for the Canadian Wheat Board. If there is a doubling to 2 per cent, that is still a small percentage relative to the non-boards grains.

Senator Argue: I would think that this is increasing inefficiency instead of increasing efficiency, but that is my personal opinion.

Mr. Bruun: Whether a producer car loaded by a producer is more or less efficient than a single car loaded at an elevator in the more common way is something that can be addressed by a representative of the Grain Transportation Agency.

Senator Argue: I should like to ask you a few questions on the financial provisions that are being proposed. You said that you might save \$8 or \$10 million.

Mr. Bruun: Hopefully more.

[Traduction]

campagne comme 1987-1988, où le transport a atteint un record, ou presque.

Le sénateur Argue: Quelle augmentation ces modifications à la loi peuvent-elles entraîner dans l'utilisation des wagons de céréaliculteurs? En avez-vous une idée? Vous êtes beaucoup mieux équipés que nous pour le savoir, puisque vous disposez des chiffres pertinents.

M. Bruun: À l'heure actuelle, l'économie sur les coûts du réseau de collecte est de 500 à 600 \$. Un p. 100 des producteurs utilise des wagons de céréaliculteurs. Si ce paiement était offert—et qu'il était de l'ordre de 150 \$ à 200 \$ par wagon—ce serait un avantage additionnel aux 500 \$ ou 600 \$ d'économie déjà possible, ce qui encouragerait sûrement un certain nombre d'agriculteurs, qui considéreraient ces 500 \$ ou 600 \$ insuffisants, à utiliser des wagons de céréaliculteurs.

L'augmentation serait plutôt minime, selon moi. En supposant qu'elle double, à 2 p. 100, l'utilisation serait de 6 000 wagons de céréaliculteurs sur 350 000 wagons utilisés.

Le sénateur Argue: Ce qui me tracasse, c'est que l'on met l'accent sur une formule que je considère—et nous pouvons tous être en désaccord—inefficace. La formule actuelle, où l'on utilise peu les wagons de céréaliculteurs, est efficace.

Au début, quand on a lancé la formule des wagons de céréaliculteurs, c'était pour contrer les abus, et en raison de l'impossibilité pour les agriculteurs de s'assurer que la catégorie qui serait attribuée et les frais de nettoyage seraient justes à l'arrivée de leurs céréales à destination. Il y avait donc un problème, et la formule des wagons de céréaliculteurs donnait un peu plus de contrôle aux producteurs. Si la situation a radicalement changé, à cet égard, c'est grâce à tous ceux qui ont œuvré dans le système.

Le système de classement est bon. Il est bien accepté, et l'on considère que les frais de nettoyage sont justes. Personnellement, je pense que nous sommes en train de faire fausse route.

M. Bruun: Mais, cela ne touche qu'une très faible proportion des céréales qui sont transportées pour le compte de la Commission canadienne du blé. Même si l'utilisation des wagons de céréaliculteurs doublait, à 2 p. 100, ce serait encore très peu comparativement aux céréales qui ne passent pas par la Commission.

Le sénateur Argue: J'ai l'impression que cela augmente l'inefficacité, plutôt que le contraire, mais ce n'est qu'une opinion personnelle.

M. Bruun: Le représentant de l'Office du transport du grain pourra vous dire si l'utilisation d'un wagon de céréaliculteur est plus efficace que celle d'un wagon que l'on charge à un silo.

Le sénateur Argue: J'aurais quelques questions à poser au sujet des dispositions à caractère financier que l'on propose. Vous dites que vous pourriez réaliser des économies de l'ordre de 8 à 10 millions de dollars.

M. Bruun: Et peut-être davantage.

[Text]

Senator Argue: But those were your figures. I am not picking someone else's figures.

What is the total financial bill for the Canadian Wheat Board these days? I know it varies, but what is a ball park figure? What has been the average over the past three years?

Mr. Bruun: That figure is set out in the annual report. I do not have that figure with me.

Senator Argue: Have you any idea of what it might be?

Mr. Bruun: Would you like an estimate?

Senator Argue: An estimate that would be moderately close.

Mr. Bruun: In the last annual report the board had, at any given time, an outstanding indebtedness to the banks of something in the vicinity of \$3 billion. With borrowing costs at, say, 8 or 9 per cent, that means one is looking at a cost in the range of \$275 million on an annual basis.

Senator Argue: So the potential saving, or the suggested minimum saving, might be 4 per cent?

Mr. Bruun: Our suggested saving would be, roughly, one-quarter of 1 per cent or one-half of 1 per cent better than what we are getting now, which would yield the figure I gave you before.

Senator Argue: Would you say that there are some extra risks involved in getting into the bond market or in getting into the financial markets of the world?

You mentioned hedging. Hedging was a word well known on what was formerly called the Winnipeg Grain Exchange. You are getting into a speculative market by doing this. If you get your borrowings in American money, you say you then have to hedge against speculators. We have seen in this country over the past few years some sophisticated investors getting into some serious trouble.

The Canadian Co-operative Credit Society, CCCS, has gotten into trouble with the Osler company. This is speculation and only amounts to a small saving, a small saving that the board may not need.

Mr. Bruun: There are two things that are very important to distinguish between, and one is the borrowing side. I think it is common ground that when you are borrowing money you are at less risk than the party who has loaned it to you. The board is a crown agency that has an extremely good credit risk for any lender, and the board wants to capitalize on its credit worthiness and pass those savings on to producers. The point I am trying to make is that there is a minimal risk on the borrowing side.

On the investment side, as the board is seldom in a surplus funds position, there will not be many circumstances in which the board holds money for which it needs to invest for any period of time.

On this matter, I think someone has said that one of the best investments, if you are borrowing money, is to pay down loans, because chances are one would be paying more to borrow than one would receive if investing. If the board had surplus funds,

[Traduction]

Le sénateur Argue: Ce sont les chiffres que vous avez mentionnés.

À combien s'élèvent les frais financiers de la Commission canadienne du blé? Je sais que cela varie d'une année à l'autre, mais donnez-m'en une idée. Quelle a été la moyenne des trois dernières années?

M. Bruun: Ce chiffre est mentionné dans le rapport annuel. Je n'ai pas les derniers chiffres.

Le sénateur Argue: Pouvez-vous quand même m'en donner une idée?

M. Bruun: Oui, une idée approximative?

Le sénateur Argue: Oui, mais qui se rapproche d'assez près de la vérité.

M. Bruun: Dans le rapport annuel, la dette de la Commission, auprès des banques, oscillait autour de 3 milliards de dollars. À 8 ou 9 p. 100 d'intérêt, cela représente des frais annuels d'environ 275 millions de dollars.

Le sénateur Argue: L'économie minimale pourrait donc être d'environ 4 p. 100?

M. Bruun: Nous économiserions de un quart à une demie de un p. 100 de plus qu'à l'heure actuelle, ce qui donnerait le chiffre que je vous ai mentionné.

Le sénateur Argue: Transiger sur le marché des obligations ou sur les marchés financiers du monde entraînerait-il des risques additionnels, selon vous?

Vous avez mentionné les opérations de couverture. C'était une expression bien connue à l'ancienne bourse des grains de Winnipeg. En faisant cela, on met le pied dans un marché spéculatif. En empruntant en devises américaines, vous dites que vous devez vous protéger des spéculateurs. Au cours des quelques dernières années, il y a eu des investisseurs canadiens aguerris qui se sont retrouvés en graves difficultés.

La Canadien Co-operative Credit Society en a eues avec la société Osler. C'est de la spéculation, pour une économie peut-être bien minime, une économie dont la Commission n'a peut-être pas besoin.

M. Bruun: Il y a deux distinctions très importantes à faire. Il est reconnu que la situation de l'emprunteur est moins risquée que celle du prêteur. La Commission est un organisme de la Couronne, dont le crédit est extrêmement bon pour tout prêteur, et elle entend en profiter et en faire bénéficier les producteurs. Ce que j'essaie de démontrer, c'est que le risque est minime pour la Commission lorsqu'elle emprunte.

Sur le plan de l'investissement, compte tenu que la Commission a rarement des excédents, il n'arrivera pas tellement souvent qu'elle aura de l'argent à placer.

À ce sujet, précisément, quelqu'un a dit que l'un des meilleurs placements qui soit, lorsqu'on a contracté des emprunts, est de réduire ses emprunts, parce qu'il est plus probable que les intérêts sur les emprunts soient plus élevés que ceux que

[Text]

it would simply reduce its bank indebtedness from that ongoing figure.

The Chairman: Senator Argue, may I ask a question that is on point. When you make your estimate of savings to the system, would you tell us how much of it you expect would be generated by the borrowing side and how much of it would be made on the investment side?

Mr. Bruun: All of the savings that are projected here would be realized on the borrowing side.

The Chairman: So you are not projecting any savings on the investment side?

Mr. Bruun: No, we do not see ourselves in the situation where there will be surplus funds for investment in the foreseeable future. The board's borrowings financed credit sales that were guaranteed by the Minister of Finance to overseas customers, and that is why that borrowing figure is so high. When those loans have been paid out, of course, the possibility that the board will have surplus funds arises. At that point, the matter of investment power will be dealt with.

Senator Argue: Under this legislation in the future, will the government be guaranteeing all of the borrowings of the Canadian Wheat Board?

Mr. Bruun: The board is an agent of the Crown. As a result, that support is there. The guarantee of the Minister of Finance will remain in place in respect of the borrowings.

Senator Argue: Therefore, there will be no losses.

Mr. Bruun: That guarantee of the Minister of Finance protects the lenders.

Senator Argue: But, from the standpoint of the board, that has the effect of getting cheaper money, I take it?

Mr. Bruun: It has that effect, yes. The board will also be able to borrow outside of that guarantee on the basis of its agency status. Again, the risk to the board as a borrower is not a substantial one. In fact, there is virtually no risk.

Senator Argue: The Wheat Board has had the power, over the past three or four years, to borrow from credit unions, which are 100 per cent Canadian-owned institutions, as far as I know. Can you give us any sort of picture of the extent to which you have used the credit unions as opposed to the extent to which you have relied on the Canadian chartered banks, trust companies or other institutions?

Mr. Bruun: In general terms I can. In terms of publicly announced transactions, we have borrowings from the credit union centrals from time to time. I believe there is an outstanding amount there on a continuing basis and there are term loan sorts of arrangements. The board does borrow from Canadian trust companies, loan companies, the major Canadian banks and the Schedule B banks.

Senator Argue: Can you give us a ball park figure as to how much was borrowed from the credit unions?

[Traduction]

l'on pourrait obtenir sur ses investissements. S'il arrivait que la Commission ait des excédents, elle les utiliserait tout simplement pour réduire sa dette auprès des banques.

Le président: À ce sujet, justement, monsieur le sénateur Argue... dans l'évaluation des économies, que vous faites pourriez-vous nous dire quelle proportion de ces économies serait générée par la réduction de la dette, et quelle proportion proviendrait des placements?

M. Bruun: Toutes les économies seraient réalisées grâce à la réduction de la dette.

Le président: Les placements ne contribueraient donc aucunement aux économies?

M. Bruun: Non, à court terme, notre situation ne nous permettra pas de placer quoi que ce soit. La Commission a emprunté de l'argent pour financer des ventes à crédit qui ont été consenties à des clients à l'étranger et qu'a garanties le ministre des Finances. C'est ce qui explique que la dette de la Commission soit si élevée. Quand ces emprunts auront été remboursés, évidemment, il pourra alors arriver que la Commission dispose de sommes excédentaires. Ce n'est qu'à ce moment-là que la question des placements se posera.

Le sénateur Argue: En vertu de cette loi, le gouvernement garantira-t-il tous les emprunts de la Commission canadienne du blé à l'avenir?

M. Bruun: La Commission est un agent de la Couronne. À ce titre, elle bénéficie donc de cet appui. Le ministre des Finances continuera à garantir les emprunts de la Commission.

Le sénateur Argue: Il n'y aura donc jamais de pertes.

M. Bruun: Cette garantie du ministre des Finances protège les prêteurs.

Le sénateur Argue: Mais, je suppose que cela permet aussi à la Commission d'emprunter à meilleur taux?

M. Bruun: Oui, en effet. La Commission pourra aussi emprunter de l'argent sans la caution du ministre des Finances. Je répète que le risque, pour la Commission, en tant qu'emprunteur, est limité. Je dirais même qu'il est à toute fin pratique inexistant.

Le sénateur Argue: Depuis trois ou quatre ans, la Commission canadienne du blé a la possibilité d'emprunter de caisses de crédit, qui appartiennent complètement, autant que je sache, à des Canadiens. Dans quelle proportion avez-vous eu recours aux caisses de crédit, comparativement aux banques à charte, aux sociétés de fiducie ou à d'autres institutions?

M. Bruun: Nous empruntons en effet de l'argent de caisses de crédit, de temps à autre. Nous avons des emprunts à long terme avec des caisses de crédit, ainsi que quelques emprunts à plus court terme. La Commission fait aussi affaire avec des sociétés de fiducie et des sociétés de prêt canadiennes, avec les grandes banques canadiennes et les banques de l'Annexe B.

Le sénateur Argue: Pouvez-vous nous dire, approximativement, combien la Commission a emprunté d'argent de caisses de crédit?

[Text]

Mr. Bruun: I cannot, senator. Whoever is offering the most favourable rate would get the business, I suppose. Our treasurer would have that information. The mix varies from day to day and month to month, depending on who is in the best position to offer the lowest possible rates.

Senator Argue: I realize that; I was just trying to get a figure. I wanted to know just how important the credit unions are in this area. I know that from the point of view of the credit unions, their business with the Canadian Wheat Board is extremely important. It has offered them a means by which to invest money at a moderate but guaranteed return. In view of the recent experience of some of those co-op credit union centrals, the board's business must look better now than it did.

Because I am a co-op person, a person who thinks that the credit unions have done a great job in this country, I am a little concerned that the present system might be upset. We have our Canadian Wheat Board that needs money and our credit union system that has money. There is a government guarantee in there, and it seems to me that it is a pretty good arrangement. Are we going to leave that arrangement and reduce the business for the credit unions by a major amount? If not, then this clause would not be necessary.

Mr. Bruun: I think the board has an obligation to the producers to run its operations at the lowest cost, and that may very well mean that certain lenders have to be a little more competitive if this authority goes through. It may mean that the mix of the board's lenders will change a little or that the relative contributions of each of those lenders may change.

Senator Argue: With great respect, I think there may be factors other than the precise cost of those loans to take into consideration. I know that when the Wheat Board goes into the selling market, a lot more than just the price per bushel must be taken into account. The Wheat Board must consider whether it is dealing with a good customer, whether the quantities are high and other things, as well. Perhaps those other factors are just as important as one-tenth of 1 per cent.

Mr. Bruun: In the ordinary course, considering the Wheat Board as a borrower, I am sure that our people in treasury will be interested in maintaining ongoing contact and business relationships with any potential lender, and that would include the credit unions and others who have done business with the board in the past. That is a fairly basic observation I can make on this point. But the obligation upon the Wheat Board, as I have said, is to be as cost effective as possible and to give the best return over the long run to the producer. I suppose it is a question of compromising a short-term gain for a longer-term, sound and productive business relationship. One has to have the long-term view in any business relationship, I think.

Senator Argue: I know this is not absolutely correct, in a sense, but when the Wheat Board get money from the credit unions, it is getting money from its own grain producers. They play a fairly important role in the credit union system in western Canada. That might also be a factor.

[Traduction]

M. Bruun: Non, je ne le sais pas, monsieur le sénateur. Je suppose que la Commission fait affaire avec l'institution dont le taux est le plus bas. Notre trésorier pourrait vous donner ces renseignements. Les institutions avec lesquelles la Commission fait affaire varient d'un mois à l'autre, selon les taux qui sont offerts.

Le sénateur Argue: Je comprends cela; j'essayais seulement d'obtenir un chiffre. Je voulais connaître l'importance des caisses de crédit dans ce secteur. Je sais que pour elles, la Commission canadienne du blé est extrêmement importante. La Commission constitue, pour elles, un moyen d'investir de l'argent qui rapporte modérément, mais dont le rendement est garanti. Pour les caisses de crédit, cette possibilité est même probablement encore plus intéressante aujourd'hui.

J'ai un penchant très favorable à l'égard des caisses de crédit. Je pense qu'elles ont beaucoup fait pour ce pays, mais, je crains que nous soyons en train de bouleverser le système actuel. Notre Commission canadienne du blé a besoin d'argent, et nos caisses en ont. Le gouvernement garantit les emprunts, et cela m'apparaît comme un assez bon arrangement. Allons-nous le laisser tomber, et réduire considérablement la participation des caisses de crédit? Dans le cas contraire, cet article deviendrait inutile.

M. Bruun: La Commission a l'obligation, envers les producteurs, de gérer ses activités aux meilleurs coûts possibles, et si ce projet de loi est adopté, il est fort possible que cela signifie que certains prêteurs aient à devenir un peu plus concurrentiels. Les prêteurs avec lesquels la Commission fera affaire ne seront peut-être plus tout à fait les mêmes, et leur participation relative changera peut-être aussi.

Le sénateur Argue: Avec tout le respect que je vous dois, il y a peut-être d'autres facteurs que le coût de ces emprunts à prendre en considération. Je sais que lorsque la Commission canadienne du blé vend des céréales, il n'y a pas que le prix du boisseau qui compte. Elle doit tenir compte du client, des quantités qu'il achète, et de biens d'autres facteurs. Ces autres facteurs sont peut-être aussi importants que un dixième de un pour cent.

M. Bruun: Dans le cadre des activités courantes de la Commission canadienne du blé, en tant qu'emprunteur, je suis persuadé que les gestionnaires de notre service financier voudront maintenir de bonnes relations avec tout prêteur éventuel, qu'il s'agisse de caisses de crédit ou d'autres institutions avec lesquelles la Commission a fait affaire par le passé ou non. C'est une observation plutôt fondamentale que je peux me permettre de formuler à cet égard. Mais, il n'en demeure pas moins que la Commission canadienne du blé a l'obligation, comme je l'ai dit, d'être aussi efficace que possible et d'assurer le meilleur rendement qui soit, à long terme, pour les producteurs. Je suppose qu'il faut avant tout aspirer à des relations d'affaires solides et productives à long terme. Dans toute relation d'affaires, je pense que c'est le long terme qui compte.

Le sénateur Argue: Je sais que ce n'est pas tout à fait juste, mais quand la Commission canadienne du blé emprunte de l'argent de caisses de crédit, c'est de l'argent de producteurs qu'elle dessert qu'elle emprunte. Ces producteurs jouent un rôle passablement important dans le réseau des caisses de cré-

[Text]

Mr. Bruun: Yes, that is true. Producers out west also make deposits with the chartered banks, however.

Senator Argue: I know, but the west concentrates pretty heavily on the credit unions, as does Quebec. Ontario's concentration on credit unions is weak, but you have to realize that credit unions on the three prairie provinces are pretty big business. It seems that the banks fold first, and the credit unions stay around and give service. That has happened.

Mr. Bruun: Yes, the credit unions are an extremely strong presence on the prairies. I think they will maintain the type of relationship they have had in the past.

The Chairman: Honourable senators, we have given the Agriculture Canada witnesses a soft time here. Is there anything they wish to add to the testimony that has been given so ably by the solicitor for the Canadian Wheat Board?

Mr. O'Connell: Mr. Chairman, you have put it very well. I think Mr. Bruun has ably carried the subject matter. Certainly, however, if there are any further questions, we would be happy to try to answer them.

The Chairman: We have only a few minutes left and I have some questions that have not yet been dealt with completely.

Going back to clause 2 and the changed arrangements with respect to borrowing and investing, it strikes me that they are general in terms of the kind of guidelines we might anticipate would be put in place for the Canadian Wheat Board. Perhaps the witnesses could help me in this regard. I have in mind, for instance, the Canadian and British Insurance Companies Act, which has now changed, I suppose. At any rate, with respect to the "legal for life" investments, there is a range of statutory options. Trustees are obliged to live with certain investment criteria, insurance companies without criteria and so on. Can you tell us what kind of flexibility the Wheat Board will be given, whether it be pursuant to regulation or not?

Mr. Bruun: At present, the board does have the authority to borrow money from insurance companies that are governed by the Canadian and British Insurance Companies Act if they are designated by the board's minister as banks for the purpose of the Canadian Wheat Board Act. That, then, is already there.

The Chairman: Where does that appear in the bill?

Mr. Bruun: The definition of "bank" appears in subsection 2(1) of the Canadian Wheat Board Act.

The Chairman: That is being changed, pursuant to Bill C-92, so that the definition is broader?

Mr. Bruun: Yes. That definition will be made substantially broader. We also have the authority to deal with trust and loan companies. This is where we get into that question of engaging in borrowings that are "legal for life", as they say.

The Chairman: This section, then, will replace the Canadian and British Insurance Companies sort of section, as you explained to us earlier?

[Traduction]

dit de l'ouest du Canada. C'est peut-être aussi un autre élément à considérer.

M. Bruun: Oui, vous avez raison. Mais, les producteurs de l'Ouest déposent aussi de l'argent dans les banques à charte.

Le sénateur Argue: Je sais, mais dans l'Ouest, comme au Québec, les caisses de crédit sont très populaires. Elles le sont beaucoup moins en Ontario, mais il faut comprendre que dans les Prairies, les caisses de crédit sont des institutions très importantes. Certaines banques ne tiennent pas le coup, et les caisses de crédit survivent et assurent le service. On l'a déjà vu.

M. Bruun: Oui, les caisses de crédit sont en effet extrêmement présentes dans les Prairies. Je pense que cela ne les affectera pas tellement.

Le président: Honorables sénateurs, nous n'avons pas tellement posé de questions aux témoins d'Agriculture Canada. Auriez-vous des choses à ajouter à la situation que nous a si bien décrite le chef du contentieux de la Commission canadienne du blé?

M. O'Connell: Monsieur le président, vous avez tout à fait raison. M. Bruun nous a en effet très bien décrit la situation. S'il y avait toutefois d'autres questions, nous serions heureux d'y répondre.

Le président: Il ne nous reste que quelques minutes, et j'ai encore quelques questions qui ne sont pas tout à fait réglées.

Pour en revenir à l'article 2, aux dispositions relatives aux emprunts et aux placements, il me semble que ces dispositions sont plutôt générales. Vous pourriez peut-être éclairer un peu ma chandelle à cet égard. J'ai à l'esprit, par exemple, la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, qui a été modifiée, je suppose. Quoi qu'il en soit, il y a tout un éventail d'options statutaires qui s'appliquent en matière de placement. Les fiduciaires doivent composer avec certains critères ayant trait aux placements, aux sociétés d'assurance sans critère, et le reste. Pouvez-vous nous dire quelle latitude aura, ou n'aura pas, la Commission canadienne du blé en vertu des règlements?

M. Bruun: À l'heure actuelle, la Commission peut emprunter de l'argent de compagnies d'assurance qui sont régies par la Loi sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, lorsque le ministre de la Commission les reconnaît comme des banques aux fins de la Loi sur la commission canadienne du blé. Cela est donc déjà prévu.

Le président: Où est-ce dans le projet de loi?

M. Bruun: La définition de «banque» se trouve au paragraphe 2(1) de la Loi sur la commission canadienne du blé.

Le président: Et, dans le projet de loi C-92, on élargit cette définition?

M. Bruun: Oui. Elle sera en effet beaucoup plus large. Nous pourrions aussi faire affaire avec des sociétés de fiducie et des sociétés de prêt. C'est là qu'intervient la notion de placement admis définie dans la loi.

Le président: Cet article remplacera donc celui qui porte sur les compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, comme vous nous l'avez expliqué plus tôt?

[Text]

Mr. Bruun: The section we are talking about here supplements it and goes further than the power that is already there. This definition of "bank" will remain in the act and, in addition to dealing with the banks that are covered by that section, we will have this additional mechanism to borrow money by any means.

The Chairman: Is there any indication now of the percentages of the total borrowings that will be authorized to be made pursuant to paragraph (c) or paragraph (c.1)?

Mr. Bruun: It would depend on the competitiveness of the various rates that are offered by the lenders to the board in the ordinary course. I am not a financial expert, so I should qualify my statement by first saying that, but it is probably desirable to have a diversified mix of sources for your money so that you are not dependent on any one entity.

The Chairman: I gather you do not have an answer to the question.

Mr. Bruun: Exactly. It depends on the competitive position of the potential lenders and the business objectives of the board, I suppose.

The Chairman: Assume, then, that we have one objective and that it is efficiency. I go back to something Mr. O'Connell said earlier, which is that farmers are more likely to use producer cars in tough times than they are in good times. It strikes me that they would want to be as efficient as possible and that it would not matter whether the times are good or bad—they would want to maximize their returns in good times and minimize their losses in bad times. It seems to me that it would be irrelevant, when making the decision to use producer cars, whether they were making or losing money. You might comment on that.

Along the same lines, if efficiency were to be the sole guide for the Wheat Board, it may dictate that we borrow "all foreign" when dealing with foreign countries, unless there is some direction from the Governor in Council ensuring that the Wheat Board deals, in terms of its total debt, with Canadian institutions, such as credit unions and other Canadian lenders, which would have a beneficial spin-off.

Mr. Bruun: The possibility of that exists, I suppose, but it would have to be done with the approval of the Minister of Finance. I do not think the board would be allowed to embark upon any borrowing program that would, in the view of the Minister of Finance, carry an undue or unreasonable level of risk.

Senator Argue: Perhaps there is an answer to your question, Mr. Chairman, and it was given by Mr. Olfert when he appeared before the agriculture committee of the House of Commons. In answering a question at page 40 of the *Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Committee on Agriculture*, Mr. Olfert said:

In the future we should be able to borrow under two methods. One would be under the guarantee, and the other one, the new provision being proposed here, would be that with the approval of the Minister of Finance we would be able to borrow as an agent of Her Majesty, on the agency status alone.

[Traduction]

M. Bruun: Il le complète, et va plus loin que les dispositions déjà prévues. La définition de «banque» demeurera dans la loi et, en plus de pouvoir faire affaire avec les banques, tel que prévu dans cet article, nous pourrions aussi emprunter de l'argent par les moyens qui y sont prévus.

Le président: Avez-vous une idée de la répartition des emprunts qui seront autorisés en vertu de l'alinéa (c) ou de l'alinéa (c.1)?

M. Bruun: Tout dépendra des taux qu'offriront les prêteurs à la Commission. N'étant pas expert en matière de finances, c'est ce que je peux me permettre de dire, mais il est probablement souhaitable d'avoir recours à plusieurs sources de financement pour éviter de trop dépendre d'une seule institution.

Le président: Je suppose que vous n'êtes pas obligé de répondre à ma question.

M. Bruun: Exactement. Tout dépend des taux que peuvent offrir les prêteurs et des objectifs commerciaux de la Commission, je suppose.

Le président: Supposons donc que l'objectif que nous visons est l'efficacité. M. O'Connell disait, plus tôt, qu'il est plus probable que les agriculteurs aient davantage recours aux wagons de céréaliculteurs lorsque les temps sont durs que lorsque tout va bien. Il me semble que la recherche de l'efficacité n'a rien à voir avec cela—les producteurs devraient vouloir maximiser leur rendement lorsque tout va bien, et minimiser leurs pertes lorsque les temps sont durs. Cela ne devrait pas intervenir dans leur décision d'utiliser des wagons de céréaliculteurs. Qu'en pensez-vous?

Dans la même veine, si l'efficacité était le seul intérêt de la Commission canadienne du blé, elle pourrait décider de faire tous ses emprunts à l'étranger, lorsqu'elle traite avec d'autres pays, à moins qu'une directive du gouverneur en conseil ne l'oblige à faire toujours affaire avec des institutions canadiennes comme des caisses de crédit et d'autres institutions prêteuses canadiennes, ce qui serait avantageux pour elles.

M. Bruun: Ce serait possible, je suppose, mais il faudrait que le ministre des Finances y consente. Je ne pense pas que la Commission pourrait entreprendre un programme d'emprunts qui comporterait, de l'avis du ministre des Finances, un degré de risque trop élevé.

Le sénateur Argue: Il y a peut-être une réponse à votre question, monsieur le président, et c'est M. Olfert qui l'a donnée lorsqu'il a témoigné devant le Comité de l'agriculture de la Chambre des communes. En réponse à une question, à la page 40 des procès-verbaux des délibérations et témoignages du Comité permanent de l'agriculture, M. Olfert disait:

À l'avenir, nous pourrions emprunter selon deux méthodes. Nous pourrions le faire à l'aide de la garantie et, deuxièmement, selon la nouvelle disposition proposée dans ce projet de loi, c'est-à-dire que, sous réserve de l'approbation du ministre des Finances, nous pourrions emprunter en tant qu'agent de Sa Majesté, sur notre propre crédit.

[Text]

So we would have two methods. I think it is so envisaged, although I do not know by whom. At any rate, I should not interject. Mr. Olfert went on to say:

So we would have two methods, and I think it is envisioned that in the longer term we will probably come away from the guaranteed and operate as an agent.

It is fairly clear from the treasurer of the Canadian Wheat Board Commission that in the future the board will be operating as an agent. That is what he said in committee.

Mr. Bruun: That is on the borrowing side.

Senator Argue: Yes.

The Chairman: That is irrelevant to the investing side.

Senator Argue: I was asking about the borrowing, not the investing, side. It looks to me as though the policy inspired by the Wheat Board will likely result, according to the treasurer of that board, in a move "away from the guaranteed" and that the board will "operate as an agent", whatever that means.

Mr. Bruun: To address the concern that I think you have underlined, senator, I think there is still the possibility of the credit unions or, indeed, other lenders dealing with the board on the basis of that agency status. They are dealing with an agent of Her Majesty in right of Canada, and that is about as creditworthy an entity as you can have in Canada.

Senator Argue: I would think the inference is more than that.

The Chairman: That brings me to my last question, and it has to do with clause 3 of the bill. I gather that a loss by the Canadian Wheat Board, no matter how it occurs, is backstopped by the Government of Canada. It does not matter whether the loss occurs, as we saw in the last crop year, as a result of the grain commodity, by commodity generating less in the way of revenue than was anticipated at the time initial payments were set, or whether it is a loss which arises out of an unfortunate occurrence on an investment.

Mr. Bruun: The present section 6(4) in the act provides right now, and has always provided, that "every loss sustained by the board on a sale of a security acquired under this section shall for all purposes be deemed to be an expense incurred by the board in the course of its operations at the time of the sale of the security."

We have taken the word "security" out and plugged in there the words "bond, debenture, note or other evidence of indebtedness," to cover the broader wording that we are putting in in clause 2.

The Chairman: The simple answer to my question is yes.

Mr. Bruun: The short answer is yes.

The Chairman: Thank you very much. Are there any other questions? If not, I will close the meeting by thanking all of the witnesses for their time and for making their presentations and answering our questions. Thank you very much.

[Traduction]

Nous disposerons donc de deux méthodes. Je pense que c'est ce que l'on prévoit, malgré que je ne sache pas qui le fait. Quoi qu'il en soit, M. Olfert poursuivait en disant:

Nous disposerons donc de deux méthodes, et je pense que l'on prévoit qu'à long terme, nous nous éloignerons probablement de plus en plus de la garantie, et nous fonctionnerons comme agent.

Si l'on en juge à la réponse du trésorier de la Commission canadienne du blé, il est plutôt évident qu'elle agira à titre d'agent à l'avenir. C'est ce qu'il a dit au comité.

M. Bruun: Cela vaut pour les emprunts.

Le sénateur Argue: Oui.

Le président: Mais pas pour les placements.

Le sénateur Argue: Oui, je parlais des emprunts, et non pas des placements. J'ai l'impression que la formule proposée par la Commission canadienne du blé risque d'entraîner l'abandon progressif de la formule des emprunts garantis, si l'on en croit ce que disait le trésorier de la Commission, et la Commission agira de plus en plus à titre d'agent, quoique cela puisse signifier.

M. Bruun: Pour calmer votre inquiétude à cet égard, monsieur le sénateur, je pense que les caisses de crédit ou d'autres institutions prêteuses pourront encore faire affaire avec la Commission, malgré son nouveau rôle d'agent. Elles traitent avec un représentant de Sa Majesté du Chef du Canada, et le crédit d'une telle entité est le meilleur qui soit au Canada.

Le sénateur Argue: Je pense que ça va plus loin que cela.

Le président: Ceci m'amène à ma dernière question, qui a trait à l'article 3 du projet de loi. Je suppose qu'une perte occasionnée à la Commission canadienne du blé, quelle qu'en soit la raison, est essuyée par le gouvernement du Canada. La raison de la perte n'importe pas; que ce soit parce que la vente des céréales a moins rapporté que ce que l'on avait prévu au moment du calcul initial des paiements, ou que la perte ait été occasionnée par une malchance sur un placement.

M. Bruun: Au paragraphe 6(4) de la loi, on prévoit, et cela n'a pas changé, que «Toute perte subie par la Commission à la suite de la vente d'une valeur acquise sous le régime du présent article est censée, à toutes fins, constituer une dépense subie par la Commission dans le cours de ses opérations à l'époque de la vente de ladite valeur».

Nous avons éliminé le mot «valeur», et l'avons remplacé par l'expression «de ces mêmes titres de créances», qui renvoie à l'énumération de titres à l'article 2.

Le président: La réponse la plus brève que vous pourriez donner à ma question est donc oui.

M. Bruun: Oui, en effet.

Le président: Merci beaucoup. Y a-t-il d'autres questions? Je mettrai donc un terme à la séance en remerciant tous les témoins du temps qu'ils nous ont accordé, des exposés qu'ils nous ont présentés et des réponses qu'ils nous ont données. Merci beaucoup.

[Text]

The committee adjourned.

The committee resumed at 2 p.m.

The Chairman: Honourable senators, as we resume our hearings on Bill C-92, the witnesses before us this afternoon are Mr. R. Wansbutter, coordinator of car allocations for the Grain Transportation Agency; Mr. Jaak Vanker, the director of the financial analysis division of the National Transportation Agency; and Mr. Ivan Murray, a special advisor to the financial analysis division of the National Transportation Agency.

Gentlemen, in keeping with our normal practice I would suggest that, if you have a presentation to make we hear that first and then, if you will, we will deal with questions after that. Mr. Wansbutter, would you like to begin?

Mr. R. Wansbutter, Coordinator of Car Allocations, Grain Transportation Agency: Mr. Chairman, the agency does not have any presentation to make. We are prepared to answer any questions, however,

The Chairman: Is that your position also, Mr. Murray?

Mr. Ivan Murray, Special Adviser, Financial Analysis Division, National Transportation Agency: Yes, Mr. Chairman.

The Chairman: Gentlemen, I do not have a preferred list of questions, so I will go back to the things that we were told earlier in the day by a witness from the Canadian Wheat Board. A reference was made to some things with which you might be able to help us. First, I believe, was the quantification of the benefits that might accrue to a producer under the proposed clause 8 amendment in respect of what it is that the producer would receive in addition to what the producer who uses a producer car is now receiving. In the case of wheat, we were told that it might range from \$2.68 to \$5.05 per tonne, if I am not mistaken. Perhaps you could assist us by describing how that number is arrived at and how it might vary, or if it will vary.

Mr. Wansbutter: I am not sure, Mr. Chairman, if I can add anything to what the Canadian Wheat Board has stated. That is their analysis of their own storage costs and interest charges. That is an aspect that we do not administer, nor are we involved in it.

The Chairman: Perhaps you could describe for me what your responsibilities are. By your responsibilities, I mean those of the National Transportation Agency and, in your case, the responsibilities of the Grain Transportation Agency, keeping in mind that what we are trying to get at is the best possible information that we can garner on what it is that will be paid to, or will be an expense not incurred by, a user of a producer car.

Mr. Wansbutter: Mr. Chairman, I will lead off by saying that the Grain Transportation Agency's primary operational function is that of rail car allocation on the basis of the sales information that is provided to us by the Canadian Wheat Board and sales information provided to us by the grain companies for canola, rye and flax. The agency makes an assess-

[Traduction]

La séance est levée.

Le comité reprend ses travaux à 14 heures.

Le président: Honorables sénateurs, nous reprenons les débats sur le projet de loi C-92 et nous entendrons cet après-midi M. R. Wansbutter, coordonnateur de l'attribution des wagons à l'Office du transport du grain, M. Jaak Vanker, directeur de la Division de l'analyse financière de l'Agence nationale des transports, et M. Ivan Murray, conseiller spécial à la Division de l'analyse financière de l'Agence nationale des transports.

Messieurs, je suggère que nous procédions comme à l'habitude, c'est-à-dire que nous entendions ceux qui ont un exposé à faire, après quoi, si vous le voulez bien, nous passerons aux questions. Monsieur Wansbutter, voulez-vous commencer?

M. R. Wansbutter, coordonnateur de l'attribution des wagons à l'Office du transport du grain: Monsieur le président, nous n'avons pas d'exposé à faire. Toutefois, nous serons heureux de répondre à vos questions.

Le président: Est-ce la même chose pour vous monsieur Murray?

M. Ivan Murray, conseiller spécial, Division de l'analyse financière, Office national des transports: Oui, monsieur le président.

Le président: Messieurs, comme je n'ai pas de questions précises vous concernant, j'aimerais revenir sur ce qu'a dit, cet avant-midi, un représentant de la Commission canadienne du blé. Peut-être pourriez-vous me fournir des éclaircissements concernant certains points qu'il a soulevés. Premièrement, il a parlé, je crois, des profits additionnels que pourraient tirer les producteurs suite à la modification proposée de l'article 8, c'est-à-dire les montants supplémentaires que toucheraient les producteurs qui affrètent des wagons, comparativement à ce qu'ils touchent présentement. Dans le cas du blé, on nous a dit que le montant pouvait varier entre 2,68 \$ et 5,05 \$ la tonne, si je ne m'abuse. Peut-être pouvez-vous nous expliquer comment on en est arrivé à ces montants et dans quelle mesure ils peuvent varier, ou encore s'ils vont varier?

M. Wansbutter: Monsieur le président, je ne suis pas sûr de pouvoir apporter des précisions sur l'exposé de la Commission canadienne du blé. Il s'agit là de leur analyse de leurs propres frais de stockage et d'intérêt. Or, cette question n'est pas de notre compétence.

Le président: Peut-être alors pouvez-vous me décrire vos responsabilités. Je veux dire par là les responsabilités de l'Office national des transports et, dans votre cas, celles de l'Office du transport du grain, en se rappelant que ce que nous visons c'est recueillir le plus de renseignements possibles sur ce que vont toucher les producteurs qui affréteront des wagons ou sur les frais qu'ils n'auront pas à payer.

M. Wansbutter: Monsieur le président, j'aimerais d'abord dire que le rôle de l'Office du transport du grain consiste avant tout à attribuer les wagons en se fondant sur les chiffres de ventes qui nous sont fournis par la Commission canadienne du blé ainsi que par les compagnies produisant du canola, du seigle et du lin. L'Office détermine le nombre de wagons devant

[Text]

ment of how many cars should be loaded for any given week for movement to the ports—Vancouver, Prince Rupert, Churchill and Thunder Bay. The administration of the producer car system is carried out by the Canadian Grain Commission and, in turn, the administration of the train-run system is handled by the Wheat Board and we work very closely with the two organizations. We also have a number of functions—

Senator Barootes: Perhaps I might just interrupt you there. Producer cars are not allocated by the Grain Transportation Agency?

Mr. Wansbutter: That is correct.

Senator Barootes: They are allocated by whom?

Mr. Wansbutter: They are allocated by the Canadian Grain Commission.

Senator Barootes: On the advice of the Wheat Board?

Mr. Wansbutter: Senator, we have a system. On the board side, meaning for wheat, oats and barley, whatever applications are received for producer cars are filled by the Canadian Grain Commission so there is no restriction on the number of producer car orders that will be filled. That is administered by the commission.

For canola, for example, there is a percentage restriction, and that is currently running at approximately around 10 per cent of total orders each week that are allocated for producer cars. However, that is the responsibility of the Canadian Grain Commission. They, in turn, will communicate that information to the Wheat Board so that they can take that into account in their train-run system: In other words, how many orders to physically allocate to various spots within the country.

Senator Barootes: Is there some reason why there should be a split of authority in the allocation of those cars? I do not want you to make a political statement, but is it part of an act or something?

Mr. Wansbutter: The Grain Transportation Agency was created and comes under the jurisdiction of the Western Grain Transportation Act. At the time the agency was created, it was felt that a neutral, independent body was required to allocate cars and to make the initial decision as to how many cars should go to the Canadian Wheat Board for board grains and to the trade for canola, rye and flax. I am not sure, senator, if I can answer your question as to why there is that division.

Senator Barootes: I do not want to make a statement about it, but it does not sound sensible to me to have two agencies splitting an authority. Suppose the producer car demand went up by 40 or 50 per cent? Would that entail a difficulty for you?

[Traduction]

être chargés pendant une semaine donnée pour acheminer le grain jusqu'aux ports de Vancouver, Prince Rupert, Churchill et Thunder Bay. Le système d'affrètement de wagons par les producteurs est administré par la Commission canadienne des grains, tandis que le système d'attribution des wagons en fonction des parcours est administré par la Commission canadienne du blé. Nous travaillons en étroite collaboration avec ces deux organisations. Mais nous avons aussi d'autres fonctions...

Le sénateur Barootes: Permettez-moi de vous interrompre. Vous voulez dire que les wagons des producteurs ne sont pas attribués par l'Office du transport du grain?

M. Wansbutter: C'est exact.

Le sénateur Barootes: Par qui sont-ils attribués alors?

M. Wansbutter: Par la Commission canadienne des grains.

Le sénateur Barootes: Sur la recommandation de la Commission du blé?

M. Wansbutter: Voici comment nous procédons, monsieur le sénateur. Pour ce qui est des céréales produites dans la zone relevant de la Commission canadienne du blé, c'est-à-dire le blé, l'avoine et l'orge, la Commission canadienne des grains accepte toutes les demandes d'affrètement de wagons présentées par les producteurs. Aucune restriction n'est imposée quant au nombre de wagons pouvant être affrétés. Ce système est administré par la Commission canadienne des grains.

Pour le canola, par exemple, on fixe une limite sous forme de pourcentage. Actuellement, cette limite se situe autour de 10 pour 100 des wagons affrétés chaque semaine par les producteurs. Toutefois, cette question est de la compétence de la Commission canadienne des grains. Cette dernière communique l'information à la Commission canadienne du blé qui en tient compte dans l'attribution des wagons entre les différents parcours ferroviaires. En d'autres termes, comment répartir les wagons entre les divers points du pays?

Le sénateur Barootes: Y a-t-il une raison quelconque au partage des responsabilités dans l'attribution des wagons? Je ne veux pas faire de politique, mais est-ce une loi qui l'exige ou quelque chose du genre?

M. Wansbutter: L'Office de transport du grain a été créé aux termes de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest, à une époque où l'on croyait qu'on avait besoin d'un organisme neutre et indépendant pour répartir les wagons et décider du nombre de wagons à attribuer à la Commission canadienne du blé, pour le transport des céréales produites dans la zone relevant de sa compétence et du nombre de wagons devant servir au transport du canola, du seigle et du lin. Je ne suis pas certain, monsieur le sénateur, de pouvoir répondre à votre question concernant le partage des responsabilités.

Le sénateur Barootes: Je ne veux pas faire de grande déclaration à ce sujet, mais le partage des responsabilités entre ces deux organismes ne me semble pas justifié. Supposons que la demande d'affrètement de wagons par les producteurs atteigne 40 ou 50 p. 100. Cela vous poserait-il un problème?

[Text]

Mr. Wansbutter: Not in the way we administer our system, it would not, but it perhaps could create a difficulty in terms of how cars are handled in general within the system.

Senator Barootes: I am sorry, please go on.

The Chairman: Thank you, senator. Mr. Wansbutter, we interrupted you in the course of your explaining what role you play in the allocation of cars and generally, as far as the issue before us is concerned.

Mr. Wansbutter: The other major function that we have is from a planning and development aspect. We examine various aspects of the system to try and identify where system improvements can take place. We are responsible for establishing targets for grain movement on a monthly basis, if those targets are not met. We are also responsible for the evaluation of the grain movement, to try and determine and assess where failures occur and, if failures have occurred, how we can correct them. Those are the major aspects of the agency.

The Chairman: One of your roles is system improvement. Have you advised the responsible minister, in terms of your role, on how to improve the system with respect to this proposed amendment which would rebate or see less cost accrue to the user of producer cars?

Mr. Wansbutter: No, Mr. Chairman, not directly on this amendment.

The Chairman: I am speaking of directly or indirectly.

Mr. Wansbutter: No.

The Chairman: Can you elaborate for us on the use of producer cars for board grains as opposed to non-board grains, being presently canola, rye and flax, and which will include canola after this bill is passed, as I understand it.

Mr. Wansbutter: No, I believe that was just a definitional change. There is no change to canola.

Senator Barootes: You better get busy this year, because, from what I see out west, there is a great deal of canola and flax planted compared to other years. If the yields are any good, I think you will see a great deal more volume of those grains.

Mr. Wansbutter: Yes, senator, there is that potential.

The Chairman: In any event, can you tell us the relative use of producer cars for board as opposed to non-board materials or grains?

Mr. Wansbutter: Very well. I believe I indicated earlier that, for the 1987/88 crop year, there are approximately some 348,000 rail cars that were loaded with board grains and some 3,000 of those cars were producer cars.

[Traduction]

M. Wansbutter: Non, pas de la façon dont nous fonctionnons. Mais peut-être cela poserait-il un problème sur le plan de l'utilisation générale des wagons au sein du système.

Le sénateur Barootes: Très bien, veuillez poursuivre.

Le président: Merci, monsieur le sénateur, monsieur Wansbutter, vous en étiez à nous expliquer le rôle que vous jouez dans l'attribution des wagons et votre rôle en général concernant la question qui nous intéresse.

M. Wansbutter: Nous avons aussi un rôle important à jouer sur le plan du développement et de la planification. Nous étudions divers aspects du système afin d'essayer d'y apporter des améliorations. Nous fixons également des objectifs mensuels pour l'écoulement des grains et nous veillons à ce que ces objectifs soient atteints. Enfin, nous évaluons la façon dont les grains s'écoulent afin de voir s'il y a des failles et, si tel est le cas, d'apporter les correctifs requis. Ce sont là les principales fonctions de l'Office.

Le président: Vous dites qu'une de vos fonctions consiste à améliorer le système. A ce sujet, avez-vous informé le ministre responsable de la façon dont on pourrait améliorer le système en modifiant l'article 8 afin que les producteurs qui affrètent des wagons profitent d'une remise ou d'une diminution de leurs coûts?

M. Wansbutter: Non, monsieur le président, pas directement.

Le président: Que ce soit directement ou indirectement.

M. Wansbutter: Non.

Le président: Pourriez-vous nous en dire plus sur l'utilisation des wagons des producteurs pour le transport des céréales produites dans la zone relevant de la Commission canadienne du blé par opposition au transport des céréales produites hors-Commission, soit le canola, le seigle et le lin. Si je comprends bien, le canola sera inclus dans la première de ces deux catégories, lorsque le projet de loi sera adopté.

M. Wansbutter: Non, je crois qu'on a simplement modifié la définition. Dans les faits, il n'y a rien de changé pour ce qui est du canola.

Le sénateur Barootes: Vous êtes mieux de vous tenir prêts cette année car, d'après ce que je peux voir, on a planté dans l'Ouest beaucoup de lin et de canola comparativement aux autres années. Si les récoltes sont le moins bonnes, je pense que vous devrez faire face à une très forte augmentation de ce type de grains.

M. Wansbutter: Oui, monsieur le sénateur, c'est possible.

Le président: Quoi qu'il en soit, pouvez-vous nous préciser la proportion de wagons utilisés pour le transport des céréales relevant de la Commission par rapport à ceux utilisés pour le transport des autres grains.

M. Wansbutter: Bien sûr. J'ai indiqué plus tôt, je crois que pendant la campagne agricole 1987-1988 on avait chargé quelque 348 000 wagons de chemin de fer de céréales relevant de la Commission; de ce nombre, 3 000 étaient des wagons affrétés par les producteurs.

[Text]

For non-board grains, meaning canola, rye and flax, in the order of 57,000 cars were loaded and, of that 57,000, some 4,000 were for non-board grains.

The Chairman: So there is a considerably higher percentage of board grains?

Mr. Wansbutter: Yes, a considerably higher percentage.

The Chairman: The 57,000 were moved by whom? Was that private grain companies?

Mr. Wansbutter: That is canola, rye and flax that is not marketed by the grain companies.

The Chairman: To get to the question again of quantifying, if we can, the amount of money that would be involved in storing these grains, is there any assistance you can give us on that aspect?

Mr. Wansbutter: Not from the storage aspect, Mr. Chairman, because that is something we are not involved in. What perhaps I should add is that you will recall that, earlier this morning, the issue of efficiency was raised. From our perspective and from the way the grain handling and transportation system operates is that from an allocation viewpoint, producer cars are not really treated any differently than, let's say, a company car. A producer must meet the same conditions as any elevator company along a train run. What I mean by that is that when the railways spot perhaps 40 cars along a train run, there may be an eight-hour loading limit. When that limit is in effect, that must be met by the producer as well as by the grain company.

The Chairman: Does the loading and movement of producer cars work as well as the loading and movement of cars allocated to the grain companies or to the pools?

Mr. Wansbutter: From our perspective at the current levels, we really see no difference. As I said earlier, if there is an eight-hour restriction, then the producer is required to load within that eight hours. The restriction may be 12 hours; it may be 24 hours and, by and large, the producer will have to meet those conditions.

The Chairman: There is no bad experience with that, at this point in time?

Mr. Wansbutter: In general, I would answer no. However, as in any system, I think one can easily find isolated incidents where producer cars have not been loaded for a day or for a week. However, I would submit that, by and large, there is not a problem with the loading of those producer cars.

The Chairman: If there were a problem, you would know about it?

Mr. Wansbutter: Yes, we would.

The Chairman: Can you give us some information on the rate at which grain moves in the system? I ask that question because it will have a bearing on the amount of storage paid on

[Traduction]

Pour ce qui est des céréales produites hors-Commission, soit le canola, le seigle et le lin, on a chargé environ 57 000 wagons, dont 4 000 étaient des wagons affrétés par les producteurs.

Le président: Je constate qu'il y a beaucoup plus de wagons chargés de céréales relevant de la Commission.

M. Wansbutter: En effet.

Le président: Qui a assuré l'acheminement de ces 57 000 wagons? Des compagnies céréalières privées?

M. Wansbutter: Il s'agit de canola, de seigle et de lin non commercialisés par les compagnies céréalières.

Le président: Revenons, si vous le voulez bien, à la question des frais qu'entraînerait le stockage de ces grains. Pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet?

M. Wansbutter: J'ai bien peur que non, monsieur le président, car le stockage ne relève pas de notre compétence. J'aimerais cependant vous rappeler qu'on a parlé plus tôt ce matin de l'efficacité du système. Selon nous et de la façon dont le système de manutention et de transport du grain fonctionne, les wagons affrétés par les producteurs sont répartis sensiblement de la même façon que mettons, les wagons des compagnies. Un producteur doit satisfaire aux mêmes exigences qu'une entreprise de stockage du grain sur un parcours ferroviaire donné. Je veux dire par là que si une compagnie de chemin de fer affecte supposons 40 wagons à un parcours donné, il peut y avoir une limite de chargement de huit heures. Les producteurs, tout comme les compagnies céréalières, devront respecter cette limite.

Le président: Les wagons affrétés par les producteurs sont-ils chargés et acheminés d'une façon aussi efficace que ceux attribués aux compagnies céréalières ou aux regroupements de producteurs?

M. Wansbutter: A notre avis, si l'on considère le niveau actuel d'activité, nous ne voyons aucune différence. Comme je l'ai dit précédemment, si le contrat prévoit que le temps de chargement doit être limité à huit heures, le producteur est tenu d'effectuer le chargement dans ce délai. La limite du temps de chargement peut être de 12 heures ou de 24 heures, mais quelle que soit cette limite, le producteur doit respecter les conditions du contrat.

Le président: Jusqu'à maintenant, a-t-on eu de mauvaises expériences à ce sujet?

M. Wansbutter: D'une manière générale, je dirais que non. Toutefois comme dans tout système, je crois que nous n'aurions aucune difficulté à relever de ces cas isolés où des wagons de producteurs ont attendu une journée et même une semaine avant d'être chargés. Cependant, en général, je dirais que le chargement des wagons affrétés par les producteurs ne pose aucun problème.

Le président: S'il y avait un problème à ce sujet, en seriez-vous informé?

M. Wansbutter: Oui, nous le serions.

Le président: Pouvez-vous nous renseigner sur le temps de roulement des céréales dans le système? Je pose cette question parce qu'elle a une incidence sur les frais de stockage du grain.

[Text]

grain. In other words, storage costs are going to be higher if grain is not moving than if it is moving. Undoubtedly, grain moves or does not move, depending on whether or not there are markets for it. It is not a function that you or anyone else can do anything about. If there is demand for grain, it will move and if there is not, it will not move and storage costs will be attributable to the non-movement of grain, if you will.

Can you give us a general comment about what recent history tells us about the amount of time grain stays in the system and what kind of storage costs are incurred.

I should tell you why I am asking the question. It is because one of the concerns expressed is that, if users of producer cars are forgiven the expense of storage and if, for some reason, grain is not moving well, that may involve higher costs to those people who do pay storage costs—whether it is grain that reaches the terminal by producer cars or by the use of the elevator system. Can you give us some idea of what the recent history has been in terms of the delays in moving grain in storage?

Mr. Wansbutter: I am not sure how to answer that. The grain companies would be in a better position to give you an indication of their throughput ratios. By that I mean that an elevator will have a certain licensed capacity, let us say 20,000 tonnes, and the throughput ratio will refer to how many times that facility is used in a year, that is, how many times grain can be put through it. That can range from four to six times so that a facility may move 20,000 tonnes or 120,000 tonnes in a year. I am not sure that is a fair average, but it would be in that neighbourhood.

Mr. Chairman, you asked a question about delays. I cannot answer that directly, because I do not think there have been any previous delays for any prolonged periods of time in the system in recent memory.

The Chairman: If the representatives from the National Transportation Agency wished to make an interjection, it would be appreciated.

I have a final question before I call on other senators. Do you see any potential problem with the use of additional producer cars from the point of view of what you are responsible for administering?

Mr. Wansbutter: No, we do not see any direct problem. I should emphasize that producer cars are handled by the railways in a manner similar to those for the companies. They must meet the same terms and conditions.

The Chairman: Your experience to date leads you to conclude, I gather, that you will not have more trouble with producers than you have with the companies; is that correct?

[Traduction]

En d'autres mots, les frais de stockage seront plus élevés si les grains ne sont pas écoulés que s'ils le sont. Il va sans dire que l'écoulement des grains dépend de la demande du marché et que ni vous, ni personne ne pouvez rien y changer. Si la demande est forte, le grain sera écoulé, sinon il restera stocké et les coûts de stockage seront attribuables, si l'on peut dire, à la stagnation du marché.

En vous fondant sur les toutes dernières années, pourriez-vous nous indiquer combien de temps, en général, le grain reste-t-il dans le système, ainsi qu'un ordre de grandeur des frais de stockage s'y rapportant.

Si je vous pose cette question c'est qu'on s'inquiète du fait que si les utilisateurs de wagons affrétés par les producteurs sont dispensés de frais de stockage et que si, pour une raison ou pour une autre, les grains s'écoulent mal, il en résultera une augmentation des coûts du grain pour ceux qui sont obligés de payer des frais de stockage, que le grain soit acheminé au terminal céréalier par des wagons affrétés par les producteurs ou par les moyens dont dispose l'entreprise de stockage de grain. Pouvez-vous nous donner une idée approximative des retards qui se sont produits dans l'écoulement des grains au cours des dernières années?

M. Wansbutter: Je ne sais trop comment répondre à cette question. Les compagnies céréalières seraient mieux placées que moi pour vous donner un aperçu des ratios de leur capacité d'écoulement des grains. Je veux dire par là que, selon le permis accordé à son exploitant, un silo peut avoir une certaine capacité, disons, par exemple, 20 000 tonnes et que le ratio de la capacité d'écoulement correspond au nombre de fois que l'installation est utilisée en une année, c'est-à-dire, le nombre de fois que l'on peut y stocker du grain. Celui-ci peut être utilisé de quatre à six fois, de sorte que la capacité du silo pourrait varier de 20 000 à 120 000 tonnes au cours de l'année. Je ne suis pas sûr que cette moyenne soit exacte, mais elle doit s'approcher de la réalité.

Pour ce qui est de la question des retards, monsieur le président, je ne suis pas en mesure d'y répondre car je ne crois pas qu'on ait eu à faire face à de telles périodes prolongées de retard.

Le président: Nous apprécierions que les représentants de l'Office national des transports expriment leurs observations à ce sujet s'ils en ont.

J'ai une dernière question à vous poser avant de m'adresser aux autres sénateurs. Croyez-vous que l'utilisation d'un plus grand nombre de wagons affrétés par les producteurs puisse causer un problème quelconque sur le plan du secteur administratif dont vous êtes responsables?

M. Wansbutter: Non, nous ne voyons aucun problème qui y serait directement relié. Je tiens à souligner que les wagons affrétés par les producteurs exigent la même manutention que les wagons des compagnies de chemins de fer. Les producteurs doivent se plier aux mêmes conditions.

Le président: J'en déduis que, jusqu'à maintenant, votre expérience vous amène à conclure que les wagons affrétés par les producteurs ne causent pas plus de problèmes que ceux qui

[Text]

Mr. Wansbutter: That is correct.

The Chairman: You feel that will be the case whether it is at the current low levels or, as has been suggested by Senator Barootes, at much higher levels.

Mr. Wansbutter: That is where it gets into a very grey and difficult area. If the number were doubled or if it went from 4,000 to 6,000 cars, it is very hard to say whether that would have an impact, but I would suspect not. We are talking about very small numbers to begin with. An additional 4,000 cars distributed over 100 train runs over a year would not amount to a large number of cars on a weekly basis.

The Chairman: We were under the misapprehension that you or your agency might be able to help us with the actual dollar amount that we are dealing with when we are talking about what would be forgone in storage.

Mr. Wansbutter: I am sorry, Mr. Chairman, I cannot help you with storage cost.

Senator Barootes: There is an area that he may be able to help us with. You were asking about charges, Mr. Chairman, that apply to clause 8 and some were enumerated this morning and some have been alluded to this afternoon. One charge that is constant between the producer cars and the company cars is the cleaning charge, which would be charged to both of them equally; is that correct?

Mr. Wansbutter: That is correct.

Senator Barootes: That would be estimated per bushel or per tonne.

The second area, which no one has alluded to is the question of who is responsible for the demurrage charges on grain cars at port.

Mr. Wansbutter: In respect of grain cars, there is no demurrage charge, whether a car sits one day or three months. Railways are not permitted to charge demurrage whether it be at a primary elevator or at a port position. That does not exist.

As far as demurrage for vessels is concerned, that depends on the contract. At times, the wheat board may be responsible for that demurrage if grain is not in position. On canola, I know from direct experience that companies—having made that contract—if the grain is not in position and they are deemed to be at fault, will pay that demurrage.

Senator Barootes: Am I correct that it depends on the contract?

Mr. Wansbutter: That is correct.

[Traduction]

sont affectés au transport du grain par les compagnies de chemins de fer. Est-ce exact?

M. Wansbutter: C'est exact.

Le président: Et vous croyez que la situation serait la même, que le niveau d'activité demeure aussi bas qu'il est actuellement ou, comme l'a suggéré le sénateur Barootes, que le niveau d'activité augmente considérablement.

M. Wansbutter: Nous touchons là une zone assez nébuleuse et difficile à cerner. Il est très difficile de dire si le fait de doubler le nombre de wagons ou de le faire passer de 4 000 à 6 000 aurait une incidence quelconque, mais je serais porté à croire que non. Soulignons tout d'abord que le nombre de wagons dont nous parlons est minime. Une augmentation annuelle de 4 000 wagons répartis au cours de l'année entre les 100 parcours ferroviaires représenterait une augmentation hebdomadaire de très peu d'importance du nombre de wagons.

Le président: Nous avons la fausse impression que vous ou votre organisme étiez en mesure de nous aider à connaître le montant réel des frais de stockage qui seraient ainsi économisés.

M. Wansbutter: Désolé, monsieur le président, je ne peux répondre à cette question.

Le sénateur Barootes: Il y a un point au sujet duquel il pourrait peut-être nous aider. Monsieur le président, votre question portait sur les frais se rapportant à l'article 8 dont certains ont été énumérés ce matin et auxquels on a fait allusion au cours des discussions de cet après-midi. Parmi les frais qui doivent être déboursés tant pour les wagons affrétés par les producteurs que pour les wagons des compagnies de chemins de fer il y a les frais de nettoyage qui seraient répartis également entre les producteurs et les compagnies. Est-ce exact?

M. Wansbutter: C'est exact.

Le sénateur Barootes: Ces frais seraient évalués au boisseau ou à la tonne.

Le deuxième point dont personne n'a parlé consiste à déterminer à qui incombe la responsabilité des frais d'entreposage se rapportant aux wagons de grain qui sont dans un port.

M. Wansbutter: Il n'y a aucun frais d'entreposage pour les wagons de grains, que les wagons restent au port une journée ou trois mois. Les compagnies de chemins de fer ne sont pas autorisées à imposer des redevances de stationnement, que ce soit dans une grosse entreprise de stockage ou dans un port. De tels frais n'existent pas.

Pour ce qui est des redevances de stationnement s'appliquant aux navires, cela dépend du contrat. Parfois, il se peut que la Commission canadienne du blé soit responsable de ces frais lorsque le grain n'est pas arrivé. Quant au canola, je sais par expérience que les compagnies qui ont conclu un contrat à cet effet sont réputées être en défaut lorsque le grain n'est pas en place et que dans ce cas, elles paient ces redevances.

Le sénateur Barootes: Est-il vrai que cela dépend du contrat?

M. Wansbutter: Cela est exact.

[Text]

Senator Barootes: I am thinking of instances where there is a strike at Prince Rupert or Vancouver because of a dispute with the grain handlers, the grain cleaners or railroad workers. Who pays the additional cost of demurrage in terms of, say, a vessel sitting in port?

Mr. Wansbutter: I can only answer that in a general way. If the vessel is in port when a strike occurs, the company, depending on its contract and charter, may be responsible for that demurrage. If the vessel is inbound it may be diverted to avoid those demurrage charges. I would defer that question to the grain companies who are making those sales to the foreign buyers.

Senator Barootes: In the end, I presume it is the producer who pays; is that correct?

Mr. Wansbutter: Ultimately it is; it even affects the amount of sales made or the amount of revenue generated.

Senator Argue: Could we get some information on what percentage of cars on the Canadian Wheat Board account are single-car shipments, what percentage would be four or six cars and what percentage would be over seven cars?

Mr. Wansbutter: Again, I can only answer in a general way. My understanding is that the average car spot would be in the order of six cars. However, I have no direct knowledge as to whether or not that is how many are presented at each point. The Canadian Wheat Board has more information on that.

Senator Argue: Of single cars that are shipped, what percentage are producer cars and what percentage are grain company cars?

Mr. Wansbutter: I think it would be fair to say that the majority of producer cars are single cars although they are loaded in multiples of two and three at times. We have a good number of elevator points that have small car spots, but I cannot give you a direct breakdown on that.

The Chairman: Would that be readily available?

Mr. Wansbutter: I am just not sure.

Senator Argue: What is the optimum number of cars in a spot? What is the most efficient number of cars that you would like to see in a spot? Is the trend now to have 18-car spots, and is that getting bigger? Are sidings getting bigger and do we have larger elevators?

Mr. Wansbutter: I think that is a fair summary of the system. The system has been and will continue to evolve over time. We are seeing a fewer number of delivery points across the prairies. We are seeing larger elevators replacing others and, correspondingly, the car spots are rising. The 18-car spot you referred to is in the system now. Canadian National Rail-

[Traduction]

Le sénateur Barootes: Supposons par exemple qu'une grève paralyse les activités de Prince Rupert ou de Vancouver en raison d'un litige mettant en cause les manutentionnaires, les préposés au nettoyage du grain ou les cheminots. Dans ce cas, qui paiera les redevances de stationnement supplémentaires s'appliquant à un navire mouillant dans le port?

M. Wansbutter: Je ne peux répondre à cette question que d'une façon générale. Si le navire est au port au moment où la grève est déclenchée, la compagnie, selon le contrat ou l'affrètement qui la lie, peut être responsable de ces frais. Si le navire est en route vers le port, il peut changer de cap afin d'éviter d'avoir à payer ces redevances. Je renverrai cette question aux compagnies céréalieres qui se chargent des ventes de grains à l'étranger.

Le sénateur Barootes: Je suppose qu'en bout de ligne, c'est le producteur qui paie. Est-ce exact?

M. Wansbutter: En définitive oui, et cela a même une incidence sur le montant des ventes ou des profits réalisés.

Le sénateur Argue: Serait-il possible de savoir quel est le pourcentage des expéditions faites par la Commission canadienne du blé au moyen de wagons uniques, celui des expéditions faites au moyen de quatre ou six wagons ainsi que le pourcentage des expéditions nécessitant plus de sept wagons?

M. Wansbutter: Là encore, je ne peux répondre que d'une manière générale. A mon avis, les regroupements comprennent en moyenne six wagons. Toutefois, je ne suis pas en mesure de dire combien de wagons se trouvent précisément à chaque endroit. La Commission canadienne du blé est plus renseignée que moi à ce sujet.

Le sénateur Argue: Dans les expéditions de grains par wagons uniques, quel est le pourcentage de wagons des producteurs par rapport aux wagons des compagnies céréalieres?

M. Wansbutter: Je crois qu'il serait juste de dire que la majorité des expéditions par wagons affrétés par des producteurs ne comprennent qu'un seul wagon même si ces wagons sont chargés par groupe de deux ou trois à la fois. Plusieurs entreprises de stockage de grain disposent de petits emplacements de wagons, mais je ne suis pas en mesure de vous fournir une ventilation précise à ce sujet.

Le président: Serait-il possible d'obtenir ces renseignements?

M. Wansbutter: Je n'en suis pas certain.

Le sénateur Argue: Quel est le nombre optimum de wagons dans un emplacement? D'après vous, quel serait le nombre le plus avantageux de wagons dans un emplacement? Présentement, a-t-on tendance à établir des emplacements de 18 wagons, et ce nombre va-t-il en augmentant? Les voies d'évitement sont-elles plus longues et les élévateurs sont-ils plus grands?

M. Wansbutter: Je crois que ce résumé du système est assez juste. Le système a évolué avec le temps, et cette évolution se poursuivra. Dans les Prairies, les points de livraison sont moins nombreux qu'avant. Des silos élévateurs à capacité accrue ont fait leur apparition et, en conséquence, on retrouve un plus grand nombre de wagons par emplacement. L'emplacement à

[Text]

way will rebate approximately \$1.50 a tonne for cars loaded in 18-car multiples so that there will be an incentive to load 18 cars, where possible, to generate or receive that rebate.

Senator Argue: What is the purpose behind that? Is it because it is more efficient to load 18 cars from the railway's point of view and, presumably, also from the grain company's point of view?

Mr. Wansbutter: There is definitely some efficiency to be gained. You can pull in the 18 cars and drop them off at once rather than having drop off 18 cars singly or in groups of two.

Senator Argue: I have read about these new high throughput elevators. What is their loading capacity? How many cars can they load an hour? If a company is building a new elevator and it wants to handle a couple of million bushels, what does it look for?

Mr. Wansbutter: A company would be better able to answer that, but it certainly should be able to handle over one million bushels.

Senator Argue: When you have 18 cars spotted, you have an efficient system, but I want to know how many hours it would take to load those 18 cars.

Mr. Wansbutter: For a company to receive that rebate of \$1.50 a tonne those cars have to be loaded within 24 hours.

Senator Argue: What I want to know is what the capacity is to fill those cars per hour?

Mr. Wansbutter: I would direct that question to the elevator companies.

Senator Argue: Has your agency done studies of what might be the optimum number of car spots in terms of efficiency?

Mr. Wansbutter: No.

Senator Argue: In a general way, can you tell us what you think may be inefficiencies that can be attached to single car spots?

Mr. Wansbutter: I am not aware of any delays in handling single cars. If we take a subdivision with 40 orders on it and four of those are producer cars, we would have 36 company cars. Those 40 cars are picked up as a block from a yard and they are hauled as a unit onto that subdivision. They are distributed throughout that subdivision. That subdivision may have an eight-hour turnaround time so they will drop off the empties as they roll up the line and, as they return, they will pick up the empties. Those four producer cars are mingled in with the 36 company cars. In a general sense, I am not aware of any delays, because those producer cars are handled in a similar fashion.

Senator Argue: Have you done any studies on the transportation costs that could be attributed to producer cars?

[Traduction]

18 wagons dont vous avez fait mention, fait partie du système. Le Canadien national accordera un rabais d'environ 1,50 \$ la tonne pour les wagons chargés par multiples de 18, ce qui aura pour effet d'encourager les chargements de 18 wagons, autant que possible, et ainsi générer ou obtenir ce rabais.

Le sénateur Argue: Quel but poursuit-on? La compagnie de chemin de fer croit-elle qu'il est plus avantageux de charger 18 wagons, peut-être en est-il de même de la compagnie céréalière?

M. Wansbutter: On en tirera sûrement des avantages. Vous pouvez amener 18 wagons en même temps, plutôt que de les amener un par un ou par groupes de deux.

Le sénateur Argue: J'ai déjà lu quelque chose sur ces silos-élévateurs à débit. Quelle est leur capacité de chargement? Combien de wagons peuvent-ils charger en une heure? Que recherche la compagnie qui est en train de construire un silo-élévateur qui aura une capacité de deux millions de boisseaux?

M. Wansbutter: Une compagnie serait plus en mesure de répondre, mais elle voudrait certainement pouvoir manutentionner plus d'un million de boisseaux.

Le sénateur Argue: Si vous avez mis 18 wagons en place, vous avez un bon système, mais ce que je veux savoir, c'est le nombre d'heures qu'il faudra pour charger ces 18 wagons.

M. Wansbutter: Ces wagons devront être chargés en moins de 24 heures pour que la compagnie puisse profiter du rabais de 1,50 \$ la tonne.

Le sénateur Argue: Ma question est la suivante: combien de wagons peut-on charger en une heure?

M. Wansbutter: J'adresserais cette question aux exploitants de silos-élévateurs.

Le sénateur Argue: Votre organisme a-t-il fait des études sur ce qui pourrait être le nombre optimum d'emplacement de wagons, en termes d'efficacité?

M. Wansbutter: Non.

Le sénateur Argue: De façon générale, quels seraient, selon vous, les inconvénients que présentent les emplacements à un wagon?

M. Wansbutter: Le chargement de wagons seuls ne cause pas de retards, que je sache. Si nous prenons une subdivision ayant 40 commandes et que quatre de ces commandes sont des wagons affrétés par les producteurs, nous aurons 36 wagons affrétés au transport du grain par les compagnies de chemin de fer. Ces 40 wagons sont pris, en bloc, dans une cour de triage et amenés à cette subdivision. Ils sont répartis à travers cette subdivision. Cette subdivision peut avoir une durée de rotation de huit heures, de sorte que l'on décrochera les wagons vides à mesure qu'ils avanceront sur la voie et on les reprendra au retour. Ces quatre wagons affrétés par les producteurs se retrouvent parmi les 36 wagons affectés au transport du grain par la compagnie de chemin de fer. De façon générale, il n'y a pas de retard que je sache, parce que ces wagons affrétés par les producteurs sont acheminés de la même façon.

Le sénateur Argue: Avez-vous fait des études sur les coûts de transport que l'on pourrait attribuer aux wagons affrétés par les producteurs?

[Text]

Mr. Wansbutter: Not in a direct sense. We know that CN offers a rebate of \$1.50 a tonne for cars loaded in 18-car multiples. I would assume that reflects efficiencies that the railways realize.

The Americans have quite an elaborate and more segregated system for car loadings. They offer differential rates for single cars; five cars; 27 cars; and 54 cars. Their rates reflect those multiple car loads.

Senator Argue: Can you give us an idea about what those rates are?

Mr. Wansbutter: I am quoting from a U.S. rail tariff for a week which was filed on June 7, 1988. It is a rate filed by Burlington Northern from Kansas to the Gulf. The rate for one car to five cars per bushel is \$1.22; for 5 to 26 cars it is \$1.05; for 27 to 53 cars it is 95 cents; and for 54 and greater it is 85 cents a bushel.

Senator Argue: There would be a 17 cent difference between the single and the next category.

Senator Barootes: It would be 32 cents from top to bottom.

Senator Argue: I am just talking about the difference between the first item and the second item. I believe we heard this morning that the elevation savings for those producers who are using those cars is just about 17 cents. We were told the total amount was around \$500.

Mr. Wansbutter: That was the elevation charge. I believe it would be about \$7 or \$8 a tonne.

Senator Argue: The figures seem to be quite close. If someone were to do a thorough study on the relative transportation costs of a single producer car in Canada as compared to the larger quantities of cars being spotted and used, who would be the best people to do that study? Could your own organization do something like that if you were asked to do it?

Mr. Wansbutter: We do not have access to the detailed and confidential railway costs. That is something that is provided by the railways to the National Transportation Agency.

Senator Argue: So the National Transportation Agency might be the body.

Mr. Wansbutter: They may wish to comment on that.

We have talked about efficiencies. Again, we are looking at an issue that, in the grand scheme of costs within the transportation system, are really quite small. We are looking at a system that unloads 400,000 to 500,000 cars a year, of which 7,000 are producer cars. When you asked if the agency had done studies on efficiency, we most certainly have. We have spent a fair amount of time looking at those efficiencies and where the system can be improved upon. We have not focused on producer cars because there are other items of greater magnitude and of much greater importance that we have to look at. We have mainline costs versus branch line costs and costs of going east versus going west. Those are large items.

[Traduction]

M. Wansbutter: Pas vraiment. Nous savons que le CN offre un rabais de 1,50 \$ la tonne pour les wagons chargés par multiples de 18. Je serais porté à dire que ce sont les avantages qu'en retire les compagnies de chemin de fer.

Les Américains ont un système assez compliqué et plus divisé de chargement des wagons. Ils offrent des taux différentiels pour les wagons seuls; cinq wagons; 27 wagons et 54 wagons. Ces taux sont à l'image des chargements de wagons multiples.

Le sénateur Argue: Pouvez-vous nous donner une idée de ce que sont ces taux?

M. Wansbutter: Je me réfère à un tarif ferroviaire américain pour une semaine et qui a été déposé le 7 juin 1988. Ce taux, publié par Burlington Northern, s'applique du Kansas au Golfe. Le taux pour un à cinq wagons, par boisseau, est de 1,22 \$; de cinq à 26 wagons, il est de 1,05 \$; de 27 à 52 wagons, il est de ,95 \$ et de 54 wagons et plus, il est de ,85 \$ le boisseau.

Le sénateur Argue: Il y aurait une différence de ,17¢ entre le wagon seul et la catégorie suivante.

Le sénateur Barootes: Elle serait de ,32¢ du haut en bas.

Le sénateur Argue: Je ne parle que de la différence entre la première et la seconde. Si je me souviens bien, on nous a dit ce matin que les producteurs qui utilisent ces wagons réalisent une économie de ,17¢ sur l'ensilage. On nous a dit que le montant total était d'environ 500 \$.

M. Wansbutter: Il s'agit des frais d'ensilage. Je crois que ce serait environ 7 \$ ou 8 \$ la tonne.

Le sénateur Argue: Les chiffres semblent être assez rapprochés. Si quelqu'un devait faire une étude poussée des coûts relatifs de transport pour un wagon affrété par un producteur au Canada en regard du grand nombre de wagons mis en place et utilisés, qui serait le plus en mesure de mener cette étude? Votre organisation pourrait-elle s'en charger si on le lui demandait?

M. Wansbutter: Nous n'avons pas accès aux coûts détaillés et confidentiels des compagnies de chemin de fer. Ce sont des renseignements que ces compagnies fournissent à l'Office national des transports.

Le sénateur Argue: L'Office national des transports pourrait donc être cet organisme.

M. Wansbutter: Il se pourrait qu'ils veuillent faire des commentaires à ce sujet.

Nous avons parlé d'avantages. Encore une fois, nous étudions une question qui, dans le vaste système des coûts de transport, est de bien peu d'importance. Nous sommes en présence d'un système qui permet de décharger de 400 000 à 500 000 wagons, dont 7 000 sont des wagons affrétés par les producteurs. Lorsque vous avez demandé si l'organisme avait effectué des études sur les avantages, bien sûr que oui. Nous avons passé passablement de temps à étudier ces avantages et à voir comment le système pourrait être amélioré. Nous ne nous sommes pas arrêtés aux wagons affrétés par les producteurs, parce que nous devons examiner d'autres questions qui ont plus d'ampleur et qui sont beaucoup plus importantes. Nous avons

[Text]

Senator Argue: If it is not that important, then I suppose the savings are not that important. In any event, to get back to my question: Would your agency be able to do such a study?

Mr. Murray: I should like to answer that question in general. First of all, we are responsible, under the Western Grain Transportation Act, for the determination of the rate scale on an annual basis. We are also responsible for determining the cost in relation to that rate scale, and on a four-year basis, we are responsible for a costing review for the hauling of grain.

To answer your specific question, we do not do studies in relation to producer cars separately. We do not do those studies specifically.

Senator Argue: I asked you whether you could do that. You have the facilities, it seems to me. Would you be the people to do those kinds of studies?

Apart from the importance of this question—and I think it is an important question—it is certainly a controversial question, and there is a great deal of interest in it and a great deal of division. The Canadian Wheat Board has said that it can live with that, but, as I understand it, the advisory committees are opposed to that. So there is a big question. Even though people may say there are other things that are of far greater importance, this, in my judgment, is of major importance. Whether anybody agrees with me or not, that is my opinion.

Would your agency be able to do that study if requested by those in authority?

Mr. Murray: I did say that, generally, that is possible.

Senator Argue: What we heard this morning, and what we are hearing now, is that the system can handle 1 per cent, even though it scares the hell out of a lot of people who do not think that that is the way to go. Some farmers who are using that system are owners of large farms and are farmers who have modern equipment. The small farmers would not be able to load a 3,000 bushel car, or, as they use the term today, a hundred tonne car.

But the Western Producer Car Group, when it appeared before the House of Commons Agriculture Committee, said that its ambition is to put a thousand producer cars through the system in a week. If 70 per cent of that amount went to the Canadian Wheat Board, that would mean 35,000 producer cars a year. That is a tenfold increase in producer cars. What would that do to the system?

You would have to conduct many studies on that, I take it. Nobody is really saying that producer cars are an efficient way of handling things. What you are saying is that the efficiency is doubtful, but if there is only a 1 per cent increase, you can put up with that, you can even manage a 2 per cent increase,

[Traduction]

les coûts rattachés aux voies principales contre les coûts rattachés aux voies de service, et les coûts de transport vers l'Est contre les coûts de transport vers l'Ouest. Ce sont des questions importantes.

Le sénateur Argue: Si ce n'est pas si important, alors je suppose que les économies ne sont pas si importantes. De toute façon, pour revenir à ma question: votre organisme serait-il capable de faire une telle étude?

M. Murray: J'aimerais répondre à cette question d'une façon générale. D'abord, nous devons, en vertu de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest, déterminer l'échelle tarifaire annuelle. Nous devons aussi déterminer le coût par rapport à cette échelle, et nous devons, tous les quatre ans, effectuer l'examen des coûts de transport du grain.

Pour répondre à votre question, nous ne faisons pas d'études distinctes sur les wagons affrétés par les producteurs. Nous ne faisons pas précisément ces études.

Le sénateur Argue: Je vous ai demandé si vous le pouviez. Il me semble que vous en avez les moyens. Seriez-vous en mesure de mener ces genres d'études?

Indépendamment de l'importance de cette question—et je crois que la question est importante—c'est certainement une question controversée qui soulève un grand intérêt et qui cause beaucoup de désaccords. La commission canadienne du blé a dit qu'elle pouvait s'en accommoder mais, selon moi, les comités consultatifs s'y opposent. Une question importante se pose donc. Même si les gens disent qu'il y a des choses qui sont beaucoup plus importantes, cela est, à mon point de vue, d'une grande importance. C'est mon opinion, que l'on soit d'accord avec moi ou non.

Votre organisme serait-il en mesure d'effectuer cette étude si les autorités le lui demandaient?

M. Murray: Comme je l'ai déjà dit, ce serait possible, d'une façon générale.

Le sénateur Argue: Ce que l'on a dit ce matin, et ce que l'on nous dit maintenant c'est que le système peut absorber un pour cent, même si cela fait peur aux gens qui ne croient pas que c'est ce qu'il faut faire. Certains des fermiers qui se prévalent de ce système sont propriétaires de grandes fermes et ils ont de l'équipement moderne. Les petits fermiers ne seraient pas en mesure de remplir un wagon d'une capacité de 3 000 boisseaux ou, selon le terme qu'ils utilisent aujourd'hui, un wagon d'une capacité de cent tonnes.

Lorsqu'il s'est présenté devant le comité de la Chambre des communes sur l'agriculture, le groupe des producteurs de l'Ouest qui affrètent des wagons disait qu'il souhaitait acheminer mille de ces wagons en une semaine. Si 70 p. 100 de ce nombre allait à la Commission canadienne du blé, cela représenterait 35 000 wagons affrétés par les producteurs, par année. Cela représente dix fois plus de wagons affrétés par les producteurs. En quoi cela toucherait-il le système?

Je crois qu'il faudrait mener plusieurs études sur la question. En effet, personne ne dit que les wagons affrétés par les producteurs constituent un moyen efficace d'arranger les choses. Vous dites que l'efficacité est douteuse, mais que si l'augmentation n'est que de un pour cent, vous pouvez vous en accom-

[Text]

but what if it were ten times that amount? Suppose that farmers flocked to producer cars after this goes through? Those who are now promoting the use of producer cars will continue to promote the use of producer cars. What would happen to the system if there were a tenfold increase? Will they close up the branch lines that are struggling along? Those local elevator companies with 100 per cent or 99 per cent of the business can hardly stay alive now; what would they do if there were a 10 per cent increase in the use of producer cars?

I think this is a good question, not because I produced it but because the Western Producer Car Group, in using this system, has that as its prospective target.

Mr. Wansbutter: I have the same reluctance as the Solicitor for the Canadian Wheat Board had regarding speculating on that. However, if you are asking for my opinion, if we are talking about going from \$5 to \$7 a tonne, which is what the Canadian Wheat Board has indicated, I do not see a tenfold increase in the use of producer cars.

Senator Argue: That was not the question I asked you. I suppose this is hypothetical, but it is based on something that is not hypothetical, namely, the statement made by the Western Producer Car Group.

Let me put it this way; if there is a 10 per cent increase, that would louse up the whole system and bring about great inefficiency and the system would not function. The Canadian Wheat Board could not meet its target with a tenfold increase in the use of producer cars.

The Chairman: I take it that that is a question.

Senator Argue: That is one way of putting it.

The Chairman: The question is: Would 50,000 producer cars a year cause havoc in the system? What is your answer to that?

Mr. Wansbutter: It depends on how they are handled.

Senator Argue: Do you think they could be handled efficiently?

Mr. Wansbutter: If we had a tenfold increase, I am sure that the agency would be faced with the proposition of making adjustments to handle those cars efficiently. Maybe we would have to dictate that if there were that tenfold increase producer cars would have to be loaded in multiples of five or ten to accommodate that increase to ensure that there are efficiencies. I do not know what would happen.

Senator Argue: It would create many problems. I will rest with that.

The Chairman: I have a couple of questions on the same subject.

You say there is no demurrage for grain cars.

[Traduction]

moder, vous pouvez même aller jusqu'à une augmentation de deux pour cent, mais si ce chiffre était dix fois plus élevé? Supposons que les fermiers se précipitent sur les wagons affrétés par les producteurs une fois ce projet de loi adopté. Ceux qui préconisent l'utilisation des wagons affrétés par les producteurs continueront à le faire. Qu'advierait-il du système s'il y en avait dix fois plus? Fermerait-on les voies de service qui ont peine à suffire? Les exploitants locaux de silos élévateurs qui reçoivent 100 ou 99 p. 100 des wagons ont peine à survivre à l'heure actuelle. Que feraient-ils si le nombre de wagons affrétés par les producteurs augmentait de dix pour cent?

Je crois que la question est à propos, pas parce que c'est moi qui l'ai posé, mais parce que en utilisant ce système, le groupe de producteurs de l'Ouest qui affrètent les wagons en fait son objectif.

M. Wansbutter: Tout comme le chef du contentieux de la Commission canadienne du blé, je n'aime pas beaucoup faire des conjectures sur ce sujet. Toutefois, si vous voulez savoir ce que j'en pense, si nous parlons d'aller de 5 \$ à 7 \$ la tonne comme l'a indiqué la Commission canadienne du blé, je ne crois pas qu'il y ait dix fois plus de wagons affrétés par les producteurs.

Le sénateur Argue: Ce n'était pas la question que je vous ai posée. Je suppose que cela est hypothétique, mais cela est fondé sur quelque chose qui ne l'est pas, notamment, la déclaration faite par le groupe des producteurs de l'Ouest qui affrètent les wagons.

Supposons qu'il y ait une augmentation de 10 p. 100, cela aurait pour effet de bousiller tout le système, de nuire grandement à l'efficacité et le système ne fonctionnerait pas. La Commission canadienne du blé ne pourrait pas atteindre son objectif si le nombre de wagons affrétés par les producteurs décuplait.

Le président: Je crois que c'est là la question.

Le sénateur Argue: C'est une façon de l'exprimer.

Le président: La question est la suivante: le fait d'utiliser 50 000 wagons affrétés par les producteurs, par année, bousillera-t-il le système? Qu'avez-vous à répondre là-dessus?

M. Wansbutter: Cela dépend de la façon dont ils sont utilisés.

Le sénateur Argue: Croyez-vous qu'ils pourraient être utilisés efficacement?

M. Wansbutter: S'il y en a dix fois plus, je suis certain que l'organisme se verrait proposer de faire des rajustements qui permettraient d'utiliser ces wagons efficacement. Si le nombre de wagons devait se multiplier par dix, nous serions peut-être obligés d'ordonner qu'ils soient chargés par multiples de cinq ou de dix, en raison de l'augmentation, afin d'y trouver des avantages. Je ne sais pas ce qui arriverait.

Le sénateur Argue: Cela créerait de nombreux problèmes. Je m'en tiendrai à cela.

Le président: J'ai deux autres questions à poser sur le sujet.

Vous dites qu'il n'y a pas de frais de stationnement pour les wagons de grain.

[Text]

Mr. Wansbutter: That is correct.

The Chairman: That leads me to the conclusion—and hopefully it is correct, but you can tell me if it is or is not—that your agency is responsible for the efficient use of cars.

Mr. Wansbutter: That is correct.

The Chairman: How do you ensure that in the absence of a demurrage system? In other words, what happens if these cars are not loaded within the timeframes that you specify? Do you just pull the cars away and respot them? How do you enforce that?

Mr. Wansbutter: We have no powers to enforce that. Fortunately, with the way the system works right now, the board will only place an order if the grain is there. Once loaded into a car, it will pull those cars.

So, by and large, that has not been a problem in our system. Admittedly, we have had problems with some non-board grains at Vancouver. We have had specific instances of cars sitting in Vancouver for upwards of six months.

Senator Barootes: Loaded?

Mr. Wansbutter: Yes, cars loaded with grain.

Senator Barootes: What kind of grain?

The Chairman: Off-board grain.

Senator Barootes: Canola?

Mr. Wansbutter: No, not canola, rye or flax but some of the other smaller grains.

The Chairman: Such as canary seed?

Mr. Wansbutter: Canary seed, lentils, and grains such as that.

Senator Barootes: Can you charge for storage?

Mr. Wansbutter: No, we cannot. We do not charge demurrage under our current system.

The Chairman: How do you put pressure on them to make the cars available for grain movement?

Mr. Wansbutter: By moral suasion and corporate effort. As I said, we work closely with the Canadian Wheat Board and the various grain companies. It is in the vested interest of the system to have efficient movement. By and large, we have not had any problem with cars sitting at country elevators. That has not been a problem.

Senator Barootes: Are there no storage facilities for grains such as mustard seed and canary seed?

Mr. Wansbutter: What has happened at times is that an individual will be speculating and will move grain down to Vancouver. Let us say the contract has failed. If he is unable

[Traduction]

M. Wansbutter: C'est exact.

Le président: Cela m'amène à conclure—et il semble que j'aie raison, mais vous pouvez me dire si cela est vrai ou non—que votre organisme est responsable de la bonne utilisation des wagons.

M. Wansbutter: C'est exact.

Le président: Comment pouvez-vous l'assurer puisqu'il n'y a pas de frais de stationnement? En d'autres mots, qu'arrive-t-il lorsque ces wagons ne peuvent pas être chargés dans les délais que vous mentionnez? Retirez-vous tout simplement les wagons pour ensuite les remettre en place? Comment imposez-vous cela?

M. Wansbutter: Nous n'avons aucun pouvoir là dessus. Heureusement, de la façon dont le système fonctionne présentement, la Commission ne placera une commande que s'il y a du grain à charger. Une fois que le grain sera chargé dans un wagon, ces wagons seront amenés.

De façon générale, nous n'avons pas éprouvé de problèmes. Mais, à Vancouver, les céréales produites hors-Commission nous en ont causés. Dans certains cas précis, des wagons sont restés à Vancouver pendant des périodes allant jusqu'à six mois.

Le sénateur Barootes: Chargés?

M. Wansbutter: Oui, chargés de grain.

Le sénateur Barootes: Quelle sorte de grain?

Le président: Des céréales produites hors-Commission.

Le sénateur Barootes: Du Canola?

M. Wansbutter: Non, ni Canola, ni seigle, ni grains de lin, mais d'autres grains plus petits.

Le président: Comme des graines d'alpiste?

M. Wansbutter: Des graines d'alpiste, des lentilles et autres grains semblables.

Le sénateur Barootes: Pouvez-vous imposer des frais d'entreposage?

M. Wansbutter: Non, nous ne le pouvons pas. Selon notre système, nous n'imposons pas de frais de stationnement.

Le président: Comment les amenez-vous à rendre les wagons disponibles pour le transport du grain?

M. Wansbutter: En faisant appel à leur sens moral et par l'effort concerté. Comme je l'ai déjà mentionné, nous travaillons en étroite collaboration avec la Commission canadienne du blé et avec les compagnies céréalieres. Il y a de l'intérêt même du système que le transport soit efficace. De façon générale, les wagons immobilisés aux silos-élevateurs ruraux ne nous ont pas causé de problèmes. Nous n'avons pas eu ce problème.

Le sénateur Barootes: Y a-t-il des installations d'entreposage de grains comme les graines de moutarde et la graine d'alpiste?

M. Wansbutter: Il est arrivé, à quelques reprises, qu'un particulier voulant spéculer envoyait le grain à Vancouver. Disons que le contrat n'a pas marché. S'il est dans l'impossibilité de respecter ce contrat, le chargement ne bougera tout simple-

[Text]

to meet that contract, it will just sit there. That is a rare instance. We are talking small numbers.

Senator Barootes: Did you say private arrangements?

Mr. Wansbutter: Yes.

Senator Barootes: Private arrangements made by an individual producer?

Mr. Wansbutter: No, made by a small company.

Senator Barootes: Such as National Grains?

Mr. Wansbutter: Companies smaller than that. I am talking about small individuals trying to make sales. I am talking about small grain dealers.

Senator Barootes: You cannot charge them?

Mr. Wansbutter: We cannot charge any individual company or any individual who uses a grain car for storage in Vancouver, Prince Rupert or any other port, for that matter.

Senator Barootes: Can the railways do that?

Mr. Wansbutter: No one can do that. That is the result of a decision of the Board of Transport Commissioners of 1958. If I am correct, an issue was brought forward between the Sask Wheat Pool and the railways. They debated that issue at some length, and at that time there was a ruling that demurrage would not apply.

Senator Barootes: Who won that court case?

Mr. Wansbutter: The grain companies.

Senator Barootes: Sask Wheat Pool?

Mr. Wansbutter: They were one of the applicants at that time.

Senator Barootes: You were asked whether you could do a differential study on the cost of producer cars versus grain company cars. That was asked of the witness from the National Transportation Agency by Senator Argue. You said you could do such a study.

Mr. Murray: I said it was possible to do such a study.

Senator Barootes: It is feasible to do such a study, is it?

Mr. Murray: It is feasible to do such a study.

Senator Barootes: But you would have to hire outsiders, such as Clarkson-Gordon, or one of the other great consulting companies—

Mr. Murray: I did not say that.

Senator Barootes: —that this country has so many of. They will ask a lot of questions and you will regurgitate answers to them and they will regurgitate them into their \$50 million study.

Mr. Murray: Not necessarily.

Senator Barootes: Anyway, that is my scenario.

[Traduction]

ment pas. Cela ne se produit que rarement. Nous parlons ici de chiffres peu importants.

Le sénateur Barootes: Avez-vous dit arrangements privés?

M. Wansbutter: Oui.

Le sénateur Barootes: Arrangements privés pris par un producteur en particulier?

M. Wansbutter: Non, par une petite compagnie.

Le sénateur Barootes: Comme National Grains?

M. Wansbutter: Des compagnies encore plus petites. Je parle de petits particuliers qui essaient de vendre leurs produits. Je parle de petits négociants en grains.

Le sénateur Barootes: Vous ne pouvez pas leur imposer de frais?

M. Wansbutter: Nous ne pouvons pas imposer de frais à une compagnie ou à un particulier qui utilisent un wagon pour entreposer du grain à Vancouver, à Prince Rupert ou dans tout autre port d'embarquement.

Le sénateur Barootes: Les compagnies de chemin de fer peuvent-elles le faire?

M. Wansbutter: Personne. Cela découle d'une décision prise en 1958 par les membres de la Commission de transports du Canada. Si je ne m'abuse, une question avait été soulevée entre le Saskatchewan Wheat Pool et les compagnies de chemin de fer. La question fit l'objet d'un long débat, et c'est à ce moment que l'on décida qu'il n'y aurait pas de frais de stationnement.

Le sénateur Barootes: Qui a eu gain de cause?

M. Wansbutter: Les compagnies céréalieres.

Le sénateur Barootes: Saskatchewan Wheat Pool?

M. Wansbutter: C'était un des requérants.

Le sénateur Barootes: On vous a demandé si vous pouviez faire une étude différentielle du coût des wagons affrétés par les producteurs contre celui des wagons affrétés par les compagnies céréalieres. C'est ce que le sénateur Argue avait demandé au témoin de l'Office national de transports. Vous avez dit que vous pouviez faire une telle étude.

M. Murray: J'ai dit qu'il était possible de faire une telle étude.

Le sénateur Barootes: Est-il oui ou non possible de faire une étude de ce genre?

M. Murray: Oui, c'est faisable.

Le sénateur Barootes: Mais vous devriez alors faire appel à des experts de l'extérieur, à Clarkson-Gordon par exemple, ou à une autre des grandes sociétés de consultants . . .

M. Murray: Ce n'est pas ce que j'ai dit.

Le sénateur Barootes: . . . dont ce pays regorge. Ces experts vous poseront des tas de questions et vous leur servirez des réponses qu'ils vous resserviront dans une étude de 50 millions de dollars.

M. Murray: Pas nécessairement.

Le sénateur Barootes: C'est bel et bien ce que je pense.

[Text]

I am saying that you are constituting 1 per cent of the business. If a person is running a restaurant the big cost does not relate to serviettes, but larger items. So if you are going to do a study you would like to do it on something of more substance to you.

Mr. Murray: That is right.

Senator Barootes: Would it be more sensible to do such a study, in your opinion, if, as and when the producer car consumption gets higher than 1 per cent? It would not be a valid study if it were done only at 1 per cent. I do not know how you can do figuring with 1 per cent, but if it got up to 5 per cent or 10 per cent, you would then have something you could put your teeth into and you could get reasonable figures.

Am I right or wrong on that?

Mr. Murray: You are right.

The Chairman: If I could add to the question: Would it be possible to make an assessment as if it were at 10 per cent rather than waiting until it does get to 10 per cent?

Senator Barootes: But you would not know what the railway costs were until you got to 10 per cent.

Mr. Murray: First of all, the only difference in operating producer cars from operating railway cars is in the capital costs; in other words, the depreciated cost of capital. I say that because otherwise the costs would be the same, except for spotting cars, and we spot 15 or 18 cars at a time because it is cheaper to do so. Much of the costs are basically the same as those for railway cars, except for ownership costs.

Senator Barootes: May I then go to my next question: You people are administering a great deal of cars that the railways do not own; am I correct?

Mr. Murray: We do not administer them; we develop the costs.

Senator Barootes: Well, one of you high-faluting people is doing that. You have Government of Alberta cars and you have Government of Saskatchewan cars, is that right?

Mr. Murray: Right.

Senator Barootes: Do you have any pool cars they have paid for?

Mr. Wansbutter: No.

Senator Barootes: The two governments have paid for them. Who else has cars?

Mr. Wansbutter: The Canadian Wheat Board has 2,000 cars and the federal government also has cars.

Senator Barootes: And you people are allocating those cars to the appropriate and efficient places. Is there any arrange-

[Traduction]

Vous représentez 1 p. 100 du chiffre total. Pour celui qui gère un restaurant, ce ne sont pas les serviettes qui constituent le gros de ses dépenses, mais des articles beaucoup plus importants. Donc, si vous envisagez de faire une étude, vous voulez sûrement que le sujet en vaille la peine.

M. Murray: C'est exact.

Le sénateur Barootes: A votre avis, serait-il plus logique d'attendre que le nombre de wagons affrétés par les producteurs s'élève à plus de 1 p. 100 pour entreprendre l'étude? L'étude n'aurait aucune valeur si elle était faite alors que le pourcentage n'est que de 1 p. 100. Je ne vois pas comment vous pourriez arriver à des conclusions avec ce pourcentage, mais avec 5 ou 10 p. 100, vous auriez des données plus substantielles qui vous permettraient d'obtenir des résultats plus significatifs.

Ai-je raison?

M. Murray: Oui, vous avez raison.

Le président: Permettez-moi de pousser la question un peu plus loin; serait-il possible d'évaluer la situation en supposant que le chiffre est de 10 p. 100 au lieu d'attendre que le pourcentage atteigne effectivement 10 p. 100?

Le sénateur Barootes: Mais vous ne pourriez pas savoir à combien s'élèvent les coûts du transport ferroviaire tant que le pourcentage n'est pas de 10 p. 100.

M. Murray: Premièrement, la seule différence qu'il y a entre les coûts d'exploitation des wagons des producteurs et ceux des compagnies de chemin de fer, c'est la différence dans les dépenses en capital, c'est-à-dire le coût en capital non amorti. Sans cette différence, les coûts seraient les mêmes, exception faite des frais de mise en place, et nous groupons toujours au même endroit 15 ou 18 wagons à la fois parce que c'est plus économique. Dans l'ensemble, les coûts sont les mêmes que les coûts d'exploitation des wagons des compagnies de chemin de fer, sauf pour les coûts propres aux affrétiers.

Le sénateur Barootes: Puis-je poser la question suivante: Vous gérez un grand nombre de wagons qui n'appartiennent pas aux compagnies de chemin de fer, n'est-ce pas?

M. Murray: Nous ne les gérons pas, nous déterminons les coûts.

Le sénateur Barootes: Pourtant, je dirais que l'un de vous, messieurs, qui aimez jouer sur les mots, fait justement ça. Vous avez bien des wagons qui appartiennent au gouvernement de l'Alberta et d'autres qui appartiennent au gouvernement de la Saskatchewan, n'est-ce pas?

M. Murray: Oui.

Le sénateur Barootes: Avez-vous des wagons qui appartiennent aux syndicats des producteurs et pour lesquels ils ont payé?

M. Wansbutter: Non.

Le sénateur Barootes: Les deux gouvernements ont payé pour ces wagons. Qui d'autre a des wagons?

M. Wansbutter: La Commission canadienne du blé a 2,000 wagons et le gouvernement fédéral en a également.

Le sénateur Barootes: Et c'est vous, messieurs, qui déterminez où ces wagons doivent aller? Des mesures sont-elles prises

[Text]

ment being made to repay those who expended the capital costs to produce that rolling stock?

Mr. Wansbutter: No.

Senator Barootes: No?

Mr. Wansbutter: They were assets purchased on behalf of the federal government and provided to the railways as partial compensation because the railways did not have a compensatory rate. It was a measure to ensure that the rate to the producer was maintained at a minimal level—a measure undertaken by the government to assist the producer of Canada.

Senator Barootes: That is kind of nice, is it not?

The Chairman: Yes.

Senator Barootes: I mean, I own a house. Do you think somebody would provide me with a house to live in for free just because costs are going up or I am a nice guy, perhaps?

Senator Argue: That depends on whether you are the Prime Minister.

Senator Barootes: Or the Leader of the Opposition, I suppose.

Senator Argue: Exactly.

Senator Barootes: Perhaps we will not go further into that. I am serious about this. The Government of Saskatchewan, the Wheat Board and the Government of Alberta have supplied rolling stock to the railways and you people allocate that rolling stock efficiently for them. There is no return to them for that?

Mr. Jaak Vanker, Director, Financial Analysis Division, National Transportation Agency: Those costs are not directed on a cost basis. The original cost of the asset and the cost of capital or the borrowing costs are not part of the cost of moving the grain.

Senator Barootes: Who gets the capital cost depreciation on those assets?

Mr. Vanker: Nobody. They are not calculated in the cost base.

Senator Barootes: Who does the upkeep on those cars?

Mr. Murray: The railways generally do the upkeep on them.

Mr. Vanker: The cost of maintenance is in the cost base but the cost of the original asset is not.

The Chairman: When you refer to the depreciation or cost of capital, which did you have in mind?

Mr. Murray: We do not have a capital cost rate on that, but similar cars of the CN would run at roughly 2.5 per cent per year for depreciation.

The Chairman: What do you do with that figure?

[Traduction]

pour rembourser ceux qui ont engagé des dépenses en capital pour constituer le parc de matériel roulant?

M. Wansbutter: Non.

Le sénateur Barootes: Non?

M. Wansbutter: Ce sont des biens qui ont été achetés pour le compte du gouvernement fédéral et fournis aux compagnies de chemin de fer à titre de compensation partielle parce que les compagnies de chemin de fer n'avaient pas de tarif compensatoire. C'était une mesure qui permettait de maintenir le tarif fixé au producteur à un niveau peu élevé, une mesure prise par le gouvernement pour aider les producteurs canadiens.

Le sénateur Barootes: C'est généreux de sa part, vous ne trouvez pas?

Le président: Oui.

Le sénateur Barootes: Si je suis propriétaire d'une maison, pensez-vous qu'on me laisse habiter dans cette maison gratuitement parce que les prix augmentent ou encore parce que je suis un bon bonhomme?

Le sénateur Argue: Ça dépend si c'est vous qui êtes le premier ministre ou non.

Le sénateur Barootes: Ou le chef de l'opposition, j'imagine.

Le sénateur Argue: C'est ça.

Le sénateur Barootes: Ne nous égarons pas. Je parle très sérieusement. Le gouvernement de la Saskatchewan, la Commission canadienne du blé et le gouvernement de l'Alberta ont fourni du matériel roulant aux compagnies de chemin de fer et c'est vous qui vous chargez d'attribuer efficacement ce matériel. En contrepartie, les deux gouvernements et la commission ne touchent rien?

M. Jaak Vanker, directeur de la Division de l'analyse financière de l'Office national des transports: Ces coûts n'entrent pas en considération dans le calcul du prix de base. Le prix d'acquisition du bien et les coûts de financement n'entrent pas en considération dans le calcul du coût de transport du grain.

Le sénateur Barootes: A qui est affecté l'amortissement du coût en capital se rapportant à ces biens?

M. Vanker: A personne. On n'en tient pas compte dans le prix de base.

Le sénateur Barootes: Qui est responsable de l'entretien de ces wagons?

M. Murray: En général, ce sont les compagnies de chemin de fer.

M. Vanker: Les frais d'entretien entrent dans le calcul du prix de base, mais pas le prix d'acquisition du bien.

Le président: Lorsque vous parlez de l'amortissement ou du coût en capital, à combien s'élèvent-ils?

M. Murray: Nous n'avons pas de table d'amortissement pour ces wagons, mais au CN, l'amortissement annuel est d'environ 2,5 p. 100 pour des wagons semblables.

Le président: Que faites-vous avec ce chiffre?

[Text]

Mr. Murray: We do not include it in the cost base in calculating the rate for grain.

The Chairman: Those cars that belong to the railroads recover their 2.5 per cent per annum on the transportation rate?

Mr. Murray: That is right.

The Chairman: Are we short of cars?

Senator Barootes: Not this year.

Mr. Wansbutter: I think Senator Barootes has said this quite correctly—not this year. We are facing a crop shortage, as everyone knows. We do have a good supply of government cars. In addition, when cars are required, both railroads will put their own equipment on the lines. If their own equipment is not available, they will lease equipment for that purpose.

Mr. Vanker: I think it is important to mention that the smaller part is the depreciation while the bigger part is the cost of capital, which is on the net book value or the depreciated value. We are talking right now of 13.5 per cent on the net book value of the asset. If the railway bought the car today for \$70,000, it would get 13.5 per cent of that cost and another 2.5 per cent on depreciation.

The Chairman: Really, then, that is a total of roughly 16 per cent.

Mr. Vanker: It is a declining balance, however, because every year the amount goes down.

The Chairman: Yes, as the 2.5 per cent reduces the capital amount expended. You do not include those figures in your costs because they have been paid for, just as roads and other things are paid for, by the government.

Mr. Murray: That is right.

Senator Barootes: Are those cars that you are speaking of in any way available for multiple use or are they specifically available for the movement of grain?

Mr. Wansbutter: The agency is currently negotiating new operating agreements with both CN and CP. At present, by and large in the western division, those cars are restricted to use for the movement of export grain. However, we are trying to make some provision for an alternate use, if and when those cars are surplus.

Senator Barootes: Could you give me an example of such an alternate use?

Mr. Wansbutter: Let us say that during the wintertime, when Thunder Bay is closed, both railroads have a surplus of cars. We still have grain movement into eastern Canada. Right now the Government of Canada cars are not to be used in eastern Canada, but we could make an arrangement with them in January or February, for instance, to move grain into eastern Canada during the winter months when those cars are surplus.

[Traduction]

M. Murray: Nous ne l'incluons pas dans le prix de base lorsque nous calculons le prix de transport du grain.

Le président: Les wagons qui appartiennent aux compagnies de chemin de fer récupèrent bien le 2,5 p. 100 par an dans le prix du transport?

M. Murray: Oui.

Le président: Est-ce qu'il y a une pénurie de wagons?

Le sénateur Barootes: Non, pas cette année.

M. Wansbutter: Comme vient de le dire très justement le sénateur Barootes, pas cette année. Tout le monde sait que les récoltes seront mauvaises. Nous avons assez de wagons qui nous sont fournis par les gouvernements. En plus, lorsque nous avons besoin de davantage de wagons, les deux compagnies de chemin de fer nous fournissent les leurs. Si elles n'en ont pas, elles en louent.

M. Vanker: Je crois qu'il est important de mentionner que l'amortissement représente la plus petite partie tandis que le coût en capital constitue la plus grande, selon la valeur comptable nette ou la valeur après amortissement. À l'heure actuelle, il est de l'ordre de 13,5 p. 100 sur la valeur comptable nette du bien. Si la compagnie de chemin de fer achetait aujourd'hui un wagon pour la somme de 70 000 \$, elle pourrait affecter 13,5 p. 100 de cette somme au coût en capital et un autre 2,5 p. 100 à l'amortissement.

Le président: Vraiment. C'est donc au total environ 16 p. 100.

M. Vanker: Mais c'est un chiffre qui va en décroissant puisque, chaque année, la somme diminue.

Le président: Oui, puisque le 2,5 p. 100 diminue le montant du capital dépensé. Vous ne tenez pas compte de ces chiffres dans le calcul des coûts parce qu'ils ont été payés, comme les routes et autres chantiers qui sont payés par le gouvernement.

M. Murray: C'est exact.

Le sénateur Barootes: Ces wagons dont vous parlez peuvent-ils servir au transport d'autres marchandises ou sont-ils réservés exclusivement au transport du grain?

M. Wansbutter: L'office est actuellement en train de négocier de nouvelles conditions d'exploitation avec le CN et le CP. Pour l'instant, dans la division de l'Ouest, les wagons sont en général réservés au transport du grain exporté. Cependant, nous essayons d'obtenir que les wagons en surplus, lorsqu'il y en a, puissent servir à d'autres usages.

Le sénateur Barootes: Pouvez-vous me fournir un exemple de ces autres usages?

M. Wansbutter: Mettons que pendant l'hiver, lorsque la ligne de Thunder Bay est fermée, les deux compagnies de chemin de fer ont un surplus de wagons. Dans l'Est canadien, le transport du grain se poursuit. À l'heure actuelle, les wagons du gouvernement du Canada ne sont pas utilisés dans l'Est canadien, mais nous pourrions conclure une entente en janvier ou en février par exemple, pour que les wagons en surplus puissent servir à transporter le grain dans l'Est canadien pendant les mois d'hiver.

[Text]

Senator Barootes: But you would not move iron ore, potash, lime or any other product in those grain cars?

Mr. Wansbutter: That is correct, at present. Such products cannot be carried in these cars.

Senator Barootes: Would it be possible to move those products or would they be poisonous?

Mr. Wansbutter: I am not sure about that. At present, the operating agreements do not allow for such movement.

The Chairman: The bottom line, then, is that you are not anxious for more hopper cars, that you are happy with the number you now have?

Mr. Wansbutter: It is not a fixed and finite number, Mr. Chairman.

The Chairman: I realize that, but, as Senator Barootes observed and as you agreed, you do not need them now?

Mr. Wansbutter: That is correct.

The Chairman: Generally, you do not need more hopper cars, or am I wrong?

Mr. Wansbutter: At present that is so. If we had another bumper crop of 52 million tonnes, as we did two years ago, there could be the potential for new hopper cars. Each year must be valued on its own merits, depending upon the production and on the markets.

The Chairman: Would these cars likely be made available by the railroads or do you think that the extraordinary measure of the governments of the prairie provinces or the Government of Canada or others supplying the cars would be the route we would have to go?

Mr. Wansbutter: My interpretation of the Western Grain Transportation Act is that the railways are now responsible for the provision of equipment to meet future demand and future movement.

The Chairman: I thought you said earlier that the time frame within which a car was spotted and moved out was eight days. Is that correct or did I misunderstand?

Mr. Wansbutter: It depends, sir. On a train run it could be eight hours, 12 hours or a day. Each subdivision will vary.

The Chairman: Do you have an average time frame of delay?

Mr. Wansbutter: I do not have it broken down in detail. However, we are currently using as an operating average for cycle time or round trip time from load to load about 17 to 19 days from the prairies to the west coast and about 14 to 15 days to Thunder Bay. That is the length of time it takes a car to be spotted in the country, loaded, sent to the export position and returned. One complete trip would take that amount of time.

[Traduction]

Le sénateur Barootes: Mais vous ne vous servirez pas des wagons utilisés pour le transport du grain pour transporter du minerai de fer, de la potasse, de la chaux ou d'autres produits?

M. Wansbutter: Non, pas pour l'instant. On ne peut pas se servir de ces wagons pour transporter autre chose que du grain.

Le sénateur Barootes: Serait-il possible de transporter ces produits dans ces mêmes wagons ou y aurait-il des risques de contamination?

M. Wansbutter: Je ne sais pas. Pour l'instant, les accords ne permettent pas ce genre de transport.

Le président: En fin de compte, vous ne cherchez pas à obtenir davantage de wagons-trémies; le nombre dont vous disposez actuellement vous suffit, n'est-ce-pas?

M. Wansbutter: Ce n'est pas un nombre fixe et limité, monsieur le président.

Le président: Je le sais, mais comme l'a souligné le sénateur Barootes et comme vous l'avez confirmé, vous n'en avez pas besoin en ce moment, n'est-ce-pas?

M. Wansbutter: C'est exact.

Le président: Habituellement, vous n'avez pas besoin de davantage de wagons-trémies, n'est-ce-pas?

M. Wansbutter: Pour le moment, c'est exact. Mais si nous avions une autre récolte surabondante de 52 millions de tonnes, comme ce fut le cas il y a deux ans, nous pourrions avoir besoin d'un plus grand nombre de wagons-trémies. La situation varie d'une année à l'autre, en fonction de la production et des marchés.

Le président: Pensez-vous que les compagnies de chemin de fer fourniraient ces wagons supplémentaires ou croyez-vous qu'exceptionnellement, il faudrait faire appel aux gouvernements des Prairies ou au gouvernement du Canada ou encore à d'autres autorités pour obtenir des wagons?

M. Wansbutter: Selon mon interprétation de la Loi sur le transport du grain dans l'Ouest, c'est aux compagnies de chemin de fer qu'il incombe de fournir le matériel nécessaire pour répondre à la demande et aux besoins de transport dans l'avenir.

Le président: Je crois que vous avez dit plus tôt que le temps nécessaire pour mettre en place un wagon et l'acheminer vers sa destination est de huit jours. Est-ce exact ou est-ce que je vous ai mal compris?

M. Wansbutter: Cela dépend, monsieur. Sur un parcours, on peut compter 8 heures, 12 heures ou une journée. Cela change selon les subdivisions.

Le président: A-t-on établi une durée moyenne?

M. Wansbutter: Je ne connais pas ces délais dans les détails. Mais je sais qu'à l'heure actuelle, nous nous basons sur une durée du parcours aller et retour pour chaque convoi de 17 à 19 jours des Prairies jusqu'à la côte Ouest et de 14 à 15 jours jusqu'à Thunder Bay. C'est le temps qu'il faut pour mettre en place un wagon, le charger, l'acheminer jusqu'au port d'exportation et le renvoyer. Voilà le temps qu'il faut pour un aller et retour.

[Text]

The Chairman: Do you have a shorter time frame in mind as being more efficient or is that about as efficient as you think you can get?

Mr. Wansbutter: I suggest that there is a fair amount of room for improvement over time.

The Chairman: What kind of measures do you think should be taken to improve the efficiency of the use of hopper cars? You mentioned, for instance, that in the U.S. there are monetary incentives for quick loading. That, obviously, is one method. Are there others that you have in mind? What kind of projects do you have under way to increase efficiency in the use of hopper cars?

Mr. Wansbutter: I should emphasize that what is happening throughout the system can only happen through the cooperative effort of the grain companies and the railways. The agency is only one player in a very large system. As I indicated earlier, the system is gradually contracting. The railways and, most certainly, the elevator companies are going through a fairly major downside or large rationalization. What we will see and have been seeing is that the system has fewer elevators and that those elevators which remain are of a larger size, probably with a larger car spot. Over time, we will see fewer branch lines with a smaller and more contracted system. I hope that over time we will see a reduction in that utilization or cycle time. The industry itself is working towards that.

The Chairman: You are saying, then, that the industry is providing leadership in that direction?

Mr. Wansbutter: Yes.

The Chairman: Do either of your agencies play a role in providing leadership in that direction?

Mr. Wansbutter: We work closely with the railroads, the grain companies and the various producer groups through the Senior Grain Transportation Committee. That committee has attempted to identify issues and areas in which efficiency can be improved.

Let me refer to branch line abandonment. The Senior Grain Transportation Committee last year released a brochure on the costs pertaining to low density branch lines. The committee itself put out a brochure to all of the producers of western Canada indicating the potential for savings due to rationalization. The industry has, then, provided leadership in that regard.

The Chairman: Can those cars that remain loaded for longer periods of time—cars which were originally called producer cars—be used in any way for specialty crops?

Mr. Wansbutter: I would say that those are not producer cars. I only raised that point to show that at times we do have

[Traduction]

Le président: Envisagez-vous de réduire la durée du parcours pour fournir un service plus efficace ou pensez-vous que vous ne pouvez pas être plus efficaces que vous l'êtes déjà?

M. Wansbutter: J'estime qu'on pourrait sensiblement améliorer la situation avec les années.

Le président: A votre avis, quelles mesures pourrait-on prendre pour améliorer l'utilisation des wagons-trémies? Vous avez mentionné qu'aux États-Unis, on accorde des stimulants financiers pour accélérer les opérations de chargement. C'est une méthode possible. Pensez-vous à d'autres moyens? Quelles mesures sont mises en place pour augmenter l'utilisation des wagons-trémies?

M. Wansbutter: Je dois dire que ce qui se passe dans le système n'est possible que grâce aux efforts déployés par les compagnies céréalieres et par les compagnies de chemin de fer. L'office ne constitue qu'un grand système. Comme je l'ai dit plus tôt, le système utilise de plus en plus la formule de sous-traitance. Les compagnies de chemin de fer, et les exploitants de silos-élevateurs très certainement, sont engagés dans un processus de compression ou de rationalisation de leurs opérations à grande échelle. Ce qui va se produire, le mouvement est d'ailleurs amorcé, c'est que le nombre de silos-élevateurs va diminuer et que les silos-élevateurs qui demeureront auront une plus grande capacité et probablement un plus grand parc de wagons. Au fil des ans, le nombre des voies de service va diminuer, le système va réduire ses activités et faire davantage appel à des sous-traitants. J'espère qu'avec le temps, on parviendra à réduire la durée totale du parcours. L'industrie, elle-même, est engagée dans cette voie.

Le président: Ainsi, vous dites que l'industrie donne l'exemple?

M. Wansbutter: Oui.

Le président: Est-ce que l'un de vos organismes joue un rôle semblable?

M. Wansbutter: Nous travaillons en étroite collaboration avec les compagnies de chemin de fer, les compagnies céréalieres et les divers groupes de producteurs, par l'entremise du Comité supérieur du transport du grain. Ce comité a tenté de déterminer les secteurs d'activité dont on pourrait améliorer l'efficacité.

Permettez-moi de vous parler de la fermeture de certaines voies de service. L'année dernière, le Comité supérieur du transport du grain a publié une brochure qui traite des coûts d'exploitation des voies de services dont le débit est faible. Le comité a lui-même préparé une brochure qui a été diffusée à tous les producteurs de l'Ouest canadien, laquelle indique les économies qu'il serait possible de faire grâce à une rationalisation des opérations. Par la suite, l'industrie a décidé d'agir et de donner l'exemple.

Le président: Serait-il possible d'utiliser les wagons qui restent chargés pendant de plus longues périodes, que nous avons appelés au début, les wagons des producteurs, pour transporter des cultures spéciales?

M. Wansbutter: Je dirais qu'il ne s'agit pas de wagons affrétés par les producteurs. Si j'en ai parlé, c'était pour mentionner qu'il se produit des retards dans certains cas, mais que c'est

[Text]

delays but that they are few and far between. At such times there is a limited number of cars.

The Chairman: Generally there are no more delays with producer cars than there are with cars called for by the elevator companies?

Mr. Wansbutter: That is correct.

Senator Barootes: I do not know whether you are the people to ask this question of, and I may reserve it for the representatives of the prairie pools because they are best equipped to give us this information, but it has to do with the cost of cleaning and the yield from screenings. Do you know what I am talking about?

Mr. Wansbutter: Yes. Currently, dockage at the west coast would be roughly similar to that at Thunder Bay. On the west coast it is running anywhere from 1.8 to 2.2 per cent. For all grains, that would be the percentage of screenings or dockage.

The Chairman: There being no further questions, I will take this opportunity to thank the witnesses from both agencies for appearing before the committee at our request to provide us with this information.

Honourable senators, our next witnesses are from the Prairie Pools. Present today are Mr. Bill Strath, president, Mr. Doug Livingstone, president of the Alberta Wheat Pool, and Mr. Ray Howe, vice president of the Saskatchewan Wheat Pool.

Gentlemen, I believe you have a presentation to make. I invite you to proceed at this time with your presentation; thereafter, we will deal with questions.

Mr. Bill Strath, President, Prairie Pools: Thank you very much, Mr. Chairman. We appreciate this opportunity to address this committee. We congratulate your committee on soliciting information on Bill C-92 from such a wide range of groups and bodies. We feel that it is an extremely important issue, and one on which our members have expressed themselves very strongly.

I think you know and recognize that Prairie Pools is the joint policy organization of the three prairie wheat pools, and we are here today on behalf of the members of those three pools to make this presentation.

With respect to Bill C-92, to amend the Canadian Wheat Board Act, there are two proposed amendments which have major implications for prairie farmers. We would like to make our presentation on these two major amendments. The first major amendment would see an extension of the power of the Canadian Wheat Board to invest and borrow money. The second major amendment details a provision which would allow the Canadian Wheat Board to waive a portion of the carrying charges on grain shipped via producer cars. These two points will be dealt with separately in our presentation.

As you know, the pools are a democratic structure, being farmer-owned and controlled. The three of us present here today are farmers, chosen by our fellow farmers to represent them in the specific organizations that we represent. This

[Traduction]

rare. Lorsque cela se produit, le nombre de wagons dont nous disposons est restreint.

Le président: En général, les wagons des producteurs n'ont donc pas plus de retard que les wagons demandés par les exploitants des silos-élevateurs, n'est-ce pas?

M. Wansbutter: C'est exact.

Le sénateur Barootes: Je ne sais pas si c'est à vous que je devrais poser cette question? Peut-être devrais-je la garder pour les représentants des syndicats des Prairies qui sont mieux placés pour me renseigner. Elle se rapporte aux frais de nettoyage et à l'extraction des impuretés. Savez-vous de quoi je veux parler?

M. Wansbutter: Oui. A l'heure actuelle, le taux des impuretés sur la côte Ouest est à peu près semblable à celui de Thunder Bay. Sur la côte Ouest, il varie entre 1,8 et 2,2 p. 100. C'est à peu près le même pourcentage pour tous les grains.

Le président: Puisqu'il n'y a pas d'autres questions, je profite de l'occasion pour remercier les témoins des deux organismes qui se sont présentés devant le comité à notre demande pour nous fournir les renseignements nécessaires.

Honorables sénateurs, no prochains témoins sont, de Prairie Pools. Sont présents aujourd'hui M. Bill Strath, qui en est le président, M. Doug Livingstone, président de l'Alberta Wheat Pool, et M. Ray Howe, vice-président du Saskatchewan Wheat Pool.

Messieurs, je crois que vous avez un exposé à nous faire. Je vous invite donc à nous le présenter d'abord et ensuite nous passerons aux questions.

M. Bill Strath, président, Prairie Pools: Merci beaucoup, monsieur le président. Nous nous réjouissons de l'occasion qui nous est donnée de nous adresser à ce comité. Nous tenons à féliciter votre comité de consulter un aussi grand nombre d'organismes pour obtenir des données sur le projet de loi C-92. Nous considérons qu'il s'agit là d'une très importante question, sur laquelle nos membres se sont d'ailleurs prononcés très fermement.

Je pense que vous savez et reconnaissez que Prairie Pools est l'organisme directeur conjoint des trois pools du blé des Prairies. Nous sommes d'ailleurs venus ici aujourd'hui vous faire cet exposé au nom des membres de ces trois pools.

Le projet de loi C-92 destiné à modifier la Loi sur la Commission canadienne du blé comporte deux amendements qui ont des incidences majeures pour les producteurs des Prairies. Notre exposé portera donc sur ces deux amendements importants. Le premier de ces amendements envisage de doter la Commission canadienne du blé de pouvoirs accrus en ce qui concerne les investissements et les emprunts de fonds. Le deuxième amendement présente en détail la disposition qui permettrait à la Commission canadienne du blé de renoncer à une partie des frais de stockage sur les grains expédiés par wagons de producteurs. Nous traiterons de ces deux points séparément dans notre exposé.

Comme vous le savez, les pools sont une organisation démocratique dont les producteurs sont propriétaires et dont ils ont le contrôle. Les trois d'entre nous présents ici aujourd'hui sont des producteurs et nous avons été choisis par nos collègues

[Text]

democratic structure consists of committees, subcommittees, delegates and directors. This issue with which we are dealing today has been dealt with extensively by the committee and subcommittee structure of all three pools and there have been very strong expressions of opinion by those committees in support of what we will be saying to you today in this presentation. I must emphasize that this presentation is supported very strongly at the committee level in our country system which covers the entire agricultural area of the three prairie provinces.

With respect to the major amendment which allows the Canadian Wheat Pool to borrow and invest money, we have some initial concerns with respect to this amendment. We support the proposal in principle in that the board should be able to borrow money competitively so that their costs of borrowing could be reduced. We are concerned, however, that if the board becomes involved in foreign investment, that can be an uncertain area due to exchange rates and interest rates and there may, in fact, be some losses incurred as a consequence. The experience of some crown corporations and some provincial governments will bear out this point of view, and we have some information available on this matter which we can provide to you at a later time.

We do believe, however, that there is some risk involved. Although the stated intention of the Canadian Wheat Board is prudent management of the transactions to reduce costs of borrowing money, we are concerned that some types of safeguard may be needed in the legislation to prevent undue risk and speculation.

The Canadian Wheat Board, we firmly believe, operates its financial affairs to the benefit and on behalf of farmers. It is farmers' money that is involved here and the board operates in trust and on behalf of farmers. We are concerned that there may be some speculation and risk involved with the funds of farmers if the board strays into the uncertain area of international monetary speculation without due protection enshrined in the legislation. We believe that the legislation is quite loose in this area.

Again, Mr. Chairman, we raise these concerns because it specifically states in the legislation that any losses sustained in these transactions must come from the pool accounts. We also recognize, of course, that any earnings or gains accrue to the accounts. However, we are more concerned about the possibility of losses.

The proposed amendment of greatest concern to our farmer-members is the proposal to remit a portion of the carrying costs, including storage and interest, incurred by the elevator companies to users of producer cars. It might be useful to list some of the pertinent facts associated with the whole issue of producer cars and their relationship to the elevator system. As of February 1, 1988, the country elevator system had a total storage capacity of 7,555,940 tonnes down from 7,740,350 tonnes one year earlier—a fairly substantial reduction in the storage capacity of the country elevator system in one year.

[Traduction]

pour les représenter dans le cadre de l'organisation particulière à laquelle nous appartenons. Cette structure démocratique se compose de comités, de sous-comités, de délégués et de directeurs. La question dont nous traitons aujourd'hui a été étudiée de façon détaillée par le comité et le sous-comité des trois pools, lesquels se sont prononcés très nettement en faveur de ce que nous comptons vous dire aujourd'hui dans cet exposé. Je dois souligner que cet exposé est appuyé très fortement au niveau du comité qui, dans notre système régional, couvre l'ensemble du secteur agricole des trois provinces des Prairies.

L'amendement principal qui permet à la Commission canadienne du blé d'emprunter et d'investir des fonds nous cause dès le départ quelques inquiétudes. Nous sommes en faveur de la proposition en principe, en ce sens que la Commission devrait pouvoir emprunter de l'argent de façon concurrentielle dans le but de réduire ses coûts d'emprunt. Nous nous inquiétons, toutefois, si la Commission s'engage dans le domaine des investissements étrangers, qui peut être un secteur incertain en raison des taux de change et des taux d'intérêt, qu'elle ait à subir en fait quelques pertes en découlant. L'expérience de certaines sociétés d'État et de quelques gouvernements provinciaux vient corroborer ce point de vue. Nous disposons d'ailleurs de quelques données à ce sujet que nous pourrions vous transmettre ultérieurement.

Nous croyons vraiment que cette proposition comporte certains risques. Bien que l'intention déclarée de la Commission canadienne du blé soit de gérer prudemment les transactions dans le but de réduire les coûts d'emprunt, nous estimons qu'il est nécessaire de prévoir certaines garanties dans la législation pour prévenir toute spéculation et tout risque indu.

Nous croyons fermement que la Commission canadienne du blé administre ses opérations financières dans l'intérêt et pour le compte des producteurs. C'est l'argent de ces derniers qui est en jeu et la Commission agit en leur nom et pour leur compte. Nous craignons que les fonds des producteurs puissent être soumis à une certaine spéculation et à certains risques si la Commission s'égare dans le domaine incertain de la spéculation monétaire internationale, sans protection valable prévue dans la législation. Et la loi est très vague à ce sujet.

Monsieur le président, nous soulevons ces questions parce qu'il est spécifiquement dit dans la loi que toute perte encourue dans le cadre de ces transactions doit être couverte par les comptes de mise en commun. Nous savons également qu'en contrepartie, tout profit ou gain sera versé à ces mêmes comptes. Toutefois, ce sont surtout les possibilités de pertes qui nous préoccupent.

L'amendement proposé qui est du plus grand intérêt pour nos membres producteurs est celui qui vise à remettre une partie des frais financiers, y compris l'entreposage et les intérêts, encourus par les compagnies de silos aux utilisateurs de wagons affrétés par les producteurs. Il peut être utile ici d'énumérer quelques-uns des faits pertinents associés à l'ensemble de la question des wagons affrétés par les producteurs et leurs relations avec le système des silos. Au 1^{er} février 1988, le système des silos ruraux avait une capacité totale d'entreposage de 7 555 940 tonnes métriques, alors qu'elle était de 7 740 350 tonnes métriques un an auparavant—soit une diminution pas-

[Text]

The second item is that in 1986-87, there were 3,930 producer-loaded cars of Canadian Wheat Board grain. In 1985-86, one year earlier, there were only 1,867 producer-loaded cars of Canadian Wheat Board grain. As you can see, the use of producer cars for Canadian Wheat Board grain more than doubled in one year.

As can be seen by these figures, the capacity of the country elevator system is decreasing. As recently as the first week in July, the Chief Commissioner of the Canadian Wheat Board, in a speech to Prairie Pools Inc., raised the concern that the grain-handling system must be maintained to handle the large crops projected for the future. Given a turnaround in weather and adequate incentive to grow, the prairie region is expected to increase production substantially in the future. The chief commissioner was raising the concern that the storage capacity of the elevator system was getting to a dangerously low point, and that was a major concern with him.

If the use of producer cars increases, I think we will see more and more country elevators placed in some jeopardy with not enough volume to sustain their continued operation. Also, if the incentive to use producer cars is increased, then we see this potential danger of lower storage volume increasing.

Our concerns with clause 8 lie in two areas. Before exploring those areas, we must make it clear that we are not proposing that the use of producer cars be discontinued. Our concern lies in the increased incentive for their use. Our first concern is the value and benefits of the country gathering system to the Canadian Wheat Board and, consequently, to all producers of grain. We question how they expect to maintain a viable and effective system at minimal cost to all producers.

Our second concern is with the system inefficiencies and the incentives, either real or perceived, which are already present in the system even before the possible further payment allowed under clause 8.

The country elevator system is an essential part of Canada's grain handling network. The benefit of that capacity, situated on rail and ready to forward grain at the call of the Canadian Wheat Board, is a major benefit that accrues to all Canadian Wheat Board grain producers. We fully believe that the Canadian Wheat Board could not service their market without the country gathering system. Producer car shippers of Canadian Wheat Board grain receive as much benefit from this elevator system being in place as do the producers who use the country elevator system itself because of the benefit to the board of that storage capacity, on track and on call. We do not believe that the system costs will be reduced by relieving producer car shippers of paying their storage and carrying charges. In fact, we know that they will not. The storage and carrying charges are there regardless of whether they are

[Traduction]

sablement substantielle de la capacité d'entreposage de ce système en un an.

Le deuxième point est qu'en 1986-1987, il y a eu 3 930 wagons de grains de la Commission canadienne du blé chargés par les producteurs. En 1985-1986, une année auparavant, il y en avait eu 1 867. Comme vous pouvez le voir, l'utilisation des wagons affrétés par les producteurs pour les grains de la Commission canadienne du blé a plus que doublé en un an.

Comme le montrent ces chiffres, on assiste à une diminution de la capacité du système des silos ruraux. Tout dernièrement, au cours de la première semaine de juillet, le président de la Commission canadienne du blé, dans un discours qu'il adressait à Prairie Pools Inc., soulevait la question de la nécessité de maintenir le système d'entreposage des grains pour faire face aux récoltes prévues dans les années à venir. Compte tenu des changements climatiques et des encouragements à la croissance, on s'attend à ce que la production dans la région des Prairies augmente de façon substantielle dans le futur. Le président de la Commission a laissé savoir que la capacité d'entreposage du système des silos atteignait un point dangereusement bas et que c'était pour lui une préoccupation majeure.

Si l'utilisation des wagons affrétés par les producteurs augmente, je pense que de plus en plus de silos seront menacés, faute d'un volume suffisant pour en maintenir l'exploitation constante. De même, si l'on continue à encourager l'utilisation des wagons affrétés par les producteurs, cela ne fera qu'accroître le danger d'un volume d'entreposage moindre.

Les inquiétudes que nous causent l'article 8 touchent à deux domaines. Avant de les étudier, il nous faut bien faire comprendre que nous ne proposons pas l'abandon de l'utilisation des wagons affrétés par les producteurs. Ce qui nous inquiète seulement, c'est l'encouragement donné à leur plus grande utilisation. Nous nous inquiétons en premier lieu de la valeur et des avantages du système de collecte régional pour la Commission canadienne du blé et, par conséquent, pour tous les producteurs de grains. Nous nous demandons comment on peut espérer maintenir un système viable et efficace à un coût minime pour l'ensemble des producteurs.

Notre deuxième source de préoccupation tient aux inefficacités du système et aux encouragements, soit réels soit perçus, déjà présents dans le système avant même l'entrée en vigueur de l'éventuel paiement supplémentaire prévu à l'article 8.

Le système des silos ruraux est un élément essentiel du réseau de manutention des grains au Canada. Les avantages de ce système, qui est ferroviaire et prêt à expédier des grains à la demande de la Commission canadienne du blé, sont majeurs pour tous les producteurs de grains de la Commission. Nous croyons vraiment que la Commission canadienne du blé ne pourrait pas desservir ses marchés sans ce système de collecte régional. Les expéditeurs de wagons affrétés par les producteurs de grains de la Commission canadienne du blé retirent autant d'avantages du système des silos en place que les producteurs qui l'utilisent en raison des avantages que présente pour la Commission cette capacité d'entreposage qui fonctionne sur rail et à la demande. Nous ne pensons pas que les coûts du système diminueront même si l'on décharge les expéditeurs de wagons affrétés par les producteurs des frais

[Text]

removed from the shippers of producer cars or not. All that happens is that you transfer those costs from all shippers at the present time to those shippers who use the system, and relieve those costs from a small select group who use producer cars. In fact, the cost per farmer would increase for those who use the system.

As a matter of fact, we may actually see an increase in the total storage cost because of the car allocation procedure that is used whereby the producer cars get first allocation. We may see grain sitting in country elevators longer than it normally would, and thus incurring even more storage costs than it presently does. Therefore, the system could be even more counter-productive.

There are some system inefficiencies that we see in place because of producer car use. First, of course, is the cost of the railway sidings; the maintenance and taxes on those sidings; the capital costs of those sidings which, at the present time, are averaged into the total costs of the transportation rate and paid by all grain shippers, including those who do not utilize those sidings. We do not have any figures on this aspect. We have asked the railways and they either cannot or do not choose to release those figures. Perhaps that is something that this committee could ask the railways when they appear before you.

Also, there are extra switching costs involved in the spotting of producer cars. I do not think anyone will argue with the fact that, every time a train stops and breaks the air connection, while switching out cars, there is a cost involved. As the use of single-car spots or small number car spots increases through the use of producer cars, these switching costs will increase, or will not be reduced, as we reduce the number of our country elevator points. I think we can all relate stories of an elevator being abandoned and the siding utilized for a very small number of producer cars throughout the year. I would suspect the cost per tonne of switching on that particular siding would be extremely high. Again, the railways have been asked for these figures, and we have seen figures of \$2 per tonne switching costs. I assume that that is an estimate. I do not know if that is an exact figure. Again, that may be something you would wish to ask the railways when they appear before you tomorrow.

The railways, in many cases, have stated that producer cars are not loaded in the allocated time and therefore must be picked up on the next train run. This, of course, adds to the car turnaround time, and any time you do not utilize a car to the fullest extent there is then a further cost involved. Almost all

[Traduction]

d'entreposage et de report. En fait, nous savons que ce ne sera pas le cas. Les frais d'entreposage et de report existent indépendamment du fait que les expéditeurs de wagons affrétés par les producteurs en soient déchargés ou non. Ce qui se passe en réalité c'est que vous transférez les coûts subis actuellement par tous les expéditeurs aux expéditeurs qui utilisent le système et que vous supprimez ces coûts au petit groupe choisi qui utilise les wagons affrétés par les producteurs. En fait, le coût par producteur augmentera pour ceux qui utilisent le système.

À vrai dire, il se peut qu'il y ait réellement une augmentation du coût d'entreposage total en raison de la procédure d'affectation des wagons qui est utilisée, les wagons affrétés par les producteurs étant affectés en premier. Il se peut que les grains demeurent dans les silos plus longtemps qu'ils ne devraient et que, de ce fait, les frais d'entreposage soient encore plus élevés qu'ils ne le sont actuellement. Par conséquent, le système pourrait même devenir improductif.

Le système présente quelques inefficacités que nous constatons à cause de l'utilisation des wagons affrétés par les producteurs. En premier lieu, mentionnons évidemment les coûts des voies d'évitement; l'entretien et les taxes de ces voies d'évitement; les coûts en capital de ces voies d'évitement qui, actuellement est calculé en moyenne dans le coût total du prix du transport et qui est payé par tous les expéditeurs de grains, y compris ceux qui n'utilisent pas ces voies d'évitement. Nous ne disposons d'aucun chiffre à ce sujet. Nous les avons demandés aux compagnies de chemin de fer sans les obtenir, soit qu'elles n'aient pas pu ou qu'elles n'aient pas voulu les divulguer. C'est peut-être ce genre de questions que ce comité pourrait poser aux compagnies de chemin de fer lorsqu'elles viendront témoigner.

Il y a également des coûts de manœuvre supplémentaires associés à la mise en place des wagons affrétés par les producteurs. Je ne pense pas que quelqu'un viendra contester le fait que des coûts entrent en jeu chaque fois qu'on arrête un train et qu'on coupe les raccords d'air pendant qu'on manœuvre les wagons. Étant donné que l'utilisation d'emplacement pour un seul wagon ou pour un petit nombre de wagons augmente avec l'utilisation des wagons affrétés par les producteurs, les coûts de manœuvre vont eux aussi augmenter ou bien ne diminueront pas à mesure que nous réduirons le nombre de nos silos ruraux. Je pense que nous pourrions tous raconter l'histoire d'un silo qui a été abandonné et dont la voie d'évitement sert tout au long de l'année à un très petit nombre de wagons affrétés par les producteurs. Je suppose que le coût de manœuvre des wagons à la tonne métrique sur cette voie d'évitement serait extrêmement élevé. Nous avons également demandé ces chiffres aux compagnies de chemin de fer et avons obtenu le chiffre de 2\$ la tonne métrique pour les coûts de manœuvre. Je suppose qu'il s'agit là d'un chiffre estimatif. Je ne sais pas si c'est un chiffre exact. C'est une question que vous aimerez peut-être également poser à ces compagnies lorsqu'elles se présenteront devant le comité demain.

Les compagnies de chemin de fer ont, à plusieurs reprises, déclaré que les wagons affrétés par les producteurs n'étaient pas chargés dans le temps alloué et que, par conséquent, ils devaient être ramassés au prochain passage du train. Ceci augmente évidemment le temps de rotation des wagons et il faut

[Text]

elevator companies have tried to introduce efficiencies into their system: Larger car spots and higher speed allocation —so that you can move grain through and load cars quickly and get the system moving. This, however, is counteracted by the increased use of producer cars, either at the same siding or at other sidings with slower loading and slower pick-up time. To the degree that producer cars increase car cycles, costs chargeable to the system are higher than necessary. For instance, a one-day increase in the car cycle basis of 1984 car usage would require additional car investment of \$116 million for hopper rolling stock. The other side of that is that if we could reduce car turnaround cycles by one day, we could save the requirement for \$116 million in hopper cars.

Incidentally, 1988 is a costing year for the railways and as these costs are included in the costing formula all producers will be paying them.

Because we agree with the pooling of costs, we have not objected to that up to this point. I am speaking of the inclusion of all of the costs of the transportation system being averaged. We agree with the pooling system. However, if producer cars are to be relieved of a portion of their costs of maintaining the system, then we think it is only fair that the offset costs be attributed to them. I do not think they can have it both ways, nor should they expect to.

We believe that the payment out of the pool to users of producer cars will greatly increase the incentive to use them. At present, approximately one per cent of Canadian Wheat Board grain is shipped by producer car. With the extra incentives available, we see this percentage growing to unmanageable proportions. We have seen figures of groups who have suggested that it could be as high as 16 per cent in a very short time. We think that the wheat board would have extreme difficulty in servicing their market with any degree of certainty with this level of producer car use.

The pressures to further rationalize the country elevator system will increase dramatically and the subsequent social and financial impact on the small towns and villages of the prairies will be severe as smaller producers face increasing difficulties in getting their products to market. This is the major problem that we are facing at the present time. It is the rationalization of the country elevator system and the hastening of that rationalization by the use of producer cars.

[Traduction]

donc s'attendre à un coût supplémentaire chaque fois que vous n'utilisez pas un wagon à son maximum. Presque toutes les compagnies de silos ont essayé de rationaliser leur système: mise en place de plus grands emplacements de wagons et augmentation de la vitesse des affectations, de sorte que l'on puisse transférer les grains et charger les wagons rapidement sans interrompre le système. Ceci toutefois est contrecarré par l'utilisation accrue des wagons affectés par les producteurs, soit sur la même voie, soit sur d'autres voies d'évitement, avec des temps de chargement et de ramassage plus lents. Dans la mesure où les wagons affrétés par les producteurs augmentent la durée de rotation des wagons, les coûts imputables au système sont plus élevés que nécessaires. Par exemple, une augmentation d'un jour de la durée de rotation d'un wagon, sur la base de l'utilisation des wagons en 1984, demanderait des investissements supplémentaires de l'ordre de 116 millions de dollars en ce qui concerne le parc des wagons-trémies. La contrepartie de cela, c'est que si nous pouvions réduire d'un jour la durée de rotation des wagons, nous pourrions éviter de dépenser ces 116 millions de dollars pour des wagons-trémies.

Incidemment, 1988 est une année d'établissement des prix de revient pour les chemins de fer et comme ces coûts sont inclus dans la formule d'établissement des prix de revient, tous les producteurs vont les payer.

Étant donné que nous sommes d'accord avec la mise en commun des coûts, nous ne nous sommes pas opposés à cela jusqu'à maintenant. Je parle de l'inclusion de l'ensemble des coûts du système de transport calculés en moyenne. Nous approuvons le système de mise en commun. Toutefois, si les utilisateurs de wagons affrétés par les producteurs doivent être déchargés d'une partie des coûts d'entretien du système, nous estimons alors qu'il est simplement équitable que des coûts compensatoires leur soient imputés. Je ne pense pas qu'ils s'attendent à jouer sur les deux tableaux, ni qu'ils l'espèrent.

Nous pensons que les paiements versés par les pools aux utilisateurs de wagons affrétés par les producteurs inciteront encore davantage à les utiliser. Actuellement, environ 1 p. 100 des grains de la Commission canadienne du blé est expédié au moyen des wagons affrétés par les producteurs. Avec les encouragements supplémentaires envisagés, nous voyons que ce pourcentage atteindra des proportions impossibles. D'après les chiffres de certains groupes, il est prévu qu'il pourrait être de l'ordre de 16 p. 100 très rapidement. Nous estimons que la Commission canadienne du blé trouvera extrêmement difficile de desservir ses marchés avec certitude compte tenu d'un tel niveau d'utilisation des wagons affrétés par les producteurs.

Les pressions qui s'exercent pour davantage rationaliser le système des silos ruraux augmenteront considérablement et les répercussions sociales et financières que connaîtront ultérieurement les petites villes et les villages des Prairies seront sérieuses lorsque les petits producteurs feront face à des difficultés croissantes pour mettre leur production en marché. Voilà le principal problème auquel nous nous heurtons en ce moment: la rationalisation du système des silos ruraux et l'accélération de cette rationalisation par l'utilisation des wagons affrétés par les producteurs.

[Text]

I attended a meeting last night in my district to announce an elevator closure. This year 163 hopper cars were shipped from that elevator. From the same site, there were 63 producer cars. Normally 5,000 tonnes would have gone through that elevator.

Senator Barootes: Where was that?

Mr. Strath: That was in Montheith which is just southwest of Souris on the main CP Estevan line. It is the main line. It is not a branch line. It has full hopper use. That 5,000 tonnes was the difference between being able to keep that point open and having to close it.

The unfortunate part of that is that the small shippers who supported the system now have to go a considerably further distance to adjoining points. The producer car users will continue to utilize that siding because I expect the siding will remain. That particular siding is railway-owned.

These are the issues we face in the country and they are warranting increasing concern, not only in terms of their impact on the total grain gathering system and on the Canadian Wheat Board's ability to service its market, but in terms of the social and financial impact they will have on the majority of grain producers, because they are in the majority.

We are at a loss to justify the reasoning behind the proposed change to the pooling system. A very small minority will benefit at the expense of the remainder. Prairie agriculture has survived and generally prospered under a sharing of costs and benefits under the Canadian Wheat Board marketing system. If this is to continue, the principle of pooling must be maintained.

In concluding this presentation, Prairie Pools Inc., on behalf of the farmer-owners of the Alberta Wheat Pool, the Saskatchewan Wheat Pool and the Manitoba Pool elevators, would request that Bill C-92 be amended to delete those clauses relating to the waiving of carrying charges for grain shipped by producer cars. The pools would also request that consideration be given to tightening the authority given to the wheat board in its borrowing and investing practices so as to eliminate any undue risk and/or speculation.

We have some specific comments if you have questions on these two particular recommendations.

The Chairman: Do either Mr. Livingstone or Mr. Howe wish to make a general comment? If not, honourable senators, I would propose to ask Mr. Strath to give us the general comments on the two recommendations and then we will proceed to questions.

Mr. Strath: Our first recommendation is that clause 8 be deleted because it does specifically relate to the payment of a specific amount to users of producer cars.

[Traduction]

J'assistais hier soir à une réunion dans mon district pour annoncer la fermeture d'un silo. Cette année, 163 wagons-trémies ont été expédiés à partir de ce silo, ainsi que 63 wagons affrétés par les producteurs. Normalement, 5 000 tonnes de grains auraient dû passer par ce silo.

Le sénateur Barootes: Où était-ce?

M. Strath: A Monteith, une ville située juste au sud-ouest de Souris sur la ligne du CP menant à Estevan. Il s'agit de la ligne principale et non d'une ligne secondaire. Elle est utilisée à pleine capacité par les wagons-trémies. Ces 5 000 tonnes faisaient la différence entre continuer à faire fonctionner ce silo ou bien le fermer.

Le côté négatif de tout cela c'est que les petits expéditeurs qui faisaient fonctionner le système doivent se rendre maintenant dans les silos voisins qui sont considérablement plus loin. Les utilisateurs de wagons affrétés par les producteurs continueront à utiliser cette voie d'évitement parce que je m'attends à ce qu'elle reste en place. Elle appartient à une compagnie de chemin de fer.

Tels sont les problèmes auxquels nous nous heurtons et qui nous inquiètent de plus en plus, non seulement en raison des répercussions qu'ils auront sur l'ensemble du système de ramassage des grains et sur la capacité de la Commission canadienne du blé à desservir ses marchés, mais également en raison des incidences sociales et financières qu'ils auront sur la majorité des producteurs de grains parce qu'ils sont en majorité.

Nous sommes dans l'impossibilité de justifier les raisons qui ont poussé à modifier le système de mise en commun. Cela ne bénéficiera qu'à une très petite minorité au détriment des autres. L'agriculture des Prairies a survécu et a généralement prospéré grâce au partage des coûts et des profits dans le cadre du système de mise en marché de la Commission canadienne du blé. Si l'on veut que cela continue, le principe de la mise en commun doit être maintenu.

Pour conclure cet exposé, Prairie Pools Inc., au nom des propriétaires producteurs de l'Alberta Wheat Pool, du Saskatchewan Wheat Pool et des silos du Manitoba Pool, demande que le projet de loi C-92 soit modifié et que soient supprimés les articles traitant de l'abandon des frais de stockage sur les grains expédiés grâce aux wagons affrétés par les producteurs. Les pools désireraient également qu'on envisage de renforcer les pouvoirs d'emprunter et d'investir de la Commission canadienne du blé, de façon à éliminer toute spéculation et tout risque indu.

Nous avons quelques commentaires particuliers à ajouter si vous avez des questions à poser sur ces deux recommandations.

Le président: Est-ce que monsieur Livingstone ou monsieur Howe désirerait faire des commentaires? Dans le cas contraire, honorables sénateurs, je demanderai à monsieur Strath de nous faire part de ses commentaires sur les deux recommandations précédentes et ensuite nous passerons aux questions.

M. Strath: Notre première recommandation est que l'article 8 soit supprimé parce qu'il a trait précisément au versement d'un montant particulier aux utilisateurs de wagons affrétés par les producteurs.

[Text]

There are a number of ways to deal with the second recommendation. We are not financial experts and we are not experts in drafting legislation but we do have some concerns with the proposal as it is related to the borrowing and investing power of the Canadian Wheat Board. We are not suggesting we know how to amend the bill to cover our concerns. One way might be to restrict the countries involved to Canada and the United States. I say this because the Canadian Wheat Board sells its product in American dollars. If there is a dramatic change in the relationship of the Canadian to the American dollar, that triggers a loss in an investment that we have in the United States. That loss is covered by the increase in the value of the product sold. It is almost a perfect hedge.

If the Canadian lending institutions and other institutions involved in Canada in future transactions with the Canadian Wheat Board need some competition, we think the inclusion of the United States in the allowable area of investment or borrowing might give that kind of competition. We have some real concerns about going out into the Japanese or the European money markets because of some of the news items regarding provincial borrowing and the losses incurred. I believe Mr. Livingstone will refer you to an article related to that specific area.

Mr. Doug Livingstone, President, Alberta Wheat Pool: It might be of interest to the committee to table this particular news article. Yesterday evening I was reading the publication *Grain Matters*, published by the Canadian Wheat Board, wherein questions are asked by producers. They always include a question and answer page in this publication. I found one of those articles rather interesting and thought it might be pertinent to some of the reasons we consider the exclusion of clause 8 an important matter.

One of the producers asked why he should deliver his grain to the Canadian Wheat Board prior to the end of the crop year particularly when there is a potential for a higher market. The answer was that the Canadian Crop year ends July 31 and that well before the new crop of grain becomes available there needs to be two or three months supply available in order to keep serving customers.

That was a year-end reason, but there are other times of the year when it is important to have that surge capacity in place and why a country with an elevator gathering system is so necessary. There are cold weather periods when deliveries are a lot sparser; there a seeding and harvesting times when farmers have other things to do besides delivering grain to an elevator system and that surge capacity keeps a 12-month system working.

Another interesting question appeared in the same *Grain Matters*. It was an inquiry from a producer objecting to paying the \$50 administration fee per producer car for Canadian Wheat Board grains. He asked why the Canadian Wheat Board did not handle these matters itself. I will not read the

[Traduction]

Quant à la deuxième recommandation, il y a plusieurs façons de la traiter. Nous ne sommes ni des experts financiers ni des juristes, mais nous sommes quelque peu inquiets de cette proposition dans la mesure où elle porte sur le pouvoir d'emprunter et d'investir de la Commission canadienne du blé. Nous ne voulons pas dire que nous savons comment modifier le projet de loi pour remédier à nos problèmes. Un des moyens envisagés serait de limiter les pays concernés au Canada et aux États-Unis. Je dis cela parce que la Commission canadienne du blé vend ses produits en dollars américains. S'il se produit des changements importants dans les relations entre le dollar canadien et le dollar américain, cela provoquera des pertes dans les investissements que nous avons faits aux États-Unis. Ces pertes seront compensées par l'augmentation de la valeur du produit vendu. C'est une couverture parfaite.

Si les établissements de crédit canadiens ou d'autres institutions engagées au Canada dans de futures transactions avec la Commission canadienne du blé ont besoin d'un peu de concurrence, nous pensons que le fait d'inclure les États-Unis dans la zone permise des investissements et des emprunts pourrait apporter le genre de compétition recherché. Nous hésitons réellement à aller sur les marchés japonais et européens en raison de quelques-unes des nouvelles dispositions relatives aux emprunts provinciaux et à cause des pertes subies. Je pense que monsieur Livingstone va faire référence à un article portant sur ce sujet particulier.

M. Doug Livingstone, président, Alberta Wheat Pool: Il pourrait être intéressant pour le comité d'être saisi de cet article de journal. Hier soir, je lisais la revue «Grain Matters», qui est publiée par la Commission canadienne du blé, dans laquelle les producteurs peuvent poser des questions. Cette publication comporte toujours une page de questions et de réponses. J'ai trouvé un de ces articles plutôt intéressant et j'ai pensé qu'il pourrait avoir rapport à quelques-unes des raisons pour lesquelles nous considérons la suppression de l'article 8 importante.

Un des producteurs a demandé pourquoi il devrait livrer son grain à la Commission avant la fin de la campagne agricole, surtout s'il y a des possibilités que le prix du marché augmente. La réponse est que la campagne agricole au Canada se termine le 31 juillet et que bien avant qu'une nouvelle récolte de grain ne devienne disponible, il faut avoir une réserve de deux ou trois mois pour pouvoir continuer à servir les clients.

Voilà une raison fondée sur le facteur de fin d'année, mais il y a d'autres périodes de l'année où il est important d'avoir cette capacité de livraison rapide et c'est pourquoi un système d'entreposage dans des silos est si nécessaire pour un pays. Il survient des périodes de temps froid où les livraisons sont beaucoup plus rares; il y a aussi des périodes de semence et de récoltes où les fermiers n'ont pas qu'à livrer le grain aux éleveurs, et cette capacité permet au système de fonctionner 12 mois par année.

D'autres intéressantes questions ont été posées concernant le même domaine des grains. Un producteur trouvait à redire contre l'obligation de verser un droit d'administration de 50 \$ par wagon affrété pour le grain livré à la Commission canadienne du blé. Il a demandé pourquoi la Commission ne s'occu-

[Text]

complete answer, but basically it outlines some things about the country's system that are already in place and that may be taken for granted. The answer states:

A fairly complex procedure is necessary for recording and maintaining delivery information. Western grain stabilization and cash advance deductions might have to be taken. A cash ticket must be issued to the producer and a cheque redemption program would have to be maintained. In addition, a system would have to be maintained for recording and controlling warehouse receipts, maintenance and pay-out on deferred cash tickets, and making appropriate entries in the permit book.

A very efficient system is already in place with our agents who, at the same time, handle grain delivered through the elevator system and also non-Board producer car shipments.

What that is indicating is that there is more to a country elevator than its just being a storage bin. There is an administrative office that does a lot more for a producer than merely setting up a place to store grain. All of the paperwork has to be done and there are costs incurred in that system.

Mr. Strath was talking about the elevator closure last night on a siding owned by a railway. Many of those sidings are owned and paid for by the companies. We paid \$125 per foot to put in a siding. Quite often we see a producer car sitting on it, loading it and the producer will say that he does not incur any costs in this system. However, part of the costs of running that elevator are helping to pay for that siding. I do not think that should be neglected.

The Chairman: Mr. Strath, you referred to some materials you thought you might like appended to the presentation. Do you want to put them on the record now?

Mr. Strath: They are articles from a newspaper.

The Chairman: I will ask the clerk to have them duplicated and circulated.

Senator Barootes: For the record, should we not indicate which newspaper this was published in?

Mr. Strath: I believe it was published in the *Winnipeg Free Press* I do not have the date.

Senator Barootes: I am only going to ask questions covering two areas. The first question has to do with clause 2. You may not have been here this morning, Mr. Strath, when we heard the witness from the wheat board, Mr. Anders Bruun.

Mr. Strath: No, I was not present.

Senator Barootes: I am not going to go through your whole presentation, but he gave contrary evidence to some of the statements made here about the wheat pool. In terms of clause 2, it was pointed out that a minimum of \$8 million to \$10 million is estimated to accrue to producers through this slightly

[Traduction]

paît pas elle-même de ces questions. Je ne ferai pas lecture de la réponse complète, mais celle-ci résume certaines dispositions du système national déjà existantes, dispositions qu'on tient peut-être pour acquises. Voici un aperçu de la réponse:

Une procédure assez complexe est nécessaire pour l'enregistrement et la tenue à jour des renseignements sur la livraison. On peut devoir tenir compte des mesures de stabilisation applicables au grain de l'Ouest et des retenues anticipées en espèces. Un bon au comptant doit être remis au producteur et il faudrait réaliser un programme de remboursement des chèques. En outre, il faudrait enregistrer et contrôler les récépissés d'entrepôt, continuer de s'occuper des bons de paiement différé et les payer, et faire les inscriptions qui s'imposent dans le livret de permis.

Il existe déjà un système très efficace selon lequel nos agents s'occupent à la fois du grain livré à nos éleveurs et des envois expédiés par des wagons affrétés par les producteurs qui ne passent pas par la Commission.

Il en ressort que les silos régionaux ne sont pas purement et simplement que des lieux d'entreposage. Un bureau administratif intervient qui fait beaucoup plus pour le producteur que de simplement aménager une installation pour l'entreposage du grain. Toutes les formalités administratives doivent être remplies et ce système entraîne des coûts.

M. Strath parlait hier soir de la fermeture d'un silo situé sur une voie d'évitement propriété d'une compagnie de chemin de fer. Les compagnies paient pour un bon nombre de ces voies d'évitement et en sont propriétaires. Nous avons payé 125 \$ le pied pour faire construire une voie d'évitement. Bien souvent un wagon affrété par le producteur y est garé pour le chargement et le producteur dira qu'il ne coûte rien au système. Par contre, une partie des coûts d'exploitation de ce silo contribuent à payer cette voie d'évitement. Il faut en tenir compte.

Le président: Monsieur Strath, vous avez parlé de certains documents que vous aimeriez présenter à l'occasion de votre exposé. Voulez-vous les déposer maintenant?

M. Strath: Il s'agit d'articles d'un journal.

Le président: Je vais demander au greffier de les reproduire et de les faire circuler.

Le sénateur Barootes: Pour mémoire, ne devrions-nous pas indiquer de quel journal ils sont tirés?

M. Strath: Je pense qu'ils ont été publiés dans le *Winnipeg Free Press*, mais je n'ai pas la date.

Le sénateur Barootes: Je me contenterai de poser des questions dans deux domaines. Les premières concernent l'article 2. Vous n'étiez peut-être pas ici ce matin, monsieur Strath, au moment du témoignage d'un membre de la commission du blé, M. Anders Bruun.

M. Strath: Non, je n'étais pas présent.

Le sénateur Barootes: Je ne reprendrai pas tout votre exposé, mais il a présenté des témoignages contraires à certaines affirmations faites devant nous concernant le wheat pool. En ce qui concerne l'article 2, on a mentionné que ce petit élargissement du champ de compétence en matière d'investisse-

[Text]

enlarged area of authority in their investing and borrowing. Have you any comment on that?

Mr. Strath: No, and if that can be achieved, I guess we laud the proposal. Is there any indication that there will not be the possibility of an \$8 to \$10 million loss? That is where our concern lies.

Senator Barootes: I think he pointed out the safeguards that are in the bill. You mentioned one of them today, which is hedging, hedging of the money you borrowed or invested, and the other was the inverse relationship of the cost of American money to the price that you are selling the wheat at in American dollars. That is, in itself, not a perfect hedge but a hedge, nonetheless.

They even mentioned that the \$8 to \$10 million might be the minimum amount that would accrue to the Canadian Wheat Board and, hence, to the producers.

He also gave us the safeguard about the Minister of Finance giving additional protection in that this had to be authorized by him and reviewed by another group of rather conservative investors, those in the Department of Finance.

Have you any comment on that?

Mr. Strath: Yes, and I have two questions on that: Does the Minister of Finance have to approve every transaction the Canadian Wheat Board enters into, and if so, what administrative cost is involved? Secondly, when you talk about the American and Canadian dollar—and we have recognized that—where we have concern is when you get into foreign currencies where there is a great deal more uncertainty as to the relationship of the Canadian and American dollar to those other currencies.

We see the legislation as being very permissive. It does not say anything about hedging or anything else. We are not experts at writing legislation, nor are we financial experts, but we think that somebody who is should take a look at the legislation and make proposed changes that would cover any concern that might be there.

Senator Barootes: Both of those questions are valid. Clause 2(c) says "Subject to the approval of the Minister of Finance." I presume that means approval in each instance.

But in the second place, in the past the Canadian Wheat Board has been utilizing investments and borrowings through banks, trust companies and credit unions, both in American and Canadian dollars, all of which ran the same risk.

Mr. Strath: I thought it was restricted to Canadian institutions.

Senator Barootes: When we asked that question this morning we were told this would be, just as you mentioned, borrow-

[Traduction]

ment et d'emprunt devrait rapporter aux producteurs de 8 à 10 millions de dollars au minimum. Avez-vous des commentaires à faire là-dessus?

M. Strath: Non, et je crois que la proposition est louable si on parvient à atteindre ce montant. Mais qu'est-ce qui nous garantit qu'on ne risque pas aussi de perdre de 8 à 10 millions de dollars? Voilà notre préoccupation.

Le sénateur Barootes: Je crois qu'il a bien insisté sur les mesures de protection contenues dans le projet de loi. Vous avez mentionné une de ces mesures aujourd'hui, à savoir les opérations de couverture sur les emprunts et investissements, l'autre étant le rapport inverse entre le coût de l'argent américain et le prix auquel vous vendez le blé en devises américaines. Dans ce dernier cas, il ne s'agit pas d'une couverture parfaite, mais d'une couverture tout de même.

Ils ont même mentionné que la somme de 8 à 10 millions de dollars serait le montant minimal qui reviendrait à la Commission canadienne du blé et, par conséquent, aux producteurs.

Il nous a aussi parlé d'une autre mesure qui offre une protection additionnelle, à savoir qu'une telle opération financière doit être autorisée par le ministre des Finances et examinée par un autre groupe d'investisseurs plutôt prudents, ceux du ministère des Finances.

Avez-vous des commentaires à faire là-dessus?

M. Strath: Oui, et j'ai aussi deux questions à ce sujet: Est-ce que le ministre des Finances doit approuver chaque opération financière de la Commission canadienne du blé et, si tel est le cas, quels sont les coûts administratifs de l'intervention du ministre? Deuxièmement, lorsque vous parlez du dollar américain et du dollar canadien—là nous sommes d'accord—mais ce qui nous inquiète c'est quand vous vous aventurez dans les devises étrangères vu que les fluctuations du taux de change entre ces devises et le dollar canadien et le dollar américain sont très imprévisibles.

Nous considérons cette législation comme étant très facultative. Le projet de loi ne parle ni d'opérations de couverture ni d'autre chose qui s'y apparente. Nous ne sommes pas des experts dans la rédaction de lois, pas plus que nous ne sommes des spécialistes financiers, mais nous estimons que des gens compétents dans ces domaines doivent examiner ce projet de loi et y apporter des modifications de manière à combler les lacunes de cette législation.

Le sénateur Barootes: Vos deux questions sont tout à fait fondées. L'alinéa (c) de l'article 2 stipule «Sous réserve de l'approbation du ministre des Finances». Je suppose que cela signifie que l'approbation du ministre est requise dans chaque cas.

En ce qui a trait à la deuxième question, la Commission canadienne du blé a jusqu'à maintenant fait ses placements et emprunts à travers des banques, des sociétés de fiducie et des coopératives de crédit, en dollars américains et en dollars canadiens, les risques étant les mêmes pour tous.

M. Strath: Je croyais que cela était limité aux institutions canadiennes.

Le sénateur Barootes: Lorsque nous avons posé cette question ce matin, on nous a répondu que, comme vous venez de le

[Text]

ings and investments only in Canadian and American dollars, which are the two types of currencies they presently utilize. So I think that safeguard has already been provided for.

Mr. Strath: The proposed transactions will only be in those currencies?

Senator Barootes: That is my understanding.

Mr. Strath: That is not in the legislation. That is why we have concerns.

Senator Barootes: I asked specifically whether they would be dealing in yens or marks, and so forth, and they said, "No, only in Canadian and American dollars."

The third has to do with philosophy. You are concerned that there could be losses, but there can be gains.

Mr. Strath: We recognize that.

Senator Barootes: Your attitude is one that the government is not guaranteeing the losses. Of course, if you are going to take a chance on making gains, you have to be subject to incurring losses. I got the impression from the early part of your presentation that your criticism regarding clause 2 was that, in allowing the pools to do this, there was no guarantee that the losses that might occur—and I am told there is little chance of that—would not be guaranteed. Of course, the person guaranteeing the losses should also have the gains, do you not think?

Mr. Strath: Yes, if that person is in that kind of business. I do not think the Canadian Wheat Board should be in the speculative money business. Frankly, they are there to market our grain. If there is some advantage to borrowing without undue risk, then we are for that, but if there is going to be a risky venture, we do not think that is the kind of business the Canadian Wheat Board should be in.

Senator Barootes: You said they should not be in the business of speculating in currencies, that the Wheat Board is there to sell your grain. In order to sell your grain, is it not understood that the Wheat Board must borrow money at certain times of the year in considerable quantities?

Mr. Strath: Yes.

Senator Barootes: And should they not borrow those moneys at the cheapest rate possibly?

Mr. Strath: Without undue risk.

Senator Barootes: Undue risk is subjective. Is undue risk dealing with Dome Petroleum?

Mr. Strath: Again, I am not suggesting that the Canadian Wheat Board invest in Dome Petroleum. We believe that the currency market is a risky market. It is subject to great fluctuations, as we all know. I think we can all point to various government agencies, including the Farm Credit Corporation, that lost considerable amounts of money last year in the Japanese yen. As I recall, I think that corporation lost \$14 million,

[Traduction]

mentionner, les placements et emprunts se feraient uniquement en dollars canadiens et en dollars américains, qui sont les deux devises utilisées par la Commission actuellement. Par conséquent, je crois qu'il y a déjà là une bonne protection.

M. Strath: Mais est-ce que les transactions proposées se feront vraiment dans ces deux devises?

Le sénateur Barootes: C'est ce que j'en déduis.

M. Strath: Cela ne figure pas dans le projet de loi. C'est ça qui nous préoccupe.

Le sénateur Barootes: Je leur ai demandé précisément s'ils allaient négocier en yens ou en marks, ou en toute autre devise, et ils ont répondu «Non, seulement en dollars canadiens et en dollars américains».

Vous avez soulevé aussi un point d'ordre théorique. Vous craignez qu'il y ait des pertes, mais il peut y avoir aussi des gains.

M. Strath: Nous l'admettons.

Le sénateur Barootes: Ce qui vous inquiète c'est que le gouvernement ne se porte pas garant des dettes. Il est évident que lorsqu'on prend un risque dans l'espoir de faire des gains, on doit aussi être prêt à subir des pertes. La première partie de votre exposé me donne l'impression que vous critiquez l'article 2 parce que, en permettant aux pools d'investir avec un certain risque, les pertes éventuelles—et on me dit qu'il y a très peu de risque que cela se produise—ne seront pas garanties. Il me semble que la personne qui se porte garante des pertes doit aussi avoir droit aux gains, ne croyez-vous pas?

M. Strath: Oui, si cette personne est dans ce genre d'affaire. Je ne crois pas que la Commission canadienne du blé doive s'engager dans des opérations monétaires spéculatives. Après tout, la Commission est là pour faire la mise en marché de notre blé. Si une bonne occasion se présente d'emprunter sans courir de risques excessifs, nous sommes d'accord, mais nous ne croyons pas que c'est le rôle de la Commission canadienne du blé de s'engager dans des opérations risquées.

Le sénateur Barootes: Vous avez dit que la Commission canadienne du blé ne doit pas spéculer sur les devises et qu'elle est là pour vendre votre blé. Vous savez bien que pour vendre votre blé la Commission doit emprunter des sommes considérables à certaines périodes de l'année.

M. Strath: C'est vrai.

Le sénateur Barootes: Ne doit-elle pas emprunter au taux d'intérêt le plus bas possible?

M. Strath: Mais sans courir de risques excessifs.

Le sénateur Barootes: C'est une opinion subjective. Est-ce un risque excessif que d'investir dans Dome Petroleum?

M. Strath: Encore une fois, je ne dis pas que la Commission canadienne du blé doive investir dans Dome Petroleum. Nous croyons que le marché des devises est un marché risqué. Il est sujet à de fortes fluctuations des cours comme nous le savons tous. Je crois que nous pouvons pointer du doigt plusieurs organismes gouvernementaux, y compris la Société du crédit agricole, qui a subi des pertes considérables l'année passée en yens japonais. Si je me souviens bien, cette société a essuyé une

[Text]

but I stand to be corrected on that. That is the kind of concern we are raising.

Senator Barootes: I think we were assured this morning that these transactions would be in Canadian and American dollars.

Mr. Strath: We would be more comfortable if that were in the legislation.

Senator Barootes: You were good enough to mention the great newspaper of the great city of Winnipeg, the *Winnipeg Free Press*. I want to ask you a question about an article in that newspaper. It seems to me that over the past few years the pools have been careful about keeping their increases in elevating costs at a fairly moderate level. You mentioned your own home town and the observation that you saw was a single, selective observation.

During the past three years they have been conservative in these cost increases, but today the great *Winnipeg Free Press* says that the Manitoba Wheat Pool has filed to increase for elevation charges from \$7 to \$8.20 per tonne, which, in percentage terms, is a 17 or 18 per cent increase.

Have you any comment on that?

Mr. Strath: Yes. You say that we have been conservative about increasing costs—

Senator Barootes: In the past.

Mr. Strath: I will quote you our increases. For the year 1984-85, it was zero; for 1985-86, it was 2 per cent; for 1986-87, it was zero; for 1987-88, it was zero. We did that knowing full well the costs of operating the system were going up, but that the farmers could not afford any increases because their prices were going down.

This year we have seen a substantial increase, some \$30 a tonne, in the price of red spring wheat. We are asking for \$1.30 of that increase to help cover some five years of catch up.

The country elevator system has been losing money over the past several years. The rationalization system is an expensive one. If you close a couple of country elevators you have to make substantial investment to replace that storage and handling capability. That is a very expensive process.

We could sit and do nothing and not spend any money, but eventually that runs down to nothing. So, yes, we have increased the handling charge, but I think that is with justification and history bears out the fact that we have maintained the charges when producers were in extreme difficulty regarding prices. This year they have had an increase in price, and we are asking for a small part of that increase.

Senator Barootes: Over the past three years you have been ultra careful because, as you have said, you knew that farmers were in a state of hardship.

Do you believe that farmers are not in a state of hardship this year?

[Traduction]

perte de 14 millions de dollars, mais je suis prêt à me faire corriger là-dessus. C'est ce genre d'opérations que nous dénonçons.

Le sénateur Barootes: Je crois qu'on nous a assurés ce matin que les transactions se feraient en dollars canadiens et en dollars américains.

M. Strath: Nous serions davantage rassurés si cela figurait dans le projet de loi.

Le sénateur Barootes: Vous avez été bien aimable de parler du prestigieux journal de la belle ville de Winnipeg, le *Winnipeg Free Press*. J'aimerais vous poser une question au sujet d'un article paru dans ce journal. Il me semble qu'au cours des dernières années les pools ont fait attention de ne pas trop augmenter les prix. Vous avez mentionné votre ville natale et ce que vous y avez observé est un cas particulier et isolé.

Au cours des trois dernières années, les augmentations de prix ont été modérées, mais aujourd'hui le *Winnipeg Free Press* annonce que le Manitoba Wheat Pool a demandé l'autorisation d'augmenter le prix de mise en élévateur de 7 \$ à 8,20 \$ la tonne, ce qui représente une hausse de 17 à 18 p. 100.

Avez-vous des commentaires à faire là-dessus?

M. Strath: Oui. Vous dites que nous avons augmenté les prix de façon modérée—

Le sénateur Barootes: Par le passé.

M. Strath: Depuis 1984 jusqu'à aujourd'hui, nous n'avons pas augmenté les prix sauf en 1985-1986 où l'augmentation a été de 2 p. 100. Pendant ce temps nos frais d'exploitation du système continuaient d'augmenter, mais nous savions que les agriculteurs ne pouvaient pas absorber d'autres augmentations puisque le prix du blé était à la baisse.

Cette année, le prix du blé roux de printemps a connu une hausse considérable, soit d'environ 30 \$ la tonne. Nous ne demandons que 1,30 \$ de cette augmentation afin de couvrir les pertes subies au cours des cinq dernières années.

Le réseau de silos régionaux fonctionne à perte depuis quelques années. Le programme de rationalisation coûte très cher. Si on ferme deux silos régionaux, on doit faire des investissements importants pour les remplacer. C'est un processus très coûteux.

Nous pourrions rester là sans rien faire et sans dépenser d'argent, mais cela finirait par ne rien donner. Alors, oui, nous avons augmenté les frais de manutention, mais je crois que l'augmentation est justifiée et l'histoire montre que nous avons maintenu ces frais à un niveau raisonnable lorsque le prix du blé était très bas et que les producteurs se trouvaient dans une situation extrêmement difficile. Cette année le prix du blé a augmenté, et nous ne voulons qu'une petite part de cette augmentation.

Le sénateur Barootes: Au cours de ces trois dernières années vous avez été extrêmement prudents parce que, comme vous l'avez mentionné, vous saviez que les agriculteurs se trouvaient dans une situation difficile.

Ne croyez-vous pas que les agriculteurs se trouvent encore cette année dans une situation difficile?

[Text]

Mr. Strath: No, they are still in a state of hardship, but they are getting an increase. The country elevator system, which they own, is also in a state of hardship. We need more capital to operate the system.

Senator Barootes: Did the Manitoba Wheat Pool lose money last year?

Mr. Strath: Yes.

Senator Barootes: And the year before?

Mr. Strath: No.

Senator Barootes: So you have had one year of red ink?

Mr. Strath: We are not making a return on investment, if that is what you are asking, and have not for some time.

Senator Barootes: I wanted to bring to your attention that this is a substantial increase in a year that is not, by any means, a red banner year for farming in western Canada.

Am I to anticipate that Manitoba's example will be followed by Alberta and Saskatchewan this year?

Mr. Livingstone: If you are asking would the same kind of thing happen in Alberta, I can say that we have held the line three out of four years with zero increases and, yes, we have filed for a tariff increase this year.

Senator Barootes: You have filed?

Mr. Livingstone: Yes.

Senator Barootes: Could you tell us what the amount will be?

Mr. Livingstone: Slightly less than 10 per cent.

Senator Barootes: Slightly less than 10 per cent. Manitoba is talking about a 16, 17 or 18 per cent increase.

What about Saskatchewan?

Mr. Ray Howe, Vice President, Saskatchewan Wheat Pool: Saskatchewan is in a similar position. We filed for an increase just under 10 per cent. We have had increases in two of the past three years, zero, 2 per cent and 2 per cent. There was a zero increase last year and a 2 per cent increase for the two prior years.

Senator Barootes: So we will see elevating charges somewhat increased this year.

Do you gentlemen believe that that increase in elevating charges—and perhaps other carrying charges; I do not know because you have not mentioned those—will be a stimulus to the use of more and more producer cars?

Mr. Strath: That is certainly possible.

Senator Barootes: You may be causing this rather than clause 8.

Mr. Strath: On the other side of it, we are no good to anybody if we let the system deteriorate, and that is what would happen if we did not cover our costs.

[Traduction]

M. Strath: Oui, ils sont toujours dans une situation difficile, mais ils ont obtenu une augmentation. Le réseau de silos régionaux, qui leur appartient, est aussi dans une situation difficile. Nous avons besoin d'autres capitaux pour faire fonctionner le réseau.

Le sénateur Barootes: Est-ce que le Manitoba Wheat Pool a perdu de l'argent l'année passée?

M. Strath: Oui.

Le sénateur Barootes: Et l'année d'avant?

M. Strath: Non.

Le sénateur Barootes: Donc, vous avez eu une seule année déficitaire?

M. Strath: Nous ne faisons pas de bénéfice et ce, depuis quelques années, si c'est ça que vous voulez savoir.

Le sénateur Barootes: Je voulais attirer votre attention sur le fait qu'il s'agit-là d'une augmentation considérable dans une année qui n'est sûrement pas l'une des meilleures pour les agriculteurs de l'ouest du Canada.

Dois-je m'attendre à ce que l'exemple du Manitoba soit suivi par l'Alberta et la Saskatchewan cette année?

M. Livingstone: Si vous demandez si quelque chose du même genre se produirait en Alberta, je peux dire que nous avons tenu bon trois années sur quatre sans majorations et que, oui, nous avons déposé une demande de majoration tarifaire pour cette année.

Le sénateur Barootes: Vous avez déposé une demande?

M. Livingstone: Oui.

Le sénateur Barootes: Pourriez-vous nous dire pour combien?

M. Livingstone: Un peu moins de 10 p. 100.

Le sénateur Barootes: Un peu moins de 10 p. 100. Le Manitoba parle d'une majoration d'environ 16, 17 ou 18 p. 100.

Qu'en est-il de la Saskatchewan?

M. Ray Howe, vice-président, Saskatchewan Wheat Pool: La Saskatchewan se trouve dans une situation analogue. Nous avons déposé une demande de majoration d'un peu moins de 10 p. 100. Nous avons eu des majorations deux fois en trois ans, zéro, 2 p. 100 et 2 p. 100. Aucune majoration l'an dernier et une majoration de 2 p. 100 les deux années précédentes.

Le sénateur Barootes: Nous assisterons donc à une certaine augmentation des frais d'ensilage en éleveur cette année.

Croyez-vous, Messieurs, que cette augmentation des frais d'ensilage—et peut-être d'autres frais de stockage; je ne sais pas, car vous n'en avez pas parlé—sera un stimulant qui favorisera l'affrètement d'un nombre de plus en plus grand de wagons par les producteurs?

M. Strath: Cela est certainement possible.

Le sénateur Barootes: Vous pourriez produire ce résultat plutôt que l'article 8.

M. Strath: Par contre, nous ne sommes utiles à personne si nous laissons le système se dégrader, et c'est ce qui arriverait si nous ne faisons pas nos frais.

[Text]

We will be facing a lean year next year because of low volumes, and we are a volume oriented business. The railways are volume oriented, just as the whole system is volume oriented. We are looking at somewhere between a 50 per cent to 60 per cent normal crop in western Canada this year, and that has implications throughout the whole system.

There is nothing to say that next year, with good volume, we will reduce those charges.

Senator Barootes: Have you ever reduced charges over the past ten years?

Mr. Strath: Not that I recall, but that does not mean we cannot. We can reduce charges in the middle of the year, if we wish. All we have to do is file 14 days ahead.

Senator Barootes: Can you recall whether the Saskatchewan Wheat Pool has lowered its elevating charges over the past ten or 20 years?

Mr. Howe: No, I cannot. We have made some adjustments during years, but I do not think it has been by way of a lowering of tariff, but in some other way.

Mr. Livingstone: I do not want to be different from my colleagues, but we filed differently this year than we did before, and I can say that we have lowered the tariff on some grains.

Senator Barootes: On some classes of grains?

Mr. Livingstone: On some grains. We have a different tariff on different grains.

Senator Barootes: On grains that are of substance in volume, or some rather unusual types of grain?

Mr. Livingstone: In some circumstances, on grains that have some substance in volume terms.

Senator Barootes: For example, barley?

Mr. Livingstone: Or canola.

Senator Barootes: With respect, Mr. Chairman, that is all I would like to ask now. I would like to come back when others have completed their questions, if they have any.

The Chairman: We will have a second round.

Just to follow up on Senator Barootes' line of questioning, I wonder if I could ask for a general comment on the state of competition. I ask this question because I know one of our members, who unfortunately is not able to be here today, has this in mind. I think it would be well to give you an opportunity to comment generally on the state of competition in the grain industry and the increasing rationalization into the pool system of grain acquisition, sale and distribution, and the effect that that has on competition in rural areas, and how that would apply generally.

[Traduction]

Nous ferons face à une année de vaches maigres l'an prochain à cause du faible volume des récoltes, et le commerce que nous pratiquons est affaire de volume. Il en est de même des chemins de fer, et tout le système est conçu en fonction du volume. Il nous faut nous attendre à une récolte qui atteindra entre 50 et 60 p. 100 de la normale dans l'ouest du Canada cette année, ce qui se répercutera sur tout le système.

Rien ne dit que l'an prochain, avec un volume satisfaisant, nous réduirons ces frais.

Le sénateur Barootes: Vous est-il arrivé de réduire des frais au cours des dix dernières années?

M. Strath: Pas que je me souviens, mais cela ne veut pas dire que nous ne pouvons pas le faire. Nous pouvons réduire les frais au milieu de l'année, si nous voulons. Il suffit de déposer une demande 14 jours à l'avance.

Le sénateur Barootes: Pouvez-vous vous rappeler si le Saskatchewan Wheat Pool a réduit ses frais d'ensilage au cours des 10 ou 20 dernières années?

M. Howe: Non, je ne saurais dire. Nous avons fait certains ajustements durant des années, mais je ne crois pas que cela ait été par le biais d'une réduction de tarif, mais plutôt d'une quelconque autre façon.

M. Livingstone: Je ne veux pas me différencier de mes collègues, mais notre demande de cette année différerait des demandes antérieures, et je peux dire que nous avons réduit le tarif sur certains grains.

Le sénateur Barootes: Sur certaines classes de grains?

M. Livingstone: Sur certains grains. Nous avons un tarif différent sur certains grains.

Le sénateur Barootes: Sur des grains qui représentent un volume substantiel ou sur certaines variétés plutôt inhabituelles de grains?

M. Livingstone: Dans certains cas, sur des grains dont le volume est assez substantiel.

Le sénateur Barootes: Par exemple, l'orge?

M. Livingstone: Ou le canola.

Le sénateur Barootes: Sauf votre respect, Monsieur le président, ce sont là toutes les questions que je voudrais poser pour le moment. Je voudrais revenir quand d'autres auront posé les leurs, s'ils en ont.

Le président: Nous ferons un deuxième tour.

Toutefois, dans la même ligne de pensée que les questions du sénateur Barootes, je me demande si je pourrais demander que l'on traite de l'état de la concurrence d'une façon générale. Je pose cette question parce que je sais qu'elle préoccupe un de nos membres, en particulier, qui est malheureusement empêché d'assister à nos débats aujourd'hui. Je crois qu'il serait bon de vous donner l'occasion de formuler des commentaires d'ordre général sur l'état de la concurrence dans l'industrie des grains et sur la rationalisation qui s'instaure de plus en plus dans le système de regroupement appliqué à l'acquisition, à la vente et à la distribution des grains, et sur l'effet ainsi produit sur la concurrence dans les régions rurales, de même que sur la façon dont cela se généraliserait.

[Text]

This is something that Senator Olson spoke about in his speech on second reading of this legislation. I think it would be a good idea to ask you, as a group or individually, to comment on the concern expressed by him; that is, that there is decreasing competition elevator to elevator and that, accordingly, the producer car initiative is something that will ensure competition. I am just putting the question because this has come up in debate and I think you should comment on it.

Mr. Strath: There are six major grain companies in western Canada, as you know. There is certainly an element of competition between them, although if there are shared volumes at certain points, neither company can afford to spend any money. I suppose it becomes counterproductive in a location like that—it is like two grocery stores in a place where there is only business enough for one. If one does not go out of business, then probably both of them will eventually go out of business and people will wind up with nothing.

I suppose the competition in our case arises in our just remaining viable—we are competing with costs all the time and we face those costs all the time.

As a farmer-owned system, we attempt to provide the service that our producers ask for. We cannot always do that; it is sometimes too expensive, and we have to make adjustments continually on something that is affordable.

While the element of competition is there, it is not the major reason for the rationalization and the consolidation that is going on. It is simply straight economics. Unfortunately, we see things like clause 8 hastening that process unduly so that it becomes extremely difficult for producers, especially smaller producers, to be able to compensate for what is happening if it happens that quickly.

Mr. Howe: In the Saskatchewan Wheat Pool, the tariff is based on service, and I think that is the key word. If our service is what our members expect when they come to our elevators, then they do not, by and large, have a problem with the tariff we charge.

The other point I think should be made is this: You related the increase in the tariff and the increase in country elevator charges to the economic situation in western Canada. What we have to remember, at least as directors and as delegates in the Saskatchewan Wheat Pool, is that the price of grain has risen rather dramatically. We must remember that those farmers that are able to produce the grain this year and sell it in the marketplace will have added returns that will enable them to look after some of the costs. Those farmers that are suffering because of the drought will not have the grain to deliver, and that is another problem to be dealt with in some other way. I think it is important to recognize that. We have to look at that when we consider whether we could ask this year for an

[Traduction]

C'est un sujet dont le sénateur Olson a traité dans son allocution lors de la seconde lecture de ce projet de loi. Je crois que ce serait une bonne idée de vous demander, en tant que groupe ou individuellement, des commentaires sur cette préoccupation qu'il a formulée, nommément sur le fait que la concurrence diminue entre les éleveurs et que, par conséquent, l'affrètement de wagons par les producteurs est une initiative propre à susciter la concurrence. Je pose simplement la question parce qu'elle a été soulevée lors des débats et que je crois opportun que vous la commentiez.

M. Strath: Il y a six grandes sociétés céréalières dans l'Ouest canadien, comme vous le savez. Il y a certainement un élément de concurrence entre elles, quoique, s'il y a un partage des quotas à un endroit ou à un autre, aucun des partenaires ne peut se permettre la moindre dépense. Je suppose que la pratique devient contre-productive dans un tel endroit—c'est comme deux épiceries là où la clientèle n'est suffisante que pour une seule. Si une des deux n'abandonne pas la partie, les deux feront probablement faillite et la clientèle se retrouvera devant rien.

Je suppose que la concurrence, dans notre cas, naît du seul fait de notre survie—nous sommes constamment en concurrence avec le prix de revient et nous devons constamment y faire face.

En tant que système coopératif, nous tentons de fournir le service que réclament nos membres producteurs. Nous ne pouvons pas toujours le faire: c'est parfois trop coûteux, et nous devons sans cesse faire des rajustements sur quelque chose qui est dans la limite de nos moyens.

Bien qu'il y ait un élément de concurrence, ce n'est pas la principale raison pour la rationalisation et la consolidation qui sont en cours. C'est purement une question d'économie. Malheureusement, nous voyons des choses comme l'article 8 hâter indument le processus de sorte qu'il devient extrêmement difficile pour les producteurs, particulièrement les petits producteurs, de pouvoir compenser pour ce qui se produit si cela se produit aussi rapidement.

M. Howe: Au sein du Saskatchewan Wheat Pool, le tarif est basé sur le service, et je crois que c'est là le mot clé. Si notre service correspond à ce que nos membres s'attendent à obtenir lorsqu'ils viennent à nos éleveurs, le tarif que nous exigeons ne fait pas problème pour la plupart d'entre eux.

L'autre précision qu'il y aurait lieu d'apporter, je crois, est la suivante: Vous avez relié la majoration tarifaire et l'augmentation des frais exigés par les silos régionaux à la situation économique dans l'Ouest canadien. Ce que nous devons nous rappeler, au moins en tant que directeurs et en tant que délégués du Saskatchewan Wheat Pool, c'est que le prix des grains s'est élevé de façon assez spectaculaire. Nous devons nous rappeler que les producteurs capables de produire le grain cette année et de le vendre sur le marché réaliseront un surplus de bénéfices qui leur permettra d'absorber partiellement les frais. Les producteurs affectés par la sécheresse n'auront pas de quoi effectuer ces livraisons de grain, et cela est un autre problème qui doit être résolu d'une autre façon. Je crois qu'il est important de reconnaître cet état de choses. Il nous faut en tenir

[Text]

increase in the handling charges through the country elevator system.

Senator Barootes: In your defence, Mr. Howe, I might add that the value of the dollar has dropped considerably with the inflation factor over the last few years.

Mr. Strath: Our costs are higher, yes.

Senator Barootes: In your defence, as I say, the cost of most products and services has risen considerably more than your recent increase, adding the entire five years together.

Mr. Howe: As a farmer, I am only too aware of that, senator.

Senator Barootes: Yes, you had overlooked that little element.

Mr. Strath: Our costs increase every year for labour and everything else.

Senator Barootes: It seems to me that you are not unduly increasing your costs and I think your services are expanding, from what I see of them. You have said that the price of grain has risen. That is quite true. I understand that over the last ten days there has been a reversal in that, however. Am I off base in that understanding?

The Chairman: And while you are at it, what is the price going to be next month?

Senator Barootes: The price has dropped 60 cents or more in the last ten days, has it not?

Mr. Strath: Not the price of Canadian Wheat Board grain, which constitutes over 80 per cent of the grain delivered.

Senator Barootes: I am talking about Chicago Board grain.

Mr. Strath: Yes, the non-board prices have dropped.

Senator Barootes: That will reflect on you, ultimately, will it not?

Mr. Strath: We are looking at the initial prices of Canadian Wheat Board grain and they went up \$30 per tonne.

Senator Barootes: That does not mean anything in the long run, does it?

Mr. Strath: It certainly does to the producer.

Senator Barootes: It will give you money right now, but you do not know at the end of next August, September or October, when the final payment comes in, what it will be, will you? The initial payment does not constitute the return to the farmer on a bushel of wheat, surely, or does it?

Mr. Strath: In some years it has to.

Senator Barootes: Yes, it has, once or twice.

[Traduction]

compte lorsque nous étudions la question de savoir si nous pourrions demander cette année une majoration des frais de manutention par le réseau de silos régionaux.

Le sénateur Barootes: Pour votre défense, M. Howe, je pourrais ajouter que la valeur du dollar a subi une chute considérable en raison du facteur inflationnaire au cours des dernières années.

M. Strath: Nos coûts sont plus élevés, oui.

Le sénateur Barootes: Pour votre défense, comme je dis, le coût de la plupart des produits et services a connu une augmentation considérablement supérieure à votre récente augmentation, si l'on additionne ensemble les cinq années.

M. Howe: En tant que producteur, je n'en suis que trop conscient, Monsieur le sénateur.

Le sénateur Barootes: Oui, vous aviez omis ce petit facteur.

M. Strath: Nos frais augmentent chaque année pour la main-d'œuvre et tout le reste.

Le sénateur Barootes: Il me semble que vous ne majorez pas indûment vos frais et je crois que vos services prennent plus d'ampleur, d'après ce que je peux en voir. Vous avez dit que le prix du grain a augmenté. Cela est tout à fait vrai. Je comprends qu'au cours des dix derniers jours il y a eu là un renversement de la situation, cependant. Est-ce que je me trompe?

Le président: Et, tandis que vous y êtes, quel sera le prix le mois prochain?

Le sénateur Barootes: Le prix a fait une chute de 60 cents ou plus depuis dix jours, n'est-ce pas?

M. Strath: Pas le prix des grains pratiqué par la Commission canadienne du blé, qui constituent au delà de 80 p. 100 des grains livrés.

Le sénateur Barootes: Je parle des grains sur le marché de Chicago.

M. Strath: Oui, les prix autres que ceux que fixe la Commission ont subi une baisse.

Le sénateur Barootes: Qui se répercutera sur vous, au bout du compte, n'est-ce pas?

M. Strath: Nous regardons les prix pratiqués au départ par la Commission canadienne du blé et ils ont grimpé de 30 \$ la tonne.

Le sénateur Barootes: Cela ne veut rien dire au bout du compte, n'est-ce pas?

M. Strath: Cela dit certainement quelque chose au producteur.

Le sénateur Barootes: Cela vous rapportera de l'argent dès maintenant, mais à la fin d'août, de septembre ou d'octobre prochain, lorsque le dernier paiement sera versé, vous ne savez pas de quel ordre il sera, n'est-ce pas? Le premier paiement ne constitue certes pas pour le fermier le bénéfice sur un boisseau de blé, ou au contraire est-ce le cas?

M. Strath: Certaines années, c'est forcément le cas.

Le sénateur Barootes: En effet, ce fut le cas, une ou deux fois.

[Text]

Mr. Strath: At least this year we know that we will get \$30 per tonne more than we did last year. We know that now.

The Chairman: Is there anything further the witnesses wish to say on the general question of competition? I do not think we have given everyone an opportunity to speak.

Mr. Livingstone: If I may, Mr. Chairman, I will say that when I read the senator's comments on the introduction of this bill in the Senate, I noted that one of the remarks he made was that we need that competition to "keep them honest". I do not know whether he meant that because we do not have that competition, we are dishonest—I will not speculate on what was said there. I suppose the question that needs to be asked is this: Why is the competition not there? The competition was there before; they chose to move and we chose to remain.

Senator Barootes: You bought them out.

Mr. Livingstone: No, that was not always the case.

Perhaps I should mention this document, which is an Alberta Wheat Pool internal document for its board of directors. It was tabled at our last board meeting and in it is the documentation of the operating costs for 31 elevators that, in all likelihood, we will close shortly.

In his speech, the senator made another comment to the effect that the system is not changing. Honourable senators, we have reduced our staff by 25 per cent in the last five years and we are handling much more grain than we did at the beginning of that five-year period. We have also reduced our system by over 37 per cent, in terms of the total number of elevators, over the last ten years, although our capacity has not been reduced at that rate. I am not using statistics any different from those of the two gentlemen on either side of me. But what I find intriguing in the whole concept of the need for competition in order to change the system is that the system is changing faster right now than the producers can afford. If we use legislation to hasten that change, I do not know what will happen. We are the competitors out there and we will adapt to such change, but I am not sure that the producers can afford to.

The Chairman: Your comment in the presentation is that there is no lesser cost to the Canadian Wheat Board as a result of the use of producer cars, so it is a direct deficit in the system which has to be borne by those who use the system. I am talking about the portion that would cover elevation and the additional rebate or foregone expense under clause 8. Could you elaborate on this point? I may not have understood it well.

Mr. Strath: The proposal to remit part of the storage and carrying charges was originally put forward as a means by which producers could save money. I believe it was part of a recommendation of the House of Commons committee regarding producer costs. I suppose our concern is that that is a false

[Traduction]

M. Strath: Au moins cette année nous savons que nous obtiendrons 30 \$ la tonne de plus que l'an dernier. Nous le savons maintenant.

Le président: Le témoin aurait-il quelque chose à ajouter concernant la question générale de la concurrence? Je ne pense pas que nous ayons donné à tout le monde la possibilité d'émettre son opinion.

M. Livingstone: Si je puis me permettre, monsieur le président, je dirai que lorsque j'ai lu les commentaires du sénateur concernant la présentation de ce projet de loi au Sénat, j'ai noté qu'il a fait remarquer que nous avions besoin de concurrence pour rester intègres. Je ne sais pas s'il voulait dire que parce que nous n'avons pas cette concurrence, nous sommes malhonnêtes—je n'émettrai pas d'hypothèses à cet égard. Je présume que la question qu'il convient de poser est la suivante: Pourquoi la compétition n'existe-t-elle pas? Il y en a déjà eu; les compétiteurs ont décidé d'abandonner la partie, contrairement à nous.

Le sénateur Barootes: Vous avez acheté les intérêts qu'ils avaient dans l'affaire.

M. Livingstone: Non, ce n'a pas toujours été le cas.

Je devrais peut-être mentionner ce document interne de l'Alberta Wheat Pool destiné à son conseil d'administration. Il a été déposé à la dernière réunion de notre conseil et il concerne le coût d'exploitation de 31 élévateurs que, selon toute vraisemblance, nous fermerons bientôt.

Dans son allocution, le sénateur a fait un autre commentaire selon lequel le système n'est pas en train de changer. Honorables sénateurs, nous avons diminué notre personnel d'environ 25 p. 100 au cours des cinq dernières années et nous maintenons beaucoup plus de grain que nous le faisons au début de cette période de cinq ans. Nous avons en outre réduit le nombre total de nos élévateurs de plus de 37 p. 100 au cours des dix dernières années, bien que notre capacité n'ait pas été réduite dans cette proportion. J'utilise les mêmes statistiques que les deux messieurs assis de chaque côté de moi. Mais ce qui m'intrigue dans toute cette question du besoin de concurrence pour changer le système est que celui-ci change trop vite pour les producteurs. Si nous légiférons pour hâter ce changement, j'ignore ce qui va se produire. Nous sommes les compétiteurs dans ce milieu et nous nous adapterons à ce changement, mais je ne suis pas sûr que les producteurs peuvent se le permettre.

Le président: Dans votre exposé, vous faisiez remarquer que l'utilisation des wagons de producteurs n'engendrait aucune diminution des coûts pour la Commission canadienne du blé, de sorte que ceux qui utilisent le système doivent en assumer le déficit direct. Je parle de la partie qui s'appliquerait à la mise en silo et de la remise supplémentaire ou des dépenses prévues en vertu de l'article 8. Pourriez-vous donner des explications à ce sujet? Je n'ai peut-être pas bien compris la question.

M. Strath: La remise d'une partie des frais de report ou de stockage avait d'abord été proposée pour faire économiser de l'argent aux producteurs. Je pense que cette proposition était contenue dans une recommandation du comité de la chambre des communes chargé d'étudier les coûts des producteurs. Il est

[Text]

premise. It may save money for a few producers, but it will not reduce the costs. The costs remain the same—it is just that fewer producers will pay them. Really, it does not make any difference to the elevator companies who pays these costs, although it makes a major difference to the producers.

The Chairman: When you say that, do you mean that the use of producer cars is not responsible for elevator closures? I refer you to the Monteith example.

Mr. Strath: It is one factor. In that Monteith example, 5,000 tonnes went through producer-loaded cars that in previous years probably went through that facility and created an earning which allowed us to maintain a facility there.

The Chairman: I do not like to do this, but to follow up on the question, the closure of that elevator forced a rationalization of the system, which reduced the storage and elevation costs because an elevator was eliminated.

Mr. Strath: But storage and elevation is related to volume. If we can maintain the volume that we previously put through that elevator at adjoining points—and that will be at some additional cost because we have to add facilities or, perhaps, increase the capacity of those adjoining points—then it does not change the total cost of storage, even though there is one less facility.

The Chairman: Perhaps part of your point there would be that it does increase costs, in that those people who delivered to that elevator in the past will now have a longer and more expensive transportation bill in delivering to an alternative elevator, or they will have to invest in the necessary equipment in order to load their own producer car.

Mr. Strath: Yes, and some of them are not of a scale such that they can load a producer car. Some farmers may not be large enough to do so.

The Chairman: Is there a minimum size of farm that can take advantage of a producer car in terms of what it must have in the way of trucks and so on?

Mr. Strath: No, it depends on a quota. It is my understanding that more than one producer can load a car. That, however, creates an administrative problem of its own, especially at the unload point, but it can be done. If a farmer is relatively small and wants to go through the administrative hoops of doing so, he can share a producer car.

Senator Bielish: Some of the questions I was about to ask have been covered. However, on the matter of producer cars, I believe I heard one witness say that they cause inefficiencies on the system. That is not what we heard here this morning. The witnesses this morning said that the producer cars and other cars, perhaps those owned by the wheat board, move in the same way—they are not standing at the terminals any

[Traduction]

à se demander si ce n'est pas une fausse prémisse. Cette mesure peut faire économiser de l'argent à quelques producteurs, mais elle ne réduira pas les coûts. Ceux-ci restent les mêmes—c'est tout simplement qu'ils seront répartis entre un plus petit nombre de producteurs. En fin de compte, cela n'a pas d'importance pour les compagnies qui exploitent les silos et qui paient ces coûts, bien que cela soit une question déterminante pour les producteurs.

Le président: Lorsque vous dites cela, voulez-vous dire que les fermetures de silos ne sont pas imputables à l'utilisation des wagons des producteurs? Je signale le cas Monteith à votre attention.

M. Strath: C'est un facteur. Dans le cas Monteith, 5 000 tonnes ont été expédiées par des wagons chargés par le producteur; dans les années antérieures, cette quantité passait probablement par cette installation et générerait des bénéfices qui nous permettaient de conserver une installation à cet endroit.

Le président: Je n'aime pas procéder ainsi, mais pour reprendre la question, la fermeture de ce silo a entraîné une rationalisation du système, ce qui a réduit les frais de stockage et de mise en silos parce qu'un silo a été éliminé.

M. Strath: Mais les frais de stockage et de mise en silos dépendent du volume. Si nous pouvons garder le volume qui passait auparavant par ce silo à des silos avoisinants—et cela suppose certains frais supplémentaires parce que nous devons ajouter des installations ou, peut-être, augmenter la capacité de ces silos—alors le coût de stockage demeure inchangé, bien qu'il y ait une installation de moins.

Le président: Vous voulez peut-être dire que cela augmente effectivement les coûts, puisque ceux qui livraient auparavant le grain à ce silo devront dorénavant acquitter une facture de transport plus élevée étant donné l'obligation de se rendre à un autre élévateur, ou bien ils devront acheter le matériel nécessaire pour charger leur propre wagon de producteur.

M. Strath: En effet, et certains d'entre eux n'ont pas une envergure qui leur permettrait de charger tout un wagon. Certains fermiers n'ont peut-être pas une exploitation agricole assez importante pour le faire.

Le président: Y a-t-il une taille minimale de ferme à partir de laquelle l'exploitant peut tirer profit d'un wagon de producteur, si l'on pense par exemple au nombre de camions qu'il doit posséder, et ainsi de suite?

M. Strath: Non, cela dépend d'un quota. A mon avis, un même wagon peut être chargé par plus d'un producteur. Cela crée toutefois un problème administratif, en particulier au point de déchargement, mais c'est faisable. Si l'exploitation d'un fermier est relativement petite et que celui-ci est prêt à franchir les étapes administratives que cela comporte, il peut partager l'utilisation d'un wagon affrété par le producteur.

Le sénateur Bielish: On a déjà répondu à certaines des questions que je m'apprêtais à poser. Toutefois, en ce qui concerne les wagons affrétés par les producteurs, je pense avoir entendu un témoin dire qu'ils nuisent au fonctionnement du système. Ce n'est pas ce que nous avons entendu ici ce matin. D'après les témoins entendus ce matin, ces wagons, de même que d'autres wagons, peut-être ceux de la Commission canadienne

[Text]

longer than any others; they do not block the system, and so on. Am I wrong in my understanding of your view that producer cars cause inefficiencies?

Mr. Strath: We see inefficiencies created by producer cars, yes, senator.

Senator Bielish: In what way?

Mr. Strath: In various ways. First, the majority of producer cars are single spot and there is a cost attached to that. Otherwise, why are we building 18 or 25 car spots at such great expense? These are built at \$125 per foot of track and the total cost could be upwards of half a million dollars. If it is not more efficient to have 18 or 25 car spots as opposed to a single car spot, then I guess we are doing the wrong thing. The railways are encouraging us to do this, however.

Senator Bielish: How many sidings are owned by the wheat pools?

Mr. Strath: I do not have that figure with me, but we could find out. It can vary all the way from straight rental of site from the railway, where the railway owns the side track, to a shared cost with the railway, to outright ownership. I am afraid I do not have those figures with me.

Senator Bielish: In my area I specifically watched the producer cars coming in. A train pulled in and dropped off four producer cars and another four cars for the elevators. I could see the farmers loading their wheat—they worked from the time at which they started until it was loaded, whereas the elevator company stopped at 5 o'clock. I could see that the farmer, with his equipment, loaded that car much faster than the elevator employee could—there was just one agent and he had to supervise the loading, serve the customers and so on. That is the kind of scene you see on the prairie and that is why the farmer decides to use the producer cars. He knows that he can load it and it will not take him that long. There is equipment now that makes it possible for the farmer to do that just as fast as that truck box opening can take it.

In some places they may well be inefficient, but what I saw was tremendous efficiency on the part of the producers.

Mr. Livingstone: Senator Bielish, first, you saw an ideal situation. I will not dispute the fact that there are farmers who can do these kinds of things. Let us presume, however, that those four cars had been spotted in Calgary over the last three days, when three inches of rain fell there. Those trucks would not have moved into position in the time it would take the surge capacity of an elevator to have loaded those four cars plus an additional four. I repeat that you saw an ideal situation. You did not see attempts to load during a blizzard, for example.

[Traduction]

du blé, vont dans la même direction—ils ne restent pas aux silos de tête de ligne plus longtemps que les autres; ils ne bloquent pas le système, et ainsi de suite. Est-ce bien votre opinion que les wagons affrétés par les producteurs créent des difficultés?

M. Strath: Oui, madame la sénatrice, nous croyons que les wagons affrétés par les producteurs causent des difficultés.

Le sénateur Bielish: De quelle façon?

M. Strath: De bien des façons. Premièrement, la majorité des wagons affrétés par des producteurs ont des emplacements distincts et cela entraîne des coûts. Sinon, comment se fait-il que nous soyons en train de construire 18 ou 25 emplacements de wagons à grands frais? Ces emplacements coûtent 125 \$ le pied de voie et le coût total pourrait dépasser le demi million de dollars. Si ce n'est pas plus rentable d'avoir 18 ou 25 emplacements de wagons plutôt qu'un seul, je crois que nous faisons fausse route. En tout cas, c'est ce que les compagnies de chemins de fer nous encouragent à faire.

Le sénateur Bielish: De combien de voies de garage les syndicats du blé sont-ils propriétaires?

M. Strath: Je n'ai pas ces données ici, mais il serait possible de les obtenir. Cela peut varier de la location directe d'un emplacement auprès de la compagnie de chemin de fer, lorsque celle-ci est propriétaire de la voie de garage, jusqu'au partage des coûts avec la compagnie, en propriété absolue. Je n'ai pas ces données ici.

Le sénateur Bielish: Dans ma région, je suis allée voir les wagons affrétés par les producteurs. Un train est arrivé et a laissé quatre wagons de producteurs et quatre autres wagons pour les éleveurs. J'ai vu les agriculteurs charger leur blé—ils ont travaillé jusqu'à ce que tout le blé soit chargé, tandis qu'aux éleveurs, le travail s'est arrêté à cinq heures. J'ai pu constater qu'avec son équipement, l'agriculteur avait chargé le wagon beaucoup plus rapidement que l'employé de l'éleveur—ce dernier était seul et devait surveiller le chargement, répondre aux clients et faire le reste. C'est le genre de choses qu'on peut voir dans les prairies et c'est pourquoi les agriculteurs décident d'utiliser les wagons affrétés par les producteurs. L'agriculteur sait qu'il peut le charger lui-même et que cela ne lui prendra pas aussi longtemps. De nos jours, il y a de l'équipement qui lui permet de charger un wagon aussi vite que la boîte du camion peut être déchargée.

À certains endroits, il y a peut-être des difficultés mais, j'en crois ce que j'ai vu, l'efficacité des producteurs était phénoménale.

M. Livingstone: Sénatrice Bielish, le chargement que vous avez vu s'est fait dans des circonstances idéales. Je ne nie pas que des agriculteurs puissent effectuer un chargement de cette façon. Mais supposons que ces quatre wagons aient été placés sur la voie au cours des trois derniers jours pendant lesquels il est tombé trois pouces de pluie. Ces camions auraient été incapables de se placer, tandis qu'au cours de la même période, un éleveur de grande capacité aurait chargé ces quatre wagons plus les quatre autres. Je répète que vous avez vu un chargement dans des circonstances idéales. Vous n'avez pas assisté à

[Text]

- We see several other forms of inefficiencies with respect to producer cars. We are being asked by the railroads, by the GTA and by the Canadian Wheat Board to load 100-car unit trains of the same kind and type of grain. Those four producer cars that you saw may have been loaded with four different varieties, four different grades and four different types of grain, which means that they would have to be split at the terminals and go to designated terminals differently. Those are some inefficiencies in the system. I talked to their own people what are operating in their own head offices in the grain settlements area and in our transportation area. The grain settlements area has one person working there. Thirty per cent of his time is spent dealing with producer cars. Not all of them are problems, and I want to point that out. However, each week, several hours are spent retrieving information on producer cars that was not available because either the paperwork was not done properly or it was just not available on those cars. The cost to us easily exceeds \$100 per car to do that. No one pays it but us, and we pass it on to the producers that are paying for the system somewhere.

In our transportation area, a producer might ship a car, but he does not tell anyone about it. He takes the information home with him and those are the ones that we must follow up. That car arrives at our terminal; we do not know whether the paperwork has been done on that car, particularly on retrieving western grain stabilization, or whether there are outstanding payments to be made on grain advances. We have to trace that paperwork, and it costs us well over \$100 per car at the terminal position to trace those cars and that information, and the producer does not pay it. Those are some of the inefficiencies that exist within the producer car system, even though you see them loaded quickly and it looks like an efficient system within our country.

I can cite examples—and these might be hearsay, but I have seen these examples. There was one instance where seven producer cars arrived in our area in Alberta, and the producer combined into them for a week. There is no penalty levied against that producer if he does not ship the right car and the right grade of grain. Our managers receive a four-car penalty if they mis-ship grain as representatives, but there are no penalties to the producers. Therefore, the rules are not even or equal. Those are some of the inefficiencies I would like to point out to you.

Senator Bielish: Thank you for your information. There are also times at small delivery points where there is no room in the elevators. Therefore, would you not feel that there is justification for providing that producer with an option?

Mr. Strath: That situation, in itself, can create a problem because the allocation process of Wheat Board cars is that the

[Traduction]

des tentatives de chargement au cours d'une tempête de neige, par exemple.

Nous avons constaté plusieurs autres types de problèmes en ce qui concerne les wagons affrétés par des producteurs. Les compagnies de chemin de fer, l'Office de transport du grain et la Commission canadienne du blé nous demandent de charger des trains de 100 wagons contenant le même genre et le même type de grains. Les quatre wagons que vous avez vus peuvent avoir été chargés de grains de quatre variétés différentes, de quatre classes ou de quatre genres différents, ce qui signifie qu'ils devront être séparés aux terminaux et être acheminés à des terminaux différents. Ce sont certains des problèmes qu'on voit dans le système. J'ai parlé à leurs propres employés dans les bureaux régionaux qui s'occupent de régler les questions financières en matière de grains et aux employés des transports. Le bureau des questions financières en matière de grains a un employé. Trente pour cent du temps est consacré aux wagons affrétés par les producteurs. Ce ne sont pas tous des cas problèmes et je tiens à le souligner. Cependant, on consacre chaque semaine plusieurs heures à chercher des renseignements ayant trait aux wagons affrétés par les producteurs, soit parce que les documents n'ont pas été bien remplis, soit parce qu'on ne trouve pas les renseignements concernant ces wagons. Il nous en coûte facilement 100 \$ par wagon. Personne d'autre que nous ne paye ces frais et nous les passons aux producteurs qui payent pour le système à un échelon ou à l'autre.

Dans notre secteur de transport, un producteur peut envoyer un wagon sans le dire à personne. Il rapporte les renseignements chez lui et c'est à nous de les trouver. Ce wagon arrive à notre terminal; nous ne savons pas si les documents pertinents ont été remplis, en particulier ceux qui ont trait au Fonds de stabilisation des prix du grain ou s'il y a encore des sommes en souffrance sur les paiements anticipés. Il faut que nous cherchions ces documents et au terminal, cela nous coûte plus de 100 \$ par wagon pour retrouver ces wagons et ces renseignements, mais il n'en coûte pas un cent au producteur. Ce sont quelques-uns des problèmes du système des wagons affrétés par les producteurs, même si vous avez constaté que le chargement est rapide, et même si le système a l'air efficace dans le pays.

Je peux citer des exemples—ce sont peut-être des oui-dire, mais je les ai vus de mes yeux. Dans un des cas, il est arrivé sept wagons affrétés par les producteurs dans notre région en Alberta et le producteur a mis une semaine à les remplir. Il n'y a aucune pénalité pour un producteur qui n'envoie pas le bon wagon ou la bonne classe de grain. À titre de représentants, nos gestionnaires eux, ont une pénalité de quatre wagons s'ils n'envoient pas le bon type de grain, mais les producteurs ne subissent aucune pénalité. Les règles ne sont pas les mêmes, il y a deux poids, deux mesures. Ce sont quelques-uns des problèmes dont je voulais vous faire part.

Le sénateur Bielish: Je vous remercie. Il arrive aussi qu'à des petits points de livraison, il n'y ait pas de place dans les éleveurs. Par conséquent, vous ne croyez pas qu'il y aurait lieu de donner le choix à ce producteur?

M. Strath: Cette situation peut créer un problème, car dans le processus d'allocation des wagons de la Commission du blé,

[Text]

producer cars get allocation first. If there are X-number of cars on a train run, producer car allocations are satisfied first. If there are cars left over, then the elevators get them. However, real problems can be created in a district if two or three producers get the cars and the elevators are not allocated any and everyone is sitting waiting to deliver a quota and you have a congested elevator. If you have ever been in an elevator office or at a local meeting when that happens, there are some fairly pointed comments, I can tell you.

Senator Bielish: I have been very close to it.

The Chairman: Bad language.'

Mr. Strath: The use of producer cars does create congestion in itself, at times.

Senator Bielish: You mentioned the storage capacity decreasing. Why is that decreasing?

Mr. Strath: I suppose it can be related to the process of closing elevators.

Senator Bielish: Yet you say that the volume of grain is increasing.

Mr. Strath: Grain volumes are expected to increase, yes.

Senator Bielish: Are expected to increase?

Mr. Strath: Yes. The projections over the next several years are that grain volumes will increase.

Senator Bielish: In this discussion on the allowance that you feel the wheat pools should have for providing storage space or whatever, is it not the case that the farmers, whether they sell through producer cars or through elevators, receive the price per bushel that is finally arrived at and it is included in the final payment?

Mr. Strath: That is the way it is now. However, clause 8 of this bill is proposing that there should be a piece of that final payment extracted and forwarded to the users of producer cars first before the final payment is allocated. That is what we are objecting to.

Senator Bielish: Therefore, if the final payment is the same to the farmer who sold to the wheat pool or through the producer cars, do you not feel that the farmer who has used the producer cars has already paid his share? He did not use the system; he speeded up the production by sending his goods to market through the producer cars.

Mr. Strath: I would question that. I think he slows it down, but I am not sure I understand your question.

Senator Bielish: What I am saying is that I think the producer, whether he sold his grain to the wheat pool or through the producer cars, in the final analysis will get the same price in the final payment.

Mr. Strath: That is the way it happens now, yes.

[Traduction]

ce sont les wagons affrétés par les producteurs qui sont alloués en premier. S'il y a x wagons dans un train, ce sont les wagons affrétés par les producteurs qui ont la préséance. S'il reste des wagons, ils sont attribués aux éleveurs. Cependant, on peut avoir un gros problème dans un district, si tous les wagons sont affrétés par deux ou trois producteurs et qu'il n'en reste aucun pour les éleveurs; tout le monde attend pour livrer du grain, mais l'éleveur est paralysé. Je ne sais pas si vous vous êtes déjà trouvée dans le bureau des éleveurs ou si vous avez déjà assisté à une réunion locale, lorsqu'une telle situation se produit, mais je vous assure que les commentaires se passent d'explications.

Le sénateur Bielish: Oui, j'ai déjà vu ça.

Le président: Des gros mots.

M. Strath: Parfois l'utilisation des wagons des producteurs crée un encombrement.

Le sénateur Bielish: Vous avez dit que la capacité d'emmagasinage diminuait. Pourquoi diminue-t-elle?

M. Strath: Je suppose qu'on peut l'attribuer au processus de fermeture des éleveurs.

Le sénateur Bielish: Pourtant vous avez dit que le volume des grains augmentait.

M. Strath: Oui, les volumes de grains sont censés augmenter.

Le sénateur Bielish: Son censés augmenter?

M. Strath: Oui. On prévoit que pendant plusieurs années, les volumes des grains vont augmenter.

Le sénateur Bielish: Lorsque vous parlez de l'allocation que les syndicats du blé devraient recevoir pour l'espace d'entreposage qu'ils fournissent et le reste, n'est-il pas exact que les agriculteurs, qu'ils vendent par les wagons affrétés par les producteurs ou par les éleveurs, reçoivent le prix final fixé au boisseau et que cette somme leur est versée avec le paiement final?

M. Strath: C'est ce qui se fait à l'heure actuelle. Mais l'article 8 de ce projet de loi propose qu'une partie de ce paiement final soit retenue et transmise en priorité aux utilisateurs des wagons affrétés par les producteurs avant le versement du paiement final. C'est sur ce point que nous ne sommes pas d'accord.

Le sénateur Bielish: Donc, si le paiement final versé à l'agriculteur est le même, peu importe qu'il ait vendu au syndicat du blé ou aux wagons affrétés par les producteurs, vous ne croyez pas que l'agriculteur qui a utilisé les wagons affrétés par les producteurs a déjà payé sa part? Il n'a pas utilisé le système; il a accéléré la production en envoyant son grain sur le marché par l'intermédiaire des wagons affrétés par les producteurs.

M. Strath: J'en doute. Je crois qu'il l'a ralentie, mais je ne suis pas certain d'avoir bien saisi votre question.

Le sénateur Bielish: Je crois que, peu importe s'il vend son grain au syndicat du blé ou par l'intermédiaire des wagons affrétés par les producteurs, le producteur, en fin de compte, reçoit le même prix au paiement final.

M. Strath: C'est ce qui arrive à l'heure actuelle, oui.

[Text]

Senator Bielish: Very well.

Mr. Strath: We do not quarrel with that.

Mr. Livingstone: I would like to make a comment on that. I would agree that, yes, he gets the same final payment. He gets paid the same so he receives the same revenue, but he did not incur the same costs.

Senator Bielish: I am not sure. I think he probably incurred just as much cost. He got his grain to market and put it in the grain car by himself, so it did not cost the wheat pool anything to get that grain to market, except for the fact that, if the siding is their siding, he would use their siding.

Mr. Livingstone: However, it may have cost the wheat pool additional money for some of the very reasons I have delineated previously.

Senator Bielish: Yes, but, according to the people who appeared before us this morning, they found no problem with that.

Mr. Livingstone: They are not paying the costs that we are incurring, though, senator. I suppose what I failed to add to my dissertation is that in that transportation area there are two people and they spend one to one and a half days per week dealing with the very problems I outlined, and that is not an overestimation. You can go into our shop any day of the week and you will find them working on these very problems. We have producer cars that arrive at the terminal with no shippers marked on them and we then have to start tracing the papers on them, and that is included in our cost.

Senator Bielish: Clause 8 outlines specifically how it should be done.

Mr. Livingstone: No, it will not change that at all.

Senator Bielish: Thank you.

The Chairman: Senator Argue?

Senator Argue: Mr. Chairman, I would like to ask the witnesses, mainly for the record, just to describe the size of their organizations and the proportion of grain they handle. We will be hearing from producer groups and others.

I think for the record, you gentlemen should tell us who you are and how many thousand members there are in each of your organizations. I believe that your committees meet once every month or two months. Just to what extent do you represent the rank and file of farmers out there?

Mr. Strath: I will start off, senator. In the Manitoba pool, we have 17,000 members in the province. We have about 50 per cent of the registered capacity of the country elevator space in Manitoba and, through that capacity, we handle about 58 per cent of grain that is commercially marketed through the system. We have 40 subdistricts and in those subdistricts there are from two to five local committees which meet on a regular basis. Those committees are duly elected at their annual meetings and meet on a regular basis to discuss policy issues and local problems and to give us advice that will

[Traduction]

Le sénateur Bielish: Très bien.

M. Strath: Ce n'est pas contre cela que nous en avons.

M. Livingstone: J'aimerais faire une observation à ce sujet. Je dirais aussi qu'il touche le même paiement définitif. Il est payé de la même façon, donc il touche le même revenu, mais il n'a pas engagé les mêmes dépenses.

Le sénateur Bielish: Je ne suis pas sûr. Je crois qu'il a probablement engagé autant de dépenses. Il transporte son grain au marché et le charge lui-même dans le wagon à grain, ce qui fait qu'il n'en coûte rien au syndicat du blé pour transporter le grain au marché, sauf que si la voie de garage appartient au syndicat, il l'utilisera.

M. Livingstone: Toutefois, le syndicat du blé peut devoir déboursier des sommes supplémentaires pour certaines des raisons mêmes que j'ai exposées précédemment.

Le sénateur Bielish: Oui, mais selon les personnes que nous avons entendues ce matin, cela ne posait pas de problème.

M. Livingstone: Pourtant, il n'assume pas les coûts que nous assumons, madame la sénatrice. Je présume que j'ai oublié de dire, dans mon exposé, que pour ce qui est du transport, il y a deux personnes qui consacrent une journée à une journée et demie par semaine à résoudre les problèmes que j'ai soulignés, et ce n'est pas une exagération. Vous pouvez venir chez nous à n'importe quel moment de la semaine et vous les verrez travailler à la solution de ces problèmes-là. Il y a des wagons affrétés par des producteurs qui arrivent au silo portuaire et sur lesquels l'expéditeur n'est pas indiqué; nous devons alors nous mettre à chercher les documents, et cela entre dans nos frais.

Le sénateur Bielish: L'article 8 expose précisément la façon dont cela doit être fait.

M. Livingstone: Non, cela ne changera rien du tout.

Le sénateur Bielish: Merci.

Le président: Monsieur le sénateur Argue?

Le sénateur Argue: Monsieur le président, j'aimerais demander aux témoins, à titre d'information surtout de décrire simplement l'importance de leurs organisations et d'indiquer la quantité de grain qu'elles manutentionnent. Nous entendrons bientôt le témoignage de groupes de producteurs et d'autres personnes.

Je crois, messieurs, que vous devriez nous dire, à titre documentaire, qui vous êtes et combien de milliers de membres compte chacune de vos organisations. Je crois que vos comités se réunissent une ou deux fois par mois. Dans quelle mesure représentez-vous la majorité des agriculteurs?

M. Strath: Je vais commencer, monsieur le sénateur. Au Manitoba, notre organisation regroupe 17 000 membres. Nous utilisons environ 50 p. 100 de la capacité connue des silos de collecte au Manitoba, au moyen de laquelle nous manutentionnons environ 58 p. 100 du grain qui est mis en marché par le biais de ce réseau. Nous avons 40 sous-districts qui comptent de deux à cinq comités locaux se réunissant régulièrement. Ces comités sont élus dans les règles au cours de leurs assemblées annuelles et se réunissent régulièrement pour discuter de questions d'orientation et de problèmes locaux et pour nous donner

[Text]

allow us to communicate with the members through that aspect.

As I indicated earlier, this bill has been a major topic of discussion this last summer and winter.

Mr. Howe: The Saskatchewan Wheat Pool has approximately 65,000 active members. We operate and handle approximately 62 per cent of the grain business in Saskatchewan, through 55 per cent of the capacity in Saskatchewan. It is a concentrated effort on our part to handle more grain through fewer facilities in the interests of efficiency within our organization.

If I may deviate a little, Mr. Chairman, I would like to say that I do not think it is by accident that Canada has been able to achieve output from our country in the neighbourhood of 30 million tonnes plus over the last two years. It has happened largely as a result of the highly regulated system that exists, and I think that must be understood. With Bill C-92, what we are talking about is a chip on the block and if we start chipping away at the blocks, we will not have the system long, and if that is the direction in which we as a country want to go—in other words, fewer shipments out of Canada—then we are starting in the right direction with this bill, and that is the problem we have with this type of policy.

Mr. Livingstone: Mr. Chairman, I will give you some statistics on the Alberta Wheat Pool. We speak for 58,000 members on our list, of which approximately 45,000 are active. We represent 58 per cent of the capacity of the province and we handle 64.8 per cent of the grain. We have 200 elevator points in the province and we are represented by 72 delegates, which includes the B.C. Peace River block. We have basically a structure of democracy that is similar to the other two pools.

Senator Argue: So then if you add up the numbers quickly, the total comes to approximately 130,000 producers amongst the three elevator systems. If my memory serves me correctly, the Wheat Board used to have approximately 140,000 permit books. Therefore, it looks to me that, whether they are very active or partially active, you represent the vast majority of grain producers in western Canada amongst your three organizations.

Mr. Strath: We do not pretend that they all agree with everything we say, but certainly on particular issues that are discussed we get the majority opinion when we push for it, and in this case we certainly have that opinion and it has been very strongly expressed.

Senator Argue: This is a hot issue at the committee meetings and out there locally amongst the rank and file and where the muscle is in your organization or in any other democratic organization.

You have talked about the danger to your grain system. Personally, I think that the Canadian Wheat Board system is probably altogether, the most successful and most efficient

[Traduction]

des conseils qui nous permettront de communiquer avec les membres par leur entremise.

Comme je l'ai mentionné plus tôt, ce projet de loi a été un grand sujet de discussion, l'été et l'hiver derniers.

M. Howe: Le Saskatchewan Wheat Pool compte environ 65 000 membres actifs. Nous manutentionnons à peu près de 62 p. 100 du grain produit en Saskatchewan grâce à 55 p. 100 de la capacité des silos de collecte de la province. C'est que nous nous efforçons principalement de manutentionner plus de grain avec moins d'installation afin d'accroître l'efficacité de notre organisation.

Permettez-moi de m'éloigner un peu du sujet, monsieur le président; j'aimerais dire qu'à mon avis, ce n'est pas par hasard que le Canada a été capable de produire plus de 30 millions de tonnes au cours des deux dernières années. Cela est principalement attribuable au réseau hautement organisé qui est en place, et je crois qu'il faut bien comprendre cela. Si nous commençons à rogner le système, et c'est ce dont il est question avec le projet de loi C-92, nous ne l'aurons pas longtemps, et si c'est dans ce sens que nous, en tant que pays, voulons aller—en d'autres termes, moins d'expéditions à l'étranger—nous sommes engagés dans la bonne voie avec ce projet de loi, et c'est le problème que nous avons avec ce type de politique.

M. Livingstone: Monsieur le président, je vais vous donner quelques statistiques sur le Alberta Wheat Pool. Nous parlons pour les 58 000 membres de notre organisation, dont environ 45 000 sont actifs. Nous représentons 58 p. 100 de la capacité de la province et nous manutentionnons 64,8 p. 100 du grain. Nous avons 200 silos de collecte dans la province et nous sommes représentés par 72 délégués, ce qui comprend le groupe de Peace River de la Colombie-Britannique. Nous sommes essentiellement une structure démocratique semblable à celle des deux autres syndicats.

Le sénateur Argue: Donc, si l'on additionne ces chiffres rapidement, le total s'élève approximativement à 130 000 producteurs pour les trois réseaux de collecte. Si ma mémoire est bonne, la Commission avait environ 140 000 livrets de permis. Il me semble donc, peu importe que vos membres soient très actifs ou qu'ils ne le soient qu'à moitié, que vous représentez la grande majorité des producteurs de grain de l'ouest du Canada par le biais de vos trois organisations.

M. Strath: Nous ne prétendons pas qu'ils sont tous d'accord avec tout ce que nous disons, mais il est certain que, sur certains sujets dont nous parlons, nous réussissons à connaître l'opinion de la majorité lorsque nous travaillons assez fort pour l'obtenir et, dans ce cas-ci, nous sommes bel et bien parvenus à connaître cette opinion, qui a d'ailleurs été exprimée sans équivoque.

Le sénateur Argue: C'est une question épineuse qui est débattue aux séances des comités, localement parmi les agriculteurs et là où on est capable de mettre de la pression dans votre organisation ou dans toute autre organisation démocratique.

Vous avez parlé du danger qui guette votre réseau de commercialisation du grain. Personnellement, je crois qu'à tout prendre, le réseau de la Commission canadienne du blé est pro-

[Text]

business organization in Canada, bar none. In spite of the fact that the big U.S. treasury has been subsidizing their grain into the export market, our system, with everybody working together, has increased Canada's share of the international market. To me, that is a tremendous accomplishment and I think the Wheat Board system, of which you are a part, has a great role to play in the future of this country.

However, what I want to ask you by way of a question is: If the producer cars are used to a very major extent, how many country elevators will collapse within the system? Just how severe will it be?

You mentioned a little town. How many of those little towns are out there where the elevator system depends upon the volume that it is now getting? If you take away 5, 10 or 15 per cent of that volume, then you will lose those small elevators. What does this mean to the social fabric of western Canada if there is a tremendous increase in hopper cars having this deleterious effect on the number of grain elevators out there? What are we looking at?

The Chairman: Could you elaborate, Senator Argue on the phrase "a very great extent", because we have had the hypothetical figure of 50,000 producer cars.

Senator Argue: Perhaps we could assume that it goes up by ten per cent, or, as a wild figure, three per cent. I would rather the witnesses gave me the answer because they are the experts. How potentially dangerous is this move to the number of elevator marketing points that will be functioning? Will you lose 50, 100, 200 or 300?

Mr. Strath: Even if the system stays exactly as it is today and there is no increase in producer cars we are certainly looking at a rationalization of the system in response to new technology and the ability of producers to deliver further with better equipment. We are looking a shrinkage of the system and economics are forcing that.

The concern we have is that it is being artificially forced to the point where we may lose part of the system. If it comes to the point where the board cannot service their market through the tremendous amount of producer cars, we will lose a part of the system that we cannot replace very easily if we have to go back to a more traditional system. We see this as accelerating the cause and effect relationship rather than creating it.

Senator Argue: Can you say that you might lose ten points because of this.

Mr. Strath: I cannot make that kind of projection. We are certainly going to see a shrinkage of points even if we stay with the present number of producer cars.

Senator Argue: When you used your example, I thought you were telling us that, if there is a substantial increase in the use

[Traduction]

bablement l'organisation commerciale la plus fructueuse et la plus efficace au Canada. Malgré que l'imposant trésor américain subventionne le grain produit aux États-Unis sur les marchés d'exportation, notre réseau, avec la collaboration de tous, a accru la part du marché international que le Canada détient. C'est, à mes yeux, une formidable réussite et je crois que le réseau de la Commission canadienne du blé, dont vous faites partie, a un grand rôle à jouer dans l'avenir de ce pays.

Cependant, la question que je veux vous poser est la suivante: si l'utilisation de wagons affrétés par les producteurs se généralise, combien de silos de collecte disparaîtront-ils du réseau? Quel en sera le nombre?

Vous avez parlé d'une petite ville. Combien y a-t-il de petites villes de ce genre où l'exploitation du réseau de collecte dépend du volume qu'il reçoit actuellement? Si vous réduisez ce volume de cinq, dix ou quinze pour cent, vous rayez ces petits silos de la carte. Qu'est-ce que cela signifie pour les gens de l'Ouest canadien si une très forte augmentation de wagons-trémies a pour effet de réduire le nombre de silos dans cette région? Qu'est-ce que nous voulons faire?

Le président: J'aimerais que vous nous précisiez ce que vous entendez par «dans une très large mesure», car nous avons entendu le chiffre hypothétique de 50 000 wagons affrétés par les producteurs.

Le sénateur Argue: Nous pourrions peut-être prévoir une augmentation de 10 p. 100, ou de 3 p. 100, pour avancer un chiffre, au hasard. Je préférerais que les témoins convoqués se prononcent là-dessus. Après tout, ce sont eux les experts. Dans quelle mesure cela risque-t-il de réduire le nombre de points de mise en marché par éleveurs? Quel serait le nombre d'éleveurs à ainsi disparaître? 50, 100, 200 ou 300?

M. Strath: Même si les choses restaient telles qu'elles sont aujourd'hui et que le nombre de wagons affrétés par les producteurs n'augmentait pas, il n'en reste pas moins qu'il y aura rationalisation du système avec l'avènement des techniques modernes, afin que les producteurs puissent livrer plus de grain grâce à un équipement amélioré. Nous voulons réduire la taille du réseau, ne serait-ce que par souci de le rentabiliser.

Ce qui nous préoccupe, c'est que ce mouvement de rationalisation nous est imposé artificiellement, à tel point que nous craignons d'y perdre une partie du réseau. Si les choses se détériorent au point que la Commission ne soit plus en mesure de desservir le marché en dépit du nombre considérable de wagons affrétés par des producteurs, nous allons perdre une partie du réseau qu'il ne sera pas facile de reconstituer, si nous sommes contraints de revenir à un régime plus conventionnel. Non seulement la situation se dégraderait-elle, mais elle le ferait à un rythme inquiétant.

Le sénateur Argue: Pouvez-vous aller jusqu'à dire que vous pourriez perdre dix points pour cette raison?

M. Strath: Je ne peux hasarder de chiffre. Nous allons certainement voir leur nombre diminuer, même si le nombre de wagons affrétés par des producteurs demeure ce qu'il est maintenant.

Le sénateur Argue: Je pensais que vous vouliez dire, dans votre exemple, que si l'on en venait à utiliser largement des

[Text]

of hopper cars, you are going to see many of those marketing points closed. You said that 5,000 tonnes went out of Monteith. You have been telling us that this is a major problem.

Mr. Strath: We foresee a problem if there are further incentives through the use of these producer cars. There are already incentives in place. We see the problem increasing, but I do not think we can quantify it.

Mr. Howe: We have a country development plan within the Saskatchewan Wheat Pool that was developed some 15 years ago and it has been in place since then. It is continually being rewritten and revised. We now have approximately 500 elevator points in the province of Saskatchewan. We have designs on reducing that number of points to 300 by the year 2000. That is based on the criterion that no farmer will have to deliver more than 25 miles with an average of 15 miles. We can meet that criterion with 300 elevator points in Saskatchewan.

As more incentives are added to speed this whole process up, that will cause problems for the farmers of this country because they cannot adapt that rapidly. Some farmers in areas can adapt and those are the ones that want to change the system and do something different, but the vast majority of farmers cannot support that. They will adapt, but they will have to do it at their own speed and in their own time. We are trying to speed something up that is not evolving, and it is being forced upon people.

This is not the only reason why small towns are being depleted in rural Saskatchewan and in Canada. There are a number of reasons, and this is just one more.

Mr. Livingstone: I cannot give you a quantitative answer either. One of the dilemmas we have as board members looking after the corporate interest, which is pictures much the same as the producer interest, because that is who we serve, is the fact that, when we are spending \$1.5 million of producers' money in building a new facility, we take a lot of factors into consideration. We often surprise farmers when we go to an elevator area, because we can show maps indicating the exact quarter section and we know all of the grain that goes into that central point. We know the exact land locations, the road directions and everything else there is to know. A long-range plan is constantly being upgraded in the organization.

Our biggest problem is looking at a marginal point and trying to determine whether or not consolidation in terms of a 25-mile average haul can be consolidated to a new facility. However, if we see an increased use in producer cars, then we have to consider whether or not the grain coming to the new facility is in question, and we seriously consider whether we should jeopardize \$2 million of producers' money. If we are really looking after the corporate interest, we could spend \$50,000 to

[Traduction]

wagons-trémies, bien des points de commercialisation disparaîtraient. Vous nous avez dit que dans le cas de Monteith, cela représente 5 000 tonnes de moins. Vous nous avez dit que cela constituait un problème important.

M. Strath: Nous craignons les conséquences que pourraient avoir des mesures qui inciteraient de plus en plus de producteurs à affréter leurs propres wagons. Des mesures incitatives dans ce sens existent déjà. Le problème va s'aggravant, sans que nous puissions en mesurer l'ampleur.

M. Howe: Chez nous, au Saskatchewan Wheat Pool, nous avons un plan d'expansion des élévateurs ruraux. Mis au point il y a une quinzaine d'année, ce régime est constamment remis à jour et amélioré depuis. Aujourd'hui, on compte environ 500 élévateurs en Saskatchewan. Nous prévoyons réduire ce nombre à 300 d'ici l'an 2000. Nous prévoyons le faire de façon qu'aucun producteur n'ait à parcourir plus de 25 milles, la distance moyenne à parcourir étant de 15 milles. Nous pouvons nous en tenir à ces normes avec 300 élévateurs pour toute la Saskatchewan.

Plus les mesures incitatives visant à accélérer ce mouvement se multiplieront, plus les fermiers auront du mal à suivre, car ils sont incapables justement de s'adapter aussi rapidement à la situation. Dans les régions, certains producteurs peuvent s'adapter au nouveau régime et ce sont précisément ceux-là qui veulent voir le système changer et passer à un nouveau régime; mais la majorité des agriculteurs ne peuvent suivre le mouvement. Ils sauront s'adapter, avec le temps, mais ils le feront à leur propre rythme. On semble vouloir contraindre des gens à s'adapter à un régime pour lequel ils ne sont pas préparés.

Ce n'est pas pour cette seule raison que de petits centres ruraux de la Saskatchewan et d'ailleurs au Canada se dépeuplent, mais on peut dire que c'en est une qui vient s'ajouter à d'autres.

M. Livingstone: Je ne suis pas en mesure non plus de vous donner une réponse chiffrée. L'un des dilemmes auxquels nous faisons toujours face, en tant que membres de la Commission, qui prenons à coeur aussi bien l'intérêt général de l'organisation que l'intérêt du producteur, car telle est notre mission, tient au fait que lorsque nous consacrons 1,5 millions \$ provenant des producteurs que nous représentons pour construire une nouvelle installation, nous prenons en considération un grand nombre de facteurs. Les agriculteurs sont souvent surpris de constater que nous avons en main des cartes indiquant les dimensions de leur terre au quart de section près et que nous savons aussi exactement quelle quantité de grain doit être acheminée à ce point central. Nous connaissons l'emplacement précis des terres, les voies d'accès à celles-ci et toutes autres choses qu'il nous est utile de connaître. Au sein de l'organisation, nous améliorons sans cesse notre plan à long terme.

Notre plus grande difficulté consiste, lorsque nous examinons le cas d'un point marginal, à déterminer s'il faut rationaliser, c'est-à-dire décider que tel producteur d'une région donnée devra livrer son grain vers une autre installation, compte tenu, toujours, du critère du trajet moyen de 25 milles. Cependant, si nous constatons une augmentation du nombre de wagons affrétés par des producteurs, nous devons alors nous demander si telle quantité de grain sera acheminée à la nou-

[Text]

put in a hopper car loading system with a swing-arm auger, a couple of bins and a scale and then we could give the producer the service he wants.

What is really forgotten, when people speak of the corporate interest, is that an elevator does more than serve the corporate interest. It serves the producers' interest and the Canadian interest because it does some things in the grain system that a producer cannot. It can mix and blend grain; it can upgrade grain for producers; and it can result in their making more money than could be the case with a producer car. Producers forget that this makes the system efficient. If 90 tonnes is called for, then we can weigh it. A producer may have to guess the exact weight unless he invests in a scale, and no one wants to spend that kind of money.

Senator Argue: Can you describe the type of producer that wants to use a producer car? Are they the bigger, more efficient farmers or people who do not, perhaps, support the current system? Would smaller farmers have a more difficult time using these producer cars because they use small trucks and small augers?

Mr. Strath: I do not think we can make a general statement that only efficient and big farmers are the users of producer cars. A lot of big, efficient farmers choose to use the elevator system.

By and large, very small producers do not have the capacity or the quota to use a producer car; nor, in a lot of cases, do they chose to. It seems to be more prevalent in some area than in others. We are not sure why. In the area I mentioned it is very prevalent.

Senator Argue: It seems to me that we are talking about two systems; one is the elevator system and the other is the producer car system. Supposing we did not have country elevators and supposing we used producer cars exclusively. What kind of system would we have? Could it function? Is this whole concept going backwards instead of forwards?

Mr. Strath: I would suggest that the Canadian Wheat Board would find it very difficult to service all the markets in a sure or guaranteed way with that kind of system. As it is now, if they have a sale, they know that there is grain in place in the system that can be called upon on very short notice. Car allocations are given on train runs and they can transport X number of tonnes to a specific port on very short notice. I do not think you would have these kinds of guarantees with a pro-

[Traduction]

velle installation, et bien entendu, si nous sommes justifiés de mettre en péril 2 millions \$ provenant des producteurs. Si nous ne prenons en considération que l'intérêt de l'organisation, nous pourrions investir 50 000 \$ dans un système de chargement à wagons-trémies équipé d'un execteur mobile, installer quelques cellules de stockage et une balance et nous serions alors en mesure de fournir au producteur les services qu'il demande.

Mais ce que les gens oublient quand ils parlent de l'intérêt de l'organisation, c'est qu'un élévateur sert plus que les intérêts de l'organisation, justement. L'élévateur sert aussi les intérêts des producteurs et les intérêts du Canada, parce qu'il remplit, au sein du système de mise en marché du grain, un rôle que le producteur n'est pas en mesure de remplir. L'élévateur peut mélanger le grain; il peut en améliorer l'état pour le producteur, qui, pour cette raison, en tirera plus d'argent qu'il ne le ferait s'il affrétait des wagons. Les producteurs oublient que les élévateurs font l'efficacité du système actuel. Si un client demande 90 tonnes de grain, nous pouvons le peser à l'élévateur. Le producteur devra jauger la charge de grain à l'oeil, à moins qu'il consente à investir dans l'installation d'une balance et pas un seul producteur n'est en mesure de faire pareil investissement.

Le sénateur Argue: Pouvez-vous nous décrire le type de producteur qui préfère affréter des wagons? S'agit-il de gros producteurs, particulièrement efficaces ou de gens qui, peut-être, ne sont pas en faveur du système actuel? De plus, de petits producteurs auraient-ils plus de difficulté à utiliser des wagons affrétés, du fait qu'ils sont équipés de petits camions et de petits éjecteurs à grain?

M. Strath: Je ne pense pas que nous puissions généraliser et dire que seuls les gros producteurs affrètent des wagons. Nombreux sont les gros producteurs, efficaces, à utiliser les élévateurs.

Dans la majorité des cas, les très petits producteurs n'ont pas les ressources ni le contingent de production qui leur permettraient d'affréter eux-mêmes des wagons et, dans bien des cas aussi, ils préfèrent ne pas le faire. Dans certaines régions plus que dans d'autres, c'est ce qu'on semble privilégier, sans qu'on sache trop pourquoi. Dans la région dont je parle, c'est le cas.

Le sénateur Argue: Il me semble que l'on parle ici de deux systèmes bien distincts; l'un d'eux est le système des élévateurs, l'autre le système des wagons affrétés. À supposer que nous n'aurions pas d'élévateurs ruraux et que seul le système des wagons affrétés par les producteurs serait utilisé, quel genre de situation aurions-nous? Les choses pourraient-elles fonctionner ainsi? Est-ce qu'un tel système contribuerait à faire progresser les choses ou au contraire, nous ramènerait-il en arrière?

M. Strath: Je répondrai, quant à moi, que la Commission canadienne du blé trouverait difficile de desservir tous les marchés, d'une façon sûre et soutenue, dans le contexte d'un tel système. Dans le contexte présent, lorsqu'il y a une vente, on sait qu'il y a du grain de disponible et qu'il sera possible de le livrer dans de très brefs délais. Un nombre donné de wagons sont affectés au transport du grain par les compagnies de chemin de fer grâce auxquels on peut acheminer tel nombre de

[Text]

ducer car type of system. Weather plays a major role in the capability of producers to load their cars. If road restrictions are in effect during harvest time that plays a part. All of these things impact on the capability of the grain system to generate grain and forward it to market.

Senator Bielish: Have you any idea how many pool members use producer cars?

Mr. Strath: Quite a number use them. The majority of farmers who are members of our pools use producer cars. However, not all of our members agree with everything we say. Some of them play the system. There is an advantage in some areas in terms of using producer cars, but that is at the cost of everyone else, and let us not forget that.

Mr. Livingstone: I cannot give you any numbers either.

Senator Bielish: I just want the general picture.

Mr. Strath: Probably the largest percentage of our members right now using producer cars would be non-board. Very few of them use wheat board cars.

Mr. Howe: I would like to go back to Senator Argue's question for just a moment. He asked about what would happen in the event that the country elevator system disappeared. I would suggest that many of the advocates of the producer car concept would be going around the country trying to get their neighbours to get together and put in place a system similar to what we have today. We would reinvent the wheel. If we are going to maximize exports out of this country, the only way to do it is through a regulated system. You cannot do it with everyone working on his own. In the first place, you cannot deliver it and then you could not put it on the boards and get it to the customers in the volume we are doing it in today with the system that is being suggested by this policy and that is advocated in this clause of this bill.

Senator Barootes: Are pool members obliged to use pool facilities exclusively?

Mr. Strath: No.

Senator Barootes: Are non-pool members barred from using pool facilities.

Mr. Strath: No.

Senator Barootes: It is an open system. I take it that quite a few pool members deliver their grain to other grain companies.

Mr. Strath: Some do.

Senator Barootes: You do not have a mandate on their harvest.

Mr. Livingstone: If we do not give them the service, they leave.

[Traduction]

tonnes à tel endroit, dans un délai très court. Je ne crois pas qu'on pourrait obtenir de pareilles garanties avec un système de wagons affrétés par les producteurs. La capacité des producteurs de charger leurs wagons dépend dans une large mesure du climat. Si la circulation est perturbée pendant la période des récoltes, cela aussi influera sur le processus de chargement. Ce sont là des facteurs qui influent sur la capacité de fournir les céréales et de les acheminer vers le marché.

Le sénateur Bielish: Avez-vous une idée du nombre de producteurs qui affrètent leurs wagons?

M. Strath: Je puis vous dire qu'ils sont nombreux. La majorité des producteurs qui sont membres de nos syndicats du grain affrètent leurs propres wagons. Par contre, nos membres ne voient pas tous les choses du même œil que nous. Certains d'entre eux s'accommodent du régime actuel. Dans certaines régions, affréter des wagons est avantageux pour les producteurs qui le font, mais parfois au détriment de tout le monde, chose qu'il ne faudrait pas oublier.

M. Livingstone: Je ne peux pas vous donner de chiffres non plus.

Le sénateur Bielish: Je veux seulement le portrait général.

M. Strath: Probablement que le plus gros pourcentage de nos membres qui utilisent actuellement les wagons affrétés par les producteurs ne comptent pas sur la commission. Très peu utilisent les wagons de la commission du blé.

M. Howe: J'aimerais revenir sur la question du sénateur Argue un instant. Il voulait savoir ce qui arriverait si le réseau d'élevateurs du pays disparaissait. Je suppose que bien des défenseurs du concept des wagons affrétés par les producteurs feraient le tour du pays pour tenter d'amener leurs voisins à mettre en place un système semblable à celui que nous avons actuellement. Nous réinventerions la roue. Si nous voulons maximiser les exportations, la seule façon d'y arriver c'est grâce à un système bien réglé. On ne peut pas y parvenir si tout le monde fait sa petite affaire. En premier lieu, on ne peut pas livrer, embarquer et acheminer aux clients le volume actuel si on utilise le système proposé par la politique que préconise cet article du projet de loi.

Le sénateur Barootes: Les membres du syndicat sont-ils tenus d'utiliser exclusivement les installations du syndicat?

M. Strath: Non.

Le sénateur Barootes: Est-ce qu'on interdit aux non-membres d'utiliser les installations du syndicat?

M. Strath: Non.

Le sénateur Barootes: C'est un système ouvert. Je suppose que bien peu de membres livrent leur grain à d'autres compagnies céréalières.

M. Strath: Certains le font.

Le sénateur Barootes: Vous n'avez pas de mandat pour leur récolte.

M. Livingstone: Si nous ne leur fournissons pas le service, ils nous laissent tomber.

[Text]

Senator Barootes: Therefore, you do not believe in the compulsory nature of things. You give them the best service and you expect to keep clients.

Mr. Livingstone: Yes.

Senator Barootes: I suppose that you would not want to harness everyone into using grain cars of one type only. You do not believe in mandatory, compulsory methods.

Mr. Howe: That's right—in the same way we believe in democracy.

Senator Barootes: You give them a choice.

Mr. Strath: Choice makes economic sense. There are many things in our society where the costs are shared such as road cost and hydro costs.

Senator Barootes: The Saskatchewan Wheat Pool is the pool with which I am best acquainted as is Senator Argue. I believe he is one of your most stalwart members. Did you say that you had 500 elevators or 500 delivery points?

Mr. Howe: I believe I said that there were 500 delivery points.

Senator Barootes: Am I correct in assuming that there may be more elevators and as many as 1100?

Mr. Howe: No, there might be 550 or 560.

Senator Barootes: Some towns have two or three elevators. You say that you are going to reduce to 300.

Mr. Howe: The long-range development plan is to reduce them to 300 by the year 2000.

Senator Barootes: That is 11 or 12 years from now. I would refer to page 9 of your brief, the second paragraph. You say that you are concerned about the social effect on small communities, and so forth, by the producer car users.

What the devil do you think the closure of 200—that is 40 per cent of your delivery stations—will do to those small towns socially? I ask that because you say that you are worried about the social effects.

Mr. Howe: We are very concerned, and that is why it has taken us years to do that. We are not just doing that overnight, and we are not hastening it. We are doing it at a rate so that the producers can adapt to the changes. They all know exactly what our plans are. This is an open book to them. They have been part of the plan.

Senator Barootes: But you are talking about closing 40 per cent. The producer car use is 1 per cent. The devastation that you are likely to wreak on the rural way of life is 40 times as great if you close down 40 per cent of your delivery points.

Mr. Howe: With the advent of an increase—

[Traduction]

Le sénateur Barootes: Donc, vous ne croyez pas aux choses obligatoires. Vous leur donnez le meilleur service possible et vous espérez conserver vos clients.

M. Livingstone: Oui.

Le sénateur Barootes: Je suppose que vous ne voulez pas forcer tout le monde à utiliser des wagons céréaliers d'un type donné uniquement. Vous ne croyez pas aux méthodes qui comportent une obligation.

M. Howe: Nous croyons à la démocratie.

Le sénateur Barootes: Vous leur donnez le choix.

M. Strath: Du point de vue économique, c'est logique. Dans notre société, il y a bien des choses dont le coût est partagé, notamment le coût des routes et de l'électricité.

Le sénateur Barootes: Tout comme le sénateur Argue, c'est le Saskatchewan Wheat Pool que je connais le mieux. Je pense que le sénateur Argue est l'un de vos plus vaillants membres. Avez-vous dit que vous aviez 500 élévateurs ou 500 points de livraison?

M. Howe: Je pense que j'ai dit qu'il y avait 500 points de livraison.

Le sénateur Barootes: Est-ce que je me trompe en pensant qu'il peut y avoir plus d'élévateurs, jusqu'à 1100?

M. Howe: Non, il pourrait y en avoir 550 ou 560.

Le sénateur Barootes: Certaines villes ont deux ou trois élévateurs. Vous dites que vous allez réduire le nombre à 300.

M. Howe: Le plan de développement à long terme prévoit de les réduire à 300 d'ici l'an 2000.

Le sénateur Barootes: C'est dans 11 ou 12 ans d'ici. Je voudrais me reporter à la page 9 de votre mémoire, au deuxième paragraphe. Vous dites que vous vous préoccupez des conséquences sociales que le système de wagons affrétés par le producteur peut entraîner dans les petites collectivités.

Mais que diable pensez-vous que la fermeture de 200—c'est-à-dire 40 p. 100 de vos stations de livraison—entraînera comme conséquences pour ces petites collectivités? Je vous pose la question parce que vous vous dites préoccupé par les effets sociaux.

M. Howe: Nous sommes très préoccupés par la question et c'est pour cela que cela nous a pris des années à le faire. Nous n'avons pas fait cela du jour au lendemain, nous ne précipitons pas les choses non plus. Nous procédons à un rythme qui permet aux producteurs de s'adapter aux changements. Ils savent tous exactement ce que nous entendons faire. Il n'y a pas de mystère pour personne. Ils ont pris part à la planification.

Le sénateur Barootes: Mais vous parlez de fermer environ 40 p. 100. Le système de wagons affrétés par le producteur représente 1 p. 100. La dévastation que vous allez vraisemblablement provoquer dans le mode de vie des fermiers est 40 fois plus importante si vous fermez 40 p. 100 de vos points de livraison.

M. Howe: Avec l'avènement d'une augmentation—

[Text]

The Chairman: That is a mixed number. There is 1 per cent of the grain shipped in producer cars, and they are closing 40 per cent of their elevators.

Senator Barootes: Let us say 3 per cent. All I am saying is that 40 per cent is a dreadful percentage of elevators to close. I agree that that is the only rationalization that will keep the delivery system alive, but that, surely, constitutes a much greater havoc on the villages. You state:

—the subsequent social and financial impact on the small towns and villages of the prairies will be severe—

I think this will be an evolution of what is going on in the ghost towns, and so forth. Do you not think so?

Mr. Howe: Mr. Chairman, we are as concerned as Senator Barootes is about the depopulation of rural Saskatchewan, but one must realize the size of some of the towns we are talking about. Many of the elevators we still maintain in country points are in villages that may consist of only five or ten people. They are no longer classified as being towns. There is nothing left by way of services to the people other than the elevator, and the elevator itself cannot sustain a village. The people have moved to other centres for various reasons. These are the kinds of places we are talking about.

I dare say that 100 of the 200 we are talking about are in virtually those very points. The others will be even more difficult because perhaps there is some sense of a community in those places, and many times those communities carry on even after the elevators have gone, but the elevators are a vital part of their way of life, and we are just as concerned about that as you are.

Senator Barootes: I am only trying to make the point that the producer car utilization is not as serious a threat to the social thread of western Canada as is the necessary improvement in efficiency of the elevating system.

Mr. Strath: Our concern lies in that the increased incentive we see from clause 8 will hasten that process.

Senator Barootes: We are only talking about 1 per cent.

Mr. Strath: But we have seen projections by other groups who support this that it could be as high as 16 per cent in a very short time. If that is a fact—and we do not know because that is somebody's assessment—

Senator Barootes: That is a bogeyman you can throw out.

I agree that there will be increased use. The important part of clause 8 is the additional incentive. You are pleased with what is happening now at the 1 per cent level, but you claim this additional monetary incentive may accelerate, I think is the word you used, this tendency.

Mr. Strath: Yes.

Senator Barootes: I am sure you are aware that the Minister of State (Grains and Oilseeds), on the advice of the Canadian

[Traduction]

Le président: Il y a confusion quant aux chiffres. Il y a 1 p. 100 des céréales qui est expédié dans les wagons affrétés et ils ferment 40 p. 100 de leurs éleveurs.

Le sénateur Barootes: Disons 3 p. 100. Tout ce que je dis, c'est que 40 p. 100 représente un terrible pourcentage d'éleveurs à fermer. J'admets qu'il s'agit de la seule rationalisation qui puisse permettre de sauver le système de livraison, mais cela signifie, à coup sûr, des ravages beaucoup plus importants dans les villages. Vous affirmez:

—les conséquences sociales et financières seront graves pour les petites villes et les villages des prairies—

Je pense qu'il s'agira d'une évolution de la situation actuelle dans les villes fantômes. Ne croyez-vous pas?

M. Howe: Monsieur le président, nous nous préoccupons tout autant que le sénateur Barootes de la dépopulation des campagnes de la Saskatchewan, mais il faut se rendre compte de la petite taille de certaines villes dont nous parlons. Dans bien des cas où nous conservons des éleveurs en campagne, il s'agit de villages formés de seulement cinq ou dix personnes. Ils ne sont plus considérés comme des petites villes. Il n'y a plus de services offerts aux gens à part l'éleveur, et l'éleveur seul ne peut maintenir un village. Les gens ont quitté pour d'autres centres pour diverses raisons. C'est de ce genre d'endroits dont nous parlons.

Il est probable que 100 des 200 points dont nous parlons sont précisément des endroits de ce genre. Dans les autres cas, cela sera même plus difficile en raison, peut-être, d'un sentiment d'appartenance à la collectivité qui peut exister à ces endroits, et bien des fois ces collectivités survivent après la fermeture des éleveurs, mais les éleveurs sont un élément essentiel de leur mode de vie et nous nous préoccupons tout autant que vous de la question.

Le sénateur Barootes: Tout ce que je tente de dire, c'est que le recours aux wagons affrétés par le producteur ne constitue pas une menace aussi sérieuse pour le tissu social de l'Ouest canadien que pourra l'être la nécessité d'augmenter l'efficacité du réseau d'éleveurs.

M. Strath: Nous craignons que ce stimulant découlant de la clause 8 ait pour effet d'accélérer ce processus.

Le sénateur Barootes: Nous ne parlons que d'environ 1 p. 100.

M. Strath: Mais d'après les projections d'autres groupes en faveur de cette mesure, cela pourrait atteindre 16 p. 100 en très peu de temps. Si cela se produit—ce qui n'est pas certain puisqu'il s'agit de l'évaluation d'une personne.

Le sénateur Barootes: Il s'agit d'un croque-mitaine dont nous pouvons nous débarrasser.

J'admets qu'il y aura un usage accru. L'aspect important de la clause 8 est justement le stimulant pécuniaire. Nous sommes contents des résultats actuels avec un niveau de 1 p. 100, mais vous prétendez que ce stimulant monétaire accélérera—c'est le mot que vous avez employé, je crois—cette tendance.

M. Strath: Oui.

Le sénateur Barootes: Vous savez sûrement que le ministre d'État peut, sur les conseils de la Commission canadienne du

[Text]

Wheat Board, has some discretion as to what amount or percentage of that will be remitted to the producer car user. It is not as if he is going to return the whole \$400 or \$500 per car. They are not going to get \$400 or \$500 if the minister decides that they are only going to get \$100, or 10 per cent, 15 per cent or 30 per cent, because of the very factor that you have described so eloquently regarding the benefits that go to all producers through the elevating system.

You are aware of that, I hope.

Mr. Strath: Yes.

Senator Barootes: So it is not as if the incentive will be so enormous that it will, all of a sudden, cause people to desert the wheat pool system or the present delivery system and suddenly run to producer cars in huge numbers because he may set that remittance to them—am I using the right accounting word? The amount remitted to them may not be the full amount. He will take into consideration the damage done to your system and the benefits that your system brings to all producers.

Am I correct in that?

The Chairman: I think, Senator Barootes, we will give the witnesses an opportunity to comment on the rebate problem you have been talking about.

Mr. Strath: Yes, you are correct. The concern we have is that it is discretionary and there will be tremendous pressure from both sides of the question as to that amount. It will be up to the individuals involved, either the members of the board or the minister, whoever that may be in the future, as to what decision will be taken. We have a concern that it could be one way or the other.

Senator Barootes: I agree. You are 130,000 strong and they are only approximately 5,000 strong, so I think I know which pressures the minister will succumb to, don't you?

Mr. Strath: I am not sure.

Senator Barootes: I am just guessing at that.

There are three or four statements that you have made relating to clause 8 that trouble me. I am not trying to be hypercritical; I am only trying to make this rational, sensible and logical.

At the bottom of page 4 of your brief you quote the Chief Commissioner of the Canadian Wheat Board as stating that we must have a viable method to handle large volumes of grain to be produced over the next few years. That statement carries over to the top of page 5.

Then, in a *non sequitur* you state:

If the use of producer cars increases, more and more country elevators—

I do not believe there is a relationship to the Chief Commissioner of the Canadian Wheat Board in the next sentence. I am sure this is a statement of your own, and not a conclusion from his statement, or is it?

Mr. Strath: No. We made the statement that he is concerned about the level of country storage that is in place now, and it is gradually diminishing. He raised that concern.

[Traduction]

blé, déterminer le montant ou le pourcentage de la remise versée à l'utilisateur des wagons des producteurs. Ce n'est pas comme s'il allait remettre le 400 \$ ou le 500 \$ par wagon. Ils n'obtiendront pas ce montant si le Ministre décide qu'ils auront 100 \$, ou 10 p. 100, 15 p. 100 ou 30 p. 100, vu le facteur véritable que vous avez décrit en des termes si éloquents concernant les bénéfices qui reviennent à tous les producteurs par le biais du système d'élevateurs.

Vous êtes conscients de cela, j'espère.

M. Strath: Oui.

Le sénateur Barootes: Donc, ce n'est pas comme si l'impact de ce stimulant sera tel que tout d'un coup, les gens délaisseront le syndicat du blé ou le système de livraison actuel et se tourneront vers les wagons de producteur pour obtenir une remise quelconque. Est-ce le bon terme comptable? Ils ne recevront peut-être pas le plein montant. Le Ministre tiendra compte des dommages causés à notre système et des avantages que notre système comporte pour tous les producteurs.

Ai-je raison?

Le président: Je pense, sénateur Barootes, que nous donnerons aux témoins l'occasion de faire leurs observations sur la question de la remise dont vous parlez.

M. Strath: Oui, vous avez raison. Nous nous inquiétons du fait qu'il s'agit d'un pouvoir discrétionnaire et que des pressions énormes seront exercées des deux côtés quant au montant. Ce seront les individus en cause, soit les membres de la Commission ou le Ministre, peu importe qui ce sera à l'avenir, qui devront prendre la décision. Cela pourrait aller dans un sens comme dans l'autre.

Le sénateur Barootes: Je suis d'accord. Vous êtes 130 000 et ils ne sont qu'environ 5 000. De quel côté, selon vous, le Ministre penchera-t-il?

M. Strath: Je ne le sais pas avec certitude.

Le sénateur Barootes: Ce n'est qu'une supposition.

Vous avez fait trois ou quatre déclarations qui me troublent au sujet de la clause 8. Je ne veux pas critiquer pour critiquer. J'essaie simplement d'être logique, rationnel et raisonnable.

Au bas de la page 4 de votre mémoire, vous citez le commissaire en chef de la Commission canadienne du blé en disant que nous devons avoir une méthode rentable pour maintenir les volumes considérables de grains qui seront produits au cours des prochaines années. Cette déclaration se poursuit dans le haut de la page 5.

Et en conclusion, vous déclarez, ce qui me semble illogique:

Si on utilise plus de wagons de producteur, un nombre croissant d'élevateurs—

À mon avis, il n'y a pas de lien avec le commissaire en chef de la Commission canadienne du blé dans la phrase suivante. Je suis certain qu'il s'agit là d'une de vos déclarations et non d'une conclusion tirée de la sienne, n'est-ce pas?

M. Strath: Non. Nous avons déclaré qu'il est préoccupé par le niveau de stockage au pays maintenant et que ce niveau baisse graduellement. Il a soulevé cette question.

[Text]

Senator Barootes: Did he state:

If the use of producer cars increases, more and more country elevators—

Mr. Strath: No.

Senator Barootes: That is a statement of the Prairie Pools Inc.?

Mr. Strath: That is correct.

Senator Barootes: That is why I am confused because that is not like the statements we heard this morning from others from that organization.

You have been questioned about the inefficiencies.

I now refer you to page 7, paragraph 2(c). You have placed some emphasis on the inefficiency that results from producer cars being spotted, and so forth. You have given quite a few examples.

We were told this morning by the GTA that they have noticed no difference whatsoever in the efficiency of picking up producer cars spotted at a branch line, or whatever they are called, the sidings, in relation to the other cars that have been spotted there for the use of the company itself, the elevator company.

On close questioning they denied that there is any difference in either the deliveries—whether it is eight hours, 12 hours or 24 hours—and in picking up the cars, whereas you people have suggested there is quite a difference. The testimony seems to be at variance.

Mr. Strath: Ours comes from direct observation by either our elevator managers or our members in the country. We get direct reports of these sorts of things happening.

As I indicated, I was in my district yesterday and there were three Canadian government tankers sitting on the siding where producer cars have been loaded. They have been sitting there since July 15. They have been sitting there empty since then. I took the numbers down and got the board to check on why they were there and I was told that they had been spotted on speculation that some producers might want them. They are still sitting there three weeks later.

Senator Barootes: We were told this morning that the allocation of cars for producer or for company allocation at a certain point is based on the Canadian Wheat Board requests for delivery of a certain type of grain. We were told that they do not just put them out there and say, "Here, we have put these cars out there for any of you rascals who want to use them." They said that they only allocate them on the basis that there is a request, a sale and delivery that they need, and if it is 24 hours, that is all they wait, and if it is 12 hours, that is all they wait. They said that the producer cars are just as ready and loaded as are the cars for any other company.

Mr. Strath: Our observation does not indicate that.

What you have said is true in normal times. In recent times—in the month of July, for example—there has been some surplus of cars because of the lower number of grain movements. I have to say that, in some cases, there have been

[Traduction]

Le sénateur Barootes: A-t-il dit:

Si l'usage des wagons de producteur augmente, de plus en plus d'éleveurs canadiens—

M. Strath: Non.

Le sénateur Barootes: Est-ce là une déclaration de la Prairie Pools Inc.?

M. Strath: Vous avez raison.

Le sénateur Barootes: C'est là la raison de mon embarras. Cela va à l'encontre des déclarations que nous avons entendues ce matin de la part d'autres membres de cette organisation.

On vous a parlé d'insuffisances.

Passons maintenant à la page 7, alinéa 2c). Vous avez insisté sur l'inefficacité qui découle de l'immobilisation des wagons de producteur et ainsi de suite. Vous avez cité quelques exemples.

Or, ce matin, l'OTG a indiqué qu'il n'avait observé aucune différence d'efficacité entre le fait d'aller chercher les wagons mis en réserve à des embranchements ou sur des voies d'évitement, comme vous voulez, par rapport aux autres wagons immobilisés là, réservés à l'usage de la société elle-même, la société d'éleveurs.

À la fin, ils nient le fait qu'il y ait une différence dans les livraisons—que ce soit huit, douze ou vingt-quatre heures—et le fait d'aller chercher les wagons; alors que vous avez laissé entendre qu'il y a une nette différence. Cela semble contredire ce témoignage.

M. Strath: Notre témoignage découle de l'observation directe soit des gérants d'éleveurs soit des membres au pays. Nous avons des rapports directs sur ce genre de choses.

Comme je l'ai indiqué, j'étais dans mon district hier et il y avait trois citernes du gouvernement canadien sur la voie d'évitement où des wagons de producteur avaient été chargés. Ils étaient là depuis le 15 juillet. Ils sont là vides depuis ce temps. J'ai noté les numéros et je suis allé vérifier pourquoi ils étaient là et on m'a dit qu'ils avaient été réservés au cas où des producteurs en auraient besoin. Ils sont encore là trois semaines plus tard.

Le sénateur Barootes: On nous a dit ce matin que l'affectation des wagons pour les producteurs ou pour les sociétés à un certain point est fondée sur les demandes de livraison d'un certain type de grain de la Commission canadienne du blé. On nous a dit qu'il ne s'agit pas de les mettre dehors et de dire «Voici, nous avons mis ces wagons de côté pour ceux d'entre vous qui veulent les utiliser». Ils ont dit qu'ils ne sont affectés que si une demande est faite, une vente ou une livraison nécessaire et si c'est 24 heures, ils attendent 24 heures, et si c'est 12 heures, ils n'attendent que 12 heures. Ils disent que les wagons de producteur sont tout aussi prêts et chargés que les wagons pour toute autre entreprise.

M. Strath: Notre observation n'indique que cela.

Ce que vous avez dit est vrai en temps normal. Dernièrement, au mois de juillet par exemple, il y a eu un surplus de wagons vu la baisse des mouvements de grains. Je dois dire que dans certains cas, certains wagons ont été immobilisés à certains éleveurs du pays en prévision de commandes.

[Text]

cars spotted at country elevator points in anticipation of orders.

Normally if a manager sees cars in his car spot he will phone head office and try to get an order to fill those. In this case those three cars have sat there for three weeks. They are still sitting there. I do not know how long they will remain there.

That is just one instance. I see that in my district, and I come from a small area of western Canada. If I see that, surely there is a multiplication of that same example elsewhere in Canada.

Senator Barootes: There was no such example given by the GTA and the Canadian Wheat Board this morning.

Mr. Strath: We are out there on the ground. We see these things happening.

Senator Barootes: I would hope that your employees would report anything that is unfavourable to others and favourable to you. Of course they would, otherwise you would not have them as employees.

Mr. Strath: I hope you are not suggesting something there.'

Senator Barootes: On the question of producer cars versus non-producer cars, I accept that your overhead can remain constant. I accept that it is possible that somebody else using another system will leave you with a fixed overhead, or a fixed carrying charge and less volume, which adds, if you will, to the percentage cost. I think that is true.

Do you think that there is any possibility the phenomenon you have described to us today might be the result of the Canadian Wheat Board wanting grain in May, June and July to fill orders which many farmers are reluctant to deliver because they see the price of grain rising and they hold back grain? So the Canadian Wheat Board may have been spotting extra cars around in the hopes of enticing people to deliver.

Is there any possibility of that?

Mr. Strath: I do not think that the cars would entice people to deliver.

The Chairman: In any event, you did not say that the Canadian Wheat Board was spotting, you said that the railways were spotting on speculation.

Senator Barootes: So it is the railways that might be spotting their spare cars around.

Mr. Strath: I do not think that is to entice people to deliver; that is in anticipation of orders.

Senator Barootes: I must have gotten the wrong impression, but I thought these spotted cars had to be on request.

Mr. Strath: In normal times, yes.

Senator Barootes: But these are abnormal times when the board is not getting as much grain delivered as it would like to have delivered.

[Traduction]

Normalement, si un gérant voit des wagons dans sa réserve, il téléphone au bureau central pour tenter d'obtenir une commande pour les remplir. Dans le cas en question, les trois wagons étaient là depuis trois semaines. Ils sont encore là. Je ne sais pas combien de temps ils y resteront.

Ce n'est qu'un exemple. Je constate cela dans mon district et je viens d'une petite région de l'Ouest. Il doit donc y en avoir à maints endroits ailleurs au pays.

Le sénateur Barootes: L'OTG et la Commission canadienne du blé n'ont donné aucun exemple du genre ce matin.

M. Strath: Nous sommes là sur le terrain. Nous voyons ce qui se produit.

Le sénateur Barootes: J'espère bien que vos employés signalent ce qui est défavorable aux autres et ce qui nous est favorable. Ils devraient le faire bien sûr, autrement vous ne les auriez pas comme employés.

M. Strath: J'espère que vous ne laissez pas entendre quelque chose.

Le sénateur Barootes: En ce qui a trait aux wagons de producteur par rapport aux autres wagons, j'admets le fait que vos frais généraux ne changent pas. J'admets qu'il soit possible que si quelqu'un d'autre utilise un autre système, vous demeuriez avec des frais généraux fixes ou des frais de transport fixes et un volume réduit, qui ajoute au coût en pourcentage. Je pense que c'est vrai.

Pensez-vous que le phénomène que vous nous avez décrit aujourd'hui puisse découler du fait que la Commission canadienne du blé puisse vouloir du grain en mai, juin et juillet pour remplir les commandes que nombre de fermiers hésitent à livrer parce qu'ils voient le prix du grain augmenter et en garde des réserves? La Commission canadienne du blé peut avoir monopolisé des wagons supplémentaires pour inciter les gens à livrer le grain.

Est-ce possible?

M. Strath: Je ne crois pas que ces wagons inciteraient les gens à livrer.

Le président: De toute façon, vous n'avez pas dit que la Commission canadienne du blé met des wagons en réserve, mais plutôt que les chemins de fer le font par spéculation.

Le sénateur Barootes: Donc, ce sont les chemins de fer qui mettent leurs wagons supplémentaires de côté.

M. Strath: Je ne pense pas que cela incite les gens à livrer; c'est en prévision de commandes.

Le sénateur Barootes: C'est peut-être une fausse impression, mais je croyais que les wagons mis en réserve devaient être disponibles sur demande.

M. Strath: En temps normal, oui.

Le sénateur Barootes: Mais il y a des temps anormaux où la commission n'arrive pas à faire livrer autant de grain qu'elle souhaiterait faire livrer.

[Text]

On page 9 you mention that a small minority will benefit at the expense of the remainder, which may be so. You state:

Prairie agriculture has survived and generally prospered under a sharing of costs and benefits under the Canadian Wheat Board marketing system. If this is to continue, the principle of pooling must be maintained.

Are you referring to the producer car subtracting from the pooling?

Mr. Strath: The whole concept of sharing of costs and benefits of the system.

Senator Barootes: Yet officials from the Canadian Wheat Board did not object when asked directly about whether this is subtracting from their efficiency.

Mr. Strath: I suppose the first sentence of that paragraph indicates our puzzlement at that. We are at a loss to justify the reasoning.

Senator Barootes: A farmer who loads his own grain into a producer car is expending energy, time and effort of his own instead of expending your energy, time and effort.

Mr. Strath: That is right.

Senator Barootes: Is that the rationale behind why he should receive additional compensation or, if you will, a credit?

Mr. Strath: He is not paying the elevation and handling charges that the country elevators normally charge. He is not incurring those costs because he is doing the work himself.

Senator Barootes: At the other end of the terminal, however, he is being charged for cleaning, grading and elevator storage, is he not?

Mr. Strath: Yes, as are the people who deliver into the system.

Senator Barootes: So his saving is only at the front end, not the back end?

Mr. Strath: Yes.

Senator Barootes: Does clause 8 give him any additional benefit at the terminal end?

Mr. Strath: No, the benefit comes at the country storage and handling end.

Senator Bielish: Which he does not use.

Mr. Strath: I suppose our whole point is that that system is of such benefit to everybody that they should share in that cost.

Senator Barootes: I think I understand this a little better, thank you.

Mr. Livingstone: If I might, Mr. Chairman, Senator Bielish commented that the farmer does not use that end of the system. I suppose what our chairman, Mr. Strath, is trying to point out—which is that the pooling system is at risk—might be said by way of an analogy. You know, if we do not send our children to school, we have no reason to pay school taxes. As a parent who is no longer sending children to school, I am not

[Traduction]

A la page 9, vous mentionnez qu'une petite minorité retirera des avantages aux dépens du reste, ce qui peut bien être vrai. Vous affirmez:

L'agriculture des Prairies a survécu et généralement prospéré grâce à un partage des coûts et des avantages réalisés à l'aide des systèmes de commercialisation de la Commission canadienne du blé. Si l'on souhaite que cela continue, il faut préserver le principe de la mise en commun.

Faites-vous allusion à l'éventuel retrait du wagon des producteurs du regroupement?

M. Strath: À tout le principe du partage des coûts et des avantages du système.

Le sénateur Barootes: Pourtant les fonctionnaires de la Commission canadienne du blé n'ont aucunement protesté lorsqu'on leur a demandé si cela diminuait leur efficacité.

M. Strath: Je suppose que la première phrase du paragraphe est révélatrice de notre embarras. Nous ne trouvons pas les mots pour justifier le raisonnement.

Le sénateur Barootes: L'agriculteur qui charge son grain à bord d'un wagon affrété par les producteurs y met son temps, ses énergies et ses efforts au lieu des vôtres.

M. Strath: Exact.

Le sénateur Barootes: Est-ce la raison pour laquelle il devrait recevoir un dédommagement supplémentaire ou, si vous voulez, un crédit?

M. Strath: Il ne paie pas les frais d'ensilage et de manutention que les silos de collecte demandent normalement. Il n'assume pas ces coûts parce qu'il fait le travail lui-même.

Le sénateur Barootes: A l'autre extrémité, au silo portuaire, toutefois, on lui fait payer les frais de nettoyage, de classification et d'entreposage en silo, n'est-ce pas?

M. Strath: Oui, tout comme ceux qui livrent à même le système.

Le sénateur Barootes: Alors il ne réalise une économie qu'au départ, pas à l'arrivée?

M. Strath: Oui.

Le sénateur Barootes: Est-ce que l'article 8 lui confère un autre avantage au silo portuaire?

M. Strath: Non, l'avantage survient à l'entreposage en silo de collecte et à la manutention.

Le sénateur Bielish: Qu'il n'utilise pas.

M. Strath: Je suppose que là où nous voulons en venir, c'est que ce système est tellement avantageux pour tout le monde qu'il faudrait que chacun en partage le coût.

Le sénateur Barootes: Je crois que je comprends un peu mieux la question, merci.

M. Livingstone: Avec votre permission, monsieur le Président, madame la sénatrice Bielish a dit que l'agriculteur n'avait nul usage de ce maillon du système. Je crois que ce que notre président, M. Strath, essaie de faire valoir, à savoir que le système de mise en commun est en danger, pourrait être exprimé par une analogie. Vous savez, si nous n'envoyons pas nos enfants à l'école, nous n'avons aucune raison de payer la

[Text]

using that school system, and perhaps I think that I should not incur any cost for it. I drive on roads that are built by engineers and I go to hospitals that are serviced by doctors and nurses who all graduate from those learning institutions, yet I may not want to pay anything for them because I did not personally use the system. I use the benefits of that system, yet I am not willing to pay for it.

Let us take it back to the grain marketing system. The fact is that the grain is there in storage and in surge capacity so that the farmer can meet all of his sales commitments and so that grains, grades and prices can be maintained for him whenever he wants to ship. It is all there. He is using a system he is not willing to pay for. He is using it in its entirety, but he does not want to pay for it in its entirety. The terminals will clean, grade and store the grain as well as put it on a ship. Even though he is paying part of those costs at the terminals, he is not paying for the infrastructure that makes that whole thing possible.

But let us take it even further, if we want to talk about user pay. Excan Grain, which is the marketing arm of the three prairie pools, markets grain, has its own administrative costs and will market grain on behalf of the Canadian Wheat Board. It will go out and find the markets and incur all of the costs. Perhaps we should require that some of the administrative costs the wheat board charges us come back to us. Let us carry this to its ultimate end—we do not use that system. We do not use any of its administrative staff, salesmen or whatever, yet we pay those costs because the wheat board there is helping with the market development for Excan to operate. We are part of the system—that is no different from what the producers are doing.

Senator Barootes: Thank you, Mr. Livingstone, for making these things clearer to me, because I think I was a little confused about them. I want to tell you, though, that if you get to be age 65 or 70, you won't have to pay those school taxes any more.

Senator Bielish: And you do pay your taxes for your roads.

The Chairman: Honourable senators, there being no further questions, I will conclude by thanking, on behalf of the members of the committee, Mr. Strath, Mr. Livingstone and Mr. Howe, for presenting a good presentation and for being so forthcoming in their answers.

The committee adjourned.

Ottawa, Wednesday, August 3, 1988

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry, to which were referred Bill C-112, to amend the Canada Grain Act and other acts in consequence thereof, and Bill C-132, to amend the Western Grain Stabilization Act, met this day at 7.30 p.m. to give consideration to the bills.

[Traduction]

taxe scolaire. En tant que parent qui n'envoie plus ses enfants à l'école, je n'utilise plus le système scolaire et je pourrais peut-être penser que je ne devrais pas en assumer le coût. Je circule sur des routes construites par des ingénieurs et je vais dans des hôpitaux où sont à l'œuvre des médecins et des infirmières qui font leurs études dans nos établissements d'enseignement; pourtant, il peut que je refuse de payer quoi que ce soit pour eux sous prétexte que, personnellement, je n'utilise pas le système. Je profite des avantages du système, mais je ne suis pas prêt à payer pour.

Transposons cet exemple au système de commercialisation du grain. Le fait est que le grain est là, entreposé en grande quantité, si bien que l'agriculteur peut faire face à tous ses engagements commerciaux et qu'il est possible de maintenir les grains, les classes et les prix pour lui chaque fois qu'il veut expédier. Tout est là. Il utilise un système pour lequel il n'est pas prêt à payer. Il l'utilise dans son entièreté mais il n'est pas prêt à payer pour dans son entièreté. Au silo portuaire, le grain sera nettoyé, classé et entreposé et même chargé sur les bateaux. Bien qu'il assume une partie des coûts au silo portuaire, il ne paie pas pour l'infrastructure qui rend le tout possible.

Mais puisque nous parlons de l'utilisateur payeur, allons plus loin. Excan Grain, organe de la commercialisation des trois pools des Prairies, commercialise le grain, a ses propres coûts administratifs et commercialise éventuellement le grain au nom de la Commission canadienne du blé. Elle va à la recherche de débouchés et assume tous les coûts de cette démarche. Nous devrions peut-être exiger que certains des coûts administratifs que la commission du blé nous demande nous reviennent. Allons au bout de cette logique; nous n'utilisons pas ce système. Nous n'utilisons ni le personnel administratif, ni les vendeurs, mais nous assumons ces coûts parce que la commission du blé contribue au développement du marché sur lequel Excan peut opérer. Nous sommes un élément du système—aucune différence avec la situation des producteurs.

Le sénateur Barootes: Je vous remercie d'avoir éclairé ma lanterne, M. Livingstone, parce que la question n'était pas très claire pour moi. Je tiens à vous dire, cependant, que si vous atteignez l'âge de 65 ou 70 ans, vous n'aurez plus à payer la taxe scolaire.

Le sénateur Bielish: Et vous payez effectivement la taxe de voirie.

Le président: Honorables sénateurs, comme il n'y a plus de questions, je conclurai en remerciant, au nom des membres du comité, MM. Strath, Livingstone et Howe pour leur excellente présentation et pour leur empressement à répondre aux questions.

Le comité suspend ses travaux.

Ottawa, le mercredi 3 août 1988

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts, à qui ont été renvoyés le projet de loi C-112, Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada et d'autres lois en conséquence, et le projet de loi C-132, Loi modifiant la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, se réunit aujourd'hui à 19 h 30 pour étudier lesdits projets de loi.

[Text]

Senator Dan Hays (Chairman) in the Chair.

The Chairman: Honourable senators, I welcome to the meeting the witnesses we are going to hear in our consideration this evening of Bill C-112, to amend the Canada Grain Act and other acts in consequence thereof, and Bill C-132, to amend the Western Grain Stabilization Act. Our witnesses are Mr. W.J. O'Connor, Executive Director, Canadian Grain Commission, and Mr. Craig Fulton, Acting Director, Program Coordination, Priorities and Strategies Directorate, Grains and Oilseeds Branch, Department of Agriculture.

Welcome, gentlemen. I would ask for your general comments on the legislation, and after that we would like to ask you some questions. Would you please proceed?

Mr. W.J. O'Connor, Executive Director, Canadian Grain Commission: I will start, Mr. Chairman. Thank you very much. It is a pleasure for me to be here. I don't have an opening statement but I can briefly outline the amendments. The act, of course, has not been amended since 1970.

The Chairman: Would you specify which act you are talking about?

Mr. O'Connor: I am speaking of the Canadian Grain Act, Bill C-112. Our amendments are really fairly minor. They are mostly of a clarifying and updating nature. There has been some confusion and some major changes since the act was last amended. I think back in the 70's there was not envisaged the development that has occurred since with grain dealers and some of the smaller companies. As a result some of the terminology does not adequately cover the intention of the legislation. There have been some court cases in which some of the interpretations that our legal counsel gave us have been challenged to a degree by other lawyers. So there is an effort made in the amendments to clarify a number of sections in the act, to clarify the language and to update it.

There are amendments that would clarify the protection offered to persons dealing with licensees, and would also in general limit protection so that the security posted with the commission would be available only to producer clients of the licensees.

There is reference to the commissioner and the assistant commissioners being appointed for terms. There has been considerable discussion about that. I think those are the major issues that I would mention in an opening statement.

The Chairman: Perhaps we could go to what you touched on last. You are quite right, we have heard about the change that is contained in clause 2 of the bill.

Mr. O'Connor: And clause 4.

The Chairman: Clause 2 and clause 4. I wonder if you could briefly describe what is in place now and how that will change by virtue of this amendment? I gather that the equivalent of what will become the Canada Grain Commission under this amendment is now in place, and that people will be appointed not during good behaviour but for a period of time at the discretion of the Governor in Council. Perhaps you could just elaborate on what is in place and what is to replace it.

[Traduction]

Le sénateur Dan Hays (président) occupe le fauteuil.

Le président: Messieurs les sénateurs, j'ai plaisir à accueillir nos témoins de ce soir sur le projet de loi C-112 (Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada et d'autres lois en conséquence) et le projet de loi C-132 (Loi modifiant la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest). Il s'agit de MM. W. J. O'Connor, directeur général de la Commission canadienne des grains, et Craig Fulton, directeur p.i. de la Coordination des programmes à la Direction générale des priorités et stratégies, secteur des céréales, ministère de l'Agriculture.

Bienvenue, messieurs. Voulez-vous commencer par nous livrer vos commentaires généraux sur ces textes de loi? Après quoi nous aimerions vous poser des questions. À vous la parole.

M. W. J. O'Connor, directeur général de la Commission canadienne des grains: À moi l'honneur, monsieur le président, merci beaucoup. Je me réjouis d'être avec vous ce soir. Je n'ai pas de déclaration d'ouverture, mais je peux vous décrire brièvement les amendements proposés. Vous n'êtes évidemment pas sans savoir que la dernière modification de la Loi remonte à 1970.

Le président: De laquelle, s'il vous plaît?

M. O'Connor: Je veux parler de la Loi sur les grains du Canada, du projet de loi C-112, auquel nous proposons des amendements somme toute assez mineurs qui ont surtout pour but de l'éclaircir et de le mettre à jour. Une certaine confusion s'est installée depuis la dernière modification de la Loi; de plus, la conjoncture a beaucoup changé. Personne ne songeait, pendant les années 70, à l'expansion du négoce des grains et de certaines petites compagnies, d'où inadéquation de certains termes à la portée réelle de la Loi. Il y a eu des procès où l'interprétation de nos avocats a été contestée par d'autres. C'est pourquoi nous avons voulu un peu plus de clarté dans certains articles de la Loi, qui est précisée et actualisée.

Certains amendements ont pour effet de préciser la protection qui est offerte aux personnes ayant affaire aux détenteurs de licence, et aussi, généralement, de la limiter; ainsi, le nantissement de la Commission ne serait disponible qu'aux producteurs clients des détenteurs de licence.

Il est question que les commissaires et les commissaires adjoints soient nommés pour une période déterminée. On en a déjà beaucoup discuté. Voilà l'essentiel des points qui méritent selon moi d'être mis en lumière.

Le président: Si on commençait par le dernier point? Tous ont constaté, je pense, qu'un tel changement est proposé à l'article 2 du projet de loi.

M. O'Connor: Ainsi qu'à l'article 4.

Le président: Et 2, et 4. Voulez-vous résumer pour nous la situation actuelle et les changements qu'apporterait cet amendement? Je crois comprendre qu'il existe déjà quelque chose d'analogue à cette Commission canadienne des grains qui sera créée en vertu du projet de loi, et que les personnes qui y seront nommées le seront à titre amovible et non pas inamovible. Pouvez-vous nous dire comment cela fonctionne en ce moment, et quelles seront les nouvelles modalités?

[Text]

Mr. O'Connor: The act calls for the appointment of three commissioners and six assistant commissioners. Currently the act does not fix a term. The commissioner and the assistant commissioners serve at pleasure. The amendment would fix a term of up to seven years for commissioners and up to five years for assistant commissioners. It doesn't specify it would be for seven years, and I think there is some thought of staggering the terms so that there would not be a complete change at any one time.

The Chairman: Perhaps you could elaborate on what will happen assuming the amendment goes in place? Can you enlighten us on whether or not the existing officials will be appointed or has there been any indication of what will happen if the amendment takes effect?

Mr. O'Connor: No, there has been no indication to myself or to the commissioners, as far as I know, but I think that some of the present commissioners who have not served very long would probably continue to serve and might be appointed for a seven-year term or part thereof. Certainly, if I were to broaden that and speak of both the commissioner and assistant commissioners, I would expect that some of them would certainly be appointed for the term that is specified. But I am speculating. As you will appreciate, this is something within the purview of the minister.

The Chairman: Yes. Is seven years unusual?

Mr. O'Connor: I don't think it is an unusually long term in that many of the commissioners have served for a longer period than that. Over the years, many commissioners have served 10 years, 15 years.

The Chairman: Those who served those long periods of time were appointed at pleasure and would have been reappointed a number of times, I gather, or would they have just held office and not been replaced, as it were?

Mr. O'Connor: Certainly in latter years it has been more a situation where someone appointed was reappointed because he was serving at pleasure, and presumably the government of the day was satisfied with the work he was doing and left him there.

Senator Bielish: Commissioners were appointed and continued to serve, as you say, for up to 15 years. When they eventually left was it because they had reached the age of retirement?

Mr. O'Connor: I believe if one goes back to people like C.L. Shuttleworth, it was retirement age. Of course, the act did formerly specify service to the age of 65. I believe that has changed now because of changes in the area of human rights.

Senator Bielish: Thank you.

The Chairman: Senator Barootes.

Senator Barootes: Who are the commissioners now?

Mr. O'Connor: There are three commissioners now.

Senator Barootes: Who are they?

[Traduction]

M. O'Connor: D'après la Loi, il faut nommer trois commissaires et six commissaires adjoints, qui exercent leurs fonctions à titre amovible, sans limite de temps. Ce projet de loi définit un mandat: de jusqu'à sept ans pour les commissaires, de cinq ans pour les adjoints. Ce mandat de sept ans n'est pas obligatoire, cependant, et je crois qu'il est question qu'on décale les mandats des uns et des autres de façon que tous les postes ne se renouvellent pas en même temps.

Le président: Pouvez-vous nous dire ce qu'il arriverait, concrètement, si l'amendement était adopté? Les intérimaires actuels seront-ils nommés, ou sait-on au juste ce qui va se passer?

M. O'Connor: À moi on n'a rien dit, ni aux commissaires éventuels je pense, mais j'imagine que certains commissaires récemment nommés auraient peut-être droit au septennat ou à une partie du septennat. Si j'extrapolais—et ce n'est vraiment qu'une supposition—je serais porté à croire qu'et les commissaires, et les adjoints, auront droit au mandat prescrit. Vous comprendrez, cependant, que c'est au ministre d'en décider.

Le président: Sept ans, c'est long, dirait-on?

M. O'Connor: Pas si long, si l'on songe que bien des commissaires ont servi plus longtemps. Il y en a plusieurs qui ont fait dix, quinze ans.

Le président: Ceux qui ont fait d'aussi longs mandats étaient nommés à titre amovible, j'imagine, et renommés plusieurs fois, ou s'ils se sont accrochés, sans jamais être remplacés?

M. O'Connor: Ces dernières années, il s'est bien sûr agi de titulaires renommés puisque, nommés à titre amovible, ils faisaient du bon travail qui correspondait aux attentes du gouvernement, lequel les maintenait en poste.

Le sénateur Bielish: Des commissaires ont été nommés et ont continué en fonction, dites-vous, pendant jusqu'à quinze ans. Lorsqu'ils finissaient par partir, était-ce à la retraite?

M. O'Connor: Oui, si l'on remonte à des mandats comme celui de C. L. Shuttleworth, car l'ancienne loi prévoyait la fin du mandat à l'âge de 65 ans. Bien sûr, il n'en est plus question, vu les changements survenus dans le domaine des droits de la personne.

Le sénateur Bielish: Merci.

Le président: Monsieur le sénateur Barootes?

Le sénateur Barootes: Qui sont les commissaires actuels?

M. O'Connor: Ils sont trois.

Le sénateur Barootes: Leurs noms?

[Text]

Mr. O'Connor: George Leith is the chief commissioner. Richard Klassen is the assistant chief commissioner, and Richard Groundwater is commissioner.

Senator Barootes: How long has Mr. Leith and Mr. Klassen and Mr. Groundwater been on board, as they say?

Mr. O'Connor: Mr. Leith has been there at least 10 years. I am sorry, I don't have my sheet in front of me but he has been there 10 years or maybe 11. The other two commissioners were appointed in 1986, I guess it would be. They were appointed more or less at the same time.

Senator Barootes: And they are serving at pleasure?

Mr. O'Connor: At pleasure, yes.

Senator Barootes: And the assistant commissioners, is that what you call the other six?

Mr. O'Connor: Yes.

Senator Barootes: They are part-time, I take it?

Mr. O'Connor: No. They handle inquiries from producers and they go around to the primary elevators. Generally, they are doing this on a full-time basis.

Senator Barootes: So all nine of them are full-time?

Mr. O'Connor: Yes.

Senator Barootes: And do the assistant commissioners have the same kind of tenure, 10 years?

Mr. O'Connor: Well, there has not been a specific term. They are appointed and serve at pleasure. In the last number of years the system has been that people have been appointed and have served at pleasure.

Senator Barootes: But most of them have been on the commission for some considerable period of time or are they all very recent appointees?

Mr. O'Connor: No. Most of the assistant commissioners have been appointed in the last few years. They are more recent. None of them has been there, for instance, as long as Mr. Leith was as chief commissioner and formerly as assistant chief. It happened that almost all of them were at or near retirement about three or four years ago, and as a result there have been changes since then at retirement age. Some of them were beyond 65. At least one I know of was beyond 65 years of age when he retired.

Senator Barootes: They are not like unfortunate senators who get turfed out at 75?

The Chairman: Life is tough!

Senator Barootes: But there is no age limit?

Mr. O'Connor: The act as it is currently written does specify 65, but I believe that was changed along with the age limit for retirement in a number of other acts as a result of human rights legislation. I understand there is a little uncertainty in that area, but some of our commissioners have certainly served beyond the age of 65. One commissioner who is currently serving is beyond that age.

[Traduction]

M. O'Connor: George Leith est chef commissaire; Richard Klassen est sous-chef commissaire; et Richard Groundwater est commissaire.

Le sénateur Barootes: Quels sont les états de service de MM. Leith, Klassen et Groundwater?

M. O'Connor: M. Leith est en poste depuis au moins une dizaine d'années, peut-être onze ans, mais je n'ai pas la fiche devant moi. Les deux autres commissaires furent nommés en 1986, je pense, plus ou moins au même moment.

Le sénateur Barootes: Et tous sont nommés à titre amovible?

M. O'Connor: Amovible, c'est ça.

Le sénateur Barootes: Et les commissaires adjoints? C'est bien comme ça qu'ils s'appellent?

M. O'Connor: Oui.

Le sénateur Barootes: Ils sont à temps partiel, j'imagine?

M. O'Connor: Non, monsieur. Ils s'occupent des demandes de renseignements de producteurs, ils se rendent dans les principaux éleveurs, et ce, généralement à temps plein.

Le sénateur Barootes: Tous les neuf?

M. O'Connor: Oui.

Le sénateur Barootes: Et les commissaires adjoints ont-ils un mandat semblable, soit une dizaine d'années?

M. O'Connor: On ne peut parler d'un mandat précis, puisqu'ils sont nommés et qu'ils travaillent à titre amovible. C'est la règle depuis bien des années, l'amovibilité.

Le sénateur Barootes: Mais la plupart sont à la Commission depuis pas mal longtemps, ou si ce sont des nouveaux venus?

M. O'Connor: La nomination de la plupart des commissaires adjoints remonte à quelques années seulement, c'est plus récent. Rien de comparable avec les états de service de M. Leith en tant que sous-chef puis chef commissaire. Presque tous étaient proches de la retraite il y a trois ou quatre ans, tout à fait par hasard, alors, les retraites aidant, il y a eu des changements depuis. Tous n'avaient pas 65 ans seulement, non plus; j'en connais au moins un qui était plus âgé.

Le sénateur Barootes: Alors que nous les sénateurs nous nous faisons dégommer à soixante-quinze ans.

Le président: Chienne de vie!

Le sénateur Barootes: Alors, il n'y a aucune limite d'âge?

M. O'Connor: Si, d'après le texte officiel de la Loi en vigueur, mais je crois que ce texte n'a plus d'effet depuis l'adoption des lois sur les droits de la personne. C'est un peu flou, mais toujours est-il que quelques-uns de nos commissaires ont continué en fonction passé 65 ans. C'est d'ailleurs le cas d'un commissaire qui est encore là.

[Text]

Senator Barootes: In that interesting context of no age limit, what about employees of the Canada Grain Commission? Do they get turfed out at 65?

Mr. O'Connor: No. Again that is because of a change in the last two or three years as a result of human rights legislation. Prior to that people did get turfed out. However, "turfed out" may be the wrong term to be using in either case because normally a public servant gets a fairly decent retirement. I might say that a number of our commissioners who have left have also been treated very well, in my judgment.

Senator Barootes: So when they retire with, shall I say, their well-earned pension, they can go into the private sector and be re-employed as consultants?

Mr. O'Connor: There are conflict of interest guidelines which affect public servants and the commissioners. There is usually a fixed period of about a year, which sometimes can be negotiated, during which they will not work for anyone with whom they had business dealings previously in their capacity as commissioners. Apart from that, yes, they do often go and work as consultants in other areas.

Senator Barootes: Would it be correct to say that the renewable term of up to seven years is not much different from the term of appointment in some of the other commissions, organizations and agencies of the federal government? I am thinking of, say, the Bank of Canada and the CRTC.

Mr. O'Connor: I believe that is the case but I am getting a bit out of my depth here. I am not sure.

Senator Barootes: Those other term appointments also have renewability in them?

Mr. O'Connor: I think so, yes.

Senator Barootes: If the Governor of the Bank of Canada were appointed for seven years and the bank renewed his appointment when he reached the age of 64, it would be for another seven years.

Mr. O'Connor: Or less, Senator Barootes.

Senator Barootes: Or until he chose to retire.

Mr. O'Connor: The Governor in Council could choose to appoint for less than the full term, and I gather that is the case here as well. It says up to seven years.

Senator Barootes: So they have that flexibility.

Mr. O'Connor: Yes.

Senator Barootes: Would the flexibility also allow the terms to be staggered?

Mr. O'Connor: Yes, I think that is envisaged. From my position I would hope it would because from the point of view of the organization it is better if there is continuity. Commissioners may change from time to time but not all three at the same time.

Senator Barootes: Those are all the questions I have, Mr. Chairman. Things seem so much in order it is—

[Traduction]

Le sénateur Barootes: Cette absence de limite d'âge m'intrigue. Qu'en est-il des employés de la Commission canadienne des grains? Se font-ils débarquer à l'âge de 65 ans?

M. O'Connor: Non plus, et toujours à cause de la législation en matière de droits de la personne. Auparavant, c'est sûr que les gens se faisaient débarquer, encore que ce mot déforme la réalité—que l'on songe à la retraite généreuse de la plupart des fonctionnaires fédéraux. Celle de nos commissaires ne l'est pas moins, soit dit en passant.

Le sénateur Barootes: Ainsi, lorsqu'ils prennent leur retraite dorée mais combien méritée, ils peuvent se recycler dans le secteur privé en tant que conseillers?

M. O'Connor: Tous les fonctionnaires, dont les commissaires, sont astreints à des lignes directrices sur les conflits d'intérêts. D'habitude, ils ne peuvent accepter d'emploi d'aucun employeur qui ait déjà eu affaire à eux en leur capacité de commissaires, et ce pendant une période fixe, d'une année environ, encore que la durée soit parfois négociable. Ces réserves étant faites, il demeure que les ex-commissaires se recyclent effectivement comme experts-conseils dans d'autres domaines.

Le sénateur Barootes: A-t-on raison de dire que le septennat renouvelable ne diffère pas tellement du mandat qui a cours dans d'autres conseils, commissions ou organismes de l'Administration fédérale, par exemple la Banque du Canada, ou le CRTC?

M. O'Connor: C'est mon impression, mais je n'en suis pas très sûr, car ce n'est pas vraiment dans mes cordes, tout cela.

Le sénateur Barootes: Mais ces autres mandats déterminés sont renouvelables?

M. O'Connor: Je crois que oui.

Le sénateur Barootes: Si le gouverneur de la Banque du Canada était nommé pour sept ans et qu'au terme de ce mandat il se fasse renommer par la Banque, ce serait pour encore sept ans.

M. O'Connor: Ou moins, monsieur le sénateur.

Le sénateur Barootes: Il peut opter pour la retraite.

M. O'Connor: Le gouverneur en conseil peut aussi opter pour un deuxième mandat de moins de sept ans, dans ce cas aussi, je pense, car il est bien indiqué que le mandat est de jusqu'à sept ans.

Le sénateur Barootes: Il y a donc une certaine souplesse.

M. O'Connor: En effet.

Le sénateur Barootes: Au point de pouvoir décaler les mandats?

M. O'Connor: C'est prévu, en effet. Quant à moi, je l'espère, car il vaut mieux pour l'organisme qu'il y ait une certaine continuité. Il y aurait un nouveau commissaire de temps en temps, mais pas trois nouveaux tous en même temps.

Le sénateur Barootes: Je n'ai plus d'autres questions, monsieur le président. Le tout est à ce point correct que c'en est —

[Text]

The Chairman: Shocking!

Senator Barootes: —almost routine, as far as I can see.

The Chairman: I assume the bill increases substantially the penalties for contravention of section 59 of the act. I see that there are fairly severe penalties for the contravention of section 59. I don't have the act with me, so could you elaborate what it is we are talking about when we are dealing with increased penalties and the contravention of section 59?

Mr. O'Connor: Generally the changes in penalties are really changes that take into account inflation. There have not been changes for awhile and so there is a tripling, really, of the previous maximums. I would point out that they are maximums. Very often judges do not levy the maximum.

The Chairman: You don't happen to know off hand what section 59 says you can't do? If you don't, that is fine. I can look it up myself.

Mr. O'Connor: I am sorry but I am unable to give you that information at this time.

The Chairman: If there are no further questions, then I would propose to call our next witness.

Senator Barootes: There may be one additional question. You have given more flexibility in here as to designation of grain standards and so on, to allow some of this to be done in a much easier manner. It says here that "grades may be established by regulation". I presume this means that before they were established by statute?

Mr. O'Connor: Yes. Formerly they were established in three ways. They were established by schedule I of the act. They were also established by regulation and there was also a provision whereby the commission could establish grades in certain instances by order of the commission.

The amendment would not really add anything new, but instead of there being three ways of establishing grades there would be only two. Those that have been in schedule I of the act would be done by regulation in the future if this amendment were passed. It is really difficult to make use of the act, except when it is before Parliament. This is about the only time you can make any change in the schedule. In any event, we have had the ability to make changes to other procedures. We are really just consolidating the system. It is not, in my view, a major change.

Senator Barootes: Are you the right party to ask this terrible question of? I want to talk to you about screenings. I have always had a penchant for that aspect of the industry. I asked about this at our meeting this morning and everyone said, "Don't ask me. Ask someone else." Screenings are what the terminal elevators get when they are cleaning grain. Have I got the right definition?

Mr. O'Connor: Screenings are defined in the act. Generally speaking, in our system the major cleaning takes place at the terminals, and that is where screenings are accumulated.

Senator Barootes: Having established what they are, I want to know whom they belong to?

[Traduction]

Le président: Choquant!

Le sénateur Barootes: . . . presque ennuyeux, si vous voulez mon avis.

Le président: Je présume que le projet de loi augmente considérablement les peines pour toute infraction à l'article 59 de la loi. Je constate que les infractions à l'article 59 sont punies assez sévèrement. Je n'ai pas la loi ici; pourriez-vous nous expliquer ce que signifient l'augmentation de la peine et l'infraction à l'article 59?

M. O'Connor: Généralement, toute modification de la peine tient compte de l'inflation. Comme il n'y a pas eu de modification depuis un moment, on triple en fait les amendes maximales. Et je souligne que ce sont des amendes maximales. Très souvent, les juges n'imposent pas d'amende maximale.

Le président: Vous ne pourriez pas nous dire au pied levé ce que l'article 59 vous interdit de faire? Sinon, je peux le vérifier moi-même.

M. O'Connor: Je regrette, mais je ne peux vous donner cette information à ce moment-ci.

Le président: S'il n'y a pas d'autres questions, je vous proposerais d'entendre notre témoin suivant.

Le sénateur Barootes: J'ai une autre question à poser. Vous voulez assouplir la désignation des classes de grain, etc., pour faciliter les choses. On dit ici que «les classes peuvent être attribuées par règlement». Cela signifie, je présume, qu'elles étaient auparavant attribuées par la loi?

M. O'Connor: Oui. On les attribuait de trois façons: par l'annexe I de la loi, par règlement et par une disposition selon laquelle la Commission pouvait attribuer des classes dans certains cas par arrêté.

L'amendement n'ajoute pas vraiment grand-chose, mais il n'y aurait plus que deux façons d'attribuer les classes. Celles qui étaient attribuées en vertu de l'annexe I de la loi le seraient à l'avenir par règlement. Il est vraiment difficile d'utiliser la loi, sauf quand elle est devant le Parlement. C'est à peu près le seul moment où on peut modifier l'annexe. De toute façon, nous avons pu modifier d'autres procédures. Nous ne voulons que consolider le système. À mon avis, ce n'est pas là un changement majeur.

Le sénateur Barootes: Je me demande si c'est à vous que je devrais poser cette terrible question. Je veux vous parler des criblures. J'ai toujours eu un penchant pour cet aspect de l'industrie. J'ai soulevé la question ce matin, mais on m'a répondu: «Ne me posez pas cette question à moi. Posez-la à quelqu'un d'autre.» Les criblures, c'est ce qui reste aux éleveurs terminus quand ils nettoient le grain. Est-ce la bonne définition?

M. O'Connor: La criblure est définie dans la loi. En général, la majeure partie du nettoyage se fait aux éleveurs terminus, et c'est là que la criblure s'accumule.

Le sénateur Barootes: Maintenant que je sais de quoi il s'agit, je veux savoir à qui elle appartient.

[Text]

Mr. O'Connor: They have always belonged to the elevator that cleans them out of the terminal.

Senator Barootes: As a reader of both the old and new testaments, I don't see anywhere in either of those holy writs where it says that the screenings, which I as a producer in southern Saskatchewan have sent to my agent in Prince Rupert or Thunder Bay, should be taken possession of by that agent. Is there a law that says it belongs to the wheat pool or to the United Grain Growers or whoever?

Mr. O'Connor: No, there isn't a law.

Senator Barootes: But they do take possession of it?

Mr. O'Connor: Yes.

Senator Barootes: The next question I want to ask you is this. Do these screenings have any value or are they an environmental waste that we have to dispose of?

Mr. O'Connor: Well, certainly they have had value and they still have value, although they have become less valuable in the last few years. Those in Thunder Bay in particular are less valuable. That is the result of certain changes in the marketplace. The main market for screenings exported from the Thunder Bay port was Europe. The fact their levy system on imports excluded screenings for a long time made that product valuable as a feed in Europe. They changed that two or three years ago, and since then screenings have been less valuable and sometimes impossible to sell in Thunder Bay, and likewise in Churchill.

Senator Barootes: They were being used as animal feed, I take it?

Mr. O'Connor: That is what it was being used for.

Senator Barootes: Poultry feed or general animal feed?

Mr. O'Connor: General animal feed. There is too much roughage in it for poultry.

Senator Barootes: Why do the ones in British Columbia have a better market?

Mr. O'Connor: British Columbia is in the Pacific Rim. Some countries will buy screenings for certain purposes when they are cheap enough.

Senator Barootes: Do British Columbia chicken and turkey ranches utilize them at all?

Mr. O'Connor: Those products get shipped back into the country to a very limited extent. They are exported.

Senator Barootes: So by and large they go to Pacific Rim countries?

Mr. O'Connor: Yes.

Senator Barootes: I wonder what they sell for per pound or bushel or other weight?

Mr. O'Connor: I don't have those prices with me. I know that in the period we were through when feed grain prices were very depressed they were barely getting the cost of shipping them. Feed grain prices are quite a bit higher today. I believe that the price of screenings is quite a bit higher too, but I don't have the current prices here.

[Traduction]

M. O'Connor: Elle a toujours appartenu à l'élévateur où se fait le nettoyage.

Le sénateur Barootes: On ne dit nulle part dans l'ancien et le nouveau testament que la criblure que moi, producteur du sud de la Saskatchewan, j'ai envoyé à mon agent à Prince Rupert ou à Thunder Bay doit appartenir à cet agent. Y a-t-il une loi qui dit qu'elle appartient au Syndicat des producteurs de blé, à la *United Grain Growers*, etc.?

M. O'Connor: Non, il n'y a pas de loi.

Le sénateur Barootes: Mais ils en prennent possession?

M. O'Connor: Oui.

Le sénateur Barootes: Je veux aussi vous demander ceci: la criblure a-t-elle une certaine valeur ou est-ce un résidu dont il faut se débarrasser?

M. O'Connor: Et bien, elle a eu et a encore certainement de la valeur, même si elle en a perdu ces dernières années, notamment à Thunder Bay, à cause de l'évolution du marché. La criblure de Thunder Bay était surtout exportée vers l'Europe, où, sans droit d'entrée à payer, on pouvait l'écouler comme aliment pour les animaux. Mais tout a changé depuis deux ou trois ans, depuis lors, la criblure a perdu de sa valeur et il est devenu parfois impossible de la vendre à Thunder Bay, de même qu'à Churchill.

Le sénateur Barootes: Elle servait d'aliment pour les animaux?

M. O'Connor: En effet.

Le sénateur Barootes: Pour la volaille ou pour les animaux en général?

M. O'Connor: Pour les animaux en général. Elle comprend trop de matières non digestibles pour la volaille.

Le sénateur Barootes: Pourquoi celle de la Colombie-Britannique a-t-elle un meilleur marché?

M. O'Connor: La Colombie-Britannique est située sur la ceinture du Pacifique. Des pays achètent de la criblure pour certains usages quand elle coûte moins cher.

Le sénateur Barootes: Les éleveurs de poulets et de dindes de la Colombie-Britannique s'en servent-ils?

M. O'Connor: Très peu. Elle est exportée.

Le sénateur Barootes: Surtout vers les pays de la ceinture du Pacifique?

M. O'Connor: Oui.

Le sénateur Barootes: Je me demande combien elle se vend la livre, le boisseau, etc.?

M. O'Connor: Je n'ai pas les prix ici. Je sais que lorsque les prix des céréales fourragères étaient très à la baisse, on récupérait à peine les frais d'expédition. Les prix des céréales fourragères sont à la hausse aujourd'hui, de même que ceux de la criblure, mais je ne les ai pas ici.

[Text]

Senator Barootes: I suppose that ultimately any value in these screenings would accrue to private grain companies like, for example, Northern Sales.

Mr. O'Connor: That's correct.

Senator Barootes: But I presume that in pooling groups such as the United Grain Growers and the Saskatchewan, Alberta and Manitoba pools, some of that is returned to the producer through the profit that obtains to that corporation, which is a producer-owned corporation. Would that be about accurate?

Mr. O'Connor: I am sure that is correct and, of course, the cooperatives do handle the bulk of the grain, between 70 per cent and 80 per cent of the grain that the producers deliver.

Senator Barootes: Now I come to the next part of this. If I happen to be a pig farmer in Alberta, Saskatchewan or Manitoba and I clean my own grain—some farmers have cleaners now—and I utilize the screenings to feed my animals, will I get an extra price when I deliver that cleaned grain to some agent?

Senator Bielish: There would be less dockage.

Mr. O'Connor: You would in the sense that there would be a smaller percentage of dockage applied to that grain. You would be ahead of the game in that respect.

Senator Barootes: Except isn't it so that if you deliver your grain to a pool it will be mixed with other grains, and the benefit of having cleaned the grain will be essentially lost.

Senator Bielish: They have to grade your grain. They can do what they want with it afterwards but they first of all have to give you what that grain grades.

Mr. O'Connor: That's right.

Senator Bielish: If it hasn't got any weeds in it you get a higher price.

Mr. O'Connor: You get paid more for the volume of grain you deliver because there is not the same dockage.

Senator Barootes: I am just trying to figure out a way to diversify our agricultural industry in the prairie provinces instead of diversifying the Asian Rim countries. No help?

The Chairman: Well, if I might—

Senator Barootes: We have a mixed farmer here.

The Chairman: Screenings are available in most communities in Western Canada. They are a by-product of the wheat milling operations in those areas. The weed-seeds screenings are extensively utilized for livestock feed.

Senator Barootes: Are they pelletized?

The Chairman: In many cases they are put in pellet form because it is a very fine product. It is so fine it sometimes presents digestive problems in ruminants, and also in hogs. It isn't used in the poultry industry because it has no reliable protein content. It also has a lot of fibres in it which interfere in the development of good poultry feed. It is very interesting, but—

[Traduction]

Le sénateur Barootes: Je présume qu'au bout du compte, tout profit tiré de la criblure revient aux compagnies céréalières du secteur privé, comme *Northern Sales*.

M. O'Connor: En effet.

Le sénateur Barootes: Mais je présume que dans les pools comme la *United Grain Growers* et ceux de la Saskatchewan, de l'Alberta et du Manitoba, le producteur touche une partie du profit que réalise l'entreprise, qui appartient aux producteurs, n'est-ce pas?

M. O'Connor: Bien sûr, car de 70 à 80 p. 100 du grain des producteurs passe par les coopératives.

Le sénateur Barootes: Je poursuis. Si je suis éleveur de porcs en Alberta, en Saskatchewan ou au Manitoba et que je nettoie mon grain—certains fermiers le font maintenant—et que j'utilise la criblure pour nourrir mes animaux, est-ce que j'obtiens un prix supérieur lorsque je livre le grain nettoyé à un agent?

Le sénateur Bielish: Il y aurait moins de déchets.

M. O'Connor: Oui, car il y aurait moins de déchets, et ce serait un avantage pour vous.

Le sénateur Barootes: Sauf que si vous livrez votre grain à un pool, il sera mélangé à d'autres grains et il n'aura servi à rien de le nettoyer.

Le sénateur Bielish: Ils doivent classer votre grain. Ils peuvent en faire ce qu'ils veulent après, mais ils doivent d'abord le classer.

M. O'Connor: En effet.

Le sénateur Bielish: S'il ne contient pas de mauvaises herbes, vous obtenez un prix supérieur.

M. O'Connor: Vous touchez davantage pour le volume de grains que vous livrez parce qu'il n'y a pas la même quantité de déchets.

Le sénateur Barootes: J'essaie d'imaginer un moyen de diversifier l'industrie agricole des Prairies plutôt que celle des pays de la ceinture du Pacifique. Qui peut m'aider?

Le président: Eh bien, si je peux...

Le sénateur Barootes: Nous avons un polyculteur ici.

Le président: On trouve de la criblure dans la majorité des collectivités de l'Ouest du Canada, où elle est un sous-produit des opérations de meunerie qui sert largement à nourrir le bétail.

Le sénateur Barootes: La réduit-on en boulettes?

Le président: Oui, souvent, car c'est un produit très fin, si fin qu'il cause parfois des problèmes de digestion aux ruminants, aussi aux porcs. L'industrie de la volaille ne l'utilise pas parce qu'il ne contient pas assez de protéines. Il contient aussi beaucoup de fibres qui nuisent au développement d'une bonne alimentation pour la volaille. C'est très intéressant, mais...

[Text]

Senator Barootes: If the cleaning of grain were done on the prairies, could you people in the livestock industry use more of those screenings beneficially?

The Chairman: I believe so, yes, and I think there is some grain cleaning done now at the point of shipment rather than at terminals. An argument for cleaning grain at the point of shipment in Alberta or Saskatchewan is that you don't then have to ship at some considerable expense a low value by-product which just becomes a problem to get rid of.

Senator Bielish: Actually the seed cleaning plants charge the farmers who take the screenings home. The farmers have to pay so much per bushel for cleaning.

Senator Barootes: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: There being no further questions on Bill C-112, perhaps we could now ask Mr. Fulton to give us some background and comment on Bill C-132, which I think is a little more controversial.

Mr. Craig Fulton, Acting Director, Program Coordinator, Priorities and Strategies Directorate, Grains and Oilseeds Branch, Department of Agriculture: Mr. Chairman, I will basically follow the précis I have handed out which describes the purpose of these amendments. Bill C-132 is an act to amend the Western Grain Stabilization Act. Basically the purpose of this act is to encourage non-participants to join the Western Grain Stabilization Program. Approximately 13 per cent of the producers do not currently participate. We propose to increase the coverage of the program to basically include all grains now covered by the Canada Grain Act plus canary seed but not corn, soybeans and edible beans, which of course are covered by the Stabilization Act. We also propose to improve the actuarial soundness of the Western Grain Stabilization Fund which now has a deficit in excess of \$2 billion to \$2.3 billion.

Under the current program, as indicated, only the basic crops, principal grains, are now eligible. Actual producers who are non-participants could not join this program or rejoin the program until the 1988-89 crop year, which officially started on Monday.

In addition, those producers who opted out of the program and rejoined as conditional participants have their individual payments reduced by 10 per cent for three years.

As I mentioned, the stabilization account has a deficit in excess of \$2.2 billion, including the \$695 million interim stabilization payment that was distributed to producers this past May. The deficit will become larger when the program makes a final stabilization payment this fall. Depending upon how severe the drought is in Western Canada, possibly a payment will be made for next year.

The maximum levy rates currently in the act, which were 2 1/2 per cent and 4 1/2 per cent but are currently at 1 per cent and 3 per cent, will barely cover the interest costs on this large deficit.

[Traduction]

Le sénateur Barootes: Si le nettoyage du grain se faisait dans les Prairies, les éleveurs de bétail pourraient-ils utiliser davantage la criblure?

Le président: Je crois que oui et je pense qu'une partie du nettoyage se fait actuellement au point d'expédition plutôt qu'à l'élevateur terminus. Un argument à l'appui du nettoyage au point d'expédition en Alberta ou en Saskatchewan, c'est que vous n'avez pas alors à expédier à grands frais un sous-produit de peu de valeur dont il est ensuite difficile de se débarrasser.

Le sénateur Bielish: En fait, les usines de nettoyage des semences font payer les fermiers qui emportent la criblure chez-eux. Les fermiers doivent payer tant le boisseau pour le nettoyage.

Le sénateur Barootes: Merci, monsieur le président.

Le président: Comme il n'y a plus de questions sur le projet de loi C-112, nous pourrions peut-être demander à M. Fulton de nous parler du projet de loi C-132, qui, je crois, prête un peu plus à controverse.

M. Craig Fulton, directeur intérimaire, Coordination des programmes, Direction des priorités et des stratégies, Direction générale des céréales et des oléagineux, ministère de l'Agriculture: Monsieur le président, je vais surtout m'en tenir au résumé que j'ai fait distribuer et qui décrit le but de ces amendements. Le projet de loi C-132 est une loi modifiant la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest. Cette loi vise fondamentalement à encourager les non-participants à adhérer au Programme de stabilisation concernant le grain de l'Ouest. Environ 13 p. 100 des producteurs n'y participent pas actuellement. Nous proposons d'étendre le programme à tous les grains que vise la Loi sur les grains du Canada, plus les graines de l'alginate des Canaries, mais non au maïs, à la fève soya et aux fèves comestibles, qui relèvent bien sûr de la Loi de stabilisation. Nous proposons aussi d'améliorer la solvabilité actuarielle du Fonds de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, qui accuse actuellement un déficit de 2 à 2,3 milliards de dollars.

Dans le cadre du programme en vigueur, comme il est indiqué, seuls sont admissibles les cultures de base et les principaux grains. Les producteurs non participants ne pouvaient pas adhérer ou se réinscrire au programme avant la campagne agricole 1988-1989, qui a commencé officiellement lundi.

En outre, les producteurs qui ont choisi de ne pas participer au programme, puis se sont réinscrits à titre de participants conditionnels, ont vu leurs paiements individuels réduits de 10 p. 100 pour trois ans.

Comme je l'ai dit, le compte de stabilisation accuse un déficit de plus de 2,2 milliards de dollars, y compris le paiement de stabilisation provisoire de 695 millions remis aux producteurs en mai dernier. Le déficit va croître au moment du dernier paiement de stabilisation, cet automne. Un paiement sera peut-être versé pour l'année prochaine, compte tenu de la gravité de la sécheresse dans l'Ouest du Canada.

Les taux de contribution maximums fixés par la loi, qui étaient de 2 1/2 et de 4 1/2 p. 100, mais qui sont actuellement de 1 et de 3 p. 100, vont à peine couvrir les frais d'intérêt de cet important déficit.

[Text]

Basically, I think I have indicated that the purpose of the legislation is to broaden the coverage of this program to include additional crops. This will discourage diversification into special crops, particularly crops like lentils, peas and buckwheat. We propose to increase the producer levy rate from 1 per cent to 3 per cent to 4 per cent effective August 1, 1987, which would be the last crop year. We will talk about the 1987-88 crop year. The federal government will continue to match that 4 per cent plus 2 per cent; in other words, the federal government contribution will increase from the current 3 per cent to 6 per cent.

There will be a \$750 million write-off of advances to the stabilization account and producers will be encouraged to opt back into the program with the renewal of the 10 per cent penalty. We propose to determine producers' stabilization payments using a constant levy rate of 1 per cent. We will continue the practice of using the current year plus the two previous years' contributions in order to determine each individual producer's stabilization payment. For this particular year, it being a drought year, this provides some additional stability to the producer's stabilization payment because it is not just based on a single year but rather on three years.

The proposed amendments to the legislation will encourage participants to rejoin the program, and with others who have joined or rejoined in the past couple of years they will receive a larger payment than they would under the current act. Under the current act, if they had joined for this year they would have received approximately 30 per cent. A non-participant who comes in will receive approximately 70 per cent of what a participant gets who has the same level of sales and has participated for three or more years. Then it will move up to a higher percentage next year.

These amendments are basically to encourage non-participants to come into the program, to broaden the coverage of crops and to improve the financial stability of the program.

The Chairman: Senator Barootes.

Senator Barootes: Is there not still another benefit that has been put in here? I seem to recall that the 1987-88 period has been extended for rejoiners and new joiners. Whereas they had to join by August 1 or the end of July, now if they still wish to join they will have 60 days to do so beyond the proclamation date. Am I off a bit in that?

Mr. Fulton: If they join within 60 days after the act comes into force they will be allowed to join retroactively to August 1, 1987, and they will be eligible for the 1987-88 crop year.

Senator Barootes: Which will be a further encouragement?

Mr. Fulton: Yes.

Senator Barootes: Do you anticipate that the 13 per cent or 15 per cent who are not now members are likely to join, or a goodly percentage of them?

Mr. Fulton: It is hard to assess. I was out in the administration office in Winnipeg yesterday, and during the 10 minutes that I was in the office with one of the officials there were two phone calls from producers who expressed interest in joining or

[Traduction]

Je crois avoir dit que cette loi vise fondamentalement à étendre le programme à d'autres cultures, ce qui découragera la multiplication des cultures spéciales, comme les lentilles, les pois et le sarrasin. Nous proposons de faire passer le taux de contribution du producteur de 1 p. 100 à 3 à 4 p. 100 à compter du 1^{er} août 1987, soit la dernière campagne agricole. Nous allons parler de celle de 1987-1988. Le gouvernement fédéral va continuer à verser en contrepartie 4 p. 100, plus 2 p. 100; autrement dit, sa contribution va passer de 3 à 6 p. 100.

Il y aura un amortissement de 750 millions de dollars des avances au compte de stabilisation et les producteurs seront incités à se réinscrire au programme grâce à la remise en vigueur de la peine de 10 p. 100. Nous proposons de déterminer les paiements de stabilisation des producteurs en utilisant un taux de contributions constant de 1 p. 100. Nous allons continuer à utiliser les contributions de l'année en cours plus celles des deux années antérieures pour déterminer le paiement de stabilisation de chaque producteur. Pour cette année-ci, année de sécheresse, cela donne davantage de stabilité au paiement de stabilisation du producteur, parce qu'il n'est pas basé seulement sur une année, mais sur trois ans.

Les modifications apportées à la loi vont inciter des participants à se réinscrire au programme, et, avec ceux qui ont adhéré ou se sont réinscrits ces deux dernières années, ils vont toucher un paiement supérieur à celui qu'ils auraient reçu en vertu de la loi en vigueur, qui, s'ils s'étaient inscrits pour cette année, leur aurait accordé environ 30 p. 100. Le non-participant qui s'inscrit recevra environ 70 p. 100 de ce que touche le participant qui a le même niveau de vente et a participé au programme pendant trois ans ou davantage. Puis le pourcentage augmentera l'année suivante.

Ces amendements sont essentiellement destinés à amener des non-participants au programme, à élargir la couverture des récoltes et à améliorer la stabilité financière du programme.

Le président: Sénateur Barootes.

Le sénateur Barootes: Est-ce qu'il n'y a pas un autre avantage ici? Je crois me souvenir que la période 1987-1988 a été prolongée pour les anciens et les nouveaux participants. Alors qu'ils devaient s'inscrire avant le 1^{er} août, ils peuvent maintenant s'ils désirent toujours participer s'inscrire 60 jours après la date de proclamation. Est-ce bien cela?

M. Fulton: S'ils s'inscrivent dans les 60 jours après l'entrée en vigueur de la loi, leur inscription sera rétroactive au 1^{er} août 1987 et ils seront admissibles pour la récolte 1987-1988.

Le sénateur Barootes: Ce qui sera un encouragement supplémentaire, n'est-ce pas?

M. Fulton: Oui.

Le sénateur Barootes: Pensez-vous que 13 ou 15 p. 100 ou un bon pourcentage des membres actuels vont de nouveau s'inscrire?

M. Fulton: C'est difficile à dire. Je me trouvais hier au bureau de l'administration à Winnipeg et l'officiel, à qui je parlais a reçu en dix minutes deux appels de producteurs intéressés à s'inscrire ou à en connaître les conditions. Cet officiel

[Text]

rejoining the program or they were interested in what the terms were. I think that official's assessment is that a significant percentage of those producers will rejoin.

Senator Barootes: In spite of the increased producer levy?

Mr. Fulton: Yes. About \$14,000 went out on the interim payment. Based on 70 per cent of that the participant could expect to get about \$10,000. That is money up front. Mind you, they will have to pay \$2,400 for this year and, of course, for subsequent years until the fund moves out of the deficit. That is only the interim payment. They expect to get an additional amount this fall.

Senator Barootes: So you think it will be a pretty strong inducement for the non-participants to become participants or, if you will, the provisional participants to return?

Mr. Fulton: I think so when you look at it. It is certainly going to give them a fair boost in income. I guess one has to determine whether to join the program for only one year or look at it in the longer term with the risk of another downturn occurring. We look at high prices for this year but what about a year from now, looking particularly at the situation in the U.S.? And although the Europeans have a very large crop this year they are going to have some trouble harvesting the crop because it has been extremely wet.

Senator Barootes: Who is that?

Mr. Fulton: The Europeans. It has been very wet and there will be quite a problem in harvesting the crop. The United States could open up its programs. For next year, wheat set aside right now, is 10 per cent as opposed to 27 1/2 per cent for 1988. They haven't set the price for coarse grain yet, but it will probably not exceed 12 1/2 per cent. So given very favourable crop conditions next year we could see some large build-up of crops, and prices could weaken considerably.

Senator Barootes: Am I correct that payment is based on the average of the last three years?

Mr. Fulton: No, the last five years. The previous five years.

Senator Barootes: With grain prices having dropped somewhat the two previous years, your payouts would be less and your conservation of capital would be better. I realize you don't have any capital but just in case you had any, with your payments being less because of the averages you should be in better fiscal condition.

Mr. Fulton: Yes, I think one could say that, looking at what we were looking at last fall. We were looking at a continuation of low prices.

Senator Barootes: Yes.

Mr. Fulton: At least for another year and then perhaps some gradual improvement. Obviously with the drought in North America, particularly in the United States and Western Canada, we saw a very sharp rise in prices. That, of course, has implications for the payout, even for 1987-88 but also for 1988-89. So one would say that fiscally we are probably better off than we were last fall.

[Traduction]

est d'avis qu'un pourcentage significatif des producteurs va se réinscrire.

Le sénateur Barootes: Malgré l'augmentation d'une contribution du producteur?

M. Fulton: Oui. Le paiement intérimaire a été d'environ 14 000 \$. À 70 p. 100 de ce montant, le participant peut s'attendre à environ 10 000 \$. C'est de l'argent assuré. Mais attention, ils devront payer 2 400 \$ cette année et, bien sûr, les années suivantes jusqu'à que le fonds ne soit plus en déficit. C'est seulement le paiement intérimaire. On peut s'attendre à un montant supplémentaire cet automne.

Le sénateur Barootes: Donc, vous voyez là une forte incitation pour les non-participants à s'inscrire ou, si vous voulez, aux participants provisoires à se réinscrire?

M. Fulton: En effet, à y bien regarder. Leur revenu va certainement recevoir un joli coup de pouce. Je pense qu'il faudra se décider à se joindre au programme pour une année seulement ou à plus long terme au risque d'une nouvelle baisse. Nous avons des prix élevés cette année mais qu'en sera-t-il l'an prochain, compte tenu, particulièrement, de la situation aux É.-U.? Et, il y a aussi les Européens qui ont eu une belle récolte cette année mais qui vont avoir une moisson difficile à cause d'un temps extrêmement humide.

Le sénateur Barootes: Qui ça?

M. Fulton: Les Européens. Ils ont reçu beaucoup de pluie et la moisson présentera des difficultés. Les États-Unis pourraient ouvrir leurs programmes. Pour l'an prochain, il y a 10 p. 100 de blé mis en réserve contre 27 1/2 p. 100 en 1988. On n'a pas encore fixé le prix du grain brut, mais le pourcentage ne dépassera probablement pas 12 1/2 p. 100. Aussi, en cas d'excellentes récoltes l'an prochain, nous pouvons envisager des stocks importants et des prix très affaiblis.

Le sénateur Barootes: Est-il exact que le paiement est basé sur la moyenne des trois dernières années?

M. Fulton: Non, des cinq dernières années. Les cinq années précédentes.

Le sénateur Barootes: Le cours du grain ayant chuté quelque peu les deux années précédentes, vos paiements seront moindres et votre caisse plus forte. Je sais que vous n'avez pas de capitaux mais si vous en aviez, du fait des paiements moindres à cause des moyennes, vous seriez dans une meilleure situation financière.

M. Fulton: Oui, en effet, si l'on compare à la situation de l'automne dernier. Nous envisagions la continuation des cours bas.

Le sénateur Barootes: Oui.

M. Fulton: Au moins un an de plus et ensuite, peut-être, une amélioration graduelle. Évidemment, la sécheresse en Amérique du Nord, particulièrement aux États-Unis et dans l'Ouest canadien, a provoqué une forte hausse des cours. Cela, naturellement, a des conséquences dans les paiements, non seulement pour 1987-1988 mais aussi pour 1988-1989. On peut dire que nous sommes financièrement dans une meilleure situation qu'à l'automne dernier.

[Text]

Senator Barootes: You might have recovered very well if wheat had stayed at \$2 a bushel for five years?

Mr. Fulton: In what sense?

Senator Barootes: If the price of wheat had remained at around \$2 for five years in a row you might have made a good fiscal recovery. It would have been devastating for the producer but a little help to the stabilization plan.

Mr. Fulton: Well, it would have paid money out longer than what we anticipate now. Low prices just keep the payments larger. Higher prices, of course, cut back the payments.

Senator Barootes: Has anyone in your organization sat down and figured out by accounting methods where your deficit might have been had you not reduced the levy, I think it was from 4 per cent and 2 per cent down to 1 per cent and 3 per cent; is this correct?

Mr. Fulton: Yes.

Senator Barootes: For how long now, two years?

Mr. Fulton: It went down to about 1 1/2 per cent, I believe in 1984, and then to 1 per cent in the 1985-86 crop year.

Senator Barootes: Had you retained the 2 per cent and the 4 per cent, which was the traditional level, has anyone figured out where your deficit would have been or how much less it would have been? Would you have been solvent or just what?

Mr. Fulton: I think one could say that the deficit would have been less.

Senator Barootes: Oh, hell, it would have to be less.

Mr. Fulton: Yes.

Senator Barootes: Even I can tell you that, but I mean how much less?

Mr. Fulton: To be honest with you, I haven't worked that out. It is an interesting question.

Senator Barootes: Couldn't you get someone in the office to work this out? Had they continued the 2 per cent and 4 per cent all through, what would it have been? The payment out makes no difference. Those payments are the same.

Mr. Fulton: Yes, that's right.

Senator Barootes: But the revenue coming in would have been substantially different. Follow that through, if you don't mind, and let us know in a short note whether you would still have a \$2.2 billion deficit or would you have \$1.1 billion or \$750 million or what?

Mr. Fulton: I could certainly have someone look at it. In fact, I will probably look at it myself because I have the information in front of me.

Senator Barootes: I would certainly appreciate that.

Mr. Fulton: If time permits I might even have something for you tomorrow.

The Chairman: That would be very kind of you, thank you.

[Traduction]

Le sénateur Barootes: Auriez-vous parfaitement récupéré si le blé était resté à 2 \$ le boisseau pendant cinq ans?

M. Fulton: Dans quel sens?

Le sénateur Barootes: Si le prix du blé était resté aux environs de 2 \$ pendant cinq ans de suite, vous auriez pu faire un excellent établissement financier. Cela aurait été dévastateur pour le producteur mais de quelque avantage pour le plan de stabilisation.

M. Fulton: Oui mais nous aurions dû payer pendant plus longtemps que nous l'anticipons maintenant. Les cours bas augmentent les paiements. Les cours élevés, naturellement, les diminuent.

Le sénateur Barootes: Quelqu'un, dans votre organisation, a-t-il calculé, par des méthodes comptables, quel serait votre déficit si vous n'aviez pas réduit la contribution; je pense qu'il a été abaissé de 4 et 2 p. 100 à 1 et 3 p. 100; n'est-ce pas?

M. Fulton: Oui.

Le sénateur Barootes: Depuis quand, maintenant, deux ans?

M. Fulton: Il a été abaissé à 1 1/2 p. 100, je pense en 1984, et ensuite à 1 p. 100 pour la récolte 1985-1986.

Le sénateur Barootes: Si vous aviez conservé les 2 et 4 p. 100 traditionnels, quel aurait été votre déficit ou de combien aurait-il été diminué? Auriez-vous été solvables?

M. Fulton: Je pense que le déficit aurait été moindre.

Le sénateur Barootes: Comme vous y allez! Il aurait dû être moindre.

M. Fulton: Oui.

Le sénateur Barootes: Je peux vous en dire tout autant mais de combien moindre?

M. Fulton: En toute honnêteté, je ne l'ai pas calculé. C'est une question intéressante.

Le sénateur Barootes: Quelqu'un de votre bureau pourrait-il calculer cela? En continuant les 2 et 4 p. 100, quel aurait été le déficit? Les paiements ne font pas de différence. Ils sont les mêmes.

M. Fulton: Oui, vous avez raison.

Le sénateur Barootes: Mais les recettes auraient été tout à fait différentes. Voulez-vous suivre cela, s'il-vous-plait, et nous faire savoir, dans une courte note, si vous auriez toujours un déficit de 2,2 milliards de dollars, de 1,1 milliard ou de 750 millions ou quoi d'autre?

M. Fulton: Je peux certainement faire calculer cela. En fait, je le ferai probablement moi-même, parce que j'ai les renseignements en main.

Le sénateur Barootes: J'apprécierais beaucoup.

M. Fulton: Si je disposais de suffisamment de temps, j'aurais quelque chose pour vous demain.

Le président: Ce serait très aimable à vous, merci.

[Text]

Senator Barootes: I don't know how to put this but the stabilization fund has become unstable, and we are trying to stabilize it with a \$750 million write-off or input or whatever you want to call it. So stability has become unstable and we are trying to stabilize it by two means, raising the levies both ways and injecting new cash into the fund.

Mr. Fulton: Yes.

Senator Barootes: But after you finish paying out this fall again, and then making an interim payment in the spring, which you seem to do now in May—don't you make your first interim payment in May?

Mr. Fulton: April or May, yes.

Senator Barootes: It is going to take awhile before you get what would be the new red ink, which I guess would be \$1.5 billion.

Mr. Fulton: Yes.

Senator Barootes: It would be kind of interesting to know this because someone may have been imprudent enough to have cashed in on those halcyon days of high prices and good crops and lowered the levy as much as was done.

Mr. Fulton: Yes, I am sure it would make a fair difference. It will probably be not too difficult to compare the current program and then submit the 2 per cent and 4 per cent. Do you suggest 2 per cent and 4 per cent on it?

Senator Barootes: I think that was more or less the tradition. My understanding is that there was always a 2 per cent difference between the producer levy and the government levy.

Mr. Fulton: Yes.

Senator Barootes: And it seems to me that when it was 1 1/2 per cent the other was 3 1/2 per cent. When it was 2 per cent the other was 4 per cent. When it was 1 per cent the other was 3 per cent. So if the producer levy dropped by 1 per cent, so did the government levy. There was always that 2 per cent differential.

Mr. Fulton: Yes.

Senator Barootes: It would be interesting to know what might have happened had we held onto this. As you know, in stabilization or insurance funds or whatever you want to call them, one does like to have actuarial soundness for as long as possible. You can suffer a little loss for a year and then catch it up next year with new premiums, but you can't go on for too long without busting the bank, as it were.

The Chairman: Have you any questions, Senator Bielish?

Senator Bielish: No I don't, Mr. Chairman.

Senator Barootes: I have one other dirty question. How many complaints have you had about the 4 per cent and 6 per cent? Have you had a lot of concern expressed and complaints made?

Mr. Fulton: Basically they are concerned about the sharp increase from 1 per cent to 4 per cent. Knowing what has been paid out, even this year, and knowing that if you are going to maintain some credibility, some longevity in the program, I

[Traduction]

Le sénateur Barootes: Je ne sais pas comment dire ceci mais le fonds de stabilisation est devenu instable et nous essayons de le stabiliser au moyen d'une annulation ou remise, quel que soit le nom, de 750 millions de dollars. La stabilité étant en question, nous essayons de la rétablir de deux manières: en augmentant les contributions des deux côtés et en injectant des fonds.

M. Fulton: Oui.

Le sénateur Barootes: Mais après que vous aurez payé cet automne à nouveau, sans compter le paiement intérimaire du printemps, que vous semblez maintenant verser en mai—ne faites-vous pas le premier paiement intérimaire en mai?

M. Fulton: Avril ou mai, oui.

Le sénateur Barootes: Il faudra quelque temps avant que nous connaissions le nouveau déficit de, j'imagine, 1,5 milliard de dollars.

M. Fulton: Oui.

Le sénateur Barootes: Ce serait intéressant à savoir parce qu'un imprudent, misant peut-être sur les cours élevés des années heureuses et sur de bonnes récoltes, aura pu abaisser les contributions autant qu'elles l'ont été.

M. Fulton: Oui, je suis sûr que cela ferait une différence notable. Il ne sera sans doute pas trop difficile de comparer le programme actuel et d'appliquer les 2 et 4 p. 100. Êtes-vous pour 2 et 4 p. 100?

Le sénateur Barootes: Je pense que c'est plus ou moins la tradition. Je crois qu'il y a toujours 2 p. 100 de différence entre la contribution du producteur et celle du gouvernement.

M. Fulton: Oui.

Le sénateur Barootes: Il me semble que lorsque c'est 1 1/2 p. 100, l'autre était 3 1/2 p. 100. Quand c'était 2 p. 100, l'autre était 4 p. 100. Quand c'était 1 p. 100 l'autre était 3 p. 100. Si la contribution du producteur est abaissée de 1 p. 100, celle du gouvernement le sera aussi. Il y a toujours eu une différence de 2 p. 100.

M. Fulton: Oui.

Le sénateur Barootes: Il serait intéressant de savoir ce qui serait arrivé si nous nous en étions tenus à cela. Comme vous le savez, on aime gérer sainement les fonds de stabilisation ou d'assurance—appelez-les comme vous voudrez—aussi longtemps que possible. Vous pouvez supporter une petite perte une année et la rattraper l'année suivante avec de nouvelles primes et vous ne pouvez pas faire cela trop longtemps sans faire sauter la banque.

Le président: Avez-vous des questions, sénateur Bielish?

Le sénateur Bielish: Non, monsieur le président.

Le sénateur Barootes: J'ai une méchante question. Combien de plaintes avez-vous reçues à propos des 4 et 6 p. 100? Y a-t-il eu des réactions et des plaintes?

M. Fulton: Essentiellement, on s'est préoccupé de la hausse de 1 à 4 p. 100. Les producteurs savent ce qui a été payé, même cette année, et, conscients de ce qu'il faut pour retenir une certaine crédibilité et pour assurer la longévité du pro-

[Text]

think the producers also realize they need to make a contribution.

We were talking about 5 per cent and 7 per cent at one time earlier in the year. There seemed to be quite a bit of concern when we went to 5 per cent and 7 per cent, but I think they are ready to accept 4 per cent and 6 per cent. The higher initial payments and the higher grain prices have tended to coincide.

Senator Barootes: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Senator Bielish.

Senator Bielish: Just one question. Your deadline was August 1. Has there been an increase in the number of people who had not joined before?

Mr. Fulton: Well, of course, they can't apply until the act is passed.

Senator Bielish: I see.

Mr. Fulton: Interestingly enough, there are several hundred producers who want to join the program for even 1988-89, even under the non-amended situations. Considering the situation with initial payment and prices, there is an interest to get into the program, even the current program.

Senator Barootes: I'm a lentil farmer. This is the first year you have thrown lentils into this, is this right?

Mr. Fulton: For the 1987-88 crop year?

Senator Barootes: Yes.

Mr. Fulton: Yes.

Senator Barootes: I want to join for protection, but until this bill becomes an act I can't.

Mr. Fulton: No.

Senator Barootes: But I do have some time? Suppose the legislation is given Royal Assent on August 18, how long will I have as a lentil farmer to join for the first time?

The Chairman: Or the producer of any other commodity.

Mr. Fulton: Or the producer of any other commodity, yes.

Senator Barootes: I am asking about lentils because I specifically had a request from lentil farmers.

Mr. Fulton: All right. As the act is presently worded it is 60 days from the time this extension section comes into force. Coming into force is considered to be July 31, so you would have technically until the end of September. It gives you six weeks.

The Chairman: And it would be no different whether you were a lentil farmer or a producer of something else.

Senator Barootes: I am not sure that is the interpretation I would put on it. I would say it is 60 days beyond the date that Bill C-132 becomes incorporated in the act.

Mr. Fulton: I guess it is a matter of interpretation.

Senator Barootes: That would make it October 16.

[Traduction]

gramme, ils réalisent, je pense, qu'ils doivent faire leur contribution.

Nous parlions de 5 et 7 p. 100, à un moment, plus tôt cette année. Les producteurs m'ont paru tout à fait préoccupés quand nous sommes montés à 5 et 7 p. 100 mais je pense qu'ils sont prêts à accepter 4 et 6 p. 100. Les paiements plus élevés initiaux et les cours plus élevés du grain semblent avoir coïncidé.

Le sénateur Barootes: Merci, monsieur le président.

Le président: Sénateur Bielish.

Le sénateur Bielish: Une question seulement. Votre limite était le 1^{er} août. Est-ce qu'il y a eu un accroissement du nombre de gens qui ne se sont pas inscrits avant?

M. Fulton: Eh bien, naturellement ils ne peuvent pas s'inscrire avant que la loi soit votée.

Le sénateur Bielish: Je vois.

M. Fulton: Fait intéressant, plusieurs centaines de producteurs veulent se joindre au programme en 1988-1989, même sans modification de la situation. En considérant les paiements initiaux et les cours, on s'intéresse au programme, même au programme actuel.

Le sénateur Barootes: Je cultive des lentilles. C'est la première année que vous avez mis les lentilles dans ce programme, n'est-ce pas?

M. Fulton: Pour la récolte de 1987-1988?

Le sénateur Barootes: Oui.

M. Fulton: Oui.

Le sénateur Barootes: Je veux m'inscrire pour la protection, mais jusqu'à ce que la loi soit votée, je ne peux pas.

M. Fulton: Non.

Le sénateur Barootes: Mais est-ce que j'aurai encore le temps? Supposons que le projet de loi reçoive la sanction royale le 18 août, combien de temps reste-t-il à un producteur de lentilles pour s'inscrire pour la première fois?

Le président: Ou un producteur de toute autre denrée.

M. Fulton: Ou un producteur de toute autre denrée, oui.

Le sénateur Barootes: Je parle des lentilles parce que j'ai reçu une demande des producteurs de lentilles.

M. Fulton: Selon le libellé de ce texte, il y a un délai de 60 jours à compter de l'entrée en vigueur de cet article sur la prorogation. La date d'entrée en vigueur étant le 31 juillet, il aura donc jusqu'à la fin de septembre. Cela lui donne six semaines.

Le président: Et ça vaut pour les producteurs de lentilles comme de toute autre denrée.

Le sénateur Barootes: Je ne suis pas sûr que j'interpréterais la chose de la même façon. Je dirais que les 60 jours courent de la date où le bill C-132 est incorporé dans la loi en vigueur.

M. Fulton: Je pense que c'est une affaire d'interprétation.

Le sénateur Barootes: Cela nous mènerait jusqu'au 16 octobre.

[Text]

Mr. Fulton: We have asked our legal people in the Department of Justice about this drafting, whether the minister is also able to invoke his 30-day period.

Senator Barootes: Additional period.

Mr. Fulton: Since we have defined another deadline—a deadline is a deadline—he could probably extend it another 30 days beyond the 60 days. In other words, he could easily go beyond October 16 if needed.

Senator Barootes: My concern is that if your first interpretation is correct and if the Senate were to—what is the term Senator Frith used the other day?—“dilly dally” with the bill for too long a time, a lot of these guys are going to be dead in the water with the new crops that have been included. But if it is 60 days beyond the declaration date, or whatever you call it, they will have a better—

Mr. Fulton: Time frame.

Senator Barootes: Yes.

Mr. Fulton: The other clause we can work with is the minister's deadline of 30 days. We have checked with Justice on that.

Senator Barootes: I hope you have a letter or pamphlet or something to send out to all these people. Do you?

Mr. Fulton: Yes. I didn't have a chance to look at it, but Update 88 will go out as soon as the bill gets Royal Assent or very soon after. We are now in the process of preparing it.

Senator Barootes: You have cancelled the letter that you have already sent out?

Mr. Fulton: Yes. The update will have a lot more details, explaining all the conditions. This should go out soon after the bill gets Royal Assent.

Senator Barootes: Mr. Chairman, Mr. Fulton has been very frank and he has given us an excellent explanation of this wonderful bill.

The Chairman: That's right, Senator Barootes, notwithstanding a couple of questions that we could deal with. I have a copy of the letter that the minister sent out, referring to and explaining a series of amendments introduced in the House of Commons. He has been pretty specific in his letter about the deadline. “Non-participants who choose to join the program must submit a signed notice to the administration postmarked on or before August 30, 1988. Participants who choose to opt out of the program must notify the administration in writing before August 30, 1988.”

Senator Barootes: You are saying you are going to write another letter or send out more detailed material, changing those dates?

Mr. Fulton: Yes. The House of Commons Standing Committee on Agriculture brought in the additional amendment to extend the filing date by 60 days. Unfortunately, this letter was prepared and sent out several days before the standing committee made the change in the extension date, and as a result the letter was probably out of date when it went out.

[Traduction]

M. Fulton: Nous avons demandé aux conseillers juridiques du ministère de la Justice de nous dire si le ministre peut aussi invoquer cette période de 30 jours.

Le sénateur Barootes: Période additionnelle.

M. Fulton: Puisque nous avons défini un autre délai—et un délai est un délai—il pourrait probablement le proroger de 30 jours à l'expiration des 60 jours. Autrement dit, il pourrait facilement aller au-delà du 16 octobre si c'est nécessaire.

Le sénateur Barootes: Ce qui m'inquiète, c'est que si votre première interprétation est correcte et si le Sénat devait—quel était le terme employé par le sénateur Frith l'autre jour—faire traîner ce projet de loi, beaucoup de ces gens seront pris avec les récoltes qui viennent d'y être incluses. Mais si le délai est de 60 jours à compter de la date de déclaration, ils auront un meilleur...

M. Fulton: Échéancier.

Le sénateur Barootes: C'est ça.

M. Fulton: L'autre disposition dont nous pouvons nous accommoder est le délai de 30 jours pour le ministre. Nous avons consulté le ministère de la Justice à ce sujet.

Le sénateur Barootes: J'espère que vous avez une lettre ou une brochure qu'on peut envoyer à tous ces gens. Est-ce que vous l'avez?

M. Fulton: Oui. Je n'ai pas eu le temps de la lire, mais Mise à jour 88 sera envoyée dès que le projet de loi recevra la sanction royale ou aussitôt après. Elle est en cours de rédaction.

Le sénateur Barootes: Vous avez annulé celle que vous aviez déjà envoyée?

M. Fulton: Oui. La mise à jour renfermera davantage de détails et aura des explications pour toutes les situations. Elle sera envoyée dès que le projet de loi sera sanctionné.

Le sénateur Barootes: Monsieur le président, M. Fulton s'est montré très franc et nous a donné une excellente explication de ce merveilleux projet de loi.

Le président: C'est vrai, sénateur Barootes, malgré une ou deux questions que nous pourrions régler. J'ai une copie de la lettre envoyée par le ministre pour expliquer les modifications introduites à la Chambre des communes. Il s'est montré fort catégorique au sujet du délai. «Les non-participants désireux de s'inscrire au programme doivent le notifier à l'administration par lettre signée et oblitérée le 30 août 1988 au plus tard. Les participants qui veulent se retirer du programme doivent le notifier par écrit à l'administration le 30 août 1988 au plus tard.»

Le sénateur Barootes: Voulez-vous dire que vous allez écrire une autre lettre ou envoyer d'autres renseignements plus détaillés, avec changement de date?

M. Fulton: Oui. Le Comité permanent de l'agriculture de la Chambre des communes a adopté un amendement pour prolonger le délai de dépôt de 60 jours. Malheureusement, cette lettre avait été envoyée plusieurs jours avant l'adoption du nouveau délai par le comité permanent, par conséquent elle était probablement dépassée au moment de son envoi.

[Text]

The Chairman: Yet it went out very recently?

Mr. Fulton: Yes.

The Chairman: For instance, it was received by people it was mailed to in Calgary on July 28, so it is not that long ago.

Mr. Fulton: Yes. I believe the standing committee considered this on July 20 or 21. The other problem is the lead time for printing. It takes probably a week to get the printing done, and this always creates a problem in setting deadlines. We were aware that we were going to change this when we were preparing the letter but at the time what was currently in the House was the July 31 date and the 30-day extension that the minister had the prerogative to extend. That is why you get the August 30 date.

The Chairman: In any event, further to the questions asked by Senator Barootes, could you provide us with firm advice on what the deadlines will in fact be? However, before doing so please take full advantage of any opportunity you think you might need to consult with the appropriate people.

Mr. Fulton: Yes. I will check with our legal people. I have already raised the question with them. Again, as you say, it is a matter of interpretation.

Senator Bielish: To whom do your letters go?

Mr. Fulton: To all producers.

Senator Barootes: Who have a grain book?

Mr. Fulton: Who have a permit book, yes.

Senator Bielish: The letters go to the permit holders?

Mr. Fulton: Yes. If there are several names in the permit book there may be several letters sent out, whether or not they are participants. The update will also go to everyone with a permit book, those holding a 1987-88 permit book.

Senator Bielish: And 1987-88 is last year's crop.

Mr. Fulton: Yes.

The Chairman: Can you give us information now on your current enrollment, figures on people now enrolling, re-enrolling, and opting out? Is that information available at this time? I don't necessarily want to take a lot of time to put that information on the record, but I am wondering if it is available could you forward it to the committee?

Mr. Fulton: I believe I have it in some of my briefing notes here. I asked administration to give us that information. Just to answer your question on people who have rejoined, the number of producers who rejoined for the 1985-86, 1986-87 and 1987-88 years—in other words, who had to be signed up before August 1, 1987—totalled 8,100. Of those, about 4,500 rejoined last August. Some 3,300 joined the year before, and I think under 500 the year before that. So we have seen a large number of people coming in.

As a result of those who have rejoined, our participation has increased to about 80 per cent to 90 per cent right now. Our definition of participation is the total number of producers who are participants in the program related to the total number of

[Traduction]

Le président: Et pourtant vous ne l'avez envoyée que récemment?

M. Fulton: Oui.

Le président: Par exemple, des destinataires l'ont reçue à Calgary le 28 juillet, c'est donc tout récent.

M. Fulton: C'est vrai. Si je ne me trompe, le comité permanent s'est penché sur la question le 20 ou le 21 juillet. Il y a aussi le temps requis pour l'impression, qui prend vraisemblablement une semaine, ce qui crée toujours un problème pour la fixation des délais. Nous savions, au moment d'écrire la lettre, que ça devait changer, mais à ce moment-là, ce qui était soumis à la Chambre, c'était la date du 31 juillet, avec la prorogation de 30 jours que le ministre pouvait accorder. Voilà pourquoi on a cette date du 30 août.

Le président: Quoi qu'il en soit, pour faire suite aux questions posées par le sénateur Barootes, pouvez-vous nous dire catégoriquement quels seront les délais? Vous pouvez consulter au préalable les autorités compétentes.

M. Fulton: Oui. Je vérifierai auprès de nos conseillers juridiques. Je leur ai d'ailleurs posé la question déjà. Mais, comme vous le dites, c'est encore une question d'interprétation.

Le sénateur Bielish: À qui avez-vous envoyé la lettre?

M. Fulton: À tous les producteurs.

Le sénateur Barootes: Qui ont un carnet de céréales?

M. Fulton: Qui ont un carnet de permis, oui.

Le sénateur Bielish: La lettre est adressée aux titulaires de permis?

M. Fulton: Oui. S'il y a plusieurs noms sur le carnet de permis, il se peut qu'on envoie plusieurs lettres, que ces gens soient participants ou non. La mise à jour sera envoyée à tous les titulaires du carnet de permis 1987-88.

Le sénateur Bielish: Et 1987-88 est la campagne agricole écoulée.

M. Fulton: Oui.

Le président: Pouvez-vous nous donner des détails sur l'état actuel de la participation, les gens qui sont inscrits ou réinscrits, les gens qui se retirent du système? Y a-t-il des renseignements de ce genre en ce moment? Je ne tiens pas absolument à prendre beaucoup de temps pour que ces renseignements soient consignés au procès-verbal, mais j'aimerais savoir si vous en avez à communiquer au comité.

M. Fulton: Je pense bien que j'en ai quelques-uns dans mes notes. J'ai demandé à l'administration de nous les fournir. Pour répondre à votre question au sujet des gens qui se sont réinscrits, il y en a eu 8 100 au cours des campagnes 1985-86, 1986-87 et 1987-88, c'est-à-dire des gens qui se sont réinscrits avant le 1^{er} août 1987. Sur ce nombre, à peu près 4 500 se sont réinscrits en août dernier. Environ 3 300 se sont réinscrits l'année d'avant, et moins de 500, l'année précédente. Il y en a donc eu beaucoup.

Il s'ensuit que la participation a augmenté de 80 ou 90 p. 100 à l'heure actuelle. Nous définissons la participation comme étant le nombre total de producteurs participant au programme par rapport au nombre total de carnets de permis.

[Text]

permit books. As I say, our participation has increased to about 80 per cent, 90 per cent now. We have approximately 90 per cent of receipts covered and about 87 per cent of the producers are participating in the program. So we have seen an increase of at least almost 7 per cent or 8 per cent in the last two or three years.

Senator Barootes: Are you going by permit books?

The Chairman: Just a second, please, Senator Barootes. Mr. Fulton, do you have any people opting out?

Mr. Fulton: Yes, there are always people opting out. Some of them do so because they retire. Some, of course, opt out under the initial participant provisions which are up to three years. The only people who can opt out are the ones who do so in the initial three years. Others have just simply quit farming and automatically leave the program. They don't need to specify they are opting out.

The Chairman: Senator Barootes.

Senator Barootes: Are there more permit books than there are farmers?

Mr. Fulton: I think there are around 137,000 to 140,000 permit books. I don't know the total number of farmers, but my guess is that it would be close, that the numbers would be very similar.

Senator Barootes: So when you gave us the figures you were quoting permit books, not bodies?

Mr. Fulton: Yes. Although several people may be named in a permit book, it is still one permit book. Basically what they told me is that there are about 140,000 permit books with about 250,000 names in them, including landlords, and interested parties.

The Chairman: A couple of questions on the maximum of \$60,000 on grain sales. How old is that ceiling, and is there any provision for reviewing the maximum from time to time?

Mr. Fulton: We raised the maximum to \$60,000 I believe on January 1, 1983. I think that is when we moved it from \$45,000. There is provision to review that maximum every year. The minister, in consultation with the advisory committee, can establish the maximum. All the act indicates is that the maximum should be set with a view to covering 90 per cent of the grain sale proceeds of the actual producers.

The Chairman: Would you explain that a little further, 90 per cent of grain sales of the average producers?

Mr. Fulton: Of the actual producers in designated areas of the Canadian Wheat Board.

The Chairman: So you total the delivery of all grain producers and say that they should be able to make contributions and receive benefits out of the stabilization program to the tune of 90 per cent of total deliveries?

[Traduction]

Comme je l'ai dit, notre participation a augmenté de 80 ou 90 p. 100 maintenant. À peu près 90 p. 100 des reçus sont couverts, et environ 87 p. 100 des producteurs participent au programme. Il y a donc eu une augmentation d'au moins 7 ou 8 p. 100 au cours des deux ou trois dernières années.

Le sénateur Barootes: Vous fondez-vous sur les carnets de permis?

Le président: Un instant, s'il vous plaît, sénateur Barootes. Monsieur Fulton, y a-t-il des gens qui se sont retirés du programme?

M. Fulton: Oui, il y a toujours des gens qui se retirent. Certains le font parce qu'ils prennent leur retraite. Certains autres se retirent sous le régime des dispositions relatives à la participation initiale de trois ans. On ne peut se retirer que pendant les trois premières années. D'autres encore ont tout bonnement abandonné l'agriculture et, de ce fait, se retirent d'office du programme. Ils n'ont pas à notifier expressément leur retrait.

Le président: Sénateur Barootes.

Le sénateur Barootes: Y a-t-il plus de carnets de permis que d'agriculteurs?

M. Fulton: Il doit y avoir entre 137 000 et 140 000 carnets de permis. Je ne connais pas le nombre total d'agriculteurs, mais il devrait être à peu près le même.

Le sénateur Barootes: Donc vos chiffres se rapportent aux carnets de permis, et non aux agriculteurs eux-mêmes?

M. Fulton: Oui. Bien que plusieurs noms puissent figurer sur un même carnet de permis, il n'y a là qu'un seul carnet. En fait, ce qu'on m'a dit, c'est qu'il y a environ 140 000 carnets de permis avec quelque 250 000 noms, dont les propriétaires et autres ayants droit.

Le président: Deux questions au sujet du maximum de 60 000 dollars pour les ventes de céréales. De quand date ce plafond, et y a-t-il une disposition qui permette de le réviser le cas échéant?

M. Fulton: Nous avons porté le plafond à 60 000 dollars, le 1^{er} janvier 1983. Il était de 45 000 dollars, je crois. Il n'y a aucune disposition qui en prévoie la révision annuelle. C'est le ministre qui, sur avis du comité consultatif, peut établir le maximum. Il ressort du texte de la loi que le maximum doit être fixé de façon à couvrir 90 p. 100 du produit de vente des céréales des producteurs eux-mêmes?

Le président: Pourriez-vous nous expliquer ce que vous entendez par 90 p. 100 du produit de vente des céréales des producteurs moyens?

M. Fulton: Des producteurs eux-mêmes dans les secteurs désignés de la Commission canadienne du blé.

Le président: Vous faites donc le total des livraisons de tous les producteurs de céréales, pour dire qu'ils devraient être à même de verser des contributions et de recevoir des prestations du programme de stabilisation, jusqu'à concurrence de 90 p. 100 des livraisons?

[Text]

Mr. Fulton: That would not be the case for an individual producer. In aggregate approximately 90 per cent would be covered. There would be producers who would be fully covered at \$60,000, and there would be producers at \$60,000 who probably would not have half their receipts covered. Approximately 13 per cent, 14 per cent of the producers have 50 per cent of the grain sales. That is not an unusual distribution.

The Chairman: Perhaps you could explain the 90 per cent point to me again.

Senator Bielish: I am not clear on that either. I am not exactly clear on what you are talking about.

Mr. Fulton: The current act would indicate to you how it works.

The Chairman: What I am really trying to get at is when we might anticipate a change in that.

Mr. Fulton: Well, to be quite frank with you we have never yet achieved 90 per cent. It would be considerably less. Last year we were 87 per cent. The year before I think it was 79 per cent, the year before that about 78 per cent and the year before that probably 75 per cent. This year our guess is that we will be somewhere around 89 per cent to 90 per cent, so in 1987-88 we may achieve our goal for the first time.

The Chairman: Will that trigger an adjustment as it did in 1983, do you think?

Mr. Fulton: Well, the fact that you have covered 90 per cent, would there be reason for you to make an adjustment? Since the year has already started and the minister has not indicated a change, then presumably the \$60,000 would exist for another year.

The Chairman: Is the variable of the number of producers producing most of the grain somehow or other a consideration in reviewing the maximum? I don't have the act available, and you seem to be a likely guy to answer that question.

Mr. Fulton: I think one looks at it and finds that as farms become larger, if the current maximum is not covering what is considered to be an adequate amount of receipts out there, then obviously there should be an adjustment. The act indicates it doesn't require one. It just indicates that it is a view to covering 90 per cent, and that is basically the way it has been interpreted. I don't think we want to move it up and down every year. We sort of want to set it for several years and then look at it every year to see whether there is a need for an adjustment. Adjustments were made in 1979 and 1983.

The Chairman: I have no further questions. Are there further questions from Senator Bielish or Senator Barootes? There being none, this will complete the testimony of our first witnesses. I thank both Mr. O'Connor and Mr. Fulton for being with us this evening and for their assistance in explaining the legislation we are considering. Thank you very much.

The committee adjourned.

[Traduction]

M. Fulton: Ce ne serait pas le cas pour le producteur individuel. Au total, à peu près 90 p. 100 serait couvert. Il y aurait des producteurs qui seraient intégralement couverts à 60 000 dollars, il y aurait aussi des producteurs à 60 000 dollars qui n'auraient probablement pas la moitié de leurs reçus couverts. Environ 13 ou 14 p. 100 des producteurs assurent la moitié des ventes de céréales. Pareille distribution n'a rien d'inusité.

Le président: Pourriez-vous m'expliquer encore une fois les 90 p. 100?

Le sénateur Bielish: Moi non plus, je n'y comprends pas grand-chose.

M. Fulton: Vous en avez l'explication dans le texte de la loi actuellement en vigueur.

Le président: Ce que j'aimerais savoir, c'est quand nous pourrions prévoir un changement là-dedans.

M. Fulton: Pour ne rien vous cacher, nous n'avons jamais atteint les 90 p. 100. C'est bien moins. L'année dernière, nous avons eu 87 p. 100. L'année d'avant, c'était quelque chose comme 79 p. 100, l'année précédente, à peu près 78 p. 100, et celle qui précédait, peut-être 75 p. 100. Cette année, nous prévoyons 89 à 90 p. 100; donc en 1987-88, il se peut que nous atteignons notre objectif pour la première fois.

Le président: Est-ce que cela déclenchera un rajustement comme en 1983, d'après vous?

M. Fulton: Si on arrive à couvrir 90 p. 100, y aura-t-il encore lieu à rajustement? Puisque la campagne a déjà commencé et que le ministre n'a pas annoncé un changement, il est à croire que le maximum de 60 000 dollars sera encore en vigueur pour une autre campagne agricole.

Le président: La variable qu'est le nombre de producteurs qui produisent la majeure partie des céréales est-elle un facteur à prendre en considération dans la révision du maximum? Je n'ai pas le texte de loi sous la main, vous êtes donc le candidat idéal pour répondre à cette question.

M. Fulton: À mesure que les exploitations agricoles deviennent plus grandes, si le maximum en vigueur n'arrive pas à couvrir ce qu'on considère comme un nombre suffisant de reçus, il faudrait de toute évidence procéder à un rajustement. La loi n'en fait pas une mesure obligatoire. Elle dit simplement qu'il s'agit de couvrir 90 p. 100, et c'est de cette façon qu'elle a été interprétée jusqu'ici. Je ne pense pas qu'il faille rajuster le maximum vers le haut ou vers le bas chaque année. Ce qu'on fait, c'est de le fixer pour plusieurs années et de faire le point chaque année pour voir s'il y a lieu de procéder à un rajustement. Un rajustement a été effectué en 1979 et en 1983.

Le président: Je n'ai plus de questions à poser. Sénateur Bielish ou sénateur Barootes, en avez-vous? Puisque c'est non, cela met fin au témoignage de nos premiers témoins. Je remercie M. O'Connor et M. Fulton d'avoir été des nôtres ce soir et d'avoir bien voulu nous donner des explications sur le projet de loi dont nous sommes saisis. Merci beaucoup.

La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From Agriculture Canada:

N.A. O'Connell, Director General, Grain Marketing Bureau;
Don Adnam, Policy Analyst, Market and Policy Analysis Division of the Grain Marketing Bureau.

From the Canadian Wheat Board:

Anders Bruun, Solicitor.

From the Grain Transportation Agency:

R. Wansbutter, Co-ordinator of car allocations.

From the National Transportation Agency:

Jaak Vanker, Director, Financial Analysis Division;
Ivan Murray, Special Advisor, Financial Analysis Division.

From Prairie Pools:

Bill Strath, President;
Ray Howe, Vice-President, Saskatchewan Wheat Pool;
Doug Livingstone, President, Alberta Wheat Pool.

From the Canadian Grain Commission:

W.J. O'Connor, Executive Director.

From the Agriculture Canada:

Craig Fulton, Acting Director, Program Coordination, Priorities and Strategies Directorate, Grains and Oilseeds Branch.

D'Agriculture Canada:

N.A. O'Connell, directeur général, Direction de la commercialisation des céréales;
Don Adnam, Division de l'analyse des marchés et politiques, Direction générale de la commercialisation des grains.

De la Commission canadienne du blé:

Anders Bruun, chef du Contentieux.

De l'Office du transport du grain:

R. Wansbutter, coordonnateur des allocations de wagons.

De l'Office national des transports:

Jaak Vanker, directeur, Division de l'analyse financière;
Ivan Murray, conseiller spécial, Division de l'analyse financière.

De la «Prairie Pools»:

Bill Strath, président;
Ray Howe, vice-président, «Saskatchewan Wheat Pool»;
Doug Livingstone, président, «Alberta Wheat Pool».

De la Commission canadienne des grains:

W.J. O'Connor, directeur exécutif.

D'Agriculture Canada:

Craig Fulton, directeur intérimaire, Coordination des programmes, Direction des priorités et des stratégies, Direction générale des céréales et des oléagineux.



Second Session
Thirty-third Parliament, 1986-87-88

Deuxième session de la
trente-troisième législature, 1986-1987-1988

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

*Proceedings of the Standing
Senate Committee on*

*Délibérations du Comité
sénatorial permanent de*

Agriculture and Forestry

l'Agriculture et des forêts

Chairman:
The Honourable DANIEL HAYS

Président:
L'honorable DANIEL HAYS

Thursday, August 4, 1988

Le jeudi 4 août 1988

Issue No. 30

Fascicule n° 30

Second proceedings on:

Deuxième fascicule concernant:

The examination of Bill C-132, An Act to amend the
Western Grain Stabilization Act

L'étude du Projet de loi C-132, Loi
modifiant la Loi de stabilisation concernant
le grain de l'Ouest

WITNESSES:
(See back cover)

TÉMOINS:
(Voir à l'endos)



STANDING SENATE COMMITTEE ON
AGRICULTURE AND FORESTRY

The Honourable Daniel Hays, *Chairman*

The Honourable E. W. Barootes, *Deputy Chairman*

and

The Honourable Senators:

Argue	*Murray
Barootes	(or Doody)
Bielish	Olson
Fairbairn	Phillips
Hays	Riel
*MacEachen	Rossiter
(or Frith)	Sparrow
Marchand	Spivak

**Ex Officio Members*

(Quorum 4)

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DE
L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS

Président: L'honorable Daniel Hays

Vice-président: L'honorable E. W. Barootes

et

Les honorables sénateurs:

Argue	*Murray
Barootes	(ou Doody)
Bielish	Olson
Fairbairn	Phillips
Hays	Riel
*MacEachen	Rossiter
(ou Frith)	Sparrow
Marchand	Spivak

**Membres d'office*

(Quorum 4)

ORDERS OF REFERENCE

Extract from the *Minutes of the Proceedings of the Senate*, Wednesday, July 27, 1988:

"Pursuant to the Order of the Day, the Senate resumed the debate on the motion of the Honourable Senator Marshall, seconded by the Honourable Senator Macdonald (*Cape Breton*), for the second reading of the Bill C-92, An Act to amend the Canadian Wheat Board Act.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

The Bill was then read the second time.

The Honourable Senator Bielish moved, seconded by the Honourable Senator Marshall, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry.

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative."

Extract from the *Minutes of the Proceedings of the Senate*, Wednesday, July 27, 1988:

"Pursuant to the Order of the Day, the Honourable Senator Spivak moved, seconded by the Honourable Senator Doody, that the Bill C-112, An Act to amend the Canada Grain Act and other Acts in consequence thereof, be read the second time.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

The Bill was then read the second time.

The Honourable Senator Spivak moved, seconded by the Honourable Senator Cochrane, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry.

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative."

Extract from the *Minutes of the Proceedings of the Senate*, Wednesday, July 27, 1988:

"Pursuant to the Order of the Day, the Honourable Senator Barootes moved, seconded by the Honourable Senator Doyle, that the Bill C-132, An Act to amend the Western Grain Stabilization Act, be read the second time.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

The Bill was then read the second time.

ORDRES DE RENVOI

Extrait des *Procès-verbaux du Sénat*, le mercredi 27 juillet 1988:

«Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur la motion de l'honorable sénateur Marshall, appuyé par l'honorable sénateur Macdonald (*Cape Breton*), tendant à la deuxième lecture du Projet de loi C-92, Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois.

L'honorable sénatrice Bielish propose, appuyée par l'honorable sénateur Marshall, que le projet de loi soit déferé au Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Extrait des *Procès-verbaux du Sénat*, le mercredi 27 juillet 1988:

«Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Spivak propose, appuyé par l'honorable sénateur Doody, que le Projet de loi C-112, Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada et d'autres lois en conséquence, soit lu la deuxième fois.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois.

L'honorable sénateur Spivak propose, appuyé par l'honorable sénateur Cochrane, que le projet de loi soit déferé au Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Extrait des *Procès-verbaux du Sénat*, le mercredi 27 juillet 1988:

«Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Barootes propose, appuyé par l'honorable sénateur Doyle, que le Projet de loi C-132, Loi modifiant la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, soit lu la deuxième fois.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois.

The Honourable Senator Barootes moved, seconded by the Honourable Senator Doyle, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry.

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.”

L'honorable sénateur Barootes propose, appuyé par l'honorable sénateur Doyle, que le projet de loi soit déferé au Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Le greffier du Sénat

Charles A. Lussier

Clerk of the Senate

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, AUGUST 4, 1988
(48)

[Text]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met at 9:35 a.m., this day, the Chairman, the Honourable Senator Daniel Hays, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Argue, Barootes, Bielish, Hays and Marchand (5).

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Mrs. June Dewetering.

Also in attendance: The Official Reporters of the Senate.

Witnesses:

From Western Canada Wheat Growers:

Paul Orsak, Vice-President;
Paul Sim, Senior Policy Analyst;
Gary Pike, Advisor to the Board.

From the Western Producer Car Group:

Gordon Graham, President;
Keith Lewis.

From Canadian Pacific Railways:

Terry Phillips, General Manager, Cost and Business Analysis;
J. W. Manson, General Superintendent, Grain Transportation.

From Canadian National Railways:

Bruce Rice, Manager, Prairie Region Research Services;
Glenn Mitchell, System Officer, Grain Transportation.

From the Canadian Grain Commission:

John O'Connor, Executive Director.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated July 27, 1988, resumed consideration of Bill C-92, An Act to amend the Canadian Wheat Board Act.

The witnesses made opening statements and answered questions.

At 12:07 p.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

THURSDAY, AUGUST 4, 1988
(49)

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met at 2:07 p.m., this day, the Chairman, the Honourable Senator Daniel Hays, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Argue, Barootes, Bielish, Hays and Marchand (5).

PROCÈS-VERBAUX

LE JEUDI 4 AOÛT 1988
(48)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à 9 h 35, sous la présidence de l'honorable sénateur Daniel Hays (président).

Membres du Comité présents: Les honorables sénateurs Argue, Barootes, Bielish, Hays et Marchand (5).

Également présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: M^{me} June Dewetering.

Aussi présents: Les sténographes officiels du Sénat.

Témoins:

De la «Western Canada Wheat Growers»:

Paul Orsak, vice-président;
Paul Sim, directeur de l'analyse des politiques;
Gary Pike, conseiller du conseil d'administration.

Du «Western Producer Car Group»:

Gordon Graham, président;
Keith Lewis.

Des Chemins de fer Canadien Pacifique:

Terry Phillips, directeur général, Analyse des prix de revient et des affaires;
J. W. Manson, surintendant général, Transport céréalier.

Des Chemins de fer Canadien national:

Bruce Rice, directeur, Service de recherche de la région des Prairies;
Glenn Mitchell, administrateur, Transport des grains.

De la Commission canadienne des grains:

John O'Connor, directeur exécutif.

Conformément à son ordre de renvoi du 27 juillet 1988, le Comité poursuit l'étude du projet de loi C-92, Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé.

Les témoins font des déclarations préliminaires et répondent aux questions.

À 12 h 07, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

LE JEUDI 4 AOÛT 1988
(49)

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à 14 h 07, sous la présidence de l'honorable sénateur Daniel Hays (président).

Membres du Comité présents: Les honorables sénateurs Argue, Barootes, Bielish, Hays et Marchand (5).

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Mrs. June Dewetering.

Also in attendance: The Official Reporters of the Senate.

Witnesses:

From the Canadian Grain Commission:

W. J. O'Connor, Executive Director.

From the National Farmers' Union:

Wayne Easter, President;

Gil Pederson, Saskatchewan Co-ordinator.

From the Advisory Committee to the Canadian Wheat Board:

Avery Sahl, Chairman;

Terry Hanson, Member.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated July 27, 1988, resumed consideration of Bill C-92, An Act to amend the Canadian Wheat Board Act.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated July 27, 1988, resumed consideration of Bill C-112, An Act to amend the Canada Grain Act and other Acts in consequence thereof.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated July 27, 1988, resumed consideration of Bill C-132, An Act to amend the Western Grain Stabilization Act.

The witnesses made opening statements and answered questions.

At 4:26 p.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

ATTEST:

Également présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: M^{me} June Dewetering.

Aussi présents: Les sténographes officiels du Sénat.

Témoins:

De la Commission canadienne des grains:

W. J. O'Connor, directeur exécutif.

De la «National Farmers' Union»:

Wayne Easter, président;

Gil Pederson, coordonnateur de la Saskatchewan.

Du Comité consultatif de la Commission canadienne du blé:

Avery Sahl, président;

Terry Hanson, membre.

Conformément à son ordre de renvoi du 27 juillet 1988, le Comité poursuit l'étude du projet de loi C-92, Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé.

Conformément à son ordre de renvoi du 27 juillet 1988, le Comité poursuit l'étude du projet de loi C-112, Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada et d'autres lois en conséquence.

Conformément à son ordre de renvoi du 27 juillet 1988, le Comité poursuit l'étude du projet de loi C-132, Loi modifiant la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest.

Les témoins font des déclarations préliminaires et répondent aux questions.

À 16 h 26, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

ATTESTÉ:

Le greffier du Comité

Andrew N. Johnson

Clerk of the Committee

EVIDENCE

Ottawa, Thursday, August 4, 1988

[Text]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry, to which were referred Bill C-92, to amend the Canadian Wheat Board Act, Bill C-112, to amend the Canada Grain Act and other acts in consequence thereof, and Bill C-132, to amend the Western Grain Stabilization Act, met this day at 9.30 a.m. to give consideration to the bills.

Senator Dan Hays (*Chairman*) in the Chair.

The Chairman: Honourable senators, I call the meeting to order to resume our hearings on legislation currently before us, principally Bill C-92, with our first group of witnesses.

We have as witnesses this morning representatives of the Western Canada Wheat Growers Association. On my right is Mr. Paul Orsak, the vice-president; on my far right, Mr. Paul Sim, the senior policy analyst; and, in between, Mr. Gary Pike, adviser to the board. Mr. Pike, I assume you are the adviser to the board of directors of the Western Canada Wheat Growers Association.

Mr. Gary Pike, Advisor to the Board, Western Canada Wheat Growers Association: That is correct.

The Chairman: Gentlemen, I think your organization is familiar to all of us, so, without further introduction, I ask you to proceed with your presentation, following which I shall invite questions. Mr. Orsak?

Mr. Paul Orsak, Vice-President, Western Canada Wheat Growers Association: Thank you, Mr. Chairman. We are very pleased to be here today to make representations to your committee on behalf of our group.

The Western Canada Wheat Growers Association is a voluntary organization which represents approximately 12,000 grain producers across the prairie provinces from, as we say, the Red River to the Peace River. It is an organization in which producers take out an annual membership because they either agree with the policies that the organization has adopted or they want to help direct the policy decisions that the organization will make in the future. So, by and large, it is an annual membership organization.

We have with us here, as you have mentioned Mr. Chairman, Mr. Paul Sim, our senior policy analyst, and I shall be asking him in a moment or two to proceed to the flip chart to run through the first part of our presentation. Also here this morning, as you have also mentioned Mr. Chairman, is Mr. Gary Pike, who farms at Lloydminster, Saskatchewan in a mixed farming operation. We brought Mr. Pike along this morning because he has some particular views that he would like to share with the committee, both as an adviser to the Western Canada Wheat Growers Association and as an

TÉMOIGNAGES

Ottawa, le jeudi 4 août 1988

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts, auquel ont été renvoyés le projet de loi C-92, Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, le projet de loi C-112, Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada et d'autres lois en conséquence et enfin le projet de loi C-132, Loi modifiant la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, se réunit aujourd'hui à 9 h 30, pour examiner les projets de loi en question.

Le sénateur Dan Hays (*président*) occupe le fauteuil.

Le président: Honorables sénateurs, je déclare la séance ouverte en vue de la reprise de nos audiences relativement aux textes législatifs qui nous intéressent en ce moment, en particulier le projet de loi C-92, en faisant appel à notre premier groupe de témoins.

Nous avons pour témoins ce matin les représentants de la *Western Canada Wheat Growers Association*. A ma droite, se trouve M. Paul Orsak, vice-président; complètement à ma droite, M. Paul Sim, analyste principal des politiques; et, entre les deux, M. Gary Pike, conseiller du directoire. Je présume, M. Pike, que vous êtes le conseiller du directoire de la *Western Canada Wheat Growers Association*.

M. Gary Pike, conseiller du directoire, Western Canada Wheat Growers Association: C'est exact.

Le président: Messieurs, je crois que votre organisme nous est familier à tous. Je vous demande donc sans plus attendre de présenter votre exposé, à la suite de quoi j'inviterai ceux qui le désirent à poser des questions. M. Orsak?

M. Paul Orsak, vice-président, Western Canada Wheat Growers Association: Merci, monsieur le président. Nous sommes très heureux de l'occasion qui nous est offerte aujourd'hui de faire des observations à votre Comité au nom de notre groupe.

La *Western Canada Wheat Growers Association* est un organisme auquel on est libre d'adhérer et qui représente environ 12 000 céréaliculteurs dans les provinces des Prairies, c'est-à-dire de la rivière Rouge à la rivière de la Paix, comme on dit souvent. Les producteurs doivent renouveler annuellement leur adhésion à cet organisme, en ce sens qu'ils souscrivent aux orientations adoptées par celui-ci ou bien cherchent à contribuer aux décisions de principe qu'il devra prendre. C'est pourquoi il s'agit essentiellement d'un organisme auquel on adhère chaque année.

Comme vous l'avez dit, monsieur le président, nous avons ici avec nous M. Paul Sim, notre analyste principal des politiques, auquel je demanderai dans quelques instants de se rendre au tableau à feuilles pour présenter la première partie de notre exposé. Comme vous l'avez aussi mentionné, monsieur le président, nous avons également avec nous ce matin M. Gary Pike, qui gère une exploitation agricole mixte à Lloydminster, en Saskatchewan. Nous avons demandé à M. Pike de nous accompagner ce matin parce qu'il a des idées bien précises dont il aimerait faire profiter le Comité, tant à titre de conseiller auprès de la *Western Canada Wheat Growers Association*

[Text]

elected member of the Advisory Committee of the Canadian Wheat Board.

With those few words, I will now call on Mr. Paul Sim to proceed to the flip chart and run through a few points with you this morning.

Mr. Paul Sim, Senior Policy Analyst, Western Canada Wheat Growers Association: Thank you very much. Briefly, I want to clarify some points that were raised yesterday before this committee and give the committee a review of what it is we are really talking about and why it is that our organization and the farmers we represent have taken the position that we have in support of Bill C-92.

First of all, it is important to identify exactly what the charges are that we are talking about. At the country elevator level, you have two charges: one is for elevation, and this is deducted up front and, as we were told yesterday, it is between \$6 and \$7 per tonne; the other deduction is for carrying costs, and this averages from somewhere around the \$3 mark—last year it was \$2.68—and goes as high as \$6 in some years and is deducted from the pool accounts before the final payment is made.

It is important to understand what these carrying charges are composed of—storage and interest. These costs are incurred by the elevator companies for transporting producers' grain. Storage is incurred when the farmer hauls his grain into the elevator, unloads it and it is stored there until such time as it is moved on a rail car. That is what the storage costs are for, and the elevator companies have a specific rate they charge on a per diem basis for that service.

The interest charges are incurred by the grain company because they pay the farmer when he brings his grain into the elevator, but they, in turn, are not paid by the board until that grain is delivered to port at, say, Thunder Bay or Vancouver. Therefore, there is a certain financing charge associated with that. So the carrying charges that you see showing up in your Canadian Wheat Board annual report and in your statement of pool accounts as "Deduction—operating costs—carrying charges—country elevators \$2.68"—which was last year—are the two items that make up that cost.

What happens in the case of a producer car? In the case of a producer car, the farmer does not haul his grain into the elevator and does not store it there, obviously. In fact, what he does is provide his own storage services by storing the grain in his grain bin until such time as he loads it on a rail car. Also, in the case of interest charges, he provides his own financing because he does not get paid for the grain until such time as it is delivered to the terminal, graded and all that sort of thing. Therefore, the producer car shipper provides these services for himself and incurs the cost of those services on his own and, consequently, he pays for those costs on his own.

The reason we are so strongly in support of clause 8 of Bill C-92 is that, in the current process whereby those country elevator carrying charges are deducted from the pool account payments before the final payment is made to a producer car

[Traduction]

qu'à titre de membre élu du comité consultatif de la Commission canadienne du blé.

Je demanderai maintenant à M. Paul Sim de s'avancer vers le tableau à feuilles et de vous faire part de ses idées.

M. Paul Sim, analyste principal des politiques, Western Canada Wheat Growers Association: Merci beaucoup. Permettez-moi simplement d'éclaircir certains des points qui ont été soulevés hier au cours des audiences du Comité et de faire un tour d'horizon du sujet précis qui nous intéresse. Je voudrais aussi vous dire pourquoi notre organisme et les agriculteurs que nous représentons ont adopté la position dont nous faisons état en ce qui touche le projet de loi C-92.

Il importe, pour commencer, de préciser exactement de quelles redevances nous parlons. Au niveau du silo de collecte, nous avons deux redevances: la première touche l'ensilage. Elle est déduite en amont et, comme on nous l'a dit hier, elle se situe entre 6 \$ et 7 \$ la tonne; l'autre déduction touche les frais fixes. Elle s'élève à une moyenne d'environ 3 \$ (l'an dernier, elle était de 2,68 \$) et, pour certaines années, elle peut aller jusqu'à 6 \$ et est déduite des comptes de mise en commun avant que ne soit effectué le versement final.

Il importe de bien comprendre de quoi sont composés les frais fixes—d'une part l'entreposage, d'autre part les intérêts. Ils sont supportés par les exploitants de silos-éleveurs au titre du transport des céréales des producteurs. Des frais d'entreposage sont applicables lorsque l'agriculteur entre son grain dans le silo pour l'y décharger, jusqu'à l'enlèvement du grain sur un wagon. C'est cela que l'on entend par frais d'entreposage. Les exploitants de silos-éleveurs disposent d'un tarif précis pour ce service, lequel est facturé à la journée.

C'est la société céréalière qui supporte les frais financiers. Elle paie l'agriculteur lorsqu'il apporte son grain au silo, mais elle n'est, en revanche, payée par la Commission qu'après livraison du grain à un port, par exemple Thunder Bay ou Vancouver. Il faut donc compter avec certains frais de financement. C'est pourquoi les frais fixes que l'on peut constater dans le rapport annuel de la Commission canadienne du blé et dans l'état des comptes de mise en commun sont constitués de deux éléments: «déduction—frais d'exploitation—frais fixes—silos de collecte: 2,68 \$» (applicable l'an dernier).

Qu'arrive-t-il dans le cas d'un wagon chargé aux soins d'un producteur? Dans ce cas, l'agriculteur n'entre pas son grain dans le silo et ne l'y entrepose pas, bien entendu. Ce qu'il fait en réalité, c'est recourir à ses propres services d'entreposage en emmagasinant le grain dans son coffre à céréales jusqu'à ce qu'il le charge sur un wagon. De la même façon, dans le cas des frais d'intérêts, il fournit son propre financement puisqu'il n'est pas payé pour le grain tant que celui-ci n'est pas livré au terminal, classé et ainsi de suite. L'expéditeur par wagon chargé aux soins du producteur se fournit donc de tels services à lui-même et il en supporte lui-même les coûts et c'est à lui qu'il incombe d'acquitter la facture.

Si nous sommes tellement favorables à l'article 8 du projet de loi C-92, c'est que, dans la méthode actuelle selon laquelle les frais fixes des silos de collecte sont déduits des comptes de mise en commun avant le versement final à l'expéditeur par

[Text]

shipper, he is incurring those costs on his own and then he is being charged again for those same costs through the pool account process. We believe that this is inherently inequitable and that Bill C-92 provides an opportunity to address this inequity in an effective manner. That, then, Mr. Chairman, is point one. I just wanted to clarify what those charges really are and the fact that at present there exists a situation where producer car shippers are paying those charges twice. They are providing their service for themselves and then they are paying again through the pool account.

The second point I wish to make very quickly, Mr. Chairman, is that there is already a precedent established in the way the Canadian Wheat Board currently operates their pooling process, in that they do not deduct country elevator carrying charges in cases where grain does not enter the country elevator system. I am talking here about designated barley and oats. In the case of designated barley and oats, the grain is never stored in the country elevator system. In some cases, it enters the system and in some cases the producer loads his own car or whatever, but it is never stored in the country system. Therefore, if you check through your Canadian Wheat Board pool account calculations and check the entry for designated barley on page 37 of the latest annual report of the Canadian Wheat Board, you will see that deductions for operating costs do not include carrying charges for country elevator services, because those carrying charges are not incurred in the case of designated barley and oats, in the same sense that they are not incurred in the case of a producer car shipper of Wheat Board grains, namely, ordinary wheat, barley or oats.

Therefore, we would argue—and I think quite logically—that that precedent for not charging producers for those costs when their grain does not enter the system is already fairly clearly established in the current operations of the Canadian Wheat Board. Mr. Chairman, that is the second point I wish to make.

Third, I would like to make a brief comment on the competition aspect of this whole matter.

Senator Bielish: Excuse me, I am sorry for interrupting, but you have just turned the page. When you say "designated", what does that mean?

Mr. Sim: That is essentially malting barley.

Senator Bielish: So it is designated directly to whoever buys it?

Mr. Sim: The word "designated" is just the class or the grade or the method that they use to distinguish malting barley from feed barley or ordinary barley. Also, it is in a separate

[Traduction]

wagon chargé aux soins du producteur, c'est l'expéditeur qui supporte les coûts en question et c'est encore lui qui doit acquitter ces mêmes coûts en question et c'est encore lui qui doit acquitter ces mêmes coûts au moment de la régularisation des comptes de mise en commun. Nous croyons qu'il s'agit là d'une injustice et que le projet de loi C-92 fournit l'occasion de la corriger de manière efficace. Voilà, monsieur le président, le point que je voulais d'abord éclaircir. Je voulais simplement expliquer en quoi consistent les redevances et aussi montrer que, à l'heure actuelle, les expéditeurs par wagons chargés aux soins des producteurs paient ces redevances deux fois. Ils assurent les services dont ils ont besoin en recourant à leurs propres ressources, puis ils paient de nouveau par le biais des comptes de mise en commun.

Il y a un deuxième point que je voudrais discuter brièvement, monsieur le président. Un précédent est déjà établi dans la façon dont la Commission canadienne du blé gère à l'heure actuelle la technique de mise en commun, en ce qu'elle ne déduit pas les frais fixes des éleveurs de collecte lorsque le grain n'entre pas dans le circuit de ces éleveurs. Je veux parler ici de l'orge et de l'avoine de premier choix. Dans le cas de l'orge et de l'avoine de premier choix, le grain n'est jamais entreposé dans les silos de collecte. Dans certains cas, il accède au circuit et, dans d'autres, le producteur charge par exemple son propre wagon, mais le grain n'est jamais entreposé dans les silos de collecte. Par conséquent, si l'on examine les calculs des comptes de mise en commun de la Commission canadienne du blé et que l'on vérifie l'inscription touchant l'orge de premier choix, à la page 39 du dernier rapport annuel de la Commission canadienne du blé, on se rend compte que les déductions au titre des frais d'exploitation ne comprennent pas les frais fixes pour les services des silos de collecte, parce que ces frais fixes n'existent pas dans le cas de l'orge et de l'avoine de premier choix, pas plus qu'ils n'existent dans le cas d'un expéditeur de céréales de la Commission du blé par wagons chargés aux soins des producteurs, à savoir, de façon générale, le blé, l'orge ou l'avoine.

Par conséquent, on pourrait prétendre—et, je crois, avec raison—qu'un tel précédent qui consiste à ne pas facturer ces frais aux producteurs lorsque leur grain n'accède pas au réseau est déjà relativement bien établi dans le mode de fonctionnement actuel de la Commission canadienne du blé. Voilà, monsieur le président, pour le deuxième point que je désirais souligner.

En troisième lieu, je voudrais faire une courte observation sur l'aspect concurrentiel de toute cette question.

Le sénateur Bielish: Je vous prie de m'excuser de vous interrompre, mais vous venez de tourner la page. Lorsque vous dites «de premier choix», qu'entendez-vous par là?

M. Sim: Il s'agit essentiellement de l'orge destiné au maltage.

Le sénateur Bielish: Je vois, c'est donc de l'orge de premier choix pour quiconque consent à l'acheter?

M. Sim: L'expression «premier choix» a trait à la catégorie ou à la classe ou à la méthode que l'on utilise pour distinguer l'orge de maltage de l'orge fourragère ou de l'orge ordinaire. L'orge de maltage figure également dans un compte distinct de

[Text]

pool account. In other words, it is accounted for differently by the Canadian Wheat Board than is ordinary barley.

Senator Bielish: Thank you.

Mr. Sim: Mr. Chairman, I have one brief comment on the competition aspect and I would like to highlight this in a couple of ways. If we look at increases over the last ten years in elevation charges at the three different levels or the three different types of operation, we see an interesting picture. Therefore, Mr. Chairman, let us look at 1976 to 1987. The numbers I will put up here on the board can be confirmed by the Canada Grains Council statistics handbook for 1988. If we look at the country grain elevator charges from 1976 to 1987, we see that they have increased by just over 50 per cent. It is approximately 52 to 53 per cent. If we look at elevation charges at the terminal level, which is at Thunder Bay, Vancouver, et cetera, we see that they have increased by approximately 90 per cent, or a little better. At the transfer elevator level, which is in the St. Lawrence Seaway, at Sorel, Baie-Comeau and those places where the grain is transferred from a lake freighter to an ocean-going vessel, we see that the charges have increased by approximately 120 per cent. What this suggests to me, at any rate, is that the additional competition in the country elevator system provided by producer cars has, in fact, helped to keep some of the increases in elevation charges more in line and more realistic, and that benefits all producers and not merely those who ship producer cars.

It also clearly shows that the further you get away from the farm and the less control or the fewer choices the producer has to make, the more likelihood there is that those charges will increase more rapidly. Therefore, I would suggest to you that this shows fairly clearly that competition is important and that producer cars do help to provide an element of that competition at the country elevator service level.

Senator Argue: Would you just clarify who sets those charges or rates? Is it the terminals themselves?

Mr. Sim: The Canadian Grain Commission sets maximum tariffs at each level, and then the country elevator or the grain companies establish their own tariffs within those maximum levels. However, essentially the grain companies themselves decide what their final tariff level will be.

Senator Argue: Obviously, the Canadian Grain Commission has agreed to that 90 per cent increase in the tariff at the terminals.

Mr. Sim: The Canadian Grain Commission set the maximum levels in such a way that those increases were possible.

Senator Argue: Very well.

[Traduction]

mise en commun. En d'autres termes, la Commission canadienne du blé le traite différemment de l'orge ordinaire.

Le sénateur Bielish: Merci.

M. Sim: Monsieur le président, j'ai une courte observation à faire sur l'aspect concurrentiel et je voudrais souligner ce point en recourant à quelques exemples. Si nous considérons les augmentations qui ont touché au cours des dix dernières années les frais d'ensilage aux trois différents niveaux ou aux trois différents modes de fonctionnement, il en ressort un schéma intéressant. Examinons, monsieur le président, les années 1976 à 1987. Les chiffres que je vais écrire au tableau se trouvent dans le manuel statistique du Conseil des grains du Canada pour 1988. Si nous examinons les redevances applicables aux silos de collecte au cours de la période allant de 1976 à 1987, nous constatons que ces redevances ont augmenté d'un peu plus de 50 pour cent. L'augmentation est d'environ 52 à 53 pour cent. Si nous examinons les redevances d'ensilage au niveau du silo portuaire, soit à Thunder Bay, Vancouver ou ailleurs, nous constatons qu'elles ont augmenté d'environ 90 pour cent, ou même un peu plus. Au niveau du silo de transbordement, dans la voie maritime du Saint-Laurent, à Sorel et à Baie-Comeau, ainsi qu'aux endroits où le grain est transbordé d'un cargo des Grands Lacs à un navire céréalier, nous constatons que les redevances ont augmenté d'environ 120 pour cent. Ce qui ressort de tout cela, à mon avis en tout cas, c'est que la concurrence supplémentaire apportée dans le réseau des silos de collecte par les wagons chargés aux soins des producteurs a eu, en réalité, pour résultat de rendre plus acceptables et plus réalistes certaines des augmentations touchant les redevances d'ensilage. Il en résulte un avantage pour tous les producteurs et pas seulement pour ceux qui recourent à l'expédition par wagons chargés à leurs soins.

Il est manifeste également que plus on s'éloigne de la ferme et moins le producteur a la possibilité d'exercer un contrôle ou un choix, plus les redevances auront tendance à augmenter rapidement. De tout cela, je crois que l'on peut dégager une conclusion évidente, à savoir que la concurrence est importante et que les wagons chargés aux soins des producteurs favorisent effectivement un climat concurrentiel au niveau des silos de collecte.

Le sénateur Argue: Pourriez-vous nous préciser qui établit ces redevances ou ces tarifs? Est-ce que ce sont les terminaux eux-mêmes?

M. Sim: La Commission canadienne des grains fixe les tarifs maximums à chaque niveau, puis les sociétés qui exploitent des silos de collecte et les sociétés cérésières établissent leurs propres tarifs en tenant compte de ces tarifs maximums. Cependant, ce sont essentiellement les sociétés cérésières elles-mêmes qui décident ce que sera leur tarif final.

Le sénateur Argue: Naturellement, la Commission canadienne des grains a accepté cette augmentation de 90 pour cent au tarif applicable aux terminaux.

M. Sim: La Commission canadienne des grains a fixé les niveaux maximums qui ont rendu possibles de telles augmentations.

Le sénateur Argue: Parfait.

[Text]

Mr. Sim: Mr. Chairman, I have just one more brief point. If we look at the overall charges to the farmers for moving their grain, we see that if your grain goes through the east coast from a mid-prairie point—and once again, these numbers can be confirmed by the Canada Grains Council grain statistics handbook—the total cost to the farmer, not including the Crow benefit, is approximately \$45 per tonne. Through the west coast, it is approximately \$28 per tonne. Therefore, if you assume that half of the grain goes in either direction, the average cost to a farmer is approximately \$33 per tonne. The point I want to make is that, unbeknown to most producers, probably the highest single cost on their farm is what they pay for transporting and handling grain. If you take a thousand-acre producer—

Mr. Pike: The average is \$36.

Mr. Sim: I think that is a little high. These numbers may be slightly off, but the average is somewhere in the \$32 to \$36 range.

The thousand-acre producer who grows one tonne per acre then has 1,000 tonnes to ship. If he ships all of that off his farm to export position, on the average it will cost him \$36,000 per year for handling and transportation fees, not including the Crow benefit. Those are the handling and transportation fees that he currently pays.

Senator Barootes: That is only the transportation costs?

Mr. Sim: No, that includes elevation at the primary level, storage charges, terminal elevation, terminal storage, cleaning rail freight, lake transportation and transfer elevator.

Senator Barootes: Upgrading, downgrading?

Mr. Sim: Therefore, it is not too surprising that groups such as ourselves and the farmers we represent are very concerned about wanting to reduce these numbers. In most cases the single highest cost per acre is this cost, which ranges anywhere from \$30 to \$36. So it is important to have sufficient competition in this system, such as that provided by producer cars, to ensure that over the long term the entire industry is forced to adjust in a manner that will bring this number down to a more reasonable and satisfactory level for producers.

I turn the floor over to my colleague, Paul Orsak.

Mr. Orsak: There are a couple of points I would like to highlight. With regard to clause 8 of Bill C-92, the basic situation is that we have a different point of view between the producers of grain and the organizations and groups that handle grain. It is a natural rivalry. Our interest as producers is to increase and maintain as high an income as possible. There are two ways to do this: one is to increase revenue; the other is to

[Traduction]

M. Sim: Monsieur le président, permettez-moi de faire une autre brève observation. Si l'on examine les frais globaux supportés par les agriculteurs pour l'enlèvement de leurs céréales, on constate que les céréales expédiées à partir des Prairies vers la côte est—et, encore une fois, ces chiffres peuvent être confirmés par le manuel statistique du Conseil des grains du Canada—entraînent pour l'agriculteur un coût total d'environ 45 \$ la tonne métrique, sans tenir compte de l'avantage qui découle du Nid de Corbeau. Si le grain est expédié vers la côte ouest, le coût total est d'environ 28 \$ la tonne métrique. Donc, si l'on présume que la moitié du grain est expédié vers la côte ouest et l'autre moitié vers la côte est, le coût moyen pour l'agriculteur est d'environ 33 \$ la tonne métrique. Ce que je désire souligner, c'est que, à l'insu de la plupart des producteurs, le coût le plus élevé qu'ils aient à supporter dans leurs exploitations agricoles est probablement le coût du transport et de la manutention du grain. Prenons par exemple un producteur possédant mille acres—

M. Pike: La moyenne est de 36 \$.

M. Sim: Je pense que c'est un peu élevé. Les chiffres ne sont peut-être pas tout à fait exacts, mais la moyenne se situe quelque part entre 32 \$ et 36 \$.

Le producteur qui possède mille acres et qui obtient une tonne métrique pour un acre dispose donc de mille tonnes métriques qu'il peut expédier. S'il expédie toute sa production en vue de l'exportation, il lui en coûtera en moyenne 36 000 \$ par année à titre de frais de manutention et de transport, sans tenir compte de l'avantage du Nid de Corbeau. Il s'agit des frais de manutention et de transport qu'il assume aujourd'hui.

Le sénateur Barootes: S'agit-il seulement des frais de transport?

M. Sim: Non, il faut aussi compter la mise en silo au niveau primaire, les frais d'entreposage, la mise en silo au terminal, l'entreposage au terminal, le nettoyage, l'affrètement d'un train, le transport sur les Grands Lacs et le silo de transbordement.

Le sénateur Barootes: La revalorisation, le déclassement?

M. Sim: Il n'est donc pas trop surprenant que des groupements comme le nôtre et les fermiers que nous représentons désirent tellement réduire ces chiffres. Dans la plupart des cas, le coût le plus élevé par acre est le coût dont nous venons de parler, lequel se situe quelque part entre 30 \$ et 36 \$. Il est donc important qu'une concurrence suffisante existe dans le système, comme celle qu'engendrent les wagons chargés aux soins des producteurs, pour faire en sorte qu'à long terme, l'industrie tout entière soit forcée de s'adapter d'une manière qui permette de réduire ce chiffre à un niveau plus raisonnable et plus satisfaisant pour les producteurs.

Je cède maintenant la parole à mon collègue, Paul Orsak.

M. Orsak: Je voudrais souligner quelques détails. En ce qui touche l'article 8 du projet C-92, il se trouve essentiellement que les producteurs de grain et les organismes et groupements qui manutentionnent ce grain partagent des points de vue différents. Il s'agit là d'une rivalité naturelle. L'intérêt des producteurs est d'accroître leur revenu et de le maintenir aussi élevé que possible. Il y a deux façons d'y parvenir. L'une con-

[Text]

lower costs. Of course, the organizations involved in handling grain have the same interest. We have here a situation where the grain handlers are doing their best to increase revenue and producer groups such as ours are seeing very little in the way of lower costs.

One of the things that sticks in our craw, as far as this bill is concerned, is that we see the issue as one of competition. In ordering, loading and shipping producer cars, producers are attempting to bypass the high cost element of the industry, and the industry has tried to make sure that the total benefits producers should accrue in bypassing the industry do not accrue to the producers, so that there is less incentive for producers to ship by producer cars and more incentive for them to deliver their grain through the elevator system. We would like to see producer cars rendered obsolete. We agree with the grain handling firms that producer cars are probably not the most efficient means of moving grain. There are no inherent economies of skill scale each farmer loading one car at a time with an 8-inch or 10-inch auger. We think there is a better way.

So what we are saying is that our aims are the same and that our goals are the same, but that we have different means of achieving them. We would like to see the system rationalized, made more efficient and less costly by a process of competition. In this way the farmers will shape the system by patronizing the form of grain handling they deem best for their operations. We do not believe that governing by regulation will result in a system that is chosen and designed by farmers. We prefer competition over regulation.

In the final analysis, we are saying that the happy day when producer cars are no longer an economic alternative, when we are moving grain in the most cost-effective way will come sooner through our method than through the method proposed by grain handlers.

I am sure most of you have read stories in the press to the effect that the elevator system is an institutional system that benefits all producers and that, therefore, all producers should pay. This theory poses a couple of questions. First, what benefits does it provide and, second, at what cost does it provide those benefits, if there are any at all? The Wheat Board says that this system provides it with a surge capacity, with the ability to move grain quickly to meet export sales. In fact, if you study the mechanics of the transportation of board grains, this is simply not the case. On a weekly basis the board calls grain out of each train run. The western Canadian prairies are divided into train runs. Each train run has a number. The board orders grain out of each train run to meet its sales commitments. It matters little to the board whether the grain is loaded by the farmer or by an elevator company. The fact that the grain is in storage 4 feet from the rail line or 4 miles from

[Traduction]

siste à accroître le chiffre d'affaires, l'autre à réduire les coûts. Naturellement, les organismes qui s'occupent de la manutention du grain recherchent le même résultat. Nous sommes en présence d'une situation où ceux qui manutentionnent le grain font de leur mieux pour augmenter leurs recettes, tandis que les groupements de producteurs comme le nôtre parviennent très difficilement à réduire leurs coûts.

Ce qui nous inquiète en ce qui concerne ce projet de loi, c'est que nous considérons la question comme une question de concurrence. Lorsqu'ils commandent, chargent et expédient des wagons chargés à leurs soins, les producteurs cherchent à éviter les coûts élevés de l'industrie, et l'industrie s'est efforcée de faire en sorte que les bénéfices totaux qui devraient découler de ce procédé pour les producteurs ne profitent pas à ceux-ci, à telle enseigne que les producteurs sont moins encouragés à expédier leur grain au moyen de wagons chargés à leurs soins et davantage à le livrer en recourant au réseau des silos-éleveurs. Nous voudrions voir l'abandon des wagons chargés aux soins des producteurs. Nous sommes d'accord avec les sociétés de manutention du grain pour dire que ces wagons ne constituent sans doute pas le moyen le plus rentable de déplacer le grain. L'agriculteur ne réalise pas nécessairement des économies d'échelle lorsqu'il charge un wagon à la fois au moyen d'un vis sans fin de huit ou dix pouces. Nous croyons qu'il existe une meilleure façon de s'y prendre.

Ce que nous voulons dire, c'est que nos objectifs sont les mêmes et que nous visons les mêmes résultats, mais les moyens que nous proposons pour les réaliser sont différents. Nous voudrions que le système soit rationalisé, rendu plus rentable et moins coûteux grâce à l'introduction d'un élément concurrentiel. De cette façon, les agriculteurs façonneront le système en favorisant la méthode de manutention du grain qu'ils estiment la plus propice à leurs opérations. Nous ne croyons pas que le fait de fixer cette méthode au moyen d'une réglementation conduira à un système plébiscité et conçu par les agriculteurs. Nous préférons la concurrence à la réglementation.

Finalement, nous disons que l'heureux jour où les wagons chargés aux soins des producteurs ne constitueront plus une solution de rechange économique, l'heureux jour où nous transporterons le grain de la façon la plus rentable, arrivera plus vite grâce à notre méthode que grâce à celle que proposent les sociétés qui manutentionnent le grain.

La plupart d'entre vous ont lu, j'en suis sûr, des articles dans la presse écrite selon lesquels le système des silos-éleveurs est un système institutionnel qui profite à tous les producteurs et que tous les producteurs devraient donc payer. Cette affirmation soulève plusieurs questions. D'abord, quels sont les avantages qui découlent du système et, ensuite, à quel coût le système procure-t-il de tels avantages, si avantages il y a? La Commission du blé dit que ce système lui donne une capacité de poussée, ce qui lui permet de déplacer le grain rapidement et de mieux répondre aux commandes des marchés d'exportation. En réalité, si l'on examine la mécanique du transport des grains de la Commission, ce n'est tout simplement pas le cas. Chaque semaine, la Commission fait appel à du grain provenant de chaque trajet ferroviaire. Les Prairies canadiennes sont divisées en trajets ferroviaires. Chaque trajet porte un numéro. La Commission commande du grain provenant de

[Text]

the rail line makes very little difference to the board. They still call their grain forward weekly out of each train run, and the same cars will be allocated to each run regardless of how they are loaded.

The second question posed is, at what cost? Earlier Mr. Sim alluded to a cost of \$36 per tonne to the total system, of which \$10 or \$12 are considered country elevator charges. Given that the country elevator system amounts to one-third of the cost, compared to costs across the line of about 25 per cent of that amount, we think there ought to be a way of rationalizing those costs quicker, and we think it can be done by competition.

When talking about the benefits one producer gives to another, we would argue, have argued and will continue to argue that producer car users probably benefit other producers who load into the elevator system more so than in the reverse, in that our actions have kept tariff increases in the country a lot lower through competition than actions taken with regard to tariff increases in other places. Those are my comments.

Mr. Pike: Mr. Chairman, I sit on the Canadian Wheat Board Advisory Committee. We took a vote on this bill last week, and it was very close: the vote was six to four. I could not support the motion to bring down clause 8 because of the fact the producer is being charged for a portion of the system he is not using.

There is another charge that has not been pointed out today. The producer car user uses the terminal portion of the system and pays for that system but is not eligible for any patronage dividend from the company unless he puts it through the primary elevator system. So if the grain company pays out patronage dividends, the producer car user is not eligible for them. I feel that this is an inequity that should be addressed. I agree that the costs with regard to storage and interest should be eliminated for all the reasons mentioned, and for one other reason, which can best be described by the situation in my area. I have producers who do not have access to a facility large enough to handle their trucks. They have to use producer cars on sidings closer to their farms. This is saving these producers money, and they of course feel that they should not have to pay the storage and interest charges when they are not using that part of the system.

The Chairman: I would like to hear a little more about your views on the importance of maintaining the viability of the

[Traduction]

chaque trajet ferroviaire afin de réaliser les ventes qu'elle a conclues. Il lui importe peu que le grain soit chargé par l'agriculteur ou par une société qui exploite des silos-élevateurs. Il importe fort peu à la Commission que le grain soit entreposé à 4 pieds ou à 4 miles de la ligne de chemin de fer. Elle passe quand même ses commandes de grain chaque semaine pour chaque trajet ferroviaire, et les mêmes wagons seront attribués à chaque trajet, peu importe la façon dont ils sont chargés.

La deuxième question posée a trait au coût. Précédemment, M. Sim a fait allusion à un coût de 36 \$ la tonne pour le système tout entier, dont 10 \$ ou 12 \$ sont considérés comme des redevances au titre des silos de collecte. Vu que le système des silos de collecte représente un tiers du coût, comparativement à des coûts globaux d'environ 25 p. 100 de ce montant, il existe certainement un moyen de rationaliser rapidement les coûts, et c'est, d'après nous, grâce à la concurrence que nous pourrions y parvenir.

En ce qui touche les avantages qu'un producteurs donne à un autre, nous avons toujours prétendu et nous continuerons de prétendre que les utilisateurs de wagons chargés aux soins des producteurs profitent sans doute aux producteurs qui recourent au système des silos, plus que ceux-ci profitent à ceux-là, compte tenu des mesures que nous avons prises et qui ont permis, plus que les mesures qui ont été prises à d'autres endroits relativement aux augmentations de tarifs, de maintenir ces augmentations dans le pays à un niveau beaucoup plus faible grâce à la concurrence. Voilà pour les observations que j'avais à faire.

M. Pike: M. le président, je suis membre du comité consultatif de la Commission canadienne du blé. La semaine dernière, nous avons procédé à un scrutin relativement à ce projet de loi, et il a presque eu partage: il y avait six voix d'un côté et quatre de l'autre. Je n'ai pas pu appuyé la motion de suppression de l'article 8, en raison du fait qu'on demande au producteur de payer pour une partie du système qu'il n'utilise pas.

Il existe une autre redevance dont il n'a pas été fait état aujourd'hui. L'utilisateur de wagons chargés aux soins des producteurs se sert de la portion du système qui a trait au terminal et il verse une contribution à cette fin, mais il n'est admissible à aucun des dividendes que la société réserve à sa clientèle à moins qu'il ne fasse entrer son wagon dans le circuit des silos de collecte. Donc, si la société céréalière verse des dividendes de bonne clientèle, les utilisateurs de wagons chargés aux soins des producteurs ne peuvent y prétendre. Je crois que c'est là une injustice qui devrait être corrigée. J'admets que les coûts relatifs à l'entreposage et à l'intérêt devraient être éliminés pour toutes les raisons mentionnées et pour une autre raison, laquelle touche précisément à la situation qui prévaut dans ma région. Il y a dans ma région des producteurs qui ne peuvent accéder à des installations suffisamment importantes pour leurs camions. Il leur faut utiliser des wagons de producteurs sur des voies plus proches de leurs exploitations. Ils épargnent ainsi de l'argent et estiment naturellement qu'ils ne devraient pas acquitter des frais d'entreposage et d'intérêts puisqu'ils n'utilisent pas cette partie du système.

Le président: J'aimerais connaître votre opinion quant à l'importance de préserver la viabilité du système de mise en

[Text]

pool system. We have heard from the prairie pools, and one of their concerns is that increased use of producer cars may threaten the entire system. Do you care about the loss of that system? It seems to me that you want to see in place the most efficient system for delivering, transporting and marketing grain. Do you see the system you propose being similar to the one currently in place?

Mr. Orsak: First, when you say "pool system" are you referring to the pooling system of the Canadian Wheat Board or are you referring to the pool elevator companies?

The Chairman: The pool elevator companies.

Mr. Orsak: We have no particular bias one way or the other as to how the grain gathering and handling industry evolves or who are the players, other than that it be a competitive system, which means lower costs and efficiency. While producer cars may not be the most efficient means of moving grain, we believe that the element of competition they add and the pressure they put on the industry to rationalize itself to become cost effective to the point where producer cars are no longer useful is the fastest way to achieve low-cost grain forwarding. The controversy that arises as a result of discussion on this matter is one of speed and who can adjust and rationalize the quickest. On the one hand, producers are saying, "We want to see a lower cost system and a faster system because of the cost/price squeeze and our need to maintain some sort of net income and the health of the producing side of the industry". On the other hand, you hear the grain companies saying, "We don't think producers can adjust fast enough to a rationalized system." We think that the industry is not adjusting fast enough to our needs. We are facing a cost/price squeeze and we need to get the costs of our marketing down. The direct answer to your question is: We need an efficient and low-cost system, and who owns and controls it is really of secondary importance to the cost factor.

The Chairman: Am I correct that the viability of the system that is in place today is not a concern?

Mr. Orsak: I think it will remain viable and it will probably be more healthy in a competitive environment than it would be in a non-competitive environment.

In the short term, if I were the CEO of a large grain handling company I would be taking the same position that they are taking now. That is, I would be trying to protect my bottom line this year and next year. My job would depend on the bottom line of the company and how the company I am in charge of performs. However, for the long-term health of the industry, I think the CEO would be saying that we need to shape and develop the company in such a way as to be competitive.

[Traduction]

commun. Nous avons entendu les pools des provinces des Prairies dire qu'un usage accru des wagons de producteurs menace peut-être tout le système. C'est là une de leurs préoccupations. La perte de ce système vous cause-t-elle des inquiétudes? Il me semble que ce que vous voulez, c'est l'instauration du système le plus efficace pour livrer, transporter et commercialiser le grain. Considérez-vous que le système que vous préconisez est analogue à celui qui prévaut actuellement?

M. Orsak: D'abord, lorsque vous dites «système de mise en commun», parlez-vous du système de groupage de la Commission canadienne du blé ou parlez-vous plutôt des sociétés qui exploitent des silos en commun?

Le président: Je parle des sociétés qui exploitent des silos en commun.

M. Orsak: Nous n'entretenons aucune prévention contre l'une ou l'autre des façons dont évolue l'industrie de la collecte et de la manutention du grain, ni contre les joueurs, quels qu'ils soient. Ce que nous voulons c'est un système concurrentiel, un système qui favorise l'abaissement des coûts et l'efficacité. Les wagons de producteurs ne constituent peut-être pas le moyen le plus efficace de déplacer le grain, mais nous croyons que le caractère concurrentiel qu'ils impriment à l'industrie et la pression qu'ils exercent sur elle pour qu'elle se rationalise en vue de devenir rentable au point de rendre désuets les wagons de producteurs constitue le moyen le plus rapide de faire en sorte que le grain soit acheminé à faible coût. La controverse qui entoure cette question touche à la rapidité et à la question de savoir qui peut le plus rapidement adapter et rationaliser ses opérations. D'un côté, les producteurs disent: «Nous voulons un système plus rentable et plus rapide à cause de la tension du rapport coût/prix et de la nécessité de préserver un certain revenu net, de même que la santé du volet producteur de l'industrie». Par ailleurs, on entend les sociétés céréalières dire: «Nous ne croyons pas que les producteurs soient en mesure de s'adapter assez rapidement à un système rationalisé». Nous croyons que l'industrie ne s'adapte pas assez rapidement à nos besoins. Nous faisons face à une tension du rapport coût/prix et il nous faut réduire les coûts de notre mise en marché. La réponse directe à votre question est la suivante: Il nous faut un système efficace et à faible coût, et la question de savoir qui en est propriétaire et qui le contrôle est d'une importance secondaire pour le facteur coût.

Le président: Ai-je raison de dire que la viabilité du système qui prévaut à l'heure actuelle n'est pas source d'inquiétudes?

M. Orsak: Je crois que le système demeurera viable et qu'il sera probablement plus sain dans un environnement concurrentiel qu'il ne le serait dans un environnement excluant la concurrence.

À court terme, si j'étais le président-directeur général d'une grande société de manutention du grain, j'adopterais la même position que celle qu'ils préconisent aujourd'hui. Plus précisément, j'essaierais de maintenir mes résultats financiers cette année et l'année prochaine. Mon poste dépendrait des résultats financiers de la société et de la performance de la société dont j'aurais la charge. Toutefois, pour la santé à long terme de l'industrie, je crois que le PDG serait d'avis qu'il lui faut

[Text]

Senator Barootes: Are you saying, therefore, you want to see both systems compete and both of them improve in terms of costs and returns? Are you saying that the CEO of each of these grain companies should be doing what he is doing now to protect his vested interest?

Mr. Orsak: No, I am not saying he should be doing that. I am saying that perhaps they are looking at it from a too short-term point of view, and that is to protect their market share and their profits in the short-term by excluding competition by regulation. I am saying that a forward thinking CEO might look at it a little differently and say that, for the long-term health of the company and the industry, we need to maintain competition so that he will be around to serve these fellows ten years from now when they no longer are shipping on producer cars because the company is doing better.

Senator Barootes: Does that mean that these grain companies, whoever they are, do not support clause 8 because they want legislation to protect them from other forms of competition or other ways of delivery, and they want it done by federal legislation?

Mr. Orsak: That is precisely the way I read it: protection by regulation.

The Chairman: I am having trouble with the fact that clause 8 gives a discretion to the Wheat Board, subject to approval of the Governor in Council, to quantify an additional amount—in this case it is taking a form of a rebate—without also quantifying the benefits. Prairie Pool Inc. seems to think that the benefits outweigh the costs. Could you comment on that?

Mr. Orsak: I would suggest that you ask that organization to provide evidence of the magnitude of the benefit. It may be simply making a rhetorical statement. They may be saying that they provide a benefit to all; therefore, all should pay. I would like to see a quantitative analysis of what that benefit is and what it is worth.

You are seeing producers apply for and ship in producer cars in increasing amounts every year. You are seeing producers, by their actions, saying that the benefits outweigh the costs in shipping in producer cars. Generally, we are seeing the use of producer cars of Wheat Board grains increase in spite of the fact that we are not getting all the benefit we should be getting and in spite of the fact that we are paying twice as much as producer car shippers for storage and interest.

I do not have any empirical data to show you how much lower country elevator costs are as a result of the competition. However, you do see evidence and data of producers shipping more and more cars every year for Canadian Wheat Board grain. The benefit that is alleged to accrue to all producers,

[Traduction]

façonner et développer la société d'une façon qui la rende concurrentielle.

Le sénateur Barootes: Êtes-vous alors en train de dire que vous voulez voir les deux systèmes se faire concurrence et les deux systèmes améliorer leurs coûts et leurs rendements? Êtes-vous en train de dire que le PDG de chacune de ces sociétés céréalières devrait faire ce qu'il fait à l'heure actuelle afin de protéger ses droits acquis?

M. Orsak: Non, je ne dis pas que c'est cela qu'il devrait faire. Je dis que peut-être leur façon de voir la situation s'intéresse trop au court terme, à seul dessein de protéger leur part du marché et leurs bénéfices à court terme par une exclusion de la concurrence au moyen de règlements. Je dis qu'un PDG qui voit loin jugerait la situation un peu différemment et dirait que, pour la santé à long terme de la société et de l'industrie, il nous faut préserver la concurrence. Ainsi, il sera encore là au service des agriculteurs dix ans plus tard, quand ils n'expédieront plus leur grain sur des wagons de producteurs grâce à la meilleure performance de la société.

Le sénateur Barootes: Faut-il en conclure que ces sociétés céréalières, quelles qu'elles soient, ne sont pas en faveur de l'article 8 parce qu'elles souhaitent une législation qui les protège d'autres formes de concurrence ou d'autres modes de livraison et qu'elles veulent que cela soit fait au moyen d'une loi fédérale?

M. Orsak: C'est exactement ce que j'y lis moi-même: Une protection au moyen de règlements.

Le président: Je m'inquiète du fait que l'article 8 confère un pouvoir discrétionnaire à la Commission du blé, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de fixer un montant supplémentaire—en l'occurrence, il s'agirait d'un dégrèvement—sans également fixer les bénéfices. Prairie Pool Inc. semble croire que les bénéfices dépassent les coûts. Qu'avez-vous à dire là-dessus?

M. Orsak: Je vous suggère de demander à cet organisme de fournir des données sur l'ampleur du bénéfice. Il se peut qu'il se limite à faire une déclaration de pure forme. Il pourra dire qu'il procure un bénéfice à tous, et que par conséquent tous devraient payer. Je voudrais voir une analyse quantitative de la nature et de l'ampleur de ce bénéfice.

On voit de plus en plus chaque année des producteurs demander des wagons de producteurs pour effectuer leurs expéditions. On voit des producteurs prétendre, par les actions qu'ils prennent, que l'expédition dans des wagons de producteurs entraînent des bénéfices supérieurs aux coûts. En général, on voit augmenter le recours aux wagons des producteurs pour les grains de la Commission du blé, malgré le fait que nous ne récoltions pas tous les bénéfices que nous devrions récolter et malgré le fait que nous payions deux fois, à titre d'expéditeurs par wagons de producteurs, pour l'entreposage et les intérêts.

Je ne dispose pas de données empiriques pour vous démontrer de combien sont inférieurs les coûts des silos de collecte dans un contexte concurrentiel. Toutefois, il faut bien constater que les producteurs expédient de plus en plus de wagons chaque année pour le grain de la Commission canadienne du

[Text]

whether or not they use the system, is, in my view, dubious. I have never seen any evidence or data that shows me that I benefit as a producer car shipper from the fact that an elevator is in place. In fact, on my farm I have not had an entry in my permit book from a country elevator for three years.

The Chairman: We heard from the senior executive officers from each of the three prairie provinces and they seem to be saying that the placement of an elevator in a community is of some importance. They all acknowledged that plans are in place to reduce the numbers. They refer to a facility which had a scale, storage and a loading facility which would cost about \$50,000 as being something which was, in their minds, the most efficient way to load grain cars. They seemed to be reluctant, probably because of the membership's influence over corporate decision making, to embrace that as something that they should move into quickly. They all acknowledged reluctantly that that is something that is going to happen, but their concern seems to be the speed with which it is going to happen. Is there any common ground between your group and the pool group on that count, or do you just see elimination of pool elevators as quickly as possible? Since you obviously do not use either the private or the pool elevator, you obtain services, that might otherwise have been provided from other sources, that you find more cost competitive or more efficient.

Can you comment on that philosophical question? These are the kinds of questions I have been asking because what I am having most difficulty with, quite frankly, is that the pools are raising a question of the rate of evolution towards a more efficient system which means less elevators and fewer rural communities. Perhaps I am overstating the situation. If I am, I would like to be corrected.

Mr. Orsak: Basically, we do not have a difference of opinion. Our aim as a producer group is to increase our net income. There are two ways to do that: One is to increase revenue; the other is to lower costs.

If there is a question as to the speed of the evolution of the new system, we will never have a new system. This system has evolved since the day it started. The number of elevators increased until about 1943, and from that time on the number has been decreasing. It will continue to change in terms of the numbers, the size and the services that it will provide.

What we are seeing is that, by virtue of their interest in maintaining a net income, producers have chosen to bypass the high-cost system where it can be bypassed. They are showing, by their ever increasing numbers of producer car shipments, that they want the system to lower its costs at a much more rapid rate than the system is willing to. We have producers pushing the system, and the system is digging its heels in. They are saying that they have a certain investment that they want

[Traduction]

blé. Que l'on me permette de douter de l'affirmation selon laquelle tous les producteurs, qu'ils utilisent ou non le système, profitent de ce procédé. Je n'ai jamais rien vu qui puisse me convaincre que je profite, à titre d'expéditeur par wagons chargés aux soins des producteurs, de l'existence d'un silo. En réalité, sur mon exploitation, on ne trouve dans mon livret de permis pour les trois dernières années aucune inscription provenant d'un silo de collecte.

Le président: Nous avons entendu les principaux responsables de chacune des trois provinces des Prairies, et ce qu'ils semblent dire, c'est que l'installation d'un silo-élevateur dans une collectivité présente une certaine importance. Ils reconnaissent tous qu'on envisage d'un réduire le nombre. Ils parlent d'une installation, qui était munie d'une bascule, d'un lieu d'entreposage et d'un dispositif de chargement, d'un coût d'environ 50 000 \$, comme d'une chose qui constituait, à leur avis, le moyen le plus efficace de charger des wagons céréaliers. Ils semblaient répugner, probablement à cause de l'influence des membres sur les décisions de la haute direction, à admettre que c'était là quelque chose qu'ils devraient accepter sans plus attendre. Ils ont tous reconnu, en hésitant, que c'est quelque chose qui va arriver, mais leur inquiétude semble toucher à la rapidité avec laquelle elle arrivera. Votre groupement et le groupement de mise en commun partagent-ils les mêmes idées à ce chapitre, ou pressentez-vous que les silos de mise en commun vont être éliminés très rapidement? Puisque, à l'évidence, vous ne recourez ni au silo privé ni au silo commun, vous obtenez des services que vous trouvez plus concurrentiels ou plus rentables, services qui auraient pu autrement être fournis par d'autres sources.

Qu'avez-vous à dire sur cette question philosophique? Si je pose ce genre de questions, c'est parce qu'il y a une chose qui me cause, à vrai dire, énormément de difficulté. C'est le fait que les pools soulèvent la question du rythme d'évolution vers un système plus efficace qui signifie moins de silos et moins de collectivités rurales. J'exagère peut-être la situation. Si oui, je voudrais que l'on me corrige.

M. Orsak: Fondamentalement, nos opinions ne diffèrent pas. Notre objectif, à titre de groupement de producteurs, consiste à accroître notre revenu net. Il existe deux façons d'y parvenir: l'une est d'augmenter le chiffre d'affaires et l'autre de réduire les coûts.

Si l'on se questionne sur la rapidité d'évolution du nouveau système, nous n'aurons jamais un nouveau système. Le présent système a évolué depuis le jour où il a commencé. Le nombre de silos-élevateurs a augmenté jusque vers 1943 et, depuis ce temps là, leur nombre diminue. Le système n'a pas fini de changer, tant en ce qui touche le nombre de silos-élevateurs et leur taille que les services qu'ils rendent.

Ce que nous constatons, ce sont des producteurs qui, au nom de leur intérêt dans la préservation d'un revenu net, ont choisi d'éviter le système à coût élevé lorsqu'il est possible de l'éviter. Ces producteurs démontrent, par leur recours de plus en plus généralisé aux expéditions par wagon de producteurs, qu'ils veulent que le système abaisse ses coûts à un rythme beaucoup plus rapide que celui auquel le système est disposé à le faire. Nous voyons les producteurs pousser le système et le système

[Text]

to maintain some revenue from and they do not want to change at a speed any faster than is good for their bottom line.

The Chairman: Perhaps they do not want to change at all.

Mr. Orsak: That is correct. If they have a 60 or 70 per cent market share locked up, why would they want to change at all?

Mr. Sim: What producer cars generally provide is an opportunity for farmers to have a choice and to vote with their bushels on the manner in which they want the system to develop. That aspect is important. The people who choose to vote with their bushels in that manner could be provided, under clause 8, with an opportunity to enjoy the full benefits of making that choice.

The Chairman: Would that go so far as to be a position where the current system, which I gather is called the orderly marketing system, would be replaced by another system?

Mr. Orsak: It has no connection.

The Chairman: You support that, but you think it could be rationalized so that it would be more efficient?

Mr. Sim: With the Canadian Wheat Board, you are dealing with marketing, on the one hand; whereas with the producer car you are dealing with the transportation issue, on the other hand. I think the two are substantially different.

Senator Argue: In considering how fast you think the system should be rationalized, how many country elevators do you think we need on the prairies? Do we need country elevators? Is there a role for them, or is your new system going to be able to supplant them? Is there a role for the inland terminal which is a very sophisticated local elevator?

Mr. Orsak: As I said earlier, we do not have any preconceived notions or any particular biases as to what the system ought to look like 10 or 30 years down the road. What it ought to be is the most cost-effective system that we can achieve.

Again, I would just like to highlight that the producer car option we currently have is a competitive force that we think will help shape the system in terms of whatever form it is going to look like in 10 or 20 years. It will help to shape that system to be a low-cost system—a system that the farmers have designed themselves by virtue of their actions, that is, the way they have held their grain and how they have chosen to handle and transport it. If they are rational business people, they are going to choose the lowest cost system they can. They are going to weigh the costs and benefits of each option and they are going to choose the one they want. However, they will not be able to do that if you exclude options from them by legislation or regulation or if you exclude some financial rewards that should accrue to them if they choose one option over another.

Mr. Sim: The point is that it is the farmers who should be making the choice on how the system evolves through rational

[Traduction]

demeure inflexible. Ils disent qu'ils ont effectué un certain investissement dont ils veulent préserver un certain niveau de rendement, et ils ne veulent pas changer à un rythme qui serait trop rapide pour leurs résultats financiers.

Le président: Peut-être ne veulent-ils pas changer du tout?

M. Orsak: C'est exact. S'ils disposent d'une part de marché garantie de 60 ou de 70 p. 100, pourquoi voudraient-ils changer?

M. Sim: Ce que les wagons de producteurs donnent en général, c'est l'occasion offerte aux agriculteurs d'exercer un choix et de voter avec leurs boisseaux sur la façon dont ils veulent que le système évolue. Cet aspect est important. Les gens qui choisissent de voter avec leurs boisseaux de cette façon pourraient obtenir, en vertu de l'article 8, l'occasion de jouir de tous les avantages découlant de l'exercice de ce choix.

Le président: Irait-on jusqu'à prétendre que le système actuel, que l'on appelle, je crois, système de mise en marché méthodique, devrait être remplacé par un autre système?

M. Orsak: Cela n'a aucun rapport.

Le président: Vous le préconisez, mais pensez-vous qu'il pourrait être rationalisé de façon à devenir plus efficient?

M. Sim: Avec la Commission canadienne du blé, il s'agit de mise en marché, tandis qu'avec le wagon du producteur, il s'agit d'une question de transport. Je crois que les deux aspects sont assez différents.

Le sénateur Argue: Si j'en juge par la rapidité avec laquelle, selon vous, le système devrait être rationalisé, combien de silos de collecte pensez-vous qu'il nous faut dans les provinces des Prairies? Avons-nous besoin de silos de collecte? Existe-t-il un rôle pour eux, ou bien est-ce que votre nouveau système va être en mesure de les remplacer? Existe-t-il un rôle pour le silo industriel, silo-élevateur local très sophistiqué?

M. Orsak: Comme je l'ai dit précédemment, nous n'entretions aucune idée préconçue ni aucune prévention particulière quant au visage que le système devrait présenter dans dix ou trente ans. Ce qu'il faut qu'il soit, c'est être le système le plus rentable que nous puissions obtenir.

De nouveau, je voudrais simplement souligner que l'option du wagon de producteur, qui prévaut à l'heure actuelle, est une force concurrentielle qui, selon nous, permettra de façonner le système, quelle que soit la forme qu'il prendra dans dix ou vingt ans. Elle permettra de faire de ce système un système à faible coût—un système que les agriculteurs ont conçu eux-mêmes par la force de leurs actions, c'est-à-dire par la façon dont ils ont entré leur grain et la façon dont ils ont choisi de le manutentionner et de le transporter. S'ils sont des gens d'affaires rationnels, ils vont choisir le système offrant le plus faible coût possible. Ils vont supputer les coûts et les bénéfices de chaque option et ils vont retenir celle qui leur convient. Toutefois, ils ne seront pas en mesure de faire cela si on leur enlève des options par l'effet de la loi ou de la réglementation, ou si on leur enlève des récompenses financières qui devraient leur revenir par suite du choix d'un option plutôt que d'une autre.

M. Sim: Ce qu'il faut retenir, c'est que ce sont les agriculteurs qui devraient choisir le mode d'évolution du système par

[Text]

business decisions and the operations of the market place. The farmer should decide how the transportation system is developed.

Senator Argue: We will disagree on this philosophically, but the farmers who own and control and operate the Saskatchewan Wheat Pool have decided, with their forward-looking plan that by the year 2000, 40 per cent of their country elevators will be closed. I take it from what you say that that is not fast enough and that that is not enough rationalization. If you take away the country elevators from 40 per cent of the points in Saskatchewan, your organization thinks that is too slow. You would like to see it happen more quickly. However, I have not got an answer to my question as to whether you think there is a need for these country elevators. I do not expect you to look 100 years ahead but 10 years ahead because you do come here as being people who do look ahead. I want your vision of the future.

Mr. Orsak: I am trying to steer away from putting a number on how many elevators I think there ought to be.

Senator Argue: Do you think there should be some?

Mr. Orsak: Yes, there should be some, but what they will look like and how they will operate really does not matter to me. I do not care if they are short, tall, fat or thin or whether there are three people working in them or ten. What I am interested in is that they be as low cost as possible. They will evolve that way as long as there are competitive forces within the industry operating so that there are some options for farmers to choose one over another. Personally, the way I think it will evolve is that we are going to see a grain handling system that becomes a combination of very low-cost, low-tech facilities and some very high capital cost—

Mr. Sim: Low-cost, high-tech.

Mr. Orsak: Low-cost, high-tech facilities operating in tandem. You will see some simple track loading facilities that may be no more than a pad of concrete and someone loading open-top cars with buckets. In the case of high moisture barley, why in the world would you put it inside a bin? You load it fast and get it moving. In the case of southern Saskatchewan, where high-quality protein wheat is grown, you handle it more like gold because it is worth more money. So how they look and how they operate should be determined by the commodity that is being handled.

We see some low-cost, low-overhead producer car loading sites being built which are simply an auger and some belts on track sending grain forward to some inland terminals where it is cleaned. The screenings are pelleted and sold to the local livestock industry, and it is moved forward to export on higher volumes. I personally think that what will be eliminated is the middle ground, which is really what we have now, involving some one or two million-bushel elevators that are not cost effective. You have an elevator that handles about 20,000 tonnes, which is an average sized elevator, or one that handles a million or 1.2 million bushels, paying \$100,000 in salaries for

[Traduction]

des décisions commerciales rationnelles et par les forces en présence sur le marché. L'agriculteur devrait décider du mode de développement du système de transport.

Le sénateur Argue: Nous ne partagerons pas ce point de vue au plan philosophique, mais les agriculteurs qui sont propriétaires du Saskatchewan Wheat Pool, qui le contrôlent et qui le gèrent, ont décidé, dans un plan hardi, que 40 p. 100 de leurs silos de collecte seraient fermés d'ici l'an 2000. D'après ce que vous dites, j'imagine que cela n'est pas assez rapide ni ne constitue assez de rationalisation. Si l'on enlève les silos de collecte de 40 p. 100 des endroits où ils se trouvent en Saskatchewan, votre organisme pense que c'est aller trop lentement. Vous voudriez que cela soit plus rapide. Toutefois, je n'ai pas obtenu de réponse à ma question, celle où je vous demandais si vous pensez que ces silos de collecte répondent à un besoin. Je ne vous demande pas de regarder cent ans en avance, mais dix ans en avance, parce que vous êtes ici en tant que personne regardant l'avenir. Je veux savoir comment vous voyez l'avenir.

M. Orsak: Je ne tiens pas à mettre un chiffre sur la quantité de silos-élevateurs qu'il devrait, selon moi, y avoir.

Le sénateur Argue: Croyez-vous qu'il devrait y en avoir?

M. Orsak: Oui, il devrait y en avoir, mais je ne me soucie pas de savoir à quoi ils ressembleront ni comment ils fonctionneront. Je ne me soucie pas de savoir s'ils sont petits, grands, gras ou minces, ni de savoir si trois personnes plutôt que dix y travaillent. Ce qui m'intéresse, c'est qu'ils coûtent le moins cher possible. Ils évolueront dans ce sens tant que les forces concurrentielles agiront dans le secteur de manière à offrir aux agriculteurs le choix d'aller vers l'un plutôt que l'autre. Personnellement, je crois que l'évolution ira vers un réseau de manutention des céréales qui deviendra un mélange d'installations peu coûteuses, peu perfectionnées et d'installations très coûteuses—

M. Sim: Peu coûteuses, très perfectionnées.

M. Orsak: Des installations peu coûteuses et des installations très perfectionnées travaillant de pair. Il y aura des installations de chargement à une seule voie, qui ne seront peut-être pas plus qu'une dalle de béton où quelqu'un chargera des wagons à toit ouvrant à l'aide d'un chargeur à godet. Dans le cas de l'orge humide, pourquoi la mettre dans une cellule? Il faut la charger et l'expédier rapidement. Au sud de la Saskatchewan, où l'on cultive du blé protéagineux, il faut traiter cette céréale comme de l'or parce qu'elle vaut davantage. La façon d'envisager et d'exploiter les installations devrait donc être fonction du produit manutentionné.

Nous pensons qu'il y aura des centres de chargement de wagons peu coûteux pour le producteur et qui ne seront qu'une vis sans fin et des courroies pour transporter le grain vers des terminaux intérieurs où il sera nettoyé, puis aggloméré et vendu aux éleveurs locaux ou vendu à l'exportation en gros volume. Je pense personnellement que les installations intermédiaires seront éliminées, soit les silos actuels d'un ou deux millions de boisseaux, qui ne sont pas rentables. Il existe des silos d'une capacité d'environ 20 000 tonnes, soit une capacité moyenne, ou d'une capacité d'un million ou 1,2 million de boisseaux qui versent 100 000 en salaires pour trois personnes.

[Text]

three guys. That is four bucks a tonne just for the salaries. I think that is extremely high cost.

Senator Argue: Some of you spoke earlier about being opposed to regulations within the system. Do you see removal of regulations? In my judgment, our system has a lot of regulations in it. The Canada Grain Commission regulates tariffs all through the system. The Wheat Board is a regulatory body in the sense that it has a lot of power to order up cars and to market the system. Where are the regulations you want to get rid of?

Mr. Orsak: I think the regulations that we primarily want to get rid of are those that stifle competition.

Senator Argue: What are they?

Mr. Orsak: Those are restrictions on the number of cars available to producers. In other words, grain companies are not forced to earn their business. It is given to them by virtue of the fact that my option as a producer has been expunged by regulation. I cannot load a producer car because they are not available by regulation. Therefore, I am forced into the driveway of the elevator company. If I am captive, you know what the manager of that company will do to me. I think those are the regulations we want to see removed.

The ones we want maintained are those which preserve our quality standards in the export market, which has given us an enviable position worldwide in marketing grain. It has given us an ability to market that might not be there if we did not have strict standards. We have to differentiate between regulations that benefit us and those that do not. Obviously, we want to get rid of the regulations that are costing us.

Senator Argue: Do you think that the Canadian system that we have in effect today has been very effective in the last number of years in handling a greatly increased production of grain on the prairies, capturing a larger share of the market for Canadian producers, and through the Wheat Board system, doing an excellent job on the export markets for Canadian grain? Would you say that those are statements of fact?

Mr. Pike: I might comment on that. Yes, we would agree that the Canadian Wheat Board has done an excellent job in moving the massive amounts of grain through the system that we have, but keeping in mind that, even with these massive amounts of grain we have moved through the system, the costs to the producer have been rising.

Senator Argue: Along with all other costs.

Mr. Pike: Yes.

Senator Argue: For example, the cost of chemicals.

Mr. Pike: Yes, and faster than other costs, even though they have had the volume. I think the producer car is just pointing out some of the illnesses in the system.

[Traduction]

Autrement dit, 4 \$ la tonne rien qu'en salaires. Je crois que ce sont des coûts extrêmement élevés.

Le sénateur Argue: Certains d'entre vous se sont déclarés opposés aux règlements au sein du système. Voulez-vous l'abolition des règlements? Selon moi, notre système comporte de nombreux règlements. La Commission canadienne des grains réglemente les tarifs dans tout le système. La Commission canadienne du blé est un organisme de réglementation, puisqu'elle a beaucoup de pouvoirs pour commander des wagons et commercialiser le produit. Quels sont les règlements dont vous voulez vous débarrasser?

M. Orsak: Les règlements dont nous voulons nous débarrasser sont surtout ceux qui nuisent à la concurrence.

Le sénateur Argue: Quels sont-ils?

M. Orsak: Les restrictions sur le nombre de wagons mis à la disposition des producteurs. Autrement dit, les entreprises de stockage de grains ne sont pas forcées de gagner leur sel. Il leur est donné du simple fait que mon choix en tant que producteur m'est enlevé par règlement. Je ne peux charger un wagon de producteur parce que le règlement l'interdit. Par conséquent, je suis forcé d'aller au silo. Si je suis captif, vous savez ce que le gestionnaire du silo me fera. Voilà les règlements que nous voulons voir disparaître.

Ceux que nous voulons maintenir sont ceux qui préservent nos normes de qualité sur le marché à l'exportation et qui nous ont donné une réputation enviable dans le monde entier en ce qui concerne la commercialisation des céréales. Ils nous ont donné une capacité de commercialisation que nous n'aurions peut-être pas en l'absence de normes strictes. Nous devons faire une distinction entre les règlements qui nous avantagent et ceux qui nous nuisent. De toute évidence, nous voulons nous débarrasser des règlements qui nous gênent.

Le sénateur Argue: Pensez-vous que le système canadien en place actuellement a permis, au cours des dernières années, d'absorber la production accrue de céréales dans les Prairies, de capturer une portion accrue du marché pour les producteurs canadiens et par l'entremise de la Commission canadienne du blé, de faire un excellent travail sur les marchés à l'exportation en faveur des céréales canadiennes? Diriez-vous que cela correspond à la réalité?

M. Pike: Je répondrai à cette question. Oui, nous convenons que la Commission canadienne du blé a fait un excellent travail pour écouler les quantités énormes de céréales passant dans notre système, mais même si des quantités énormes ont été écoulées, il ne faut pas oublier que les coûts pour les producteurs n'ont cessé d'augmenter.

Le sénateur Argue: Tout comme les autres coûts.

M. Pike: En effet.

Le sénateur Argue: Par exemple, le coût des produits chimiques.

M. Pike: Oui et plus vite que les autres coûts, même si le volume y était. Je pense que les wagons chargés aux soins des producteurs font simplement ressortir certaines failles du système.

[Text]

Senator Argue: Some of those increased costs are terminal costs. You do not want to get rid of the terminal system at the west coast, do you?

Mr. Pike: No.

Senator Argue: Do you want to see it downgraded?

Mr. Pike: No.

Senator Argue: Do you want to see direct loading into boats from trains and that sort of thing that we heard about from other illustrious people in the past as a possibility?

Mr. Pike: Yes. I can see that may be a possibility, but let the competitive forces lead us towards efficiency.

Senator Argue: But you support the terminal in Prince Rupert?

Mr. Pike: Yes.

Senator Argue: You understand it is the "terrible" grain companies that own it and manage it, and it is not just a few people with producer cars that are managing that terminal. We have heard the objection that the major costs are out there with respect to terminals and so on, but you support them anyway. Do you support them being there?

Mr. Orsak: We have no choice at the present time.

Senator Argue: But you do support them? I do not know if you have a choice. One witness says, "I support them"; the other says, "We have no choice." However, that is all right.

Mr. Orsak: We support them in that we use them.

Mr. Pike: That is what I am getting at.

Senator Argue: You do not really support them in a philosophical way, but you are stuck with them and have to use them?

Mr. Orsak: We have no option.

Senator Barootes: It is the only game in town.

Senator Argue: That's fair enough.

Mr. Orsak: On this question of regulation, there is one other point we ought to make here. Everyone is aware of the drastic drop in grain prices that has occurred up until recently, over the last four or five years. As a result, we have seen the whole agricultural industry and those industries that serve it readjust and restructure themselves in different ways. Basically, as a producer, what I see on my input side is that fertilizer prices dropped drastically when the price of grain dropped. As the industry scrambled to readjust and to continue to be there to serve the farmer, they could not maintain high fertilizer prices.

Senator Argue: The international price of fuel went down.

Mr. Orsak: The prices have dropped. The price of oil has dropped. I have seen farm machinery companies with blood all over the floor. They are merging. They are going broke. They are doing all kinds of things to rationalize and to try to stay in business.

[Traduction]

Le sénateur Argue: Certains de ces coûts plus élevés sont des coûts au terminal. Vous ne voulez pas vous débarrasser des terminaux de la côte ouest, n'est-ce pas?

M. Pike: Non.

Le sénateur Argue: Voulez-vous qu'ils périssent?

M. Pike: Non.

Le sénateur Argue: Voulez-vous que le chargement se fasse directement des navires aux trains, par exemple, comme des personnes illustres en ont évoqué la possibilité par le passé?

M. Pike: Oui, ce pourrait être une possibilité, mais laissons les forces concurrentielles nous mener vers l'efficacité.

Le sénateur Argue: Mais vous appuyez le terminal à Prince Rupert?

M. Pike: Oui.

Le sénateur Argue: Vous comprenez que ce sont ces terribles entreprises de stockage des grains qui possèdent et administrent ces terminaux, pas simplement quelques personnes disposant de wagons chargés aux soins des producteurs et administrant les terminaux. Nous avons entendu l'objection que les principaux coûts se rapportent aux terminaux et ainsi de suite, mais vous les appuyez malgré tout. Êtes-vous d'accord pour qu'ils existent?

M. Orsak: Nous n'avons pas le choix pour le moment.

Le sénateur Argue: Mais les appuyez-vous? Je ne sais pas si vous avez le choix. Un témoin affirme qu'il les appuie et l'autre, qu'il n'a pas le choix. Mais enfin passons.

M. Orsak: Nous les appuyons en ce sens que nous nous en servons.

M. Pike: C'est ce que j'allais dire.

Le sénateur Argue: Vous ne les appuyez pas vraiment en principe, mais ils sont là et vous devez vous en servir?

M. Orsak: Nous n'avons pas le choix.

Le sénateur Barootes: Il n'y a pas de solution de rechange.

Le sénateur Argue: D'accord.

M. Orsak: Je voudrais ajouter quelques choses à propos de la réglementation. Tout le monde est au courant de la dégringolade des prix des céréales jusqu'à très récemment, depuis quatre ou cinq ans. Par suite de cette dégringolade, tout le secteur agricole et les secteurs qui en dépendent se sont réajustés et se sont restructurés de diverses façons. En tant que producteur, j'ai constaté que les prix des engrais ont dégringolé quand le prix des céréales a chuté. Le secteur des produits chimiques se débattait pour s'adapter et continuer de servir l'agriculteur. Il ne pouvait maintenir les prix élevés des engrais.

Le sénateur Argue: Le prix international du carburant a diminué.

M. Orsak: Les prix ont baissé. Le prix du pétrole a baissé. J'ai vu des entreprises de machinerie agricole s'arracher les cheveux. Elles fusionnent. Elles font faillite. Elles font toutes sortes de choses pour rationaliser leurs opérations et essayer de rester en affaires.

[Text]

Senator Argue: But the price of farm machinery, surely, has not gone down.

Mr. Orsak: The price has not gone down but it obviously has not gone up as fast as it would have if they had not readjusted in the way they did. They could not have survived if they had increased the prices.

Senator Argue: I thought they had increased. I thought they were extremely high today. I do not know.

Mr. Orsak: Interest rates are down; land prices are down. All those inputs that I buy, all those services that I purchase, are basically unregulated. They adjusted to the new reality on the farm, which was lower incomes. The one industry that is regulated maintained profits all through the time—in fact, increased profits—and that was the industry that was regulated supposedly to protect me, the one whose costs continue to rise. There is no blood all over their floor. In fact, there has been no rationalization. We have the same number of companies as before doing business, and that is the industry that was regulated to protect me.

Senator Argue: Speaking of costs, although I disagree with your evidence, there is no reason we should challenge everything you say. What do you think about interest costs? They have gone down from whatever the high was, around 20 per cent, to whatever they are today, around 12 per cent depending on who you are and with whom you deal. Do you think interest rates are too high? Is that a big element in your costs? The lending institutions are regulated but there is competition also. Do you think the interest costs are something which should be lower for the farmer?

Mr. Orsak: Obviously, I think interest rates are too high. I think the Canadian interest rate policy is not a particularly good policy for western Canada, but that is not for this committee.

Senator Argue: No, but you talked about costs generally. I am saying that one of the biggest costs to the farmer is the cost of servicing his debt. Admittedly, it has gone down, but there is a school of thought that says that we are paying far too high a real interest rate, over and above the inflation rate. Do you think interest costs are too high?

Mr. Orsak: I agree with you.

Senator Barootes: I became very confused from your cross conversation.

Senator Argue: You really did not, but that is okay.

Senator Barootes: I did indeed. My confusion was with what you were saying and what Senator Argue was saying.

Senator Argue: Trying to say.

Senator Barootes: No—what he was saying eloquently. That was in respect to whether you are going to wreck or damage the gathering, transportation and marketing system. I am going to ask a direct question. Is clause 8 a threat to the Canadian Wheat Board? That is where Senator Argue was concerned that our orderly marketing of wheat was going to be

[Traduction]

Le sénateur Argue: Mais les prix de la machinerie agricole a certainement diminué.

M. Orsak: Il n'a pas diminué mais il n'a pas augmenté aussi rapidement qu'il l'aurait fait si les entreprises ne s'étaient pas adaptées comme elles l'ont fait. Elles n'auraient pas pu survivre si elles avaient augmenté les prix.

Le sénateur Argue: Je pensais que les prix avaient augmenté. Je croyais qu'ils étaient extrêmement élevés de nos jours. Je ne sais pas.

M. Orsak: Les taux d'intérêt sont à la baisse, tout comme le prix des terres. Tous les intrants que j'achète, tous les services que j'achète, sont essentiellement déréglementés. Les prix se sont ajustés en fonction de la nouvelle réalité agricole, qui se caractérise par une baisse des revenus. Le seul secteur qui a constamment maintenu ses profits pendant toute cette période—de fait, il les a augmentés—est celui qui est réglementé supposément pour me protéger, moi dont les coûts continuent à augmenter. Je ne l'ai pas vu s'arracher les cheveux. Il y a autant d'entreprises qu'avant en affaires et ce secteur est réglementé pour me protéger.

Le sénateur Argue: Parlant de coûts, même si je ne suis pas d'accord avec vos arguments, il n'y a pas de raison de remettre en question tout ce que vous déclarez. Que pensez-vous des taux d'intérêt? Ils sont passés d'un sommet de je ne me souviens plus combien, environ 20 p. 100, au taux actuel de je ne sais trop, autour de 12 p. 100, selon le client et l'institution avec qui il fait affaire. Pensez-vous que les taux d'intérêt sont trop élevés? Constituent-ils un élément important de vos coûts? Les institutions de prêts sont réglementées, mais il existe aussi une certaine concurrence. Pensez-vous que les frais d'intérêt devraient diminuer pour l'agriculteur?

M. Orsak: Il est évident que les taux d'intérêt sont trop élevés. Je pense que la politique canadienne en matière de taux d'intérêt n'est pas particulièrement bonne pour l'ouest du Canada, mais ce sujet ne relève pas de ce comité.

Le sénateur Argue: Non, mais vous parliez des coûts en général. Je dis que l'un des coûts les plus importants pour l'agriculteur est celui du service de la dette. Il va de soi qu'il a baissé, mais une école de pensée soutient que nous payons des taux d'intérêt réels beaucoup trop élevés, supérieurs au taux d'inflation. Pensez-vous que les frais d'intérêt sont trop élevés?

M. Orsak: Oui.

Le sénateur Barootes: Votre dialogue m'a embrouillé.

Le sénateur Argue: Certainement pas, mais qu'importe.

Le sénateur Barootes: Je vous assure. Ma confusion vient de ce que vous avez dit et de ce que le sénateur Argue a dit.

Le sénateur Argue: Essayé de dire.

Le sénateur Barootes: Non—ce qu'il a dit avec éloquence. À propos de détruire ou d'endommager le système de ramassage, de transport et de mise en marché. Je vais vous poser une question directe. L'article 8 menace-t-il la Commission canadienne du blé? Le sénateur Argue s'inquiétait que la mise en marché ordonnée du blé ne soit menacée. Selon vous, l'article 8

[Text]

damaged. In your opinion, does clause 8 in any way threaten the Canadian Wheat Board's marketing system?

Mr. Pike: I might comment on that. Coming from this committee and having had that very question asked of the commissioners, they say no, that it does not hamper the marketing.

Senator Barootes: In other words, that wonderful system that we are all praising that is earning 22 or 23 per cent of the world market right now, and providing great wheat for all the world and so on—clause 8 is irrelevant to the Canadian Wheat Board and its marketing system? What we are talking about is the gathering and transportation system on the prairies, am I right in that?

Mr. Orsak: That is correct. I believe that it is not going to affect the Canadian Wheat Board. In fact, in my belief, it was the Canadian Wheat Board that recommended these changes to Parliament.

Senator Barootes: It is fashionable today to use this term, so I will ask you: Are you people described as pro-choice then?

The Chairman: You do not have to answer that question!

Senator Barootes: Excuse me, you do have to answer that. I mean pro-choice in respect of producer cars or going through the grain companies. That is the pro-choice I am talking about.

Mr. Orsak: We are definitely pro-choice.

The Chairman: Well, with that clarification, we will permit the question.

Senator Bielish: The headline will be "Pro-choice".

The Chairman: If there are no other questions, I will thank the witnesses for coming before us and giving us the benefit of their time and the work that went into the preparation of their brief. Thank you. Your evidence has been helpful to us.

Senator Argue: Mr. Chairman, if I may, I wish to raise a matter on a point of information. I understand that John O'Connor, who is the executive director of the Canadian Grain Commission, was asked by the minister to remain at these hearings in case there were any questions. Would you permit me to ask Mr. O'Connor, in view of the evidence we have heard recently, whether or not producer cars for Canadian Wheat Board grains have been made available by the Canadian Grain Commission on the basis of requests, and whether they have been made available generally? As I understand it, the rights to those cars have been expunged. Therefore, I wonder if the cars have, in fact, been made available; and, if so, to what extent.

The Chairman: Senator, are you proposing that we deal with that matter right now? I see Mr. O'Connor is here and I have no problem with that. However, if we get into a lengthy discussion, it interferes with our schedule. I have no objection to Mr. O'Connor coming forward and answering that one question.

[Traduction]

menace-t-il de quelque façon que ce soit le système de mise en marché de la Commission canadienne du blé?

M. Pike: Je répondrai à cette question. De l'avis du comité et des commissaires à qui on a posé la question, non, cet article ne nuit pas à la mise en marché.

Le sénateur Barootes: Autrement dit, pour ce système merveilleux dont nous faisons tous l'éloge, qui représente 22 ou 23 p. 100 du marché mondial actuellement et fournit du blé superbe au monde entier, l'article 8 ne touche pas la Commission canadienne du blé, ni son système de mise en marché? Nous parlons du système de ramassage et de transport dans les Prairies, n'est-ce pas?

M. Orsak: En effet. Je crois que cet article n'influencera pas la Commission canadienne du blé. En réalité, si je ne m'abuse, c'est la Commission qui a recommandé ces changements au Parlement.

Le sénateur Barootes: Comme le terme est à la mode ces jours-ci, je vous demanderai si on peut vous décrire comme des partisans du libre choix?

Le président: Vous n'êtes pas tenus de répondre à cette question!

Le sénateur Barootes: Pardonnez-moi mais vous devez répondre. Je veux dire la liberté de choix au sujet des wagons chargés aux soins des producteurs passant par les entreprises de stockage des grains. C'est de cette liberté de choix dont je parle.

M. Orsak: Nous sommes définitivement en faveur de la liberté de choix.

Le président: Cet éclaircissement ayant été apporté, nous autoriserons la question.

Le sénateur Bielish: Les manchettes seront «Partisans du libre-choix».

Le président: S'il n'y a pas d'autres questions, je remercie les témoins d'être venus témoigner ainsi que du temps et de l'énergie qu'ils ont consacrés à la rédaction de leur mémoire. Votre témoignage nous est utile.

Le sénateur Argue: Monsieur le président, si vous le permettez, je voudrais obtenir un renseignement. Je crois comprendre que M. John O'Connor, directeur administratif de la Commission canadienne des grains, a été prié par le ministre de rester aux audiences au cas où il y aurait des questions. Me permettriez-vous de demander à M. O'Connor, compte tenu des témoignages que nous avons entendus récemment, si des wagons chargés aux soins des producteurs pour les céréales visées par la Commission canadienne du blé ont été mis à la disposition des producteurs par la Commission canadienne des grains, sur demande, et s'ils l'ont été en général? Si je comprends bien, le droit à ces wagons a été aboli. Par conséquent, je me demande si des wagons ont été, dans les fait, mis à la disposition des producteurs et, le cas échéant, dans quelle mesure.

Le président: Sénateur, vous proposez que nous traitons de cette question tout de suite? M. O'Connor est ici. Je n'y vois aucun inconvénient. Mais si nous nous engageons dans une longue discussion, nous ne pourrions respecter notre horaire. Je

[Text]

Senator Argue: That is the only question I have, Mr. Chairman. However, you are the chairman.

The Chairman: I do not want to disallow your question. I know Mr. O'Connor is here, and I am not sure how long he will be here. We could do it at the end or we could do it now. The only hesitation I have in doing it now is that if there is going to be a long series of questions I would rather deal with that matter when we have time to deal with a long series of questions. Senator Argue, do you just have the one question?

Senator Argue: Yes, but if you see it otherwise, you are the chairman and I am not challenging your authority here.

The Chairman: I understand you are not, but do you just have that one question?

Senator Argue: Yes.

The Chairman: Mr. O'Connor, are you prepared to deal with that question?

Mr. W. J. O'Connor, Executive Director, Canadian Grain Commission: Yes, Mr. Chairman.

The Chairman: In that event, why not come forward to the microphone and deal with that one question? Senator Argue, I will ask you to put the question again, and then we will proceed with the witnesses we have before us.

Senator Argue: Mr. O'Connor, because of what we have heard in the last little while, I would like to ask whether or not producer cars have been made available to producers who wished to have those cars in order to load board grains. You might elaborate a little as to what extent the cars have been available throughout the system.

Mr. O'Connor: Yes, senator. For the past several years, and the policy will continue in the current year, all requests for producer cars for board grains are granted. There is no limitation put on cars for board grains by the Canadian Grain Commission.

Senator Argue: Very well, that is fair enough.

The Chairman: Thank you, Mr. O'Connor.

Now I would like to welcome representatives of the Western Producer Car Group, Mr. Gordon Graham and Mr. Keith Lewis. Gentlemen, you have appeared before the Commons committee and we have had the benefit of the transcripts from those hearings, so I will not take time to introduce you further than I have already done. I now invite you to make your presentation and, following that, I will ask for questions. Please proceed.

Mr. Gordon Graham, President, Western Producer Car Group: Thank you, Mr. Chairman. We thank you for this opportunity to appear before the committee on Bill C-92. The Western Producer Car Group came together about 18 months ago and is completely financed by contributions from producer

[Traduction]

n'ai aucune objection à ce que M. O'Connor réponde à cette seule question.

Le sénateur Argue: Je n'ai pas d'autre question, monsieur le président. Mais vous êtes le président.

Le président: Je ne veux pas refuser votre question. Je sais que M. O'Connor est ici, mais je ne sais pas pour combien de temps. Nous pourrions attendre à la fin ou poser la question tout de suite. J'hésite simplement parce que si nous nous engageons dans une série de questions, je préférerais que nous discussions de ce sujet quand nous aurons le temps pour une longue série de questions. Sénateur Argue, vous n'avez que cette question à poser?

Le sénateur Argue: Oui, mais si vous jugez bon d'agir autrement, vous êtes le président, et je ne conteste pas votre autorité.

Le président: Je comprends que vous ne contestez pas mon autorité, mais vous n'avez que cette question?

Le sénateur Argue: Oui.

Le président: Monsieur O'Connor, êtes-vous disposé à répondre à cette question?

M. W. J. O'Connor, directeur administratif, Commission canadienne des grains: Oui, monsieur le président.

Le président: Dans ce cas, pourquoi ne pas vous avancer au microphone et y répondre. Sénateur Argue, je vous prierais de poser la question à nouveau. Nous céderons ensuite la parole aux prochains témoins.

Le sénateur Argue: Monsieur O'Connor, en raison de ce que nous avons entendu récemment, j'aimerais vous demander si des wagons chargés aux soins des producteurs ont été mis à la disposition des producteurs qui voulaient s'en servir pour charger des grains visés par la Commission. Vous pouvez peut-être élaborer un peu sur la mesure dans laquelle ces wagons ont été mis à la disposition des producteurs dans le système.

M. O'Connor: Oui, sénateur. Depuis quelques années, et la politique se poursuivra cette année, toutes les demandes de wagons chargés aux soins des producteurs pour des grains visées par la Commission ont été acceptées. Il n'y a aucune limite sur le nombre de wagons autorisés par la Commission canadienne des grains pour les grains visés par la Commission.

Le sénateur Argue: Très bien, d'accord.

Le président: Merci, M. O'Connor.

Nous entendrons maintenant les représentants du Western Producer Car Group, MM. Gordon Graham et Keith Lewis. Messieurs, vous avez comparu devant le comité de la Chambre et nous avons lu le compte rendu de ces audiences. Par conséquent, je ne passerai pas plus de temps aux présentations. Je vous invite à présenter votre exposé. Nous poserons ensuite des questions. À vous la parole.

M. Gordon Graham, président, Western Producer Car Group: Merci, M. le président. Nous vous remercions de nous permettre de comparaître devant le comité étudiant le projet de loi C-92. Le Western Producer Car Group a vu le jour il y a environ 18 mois et est entièrement financé par les contribu-

[Text]

car shippers. We had a study prepared, and I think some senators have received a copy of it.

The Chairman: I wonder if you could give us a verbal description of that study.

Mr. Graham: It is a study on the current and future role of producer cars in Canada's grain handling and transportation system. It was undertaken by a company in Winnipeg, and financed and advised on its way by a committee of western producer car users. This study cost in the neighbourhood of \$45,000 to \$50,000 and it was totally paid for by farmers who ship producer cars with no philosophy or no allegiance to any other company.

This study represents the way in which the farmer sees the producer car industry developing. Our group was really put together to produce what we feel is an unbiased report on the situation. It is made up of representatives from Manitoba, Saskatchewan and Alberta canola growers, and I know that canola growers use producer cars. Western Canadian flax growers, western Canadian barley growers and western Canadian wheat growers were also on the committee.

At this time I would like to introduce Keith Lewis who will give you a more in-depth report.

Mr. Keith Lewis, Western Producer Car Group: Mr. Chairman, I do not intend to add a great deal to what has already been said. We have heard a considerable amount of evidence this morning on the various issues that arise out of Bill C-92. I think senators should regard the bill as being, very simply, a means of refunding money to producers who do not use the service. I think that is fairly simple and straightforward. I do not feel, however, that the bill has a great deal of ramification in any other areas.

In the past, the producer car shippers have been supporting the system quite adequately, I would suggest, because they have, in fact, been paying storage and interest charges and not using the service. Therefore, in that case, I would think it is only fair at this time to look at the bill as a progressive step and consider it in that light.

I would suggest that the producer car shipper is an efficient part of this system. The system we have today is not particularly rewarding to people who want to practise efficiency. The producer car shipper will load grain at any time: he will load on weekends; he will load during -40° weather—which I have done; he will load on holidays. Numbers of car shippers are getting together in an effort to meet their joint needs. In fact, I think the whole issue is an evolutionary one, and it has historical ramifications.

This whole business began in 1902 and by 1913 there were 51,000 cars shipped, loaded by producers with shovels. In those days, they did not have the benefit of hoppers and augers. So I think we are going through the same type of process again. Out of the evolutionary process that began in 1902 came our grain handling cooperatives, our grain commission and the various protective regulatory measures that we have within the system.

[Traduction]

tions des expéditeurs de wagons chargés aux soins des producteurs. Nous avons préparé une étude, dont certains sénateurs ont reçu un exemplaire, si je ne m'abuse.

Le président: Pouvez-vous nous décrire cette étude?

M. Graham: Il s'agit d'une étude sur le rôle futur des wagons chargés aux soins des producteurs dans le système canadien de manutention et de transport des céréales. Elle a été entreprise par une compagnie de Winnipeg et financée et conseillée en cours de route par un comité d'utilisateurs de ces wagons dans l'ouest. Cette étude, qui a coûté de 45 000 \$ à 50 000 \$, a été financée en entier par les agriculteurs qui expédient leurs céréales au moyen de ces wagons et ne sont affiliés à aucune autre entreprise.

Elle représente la façon dont les agriculteurs conçoivent l'évolution du secteur des wagons chargés aux soins des producteurs. Notre groupe a été mis sur pied pour produire ce que nous considérons être un rapport objectif sur la situation. Il comprend des représentants des producteurs de canola du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, et je sais que les producteurs de canola ont recours à ces wagons. Des producteurs de lin, d'orge et de blé de l'Ouest canadien faisaient aussi partie du comité.

Maintenant, j'aimerais présenter Keith Lewis, qui vous donnera un compte rendu détaillé.

M. Keith Lewis, Western Producer Car Group: M. le président, je n'ai pas l'intention d'ajouter beaucoup à ce qui a été dit. Nous avons entendu de nombreux témoignages ce matin sur les diverses questions qui découlent du projet de loi C-92. Je pense que les sénateurs devraient considérer ce projet de loi très simplement comme un moyen de rembourser les producteurs qui ne se servent pas du service. Je crois qu'il est assez simple et sans détour. Je ne pense pas que le projet de loi ait beaucoup de ramifications dans d'autres domaines.

Par le passé, les expéditeurs de wagons chargés aux soins des producteurs ont appuyé le système assez fortement, parce que, en réalité, ils ont payé des frais d'entreposage et des frais d'intérêt sans recourir au service. Par conséquent, il me semble tout à fait équitable de considérer le projet de loi comme une étape constructive et de l'envisager dans cette perspective.

Je soutiens que l'expédition par wagons chargés aux soins des producteurs est un élément efficace du système. Le système que nous avons aujourd'hui n'est pas particulièrement satisfaisant pour qui veut pratiquer l'efficacité. L'expéditeur de ces wagons charge les céréales en tout temps: pendant les fins de semaine, quand il fait -40°—comme je l'ai fait—pendant les jours fériés. Les expéditeurs s'unissent afin de satisfaire leurs besoins communs. De fait, je pense qu'il s'agit avant tout d'une évolution, dont je tracerai brièvement l'historique.

Tout a commencé en 1902. En 1913, 51 000 wagons étaient chargés à la pelle et expédiés par les producteurs. À ce moment-là, les producteurs n'avaient pas de trémies ni de vis sans fin. Je pense que nous passons à nouveau par le même genre de processus. De l'évolution amorcée en 1902 sont nées les coopératives de manutention des céréales, notre commission des grains et les diverses mesures réglementaires de protection qui existent dans le système.

[Text]

However, as time goes on these measures, in fact, become problems in themselves, and I think we have seen that developing over the last four or five years in particular. The way in which I look at this whole business is that it is an evolutionary process. The producer car is part of that process and we, in fact, should be looking at producer cars as a positive element or a benefit within the system. If, in fact, producer cars do become redundant—as some suggest they will—that is fine and dandy. However, at this point in time and looking at this bill, I think it is very important to consider that producer cars are a necessary element within the system; that we have to maintain them and we have to view the economies that are generated by them.

Mr. Chairman, that is all I have to elaborate on at this point in time.

The Chairman: Very well. Turning to questions now I will start. Having listened to the witnesses so far, the question I would like to ask relates to the way in which you see competitive forces working here to better rationalize our grain delivery and transportation system, leaving aside the marketing for the moment. As I understand it, clause 8 of Bill C-92 will resolve any rebate, and you have given us an illustration of that, whereas foregone elevation charges are simply not charged. I am wondering if you see a difference between the two—in other words, the expense you do not incur, because it is not deducted from the return on the sale of your grain, is different than quantifying carrying costs, namely storage and interest, and then rebating it. Do you see any difference between doing something to avoid a cost that I see working pretty well in a competitive sense in terms of encouraging efficiency?

However, there is a certain arbitrariness to what is proposed in clause 8 and that is that you quantify, and we have heard from the Canadian Wheat Board to the effect that there is a lot of flexibility in its quantification. Also, before approving anything that the Canadian Wheat Board might decide to rebate, the government will pass judgment.

Do you see a problem with that? In other words, the difference between not incurring an expense, which is then not deducted from your return for sale of grain, and a decision being made by the Wheat Board as to an amount that should be rebated to cover carrying costs, which are interest and storage, that you say is not incurred? We have also heard other witnesses say that. In answering my question, perhaps you would bear in mind there may be some flexibility in terms of what we have heard from the representative of the Canadian Wheat Board. In other words, how will this clause 8 work to achieve greater efficiencies, having regard to how competition mandates that?

Mr. Lewis: Mr. Chairman, I am not sure whether we are attempting to achieve efficiency with this particular item. It probably will not be very detrimental to anyone in particular. I would think that, under the circumstances, the board determines a number of things arbitrarily and would probably carry on in this case in the same fashion as it always has.

[Traduction]

Mais à mesure que le temps passe, ces mesures sont devenues des problèmes en soi, des problèmes qui se sont intensifiés tout particulièrement depuis quatre ou cinq ans. Il me semble qu'il s'agit avant tout d'un processus évolutif. Les wagons chargés aux soins des producteurs font partie de ce processus et nous devrions les considérer comme un élément positif ou un avantage au sein du système. Si ces wagons deviennent superflus—comme certains le laissent entendre—pourquoi pas? Mais, pour le moment, et considérant le projet de loi, il me paraît très important de songer que ces wagons sont un élément nécessaire du système, que nous devons les maintenir et que nous devons envisager les économies qu'ils permettent.

Monsieur le président, je n'en dirai pas plus pour l'instant.

Le président: Très bien. Je poserai la première question. Après avoir entendu les témoins qui ont comparu jusqu'ici, ma question se rapporte à la façon dont vous voyez les forces du marché entrer en jeu pour mieux rationaliser notre système de livraison et de transport des céréales, sans considérer la mise en marché pour le moment. Si je comprends bien, l'article 8 du projet de loi C-92 réglera la question des remises, comme vous nous l'avez indiqué, tandis que les frais de stockage ne seront plus perçus. Je me demande si vous voyez une différence entre les deux—autrement dit, les dépenses que vous n'engagez pas, parce qu'elles ne sont pas déduites du produit de la vente de vos céréales, ne signifient pas la même chose que calculer des frais de possession, soit l'entreposage et les intérêts, puis accorder une remise. Voyez-vous une différence entre cela et faire quelque chose pour éviter un coût, ce qui pourrait être très efficace du point de vue de la concurrence en encourageant l'efficacité?

Mais il y a un côté arbitraire dans l'article 8 proposé, puisqu'il faut mesurer quelque chose, et que la Commission canadienne du blé nous a déclaré qu'elle n'est pas très souple en ce qui concerne ses calculs. De plus, avant d'approuver quelque remise que ce soit, la Commission canadienne du blé devra recevoir l'assentiment du gouvernement.

Y voyez-vous un inconvénient? Autrement dit, la différence entre ne pas engager une dépense, qui n'est pas retranchée du produit de la vente de vos céréales, et une décision de la Commission canadienne du blé quant au montant à remettre pour tenir compte des frais de possession, les intérêts et l'entreposage, qui ne sont pas engagés selon vous? Nous avons entendu d'autres témoins affirmer la même chose. En répondant à ma question, vous voudrez peut-être tenir compte du fait que, selon la déclaration du représentant de la Commission canadienne du blé, il existe une certaine souplesse. Donc, comment l'article 8 permettra-t-il d'accroître l'efficacité, compte tenu du rôle que joue la concurrence à cet égard?

M. Lewis: Monsieur le président, je ne suis pas certain que nous essayons d'atteindre l'efficacité par ce mécanisme. Il ne nuira probablement pas à personne en particulier. Je serais d'avis que, dans les circonstances, la Commission détermine déjà certaines choses de manière arbitraire et continuerait probablement d'agir comme elle l'a toujours fait.

[Text]

Mr. Graham: Mr. Chairman, may I say something? To my mind, elevation charges are not charged because you do not use them, so those costs are never incurred by you. On the other side of the coin, when you speak of interest and storage charges, that is the growers' money. That money does not belong to anyone else and there is no reason for this indecision as to who that money belongs to. That is the growers' and the farmers' money. In talking about agriculture, I thought that when you incurred a cost you paid it, in the same fashion as Senator Argue's interest costs. This cost has been charged to the producer car shipper of board grain over the past number of years. We have never been given our share of the money out of that cost.

The Chairman: So you see no problem with this mechanism as the driving mechanism to encourage a rationalization of the whole system? I can see elevation costs driving a more efficient system because you have to make the choice to either buy augers, trucks and so on to load your cars in a timely way or incur elevation costs. Do you feel that it is something that can be quantified, that the costs have not been incurred and therefore you want them back?

Mr. Graham: Let us look at the flip side of this coin. If the elevator company or any other institution, whether it be a bank, a chemical company or whatever, thought that you owed them money, they would collect it out of your hide. We think this money is ours. What is the difference? It is a cost that we did not incur, so we want our money back.

As far as competition is concerned, we are talking about 2 per cent of the industry. I would like to see any industry anywhere in the world that has 98 per cent control and is concerned about the other 2 per cent. It is ludicrous.

Senator Barootes: Do you think it is paranoia then?

Mr. Graham: Yes. If the farmer wants to do his own loading, he has to pay for an auger, a truck, a hopper car, grow the grain, pay the freight, and it becomes pretty difficult when someone says, "You can't use it." We have not discussed non-board grains, and I do not want to get into them, but this situation is even more obvious with non-board grains. With Bill C-92 we are talking about instant storage charges. If the farmer owns the grain, part of the car, his auger and so on and does the work, takes the risks and pays all the bills, on what basis can someone say, "You can't have that" other than that of philosophy or paranoia?

The Chairman: The point that I was trying to make was not with regard to the lack of availability of producer cars, because they are available.

Mr. Graham: They are available.

The Chairman: I was trying to make the finer point of how this particular mechanism will serve a quicker rationalization of the industry. You have given me that answer.

[Traduction]

M. Graham: Puis-je ajouter quelque chose, monsieur le président? À mon avis, les frais de stockage en silos ne sont pas imposés parce qu'on ne se sert pas des installations, de sorte qu'on n'engage jamais ces frais. Par contre, quand il est question des frais d'intérêt et d'entreposage, il s'agit de l'argent du producteur. Cet argent n'appartient à personne d'autre et il n'y a aucune indécision quant à qui il appartient. Il s'agit de l'argent du producteur, de l'argent de l'agriculteur. En agriculture, j'ai toujours pensé que, quand on engage des frais, on les paie, comme les frais d'intérêt dont le sénateur Argue a parlé. Ces frais ont été exigés de l'expéditeur de wagons chargés aux soins des producteurs depuis quelques années. Or on ne nous en a jamais donné pour notre argent.

Le président: Vous n'avez donc aucune objection à ce que ce mécanisme devienne le moteur de la rationalisation de tout le système? Je peux comprendre que les frais de stockage mènent à un système plus efficace parce qu'il faut choisir entre acheter des vis sans fin, des camions et ainsi de suite pour charger vos wagons rapidement ou accepter de payer les frais de stockage. Pensez-vous qu'il s'agit de quelque chose qui peut être mesuré, qu'il n'y a pas de coût et que vous voulez qu'on vous indemnise?

M. Graham: Examinons l'autre côté de la médaille. Si l'entreprise de stockage des grains ou tout autre entreprise, que ce soit une banque, une société de produits chimiques ou autre, pensait que vous lui devez de l'argent, elle prendrait tous les moyens possibles pour se faire payer. Nous pensons que cet argent nous appartient. Quelle est la différence? Ce sont des coûts dont nous ne sommes pas responsables, nous voulons donc qu'on nous remette notre argent.

En ce qui concerne la concurrence, nous parlons d'environ 2 p. 100 du secteur. J'aimerais bien voir quelque part dans le monde un secteur qui contrôle 98 p. 100 du marché et qui s'inquiète des autres 2 p. 100. C'est ridicule.

Le sénateur Barootes: Vous pensez que c'est un paranoïa?

M. Graham: Oui. Si l'agriculteur veut s'occuper lui-même du chargement, il doit payer une vis sans fin, un camion, un wagon-trémie, cultiver les céréales, payer le fret. C'est un peu frustrant quand quelqu'un lui dit «Vous ne pouvez vous en servir». Nous n'avons pas discuté des grains non visés par la commission et je ne veux pas en parler, mais la situation est encore plus évidente dans le cas de ces grains. Grâce au projet de loi C-92, nous parlons de frais d'entreposage instantanés. Si l'agriculteur est propriétaire des grains, d'une partie du wagon, de sa vis sans fin et ainsi de suite et qu'il fait le travail, court les risques et paie toutes les factures, pour quelle raison quelqu'un pourrait-il lui dire «Vous ne pouvez pas faire cela», autrement que pour des motifs d'ordre philosophique ou par paranoïa?

Le président: Je ne cherchais pas à prouver quoi que soi au sujet du manque de wagons chargés aux soins des producteurs parce qu'il y en a.

M. Graham: Il y en a.

Le président: J'essayais de voir comment ce mécanisme particulier accélérerait la rationalisation du secteur. Vous avez répondu à ma question.

[Text]

Senator Argue: I was interested in Mr. Lewis' comments on the history of the Canada Grain Act and the problems that brought it about. Would it be correct to say that in those days producers wanted the right to load their cars because they were disturbed by the pricing structure, the grades of grains and the dockage, and because they felt they were badly exploited and had no control? Things evolved into a cooperative marketing system and so on, but were those the problems they were dealing with at that time?

Mr. Lewis: That pretty well covers it. As I understand it, the farmers had a number of grievances against the railroads and the grain companies. I think the primary reason is that they had no control whatever over their destiny. They had no control over the system. I have a feeling that that situation has arisen again.

Senator Argue: I was interested in your rather imprecise comments about the grain system we have in place now and how it might evolve in the future. Do you still think there is a need for a facility like the Weyburn inland terminal, which is owned by farmers? What do you see in terms of facilities that need to be retained?

Mr. Lewis: At the present time numbers are being suggested, not particularly by farmers but by grain companies, as to what we might look for in the future in terms of elevators. I have a feeling that the grain companies will determine that future.

Senator Argue: Do you think that it is okay?

Mr. Lewis: I am not suggesting that it is okay.

Senator Argue: Do you approve of the direction that things are going in? Do you approve of country elevators?

Mr. Lewis: The system is being rationalized on the basis that it can no longer perform its service capability under today's environment.

Senator Argue: If you project your mind to the future with regard to producer car facility, there will probably be some modifications or improvements so that they can be loaded more rapidly, but do you see this system supplanting the gathering system we now have with these inland terminals, high through-put elevators and 18-car sidings? Do you think the Weyburn terminal is an efficient operation? I am trying to get a picture of your view of the evolution of which you spoke.

Mr. Lewis: That is probably what will happen, yes. Things may not happen the way farmers would like them to happen. Many farmers object strenuously to having their elevators closed, but the fact is that economies of scale suggest that it is necessary to rationalize and it is necessary to come up with a more efficient handling facility.

Senator Argue: Say that the present system was no longer there and that we had only producer cars and direct loading. Do you think that there is a more efficient system than what we have now, or do you think that going back to producer car

[Traduction]

Le sénateur Argue: Les remarques de M. Lewis sur l'histoire de la Loi sur les grains du Canada et sur les problèmes qui en ont découlé m'ont intéressé. Serait-il exact d'affirmer que, en ce temps-là, les producteurs voulaient avoir le droit de charger leurs wagons parce qu'ils étaient perturbés par la structure tarifaire, les classes de grains et l'extraction des impuretés, et parce qu'ils se sentaient fortement exploités et sans contrôle? Les choses ont évolué vers un système de commercialisation coopératif et ainsi de suite, mais étaient-ce là les problèmes auxquels les producteurs faisaient face à cette époque?

M. Lewis: En gros, oui. Si je comprends bien, les agriculteurs avaient des doléances contre les compagnies de chemins de fer et les entreprises de stockage des grains. Je pense que la principale raison est qu'ils n'avaient aucun contrôle sur leur destinée. Ils n'avaient aucun contrôle sur le système. J'ai l'impression que cette situation se produit à nouveau.

Le sénateur Argue: Vous avez formulé des remarques plutôt imprécises sur le système dont nous disposons actuellement et sur la façon dont il pourrait évoluer à l'avenir. Pensez-vous toujours qu'il y a un besoin pour des installations comme le terminal intérieur de Weyburn, qui appartient aux agriculteurs? Quelles sont les installations à conserver d'après vous?

M. Lewis: À l'heure actuelle, on avance des chiffres, pas vraiment les agriculteurs mais plutôt les entreprises de stockage des grains, au sujet de l'avenir des silos. J'ai l'impression que les entreprises de stockage détermineront cet avenir.

Le sénateur Argue: Vous pensez qu'il est bon qu'il en soit ainsi.

M. Lewis: Je n'ai pas dit cela.

Le sénateur Argue: Approuvez-vous le sens dans lequel on évolue? Approuvez-vous les silos du pays?

M. Lewis: Le système est rationalisé parce qu'il ne peut plus assurer le service dans la conjoncture actuelle.

Le sénateur Argue: En ce qui concerne l'avenir des wagons chargés aux soins des producteurs, il y aura probablement des modifications ou des améliorations pour qu'ils puissent être chargés plus rapidement, mais pensez-vous que ce système supplantera le système de ramassage qui existe actuellement grâce aux terminaux intérieurs, aux silos à passage élevé et aux voies de chargement à 18 wagons? Pensez-vous que le silo de Weyburn est une installation efficiente? J'essaie d'avoir une idée de l'évolution dont vous avez parlé.

M. Lewis: C'est probablement ce qui arrivera, en effet. Les choses ne se passeront peut-être pas comme les agriculteurs le voudraient. De nombreux agriculteurs s'opposent vigoureusement à ce que leurs silos soient fermés, mais il n'en demeure pas moins que les réalités économiques indiquent qu'il faut rationaliser et qu'il faut arriver à des installations de manutention plus efficaces.

Le sénateur Argue: Supposons que le système actuel n'existe plus et que nous n'avons que des wagons chargés aux soins des producteurs et un chargement direct. Pensez-vous qu'il peut exister un système plus efficace que celui dont nous disposons

[Text]

loadings—which, in a sense, is going back to the horse-and-buggy days, though there have been a lot of changes since then—would damage the efficiency of the system? Do you feel that the system we have with the Wheat Board and its gathering system is an efficient system, apart from the producer cars? It is said that we have one of the most efficient systems in the world.

Mr. Lewis: At what cost?

Senator Argue: At the cost of getting our share of the market, doing a good job in the world picture and improving things at home at the same time.

Mr. Lewis: I beg to differ. I think we have lost our market share over the past couple of years to the Americans.

Senator Argue: Not according to the minister.

Mr. Lewis: I would think that at one point in time we had considerably more than we have now.

Senator Argue: How can you have a bigger market share if you do not have anything to sell?

Mr. Lewis: I think we have had an adequate amount of grain to sell in the last couple of years. Of course, the marketing policies of other countries determine our market share. We are not a world market leader; we are a taker.

Senator Argue: Do you think the wheat board has been successful in maintaining and increasing at times, at least in recent years, our share of the world market to the point the producers have been able to market all the board grains they can produce? I think the Wheat Board has been competitive in the world market. And do you think it has been successful?

Mr. Lewis: I would suggest that it has been competitive, and I would also suggest that it has sold a lot of grain at less than my costs for production.

Senator Argue: They have sold it at competitive prices.

Mr. Lewis: Exactly.

Senator Argue: Others set the price.

Mr. Chairman, this may be a bit off the subject.

Mr. Lewis: It is quite a way off the subject. I was hoping to talk about Bill C-92.

Senator Argue: Everybody here has gotten into the philosophy of the various approaches. When you start talking about producer cars, then you have to discuss where the system is going. I am trying to discuss the system that is there and to understand what effect this very important change may have on the total system.

Senator Barootes: I congratulate you for spending \$50,000 to make this very fine document, particularly the historical aspects of it, for our committee. I was most interested to learn that at one time producer cars constituted 27 per cent of car

[Traduction]

actuellement ou pensez-vous que revenir aux chargements de wagons par des producteurs—ce qui en un sens signifie revenir au boeuf et à la charrue, malgré les nombreux changements survenus depuis—nuirait à l'efficacité du système? Pensez-vous que le système actuel fondé sur la commission du blé et son système de ramassage est un système de ramassage est un système efficace, sans parler des wagons chargés aux soins des producteurs? On dit que nous avons l'un des systèmes les plus efficaces au monde.

M. Lewis: À quel prix?

Le sénateur Argue: Aux prix qu'il faut pour obtenir notre part du marché et faire du bon travail à l'échelle mondiale tout en améliorant notre situation.

M. Lewis: Permettez-moi de diverger d'opinion. Je pense que nous avons perdu notre part du marché aux américains, au cours des dernières années.

Le sénateur Argue: Pas selon le ministre.

M. Lewis: Je pense qu'il fut un temps où notre part du marché était beaucoup plus élevée qu'actuellement.

Le sénateur Argue: Comment peut-on obtenir une plus grosse part du marché si on n'a rien à vendre?

M. Lewis: Je pense que nous avons eu suffisamment de céréales à vendre ces dernières années. Bien sûr, les politiques de commercialisation d'autres pays déterminent notre part du marché. Nous ne sommes pas un chef de file mondial, nous suivons.

Le sénateur Argue: Pensez-vous que la Commission canadienne du blé a réussi à maintenir et parfois à augmenter, ces dernières années tout au moins, notre part du marché mondial au point où les producteurs ont pu écouler tous les grains visés par la Commission qu'ils ont pu produire? Je pense que la Commission a été concurrentielle sur les marchés mondiaux. Pensez-vous qu'elle a réussi?

M. Lewis: Je dirais qu'elle a été très concurrentielle et qu'elle a vendu beaucoup de grains à des prix inférieurs à mes coûts de production.

Le sénateur Argue: Elle les a vendues à des prix concurrentiels.

M. Lewis: Exactement.

Le sénateur Argue: D'autres fixent les prix.

Monsieur le président, nous nous éloignons peut-être un peu du sujet.

M. Lewis: Nous nous éloignons assez du sujet. J'espérais parler du projet de loi C-92.

Le sénateur Argue: Tout le monde ici s'est mis dans la tête qu'il faut considérer tous les points de vue. Quand on commence à parler des wagons chargés aux soins des producteurs, il faut discuter de l'avenir du système. J'essaie de discuter du système existant et de comprendre l'effet que ce changement très important pourrait avoir sur tout le système.

Le sénateur Barootes: Je vous félicite de dépenser 50 000 \$ pour réaliser ce document très intéressant, surtout par ses aspects historiques, pour notre comité. J'ai été très intéressé d'apprendre que, à un moment, les wagons chargés aux soins

[Text]

loading, way back in 1912. Then from about the start of the war until 1975 or 1976 it was negligible. Since that time it has risen slightly.

I heard from representatives from one of the organizations who appeared before our committee yesterday that users of producer cars are terribly inefficient and poor administrators and that you have so screwed up the paperwork with regard to the shipping of grain that it costs the company \$100 extra to correct the paperwork when it reaches the terminal. Apparently they keep a couple of girls working in the back who try to find out where you send your bills of lading and this and that. Would you care to comment?

Mr. Graham: The administration with regard to board cars can be done in one of two ways: it can be self-administered, where the farmer makes out the bill of lading and pays the freight to the railway; or through a grain agent such as a grain company, which is fully administered. The cost to the farmer for the former is \$50 and for the latter it is \$150. In the latter case, the grain company does all the administrative work other than making up the bill of lading. If the farmer has a fully administered car, then the grain company will even make up his bill of lading and the I-90 form that goes on the car. If it is a self-administered situation, then you make up the I-90 form. I do not know how anybody could screw that up. The companies charge \$150 for full administration, and if there are any screw-ups they are usually made by the companies. If it is a self-administered arrangement, we will make out the bill of lading and we will make out the I-90. If there is a screw-up in administration, it does not come from our side.

Senator Barootes: And when they fill these forms out for you they charge you \$150?

Mr. Graham: Absolutely.

Senator Barootes: They said that some producer cars cost pools as much as \$100 extra by the time everything is corrected. I presume they are referring to the ones for which they have administrative responsibility?

Mr. Graham: I would imagine.

Senator Barootes: The other thing I heard the other day from a gentleman who gave testimony was that you fellows are so slow that he has seen producer cars lying on a siding—I thought he said for three days, but it may have been for three months. Anyway, it was a long time. Are you people slow in filling those cars when they are ordered by you?

Mr. Graham: Under the agreement with the railways, we have 24 to 48 hours to load those cars. We work seven days a week, 365 days a year, and it does not matter what day it is. We do not have a union and we work all the time. So if a car is there, we will load it.

We hear some companies talking about a turn around time of 4.4 days. That number of 4.4 came from a study done by the

[Traduction]

des producteurs représentaient 27 p. 100 des chargements de wagons. C'était en 1912. Puis, à partir du début de la guerre environ jusque vers 1975, 1976, la proportion a été négligeable. Depuis, elle a augmenté un peu.

Les représentants de l'un des organismes qui ont comparu devant notre comité hier ont déclaré que les utilisateurs de ces wagons sont extrêmement inefficients et de mauvais administrateurs et que les documents d'expédition sont tellement bousillés qu'il leur en coûte 100 \$ de plus pour les corriger quand ils arrivent au terminal. Apparemment, ils ont besoin de quelques commis pour essayer de trouver où vous envoyez vos connaissements et je ne sais quoi. Qu'en dites-vous?

M. Graham: L'administration des wagons chargés par la Commission peut se faire de deux manières: elle peut être autonome, c'est-à-dire que l'agriculteur remplit le connaissement et paie le fret aux chemins de fer; ou elle peut se faire par un agent tel qu'une entreprise de stockage des grains, qui s'occupe de toutes les formalités administratives. Dans le premier cas, il en coûte 50 \$ à l'agriculteur, dans le second, 150 \$. Dans le second cas, l'entreprise de stockage s'occupe de toutes les formalités administratives autres que l'établissement du connaissement. Si l'agriculteur a un wagon entièrement administré, l'entreprise de stockage s'occupe aussi du connaissement et de la formule I-90 apposée sur le wagon. Si l'agriculteur s'occupe de tout lui-même, il remplit la formule I-90. Je ne vois pas comment on peut bousiller ce travail. Les entreprises de stockage exigent 150 \$ pour se charger de tout et si le travail est bousillé, elles en sont habituellement responsables. Quand nous administrons tout nous-mêmes, nous établissons le connaissement et remplissons la formule I-90. Si le travail est bousillé, ce n'est pas par nous.

Le sénateur Barootes: Et quand elles remplissent ces formulaires pour vous, elles demandent 150 \$?

M. Graham: Absolument.

Le sénateur Barootes: Ils disent que certains wagons chargés aux soins des producteurs coûtent jusqu'à 100 \$ de plus chaque fois qu'ils doivent tout corriger. Je suppose qu'ils font allusion aux wagons pour lesquels ils assument une responsabilité administrative.

M. Graham: Oui, je suppose.

Le sénateur Barootes: Un témoin nous a dit l'autre jour que vous êtes si lent qu'il a déjà vu des wagons de céréaliculteurs sur une voie d'évitement, qui n'avaient pas bougé pendant trois jours—ce pourrait être trois jours, comme trois mois, je ne me souviens plus—quoi qu'il en soit, c'était long. Remplissez-vous rapidement ces wagons lorsque vous les avez demandés?

M. Graham: Aux termes de l'accord que nous avons conclu avec les transporteurs, nous avons de 24 à 48 heures pour remplir ces wagons. Nous travaillons sept jours par semaine, et 365 jours par année. Que ce soit dimanche ou lundi n'a pas d'importance. Nous n'avons pas de syndicat, et nous travaillons tout le temps. Lorsqu'il a un wagon à charger, nous le faisons.

Des sociétés parlent d'un temps de rotation d'environ 4,4 jours. Ce chiffre provient d'une étude qu'a effectuée la Wes-

[Text]

Western Grain Elevators Association, and I was part of that study. The CP did not give us a figure and CN did not really know, but suggested that we should put in 4.4 days. That number has never been justified. I think we are as efficient as anyone else.

Senator Barootes: I am about to say something that I hope will stimulate you to even higher rhetoric. I know you can work seven days a week and that you do not necessarily hang up your coat when the clock strikes five. That does not mean anything about your efficiency. Tornadoes have a lot of energy and they can be in force for a long time. It does not matter how many hours you work, it is a matter of how efficient you are in terms of the work you are doing. Do you meet your targets regularly, as regularly as does the country elevator system?

Mr. Graham: Most producers meet those specifications. Sometimes you may have a string of eight cars spotted by a grain handling company on Friday at 4:00 which may sit there until Tuesday at 8:00 in the morning, but we are meeting our specifications when our cars are already loaded.

Senator Barootes: You are not causing delays in the gathering of that train of cars to go to the west coast or Thunder Bay?

Mr. Graham: No.

Senator Barootes: We heard some evidence to the contrary.

Mr. Graham: There are always extreme cases.

Senator Argue: Could you give the committee some idea of the size of your group? How many members do you have and how is your group structured?

Mr. Graham: It includes all the members of the commodity groups.

Senator Argue: They are affiliated with you?

Mr. Graham: Very much so.

Senator Argue: Do you have direct memberships?

Mr. Graham: Not in that sense, although we did receive funds from people in these commodity groups to pay for the study. The study is totally paid for and it was very well done.

The Chairman: If there are no further questions I would like to thank the witnesses for appearing before us this morning. Your evidence has been very helpful and we appreciate the time you have taken to come here to be with us today and the time you have taken to prepare your brief, to present it and to answer our questions.

Senator Barootes: We have not heard anything from any of the witnesses this morning on Bill C-112 or Bill C-132. I take it that none of the witnesses has any comment in that regard?

The Chairman: The witnesses are all still in the room and if any honourable senators do have questions for the witnesses with respect to Bill C-112 and Bill C-132 they can pose them now.

Senator Barootes: Silence means assent!

[Traduction]

tern Grain Elevators Association, et à laquelle j'ai participé. Le CP n'a donné aucun chiffre à cet égard, et le CN ne savait pas vraiment, mais nous a suggéré d'inscrire 4,4 jours. On n'a jamais justifié ce chiffre. Nous sommes aussi efficaces qu'on pourrait l'être.

Le sénateur Barootes: Je vais vous dire quelque chose qui vous stimulera peut-être un peu, en tout cas, je l'espère. Je sais que vous pouvez fort bien travailler sept jours par semaine et que vos journées ne se terminent pas forcément à 17 heures. Mais, cela ne signifie pas pour autant que vous êtes efficaces. Une tornade a bien de l'énergie, et peut durer bien longtemps. Ce qui importe, ce n'est pas tellement le nombre d'heures, mais l'efficacité dans ce que l'on fait. Atteignez-vous vos objectifs régulièrement, aussi régulièrement que dans le réseau de collecte?

M. Graham: C'est le cas de la plupart des producteurs. Il arrive parfois qu'un transporteur laisse huit wagons sur une voie d'évitement à 16 heures le vendredi, et que ces wagons n'en bougent pas avant 8 heures le mardi suivant. Mais, nous atteignons nos objectifs lorsque nos wagons sont déjà chargés.

Le sénateur Barootes: Vous n'occasionnez donc aucun retard dans le ramassage de ces wagons à destination de la côte ouest ou de Thunder Bay?

M. Graham: Non.

Le sénateur Barootes: On nous a pourtant dit le contraire.

M. Graham: Il y a toujours des cas extrêmes.

Le sénateur Argue: Votre groupe est-il important? Combien de membres avez-vous, et comment votre groupe est-il structuré?

M. Graham: Il comprend tous les membres des groupes oeuvrant dans le secteur des produits de base.

Le sénateur Argue: Ils sont affiliés à votre groupe?

M. Graham: Oui.

Le sénateur Argue: Percevez-vous des cotisations?

M. Graham: Non, pas vraiment, malgré que certains de ces groupes aient contribué financièrement à la réalisation de cette étude. Tous les frais de l'étude sont payés, et elle a été très bien faite.

Le président: S'il n'y a pas d'autres questions, je voudrais remercier les témoins d'être venus nous rencontrer ce matin. Votre témoignage est fort utile, et nous vous remercions du temps que vous avez consacré à venir nous rencontrer, préparer votre mémoire, nous le présenter et répondre à nos questions.

Le sénateur Barootes: Personne n'a dit quoi que ce soit à propos des projets de loi C-112 et C-132. Je suppose qu'aucun témoin n'a d'observations à formuler sur ces projets de loi?

Le président: Aucun témoin n'a encore quitté. Si vous avez des questions à poser au sujet du projet de loi c—112 et du projet de loi C-132, c'est le moment.

Le sénateur Barootes: Qui ne dit mot consent!

[Text]

The Chairman: Very well, we will continue. Our next witnesses are from CP Rail. I should like to welcome now Mr. Perry Phillips, General Manager, Cost and Business Analysis; and Mr. J.W. Manson, General Superintendent, Grain Transportation.

We appreciate your coming before our committee this morning. Some people have indicated that there are questions you could answer. I am not sure whether you want to make an opening statement. If not, you may wish to make general comments and then we shall proceed to questions.

Mr. J. W. Manson, General Superintendent, Grain Transportation, CP Rail: Thank you, Mr. Chairman. My office is located in Winnipeg, Manitoba. Mr. Phillips and I are here today representing Mr. Allison who, incidentally, sends his regrets since he is unable to attend. We hope we can assist you in your deliberations with respect to Bill C-92.

If appropriate, I thought I would read into the record a letter which Mr. Allison forwarded to Mr. Wilson, the chairman of the Commons standing committee.

The Chairman: That is appropriate.

Mr. Manson: This letter is dated April 15, 1988 and it is addressed to Mr. G. Wilson, M.P., Chairman of the Standing Committee on Agriculture, House of Commons, Ottawa, Ontario. The letter reads as follows:

Dear Mr. Wilson:

This is in response to your letter of March 8 concerning Producer Cars.

The legislative rights pertaining to the provision of producer cars which we believe the Members of the Standing Committee on Agriculture have in mind are those set forth in Section 71 of the "Canada Grain Act", S.C. 1970-71-72, c.7, as amended by S.C. 1983-84, c. 40, s. 34(2). It is our understanding that these rights are not affected in any way by rationalization of the elevator or branchline network.

Producers wishing to load cars following the closure of an elevator or abandonment of a railway line would still have the right to obtain cars under Section 71 of the Canada Grain Act and upon obtaining those cars would have the same rights as any other shipper to loading cars at other public loading facilities. As CP Rail does not allocate cars, I cannot comment on priority allocation of producer cars. I would, however, suggest that you contact the Canadian Grain Commission who are responsible for allocating producer cars under Section 71 of the Act.

The issue of railway costs for handling producer cars is a little more complex. First, I must point out that CP Rail does not have an incentive rate pursuant to Section 45 of the WGTA as CN does for the current crop year. Further, CP's proposed discount for the 1988/89 crop year is not based on loading 18 cars at one time as the CN's

[Traduction]

Le président: Très bien. Poursuivons donc. Nous accueillons maintenant les représentants du Canadien Pacifique: M. Perry Phillips, directeur général, Analyse des coûts et analyse commerciale; et M. J. W. Manson, surintendant général, Transport des grains.

Nous sommes heureux que vous soyez ici ce matin. On nous a dit que vous pourriez répondre à certaines questions particulières. Si vous n'avez pas de déclaration préliminaire à nous présenter, vous voudrez peut-être nous faire quelques observations générales, et nous passerons ensuite aux questions.

M. J. W. Manson, surintendant général, Transport des grains, Canadien Pacifique Limitée: Merci, monsieur le président. Mon bureau est à Winnipeg, au Manitoba. M. Phillips et moi représentons aujourd'hui M. Allison, qui, soit dit en passant, s'excuse de ne pas avoir pu venir vous rencontrer personnellement. Nous espérons vous être utiles dans le cadre de vos délibérations au sujet du projet de loi C-92.

Si cela convient, je voudrais lire, pour qu'elle soit consignée au procès-verbal, une lettre qu'a fait parvenir M. Allison à M. Wilson, président du Comité permanent de la Chambre des communes.

Le président: Faites, je vous en prie.

M. Manson: Cette lettre est datée du 15 avril 1988, et elle est adressée à M. G. Wilson, député, président du Comité permanent de l'agriculture, Chambre des communes, Ottawa, Ontario. Voici ce que dit la lettre:

Monsieur Wilson,

La présente a pour objet de répondre à votre lettre du 8 mars, au sujet des wagons de céréaliculteurs.

Les droits relatifs à l'affectation de wagons de céréaliculteurs, ceux que les membres du Comité permanent de l'agriculture ont à l'esprit, croyons-nous, sont les droits qui sont visés à l'article 71 de la Loi sur les grains du Canada, s.c. 1970-71-72, c. 7, tel que modifié au s.c. 1983-84, c. 40, p. 34(2). Nous comprenons que la rationalisation du réseau de silos ou d'embranchements ne modifie aucunement ces droits.

Les céréaliculteurs désirant obtenir des wagons, après la fermeture d'un silo ou l'abandon d'une ligne de chemin de fer, conservent ce droit en vertu de l'article 71 de la Loi sur les grains du Canada et, après avoir obtenu ces wagons, ont les mêmes droits que quelque autre expéditeur, en ce qui a trait au chargement de leurs wagons à d'autres installations de chargement publiques. Compte tenu que CP Rail n'affecte pas de wagons, je ne peux rien dire au sujet des priorités dans l'affectation des wagons de céréaliculteurs. Je vous suggérerais toutefois d'entrer en contact avec la Commission canadienne des grains, qui est chargée de l'affectation des wagons de céréaliculteurs en vertu de l'article 71 de la loi.

La question des coûts, relativement aux wagons de céréaliculteurs, est un peu plus complexe. Je dois tout d'abord faire remarquer que nous n'offrons pas de taux préférentiels, en vertu de l'article 45 de la Loi sur le transport du grain de l'Ouest, comme le fait le CN pour la campagne agricole en cours. En outre, le rabais que nous

[Text]

incentive rate package is. The CP rate incentive is a volume discount for loading over 25,000 tonnes from one customer at one station during the crop year.

At the present time, most producer cars are normally placed on elevator tracks, along with cars allocated to one or more elevators on that same track. As the service provided to producer cars is essentially the same as the service provided to elevators, we estimate that currently the costs of providing producer cars are approximately the same as providing cars to an average elevator. If, however, the number of producer cars substantially increases, existing facilities would have to be expanded or improved. The capital required for such an expansion would increase our costs and, consequently, grain freight rates. The extent of these extra costs are impossible to determine as they would vary greatly due to different requirements at each loading point.

I trust the above will be helpful to your committee. Should you have further questions or require further assistance from CP Rail, may I suggest you contact Mr. W.H. Somerville, Assistant Vice-President, Grain, 1716 - One Lombard Place, Winnipeg, Manitoba . . .

Sincerely,

R.S. Allison

Mr. Chairman, Mr. Phillips and I would be very pleased to answer any questions your committee may have.

The Chairman: Thank you very much. There are a couple of questions that arise out of earlier evidence with respect to our study of this bill. One has to do with a general comment, and you perhaps covered it in your letter. It was an anecdotal comment made by the Prairie Pools. They have observed cars spotted at various places and, on inquiry, have found those cars spotted on speculation that they will be called for as producer cars. They seem to think that this is not a very efficient way of allocating cars. Is that a practice you know of? Would you store cars or spot cars somewhere speculating that they may be called for as producer cars, and would that affect the efficiency of the use of those cars?

Mr. Manson: The only time we would do that—and we do the same for elevator companies—would be during times when we have surplus equipment. We have surplus equipment right now, obviously, because of the drought and slow deliveries of grain. We also have surplus equipment during the winter months. It is necessary, in fact, to store cars at various locations across the country when we get into that position. Under those circumstances we would. However, under other circum-

[Traduction]

proposons, pour la campagne agricole de 1988-1989, n'est pas accordé que pour le chargement d'un minimum de 18 wagons à la fois, comme c'est le cas pour le CN. Nous accordons un rabais sur toute quantité dépassant 25 000 tonnes pour un client, à une station, au cours de la campagne agricole.

À l'heure actuelle, la plupart des wagons de céréaliculteurs sont normalement placés sur les mêmes voies que les wagons qui sont affectés à un silo ou à plusieurs silos. Compte tenu que les opérations sont à peu près les mêmes pour charger un wagon de céréaliculteur ou un wagon affecté à un silo, nous estimons que les coûts sont à peu près les mêmes. Toutefois, si le nombre de wagons de céréaliculteurs augmentait considérablement, il faudrait agrandir ou améliorer les installations existantes. Les investissements qui seraient requis augmenteraient alors nos coûts, et, par conséquent, contribueraient à faire augmenter les tarifs du transport des céréales. Il est impossible de déterminer à combien s'élèveraient ces coûts additionnels, compte tenu qu'ils varieraient grandement en raison des différentes transformations qui seraient nécessaires à chaque point de chargement.

J'espère que ces renseignements seront utiles à votre comité. Si vous avez d'autres questions à poser, ou si vous avez besoin de l'aide de CP Rail, n'hésitez pas à communiquer avec M. W. H. Somerville, vice-président adjoint, Grains 1716—One Lombard Place, Winnipeg, Manitoba . . .

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

R.S. Allison

Monsieur le président, nous répondrons maintenant, volontiers, à toutes les questions que vous voudrez bien nous poser.

Le président: Merci beaucoup. Il y a une ou deux questions qui ressortent à la suite des témoignages que nous avons reçus dans le cadre de notre étude de ce projet de loi. L'une d'elles a trait à une observation générale à laquelle on répond peut-être dans la lettre que vous nous avez lue. Il s'agit d'une observation anecdotique qu'a formulée l'un des représentants des syndicats du blé des Prairies. On a remarqué que des wagons étaient immobilisés à divers endroits. Après enquête, on a découvert que ces wagons étaient là parce qu'on s'attendait à ce qu'ils soient affectés à des céréaliculteurs. Pour les gens des Syndicats du blé des Prairies, ce n'est pas une façon bien efficace d'affecter les wagons. Saviez-vous que cela se faisait? Le faites-vous, vous-mêmes? Le cas échéant, pensez-vous que cela pourrait nuire à l'efficacité de l'utilisation de ces wagons?

M. Manson: Nous ne le faisons—et cela vaut aussi pour les exploitants de silos—que lorsque nous avons des wagons disponibles, comme c'est d'ailleurs le cas à l'heure actuelle, évidemment, en raison de la sécheresse et des arrivages plutôt lents de céréales. C'est aussi le cas pendant l'hiver. Nous devons même, en réalité, distribuer des wagons en divers endroits dans le pays, lorsque nous nous retrouvons dans cette situation. Ce sont les seuls moments où nous le faisons. Toutefois, quand

[Text]

stances, when we are going flat out to move grain to port, that just would not happen.

The Chairman: Are there any additional costs of maintenance of railway owned sidings—I gather there are some of both—which are directly attributable to anticipated producer car utilization?

Mr. Manson: Not that I am aware of.

The Chairman: I am not saying whether it would be good or bad, it may well be that it is justified and that it would be in keeping with an efficient transportation system.

Mr. Manson: I am not aware of any.

Mr. Terry Phillips, General Manager, Cost and Business Analysis, CP Rail: Any time we have a siding there are some costs associated with maintaining it, but I think it should be made clear that we do not know of many sidings that we have in our system that can be distinguished between producers and elevator companies.

Mr. Manson: It is common trackage in most instances. Most producer cars are loaded on the same elevator track as the elevators use.

The Chairman: Another question relates to the time it takes to load these cars. I gather the railways request a 24- to 48-hour time frame within which the car is to be loaded but they are prevented from charging demurrage by statute. Could you comment on whether or not it has been CP's experience that there have been unusual delays that can be attributable to the loading of producer cars being slow?

Mr. Manson: We have looked at the car cycle time of producer cars versus other cars and, on average, it is equal to the other cars. There is no increased turn-around time in producer cars.

Having said that, I should add a comment with respect to the number of producer cars CP now handles. In 1986-87 I would think we would have handled about 4,000 producer cars out of a total in excess of 200,000 cars in a year. That does not present us with any problem because the percentage is low. If we had out of this approximately 140,000 producers 70,000 producers all loading their own cars, I think we would have a logistical problem under the present system. I would like to make that point.

Senator Argue: Would you have it if 10 per cent of them were using it—if the use were multiplied by 10?

Mr. Manson: I do not know where the breaking point is, senator, but there certainly would be one under the present system. There is no doubt about it in my mind.

Senator Argue: At 10 per cent, might you be concerned?

Mr. Manson: It would depend where the 10 per cent came from. If the 10 per cent were all added into the present facilities where elevators are trying to load cars, we would have a problem. I think the Wheat Board might have a problem,

[Traduction]

nous avons besoin de tous nos wagons pour transporter les céréales vers les ports, nous ne faisons jamais cela.

Le président: L'utilisation de wagons de céréaliculteurs, que l'on prévoit, entraîne-t-elle des frais additionnels pour l'entretien des voies d'évitement appartenant aux chemins de fer?

M. Manson: Pas à ce que je sache, non.

Le président: Je ne dis pas que ce serait bon ou mauvais, mais ce seait peut-être justifié pour maintenir l'efficacité du réseau de transport.

M. Manson: Non, je ne pense pas que ce soit le cas.

M. Terry Phillips, directeur général, Analyse des coûts et analyse commerciale, Canadien Pacifique Limitée: L'entretien d'une voie d'évitement comporte évidemment des frais, mais je voudrais préciser qu'il n'y a pas tellement de voies d'évitement, dans notre réseau, qui sont strictement réservées à des céréaliculteurs ou à des exploitants de silos.

M. Manson: Ce sont des voies dont l'utilisation est commune, dans la plupart des cas. Le chargement de la plupart des wagons de céréaliculteurs s'effectue sur les mêmes voies que celui des wagons des exploitants de silo.

Le président: Il y a encore une autre question qui se pose au sujet du temps que cela prend pour charger ces wagons. Je suppose que les transporteurs ferroviaires demandent qu'un wagon soit chargé en 24 à 48 heures, mais que la loi les empêche d'imposer des surestaries. Est-il déjà arrivé que le chargement de wagons de céréaliculteurs occasionne des retards inhabituels?

M. Manson: Nous avons examiné le temps de chargement des deux genres de wagons. En moyenne, il est le même. Le chargement des wagons de céréaliculteurs ne demande pas plus de temps que celui des wagons utilisés par les exploitants de silos.

Ceci dit, je devrais peut-être ajouter quelques observations au sujet du nombre de wagons de céréaliculteurs que gère CP Rail. En 1986-1987, nous avons eu environ 4 000 wagons de céréaliculteurs sur un total qui dépasse les 200 000 wagons au cours de l'année. Ceci ne présente aucune difficulté pour nous, puisque la proportion est faible. Si 70 000 des quelque 140 000 producteurs utilisaient des wagons de céréaliculteurs, nous aurions des problèmes de logistique dans le réseau actuel. C'est un aspect que je voulais souligner.

Le sénateur Argue: Serait-ce aussi le cas si 10 p. 100 des producteurs utilisaient des wagons de céréaliculteurs—si l'utilisation décuplait?

M. Manson: Je ne sais pas où se situe la limite, monsieur le sénateur, mais avec le réseau actuel, ce serait sûrement le cas; cela ne fait aucun doute.

Le sénateur Argue: Si l'utilisation des wagons de céréaliculteurs augmentait à 10 p. 100, cela vous inquiéterait?

M. Manson: Tout dépendrait de l'endroit où se produirait cette augmentation. Si elle était complètement concentrée dans les installations existantes où les exploitants de silos chargent leurs wagons, les choses se compliqueraient. La Commission

[Text]

although I am not sure about that. The terminals would have a problem.

Senator Argue: The problem would be slower movement and the increased costs of endeavouring to make more spots and allot more cars?

Mr. Manson: I do not know. CP Rail would probably adjust and do it as efficiently as we could.

Senator Barootes: You would make a nickel out of it.

Mr. Manson: We would do the best we could, senator.

The Chairman: Just to follow up on the question of no demurrage in this area, do you feel the means or the mechanisms that are in place are adequate to ensure timely loading and availability for movement of grain cars?

Mr. Manson: We do not have any problem with respect to moving cars or getting them loaded quickly. I believe it is fair to say that we have nothing but the best of cooperation from the grain companies. We may have the odd producer with whom we have a problem, but I am not aware of anything serious.

The Chairman: If you were to have problems, would it be fair to say that you have more clout in dealing with the grain companies than you would with producer car loaders?

Mr. Manson: I think that is fair to say, yes.

The Chairman: The last question I want to ask has to do with the adequacy of the rolling stock you use to move grain. Am I right that you only use hopper cars to haul grain, or do you still use boxcars?

Mr. Manson: No. We still have some boxcars. The reason for that is that we have to maintain boxcars to run on certain lines. At the moment, CP Rail maintains a fleet of approximately 1,400 boxcars. The balance are all hopper cars and our boxcars are restricted to boxcar lines only. That is to say that we do not put hoppers on them. We do not put boxcars on the hopper lines.

The Chairman: Is it your responsibility, or whoever the carrier is, CN or CP, to maintain those cars?

Mr. Manson: Yes.

The Chairman: Am I correct that some are owned by you and a number of them have been made available by governments or other agencies?

Mr. Manson: That is correct.

The Chairman: This is a little off the topic, and if you do not want to answer it you do not have to. You said that we have adequate rolling stock now. Do you believe that we will be able to keep up with the rolling stock required to move grain without the necessity to contribute more cars through the means

[Traduction]

canadienne du blé aurait peut-être des problèmes, malgré que je n'en sois pas certain. Il y en aurait toutefois aux terminus.

Le sénateur Argue: Le transport deviendrait moins rapide, et il faudrait investir pour agrandir les installations et affecter davantage de wagons?

M. Manson: Je ne sais pas. Nous nous adapterions probablement à la situation, et nous le ferions aussi efficacement que possible.

Le sénateur Barootes: Ce ne serait pas bien payant pour vous.

M. Manson: Nous ferions de notre mieux, monsieur sénateur.

Le président: Pour enchaîner sur la question des surestaries, que ne peuvent imposer les transporteurs ferroviaires, les mécanismes existants sont-ils adéquats, selon vous, pour faire en sorte que les installations de chargement et les wagons disponibles permettent d'assurer un mouvement satisfaisant des céréales?

M. Manson: Le mouvement des wagons et leur chargement ne posent aucune difficulté. Je dois dire que la collaboration des sociétés, à cet égard, est excellente. Il arrive bien, à l'occasion, que nous éprouvions quelques difficultés avec un producteur, mais il n'y a jamais rien de grave, à ce que je sache.

Le président: S'il survenait des problèmes, auriez-vous davantage de difficultés à vous entendre avec les sociétés qu'avec les céréaliculteurs?

M. Manson: Je pense que oui.

Le président: Ma dernière question a trait au matériel roulant que vous utilisez pour transporter les céréales. Utilisez-vous toujours des wagons fermés, ou uniquement des wagons-trémie?

M. Manson: Non, nous utilisons encore des wagons fermés. Cela s'explique par le fait que nous devons continuer d'utiliser des wagons fermés sur certaines lignes. Nous avons encore environ 1 400 wagons fermés. Nos autres wagons sont tous des wagons-trémie, et nos wagons fermés ne circulent que sur des lignes qui leur sont réservées. Je veux dire par là que nous n'utilisons pas de wagons-trémie sur ces lignes. Et nous n'utilisons pas de wagons fermés sur les lignes réservées aux wagons-trémie.

Le président: Et c'est le transporteur, le CN ou le CP, qui doit entretenir ces wagons?

M. Manson: Oui.

Le président: Certains de ces wagons vous appartiennent, et un certain nombre d'entre eux ont été fournis par des gouvernements ou d'autres organismes, n'est-ce pas?

M. Manson: C'est juste.

Le président: Ma prochaine question est un peu hors sujet. Ne vous sentez pas obligé d'y répondre. Vous avez dit que notre matériel roulant est suffisant à l'heure actuelle. Allons-nous parvenir à suffire à la demande sans devoir ajouter d'autres wagons, comme on l'a fait auparavant?

[Text]

that most of the current rolling stock has been contributed to the system?

Mr. Manson: You mean, senator, given that we have the same number of cars as we have today?

The Chairman: Yes.

Mr. Manson: And with an increase in the volume that we had to move, would we or would we not require cars?

The Chairman: Yes. You are clarifying my question for me. I am assuming that there will be times when our volumes may increase. The volumes may decrease, in which case we may take a market signal from international markets that it is really not all that profitable growing grain. Perhaps we will not need any more rolling stock, but we are very hopeful that things will resolve themselves internationally and that we will, in fact, need more capacity to move grain, because we think we have a comparative advantage in that area. My question is: In that eventuality, do you think we could keep up with the needs for additional rolling stock without providing additional cars through government; in other words, railway-built cars or not? As I say, it is a little off the topic and if you do not want to answer the question just say so.

Mr. Manson: I do not mind answering it. I will not try to sidestep the issue, but there are two ways to increase capacity. One is to get more productivity out of your fleet, and to do that you reduce the turn-around time or you haul more loads per month. That takes a lot of logistical planning. We have made some inroads. When I say "we", I do not mean CP alone, I include the grain industry. They are the people who have supported that and who have helped us out. They work seven days a week at the terminals. In some cases, we will get weekend loading in the country. That is one way of doing it. I think though, again, that it is like everything else; there is a point where you cannot do anything more. You cannot increase the capacity of the present fleet at a certain point. I do not think they are there yet, but if we get a substantial increase in volumes, or if we get peaking—and it is the peak periods which give us the problem with respect to supplying the capacity—then we will need more cars, certainly, and I would expect, insofar as CP Rail is concerned, we are prepared to look after the car requirements, as long as we continue to receive adequate revenue for the movement of grain.

Mr. Phillips: I will add one more thing, just to help illustrate that. The crop year 1986-87 was probably our record movement year.

Mr. Manson: Yes, it was.

Mr. Phillips: And we had no problem. We were able to supply cars through leasing. There is also that option. As Mr. Manson said, it really depends on how the system unfolds in the future as to whether there will be a need to go out and acquire more cars. We do not see that need at the moment.

[Traduction]

M. Manson: Avec le même nombre de wagons que nous avons aujourd'hui?

Le président: Oui.

M. Manson: Et, advenant le cas où la quantité de céréales à transporter augmenterait, vous voulez savoir s'il faudrait davantage de wagons?

Le président: Oui. Vous clarifiez ma question. Je suppose qu'il arrivera de temps à autre que la quantité de céréales augmente. La demande diminuera peut-être sur les marchés internationaux. Nous saurons peut-être alors que ce n'est pas si rentable que cela de cultiver des céréales. Nous n'aurons peut-être pas besoin de plus de wagons, mais nous espérons très fort que la situation se rétablira sur le plan international et que nous devrons augmenter notre capacité à transporter des céréales, parce que nous pensons que nous avons un avantage certain dans ce domaine. Le cas échéant, pourrions-nous satisfaire à la demande sans avoir à demander au gouvernement de fournir des wagons additionnels? Autrement dit, les transporteurs ferroviaires pourraient-ils le faire eux-mêmes? Comme je le disais tout à l'heure, ma question est un peu hors sujet, et si vous ne voulez pas y répondre, vous n'avez qu'à le dire.

M. Manson: Non, je vais y répondre. Je n'ai pas l'intention d'éluder la question, mais il y a deux façons d'accroître la capacité. La première consiste à augmenter le rendement, et, pour ce faire, il faut réduire le temps de chargement des wagons ou transporter davantage de chargements chaque mois. Cela requiert beaucoup de planification sur le plan logistique. Nous avons fait des progrès sur ce plan. Quand je dis « nous », je ne parle pas uniquement du CP, mais aussi des intervenants dans l'industrie. Il nous ont appuyés, et nous ont grandement aidés. On travaille sept jours par semaine, aux terminus. Il arrive parfois que l'on charge des wagons pendant les fins de semaine. C'est une façon d'y arriver. Mais, là comme ailleurs, il y a une limite que l'on ne peut dépasser. Il y a un point de saturation. Je ne pense pas qu'on l'ait encore atteint, pour ce qui est de nos wagons, mais si la quantité de céréales à transporter augmentait considérablement, ou si la demande atteignait un niveau record—et c'est dans les périodes de pointe que nous avons le plus de difficulté à satisfaire à la demande—il nous faudra sûrement davantage de wagons, et, en tant que représentant de CP Rail, je peux dire que nous sommes disposés à faire le nécessaire, en ce qui a trait aux wagons, à la condition que le transport des céréales nous procure toujours des revenus adéquats.

M. Phillips: J'ajouterai un autre élément, pour aider à clarifier cela. La campagne agricole de 1986-1987 a probablement été notre meilleure année pour ce qui est du transport.

M. Manson: Oui, en effet.

M. Phillips: Et nous y sommes arrivés. Nous avons pu satisfaire à la demande en louant des wagons. C'est une autre possibilité qui existe. Comme le disait M. Manson, tout dépend de la façon dont évoluera la situation. La demande augmentera-t-elle à tel point qu'il faudra ajouter d'autres wagons dans le réseau? . . . Ce n'est pas encore le cas, pour l'instant.

[Text]

The Chairman: These cars have a fairly long life, but I gather it is not indefinite.

Mr. Phillips: It is 30 or 40 years.

Senator Argue: I am wondering if you could give us some idea of whether these figures could be made available: The cost of capital, maintenance and taxes, et cetera, on the many rail sidings in western Canada which have been used exclusively by producer cars. Do you have some sidings that are used only by producer cars?

Mr. Manson: Yes.

Senator Argue: Could you respond to that question?

Mr. Manson: What comes to mind is that we have between 5 and 10, I would think, but I am not sure of the number, senator. However, insofar as providing figures for cost of capital, I will turn that over to Mr. Phillips.

Mr. Phillips: I can try to dig it out. I think it would be further complicated by the fact that we may not have even constructed those.

Senator Argue: I am sorry, I did not hear you.

Mr. Phillips: Sorry. We may not have been the people who originally financed those sidings originally. However, we will look into that for you.

Senator Argue: I would appreciate that. The question is regarding the extra costs, the costs of capital, maintenance, taxes, et cetera, incurred by your company for its rail sidings that are used exclusively by producer cars. I suppose another thing that might be useful would be if you would also tell us what the use is at those sidings by producer cars so that we can get some indication of the cost per bushel, per tonne, per car, or whatever, which would give people who are knowledgeable some idea of the efficiency or otherwise of sidings provided for producer cars. Would you then be able to give us any figures as to the extra costs of switching involved in the spotting of producer cars at these sites or at other sites? Does it cost as much to spot one car as it does to spot five, or whatever? I suppose producer cars are out there mainly one at a time. I am asking for the additional cost to the railways, car by car, to spot one car as compared to spotting five or 18 or some other larger number. If you have that information and if you could send it later, that would be helpful.

Mr. Phillips: Again, we would have to develop that. Would you like me to speak to the way these cars are handled just for a second?

Mr. Manson: With respect to the way we are handling producer cars right now, as an operating person with the railway, I would have to say that there are no extra costs, from where I sit, because the producer car is handled on the same train as the other cars, and these are basically solid trains. It is spotted along with the other cars at the elevator, and I would have to say that I do not see any extra costs insofar as country loading is concerned. There may be some extra costs at terminals with respect to switching them, but I think, at this point, with the small number that we handle, it would be negligible.

[Traduction]

Le président: Ces wagons ont une durée utile assez longue, n'est-ce pas? Mais, je suppose qu'elle n'est pas éternelle.

M. Phillips: Non, elle est de 30 à 40 ans.

Le sénateur Argue: Pourriez-vous nous fournir les chiffres ayant trait au coût du capital, aux frais d'entretien, aux taxes, et le reste, relativement aux voies d'évitement, dans l'ouest du Canada, qui sont réservées aux wagons de céréaliculteurs? Vous avez des voies qui ne sont réservées qu'aux wagons de céréaliculteurs, n'est-ce pas?

M. Manson: Oui.

Le sénateur Argue: Pourriez-vous répondre à cette question?

M. Manson: Nous en avons en effet de 5 à 10, monsieur le sénateur, mais je ne suis pas certain du nombre exact. Pour ce qui est des chiffres que vous réclamez, je demanderai à M. Phillips de vous répondre.

M. Phillips: Je pourrais faire des recherches là-dessus. Ce sera peut-être un peu compliqué parce que nous n'étions pas là à ce moment-là.

Le sénateur Argue: Pardon, je n'ai pas entendu votre réponse.

M. Phillips: Je m'excuse. Nous n'étions pas là au moment du financement de ces voies d'évitement. Mais, nous ferons les recherches nécessaires.

Le sénateur Argue: Je vous en serais reconnaissant. Ma question a trait aux frais additionnels, au coût du capital, aux frais d'entretien, aux taxes, et à tous les autres frais de votre société, relativement aux voies d'évitement qui sont réservées aux wagons de céréaliculteurs. Il pourrait aussi être utile que vous nous donniez en même temps, des chiffres sur l'utilisation de ces voies d'évitement, de manière à pouvoir nous faire une idée du coût pour chaque boisseau, chaque tonne ou chaque wagon, qui permettrait d'évaluer l'efficacité de la formule. Pourriez-vous aussi en faire autant au sujet des frais additionnels qu'entraînent les opérations d'aiguillage nécessaires pour amener les wagons de céréaliculteurs à ces endroits ou ailleurs? Amener un seul wagon sur une voie revient-il aussi cher qu'en amener cinq? Je suppose que les wagons de céréaliculteurs sont chargés un à un. Je voudrais savoir combien il en coûte de plus aux transporteurs pour amener les wagons un à un, plutôt que cinq ou 18 à la fois. Si vous pouviez nous fournir ces renseignements, ce serait utile.

M. Phillips: Je répète que nous allons devoir faire des recherches là-dessus. Voudriez-vous expliquer un peu comment nous procédons?

M. Manson: En tant que gestionnaire affecté à l'exploitation, je dois dire que les wagons de céréaliculteurs n'entraînent pas de frais additionnels parce que nous ne faisons pas de différence entre ces wagons et d'autres wagons. Ils sont tout simplement distribués parmi les autres wagons, aux silos, et je dois dire qu'ils n'entraînent pas de frais additionnels dans le réseau de collecte. Il en va peut-être autrement, aux terminus, relativement aux opérations d'aiguillage, mais, quoi qu'il en soit, compte tenu de leur nombre peu élevé, ce serait négligeable.

[Text]

Senator Argue: Would you be so kind as to look into that question to see if there is some additional information? If the information is that the costs are exactly the same, we would appreciate that information too, but if, as you suggest, there may be some additional costs of switching at the terminal—some information which I know would be accurate—it would help the committee in its deliberations.

Mr. Manson: Sure.

Senator Argue: I was very interested in what you said about your cooperation with the grain companies and the team work that goes on to provide, insofar as you can at this time, a maximum amount of deliveries of grain from country elevators to terminals and so on. I can say that I have heard precisely the same thing from a number of grain companies. They have talked about their relations with CP Rail. I guess it is a kind of mutual admiration society. However, I would like to have you repeat that. With the system that we now have out there, with your cooperation, with the agencies that are involved and with the Canada Grain Commission, do you feel that you have been able to do a pretty efficient job and that there is an evolution going on to make it even more efficient?

Mr. Manson: There is no question about it, senator. The only thing that I would add to that is that we do have to evolve. I think we do have to rationalize the system somewhat, at whatever speed the industry uses, be it slow or fast, and that is what CP Rail will do. By "rationalizing the system" I mean getting rid of the high-cost branch lines and a few elevators or whatever, but it will be the system that the grain industry wants. That is what we intend to do.

Senator Argue: We heard yesterday from the Saskatchewan Wheat Pool about their production. I have been at some of their meetings where farmers have input. They are pretty realistic in that they know the system is not going to stay exactly the same. However, they are interested in their own communities and in the viability of those communities, so they have a natural resistance to the extra costs that come from hauling it 20 miles instead of 10 miles.

Mr. Manson: Certainly.

Senator Argue: But Sask-pool says that they have a plan in place to get rid of 40 per cent of their country elevators by the year 2000. That is fairly rapid rationalization, is it not?

Mr. Manson: You bet it is. We will work with them on that one.

Senator Argue: I would not think you would be able to handle as much grain in the year 2000 with 40 per cent fewer rail facilities. So the companies are going as fast as you are able to go, too?

Mr. Manson: I do not know, senator.

Mr. Phillips: I would like to add, though, that there is a lot of room in the railway industry to bring down our costs when the people are ready to move with us. As an example, they can

[Traduction]

Le sénateur Argue: Pourriez-vous chercher à savoir s'il serait possible d'obtenir des renseignements additionnels à cet égard? S'il s'avérait que les coûts sont exactement les mêmes, nous serions quand même heureux de le constater, mais si, comme vous le laissez entendre, l'aiguillage de ces wagons entraînait des frais additionnels, au terminus—et ces renseignements seraient précis, je le sais—cela serait utile au comité dans le cadre de ses délibérations.

M. Manson: Bien sûr.

Le sénateur Argue: J'ai trouvé fort intéressant de vous entendre mentionner l'esprit de collaboration qui règne entre vous et les sociétés afin d'assurer un maximum de livraisons de céréales, des silos aux terminus. C'est d'ailleurs précisément ce que m'ont aussi dit plusieurs représentants de sociétés. Ils m'ont parlé de leurs relations avec le CP. Vous vous admirez mutuellement, je suppose. Toutefois, pourriez-vous me confirmer encore une fois que cette collaboration, et les rapports que vous avez avec les organismes intéressés et la Commission canadienne des grains, compte tenu du système que nous avons à l'heure actuelle, permettent de faire un travail efficace, et estimez-vous avoir pu faire tous les efforts nécessaires pour le rendre encore plus efficace?

M. Manson: N'en doutez pas un seul instant, monsieur le sénateur. Tout ce que je pourrais ajouter à cela, c'est que nous devons aller encore plus loin. Je pense que nous devons rationaliser quelque peu le système, quel que soit le rythme des activités dans l'industrie, lent ou rapide, et c'est ce que fera CP Rail. Par «rationaliser le système», j'entends, nous débarrasser des lignes et de quelques silos où les frais sont élevés, mais cela, pour en arriver au réseau que désire l'industrie. C'est là notre intention.

Le sénateur Argue: Hier, des représentants de la Saskatchewan Wheat Pool sont venus nous parler de leur production. J'ai assisté à quelques-unes de leurs réunions, où les agriculteurs ont l'occasion de dire ce qu'ils pensent. Ils sont plutôt réalistes. Ils savent que le réseau va changer. Toutefois, ils sont intéressés à protéger leurs collectivités et à en assurer la viabilité. Ils ont donc des réticences toutes naturelles à l'égard des frais additionnels que représente l'obligation de transporter leurs céréales sur 20 milles plutôt que 10.

M. Manson: Évidemment.

Le sénateur Argue: Mais, la Saskatchewan Wheat Pool dit que tout est déjà prévu pour éliminer 40 p. 100 de ses silos de collecte d'ici l'an 2000. C'est une rationalisation plutôt rapide, n'est-ce pas?

M. Manson: Cela ne fait aucun doute. Et nous y travaillerons d'ailleurs avec elle.

Le sénateur Argue: Avec des installations réduites de 40 p. 100, je ne pense pas que vous pourrez transporter autant de céréales en l'an 2000. Les sociétés vont donc aussi vite que vous le pouvez?

M. Manson: Oui. Je ne sais pas, monsieur le sénateur.

M. Phillips: Je voudrais ajouter, toutefois, qu'il y a de grandes possibilités d'abaisser nos coûts, lorsqu'on veut bien collaborer. Par exemple, il faut environ quatre jours pour livrer des

[Text]

turn the cars of a coal train around in about four days, yet the average cycle on a grain car in a peak period would be 15 or so.

Mr. Manson: That is average.

Senator Argue: But the railways are working on that, it is not just the farmer sitting out on the combine.

Mr. Phillips: The railways are working at it.

Senator Argue: It is kind of their job. The chairman might say this is extraneous, but since he raises other extraneous matters from time to time, maybe he will forgive me. When you talk about reducing rail costs, and as you rationalize and close up those shipping points, surely to goodness there will be more drain on the highway facilities and greater costs because roads will have to be improved if grain has to be hauled 50 miles to Moose Jaw instead of it being dumped in a very efficient Kayville elevator that handles over a million bushels?

Senator Barootes: "Very efficient"?

Senator Argue: Yes. I think it is efficient.

Senator Barootes: Good God!

Senator Argue: I think it is just a pretty darned good facility.

Senator Barootes: It is right on his farm.

Senator Argue: If we have to go on some of those roads and tear up the highways, that is another cost. That is something of an offsetting cost to the general public, to the taxpayers, and to the province. You will hear the provinces holler about the maintenance on roads which are, after all, not put there for heavy-duty trucks and they are certainly not up to the Trans-Canada Highway standard. However, to some extent, that is an offsetting cost.

The Chairman: I should say to you, as I did with my own extraneous question, that you do not need to answer that.

Senator Argue: If you have an answer, I would like to hear it.

Mr. Manson: I would suggest that there are a number of reports in existence from consultants who have worked on just that very problem for the provinces. It depends on which one you want to read, senator, but I won't comment on that.

Senator Barootes: We will get the wheat pools to pay for the improved roads for the longer haulage.

Senator Bielish: Are producer cars pooled at the terminals along with all of the other cars?

Mr. Manson: With respect to the poolable grains, namely wheat, oats and barley, the answer is yes, they are pooled. However, that does not include the non-board cars. Perhaps we should not get into that.

Senator Bielish: Perhaps it is not a subject for discussion at this time. Do the elevator companies ever order cars that they

[Traduction]

wagons de houille, et pourtant, en période de pointe, la moyenne du cycle, pour un wagon de céréales, est d'environ 15 jours.

M. Manson: En moyenne.

Le sénateur Argue: Mais, cela dépend aussi des transporteurs, et non seulement des agriculteurs.

M. Phillips: Oui, les transporteurs travaillent aussi à améliorer cette situation.

Le sénateur Argue: C'est leur travail, en quelques sorte. Le président dira peut-être que ma question est hors propos, mais puisqu'il lui arrive, à lui aussi, de poser des questions qui sont hors contexte, de temps à autre, il me pardonnera peut-être. Pour réduire les coûts, vous dites que vous allez rationaliser le réseau et éliminer quelques installations, mais cela va sûrement exiger bien davantage des routes et occasionner des frais importants, parce que s'il faut transporter les céréales sur 50 milles, jusqu'à Moose Jaw, plutôt que de les déverser dans le silo très efficace de Kayville, qui peut contenir plus d'un million de boisseaux, il va falloir améliorer les routes.

Le sénateur Barootes: «Très efficace»?

Le sénateur Argue: Oui. Je pense qu'il l'est.

Le sénateur Barootes: Eh bien!

Le sénateur Argue: C'est une très bonne installation.

Le sénateur Barootes: Qui se trouve sur sa ferme.

Le sénateur Argue: Si nous devons emprunter certaines de ces routes, et que nous les endommageons, ce seront d'autres coûts qui viendront s'ajouter. Ce seront les contribuables et la province qui devront payer. Les gouvernements provinciaux vont se plaindre au sujet de l'entretien des routes, qui, en vérité, ne sont pas conçues pour les véhicules lourds, et qui ne sont sûrement pas de la même qualité que la Transcanadienne. Ce sera donc, dans une certaine mesure, un coût additionnel.

Le président: Comme je vous l'ai dit tout à l'heure, quand je vous ai posé ma question hors contexte, vous n'êtes pas obligé de répondre à cette question.

Le sénateur Argue: Mais, si vous avez une réponse à nous donner, je voudrais l'entendre.

M. Manson: Des experts-conseils ont fait des études là-dessus, pour le compte des provinces. Tout dépend des rapports que vous voulez lire, monsieur le sénateur, mais je ne ferai pas d'observations à ce sujet.

Le sénateur Barootes: Nous allons faire payer l'amélioration des routes par les syndicats du blé.

Le sénateur Bielish: Regroupe-t-on les wagons de céréaliculteurs avec tous les autres wagons aux terminus?

M. Manson: Ceux qui contiennent des céréales comme du blé, de l'avoine et de l'orge, oui. Mais cela n'inclut pas les wagons de céréales hors-Commission. Nous ne devrions peut-être pas nous engager là-dedans.

Le sénateur Bielish: Oui, vous avez peut-être raison. Arrive-t-il parfois que les exploitants de silos demandent des wagons,

[Text]

eventually have to turn back because they do not have the stocks to fill them?

Mr. Manson: Yes, at certain times, and again this year would be a good example. The grain elevator manager projects what he is going to have delivered and if for some reason he does not get those deliveries, then he may in fact have a car supplied to him that he does not use. However, what the grain companies do at our urging is to cancel the order when they see that they do not have the grain. In most cases, they will cancel the order so that we do not spot the car or, if it is already spotted, we will pick it up and take it away. However, it does not happen very often.

Senator Bielish: Do elevator companies always meet their deadlines for loading times, or are there long weekends and things of that nature when the cars just sit there?

Mr. Manson: Senator, there would be exceptions. Again, we handle that sort of situation with the grain companies. If we see a problem where we have what we call slow loading by a particular individual, we usually take that up with the grain companies and it is corrected.

Senator Barootes: I want to return to a point the chairman brought to your attention respecting speculatively spotted cars. This year will be a year of rather low deliveries and low carriage and I presume that you spot some cars that are not in use or not needed somewhere, and some of them end up on sidings near elevators. We were referring to those cars spotted there on spec. When you spot such cars, because you have to have them somewhere, do you distinguish between how many are spotted as producer cars and how many are there for grain elevator companies? Do you make that distinction, or do you just spot the cars?

Mr. Manson: No, we spot the cars, but if we had a track which was specifically for producer cars we would use that for them.

Senator Barootes: I think there are only perhaps five or ten of those.

Mr. Manson: Yes. If we needed a place to spot or store cars, we would put them in there.

Senator Barootes: Therefore, the observation that was made to us yesterday was correct, that someone had seen producer cars spotted somewhere for three days or three months, I have forgotten which. It does not say on the side of the car "producer car" does it? It just says: "CP", does it not?

Mr. Manson: Either that or "Government of Canada" or "Saskatchewan" or "Alberta".

Senator Barootes: This is a rather slow year for grain movement and for the utilization of these cars, and that must have some revenue implications or impact for the railways. Have you been looking at alternative commodity carriage on those grain cars and have you arranged anything? I am trying to save CP Rail from losing money!

[Traduction]

qu'ils doivent ensuite retourner parce qu'ils n'ont pas suffisamment de céréales pour les remplir?

M. Manson: Oui, cela se produit parfois. La situation de cette année en fournit d'ailleurs un bon exemple. Le gestionnaire du silo évalue la quantité de céréales qu'il devrait recevoir, et, pour une raison ou pour une autre, s'il ne reçoit pas la quantité prévue, il peut en effet arriver qu'il n'utilise pas un wagon qu'il a demandé. Toutefois, à notre demande, les exploitants annulent leurs demandes lorsqu'ils constatent qu'ils n'ont pas les céréales. La plupart du temps, ils annulent la demande, et nous n'amenons pas le wagon ou, si c'était déjà fait, nous allons le reprendre. Mais cela n'arrive pas tellement souvent.

Le sénateur Bielish: Les exploitants de silos rencontrent-ils toujours les délais du chargement, ou y a-t-il parfois des retards?

M. Manson: Monsieur le sénateur, il y a parfois des exceptions. Mais, ce sont des difficultés que nous réglons avec les sociétés. Quand il arrive que le chargement pose des difficultés à un endroit particulier, nous soulevons la chose à la société intéressée, et le problème se règle.

Le sénateur Barootes: Je veux revenir à la question qu'a soulevée le président, au sujet des wagons que vous disposez ici et là, en escomptant qu'on en ait besoin. Cette année, l'activité sera plutôt lente, et je suppose que vous distribuez ainsi un certain nombre de wagons, qui ne sont pas utilisés ou dont on n'a pas besoin quelque part ailleurs, et que certains de ces wagons se retrouvent sur des voies d'évitement à proximité de silos. Quand vous placez ainsi des wagons, puisque vous devez bien les mettre quelque part, faites-vous la distinction entre ceux qui sont réservés à des céréaliculteurs et ceux qui sont réservés à des exploitants de silos? Faites-vous cette distinction, ou vous contentez-vous tout simplement de placer les wagons?

M. Manson: Non, nous ne faisons pas de distinction. Mais s'il y avait une voie qui était réservée aux wagons de céréaliculteurs, nous les placerions sur cette voie.

Le sénateur Barootes: Il n'y a que 5 ou 10 voies de ce genre, je pense.

M. Manson: Oui. Si nous avions besoin d'un endroit où remiser ces wagons, nous le ferions.

Le sénateur Barootes: Par conséquent, ce qu'on nous a dit, hier, était donc juste, à savoir que quelqu'un a vu des wagons de céréaliculteurs immobilisés quelque part pendant trois jours... ou trois mois, je ne sais plus trop bien. Il n'est pas inscrit sur le wagon qu'il s'agit d'un wagon de céréaliculteur, n'est-ce pas? Tout ce qu'il y a d'inscrit sur le wagon, c'est «CP», n'est-ce pas?

M. Manson: Oui, «CP», «gouvernement du Canada», «Saskatchewan» ou «Alberta».

Le sénateur Barootes: C'est une année plutôt lente, en ce qui a trait au transport des céréales et à l'utilisation de ces wagons. Cela doit bien avoir des répercussions quelconques sur les recettes des compagnies de transport ferroviaire. Avez-vous examiné la possibilité de transporter d'autres produits dans ces wagons, et avez-vous conclu des accords quelconques à cet égard? J'essaie d'aider CP Rail à ne pas trop perdre d'argent!

[Text]

Mr. Manson: I appreciate your concern, senator! We did, in fact, have some leased cars that we took this spring, looking forward to an exceptional movement. We subleased some of those cars to other railways in the U.S.A. which got into difficulty because of the Mississippi drying up, so to speak, and they could not use the barges. Therefore we were able to sublease some but, generally speaking, we do not have that problem. Unfortunately, when we have a surplus other railways also have a surplus. But we did get rid of some of them.

Senator Barootes: Can other commodities be carried on these same rail cars?

Mr. Manson: Yes.

Senator Barootes: But you could not substitute coal for wheat?

Mr. Manson: No, you could not.

Senator Barootes: You deadhead those cars back to the prairies, do you not?

Mr. Manson: Yes. Are you talking of empty grain cars?

Senator Barootes: Yes.

Mr. Manson: Yes, for the most part. Mr. Phillips was saying to me that there is no provision in the operating agreement for using government cars for other products, but we could.

Senator Barootes: Are you negotiating that?

Mr. Manson: Yes, we are.

Senator Barootes: What about carrying potash? Could that be done?

Mr. Manson: Yes, it could be done. What we have found up to the present time, senator, is that potash peaks at the same time as grain, namely in the spring and in the fall.

Senator Barootes: It goes in the same direction?

Mr. Manson: It is the same cycle and pretty well in the same direction.

Senator Barootes: But potash goes south?

Mr. Manson: That is right, it goes south, and it goes to Thunder Bay. But the fact is that the peaking of the tonnage that is moved is synonymous with when we peak for grain because people are using fertilizer in the spring and that is when the potash moves; that is when navigation opens up on the Great Lakes, so we get the peaking of potash in the spring and fall which is the same time as grain.

Senator Barootes: I am surprised. I would have thought that potash would have been moved three months ahead of market time.

Mr. Manson: No. Senator, if you can find a way to even that out, we would appreciate it. It would sure help us out.

[Traduction]

M. Manson: J'apprécie votre sollicitude, monsieur le sénateur. En prévision d'une activité exceptionnelle, nous avons loué un certain nombre de wagons le printemps dernier. Nous en avons sous-loués un certain nombre à d'autres transporteurs, aux États-Unis, où l'on s'est retrouvé en difficulté en raison de la baisse du niveau d'eau dans le Mississippi. Les péniches ne peuvent plus y circuler. Nous avons donc pu en sous-louer un certain nombre, mais, en règle générale, cette difficulté ne se pose pas. Malheureusement, quand nous avons un excédent de wagons, c'est aussi le cas des autres transporteurs. Mais nous avons pu en sous-louer un certain nombre.

Le sénateur Barootes: Peut-on transporter d'autres produits dans ces wagons?

M. Manson: Oui.

Le sénateur Barootes: Mais vous ne pourriez pas remplacer le blé par la houille?

M. Manson: Non.

Le sénateur Barootes: Vous retournez ces wagons dans les Prairies, n'est-ce pas?

M. Manson: Oui. Les wagons vides?

Le sénateur Barootes: Oui.

M. Manson: Oui, la plupart. M. Phillips me dit que dans l'accord, on ne prévoit pas que l'on puisse utiliser des wagons du gouvernement pour transporter d'autres produits, mais nous pourrions le faire.

Le sénateur Barootes: Avez-vous entrepris de négocier cela?

M. Manson: Oui, nous en discutons à l'heure actuelle.

Le sénateur Barootes: Pourriez-vous transporter de la potasse? Serait-ce possible?

M. Manson: Oui, ce serait possible. Nous avons remarqué, monsieur le sénateur, que la période de pointe dans le transport de la potasse arrive en même temps que celle du transport des céréales, soit au printemps et à l'automne.

Le sénateur Barootes: Et elle va dans la même direction?

M. Manson: Le cycle est le même, et la potasse va en bonne partie dans la même direction.

Le sénateur Barootes: Mais, nous exportons notre potasse vers le sud.

M. Manson: C'est vrai, vers le sud, et vers Thunder Bay. Mais il n'en demeure pas moins que la période de pointe pour la potasse est la même que pour les céréales, et ce, parce que l'on utilise des engrais au printemps, et c'est à ce moment-là que nous transportons le plus de potasse; la navigation reprend sur les Grands lacs, et c'est donc au printemps et à l'automne que nous transportons le plus de potasse, en même temps que les céréales.

Le sénateur Barootes: Cela m'étonne. J'aurais pensé que le transport de la potasse aurait devancé celui des céréales de trois mois.

M. Manson: Non. Monsieur le sénateur, si vous trouviez le moyen d'arranger cela, nous vous en serions reconnaissants. Cela nous aiderait beaucoup.

[Text]

Senator Bielish: Yesterday we heard that wheat pools owned their own sidings. By that, I mean the railroad tracks.

Mr. Manson: Yes, some of them do.

Senator Bielish: Can you tell us what the numbers are in relation to that?

Mr. Manson: I am sorry, but I would not have that at my finger tips.

Senator Bielish: Is it a large number or a small number?

Mr. Manson: No, it would not be a large number. However, any new elevator built today would have its own siding. Either that or it would have an extension to the siding which they would make a contribution to.

Senator Bielish: In terms of numbers, is it quite a small item?

Mr. Manson: Yes, I would think it is small. However, I really do not have that information.

Mr. Phillips: Senator, if it is a question to which you would really like to know the answer, I could probably undertake to send you a note on it.

Senator Bielish: Yes, I would like to have that answer.

Mr. Phillips: It is complicated because of the history going back almost 100 years.

Senator Bielish: I do not want you to go to a \$50,000 expense.

Mr. Phillips: No, but I will do something simple for you.

The Chairman: If there are no further questions, honourable senators, I will conclude this portion of our meeting with CP Rail by thanking them on your behalf for taking the time to appear before us and answer our questions. Your answers will be helpful to us in finalizing our report to the Senate.

Thank you Mr. Manson and Mr. Phillips—and our thanks also to Mr. Allison.

Our next group of witnesses are from CN Rail. Since they follow the representatives from CP Rail, much of the ground we will want to cover with them has been covered. Gentlemen, I would invite you to make any comments you may wish.

Mr. G. M. Mitchell, System Officer, Grain Transportation, CN Rail: Mr. Chairman, Mr. Lawless was unable to attend today as he is attending a board meeting. My main area of responsibility is the negotiation of grain movement in Western Canada of board and non-board grains. I have with me today Mr. Bruce Rice who is the Manager of Research Services for the Prairie Region. He provides the analytical service and support to all aspects of management in the prairie region. Naturally, grain is a major part of that workload.

[Traduction]

Le sénateur Bielish: On nous a dit, hier qu'un certain nombre de syndicats du blé possèdent leurs propres voies d'évitement.

M. Manson: Oui, c'est vrai.

Le sénateur Bielish: Pouvez-vous nous dire combien de syndicats possèdent leurs propres voies?

M. Manson: je suis désolé, mais je n'ai pas ces chiffres à portée de la main.

Le sénateur Bielish: Y en a-t-il beaucoup, ou peu?

M. Manson: Non, il y a peu de syndicats qui possèdent leurs propres voies d'évitement. Toutefois, ce serait le cas de tout nouveau silo qui serait construit aujourd'hui. Il aurait sa propre voie d'évitement, ou un prolongement de la voie d'évitement, à laquelle il contribuerait.

Le sénateur Bielish: Quoi qu'il en soit, il y en a peu?

M. Manson: Oui. Mais je ne peux vous fournir de renseignements précis.

M. Phillips: Monsieur le sénateur, si vous tenez vraiment à la savoir, je vous enverrai une note à ce sujet.

Le sénateur Bielish: Oui, je voudrais bien le savoir.

M. Phillips: C'est plutôt compliqué, parce qu'il faut remonter presque 100 ans en arrière.

Le sénateur Bielish: Je ne veux pas que vous engloutissiez 50 000 \$ là-dedans.

M. Phillips: Non, je vais m'en tenir à une recherche relative-ment simple.

Le président: Honorables sénateurs, si vous n'avez pas d'autres questions, je mettrai un terme à cette partie de notre réunion avec les représentants du CP, en les remerciant, en votre nom, d'avoir pris le temps de venir nous rencontrer afin de répondre à nos questions. Les réponses qu'ils nous ont données nous seront utiles pour apporter des précisions finales au rapport que nous devons remettre au Sénat.

Monsieur Manson, monsieur Phillips, merci—et à vous aussi, monsieur Allison.

Nous accueillons maintenant les représentants du CN. Compte tenu que nous avons déjà entendu, immédiatement avant eux, les représentants du CP, nous n'aurons pas tellement de questions à leur poser. Messieurs, je vous invite à nous faire part des observations que vous voulez formuler.

M. G. M. Mitchell, agent des systèmes, Transport des grains, Canadien National: Monsieur le président, M. Lawless n'a pas pu venir aujourd'hui parce qu'il devait assister à une réunion du conseil. Je suis principalement chargé des négociations ayant trait au transport des céréales de la Commission et hors-Commission dans l'ouest du Canada. La personne qui m'accompagne aujourd'hui est M. Bruce Rice, qui est directeur des services de recherche dans la région des Prairies. M. Rice offre des services d'analyse et de recherche, sur tout ce qui a trait à la gestion, dans la région des Prairies. Naturellement, la gestion du transport des céréales est l'une de ses principales activités.

[Text]

I have just a few comments to add. Producer cars involve a very small percentage of the movement of CN cars, approximately 1.4 per cent in the 1986-87 crop year. Our policy with regard to producer cars is that we provide them at the same level of service as we provide cars to grain companies, and we demand the same of the producers in terms of loading. We are always looking at more efficient ways to load cars, whether they be producer cars or elevator cars. There are so many variables in the grain movement that it is difficult, if not impossible, to pinpoint any differences in terms of cost. To date, we have not been able to identify any of these costs. The system is based on single-car movement and it is the same for an elevator car as for a producer car. We would have concern if there was a substantial increase in single-car movement. At what level that concern would be triggered, it is very difficult to say. You have heard from CP, and I can tell you that their experiences are similar to ours.

The Chairman: Is the way you handle grain cars and store them in various places on speculation in the hope they will be called for producers or grain companies the same as CPs?

Mr. Mitchell: It is very similar. Legally, we cannot spot a car for a producer or grain company without authorization of an order from the Canadian Wheat Board, but we do store cars on sidings. We try to put them in locations where the grain industry and the Wheat Board tell us they will most likely be needed. Sometimes this is not possible because of operating practices or operating rules. The short answer is yes.

The Chairman: What is your turn-around time? Is it any different for cars filled by grain companies and cars filled by producers?

Mr. Mitchell: We have not been able to identify any difference as yet.

The Chairman: What is your turn-around time?

Mr. Mitchell: It varies by port. For the most part, we service three ports and sometimes four ports. The turn-around time is anywhere from 16 to 18 days.

Senator Argue: Does CN have sidings that are exclusively used for producer cars? CP says that it has approximately 10 such sidings.

Mr. Mitchell: There are a couple but, for the most part, they are loaded on the same trackage as elevator companies are loaded.

Senator Argue: Would you check to see how many such sidings you have and provide the committee with the same information we requested of the CP officials; namely, the costs involved—capital costs, maintenance costs and so on. I understand that what you may provide may not be of great significance to your company at the moment, but if the volume of producer cars increases substantially it may have more significance.

[Traduction]

Je n'ai que quelques observations à ajouter. Les wagons de céréaliculteurs dont nous avons assuré la gestion, au cours de la campagne agricole de 1986-1987, n'ont représenté qu'environ 1,4 pour cent de nos activités. Notre politique de service, à l'égard des wagons de céréaliculteurs, est la même que pour les wagons que nous fournissons aux sociétés, et nous en exigeons autant des producteurs, en ce qui a trait au chargement. Nous sommes constamment à la recherche de moyens plus efficaces de charger les wagons, tant les wagons de céréaliculteurs que les wagons d'exploitants de silos. Il y a tellement de variables qui interviennent, dans le transport des céréales, qu'il est difficile, pour ne pas dire impossible, d'établir des différences en ce qui a trait aux coûts. Jusqu'à maintenant, nous n'y sommes pas parvenus. La formule est fondée sur le déplacement d'un seul wagon, et l'opération est la même pour les deux genres de wagons. S'il y avait une augmentation considérable, cela nous inquiéterait. Il est très difficile de dire à quel niveau elle commencerait à nous inquiéter. Vous avez entendu les témoignages des représentants de CP Rail, et je peux vous dire que leur expérience ressemble à la nôtre.

Le président: Disposez-vous des wagons en divers endroits, comme le fait le CP, en espérant que des céréaliculteurs ou des sociétés en aient besoin?

M. Mitchell: Oui, nous faisons comme le CP. Nous ne pouvons pas disposer ainsi des wagons, à l'intention de céréaliculteurs ou de sociétés, sans en avoir reçu l'autorisation de la Commission canadienne du blé, mais nous garons des wagons sur des voies d'évitement. Nous essayons de les placer à des endroits où les exploitants et la Commission canadienne du blé nous disent qu'ils risquent le plus d'en avoir besoin. Ce n'est toutefois pas toujours possible, en raison des pratiques ou des règles d'exploitation. Mais, pour répondre brièvement à votre question, je dirai que oui.

Le président: Quel est votre temps de rotation? Y a-t-il une différence entre les wagons des sociétés et ceux des céréaliculteurs?

M. Mitchell: Nous n'avons encore remarqué aucune différence.

Le président: Quel est votre temps de rotation?

M. Mitchell: Il varie selon les destinations. La plupart du temps, nous desservons trois ports, et parfois quatre. Notre temps de rotation est de 16 à 18 jours.

Le sénateur Argue: Avez-vous des voies d'évitement qui sont réservées exclusivement aux wagons de céréaliculteurs? Les représentants du CP ont dit qu'ils en ont environ 10.

M. Mitchell: Nous en avons une ou deux, mais, la plupart du temps, les wagons de céréaliculteurs sont remplis au même endroit que ceux des silos.

Le sénateur Argue: Pourriez-vous vérifier combien vous en avez, et nous communiquer les mêmes renseignements que ceux que nous avons demandés aux représentants du CP... à propos des coûts—les coûts du capital, les frais d'entretien, et le reste? Je comprends que les chiffres que vous pouvez nous fournir ne représentent peut-être pas grand-chose pour votre société, à l'heure actuelle, mais si la quantité de wagons de

[Text]

Mr. Mitchell: As I mentioned before, we have not been able to identify any substantial difference as yet, but we would be willing to take another look at it.

Senator Argue: Would you please take a look at these sidings and the costs involved—your capital investment, your taxes and so on?

Mr. Bruce B. Rice, Manager, Prairie Region Research Services, CN Rail: The capital costs will be found in our accounting records. With regard to maintenance, we do not keep track of such operations on a per foot or per siding basis. The maintenance costs for any individual siding will be a pure estimate. The costs for both types of tracks will be the same.

Senator Argue: I would appreciate receiving your estimates on the cost of capital, maintenance, taxes and so on for rail sidings that are used for producer cars, to relate them to the volume of grain that goes out through those producer cars.

Mr. Rice: We will endeavour to get that information for you.

The Chairman: If there are no further questions, I want to thank the witnesses for taking the time to come here today. The committee is adjourned until 2 o'clock.

The committee adjourned.

The committee resumed at 2 p.m.

The Chairman: We have before us this afternoon representatives of the National Farmers Union, Mr. Wayne Easter, President and Mr. Gil Pederson, Saskatchewan coordinator. The NFU has a brief which has been circulated. I should point out that the representatives will have a few comments on the two other bills that are currently being considered by the committee, namely, Bills C-112 and C-132, following our discussion of Bill C-92. Please proceed, Mr. Easter.

Mr. Wayne Easter, President, National Farmers Union: Thank you, Mr. Chairman. I might say at the outset that although sometimes in the past we have been fairly critical of the Senate, we wish to congratulate the Senate for some of its recent stands and, particularly, that in reference to the drug bill. You are at least now leaving the impression that you are doing your job of giving legislation sober second thought. In terms of Bill C-92, we hope you will understand that we strongly oppose this bill. We hope that you will not be deterred by some of the public criticisms of the Senate in terms of turning it back to the House of Commons to be amended or to be made a more acceptable bill.

We appreciate, Mr. Chairman, this opportunity to present our position on Bill C-92 as well as on the other two pieces of legislation before you. We have no particular difficulty with most of the amendments proposed in this legislation.

[Traduction]

céréaliculteurs augmente considérablement, ce sera peut-être différent.

M. Mitchell: Comme je vous le disais tout à l'heure, nous n'avons pas encore remarqué de différences notables, mais nous examinerons la question de plus près.

Le sénateur Argue: Voudriez-vous examiner la situation de ces voies d'évitement et les coûts qu'elles entraînent—votre investissement en capital, les taxes que vous payez, et le reste?

M. Bruce B. Rice, directeur, région des Prairies, Services de recherche, Canadien National: Nous pourrions repérer les coûts du capital dans nos registres comptables, mais, pour ce qui est des frais d'entretien, nous ne consignons pas les frais au pied linéaire ou pour chaque voie d'évitement. Les frais d'entretien d'une voie d'évitement seront une pure estimation. Ils seront les mêmes pour les deux genres de voies.

Le sénateur Argue: Je vous serais reconnaissant de me faire parvenir votre estimation des coûts du capital, des frais d'entretien, des taxes, et de tous les autres frais qu'entraînent les voies d'évitement qui sont utilisées pour remplir des wagons de céréaliculteurs, afin de pouvoir faire le rapport avec la quantité de céréales transportées.

M. Rice: Nous allons vous faire parvenir ces renseignements.

Le président: S'il n'y a pas d'autres questions, je remercie les témoins d'avoir pris le temps de venir nous rencontrer aujourd'hui. La séance reprendra à 14 heures.

La séance est levée.

La séance reprend à 14 heures.

Le président: Nous entendons cet après-midi des représentants du Syndicat national des cultivateurs, M. Wayne Easter, président, et M. Gil Pederson, coordonnateur pour la Saskatchewan. Le SMC a fait distribuer un mémoire. Je signale qu'après que nous aurons discuté du projet de loi C-92, les témoins feront quelques observations sur les deux autres projets de loi dont nous sommes saisis, soit les projets de loi C-112 et C-132. Monsieur Easter, vous avez la parole.

M. Wayne Easter, président, Syndicat national des cultivateurs: Merci, monsieur le président. Je dois dire au départ que bien que nous ayons dans le passé formulé certaines critiques à l'endroit du Sénat, nous désirons vous féliciter de certaines positions adoptées dernièrement, notamment en ce qui concerne le projet de loi sur les médicaments. Maintenant vous donnez du moins l'impression de bien faire votre travail, qui consiste à réfléchir sérieusement aux projets de loi. En ce qui concerne le projet de loi C-92, nous espérons que vous comprendrez notre forte opposition et que vous n'hésitez pas à renvoyer ce projet de loi à la Chambre des communes pour qu'il soit modifié ou rendu plus acceptable, malgré certaines critiques qui ont été formulées publiquement à l'endroit du Sénat.

Monsieur le président, nous sommes heureux de l'occasion qui nous est offerte de présenter notre position sur le projet de loi C-92 de même que sur les deux autres textes législatifs dont vous êtes saisis. La plupart des modifications proposées dans ce projet de loi nous sont totalement acceptables.

[Text]

Clause 2 would empower the board to broaden its borrowing options beyond commercial banking arrangements. Presumably, the objective would be to minimize its credit costs in the operation of grain pools and thereby reduce interest charges to pool accounts. We can accept providing the board with this option.

Clause 3 is intended as an extension of the board's discretionary investment powers, now limited to Government of Canada securities, to include a broad range of securities such as bonds, debentures, notes or other evidences of indebtedness.

The cost of the Canadian Wheat Board operations is borne by producers. There is less risk to producers' incomes in borrowing at least possible cost than there is in investing in speculative undertakings, as would be made possible by the amendment.

We caution that it would not be desirable on the part of the board to invest producers' funds into speculative or risky investments that might in fact result in losses, the possibility of which is anticipated in clause 3. Neither should the board be subjected to external pressures or political directives which might require it to place producers' money at risk.

Clause 8 would empower the board to pay to users of producer cars certain sums out of pool accounts over and above those amounts paid to producers who have not availed themselves of producer cars.

The amounts the board might pay, as envisioned by proponents of this proposal, would reflect, in whole or in part, their share of storage and interest costs as reflected in the Canadian Wheat Board's share of the general operating costs of the grain delivery system.

While we fully support the concept of the producer car, in our view the use of producer cars in today's context has strayed considerably from the original intent for which the right to ship a producer car was won.

On January 21, before the Commons Agriculture Committee, the Western Producer Car Group referred to the 1902 efforts of the Territorial Grain Growers Association to win the right to load producer cars.

To imply the problems of 1902 are somehow connected to present-day circumstances is nothing less than an historical distortion. The problems of 1902 were created by a combination of shady trade practices concentrated in the Winnipeg Grain Exchange and in the CPR. At that time the CPR owned all of the Thunder Bay grain terminals. The breaking of the monopoly over the handling of prairie grain represented a major effort on the part of early producers and led to the formation of the Grain Growers Grain Company in 1906, the predecessor of the present-day United Grain Growers. The Grain Growers Grain Company was initially prevented from acquiring trading rights on the Winnipeg Commodity Exchange.

[Traduction]

L'article 2 élargit les possibilités d'emprunt de la Commission qui ne se limiteront plus aux simples opérations bancaires commerciales. Il s'agit vraisemblablement de réduire au minimum les coûts du crédit pour les livraisons de grain en commun, ce qui réduira les frais d'intérêt pour les comptes des livraisons en commun. Nous pouvons accepter de donner cette option à la Commission.

L'article 3 a pour but d'élargir les pouvoirs d'investissement de la Commission, qui se restreignent actuellement aux titres du gouvernement du Canada, à toute une gamme de titres, notamment les obligations, les débentures, les billets ou autres titres de créance.

Ce sont les producteurs qui assument le coût des activités de la Commission. Il y a moins de risque pour le revenu des producteurs si l'on emprunte au moindre coût possible que si l'on investit dans des entreprises spéculatives, ce qui serait rendu possible par l'amendement.

Nous estimons qu'il ne serait pas souhaitable que la Commission investisse les fonds des producteurs dans des placements spéculatifs ou à risque qui pourraient en fait aboutir à des pertes, possibilité que prévoit l'article 3. La Commission ne devrait pas non plus être soumise à des pressions de l'extérieur ni à des directives politiques l'obligeant à mettre en danger l'argent des producteurs.

L'article 8 autorise la Commission à verser aux utilisateurs de wagons de producteurs certaines sommes à même les comptes de livraison en commun en sus des sommes versées aux autres producteurs.

Selon les auteurs de cette proposition, les sommes que la Commission pourrait verser représenteraient, en totalité ou en partie, leur part des frais d'entreposage et d'intérêts en fonction de la part de la Commission du blé des frais généraux d'exploitation du système de livraison des grains.

Bien que nous soyons tout à fait en faveur de l'idée des wagons de producteurs, l'utilisation qu'on en fait aujourd'hui s'éloigne considérablement de l'intention qui a d'abord présidé à l'octroi du droit d'expédier par wagons de producteurs.

Le 21 janvier, devant le comité de la Chambre des communes sur l'agriculture, le Western Producer Car Group a parlé des efforts faits en 1902 par la Territorial Grain Growers Association pour obtenir le droit d'utiliser des wagons de producteurs.

Sous-entendre qu'il y a un lien quelconque entre les problèmes de 1902 et ceux d'aujourd'hui, c'est déformer l'histoire. Les problèmes de 1902 ont été créés par diverses pratiques commerciales douteuses liées à la bourse de marchandise de Winnipeg et au CPR qui possédaient à l'époque tous les terminaux de grain de Thunder Bay. C'est de haute lutte que les producteurs de l'époque ont réussi à briser le monopole de la manutention des grains des Prairies, ce qui a abouti en 1906 à la formation de la Grain Growers Company devenue par la suite la United Grain Growers. Au départ, cette société ne pouvait acquérir le droit de faire partie de la bourse de marchandises de Winnipeg.

[Text]

The present-day advocacy of expanded producer car use is, in our opinion, largely based on the principles of greed and privilege for certain commodity groups.

Over recent years we have witnessed how the use of producer cars for the shipment of unpriced canola has been used to tie up valuable terminal space on the west coast. Some producer owners of this unpriced grain have held it for speculative purposes in the hopes of being able to extract premiums from exporters who desperately need supplies to complete export contracts. The undoubted result of this type of blackmail has been to lower the street price for canola at country elevator points in order to permit elevator companies to recoup the added costs of premiums for which they have been held at ransom by speculating producers.

When confronted with the suggestion that if all producers chose the producer car route the country gathering system would collapse, they have the added audacity to suggest that, by virtue of use of producer cars, they are managing to keep country elevator elevation charges in line.

While we hold no particular brief for the service charge practices of grain companies, we submit the opposite may be true. By reducing grain volumes that might flow through the country elevator system, producer car shippers are contributing toward increasing elevation charges. This appears to be a more plausible objective, since the higher such costs rise, the more producer car shippers would benefit in by-passing the system. Increases in such charges will occur in 1988-89, which will provide increased incentive to ship by producer car.

The Minister of State (Grains and Oilseeds) has supported the Commons Agriculture Committee recommendation to authorize the board to issue a special adjustment payment reflecting a share of costs in proportion to payments on board grains made to elevator companies for the country carrying charges. The amount of such an adjustment would be discretionary upon the board.

We submit that shippers of producer cars should not be entitled to any adjustment payments which will further stimulate the use of this method of grain gathering. The so-called loss of interest claimed because such shippers experience a delay in receiving payment, whereas producers who deliver directly to a country elevator receive an immediate initial payment, is largely irrelevant. The decision to ship by producer car has not been adversely influenced by this theoretical loss. It is not unusual for the providers of goods and services in the regular business world to do so interest-free for periods of 30 days and longer. It is quite likely that producer car shippers are also among those who take advantage of such interest-free periods before settling their accounts with their creditors. Furthermore, many of the agitators for payment of CWB carrying charges are the very same persons who have lobbied for changes in the method of payment of the Crow benefit and would presumably be prepared to accept such payments some months after having paid full grain freight charges without interest.

We recommend that clause 8 be deleted from Bill C-92. The use of producer cars does not require further incentive than is

[Traduction]

De nos jours, si l'on recommande d'utiliser davantage les wagons de producteurs, c'est surtout, selon nous, en raison de l'appât du gain et pour privilégier pour certains groupes de marchandise.

Depuis quelques années, nous avons vu comment on a utilisé les wagons de producteurs pour expédier du canola sans prix préétabli de façon à occuper un espace précieux dans les terminaux de la côte ouest. Certains producteurs, propriétaires de ce grain, l'ont conservé à des fins de spéculation, espérant obtenir une prime d'exportateurs qui auraient eu besoin d'approvisionnements pour remplir des contrats d'exportation. Ce genre de chantage a eu sans contredit pour résultat de faire baisser le prix du canola aux silos afin de permettre aux entreprises de récupérer le coût des primes exigées par les producteurs spéculateurs.

Si on leur dit que le système s'écroulerait si tous les producteurs choisissaient d'expédier par wagons de producteurs, ils ont l'audace de dire qu'en procédant ainsi, ils réussissent à empêcher une hausse excessive des frais des silos locaux.

Sans être les ardents défenseurs des frais de service exigés par les sociétés, nous croyons que le contraire pourrait être vrai. En réduisant le volume de grain passant par les silos locaux, les expéditeurs en wagons de producteurs contribuent à la hausse des frais. Ceci semble un objectif plus plausible, car plus ces frais s'élèvent, plus les expéditeurs en wagons de producteurs ont avantage à contourner le système. Ces frais augmentent en 1988-89, ce qui rendra les wagons de producteurs encore plus attrayants.

Le ministre d'État (céréales et oléagineux) appuie la recommandation du comité de la Chambre des communes sur l'agriculture visant à autoriser la Commission à effectuer un versement spécial de rajustement en fonction des paiements effectués aux silos pour les grains de la Commission à l'égard des frais de service locaux. La valeur de ce redressement serait laissée à l'appréciation de la Commission.

Selon nous, ceux qui expédient par wagons de producteurs ne devraient pas recevoir de versements qui auront pour effet d'encourager l'emploi de cette méthode. La prétendue perte d'intérêts en raison du fait que ces expéditeurs ne sont pas payés immédiatement, à la différence de ceux qui livrent leur grain à un silo local, n'entre guère en ligne de compte. Cette perte théorique n'a pas empêché de prendre la décision d'expédier par wagons de producteurs. Dans le monde des affaires, il n'est pas rare que les fournisseurs de biens et de services fassent crédit sans intérêt pendant 30 jours ou plus. Il est même vraisemblable que ceux qui expédient par wagons de producteurs comptent parmi ceux qui tirent parti de ce délai sans intérêt avant de régler leurs créanciers. En outre, beaucoup de ceux qui réclament le paiement de frais de service par la Commission canadienne du blé sont eux-mêmes intervenus pour faire modifier la façon de verser la prestation du Nid-de-corbeau et seraient vraisemblablement prêts à accepter de tels versements sans intérêt plusieurs mois après avoir payé en entier les frais de transport des grains.

Nous recommandons de supprimer l'article 8 du projet de loi C-92. Il n'est pas nécessaire d'ajouter aux encouragements

[Text]

now available to producers who opt to use this method of grain shipment.

The Chairman: Mr. Pederson, do you have anything to add at this point?

Mr. Gil Pederson, Saskatchewan Coordinator, National Farmers Union: Not at this time.

The Chairman: My first question arises out of a statement you made in the second page of your brief with respect to unpriced grain where I believe you referred to canola. To what extent is that a problem and how did that come to your attention?

Mr. Easter: There has been substantial news in the press which indicates that over the past couple of years a producer would ship canola to the coast unpriced in the hope that the price would be higher when it reached the coast. Rather than knowing the price prior to it leaving the country, this is using the railway car as storage so that the grain can be speculated on.

The Chairman: Can you give us some idea of the volume of grain invoiced? Can you confirm that it is producer cars which are to blame?

Mr. Easter: I do not have the figures with me but we can obtain them and present them to you.

Mr. Pederson: I do not have the figures but I would refer you to the proposed changes to the regulations dealing with producer cars proposed by the Canadian Grain Commission this summer. Those proposed changes arose because of that very problem. That commission certainly would have those figures available. They proposed changes to the regulations so that before a producer car could be shipped it would have a destination and it would be actually priced.

The Chairman: I wish I had had an opportunity to ask some of our earlier witnesses about that. It was my impression that before a producer car left a siding where it was loaded it would have to have a destination. I assumed, perhaps incorrectly, that that destination would involve a final sale, not just a shipment to a terminal for storage. You are telling me that is not the case.

Mr. Pederson: That is not the case. There was supposed to be a Vancouver cash market established and the Vancouver Exchange declined to do that. At this point in time, grain can still be moved out on a future contract, which basically means that anybody can own it.

Mr. Easter: That is why the Canadian Grain Commission proposed the changes. We will try to provide you with that information within a couple of days.

The Chairman: I do recall an earlier group, Prairie Pools Inc., indicating that some specialty grains, such as canary seed, sat in cars for some six months awaiting a final market.

I have another question arising out of your presentation, and it is highlighted in the first full paragraph on page 3. My question has to do with your statement that producer cars are not

[Traduction]

actuellement offerts à ceux qui choisissent d'expédier leur grain par wagons de producteurs.

Le président: Monsieur Pederson, avez-vous quelque chose à ajouter?

M. Gil Pederson, coordonnateur pour la Saskatchewan, Syndicat national des cultivateurs: Non, monsieur le président.

Le président: Ma première question porte sur un énoncé qui se trouve à la deuxième page de votre mémoire concernant les grains sans prix préétablis, je crois qu'il s'agissait de canola. Quelle est l'ampleur de ce problème et comment en avez-vous pris connaissance?

M. Easter: Depuis quelques années, la presse rapporte souvent qu'un producteur expédie du canola vers la côte sans établir de prix, dans l'espoir que le prix ait augmenté au moment où les grains atteindront la côte. C'est là une façon d'utiliser le wagon de chemin de fer comme entrepôt pour spéculer sur le prix des grains.

Le président: Pouvez-vous nous donner une idée du volume des grains en cause? Pouvez-vous confirmer que la faute en revient aux wagons de producteurs?

M. Easter: Je n'ai pas les chiffres sous la main, mais je peux vous les procurer.

M. Pederson: Je n'ai pas non plus les chiffres, mais je peux mentionner les modifications au règlement sur les wagons de producteurs proposées cet été par la Commission canadienne des grains. Ces projets de modification découlent précisément de ce problème. La Commission a certainement les chiffres. Elle a proposé de modifier le règlement de sorte que la destination et le prix soient fixés avant l'expédition en wagons de producteurs.

Le président: Je regrette de ne pas avoir eu l'occasion de poser cette question à certains des témoins précédents. Je croyais qu'au moment où le wagon de producteurs quittait l'embranchement où il a été chargé, il devait avoir une destination. Je supposais, peut-être à tort, que cette destination impliquait une vente définitive et qu'il ne s'agissait pas tout simplement d'expédier les grains au terminal pour les y entreposer. Vous me dites qu'il n'en est rien.

M. Pederson: Effectivement. Un marché au comptant devait être créé à Vancouver, mais la bourse de Vancouver a refusé de le faire. À l'heure actuelle, les grains peuvent toujours être expédiés en vertu d'un contrat futur, ce qui signifie essentiellement qu'ils peuvent appartenir à n'importe qui.

M. Easter: C'est pour cette raison que la Commission canadienne des grains a proposé des modifications. Nous tâcherons de vous faire parvenir les renseignements d'ici quelques jours.

Le président: Je me souviens qu'un groupe de témoins antérieur, Prairie Pools Inc., a déclaré que certains grains spécialisés, notamment les graines de l'alpiste des Canaries, sont demeurés quelque six mois dans les wagons dans l'attente d'un débouché.

J'aurais une autre question à poser sur le premier alinéa complet de la page 3 de votre mémoire. Vous dites que les wagons de producteurs ne contribuent pas à faire baisser les

[Text]

contributing to lower elevation charges. Could you elaborate on that? We have heard from other witnesses that that competitive element has been very important. In fact, one of our witnesses showed the relative increase in elevation and related costs as compared to increases in other costs involved in the movement of grain to port and found that the increases in elevation costs were very low relative to the others and attributed this to the competition offered by producer cars. You are saying that is not so and I would appreciate your comments on that.

Mr. Easter: We look at it from a producer perspective and we are certainly not going to defend the elevator companies in terms of their tariff charges. In fact, sometimes we have been quite critical of the elevation charges they have proposed.

If you look at the total system, then you will see that one of the factors that should keep elevation charges down is the throughput through these various country elevators. With more and more people moving to producer cars—and this may or may not be an incentive to do that—there is loss of throughput through that system. Certainly, the cost of that system is going to have to be shared by a lower volume of grain and less producers. It would, in fact, add pressure for elevation charges to increase.

In fairness, another factor has some relevance. Because of the competitive factor, there is some pressure on elevator companies to keep their tariffs low to prevent people from moving to producer cars. I will not deny that argument, but I think our primary argument holds true.

The Chairman: In that respect, you are not critical of the use of producer cars, you are just critical of this potentially new and significant incentive to use them. The main reason for your concern is that it would be something which would encourage less use of the system and, thus, it would be less efficient.

Mr. Easter: I think you have to look at the whole context of the western grain infrastructure. I do not think you can isolate transportation from marketing. In our view, transportation is functional to the marketing of grain in western Canada, and is an integral part of the marketing of grain in western Canada. This proposal outlined in clause 8 will leave open the opportunity to weaken that total transportation package as part of the total system by breaking it down somewhat, and perhaps by creating the incentive for more producers to use producer cars.

There are a number of weak points in the system; this is one. Another is that many times the Canadian Wheat Board is not able to pull supply when it is needed.

The Chairman: The so-called surge capacity?

Mr. Easter: Yes.

The Chairman: Mr. Pederson?

Mr. Pederson: No; I have nothing to add.

The Chairman: Those are the questions that I had, honourable senators. Are there questions from other senators?

[Traduction]

frais de silo. Pourriez-vous développer ce point? D'autres témoins nous ont dit que l'élément de concurrence est très important. Enfin, un témoin a traité de l'augmentation relative des frais de silo et des frais connexes par rapport aux autres coûts que comporte le transport des grains jusqu'au port et il a constaté que l'augmentation des frais de silo était très faible par rapport aux autres coûts; il expliquait ce fait par la concurrence des wagons de producteurs. Vous dites qu'il n'en est rien, et j'aimerais que vous nous en parliez.

M. Easter: Nous nous plaçons du point de vue du producteur et nous n'allons certes pas défendre les frais exigés par les silos. En fait, nous avons eu parfois l'occasion de formuler des critiques à cet égard.

Compte tenu de l'ensemble du système, un des facteurs qui devrait empêcher l'augmentation des frais de silo est la quantité de grain qui passe par les divers silos de campagne. Étant donné qu'un nombre de plus en plus grand de personnes utilisent les wagons de producteurs—et on ne sait s'il s'agit là d'un encouragement—le volume traité par le système diminue. Le coût du système devra être réparti sur un volume de grain plus faible et sur un nombre moins grand de producteurs. Cela devrait tendre à faire augmenter les frais de silo.

En toute justice, il faut mentionner un autre facteur pertinent. Le facteur de concurrence pousse les silos à maintenir leurs tarifs bas pour empêcher une utilisation accrue des wagons de producteurs. Je ne nie pas la valeur de cet argument, mais j'estime que notre argument primaire demeure vrai.

Le président: À cet égard, vous ne vous opposez pas à l'utilisation des wagons de producteurs, mais uniquement à ce qui pourrait être un encouragement nouveau et important. Vous craignez surtout que cela ne décourage l'utilisation du système, qui deviendrait moins efficace.

M. Easter: Je crois qu'il faut se placer du point de vue de l'ensemble de l'infrastructure des grains de l'Ouest. Je ne crois pas qu'on puisse isoler le transport de la commercialisation. Selon nous, le transport est un élément fonctionnel d'une partie intégrante de la commercialisation des grains dans l'Ouest du Canada. L'article 8 offrira la possibilité d'affaiblir l'élément transport de l'ensemble du système, peut-être en encourageant un plus grand nombre de producteurs à utiliser des wagons de producteurs.

Le système comporte plusieurs points faibles, et dont celui-ci. En outre, il arrive souvent que la Commission canadienne du blé ne soit pas en mesure d'obtenir les approvisionnements nécessaires.

Le président: Ce qu'on appelle la capacité de pointe?

M. Easter: Oui.

Le président: M. Pederson?

M. Pederson: Non, je n'ai rien à ajouter.

Le président: Je n'ai pas d'autres questions, honorables sénateurs. Y a-t-il d'autres questions?

[Text]

Senator Bielish: Do you know what volume, in percentage terms, is moved through producer cars?

Mr. Easter: Do you have the figures, Mr. Peterson?

Mr. Pederson: All I have are the figures that we heard about this morning from the railways.

Senator Bielish: Yes, where they said that it was less than 2 per cent?

Mr. Pederson: Yes.

The interesting thing about that, though, is that last winter I had the opportunity to go through one of the grain terminals in Vancouver to watch the grading of samples that were taken as a car came for unloading and checking. When a producer car came there was an automatic alertness both on the part of the company inspectors and on the part of the Canadian Grain Commission inspectors. In questioning them on this, they stated that the number of misshipped cars—either the wrong grade or the wrong grain in the cars—was far out of proportion as to elevator company shipped cars.

If you have ever been through the terminal system to see the handling, it is important to understand that when a carload of the wrong grain or the wrong grade comes into a terminal it creates a real bottleneck not only for that terminal, but also for the transportation system because it quite often has to be shipped backwards through the system. The cars come through going in one direction: full cars coming in; empty cars going out. So this car has to be moved backwards through the system to another terminal that is handling that particular grade or grain.

It was interesting to notice that alertness, because apparently their experience was that the percentage of misshipped grain was far greater in producer cars.

Senator Barootes: Do you have any figures?

Mr. Pederson: No; they did not give us any figures.

Senator Barootes: You have their word for it?

Mr. Pederson: Yes. The thing that I found out was that as soon as it was noted as a producer car—and I do not remember which way it went—one set of inspectors alerted the other set of inspectors that it was a producer car. I believe it was the company inspectors who alerted the Canadian Grain Commission inspectors, and they then paid particular attention not only to the grade and the grain, but also to possible insect infestation.

Senator Barootes: Do you think you could give us any figures to substantiate that?

Mr. Pederson: I do not know whether that is possible. The Canadian Grain Commission might have those figures.

I do not have any percentages available, but I could certainly contact some of these sources and see what they tell me.

Senator Bielish: You say that the cars are misgraded. It is our information that those cars are graded at the terminal point. Is that not right?

Mr. Pederson: Yes, but if I, as a producer, ship the producer car, I get that car for a certain grade or type of grain—for example, No. 2 wheat. I am supposed to load No. 2 wheat into

[Traduction]

Le sénateur Bielish: Savez-vous quel pourcentage des grains est transporté par des wagons de producteurs, en volume?

M. Easter: Avez-vous les chiffres, M. Pederson?

M. Pederson: Je n'ai que les chiffres que les chemins de fer ont communiqués ce matin.

Le sénateur Bielish: Oui, c'est-à-dire moins de 2 pour cent?

M. Pederson: Oui.

Une chose intéressante à cet égard, c'est que l'hiver dernier j'ai eu l'occasion de voir dans un des terminaux de Vancouver classer des échantillons provenant des wagons qui devaient être déchargés et vérifiés. L'arrivée d'un wagon de producteurs mettait automatiquement en éveil tant les inspecteurs de la société que ceux de la Commission canadienne des grains. En réponse à ma question, ils ont déclaré que le nombre d'erreurs—soit la mauvaise classe, soit la mauvaise sorte de grain—était beaucoup plus grand que dans le cas des wagons expédiés par les silos.

Peut-être avez-vous déjà assisté à la manutention des grains dans un terminal; il faut bien comprendre que lorsqu'un wagon contenant la mauvaise classe ou la mauvaise sorte de grain entre au terminal, cela crée un embouteillage non seulement au terminal, mais également dans le réseau de transport; en effet, il faut souvent faire reculer le wagon dans le système. Les wagons circulent dans un seul sens: les wagons pleins entrent et les wagons vides sortent. Le wagon qui fait l'objet d'une erreur doit reculer dans le système pour atteindre un autre terminal.

Il est intéressant de constater cette mise en éveil, car il semble que les inspecteurs aient constaté un pourcentage d'erreurs beaucoup plus élevé dans les wagons de producteurs.

Le sénateur Barootes: Avez-vous des chiffres?

M. Pederson: Non, ils ne nous ont pas donné de chiffres.

Le sénateur Barootes: Vous avez pris leur parole?

M. Pederson: Oui. J'ai constaté que dès qu'on s'apercevait qu'il s'agissait de wagons de producteurs, un groupe d'inspecteurs avertissait l'autre. Je ne me souviens pas exactement, je crois que ce sont les inspecteurs de l'entreprise qui ont averti ceux de la Commission canadienne des grains; dans ce cas, on s'intéressait de plus près à la classe et à la sorte de grain, et aussi à la possibilité d'infestation par les insectes.

Le sénateur Barootes: Pourriez-vous nous donner des chiffres à l'appui de cette affirmation?

M. Pederson: Je ne sais si cela serait possible. La Commission canadienne des grains aurait peut-être ces chiffres.

Je ne connais pas les pourcentages, mais je pourrais communiquer avec une de ces sources et obtenir le renseignement.

Le sénateur Bielish: Vous dites qu'il y a erreur sur la classe. Selon les renseignements dont nous disposons, ces wagons sont classés au terminal. Est-ce exact?

M. Pederson: Oui, mais en tant qu'utilisateur de wagon de producteur, j'obtiens le wagon pour une certaine classe ou une certaine sorte de grain—par exemple du blé numéro deux. Je

[Text]

it. Let us say I do not have No. 2 wheat to load in it, but I have a carload of feed wheat, for which there is not a particular demand. So I load it with feed wheat, ship it out and bill it as No. 2 wheat. When this comes to the terminal it is graded, true enough.

The difference is that if an elevator agent does this he is penalized for that action, but I, as a producer, am not. I can turn around and get another car next week; there is no penalty against me.

Mr. Easter: I am sure that the Canadian Grain Commission must have figures. Although I was not on the tour that Mr. Pederson mentioned, many of our members were. It was at convention time.

One question that was brought up constantly, and I heard many times, was: "When a producer car comes through the system why would there be an alert put out to pay special attention to that particular carlot." That is certainly worthy of further investigation by the Senate.

Senator Bielish: It certainly is.

Mr. Easter: The first part of your question related to present-day figures and the percentage shipped in producer cars.

We will admit at the moment that that does not seem to be a great problem. Our concern is where this particular bill, clause 8 inclusive, will lead us. We see problems down the road. You have to recognize that many of the promoters of this proposal have also been spokesmen, for years, who have wanted to erode and tear down the Canadian Wheat Board by changing other transportation modes—one being the Crow statute; now the Crow benefit payment. These same groups have been proposing for years to tear down the system and weaken the Canadian Wheat Board because of their own commodity self-interest.

The key here that we have to look at is the system that we operate under. I include in that system both transportation and marketing, as I said earlier. The system under the Canadian Wheat Board is recognized around the world as one of the most superior systems in the world. We believe that this clause, eroding some of the regulations as they relate to transportation, will start to erode or set the stage to erode that high-quality system of movement and marketing that we now have in place, which is recognized around the world as being one of the best.

The Chairman: Have you any further questions, Senator Bielish?

Senator Bielish: Not at the moment.

The Chairman: Senator Argue, do you have a question?

Senator Argue: Could you give us a picture of the size of the organization and where it fits into the picture?

Mr. Easter: I gather that you would like to know about us in relation to the Canadian Wheat Board area. I cannot give you those figures, but we have roughly 8,500 family-farm units. As an organization in Canada, we put out roughly 30,000 to 31,000 membership cards, which includes family members in

[Traduction]

suis censé y charger du blé numéro 2. Mais il se peut que je n'aie pas de blé numéro 2 à charger, mais bien du blé destiné à l'alimentation animale, pour lequel la demande n'est pas élevée. Je charge mon wagon de ce blé, je l'expédie et je le facture comme du blé numéro 2. Rendu au terminal, le wagon est effectivement classifié.

La différence c'est que si c'est un agent du silo qui fait cela, il est pénalisé, tandis que moi, le producteur, je ne le suis pas. Je peux obtenir un autre wagon la semaine suivante; il n'y a aucune sanction contre moi.

M. Easter: Je suis certain que la Commission canadienne des grains doit avoir les chiffres. Je n'ai pas participé à la visite mentionnée par M. Pederson, mais bon nombre de nos membres y étaient. C'était le moment du congrès.

Ce que j'ai entendu répéter souvent, c'est la phrase suivante: «Lorsqu'un wagon de producteur passe dans le système, pourquoi devrait-on y porter une attention particulière?» Cela mérite certainement que le Sénat fasse une enquête plus poussée.

Le sénateur Bielish: Tout à fait.

M. Easter: La première partie de votre question portait sur les chiffres d'aujourd'hui et sur le pourcentage expédié par wagons de producteurs.

Nous concédons qu'à l'heure actuelle cela ne semble pas un problème important. Notre préoccupation est la suivante: où ce projet de loi, comportant l'article 8, nous mènera-t-il? Nous entrevoyons des problèmes pour l'avenir. Il faut se rendre compte que beaucoup de ceux qui préconisent cette proposition veulent depuis des années affaiblir la Commission canadienne du blé, en modifiant d'autres modes de transport—notamment la Loi sur le Nid-de-corbeau et maintenant les versements à cet égard. Ces mêmes groupes proposent depuis des années de démanteler le système et d'affaiblir la Commission canadienne du blé en raison de leur propre intérêt.

La clé est de considérer le système dans son ensemble. Ce système comprend à la fois le transport et la commercialisation, comme je l'ai déjà dit. On reconnaît dans le mode entier que notre système, celui de la Commission canadienne du blé, est l'un des meilleurs au monde. Nous estimons que cet article, qui affaiblit certains règlements en matière de transport, entraînera ou préparera une érosion de l'excellent système de transport et de commercialisation dont nous jouissons actuellement et qui s'est taillé une réputation mondiale.

Le président: D'autres questions, sénateur Bielish?

Le sénateur Bielish: Pas pour l'instant.

Le président: Sénateur Argue, avez-vous une question?

Le sénateur Argue: Pouvez-vous nous donner une idée de la taille et de la place de votre organisme?

M. Easter: J'imagine que votre question porte sur notre place par rapport à la Commission canadienne du blé. Je ne peux vous donner ces chiffres. En gros, nous comptons 8 500 exploitations agricoles familiales. Dans l'ensemble du Canada, nous émettons environ 30 000 à 31 000 cartes de membres, ce

[Text]

each of those farm units. We operate as an organization under a charter granted to us by a Private Members Bill passed by Parliament in 1970.

Senator Argue: Obviously, you are very much opposed to this legislation. You do not like the use of the producer cars, although you have said that you do not want the right enabling you to use producer cars to be removed. This would be something that troubles a lot of people, and it may trouble you.

If a branch line is abandoned and the farmers along there try to operate it by themselves, or try to put in an alternate system, do you see any role at all for producer cars, or a modified system of producer cars, operated by a community of local farmers to do some of their own deliveries where there are special circumstances, or do you think that it is bad all around?

Mr. Easter: No; we do not see a role. Our view has been, and remains, that we should have a railway system operating efficiently that encompasses branch lines. In fact, we have been opposed to many of the branch line closures that have taken place.

From the railway's point of view, there is no question that a centralized system, or a one mainline system, is efficient. But we look at efficiency in a different way. We look at efficiency from the perspective of the whole complex system that we operate under, meaning from farm gate through to export position. It makes sense to us to have a more decentralized system trucking grain less distances, which causes less road wear, to the branch line and then into an export position. The cost of that system should be shared by all.

Senator Argue: We had witnesses from the Saskatchewan Wheat Pool here yesterday. They have projected plans up to the year 2000 to reduce their elevator marketing points from 500 to 300. That is creating centralization and efficiency from their point of view. You think that there are some offsetting factors and a cost on the other side.

Mr. Easter: We represent producers. We are not always in agreement with the Saskatchewan Wheat Pool, as you are well aware. However, I can understand where the Saskatchewan Wheat Pool or the other pools come from, namely, from a corporate board of directors' point of view. Looking at the efficiency of their system, they would tend to look at less elevators, more throughput through those elevators and more efficiency that way.

From a producer point of view, we look for the least cost to us, meaning less haul into smaller elevators, but a more decentralized system. We look at it strictly from a producer point of view and efficiency on the whole.

Senator Argue: You are in favour of producer cars—you have said that—but you are not in favour of this particular legislation. The percentage that is used is 1 per cent today. Do you think that an increase of 2 per cent would cause a lot of trouble in the system?

[Traduction]

qui comprend les membres de la famille de chacune de ces exploitations. Notre charte nous a été donnée par un projet de loi émanant d'un simple député et adopté par le Parlement en 1970.

Le sénateur Argue: Manifestement, vous vous opposez fortement à ce projet de loi. Vous n'aimez pas qu'on utilise les wagons de producteurs, bien que vous ayez dit que vous ne vouliez pas l'abolition du droit d'utiliser les wagons de producteurs. Voici quelque chose qui inquiète beaucoup de gens, et qui pourrait vous inquiéter vous-même.

Si un embranchement est abandonné et si les cultivateurs en cause tentent de l'exploiter eux-mêmes ou d'instaurer un système de rechange, entrevoyez-vous une place pour les wagons de producteurs, ou pour un système modifié de wagons de producteurs, exploité par des agriculteurs locaux pour expédier leurs propres produits dans des circonstances particulières, ou estimez-vous que c'est toujours mauvais?

M. Easter: Non, nous n'entrevoyons pas de place pour cela. Notre position est inchangée; il nous faut un réseau ferroviaire efficace comprenant des embranchements. En fait, nous nous sommes opposés à bon nombre de fermetures d'embranchements.

Du point de vue des chemins de fer, il ne fait aucun doute qu'un réseau centralisé ou un réseau comportant une ligne principale est efficace. Mais nous n'entendons pas l'efficacité de la même façon. Quand nous pensons efficacité, nous pensons à l'ensemble d'un système complexe, qui va de la ferme jusqu'à l'exportation. Pour nous, il est préférable d'avoir un réseau décentralisé permettant de transporter les grains par camion sur des distances moins longues, ce qui réduit l'usure des routes, jusqu'à la position d'exportation en passant par le réseau de silos. Le coût de ce système devrait être partagé par tous.

Le sénateur Argue: Hier nous avons entendu des témoins du Saskatchewan Wheat Pool. Selon leurs projections jusqu'à l'an 2 000, les points de commercialisation devraient être réduits de 500 à 300. Pour eux, c'est là une question de centralisation et d'efficacité. Vous estimez qu'il y a des facteurs compensatoires et un coût par ailleurs.

M. Easter: Nous représentons les producteurs. Nous ne sommes pas toujours d'accord avec le Saskatchewan Wheat Pool, comme vous le savez bien. Toutefois, je peux comprendre le point de vue du Saskatchewan Wheat Pool ou d'organismes semblables, c'est-à-dire le point de vue d'un conseil d'administration. Du point de vue de l'efficacité de leur système, un nombre restreint de silos et un volume plus élevé seraient plus efficaces.

Pour nous les producteurs, ce qui importe c'est un coût moindre, c'est-à-dire un transport moins long vers de petits silos, un système plus décentralisé. Nous nous plaçons strictement du point de vue du producteur et de l'efficacité de l'ensemble.

Le sénateur Argue: Vous êtes favorable aux wagons de producteurs—vous l'avez dit—mais vous n'êtes pas en faveur de ce projet de loi. Le pourcentage mentionné est d'un pour cent aujourd'hui. Estimez-vous qu'une augmentation de 2 pour cent perturberait considérablement le système?

[Text]

We have been hearing that 1 per cent is no trouble; some increase is no trouble; and the railways and others who may be in favour of some increase have said that if it gets up to 10 or 15 times, there is a lot of trouble. How much more can this be used without serious trouble?

Mr. Easter: To answer that question, we do not have the data and we have not done an analysis in terms of at what percentage level of producer car use does the system really start to come into serious jeopardy.

That is the key question you raise, but why then would the House of Commons pass a piece of legislation on which they have not really done any impact study or financial analysis? I think it is irresponsible of the House of Commons, and I would say the same of the Senate if you should pass this bill, to pass a piece of legislation that could have severe ramifications on the system in the future without doing an impact study to get an estimate of what that might do in the future. Again, we do not look at it strictly from the point of view of what is a safe level of producer car use; we look at it from the standpoint of shared costs of all producers and the efficiency of the system as a whole. Again, I underline the fact that transportation is a functional element of the marketing component of the Canadian Wheat Board.

Senator Bielish: I would like to say that we did have both transportation companies give evidence this morning and neither of them indicated that producer cars caused any problems whatsoever.

Mr. Easter: I sat through that meeting this morning, senator, and they could not say at what level there would be problems. However, they did mention that if the system went to all producer cars it would be a fairly complicated mess for them to deal with.

With respect to this legislation, I do not think that you can just do an analysis in terms of what the railways' position is. You need a complete impact analysis study of the system as a whole. You need to know what other implications may result from this?

Senator Bielish: We listened to people all day yesterday and there wasn't a claim that an impact study had not been done. We are doing a study now, and we have had quite a bit of information.

Mr. Easter: It is certainly a good argument to say that the House of Commons has been irresponsible in bringing this bill forward without an economic impact analysis of what it will do, pro or con, to the industry as a whole.

Senator Argue: You are going to get the impact first and the study later.

The Chairman: Honourable senators, if you want to return to Bill C-92 later that is fine, but I would propose now to invite Mr. Easter or Mr. Pederson or both to comment on one or both of the other bills we are concerned with at this time.

I have received from Mr. Easter a copy of a submission made to the House of Commons Agriculture Committee on

[Traduction]

On nous dit qu'un pour cent ne cause pas de difficulté; une certaine augmentation ne cause pas de difficulté; les chemins de fer et certains autres qui sont peut-être favorables à une certaine augmentation, ont déclaré que si on multiplie par 10 ou par 15, il y a de graves difficultés. Jusqu'où peut-on aller sans poser de graves difficultés?

M. Easter: Nous n'avons pas les données pour répondre à cette question et nous n'avons pas fait d'étude sur le taux d'utilisation de wagons de producteurs à partir duquel le système serait vraiment en danger.

Vous posez là une question clé; mais pourquoi la Chambre des communes devrait-elle adopter un texte législatif à l'égard duquel elle n'a pas fait d'impact ni d'analyse financière? J'estime que c'est là un comportement irresponsable de la part de la Chambre des communes, et je dirais la même chose du Sénat si vous adoptiez ce projet de loi, si vous adoptiez un texte législatif qui pourrait avoir de graves répercussions sur le système à l'avenir, sans avoir fait d'étude d'impact. Encore une fois, nous ne nous plaçons pas strictement du point de vue du niveau acceptable d'utilisation de wagons de producteurs; nous nous plaçons du point de vue des coûts partagés par tous les producteurs et de l'efficacité de l'ensemble du système. Je tiens à souligner encore que le transport est un élément fonctionnel de la composante de commercialisation de la Commission canadienne du blé.

Le sénateur Bielish: J'aimerais dire que les deux compagnies de transport ont témoigné ce matin et que ni l'une ni l'autre n'a déclaré que les wagons de producteurs sont source de problèmes.

M. Easter: J'ai assisté à la séance ce matin, madame la sénatrice, et on n'a pas pu dire à quel niveau il y aurait des problèmes. Toutefois, on a bien dit que s'il n'y avait que des wagons de producteurs, le système serait très compliqué et difficile à gérer.

J'estime qu'en ce qui concerne ce projet de loi, on ne peut s'en tenir à l'analyse de la position des chemins de fer. Il faut une étude d'impact complète pour l'ensemble du système. Il faut connaître les autres répercussions possible.

Le sénateur Bielish: Nous avons entendu des témoins toute la journée hier, et personne n'a soutenu qu'aucune étude d'impact n'avait été faite. Nous faisons actuellement une étude et nous avons reçu beaucoup de renseignements.

M. Easter: C'est un bon argument que de dire que la Chambre des communes a fait preuve d'irresponsabilité en présentant ce projet de loi sans une analyse de l'impact économique, favorable ou défavorable, sur l'ensemble de l'industrie.

Le sénateur Argue: Il y aura d'abord l'impact et ensuite l'étude.

Le président: Honorables sénateurs, vous pourrez revenir plus tard au projet de loi C-92, mais je proposerais d'inviter maintenant M. Easter ou M. Pederson ou les deux à commenter l'un ou l'autre des autres projets de loi dont nous sommes saisis, ou les deux.

J'ai reçu de M. Easter copie d'un mémoire présenté au Comité de la Chambre des communes sur l'agriculture à pro-

[Text]

Bill C-132, and I would invite Mr. Easter to give us the benefit now of their views on that legislation.

Mr. Easter: We don't really have much to say on either one, but we will raise a few questions you might want to think about. On Bill C-132, to amend the Western Grain Stabilization Act, as the chairman indicated, we have tabled a submission which I am sure you will get information from later. I would suggest that that submission gives a fairly good historical analysis of the Western Grain Stabilization Act and the various changes it has gone through over the years.

We say in the brief that most of the legislation or acts that are in place to give some protection to farmers tend to deal with cash flow and never really deal with the problem of lack of income or the problem of net income that farmers are facing. Although we have not done a lot of work on it either, we do suggest in our submission to the Commons that all of us need to take a look at a comprehensive farm income protection plan for the future. So we just highlight that.

One of the key areas we have to be concerned about in changes to the Western Grain Stabilization Act is the producer-government contribution share. I would ask you to note on page 8 of our submission the producer levy compared to the government levy. In the beginning it was on a 1:2 ratio, \$1 producer and \$2 government. In the period covering 1985-86, 1986-87, and 1987-88, that ratio changed to 1:3. The new proposal which increases levies tremendously to the farmer changes the ratio to 1:1.5 for 1988-89. We recommended to the House of Commons that the producer levy contribution is too high and that the contributory level should be maintained at the 1:3 ratio that it was at for a couple of years. That is basically all I want to say on that.

The other recommendation we made with respect to this legislation is that participation of non-Canadians be restricted to producers who have landed immigrant status and are residing within Canada. Those are the key areas in our brief.

On Bill C-112, we agree with the change in appointing commissioners, that they not hold office at the pleasure of the Cabinet but that they hold office, during good behaviour, for a renewable term up to seven years. We think people should be appointed to the Canadian Grain Commission for their expertise, and that we not get into a political patronage appointment game for those important positions.

We raise a question on clause 5 of the bill, which amends section 12 of the act. I am sorry that I do not have the bill with me. In any event, from my notes I can say that we could not figure out to whom it was intended to delegate powers under that delegating section. We just raise this as a question.

We had questions on clause 6, which amends sections 15 and 16 of the act. Among other things, the amendment changes "chemist" to "scientist", and we are wondering what the implications of this are. What is the reason for this change?

[Traduction]

pos du projet de loi C-132 et j'invite M. Easter à nous communiquer maintenant l'opinion de son organisme sur ce projet de loi.

M. Easter: Nous n'avons pas grand-chose à dire ni de l'un ni de l'autre, nous nous contenterons de soulever quelques questions qui pourraient donner lieu à des réflexions. Quant au projet de loi C-132, modifiant la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, comme l'a dit le président, nous avons déposé un mémoire que vous consulterez sûrement plus tard. J'estime que ce mémoire donne un assez bon historique de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest et des diverses modifications qu'elle a subies au cours des années.

Nous déclarons dans le mémoire que la plupart des lois ou des textes législatifs en vigueur qui assurent une certaine protection aux agriculteurs portent en général sur les mouvements de trésorerie et ne s'attaquant jamais vraiment aux problèmes du manque de revenu ou aux problèmes du revenu agricole net. Bien que nous n'ayons pas nous-mêmes travaillé beaucoup à cela, nous disons dans notre mémoire à la Chambre des communes que nous devons tous étudier un régime global de protection du revenu agricole pour l'avenir. Nous soulignons cela.

Quant aux changements à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, un des principaux éléments est la contribution proportionnelle du producteur et du gouvernement. À la page 8 de notre mémoire, nous comparons la contribution du producteur à celle du gouvernement. Au début, le rapport était de 1:2, un dollar pour le producteur et deux dollars pour le gouvernement. En 1985-86, 1986-87 et 1987-88, le rapport est passé à 1:3. La nouvelle proposition, qui accroît énormément les contributions des agriculteurs, fait passer le rapport à 1:1,5 pour 1988-89. Nous avons déclaré à la Chambre des communes que la contribution des producteurs est trop élevée et que le rapport devrait demeurer de 1:3 comme depuis quelques années. C'est essentiellement tout ce que j'ai à dire à ce sujet.

Notre autre recommandation à l'égard de ce projet de loi est de restreindre la participation des non-Canadiens aux producteurs qui jouissent du statut d'immigrant reçu et qui résident au Canada. Ce sont là les principaux éléments de notre mémoire.

Au sujet du projet de loi C-112, nous sommes d'accord avec la nouvelle façon de nommer les commissaires, c'est-à-dire qu'au lieu d'être nommés selon le bon plaisir du cabinet, ils soient nommés à titre inamovible pour un mandat renouvelable d'un maximum de sept ans. Nous estimons que ce sont les connaissances qui devraient justifier la nomination à la Commission canadienne des grains et que ces postes importants devraient échapper au patronage politique.

Nous soulevons une question à l'égard de l'article 5 du projet de loi, qui modifie l'article 12 de la Loi. Je n'ai malheureusement pas le texte du projet de loi. Quoi qu'il en soit, d'après mes notes je peux dire qu'il nous était impossible de déterminer à qui les pouvoirs devaient être délégués. Il s'agit tout simplement d'une question.

Nous avions des questions à l'égard de l'article 6, qui modifie les articles 15 et 16 de la Loi. Entre autres, le mot «chimiste» est remplacé par «scientifique» et nous nous demandons ce que cela signifie. Quelle est la raison de cette modification?

[Text]

We also wonder if there can be any impact on standards and quality under clause 10 of the bill.

In clause 12 of the bill, which amends subsection 22(5) of the act, there seems to be an opening where in certain circumstances we can sell certain varieties that are not certified under the act. This may have implications we are unaware of, and we just raise this matter for your consideration.

Mr. Chairman, that is all I have to say as far as Bill C-112 is concerned. I just basically raise some questions where we are unsure of the implications of various areas of the legislation. Perhaps some questions might be raised on these matters in your discussions with people who are more "in the know" than we are on this particular piece of legislation.

The Chairman: Senator Argue.

Senator Argue: With respect to Bill C-132, you have objected to the proportion that is being charged to the farmer in relation to the proportion being paid for by the Government of Canada. You did not seem to say that you objected to increases. You are not objecting to the farmer being asked to pay something more. It is the proportion you are objecting to. They are two separate things, of course.

Mr. Easter: It naturally follows that if the government were to move from the 1:1.5 ratio to the 1:3 ratio, our share would probably be less if this thing were working on an actuarially sound basis.

Senator Argue: You don't want to pay anything more in real terms?

Mr. Easter: That is basically correct. We might have to pay a little more. I think if you changed the levy rate to the 1:3 ratio and did a calculation you would find that the increase to producers that has been announced would not be as high.

The fact of the matter is that the farming industry cannot shoulder the kinds of costs that we have at the moment in the farm economy.

Senator Argue: I am interested in your recommendation that there be—these might not be the right words—a family income support program instead of the various support programs currently in place. Do you think one of the reasons you could put that forward is that people outside the farming industry have unemployment insurance and access, if they need it, to the Canada Assistance Plan, and so on? Some industries enjoy benefits under the Canada Assistance Plan, other industries have other income insurance programs, and you are trying to get a package for the farmers.

Mr. Easter: There is a hodgepodge of schemes in the farming community at the moment, ranging from disaster assistance in terms of drought, the Special Canadian Grains Program due to international grain prices falling, stabilization crop insurance and the Agriculture Stabilization Act in eastern Canada. There is a hodgepodge of programs, all of which tend to deal with cash flow. None of them deal with net income, which is a very serious concern to us as a producing

[Traduction]

Nous nous demandons également si l'article 10 du projet de loi peut influencer les normes et la qualité.

L'article 12 du projet de loi, qui modifie le paragraphe 22(5) de la Loi, semble permettre dans certaines circonstances de vendre certaines variétés qui ne sont pas certifiées en vertu de la Loi. Ceci pourrait comporter des conséquences que nous ne connaissons pas et nous soulevons cette question pour fins d'étude.

Monsieur le président, voilà tout ce que j'avais à dire sur le projet de loi C-112. Nous nous contentons de soulever certaines questions dans les cas où nous ne sommes pas certains des conséquences de ce texte législatif. Peut-être pourriez-vous poser certaines de ces questions à des personnes qui sont mieux au courant que nous de ce texte législatif.

Le président: Sénateur Argue.

Le sénateur Argue: En ce qui concerne le projet de loi C-132, vous vous opposez à la proportion exigée du cultivateur par rapport à la proportion versée par le gouvernement du Canada. Vous ne semblez pas dire que vous vous opposez à des augmentations. Vous ne vous opposez pas à ce que l'on demande davantage aux agriculteurs. C'est contre la proportion que vous vous élevez. Ce sont là évidemment deux choses différentes.

M. Easter: Il s'ensuit naturellement que si le gouvernement faisait passer le rapport de 1:1,5 à 1:3, notre part serait probablement moindre si le tout reposait sur des bases actuarielles solides.

Le sénateur Argue: Vous ne voulez pas payer davantage en dollars réels?

M. Easter: C'est essentiellement cela. Il se pourrait que nous devions payer un peu plus. Je crois que si le rapport passait à 1:3 les calculs montreraient que l'augmentation pour les producteurs ne serait pas si élevée.

Au fond, l'industrie agricole ne peut supporter les coûts que comporte actuellement l'économie agricole.

Le sénateur Argue: Je m'intéresse à votre recommandation portant sur un programme de soutien du revenu familial—ce ne sont peut-être pas là les termes exacts—au lieu des divers programmes d'aide actuellement en vigueur. Estimez-vous que cela peut se justifier notamment du fait que les personnes qui ne font pas partie de l'industrie agricole jouissent de l'assurance-chômage et peuvent avoir accès au besoin au Régime d'assistance publique du Canada, et ainsi de suite? Certaines industries jouissent de prestations en vertu du Régime d'assistance publique du Canada, d'autres industries ont d'autres programmes d'assurance-revenu; essayez-vous d'obtenir un ensemble pour les agriculteurs?

M. Easter: À l'heure actuelle, dans le monde agricole, il existe un grand nombre de programmes divers, depuis l'aide en cas de sécheresse en passant par le Programme spécial canadien pour les grains en cas de chute des prix sur les marchés mondiaux, l'assurance-récolte et la Loi sur la stabilisation des prix agricoles dans l'Est du Canada. Il y a un grand nombre de programmes divers, qui portent presque tous sur les mouvements de trésorerie. Aucun de ces programmes ne porte sur le

[Text]

industry. Our families in rural Canada want to have the ability to live with some sense of financial security the same as urban Canadians do.

Our objective is to take the hodgepodge of programs now in place and have them compacted into a more simple program. We are beginning work in that area now. I think you are well aware that as an organization we have never favoured the route of so-called government subsidies. We have always proposed marketing programs in the various commodities so that we as producers can gain our incomes from the marketplace. But given what has been happening, especially internationally in recent years, we think we now have to move towards this kind of net income protection plan as a second-tier protection.

Senator Argue: Don't you think you are opening the farm community to a good deal of risk, since a lot of the people in government—in my judgment—feel that this might be an opportunity to reduce the total amount of subsidies going into agriculture, that this might be a cheap alternative and the government would be able to cut back on its programs? I guess there have been public hearings on this question lately, but I don't know what has happened out there.

Mr. Easter: There may be a risk involved. There is no question about that. There is always a risk when you do anything. Certainly one of the areas we considered before putting this proposal forward is that when we come forward with new programs we have to be careful they do not become a target of other players in terms of the GATT arrangement. That factor has to be considered.

Senator Argue: One final question, Mr. Chairman, which is really a philosophical one. Do you think this kind of program might be of major assistance in slowing down or perhaps, even in your wildest imagination, reversing the exodus of people from the land in rural communities? If farm families were guaranteed an income, it would be a very secure feeling to have, and the survival rate of farmers might go up considerably. The massive exodus of farmers from the land might be slowed down or even arrested.

Mr. Easter: From our point of view what would make farming a growing industry rather than a declining one, especially in terms of numbers, would be to establish a healthy farm economy. Fundamentally, we have looked at this whole farm struggle and we believe that the farm financial crisis is related to a policy adopted in 1969, which was really an industrial policy for agriculture which looked at mass production of farm produce, efficient and more commercialized farm operations providing economic spin-offs to the industrial sector. But that policy has never kept the interests of the primary producer in mind in terms of returns. That is fundamentally what is wrong with agriculture at the farm level in this country.

The interests of the key player, the producer of commodities, are not what are primarily in mind. We believe that the interests of the industrial sector, which from their point of view needs a cheap raw primary product to be able to compete in other markets, are what is kept in mind. We believe there is a fundamental flaw in our approach to agriculture policy

[Traduction]

revenu net, ce qui est pour nous une préoccupation très grave. Nos familles du Canada rural veulent pouvoir jouir de la même sécurité financière que les Canadiens des villes.

Notre objectif est de réunir l'ensemble des programmes actuellement en vigueur en un seul programme, plus simple. Nous commençons dès maintenant à travailler dans ce domaine. Vous savez bien que notre organisme n'a jamais préconisé ce qu'on appelle les subventions gouvernementales. Nous avons toujours proposé des programmes de commercialisation des diverses denrées de sorte que les producteurs puissent tirer leur revenu du marché. Mais compte tenu des événements récents, surtout au palier international, nous estimons qu'il nous faut maintenant un tel régime de protection du revenu net comme protection de second rang.

Le sénateur Argue: N'estimez-vous pas qu'il y a là un risque considérable pour le monde agricole, puisque bon nombre de gens au gouvernement—selon moi—pourraient voir là une occasion de réduire le montant global des subventions pour l'agriculture; il pourrait s'agir d'une solution à bon marché permettant au gouvernement de couper ces programmes. Je crois qu'il y a eu beaucoup d'audiences publiques à cet égard dernièrement, mais je ne sais ce qui s'est produit.

M. Easter: Il pourrait y avoir un risque. Cela ne fait aucun doute. Toute action comporte un risque. Avant de présenter cette proposition, nous avons tenu compte du fait qu'il faut toujours prendre garde de ne pas devenir la cible des autres intervenants en ce qui concerne le GATT. Nous avons tenu compte de ce facteur.

Le sénateur Argue: Une dernière question, monsieur le président, qui est en fait une question d'ordre philosophique. Estimez-vous qu'un programme de ce genre pourrait aider considérablement à ralentir, ou peut-être même, qui sait, à inverser l'exode des communautés rurales? Si des familles agricoles se voyaient garantir un revenu, elles en retireraient un sentiment de sécurité et le taux de survie des agriculteurs pourrait s'accroître considérablement. L'exode massif des agriculteurs pourrait être ralenti ou même stoppé.

M. Easter: Selon nous, pour que l'agriculture soit une industrie en croissance plutôt qu'en décadence, surtout en ce qui concerne le nombre, il faudrait mettre sur pied une économie agricole saine. Après avoir examiné toute la question agricole, nous estimons que la crise financière agricole découle essentiellement d'une politique adoptée en 1969; il s'agissait en vérité d'une politique industrielle pour l'agriculture, axée sur la production de masse des produits agricoles, l'efficacité et la commercialisation des exploitations agricoles, les retombées économiques pour le secteur industriel. Mais cette politique n'a jamais été axée sur les intérêts des producteurs primaires, sur le rendement. C'est là essentiellement ce qui ne va pas en agriculture dans ce pays, au niveau des exploitations agricoles.

Les intérêts du principal acteur, le producteur, ne sont pas primordiaux. Nous estimons que tout est axé sur les intérêts du secteur industriel qui a besoin de matières premières à bon marché pour soutenir la concurrence dans d'autres marchés. Nous estimons que notre façon d'aborder l'élaboration de la politique agricole comporte une lacune fondamentale. Cette

[Text]

development in this country, a policy in which the family farm is held up as a wonderful thing. However, a policy enabling income to be retained at the farm level is not in place at the moment. We think that if we should have learned anything over the last 20 years we should have learned that we are not operating on a policy which protects the interests of the primary producers. Just look at how many of them have gone out of business.

Senator Argue: To come back to my question, do you think that guaranteeing an income for the family farm would be a major factor in slowing down the exodus of families leaving the farm, or is it a fairly insignificant item?

Mr. Easter: I want to be cautious about this because we are not looking at welfare as such. We are very strongly opposed to the so-called decoupling approach that is being fostered by many in the international communities. We are opposed because basically it is a kind of income approach making producers second-class citizens in some cases. We look to an approach of income through marketing programs and other infrastructure that is in place in terms of agricultural policy development.

The Chairman: Any further questions? Senator Barootes.

Senator Barootes: Mr. Easter, you made our chairman wince with the last statement you made about decoupling, but I will just let that slide by.

The Chairman: Just to set the record straight, that wasn't a wince, it was just that my coffee was too hot.

Senator Barootes: I will take you back to page 8 of your brief on Bill C-132, to amend the Western Grain Stabilization Act. You haven't been quite fair in the analysis you have given, Mr. Easter, and I am going to try to make it a little fairer. If you observe the table on page 8 you will see that from the beginning of 1976 the principle of a 2 per cent differential between the producer levy and the government levy has been maintained. Right or wrong?

Mr. Easter: A 2 per cent differential, yes. You are basically right.

Senator Barootes: That is the principle to which they have adhered. You have taken this and switched it around to the ratio portion, noting that at one time the ratio was 1:2 and it is now 1:1.5. At one time it was even 1:3. The 1:3 ratio existed for two years at a time when they thought the reserve fund, if I may use that insurance term, was ample and actuarially sound, a belief which proved to be incorrect. So they are now trying to achieve actuarial accuracy with the increase but still maintain a 2 per cent differential. The government levy is 2 per cent higher than the producer levy. Am I correct in that or am I way off?

Mr. Easter: You are correct in that.

Senator Barootes: So I have given you the other interpretation. You choose to use the ratio approach because it makes a point, but to be perfectly fair, the 2 per cent differential has always existed.

[Traduction]

politique chante les louanges de la ferme familiale, mais il n'existe aucune politique permettant de conserver le revenu au niveau de la ferme. S'il y a une leçon à tirer des 20 dernières années, c'est que la politique en vigueur ne protège pas les intérêts des producteurs primaires. Il suffit de compter ceux qui ont abandonné la terre.

Le sénateur Argue: Pour en revenir à ma question, estimez-vous que le fait de garantir un revenu à la ferme familiale serait un facteur important pour ralentir l'exode des familles rurales, ou s'agirait-il d'un élément assez peu important?

M. Easter: Je dois être prudent à cet égard, car il ne s'agit pas d'assistance sociale comme telle. Nous sommes fortement opposés à l'approche dite de découplage préconisée souvent au palier international. Nous y sommes opposés essentiellement parce qu'il s'agit d'une méthode fondée sur le revenu qui fait des producteurs des citoyens de seconde zone dans certains cas. Nous estimons qu'il faut soutenir le revenu par des programmes de commercialisation et d'autres infrastructures.

Le président: Y a-t-il d'autres questions? Sénateur Barootes.

Le sénateur Barootes: Monsieur Easter, vous avez fait grimacer notre président en parlant de découplage, mais je passerai là-dessus.

Le président: Je tiens à préciser qu'il ne s'agissait pas d'une grimace; mon café était trop chaud.

Le sénateur Barootes: Revenons à la page 8 de votre mémoire sur le projet de loi C-132 modifiant la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest. Votre analyse, monsieur Easter, n'est pas très juste et je vais tâcher de la rendre un peu plus juste. D'après le tableau de la page 8, vous constaterez que depuis le début de 1976 on a maintenu le principe d'une différence de 2 p. 100 entre la contribution du producteur et celle du gouvernement. Est-ce exact?

M. Easter: Une différence de 2 p. 100, oui. Vous avez essentiellement raison.

Le sénateur Barootes: C'est là le principe qui a été appliqué. Vous avez choisi de considérer le rapport, constatant qu'il était de 1:2 et qu'il est maintenant de 1:1,5. Il a même déjà été 1:3. Ce rapport a été de 1:3 pendant deux ans à une époque où l'on estimait que le fonds de réserve, si je peux utiliser ce terme d'assurance, était suffisant et reposait sur des bases actuarielles solides, ce qui s'est avéré inexact. On essaie maintenant de réaliser l'exactitude actuarielle au moyen de l'augmentation, tout en maintenant une différence de 2 p. 100. La contribution gouvernementale est de 2 p. 100 plus élevée que celle des producteurs. Est-ce que j'ai raison ou est-ce que je me trompe lourdement?

M. Easter: Vous avez raison.

Le sénateur Barootes: Je vous ai donné l'autre interprétation. Vous avez choisi d'utiliser la méthode du rapport, parce que l'argument vous sert, mais, en toute justice, il faut dire que la différence a toujours été de 2 p. 100.

[Text]

Mr. Easter: Yes, to be fair the 2 per cent has existed but given where the farm economy is at, I think at this time it would make sense to increase the ratio from 2 per cent to a higher level. That is basically our argument, and to back it up we have certainly looked at various ratio levels and we are correct in our analysis of those ratio levels.

Senator Barootes: The fact we are having a very difficult time with our farm economy today makes it difficult for the total payment, if you go to the \$60,000 level, to go up to \$2,400 from what I think was previously the maximum amount ever paid, which was what, about \$1,200?

Mr. Easter: It was \$1,200 or \$1,600.

Senator Barootes: I realize that that exists, but at the same time, as a protection insurance program, it would not be worth, as they say in the United States, a pail full of warm spit if the thing went belly up on you and went broke; in other words, if there were no money to pay out. So you must retain some degree of actuarial soundness in the scheme or we won't have a scheme, and if we don't have any money there, that won't help the farmer in this stabilization question.

Mr. Easter: That is right, but at the same time you have to look at it from our perspective. If the stabilization account is in deficit, then certainly the government should be concerned about it.

Senator Barootes: Yes.

Mr. Easter: But if due to the disastrous farm economy the federal government saw fit to contribute more because it realized that if it did not the farmers are going to go broke, that fact will result in increasing the deficit in the stabilization account. Maybe there is a message here to Canadians generally, and to the Minister of Finance in particular, that our farm industry is in trouble and steps need to be taken to see that the farm industry does not remain in that kind of trouble.

Senator Barootes: And the government has, has it not, been fairly generous in the past couple of years?

Mr. Easter: Well!

Senator Barootes: Just generous?

Mr. Easter: No, it has not been generous enough. We have been very critical. We are appreciative of the Special Canadian Grains Program, but we have maintained from the very beginning, and we told the government so, that the government should have established a price level and not be doling out blocks of money without any real calculation basis, something which has been admitted by the government. The Auditor General determined that there was no real calculation in terms of the first \$1 billion, that the government should have established a cost level that they thought producers needed and paid accordingly on that level, with a clear statement to Canadian consumers that our agricultural industry has to be preserved.

Senator Barootes: Mr. Easter, now that you are on the Special Canadian Grains Program, a subject which I did not open—

[Traduction]

M. Easter: Oui, en toute justice, la différence a toujours été de 2 p. 100, mais étant donné l'état de l'économie agricole, j'estime qu'il serait bon d'augmenter cette différence. C'est là le fond de notre argument, et c'est pour l'étayer que nous avons examiné les divers rapports et nous les avons analysés correctement.

Le sénateur Barootes: Les difficultés qu'éprouve l'économie agricole rendent difficile de faire passer le paiement global, au niveau de 60 000 \$, à 2 400 \$ par rapport au maximum versé antérieurement, qui était d'environ 1 200 \$, n'est-ce pas?

M. Easter: C'était 1 200 ou 1 600 \$?

Le sénateur Barootes: Je me rends bien compte de cela, mais un programme d'assurance ne vaudrait rien du tout si le fonds faisait faillite et si, en d'autres termes, il n'y avait plus d'argent. Le régime doit reposer sur des bases actuarielles assez solides, sans quoi il n'y aura plus de régime; s'il n'y a plus d'argent, cela n'aidera nullement les agriculteurs en matière de stabilisation.

M. Easter: C'est exact, mais il faut aussi vous placer de notre point de vue. Si le compte de stabilisation est en déficit, le gouvernement devrait certes s'en préoccuper.

Le sénateur Barootes: Oui.

M. Easter: Mais si, étant donné la situation désastreuse de l'économie agricole, le gouvernement fédéral jugeait bon de contribuer davantage, se rendant compte qu'autrement les agriculteurs seront ruinés, cela augmentera le déficit du compte de stabilisation. Il y a peut-être là un message pour l'ensemble des Canadiens et en particulier pour le ministre des Finances, c'est-à-dire que notre industrie agricole est en difficulté et qu'il faut prendre des mesures pour la soutenir.

Le sénateur Barootes: Le gouvernement a été assez généreux, n'est-ce pas, depuis quelques années?

M. Easter: Bien!

Le sénateur Barootes: Tout simplement généreux?

M. Easter: Non, il ne l'a pas été assez. Nous avons formulé des critiques. Nous apprécions à sa juste valeur le Programme spécial canadien pour les grains, mais nous soutenons depuis le début, et nous l'avons toujours dit au gouvernement, que le gouvernement aurait dû fixer le niveau des prix et non pas distribuer des sommes d'argent sans véritable calcul, ce que le gouvernement a admis. Le Vérificateur général a jugé qu'il n'y a aucun véritable calcul pour le premier milliard, que le gouvernement aurait dû établir le niveau des coûts jugés nécessaires pour les producteurs et payer en conséquence, en faisant bien comprendre aux consommateurs canadiens que notre industrie agricole doit être préservée.

Le sénateur Barootes: M. Easter, maintenant que vous parlez du Programme spécial canadien pour les grains, un sujet que je n'ai pas abordé—

[Text]

The Chairman: Excuse me, Senator Barootes. Mr. Pederson wants to comment on your question. Before we get away from it, I would like to give him an opportunity to do so.

Mr. Pederson: Just further to what Mr. Easter said, the reason that fund ended up with this massive deficit was the fact that the government decided to ignore our recommendation to make the Special Grains Payment based on a target price and what was deficient in it, and chose instead to allow the WGSA to make up that difference for some of the producers, knowing full well that only about three-quarters of the producers at that time were enrolled in the WGSA.

Senator Barootes: It is not compulsory.

Mr. Pederson: No, I know it is not but it was never designed to deal with this kind of grain price war. So we had two different programs which in effect made two different classes of producers.

Senator Barootes: Okay. You brought up the Western Grain Stabilization Program, and you had previously been talking about net farm income rather than capital flow. I am going to give you two figures. The Special Grains Program for Saskatchewan, the first one, which I think was in 1986, 1987, whenever it was—

Senator Marchand: When was the election?

Senator Barootes: In 1984. That first payment, my friend, raised the net farm income, which you are so concerned about, 82 per cent for Saskatchewan grain farmers. The second one raised it 81.5 per cent. So if you are interested in net farm income, that is what it did overall. I am sorry this was brought up because this is not the point I am making. We were talking about the WGSA, the Western Grain Stabilization Act, and the fact that that fund found itself in a \$2.2 billion deficit position. We were relating that to the increase in levies being made to refill the coffers or at least bring the fund into black ink out of red ink.

In addition to raising it by the 2 per cent differential to restore some income to the stabilization—as I used the term yesterday, to stabilize the unstable stabilization fund—the government also put into the fund, if you will, from their viewpoint *vis-à-vis* the producer levy, \$750 million.

If you look at that I think you will realize that the break of 1:2 or 1:3, or whatever it is you are anxious about in the ratio, has been pretty well maintained. I think that has strengthened the stabilization fund by an extra \$750 million, which incidentally is more than the interim payment paid out in May of this year.

Mr. Easter: There is no question that has strengthened the stabilization account.

Senator Barootes: I don't want you to applaud too hard.

Mr. Easter: I'm not going to.

Senator Barootes: Or scream and yell and clap your hands, but I just bring that to your attention.

[Traduction]

Le président: Excusez-moi, sénateur Barootes. M. Pederson désire répondre à votre question. Avant de nous éloigner du sujet, j'aimerais lui donner l'occasion de le faire.

M. Pederson: Pour poursuivre ce que disait M. Easter, si nous avons eu ce déficit massif, c'est que le gouvernement a décidé de ne pas tenir compte de notre recommandation selon laquelle le paiement devait être fondé sur un prix cible et sur ce qui manquait à cet égard, et a plutôt choisi de combler la différence pour certains des producteurs, sachant très bien que seulement environ les trois quarts des producteurs étaient à l'époque inscrits à ce régime.

Le sénateur Barootes: Ce n'est pas obligatoire.

M. Pederson: Je le sais, mais ce programme n'a jamais été conçu en fonction d'une telle guerre des prix des céréales. Il y avait donc deux programmes différents, ce qui créait effectivement deux classes différentes de producteurs.

Le sénateur Barootes: D'accord. Vous avez soulevé la question du Programme de stabilisation des grains de l'Ouest, alors que vous parliez précédemment de revenu agricole net plutôt que de mouvements de trésorerie. Je vais vous donner deux chiffres. Le Programme spécial pour la Saskatchewan, le premier, qui remonte je crois à 1986 ou 1987—

Le sénateur Marchand: Quand les élections ont-elles eu lieu?

Le sénateur Barootes: C'était en 1984. Ce premier paiement, mon cher ami, a relevé le revenu agricole net, qui vous préoccupe tant, d'environ 82 p. 100 pour les céréaliculteurs de la Saskatchewan. Le second l'a augmenté de 81,5 p. 100. Si vous vous intéressez au revenu agricole net, c'est cela qui a été fait. Je regrette que ce sujet ait été soulevé, car ce n'est pas de cela que je veux parler. Nous parlions de la Loi de stabilisation concernant les grains de l'Ouest, du Régime de stabilisation des grains de l'Ouest, qui s'est retrouvé avec un déficit de 2,2 milliards de dollars. Nous parlions de cela par rapport à l'augmentation des contributions en vue de renflouer les coffres ou au moins d'éliminer le déficit du fonds.

En plus de l'augmenter de la différence de 2 p. 100 pour restaurer certains revenus—comme je le disais hier, pour stabiliser l'instable fonds de stabilisation—le gouvernement a également versé dans le fonds, si vous voulez d'après son point de vue vis-à-vis la contribution du producteur, une somme de 750 million de dollars.

Compte tenu de cela, je crois que vous comprendrez que le rapport de 1:2 ou de 1:3, en tout cas ce qui vous inquiète, a été assez bien maintenu. Je crois que cela a renforcé le fonds de stabilisation de 750 millions de dollars, ce qui, en passant, est plus que le versement provisoire payé en mai cette année.

M. Easter: Il ne fait aucun doute que cela a renforcé le compte de stabilisation.

Le sénateur Barootes: Surtout, n'applaudissez pas trop fort.

M. Easter: Je n'en ai aucune intention.

Le sénateur Barootes: N'allez pas non plus trépigner de joie, mais je porte cela à votre attention.

[Text]

Mr. Easter: Not too likely. It is strengthening the stabilization account but if you are a producer sitting out there doing your calculations in terms of your books, wondering how you are going to feed your family over the next year, and your premium rate jumps from \$1,200 to \$2,400, which I believe you said the figure was—

Mr. Pederson: It was \$1,200 and dropped down to \$600 and now it is \$2,400.

Mr. Easter: A substantial increase. Let's put it that way. You are asking yourself, "How am I going to pay that?" Then you look at it quite differently. Nobody can deny that this industry is not in grave trouble at the moment as a result of the international grain price war.

Senator Barootes: No question.

Mr. Easter: And I think we have to somehow get that message to the Canadian public, that Canadians in general need to support this industry because it has been one of the contributing factors in terms of our positive balance of trade. With the drought you are already hearing discussions now about layoffs in Thunder Bay and throughout the whole infrastructure. People are beginning to realize now how important this export industry is.

Senator Barootes: I am almost 70 years of age, Mr. Easter and Mr. Pederson—much older than you, Hazen.

Senator Argue: That's impossible.

Senator Barootes: And not as wise, but I have memories. Do you gentlemen recall any federal government coming to the assistance of agriculture in a time of need with the strength and will of this present administration? I am talking about agriculture only. I am not talking about anything else. Can you recall any administration, even in the great Hazen Argue's day—

The Chairman: Is this a question on Bill C-112 or Bill C-132 or Bill C-92?

Senator Argue: I think it's a good question.

Senator Barootes: It's a helluva question.

Mr. Easter: I would say that statement is somehow to be questioned. I would say that right now more money is going to have to be pumped into agriculture because times are worse. Even with the massive amount of money that has been pumped into the agricultural industry, are we better off today than we were in 1973 or 1975?

Senator Barootes: Say 1935. I lived in Saskatchewan then.

Mr. Easter: I think you will find we are not better off. One of the greatest things that happened in the history of agriculture in Canada was the legislation that brought in marketing protection for farmers. Certainly the Canadian Wheat Board was another, and the advent of the supply management system was still another. One of the problems we see with Bill C-92 is that an avenue may be there to undermine some of the system, especially as will be brought out in a debate that I am sure the Senate is going to get into sooner or later on the advent of free

[Traduction]

M. Easter: Il n'y a pas de danger. C'est un renforcement du compte de stabilisation, mais pour le producteur qui fait ses calculs dans ses livres, qui se demande comment il va nourrir sa famille l'an prochain, la prime passe de 1 200 \$ à 2 400 \$, je crois que c'est le chiffre que vous avez donné.

M. Pederson: Elle était de 1 200 \$, elle est tombée à 600 \$ et maintenant elle est de 2 400 \$.

M. Easter: C'est une augmentation substantielle. Formulons la chose comme ceci. Vous vous demandez: «Comment vais-je payer cela?» Puis vous examinez la chose d'une façon toute différente. Personne ne peut nier que l'industrie connaisse actuellement de graves difficultés en raison de la guerre internationale du prix des céréales.

Le sénateur Barootes: Sans aucun doute.

M. Easter: Et j'estime qu'il faut faire bien comprendre aux Canadiens en général la nécessité d'appuyer cette industrie qui a contribué à notre balance commerciale positive. En raison de la sécheresse, on parle déjà de mises à pied à Thunder Bay et dans toute l'infrastructure. On commence à se rendre compte de l'importance de cette industrie d'exportation.

Le sénateur Barootes: J'ai presque 70 ans, monsieur Easter et monsieur Pederson—je suis beaucoup plus vieux que vous, Hazen.

Le sénateur Argue: C'est impossible.

Le sénateur Barootes: Et je ne suis pas aussi sage, mais j'ai des souvenirs. Pouvez-vous vous souvenir, messieurs, qu'un gouvernement fédéral soit venu à l'aide de l'agriculture avec autant de force et de volonté que le gouvernement actuel? Je ne parle que d'agriculture. Je ne parle de rien d'autre. Pouvez-vous vous souvenir d'un gouvernement, même à l'époque du grand Hazen Argue...

Le président: Est-ce que cette question porte sur le projet de loi C-112, C-132 ou C-92?

Le sénateur Argue: Je crois que c'est une bonne question.

Le sénateur Barootes: C'est une excellente question.

M. Easter: Selon moi, cet énoncé doit être mis en doute. À l'heure actuelle, il va falloir consacrer plus d'argent à l'agriculture, car la conjoncture est mauvaise. Même compte tenu des sommes énormes d'argent qui ont été injectées dans l'industrie agricole, sommes-nous en meilleure posture aujourd'hui qu'en 1973 ou en 1975?

Le sénateur Barootes: Disons 1935. J'habitais en Saskatchewan alors.

M. Easter: Je crois que vous constaterez que notre situation n'est pas meilleure. Une des meilleures choses qui se soit produite dans l'histoire de l'agriculture au Canada est la loi qui a accordé la protection de la mise en marché pour les cultivateurs. Il en est aussi de même de la Commission canadienne du blé et de la mise en place du système de gestion de l'offre. Une des difficultés que nous éprouvons à l'égard du projet de loi C-92 est qu'il ouvre peut-être la voie à un affaiblissement du système, comme le montrera surtout le débat où je suis sûr que le

[Text]

trade. That is where we will see, under chapter 7, the destruction of some of the programs farmers managed to get put in place through various governments over the last 40 years.

Senator Barootes: I won't quarrel with you on that but I disagree with you.

The Chairman: Mr. Pederson has an answer to your question as well.

Mr. Pederson: Just a quick answer to your question and then I want to refer back to the write-down of \$750 million.

Senator Barootes: You don't want it?

Mr. Pederson: I don't remember any time in history when governments have put so much money into agriculture, but by the same token I don't remember any time when as many farmers have been driven out of agriculture.

Senator Barootes: Yes there was, in the mid-thirties.

Mr. Pederson: I don't remember that; I am not that old.

Senator Barootes: Those people didn't get any help to speak of.

Mr. Pederson: If the \$750 million had not been put into the stabilization fund, I don't think it would have been possible to have raised the levy high enough to have made the stabilization fund viable. More and more and more farmers would have dropped out and the Western Grain Stabilization Act would have become defunct.

Senator Barootes: Absolutely. They would have priced themselves out of the game.

Mr. Pederson: Yes. So the only reason I think that the \$750 million was put in was to salvage the stabilization fund. Earlier in our brief we did say that we considered the whole Western Grain Stabilization Plan to be a flawed program from day one. We never did agree with that plan.

The Chairman: Senator Barootes, did you have another question?

Senator Barootes: No, Mr. Chairman, but I want to thank the witnesses for their cogent remarks. I enjoyed this session.

The Chairman: Do other senators have questions? Senator Argue.

Senator Argue: As I understand the Western Grain Stabilization Act, prices have come down and payments have been made as they level off over a long period of time or start to go up. Then the payments dry up. My understanding would be that these payments are going to be reduced just in the ordinary operation of this act. The total contribution paid from 1976 to 1983 by way of percentage was 2 per cent from the farmer and 4 per cent from the government. I guess that adds up to 6 per cent. If you take what is proposed in the new bill, 4 per cent and 6 per cent, I guess that adds up to 10 per cent. So

[Traduction]

Sénat s'engagera un jour ou l'autre sur le libre-échange. C'est là que nous verrons, en vertu du chapitre 7, la destruction de certains des programmes que les cultivateurs ont réussi à implanter par l'entremise de divers gouvernements depuis 40 ans.

Le sénateur Barootes: Je ne discuterai pas avec vous sur ce point, mais je ne suis pas d'accord.

Le président: Monsieur Pederson désire également répondre à votre question.

M. Pederson: Je répondrai brièvement à votre question puis je reviendrai aux 750 millions de dollars.

Le sénateur Barootes: Vous n'en voulez pas?

M. Pederson: Je ne me souviens d'aucune époque de l'histoire où les gouvernements aient consacré autant d'argent à l'agriculture, mais en revanche je ne me souviens d'aucun moment où autant de cultivateurs ont été forcés d'abandonner l'agriculture.

Le sénateur Barootes: Oui, il y en a eu un, au milieu des années trente.

M. Pederson: Eh bien, je ne m'en souviens pas, je ne suis pas assez vieux.

Le sénateur Barootes: Ces gens n'ont pour ainsi dire reçu aucune aide.

M. Pederson: Si les 750 millions de dollars n'avaient pas été versés dans le fonds de stabilisation, je ne crois pas qu'il aurait été possible de hausser suffisamment la contribution pour rendre le fonds viable. Un nombre toujours croissant d'agriculteurs se seraient retirés et la Loi de stabilisation concernant les grains de l'Ouest serait devenue lettre morte.

Le sénateur Barootes: Absolument. Ils se sont ruinés à hausser les prix.

M. Pederson: Oui. J'estime que les 750 millions de dollars n'avaient d'autre but que de sauver le fonds de stabilisation. Dans notre mémoire nous avons dit que nous considérons que le Régime de stabilisation des prix des grains de l'Ouest est vicié à la base. Nous n'avons jamais été d'accord avec ce régime.

Le président: Sénateur Barootes, avez-vous une autre question?

Le sénateur Barootes: Non, monsieur le président, mais je désire remercier les témoins; j'ai bien apprécié leurs remarques réfléchies.

Le président: Est-ce que d'autres sénateurs ont des questions à poser? Sénateur Argue.

Le sénateur Argue: Si je comprends bien la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, les prix ont baissé et des versements ont été faits au moment où ils se stabilisaient sur une période assez longue ou commençaient à augmenter. Puis les paiements cessent. Si je comprends bien, ces paiements seront réduits tout simplement d'après l'application normale de cette loi. La contribution totale versée entre 1976 et 1983 était de 2 p. 100 de la part des cultivateurs et de 4 p. 100 de la part du gouvernement. Je suppose que cela fait 6 p. 100 au total. Si vous prenez ce que propose le nouveau projet de loi, 4 p. 100 et

[Text]

the fund is being sweetened for some of the reasons Senator Barootes has mentioned, to try to get it back in the black, and so on.

As I see the future, however, I think the chances are that the grain prices which have strengthened are likely to strengthen some more. I have been reading the statements of the Canadian Wheat Board and their projection is that the future may be quite good. I am sure that those of us in the industry hope it will be. So I would think there is a danger in what has been done today of getting into the same position that followed the act when it was first implemented, namely, that the contributions in relation to the payouts are probably too high.

It would seem to me that from an actuarial standpoint you could project that the payments being proposed now are very high, perhaps onerous because of the current situation. However, with the smaller payouts that will result from the levelling out over a period of years of grain prices at a low level, and now influenced by a surge upwards, the fund is likely to have a very large surplus in a matter of a few years. Then it will have the same set of problems it had before. I just put that forward.

Mr. Easter: I do not have the figures with me but I think it will be a considerable distance into the future before the fund has a large surplus, given its present deficit. But from our standpoint, clearly from a producer's point of view, the only thing I can say is that we do find the premiums too high at the present time. As with any stabilization or insurance scheme, for that matter, we hope we never have to collect on it. We would far prefer to get our income out of the marketplace.

Just spinning off from what you said, senator, there is no question at the moment that grain prices are on the increase. But I think we also have to recognize that there are many producers in this country, in Ontario and all across the west, who do not have a crop. That is an entirely different situation that has to be dealt with. One of the things that concerns me in any of the agricultural crises situations we find ourselves in is what is the reaction of the general public in Canada who basically do not understand the primary production industry? The government was concerned about the consumer reaction to the pay-out of the \$1 billion to the producers. That does sound like a lot of money, but when you break it down on an individual basis it is not much. What does the government do? They announce that they are going to have a \$1 billion program. They then announce it again. Then they announce that the first cheques have been issued and then they announce that the final cheques have been issued. I have run into people in Toronto who have said, "By golly, you guys are doing well. You got \$5 billion." That is because the \$1 billion announcement was made so many times.

With grain prices going up, the general public who have to pay higher taxes, and who do not understand why they have to, say that producers are going to do quite well now because prices are high. However, we must recognize the fact that there are a lot of back debts. We have been in trouble for four or five years. Equipment has deteriorated in many operations

[Traduction]

6 p. 100, j'imagine que cela fait 10 p. 100 au total. Le fonds est donc renfloué pour certains des motifs mentionnés par le sénateur Barootes, pour tenter de le rendre solvable, et ainsi de suite.

Pour l'avenir, toutefois, j'estime qu'il est vraisemblable que le prix des grains se raffermira davantage. J'ai lu les déclarations de la Commission canadienne du blé et selon ses projections, l'avenir pourrait être très bon. Je suis certain que les membres de cette industrie espèrent qu'il en sera ainsi. Il y a donc un risque de revenir à la situation où nous étions après que la Loi est entrée en vigueur, c'est-à-dire que les contributions sont probablement trop élevées par rapport aux paiements.

Il me semble que d'un point de vue actuariel on pourrait projeter que les paiements proposés maintenant sont très élevés, peut-être onéreux en raison de la situation actuelle. Toutefois, avec la réduction des paiements découlant du nivellement des prix des grains sur une période donnée à un niveau faible et maintenant un mouvement à la hausse, le fonds risque d'avoir un surplus très important d'ici quelques années. Il aura alors les mêmes problèmes qu'auparavant. Je me contente de souligner cela.

M. Easter: Je n'ai pas les chiffres ici, mais je crois qu'il faudra longtemps avant que le fonds n'ait un surplus considérable, compte tenu de son déficit actuel. Mais de notre point de vue, du point de vue des producteurs, tout ce que je peux dire c'est que nous trouvons les primes trop élevées à l'heure actuelle. Comme dans le cas de n'importe quel autre régime de stabilisation ou d'assurance, nous espérons n'en avoir jamais besoin. Nous préférerions de beaucoup que nos revenus proviennent du marché.

Pour développer à partir de ce que vous avez dit, monsieur le sénateur, il ne fait aucun doute qu'à l'heure actuelle les prix des grains soient en hausse. Mais il faut également nous rendre compte qu'il y a beaucoup de producteurs dans ce pays, en Ontario et partout dans l'Ouest, qui n'ont aucune récolte cette année. C'est là une situation bien différente à laquelle il faut faire face. Ce qui me préoccupe toujours lorsque nous sommes en état de crise agricole, c'est la réaction du grand public du Canada qui ne comprend pas l'industrie primaire de production. Le gouvernement s'inquiétait de la réaction des consommateurs au versement d'un milliard de dollars aux producteurs. Un milliard semble une grosse somme, mais pour chaque individu cela ne représente pas beaucoup. Que fait le gouvernement? Il annonce un programme d'un milliard de dollars. Puis il l'annonce encore, ensuite il annonce que les premiers chèques ont été émis, ensuite que les derniers chèques ont été émis. J'ai rencontré des gens à Toronto qui m'ont dit: «Vos affaires vont très bien. Vous avez reçu 5 milliards de dollars.» Tout cela parce que le milliard a été annoncé si souvent.

Avec l'augmentation des prix des grains, le grand public, qui doit payer plus d'impôt et qui ne comprend pas pourquoi, trouve que les producteurs vont se trouver en bonne posture parce que les prix sont élevés. Mais il faut être conscient de l'existence de dettes. Nous sommes en difficulté depuis 4 ou 5 ans. Dans beaucoup d'exploitations, l'équipement s'est dété-

[Text]

and many operations are going through mediation by the Farm Debt Review Board to try to get their finances in order and they still do not have crops. We are not anywhere near out of the woods in terms of the farm financial crisis. That message, somehow, has to get out in Toronto, Montreal and Vancouver so that Canadians can understand and become concerned about this problem.

Senator Barootes: Your mention of the repetition of the announcement reminds me of a little story about why the preacher says everything three times. The preacher's response to that is, "First I tell them what I am going to tell them; then I tell them; and then I tell them that I told them." It has all to be said three times before it can sink in.

Mr. Easter: We will know when we get the cheque in the mail.

The Chairman: On behalf of the committee, I would thank you very much, Mr. Easter and Mr. Pederson, for your presentation and the manner in which both of you have dealt with our questions. Your presentation will assist us in our deliberations.

Honourable senators, our next witnesses are from the Advisory Committee to the Canadian Wheat Board. We have before us Mr. Avery Sahl, the Chairman and Mr. Terry Hanson, a member. I would ask you now, Mr. Sahl, to please proceed with your presentation. Following that we will put some questions.

Mr. Avery Sahl, Chairman, Advisory Committee to the Canadian Wheat Board: Mr. Chairman, and honourable senators, at the outset I should like to state the reason for our attendance. At the Advisory Committee meeting on July 8th, the committee passed a resolution in the following terms. It was resolved that the Canadian Wheat Board Advisory Committee recommend to the Canadian Wheat Board and the Minister of State (Grains and Oilseeds) that clause 8 of Bill C-92, dealing with producer car adjustment payments for Canadian Wheat Board carrying charges, be deleted from the proposed amendments and that Bill C-92 be passed. It was further resolved that the Canadian Wheat Board Advisory Committee immediately request to appear before the Senate committee investigating Bill C-92.

Honourable senators, we do not have a formal statement as such. We are armed with a mandate in terms of the resolution. My colleague and I have tried to capture the discussion that took place at this meeting and at others dealing with this particular issue. We have also had a lot of pressure from our constituents. I am sure you realize that we are elected by our fellow producers to act in their interests as that relates to the affairs of the Canadian Wheat Board and the marketing of grain.

I have jotted down some of the arguments I have received over the telephone, in the coffee row and in many other places. I am sure all of you know that, over the past couple of years, the grain industry—which includes the railroads, the Canadian Wheat Board and the grain companies—has developed a systems approach to grain shipment. This includes the block shipping system in which the railroads, the grain companies and

[Traduction]

rioré et beaucoup d'exploitations doivent recourir à la médiation du Bureau d'examen de l'endettement agricole pour remettre de l'ordre dans leurs finances et ils n'ont pas de récoltes. Nous sommes loin d'être sortis de l'auberge en ce qui concerne la crise financière agricole. Ce message doit parvenir à Toronto, à Montréal et à Vancouver pour que les Canadiens comprennent ce problème et s'en préoccupent.

Le sénateur Barootes: Vous avez parlé de la répétition de l'annonce, ce qui me rappelle l'histoire du prédicateur à qui on demandait pourquoi il disait tout trois fois. Il a répondu: «D'abord je leur dit ce que je vais leur dire, puis je le leur dis et enfin je leur dis que je leur ai dit.» Il faut tout dire trois fois pour que cela pénètre.

M. Easter: Nous le saurons lorsque nous recevrons le chèque par le courrier.

Le président: Au nom du Comité, je vous remercie beaucoup, monsieur Easter et monsieur Pederson pour votre exposé et pour la façon dont vous avez tous deux répondu à nos questions. Cela nous aidera dans nos travaux.

Honorables sénateurs, nos prochains témoins proviennent du Comité consultatif de la Commission canadienne du blé. Ce sont M. Avery Sahl, le président, et M. Terry Hanson, l'un des membres. Je demanderai maintenant à M. Sahl de présenter son exposé, après quoi nous poserons des questions.

M. Avery Sahl, président, Comité consultatif de la Commission canadienne du blé: Monsieur le président, honorables sénateurs, j'aimerais dire dès l'abord pourquoi nous sommes ici. À sa réunion du 8 juillet, le Comité consultatif a adopté la résolution suivante: que le Comité consultatif de la Commission canadienne du blé recommande à la Commission canadienne du blé et au ministre d'État (céréales et oléagineux) que l'article 8 du projet de loi C-92, portant sur les paiements d'ajustement aux wagons de producteurs pour les frais de service de la Commission canadienne du blé, soit supprimé des amendements proposés et que le projet de loi C-92 soit adopté. La résolution mentionne en outre que le Comité consultatif de la Commission canadienne du blé demande de comparaître immédiatement devant le comité du Sénat chargé d'étudier le projet de loi C-92.

Honorables sénateurs, nous n'avons pas de déclaration officielle. Notre mandat consiste en cette résolution. Mes collègues et moi-même avons tenté de saisir la discussion qui a eu lieu à la présente réunion et à d'autres réunions portant sur cette question. Nous avons également subi de fortes pressions de nos commettants. Vous savez j'en suis sûr que nous sommes élus par les producteurs pour représenter leurs intérêts à l'égard des affaires de la Commission canadienne du blé et de la commercialisation des céréales.

J'ai noté certains des arguments qui m'ont été communiqués par téléphone, au moment du café et à beaucoup d'autres endroits. Je suis certain que vous savez tous que depuis quelques années l'industrie des céréales, qui comprend les chemins de fer, la Commission canadienne du blé et les entreprises céréalières, a mis au point une méthode systémique d'expédition des grains. Cela comprend le système d'expédition par

[Text]

the Canadian Wheat Board are all involved. The purpose was to quickly draw grain of a certain kind or quality out of certain blocks in the prairie region to meet a sales commitment that the board had at either Vancouver or Thunder Bay. That has proved very successful over the years, and I am convinced that it has allowed the board to increase its sales program dramatically.

The last witness alluded to problems that have developed. I can speak from past experiences and say that if railroad companies misshipped grain that the board had on order, they were penalized. That was to prevent a certain kind of grain that was not immediately needed from getting into the system and greatly inhibited the whole export program. Grain companies were penalized, but the producer cars were not penalized. This has always been a sticky point among farmers and people in the industry.

Another thing that has been tried over the years, of course, is the unit train. We try to build more efficiencies into the system. The railroads have pressed the grain companies for many years to increase their car spottings from one and two cars to a figure which varies. The cost of doing that—the increased trackage, et cetera—was borne by the companies and eventually came out of the pockets of farmers in terms of handling costs.

Quite recently, again in the interest of efficiency, the railroads have said to the companies, "We're going to give a freight incentive for those of you who are able to ship 18 cars." They went on to say that that was going to produce great efficiencies that the total system and all farmers would benefit from. That seems to fly in the face of people who ship one car. If there are great savings in shipping 18 cars or unit trains, there has to be a cost involved in dealing with one or two cars. That is of concern to all producers.

There is evidence that the turnaround time for producer cars is much greater than general shipping from the country elevators. That is another argument that has been brought forward. I do not think there is any question in anyone's mind that the board and the grain industry need the elevator system because it provides the warehouse and it provides the board with quick access to meet sales, regardless of the weather. The elevator system is there, and the board is able to call them whether it is raining and farmers cannot deliver, or whether they are seeding and farmers will not deliver, or whether it is in the dead of winter. The elevator companies are there to provide that service to the board in its total sales program, and that is certainly of benefit to all producers.

There are many producers in the western grain growing area who are not able to take advantage of the opportunity to ship a producer car. For many farmers one quota consists of 500 bushels or, in some cases, less. So they are not in a position to take advantage of some of the savings that are proposed in the bill to be passed on to the farmers. That is another sore point that some of my constituents have mentioned.

[Traduction]

blocs auquel participent les chemins de fer, les compagnies de grains et la Commission canadienne du blé. Il s'agissait de retirer rapidement des grains d'une certaine classe ou d'une certaine qualité de certains blocs dans la région des Prairies pour tenir des engagements pris par la Commission soit à Vancouver ou à Thunder Bay. Cette méthode s'est avérée très efficace au cours des années et je suis convaincu qu'elle a permis à la Commission d'augmenter de façon spectaculaire son programme de ventes.

Le dernier témoin a parlé des problèmes qui se sont posés. Je sais d'après mon expérience que si les compagnies de chemin de fer faisaient des erreurs à l'égard de grains commandés par la Commission, elles étaient pénalisées. Il s'agissait d'empêcher l'entrée dans le système d'une sorte de grain qui n'était pas nécessaire tout de suite, ce qui nuisait considérablement à l'ensemble du programme d'exportation. Les compagnies de grains étaient pénalisées, mais non les wagons de producteurs. Cela a toujours été une source de ressentiment pour les agriculteurs et les membres de l'industrie.

On a également essayé dans le passé le train unitaire. Nous tentons de rendre le système de plus en plus efficace. Depuis de nombreuses années les chemins de fer poussent les compagnies de grains à augmenter les emplacements de wagons de un ou deux à un chiffre variable. Le coût—les voies supplémentaires, etc.—était assumé par les compagnies et, en fin de compte, par les agriculteurs sous forme de coût de manutention.

Tout dernièrement, toujours pour des motifs d'efficacité, les chemins de fer ont dit aux compagnies: «Nous allons donner un encouragement à ceux qui peuvent expédier 18 wagons.» Ils ont ajouté qu'il en résulterait une grande efficacité pour l'ensemble du système et que tous les agriculteurs en profiteraient. Cela semble désavantageux pour ceux qui expédient un seul wagon à la fois. Si on peut réaliser de grandes économies en expédiant 18 wagons ou des trains unitaires, il doit y avoir un coût dans le cas de seulement un ou deux wagons. Cela préoccupe tous les producteurs.

Selon certaines indications, le délai pour les wagons de producteurs est beaucoup plus grand que pour les expéditions en provenance des silos locaux. C'est là un autre argument qu'on a fait valoir. Je crois qu'il est évident pour tous que la Commission et l'industrie des grains ont besoin du réseau de silos qui permet l'entreposage et donne un accès rapide à la Commission pour ses ventes, quelle que soit la température. Le système de silos existe et la Commission peut y recourir s'il pleut et que les agriculteurs ne peuvent faire de livraisons, ou si c'est l'époque des semailles ou le milieu de l'hiver. Les silos existent pour assurer ce service à la Commission dans l'ensemble de son programme de ventes, et c'est certainement un avantage pour tous les producteurs.

Il y a beaucoup de producteurs de céréales dans l'Ouest qui ne peuvent expédier par wagons de producteurs. Pour de nombreux agriculteurs, un contingent comprend 500 boisseaux ou parfois moins. Ils ne sont donc pas en mesure de profiter de certaines des économies que le projet de loi propose de transmettre aux agriculteurs. C'est là un autre point qui irrite certains de mes commettants.

[Text]

I am sure every farmer has hauled grain to a country elevator, where it is dropped through the grates and the other end of the spout goes into a hopper car or a box car. Producers have made it clear that if there is one group in line to get a refund for interest and storage, they certainly will be in line as well.

I will ask my colleague to comment on some of his experiences, but before I do that, I would like to conclude with perhaps the most important point. This will be the beginning of the end of the pooling concept, where all producers receive a pool price for their grain. They pay a pool price for their marketing cost, regardless of the time they deliver the grain or the method they use to deliver it. That pooling concept was fought for and achieved by producers over many years of bitter battle.

Producers are not about to let the cornerstone of our marketing system erode. It is an institution they have built up with sweat and blood, and it is recognized world-wide among our customers and our competitors as one of the most effective grain marketing systems in the world. As a matter of fact, that pooling concept is the cornerstone of our system, and I do not think they are prepared to give it up.

I would ask Mr. Hanson to comment.

Mr. Terry Hanson, Member, Advisory Committee to the Canadian Wheat Board: I would like to recapture some of the experiences in my area and try to point out why it is imperative that we look very seriously at this particular amendment.

In our discussions with CN and CPR, we have found that the average turnaround within the 27,000 car fleet was 17 to 19 days for Canadian Wheat Board-type grains.

Senator Barootes: Is that to the west coast?

Mr. Hanson: The average turnaround time in the system is 17 to 19 days. With the specialty crops in the producer car system, the average turnaround time is 20 to 25 days. In years of peak production or peak marketing, if we intend to export 30 million tonnes or thereabouts, if we can save, through some means, one day in the turnaround time, that is almost the equivalent of adding an extra 2,000 hopper cars to the fleet. When you look at the economics of that, you ask the question: Can we allow the producer car user to take that extra two or three days on Canadian Wheat Board grains, let alone the five or seven days extra turnaround time if they are loading specialty products that do not have a market or a sale at the end of the route?

I represent southeast Saskatchewan. In that area there has been heavy investment by farmer-owned companies, as well as private elevator companies. The people who built Weyburn Inland Terminal put in a car spot somewhere in excess of 80 cars. There has been a huge capital investment in this terminal facility. Are they going to be able to sit by and watch their own members take advantage of more and more producer car shipments?

When we looked at the figures for last year's shipments supplied by the board, they estimated that there were about 12,000 cars requested for board grains. This year it is sup-

[Traduction]

Je suis certain que chaque agriculteur a déjà livré du grain à un silo local tandis qu'à l'autre bout on emplissait un wagon. Les producteurs ont déclaré nettement que si un groupe fait la queue pour obtenir un remboursement des intérêts et de l'entreposage, ils seront de ceux-là.

Je demanderai à mon collègue de parler de certaines de ses expériences, mais avant cela j'aimerais terminer par ce qui est peut-être le point le plus important. Ceci sera le début de la fin du principe des livraisons en commun par lequel tous les producteurs reçoivent un prix commun pour leurs grains. Ils paient le même prix pour leurs coûts de commercialisation, quel que soit le moment où ils livrent les grains ou la méthode de livraison. Le principe des livraisons en commun a été obtenu de haute lutte par les producteurs.

Ils n'ont aucune intention de laisser affaiblir la pierre angulaire de notre système de mise en marché. C'est une institution nourrie de leur sueur et de leur sang, que nos clients et nos concurrents du monde entier s'accordent à considérer comme un des systèmes de commercialisation les plus efficaces au monde. En fait, ce principe de livraison en commun est la pierre angulaire de notre système et je ne crois pas qu'on soit prêt à l'abandonner.

Je laisse la parole à M. Hanson.

M. Terry Hanson, membre, Comité consultatif de la Commission canadienne du blé: J'aimerais parler de certaines expériences dans ma région et souligner pourquoi il est essentiel d'étudier très sérieusement cet amendement.

Dans nos entretiens avec le CN et le CPR, nous avons constaté que le délai moyen pour le parc de 27 000 wagons est de 17 à 19 jours pour les grains de la Commission canadienne du blé.

Le sénateur Barootes: S'agit-il de la côte ouest?

M. Hanson: Le délai moyen dans le système est de 17 à 19 jours. Dans le cas des productions spécialisées dans le système des wagons de producteurs, le délai moyen est de 20 à 25 jours. Lorsque la production ou la mise en marché atteint un sommet, si nous avons l'intention d'exporter environ 30 millions de tonnes par année, la possibilité d'économiser une journée de délai est presque l'équivalent de 2 000 wagons supplémentaires pour le parc. Sur le plan économique, pouvons-nous permettre à l'utilisateur des wagons de producteurs de prendre deux ou trois jours supplémentaires pour les grains de la Commission, voire cinq ou sept jours supplémentaires s'il s'agit de produits spécialisés qui ne sont pas destinés à un marché précis ou à une vente donnée?

Je représente le sud-est de la Saskatchewan. Dans cette région, il y a eu des investissements considérables de la part de sociétés appartenant aux agriculteurs, de même que de la part de silos privés. Ceux qui ont construit le Weyburn Inland Terminal ont prévu une place pour un peu plus de 80 wagons. Il y a eu un investissement considérable. Vont-ils devoir laisser leurs propres membres expédier de plus en plus par wagons de producteurs?

Selon les chiffres de l'an dernier fournis par la Commission, on estime qu'environ 12 000 wagons ont été demandés pour les grains de la Commission. Cette année le chiffre peut atteindre

[Text]

posedly going to approach 30,000 cars. So there is a substantial increase in the number of requests for the use of producer cars. The tighter the economy gets out there, if people envision a saving of \$400 to \$500 by loading a producer car, they will do so.

It is the feeling of the majority of the members of the advisory committee to keep the surge capacity within the system. If we are talking about exporting 30 million metric tonnes, the elevator system has to be kept in place, and all producers should share in the establishing of that elevator system.

We have a problem with board grains of loading the wrong grades, and it has been suggested that we need some type of a performance bond to the producer car user so that if there is a quota in place for No. 2 Dry Wheat and he ships out No. 3 at fifteen eight or something like that, that he would lose his performance bond and might be penalized as well by getting his next request turned down the next year for producer cars. There has to be some type of penalty mechanism established so that they are playing by the same rules as the producer who ships through the elevator.

I mentioned the investment in my district. We have had the major cooperative elevator systems, United Grain Growers and Saskatchewan Wheat Pool, building high throughput facilities. The pool is building a new facility in Weyburn, which will be in competition with the Weyburn Inland Terminal. It is a farmer-owned operation and there has been a huge investment in planning for top efficiency for a very large area. Is this kind of investment going to continue by the elevator companies, whoever they are owned by, if there is more and more usage of producer cars?

We have a trucking experiment going on in Corning which deserves very close monitoring. As you know, the Corning subdivision has been basically abandoned. They are trying the trucking experiment, and the elevator companies are now trying to assess in which community they will build one or two new high throughput facilities. There is already a fair type of elevation in Stoughton.

If that trucking experiment proves successful but all of a sudden there is a greater advantage to loading producer cars on the CN line to the north, what happens to the people who have made the investments in the community of Stoughton in those new facilities in which all three companies have done major upgrades? This is something that we have to be very protective of.

The accounting procedure may end up being a nightmare for Canadian Wheat Board officials. They have not done any analysis of it as far as we know in terms of the extra dollars involved to try to keep account of the producer car user and how to divide the system to reimburse them for their handling charges.

When the producer cars are allocated to a train run, they are subtracted from the basic allocation for that train run. Therefore, I, as a shipper who wants to deliver to the elevator of my choice and ship through the elevator, will be penalized a percentage because as the percentage of producer cars increases on that train run, the percentage going to the eleva-

[Traduction]

près de 30 000 wagons. Il y a donc une augmentation substantielle du nombre de demandes de wagons de producteurs. Plus l'économie est serrée, plus on profitera de l'occasion d'économiser 400 ou 500 \$ au moyen d'un wagon de producteurs.

La majorité des membres du Comité consultatif désirent conserver la capacité de pointe du système. Si nous voulons exporter 30 millions de tonnes métriques, le système de silos doit être maintenu et tous les producteurs doivent participer à la mise en place de ce système.

Il y a le problème d'erreurs de classe pour les grains de la Commission; on a proposé une sorte de caution pour les utilisateurs de wagons de producteurs; par exemple, dans le cas d'un contingent pour du blé numéro deux, si le producteur expédiait du numéro trois ou quelque chose d'autre, il perdrait sa caution et pourrait même refuser sa prochaine demande de wagons de producteurs. Il faut mettre en place une sanction quelconque de sorte que la règle du jeu soit la même que pour le producteur qui passe par le silo.

J'ai parlé de l'investissement dans mon district. Les grands systèmes coopératifs de silos, United Grain Growers et Saskatchewan Wheat Pool, ont construit des installations à haut volume. Le Pool construit une nouvelle installation à Weyburn pour concurrencer le Weyburn Inland Terminal. Cette installation appartient aux agriculteurs et il y a eu un investissement considérable, prévoyant une efficacité maximum pour une très grande région. Est-ce que les compagnies de silos continueront de faire des investissements de cette importance, quels qu'en soient les propriétaires, si l'on utilise de plus en plus les wagons de producteurs?

Il y a à Corning une expérience de camionnage qui mérite d'être examinée de près. Comme vous le savez, la subdivision de Corning a été essentiellement abandonnée. On tente l'expérience du camionnage et les silos tentent d'évaluer dans quelle localité ils construiront une ou deux installations nouvelles à haut volume. Il y a déjà beaucoup d'activités à Stoughton.

Si l'expérience du camionnage est un succès, mais si tout à coup il est plus avantageux de charger des wagons de producteurs sur la ligne du CN au nord, qu'arrivera-t-il à ceux qui ont fait les investissements à Stoughton où les trois compagnies ont procédé à des rénovations majeures? C'est quelque chose qu'il faut protéger.

Les méthodes comptables pourraient s'avérer un cauchemar pour les fonctionnaires de la Commission canadienne du blé. Nous n'avons pas fait d'étude concernant les sommes supplémentaires nécessaires pour tenir compte des utilisateurs des wagons de producteurs et pour calculer le remboursement des frais de manutention.

Lorsque les wagons de producteurs sont affectés à un train, ils sont soustraits de l'affectation de base de ce train. Ainsi, si je désire livrer au silo de mon choix, je serai pénalisé d'un certain pourcentage car à mesure qu'augmente le pourcentage des wagons de producteurs, le pourcentage de ceux qui sont destinés aux silos diminue. Je suis donc d'une certaine façon moins

[Text]

tor companies decreases. So my opportunity to deliver and ship suffers to some extent because of the producer car.

I will leave it at that, Mr. Chairman, and open it up for questions.

The Chairman: Could you tell us more about the advisory committee and yourselves. You indicated that it is elected by producers, and I am wondering how many would participate in that process, the terms, and your own backgrounds. You might also comment on the vote. I understand it was 6 to 4, and I only know that because Mr. Pike, who I understand is also a member of the advisory board, appeared before us earlier today with the Western Canada Wheat Growers Association. It would be helpful to us if you could give us that information in assessing the weight that you bring to this issue.

Mr. Sahl: I am the chairman of the advisory committee, and I have never made it a practice, nor do I intend to make it a practice, to state publicly the votes for and against a resolution. I was always led to believe that the majority of any such group carries the day, and that is the way that I have functioned and intend to function.

As for myself, I am a grain farmer. I farm with my son 50 miles south of Moose Jaw in south-central Saskatchewan, the driest damn place in the world right now. I was elected. The Canadian Wheat Board area is divided into 11 electoral districts. The number of producers in each district escapes me right now, but I have been elected in that district since the process of electing members to the advisory committee was put in place. I attend many farm meetings throughout the course of the year. Incidentally, the advisory committee does not have a budget for that. Some of our expenses are paid, but other than that, we do it out of the responsibility that we feel goes with that particular office.

Other than that, I have been farming there all of my life. I think I have as good a knowledge as anyone in the grain industry in western Canada. I am not saying that I am conversant with every detail, but I know the feeling by far of the majority of the people that I represent.

The Chairman: Would you like to comment, Mr. Hanson?

Mr. Hanson: I represent the southeast corner of Saskatchewan. There are close to 30,000 farmers that elect us in each particular division. I am a registered seed grower operating—

The Chairman: In each of the 11 districts there are 30,000 farmers?

Mr. Hanson: Right.

The Chairman: Or 30,000 in total?

Mr. Hanson: No. In each of the districts.

The Chairman: How many of those would vote?

Mr. Hanson: It was as high as 38 per cent in the last election. It is a mail-out ballot. There are some problems with the balloting system, and I think that it is not taken seriously enough. For the next election, we have instructed that changes

[Traduction]

en mesure de livrer et d'expédier en raison des wagons de producteurs.

J'en resterai là, monsieur le président et je répondrai aux questions.

Le président: Pourriez-vous nous renseigner davantage sur le Comité consultatif et sur vous-même. Vous avez dit que le Comité est élu par les producteurs, et je me demande combien participent à ce processus, quelle est la durée du mandat et quels sont vos propres antécédents. Vous pourriez également parler du vote. On m'apprend qu'il était de 6 à 4, mais je le sais uniquement parce que monsieur Pike, qui est également membre du Comité consultatif, a comparu devant nous ce matin avec la Western Canada Wheat Growers Association. Ces renseignements nous seraient utiles pour évaluer le poids de votre intervention.

M. Sahl: Je suis président du Comité consultatif et je n'ai jamais annoncé publiquement les votes pour ou contre une résolution, et je n'ai pas l'intention de le faire à l'avenir. On m'a toujours dit que la majorité l'emporte; c'est ainsi que j'ai toujours fonctionné et que j'ai l'intention de continuer à fonctionner.

Quant à moi, je suis céréaliculteur. J'exploite une ferme avec mon fils à 50 milles au sud de Moose Jaw dans le centre-sud de la Saskatchewan, l'endroit le plus sec au monde actuellement. J'ai été élu. La région de la Commission canadienne du blé se divise en 11 districts électoraux. Je ne saurais dire le nombre de producteurs dans chaque district, mais j'ai été élu dans ce district depuis le moment où le processus d'élection des membres du Comité consultatif a été mis en oeuvre. J'assiste à un très grand nombre de rencontres agricoles chaque année. En passant, le Comité consultatif n'a pas de budget pour cela. Certaines de nos dépenses sont remboursées, mais par ailleurs nous agissons en raison d'un sentiment de responsabilité découlant de notre poste.

Par ailleurs, j'ai été agriculteur toute ma vie. Je crois connaître l'industrie des grains de l'Ouest canadien aussi bien que quiconque. Je ne prétends pas être au courant de chaque détail, mais je connais le sentiment de la grande majorité des gens que je représente.

Le président: Auriez-vous un commentaire à ajouter, monsieur Hanson?

M. Hanson: Je représente le coin sud-est de la Saskatchewan. Il y a près de 30 000 agriculteurs qui nous élisent dans chaque division. Je suis producteur enregistré de graines de semence—

Le président: Dans chacun des 11 districts, il y a 30 000 agriculteurs?

M. Hanson: C'est exact.

Le président: Ou 30 000 au total?

M. Hanson: Non. Dans chaque district.

Le président: Combien d'entre eux votent?

M. Hanson: Le pourcentage atteignait 38 p. 100 au cours des dernières élections. C'est un scrutin par courrier. Le système de scrutin comporte certains problèmes, et je crois qu'on ne le prend pas assez au sérieux. Pour les prochaines élections,

[Text]

be made so that it is either done faster or over a shorter period of time to try to bring the vote up.

I operate a registered seed operation with my wife and four children. I have had a history in politics. I was a member of the Saskatchewan Legislature for four years. I went into the advisory committee election not hiding my politics, but I ran strictly as a strong supporter of the Canadian Wheat Board to maintain the strongest orderly marketing system that was possible and to strengthen the Canadian Wheat Board in any way that I found possible.

I was elected by a slim majority in my area, but my area is not a hotbed of socialism. So being a former NDP member, I feel that I represent a good number of the people there because the issues that we are dealing with cross over all of the political lines.

My own assessment of the situation is that people's loyalty to the Canadian Wheat Board and orderly marketing surpasses their loyalty to any given political party. The type of presentations that have been made to many of the committee members on these issues come from people of all political persuasions. Basically, they do not want to see anything done that they feel is going to weaken the power of the Canadian Wheat Board or weaken Canada's position in world marketing through tying up transportation or infringing on the ability to deliver.

The Chairman: As I listened to your presentation, I sensed a very strong opposition to any use of producer cars. Could you comment on that?

Mr. Sahl: I do not think that is the case. We are basically opposed to not sharing the total cost of the system by all producers.

The Chairman: As you know, from having sat here for part of the day, we have heard a lot of evidence on this. Therefore, some of the questions we would probably put to you are questions to which we already know the answers. That is particularly so in this case because your presentation was fairly concise and you have highlighted those things of which you are critical in clause 8 or that you feel might flow if clause 8 is passed. I will now see if there are questions from other senators.

Senator Barootes: Thank you very much, Mr. Chairman. Mr. Sahl, some figures were given to us earlier that do not quite meet with the figures you gentlemen gave us about turnaround time being greater for producer cars than for industry cars. You gave the figure of 17 to 19 days to the west coast, and 14 to 15 days to Thunder Bay. That is at variance with what we heard yesterday and earlier today when we were told that there is no difference in the turnaround time of the two types of cars. I am wondering if it is because you are using the time figures for some of the specialty crop which may be shipped in producer cars. I cannot quite reconcile this.

[Traduction]

nous avons ordonné qu'il y ait des changements pour que cela se fasse plus rapidement ou dans un délai plus court afin d'augmenter la participation au vote.

Je produis des graines de semence enregistrées avec ma femme et mes quatre enfants. J'ai déjà fait de la politique. J'ai été député pendant quatre ans à la législature de la Saskatchewan. Je me suis présenté à l'élection au Comité consultatif sans cacher mon affiliation politique, mais je me suis présenté uniquement comme ardent défenseur de la Commission canadienne du blé, en vue de maintenir le système de mise en marche le plus fort possible et de renforcer la Commission canadienne du blé par tous les moyens possibles.

J'ai été élu par une faible majorité dans mon secteur, mais ce n'est pas un château-fort socialiste. Étant ancien membre du NPD, j'estime représenter bon nombre de gens parce que les questions dont nous nous occupons recoupent toutes les frontières politiques.

Je crois que la loyauté des gens envers la Commission canadienne du blé et une mise en marché ordonnée a préséance sur leur loyauté à un parti politique donné. Des gens appartenant à tous les partis politiques sont intervenus auprès de plusieurs des membres du Comité sur ces questions. Essentiellement, ils ne veulent pas qu'on fasse quoi que ce soit qui puisse affaiblir la Commission canadienne du blé ou la position commerciale du Canada dans le monde en accaparant les moyens de transport ou en réduisant la capacité de livraison.

Le président: En écoutant votre exposé, j'ai senti une très forte opposition à toute utilisation des wagons de producteurs. Pourriez-vous développer ce point?

M. Sahl: Ce n'est pas tout à fait exact. Nous sommes essentiellement opposés au fait de ne pas partager le coût total du système entre tous les producteurs.

Le président: Comme vous le savez après avoir passé une partie de la journée ici, nous avons entendu beaucoup de témoignages à cet égard. Nous connaissons donc déjà la réponse à bon nombre des questions que nous pourrions vous poser, d'autant plus que votre exposé était assez concis et que vous avez souligné les objections que vous avez à l'article 8 ou aux conséquences qui pourraient en découler. Je vais maintenant demander aux autres sénateurs s'ils ont des questions.

Le sénateur Barootes: Merci beaucoup, monsieur le président. M. Sahl, certains des chiffres qu'on nous a communiqués tout à l'heure ne sont pas tout à fait conformes à ceux que vous nous avez donnés quant au délai qui est plus grand pour les wagons de producteurs que pour les wagons de l'industrie. Vous avez donné un chiffre de 17 à 19 jours jusqu'à la côte ouest et de 14 à 15 jours jusqu'à Thunder Bay. Ceci n'est pas conforme aux chiffres que nous avons entendus hier et tout à l'heure; on nous a dit qu'il n'y a aucune différence dans le délai pour les deux types de wagons. Je me demande si cela tient au fait que vous utilisez les chiffres pour certaines récoltes spécialisées expédiées par wagons de producteurs. Je ne comprends pas cet égard.

[Text]

Mr. Hanson: I would like to clarify that. I thought I mentioned that the specialty crops averaged 20 to 25 days. Some of them sit in position for unloading for up to six months on free storage. I did mention in my presentation that, for board grains in producer cars, the turnaround time was one to three days longer than for board grains shipped through the elevator system. That figure was given to us at our meetings with CN and with CPR officials. This arises mainly in the loading. Sometimes the cars are spotted because of weather conditions and they are not able to get them loaded so they stay on the track. In contrast, the elevators seem to be able to load even if it is 35 degrees below, or whatever. It all adds to the inefficiency of the system, you might say.

Senator Barootes: You may not have been here earlier today when we were told by producer car advocates that they are much better at meeting their 8, 12 or 24-hour timetables because they work evenings, holidays, Sundays and even Thanksgiving Day if they have to, whereas some of the others do not have that kind of scheduling. It seems to be a different story, depending on who is grinding whose axe at which time. It is a bit confusing to us.

Mr. Hanson: The elevators are penalized if they do not load on time.

Senator Barootes: We are aware of that.

Mr. Hanson: That should be in the records. All we can go by is what is furnished to us by CN and CPR officials and by our own experience out in the country. We have seen the producer cars sitting there.

Senator Barootes: You talk about a delay of a spotted car sitting there for some time and not being filled, whereas the industry cars are. We are told by the railways that there is no difference. The people who advocate them say, "Hell, we are a lot faster. We will do it any time, whether it is 30 degrees below or 10 degrees below, or very hot or anything else." So it is a little confusing.

I had one other question, and that had to do with the quota being too low for some of our people in Saskatchewan to be able to take advantage of the producer car. This was where you have a 500-bushel quota and it takes around 3,000 bushels to fill a producer car.

Mr. Hanson: Yes.

Senator Barootes: Is it correct that, in a producer car, there could be more than one producer combined?

Mr. Sahl: I believe that was the case with the old boxcar. I fail to see how bulkheading a new 3,000-bushel car would help. There is the inconvenience. Perhaps it can be done. I certainly have never heard of it.

Mr. Hanson: It can be done. I was asked to investigate this three months ago with regard to malting barley producers who did not have enough malting barley to finish up their permits. On inquiry to the board, I received a written answer that, yes, it was still possible. The loading instructions were such that both of the principals involved have to have permits, a car allo-

[Traduction]

M. Hanson: J'aimerais préciser cela. Je croyais avoir dit que les récoltes spécialisées prennent en moyenne de 20 à 25 jours. Certains wagons restent en position de déchargement pendant jusqu'à 6 mois, ce qui constitue un entreposage gratuit. J'ai toutefois effectivement mentionné dans mon exposé que pour les grains de la Commission expédiés par wagons de producteurs, le délai était plus long d'une à trois journées que pour les grains de la Commission expédiés par le système de silos. Ce chiffre nous a été donné par des fonctionnaires du CN et du CPR. Cela tient surtout au chargement. Parfois les wagons sont placés en raison des conditions météorologiques et ne peuvent être chargés, de sorte qu'ils demeurent sur la voie. Par ailleurs, les silos semblent en mesure de charger même s'il fait 35 sous zéro ou par n'importe quel temps. On pourrait dire que cela rend le système inefficace.

Le sénateur Barootes: Vous n'étiez peut-être pas là tout à l'heure lorsque des défenseurs des wagons de producteurs ont déclaré qu'ils peuvent plus facilement se conformer à un horaire de 8, 12 ou 24 heures parce qu'ils travaillent le soir, les jours fériés, le dimanche et même le jour de l'Action de grâce s'il le faut, tandis que certains des autres ont des horaires différents. Tout semble différent selon la personne qui parle. C'est une source de confusion pour nous.

M. Hanson: Les silos sont pénalisés s'ils ne chargent pas à temps.

Le sénateur Barootes: Nous sommes au courant de cela.

M. Hanson: Cela devrait figurer dans les dossiers. Nous ne disposons que des chiffres qui nous ont été communiqués par le CN et le CPR et de notre propre expérience. Nous avons vu des wagons de producteurs immobilisés.

Le sénateur Barootes: Vous parlez d'un wagon placé qui reste là un certain temps sans être rempli, tandis que les wagons de l'industrie sont remplis. Les chemins de fer nous ont dit qu'il n'y a aucune différence. Ceux qui sont en faveur disent: «Nous sommes beaucoup plus rapides. Nous réussirons par n'importe quel temps, qu'il fasse 30 ou 10 sous zéro, qu'il fasse très chaud ou quelles que soient les conditions.» C'est une source de confusion.

J'ai une autre question à poser, portant sur le fait que le contingent est trop faible pour que certaines gens en Saskatchewan puissent tirer parti des wagons de producteurs. Il s'agit par exemple d'un contingent de 500 boisseaux tandis qu'il en faut environ 3 000 pour remplir un wagon de producteur.

M. Hanson: Oui.

Le sénateur Barootes: Est-il exact que plusieurs producteurs pourraient être combinés dans le même wagon de producteur?

M. Sahl: Je crois que c'était vrai dans le cas des anciens wagons. Je ne vois pas l'utilité d'installer des partitions dans un nouveau wagon de 3 000 boisseaux. Ce n'est pas commode. Peut-être est-ce possible. Je n'en ai jamais entendu parler.

M. Hanson: C'est possible. On m'a demandé d'étudier cette question il y a trois mois à propos de producteurs d'orge qui n'avaient pas suffisamment d'orge pour finir leur permis. La Commission m'a répondu par écrit que la chose est toujours possible. Les instructions de chargement étaient telles que les deux producteurs en cause doivent avoir des permis, une affec-

[Text]

cation or half a car allocation. So it is possible; however, it is not commonly done.

Senator Barootes: Yesterday, we were told that more than one permit holder can participate in a producer car. I do not know how frequent or prevalent it is. You also supplied me with a figure that 30,000 producer cars were requested this year.

Mr. Hanson: That was the projection for this year that was given to us approximately four months ago.

Senator Barootes: You mentioned that the figure for last year was 12,000 cars. I thought it was much lower than that last year. We were given the figure of around 7,000. Am I correct in that?

Senator Bielish: I think it was 4,000.

Mr. Hanson: Are you counting board grains as well as specialty crops? That is where you have to be careful to know whether you are dealing with producer cars used to ship board grains or just the producer cars which are being used to ship canola, peas, et cetera.

Senator Barootes: I do not know. Perhaps that is where the variance comes in. We did not hear any figures near 12,000 or 30,000.

Senator Bielish: My understanding was that that was total cars.

Senator Barootes: Was it the railways? I have it here.

The Chairman: If I could, and I am going from memory, I think we have heard three different versions.

Senator Bielish: I think it ended up being less than 2 per cent.

The Chairman: It was 1.8 per cent. I believe that, of the 300,000 for board grains, there were 3,118; and of the 50,000 for off-board grains, there were approximately 4,000 or 5,000.

Senator Barootes: Yes.

The Chairman: However, that is only going from memory. Of course, four plus three or four plus four does not equal 12. I see your point. Perhaps you could clarify that for us.

Mr. Hanson: I am sure that the Canadian Grain Commission could give you the final figures.

Senator Argue: Representatives from the Canadian Grain Commission are in the room.

The Chairman: We have a representative for the Canadian Grain Commission here. I wonder if we could interrupt this testimony to hear whether he has figures that can help us with this question.

Mr. W. J. O'Connor, Executive Director, Canadian Grain Commission: In the 1987-88 crop year, there were applications for 12,334 cars; of that number, 4,400 were rejected. Now, rejection sometimes occurs because the producer asks for the

[Traduction]

tation d'un wagon ou d'un demi-wagon. La chose est donc possible, mais elle est rare.

Le sénateur Barootes: Hier, on nous a dit que plusieurs détenteurs de permis peuvent participer au même wagon de producteurs. Je ne sais si cela se fait fréquemment. Vous avez également dit que 30 000 wagons de producteurs ont été demandés cette année.

M. Hanson: C'est la projection pour cette année qui nous a été communiquée il y a environ quatre mois.

Le sénateur Barootes: Vous avez dit que le chiffre de l'an dernier était de 12 000 wagons; je croyais qu'il était de beaucoup inférieur à cela l'an dernier. On nous a donné un chiffre d'environ 7 000. Est-ce exact?

Le sénateur Bielish: Je crois que c'était 4 000.

M. Hanson: Comptez-vous les grains de la Commission de même que les récoltes spécialisées? Il faut prendre garde, savoir s'il s'agit des wagons de producteurs utilisés pour expédier les grains de la Commission ou tout simplement des wagons de producteurs qui servent à expédier du canola, des pois, etc.

Le sénateur Barootes: Je n'en sais rien. C'est peut-être de là que vient l'écart, car nous n'avons entendu mentionner aucun chiffre qui soit près de 12 000 ou 30 000.

Le sénateur Bielish: Je crois comprendre qu'il s'agissait du nombre total de wagons.

Le sénateur Barootes: Est-ce qu'il s'agissait des chemins de fer? J'ai cela ici.

Le président: Si je peux me permettre, et je parle de mémoire, je crois que nous avons entendu trois versions différentes.

Le sénateur Bielish: Je crois qu'en fin de compte c'était moins de 2 pour cent.

Le président: C'était 1,8 pour cent. Je crois que sur les 300 000 pour les grains de la Commission, il y en avait 3 118 et que sur les 50 000 pour les grains hors Commission, il y en avait environ 4 ou 5 000.

Le sénateur Barootes: Oui.

Le président: Toutefois, je me fie uniquement à ma mémoire. Évidemment, quatre plus trois ou quatre plus quatre ne font pas 12. Je vois ce que vous voulez dire. Peut-être pourriez-vous préciser cela pour nous.

M. Hanson: Je suis certain que la Commission des grains pourrait vous donner des chiffres définitifs.

Le sénateur Argue: Des représentants de la commission canadienne des grains sont présents.

Le président: Nous avons ici un représentant de la Commission canadienne des grains. Pourrions-nous interrompre ce témoignage pour savoir s'il a les chiffres qui peuvent nous aider dans ce cas?

M. W. J. O'Connor, directeur administratif, Commission canadienne des grains: Pour l'année 1987-88, on a demandé 12 334 wagons; 4 400 de ces demandes ont été refusées. Il y a parfois refus parce que le producteur demande un wagon à un

[Text]

car at a specific time and we are not able to get the car to him when he wants it. Sometimes he has, in the meantime, sold the car through the elevator system. It could also be that he was optimistic about his supplies and he requested a car and then, later on, had to reject because he simply did not have the grain. So altogether there were something like 7,385 producer cars shipped in the last crop year. That was slightly less than in the previous year, when there were 8,000, but much higher than in any of the years prior to that.

The Chairman: The earlier figure you gave was cars ordered, and what was that again?

Mr. O'Connor: That was 12,334 cars ordered.

Senator Barootes: And how many actually shipped?

Mr. O'Connor: Of those, 7,385 were shipped.

Senator Barootes: And the figure for the previous year was 8,011?

Mr. O'Connor: Yes.

Senator Barootes: The figure for the previous year was 4,479?

Mr. O'Connor: You are reading the same figures that I am.

Senator Barootes: It is your paper.

Mr. O'Connor: Oh, that is good.

Senator Barootes: So we do have some variation in the numbers. I do not think it is significant.

Mr. Hanson: I stand corrected.

The Chairman: I have one more question of Mr. O'Connor while he is before us, and that relates to the 30,000 cars ordered this year. Can you confirm that figure?

Mr. O'Connor: I do not understand that figure, because our records show that there was 12,334—and that was for all grains.

The Chairman: No, I mean for the current crop year.

Mr. O'Connor: The current crop year? No, we have some applications in by now, but they are actually—

Senator Barootes: It is only four days old.

Mr. O'Connor: Yes.

The Chairman: So there are no figures. This would be a projection, perhaps, by the advisory committee itself?

Mr. O'Connor: Yes.

The Chairman: To keep it straight, thank you very much, Mr. O'Connor, for coming before us again.

We will now revert back to our witnesses from the Advisory Committee to the Canadian Wheat Board.

Mr. Hanson: Yes; I certainly stand corrected.

Senator Barootes: Yes, I think we are getting it straight.

The other thing that surprised me, Mr. Hanson, was that you said there are 11 wheat pool districts or grain districts.

[Traduction]

moment donné et que nous ne pouvons le lui livrer au bon moment. Parfois il a, entre temps, vendu le wagon par le système de silo. Parfois aussi, le producteur est trop optimiste et doit refuser un wagon demandé parce qu'il n'a pas de grains à y charger. Ainsi, dans l'ensemble, il y a eu environ 7 385 wagons de producteurs d'expédiés au cours de la dernière année. Ce chiffre était légèrement inférieur aux 8 000 de l'année précédente, mais de beaucoup supérieur aux années antérieures.

Le président: Le chiffre que vous nous avez donné des wagons commandés, quel était-il?

M. O'Connor: 12 334 wagons commandés.

Le sénateur Barootes: Et combien ont été effectivement expédiés?

M. O'Connor: 7 385 ont été expédiés.

Le sénateur Barootes: Et le chiffre pour l'année précédente était de 8 011?

M. O'Connor: Oui.

Le sénateur Barootes: Le chiffre pour l'année précédente était de 4 479?

M. O'Connor: Vous avez les mêmes chiffres que moi.

Le sénateur Barootes: C'est votre document.

M. O'Connor: Oh, c'est bien.

Le sénateur Barootes: Il y a donc certaines variations dans les chiffres. Je ne crois pas que cela soit significatif.

M. Hanson: J'ai fait erreur.

Le président: J'aurais une autre question à poser à M. O'Connor pendant qu'il est devant nous, à propos des 30 000 wagons commandés cette année. Pouvez-vous confirmer ce chiffre?

M. O'Connor: Je ne comprends pas ce chiffre, car nos dossiers indiquent 12 334 pour l'ensemble des grains.

Le président: Non, je veux dire l'année en cours.

M. O'Connor: L'année en cours? Non, nous avons déjà certaines demandes, mais elles sont effectivement...

Le sénateur Barootes: Elle n'a que quatre jours.

M. O'Connor: Oui.

Le président: Il n'y a donc pas de chiffre. Il s'agit peut-être d'une projection faite par le Comité consultatif lui-même.

M. O'Connor: Oui.

Le président: Merci beaucoup, monsieur O'Connor, d'avoir de nouveau comparu devant nous.

Nous en revenons à notre témoin du Comité consultatif de la Commission canadienne du blé.

M. Hanson: Oui, je m'étais certes trompé.

Le sénateur Barootes: Oui, je crois que nous avons les bons chiffres.

L'autre chose qui m'a étonné, M. Hanson, c'est que vous avez dit qu'il y a 11 districts de livraison en commun du blé ou des céréales.

[Text]

Mr. Hanson: There are 11 advisory committees.

Senator Barootes: Districts? And there are 30,000 farmers?

Mr. Hanson: Well, Peace River has less. They try to do them on a regional basis.

Senator Barootes: On average. That means that there are 300,000 farmers in western Canada. Would that be right, or is it 330,000? I did not know that it was that high.

Mr. Hanson: I could be wrong, but 30,000 pops into my mind as being the number of letters.

Senator Barootes: Mr. Sahl?

Mr. Sahl: I am sorry; I cannot grab that figure out of the air.

Senator Barootes: It seems high to me.

Mr. Sahl: But they try to follow representation by population.

Senator Argue: Is it based on permit books?

Mr. Hanson: It is based on permit books, so one family could get four permit books, ballots, or whatever.

Senator Barootes: Permit books.

Senator Argue: I would suggest that there are probably about 140,000 permit book holders in western Canada—

Mr. Sahl: Yes; that is right.

Senator Barootes: I am talking about 300,000 here.

Senator Argue: —or voters, which might be different.

Senator Barootes: Senator Argue may have some questions.

The Chairman: On this point, could I suggest to the witness—because I have this information from another source—that 18,000 to 20,000 per district would be more like the number that should be used? Would you agree with that?

Mr. Hanson: Probably. We looked at each other and could not remember the figure.

The Chairman: In any event, Senator Barootes, do you have further questions?

Senator Barootes: I may have a question later, but I retire in deference to my friend.

Senator Argue: We have had a number of witnesses here. The pools put forward the numbers that they had in their organization, as did the Western Grain Growers Association, and so on. You have been through this point, so it is fairly clear.

You represent—through a democratic ballot, and being elected—all of the grain producers and permit book holders within that geographical area?

Mr. Sahl: That is correct.

Senator Argue: How long does your term last? How often do you come up for election?

[Traduction]

M. Hanson: Il y a 11 comités consultatifs.

Le sénateur Barootes: Des districts? Et il y a 30 000 agriculteurs?

M. Hanson: Eh bien, il y en a moins à la rivière La Paix. On essaie de fonctionner sur une base régionale.

Le sénateur Barootes: En moyenne. Cela signifie qu'il y a 300 000 agriculteurs dans l'Ouest canadien. Est-ce exact, ou y en aurait-il 330 000? Je ne savais pas qu'il y en avait tant.

M. Hanson: Je pourrais me tromper, mais le nombre de lettres qui me vient à l'esprit est de 30 000.

Le sénateur Barootes: M. Sahl?

M. Sahl: Je regrette, je ne peux inventer le chiffre.

Le sénateur Barootes: Il me semble élevé.

M. Sahl: Mais on tente d'avoir une représentation en fonction de la population.

Le sénateur Argue: D'après les carnets de permis?

M. Hanson: D'après les carnets de permis, de sorte qu'une même famille pourrait avoir 4 carnets de permis, 4 bulletins de vote, par exemple.

Le sénateur Barootes: Des carnets de permis.

Le sénateur Argue: Je crois qu'il y a probablement environ 140 000 détenteurs de carnets de permis dans l'Ouest canadien.

M. Sahl: Oui, c'est exact.

Le sénateur Barootes: Il s'agit d'environ 300 000 ici.

Le sénateur Argue: Des électeurs, ce qui pourrait être différent.

Le sénateur Barootes: Le sénateur Argue aurait peut-être des questions à poser.

Le président: Sur ce point, puis-je dire aux témoins—car j'ai ce renseignement d'une autre source—que de 18 à 20 000 par district serait un nombre plus exact? Êtes-vous d'accord avec cela?

M. Hanson: Probablement. Nous nous sommes regardés et nous ne pouvions pas nous souvenir du chiffre.

Le président: Quoi qu'il en soit, sénateur Barootes, avez-vous d'autres questions?

Le sénateur Barootes: J'aurai peut-être une question plus tard, mais je cède la parole à mon ami.

Le sénateur Argue: Nous avons entendu un certain nombre de témoins. Les coopératives ont mentionné le nombre de membres, tout comme la Western Grain Growers Association, etc. Vous avez parlé de cela, de sorte que c'est suffisamment clair.

Vous représentez—par le moyen d'une élection démocratique—l'ensemble des producteurs de grains et des détenteurs de carnets de permis dans cette région géographique?

M. Sahl: C'est exact.

Le sénateur Argue: Quelle est la durée de votre mandat? Quelle est la fréquence des élections?

[Text]

Mr. Sahl: Four years.

Senator Argue: When were you elected last?

Mr. Sahl: Please do not embarrass me. A year and a half ago.

Senator Argue: And you?

Mr. Hanson: The same.

Senator Argue: Your mandate is to advise the Canadian Wheat Board, is that what it is? What are your terms of reference?

Mr. Sahl: Yes; that is an accurate statement.

Senator Argue: How often do you advise them? By telephone? Do you have regular meetings, or just off and on, or what?

Mr. Sahl: It happens in different ways. I get telephone calls and correspondence. We attend a meeting once a month with the board.

Senator Argue: Once a month, yes.

Mr. Sahl: We do it verbally. For some producer I know in my area who has some concern, I inform someone on the board.

If something develops and the committee feels it wants to talk to government and the minister, we do that as the resolution did, I expect.

It is a two-way type of information mechanism where we, in turn, take back from the board marketing information that is of interest to them.

Senator Argue: In your memory—for example, two or three years back—did the question of producer cars come up in some of your meetings? Was this principle or idea of a refund discussed at an earlier meeting where you might have taken an opportunity to advise the Canadian Wheat Board, the government, or whoever you are advising, or is your advice just after the fact, after the bill had been before Parliament for some time?

Mr. Sahl: It has come up ever since it was made known that that was a possibility. It was discussed on other occasions. I cannot recall the detail, but there was certainly concern expressed about that particular clause being in the bill.

Senator Argue: What I am trying to get at is whether or not the Canadian Wheat Board or perhaps the minister—although that may not be something that you should disclose, so let us stay with the Canadian Wheat Board—sought out your advice on this particular point prior to the announcement that legislation was coming forward. In other words, did you have an input before the legislation was produced—

Mr. Sahl: No.

Senator Argue: —or was your advice after it was produced?

Mr. Sahl: Mr. Hanson can speak for himself, but in my case I was not aware of it.

[Traduction]

M. Sahl: Quatre ans.

Le sénateur Argue: Quand avez-vous été élu la dernière fois?

M. Sahl: Je vous en prie, ne me mettez pas dans l'embarras. C'était il y a un an et demi.

Le sénateur Argue: Et vous?

M. Hanson: La même chose.

Le sénateur Argue: Votre mandat est de conseiller la Commission canadienne du blé, n'est-ce pas? Quel est votre mandat?

M. Sahl: Oui, c'est bien cela.

Le sénateur Argue: Combien souvent les conseillez-vous? Par téléphone? Avez-vous des réunions régulières ou occasionnelles?

M. Sahl: Cela se produit de diverses façons. Je reçois des appels et des lettres. Il y a chaque mois une réunion avec la Commission.

Le sénateur Argue: Une fois par mois, oui.

M. Sahl: Nous fonctionnons verbalement. Si un producteur de ma connaissance me communique une préoccupation, je la transmet à un membre de la Commission.

S'il arrive quelque chose et si le comité désire parler au gouvernement et au Ministre, nous le faisons par exemple par résolution.

Il s'agit d'un mécanisme d'information bidirectionnel et nous recevons de la Commission des renseignements de mise en marché qui intéressent les producteurs.

Le sénateur Argue: Selon vos souvenirs—par exemple, il y a 2 ou 3 ans—est-ce que la question des wagons de producteurs a été abordée au cours de certaines de vos réunions? Est-ce que le principe ou l'idée d'un remboursement a été discuté à une réunion antérieure où vous auriez pu avoir l'occasion de conseiller la Commission canadienne du blé, le gouvernement ou qui que ce soit que vous conseillez, ou vos conseils viennent-ils uniquement après coup, maintenant que le projet de loi est déposé au Parlement depuis un certain temps?

M. Sahl: La question a été discutée depuis que la possibilité a été mentionnée. Elle a été discutée à d'autres reprises. Je ne peux me souvenir des détails, mais nous avons certainement exprimé une inquiétude à propos de cet article.

Le sénateur Argue: Ce que je voudrais savoir, c'est si la Commission canadienne du blé, ou peut-être le Ministre—mais peut-être ne devriez-vous pas révéler ça, alors nous en resterons à la Commission canadienne du blé—vous a consultés sur ce point avant d'annoncer le projet de loi. En d'autres termes, avez-vous eu un apport avant que ce texte législatif ne soit produit?

M. Sahl: Non.

Le sénateur Argue: Ou vos conseils sont-ils intervenus après la production?

M. Sahl: M. Hanson pourra répondre pour lui-même, mais quant à moi je n'étais pas au courant.

[Text]

Senator Argue: Neither the board itself nor the minister consulted you on this principle or question—I would not expect that the minister would produce a draft bill, but either he or the board or through the board? It was not an item on your agenda that you discussed one or two years ago?

Mr. Sahl: No, not in the context of providing the board with advice prior to it happening.

Senator Argue: What did you say?

Mr. Sahl: Not in the context of providing the board advice as to whether it should be implemented or not.

The Chairman: Mr. Hanson, did you want to comment?

Mr. Hanson: Yes. We did meet with legal counsel from the Canadian Wheat Board to explain the implications of the draft bill, and we looked through it at that point. I cannot remember whether it had already been introduced or not.

On a monthly basis you kind of lose touch with where everything is, but we did go through the clauses of the bill to understand what they were doing in terms of the ability of the Canadian Wheat Board to go to the international market to borrow money, and this sort of thing, which was of concern to us until we had it explained to us.

Senator Argue: I have read Mr. Mayer's statement, the minister, in the House of Commons, introducing this and other legislation affecting the Canadian Wheat Board.

Reading from the words that he has used, he seems to be at this stage in his development a strong supporter of the Canadian Wheat Board system. He has certainly publicly acknowledged the tremendous marketing effort that has been put forward recently. The advisory committee at least has an avenue from time to time to advise the minister who is in charge of the Canadian Wheat Board.

Do you periodically have some contact in your meetings? Does the minister arrive at your meetings, or do you meet with him from time to time? Does the advisory board sit down with the minister every now and again to discuss the grain situation?

Mr. Sahl: We have.

Senator Argue: When was the last time that you had an hour-long meeting, or whatever? I know that he is a busy man.

Mr. Sahl: I cannot recall. I do not know whether Mr. Hanson can, though.

Senator Argue: A year ago or a couple of years ago?

Mr. Sahl: It was some time ago.

Senator Argue: This is a big issue, I think.

Senator Barootes: They were less often when Senator Argue was the minister.

Senator Argue: Well, I didn't always go when I was invited, but I went fairly often.

[Traduction]

Le sénateur Argue: Ni la Commission elle-même ni le Ministre ne vous ont consultés sur ce principe ou sur cette question—je ne crois pas que le Ministre produirait un avant-projet de loi, mais soit lui soit la Commission soit par l'entremise de la Commission? Cela n'était pas à l'ordre du jour de vos discussions il y a un an ou deux?

M. Sahl: Non, nous n'avons pas fourni de conseils à la Commission avant coup.

Le sénateur Argue: Qu'est-ce que vous dites?

M. Sahl: Non nous n'avons pas donné de conseils à la Commission quant à la mise en œuvre de cette proposition.

Le président: M. Hanson, avez-vous un commentaire à faire?

M. Hanson: Oui. Nous avons rencontré le conseiller juridique de la Commission canadienne du blé qui nous a expliqué les conséquences de l'avant-projet de loi, et nous l'avons examiné à ce moment-là. Je ne me souviens pas s'il avait déjà été déposé.

Quand les rencontres sont mensuelles, on perd un peu le contact, mais nous avons étudié les articles du projet de loi pour comprendre leur effet en fonction de la capacité de la Commission canadienne du blé de s'adresser au marché international pour emprunter de l'argent, chose qui nous préoccupait tant qu'elle ne nous a pas été expliquée.

Le sénateur Argue: J'ai lu la déclaration du ministre, M. Mayer, à la Chambre des communes lorsqu'il a présenté ce projet de loi et d'autres projets de loi concernant la Commission canadienne du blé.

D'après les termes qu'il a employés, il semble à ce stade fortement en faveur du système de la Commission canadienne du blé. Il a en tout cas reconnu publiquement l'énorme effort de commercialisation qui a été fait récemment. Le Comité consultatif a au moins la possibilité de temps à autre de conseiller le ministre responsable de la Commission canadienne du blé.

Avez-vous régulièrement un certain contact dans vos réunions? Est-ce que le Ministre assiste à vos réunions, ou le rencontrez-vous de temps à autre? Est-ce que le conseil consultatif rencontre le ministre à l'occasion pour discuter de la situation des céréales?

M. Sahl: Nous l'avons fait.

Le sénateur Argue: Quand avez-vous eu une rencontre d'une heure pour la dernière fois? Je sais que c'est un homme très occupé.

M. Sahl: Je ne m'en souviens pas. Peut-être M. Hanson s'en souvient-il, toutefois.

Le sénateur Argue: Il y a un an, ou il y a quelques années?

M. Sahl: C'était il y a quelque temps.

Le sénateur Argue: C'est une question importante, je crois.

Le sénateur Barootes: Les réunions étaient moins fréquentes lorsque le sénateur Argue était ministre.

Le sénateur Argue: Eh bien, je n'y allais pas chaque fois que j'étais invité, mais j'y allais assez souvent.

[Text]

Mr. Sahl: I want to be fair to the minister; he is a very busy man, as senators can appreciate.

Senator Argue: Exactly.

Mr. Sahl: I would have thought that the committee would take that into account, considering the state of the grain industry.

Senator Argue: I am not putting that forward as a criticism, either, but I think there are opportunities from time to time for meetings between the advisory board and the minister in charge.

Mr. Hanson: In all fairness, if I could interject here, the minister always has his representative, Mr. Paul Saunders, at our meetings. I do not think he has felt it necessary to drop in as often as we probably would have liked him to. Personally, having served on the board for just a year and a half, I certainly would have liked to have had more than one meeting with the minister, but I realize that his legislative schedule makes that almost impossible.

Senator Argue: Yes, his job is very demanding in terms of time. On the issue of the producer cars, both of you have alluded to the strong support amongst the grain producers for our orderly marketing system; that is, our pooling system. Could you hazard a guess as to the percentage of producers you think want the producer cars and the percentage that do not? You say that you are on coffee row every morning, and so on; what is your estimate?

Mr. Hanson: I farm in excess of 2,000 acres, senator, and I do not get to coffee row very often, but I would say that in my area those favouring the increased use of producer cars might constitute 10 to 12 per cent at the highest. It seems strange to me that some of the people who built the Weyburn Inland Terminal with the objective of reaching greater efficiency are now deserting that facility and crying for the increased usage of producer cars. They seem to be cutting off their leg with their other hand.

Producer car usage seems to develop in pockets, first where facilities have been poor. The elevator companies try to counter that with, "We can't keep an elevator in every gopher gulch—we have to go to a 20-mile haul." So there is your alternative. The producers, in turn, do not like that and decide to load a producer car. I would like to see them opt for one system or the other. I do not think it is fair for them to load 10 producer cars and then expect to haul their 200 bushels of left-over flax, 300 bushels of canola, 700 bushels of barley and screenings from their wheat cleaning to their local elevator.

Mr. Sahl: I think the real issue is that the producers should also share in the total cost of maintaining the system. That is the issue.

Senator Argue: Would you agree with the 10 or 12 per cent figure that Mr. Hanson has put forward or would you suggest another figure? What is your private analysis? You represent these people, so I think that is a reasonable question.

Mr. Sahl: Maybe the unfortunate thing is that some producers are not aware of the real issue that arises in sloughing

[Traduction]

M. Sahl: Je dois être juste envers le ministre: c'est un homme très occupé, comme les sénateurs le savent bien.

Le sénateur Argue: Tout à fait.

M. Sahl: J'aurais cru que le Comité en tiendrait compte, compte tenu de l'état de l'industrie des grains.

Le sénateur Argue: Ce n'est pas un reproche que je formule non plus, mais je crois qu'il y a de temps à autre possibilité de rencontre entre le conseil consultatif et le ministre responsable.

M. Hanson: En toute justice, si je peux me permettre d'intervenir, le ministre est toujours représenté par M. Paul Saunders à nos réunions. Je ne crois pas qu'il ait jugé nécessaire d'être présent aussi souvent que nous l'aurions souhaité. Quant à moi, qui suis membre du conseil depuis un an et demi, j'aurais aimé avoir plus d'une rencontre avec le ministre, mais je comprends que son horaire législatif rend cela presque impossible.

Le sénateur Argue: Oui, son travail lui demande beaucoup de temps. Sur la question des wagons de producteurs, vous avez tous deux parlé du fort appui parmi les producteurs de grains en faveur de notre système ordonné de mise en marché, c'est-à-dire notre système de livraisons en commun. Pourriez-vous tenter d'estimer le pourcentage des producteurs qui selon vous désirent des wagons de producteurs et le pourcentage des autres? Vous dites que vous prenez le café tous les matins et ainsi de suite: quelle est votre estimation?

M. Hanson: Monsieur le sénateur, j'exploite plus de 2 000 acres et je n'ai pas souvent le temps d'aller prendre le café, mais je dirais que dans ma région le pourcentage de ceux qui favorisent une utilisation accrue des wagons de producteurs pourrait être de 10 à 12 p. 100 au maximum. Il me semble étrange que certaines personnes qui ont construit le Weyburn Inland Terminal dans le but d'atteindre une plus grande efficacité désertent maintenant cette installation et réclament une utilisation accrue des wagons de producteurs. Ils semblent se nuire à eux-mêmes.

L'utilisation des wagons de producteurs semble se développer dans des poches, tout d'abord où les installations sont insuffisantes. Les silos répondent qu'ils ne peuvent avoir un silo dans chaque crevasse, qu'il faut un rayon de 20 milles. Les producteurs n'aiment pas cela et décident de charger un wagon de producteur. J'aimerais les voir choisir un système ou l'autre. Je ne crois pas qu'il soit juste pour eux de charger 10 wagons de producteurs, puis de s'attendre de transporter leurs 200 boisseaux de lin, leurs 300 boisseaux de canola et 700 boisseaux d'orge au silo local.

M. Sahl: Je crois que la vraie question est que les producteurs devraient également partager le coût global d'entretien du système. C'est là la question.

Le sénateur Argue: Êtes-vous d'accord avec le chiffre de 10 ou 12 p. 100 donné par M. Hanson ou proposeriez-vous un chiffre différent. Quelle est votre analyse à vous? Vous représentez des gens, c'est donc là je crois une question raisonnable.

M. Sahl: Ce qui est malheureux, c'est peut-être que certains producteurs ne sont pas au courant du vrai problème qui se

[Text]

off some of the system's costs to those who have to use the elevators and want to use them—they will have to bear an increased cost to maintain the entire system.

Mr. Hanson: Senator Argue, this matter was not brought up at either of my district meetings last year or this year, so I do not think it is a topic of hot discussion out in the country.

Mr. Sahl: I agree with that. The effects of this have only recently become known.

Senator Barootes: This is an interesting subject and we have been discussing it over and over again. We tend to get a little confused. The past couple of years have been bad ones for the farmers, whichever way you look at it, whether it be from the point of view of cash income, net income or cash flow. Some of the farmers who have taken advantage of this option probably look at the saving of \$500 to \$800 per carload that might be available to them. That works out to anywhere from 22 cents to 30 cents per bushel in additional money. One would not wish to deny to a farmer the opportunity to have that additional income at a time when some of them are suffering fairly badly.

Mr. Sahl: I suppose you could apply the old saying: What is good for the goose is good for the gander. I know of companies whose patrons are all applying for producer cars, using the argument that if it is good for some, if some can take the benefit, then everyone can. If we get into that situation, I think chaos will result.

The Chairman: Honourable senators, are there any further questions?

Senator Bielish: I have no questions, Mr. Chairman, but my observation is that we have heard so many contradictions that it is difficult to understand this entire issue. I hate to ask the witnesses whether their facts are correct as compared to other facts that have been presented. I want to mention that representatives of the wheat pools were here and I asked them whether pool members ordered producer cars. They said that yes, some of them did. So where do the individual farmers' loyalties go? Do some say: "I am not happy with this, but if I have the opportunity to obtain a producer car, I would like to take that opportunity"?

Therefore my statement to you, and you can call it a question if you like, is: Would you deny some of the people the opportunity to use that method of marketing their product? The percentage is so small that it is almost negligible in the overall system of marketing. Also, I would like you to look at the statements that you have made to see how correct they were, because the contradictions were there with respect to the return on the cars. You say the object is to draw quickly on grain to meet the requirement. The other people have said that there was no difference. Those are some of the problems that I have with this matter.

Mr. Hanson: I certainly stand corrected on the 12,000 that I stated earlier, because that was the applications and not the cars used. That was the figure that was given to us. The 30,000

[Traduction]

pose lorsque l'on transmet certains des coûts du système à ceux qui doivent utiliser les silos et désirent les utiliser—they devront supporter un coût accru pour l'entretien de l'ensemble du système.

M. Hanson: Sénateur Argue, cette question n'a été soulevée à aucune de mes réunions de district l'an dernier ou cette année, et je crois que ce n'est pas une question controversée.

M. Sahl: Je suis d'accord. Les effets n'ont été connus que récemment.

Le sénateur Barootes: C'est là un sujet intéressant que nous avons discuté à de nombreuses reprises. Il en résulte une certaine confusion. Les quelques dernières années ont été mauvaises pour les agriculteurs, que ce soit du point de vue des recettes de caisse, du revenu net ou des mouvements de trésorerie. Certains des agriculteurs qui ont tiré parti de cette option pensent probablement à l'économie de 500 à 800 \$ par wagon qu'ils pourraient réaliser. Cela représente entre 22 et 30 cents le boisseau. Il ne faudrait pas refuser à l'agriculteur la possibilité d'obtenir ce revenu supplémentaire à une époque où beaucoup d'entre eux sont en difficulté.

M. Sahl: Comme dit le proverbe, ce qui est bon pour l'un l'est aussi pour l'autre. Je connais des compagnies dont les clients demandent tous des wagons de producteurs, disant que si c'est bon pour certains, si certains peuvent en tirer avantage, alors c'est bon pour tout le monde. Si nous en venons à cela, je crois que nous aboutirons au chaos.

Le président: Honorables sénateurs, y a-t-il d'autres questions?

Le sénateur Bielish: Je n'ai pas de question, M. le Président, mais je constate que nous avons entendu tellement de contradictions qu'il est difficile de cerner l'ensemble de la question. Je n'aime pas demander aux témoins si leurs faits sont justes en comparaison d'autres faits qui nous ont été présentés. Je désire dire que les représentants des coopératives ont comparu devant nous et que je leur ai demandé si certains de leurs membres commandent des wagons de producteurs. Ils ont répondu que cela se produit. À qui va la loyauté des agriculteurs? Est-ce que certains disent: «Je ne suis pas heureux de cela, mais si je peux obtenir un wagon de producteur, j'en profiterai.»?

C'est pourquoi je vous dis, et vous pouvez y voir une question si vous le voulez, est-ce que vous refuseriez à certaines personnes la possibilité d'utiliser cette méthode pour commercialiser leur produit? Le pourcentage est si restreint qu'il est presque négligeable dans l'ensemble du système de commercialisation. Également, j'aimerais que vous examiniez les déclarations que vous avez faites pour voir si elles étaient justes, car il y a des contradictions en ce qui concerne le rendement des wagons. Vous dites que l'objectif est de retirer rapidement des grains pour répondre aux besoins. Les autres ont dit qu'il n'y avait aucune différence. Ce sont là certains des problèmes que j'éprouve à cet égard.

M. Hanson: J'ai certainement fait erreur sur le chiffre de 12 000 que j'ai mentionné plus tôt, car il s'agissait de demandes et non de wagons. C'est le chiffre qui nous a été donné. Le

[Text]

was a projection of the number of applications that was anticipated for this year.

The Chairman: Can you give us the source of that projection?

Mr. Hanson: That projection came from discussions with the CN and CP people at round-table meetings. Another member of the advisory committee and myself met again with Rick Boyd from CNR and two of his officials for two hours when we were experiencing some problems within the transportation area of our two districts. I cannot recall exactly which one of those meetings some of these figures came from.

As far as denying people the right to use producer cars, I do not think there is any question of that. We firmly support the right to use producer cars at the 2 per cent level. I do not think we feel there is any great problem. Elevator companies or their clients do order producer cars. They are usually utilized as dealer cars. If I have a sizeable amount of, say, flax to ship and the agent at the time feels that perhaps I can get a better dollar for it by loading a dealer car through his elevator, I will choose that route. There might be a premium once it unloads because the terminals must have so much to load as cargo and, through the legislation, they are forced to buy a certain percentage outside of their own stock. Therefore they like to have their fingers on these dealer cars which are, so to speak, under their control but that one is still my car.

I think there is so much confusion because one is called a dealer car and one is called a producer car. They may be referred to as producer cars or whatever.

Senator Bielish: Yes, and you wonder where they appear in the totals. A dealer car is a producer car; in other words, a single producer using what is spotted as a dealer car at an elevator, am I right?

Mr. Hanson: Yes, it is loaded through the elevator.

Senator Bielish: Yes, and the grain goes straight through into the car.

Mr. Hanson: It may be part of a ten-car spot or a 20-car spot or whatever is available.

Senator Bielish: Thank you very much for coming and thank you for your information.

The Chairman: I do not see any indication for further questions. Therefore, again, on behalf of the committee, I thank you both for coming before us this afternoon, for your brief and for dealing with our questions. We appreciate it very much.

Mr. Sahl: Thank you.

The Chairman: Honourable senators, that concludes our hearings for today. I suppose it is fair to say that someone is bound to be mad at us. There seem to be two strong views emerging on clause 8 of Bill C-92.

[Traduction]

chiffre de 30 000 était une projection du nombre de demandes prévues pour cette année.

Le président: Pouvez-vous nous donner la source de cette projection?

M. Hanson: Cette projection provenait de discussions avec les gens du CN et du CP lors de tables rondes. Un membre du Comité consultatif et moi-même avons de nouveau rencontré Rick Boyd du CNR et deux de ses fonctionnaires pendant deux heures lorsque nous avons éprouvé des problèmes à l'égard du secteur de transport dans nos deux districts. Je ne me souviens pas exactement à laquelle de ces réunions les chiffres ont été mentionnés.

Quant à refuser aux gens le droit d'utiliser les wagons de producteurs, je ne crois pas qu'il en soit question. Nous sommes fermement en faveur du droit d'utiliser des wagons de producteurs au niveau de 2 p. 100. Je ne crois pas que nous estimions qu'il y a là un grave problème. Les silos ou leurs clients commandent effectivement des wagons de producteurs. Ils sont d'ordinaire utilisés comme des wagons de vendeurs. Si j'ai, par exemple, une bonne quantité de lin à expédier et que l'agent estime que je peux obtenir un meilleur prix en chargeant un wagon de vendeurs par son silo, c'est ce que je ferai. Il pourrait y avoir une prime au déchargement parce que les terminaux doivent avoir une quantité X à charger et que la loi les oblige à acheter un certain pourcentage à l'extérieur de leur propre stock. C'est pourquoi ils aiment avoir accès à ces wagons de vendeurs qui sont pour ainsi dire sous leur contrôle mais il s'agit toujours de mon wagon.

Je crois qu'il y a beaucoup de confusion parce qu'on parle dans un cas de wagons de vendeurs et dans l'autre de wagons de producteurs. On pourrait les appeler des wagons de producteurs ou n'importe quoi.

Le sénateur Bielish: Oui, et vous vous demandez où ils figurent dans les totaux. Un wagon de vendeur est un wagon de producteur; en d'autres termes, un seul producteur utilisant ce qui est placé comme wagon de vendeur au silo, est-ce exact?

M. Hanson: Oui, il est chargé par le silo.

Le sénateur Bielish: Oui, et le grain va directement dans le wagon.

M. Hanson: Il peut faire partie d'un emplacement de 10 ou de 20 wagons, selon ce qui est disponible.

Le sénateur Bielish: Merci beaucoup d'être venu et merci de vos renseignements.

Le président: Je crois qu'il n'y a pas d'autres questions. C'est pourquoi, au nom du Comité, je vous remercie tous deux d'avoir comparu devant nous cet après-midi et de nous avoir présenté un mémoire portant sur les questions qui nous intéressent. Nous vous en sommes très reconnaissants.

M. Sahl: Merci.

Le président: Honorables sénateurs, cela termine nos audiences pour aujourd'hui. Je suppose qu'il est juste de dire que quelqu'un sera inévitablement fâché contre nous. Il semble y avoir deux opinions fortement typées à l'égard de l'article 8 du projet de loi C-92.

[Text]

Just for your general information, it is proposed that we will have a meeting of the steering committee shortly, perhaps as early as tomorrow afternoon, but certainly by mid-week next week to determine what further hearings, if any, we should hold. At any rate, you can anticipate a meeting of the full committee before the Senate sits, which is scheduled to happen on August 16. In all likelihood, we will have meetings—and certainly and *in camera* meeting—to deal with our possible report before the August 16 sitting of the Senate.

In any event, that will be settled at our steering committee meeting which could be held as early as tomorrow. The clerk or someone else will communicate with all members of the committee the results of that meeting.

In the meantime, if any of you have any comments or suggestions or things that you want to input into the decision that the steering committee might reach, please advise a member of the steering committee.

Honourable senators, is there any further business that anyone wishes to bring forward at this time? If not, the meeting is adjourned.

The committee adjourned.

[Traduction]

À titre d'information, il est proposé de tenir une réunion du comité directeur sous peu, peut-être dès demain après-midi, mais en tout cas au plus tard au milieu de la semaine prochaine pour déterminer quelles autres audiences nous devrions tenir. Quoi qu'il en soit, vous pouvez vous attendre à une réunion de l'ensemble du comité avant que le Sénat ne siège, c'est-à-dire le 16 août. En toute probabilité, nous aurons des réunions—et certainement une réunion à huis clos—pour parler de notre rapport éventuel avant la séance du Sénat le 16 août.

Quoi qu'il en soit, cela sera réglé par le comité directeur qui pourrait se réunir dès demain. Le greffier ou quelqu'un d'autre communiquera à tous les membres du comité les résultats de cette réunion.

Entre temps, si vous avez des commentaires ou des suggestions ou des choses à dire sur la décision que pourrait prendre le comité directeur, veuillez en informer un de ses membres.

Honorables sénateurs, y a-t-il d'autres affaires à ce moment? Sinon, je lèverai la séance.

La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From Western Canada Wheat Growers:

Paul Orsak, Vice-President;
Paul Sim, Senior Policy Analyst;
Gary Pike, Advisor to the Board.

From the Western Producer Car Group:

Gordon Graham, President;
Keith Lewis.

From Canadian Pacific Railways:

Terry Phillips, General Manager, Cost and Business Analysis;
J. W. Manson, General Superintendent, Grain Transportation.

From Canadian National Railways:

Bruce Rice, Manager, Prairie Region Research Services;
Glenn Mitchell, System Officer, Grain Transportation.

From the Canadian Grain Commission:

John O'Connor, Executive Director.

From the National Farmers' Union:

Wayne Easter, President;
Gil Pederson, Saskatchewan Co-ordinator.

From the Advisory Committee to the Canadian Wheat Board:

Avery Sahl, Chairman;
Terry Hanson, Member.

De la «Western Canada Wheat Growers»:

Paul Orsak, vice-président;
Paul Sim, directeur de l'analyse des politiques;
Gary Pike, conseiller du conseil d'administration.

Du «Western Producer Car Group»:

Gordon Graham, président;
Keith Lewis.

Des Chemins de fer Canadien Pacifique:

Terry Phillips, directeur général, Analyse des prix de revient et des affaires;
J. W. Manson, surintendant général, Transport céréaliier.

Des Chemins de fer Canadien national:

Bruce Rice, directeur, Service de recherche de la région des Prairies;
Glenn Mitchell, administrateur, Transport des grains.

De la Commission canadienne des grains:

John O'Connor, directeur exécutif.

De la «National Farmers' Union»:

Wayne Easter, président;
Gil Pederson, coordonnateur de la Saskatchewan.

Du Comité consultatif de la Commission canadienne du blé:

Avery Sahl, président;
Terry Hanson, membre.



Second Session
Thirty-third Parliament, 1986-87-88

SENATE OF CANADA

*Proceedings of the Standing
Senate Committee on*

Agriculture and Forestry

Chairman:
The Honourable DANIEL HAYS

Monday, August 15, 1988

Issue No. 31

Third proceedings on:

The examination of Bill C-132, An Act to
amend the Western Grain Stabilization Act

Third proceedings on:

The examination of Bill C-112, An Act to
amend the Canada Grain Act and
other Acts in consequence thereof

INCLUDING:

The ninth and tenth reports of the Committee

WITNESSES:

(See back cover)

Deuxième session de la
trente-troisième législature, 1986-1987-1988

SÉNAT DU CANADA

*Délibérations du Comité
sénatorial permanent de*

l'Agriculture et des forêts

Président:
L'honorable DANIEL HAYS

Le lundi 15 août 1988

Fascicule n° 31

Troisième fascicule concernant:

L'étude du Projet de loi C-132, Loi modifiant la Loi
de stabilisation concernant le grain de l'Ouest

Troisième fascicule concernant:

L'étude du Projet de loi C-112, Loi
modifiant la Loi sur les grains du Canada et
d'autres lois en conséquence

Y COMPRIS:

Les neuvième et dixième rapports du Comité

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



STANDING SENATE COMMITTEE ON
AGRICULTURE AND FORESTRY

The Honourable Daniel Hays, *Chairman*

The Honourable E. W. Barootes, *Deputy Chairman*

and

The Honourable Senators:

Argue	*Murray
Barootes	(or Doody)
Bielish	Olson
Fairbairn	Phillips
Hays	Riel
*MacEachen	Rossiter
(or Frith)	Sparrow
Marchand	Spivak

**Ex Officio Members*

(Quorum 4)

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DE
L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS

Président: L'honorable Daniel Hays

Vice-président: L'honorable E. W. Barootes

et

Les honorables sénateurs:

Argue	*Murray
Barootes	(ou Doody)
Bielish	Olson
Fairbairn	Phillips
Hays	Riel
*MacEachen	Rossiter
(ou Frith)	Sparrow
Marchand	Spivak

**Membres d'office*

(Quorum 4)

ORDERS OF REFERENCE

Extract from the Minutes of the Proceedings of the Senate, Wednesday, July 27, 1988:

"Pursuant to the Order of the Day, the Honourable Senator Spivak moved, seconded by the Honourable Senator Doody, that the Bill C-112, An Act to amend the Canada Grain Act and other Acts in consequence thereof, be read the second time.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

The Bill was then read the second time.

The Honourable Senator Spivak moved, seconded by the Honourable Senator Cochrane, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry.

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative."

Extract from the Minutes of the Proceedings of the Senate, Wednesday, July 27, 1988:

"Pursuant to the Order of the Day, the Honourable Senator Barootes moved, seconded by the Honourable Senator Doyle, that the Bill C-132, An Act to amend the Western Grain Stabilization Act, be read the second time.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

The Bill was then read the second time.

The Honourable Senator Barootes moved, seconded by the Honourable Senator Doyle, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry.

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative."

ORDRES DE RENVOI

Extrait des Procès-verbaux du Sénat, le mercredi 27 juillet 1988:

«Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Spivak propose, appuyé par l'honorable sénateur Doody, que le Projet de loi C-112, Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada et d'autres lois en conséquence, soit lu la deuxième fois.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois.

L'honorable sénateur Spivak propose, appuyé par l'honorable sénateur Cochrane, que le projet de loi soit déferé au Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Extrait des Procès-verbaux du Sénat, le mercredi 27 juillet 1988:

«Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Barootes propose, appuyé par l'honorable sénateur Doyle, que le Projet de loi C-132, Loi modifiant la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, soit lu la deuxième fois.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois.

L'honorable sénateur Barootes propose, appuyé par l'honorable sénateur Doyle, que le projet de loi soit déferé au Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Le greffier du Sénat

Charles A. Lussier

Clerk of the Senate

MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, AUGUST 15, 1988
(50)

[Text]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met at 11:00 a.m., this day, the Chairman, the Honourable Senators Barootes, Bielish, Fairbairn, Hays, Marchand, Olson and Spivak (7).

Members of the Committee present: The Honourable Senators Barootes, Bielish, Fairbairn, Hays, Marchand, Olson and Spivak (7).

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Mrs. June Dewetering.

Also in attendance: The Official Reporters of the Senate.

Witnesses:

From the Committee of Non-Participants Western Grain:

Mr. Harvey Van Damme, Chairman;
Mr. Kaye Wolstenholme, Member.

From Agriculture Canada:

Mr. Craig Fulton, Acting Director, Program coordination, Priorities and Strategies Directorate, Grains and Oilseeds Branch.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated July 27, 1988, resumed consideration of Bill C-132, An Act to amend the Western Grain Stabilization Act.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated July 27, 1988, resumed consideration of Bill C-112, An Act to amend the Canada Grain Act and other Acts in consequence thereof.

The witnesses made a statement and answered questions.

At 12:15 p.m., the Committee proceeded *in camera*.

The Honourable Senator Olson moved,—That the Bills C-132 and C-112 be reported back to the Senate without amendment and that the Chairman do so report as the ninth and tenth reports of the Committee.

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

At 12:40 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

ATTEST:

Le greffier suppléant du Comité

Diane Deschamps

Acting Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE LUNDI 15 AOÛT 1988
(50)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à 11 heures sous la présidence de l'honorable sénateur Daniel Hays (président).

Membres du Comité présents: Les honorables sénateurs Barootes, Bielish, Fairbairn, Hays, Marchand, Olson et Spivak (7).

Également présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: M^{me} June Dewetering.

Aussi présents: Les sténographes officiels du Sénat.

Témoins:

Du «Committee of Non-Participants Western Grain»:

M. Harvey Van Damme, président;
M. Kaye Wolstenholme, membre.

D'Agriculture Canada:

M. Craig Fulton, directeur intérimaire, Coordination des programmes, Direction des priorités et des stratégies, Direction générale des céréales et des oléagineux.

Conformément à son ordre de renvoi du 27 juillet 1988, le Comité reprend l'étude du projet de loi C-132, Loi modifiant la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest.

Conformément à son ordre de renvoi du 26 juillet 1988, le Comité reprend l'étude du projet de loi C-112, Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada et d'autres lois en conséquence.

Les témoins font une déclaration et répondent aux questions.

À 12 h 15, la séance se poursuit à huis clos.

L'honorable sénateur Olson propose—Qu'il soit fait rapport au Sénat, sans amendement, des projets de loi C-132 et C-112 et que le président les présente comme les 9^e et 10^e rapports du Comité.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

À 12 h 40, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation du président.

ATTESTÉ:

REPORTS OF THE COMMITTEE

Tuesday, August 16, 1988

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry has the honour to present its

NINTH REPORT

Your Committee, to which was referred the Bill C-132, An Act to amend the Western Grain Stabilization Act, has, in obedience to the Order of Reference of Wednesday, July 27, 1988, examined the said Bill and now reports the same without amendment.

Respectfully submitted,

Tuesday, August 16, 1988

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry has the honour to present its

TENTH REPORT

Your Committee, to which was referred the Bill C-112, An Act to amend the Canada Grain Act and other Acts in consequence thereof, has, in obedience to the Order of Reference of Wednesday, July 27, 1988, examined the said Bill and now reports the same without amendment.

Respectfully submitted,

RAPPORTS DU COMITÉ

Le mardi 16 août 1988

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts a l'honneur de présenter son

NEUVIÈME RAPPORT

Votre Comité, auquel a été déféré le Projet de loi C-132, Loi modifiant la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, a, conformément à l'ordre de renvoi du mercredi 27 juillet 1988, étudié ledit projet de loi et en fait maintenant rapport sans amendement.

Respectueusement soumis,

Le mardi 16 août 1988

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts a l'honneur de présenter son

DIXIÈME RAPPORT

Votre Comité, auquel a été déféré le Projet de loi C-112, Loi modifiant la Loi sur les grains du Canada et d'autres lois en conséquence, a, conformément à l'ordre de renvoi du mercredi 27 juillet 1988, étudié ledit projet de loi et en fait maintenant rapport sans amendement.

Respectueusement soumis,

Le président

DANIEL HAYS

Chairman

EVIDENCE

Ottawa, Monday, August 15, 1988

[Text]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry, to which was referred Bill C-132, to amend the Western Grain Stabilization Act, and Bill C-112, to amend the Canada Grain Act and other Acts in consequence thereof, met this day at 11 a.m. to give consideration to the bills.

Senator Dan Hays (*Chairman*) in the Chair.

The Chairman: Honourable senators, we are meeting this morning to deal first with Bill C-132 and later with Bill C-112. We are pleased to have with us this morning witnesses from the Committee of Non-Participants in the Western Grain Stabilization Program. I am pleased to welcome Mr. Harvey Van Damme, the Chairman of the committee, and Mr. Kaye Wolstenholme, a member of the committee. I invite them to make their presentation.

Gentlemen, I note that you have distributed some materials to the members of the committee, in particular a letter from a Calgary law firm. I invite you now to make your presentation, following which we will have questions.

Mr. Harvey Van Damme, Chairman, Committee of Non-Participants in the Western Grain Stabilization Program: Honourable senators, we would first like to express our appreciation for your invitation to hear our comments and opinions on matters concerning the proposed amendments to the Western Grain Stabilization Act. We want to make clear at the outset that we are not trying to bring the program down. Rather, we hope that through the discussion we have here today we will better understand each other's position. It is our hope that we will get our messages across and will all be better for it when this exercise is over.

We would like to see amendments to the proposed amendments to this act so that it will deal fairly with the non-participants in the program. In our view, in its present format it does not and will not get the desired participation. Under the proposed amendments, the participation will be as a result of extreme financial duress on the part of people outside the plan—people who feel that they have no choice but to get into it, whether they agree with it or not.

We would first like to point out that this past winter we held public meetings in Manitoba, Saskatchewan and Alberta. We represent approximately 6,000 producers who do not participate in the Western Grain Stabilization Program. As a result of those meetings and their attendant publicity, we are constantly getting phone calls—an indication that there is real and legitimate concern out there. That is why we are here today.

We would also like to make it clear that we are not here to beg to get into the program. We feel that, to begin with, the program has inherent problems that will not be addressed by the amendments as they stand. That is not to say that they can never be addressed, that changes or improvements can never

TÉMOIGNAGES

Ottawa, le lundi 15 août 1988

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts, auquel a été présenté le projet de loi C-132, Loi modifiant la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest et le projet de loi C-112, Loi modifiant de Loi sur les grains du Canada et d'autres lois en conséquence, se sont réunis aujourd'hui à 11 heures pour examiner ces projets de loi.

Le sénateur Dan Hays (*président*) occupe le fauteuil.

Le président: Messieurs les honorables sénateurs, nous sommes réunis ce matin pour examiner d'abord le projet de loi C-132, et, ensuite, le projet de loi C-112. Nous avons le plaisir d'accueillir des témoins du Comité des non-participants au programme de stabilisation du revenu des céréaliculteurs de l'Ouest. En particulier, je souhaite la bienvenue à M. Harvey Van Damme, président du Comité, ainsi qu'à M. Kaye Wolstenholme, membre du Comité. Je les invite à bien vouloir présenter leur exposé.

Je remarque, messieurs, que vous avez distribué des documents aux membres du comité, en particulier, une lettre d'une société d'avocats de Calgary. Je vous invite maintenant à présenter votre exposé, et ensuite, nous poserons des questions.

M. Harvey Van Damme, président, Comité des non-participants au Programme de stabilisation du revenu des céréaliculteurs de l'Ouest: Messieurs les honorables sénateurs, tout d'abord, nous désirons vous remercier de votre invitation; vous êtes prêts à nous entendre à propos des modifications envisagées à la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest. Tout d'abord, nous désirons préciser que nous n'essayons pas de rabaisser le programme. Nous espérons plutôt mieux arriver à comprendre nos positions respectives grâce aux débats d'aujourd'hui. Nous espérons que la situation sera plus claire à la suite de ces débats.

Nous aimerions voir apporter des amendements aux modifications à la loi envisagées afin que les non-participants au programme soient traités de façon équitable. À notre avis, de la façon dont le projet de loi est présenté, il n'obtiendra pas la participation souhaitée. En effet, les gens qui sont en dehors du programme devront y participer, qu'ils le veuillent ou non, à cause des contraintes financières.

Nous aimerions tout d'abord faire remarquer que nous avons tenu des réunions publiques au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta, l'hiver dernier. Nous représentons environ 6 000 producteurs qui ne participent pas au Programme de stabilisation du revenu des céréaliculteurs de l'Ouest. À la suite de ces réunions et de la publicité qui leur a été donnée, nous recevons constamment des coups de téléphone, ce qui est la preuve que les gens sont vraiment inquiets, et à bon droit. C'est pourquoi nous sommes ici aujourd'hui.

Nous aimerions préciser que nous ne sommes pas ici pour supplier qu'on nous admette dans le programme. Nous estimons, pour commencer, que le programme a des lacunes qui ne seront pas comblées par les modifications telles qu'elles sont présentées. Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura jamais de

[Text]

be made. That is why we are here. We hope that some of those changes can be brought about. We recognize all of the problems related to free trade, the GATT discussions, and, in particular, countervail actions. But we have to remember that the Western Grain Stabilization Program has gone far beyond its original intent. Early last December or late last November, when it was proposed that \$750 million be written off, this program no longer meant stabilization—it became a direct subsidy and a double benefit to the people already participating in it. That is why our organization came into being. Had that \$750 million not been written off, we would not be sitting here today. In our view, that action totally and completely changed the intent of the program.

One of the main reasons for the non-participation in this program was, as I said before, its inherent problems. I should point out that some of us participated in the program originally, and I was one of those people. A good many of those who contacted us were once participants, as well. That is because all producers were automatically included in the program unless they opted out of it. As senators may recall, originally the act specifically stated that if a producer did not exercise his option not to participate by the end of the third year, he was automatically considered a participant in the program for life or as long as he held a permit. In 1984 the act was amended to allow for a ten-year anniversary option provision. That provision was not there originally. Many of us hoped that the problems we initially saw would be dealt with before the three-year option had to be exercised. They were not so dealt with, in our view, and for that reason we opted out of the program. That is not to say that we could not have gone back into it, but we would have had to start from square one, and the problems, in our view, were still not entirely addressed.

People did or did not participate in this program for three basic reasons. Some people, like ourselves, entered into the program and raised concerns about it, following which our representatives, who voiced our concerns at the time, were assured that if any major changes were to be made to the program the producer would be involved in them. At the time, that did not happen. That is why we exercised our option not to participate in the program before the end of its first three-year period. We took a good look at it and decided that the thing was not going to work as it stood. When changes did not come about, we got out.

The second group of people could be classified as those who really did not know what to think about the program. There was a lot of controversy at the time; people could not decide whether it was a good program or whether it would work as it was set out. This second group of people really did not think about it at all; simply because it was there and they did not exercise their option not to participate, they continued to be

[Traduction]

remède, que des changements ou des améliorations sont impensables. C'est pourquoi nous sommes ici. Nous espérons que l'on peut apporter certains de ces changements. Nous reconnaissons tous les problèmes reliés au libre-échange, aux débats sur le G.A.T.T. et, en particulier, aux mesures compensatoires. Cependant, il ne faut pas oublier que le Programme de stabilisation du revenu des céréaliculteurs de l'Ouest a de beaucoup dépassé ses premières intentions. Au début du mois de décembre ou à la fin de novembre dernier, lorsqu'il a été proposé de radier 750 millions de dollars, ce programme ne concernait plus la stabilisation, il devenait une subvention directe et un double avantage pour les gens qui y participaient déjà. C'est pourquoi notre organisme a été formé. Si ces 750 millions n'avaient pas été radiés, nous ne serions pas ici aujourd'hui. Nous sommes d'avis que cette mesure a changé du tout au tout la portée du programme.

Comme je l'ai dit auparavant, l'une des raisons principales de la non-participation à ce programme est due à ses lacunes. Je dois faire remarquer que certains d'entre nous y ont participé au départ, et je suis l'un d'entre eux. Un bon nombre de ceux qui nous ont contactés y avaient participé également. La raison en est que tous les producteurs étaient automatiquement inclus dans le programme, à moins d'exercer leur droit de refus. Comme messieurs les sénateurs se rappelleront, à l'origine, la loi précisait que si un producteur ne choisait pas de ne pas participer au programme dès la fin de la troisième année, il était automatiquement considéré comme un participant pour la vie, ou aussi longtemps qu'il détenait un permis. La loi a été modifiée en 1984 et le délai a été prolongé jusqu'à dix ans. Cette disposition ne faisait pas partie de la loi, au départ. Beaucoup d'entre nous espéraient que les problèmes que nous avions décelés à l'origine seraient réglés avant que les participants aient à exercer leur choix au bout de trois ans. Nous pensons que les problèmes n'ont pas été réglés et nous avons donc quitté le programme. Ce n'est pas pour dire que n'aurions pas pu réintégrer le programme, mais il nous aurait fallu retourner à la case départ et, d'après nous, les problèmes n'étaient toujours pas entièrement réglés.

Il y a trois raisons fondamentales pourquoi les gens ont ou n'ont pas participé à ce programme. Certains, comme nous-mêmes, ont participé au programme et ont manifesté des inquiétudes à son sujet, sur quoi nos représentants, qui ont transmis ces inquiétudes à l'époque, ont reçu l'assurance que si des changements importants étaient apportés au programme, les producteurs seraient consultés. Ce qui ne s'est pas produit. C'est pourquoi nous avons choisi de ne pas participer au programme avant la fin de la première période de trois ans. Nous l'avons bien examiné et nous avons décidé qu'il ne fonctionnerait pas avec une telle structure. Lorsque nous n'avons pas constaté de changements, nous avons quitté le programme.

Le deuxième groupe est composé de ceux qui ne savaient pas quoi penser du programme. Il y a eu maintes discussions à l'époque; les gens ne pouvaient pas décider s'il s'agissait d'un programme valable ou s'il fonctionnerait tel quel. Ce deuxième groupe de gens n'y ont pas vraiment pensé; ils ont continué à participer au programme parce qu'ils n'avaient pas renoncé à y participer. Je ne veux pas critiquer ces gens-là, c'est simplement une constatation.

[Text]

involved in the program by default. That has no reflection on those people—I am simply stating things as they were.

The third group of people participating in this program were those who looked at it and said, "How can we go wrong? Basically there are two government dollars for every one the producer puts in—we cannot lose." Basically, they expected to get something for nothing. As it turns out, through the write-off of the debt and the changes in the rules as they have gone along, that is what has happened—they have got something for nothing. We want to make it clear that we do not begrudge these people for the support they have received. We are not trying to pit producer against producer here. Rather, we hope that we can deal with this matter fairly so that all producers will have equal treatment in light of the changes that have taken place. I reiterate that the intent of the program has gone far beyond what it was originally set out to do.

I think I have already pointed out that the non-participants feel cheated at the write-off of the \$750 million debt. We have been asked by many people why we do not admit that we made a terrible error in judgment by not participating in the program. Obviously we do not accept that position. We do not agree with it. The reason behind our position, as I have already tried to make clear, is that the rules have changed. If everyone had played by the rules of the game as they were originally set out, it would be seen that we did not make a mistake, that we were absolutely right. The program did not function as it was originally intended. That is why we have a \$2.25 billion deficit today, and that is why they are proposing to write-off \$750 million of that debt.

What we are really saying is let us take another look at this, bring it up to date, and move forward together. If we want to bring other programs into WGSa in the best interest of agriculture as a whole to provide agricultural support, we have to bring it up to date in order to treat everyone fairly.

As we see it, there are three ways to deal with this matter. Some are more preferable than others to everyone concerned—participants, non-participants and government. First, if the \$750 million were not written off, the participants would be held responsible for at least the debt they have created and the benefits they have received. That would be within the intent of the program as it originated. Already they have had significant benefits. If that were to happen we would not complain.

Senator Barootes: What you are saying is that that \$750 million should not exist?

Mr. Van Damme: Yes.

Senator Barootes: But the deficit should be paid by the previous participants?

Mr. Van Damme: By the people who have collected the benefits and created that debt.

Senator Barootes: The participants who have been in the plan for those years?

Mr. Van Damme: Exactly, by the people who have in fact collected the benefits and created the debt.

[Traduction]

Le troisième groupe se compose de ceux qui, après avoir examiné le programme, ont pensé: «Qu'avons-nous à perdre? Au fond, le gouvernement y place deux dollars chaque fois que le producteur en place un.» En fait, ils espéraient obtenir quelque chose sans contrepartie. Or, grâce à l'effacement de la dette et aux changements apportés aux règlements au fur et à mesure, c'est ce qui est arrivé: ils ont eu quelque chose pour rien. Nous voulons bien faire comprendre que nous n'en voulons pas à ces gens-là pour l'aide qu'ils ont reçue. Nous n'essayons pas de dresser producteur contre producteur. Au lieu de cela, nous espérons arranger les choses équitables de façon à ce que tous les producteurs soient traités également en fonction des changements qui sont survenus. Je répète que la portée du programme a dépassé ses premières intentions.

Je crois avoir déjà fait remarquer que les non-participants s'estiment trahis par la radiation de la dette de 750 millions de dollars. Beaucoup de gens nous ont demandé pourquoi nous n'admettons pas avoir commis une terrible erreur de jugement en ne participant pas au programme. Nous ne sommes pas du tout d'accord. Comme j'ai déjà essayé de l'expliquer, nous agissons ainsi parce que les règles ont changé. Si tout le monde avait suivi les règles du jeu telles qu'elles avaient été établies au départ, on verrait que nous n'avons pas fait d'erreur, que nous avons entièrement raison. Le programme n'a pas fonctionné selon les intentions premières. C'est pourquoi nous avons un déficit de 2,25 milliards de dollars aujourd'hui, et c'est pourquoi on propose de radier 750 millions de cette dette.

Ce que nous voulons dire en fait, c'est qu'il faut prendre le temps de réfléchir, mettre les choses à jour et aller de l'avant, tous ensemble. Si nous voulons appliquer d'autres programmes en vertu de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest au mieux des intérêts de l'agriculture dans son ensemble, nous devons mettre le programme à jour et traiter tout le monde équitablement.

D'après nous, il y a trois façons d'y arriver. Certaines sont préférables à d'autres pour tous les intéressés: les participants, les non-participants et le gouvernement. Tout d'abord, si les 750 millions de dollars n'étaient pas radiés, les participants seraient tenus responsables au moins de la dette qu'ils ont engendrée et des paiements qu'ils ont reçus. Cela entrerait dans les intentions du programme à son début. Ils ont déjà touché des paiements élevés. Si cela devait arriver, nous ne nous plaindrions pas.

Le sénateur Barootes: Vous voulez dire que ces 750 millions ne devraient pas exister?

M. Van Damme: En effet.

Le sénateur Barootes: Mais le déficit devrait être comblé par les premiers participants?

M. Van Damme: Par les gens qui ont touché les paiements et créé la dette.

Le sénateur Barootes: Vous voulez parler des participants au programme pendant toutes ces années?

M. Van Damme: Exactement, ce sont eux qui ont perçu les paiements et créé la dette.

[Text]

Secondly, if we intend to bring other programs into WGSA to provide agricultural support, we believe, in the best interest of everyone—government and producers alike, non-participants and participants—that we should go back to where the deficit began, which was 1986, and allow the non-participants to pay levies three years prior to 1986 since the pay-outs are based on previous three-year sales. We appeared before the House of Commons Standing Committee on Agriculture on July 19, and we stated at that time that we have no objection to paying the 4 per cent levy as a penalty instead of the 1 per cent levy that the participants have paid since 1986, when the deficit was created. That would allow the people who choose to get into the program under those conditions to move forward, in order that we can move forward together.

Thirdly, quite a few people have said that under no circumstances will they have anything to do with this program. We are conveying to you the attitude and views of people who have contacted us. The non-participants should be given the choice of their share of the \$750 million write down without being forced into the program, since they had no hand in creating the debt.

We hesitate to make the following comments, but they are important. We are not pointing fingers at anyone or taking potshots at anyone. The people who make representations on behalf of the non-participants—for example, the advisory committee on Western Grain, some of the farm groups, MLAs and MPs—are involved in farming themselves and if they are in the program, although they may have good intentions, they have a vested interest, if not a conflict of interest, when they make recommendations on behalf of people like ourselves who are not in that program.

So far as the farm leaders and farm groups that make representations on behalf of the non-participants as to what should be fair, it should be remembered that 80 to 85 per cent of their membership who vote on the resolutions that are carried forward are the same people who have collected the benefits. To put that in terms that everyone can understand, we would like to ask you to put yourselves in the position of people like ourselves just for a minute so that you can understand what we are saying. If you are outside of this plan, with these proposed amendments as they stand today and with the outstanding deficit as it is, to get your fair share of the \$750 million, which is not stabilization but direct subsidy to the people who have already received the benefits, you have to assume and accept responsibility for the debt which you had no hand in creating. In addition, you would be charged a 4 per cent levy retroactive to August 1987, when the people in that plan have collected those benefits and created that debt since 1986 and have paid only a 1 per cent levy. Also, you would be given only 70 per cent coverage in this current year, not back when the deficit started in 1986 and those benefits started to come forward, but only in this current year, and 85 per cent in the second year.

[Traduction]

Deuxièmement, si nous avons l'intention de créer d'autres programmes en vertu de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, pour soutenir l'agriculture, nous estimons que, dans l'intérêt de chacun—gouvernement et producteurs, non-participants et participants—nous devrions remonter à la date du début du déficit, soit 1986, et permettre aux non-participants de payer la contribution des trois années précédant 1986 puisque les paiements sont basés sur les ventes des trois dernières années. Nous nous sommes présentés devant le Comité sénatorial permanent de l'agriculture de la Chambre des communes le 19 juillet, et nous avons déclaré que nous n'avions pas d'objection à payer la contribution de 4 p. 100 à titre de pénalité, au lieu du 1 p. 100 que les participants ont versé depuis 1986, lorsque le déficit a été créé. Cela permettrait aux gens qui ont choisi de participer au programme dans ces conditions de continuer à avancer, afin que nous puissions aller de l'avant tous ensemble.

Troisièmement, un certain nombre ont déclaré qu'ils ne voulaient en aucun cas participer au programme. Nous vous faisons part de l'attitude et des opinions des gens qui nous ont contactés. Les non-participants devraient pouvoir toucher leur part des 750 millions de dollars radiés sans être forcés de participer au programme puisqu'ils n'ont pas contribué à créer cette dette.

Nous hésitons à faire les remarques suivantes, mais elles ont leur importance. Nous ne voulons pas désigner de bouc émissaire. Les gens qui font des recommandations pour le compte des non-participants—par exemple le comité consultatif du Programme de stabilisation, certains groupes d'agriculteurs, certains députés provinciaux et fédéraux—s'occupent eux-mêmes d'agriculture, et s'ils participent au programme, même si leurs intentions sont bonnes, ils sont intéressés, ils peuvent même avoir un conflit d'intérêt lorsqu'ils font des recommandations pour le compte de gens comme nous qui ne participent pas au programme.

En ce qui concerne les groupes d'agriculteurs et leurs porte-parole qui font des recommandations pour le compte des non-participants quant à ce qui est équitable, il ne faut pas oublier que 80 à 85 p. 100 de leurs membres qui votent sur les propositions qui sont adoptées sont les mêmes qui ont reçu les paiements. Pour mieux me faire comprendre, nous vous demandons de bien vouloir vous mettre à la place de gens comme nous pendant seulement une minute pour mieux nous comprendre. Si vous ne participiez pas à ce programme, avec les modifications à la loi telles qu'elles sont proposées et avec le déficit, pour obtenir votre juste part des 750 millions de dollars, ce qui n'est pas de la stabilisation mais une subvention directe accordée aux gens qui ont déjà touché les paiements, il vous faudrait endosser une dette à laquelle vous n'avez eu aucune part. De plus, vous devriez payer une contribution de 4 p. 100 avec rétroactivité au mois d'août 1987, alors que les participants touchent ces paiements et créent cette dette depuis 1986 et qu'ils n'ont payé que 1 p. 100. Et encore, on ne vous donnerait que 70 p. 100 cette année, sans remonter à 1986 lorsque le déficit a commencé et les paiements distribués, mais seulement cette année-ci, et 85 p. 100 la deuxième année.

[Text]

We are all aware of what is happening to grain prices today because of drought across the United States and Canada and problems elsewhere in the world. Grain prices are beginning to move quite dramatically. It is becoming questionable as to whether this program will pay significant benefits very much longer. In fact, we do not believe that it will.

With these proposed amendments to Bill C-132, because of the significant changes in the rules, it is suggested that the participants in the plan who have collected the benefits and created the deficit will have the option to opt out of this program, in other words, take the money and run. All they would have to do is pay back the benefits they have received in this last spring payment, and then they are free and clear of their responsibility. That would leave whoever was left in the program or those who join the program, such as ourselves, to carry the burden for a debt they had no hand in creating. We do not believe that is fair.

We say that the people who have created that debt and are registered in that plan should be held responsible for the debt they have created and the benefits they have received. On the other hand, those of us who may get into the program would no longer have the three-year option of opting out of the program. We would have one year to make our decision, and then we would be locked in the program until the ten-year anniversary. That is the complete reverse of how the participants in the plan are being treated, as I have just explained.

We are not sure that you are aware of the controversy that is happening in the rural communities, so we would like to bring it to your attention. It has pitted neighbour against neighbour, brother against brother, farmer against farmer. People who used to be close friends cannot discuss this issue any further. It has become a very heated issue. In some situations, the people who have received the benefits do not look at this as a matter of fairness. They have the money now, and it is tough luck for the rest of us. However, there are people out there who do not see it that way. They have said that the manner in which we are being allowed into the program simply is not fair. They make no bones about saying that they have no intention of staying in the program after collecting all the benefits because they do not see any good benefits in the short term, with grain prices improving. They intend to exercise their option and get out of this program while the getting is good.

The one thing that I should have pointed out earlier is the situation that pertains to the same topic that we are discussing right now, namely, the abuse situation that exists with permit books. People in the program, to a large extent, have set themselves up with as many as three or four books. In fact, we are aware of one situation where it is as high as seven books with different members of the family.

As you are aware, there is a \$60,000 ceiling at present. That can change, but at present it is \$60,000 on which you contribute levies. By simply having more books, you can contribute to your full production if you have enough permit books. In some situations producers have set themselves up with one or two books more than what they intend to have significant deliveries

[Traduction]

Nous savons tous ce qui arrive au prix des grains actuellement à cause de la sécheresse qui a sévi aux États-Unis et au Canada, et des problèmes ailleurs dans le monde. Le prix des grains commence à monter de façon dramatique. On peut se demander si ce programme va être rentable encore très longtemps. En fait, nous pensons que non.

Étant donné les amendements proposés au projet de loi C-132, à cause des changements importants dans les règles, on peut penser que les participants au programme qui ont touché les paiements et créé le déficit pourront abandonner le programme, en d'autres termes, se sauver après avoir pris l'argent. Tout ce qu'ils auront à faire, c'est rembourser les paiements qu'ils ont reçus au printemps dernier, ensuite ils n'auront plus aucune responsabilité. Autrement dit, ceux qui continuent à participer au programme ou ceux qui vont y participer, comme nous-mêmes, vont supporter une dette qu'ils n'ont pas contribué à créer. Nous ne pensons pas que ce soit juste.

Nous estimons que les gens qui ont créé cette dette et qui sont enregistrés dans ce programme devraient être tenus responsables de la dette qu'ils ont créée et des paiements qu'ils ont reçus. D'autre part, ceux d'entre nous qui pourraient participer au programme n'auraient plus le choix de quitter le programme après trois ans. Nous aurions une année pour prendre notre décision et, ensuite, nous resterions dans le programme jusqu'à son dixième anniversaire. C'est tout à fait l'inverse de la façon dont les participants au programme sont traités, comme je viens de l'expliquer.

Nous ne sommes pas sûrs que vous soyez au courant de la controverse qui sévit dans les collectivités rurales, aussi nous aimerions attirer votre attention à ce sujet. Elle a dressé voisin contre voisin, frère contre frère, agriculteur contre agriculteur. De bons amis n'osent plus se parler de cette question. C'est devenu une patate chaude. Dans certains cas, ceux qui ont reçu les paiements ne pensent pas que c'est affaire d'équité. Ils ont l'argent maintenant et c'est tant pis pour les autres. Cependant, il y a là-bas des gens qui ne pensent pas de même. Ils estiment que la façon dont on nous admet dans le programme n'est pas juste. Ils ne prennent pas de gants pour dire qu'ils n'ont pas l'intention de rester dans le programme après avoir touché tous leurs paiements parce qu'ils ne voient pas d'avantages réels à court terme, le prix des grains étant à la hausse. Ils ont l'intention d'user de la faculté de sortir du programme pendant qu'il en est encore temps.

Le problème que j'aurais dû déjà aborder, c'est la situation qui se rattache au même sujet qui est actuellement à l'ordre du jour, c'est-à-dire l'utilisation abusive qu'on fait des livrets de permis. Bon nombre des participants au programme sont parvenus à se procurer pas moins de trois ou quatre livrets. Nous connaissons même une famille dont les divers membres ne possèdent pas moins de sept livrets.

Comme vous le savez, le plafond se situe actuellement à 60 000 \$. Cela pourrait changer, mais, pour le moment, les contributions sont calculées en fonction de ce 60 000 \$. En vous procurant plus de livrets, vos contributions s'appliqueront à l'ensemble de votre production. Dans certains cas, des producteurs se sont procurés un ou deux livrets de plus que ce

[Text]

on, so that when this program quits paying, they can transfer deliveries on to another book and avoid paying back levies when the program quits paying. That is one more reason why we are uneasy about having anything to do with this program at the present time.

One of the other points that I neglected to bring up earlier is that this program is called the Western Grain Stabilization Program. We would suggest that in a lot of situations it has been anything but. It has certainly been good for the people who have received benefits, but what it has done for people outside the plan, or those who have been in the program and not had crop because of drought, or for whatever reason, is to destabilized western agriculture, because it provides maximum benefits to the people who have the most crop to sell, since it is based on eligible levies that are based on sales, or crop insurance or hail insurance, or voluntary contribution on seed sales.

That was one of the basic flaws we saw in the program originally, and it is still there. The people who need the benefit the most get the least. There has to be a better way, and we believe there is. That is one of the basic fundamental reasons why we did not get into that program originally. We did not see changes taking place in that regard, and we got out.

It is obvious from some of the comments that we have made already that we do not feel the \$750-million write-off was necessary. After all, the people in the program did collect those benefits—that is why there is a deficit, and why it is called western grain stabilization. It was to take out the peaks and the valleys, the highs and the lows. That is why it is called stabilization.

As you are well aware, in approximately 1983-84 the stabilization fund had something in the order of a billion dollar surplus in the fund. People who were in the program—not non-participants like ourselves—began to suggest that this program was not working. We had already said that earlier before we exercised our option. They began to complain bitterly that it was not doing its function. It was not triggering payouts when there was a surplus in the fund and agriculture needed the money; it was not sensitive enough. That was one of our concerns as well.

In any case, at their request the act was amended in 1984 as well to provide—at the same time as they allowed for the opt-out provision on the ten-year anniversary as I mentioned earlier—payments based on price per tonne rather than volume. As a result of that a payout was made for 1983-84 which otherwise would not have taken place. That has contributed some \$200 to \$300 million to the deficit, which no one is talking about today.

If full participation in the program is the intent of these proposed amendments—and we feel that it is—then to achieve

[Traduction]

qu'ils comptent utiliser pour faire des livraisons importantes de sorte que, lorsqu'ils cessent de recevoir des subventions, ils peuvent reporter leurs livraisons à un autre livret et cesser de contribuer au programme. C'est également pour cette raison que nous hésitons à nous associer à ce programme à l'heure actuelle.

Un autre point que j'ai omis de soulever, c'est qu'on parle du Programme de stabilisation du revenu des céréaliculteurs de l'Ouest. Nous pensons qu'il a très souvent été tout, sauf un programme de stabilisation. Il est vrai qu'il a profité aux gens qui ont reçu des paiements, mais, dans le cas des non-participants ou même des participants dont les récoltes ont été détruites à cause de la sécheresse ou pour toute autre raison, il a déstabilisé le secteur agricole de l'Ouest parce qu'il offre des prestations maximales aux producteurs dont les récoltes sont les plus abondantes étant donné qu'il repose sur les contributions admissibles selon les ventes ou l'assurance-récolte (en cas de grêle, par exemple) ou les contributions volontaires à même les ventes de graines.

C'est une des lacunes fondamentales que nous avons décelée dès le début et elle existe encore. Ceux qui ont le plus besoin des paiements sont ceux qui en reçoivent le moins. Il doit certainement exister une meilleure façon de faire les choses; nous sommes certains qu'elle existe. C'est une des raisons de base qui nous a empêchés d'adhérer au programme dès le début. Aucun changement ne semblait poindre à l'horizon et nous nous sommes désistés.

Comme nous l'avons mentionné dans nos remarques précédentes, nous sommes d'avis qu'il n'était pas nécessaire de radier la dette de 750 millions de dollars. Après tout, les participants au programme ont effectivement reçu ces paiements; c'est de là que provient le déficit et c'est pour cette raison qu'on l'appelle un programme de stabilisation. Les paiements devraient servir à régulariser les choses, à éliminer les hauts et les bas; c'est cela la stabilisation.

Comme vous le savez, le fonds de stabilisation affichait un excédent de l'ordre d'un milliard de dollars vers 1983-1984. Les producteurs qui avaient adhéré au programme, pas des non-participants comme nous, se sont mis à penser que le programme n'atteignait pas ses objectifs. Nous l'avions dit aussi avant de nous désister. Ces producteurs ont commencé à dire bien fort que le programme ne remplissait pas le rôle qu'on attendait de lui. Aucun paiement n'était fait à même l'excédent à une époque où le secteur agricole en avait grand besoin. Le programme ne répondait pas aux besoins. C'était une de nos préoccupations à nous aussi.

Malgré tout, à cause de l'insistance des agriculteurs, la loi a été modifiée en 1984 pour que les paiements puissent être accordés en fonction du prix la tonne au lieu du volume; la clause relative au choix de non-participation à la dixième année d'existence du programme a également été ajoutée à la loi. À la suite de cette modification, des paiements ont été accordés pour 1983-1984; autrement, ces paiements n'auraient pas été versés. Cela a fait augmenter le déficit d'environ 200 à 300 millions de dollars, mais personne n'en parle maintenant.

Si le projet de loi vise la pleine participation au programme—à notre avis, c'est exactement ce que le législateur

[Text]

that goal it is in everyone's best interest to go back to where the deficit started in 1986 to allow non-participants, who choose to make their contributions based on their eligible sales and permits, to receive the benefits to which they would have been entitled had they been in the program on that basis. The program has gone far above and beyond the intent that it originally started out to do, and, because of the changes that have taken place, that provision should be allowed. You will receive almost total participation in this program should you do that, and this conflict will be put to rest. It will take nothing away from the people who have collected the benefits from this program to date, and it will also compensate non-participants in a fair manner.

We want to impress upon you that this is the single biggest issue on an individual basis that has ever happened in agriculture—certainly in my years. For some 29 years I have done nothing else but farm, 21 of those years on my own. This is the biggest single issue that has ever come up that directly affects our destiny, livelihood and future.

We want to impress upon you that basically you have in your hands the destiny here of almost 20,000 farm families throughout the west and you could provide something in a manner that is fairer, by way of amendments along the lines that we are proposing; and it would give everyone a way to deal with this thing in a fairer manner: government, participants and non-participants alike.

We have to make a decision here today as to who we want in this business of agriculture. Do we want people who farm the system or people who farm the land? We are people who farm the land. That is why, although a good many of us are in precarious situations, we are still here today. It is because we have been doing a good job or we would have been long gone. But it is reaching a point where we can no longer compete under these conditions. It becomes almost a situation where we need—and this comment was made by someone here earlier today before we started—someone professional to scrutinize these programs to determine what we should be in and what we should be out of. That is an accurate statement. We have made those comments at different times among ourselves. We do not believe that agriculture should be that way; there has to be a better way, and we believe there is.

To put in perspective the significance of being in or out of this program, by going above and beyond the intent of what this program originally set out to do, and the position that we are being placed in under these proposed amendments as they stand, I will use our own family situation—and this is not to cry on anyone's shoulder, but simply to make a point.

I have three younger brothers, one of whom is no longer in this business of farming. When the high interest rates came along and we packed it up and assumed responsibility for the arrears in the family, no one wrote off any debt. In fact, farm credit support to us was to charge us \$700 and some odd dol-

[Traduction]

veut—pour que cet objectif soit atteint, il serait dans le meilleur intérêt de tous de remonter à 1986, lorsque le déficit a commencé à s'accumuler, et de permettre aux non-participants, qui préfèrent contribuer en fonction de leurs ventes admissibles et de leurs permis, de toucher les paiements auxquels ils auraient par ailleurs eu droit s'ils avaient adhéré au programme sur cette base. Le programme a permis d'accomplir beaucoup plus que ce qu'on s'était fixé et, à cause des changements qui sont survenus, cette disposition devrait en faire partie. Si vous décidez de faire cela, vous atteindrez votre objectif d'une pleine participation au programme et le problème sera réglé. Les producteurs qui ont touché les paiements du programme jusqu'à maintenant ne seront pas lésés et les non-participants seront indemnisés d'une façon juste et équitable.

Je veux que vous sachiez que c'est le problème le plus grave qu'aient jamais vécu les agriculteurs du Canada—du moins, depuis que je suis agriculteur. Je me suis totalement consacré à l'agriculture depuis environ 29 ans; j'ai été à mon compte au cours de 21 de ces années. C'est la première fois qu'une question aussi grave touche directement notre mode de vie, notre gagne-pain et notre avenir.

Nous voulons que vous sachiez que le sort de quelque 20 000 familles d'agriculteurs de l'Ouest est entre vos mains; elles vous demandent d'amender le projet de loi dans le sens que nous avons avancé afin de le rendre plus équitable. Cela permettrait à tous les intéressés, au gouvernement, aux participants et aux non-participants, d'apporter une solution plus juste et plus équitable au problème.

Nous devons décider tous ensemble à qui nous voulons confier notre secteur agricole. Voulons-nous des gens qui gèrent le système ou des gens qui cultivent le sol? Nous faisons partie de ceux qui font de l'agriculture. C'est exactement pour cette raison, bien que bon nombre d'entre nous soient en difficulté, que nous continuons encore de travailler aujourd'hui. Nous faisons du bon boulot, sinon, nous aurions disparu il y a longtemps. Mais la situation actuelle nous empêche presque complètement d'être concurrentiels. Le moment est presque venu—et c'est une remarque qu'a faite un autre intervenant avant nous—où il faudra recourir aux services d'une personne éclairée qui analysera tous ces programmes et qui nous aidera à faire la part des choses. Mon affirmation a du sens. Nous l'avons déjà dit entre nous à des moments différents. À notre avis, le secteur agricole devrait fonctionner différemment; il doit exister une solutions. Nous en sommes certains.

Pour que vous compreniez mieux l'importance d'être un participant ou un non-participant à ce programme dont le but premier a été dépassé, de même que notre situation précaire face aux amendements que renferme le projet de loi dans sa forme actuelle, permettez-moi de vous parler de la situation de ma propre famille; je ne veux pas m'apitoyer sur mon sort, mais simplement vous éclairer.

J'ai trois frères cadets; un d'entre eux a cessé d'être agriculteur. Lorsque les taux d'intérêt se sont mis à grimper, que nous avons fait nos comptes et que nous avons décidé de régler les dettes de la famille, personne ne les a radiées. En fait, l'aide de la Société du crédit agricole a consisté à nous demander de

[Text]

lars in administration fees to transfer so that we could pick up the arrears in the family.

I am not crying about that—we accept that responsibility, and I think everyone else should also. However, by not being in this program, three remaining brothers have eligible sales, and, as it has turned out, had we been in this program, that would not be true if the amendments and the write-offs had not taken place. I want to make it quite clear that we did not make a mistake, but under these conditions we have foregone something in the order of \$225,000 to \$250,000 among the three operations; and I can tell you right now that one of these operations will likely go down before the spring if something does not happen. Another operation has two years at the most.

Mr. Chairman, I want to make it clear that farming and agriculture has been just as difficult for the non-participants as it has been for the participants. Also there are a lot of people in the program who are still going broke. What we want to try to get across to you today is that we are wondering how we are expected to survive in agriculture.

Therefore, Mr. Chairman, in closing I again want to impress upon the committee that you hold in your hands the destiny of a good many of these 20,000 farm families out in the west. I would also like to thank you for listening to us this morning.

The Chairman: Thank you very much, Mr. Van Damme. Mr. Wolstenholme, do you have anything to add?

Mr. Kaye Wolstenholme, Member, Committee of Non-Participants Western Grain: No, Mr. Chairman. In view of the time, I think we should proceed to the questioning.

The Chairman: Honourable senators, we have the room until 12.30. However, I would like to hold an *in camera* meeting sometime before noon to discuss future business of the committee.

Before turning to questions, I would also point out that Mr. Craig Fulton from the Department of Agriculture is here and is prepared to come forward to deal with questions if any arise that he can answer. At this point, I will start with a question and then turn the floor over to other honourable senators.

Mr. Van Damme, you have made some excellent points. I must say that the program, as you have described it, reminds me of some of my own observations in terms of how the program has been used on an ~~ad-hoc~~ basis to deal with the various crises that we have faced in the agricultural sector. It sometimes makes one wonder at how far one can stray from what was originally intended and still sleep at night.

In any event, based on what you have acknowledged, do you not think that the decision to form the program is a good one and that one should join it, notwithstanding the criticisms that you have quite properly brought to our attention today? Also, I am wondering if you can tell us whether or not, of your 6,000 members, many of them will join the flawed program. I think

[Traduction]

payer des frais administratifs de quelque 700 \$ pour le transfert de la dette; la famille a ainsi payé ses dettes.

Je ne m'apitoie pas sur mon sort; je me suis pris en main et je crois que tous les autres devraient en faire autant. Toutefois, parce que nous n'avions pas adhéré au programme, deux de mes frères cadets et moi-même disposions de ventes admissibles et, selon ce qui s'est produit, c.-à-d. les modifications et les radiations, si nous avions été des participants au programme, cela n'aurait pas été le cas. Comprenez-moi bien: nous n'avons pas fait une erreur, mais, à cause de ce qui s'est produit, les trois entreprises ont accusé des pertes de l'ordre de 225 000 \$ à 250 000 \$; j'ajouterai que, si rien n'est fait, une de ces entreprises fera faillite avant le printemps et qu'une deuxième survivra au plus deux ans.

Monsieur le président, je tiens à dire qu'il a été tout aussi difficile pour les non-participants que pour les participants d'exploiter une ferme et de faire de l'agriculture, sans compter que de nombreux participants sont encore acculés à la faillite. L'essentiel de notre message aujourd'hui, c'est que nous nous demandons comment il est possible de survivre en faisant de l'agriculture.

Ainsi, en terminant, monsieur le président, je tiens de nouveau à ce que les membres du comité sachent qu'ils ont entre leurs mains le sort d'un bon nombre des 20 000 familles d'agriculteurs de l'Ouest. Je veux également vous remercier de nous avoir écouté aussi patiemment.

Le président: Merci beaucoup, M. Van Damme. M. Wolstenholme, avez-vous quelque chose à ajouter?

M. Kaye Wolstenholme, membre du Comité des non-participants au Programme de stabilisation du revenu des céréaliculteurs de l'Ouest: Non, monsieur le président. Parce que le temps nous presse, je crois que nous devrions passer aux questions.

Le président: Honorables sénateurs, la salle est à nous jusqu'à 12 h 30. J'aimerais toutefois tenir une réunion à huis clos un peu avant midi pour aborder l'ordre du jour à venir des séances du comité.

Avant de passer à la période de questions, je vous signale que M. Craig Fulton du ministère de l'Agriculture est parmi nous et qu'il se fera un plaisir de répondre aux questions que vous pourrez lui poser. Je vais poser une première question avant de laisser la parole à d'autres honorables sénateurs.

Monsieur Van Damme, vous avez avancé des arguments de poids. J'ajouterais que le programme, de la façon dont vous l'avez décrit, me rappelle certains des commentaires que j'ai moi-même faits sur la manière improvisée avec laquelle le programme a été utilisé pour contrer les divers problèmes qu'a connus le secteur agricole. C'est à se demander jusqu'à quel point on peut s'éloigner du but initial et encore pouvoir fermer l'oeil la nuit.

De toute manière, compte tenu de ce que vous avez dit, ne pensez-vous pas que la décision de mettre le programme sur pied était sage et que tout le monde devrait y participer, en dépit des points faibles que vous nous avez si clairement soulignés aujourd'hui? J'aimerais aussi savoir si plusieurs de vos 6 000 membres décideront d'adhérer au programme, même s'il

[Text]

you attempted to describe the strong feelings involved when you said that, in many cases, it has pitted neighbour against neighbour. Can you tell me whether the feeling is so strong that they will not join, even though the sound economic decision is to join the program, warts and all?

Mr. Van Damme: First, I do not believe it is the best decision to enter the program in its present state, with these proposed amendments, and that is the present view, basically, of the majority of people who contact us. As I pointed out earlier, I think the people who will join the program now will be doing so under duress, simply because they are so strapped for cash. They will not be joining because they agree with it or think it is a good deal but simply because somehow they have to come up with some money. They may take it because, looking into the future, they see what the likely payouts will be and what they can expect to get in total as far as benefits are concerned, even though it is against their better judgment. However, those who are not under that kind of financial duress and can stand out at the present time will, I think, stay out of it.

The Chairman: Thank you. Senator Olson?

Senator Olson: Mr. Van Damme, I am trying to understand what it is you are asking for. If I heard you correctly, you said that we should allow the non-participants to pay to join as of some date, presumably the beginning of the crop year in 1986, and then pay three years' arrears. In exchange for that, they would then collect all of the benefits that the participants have collected from 1986 to date. Is that what you are advocating?

Mr. Van Damme: Yes.

Senator Olson: That is a pretty complicated way of going about it. The argument that you make is that, because of the \$750 million deficit, the people who do not belong to the program have just as much right, as citizens of Canada, to that \$750 million as the people who are in the program. I can see very clearly that that is where the problem lies.

However, I do not believe you can insure your house after the fire has consumed it, or the flood has risen. If it has happened, then it has happened and you cannot go back and change that. But, I would like to know what kind of calculation you have made that would involve these 20,000 people you have talked about in getting some payment. Why not just pay them directly something equivalent to the \$750 million that the others got, instead of all this complicated calculation?

Mr. Van Damme: First of all, senator, if I may use your analogy of collecting house insurance after your house burns down, that analogy has been brought up time and time again. The first point I would like to make is that, with respect to house insurance, if you had paid only 20 per cent of your premium you could expect to collect only 20 per cent of your coverage. However, that has not been the case with respect to this program. People who have paid perhaps 20 per cent of the premium have collected 100 per cent of the benefits and then had

[Traduction]

est imparfait. Vous avez tenté de décrire la forte amertume de vos membres en disant que le programme en a souvent fait des ennemis les uns pour les autres. À votre avis, leur amertume est-elle si grande qu'ils refuseront d'adhérer au programme, même si la meilleure décision à prendre, c'est d'y adhérer, malgré toutes ses imperfections?

M. Van Damme: Premièrement, je ne suis pas d'avis que la meilleure décision à prendre est d'adhérer au programme dans sa forme actuelle et avec les amendements que contient le projet de loi; c'est ce que croit essentiellement la plupart des gens qui communiquent avec nous. Comme je vous l'ai déjà dit, je crois que les gens qui décideront de participer au programme le feront parce que le manque d'argent les forcera à prendre une telle décision. Ils n'y adhéreront pas parce qu'ils l'acceptent ou y voient une bonne affaire, mais uniquement parce qu'ils doivent à tout prix trouver de l'argent. Ils prendront cette décision en voyant ce que pourraient être les paiements et ce qu'ils pourraient toucher au total, même si cette décision va à l'encontre de leurs principes. Cependant, je pense que ceux dont l'argent ne forcera pas la main et qui peuvent encore survivre décideront de ne pas adhérer au programme.

Le président: Merci. Sénateur Olson?

Le sénateur Olson: Monsieur Van Damme, je voudrais mieux comprendre ce que vous demandez. Si je vous ai bien compris, vous dites qu'il faudrait permettre aux non-participants d'adhérer au programme à compter d'une date donnée, possiblement le début de la campagne agricole de 1986, et qu'ils devraient verser une somme correspondant aux contributions dues pour les trois années précédentes. En retour, ils toucheraient tous les paiements que les participants ont reçus depuis 1986. Est-ce là ce que vous demandez?

M. Van Damme: Oui.

Le sénateur Olson: C'est une façon pas mal compliquée de voir les choses. Votre argument, c'est que les non-participants au programme sont autant admissibles, en tant que citoyens du Canada, à la somme de 750 millions de dollars que les gens qui adhèrent au programme. Je vois très bien que c'est là que se trouve le problème.

À mon avis, toutefois, il est impossible d'assurer une maison après qu'un incendie ou une inondation l'ont détruite. Lorsque le mal est fait, il est impossible de revenir en arrière et de changer quoi que ce soit. J'aimerais cependant savoir quel genre de calculs vous avez faits pour arriver à la conclusion que ces 20 000 personnes toucheraient des paiements. Pourquoi ne pas tout simplement leur verser directement un montant équivalant aux 750 millions que les autres ont reçus au lieu de faire tous ces calculs compliqués?

M. Van Damme: Tout d'abord, sénateur, permettez-moi d'utiliser votre exemple de la personne qui désire faire assurer sa maison une fois qu'elle a été détruite par un incendie; cet exemple a été utilisé à maintes reprises. Je dirai, premièrement, que, dans le cas d'une assurance résidentielle, si vous ne payez que 20 p. 100 de la prime, vous ne pouvez toucher que 20 p. 100 de la valeur assurée. Mais cela n'a pas été le cas avec le programme en question. Ceux qui avaient payé, disons, 20 p. 100 de la prime ont touché 100 p. 100 des prestations et leurs

[Text]

their debts written off. Therefore you cannot compare this program to insurance, because it has not worked in that fashion.

With respect to your suggestion of making a direct payment of \$750 million and avoiding the complicated process, as you put it, of going back to 1986 and then levying for three years prior to that, the basic obstacle, in my opinion, is that the intent of the program has significantly changed. If we are to move forward by bringing in grain subsidies and domestic wheat compensation—which was done away with through this program—and even the possible consideration of special grains, as Mr. Mayer talked about in his presentation a month ago, then really the farmer is left with no choice. If he is to exist in farming today, basically he is forced into the program. With all of these conditions prevailing, the farmer simply cannot exist outside of the program any longer.

Therefore, sir, for all of those reasons, we say it would be preferable to go back to 1986 in order to make things even so that we can move on fairly and in everybody's best interests.

If, as I have suggested, the non-participants were allowed in as of 1986, as far as benefits were concerned, and paid levies at 4 per cent for three years prior to that, that would include a penalty of 3 per cent which the participants have not had to pay, and certainly they would not be hurt by it.

I want to make it clear that if the \$750 million were not written off but were handled in the manner I have just described, it would cost less money than the \$750 million write-off. Therefore we suggest that, in the best interests of everyone, that should be done; that the \$750 million should not be written off; that you should allow non-participants to go back, should they choose to do so—and I believe the majority of them certainly would under those conditions—and then move forward from there.

Another point we would like to bring to your attention is that, through the proposed amendments, it is intended to expand the list of crops eligible to be levied against. There are some crops that were not previously in the program including some of the special grains, and we believe that is good. From the information we have gathered across the west, the average acreage is greater among non-participants in this program than it is among participants, on an individual basis. However, we have no concrete figures to back up this opinion. Probably this committee would be in a better position than we would to collect such statistics. However, that being the case, in the future—

Senator Olson: Are you saying that as an average the non-participants have larger farms than the participants?

Mr. Van Damme: It would appear to be the case. Given the special crops, in which in most cases are the higher valued crops, if non-participants were brought in on a proposal along those lines, they would pay higher levies. If you remove the

[Traduction]

dettes ont été radiées. Il est donc impossible de dresser un parallèle entre ce programme et une assurance; il n'a pas fonctionné de cette façon.

Pour ce qui est de votre idée de verser directement un montant de 750 millions pour éliminer les calculs compliqués, comme vous dites, et pour éviter d'avoir à revenir à 1986 et de percevoir les contributions des trois années précédentes, l'obstacle majeur, à mon avis, c'est que la portée du programme est loin d'être la même. Si nous voulons aller de l'avant en introduisant une aide aux céréaliculteurs et des indemnités pour les producteurs de blé canadien—qui sont disparues avec la création du programme—et même la possibilité de subventionner la production de céréales spéciales, comme M. Mayer en a parlé dans son exposé il y a un mois, alors l'agriculteur n'a vraiment plus le choix. S'il veut survivre comme agriculteur, il est alors forcé d'adhérer au programme. Compte tenu de tous ces changements, l'agriculteur ne peut simplement plus survivre sans participer au programme.

Donc, monsieur, c'est pour toutes ces raisons que nous jugeons préférable de revenir à 1986 pour régulariser la situation et pour pouvoir aller de l'avant en toute équité et dans l'intérêt de chacun.

Si, comme nous le proposons, les non-participants pouvaient adhérer au programme de façon rétroactive à compter de 1986, s'ils pouvaient toucher les paiements correspondants et s'ils étaient tenus de verser des contributions de 4 p. 100 pour les trois années précédentes, leurs versements comprendraient une pénalité de 3 p. 100 que les participants n'ont jamais eu à payer; ces derniers n'en souffriraient certainement pas.

Je veux vous signaler qu'il coûterait moins cher que 750 millions si cette somme n'était pas radiée et si elle était distribuée de la façon dont je viens de vous parler. Nous croyons qu'il y va de l'intérêt de chacun que cela se fasse, c'est-à-dire que la somme de 750 millions ne soit pas radiée et qu'on permette aux non-participants d'adhérer au programme de façon rétroactive, s'ils le désirent. Je crois que la plupart d'entre eux le voudraient, compte tenu de la situation actuelle. On pourrait ensuite aller de l'avant.

Un autre point que je voudrais soulever, c'est que les amendements que renferme le projet de loi visent à augmenter le nombre des produits figurant sur la liste des récoltes qui seront utilisées pour calculer les contributions. Certains de ces produits n'étaient pas visés par le programme auparavant, y compris certaines des céréales spéciales; à notre avis, c'est un pas dans la bonne direction. D'après ce que nous avons appris dans l'Ouest, les exploitations agricoles des non-participants au programme couvrent, en moyenne, une plus grande superficie que celles des participants, mais nous ne possédons pas les chiffres qui le confirmeraient. Le comité est probablement mieux placé que nous pour se procurer de tels renseignements. Toutefois, puisque c'est le cas, à l'avenir...

Le sénateur Olson: Vous dites qu'en moyenne les non-participants ont des fermes plus grandes que les participants?

M. Van Damme: Cela semble être le cas. Étant donné les cultures spéciales, qui le plus souvent sont celles ayant les valeurs les plus élevées, si l'on faisait une proposition en ce sens aux non-participants, leurs contributions seraient une proposi-

[Text]

ceilings, the non-participants will pay a greater share. This program could get rid of its deficit without a write-off, and everybody would be treated fairly. The federal treasury would not face the burden of the present \$750 million write-off.

Senator Olson: What you have said is creating a lot of concern for a lot of people, that being whether the participation from this point on will be as heavy as it has been to this point. The maximum amount is being changed from \$600 to \$2,400 and the percentage rate of gross receipts from one per cent to four per cent. Considering these changes and looking down the road, one might say, "It looks like prices are going to go up for awhile and, therefore, there will not be a situation to trigger a payment. In that light, maybe it is better for me to stay out of the program." If the \$750 million were added to what has to be taken care of, would it not discourage people more?

Mr. Van Damme: No, sir. To make the system work, as I stated earlier in my presentation, it is important that the people who have collected the benefits and who have created the deficit not be given the option to leave the program. After all, they collected the benefits. The people who created the deficit must be held responsible for their debt. If you were to let people—

Senator Olson: We have to be practical, too. To lock people in and say, "You are not going to have the freedom to choose whether or not to belong" is impossible.

Mr. Van Damme: But, sir, that is what it says in the original act, that the participants have until 1996 to get out.

Senator Olson: That provision was taken out of the act, and you know why as well as I do; because it was conscription-like and people did not like it.

Mr. Van Damme: However, they are giving special treatment to people in the program at the expense of the people who do not belong. The non-participants are being placed in a very difficult position. They simply cannot compete on that basis. We have to look at the situation fairly and realistically. We must remember that these people have collected their monies, and that that is why we have a deficit. As far as we are concerned, if you allow those people to leave the program it discourages people from entering the program because they will be held responsible for someone else's debt. If they are to be held responsible for debt others created, then we will pay the four per cent for the three years prior to 1986 and the one per cent which the others have paid since 1986. Certainly there would already be a significant penalty to the non-participants.

Senator Barootes: Where does a farmer in Western Canada in this day and age find the kind of money to pay off a three-year back deficit when most of them, as you have described, are hanging on by their finger nails? We are talking about three times \$2,400 here.

Mr. Van Damme: It would simply be deducted from what their benefits would be. It is very simple. The permit books or the record books are there, and it would not be hard to establish the debt.

[Traduction]

tion en ce sens aux non-participants, leurs contributions seraient plus élevées. Si vous supprimez le plafond, la contribution des non-participants sera plus élevée. Ce programme pourrait annuler son déficit sans radiation et chacun serait traité équitablement. Le Trésor fédéral n'aurait pas à faire face à la radiation actuelle de 750 millions de dollars.

Le sénateur Olson: Ce que vous avez dit préoccupe un grand nombre de personnes, à savoir si la participation sera aussi grande à l'avenir qu'elle l'a été jusqu'ici. Le montant maximum passe de 600 \$ à 2 400 \$ et le pourcentage des recettes brutes de 1 à 4 p. 100. En tenant compte de ces changements, quelqu'un pourrait penser: «Il semble que les prix vont monter pendant un certain temps et il n'y aura pas de situation susceptible de déclencher un paiement. Par conséquent, il serait peut-être préférable que je ne participe pas au programme.» Si les 750 millions étaient ajoutés à ce qui a déjà été pris en charge, est-ce que ça ne découragerait pas les gens encore plus?

M. Van Damme: Non, monsieur. Pour que le système fonctionne, comme je l'ai dit plus tôt dans ma présentation, il est important que les personnes qui en ont bénéficié et qui ont créé le déficit ne soient pas autorisées à abandonner le programme. Après tout, elles en ont retiré les avantages. Les personnes qui ont créé le déficit doivent être responsables de leurs dettes. Si vous laissez les gens...

Le sénateur Olson: Il faut être pratique aussi. Il est impossible d'emprisonner les gens en leur disant «Vous ne pouvez pas choisir de participer au programme ou non.»

M. Van Damme: Mais, monsieur, c'est ce que dit la Loi, que les participants ont jusqu'à 1996 pour sortir du programme.

Le sénateur Olson: Cette disposition a été retirée de la Loi et vous savez pourquoi aussi bien que moi: elle ressemblait à une conscription et était par conséquent impopulaire.

M. Van Damme: Cependant, ils accordent un traitement de faveur aux participants aux dépens des non-participants. Ceux-ci se trouvent dans une position très difficile. Ils ne peuvent faire face à la concurrence. Il nous faut examiner la situation équitablement et de façon réaliste. Il faut se rappeler que ces personnes ont encaissé des fonds et c'est la raison pour laquelle nous avons un déficit. En ce qui nous concerne, si vous leur permettez de quitter le programme, cela dissuadera les autres de participer au programme parce qu'ils seront responsables de la dette de quelqu'un d'autre. S'ils doivent être responsables de la dette de quelqu'un d'autre, alors ils verseront la contribution de 4 p. 100 pour les trois années antérieures à 1986 et la contribution de 1 p. 100 que les autres ont versé depuis 1986. Il y aurait déjà une pénalisation importante pour les non-participants.

Le sénateur Barootes: Comment, à l'heure actuelle, un agriculteur de l'Ouest canadien pourrait-il payer un déficit de trois ans lorsque la plupart d'entre eux, comme vous l'avez démontré, en arrachent pour joindre les deux bouts? Il s'agit de trois fois 2 400 \$, ici.

M. Van Damme: Ce montant serait tout simplement déduit de leurs bénéfices. C'est très simple. Les carnets de paiement ou les registres sont là et il ne serait pas difficile d'établir le montant de la dette.

[Text]

Senator Barootes: So during those three years you would also qualify for back payments?

Mr. Van Damme: Only to the point where the deficit begins.

Senator Olson: I would like to conclude my questioning, because I do not think that we will get anywhere. I have some sympathy for your argument with regard to people who did not belong to the program and who desperately needed money because they got caught in the downturn in the international market and in the drought. The government decided to make a payment through this mechanism, and to try to redress that problem by all these complicated formulae you have here, just to get at the people who collected under the program, quite legitimately, because that was the law when they collected, seems to me like the long way around. Why do we not just make payments to those who did not get one?

Mr. Van Damme: That would be fair and quite acceptable to us. Let us put that \$750 million in real dollars and cents and channel it through the Special Grains Program. As you have said, the government chose to address farm needs financially through western grain. We believe that this manner of addressing the problem is not a fair one. Had the government channeled that \$750 million instead—I know it is not acceptable in a financial sense—and that is why we made our proposal, which you say is complicated—we do not believe that it is that complicated—through special grains, things would have been better. Let us take the first special grains payment that was made in 1986, amounting to \$1 billion, to show the real significance of the dollars and cents involved. That payment applied only to farmers in Western Canada. A line was drawn at the Manitoba-Ontario border. The \$750 million for western grain farmers applies only to about 85 per cent of the people in the program, not to all western farmers and, therefore, becomes more significant than the \$1 billion that was paid out to all western farmers. If you base the pay-outs on the maximum, each individual farm would get \$18,500. Of course, the pay-out depends on eligibility by acreage, and so on. The program may not be perfect, but it was certainly a lot fairer and more acceptable to everyone, and had that \$750 million been paid out in the same way, we would not be here today.

Senator Olson: Was that payment made only to the participants in the Western Grain Stabilization Act? I thought it was paid to everybody who had a permit book.

Mr. Van Damme: The special grains book.

Senator Olson: Right.

Mr. Van Damme: I am referring to the \$750 million that was written-off. Rather than writing that money off through the Western Grain Stabilization Act, it should have been channeled in such a way that it went to all producers, including the non-participants. If the program addressed pay-outs in that

[Traduction]

Le sénateur Barootes: Vous auriez donc à faire des contributions rétroactives pour ces trois années?

M. Van Damme: Jusqu'au commencement du déficit seulement.

Le sénateur Olson: Je voudrais mettre fin à mes questions parce que je pense que nous n'avancerons pas. Je comprends votre argument pour ce qui est des personnes qui ne participent pas au programme et qui ont un urgent besoin d'argent par suite du renversement de situation dans le marché international et de la sécheresse. Le gouvernement a décidé de faire un versement par le truchement de ce mécanisme, et de tenter de réduire le problème par le truchement de toutes ces formules compliquées pour relancer les participants qui ont bénéficié du programme, en toute légitimité parce que la loi était ainsi faite lorsqu'ils ont encaissé, me semble très compliqué. Pourquoi ne pas faire un versement à ceux qui n'en ont pas reçu?

M. Van Damme: Cela serait équitable et acceptable pour nous. Prenons les 750 millions de dollars et acheminons-les via le programme spécial pour les grains. Comme vous l'avez dit, le gouvernement a choisi de voir financièrement aux besoins des agriculteurs par le truchement des grains de l'Ouest. Nous croyons que cette façon d'aborder le problème n'est pas équitable. Si le gouvernement avait acheminé les 750 millions de dollars via le programme spécial pour les grains—je sais que c'est inacceptable du point de vue financier—et c'est pourquoi nous avons fait une proposition, que vous trouvez compliquée—nous ne la trouvons pas vraiment compliquée—le résultat aurait été meilleur. Prenons le premier versement spécial pour les grains qui a été fait en 1986 et qui s'élève à 1 milliard de dollars, pour voir la valeur véritable des versements. Seuls les agriculteurs de l'Ouest ont reçu ce versement. On a tracé une ligne à la frontière du Manitoba et de l'Ontario. Le montant de 750 millions pour les céréaliculteurs de l'Ouest ne s'applique qu'à environ 85 p. 100 des participants au programme, et non pas à tous les agriculteurs de l'Ouest et, par conséquent, a plus d'importance que le montant de 1 milliard de dollars versé à l'ensemble des agriculteurs de l'Ouest. Si vous calculez les versements d'après le maximum admissible, le versement serait de 18 500 \$ par agriculteur. Évidemment, le versement réel dépend de la superficie et d'autres facteurs. Le programme n'est peut-être pas parfait, mais il était certainement plus équitable et plus acceptable et si les 750 millions de dollars avaient été versés de la même façon, nous n'en serions pas là aujourd'hui.

Le sénateur Olson: Est-ce que seuls les participants au programme de stabilisation ont reçu ces versements? Je croyais que l'argent avait été versé à tous ceux qui avaient un carnet de paiement.

M. Van Damme: Le carnet de paiement spécial pour les grains.

Le sénateur Olson: Oui.

M. Van Damme: Je parle du montant de 750 millions qui a été radié. Au lieu de radier cet argent par le biais de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, on aurait dû le canaliser vers l'ensemble des producteurs, non-participants y compris. Si le programme effectuait le versement de cette

[Text]

manner today and we did not have some of these creative accounting methods as to what is the government's share and what is the producer's share, things would be different. I have already drawn the comparison with regard to the \$1 billion payout which provided a maximum of \$25,000 per individual farmer. The \$750 million would provide each farmer with a maximum of \$18,500.

Senator Olson: I believe the act was amended in 1984 to change the basis for triggering payments. For example, the year was changed from a calendar year to a crop year. This deficit that you are talking about did not happen simply because there was an amendment or because a decision was taken; it happened because of other consequences such as the drought, the international grains market, and so on, and because of the rules in place which allowed the \$1.4 billion surplus to be removed, thereby causing a deficit. No overt action was taken along the way to make a \$750 million payment; it was a \$750 million write-off after the debt was incurred. The government was obliged by law to make those payments, not because it decided to make a payment of \$750 million, a write-down or anything else. Is that not correct?

Mr. Van Damme: That is true, sir. However, the act specifically states, and it is reiterated in every annual report, that if the fund should go into a deficit, the federal government would loan the fund money, charge it interest and collect at the future levies. There was nothing mentioned about write off and that is where everything changes.

The program was originally set up with the government contributing two for one. Before the last spring pay out, participants in the plan collected \$7.31 of government money for every dollar they put in. It was not two for one.

Senator Olson: I believe it is up to twelve to one.

Mr. Van Damme: Yes, that is correct. We are making our suggestions for the sum of those reasons. Again, this goes far above and beyond the intent and that is why there is a responsibility to make changes. We are not complaining that changes have to be made; all we want to try to impress upon you is that you act fairly. We believe that is in everyone's best interests and that it is absolutely essential.

Senator Spivak: I am somewhat hesitant in asking this question because I missed the first part of your submission. Can you give me a brief response as to why you did not enter the program?

Senator Olson: There is a brief answer.

Senator Spivak: Why did you not enter the program?

Mr. Van Damme: I was in the program and I exercised my option before the end of the first three years. In 1984 the act was amended to include an opt-out provision on the 10-year anniversary. Before that, a person was automatically in the program for life as long as he held a permit and did not exercise the option before the end of the first three years. Before

[Traduction]

façon aujourd'hui et si nous n'avions pas certaines de ces méthodes de comptabilité imaginatives nous indiquant quelle est la part du gouvernement et quelle est celle du producteur, les choses seraient différentes. J'ai déjà fait la comparaison pour ce qui a trait au versement de 1 milliard de dollars dont un maximum de 25 000 \$ par agriculteur. Avec 750 millions de dollars, chaque agriculteur recevrait un maximum de 18 500 \$.

Le sénateur Olson: Je crois que la Loi a été modifiée en 1984 pour changer la base de paiement. Par exemple, l'année civile a été remplacée par l'année-récolte. Le déficit dont vous parlez n'a pas été causé par une modification ou une décision; il a été causé par d'autres facteurs, tels la sécheresse, le marché international des grains et ainsi de suite et parce que les règles en vigueur permettaient d'éliminer le surplus de 1,4 milliard de dollars, ce qui a causé le déficit. Il n'y a eu aucune action manifeste pour effectuer un versement de 750 millions de dollars; il y a eu une radiation de 750 millions de dollars après que la dette eût été contractée. Le gouvernement a effectué ces versements parce que la Loi l'y obligeait, et non pas parce qu'il a décidé de faire un versement de 750 millions de dollars, un amortissement ou autre chose. Est-ce exact?

M. Van Damme: C'est exact, monsieur. Toutefois, la Loi stipule explicitement, et la chose est réitérée dans chaque rapport annuel, que s'il y a un déficit, le gouvernement fédéral prêterait l'argent au fonds, imposerait des intérêts et récupérerait son argent au moment des contributions futures. On n'a pas parlé de radiation et c'est là que tout change.

Au départ, le programme prévoyait que la contribution de l'État serait de deux pour un. Avant la distribution du printemps dernier, ceux qui ont participé au plan ont recueilli 7,31 \$ de l'État pour chaque dollar qu'ils ont investi. Il ne s'agit plus d'un rapport de deux à un.

Le sénateur Olson: Je crois qu'il s'agit plutôt d'un rapport de douze à un.

M. Van Damme: Oui, c'est exact. C'est pour toutes ces raisons que nous présentons nos suggestions. Une fois encore, cela va bien au-delà de l'intention initiale et c'est pourquoi on doit apporter des changements. Nous ne nous plaignons pas que des modifications doivent être apportées, tout ce que nous voulons c'est que vous agissiez avec justice. Nous croyons que c'est dans l'intérêt de tous et que c'est absolument essentiel.

Le sénateur Spivak: J'hésite un peu à vous poser cette question parce que j'ai manqué la première partie de votre exposé. Pouvez-vous m'expliquer brièvement pourquoi vous n'avez pas participé au programme?

Le sénateur Olson: On peut répondre brièvement à cette question.

Le sénateur Spivak: Pourquoi n'avez-vous pas participé au programme?

M. Van Damme: J'ai participé au programme et je me suis prévalu de mon droit de retrait avant la fin des trois premières années. En 1984, la loi a été modifiée pour permettre à une personne de se retirer au moment du dixième anniversaire. Avant cela, une personne participait automatiquement au programme pour toute sa vie pourvu qu'elle détienne un carnet de

[Text]

those amendments were made, you had to make your decision. When we saw what was happening in the plan we exercised our option at that time because we felt we were heading for problems.

Senator Spivak: Are you saying that you felt the plan was heading for problems?

Mr. Van Damme: We had misgivings about it.

Senator Spivak: What about you personally?

Mr. Van Damme: Yes, I exercised my option at that time and got out.

Senator Spivak: Am I correct in assuming that you, personally, did not feel that you were heading for problems as a result of your membership in the plan, but that you felt the plan, generally, was heading for problems?

Mr. Van Damme: Yes. The levies did not create a problem. Basically, the program was rewarding people who were in the least need of benefit simply because they were able to produce a crop. For example, let us compare someone in southern Saskatchewan, where there are drier conditions and different soil types, with someone in the northern part of the province where there is a frost risk. The person in the north can usually produce more volume although the crop may be of a lower quality. Simply because they have the ability to produce, they make a contribution based on production and pay crop insurance or hail insurance; and, for those reasons, those people, in most cases, can contribute levies more often and more consistently and need the support less.

The people who need the benefit and support most get the least. That is one of the fundamental problems in this program as we see it, and that will remain if this proposed amendment is passed. I believe everyone is aware of the fact that changes have to be made.

Senator Spivak: Are you comparing the large farmer to the small farmer?

Mr. Van Damme: Not necessarily. There are different situations, although sometimes it can come down to the small farmer versus the large farmer. This program is simply based on your ability to make contributions based on your production.

During the last week or so, we have heard comments that an income insurance type program is being considered. As we understand, it will again be based on levies on production. We see the same problem developing in that situation if it is not dealt with in a different manner.

That was one of the fundamental reasons why we did not take part in that program, but that is only one. A person is automatically included in the program if he does not exercise his option to opt out. For that reason, a lot of people were not too sure of what they wanted to do. Many of them stayed in

[Traduction]

paiement et qu'elle n'exerce pas son droit avant la fin des trois premières années. Avant que ces modifications soient apportées à la loi, vous deviez prendre une décision. Lorsque nous avons vu ce qui arrivait au plan, nous avons exercé notre droit à ce moment parce que nous avions l'impression qu'on allait avoir des problèmes.

Le sénateur Spivak: Êtes-vous en train de nous dire que vous croyiez que le plan allait créer des problèmes?

M. Van Damme: C'est ce que nous croyions.

Le sénateur Spivak: Vous personnellement?

M. Van Damme: Oui, j'ai exercé mon droit à ce moment et je me suis retiré.

Le sénateur Spivak: Ai-je raison de supposer que vous, personnellement, ne croyiez pas que vous alliez avoir des problèmes en raison de votre participation au plan mais que vous aviez l'impression que celui-ci, en général allait créer des problèmes?

M. Van Damme: Oui. Les contributions ne posaient pas de problème. Essentiellement, le programme profitait aux personnes qui en avaient le moins besoin tout simplement parce qu'elles étaient en mesure de produire une récolte. Comparons par exemple la situation d'un fermier du sud de la Saskatchewan, où le climat est sec et où on trouve différents types de sol, à celle d'un fermier du nord de la province qui est exposé à des risques de gel. Le fermier du nord de la province peut en général compter sur une grosse récolte mais qui peut être de qualité inférieure. Tout simplement parce qu'il est capable de produire, il apporte une contribution fondée sur la production et paie des primes d'assurance-récolte ou d'assurance contre la grêle et pour toutes ces raisons, dans la plupart des cas, il contribue plus et a moins besoin d'être subventionné.

Ce sont ceux qui ont le plus besoin des avantages du programme et qui le subventionnent le plus qui en profitent le moins. C'est là un des problèmes fondamentaux de ce programme et ce problème va demeurer même si la modification projetée est adoptée. Je pense que tout le monde est conscient du fait que des changements doivent être faits.

Le sénateur Spivak: Comparez-vous la situation des grosses fermes à celle des petites?

M. Van Damme: Pas nécessairement. Le problème ne se pose pas exactement ainsi, bien qu'on puisse parfois mettre en opposition les petites entreprises et les grandes entreprises. Ce programme est tout simplement fondé sur le fait que les contributions sont fondées sur la production.

Au cours de la semaine passée, on nous a dit qu'on envisageait un programme du genre programme de sécurité du revenu. D'après nous, ce programme va encore se fonder sur des contributions proportionnelles à la production. Le même problème va se poser à nouveau si on n'aborde pas la situation d'une manière différente.

C'est une des raisons fondamentales pour lesquelles nous n'avons pas participé au programme, mais il y en a d'autres. Une personne participe automatiquement au programme si elle ne choisit pas de se retirer. Pour cette raison, bon nombre de personnes ne savaient pas trop quoi faire. Plusieurs ont conti-

[Text]

the program, more or less, by default. People like ourselves exercised our option when we felt things were going as we were afraid they might. There were others who thought they could not go wrong because they were going to get \$2 from government for every \$1 they put in. As it turns out, they were right simply because the rules were changed and their debts were written off. It is not that we made a mistake, it is just that we did not realize that anyone would deal with this problem as irresponsibly as has been the case.

Senator Barootes: This has been a very interesting presentation and I do not want to prolong it although there are many questions I could ask. Perhaps you could give me a two-sentence answer to my first question. You made the statement, Mr. Van Damme, that the \$750 million injection or write off was not necessary. Those are your exact words; is that correct?

Mr. Van Damme: That is correct.

Senator Barootes: Then you went on to suggest ways that it might have been avoided. Am I correct in that?

Mr. Van Damme: I believe the levies were not responsive enough in terms of time to deal with the deficit before the deficit was created. When what was happening became obvious and it was known what kind of pay outs were being taken out, I believe the levy should have been raised sooner and significantly.

Senator Barootes: Instead of being lowered?

Mr. Van Damme: Yes.

Senator Barootes: If they were to be raised, have you or your group tried to figure out the level to which they need to be raised in order to make the fund actuarially sound?

Mr. Van Damme: At this point, they would have to be raised quite significantly. You are going to gain people with the permit book situation on the one hand and you will lose others with the opting out provision on the other hand.

Senator Barootes: Would it have to go up to 10 per cent or, say, 20 per cent?

Mr. Wolstenholme: Just off the top of my head, I think it would have to go up to 20 per cent.

Senator Barootes: What would happen if it were raised to 20 per cent or even 10 per cent? Do you think a lot of people would find that the premium would be too high, and would they stay in?

Mr. Van Damme: Under the original act they are automatically in the program until 1996. The program was set up to be actuarially sound in the first place. That would be fair ball since they have collected the benefits. Certainly there would be a great hue and cry from the people in the program.

[Traduction]

nué de participer au programme plus ou moins par défaut. D'autres, comme nous, ont décidé de se retirer parce qu'ils croyaient que la situation allait mal tourner. D'autres encore pensaient qu'ils ne pouvaient pas se tromper parce qu'ils allaient obtenir 2 \$ de l'État pour chaque dollar investi. Comme les choses ont tourné, il s'avère qu'ils ont eu raison tout simplement parce que les règles ont été modifiées et que leurs créances ont été radiées. Ce n'est pas que nous ayons commis une erreur, c'est tout simplement que nous ne nous sommes pas rendus compte qu'on traiterait ce problème de façon aussi irresponsable qu'on l'a fait.

Le sénateur Barootes: Voilà un exposé très intéressant mais que je ne veux pas prolonger bien qu'il y ait pas mal de questions que je pourrais poser. Peut-être pourriez-vous répondre en deux mots à ma première question. Vous avez affirmé, monsieur Van Damme, que l'injection dans le programme d'une somme de 750 million de dollars n'était pas nécessaire. Ce sont vos paroles exactes, n'est-ce pas?

M. Van Damme: C'est exact.

Le sénateur Barootes: Vous avez ensuite suggéré des moyens qui auraient permis d'éviter cette radiation. Est-ce exact?

M. Van Damme: Je crois que les contributions n'étaient pas suffisamment importantes pour empêcher qu'il y ait un déficit. Compte tenu des sommes qui étaient versées, j'estime que les contributions auraient dû être augmentées notablement et plus tôt.

Le sénateur Barootes: Plutôt que d'être abaissées?

M. Van Damme: Oui.

Le sénateur Barootes: Puisque ces contributions auraient dû être augmentées, est-ce que vous ou votre groupe avez tenté d'estimer le niveau auquel elles auraient dû être portées pour éviter un déficit?

M. Van Damme: À ce moment, elles auraient dû être augmentées de façon notable. Le programme aurait gagné des participants grâce à sa situation solide d'une part et en aurait perdu d'autres par son option de retrait d'autre part.

Le sénateur Barootes: Les contributions auraient-elles dû être augmentées de 10 ou de 20 p. 100?

M. Wolstenholme: En première approximation, je pense qu'elles auraient dû être augmentées de 20 p. 100.

Le sénateur Barootes: Qu'arriverait-il si les contributions étaient augmentées de 20 p. 100 ou même de 10 p. 100? Pensez-vous que beaucoup de personnes trouveraient la prime trop élevée et ces personnes continueraient-elles quand même à participer au programme?

M. Van Damme: Aux termes de la loi originale, elles participent automatiquement au programme jusqu'en 1986. Au départ, le programme a été structuré de façon à être sain du point de vue actuariel. Puisque ces personnes en ont retiré des avantages, il ne serait que juste qu'elles continuent d'y participer. Certainement, on entendrait pas mal de récriminations de la part des participants.

[Text]

At four per cent, we believe the program can pull its own weight given grain prices and if the ceilings are removed. We believe four per cent would do the job and would bring it back on a sound footing in the not too distant future.

Senator Barootes: You added a couple of qualifications such as the ceiling being removed. Do you want it raised to \$120,000?

Mr. Van Damme: That would certainly be a possibility and I think it would cover it.

Senator Barootes: How can you raise the ceiling when today the fund is losing money? You want them to double the benefits; is that correct?

Mr. Van Damme: As we have already said, the payouts are not likely to be that great in the immediate future. You will be collecting a lot more money than you would be paying out.

Senator Barootes: If we follow through on your suggestion, you mentioned a plan to do with three-years previous sales and a premium going back to 1986 to join. You suggested that if that were done—for example, you yourself are willing to pay the four per cent going back three years—you then would be paid out of the benefits that you would acquire for those three past years when you were not “insured”, if I may use the term.

Mr. Van Damme: Did you say the benefits from 1986?

Senator Barootes: Yes.

Mr. Van Damme: We would pay the three-year levies prior to that, and that would be a significant injection of contributions.

Senator Barootes: Where would this money come from for the impoverished farmers that I know?

Mr. Van Damme: It simply would be deducted from the benefits that they would be eligible to receive. It would not be an out-of-pocket expense; it would be deducted from the amount paid to them.

Senator Barootes: For which they would have been eligible during those three years?

Mr. Van Damme: Yes. Not three years, sir. We are in 1988. That is where I think we may not be on quite the same wave length. We are saying that, for the three years prior to 1986 we would pay the 4 per cent levy and not receive any benefits.

Senator Barootes: Yes?

Mr. Van Damme: We would not receive any benefits, but we would be basically going back to 1983 and paying a 4 per cent levy which no one in the program has paid.

Senator Barootes: that would be 1983, '84 and '85. So you would receive benefits in the years which were the big payout—

[Traduction]

À quatre pour cent, nous estimons que le programme peut s'autofinancer compte tenu du prix des grains et pourvu que le plafond soit supprimé. Nous croyons qu'une augmentation de quatre pour cent des contributions suffirait et remettrait le programme sur pied dans un avenir assez rapproché.

Le sénateur Barootes: Vous avez ajouté une ou deux conditions, notamment la suppression du plafond. Voulez-vous le porter à 120 000 \$?

M. Van Damme: C'est certainement une possibilité que j'envisage et je pense qu'un tel plafond ferait l'affaire.

Le sénateur Barootes: Comment pouvez-vous songer à augmenter le plafond alors qu'aujourd'hui le fonds est déficitaire? Vous voulez que les prestations soient doublées, est-ce exact?

M. Van Damme: Comme nous l'avons déjà mentionné, il est peu probable que les versements soient si importants dans un avenir rapproché. Les rentrées de fonds vont être beaucoup plus importantes que les sommes versées.

Le sénateur Barootes: Votre suggestion fait mention d'un plan tenant compte des ventes des trois années précédentes et d'une prime d'adhésion rétroactive à 1986. Vous avez mentionné que si cela se produisait—vous seriez prêt vous-même par exemple à verser le 4 p. 100 rétroactivement pour une période de trois ans—vous avez expliqué que cette somme, vous la tireriez des prestations qui vous seraient versées pour les trois dernières années alors que vous n'étiez pas «assuré», si je peux me permettre d'employer ce terme.

M. Van Damme: Avez-vous dit les prestations depuis 1986?

Le sénateur Barootes: Oui.

M. Van Damme: Nous verserions les contributions pour les trois années précédentes, ce qui constituerait une importante injection de fonds.

Le sénateur Barootes: Où les pauvres fermiers que je connais prendraient-ils cet argent?

M. Van Damme: Cette somme serait tout simplement déduite des prestations auxquelles ils ont droit. Ils n'auraient pas à sortir d'argent de leurs poches, cette somme serait tout simplement déduite du montant qu'on leur verserait.

Le sénateur Barootes: Auxquels ils auraient été admissibles au cours de ces trois années?

M. Van Damme: Oui. Mais pas durant trois ans monsieur. Nous sommes en 1988. C'est à ce sujet que nous ne sommes peut-être pas tout à fait sur la même longueur d'onde. Nous disons que, pour la période de trois ans précédant 1986, nous aurions payé la contribution de 4 p. 100 sans recevoir de prestations.

Le sénateur Barootes: Oui?

M. Van Damme: Nous ne toucherions aucune prestation, mais fondamentalement ce serait un retour à la situation de 1983 et nous verserions une contribution de 4 p. 100 qu'aucun participant du programme n'a payée.

Le sénateur Barootes: Les années visées seraient 1983, 1984 et 1985. Vous recevriez donc des prestations pour les années où de forts rendements ont été enregistrés . . .

[Text]

Mr. Van Damme: From '86 on, or from whenever that deficit started.

Senator Barootes: Excuse me. Which were the very big payout years.

Mr. Van Damme: Where the program ran into problems.

Senator Barootes: To put it another way, the payouts in 1983 and 1984 were not nearly as high as the payouts in 1986, 1987 and this year. Am I correct in that?

Mr. Van Damme: Yes.

Senator Barootes: In other words, you were willing to pay the 4 per cent for the prior years, in which the Western Grain Stabilization payouts were, if not minimal, then small, in the region of \$200 million.

Mr. Van Damme: Small by comparison.

Senator Barootes: By paying that, you would be eligible for huge payouts which totalled \$1.2 billion, \$750 million, \$800 million, and so on. Am I correct in that? Anyone would say, "God, let me in on a bargain like that." However, if you did that, I do not see where new cash is coming in to make up for the \$2.2 billion deficit that exists.

Mr. Van Damme: First of all, we suggested that the \$750 million not be written off. When you write it off, it is gone.

Senator Barootes: I am not referring to the \$750 million.

Mr. Van Damme: It is important that we do talk about it, sir, because that is how you deal with it. If that \$750 million were not written off, it would stay on the books but it would be paid off in the future. Instead of writing it off, you would make payouts to the non-participants to bring everybody even so that we could move on from this point forward. You would collect it from the 4 per cent levies for the three years previous to 1986, and from 1986 on as well.

Senator Barootes: But you said that those were notional payments, not—

Mr. Van Damme: Were which?

Senator Barootes: Notional payments, not actual cash payments. Am I correct in that?

Mr. Van Damme: I really fail to see the difference.

Senator Barootes: The 1983, 1984 and 1985 payments would be deducted from the benefits

Mr. Van Damme: Yes.

Senator Barootes: —that were going to be paid in 1985, 1986 and 1987.

Mr. Van Damme: But the levies would be deducted.

[Traduction]

M. Van Damme: Depuis 1986, ou depuis toute autre date à laquelle le déficit est apparu.

Le sénateur Barootes: Excusez-moi. Lesquelles ont été les années de très forts rendements.

M. Van Damme: Pendant lesquelles les premières difficultés sont apparues au sujet du programme.

Le sénateur Barootes: En d'autres mots, les rendements enregistrés en 1983 et 1984 n'ont pas été aussi élevés que ceux des années 1986 et 1987, et ceux de cette année. Est-ce exact?

M. Van Damme: Oui.

Le sénateur Barootes: Autrement dit, vous étiez prêt à payer la contribution de 4 p. 100 correspondant aux années précédentes, pendant lesquelles les prestations versées en vertu de la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest étaient, sinon minimales, pour le moins faibles, soit près de 200 millions de dollars.

M. Van Damme: Soit, comparativement faible.

Le sénateur Barootes: En versant ce montant, vous seriez admissible à d'énormes rendements qui ont totalisé 1,2 billion de dollars, 750 millions de dollars, 800 millions de dollars et ainsi de suite. Est-ce que je fais erreur? N'importe qui dirait «Mon dieu, laissez-moi profiter d'une telle aubaine!» Toutefois, si vous faisiez cela, je ne vois pas d'où proviendraient les nouvelles entrées de fonds pour compenser le déficit qui atteint déjà 2,2 billions de dollars.

M. Van Damme: Premièrement, nous avons suggéré que la somme de 750 M\$ soit radiée. Une fois l'écriture passée en charges, le déficit est supprimé.

Le sénateur Barootes: Je ne fais pas référence à la somme de 750 millions de dollars.

M. Van Damme: Il me semble important d'en parler, monsieur, parce que c'est de cette façon dont vous procédez. Si cette somme de 750 millions de dollars n'était pas radiée, elle demeurerait aux livres mais serait un jour récupérée. Plutôt que de la passer en charges, vous verseriez des prestations aux producteurs n'ayant pas participé au programme afin que tout le monde soit sur le même pied et puisse redémarrer dans des conditions similaires. Ces prestations seraient puisées à même la contribution de 4 p. 100 imposée pour les trois années ayant précédé 1986, et depuis cette année-là aussi.

Le sénateur Barootes: Mais vous avez dit que ces paiements étaient des versements théoriques, et non . . .

M. Van Damme: Étaient quoi?

Le sénateur Barootes: Des versements théoriques, et non des paiements en argent comptant. Est-ce exact?

M. Van Damme: Je ne vois vraiment pas la différence.

Le sénateur Barootes: Les versements relatifs aux années 1983, 1984 et 1985 seraient déduits des prestations . . .

M. Van Damme: Oui.

Le sénateur Barootes: . . . qui seront versées en 1985, 1986 et 1987.

M. Van Damme: Mais les contributions seraient prélevées.

[Text]

Senator Barootes: Yes. So there are no new bucks coming into the program. Am I right on that?

Mr. Van Damme: Not in that context, to that point.

Senator Barootes: Yet you were going to be paying 12 per cent, or whatever the interest rates are, on the \$2.2 billion.

Mr. Van Damme: No, sir. First of all, we are paying a 3 per cent higher levy than anyone else in the program. That is our penalty.

Senator Barootes: Yes?

Mr. Van Damme: When you deduct that from whatever our benefits would be from 1986 on, we would pay—

Senator Barootes: During which year you were not a member?

Mr. Van Damme: That is right. Actually, we would be paying for five years. We would have 4 per cent levies deducted for five years before we would receive any benefits, to bring it up to date.

Senator Barootes: I am sorry, Mr. Van Damme. I am only talking about dollars. I am not talking about morality or ethics or propriety or righteousness or anything of that nature. I am only looking at the dollar level. I see \$2.2 billion, which you know very well was there. You are saying that notionally you are going to pay 4 per cent for three years but you are not really going to pay it. What will happen is that it will be deducted from the benefits you would have received, but you still stay with the 2.2 billion unless that 4 per cent is enormously higher.

Senator Olson: That goes up.

Mr. Van Damme: That will go up, but that \$750 million would be there to work with. It will not be written off. That money would be recovered at no penalty to the people who have already collected the benefits. The government would not have to write off the \$750 million, sir. It would collect that through future levies and levies of arrears.

Senator Barootes: I am trying to establish that you believe that the plan would become actuarially sound and solvent.

Mr. Van Damme: Yes, sir.

Senator Barootes: In one year, five years, 10 years?

Mr. Van Damme: I am not saying in one year or two years, but certainly down the road.

Senator Barootes: In five years?

Mr. Van Damme: I think five years would not be unreasonable. In fact, I saw in an article some comments by Mr. Lang, who was one of the ministers at the time the program originated. He pointed out that he felt it was premature and, more or less, that they had jumped the gun as far as the write-off

[Traduction]

Le sénateur Barootes: Oui. Le programme ne génère donc aucune entrée de nouveaux fonds, si je comprends bien?

M. Van Damme: Pas dans cette situation, étant donné ce contexte précis.

Le sénateur Barootes: En fait, vous étiez sur le point de payer 12 p. 100, ou quel que soit le taux d'intérêt en vigueur, sur le 2,2 billions de dollars.

M. Van Damme: Non, monsieur. Premièrement, nous payons, en contributions, 3 p. 100 de plus que tous les autres participants du programme. C'est notre pénalité.

Le sénateur Barootes: Oui?

M. Van Damme: Lorsque vous déduisez cela de toute prestation se rapportant à l'année 1986 et aux suivantes, nous paierions...

Le sénateur Barootes: Année pendant laquelle vous ne participiez pas au programme?

M. Van Damme: C'est exact. En fait, nous verserions des contributions correspondant à cinq ans; des contributions de 4 p. 100 pendant cinq ans seraient déduites avant que nous ne recevions la moindre prestation afin de régulariser notre situation et de nous mettre à jour.

Le sénateur Barootes: Je suis désolé, monsieur Van Damme, mais je ne parle que de dollars. Je ne parle pas de moralité ni d'éthique, ni de propriété ou de justice, ni de rien de ce genre. Je considère uniquement l'aspect financier. Je vois 2,2 billions de dollars qui, vous le savez très bien, étaient là. Vous dites que, théoriquement, vous allez verser une contribution de 4 p. 100 pendant trois ans mais vous n'allez pas véritablement payer ce montant. En fait, ce qui va se passer, c'est que cette contribution sera déduite des prestations que vous auriez reçues, mais vous conserverez les 2,2 billions de dollars à moins que la somme correspondant à ce 4 p. 100 ne soit beaucoup plus élevée.

Le sénateur Olson: C'est plus élevé.

M. Van Damme: Ce sera plus élevé, mais ce 750 millions de dollars seraient en banque et pourraient fructifier. Cette écriture ne serait pas radiée. Cet argent serait récupéré sans pénalité des gens ayant déjà reçu des prestations. Le gouvernement n'aurait pas à passer en charges les 750 millions de dollars, monsieur. Il recueillerait ce montant par le biais des contributions à venir et des arrérages de contributions.

Le sénateur Barootes: J'essaie, en fait, d'établir que vous croyez effectivement à une éventuelle rentabilité actuarielle du programme.

M. Van Damme: Oui, monsieur.

Le sénateur Barootes: Dans un an, cinq ans, 10 ans?

M. Van Damme: Je ne dis pas dans un an ou dans deux ans, mais certainement à long terme.

Le sénateur Barootes: Dans cinq ans?

M. Van Damme: Une période de cinq ans me semble raisonnable. En fait, j'ai lu dans un article les commentaires de M. Lang, un des ministres en fonction lors de la création du programme. Il précisait qu'il jugeait prématurée la mise en place du programme et que, dans une certaine mesure, la radiation

[Text]

was concerned. In that regard, I think we would have to agree that there was a better way to deal with it. The most unfortunate thing about this whole situation is that it was really not necessary to create this conflict. There was a better way of proceeding.

Senator Barootes: I am not talking about the conflict, or anything like that; I am just talking about pure accounting principles.

All I am trying to establish is that by your scheme you believe that within five years, without the \$750 million write-off, and doing what you have said—which is three years at 4 per cent, paying out the benefits for 1986, 1987 and 1988, as they would have been had you been a member of the Rotary Club, or whatever—the \$2.2 billion would be off?

Mr. Van Damme: We could very well be approaching a break-even point by then.

Senator Barootes: And continue with the four per cent and six per cent?

Mr. Van Damme: As I understand it, the act provides for changes in that regard.

The Chairman: Changes are envisaged.

Mr. Van Damme: That would be likely, and certainly, if we are going to include other programs, that is the way we have to go.

Senator Barootes: We are not talking about other programs; we are talking about this present program.

So it would not have to go up to 12 per cent or 14 per cent?

Mr. Van Damme: No.

Senator Barootes: I should like to get some figures on that. Perhaps Mr. Fulton could provide those.

Mr. Wolstenholme: The non-participants hold approximately 55 per cent of the land.

Senator Barootes: They hold 55 per cent of what?

Mr. Van Damme: Perhaps it is closer to 35 per cent. I would say it is closer to 35 or 40 per cent.

Mr. Wolstenholme: I based my projections on 55 per cent, which would make the levy payments received—

Senator Barootes: Except there is the \$16,000 limit.

Mr. Van Damme: That is one of the changes that could be looked at. That is what we are trying to point out.

Senator Barootes: I must say, Mr. Chairman, that I am intrigued by what the witnesses have said. I would certainly like to see how the number crunchers would work some of these things out on all of the various variables—and the variables, of course, relate to production, volume and the price of grain. I am a little skeptical.

[Traduction]

de cette écriture avait fait suite à une décision hâtive. À cet égard, je crois que nous devrions reconnaître qu'il aurait été préférable de résoudre cette question d'une autre manière. Le plus triste dans toute cette affaire est que ce conflit n'était vraiment pas nécessaire. Il y avait une meilleure façon de procéder.

Le sénateur Barootes: Je ne parle pas du conflit, ou de rien de tout cela. Je parle uniquement de principes comptables élémentaires.

J'essaie tout simplement de montrer que, selon la méthode que vous proposez, vous croyez qu'en moins de cinq ans, sans la radiation de l'écriture de 750 millions de dollars et en procédant de la façon que vous avez décrite—qui est de payer pendant trois ans la contribution de quatre pour cent, de verser les prestations pour 1986, 1987 et 1988, auxquelles vous auriez été admissible si vous aviez fait partie du Rotary Club, ou quoi que ce soit—la somme de 2,2 billions de dollars serait récupérée?

M. Van Damme: Nous pourrions fort bien être très près du point d'équilibre à cette date.

Le sénateur Barootes: Et poursuivre alors avec des contributions de quatre et six pour cent?

M. Van Damme: À mon avis, la loi permet certaines modifications à cet égard.

Le président: Des modifications sont à l'étude.

M. Van Damme: Ce serait probable, et si nous désirons inclure de nouveaux programmes, c'est assurément la direction vers laquelle nous devons nous tourner.

Le sénateur Barootes: Nous ne parlons pas d'autres programmes; nous parlons du programme actuel.

Ce ne serait donc pas nécessaire d'augmenter à 12 ou 14 pour cent?

M. Van Damme: Non.

Le sénateur Barootes: J'aimerais bien obtenir des chiffres plus précis sur cette question. M. Fulton serait peut-être en mesure de nous les fournir.

M. Wolstenholme: Les producteurs non participants détiennent environ 55 p. 100 des terres.

Le sénateur Barootes: Ils détiennent 55 p. 100 de quoi?

M. Van Damme: C'est peut-être plus près de 35 p. 100. Je dirais plutôt 35 à 40 p. 100.

M. Wolstenholme: J'ai basé mes calculs sur 55 p. 100, ce qui correspondrait aux contributions reçues...

Le sénateur Barootes: À l'exception de la limite de 16 000 \$.

M. Van Damme: C'est là un des changements qui pourraient être considérés. C'est ce que nous essayons de démontrer.

Le sénateur Barootes: Je dois dire, monsieur le président, que je suis intrigué par les propos des témoins. J'aimerais bien voir quels résultats les comptables obtiendraient, étant donné les différentes variables qui entrent en jeu, notamment les variables se rapportant à la production, au volume et au prix du grain. Je ne suis pas convaincu.

[Text]

Mr. Van Damme: Fair enough. On December 3 we made a proposal that this should go back to 1976, when the program originated—not that we expected, for an instant, that the government would do that.

To make the point based on fairness, or rather the lack of it, as we see it—I have been given these figures from the Western Grain Office in Winnipeg—these figures relate to the levies that were contributed and the payouts that were made. I can give you a copy of this if you care to have one.

Senator Barootes: What year are you talking about?

Mr. Van Damme: This goes back to 1976. This is just to make the point that if we were to go back to when the program originated, 1976, and not back to 1986, it would take something in the order of \$236 million; but that is based on projections we were given from the Western Grain Office in Winnipeg dated approximately the end of November, early December.

There were no calculations done for the acreage size held by non-participants, on which we can put an absolute figure. This figure would have to go up, and this goes back, as I said, to 1976, and not paying a 4 per cent levy either, but paying the same levy as everyone else.

Senator Barootes: A person cannot go back and collect under insurance programs.

Mr. Van Damme: That depends. If you change the rules—

Senator Barootes: Water has gone under the bridge and you have to face the present reality.

Mr. Van Damme: The present reality is that the intent of the program has been significantly changed. If a person paid only a 40 per cent premium and his house burned down, he would not expect a 100 per cent coverage, and that is what has happened for the people in the program. In fact, they have had the debt written off, besides having the double benefit, at our expense—

Senator Barootes: I like your point about a 20 per cent premium. What about a zero premium? Would you be entitled if you did not pay any premium at all?

Mr. Van Damme: It would depend on how one looks at that, senator.

Senator Barootes: You would not be a member of the club then.

Mr. Van Damme: But when you change the rules to suit yourself, and to accommodate yourself, anybody can stay in business indefinitely. On the other hand, if you are excluded, as you put it from the club, how would you expect to compete under the same difficult conditions everyone else has to operate under with these kinds of injections of funds?

Senator Barootes: Let us suppose that the WGSA was wiped out totally and the government paid off the debt totally

[Traduction]

M. Van Damme: D'accord. Le 3 décembre, nous avons présenté une recommandation proposant de revenir aux conditions de 1976, lors de la création du programme, sans prévoir un instant que le gouvernement retiendrait cette mesure.

Pour démontrer le souci de justice, ou plutôt l'injustice, à notre avis, que sous-tendent ces estimations, j'aimerais préciser que ces chiffres nous ont été fournis par le bureau du grain de l'Ouest (traduction libre) à Winnipeg. Ces chiffres désignent les contributions versées et les prestations remises. Je peux vous en remettre un exemplaire si vous désirez les consulter.

Le sénateur Barootes: De quelle année parlez-vous?

M. Van Damme: Ceci remonte à 1976. C'est uniquement dans le but de montrer que si nous devons retourner au moment de la création du programme, en 1976, et non pas en 1986, il faudrait une somme de l'ordre de 236 millions de dollars, d'après les projections qui nous ont été fournies par le Bureau du grain de l'Ouest, à Winnipeg, vers la fin de novembre ou au début de décembre.

Aucun calcul n'a été effectué relativement à la superficie des terres détenues par les producteurs ne participant pas au programme, que nous pouvons évaluer de façon formelle. Ce chiffre devrait être révisé à la hausse et date, comme je le disais, de 1976; il a été établi compte tenu du versement de la même contribution que tout le monde, et non pas d'une contribution de 4 p. 100.

Le sénateur Barootes: On ne peut revenir en arrière et demander une indemnisation prévue dans le cadre d'un programme d'assurance.

M. Van Damme: Tout dépend. Si vous modifiez les règles du jeu—

Le sénateur Barootes: De l'eau a coulé sous les ponts depuis, et vous devez faire face à la réalité qui vous entoure.

M. Van Damme: La réalité qui nous entoure est que le but du programme a été sensiblement modifié. Si quelqu'un a payé seulement 40 p. 100 de sa prime et que sa maison passe au feu, il ne s'attendra pas à une indemnité de 100 p. 100 et c'est ce qui s'est produit pour les producteurs participant au programme. En réalité, ils ont fait radié la dette, en plus de toucher les prestations en double, à nos frais—

Le sénateur Barootes: J'aime bien votre exemple d'une prime de 20 p. 100. Et que dire d'une prime de zéro p. 100? Auriez-vous droit à une indemnité si vous n'aviez pas payé la moindre prime?

M. Van Damme: Cela dépendrait de la façon dont on considère le problème, monsieur le sénateur.

Le sénateur Barootes: Vous ne seriez pas membre du club alors?

M. Van Damme: Mais si vous changez les règles à votre guise, pour vous accommoder, n'importe qui pourrait demeurer en affaires indéfiniment. D'un autre côté, si vous n'êtes pas membre du club, comme vous le dites, comment pouvez-vous demeurer compétitif, dans les mêmes conditions que tous les autres, s'il n'y a plus ce type d'injections de fonds?

Le sénateur Barootes: Supposons, un moment, que la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest n'ait jamais existée

[Text]

with no benefit to the non-participants and started a new program on the first of August last on the new deliveries and on a new basis, and on an actuarially sound basis. Would you object to that?

Mr. Van Damme: First of all, in light of the changes taking place, that would not be fair.

Senator Barootes: For the same reasons. All right.

Mr. Van Damme: But that would have to be looked at on its own merits and depending on what is being proposed.

Senator Barootes: Do you think that if such a plan were instituted, and that it was satisfactory to you, membership should be compulsory and the levies should be compulsory?

Mr. Van Damme: Compulsion is something that everyone likes to shy away from, myself included.

Senator Barootes: You would prefer that it be voluntary, as the old one was?

Mr. Van Damme: But also to make a point, sir: If we are going to make changes, and they have to be as significant as what is taking place in this program, they have to be brought about fairly, and that has not happened up to this point.

Senator Barootes: Were these points you have presented so intelligently today presented to the House of Commons committee as well? Did you appear before that committee with the same presentation?

Mr. Van Damme: Yes, basically the same presentation.

The Chairman: Honourable senators, before meeting *in camera*, I suggest that we take a short break and thank Mr. Van Damme and Mr. Wolstenholme—

Mr. Van Damme: I have one closing point, Mr. Chairman. I should like to ask what we are going to do within the next year to two years for people who have missed a crop and cannot make levy contributions because they had not the production, except for those people who have crop insurance, which, in most cases, is negligible by comparison to the crop?

How are we going to deal with the problems then if we do not bring things up to date now?

The Chairman: On that point, Mr. Fulton, can a non-insured producer voluntarily contribute if he has had a crop failure?

Mr. Craig V. Fulton, Acting Director, Program Coordination, Priorities and Strategies Directorate, Grains and Oilseeds Branch, Agriculture Canada: Not under the current act.

The Chairman: Only an insured producer?

Mr. Fulton: Yes.

[Traduction]

et que le gouvernement ait entièrement remboursé la dette sans verser de prestations aux producteurs qui n'avaient pas participé au programme. Supposons que le gouvernement mette sur pied, à compter du 1^{er} août, un nouveau programme visant les nouvelles livraisons, un programme reposant sur de nouvelles bases, des bases actuarielles solides. Seriez-vous opposé à ce projet?

M. Van Damme: Premièrement, à la lumière des changements apportés, ce ne serait pas juste.

Le sénateur Barootes: Pour les mêmes raisons. D'accord.

M. Van Damme: Mais ce projet devrait être étudié sans tenir compte du programme antérieur, en fonction des modalités proposées et de son intérêt propre.

Le sénateur Barootes: Croyez-vous qu'en présence d'un tel projet, d'un programme satisfaisant à votre égard, la participation pourrait être obligatoire et la retenue de contributions, également obligatoire?

M. Van Damme: La participation obligatoire n'a jamais plu à personne, pas plus à moi qu'aux autres.

Le sénateur Barootes: Vous préféreriez une participation volontaire, comme dans le cas du programme antérieur?

M. Van Damme: J'aimerais souligner un autre aspect, monsieur. Si nous devons apporter des modifications, et elles devraient être tout aussi considérables que celles qui touchent le programme actuel, ces modifications doivent être introduites de façon équitable, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à maintenant.

Le sénateur Barootes: Aviez-vous présenté au comité de la Chambre des communes ces éléments d'information que vous nous avez soumis avec brio aujourd'hui? Aviez-vous présenté le même exposé à ce comité?

M. Van Damme: Oui, essentiellement le même exposé.

Le président: Honorables sénateurs, avant de nous réunir à huis clos, je vous suggère de prendre une courte pause et remercie messieurs Van Damme et Wolstenholme—

M. Van Damme: J'aimerais terminer avec ce dernier point, monsieur le président. J'aimerais demander ce que nous allons faire, au cours des deux prochaines années, pour les gens qui ont perdu une récolte et ne sont pas en mesure de verser les contributions, faute de production, à l'exception bien entendu de ceux qui avaient pris des assurances sur leurs récoltes, lesquelles sont, dans la plupart des cas, négligeables par rapport au rendement d'une récolte.

De quelle manière allons-nous résoudre les problèmes à ce moment si nous ne rectifions pas la situation dès aujourd'hui?

Le président: À ce sujet, monsieur Fulton, un producteur non assuré peut-il contribuer sur une base volontaire s'il a perdu une récolte?

M. Craig V. Fulton, directeur intérimaire, Coordination des programmes, Direction des priorités et stratégies, Division des grains et oléagineux, Agriculture Canada: Pas en vertu de la présente loi.

Le président: Uniquement un producteur assuré?

M. Fulton: Oui.

[Text]

The Chairman: Then I thank Mr. Van Damme and Mr. Wolstenholme for appearing before the committee. The presentation has been very forthright. The witnesses have been very firm, notwithstanding tests to try to get them to change their views. We appreciate having had their presentation. We will now adjourn for a couple of minutes and resume *in camera*.

The committee continued *in camera*.

[Traduction]

Le président: Alors j'aimerais remercier MM. Van Damme et Wolstenholme d'avoir accepter de témoigner devant le comité. L'exposé a été très direct. Les témoins ont été très fermes, malgré des tentatives en vue de les persuader de modifier leur position. Nous apprécions l'information que vous nous avez fournie et ajournerons maintenant pour quelques minutes, avant de reprendre à huis clos.

Le comité poursuit à huis clos.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the Committee of Non-Participants Western Grain:

Mr. Harvey Van Damme, Chairman;
Mr. Kaye Wolstenholme, Member.

From Agriculture Canada:

Mr. Craig Fulton, Acting Director, Program coordination,
Priorities and Strategies Directorate, Grains and Oilseeds
Branch.

Du «Committee of Non-Participants Western Grain»:

M. Harvey Van Damme, président;
M. Kaye Wolstenholme, membre.

D'Agriculture Canada:

M. Craig Fulton, directeur intérimaire, Coordination des
programmes, Direction des priorités et des stratégies,
Direction générale des céréales et des oléagineux.



Second Session
Thirty-third Parliament, 1986-87-88

SENATE OF CANADA

*Proceedings of the Standing
Senate Committee on*

Agriculture and Forestry

Chairman:
The Honourable DANIEL HAYS

Wednesday, August 17, 1988

Issue No. 32

Fifth proceedings on:

The examination of Bill C-92, An Act to
amend the Canadian Wheat Board Act

INCLUDING

The eleventh report of the Committee

APPEARING

The Honourable Charles Mayer
Minister of State (Grains and Oilseeds)

WITNESSES:

(See back cover)

Deuxième session de la
trente-troisième législature, 1986-1987-1988

SÉNAT DU CANADA

*Délibérations du Comité
sénatorial permanent de*

l'Agriculture et des forêts

Président:
L'honorable DANIEL HAYS

Le mercredi 17 août 1988

Fascicule n° 32

Cinquième fascicule concernant:

L'étude du Projet de loi C-92, Loi modifiant
la Loi sur la Commission canadienne du blé

INCLUANT

Le onzième rapport du Comité

COMPARAÎT

L'honorable Charles Mayer
Ministre d'État (Céréales et oléagineux)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



STANDING SENATE COMMITTEE ON
AGRICULTURE AND FORESTRY

The Honourable Daniel Hays, *Chairman*

The Honourable E. W. Barootes, *Deputy Chairman*

and

The Honourable Senators:

Argue	*Murray
Barootes	(or Doody)
Bielish	Olson
Fairbairn	Phillips
Hays	Riel
*MacEachen	Rossiter
(or Frith)	Sparrow
Marchand	Spivak

**Ex Officio Members*

(Quorum 4)

Pursuant to Rule 66(4), membership of the Committee was amended as follows:

The name of the Honourable Senator Bonnell for that of the Honourable Senator Sparrow. (*August 16, 1988*)

The name of the Honourable Senator Roblin for that of the Honourable Senator Phillips. (*August 16, 1988*)

The name of the Honourable Senator Kenny for that of the Honourable Senator Marchand. (*August 16, 1988*)

The name of the Honourable Senator Hastings for that of the Honourable Senator Riel. (*August 16, 1988*)

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DE
L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS

Président: L'honorable Daniel Hays

Vice-président: L'honorable E. W. Barootes

et

Les honorables sénateurs:

Argue	*Murray
Barootes	(ou Doody)
Bielish	Olson
Fairbairn	Phillips
Hays	Riel
*MacEachen	Rossiter
(ou Frith)	Sparrow
Marchand	Spivak

**Membres d'office*

(Quorum 4)

Conformément à l'article 66(4) du Règlement, la liste des membres du Comité est modifiée, ainsi qu'il suit:

Le nom de l'honorable sénateur Bonnell substitué à celui de l'honorable sénateur Sparrow. (*le 16 août 1988*)

Le nom de l'honorable sénateur Roblin substitué à celui de l'honorable sénateur Phillips. (*le 16 août 1988*)

Le nom de l'honorable sénateur Kenny substitué à celui de l'honorable sénateur Marchand. (*le 16 août 1988*)

Le nom de l'honorable sénateur Hastings substitué à celui de l'honorable sénateur Riel. (*le 16 août 1988*)

ORDER OF REFERENCE

Extract from the Minutes of the Proceedings of the Senate, Wednesday, July 27, 1988:

"Pursuant to the Order of the Day, the Senate resumed the debate on the motion of the Honourable Senator Marshall, seconded by the Honourable Senator Macdonald (*Cape Breton*), for the second reading of the Bill C-92, An Act to amend the Canadian Wheat Board Act.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

The Bill was then read the second time.

The Honourable Senator Bielish moved, seconded by the Honourable Senator Marshall, that the Bill be referred to the Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry.

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative."

ORDRE DE RENVOI

Extrait des Procès-verbaux du Sénat, le mercredi 27 juillet 1988:

«Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat sur la motion de l'honorable sénateur Marshall, appuyé par l'honorable sénateur Macdonald (*Cape Breton*), tendant à la deuxième lecture du Projet de loi C-92, Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi est alors lu la deuxième fois.

L'honorable sénateur Bielish propose, appuyée par l'honorable sénateur Marshall, que le projet de loi soit déféré au Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts.

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Le greffier du Sénat

Charles A. Lussier

Clerk of the Senate

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, AUGUST 17, 1988
(53)

[Text]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met at 8:00 a.m., this day, the Chairman, the Honourable Senator Daniel Hays, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Argue, Barootes, Bielish, Bonnell, Fairbairn, Hastings, Hays, Kelly, Olson, Roblin, Rossiter and Spivak (12).

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Mrs. June Dewetering and Mr. Jean-Denis Fréchette, Research Officers.

Also in attendance: The Official Reporters of the Senate.

Appearing: The Honourable Charles Mayer, Minister of State (Grains and Oilseeds).

Witnesses:

From the Canadian Wheat Board:

Mr. Anders Bruun, Solicitor.

From Agriculture Canada:

Mr. Donald Adnam, Policy Analyst, Market and Policy Analysis Division of the Grain Marketing Bureau.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated July 27, 1988, resumed consideration of Bill C-92, An Act to amend the Canadian Wheat Board Act.

The Minister made an opening statement and along with the witnesses answered questions.

At 9:00 a.m. the Committee adjourned to 1:30 p.m. this afternoon.

WEDNESDAY, AUGUST 17, 1988
(54)

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met *in camera* at 1:30 p.m., this day, the Chairman, the Honourable Senator Daniel Hays, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Barootes, Bielish, Bonnell, Fairbairn, Hastings, Hays, Kenny, Olson, Roblin, Rossiter and Spivak (11).

Other Senator present: The Honourable Senator Marchand (1).

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Mrs. June Dewetering and Mr. Jean-Denis Fréchette, Research Officers.

The Committee, in compliance with its Order of Reference dated July 27, 1988, resumed consideration of Bill C-92, An Act to amend the Canadian Wheat Board Act.

The Honourable Senator Olson moved,—That the Bill C-92 be reported back to the Senate without amendment, but with comments respecting clause 8.

PROCÈS-VERBAUX

LE MERCREDI 17 AOÛT 1988
(53)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à 8 heures sous la présidence de l'honorable sénateur Daniel Hays (président).

Membres du Comité présents: Les honorables sénateurs Argue, Barootes, Bielish, Bonnell, Fairbairn, Hastings, Hays, Kelly, Olson, Roblin, Rossiter et Spivak (12).

Présents: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: M^{me} June Dewetering et M. Jean-Denis Fréchette, recherchistes.

Également présents: Les rapporteurs officiels du Sénat.

Comparaît: L'honorable Charles Mayer, ministre d'État (Céréales et oléagineux).

Témoins:

De la Commission canadienne du blé:

M. Anders Bruun, avocat.

D'Agriculture Canada:

M. Donald Adnam, analyste, Direction de l'analyse du marché et de la politique de la Direction de la commercialisation des céréales.

Conformément à son ordre de renvoi du 27 juillet 1988, le Comité poursuit son étude du projet de loi C-92, Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé.

Le ministre fait une déclaration d'ouverture et, avec les témoins, répond aux questions.

À 9 h 00 le Comité suspend ses travaux jusqu'à 13 h 30.

LE MERCREDI 17 AOÛT 1988
(54)

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à huis clos, à 13 h 30, sous la présidence de l'honorable sénateur Daniel Hays.

Membres du Comité présents: Les honorables sénateurs Barootes, Bielish, Bonnell, Fairbairn, Hastings, Hays, Kenny, Olson, Roblin, Rossiter et Spivak (11).

Autre sénateur présent: L'honorable sénateur Marchand (1).

Présents: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: M^{me} June Dewetering et M. Jean-Denis Fréchette, chargés de recherche.

Conformément à son ordre de renvoi du 27 juillet 1988, le Comité poursuit son étude du projet de loi C-92, Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé.

L'honorable sénateur Olson propose,—Que le projet de loi C-92 soit renvoyé au Sénat sans amendement, mais avec des observations sur l'article 8.

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

At 1:50 p.m. the Committee adjourned to the call of the
Chair.

ATTEST:

La motion, mise aux voix, est adoptée.

À 13 h 50 le Comité ajourne ses travaux jusqu'à nouvelle
convocation du président.

ATTESTÉ:

La greffière adjointe du Comité

Diane Deschamps

Acting Clerk of the Committee

REPORT OF THE COMMITTEE

Thursday, August 18, 1988

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry has the honour to present its

ELEVENTH REPORT

Your Committee, to which was referred the Bill C-92, An Act to amend the Canadian Wheat Board Act, has, in obedience to the Order of Reference of Wednesday, 27th July, 1988, examined the said Bill and now reports the same without amendment, but with the following comments:

Clause 8 of the Bill allows the Canadian Wheat Board with the approval of the Governor in Council and subject to such terms and conditions as the Governor in Council may prescribe, to fix and pay a sum per tonne to each producer who has sold and delivered grain to the Board. These payments, which could be all or a portion of the storage and interest carrying charges deducted from pool accounts, would be in addition to any payment authorized by section 25 of the Act and would be made in respect of any pool period. Carrying costs depend in part on the volume of grain shipped. Given that these volumes are not known with certainty until the end of the year, the payment would not be remitted until that time. We understand that the Canadian Wheat Board would make recommendations to the Governor in Council, who would then consider the recommendation and set the percentage of the carrying costs to be rebated. The Minister, in testimony before the Committee, estimated that the amount of the additional rebate would be less than half of the total value of the carrying charges, which would amount to between \$50 and \$75 per car of wheat.

The Committee, in its examination of this Bill, heard from witnesses, both for and against Clause 8. Those opposed suggested that the added incentive this clause would give to the use of producer cars would result in an increase in their use such that the orderly marketing system for grain would be jeopardized. They emphasized that increased producer car use could lead to a more rapid rate of elevator closure and increased average charges as fewer producers would share the costs of maintaining the country elevator system.

The supporters of Clause 8 were concerned about the inequity associated with producer car users paying for services they are not using. They emphasized that the existence of the producer car option provides producers with some choice as to how their wheat is to be delivered to the Canadian Wheat Board.

The Minister of Grains and Oilseeds, Mr. Charles Mayer, told the Committee that he supports the Canadian orderly marketing system for grain and feels that it is in no one's interest to have that system threatened or destroyed.

"I happen to think that the wheat board system for a country the size of Canada is the best system we can have, and I think it has worked well. I do not believe that this kind of amendment is any kind of a threat." (*The Honourable*

RAPPORT DU COMITÉ

Le jeudi 18 août 1988

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts à l'honneur de présenter son

ONZIÈME RAPPORT

Votre Comité, auquel a été déféré le Projet de loi C-92, Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, a, conformément à l'ordre de renvoi du mercredi 27 juillet 1988, étudié ledit projet de loi et en fait maintenant rapport sans amendement, mais avec les commentaires suivants:

L'article 8 du projet de loi autorise la Commission canadienne du blé à fixer, avec l'approbation du gouverneur en conseil aux conditions que celui-ci peut déterminer, le montant à verser par tonne métrique à chaque producteur qui lui a vendu et livré du blé. Ces paiements, qui pourraient représenter une portion ou la totalité des frais d'emménagement et de crédit soustraits des comptes de livraison en commun, s'ajouteraient aux paiements autorisés en vertu de l'article 25 de la Loi et s'appliqueraient à une période donnée de livraison en commun. Les frais de crédit dépendent en partie du volume de céréales expédiées. Comme ces volumes ne sont pas connus avec certitude avant la fin de l'année, les paiements ne seraient réglés qu'à ce moment. Nous croyons savoir que la Commission canadienne du blé présenterait ses recommandations au gouverneur en conseil, qui en tiendrait compte au moment d'établir le pourcentage des frais de crédit à rembourser. Témoignant devant le Comité, le Ministre a dit croire que la valeur de ce remboursement additionnel représenterait moins de la moitié de la valeur totale des frais de crédit, qui seraient de 50\$ à 75\$ par wagon de blé.

Pendant son étude du projet de loi, le Comité a entendu des témoignages aussi bien favorables que défavorables à l'article 8. Les témoins qui s'y opposent ont laissé entendre que cet article encouragerait le recours aux wagons chargés aux soins des producteurs, ce qui pourrait menacer le système de commercialisation ordonnée des céréales. Ils ont souligné que le recours accru à ces wagons producteurs pourrait entraîner une accélération des fermetures d'élévateurs et une augmentation des frais moyens, puisque les producteurs seraient moins nombreux à se partager le coût d'entretien du réseau national d'élévateurs.

Pour contre, ceux qui appuient l'article 8 ont dit trouver injuste que les utilisateurs de wagons producteurs paient pour des services dont ils ne se prévalent pas. Ils ont fait valoir que la possibilité d'utiliser les wagons laisse aux producteurs un certain choix quant au mode d'expédition de leur blé à la Commission canadienne du blé.

M. Charles Mayer, ministre d'État aux céréales et oléagineux, a manifesté au Comité son appui au système canadien de commercialisation ordonnée des céréales, jugeant qu'il n'est dans l'intérêt de personne de menacer ou de détruire ce système.

«Je suis d'avis que notre système de commercialisation du blé est le meilleur que peut avoir un pays de la taille du Canada et que ce système fonctionne bien. Je ne crois pas qu'une modification de ce genre le menace en aucune façon.»

Charles Mayer, appearing before the Committee, 17 August 1988)

The Minister is prepared to fix the percentage for the rebate in such a way that the system would not be undermined by a dramatic increase in the use of producer cars.

"In conversation with the wheat pool, we have said, "Look, we are all adults. This is a serious business, and we are talking about a major industry in an important part of the country. We are not going to stand by if in one year the use of producer cars jumps dramatically and causes all kinds of problems. We will sit down around a table and approach the matter as people with common sense. We are not interested in doing anything that will damage the overall system.'" *(The Honourable Charles Mayer, appearing before the Committee, 17 August 1988)*

Some Committee members feel that the Canadian Wheat Board should have the benefit of adequate inputs from interested parties prior to making recommendations to the Governor in Council, and they are concerned about the lack of a clearly-defined, statutory methodology to be used by the Canadian Wheat Board in arriving at its determination of the percentage to be rebated.

Respectfully submitted,

(Témoignage de l'honorable Charles Mayer devant le Comité, le 17 août 1988)

Le ministre est disposé à fixer le pourcentage du remboursement à effectuer de manière à éviter que le système soit miné par une augmentation marquée du recours aux wagons producteurs.

«Nous avons dit au syndicat du blé: 'Écoutez, nous sommes entre adultes. Il s'agit d'une question sérieuse et d'une industrie majeure pour une partie importante du pays. Nous n'allons pas rester là à ne rien faire si, une année donnée, l'utilisation des wagons producteurs connaît une augmentation spectaculaire et occasionne toutes sortes de problèmes. Nous allons nous asseoir et examiner la question comme des gens sensés. Nous ne voulons rien faire qui puisse être préjudiciable à l'ensemble du système.'» *(Témoignage de l'honorable Charles Mayer devant le Comité, le 17 août 1988)*

Certains membres du Comité estiment que la Commission canadienne du blé devrait entendre les parties intéressées avant de formuler ses recommandations au gouverneur en conseil; en outre, ils sont préoccupés par l'absence d'une méthode clairement définie et réglementaire suivant laquelle la Commission canadienne du blé déterminerait le pourcentage des remboursements.

Respectueusement soumis,

Le vice-président

E. W. BAROOTES

Deputy Chairman

EVIDENCE

Ottawa, Wednesday, August 17, 1988

[Text]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry, to which was referred Bill C-92, to amend the Canadian Wheat Board Act, met this day at 8.00 a.m. to give consideration to the bill.

Senator Daniel Hays (*Chairman*) in the Chair.

The Chairman: Honourable senators, I am please to welcome this morning, as a witness on Bill C-92, the minister responsible, Mr. Charles Mayer. I am particularly pleased to welcome him because he has gone to some trouble to be with us this morning at eight o'clock. It is now shortly after eight.

Because today is caucus day for both parties represented in this committee, we will try to adjourn this meeting at nine, or, if possible, shortly before, so that members can be on time for those commitments.

We are all familiar with Bill C-92, so I do not propose to say anything further to the minister by way of introduction with respect to the subject matter, so as to make the best use of our time.

I now invite the minister to make a statement, if he wishes, following which we will proceed with questions.

The Honourable Charles Mayer, Minister of State (Grains and Oilseeds): Thank you very much, Mr. Chairman. It is nice to be here.

Do you want me to go briefly through the bill? There are five amendments.

The Chairman: There are two items of the bill which are controversial. It may be that you will want to touch on the bill generally, but we are more interested in your comments concerning the new investment and borrowing provisions, because we have heard witnesses who favour them and those who do not, particularly with respect to clause 8 concerning producer cars.

Mr. Mayer: Thank you very much, Mr. Chairman.

The bill basically has five amendments to the Canadian Wheat Board Act, three of which are pretty straightforward and involve housekeeping.

The first one simply ensures that quota and other delivery provisions under the Canadian Wheat Board's marketing system clearly apply to quota. Things have changed now for people who are in position at country elevator points, and, for some of the cars that are loaded, there are no longer any station agents. There is some concern by the board over the possibility that people will be able to load a car and not enter it in the permit book. This simply gives the board additional authority to see that that happens. That is quite straightforward.

I will go through the first three, which are rather straightforward, and address the second two later.

TÉMOIGNAGES

Ottawa, le mercredi 17 août 1988

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts auquel a été envoyé le projet de loi C-92, Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé, se réunit aujourd'hui à 8 heures pour examiner ledit projet de loi.

Le sénateur Daniel Hays (*président*) occupe le fauteuil.

Le président: Honorables sénateurs, je suis heureux d'accueillir comme témoin ce matin sur le projet de loi C-92 le ministre responsable lui-même, M. Charles Mayer. Je le suis d'autant plus qu'il a accepté de modifier son horaire pour être avec nous à 8 heures ce matin. Il est 8 heures et quelques minutes.

Comme c'est aujourd'hui que les caucus des deux partis représentés à notre comité se réunissent, nous tâcherons d'ajourner notre séance à 9 heures ou, si possible, un peu plus tôt pour que chacun puisse respecter ses engagements.

Nous connaissons tous bien le projet de loi C-92; c'est pourquoi je n'ai pas l'intention d'ajouter autre chose au compte rendu des délibérations, pour pouvoir consacrer tout le temps dont nous disposons à l'étude du projet de loi.

J'invite maintenant le ministre à faire une déclaration s'il le désire. Puis nous passerons aux questions.

L'honorable Charles Mayer, ministre d'État (Céréales et oléagineux): Merci beaucoup, monsieur le président, je suis heureux d'être ici.

Voulez-vous que je passe brièvement le projet de loi en revue? Il y a cinq modifications.

Le président: Deux points de ce projet de loi sont controversés. Vous voudrez peut-être parler du projet de loi en général, mais nous serions plus intéressés à avoir vos réactions sur les nouvelles dispositions relatives à l'investissement et aux prêts, parce que nous avons entendu des témoins qui y étaient favorables et d'autres qui s'y opposaient, surtout en ce qui concerne l'article 8 relatif aux cartes de producteurs.

M. Mayer: D'accord, merci beaucoup, monsieur le président.

Ce projet de loi modifie en cinq points la Loi sur la Commission canadienne du blé; trois de ces modifications sont tout à fait normales et dans l'ordre des choses.

La première assure simplement que les contingents et autres dispositions relatives à la livraison au titre du système de commercialisation de la Commission canadienne du blé s'appliquent clairement auxdits contingents. Les choses ont maintenant changé en ce qui concerne les personnes présentes aux éleveurs de grains dans les campagnes, et dans le cas du chargement de certains wagons on ne trouve plus d'agents de station sur place. La Commission est donc inquiète que des gens pourraient charger un wagon sans l'inscrire dans le livret de permis. La modification ne fait que donner plus de pouvoirs à la Commission en ce sens, ce qui est tout à fait normal.

J'examinerai donc d'abord les trois premiers amendements assez normaux et passerai ensuite aux deux autres.

[Text]

The second one that I think is straightforward simply adds the name "canola" to the act. We used to call it rapeseed. There has been a development that has changed the content of the oil. Canola was the name that was listed officially and was trademarked by the Canadian Canola Council. When we got into international trade the Americans, about three years ago, through their American soya bean association, put pressure on the American government to limit what we were doing regarding trade because technically we had not added canola to the list officially, so far as the Canada Grain Commission is concerned. In this act we are simply adding the definition of "grain" for the purpose of this act and including canola.

The third one is that we have an elected 11-member advisory committee to the Canadian Wheat Board. They are able to be paid a nominal per diem on a daily basis as committee members. There have been occasions in the past when they have had *ad hoc* committees. They had one in the past year to look at the overall quota system. As such, when they serve on an *ad hoc* committee, or special committee, if you will, of the main committee, there is no provision in the act that they be paid a per diem rate. What we are doing is making that provision available in the act, subject to Governor in Council approval.

This brings me to the one on financing, Mr. Chairman.

The Canadian Wheat Board is a large user of money. In the past it has had borrowings literally in the billions of dollars. When they market 30 million tonnes of grain—I should say 25 million tonnes of grain, because when I use the figure of 30 million, there is some non-board grain included in there—that is sold at \$100 or \$150 a tonne. When you do the arithmetic you can quickly get into some significantly large numbers.

We are broadening the powers of the board financially to be able to make use of a broader range of financial instruments. By so doing the board is confident that it will be able to attract a larger number of people who want to do business with the board, and, on that basis, save the board some money, and therefore save producers some money. It will be able to deal outside the country. Presently, it is limited to borrowing with in the country, but it will be able to deal in either Canadian or U.S. dollars, so that we do not get into the situation where it is dealing in other currencies.

All of this will come about only with the concurrence of the Minister of Finance, when the Government of Canada guarantees initial payments through the Minister of Finance and the Minister of Finance wants to have an understanding of what the board is doing when it gets into some of these markets. So it will be done with concurrence of the Minister of Finance. The board will be able to hedge if it deals in other than Canadian currency, which in this case would be the U.S. currency. It simply makes sense, as things change, that the board should be in a position to do the best it can when it goes to the market to borrow.

Again, there are safeguards in there. Some people have concerns that when you get into those kinds of numbers you can

[Traduction]

Le deuxième amendement, assez normal à mon avis, ajoute le mot «canola» dans la loi. C'est ce qu'on appelait la graine de colza. Le contenu de l'huile qui en provient a été changé et Canola est le nom qui a été inscrit officiellement et qui a fait l'objet d'une marque déposée par le Conseil canadien du canola. Lorsque nous sommes allés sur les marchés mondiaux, les Américains, il y a environ trois ans par l'entremise de l'Association américaine des fèves sojas, ont fait pression sur le gouvernement américain pour qu'il nous empêche de continuer à faire ce que nous faisons parce que, techniquement, nous n'avons pas ajouté le mot canola à la liste officielle de la Commission canadienne du blé. Nous ne faisons donc qu'ajouter ici ce mot à la définition de «grain».

La troisième modification touche les indemnités des onze membres du comité consultatif de la Commission. Ces membres pourront désormais recevoir une indemnité journalière, jour par jour, pour assister aux réunions de leur comité. Il est arrivé dans le passé qu'on ait formé des comités spéciaux. Il y en a eu un l'an dernier chargé d'examiner l'ensemble du système de contingents. Or, la loi ne prévoyait pas d'indemnités journalières pour ces membres lorsqu'ils assistaient aux réunions d'un sous-comité ou d'un comité spécial. La modification comble cette lacune, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil.

Ce qui m'amène à la modification sur le financement, monsieur le président.

La Commission canadienne du blé brasse littéralement d'énormes affaires. Elle a déjà fait des emprunts de plusieurs milliards de dollars. Lorsqu'elle met en marché 30 millions de tonnes de grain—je devrais dire 25 millions de tonnes, parce que lorsque j'utilise le chiffre 30 millions, cela inclut du grain qui n'est pas à la Commission et qui est vendu à 100 ou 150 \$ la tonne. Il suffit de faire un petit calcul pour se rendre compte de l'énormité des chiffres.

Nous voulons donc donner plus de pouvoirs à la Commission pour qu'elle puisse recourir à un plus grand nombre d'instruments financiers. La Commission espère pouvoir ainsi intéresser plus de personnes à faire affaire avec elle, ce qui l'aiderait à épargner un peu d'argent et, par ricochet, ferait aussi épargner de l'argent aux producteurs. Elle pourra aussi commercer en dehors du pays. En ce moment, elle peut emprunter uniquement à l'intérieur du pays. Elle pourra négocier en dollars canadiens ou américains, pour éviter d'avoir à traiter avec d'autres devises.

Tout cela ne sera possible qu'avec le concours du ministre des Finances, lorsque le gouvernement du Canada garantira les paiements initiaux par l'entremise de ce ministre et que celui-ci essaie de comprendre ce que fait la Commission en se lançant sur certains de ces marchés. Le ministre des Finances sera donc de la partie. La Commission pourra également effectuer des opérations de couverture si elle traite dans des devises autres que le dollar canadien; ce qui, dans le cas présent, serait en dollars américains. Il est tout à fait normal que la Commission soit en mesure d'agir pour le mieux lorsqu'elle emprunte sur les marchés.

Mais des sauvegardes ont ici été prévues. Certains s'inquiètent à l'idée que lorsqu'on brasse de telles sommes on risque de

[Text]

do things that do not make sense. However, the Department of Finance is in those markets and has some good people. Also I have had a chance, on a first-hand basis, to get to know what goes on at the board. There are capable people at the board as well.

The last amendment, Mr. Chairman, is clause 8, the one that refers to refunding a portion of the interest in storage charges on producer car delivered grain.

We have in western Canada what is called an integrated grain-handling system. In other words, the total system is looked at as a package and financed as a package. Whether or not you use all of the system, the argument is that you benefit from it. It would be impossible, for instance, if everyone chose to load and sell their grain through a producer car or a platform loaded car, and to not put the grain through an elevator system.

I think everyone would agree that to handle the crop in the year just concluded we would need many smaller spots to load cars. So, if you load a producer car, even though you do not use the elevator system in the country, the argument is that when you are busy seeding in the spring of the year, or harvesting in the fall, the grain is there to be loaded. You do not have to shut down your combine or go out of the field when you are seeding, because grain is there to be moved, and so you benefit from it. I think that is a valid argument.

On the other hand, people who choose to use producer cars because they want to bypass the country elevator system, and want to save themselves some money—and we all know that it is not an easy time for grain producers in the country—do save some money. This year the baling charges are up to a little over \$8 a tonne. They say, "Look, I do not use the elevator system. How can you charge me storage and interest charges on that grain when my grain never sees the inside of the elevator?" Again, that is a valid argument. If you do not use something, how can you be charged for it? We have looked at that. The Standing Committee of the House of Commons on Agriculture was chaired by Mr. Lee Clark and, two years ago in June that committee recommended that the Canadian Wheat Board Act be amended to allow a portion of storage and interest charges to be remitted by the Canadian Wheat Board directly to those shipping grains in producer cars.

The Canadian Wheat Board itself recommended the same thing, that a portion of the charges be refunded. That is what this bill, in fact, does. I know there is some concern in the community, and perhaps some comfort can be gained from numbers. Less than 1 per cent of the total of board-shipped cars last year were producer-loaded cars. For the crop year 1987-88, which is the one just concluded at the end of July, the total number of cars shipped by the board was 351,332. The total number of platform-loaded cars or producer cars, as they are called, was 3,119. That figure is less than 1 per cent of the

[Traduction]

faire des choses qui ne tiennent pas debout. Néanmoins, le ministère des Finances est déjà présent sur ces marchés et dispose de personnel compétent. Par ailleurs, je sais de première main ce qui se passe à la Commission. Je peux vous dire qu'on y trouve également des gens très capables.

La dernière modification, monsieur le président, est l'article 8 du projet de loi qui concerne le remboursement d'une partie de l'intérêt des frais d'entreposage pour le grain livré dans des wagons de producteur.

Nous avons dans l'Ouest canadien un système intégré de manutention du grain; c'est un système total qui est pris et financé en bloc. Que vous utilisiez ou non tous les avantages du système, vous en bénéficiez. Il serait par exemple impossible, si chacun choisissait de charger ou de vendre son grain au moyen d'un wagon de producteur ou d'un wagon chargé à la plateforme, de ne pas faire passer du grain par le système d'élevateurs.

Tous conviendraient, je crois, que pour écouler la récolte de la campagne qui vient de se terminer, il nous aurait fallu beaucoup de plus petits points de chargement des wagons. Ainsi, si vous chargez un wagon de producteur sans utiliser le système d'élevateurs existant, ce raisonnement soutient que même lorsque vous êtes occupé au printemps à faire vos semailles ou l'automne à moissonner votre récolte, il y a de toute façon du grain à charger; on n'a pas à arrêter sa moissonneuse-batteuse ou à cesser d'ensemencer, parce qu'il y a du grain à charger, de sorte qu'on bénéficie du système. À mon avis, cet argument est valable.

D'autre part, ceux qui décident d'utiliser des wagons de producteurs afin de contourner le système des élevateurs du pays et d'économiser un peu d'argent—et nous savons tous que les producteurs de grain du pays traversent une période difficile—en économisent effectivement. Cette année, le frais de paquetage sont passés à un peu plus de 8 \$ la tonne. Les producteurs s'indignent: «Nous n'utilisons pas le système des élevateurs. Comment pouvez-vous nous imposer des frais d'emmagasinage et des intérêts sur ce grain, alors qu'il n'est jamais passé par l'élevateur?» Là encore, c'est un argument valable. Si on n'utilise pas un élévateur, pourquoi imposer des frais d'utilisation? Nous avons donc examiné cette question. Lorsque le Comité permanent de l'agriculture de la Chambre des communes était présidé par M. Lee Clark, il a recommandé, il y a deux ans en juin, qu'on modifie la Loi sur la Commission canadienne du blé afin que celle-ci rembourse directement une partie des frais d'emmagasinage et des intérêts à ceux qui expédient du grain en utilisant des wagons de producteurs.

La Commission canadienne du blé a formulé la même recommandation, c'est-à-dire qu'une partie des frais leur soit remboursée. C'est en fait ce que le projet de loi prévoit. Je sais que les producteurs sont inquiets, mais ils seront peut-être réconfortés de connaître certains chiffres. Ainsi, l'année dernière, moins de 1 p. 100 du total des wagons acheminés par la Commission étaient chargés par des producteurs. Pendant la campagne agricole de 1987-1988, soit celle qui vient de se terminer fin juillet, le nombre total de wagons acheminés par la Commission s'élevait à 351 332. Par contre, le nombre total de

[Text]

total number of cars shipped by the board, since 1 per cent would be 3,500.

With respect to storage and interest charges, the amount that is deducted now from a producer-loaded Wheat Board car is \$2.68 per tonne. Therefore on an 80-tonne car the storage and interest charges are a little over \$200 per car for wheat. On barley, it is considerably less. The storage and interest charges for barley amount to approximately \$1.615 per tonne. Again on an 80-tonne car—although it would be rare to load 80 tonnes of barley in a hopper car—at the moment the storage and interest charges would amount to approximately \$130. If this bill is passed, my guess would be that the board would recommend that the charges be something considerably under half of that amount. Therefore, on a car of wheat, we would be looking at somewhere between \$50 and \$75—just to pick a couple of numbers—and on barley we would probably be looking at something like \$35 or \$40 per car. That would be a saving which would be passed on to the producer at the end of the crop year.

Some people have said there is concern that this money be paid up front as part of the initial payment and that that in itself would be an added incentive. I, personally, do not see that happening. First, I do not know how it could be done, because the handling and storage charges would have to be estimated at the beginning of the year when they are, in fact, unknown. Those numbers are all based on the amount of grain that goes through the system. Therefore I do not see that calculation being done at the beginning of the year. I see its being done at the end of the crop year. In fact, that is what the Department of Finance wants. We have run deficits in two out of the past three years in some of the pooling accounts. If there is a deficit in the pool account, my guess is that the Department of Finance would be very concerned about an even larger refund because it would be an additional draw on the treasury.

Again, Mr. Chairman, what the government is doing in introducing this bill is simply responding to a unanimous recommendation by an all-party committee of the house; we are responding to a request by the Canadian Wheat Board; we are responding to the complaints of people who use the producer cars and say that they are being unfairly charged; we are responding to the complaints of people who do not use the producer cars and say that everyone should help the system. In fact, we are responding in such a way that it is a compromise, but, in my opinion, it meets, at least partially, everyone's concerns. Above all, it is left to the discretion of the board to make recommendations on what portion, if any, should be refunded at the end of the crop year.

Again, Mr. Chairman, this is a very common-sense approach to the situation and it is in the producers' best interests for the government to ensure that the producer has as many marketing options as possible and also to ensure that there is a choice for the individual grain farmer to make as to

[Traduction]

wagons chargés à partir d'une plate-forme ou de wagons de producteurs, s'élevait à 3 119, ce qui représente moins de 1 p. 100 du nombre total de wagons acheminés par la Commission, puisqu'un taux de 1 p. 100 représente 3 500 wagons.

En ce qui concerne les frais d'emmagasinement et les intérêts, le montant actuellement déduit d'un wagon de la Commission chargé par un producteur se situait à 2,68 \$ la tonne. Par conséquent, pour un wagon de 80 tonnes de blé, les frais d'emmagasinement et les intérêts s'élèvent à un peu plus de 200 \$. Pour ce qui est de l'orge, ces frais sont beaucoup moins élevés, soit environ 1,65 \$ la tonne. Donc, pour un wagon de 80 tonnes d'orge—bien qu'il soit rare qu'on charge 80 tonnes d'orge dans un wagon-trémie—à l'heure actuelle, les frais d'emmagasinement et les intérêts s'élèvent à environ 130 \$. Si ce projet de loi est adopté, je présume que la Commission recommandera que ces frais soient réduits de plus de la moitié de ce montant. Par conséquent, pour un wagon de blé, les frais se situeraient à environ 50 \$ ou 75 \$—ce sont là des chiffres approximatifs—et pour un wagon d'orge, à environ 35 \$ ou 40 \$. Ces économies pourraient alors être transmises aux producteurs à la fin de la campagne agricole.

Certains ont dit qu'on voudrait que cet argent soit versé d'avance en même temps que le paiement initial, et qu'il s'agirait d'un encouragement supplémentaire. Pour ma part, je n'entrevois pas cette possibilité. Tout d'abord, j'ignore comment on pourrait procéder ainsi, car il faudrait estimer les frais de manutention et d'emmagasinement au début de la campagne agricole, lorsque que, en fait, on ne les connaît pas encore. Ces chiffres sont tous basés sur la quantité de grain qui passe par le système. Par conséquent, je ne vois pas comment on pourrait effectuer ces calculs au début de la campagne agricole. On ne peut le faire qu'à la fin de la campagne. En fait, c'est ce que désire le ministère des Finances. Certains des comptes communs ont accusé des déficits pendant deux des trois dernières années. Si le compte commun est déficitaire, je présume que le ministère des Finances serait très réticent à rembourser un montant encore plus élevé, car il faudrait puiser des fonds supplémentaires dans le trésor.

Je le répète, monsieur le président, en présentant ce projet de loi, le gouvernement ne fait que donner suite à une recommandation formulée à l'unanimité par un comité de la Chambre composé de députés de tous les partis; nous donnons suite à une demande de la Commission canadienne du blé, aux plaintes de ceux qui utilisent les wagons de producteurs et affirment qu'on leur a imposé des frais inéquitables, aux plaintes de ceux qui n'utilisent pas les wagons de producteurs et qui affirment que nous devrions participer au système. En fait, nous tentons d'arriver à un compromis, et, à mon avis, il satisfait, du moins en partie, les préoccupations de chacun. Par dessus tout, la Commission a le pouvoir discrétionnaire de formuler des recommandations au sujet de la proportion du montant, le cas échéant, qui devrait être remboursée à la fin de la campagne agricole.

Là encore, monsieur le président, c'est une façon très sensée d'aborder la situation, et il est dans l'intérêt des producteurs que le gouvernement s'assure qu'ils disposent du plus grand nombre d'options de commercialisation et qu'ils puissent déci-

[Text]

how he or she will market their own grain. Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Minister. Honourable senators, when I introduced the minister, I neglected to indicate that there were two gentlemen accompanying him. Mr. Anders Bruun, who is solicitor to the Canadian Wheat Board and Mr. Don Adnam from Agriculture Canada, both of whom have appeared before this committee in recent weeks.

I have on my list of questioners Senator Olson, Senator Barootes and Senator Fairbairn. However, before we commence questioning, I would point out that we have, at the most, approximately 40 minutes left. Therefore I would appreciate it if we could conserve time wherever possible.

I myself will ask the first question, and it is the only question I have. Mr. Minister, my question arises out of the hearings we have held to date and it is this: We are advised that clause 8 of Bill C-92 grants to the minister a very wide discretion as to the amount of the rebate that would be received in addition to that which is already received by users of producer cars. One concern that has been expressed is: How will this discretion be exercised? This morning you have indicated to us what your estimates are now, using barley and wheat as examples. You have indicated what probably will happen in the event that there is a deficit in the account. However, there is concern on the part of some witnesses from whom we have heard about the orderly marketing system. That concern relates to too great an incentive being given to the users of producer cars. If I understand your remarks correctly, I take it your response is that you are well aware of that situation and that you do not wish that to happen either.

Perhaps, then, you could elaborate on how your discretion will be exercised. While doing that, perhaps you might comment on why an amendment qualifying the discretion would not be acceptable; or, in the alternative, some further language which would describe the manner in which the discretion would be exercised. For example, would it be on the basis of inputs to the Wheat Board from concerned parties, or is this something that we need not be concerned about?

Mr. Minister, I will stop my question there. I hope I have highlighted what it is that we have heard a great deal about in the hearings of this committee to date on this bill. I just wanted to make sure that that question was on the record and that you had an opportunity to comment on it. That would be my only question and then I will turn the questioning over to other honourable senators.

Mr. Mayer: Perhaps I could ask you a question, Mr. Chairman. What do you mean by "qualifying amendment"?

The Chairman: By that I mean some further wording in the clause, rather than simply leaving the clause silent on what portion of the carrying costs will be rebated or refunded. We were told by Mr. Bruun that that figure could be from zero up to the full amount of interest and storage costs attributable to the grain that is actually shipped in a producer car. If I heard him correctly, Mr. Bruun indicated that the Wheat Board—

[Traduction]

der de la façon dont ils vendront leur grain. Je vous remercie, monsieur le président.

Le président: Je vous remercie, monsieur le ministre. Honorables sénateurs, quand j'ai présenté le ministre, j'ai négligé de vous dire que deux messieurs l'accompagnaient. Il s'agit de MM. Anders Bruun, avocat de la Commission canadienne du blé, et Don Adnam, d'Agriculture Canada; tous deux ont comparu devant le comité ces dernières semaines.

Sur ma liste de ceux qui désirent poser des questions figurent le sénateur Olson, le sénateur Barootes et la sénatrice Fairbairn. Avant que nous commencions, toutefois, je tiens à vous souligner qu'il nous reste au plus environ 40 minutes. Je vous saurai donc gré de tenter, dans la mesure du possible, de ne pas abuser du temps qui vous est alloué.

Je poserai la première question, qui sera la seule pour ma part. Monsieur le ministre, ma question découle des audiences que nous avons tenues jusqu'ici: On nous informe que l'article 8 du projet de loi C-92 confère au ministre un très vaste pouvoir discrétionnaire quant au montant du remboursement qui serait accordé, sans compter celui que touchent déjà les utilisateurs de wagons de producteurs. On a posé la question suivante: Comment ce pouvoir discrétionnaire sera-t-il exercé? Ce matin, vous nous avez parlé de vos estimations actuelles, utilisant à titre d'exemples l'orge et le blé. Vous avez indiqué ce qui adviendra probablement si le compte est déficitaire. Quoi qu'il en soit, certains témoins que nous avons entendus s'interrogent au sujet du système de mise en marché ordonnée, affirmant qu'on offre trop d'encouragement aux utilisateurs de wagons de producteurs. Si je comprends bien vos observations, vous avez répondu que vous êtes au courant de cette situation et que vous ne souhaitez pas non plus que cela se produise.

Vous pourriez peut-être alors nous expliquer plus longuement comment vous exercerez votre pouvoir discrétionnaire. Ce faisant, vous pourriez peut-être aussi nous dire pourquoi un amendement nuancé ce pouvoir discrétionnaire ne serait pas acceptable, et sinon, pourquoi on ne pourrait pas prévoir un libellé décrivant la manière dont le pouvoir discrétionnaire sera exercé. Par exemple, le serait-il d'après des observations faites à la Commission par les parties intéressées, ou est-ce un point dont nous ne devrions pas nous préoccuper?

Monsieur le ministre, ma question s'arrête ici. J'espère avoir mis en lumière les témoignages que le Comité a entendus jusqu'ici au cours de ses audiences sur ce projet de loi. Je voulais simplement m'assurer que cette question était portée au compte rendu et que vous auriez l'occasion de faire vos commentaires à ce sujet. C'est là mon unique question, je demanderai ensuite à d'autres honorables sénateurs de poser les leurs.

M. Mayer: Je pourrais peut-être moi-même vous poser une question, monsieur le président. Qu'entendez-vous par «amendement nuancé»?

Le président: Par cela j'entends qu'on expliciterait d'avantage l'article au lieu de demeurer muet au sujet de la partie des frais qui seront réduits ou remboursés. M. Bruun nous a dit que ce montant pourrait aller de zéro au plein montant des frais d'intérêts et d'emménagement imputables au grain effectivement expédié dans un wagon de producteurs. Si je ne me trompe, M. Bruun a déclaré que, en fin de compte, le ministre

[Text]

and of course ultimately the responsible minister and the government—must approve what the Wheat Board does.

Mr. Mayer: Yes, that is so.

The Chairman: Therefore the matter rests properly with you or your successor and, as we have been told by Mr. Bruun, the amount could range from zero to the full amount of interest and storage costs on the grain shipped in the producer car.

Qualifying language might be to the effect that this would be an amount determined by taking into consideration a potential problem facing the grain-handling system—by that I mean the component between the producer and the Wheat Board—and we heard directly from the pools to that effect. Their preference would be for no additional incentive and that clause 8 be removed.

The in-between ground was highlighted, I think, in the House of Commons when there was an attempt to amend the bill by adding qualifying language saying that it will be a fair and equitable amount.

Another thought that occurs to me is that if there is to be a discretion, and if there is sensitivity to the potential threat, at least to the orderly marketing system, perhaps a process could be put in place to ensure that there were adequate inputs from the two concerned parties, the users of producer cars and the people who feel threatened, namely the grain handlers and the pools. Is there some way of ensuring that both parties would have adequate input, in a formal way, into the process? I am sure that informally they will, and perhaps that is your answer. Is there a possibility of formalizing the way in which inputs are made to ensure that both parties are fully satisfied that they have been heard and that their concerns have been taken fully into consideration?

Mr. Mayer: First, I do not see this process as a threat to the orderly marketing system. It has nothing at all to do with the board's ability to set quota and to call forward grain.

If you are talking about qualifying the language, what we are trying to do here is to anticipate what may come at us a number of years down the road. The Canadian Wheat Board will be there and the commissioner will be appointed for life, on the same basis as members of this chamber are appointed, and on that basis they will not be particularly subject to points of view that influence whether or not they are re-elected or whatever. They will have a great amount of independence, and their mandate calls for them to act in the best interests of western farmers, and I emphasize farmers. So it will be very difficult for us to bring in a bill qualifying language without letting the Canadian Wheat Board have a say based on its experience and independence and without allowing it to make recommendations in the best interests of Canadian producers. Having said that, it does not mean that we are not willing to look at the proposal. We have talked about it, but at this point I do not know how we can take such action.

There will be pressure on both sides, and I am not sure that the board particularly relishes that kind of pressure. Neverthe-

[Traduction]

responsable et le gouvernement doivent approuver les décisions de la Commission.

M. Mayer: C'est exact.

Le président: Par conséquent, et à juste titre, cette question vous incombe ou incombe à votre successeur et, comme nous l'a dit M. Bruun, le montant pourrait varier entre zéro et le plein montant des frais d'intérêts et d'emmagasinage engagés pour expédier le grain dans un wagon de producteurs.

Un libellé nuancé pourrait indiquer qu'on déterminera ce montant en tenant compte d'un problème éventuel dans le système de manutention du grain—par cela j'entends l'intermédiaire entre le producteur et la Commission du blé—ce dont les regroupements de producteurs nous ont directement parlé. En effet, ils préféreraient qu'il n'y ait aucun encouragement supplémentaire et qu'on supprime l'article 8.

On a proposé le compromis, si je ne me trompe, à la Chambre des communes, lorsqu'on a tenté de modifier le projet de loi en y ajoutant un libellé nuancé indiquant que le montant sera juste et équitable.

Je songe aussi à autre chose: Si le ministre doit exercer un pouvoir discrétionnaire et si l'on est sensible à la menace qui risque de planer, du moins sur le système de mise en marché ordonnée, on pourrait peut-être instaurer un mécanisme permettant de s'assurer une participation adéquate de la part des deux parties intéressées: les utilisateurs de wagons de producteurs et ceux qui se sentent menacés, c'est-à-dire les manutentiers de grain et les regroupements de producteurs. Y a-t-il un moyen de veiller à ce que les deux parties participent adéquatement, et officiellement, au processus? Je suis certain que les parties pourront le faire officiellement, et c'est peut-être là ce que vous allez me répondre. Est-il possible d'officialiser ce processus? Les deux parties auraient ainsi la satisfaction d'avoir été entendues et sauraient que leurs préoccupations ont été bien prises en considération.

M. Mayer: Premièrement, je ne pense pas que ce processus menace l'organisation ordonnée des marchés. Il n'a absolument rien à voir avec la capacité de la Commission de fixer des contingents et d'anticiper la production de grain.

Vous parlez de nuancer le libellé. Nous essayons de prévoir la situation dans laquelle nous pourrions nous retrouver dans quelques années. La Commission canadienne du blé sera là et le commissaire sera nommé à vie, tout comme les députés de cette Chambre; ils ne seront donc pas à la merci des courants d'opinion qui pourraient influencer leur éventuelle réélection, etc. Ils seront très indépendants et, aux termes de leur mandat, devront agir dans l'intérêt des agriculteurs de l'Ouest, et j'insiste sur le terme «agriculteurs». Il nous sera donc très difficile de nuancer le libellé sans laisser à la Commission canadienne du blé la possibilité de dire son mot, compte tenu de son expérience et de son impartialité, et sans lui laisser la possibilité de faire des recommandations dans l'intérêt des producteurs canadiens. Cela dit, n'allez pas penser que nous ne sommes pas disposés à examiner la proposition. Nous en avons discuté, mais pour le moment je ne sais pas comment nous pourrions prendre des dispositions en ce sens.

Il y aura des pressions de part et d'autre, et je ne pense pas que la Commission apprécie particulièrement ce genre de pres-

[Text]

less, it has have been under scrutiny, and it is the board that has asked for this amendment. As far as I can see, it will exercise some judgment, and if anybody is in a good position to take that judgment and to make recommendations to government, it has to be the Canadian Wheat Board. So it will be very difficult for any government or any responsible minister to do anything very different from what the Canadian Wheat Board recommends. Certainly it is very difficult for me as minister. If I were to interfere, as the minister responsible for the operations of the wheat board, I would be hauled in front of every organized group in the country, including this one as well as public, and vilified or worse. The history of the board operating independently, particularly of political influence, is something that all of us guard against strenuously.

In conversation with the wheat pool, we have said, "Look, we are all adults. This is a serious business, and we are talking about a major industry in an important part of the country. We are not going to stand by if in one year the use of producer cars jumps dramatically and causes all kinds of problems. We will sit down around a table and approach the matter as people with common sense. We are not interested in doing anything that will damage the overall system."

By the way, there is no evidence that there are any more misshipments of producer cars than there are of regular shipped cars through grain elevators, absolutely none. There is no evidence that it takes any longer to unload producer cars at terminal points. There was an editorial in the *Western Producer*, I believe last week, that made the comment that producer cars had to be singled out at points of export to be unloaded. That is simply not the case. There are all kinds of cases now in the prairies where elevators have been abandoned or points have been shut down. For instance, the town in which I live, Carberry, Manitoba, is on the CP main line, and it does not have an elevator. If producers from my area choose to load a producer car because they do not want to haul to an elevator, they have that option. So if, in exercising that option, we get to a position where it jeopardizes the whole system, we shall deal with it. How we will put it in legislation, I do not know.

Senator Barootes: Mr. Minister, you have mentioned wheat and barley with respect to producer cars. I notice that clause 8 mentions only wheat. Is there a reason for that?

Mr. Anders Bruun, Solicitor, The Canadian Wheat Board: Perhaps I can answer that question. That clause refers to Part III of the act, which refers to wheat throughout. In 1948 or 1949 the application of Part III was extended by regulation to cover oats and barley.

Senator Barootes: So this clause applies to barley and oats as well?

Mr. Bruun: Absolutely.

Senator Barootes: How about canola?

[Traduction]

sions. Quoi qu'il en soit, la question a été examinée, et c'est la Commission qui a demandé cet amendement. Je pense qu'elle se servira de son jugement, et s'il est un organisme qui est en mesure d'exercer son jugement et de présenter des recommandations au gouvernement, c'est bien la Commission canadienne du blé. Il sera donc très difficile pour un gouvernement ou pour n'importe quel ministre responsable de s'écarter beaucoup des recommandations de la Commission canadienne du blé. A titre de ministre, je trouve cela très difficile. Si j'intervenais en ma qualité de ministre responsable des activités de la Commission canadienne du blé, tous les groupes au pays dénonceraient ma conduite, y compris le vôtre et le grand public; on me traiterait de tous les noms, et peut-être pire encore. Il est un point que nous défendons tous avec acharnement et c'est le fait que la Commission fonctionne en toute indépendance, à l'abri des pressions politiques.

Nous avons dit au syndicat du blé: «Écoutez, nous sommes entre adultes. Il s'agit d'une question sérieuse et d'une industrie majeure pour une partie importante du pays. Nous n'allons pas rester là à ne rien faire si, une année donnée, l'utilisation des wagons producteurs connaît une augmentation spectaculaire et occasionne toutes sortes de problèmes. Nous allons nous asseoir et examiner la question comme des gens sensés. Nous ne voulons rien faire qui puisse être préjudiciable à l'ensemble du système.»

En fait, rien ne prouve qu'il y a plus d'erreurs d'acheminement dans le cas des wagons producteurs que dans celui des wagons ordinaires expédiés par l'entremise des élévateurs à grain. Rien ne prouve qu'il faut plus de temps pour décharger les wagons producteurs aux terminus. Sauf erreur, un éditorial du *Western Producer* indiquait, la semaine dernière, que les wagons producteurs devaient être identifiés aux points d'importation pour être déchargés. C'est absolument faux. Il y a actuellement plein d'endroits dans les Prairies où les élévateurs ont été abandonnés et où les points de déchargement ont été fermés. Ainsi, la ville où je vis, soit Carberry, au Manitoba, est située sur la principale ligne de chemin de fer du CP; on n'y trouve pas d'élévateurs. Si les producteurs de ma région choisissent d'utiliser un wagon producteur parce qu'ils ne veulent pas transporter leur grain par camion jusqu'à un élévateur, ils ont la possibilité de le faire. Si en agissant ainsi ils mettent en danger l'ensemble du système, nous devons y voir. Je ne sais toutefois pas comment traduire cela dans un projet de loi.

Le sénateur Barootes: Monsieur le ministre, en ce qui concerne les wagons producteurs, vous avez parlé du blé et de l'orge. Je constate qu'à l'article 8, il n'est question que du blé. Y a-t-il une raison à cela?

M. Anders Bruun, conseiller politique, Commission canadienne du blé: Je peux peut-être répondre à cette question. Cette disposition renvoie à la partie III de la Loi, laquelle traite du blé du début à la fin. En 1948 ou en 1949, on a, au moyen d'un règlement, étendu l'application de la partie III à l'avoine et à l'orge.

Le sénateur Barootes: Cette disposition vise donc également l'orge et l'avoine?

M. Bruun: Absolument.

Le sénateur Barootes: Qu'en est-il du canola?

[Text]

Mr. Mayer: We are dealing here with board grains, wheat, oats and barley. The bill does not apply to non-board grains, which are canola, rye and flax.

Senator Barootes: Mr. Minister, as you explained, the wheat board will make recommendations to you as to these carrying and storage charges at the end of the year. You, as minister, or the governor in council, will have the authority over and above that to accept, reject or change?

Mr. Mayer: Or modify, yes.

Senator Barootes: You have mentioned that in your opinion the change will amount to less than one-half of the amount suggested.

Mr. Mayer: If I were asked for a guess, my guess would be that it would be less than half—a quarter, a third, somewhere less than half.

Senator Barootes: Mr. Minister, I think that the members of the committee and certain of the witnesses would like to hear you give the assurance, as minister in charge of the wheat board accepting advice from the wheat board, that you will exercise your discretion in such a way as not to harm the orderly elevator collecting and distributing system. I am sure that this kind of assurance from you would go a long way toward convincing some of the people who are concerned.

Mr. Mayer: I do not know what I can say.

Senator Barootes: Say, "yes".

Mr. Mayer: That is a given, and that is why I am here.

Senator Barootes: To give that assurance.

Mr. Mayer: I have preliminary figures here, preliminary in the sense that they were the board figures as of last Thursday, which say that we exported a record amount in the last crop year, 31.567 million tonnes. That is an incredible performance by the Canadian Wheat Board in face of all the competition we have had from the Europeans with their restitutions, and the Americans with their export enhancement programs. One of the reasons why the board has been able to achieve this level is because of the kind of transportation and collection system we have. For me to think that I was doing anything in legislation that would damage our ability to achieve that kind of performance is absolutely anathema to me. I do not understand how I could carry out my responsibilities and be part of something that would be anything different from what we have.

On the other hand, when you have producers making legitimate cases on both sides, it is also incumbent upon us to try very hard to accommodate those concerns, which is what we have done in the bill. Those concerns have been accommodated on the basis of unanimously accepted recommendations of an all-party committee of the house; of recommendations coming from the board itself, and put into effect giving the widest possible consideration. I understand, Mr. Chairman, that the term

[Traduction]

M. Mayer: Nous parlons ici des grains dont s'occupe la Commission, c'est-à-dire le blé, l'avoine et l'orge. Le projet de loi ne s'applique pas aux autres grains, c'est-à-dire le canola, le seigle et la graine de lin.

Le sénateur Barootes: Monsieur le ministre, comme vous l'avez expliqué, la Commission du blé vous soumettra des recommandations concernant les frais financiers et les frais d'emmagasinage à la fin de l'année. En votre qualité de ministre, aurez-vous le pouvoir, ou le gouverneur en conseil aura-t-il le pouvoir d'accepter ou de rejeter ces recommandations ou d'y apporter des modifications?

M. Mayer: Oui, ou celui de les modifier.

Le sénateur Barootes: Vous avez dit qu'à votre avis, le changement représentera moins de la moitié du montant proposé.

M. Mayer: Si on me demandait d'avancer un chiffre, je dirais qu'il représentera moins de la moitié du montant, peut-être un quart ou un tiers.

Le sénateur Barootes: Monsieur le ministre, les membres du comité et certains témoins aimeraient qu'en votre qualité de ministre responsable de la Commission du blé, laquelle vous soumet ses recommandations, vous leur donniez l'assurance que vous exercerez vos pouvoirs discrétionnaires de façon à ne pas porter atteinte au système de distribution et de collecte qui est bien organisé en ce qui concerne les éleveurs. Je pense que ce genre d'assurance serait très utile pour apaiser les inquiétudes de certains.

M. Mayer: Je ne sais que dire.

Le sénateur Barootes: Dites «oui».

M. Mayer: C'est entendu, et c'est pour cette raison que je suis ici présent.

Le sénateur Barootes: Pour donner cette assurance.

M. Mayer: J'ai en main des chiffres préliminaires; il s'agit de données préliminaires car ce sont des chiffres que la Commission avait en main jeudi dernier. D'après ces chiffres, nous avons exporté une quantité record de 31,567 millions de tonnes au cours de la dernière campagne agricole. C'est une performance extraordinaire de la Commission canadienne du blé, compte tenu de la concurrence que les Européens nous ont livrée avec leurs remises, et de celle que les Américains nous ont faite avec leurs programmes d'encouragement à l'exportation. Si la Commission a pu accomplir cet exploit, c'est entre autres à cause de notre système de transport et de collecte. L'idée que je pourrais, avec un projet de loi, empêcher de réaliser ce genre d'exploit me déplaît souverainement. Je ne vois pas comment je pourrais m'acquitter de mes responsabilités et appuyer des mesures différentes de ce qui est proposé.

Par contre, lorsque des producteurs font valoir les deux facettes, il nous faut absolument essayer de les contenter, et c'est ce que nous avons fait par ce projet de loi. Nous nous sommes fondés sur les recommandations adoptées à l'unanimité par un comité formé de membres de tous les partis représentés à la Chambre, ainsi que sur des recommandations provenant de la Commission elle-même et mises en application dans leur sens le plus large possible. Je comprends, monsieur le

[Text]

"widest possible" causes you some concern, but, on the other hand, I think it should give you some comfort because it is based on recommendations coming from the board itself, which is independent and its mandate is to act in the best interests of producers.

Senator Barootes: I accept that that is a pretty good reinsurance. However, I am concerned about what might happen this year. If one were to accept one kind of a clause, as our chairman suggested, which I think you have looked at at the house level, using a bunch of adjectives and qualifications, would it not still leave you in the position of having to make those discretionary decisions as to whether it has a relationship or does not have a relationship to storage charges?

Mr. Mayer: Sure.

Senator Barootes: Would you not still be in the same boat?

Mr. Mayer: Exactly. Let me put this whole matter in context in terms of a timeframe. A producer, in August 1988, considering whether he should sell a car of grain through an elevator or apply and receive a producer car through the board—assuming he has quotas and all those kind of things—finds that there are advantages on one side for producers. When he loads a car there are disadvantages, because he has to save up enough quota to be able to deliver, which means that he may forego delivery opportunities. He may have to wait a little extra time for his money, which is a disincentive. Putting all that aside, a producer who was considering that now would not receive any extra money from that until the final payment is made, which would be in January 1990. That is almost a year and a half from now. You tell me how the extra incentive of, let us say, \$40 on a car of barley, that he may or may not receive in January of 1990, is going to put enough additional incentive in the system for people to load producer cars that are going to jam up our system? I do not see that happening.

What I do see happening is producers looking at that situation and thinking that they are being treated a little more fairly by the system, in that they do not have to carry the full can for interest and storage charges. I do not see them looking at it and saying that this is a great incentive and loading all their grain on producer cars.

Senator Barootes: Is it true that, in this year of a virtual crop failure in western Canada, the interest and storage charges at the elevator system will be considerably lower than other years in view of the fact that the grain will be sold almost as quickly as it is delivered; or am I wrong in that?

Mr. Mayer: In fact, it may go exactly the other way, depending on how quickly the grain moves through the system. Perhaps Mr. Bruun can respond more fully to that.

Mr. Bruun: It could go either way. If quotas open up and the elevator system is filled, and that grain is to be delivered over the balance of the crop year, it may very well stay in the elevator a little longer than it might do otherwise. On the other hand, you have a far higher percentage of your rail capacity

[Traduction]

président, que cette dernière expression puisse vous inquiéter, mais par ailleurs elle devrait en même temps vous réconforter puisqu'il s'agit de recommandations provenant de la Commission elle-même, qui est indépendante et qui a le mandat d'agir dans le meilleur intérêt des producteurs.

Le sénateur Barootes: Je conçois que cela puisse être une très bonne garantie, mais je suis inquiet de ce qui pourrait se produire cette année. S'il fallait accepter une disposition de ce genre, comme notre président l'a laissé entendre, que vous avez examinée je pense, à la Chambre, en utilisant une foule d'adjectifs et de qualificatifs, ne continuerez-vous pas à devoir déterminer s'il y a une relation ou non avec les frais d'entreposage?

M. Mayer: Certes.

Le sénateur Barootes: N'auriez-vous pas toujours la même obligation?

M. Mayer: C'est exact. Permettez que je replace toute cette question dans son contexte temporel. Un producteur qui envisagerait maintenant, en août 1988, de vendre un wagon de grain par l'entremise d'un élévateur ou de demander à recevoir un wagon producteur par l'intermédiaire de la Commission—en supposant qu'il a les quotas nécessaires, etc.—sera aux prises avec un choix difficile. Utiliser un wagon présente des inconvénients parce qu'il faut se réserver suffisamment de quotas pour pouvoir livrer, ce qui signifie qu'il faut parfois renoncer à des possibilités de livraison. Il faut peut-être aussi attendre plus de temps que nécessaire pour recevoir son argent, ce qui n'est pas encourageant. Tout cela mis à part, le producteur ne recevrait pas d'argent supplémentaire tant que le paiement final n'aurait pas été fait, c'est-à-dire pas avant janvier 1990. C'est à peu près dans un an et demi. Dites-moi comment cet incitatif supplémentaire que représentent mettons 40 \$ par wagon d'orge, qu'il peut ou non recevoir en janvier 1990, va être assez stimulant pour que le producteur utilise des wagons producteurs qui vont paralyser le système? Je ne pense pas que c'est ce qui arrivera.

Ce qui se produira, c'est simplement que les producteurs verront qu'ils sont traités un peu plus équitablement par le système, en ce sens qu'ils ne sont pas tenus d'assumer tous les frais d'intérêt et d'entreposage. Je ne crois pas qu'ils considèrent que ce soit un grand encouragement et qu'ils décident de charger tout leur grain sur des wagons producteurs.

Le sénateur Barootes: Il est vrai qu'en cette année de quasi-échec agricole dans l'Ouest du Canada, les frais d'intérêt et d'entreposage dans les élévateurs seront considérablement moins élevés puisque le grain se vendra presque sitôt livré, n'est-ce pas?

M. Mayer: En fait, c'est peut-être exactement le contraire, selon la rapidité avec laquelle le grain est acheminé par le système. M. Bruun peut peut-être mieux vous répondre à cette question.

M. Bruun: Ce pourrait être l'inverse. Si les quotas s'amplifient, que le système d'élévateur s'embourbe et que le grain doive être livré en plus du reliquat de la campagne agricole, il pourrait fort bien rester dans l'élévateur un peu plus longtemps. Par ailleurs, votre capacité de transport ferroviaire sera

[Text]

than you need if quotas run tightly and the grain comes in. Essentially it will go right through the elevator and into the rail car.

Mr. Mayer: As we handle more grain—and I firmly believe that in the next four or five years we will be growing and exporting more grain—we are going to have to turn our system over more often. If that is the case, there will be less interest in storage charges because the grain will be in the system for a shorter time.

Senator Barootes: In and out?

Mr. Mayer: Yes. In fact, that is what has happened over the last three or four years. Interest and storage charges have come down as we put more grain through the system.

Senator Barootes: We have heard from some who have given testimony that clause 8 is a threat. They say that this is a threat to the integrated system and a terrible threat to the Canadian Wheat Board. They say it will destroy the Canadian Wheat Board and the system we have built up, of which we are all so proud. Is clause 8 or these amendments in any way a threat to the role and the function of the Canadian Wheat Board?

Mr. Mayer: I do not see that at all. I happen to think that the wheat board system for a country the size of Canada is the best system we can have, and I think it has worked well. I do not believe that this kind of amendment is any kind of a threat.

Senator Barootes: Do the people on the wheat board feel that this is a threat to them?

Mr. Bruun: No, I have not heard anyone express that. The board came forward with a request for the amendment.

Senator Barootes: I have one other question which has to do with the borrowing and investing power. I have an invoice here from some group out west who state that in two weeks they have lost, in terms of fiddling around with this bill, \$378,000—that is, \$27,000 per day—in interest savings to the wheat board, which really goes into the farmer's pocket. Is that accurate?

Mr. Bruun: Calculating very quickly on the basis of the savings that were projected the last time these hearings were held, I think we expressed the view that the savings may be \$8 million or \$10 million a year or, hopefully, even better; so that figure is probably fairly accurate.

Senator Hastings: How many days was the bill debated in the House of Commons?

The Chairman: It was introduced in November.

Senator Olson: Most of the questions I had have been asked and answered satisfactorily. I know the minister has to administer and govern, whether or not it is put in the act.

I think a lot of producers would like to know what factors will be taken into account. Frankly, you introduced some numbers to this committee today that are far different from what

[Traduction]

beaucoup plus élevé que nécessaire, si les quotas sont distribués moins généreusement et que le grain doit être livré. Essentially, ce sera par l'entremise de l'élevateur et par wagon ferroviaire.

M. Mayer: Comme le grain se fait plus abondant—et je crois fermement qu'au cours des quatre ou cinq prochaines années nous en cultiverons et exporterons davantage—nous devrons réviser très souvent notre système. Si tel est le cas, les frais d'entreposage occasionneront moins d'intérêts parce que le grain restera moins longtemps dans l'élevateur.

Le sénateur Barootes: Entre son arrivée et son départ?

M. Mayer: Oui. En fait, c'est ce qui s'est passé au cours des trois ou quatre dernières années. Les frais d'intérêts et d'entreposage diminuent parce que la quantité de grain livré augmente.

Le sénateur Barootes: Certains témoins ont dit que l'article 8 constituait une menace pour le système intégré et une terrible menace aussi pour la Commission canadienne du blé. Cet article, selon eux, détruira la Commission canadienne du blé ainsi que le système que nous avons érigé et dont nous sommes si fiers. L'article 8 ou ces modifications menacent-ils le rôle et la fonction de la Commission canadienne du blé?

M. Mayer: Je ne vois pas comment. Je suis d'avis que le système de commercialisation du blé est le meilleur que peut avoir un pays de la taille du Canada et que ce système fonctionne bien. Je ne crois pas qu'une modification de ce genre le menace en aucune façon.

Le sénateur Barootes: Les dirigeants de la Commission canadienne du blé se sentent-ils personnellement menacés?

M. Bruun: Non, personne n'en a parlé en tout cas. La Commission s'est montrée en faveur de la modification.

Le sénateur Barootes: J'ai une autre question à poser, au sujet du pouvoir d'emprunt et d'enquête. J'ai ici une facture que m'a envoyée un groupe de l'Ouest qui affirme avoir perdu en deux semaines, à cause de ce projet de loi, 378 000 \$, c'est-à-dire 27 000 \$ par jour, en intérêts au profit de la Commission canadienne du blé en d'autres termes les agriculteurs. Est-ce vrai?

M. Bruun: D'après un calcul très rapide et en se fondant sur les économies prévues au cours des audiences précédentes, je pense qu'on en était venu à la conclusion que celles-ci pouvaient être de huit millions ou de dix millions de dollars par année, ou même plus, de sorte que le chiffre que vous venez d'avancer est probablement très réaliste.

Le sénateur Hastings: Combien de jours le projet de loi a-t-il été débattu à la Chambre des communes?

Le président: Il a été déposé en novembre.

Le sénateur Olson: J'ai obtenu des réponses satisfaisantes à la plupart des questions que j'avais à poser. Je sais que le ministre doit administrer et diriger, que ce soit inscrit dans la loi ou non.

Je pense qu'une foule de producteurs aimeraient savoir quels facteurs seront pris en considération. Franchement, vous en avez présentés au comité aujourd'hui qui sont très différents de

[Text]

we heard before. You have talked about \$2.68 a tonne times 80. We have heard there may be refunds or rebates of around \$500 to \$700 per producer car. However, we have not been told what the real numbers are and what factors are going to be taken into account by the wheat board and by your discretionary power to approve or not to approve what they recommend. That is comforting, but perhaps you could tell us whether or not you can be a little more precise in advance as to how you will arrive at the numbers.

I should also like to say that one of the important factors involved in these producer cars is to give the producer an alternative. That is why they came into existence in the first place. Today we have many more delivery points—and you mentioned one—where there is no elevator. I know of a whole branch line with only one company on the branch line. It creates bad feeling if a producer goes to an agent and he feels that he is not being treated squarely and fairly. Where is that producer going to go?

We have a responsibility to have a system in place so that a producer is not a captive customer of a grain company, whether it is fair or not. If a producer does not like the deal, he has no alternative, and then the producer car is the way to go. I do not think he should be paying the costs of a company with which he does not want to do business because it is giving him a raw deal.

I hope that when you take these factors into consideration you will not hurt the producer by not giving him back what he is entitled to, which is based on cost, so that you can pay that over to someone who has refused to give him what he thinks is a decent kind of an arrangement or deal for his grain.

Mr. Mayer: I very much appreciate those comments. I think they accurately reflect what we are trying to do in this bill which is simply to give individual producers as much of an option as we can, while, at the same time, trying to be fair to everyone else who uses the system.

When you talk about \$500 to \$700, you can certainly arrive at those figures by including the elevation charges. Perhaps I could just mention some numbers from a newspaper article. In the case of UGG, which is going to be the lowest, they are talking about \$9.59 a tonne for elevation charges. The pools, Pioneer, Cargill, Paterson and the others, I understand, will be at least five cents higher than that. So if you are talking about a \$9.59 per tonne elevation charge, and if you multiply that by 75 or 80 tonnes, you can certainly get up to \$500 or \$600 per car. However, the numbers I have given you here are accurate. They are right out of the Canadian Wheat Board's annual report.

Senator Olson: Did I misunderstand, then? It is only going to be this \$2.68 per tonne—

Mr. Mayer: Yes. That is all.

Senator Olson: —that will be considered or—

Mr. Mayer: No, no.

Senator Olson: —only a portion thereof, for the rebate after the fact?

[Traduction]

ceux que nous avons entendus avant. Vous avez mentionné le chiffre de 2,68 \$ la tonne multiplié par 80. On a dit qu'il pouvait y avoir des remboursements ou des rabais de l'ordre de 500 \$ à 700 \$ par wagon producteur. Toutefois, on ne nous a rien dit des chiffres véritables et des facteurs qui vont être pris en considération par la Commission canadienne du blé et par vous qui avez le pouvoir discrétionnaire d'approuver ou non ce qu'elles recommandent. C'est réconfortant, mais peut-être pourriez-vous nous dire s'il vous est vraiment possible d'être précis en citant de tels chiffres à l'avance.

J'aimerais ajouter que nous avons voulu également par ces wagons producteurs donner aux producteurs une solution de rechange. C'est la raison première de leur existence. Aujourd'hui nous avons beaucoup de points de livraison—et vous en avez mentionné un—où il n'y a pas d'élevateur. Je connais un tronçon qui dessert une seule société. Que pensez-vous que ressent un producteur qui s'adresse à un agent et qui a l'impression de ne pas être traité équitablement. À qui peut-il s'adresser?

Nous avons la responsabilité de maintenir un système qui permettra à chaque producteur de ne pas devenir un client captif d'une société de grain, honnête ou non. Si ce marché ne plaît pas à un producteur, il n'a d'autre recours que d'utiliser le wagon producteur. Je ne crois pas qu'il devrait payer les coûts d'une société avec laquelle il ne veut pas faire affaire parce qu'elle n'est pas honnête avec lui.

J'espère que lorsque vous examinerez ces facteurs vous ne lèsserez pas le producteur en lui refusant rendre ce à quoi il a droit sur le plan des coûts pour privilégier quelqu'un qui a refusé de conclure un marché équitable avec lui.

M. Mayer: Je vous suis très reconnaissant de ces observations. Je pense que c'est exactement ce que nous essayons de faire avec ce projet de loi, c'est-à-dire, donner simplement à chaque producteur autant de latitude que nous le pouvons, tout en essayant d'être justes pour tous les intervenants du système.

Lorsque vous parlez de 500 \$ à 700 \$, vous pouvez certainement arriver à ce chiffre en incluant les frais d'entreposage. Je pourrais peut-être simplement mentionner certains chiffres tirés d'un article de journal. L'UGG, qui est le plus économique, demande 9,59 \$ la tonne pour l'utilisation de l'élevateur. Les syndicats Pioneer, Cargill, Patterson et d'autres, si j'ai bien compris, demanderont au moins 5 cents de plus. Il s'agirait donc de 9,59 \$ la tonne en frais l'entreposage, et si vous multipliez ce chiffre par 75 ou 80 tonnes, vous pouvez certainement arriver à 500 \$ ou 600 \$ par wagon. Toutefois, les chiffres que je vous ai cités ici sont exacts. Ils sont tirés du rapport annuel de la Commission canadienne du blé.

Le sénateur Olson: M'étais-je fourvoyé? Ce ne sera que 2,68 \$ la tonne—

M. Mayer: Oui. C'est tout.

Le sénateur Olson: . . . qui entrera en ligne de compte ou—

M. Mayer: Non, non.

Le sénateur Olson: . . . seulement une portion de ces frais pour calculer le rabais après coup?

[Text]

Mr. Mayer: Yes. The bill refers to a charge for interest and storage, which is \$2.60 for wheat and, I believe, \$1.60 for barley.

Senator Olson: So there is no question that all those other savings are going to be given—

Mr. Mayer: That is there now.

Senator Olson: —to the guy who loads this car?

Mr. Mayer: That is there now. The amendment in clause 8 of this bill refers to interest and storage charges. Senator Barootes mentioned oats. Oats are a smaller product. I could have given you those numbers as well, but I just gave the numbers for wheat and barley.

Senator Fairbairn: I suppose the fact that all of us have basically the same kinds of questions is an indication of the direction from which the concern has come. Part of the intensity of the concern has been due to the uncertainty in agriculture out west, period, as a result of all of the factors that are in that equation at the moment. Your reassurances are, therefore, very important, and I thank you for making them today. I do have one question. When we have listened to other witnesses who have expressed their legitimate concerns about changes in the orderly management of the system and distortions within that system, they have referred to a fear of the potential of one per cent usage of producer cars going up quickly to as high as 16 per cent. That speculated potential was causing great concern. Is there any indication that the effects of clause 8 would produce that kind of substantial increase or switch to the use of producer cars rather than the other system? I have a supplementary as well. In the event that such a dramatic increase should occur, that presumably is where your discretionary power and the concern of the board would come in, to try to stabilize the situation. Am I right?

Mr. Mayer: I do not see any indication whatsoever that our proposals in this bill would result in anywhere close to that kind of an increase. I just do not see that. In fact, as prices come down and as producers see the deduction that is taken off for loading a car of grain, I suspect that you will find that they will want to use producer cars more as a function of the price they receive for their grain than anything else. Eight dollars a tonne on barley that last year was worth \$60 a tonne is a pretty big percentage. Eight dollars a tonne on barley that is now worth close to twice that is certainly a smaller percentage. Now that prices have changed, I think you will see less emphasis on the use of producer cars because people are now getting over two bucks a bushel in their pocket for barley when they deliver it to an elevator as opposed to the situation year ago, when they were getting \$1.11 or \$1.12. That is a mitigating factor.

Secondly, if you did have that number of cars loaded, presumably, producers want to do it. It is their choice. I mean, what is our responsibility? Is it to put in place a system that, as Senator Olson eloquently put it, does not give somebody a chance to have a fair deal? Those are elegant words. It sounds pretty simple. However, what is wrong with trying to give somebody a fair deal? If they decide to load 16 per cent of the

[Traduction]

M. Mayer: Oui. Le projet de loi fait allusion à des frais d'intérêt et d'emmagasinage qui sont de \$2,60 pour le blé et, je crois, de \$1,60 pour l'orge.

Le sénateur Olson: Il est donc clair que toutes les autres économies vient...

M. Mayer: C'est ce que prévoit actuellement le projet de loi.

Le sénateur Olson: À celui qui charge le wagon?

M. Mayer: La modification prévue à l'article 8 du projet de loi porte sur les frais d'intérêt et d'emmagasinage. Le sénateur Barootes a mentionné l'avoine. L'avoine est un produit de moindre importance. J'aurais pu vous citer aussi les chiffres pour l'avoine mais je n'ai parlé que du blé et de l'orge.

Le sénateur Fairbairn: Le fait que nous posions tous le même genre de questions montre bien d'où viennent les craintes. Si elles sont aussi fortes, cela tient en partie à l'incertitude des agriculteurs de l'Ouest, voilà tout, étant donné tous les enjeux actuels. Les assurances que vous nous donnez aujourd'hui sont donc très importantes; je vous remercie de les avoir fournies. J'aurais maintenant une question. Certains témoins nous ont exposé leurs inquiétudes légitimes face à l'évolution de la gestion ordonnée de ce système et des distortions qui peuvent se produire. Ils ont dit craindre que l'utilisation des wagons producteurs, qui est actuellement de l'ordre de 1 p. 100, augmente rapidement et fortement, par exemple, à 16 p. 100. Cette éventualité est source de graves inquiétudes. Y a-t-il des indices qui permettent de croire que l'article 8 du projet de loi pourrait entraîner une augmentation aussi marquée du recours aux wagons producteurs? J'ai aussi une question supplémentaire. Advenant qu'une telle augmentation se produise, j'imagine que vous feriez intervenir votre pouvoir discrétionnaire et que la Commission voudrait s'employer à stabiliser la situation. Est-ce exact?

M. Mayer: Rien ne donne à penser que ce que nous proposons dans l'actuel projet de loi n'entraînera ce genre d'augmentation. Je n'entrevois rien de tel. En fait, à mesure que les prix baisseront et que les producteurs s'apercevront qu'un certain montant est déduit pour le chargement d'un wagon de grains, l'attrait des wagons producteurs dépendra sans doute davantage du prix des grains que de toute autre chose. Par exemple, huit dollars prélevés sur une tonne métrique d'orge qui, l'an dernier, valait \$60, cela représente un joli pourcentage. Par contre, huit dollars pour une tonne métrique d'orge qui en vaut maintenant près du double représente un pourcentage beaucoup moins élevé. Maintenant que les prix ont changé, l'utilisation des wagons producteurs va diminuer, parce que celui qui livre son orge à un élévateur a maintenant 2 dollars de plus en poche par boisseau, alors que l'an passé, il ne recevait que \$1,11 ou \$1,12. Voilà qui freinera le recours aux wagons producteurs.

Par ailleurs, s'il y avait autant de wagons chargés, je présume que ce serait parait parce que les producteurs le veulent ainsi. Au fond, quel est notre responsabilité dans tout cela? Notre responsabilité consiste-t-elle à mettre en place un système qui, comme le sénateur Olson l'a dit avec éloquence, ne laisse pas à l'individu la chance de faire d'honnêtes affaires? Voilà des paroles élégantes, qui simplifient drôlement la ques-

[Text]

producer cars, the first thing we want to look at is how does that affect the system?

Senator Fairbairn: Exactly.

Mr. Mayer: Does it hurt the system? If it does not hurt the system, what is the problem? I have never loaded a producer car myself, but if it damages all of us, in the sense that I cannot ship as much grain off my farm because we are jamming up the system, then that is a different story. However, simply to presume that loading 16 per cent of the cars is bad for the system, without looking at what kind of an effect it has, is a pretty—I do not know what—kind of attitude, on behalf of those of us who have the responsibility for drafting the legislation.

Senator Fairbairn: The key there is that if such an increase were damaging the system, it would then automatically be reviewed.

Mr. Mayer: We have repeatedly told the people concerned that if we see a problem developing that hurts the overall system, we will then be the first people who will want to look at it, because those of us responsible in the House will be the ones with whom the concern will be raised, loud and clear. So we are not interested in seeing the orderly marketing system and the orderly movement of grain damaged. It is not in anybody's interest—above all, mine. I am crass enough to think that I want to do things that will get me elected again.

Senator Olson: That is not a bad motivation.

Senator Roblin: We are not subject to the same motivation in the Senate.

Senator Fairbairn: We may be. We may be.

Senator Argue: Mr. Chairman, the figures that the minister gave for the export accomplishments of the Canadian Wheat Board in the last year are most impressive, and I think all Canadians should be proud of this system. It brings into play government, producers, and the grain trade, composed as it is of cooperatives and privately-owned companies. So it is a mixed system, but it is coordinated and highly efficient. I think we should all be proud of that system and would want to guard it very carefully.

The minister said that one of the reasons why this legislation is here is a unanimous recommendation of a committee of the House. However, am I not correct that, when this bill was being considered in the House of Commons, there was opposition to it and a recorded vote?

Mr. Mayer: You are absolutely right, senator.

Senator Argue: If that is the case, what we now have is not what was projected or recommended. I am just asking what happened in the House of Commons. Which parties were for it and which against it?

[Traduction]

tion. Cependant, qu'y a-t-il de mal à vouloir laisser quelqu'un faire d'honnêtes affaires? Si les gens décident de charger 16 p. 100 de wagons producteurs, nous devrons avant tout nous demander en quoi cela touche le système.

Le sénateur Fairbairn: Exactement.

M. Mayer: Cela porte-t-il préjudice au système? Si cela ne lui est par préjudiciable, où est le problème? Personnellement, je n'ai jamais chargé un wagon producteur, mais si nous en pâtissons tous parce qu'il m'est impossible d'expédier autant de grain à cause de la congestion du système, c'est une autre histoire. Je trouve toutefois déplorable que ceux qui sont chargés de rédiger les lois tiennent pour acquis que le chargement de 16 p. 100 des wagons sera préjudiciable au système, et ce, sans examiner les effets d'une telle mesure.

Le sénateur Fairbairn: La question est de savoir si cette augmentation sera automatiquement révisée si elle porte préjudice au système.

M. Mayer: Nous avons dit maintes et maintes fois aux intéressés que si nous constatons l'existence d'un problème portant préjudice à l'ensemble du système, nous serions alors les premiers à vouloir le régler, car ceux d'entre nous qui doivent rendre des comptes à la Chambre devront répondre aux questions qu'on leur posera tout haute à ce sujet. Nous ne sommes donc pas intéressés à perturber l'organisation ordonnée des marchés et du transport du grain. Personne n'y a intérêt, moi encore moins que les autres. Je suis assez futé pour vouloir faire des choses qui me permettront d'être réélu.

Le sénateur Olson: C'est une motivation légitime.

Le sénateur Roblin: Nous n'avons pas les mêmes motivations au Sénat.

Le sénateur Fairbairn: Il pourrait en être autrement.

Le sénateur Argue: Monsieur le président, les chiffres que le ministre nous a communiqués quant aux réalisations accomplies l'an dernier par la Commission canadienne du blé, sur le plan des exportations, m'ont beaucoup impressionnés; je pense que tous les Canadiens devraient être fiers de ce système où entrent en jeu le gouvernement, les producteurs et l'industrie du grain, composée de coopératives et d'entreprises privées. C'est un système qui compte plusieurs intervenants mais qui est coordonné et très efficace. Nous devrions tous en être fiers et le protéger jalousement.

Le ministre a dit que le projet de loi est entre nos mains aujourd'hui en raison, entre autres, d'une recommandation unanime d'un comité de la Chambre. N'est-il pas vrai que lorsqu'il a été étudié à la Chambre des communes, le projet de loi a suscité une certaine opposition et fait l'objet d'un vote par appel nominal?

M. Mayer: Vous avez tout à fait raison, monsieur le sénateur.

Le sénateur Argue: En ce cas, ce que nous avons entre les mains diffère de ce qui avait été prévu ou recommandé. J'aimerais savoir ce qui s'est passé à la Chambre des communes. Qui était en faveur du projet de loi et qui était contre?

[Text]

Mr. Mayer: The government supported it, and both opposition parties voted against it. My point is that we were proceeding on the basis of recommendations from the Wheat Board and from an all-party committee. We are not clairvoyant. We cannot determine how parties choose to vote after they have made recommendations.

Senator Argue: They may have thought that your interpretation of what was recommended was not—but I will not pursue that. The point is that they voted against this legislation.

Mr. Mayer: That is right.

Senator Argue: That is the point. When you come to the grain system itself, I do not know if there are elements such as the elevator companies that expressed support for this bill. There may have been. I do not know what proportion of those in the grain system have spoken out against this bill.

I guess the pools handle about 60 per cent of the grain.

Mr. Mayer: Probably a little more than that.

Senator Argue: Perhaps a little more. Have there been others who expressed an opinion? Did Pioneer express an opinion one way or the other?

Mr. Mayer: If you are talking about the three prairie pools, which are the groups that have opposed this clause specifically, they handle approximately 61, 62 or 63 per cent of prairie grain. UGG handles 12 or 13 per cent. UGG, Cargill, Pioneer and Paterson, to my knowledge, have neither opposed nor supported it. The people that have opposed it have been the three prairie pools.

Senator Argue: In our earlier deliberations, we heard it said that the amount of producer cars now being used is about one per cent, or perhaps a little more, and that it may go up to as high as 16 per cent. The minister has made it clear that the possibility of a 16 per cent use of producer cars does not necessarily trouble him.

Mr. Mayer: I did not say that.

Senator Argue: You said you did not think it would necessarily damage the system.

Mr. Mayer: I did not say that.

Senator Argue: All right. Then what did you say?

Mr. Mayer: Senator Fairbairn used the figure of 16 per cent, which I take it came from one of the previous witnesses at the committee. I said the first thing that we would look at, if it got to be 16 per cent, was how it affected the system. I did not say that it would damage the system or that it would help the system. I said that the first thing we would look at were the effects of that increase, pure and simple.

Senator Argue: Do you think there is any remote possibility of the 16 per cent increase occurring?

Mr. Mayer: No.

[Traduction]

M. Mayer: Le gouvernement était en faveur du projet de loi, et les deux partis d'opposition ont voté contre. Ce que je voulais dire, c'est que nous nous sommes inspirés des recommandations de la Commission du blé et d'un comité comprenant des représentants de tous les partis. Nous ne faisons pas de clairvoyance. Nous ne pouvons pas savoir comment les partis décideront de voter une fois les recommandations formulées.

Le sénateur Argue: Ils ont peut-être pensé que votre interprétation des recommandations ne correspondait pas... mais je ne veux pas m'engager dans cette voie. Le fait est qu'ils ont voté contre le projet de loi.

M. Mayer: C'est exact.

Le sénateur Argue: C'est bien de cela qu'il s'agit. Je ne sais pas si des éléments du système lui-même, comme les propriétaires d'éleveurs, ont appuyé le projet de loi. Peut-être l'ont-ils fait. Je ne sais pas dans quelle proportion ceux qui font partie du système se sont prononcés contre le projet de loi.

Je pense que les syndicats traitent environ 60 p. 100 du grain.

M. Mayer: Probablement un peu plus que cela.

Le sénateur Argue: Peut-être un peu plus. Y a-t-il d'autres participants qui se sont prononcés? Pioneer s'est-elle prononcée dans un sens ou dans l'autre?

M. Mayer: Les trois syndicats des Prairies, c'est-à-dire ceux qui se sont opposés à cette disposition particulière, traitent environ 61, 62 ou 63 p. 100 du grain des Prairies. La UGG en traite 12 ou 13 p. 100. À ma connaissance, ni la UGG, ni la Cargill, ni la Pioneer ou la Paterson n'ont manifesté leur opposition ou leur appui. Ce sont les trois syndicats des Prairies qui s'y sont opposés.

Le sénateur Argue: Au cours de nos délibérations antérieures, on nous a dit que la quantité de wagons producteurs actuellement utilisée représente environ 1 p. 100, ou peut-être un peu plus, et que cette proportion pourrait grimper jusqu'à 16 p. 100. Le ministre a indiqué clairement que cette éventualité concernant l'utilisation des wagons producteurs ne l'inquiétait pas nécessairement.

M. Mayer: Je n'ai pas dit cela.

Le sénateur Argue: Vous avez dit qu'à votre avis, cela ne serait pas nécessairement préjudiciable au système.

M. Mayer: Ce n'est pas ce que j'ai dit.

Le sénateur Argue: Très bien. Qu'avez-vous dit alors?

M. Mayer: Le sénateur Fairbairn a cité un chiffre de 16 p. 100 qui, d'après ce que je comprends, a été avancé par l'un des témoins qui a comparu devant votre comité. J'ai dit que, si ce taux passait à 16 p. 100, nous examinerions tout d'abord ses répercussions sur le système. Je n'ai pas dit que cela nuirait au système ou le favoriserait, mais simplement que la première chose que nous examinerions, ce serait les effets de cette augmentation.

Le sénateur Argue: Estimez-vous que cette augmentation de 16 p. 100 a des chances, même infimes, de se produire?

M. Mayer: Non.

[Text]

Senator Argue: Do you know who supported the 16 per cent figure? Who brought forward the 16 per cent figure?

Mr. Mayer: I do not know.

Senator Argue: The people in favour of producer cars said that that was their hope, their projection or their target. I think that tends to spook those who want the grain system as it now is or with modifications, but nevertheless protected.

It is all well and good to say that if a producer comes along with a producer car he should get, along with the elevator charges, a share of the carrying charges.

The evidence that was put to us by the pools was that if the producer car people got a share of the carrying charges, that would reduce the amount of money going into the current system, and if that reduces the amount of money going into the current system, then those who support the current system will have to pay more. I believe they felt that was a threat to their system.

They also said that that it would mean a massive closing of local elevator companies that today are very marginal, and, if the producer cars come into a given point and take 16 per cent of the business, even though that did not affect the efficiency of the system—and I assume it would—it would mean that there would be a large reduction more quickly than is now projected in country elevator points.

Could you comment on those observations?

Mr. Mayer: Certainly. There were two parts to your question. First of all, the deduction that is now made on the producers who load producer cars for interest and storage charges does not go to the elevator companies. That reduction goes into the pooling account and is distributed to all producers when there is a surplus. So the elevator companies do not now get the deduction for interest and storage charges. There is a difference and there is some confusion.

So to the extent that we will change the way it is done, it will simply go to the producers who load the cars, as opposed to what is happening now, which is that it is being distributed to everybody who ships grain.

That begs the question to some extent, because if this is going to cause an increase, then the main concern of the grain companies is that they will lose elevator charges, and that could have an effect. I agree that if it goes to 16 per cent it could significantly hurt overall revenues.

Again, I do not see it going that high, and if it does go that high, I will tell you what I told Senator Fairbairn, which is that there is no way we will sit by. No one who occupies my

[Traduction]

Le sénateur Argue: Savez-vous qui a avancé ce taux de 16 p. 100?

M. Mayer: Je l'ignore.

Le sénateur Argue: Les personnes en faveur des wagons de producteurs affirment que c'est le taux qu'elles espéraient ou prévoyaient. À mon avis, cette situation a tendance à hanter ceux qui désirent qu'on conserve le système de transport du grain dans sa forme actuelle, ou qu'on le modifie, tout en le protégeant.

Il est très bien de dire que si un producteur utilise un wagon de producteurs, il devrait se faire rembourser, outre une partie de ses frais d'utilisation de l'élevateur, une proportion de ses frais financiers.

Les regroupements de producteurs qui ont témoigné devant le Comité ont affirmé que si les utilisateurs de wagons de producteurs se faisaient rembourser une proportion des frais financiers, les fonds versés dans le système actuel en seraient réduits, de sorte que ceux qui appuient le système actuel devront payer davantage. Je crois qu'ils estimaient que leur système en était menacé.

Ils ont également déclaré que cette situation se traduirait par une fermeture massive de sociétés locales exploitant des élévateurs, qui sont aujourd'hui très marginales, et si les wagons de producteurs arrivent à un point donné et absorbent 16 p. 100 des affaires, même si cela ne nuisait pas à l'efficacité du système—et je présume que le contraire serait vrai—on assisterait alors à une forte réduction des endroits où l'on trouve des élévateurs, et cela plus rapidement qu'on le prévoit actuellement.

Pourriez-vous faire des commentaires sur ces observations?

M. Mayer: Certainement. Votre question comporte deux parties. Tout d'abord, la déduction pour frais d'intérêts et d'emménagement qui est actuellement autorisée à l'égard des producteurs qui chargent des wagons n'est pas transmise aux sociétés qui exploitent des élévateurs. Elle est versée dans le compte commun et distribuée à tous les producteurs lorsqu'il y a un excédent. Ainsi, les sociétés exploitant des élévateurs ne touchent pas actuellement la déduction pour frais d'intérêts et d'emménagement. Il y a là une différence qui crée une certaine confusion.

Ainsi, lorsque nous modifierons notre façon de procéder, cette déduction sera simplement versée aux producteurs qui chargent les wagons, contrairement à ce qui se produit actuellement, c'est-à-dire qu'elle est distribuée à tous ceux qui expédient du grain.

C'est présumer la question résolue dans une certaine mesure, car si cette situation entraîne une augmentation du taux d'utilisation des wagons de producteurs, les sociétés chargées du transport du grain seront surtout préoccupées du fait qu'elles seront privées des frais provenant de l'utilisation d'élévateurs, ce qui pourrait avoir des conséquences négatives. Je conviens que si le taux passe à 16 p. 100, cela risque de porter gravement atteinte aux recettes globales.

Encore une fois, je ne crois pas qu'il sera aussi élevé et, si dans le cas contraire, je vous répète ce que j'ai dit à la sénatrice Fairbairn: il n'est pas question que nous n'intervenions

[Text]

present position will sit by and see that kind of a system hurt the efficiency of the overall system.

Senator Argue: We now have two political parties in the House of Commons opposing this legislation.

Senator Barootes: Three.'

Senator Argue: There are two political parties opposing the producer cars, and we have the bulk of those who are responsible for the grain system—they are farmer-owned companies—opposing it.

The minister made the point that the Canadian Wheat Board is in favour of this bill. I will not get into that. The Canadian Wheat Board is an independent organization and it does well.

What is the position of the Canadian Wheat Board Advisory Committees, those who are elected? They have taken a stand against this particular provision for producer cars.

Mr. Mayer: I cannot tell you—

The Chairman: The question was: What is the position of the Canadian Wheat Board Advisory Committees?

Senator Argue: They must have advised you on that. They must have communicated with you on that.

Mr. Mayer: I cannot remember if they did. They are not advisers to the minister of the day, but to the Canadian Wheat Board.

Senator Argue: Only when a minister listens to them, but officially they are not advisers to the minister; you are absolutely correct. But they do get their advice to the minister.

I am asking you if you are aware that the Chairman of the Canadian Wheat Board Advisory Committee appeared before this committee expressing strong opposition, and the members of the advisory committees, as we all know, are elected by the producers themselves by direct ballot. He expressed strong opposition to this particular provision and came here armed with a motion passed by the advisory committees expressing that opposition.

The Chairman: Honourable senators, I will allow the minister an opportunity to respond and ask your permission to adjourn the meeting since it is 9 o'clock and there are caucuses underway that senators must attend.

Mr. Minister, if you would deal with Senator Argue's question, we will then adjourn the meeting.

Mr. Mayer: The proceedings of the committee would indicate that. I believe, when I think about it, that there was a resolution passed in opposition to clause 8. We have looked at this from both sides and attempted to arrive at an amendment that meets the concerns.

The Chairman: Thank you, Mr. Mayer. I also want to thank Mr. Bruun and Mr. Adnam for attending this morning's meeting.

[Traduction]

pas. À ma place, personne ne se croiserait les bras et laisserait ce mécanisme nuire à l'efficacité de l'ensemble du système.

Le sénateur Argue: Il y a actuellement à la Chambre des communes deux partis politiques qui s'opposent à ce projet de loi.

Le sénateur Barootes: Trois!

Le sénateur Argue: Il y a deux partis politiques qui s'opposent aux wagons de producteurs, et la majeure partie de ceux qui sont chargés du système du transport du grain—des sociétés appartenant à des agriculteurs—s'y opposent également.

Le ministre a souligné que la Commission canadienne du blé était favorable à ce projet de loi. Je n'aborderai pas cette question. La Commission est un organisme indépendant efficace.

Quelle est la position des comités consultatifs de la Commission canadienne du blé, de ceux qui sont élus? Ils ont pris position contre cette disposition précise concernant les wagons de producteurs.

M. Mayer: Je ne puis vous dire—

Le président: La question était la suivante: Quelle est la position des comités consultatifs de la Commission canadienne du blé?

Le sénateur Argue: Ils ont dû vous conseiller, communiquer avec vous à cet égard.

M. Mayer: Je ne puis me le rappeler. Ils ne sont pas conseillers auprès du ministre de l'heure, mais de la Commission canadienne du blé.

Le sénateur Argue: À moins qu'un ministre ne les écoute, mais, officiellement, ils ne sont pas conseillers du ministre; vous avez parfaitement raison, mais leurs conseils parviennent néanmoins au ministre.

Je vous demande si vous savez que le président du comité consultatif de la Commission canadienne du blé a comparu devant le Comité et a exprimé vivement son opposition. Les membres des comités consultatifs, comme nous le savons tous, sont élus par les producteurs eux-mêmes par scrutin direct. Il a dit fermement s'opposer à cette disposition en particulier et nous a présenté une motion qu'ont adoptée les comités consultatifs et dans laquelle ils exprimaient cette opposition.

Le président: Honorables sénateurs, j'accorderai au ministre la possibilité de répondre, et je vous demanderai l'autorisation de lever la séance puisqu'il est 9 heures et que des sénateurs doivent assister à des caucus qui sont en cours.

Monsieur le ministre, si vous voulez bien répondre à la question du sénateur Argue, nous leverons ensuite la séance.

M. Mayer: Les procès-verbaux du comité consultatif l'indiqueraient. À bien y penser, il a adopté une résolution contre l'article 8. Nous avons étudié cette question du point de vue des deux parties et avons tenté de rédiger un amendement qui permette de dissiper les préoccupations.

Le président: Je vous remercie, monsieur Mayer. Je tiens également à remercier MM. Bruun et Adnam d'avoir assisté à la séance de ce matin.

[Text]

Since it is now 9 o'clock, we will adjourn to a time to be determined. The members of the committee will be made aware of the time and place of the next meeting.

The committee adjourned.

[Traduction]

Comme il est maintenant 9 heures, nous ajournerons la séance jusqu'à une heure qu'il reste à déterminer. Les membres du Comité seront mis au courant de l'heure et de l'endroit de la prochaine séance.

La séance est levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the Canadian Wheat Board:

Mr. Anders Bruun, Solicitor.

From Agriculture Canada:

Mr. Donald Adnam, Policy Analyst, Market and Policy
Analysis Division of the Grain Marketing Bureau.

De la Commission canadienne du blé:

M. Anders Bruun, avocat.

D'Agriculture Canada:

M. Donald Adnam, analyste, Direction de l'analyse du mar-
ché et de la politique de la Direction de la commercialisa-
tion des céréales.



Second Session
Thirty-third Parliament, 1986-87-88

SENATE OF CANADA

*Proceedings of the Standing
Senate Committee on*

**Agriculture and
Forestry**

Chairman:
The Honourable DANIEL HAYS

Tuesday, August 30, 1988
Wednesday, September 7, 1988

Issue No. 33

Fourth proceedings on:

Consideration of matters relating to the Committee
pursuant to the Order adopted by the Senate on
March 19, 1987. (Alachlor)

First proceedings on:

Consideration of matters relating to the Committee
pursuant to the Order adopted by the Senate on
March 19, 1987. (Forest Decline)

INCLUDING:

The twelfth report of the Committee

WITNESS:

(See back cover)

Deuxième session de la
trente-troisième législature, 1986-1987-1988

SÉNAT DU CANADA

*Délibérations du Comité
sénatorial permanent de*

**l'Agriculture et
des forêts**

Président:
L'honorable DANIEL HAYS

Le mardi 30 août 1988
Le mercredi 7 septembre 1988

Fascicule n° 33

Quatrième fascicule concernant:

Étude de questions ayant trait aux travaux du Comité
conformément à l'Ordre adopté par le Sénat
le 19 mars 1987. (Alachlore)

Premier fascicule concernant:

Étude de questions ayant trait aux travaux du Comité
conformément à l'Ordre adopté par le Sénat
le 19 mars 1987. (Déclin des forêts)

INCLUANT:

Le douzième rapport du Comité

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)



STANDING SENATE COMMITTEE ON AGRICULTURE AND FORESTRY

The Honourable Daniel Hays, *Chairman*

The Honourable E. W. Barootes, *Deputy Chairman*

and

The Honourable Senators:

Argue	*Murray (or Doody)
Barootes	Olson
Bielish	Phillips
Fairbairn	Riel
Hays	Rossiter
*MacEachen (or Frith)	Sparrow
Marchand	Spivak

**Ex Officio Members*

(Quorum 4)

Changes in Membership of the Committee:

Pursuant to Rule 66(4), membership of the Committee was amended as follows:

The name of the Honourable Senator Sparrow for that of the Honourable Senator Bonnell. (*August 25, 1988*)

The name of the Honourable Senator Marchand for that of the Honourable Senator Kenny. (*August 25, 1988*)

The name of the Honourable Senator Riel for that of the Honourable Senator Hastings. (*August 25, 1988*)

The name of the Honourable Senator Macquarrie for that of the Honourable Senator Rossiter. (*September 2, 1988*)

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DE L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS

Président: L'honorable Daniel Hays

Vice-président: L'honorable E. W. Barootes

et

Les honorables sénateurs:

Argue	*Murray (ou Doody)
Barootes	Olson
Bielish	Phillips
Fairbairn	Riel
Hays	Rossiter
*MacEachen (ou Frith)	Sparrow
Marchand	Spivak

**Membres d'office*

(Quorum 4)

Modifications de la composition du comité:

Conformément au paragraphe 66(4) du Règlement, la liste des membres du Comité est modifiée, ainsi qu'il suit:

Le nom de l'honorable sénateur Sparrow substitué à celui de l'honorable sénateur Bonnell. (*le 25 août 1988*)

Le nom de l'honorable sénateur Marchand substitué à celui de l'honorable sénateur Kenny. (*le 25 août 1988*)

Le nom de l'honorable sénateur Riel substitué à celui de l'honorable sénateur Hastings. (*le 25 août 1988*)

Le nom de l'honorable sénateur Macquarrie substitué à celui de l'honorable sénateur Rossiter. (*le 2 septembre 1988*)

ORDER OF REFERENCE

Extract from the Minutes of the Proceedings of the Senate,
Thursday, March 19, 1987:

“With leave of the Senate,

The Honourable Senator Hays moved, seconded by the
Honourable Senator Marchand, P.C.:

That, for the duration of the present session, the Stand-
ing Senate Committee on Agriculture and Forestry be
authorized, on its own initiative, to send for, hear and con-
sider the evidence of a person or persons on matters which
are within the Committee's mandate as described in Rule
67(1)(n) of the Rules of the Senate.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.”

ORDRE DE RENVOI

Extrait des Procès verbaux du Sénat, le jeudi 19 mars 1987:

«Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Hays propose, appuyé par l'hono-
rable sénateur Marchand, c.p.,

Que, pour la durée de la présente session, le Comité
sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts soit
autorisé, de son propre chef, à inviter, entendre et exami-
ner les témoignages d'une ou de plusieurs personnes sur
des questions relevant du mandat du Comité tel que décrit
à l'alinéa 67(1)n) du Règlement du Sénat.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée.»

Le greffier du Sénat

Charles A. Lussier

Clerk of the Senate

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, AUGUST 30, 1988
(55)

[Text]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met *in camera* at 9:35 a.m., this day, the Chairman, the Honourable Senator Daniel Hays, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Barootes, Fairbairn, Hays, Olson and Spivak (5).

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Mrs. June Dewetering, Mr. Jamie Robertson and Mr. Jean-Denis Fréchette, Research Officers.

Pursuant to the Order of Reference adopted by the Senate on March 19, 1987, the Committee considered business which falls under its mandate (Alachlor).

The Committee considered a draft report.

It was,—

Agreed, That the Twelfth Report of the Committee respecting Alachlor be adopted and that the Chairman do so report to the Senate.

It was,—

Agreed, That the Chairman seek authority from the Senate to table the report on Alachlor during the week of September 4 to September 10, should the Senate not be sitting at that time.

At 11:00 a.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

ATTEST:

Le greffier du Comité

Andrew N. Johnson

Clerk of the Committee

WEDNESDAY, SEPTEMBER 7, 1988
(56)

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met at 10:00 a.m., this day, the Chairman, the Honourable Senator Daniel Hays, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Fairbairn, Hays, Macquarrie and Spivak (4).

Other Senator present: The Honourable Senator Bonnell (1).

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Mrs. June Dewetering and Mr. Jean-Denis Fréchette, Research Officers.

Witness: From the Turkey Hill Sugarbush: Mr. Michael Herman.

Pursuant to the Order of Reference adopted by the Senate on March 19, 1987, the Committee considered business which falls under its mandate (Forest Decline).

The witness made a statement and answered questions.

PROCÈS-VERBAUX

LE MARDI 30 AOÛT 1988
(55)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à huis clos, à 9 h 35, sous la présidence de l'honorable sénateur Daniel Hays (président).

Membres du Comité présents: Les honorables sénateurs Barootes, Fairbairn, Hays, Olson et Spivak (5).

Également présents: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: M^{me} June Dewetering, M. Jamie Robertson et M. Jean-Denis Fréchette, attachés de recherche.

Conformément à son ordre de renvoi adopté par le Sénat le 19 mars 1987, le Comité reprend l'étude de questions relevant de son mandat (alachlore).

Le Comité étudie un projet de rapport.

Il est convenu,—

Que le douzième rapport du Comité sur l'alachlore soit adopté et que le président en fasse rapport au Sénat.

Il est convenu,—

Que le président demande au Sénat l'autorisation de déposer le rapport sur l'alachlore durant la semaine du 4 au 10 septembre, à supposer que le Sénat ne siège pas à ce moment.

À 11 heures, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

ATTESTÉ:

LE MERCREDI 7 SEPTEMBRE 1988
(56)

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à 10 heures, sous la présidence de l'honorable sénateur Daniel Hays (président).

Membres du Comité présents: Les honorables sénateurs Fairbairn, Hays, Macquarrie et Spivak (4).

Autre sénateur présent: L'honorable sénateur Bonnell (1).

Également présents: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: M^{me} June Dewetering et M. Jean-Denis Fréchette, attachés de recherche.

Témoin: De l'Érablière Turkey Hill: M. Michael Herman.

Conformément à son ordre de renvoi adopté par le Sénat le 19 mars 1987, le Comité reprend l'étude de questions relevant de son mandat (déforestation).

Le témoin fait une déclaration préliminaire et répond aux questions.

At 11:03 a.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

ATTEST:

À 11 h 03, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

ATTESTÉ:

La greffière suppléante du Comité

Diane Deschamps

Acting Clerk of the Committee



THE SENATE OF CANADA

THE CANADIAN REGULATORY PROCESS FOR PESTICIDES

Twelfth Report

Standing Senate Committee on
Agriculture and Forestry

SEPTEMBER 1988

MEMBERS OF THE COMMITTEE

The Honourable Daniel Hays, *Chairman*

The Honourable E.W. Barootes, *Deputy Chairman*

and

The Honourable Senators:

Argue, P.C.	Olson, P.C.
Bielish	Riel, P.C.
Fairbairn	Roblin, P.C.
* MacEachen, P.C. (or Frith)	Rossiter
Marchand, P.C.	Sparrow
* Murray, P.C. (or Doody)	Spivak

* Ex officio members

Note: The Honourable Senators Bonnell, Hastings, Kenny, Macdonald (*Cape-Breton*), Macquarrie, Muir, Roblin and Sherwood, also served on the Committee at various stages.

Andrew N. Johnson

Clerk of the Committee

WEDNESDAY, September 7, 1988

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry has the honour to present its

TWELFTH REPORT

Your Committee, which was authorized by the Senate on March 19, 1987, to send for, hear and consider evidence of a person or persons on matters which are within the Committee's mandate as described in Rule 67(1)(n) of the *Rules of the Senate*, has proceeded to a study on the Canadian regulatory process for pesticides, and now presents its report as follows.

DAN HAYS
Chairman

TABLE OF CONTENTS

INTRODUCTION	3
THE PESTICIDE REGULATION PROCESS	5
THE PESTICIDE REVIEW PROCESS	10
AVAILABILITY OF AND ACCESS TO INFORMATION	13
THE NATURE AND SCOPE OF PESTICIDE REVIEW	16
WHO MAKES DECISIONS	19
CONCLUSIONS	21

EXECUTIVE SUMMARY

Alachlor's recent loss of its registration under the *Pest Control Products Act* has highlighted certain problems with the regulation of pesticides in Canada.

The Committee believes that, as in the United States, health and environmental information on pesticides should be made available to the public, while true proprietary information should be protected:

Health and environmental information used in the registration of pesticides should be made public, while at the same time ensuring that the data are protected from unauthorized use.

Similarly, any review board appointed in connection with a decision not to register a pesticide, or to cancel or suspend a registration, must have all necessary information:

Any review board appointed pursuant to the *Pest Control Products Regulations* must have full access to information on alternative products, or products of the same class.

Information should also be made available to the public in connection with the review of the registration of a pest control product; availability of position documents at various stages of the review process would allow all interested parties to know the government's position, and on what it is based, and to provide comments prior to the next stage:

Documentation should be published prior to the cancellation or suspension of a pesticide registration.

The *Pest Control Products Act* and Regulations are silent about the weighing of risk-benefit considerations in deciding whether a particular pesticide should be registered, or a registration cancelled or suspended. Such an analysis should be explicitly required, especially in respect of comparable or alternative products:

The *Pest Control Products Act* and Regulations should clearly specify that, where minimum standards have been met, risk-benefit or comparative risk-benefit analysis is to be carried out with respect to (a) the registration of a pesticide and (b) the cancellation or suspension of a registration.

As pesticides are by their nature toxic, it is important that users be educated on the safe handling of them. While this is primarily a matter of provincial jurisdiction, the Committee recommends that:

The federal government should encourage provincial initiatives leading to common regulation of the use of certain pesticides only by licensed users.

The roles of the various parties involved in the pesticide regulation and review board processes must be clarified:

The decision-making hierarchy must be set out clearly, and the decision must be final at each stage, subject to any appeal.

A review board appointed under the *Pest Control Products Regulations* acts only in an advisory capacity. While it would be possible to give more authority to a review board, it is important that there remain a strong element of political accountability:

The ultimate decision regarding the registration of pesticides, or the cancellation or suspension of a registration, should remain at the political level, with either a Minister or the Cabinet.

THE CANADIAN REGULATORY PROCESS FOR PESTICIDES

INTRODUCTION

The development and use of pesticides (including all types of insecticides, herbicides, fungicides and other such products) has been a major benefit to Canadian agriculture and forestry. Pesticides, however, often have unintended results and carry risks to human beings and to the environment.

In Canada, the use of pesticides is regulated, at the federal level, primarily by the *Pest Control Products Act*, R.S.C. 1970, c. P-10, as amended, and the Regulations thereunder. As a result of recent events, however, certain problems with the Act have become apparent. The Committee feels that it is imperative that these concerns be addressed at the earliest opportunity.

The use of chemical pesticides has expanded rapidly since the Second World War. Over the past few years, there have been a number of studies and reports regarding their use in Canada. In 1981, Dr. Ross Hall prepared the paper "A New Approach to Pest Control in Canada" for the Canadian Environmental Advisory Council. In 1984, Professors Liora Salter and William Leiss submitted their report "Consultation in the Assessment and Registration of Pesticides" to the Minister of Agriculture. Other groups, such as the Canadian Council of Resource and Environment Ministers (CCREM) and the Nielsen Task Force, have also looked at the registration and use of pesticides in this country. In 1987, the Law Reform Commission of Canada issued a study paper entitled "Pesticides in Canada: An Examination of Federal Law and Policy." It should also be noted that this Committee, in connection with the Senate report "Soil at Risk - Canada's Eroding Future", in 1986 issued a report on herbicide pricing that touched on this topic. All of these studies and reports have included comments on the existing system for the registration and use of pesticides and ways in which it could be improved.

The immediate cause of the Committee's current inquiry is the case of alachlor. Alachlor is a herbicide of the chloracetanilide chemical family used to control annual grasses and many broad-leaved weeds in such crops as corn, soybeans and canola. It has been widely used, particularly in Ontario and Quebec, on corn and soybean crops. While it provides full season control of weeds which pose major problems for these crops, it does not persist into subsequent growing seasons.

Alachlor was first registered for use under the *Pest Control Products Act* by Monsanto Canada Inc. in 1969, and was marketed under the brand name "Lasso." In 1977, concern arose about the validity of certain toxicological studies used to support the registration of many pesticides, including alachlor, and, as a result, new toxicological studies were requested by the Department of Agriculture. Monsanto submitted replacement studies for alachlor in 1982. As a result of its analysis of these new data, in June 1984 Health and Welfare Canada recommended to the Minister of Agriculture that the use of alachlor be cancelled because of its carcinogenic risk. At the same time, Health and Welfare Canada concluded that metolachlor, marketed under the brand name of "Dual" by Ciba-Geigy Canada Ltd., had not demonstrated carcinogenic activity under the test conditions, even though it was structurally similar to alachlor (Issue 25: 9,13).

In February 1985, therefore, the Minister of Agriculture cancelled alachlor's registration on the advice of Health and Welfare Canada. To accommodate farmers, a temporary registration was granted to Monsanto for the balance of the calendar year. Monsanto applied for a review of the Minister's decision, as provided for in section 23 of the *Pest Control Products Regulations*. The Minister of Agriculture subsequently appointed the independent five-member Alachlor Review Board, which heard evidence from 53 witnesses on safety, merit and value issues relevant to the ban on alachlor. The Alachlor Review Board, in its report of November 1987, recommended that the registration of alachlor be retained, subject to a yearly review. The Board felt that the existence of metolachlor, which was considered to provide equivalent benefits with less potential risk, had been a factor in the Minister's ban on alachlor; in the Board's view, however, metolachlor was also an animal carcinogen (Alachlor Review Board Report, p. 6). Notwithstanding this recommendation, in January 1988, the Minister of Agriculture announced that the registration of alachlor would not be restored, citing risks to farmers through exposure to the chemical and the availability of an acceptable substitute in metolachlor.

In February 1988, Monsanto filed an application with the Federal Court of Appeal to review and set aside the Minister's decision and to order the Minister to accept the Board's recommendation. Agriculture Canada responded by filing a motion challenging the Court of Appeal's jurisdiction to hear Monsanto's application. In April 1988, the Court of Appeal ruled that it did have this jurisdiction.

The alachlor case raises important issues and concerns that the federal government must address. Some of these are discussed in the report of the Alachlor Review Board itself. In addition, the Pest Management Advisory Board commissioned a legal analysis of the review board process by Professor Wade MacLauchlan of Dalhousie Law

School; this study, received by the Pest Management Advisory Board in September 1986, has been submitted to the Minister of Agriculture, but has not yet been made public. In addition, the Pest Management Advisory Board has provided the Minister with a number of suggestions for improving the process, while the House of Commons Standing Committee on Agriculture issued a report on the regulatory process for farm chemicals and pesticides, in particular alachlor, on 10 May 1988.

In response to the concerns raised by the alachlor case, the Senate Committee convened several meetings with interested parties to review the pesticide registration process and the review board procedures. The Committee appreciates the assistance of witnesses, and has carefully considered their views.

The Committee was urged by Monsanto Canada Inc. and other witnesses to ask the Minister of Agriculture to reconsider his decision and to renew the registration of alachlor in Canada. The Committee does not have ready access to the scientific, economic and other expertise necessary to carry out its own review of alachlor. Its observation is that the process set out under the *Pest Control Products Act* has been followed, whether one agrees with the final decision or not. Further, it is noted that the Minister's decision is currently the subject of proceedings in the Federal Court of Appeal. Accordingly, the Committee has chosen only to assess the process.

Beyond issues specific to alachlor, the Committee has concerns regarding the entire process for the registration and review of pest control products in Canada. It has been shown to be flawed and unsatisfactory; it needs to be improved if the Canadian public is to have confidence in the system and if the various interests involved are to be well served. This report will address some of the Committee's concerns.

THE PESTICIDE REGULATION PROCESS

Constitutional jurisdiction for the regulation of pesticides in Canada is shared by the federal and provincial levels of government. In general, it may be said that it is divided between federal control over the registration, classification and labelling of such products, and provincial control over their actual use through licences, permits and related regulatory techniques.

The regulation of pesticides in Canada has been influenced by three general objectives:

- a) to promote agriculture;
- b) to protect the public from poisons and adulterated food; and
- c) to protect the environment from pollution and contamination by toxic substances.⁽¹⁾

Historically, Health and Welfare Canada has played a prominent role in the regulation process. The first Canadian pesticides were homemade. Farmers generally bought chemicals in bulk, prepared their own mixtures, and applied them to their crops. They were free to sell these crops for food, providing there was insufficient residue to qualify them as adulterated within the meaning of the *Food and Drug Act*. The department protected the public by ruling that only pharmacists were able to sell the chemicals.

With the development of a commercial pesticide industry in the 1920s, authority over pesticides shifted from Health and Welfare Canada to Agriculture Canada. Farmers sought legislative protection from the sale of ineffective products and, in response, the *Agricultural Pests' Control Act* was passed in 1927.

This was the first Act to recognize "pesticides" as an independent matter for regulation. Since it was designed to protect farmers from misrepresentation, responsibility for the Act was given to Agriculture Canada. Farmers preparing their own mixtures generally knew the ingredients and what precautions should be taken. Commercial pesticides, however, were marketed under brand names and often gave no indication of the active ingredients.

Under the *Agricultural Pests' Control Act*, a manufacturer registered its brand and guaranteed that it would contain the amount of active ingredient claimed. Registration could be refused on four bases, including a decision by the Minister of Agriculture that the pesticide, when used according to directions, was generally detrimental or seriously injurious to vegetation (except weeds), domestic animals or public health. Essentially, any pesticide could be marketed, provided that it was effective and not acutely toxic to non-target organisms. The Act did not require that directions for use of the pesticide be placed on the label, or be otherwise available to the user, although one section did prescribe what the label was to show. The application for registration had to include three copies of the directions for use, which had to include: the time, frequency and method of application; the quantity to be used; and the purposes for which the pesticide was intended.

(1) Jill A. Browne, *Pesticide Regulation in Canada The Federal Registration Process and Its Development Since 1927*, Environmental Law Centre, Alberta Law Foundation, April 1985, p. 2.

The registration system enacted under the *Agricultural Pests' Control Act* largely remained unchanged until 1969. The main purpose of registration continued to be the protection of farmers from ineffective pest control products by prohibiting misrepresentation of a registered brand's ingredients or effectiveness. When an application was made for a new brand's registration, the government had the authority to test the product's effectiveness at the applicant's expense, although such testing was not mandatory.

In 1969, the House of Commons Standing Committee on Agriculture considered four related bills, including a new *Pest Control Products Act*. Whereas previously the legislation had regulated the composition, packaging and labelling of pesticides, greater public concern regarding their potential harmfulness was reflected in amendments that added manufacturing, handling and advertising to the activities covered under the Act and extended regulatory authority. In Committee hearings to discuss the proposed amendments, chemical manufacturers lobbied for an appeal process should an application to register a product be denied. Agriculture Canada, feeling registration was a "technical" rather than a "judicial" decision, determined that an appeal mechanism was inappropriate, and instead provided for a hearing into a refusal of registration.

The *Pest Control Products Act*, which has remained essentially unchanged since 1969, is the principal legislative mechanism controlling pesticides in Canada. Section 3(1) of this Act, administered by Agriculture Canada, prohibits the manufacturing, storing, displaying, distributing or using of a control product "under unsafe conditions." The importing and selling of such products in Canada are also prohibited unless the products have been registered, packaged and labelled according to certain prescribed conditions. There are also certain other regulatory requirements:

- a) the Minister of Agriculture must register all control products imported, sold or used in Canada;
- b) the Minister can specify the scientific information that must be submitted in support of a registration application;
- c) given labelling requirements, the Minister can prohibit any use of a pesticide that is inconsistent with such labelling; and
- d) the Minister may authorize record-keeping and inspections, and undertake a variety of enforcement actions; these actions may be administrative, such as seizures and detentions, and quasi-criminal, including prosecutions.

All pesticides, with certain limited exceptions, must be registered under the *Pest Control Products Act* prior to sale in Canada. According to section 18(c) of the *Pest Control Products Regulations*, registration may be granted only if the Minister of Agriculture is of the opinion "... that the control product has merit or value for the purposes claimed when...used in accordance with its label directions." In addition, sections 18(d)(i) and (ii) provide that the product's use must not lead to an unacceptable risk of harm to a variety of persons, animals or things, including things on which the product is intended to be used, or the public health, plants, animals or the environment.

In order to allow the Minister of Agriculture to assess the safety, merit and value of the product, section 9(2)(b)(i) of the *Pest Control Products Regulations* sets out that the applicant must provide scientific test studies and results regarding:

- a) control product effectiveness;
- b) occupational safety and exposure;
- c) the effects on host plant, animal, article or non-target organisms;
- d) control product and residue persistence, retention and movement;
- e) the analysis methods for detecting the control product and its residues in food, feed and the environment;
- f) the detoxification or neutralization methods with respect to the control product in soil, water, air or articles;
- g) the disposal methods for the control product and its empty packages; and
- h) information concerning the storage, display, stability and compatibility of the control product with other products.

An application for a pesticide to be used on products intended for human consumption must be supported by test results showing the effects of the control product or its residues on test animals. Animal tests to determine the pesticide's safety for human health include studies of acute toxicity, and short-term, long-term and special effects. These results will allow the Minister to determine human or animal risks associated with the product's use. Tests are conducted on both the active ingredient and the formulated control product to assess whether the toxicity of the active ingredient is affected by the inert ingredients. These data are reviewed by the Evaluation Section of the Pesticides Directorate of Agriculture Canada, which administers the Act. To aid applicants in meeting the requirements for technical

data under the Act and Regulations, Agriculture Canada issues guidelines and trade memoranda. Although there is no legal requirement for other government departments to do so, some are requested by Agriculture Canada to review and comment on aspects of the scientific data; such departments include Health and Welfare Canada, Environment Canada and Fisheries and Oceans Canada. Although these departments may give advice from their own expertise, the final decision with respect to product registration is made by the Minister of Agriculture.

Agriculture Canada, beginning in September 1980, adopted a product-specific registration policy; this evolved in response to industry pressure to recognize data ownership and concern about possible microcontaminants in active ingredients. This policy, which more directly focuses on the active ingredient and the final formulated control product, links each registered product to a specific producer of the active ingredient and a specific data package. The generic approach previously used assumed that all sources of a chemical were equal, regardless of the manufacturer. Different manufacturing processes, however, can affect product quality. Moreover, under the generic approach, competing firms were able to obtain registration for similar products by using data provided by other companies. Manufacturers were formerly reluctant to develop further, and often costly, safety studies. With the adoption of the product-specific registration policy, however, they have a greater incentive to do so. The results are relevant to their product only and for their sole use; competitors must conduct their own research studies. This policy may, however, represent a barrier to entry into the industry and thereby limit competition. In addition, it may lead to a duplication of research on a particular chemical, and thereby possibly waste resources. It has been suggested that payment of compensation for the use of similar data might be a more effective and more equitable policy.

In December 1983, the Minister of Agriculture, responding to demands for meaningful public participation in decisions that could affect health and the environment, announced his desire to integrate consultative processes into the pesticide regulation procedure. Two consultants were commissioned to recommend ways in which this could be effected; their efforts resulted in a report entitled "Consultation in the Assessment and Registration of Pesticides" (the "Salter Report"), which was submitted to the Minister of Agriculture in March 1984. A principal recommendation of this report was the establishment of an independent Pest Management Advisory Board.

The Minister of Agriculture in July 1985 announced the creation of this Board, whose fundamental role was the development of a "representative, consensus-building process to meet the demand for meaningful participation in the pesticide regulatory

process.”⁽²⁾ The Pest Management Advisory Board lacks separate enabling legislation establishing its role; its legal status is based on the personal service contracts between Agriculture Canada and the members of the Board, a full-time Board Chairman and two part-time members, one selected from the science community, the other from the public sector. The Board's function is to use consultative processes to develop recommendations for the Minister of Agriculture on broad policy questions relating to the pest management process and to assess specific pest and pesticide issues, where warranted. In its working paper, the Pest Management Advisory Board noted that:

- a) the Board has no coercive or regulatory decision-making powers, and acts in an advisory capacity when making recommendations;
- b) the Board is not designed to be a second hurdle in the pesticide registration process; and
- c) the Board must be, and must be seen to be, independent in order to make effective recommendations, even though it is accountable to the Minister of Agriculture.

The Board is not restricted, however, to studying concerns solely within the jurisdiction of Agriculture Canada; the Canadian Forestry Service, Environment Canada, Health and Welfare Canada and Fisheries and Oceans Canada are also involved in pest management and could also lie within its scope.

THE PESTICIDE REVIEW PROCESS

The pesticide process has been primarily directed to the registration of new chemicals and pesticides. It has been pointed out, however, that many pesticides that are currently registered for use in Canada would not be granted registration today; this is partly because of present enhanced testing procedures and higher standards, especially with respect to environmental and health effects. Alachlor was one of a series of chemicals whose registration was called into question when it was discovered that the original tests supporting the application for registration may have been fraudulently prepared. The Department of Agriculture has begun a re-evaluation of all registered chemicals (Issue 28:

(2) *The Role of the Pest Management Advisory Board: A Working Paper*, Pest Management Advisory Board, Spring 1986, page 6.

19-20). As the Law Reform Commission of Canada noted in its 1987 study paper on pesticides, however, this process has been criticized as being too slow and not being prioritized properly (pages 66-68).

To date, most of the regulatory action against registered chemicals has been against specific uses, rather than against their registration *per se*. There have been very few product suspensions or cancellations under the *Pest Control Products Act*; indeed, there have been only three instances, since 1972, when the *Pest Control Products Regulations* were promulgated, in which review boards have been empanelled to hear a matter (leptophos, phosphamidon and alachlor). Of these, the alachlor case has been by far the most significant and contentious.

Clearly, the decision to suspend or cancel the registration of an existing product is fraught with difficulties. Unlike a refusal to register a new product, a decision to suspend or cancel a registration is bound to be disruptive. The manufacturer has become accustomed to selling his product, and has perceived rights of a sort; users have become accustomed to using the product, and have often become dependent on it to a greater or lesser extent. It is unlikely that such a decision is made lightly, but that seldom means that the affected parties are any more acquiescent. In the case of alachlor, for instance, there were concerns that cancellation would reduce competition in the market, thereby potentially increasing the cost of pesticides and making Canadian crops less competitive with the crops of countries where alachlor was still used.

The Regulations under the *Pest Control Products Act* permit a registrant to request the appointment of a review board if the Minister of Agriculture refuses, suspends or cancels registration. The Minister must then appoint a review board to hold a hearing (section 24) and that board must give the registrant "and all other persons who may be affected by the subject matter of the hearing an opportunity to make representations to the Board ..." (section 25(1)). The board must prepare a report, recommendations and its reasons as soon as possible after the hearing and file them with the Minister of Agriculture and the registrant (section 25(2)(a)), as well as send all the documents from the hearing to the Minister (section 25(2)(b)). The Minister can, after considering the board's report, take any action he deems advisable and notify the registrant of his decision (section 25(3)).

The review board's mandate is to "inquire into the subject matter of the application" and to "make a report containing its recommendations respecting the subject matter of the hearing." Moreover, it appears from the wording of the Regulations, and from

experience in the alachlor case, that the issues reviewed by the board are to be determined largely by the party requesting the hearing.

Lack of experience with the review board process no doubt accounts for some of the difficulties encountered in the alachlor case. For instance, there was a lengthy period between the request by Monsanto for a review board (4 March 1985) and the empanelling of the Board (13 November 1985). As well, the Review Board's report was not made public until November 1987, over two and a half years after the Minister's original announcement that he was cancelling the registration of all alachlor products in Canada. The Review Board had to establish its own procedures for dealing with confidential information and the conduct of hearings. Professor Hajo Versteeg, Chairman of the Pest Management Advisory Board, told the Committee that he would make a number of recommendations to do things differently in the future, including appointing only three members, hiring experts as required rather than appointing them as members of the review board, and holding hearings without adjournments.

The Alachlor Review Board held 41 days of public hearings and heard evidence from 53 witnesses on safety, merit and value issues relevant to the decision to cancel the registration of alachlor. There were 10 parties to the hearings, most of whom were represented by counsel, and some of whom received government funding assistance. As Mr. Byron Beeler of Ciba-Geigy told the Committee, "The timeframe and turnaround for such a review should be reduced considerably as the cost for all participants can rise to a staggering amount" (Issue 28:27).

Despite the enormous investment of time, money and energy in this process, the Minister of Agriculture ultimately chose to disregard the Review Board's recommendations. In doing so, he relied on section 25(3) of the *Pest Control Products Regulations* which provides that:

After considering the report of the Board, the Minister may take such action with respect to the subject matter of the hearing as he deems advisable and shall notify the person who applied for the hearing of any action so taken.

The Review Board itself stressed that it merely made recommendations to the Minister of Agriculture. As its Guide for Parties stated, "The decision regarding whether or not a Certificate of Registration should be issued is the ultimate responsibility of the Minister, after considering the report of the Board."

The fact that the Minister chose not to follow the recommendations of the Review Board was obviously disappointing to Monsanto and to various users of alachlor. A number of witnesses told the Committee that, though they had been prepared to abide by whatever decision the Review Board made, they found it difficult to accept that the Minister could reach a different decision than the Review Board.

AVAILABILITY OF AND ACCESS TO INFORMATION

One of the most difficult issues in the regulation of pesticides is the availability of information. As discussed above, pursuant to the *Pest Control Products Act*, applicants are required to submit many studies and tests to the federal government in support of an application for registration. There is no provision for the disclosure of such information, and the industry takes the position that it should remain confidential, with the federal government seen as the trustee of such information, rather than its owner. This has meant that even provincial government agencies have had difficulty in obtaining information from the federal authorities. The confidentiality of pesticide data has also been justified on the basis of the common law protection of trade secrets and under the federal *Access to Information Act*, S.C. 1980-81-82-83, c. 111, although neither basis has been definitively demonstrated.

In the United States, federal pesticides law has been amended to override protection of trade secrets by providing for the release of health and safety data. Compensation schemes or exclusive use provisions protect the party initially submitting data.⁽³⁾ The U.S. position is that information about pesticide health effects should be made available to the public. In Canada, environmental groups have recommended amendments to the *Pest Control Products Act* to authorize public access to pesticide health and safety data. The Law Reform Commission's 1987 Study Paper on Pesticides recommended that the Act be amended generally:

(3) See, for example, the United States *Federal Insecticide, Fungicide and Rodenticide Act*, 7 U.S.C., ss. 136 (1978), s. 3(c)(1)(d). These provisions have generally been upheld in the courts: see *Ruckelshaus v. Monsanto Co.* (1984) 14 E.L.R. 20539 (U.S.S.C.).

- a) to mandate public access to, and government and agency sharing of, pesticide health and safety data (concerning both active and inert ingredients); and
- b) to authorize compensation or a period of exclusive use to protect the initial data submitter from competitors seeking access to information, including trade secrets.

Clearly there are valid commercial reasons for giving protection to proprietary information. For example, a competitor might use certain information to obtain registration of his own product without having to conduct and submit the necessary toxicological testing. The costs of developing and registering a new pesticide are enormous; registrants, therefore, are entitled to consideration. Nevertheless, commercial interests must be balanced against the public interest. The decision to register and permit the use of a pesticide in Canada is not simply a matter between the manufacturer and the government, or between the manufacturer and the users. Because of the potential environmental effects of pesticides, the public has a valid interest in their registration and in obtaining access to health and safety data. Information relating to manufacturing and quality control may be more properly withheld from public scrutiny.

The 1984 Salter Report contained a number of recommendations designed to make information regarding pesticides more available to the public. We understand that most of these recommendations have been implemented. Still, more needs to be done. The Minister and departmental officials were quoted as justifying the decision not to re-register alachlor by saying that if the public had access to all the data, it would understand the decision. There appears, however, to be no provision for such access, so the credibility of the whole process is questionable. Decisions made behind closed doors, or on the basis of "secret" data, can raise the spectre of unfairness and of political interference. The Committee, therefore, recommends that:

Health and environmental information used in the registration of pesticides should be made public, while at the same time ensuring that the data are protected from unauthorized use.

The confidentiality of documents also arose in the course of the hearings by the Alachlor Review Board, in connection with both alachlor and metolachlor. The Review Board established a procedure for dealing with documents where a claim of confidentiality was asserted: such material was made available to the other parties to the hearing upon their undertaking not to disclose the information. The system appears to have worked reasonably well, except with respect to metolachlor, where the registrant, Ciba-Geigy

Canada Ltd., arguing that the product was not under review, would not agree to the tabling of toxicological data on metalachlor. The company did eventually permit a summary of the data package to be introduced before the Alachlor Review Board.

It is understandable that two groups of experts may arrive at different conclusions on the basis of the same information, particularly in the worlds of science and economics. In the case of alachlor, however, the Review Board and Health and Welfare Canada, we were told by Dr. Saul Gunner of the Health Protection Branch, seem to have based their decisions on different data (Issue 25:10, 13). This certainly creates the appearance of unfairness and confusion, and raises doubts about the decision-making process. To avoid this problem, it is important that any review board have complete access to relevant information, including that on the class of products, and any competing or alternative products. The Committee recommends that:

Any review board appointed pursuant to the *Pest Control Products Regulations* must have full access to information on alternative products, or products of the same class.

The problems encountered by the Alachlor Review Board with respect to the confidentiality of information could have been minimized if a new policy on disclosure of pesticide data had been in place. In this regard, we would refer back to the conclusions made in this Committee's 1986 report on herbicide pricing, which remain valid although the patent law for pharmaceutical drugs has been amended since that report was tabled.

A related difficulty is that a review board takes place some time after the original decision; therefore the information before it may be different from the information before the original decision-maker. This is particularly true in a case such as alachlor when a very lengthy period elapsed between the various decisions and reports. New data and new interpretations of existing data should not be ignored by the Review Board. The Alachlor Review Board, at the request of several of the parties, discussed the new information and its implications in a separate chapter from its discussion of information available at the time of the cancellation.

Another aspect of the problem of access to information was discussed in the Alachlor Review Board's report:

There is no requirement in Canadian law, nor has it been regulatory practice, to produce public documentation for comment prior to the cancellation of a registration. This contrasts with the process in the United States where the Environmental Protection Agency is required to publish position documents at various stages of its review in order

that all interested persons can know the Agency's position, what it is based on, and provide comments prior to the next stage. The absence of formalized documentation made it difficult for the Review Board to reconstruct the process in this case. There was very little documentary evidence available to the Board with respect to the decision of the Minister of Agriculture that the risks presented by the use of alachlor were "unacceptable." (page 34)

The availability of position documents at various stages of the review process would allow all interested parties to know the government's position, and on what it is based, and to provide comments prior to the next stage. Accordingly, the Committee recommends that:

Documentation should be published prior to the cancellation or suspension of a pesticide registration.

THE NATURE AND SCOPE OF PESTICIDE REVIEW

As noted above, the bases for registration of pesticides in Canada are merit, value and safety. Sections 18, 19 and 20 of the *Pest Control Products Regulations* establish the standard that a product must meet in order to obtain and maintain registered status. In cases where the merit and value of a product are not at issue, the Minister is entitled to refuse to register a product or to cancel or suspend a registration if, in his opinion, the "risk of harm" or the "safety" of the product is not "acceptable" to him. Arguably, the standard for cancellation should be the same as that for registration: in either case, the Minister must first consider if there may be a risk associated with the use of the product and, second, if a risk exists, he must determine whether that risk is acceptable to him. Pesticides are by their very nature dangerous products: they are toxic agents designed to kill or control pests and their use implies some risk of harm. The issue generally revolves around the question of whether this risk is acceptable.

The Regulations contemplate that each specific use of a compound requires a separate registration, and that each registration can stand on its own merits. This implies that comparisons to other compounds need not to be considered in the evaluation. The determination of the "acceptability" of risks is a key element of the decision. As the Alachlor Review Board commented:

There are many ways in which "acceptability" can be judged. In the Board's view, the Minister may and should judge the acceptability of any risks in light of the associated benefits and, where an established product is being considered for cancellation, in the the risks and

benefits of any substitutes that will probably replace it. (Report, page 24)

Neither the Act nor the Regulations give the Minister any guidance about how he is to assess or determine the acceptability of risk. Nor does the Department of Agriculture appear to have followed any set procedure in assisting him to reach his decision. The Alachlor Review Board recommended that the *Pest Control Products Act* should be reviewed and updated to provide more guidance on how to determine the acceptability of safety, merit and value of control products. Similarly, the House of Commons Standing Committee on Agriculture commented, in its Sixth Report, that "the lack of a definition of merit, value and safety in the Act reinforces the need to develop criteria and guidelines to ensure fairness of measurement and consistency of approach to products" (Issue 51:6).

A related issue is the role that risk-benefit analysis plays in the registration process. The burden of proof arising from the Regulations is on the applicant to prove the safety of any pesticide proposed for use or sale in Canada. Scientific uncertainty frequently accompanies determinations of the environmental and health effects of chemicals; absolute safety is not what must be shown, or indeed is being shown by applicants.

While the United States pesticide registration legislation (the *Federal Insecticide, Fungicide, and Rodenticide Act*) explicitly requires the weighing of risk-benefit or cost-benefit considerations in deciding whether a particular pesticide should be registered, Canada's *Pest Control Products Act* is silent on this subject. Testifying before the Alachlor Review Board, Mr. Wayne Ormrod, Pesticides Division of Agriculture Canada, stated:

There is no obligation to balance risks against benefits, nor is there a requirement to use formal risk-benefit analysis. The emphasis of section 3 of the PCPA is placed on demonstrating safety. (Alachlor Review Board Hearings, Toronto, November 1986, Exhibit 155 at 6).

Throughout the alachlor case, references to metolachlor as a comparable or substitute product appear to have affected the determinations of Health and Welfare Canada and the Minister of Agriculture. A comparative analysis of the two products was a major theme of the Alachlor Review Board Report.

Clearly, it is easier to keep risk-benefit analysis out of an initial pesticide registration determination; it becomes harder to study the product in isolation when it has already been registered. Moreover, it is in the borderline cases that it is most likely that some form of risk-benefit analysis will be undertaken.

The Alachlor Review Board made several recommendations (Report, page 30) regarding the comparison of alternative pesticides and risk-benefit analysis. As well, the House of Commons Standing Committee on Agriculture recommended that the Department of Agriculture develop a method for establishing a risk-benefit rating for pesticide products designed for comparable uses.

Whether one pesticide can or should be evaluated in isolation is difficult to determine. Ciba-Geigy, in its appearance before the Senate Committee, raised its valid concerns about being "pulled into" the alachlor hearings. The scope of such inquiries needs to be clarified. There are arguments in favour of looking at each pesticide separately, and arguments in favour of evaluating pesticides within the context of a whole class. With the future re-evaluation of older registered pesticides, the issue is going to become more pressing. Risk-benefit analysis is extremely complex. The layman would find it very difficult to decide on the continued registration of alachlor without comparing its benefits with those of metolachlor; the existence of a substitute product certainly appears to be a relevant factor. Nevertheless, the application of risk-benefit analysis to the pesticide registration process needs to be reviewed and clear direction provided as to the extent of its applicability. The Committee recommends that:

The *Pest Control Products Act* and Regulations should clearly specify that, where minimum standards have been met, risk-benefit or comparative risk-benefit analysis is to be carried out with respect to (a) the registration of a pesticide and (b) the cancellation or suspension of a registration.

Under the *Pest Control Products Regulations*, there are different classifications of pesticides - domestic, commercial and restricted (section 26(2)). As a federal government document, *Pesticide Use and Control in Canada*, explained: "Classification is dependent upon toxicological and environmental parameters and is intended to confine products to channels of trade in accordance with the inherent risk and the capability of the user to avoid undue hazard to himself, third parties and environmental quality" (page 9). Among the restrictions that can be placed on pest control products are those which limit use of certain products to persons who, by training or authority, are qualified to use them. The Committee notes that certain provinces have recently started training programs leading to the licensing of the users of pesticides. Mr. Bruce Archibald, of the Ontario Corn Producers Association, told the Committee of the Grower Pesticide Safety Course, which is designed to educate growers on the safe handling of agricultural chemicals. Mr. Hajo Versteeg, Chairman of the Pest Management Advisory Board, in his appearance before the Committee, said:

The provinces are working very hard on developing acceptable, hopefully national standardized certification programs for their farmers and foresters. The interesting part of that initiative is that the impetus for it has come from the farming community. (Issue 28: 21)

The Committee, recognizing the programs which already exist, recommends that:

The federal government should encourage provincial initiatives leading to common regulation of the use of certain pesticides only by licensed users.

WHO MAKES DECISIONS

One of the most important issues in the alachlor case relates to the decision-making process. The Review Board, which consisted of eminent individuals carefully chosen for their expertise and independence, after many hearings and months of study, made certain recommendations; yet the Minister, as permitted by the *Pest Control Products Act* and Regulations, chose not to accept the Board's advice.

Dissatisfaction seems to stem from the fact that expectations had been created - inadvertently or not - that the Review Board's recommendations would carry more weight than they did. At the same time, Agriculture Canada has perhaps been less than forthcoming in explaining its reasons for not following the Review Board's recommendations. As noted above, this may be partly attributable to the constraints imposed by the confidentiality provisions. Still, there is a need for justice to be seen to be done. If there is unwarranted or excessive secrecy, or if the decision-maker is perceived as biased or the decisions as arbitrary, the whole system falls into disrepute.

Sometimes there is an unfortunate tendency for pesticide regulation matters to develop an adversarial relationship between farmers and environmentalists. The agricultural community is usually the most directly affected by decisions. Farmers are vitally interested in increasing their yields and reducing their costs, and they wish to remain competitive; yet, farmers are also extremely conscious of the risks and dangers inherent in the use of pesticides. Not only are they experienced in using such products, but they bear the greatest risk of resulting sickness or contamination. Indeed, in the case of alachlor, one of the concerns is the effect of the pesticide on the users, not on the ultimate consumers of treated crops.

One of the problems in pesticide regulation in Canada may be that since the 1920s, when governments first became concerned about the chemicals being sold to farmers, it has been administered by the Department of Agriculture. The issues in the 1920s, however, were vastly different from those of the 1980s.

Agriculture Canada is primarily interested in assisting the farming community and increasing agricultural output. Should such a department also be charged with regulating the use of pesticides? There is a danger that it will be perceived as biased in favour of farmers or, conversely, that it will bend too much the other way to avoid being so perceived. In any event, such a mandate would seem to place the Minister of Agriculture in a potentially awkward situation.

For similar reasons, the regulation of pesticides by Health and Welfare Canada or Environment Canada may give rise to the same concerns: each has its own interests and biases.

The answer may lie in some sort of interdepartmental organization, a consultative committee, or an independent regulatory agency. In the United States, pesticide regulation has been given to the independent Environmental Protection Agency (EPA). In Canada, Dr. Ross Hall has suggested that a Commission be established, to be jointly administered by the Departments of Environment, Agriculture, and Health and Welfare, which would be empowered to examine pest control problems in their totality. In any event, as the report of the Alachlor Review Board makes clear, the roles of the various government departments need to be clarified. Therefore, the Committee recommends that:

The decision-making hierarchy must be set out clearly, and the decision must be final at each stage, subject to any appeal.

It is clear that at present the review board acts only in an advisory capacity, in a sense as a double-check on the Minister's decision. As noted above, when the current *Pest Control Products Act* was passed in 1969, the idea of an appeal of the Minister's decision was considered inappropriate. Though it would be possible to give more authority to a review board, in the Committee's opinion either the Minister or Cabinet should be required to make the ultimate decision, or at least be able to accept or overturn it. In an area such as this, it is important that there be such an element of political accountability. It seems entirely appropriate that a politician be charged with balancing the complex interests and factors involved; such decisions should not be left only to experts or bureaucrats. The Committee, therefore, recommends that:

The ultimate decision regarding the registration of pesticides, or the cancellation or suspension of a registration, should remain at the political level, with either a Minister or the Cabinet.

CONCLUSIONS

The controversial cancellation of alachlor's registration is only a symptom of wider difficulties. In this brief report, the Committee has attempted to set out a number of its concerns. The various parties and interests involved - such as farmers, pesticide manufacturers, environmental groups and the general public - must be consulted and be intimately involved in the formulation of a revised system.

In this connection, we note that the Minister of Agriculture has received a legal analysis of the review board process carried out by Professor Wade MacLauchlan, and a number of suggestions for improving the regulatory process from the Pest Management Advisory Board. We urge the Minister to make these documents public. As a basis for public discussion, the federal government should prepare options for the improvement of the pesticide review process.

The alachlor case has brought to light various problems with the regulation of pesticides in Canada, and we believe that it is important for all concerned that the process be improved. We urge the Minister of Agriculture to use the experience to public advantage as a catalyst for change.



LE SÉNAT DU CANADA

LA RÉGLEMENTATION DES PESTICIDES AU CANADA

Douzième rapport

**Comité sénatorial permanent de
l'agriculture et des forêts**

SEPTEMBRE 1988

MEMBRES DU COMITÉ

L'honorable Daniel Hays, *président*

L'honorable E.W. Barootes, *vice-président*

et

Les honorables sénateurs:

Argue, c.p.	Olson, c.p.
Bielish	Riel, c.p.
Fairbairn	Roblin, c.p.
* MacEachen, c.p. (ou Frith)	Rossiter
Marchand, c.p.	Sparrow
* Murray, c.p. (ou Doody)	Spivak

* Membres d'office

Note: Les honorables sénateurs Bonnell, Hastings, Kenny, Lefebvre, Macdonald (*Cap-Breton*), Macquarrie, Muir, Roblin et Sherwood, ont aussi participé, à divers moments, aux travaux du comité.

Le greffier du Comité

Andrew N. Johnson

Le MERCREDI 7 septembre 1988

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts a l'honneur de présenter son

DOUZIÈME RAPPORT

Votre Comité, qui a été autorisé par le Sénat le 19 mars 1987, à inviter, à entendre et à examiner les témoignages d'une ou de plusieurs personnes sur des questions relevant du mandat du Comité, tel que décrit à l'article 67(1) *n* du *Règlement du Sénat*, a procédé à l'étude de la réglementation des pesticides au Canada, et en fait maintenant rapport comme il suit:

Le président

DAN HAYS

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
LA RÉGLEMENTATION DES PESTICIDES	6
LE PROCESSUS DE RÉVISION DES PESTICIDES	11
LA DISPONIBILITÉ ET L'ACCESSIBILITÉ DE L'INFORMATION	14
LA NATURE ET LA PORTÉE DE LA RÉVISION DES PESTICIDES	17
QUI DÉCIDE?	21
CONCLUSION	23

RÉSUMÉ

La perte récente de l'homologation de l'alachlore en application de la *Loi sur les produits antiparasitaires* a mis en lumière certains problèmes touchant l'homologation des pesticides au Canada.

Le Comité croit que, comme aux États-Unis, des données concernant les effets des pesticides sur la santé et l'environnement devraient être accessibles au public, tandis que les informations vraiment couvertes par des droits de propriété devraient être protégées:

Les informations concernant la santé et l'environnement utilisées aux fins de l'homologation des pesticides devraient être rendues publiques, mais on devrait veiller en même temps à ce qu'elles ne puissent être exploitées sans autorisation.

De même, tout comité nommé pour réviser une décision de ne pas homologuer un pesticide ou d'annuler ou de suspendre une homologation devrait disposer de tous les renseignements nécessaires:

Tout comité de révision formé conformément au *Règlement sur les produits antiparasitaires* devrait avoir pleinement accès aux renseignements sur les produits de substitution ou les produits de la même classe.

Des informations devraient aussi être à la disposition du public au cours de la révision de l'homologation d'un produit antiparasitaire; s'ils disposaient d'énoncés de position aux diverses étapes du processus de révision, tous les intéressés connaîtraient la position du gouvernement et ses fondements et pourraient formuler leurs commentaires avant l'étape suivante:

De la documentation devrait être rendue publique avant que l'homologation d'un pesticide soit annulée ou suspendue.

La *Loi sur les produits antiparasitaires* et son règlement d'application ne prévoient pas qu'on tienne compte d'analyses des risques et des avantages au moment de décider si un pesticide doit être homologué ou si son homologation doit être annulée ou suspendue. De telles analyses devraient être prévues explicitement, particulièrement à l'égard de produits comparables ou de substitution:

La Loi sur les produits antiparasitaires et le Règlement devraient prévoir clairement que, lorsque les normes minimales ne sont pas respectées, une analyse des risques et des avantages, comparative ou non, doit être effectuée dans le cas de l'homologation d'un pesticide ou de l'annulation ou de la suspension d'une homologation.

Comme, de par leur nature même, les pesticides sont des produits toxiques, il importe que ceux qui les utilisent soient bien informés des méthodes permettant de les manipuler sans danger. Bien que cela relève avant tout de la compétence des provinces, le Comité formule la recommandation suivante:

Le gouvernement fédéral devrait encourager les initiatives provinciales devant mener à une réglementation commune prévoyant que l'usage de certains pesticides soit réservé à des utilisateurs licenciés.

Les rôles des diverses parties engagées dans les processus d'homologation et de révision des pesticides doivent être précisés:

La hiérarchie décisionnelle devrait être énoncée clairement et les décisions devraient être finales à chaque étape, sous réserve de tout appel devant les tribunaux.

Les comités de révision nommés en application du *Règlement sur les produits antiparasitaires* n'ont que des fonctions strictement consultatives. Il serait possible de leur donner plus de pouvoir, mais il importe de conserver un fort élément de responsabilité politique:

La décision ultime en matière d'homologation des pesticides ou d'annulation ou de suspension d'une homologation devrait continuer à être prise au niveau politique, soit par un ministre, soit par le Cabinet.

LA RÉGLEMENTATION DES PESTICIDES AU CANADA

INTRODUCTION

La mise au point et l'emploi de pesticides (nous entendons par là les insecticides, les herbicides, les fongicides et tous les autres produits similaires) ont apporté des avantages considérables à l'agriculture et à la sylviculture dans notre pays. Cependant, les pesticides produisent souvent des résultats imprévus et posent des risques pour l'homme ou l'environnement.

Au Canada, au niveau fédéral, l'emploi des pesticides est régi principalement par la *Loi sur les produits antiparasitaires*, S.R.C. 1970, chap. P-10, qui a fait l'objet de plusieurs modifications, et par le règlement d'application qui l'accompagne. Des événements récents ont montré que cette loi présente certaines faiblesses. Le Comité considère impératif d'y remédier dans les meilleurs délais.

L'utilisation de pesticides chimiques a connu une forte expansion depuis la Seconde Guerre mondiale. Un certain nombre d'études et de rapports ont été publiés ces dernières années concernant l'emploi des pesticides au Canada. Ainsi, en 1981, M. Ross H. Hall a rédigé, pour le Conseil consultatif canadien de l'environnement, un document intitulé "Nouvelle stratégie contre les ravageurs au Canada". En 1984, les professeurs Liora Salter et William Leiss ont remis au ministre de l'Agriculture leur rapport "*Consultation in the Assessment and Registration of Pesticides*". D'autres groupes, tels que le Conseil canadien des ministres des Ressources et de l'Environnement et le Groupe de travail Nielsen, se sont également penchés sur l'homologation et l'utilisation des pesticides au Canada. En 1987, la Commission de réforme du droit du Canada a publié une étude intitulée "Les pesticides au Canada: étude de la législation et de la politique fédérales". Il convient de noter également que notre Comité a publié en 1986, à la suite du rapport "Nos sols dégradés: le Canada compromet son avenir", un rapport sur le prix des herbicides qui abordait brièvement la question de leur enregistrement. Ces études et rapports se sont tous penchés sur le système actuel d'homologation et d'emploi des pesticides et sur les améliorations que l'on pourrait y apporter.

La cause immédiate qui a motivé la présente étude du Comité est l'affaire de l'alachlore. L'alachlore est un herbicide appartenant au groupe des chlorocétanilides, qui sert à contrôler les herbacées annuelles et quantité d'herbes latifoliées dans les cultures

telles que le maïs, le soja et le colza. Il a été utilisé intensivement, particulièrement en Ontario et au Québec, pour traiter le maïs et le soja. Alors que son application élimine pour toute la saison les herbes qui constituent un problème majeur dans ces cultures, il ne persiste pas dans le sol au-delà de l'hiver.

Monsanto Canada Inc. a obtenu la première homologation de l'alachlore en vertu de la *Loi sur les produits antiparasitaires* en 1969 et a commercialisé le produit sous la marque "Lasso". En 1977, des doutes ont été émis concernant la validité de certaines études toxicologiques soumises à l'appui de la demande d'enregistrement de nombreux pesticides, y compris l'alachlore, si bien que de nouvelles études de toxicité ont été demandées par le ministère de l'Agriculture. Monsanto a présenté des études toxicologiques de remplacement pour l'alachlore en 1982. Se fondant sur l'analyse de ces nouvelles données, le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social a recommandé en juin 1984 au ministère de l'Agriculture d'interdire l'utilisation de l'alachlore, considéré comme cancérigène. Dans le même temps, le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social a jugé que le métolachlore, commercialisé sous la marque "Dual" par Ciba-Geigy Canada Ltée, n'était pas cancérigène dans les conditions d'étude, bien qu'il soit de composition chimique similaire à celle de l'alachlore (fascicule 25: 9,13).

En février 1985, le ministre de l'Agriculture a donc annulé l'homologation de l'alachlore en se fondant sur l'avis de Santé et Bien-être social Canada. Un enregistrement temporaire a été accordé à Monsanto pour le reste de l'année civile afin de permettre aux agriculteurs de s'adapter. Monsanto a demandé une révision de la décision du Ministre, comme le prévoit l'article 23 du *Règlement sur les produits antiparasitaires*. Le Ministre a donc constitué un Comité de révision de l'alachlore, composé de cinq membres indépendants, qui a entendu 53 témoins sur les questions de l'innocuité, des avantages et de la valeur du produit, sur lesquelles se fondait la décision de l'interdire. Dans son rapport déposé en novembre 1987, le Comité de révision recommandait que l'homologation de l'alachlore soit maintenue, sous réserve d'un réexamen annuel. Il estimait que l'existence du métolachlore, considéré comme présentant des avantages équivalents et des risques moindres, avait été un facteur dans la décision du Ministre d'interdire l'alachlore; pourtant, à son avis, le métolachlore est lui aussi cancérigène chez les animaux (Rapport du Comité de révision de l'alachlore, p. 6). Toutefois, passant outre au rapport du Comité de révision, le ministre de l'Agriculture a annoncé en janvier 1988 que l'enregistrement de l'alachlore ne serait pas rétabli, invoquant les risques courus par les agriculteurs exposés au produit et l'existence d'un substitut acceptable, le métolachlore.

En février 1988, Monsanto a demandé à la Cour d'appel fédérale de revoir et d'annuler la décision du Ministre et d'ordonner à celui-ci d'accepter la recommandation du Comité de révision. Agriculture Canada a répliqué par le dépôt d'une motion contestant la compétence de la Cour d'appel. En avril 1988, celle-ci a tranché qu'elle avait compétence pour entendre l'appel de Monsanto.

L'affaire de l'alachlore soulève des questions et des problèmes importants sur lesquels le gouvernement fédéral doit se pencher. Le Comité de révision de l'alachlore en abordait lui-même certains dans son rapport. De plus, le Comité consultatif sur la lutte antiparasitaire a commandé au professeur Wade MacLauchlan, de la faculté de droit de l'Université Dalhousie, une analyse juridique du processus des comités de révision; cette étude a été communiquée au Comité consultatif en septembre 1986 et transmise par la suite au ministre de l'Agriculture, mais elle n'a pas encore été rendue publique. En outre, le Comité consultatif a présenté au Ministre un certain nombre de suggestions en vue d'améliorer le processus et, dans la même veine, le Comité permanent de l'agriculture de la Chambre des communes a déposé le 10 mai 1988 un rapport sur le processus de réglementation des produits chimiques agricoles et des pesticides, en particulier l'alachlore.

En réponse aux préoccupations suscitées par l'affaire de l'alachlore, notre Comité a tenu plusieurs réunions avec les parties intéressées pour examiner le processus d'homologation des pesticides et les procédures du Comité de révision. Nous sommes reconnaissants aux témoins qui ont comparu et nous avons soigneusement pesé leurs avis.

Monsanto Canada Inc. et d'autres témoins ont exhorté notre Comité à demander au ministre de l'Agriculture de reconsidérer sa décision et de renouveler l'homologation de l'alachlore au Canada. Le Comité ne possède pas les données scientifiques, économiques et autres qui lui permettraient de se faire lui-même une opinion sur l'alachlore. Il estime que le processus établi par la *Loi sur les produits antiparasitaires* a été suivi, que l'on approuve ou non la décision finale prise. Par ailleurs, comme cette décision fait actuellement l'objet d'un appel devant la Cour fédérale du Canada, le Comité a choisi de se pencher uniquement sur le processus.

Au-delà du cas individuel de l'alachlore, le Comité nourrit des préoccupations au sujet du processus d'homologation et de révision de tous les produits antiparasitaires au Canada. Ce processus s'est avéré imparfait et insatisfaisant; il convient de l'améliorer si l'on veut que le public canadien fasse confiance au système et que les divers intérêts en jeu soient bien servis. Le présent rapport passe en revue certaines des préoccupations du Comité.

LA RÉGLEMENTATION DES PESTICIDES

Au Canada, le gouvernement fédéral et les provinces se partagent la compétence en matière de réglementation des pesticides. De manière générale, on peut dire que l'homologation, la classification et l'étiquetage de ces produits appartiennent à la sphère fédérale, tandis que les provinces régissent leur utilisation au moyen de licences, de permis et d'autres outils réglementaires.

La réglementation des pesticides au Canada poursuit trois grands objectifs:

- a) promouvoir l'agriculture;
- b) protéger le public contre les poisons et les denrées alimentaires adultérées;
- c) protéger l'environnement contre la pollution et la contamination par des substances toxiques⁽¹⁾.

Dans le passé, Santé et Bien-être social Canada qui a joué un rôle important dans le processus réglementaire. Les premiers produits antiparasitaires canadiens étaient de fabrication domestique. En général, les agriculteurs achetaient les ingrédients en vrac, préparaient eux-mêmes leurs mixtures et les épandaient sur leurs cultures. Ils étaient libres de vendre leur récolte pour la consommation, à condition que la quantité de résidus n'en fasse pas une denrée adultérée au sens de la *Loi des aliments et drogues*. Le Ministère protégeait le public en réservant la vente des produits chimiques aux pharmaciens.

Avec l'apparition d'une industrie des pesticides dans les années 20, le premier rôle en matière de pesticides est passé du ministère de la Santé et du Bien-être social à celui de l'Agriculture. Les agriculteurs ayant demandé à être protégés contre la vente de produits inefficaces, la *Loi sur les parasites de l'agriculture* fut adoptée en 1927.

Cette loi était la première à reconnaître les "pesticides" comme une catégorie de produits indépendante aux fins de la réglementation. Comme elle visait à protéger les agriculteurs contre les affirmations trompeuses des marchands, le ministère de l'Agriculture fut chargé de l'appliquer. Les agriculteurs, lorsqu'ils préparaient leurs

(1) Jill A. Browne, *Pesticide Regulation in Canada: The Federal Registration Process and its Development Since 1927*, Environmental Law Centre, Alberta Law Foundation, avril 1984, p. 2.

propres mixtures, savaient généralement quels en étaient les ingrédients et quelles mesures de précaution il convenait de prendre. Par contre, les produits commerciaux étaient vendus sous des marques de commerce, souvent sans aucune indication des ingrédients actifs.

D'après la *Loi sur les parasites de l'agriculture*, les fabricants devaient faire homologuer leur marque et garantir que le produit contenait bien la quantité d'ingrédients actifs revendiquée. L'homologation pouvait être refusée pour quatre motifs, notamment lorsque le ministre de l'Agriculture déterminait qu'un pesticide, lorsqu'il était employé conformément aux prescriptions, pouvait porter atteinte ou nuire sérieusement aux végétaux (sauf les mauvaises herbes), aux animaux domestiques ou à la santé publique. Dans l'ensemble, tout pesticide pouvait être vendu pourvu qu'il soit efficace et non fortement toxique pour les organismes autres que ceux visés. La Loi n'exigeait pas que le mode d'emploi du produit figure sur l'étiquette ou qu'il soit communiqué sous une autre forme à l'utilisateur, bien qu'une de ses dispositions prescrive le contenu de l'étiquette. La demande d'homologation devait comporter trois exemplaires du mode d'emploi du produit, qui devait indiquer le moment, la fréquence et la méthode d'application, les quantités à employer et les usages du produit.

Le système d'homologation mis en place par cette loi resta en place, sans guère de changement, jusqu'en 1969. Le premier objectif de l'homologation restait de protéger les agriculteurs contre les produits antiparasitaires inefficaces, en réprimant les affirmations mensongères concernant les ingrédients ou l'efficacité des produits de marque homologuée. Lorsqu'une demande d'homologation d'une nouvelle marque était soumise, les pouvoirs publics avaient pouvoir de tester l'efficacité du produit aux frais du demandeur, mais sans que ces tests soient obligatoires.

En 1969, le Comité permanent de l'agriculture de la Chambre des communes étudia quatre projets de loi apparentés, dont une nouvelle *Loi sur les produits antiparasitaires*. Auparavant, la législation régissait uniquement la composition, l'emballage et l'étiquetage des pesticides, mais l'inquiétude croissante du public à l'égard des risques présentés par ces produits se refléta dans des amendements qui ajoutèrent la fabrication, la manutention et la publicité aux aspects couverts par la Loi et qui établirent un pouvoir réglementaire élargi. Lors des séances du Comité consacrées aux amendements proposés, les fabricants de produits chimiques réclamèrent un mécanisme d'appel au cas où l'homologation d'un produit serait refusée. Agriculture Canada, considérant que l'homologation était une décision "technique" plutôt que "judiciaire", jugea qu'un tel

mécanisme serait inopportun et instaure à la place une audience sur le refus d'homologation.

La *Loi sur les produits antiparasitaires*, qui est restée inchangée dans ses grandes lignes depuis 1969, constitue le principal mécanisme législatif du contrôle des pesticides au Canada. Le paragraphe 3(1) de cette loi, qui est mise en application par Agriculture Canada, interdit la fabrication, l'entreposage, la présentation, la distribution ou l'utilisation d'un produit antiparasitaire "dans des conditions dangereuses". Elle interdit également l'importation et la vente de tels produits au Canada à moins qu'ils soient homologués, emballés et étiquetés conformément à certaines règles. La Loi prévoit aussi certaines autres contraintes réglementaires:

- a) Le ministre de l'Agriculture doit homologuer tous les produits antiparasitaires importés, vendus ou utilisés au Canada;
- b) Le Ministre peut préciser les renseignements scientifiques à soumettre à l'appui d'une demande d'homologation;
- c) Vu les exigences d'étiquetage, le Ministre peut interdire toute utilisation d'un pesticide qui n'est pas conforme au mode d'emploi indiqué sur l'étiquette; et
- d) Le Ministre peut ordonner l'ouverture de dossiers et des inspections et prendre diverses mesures d'application de nature administrative (telles que saisies et détentions) ou quasi pénale (y compris des poursuites en justice).

Pour être vendus au Canada, tous les pesticides, à quelques rares exceptions près, doivent être homologués en vertu de la *Loi sur les produits antiparasitaires*. Aux termes de l'alinéa 18c) du *Règlement sur les produits antiparasitaires*, l'homologation ne peut être accordée que si le ministre de l'Agriculture est d'avis que le produit antiparasitaire présente des avantages ou une valeur pour les fins proposées, lorsqu'il est utilisé conformément aux instructions qui figurent sur l'étiquette. En outre, les sous-alinéas 18d)(i) et (ii) prévoient que l'emploi du produit antiparasitaire ne doit pas comporter un risque inacceptable pour les choses sur lesquelles ou en rapport avec lesquelles il est destiné à être utilisé ou pour la santé de la population, les plantes, les animaux et l'environnement.

Afin de permettre au ministre de l'Agriculture de déterminer l'innocuité, les avantages et la valeur d'un produit antiparasitaire, le demandeur doit lui fournir les résultats de recherches scientifiques sur:

- a) l'efficacité du produit;
- b) son innocuité pour les personnes qui y sont exposées dans l'exercice de leur profession;
- c) ses effets sur la plante hôte ou sur l'animal ou l'article visé et sur les espèces non visées;
- d) la persistance, la rétention et le déplacement du produit et de ses résidus;
- e) les méthodes d'analyse permettant de déceler le produit et ses résidus dans les aliments destinés à la consommation humaine et animale et dans l'environnement; hodes de détoxication ou de neutralisation du produit dans le sol, l'eau, l'air ou sur des objets quelconques;
- g) les méthodes d'élimination du produit et de destruction de ses emballages; et
- h) l'entreposage, la présentation, la stabilité et la compatibilité du produit en cause avec d'autres produits.

Lorsqu'un pesticide est destiné à des produits alimentaires consommés par l'homme, le demandeur doit soumettre des résultats de recherches scientifiques indiquant ses effets ou ceux de ses résidus sur des animaux témoins. On doit notamment effectuer des études de toxicité aiguë ainsi que des recherches sur les effets à court et à long terme et sur d'autres effets spéciaux. Les résultats permettent au Ministre de déterminer les risques que le produit peut présenter pour les hommes ou les animaux. Des tests doivent être réalisés tant sur l'ingrédient actif que sur la formule complète du produit, afin qu'on puisse déterminer si la toxicité de l'ingrédient actif est modifiée par les ingrédients inertes. Les données sont analysées par la Section de l'évaluation de la Direction des pesticides du ministère de l'Agriculture, qui met en application la *Loi sur les produits antiparasitaires*. Afin d'aider les demandeurs à fournir les données techniques exigées par la Loi et le Règlement, Agriculture Canada émet des lignes directrices et des aide-mémoire à l'intention des fabricants. Bien que la Loi ne l'exige pas, Agriculture Canada communique les données scientifiques à d'autres ministères pour avis, notamment à Santé et Bien-être social Canada, Environnement Canada et Pêches et Océans Canada. Ces ministères peuvent donner des avis dans leur propre domaine de compétence, mais la décision finale d'accorder ou de refuser l'homologation est prise par le ministre de l'Agriculture.

Depuis septembre 1980, le ministère de l'Agriculture a opté pour l'homologation spécifique par produit, à la suite de pressions des fabricants, qui réclamaient qu'on leur reconnaisse la propriété de leurs données, et de craintes suscitées par la présence

possible de microcontaminants dans les ingrédients actifs. Cette politique, qui concentre l'attention plus directement sur l'ingrédient actif et la formule complète du produit, associe chaque produit homologué à un fabricant particulier de l'ingrédient actif et à un ensemble précis de données. Avant l'adoption de cette politique, on suivait une approche générique qui postulait que toutes les sources d'un produit chimique étaient égales, quel que soit le fabricant. Or, la diversité des procédés de fabrication peut avoir des effets sur la qualité des produits. De plus, selon l'approche générique, des entreprises concurrentes pouvaient obtenir l'homologation de produits similaires en utilisant les données soumises par d'autres sociétés. En conséquence, les fabricants étaient peu disposés à effectuer des études d'innocuité plus poussées, souvent coûteuses. Toutefois, depuis l'adoption de l'homologation spécifique par produit, ils ont davantage intérêt à le faire: désormais, ces données portent exclusivement sur leur produit et sont réservées à leur propre usage, et les concurrents doivent effectuer leurs propres recherches. Cependant, cette politique risque de faire obstacle aux nouveaux arrivants sur le marché et, de ce fait, de limiter la concurrence. En outre, elle pourrait entraîner la réalisation de recherches parallèles sur un même produit et, partant, un gaspillage de ressources. Certains considèrent qu'il serait plus efficace et plus équitable de communiquer les données à qui voudrait s'en servir, contre paiement d'indemnités.

En décembre 1983, le ministre de l'Agriculture, en réponse à ceux qui réclamaient une participation publique véritable aux décisions susceptibles de toucher la santé et l'environnement, a annoncé son désir d'inclure des mécanismes de consultation dans la procédure de réglementation des pesticides. Deux experts-conseils ont été chargés de recommander des modalités à cette fin, ce qu'ils ont fait dans un rapport intitulé "*Consultation in the Assessment and Registration of Pesticides*" (aussi connu sous le nom de Rapport Salter), présenté au ministre de l'Agriculture en mars 1984. L'une des recommandations fondamentales de ce rapport portait sur la création d'un organisme indépendant, le Conseil consultatif sur la lutte antiparasitaire (CCLA).

En juillet 1985, le ministre de l'Agriculture a annoncé la création de ce conseil consultatif, dont le rôle principal était de mettre sur pied un processus propre à assurer la représentation du public et à forger un consensus, pour répondre à la revendication d'une participation véritable au processus de la réglementation des pesticides⁽²⁾.

(2) Comité consultatif sur la lutte antiparasitaire, *The Role of the Pest Management Advisory Board: A Working Paper*, printemps 1986, p. 6.

Il manque au CCLA une loi habilitante distincte qui précise son rôle; en effet, son statut juridique est défini par les contrats de services personnels conclus par Agriculture Canada avec ses membres, soit un président à temps plein et deux membres à temps partiel, l'un choisi dans les milieux scientifiques et l'autre dans le secteur public. La fonction du CCLA consiste à utiliser des processus de consultation pour formuler des recommandations adressées au ministre fédéral de l'Agriculture sur les grandes orientations de la gestion des pesticides et à se prononcer, lorsque cela est justifié, sur des problèmes particuliers mettant en jeu les parasites et les produits antiparasitaires. Dans son document de travail, le CCLA a signalé:

- a) qu'il n'a pas de pouvoirs coercitifs ou réglementaires mais uniquement voix consultative, lorsqu'il soumet des recommandations;
- b) qu'il ne doit pas être un second obstacle sur le chemin de l'homologation; et
- c) que, pour faire des recommandations efficaces, il doit être indépendant et perçu comme tel, bien qu'il doive rendre compte au ministre de l'Agriculture.

Toutefois, le CCLA n'est pas limité à l'examen de questions relevant exclusivement de la compétence d'Agriculture Canada; le Service canadien des forêts, Environnement Canada, Santé et Bien-être social Canada et le ministère des Pêches et des Océans sont aussi engagés dans la lutte antiparasitaire et pourraient bien entrer dans son champ d'action.

LE PROCESSUS DE RÉVISION DES PESTICIDES

Par le passé, le processus d'examen des pesticides était principalement concentré sur l'homologation de produits chimiques et de pesticides nouveaux. Toutefois, d'aucuns ont fait valoir que maints produits antiparasitaires actuellement autorisés au Canada ne recevraient plus l'homologation aujourd'hui; cela tient en partie à l'existence de meilleurs procédures d'étude et à des normes plus strictes, particulièrement en ce qui concerne les effets sur l'environnement et la santé. L'alachlore faisait partie d'une série de produits chimiques dont l'homologation a été contestée lorsqu'on s'est aperçu que les tests originaux soumis à l'appui de la demande d'enregistrement avaient peut-être été falsifiés; pour cette raison, le ministère de l'Agriculture a entamé une réévaluation de tous les produits homologués (fascicule 28:19,20). Ainsi que la Commission de réforme du droit du Canada l'a noté dans son document d'étude sur les pesticides en 1987, on reproche à ce processus d'être trop lent et de ne pas être assujéti à un ordre de priorité adéquat (p. 71-78).

Jusqu'à présent, la plupart des mesures réglementaires visant des produits chimiques homologués ont visé leur utilisation plutôt que leur homologation en soi. Très peu d'homologations ont été suspendues ou annulées en vertu de la *Loi sur les produits antiparasitaires*; en effet, depuis 1972, date de la promulgation du *Règlement sur les produits antiparasitaires*, trois produits seulement ont été soumis à un comité de révision (le leptophos, le phosphamidon et l'alachlore). De loin, c'est le cas de l'alachlore qui a fait le plus de bruit et s'est avéré le plus litigieux.

Il est évident que la décision de suspendre ou d'annuler l'homologation d'un produit existant soulève de nombreuses difficultés. Contrairement au refus d'enregistrer un produit nouveau, la décision de suspendre ou d'annuler une homologation ne peut qu'entraîner des bouleversements. Le fabricant est habitué à vendre son produit, ce qui lui confère des droits apparents; les utilisateurs se sont accoutumés à l'employer et en sont souvent devenus plus ou moins dépendants. Il est peu probable qu'une telle décision soit prise à la légère, mais cela ne signifie pas pour autant que les parties touchées y acquiesceront facilement. Dans le cas de l'alachlore, par exemple, on a pu craindre que son interdiction réduise la concurrence sur le marché, ce qui aurait fait augmenter le prix des pesticides et aurait réduit la compétitivité des agriculteurs canadiens par rapport à ceux des pays où l'alachlore reste autorisé.

Le *Règlement sur les produits antiparasitaires* permet à un demandeur ou à un titulaire d'enregistrement de demander la mise sur pied d'un comité de révision si le ministre de l'Agriculture refuse, suspend ou annule son homologation. Le Ministre est alors tenu de nommer un comité de révision, lequel doit tenir une audition (article 24) et donner au demandeur ou titulaire "ainsi qu'à toutes les autres personnes visées par l'objet de la demande une possibilité de [lui] présenter leurs arguments" (paragraphe 25(1)). Le comité doit rédiger un rapport énonçant ses recommandations motivées dès que possible après l'audition, en envoyer une copie au Ministre et au demandeur ou titulaire (alinéa 25(2)a)), et remettre au Ministre toutes les pièces de l'audition (alinéa 25(2)b)). Après avoir pris connaissance du rapport du comité, le Ministre peut prendre les mesures qu'il juge appropriées et doit informer le demandeur ou le titulaire de sa décision (article 25(3)).

Le mandat du comité de révision est d'"étudier l'objet de la demande" et de "rédiger un rapport où il énoncera ses recommandations motivées en ce qui concerne l'objet de l'audition". En outre, à en juger d'après le libellé du Règlement et le déroulement de l'affaire de l'alachlore, il semble que les points étudiés par le comité de révision sont largement déterminés par le demandeur.

La nouveauté du processus de révision explique sans doute certaines des difficultés rencontrées dans l'affaire de l'alachlore. Par exemple, un long délai s'est écoulé entre la demande d'audition de Monsanto (4 mars 1985) et la mise sur pied du Comité de révision (13 novembre 1985). Le rapport de celui-ci n'a été rendu public qu'en novembre 1987, soit deux ans et demi après que le Ministre eut annoncé l'annulation de l'homologation au Canada de tous les produits à base d'alachlore. Le Comité de révision a dû élaborer ses propres procédures concernant le traitement des renseignements confidentiels et la conduite des audiences. M. Hajo Versteeg, président du Comité consultatif sur la lutte antiparasitaire, a indiqué à notre Comité qu'il recommanderait un certain nombre de changements, notamment que les comités de révision ne soient plus composés que de trois membres, qu'on recrute des experts selon les besoins au lieu de les faire siéger comme membres et qu'on tienne les audiences sans ajournement.

Le Comité de révision de l'alachlore a tenu 41 journées d'audiences publiques et a entendu 53 témoins sur les questions de l'innocuité, des avantages et de la valeur de l'alachlore, sur lesquelles se fondait la décision d'annuler son homologation. Il y eut 10 parties intervenantes, dont la plupart étaient représentées par un avocat et dont certaines ont bénéficié d'une aide financière publique. Ainsi que M. Byron Beeler, de Ciba-Geigy, l'a dit à notre Comité: "Il faudra réduire considérablement la durée de la révision puisque le coût peut en être énorme pour tous les participants" (fascicule 28:27).

En dépit de cet énorme investissement de temps, d'argent et d'énergie, le ministre de l'Agriculture a finalement choisi de passer outre aux recommandations du Comité de révision. Il a invoqué, pour ce faire, le paragraphe 25(3) du *Règlement sur les produits antiparasitaires*, qui dispose que:

Après avoir étudié le rapport du comité, le Ministre peut prendre les mesures qu'il juge bon de prendre en ce qui concerne l'objet de l'audition, et il doit informer la personne qui a demandé l'audition des mesures prises.

Le Comité de révision lui-même a précisé à toutes les parties qu'il ne pouvait que formuler des recommandations au ministre de l'Agriculture; ainsi qu'on peut le lire dans son "Guide des parties": "À la lumière du rapport du Comité de révision, il incombe au Ministre de décider s'il doit accorder ou non un certificat d'enregistrement au fabricant".

La compagnie Monsanto et divers utilisateurs de l'alachlore ont manifestement été déçus que le Ministre ait choisi de rejeter les recommandations du Comité de révision. Un certain nombre de témoins ont confirmé à notre Comité qu'ils

auraient été prêts à accepter la décision du Comité de révision, positive ou négative, mais qu'ils éprouvaient beaucoup de difficulté à admettre que le Ministre puisse décider autrement que le Comité de révision.

LA DISPONIBILITÉ ET L'ACCESSIBILITÉ DE L'INFORMATION

L'un des problèmes les plus épineux que pose la réglementation des pesticides concerne la disponibilité de données. Ainsi qu'on l'a vu ci-dessus, les demandeurs doivent soumettre au gouvernement fédéral un grand nombre d'études et de tests à l'appui de leur demande d'homologation en vertu de la *Loi sur les produits antiparasitaires*. Nulle disposition ne régit la divulgation de ces renseignements, et les fabricants estiment que les informations soumises au gouvernement fédéral en conformité de la *Loi sur les produits antiparasitaires* doivent rester confidentielles, le gouvernement fédéral étant perçu comme le gardien de ces renseignements plutôt que leur propriétaire. En conséquence, même les organismes provinciaux éprouvent des difficultés à obtenir des renseignements des autorités fédérales. On a également invoqué, pour justifier la confidentialité des données sur les pesticides, la protection accordée par la *common law* aux secrets commerciaux et par la *Loi sur l'accès à l'information*, S.C. 1980-81-82-83, chap. 111, bien que l'applicabilité d'aucune de ces deux formes de protection n'ait pas été clairement démontrée.

Aux États-Unis, la loi fédérale en matière de pesticides a été modifiée afin de surmonter l'obstacle du secret commercial et de permettre la publication des données intéressant la santé et l'innocuité des produits. Des régimes d'indemnisation ou des dispositions d'utilisation exclusive protègent celui qui a d'abord soumis les données⁽³⁾. La position américaine est que les renseignements concernant les effets des pesticides sur la santé doivent être mis à la disposition du public. Au Canada, les groupements de protection de l'environnement préconisent la modification de la *Loi sur les produits antiparasitaires* afin de donner au public accès aux données relatives à la santé et à l'innocuité. Le Rapport d'étude sur les pesticides publié en 1987 par la Commission de réforme du droit recommande que la Loi soit modifiée, de façon générale, afin de prévoir ce qui suit:

(3) Voir, par exemple, la *Federal Insecticide, Fungicide and Rodenticide Act*, 7 U.S.C., par. 136 (1978), art. 3(c)(1)(d). La validité de ces dispositions a généralement été confirmée par les tribunaux: voir la cause *Ruckelshaus c. Monsanto Co.* (1984) 14 E.L.R. 20539 (U.S.S.C.).

- a) les données relatives à la santé et à l'innocuité des pesticides (et concernant les matières, tant actives qu'inertes) devraient pouvoir être consultées par le public et être partagées par les organismes publics intéressés;
- b) l'indemnisation ou une période d'utilisation exclusive devraient pouvoir être utilisées afin de protéger le titulaire initial des données contre les concurrents qui tenteraient d'avoir accès à ces renseignements, y compris les secrets commerciaux.

Il existe, de toute évidence, de bonnes raisons commerciales de protéger les données appartenant à un fabricant. Le coût de la mise au point et de l'homologation d'un nouveau pesticide est énorme, et les titulaires d'une homologation peuvent légitimement prétendre à ce que leur intérêt soit pris en considération. Par exemple, un concurrent peut se servir de certains renseignements pour obtenir l'homologation d'un produit de substitution, sans avoir à effectuer et à soumettre lui-même les études toxicologiques requises. Néanmoins, il convient de mettre en balance les intérêts commerciaux et l'intérêt public. La décision d'homologuer un pesticide et d'en autoriser l'utilisation au Canada n'est pas simplement une affaire entre le fabricant et les pouvoirs publics ou entre le fabricant et les utilisateurs. En raison des effets potentiels des pesticides sur l'environnement, le public constitue lui-même une partie intéressée à l'homologation des pesticides et peut légitimement prétendre accéder aux données sur la santé et l'innocuité. Par contre, il pourrait être justifié de soustraire au public les renseignements relatifs à des éléments tels que la fabrication et le contrôle de la qualité.

Le Rapport Salter de 1984 formulait un certain nombre de recommandations visant à accroître l'accès du public aux renseignements concernant les pesticides. Nous croyons savoir que la plupart de ces recommandations ont été mises en oeuvre. Cependant, il reste encore beaucoup à faire. Le Ministre et les fonctionnaires ministériels auraient justifié le refus de rétablir l'homologation de l'alachlore en disant que si les gens avaient connaissance de toutes les données, ils comprendraient la décision. Il ne semble toutefois exister aucune disposition ouvrant l'accès à ces données, si bien que la crédibilité de tout le processus est sujette à contestation. Les décisions prises derrière des portes closes ou sur la base de données "secrètes" font surgir le spectre de l'injustice et de l'ingérence politique. Aussi le Comité formule-t-il la recommandation suivante:

Les informations concernant la santé et l'environnement utilisées aux fins de l'homologation des pesticides devraient être rendues publiques, mais on devrait veiller en même temps à ce qu'elles ne puissent être exploitées sans autorisation.

La question de la confidentialité des documents a aussi été soulevée au cours des audiences du Comité de révision de l'alachlore, au sujet tant de l'alachlore lui-même que du métolachlore. Le Comité a établi une procédure à l'égard des documents prétendus confidentiels: ceux-ci étaient communiqués aux autres parties à l'audience à condition qu'elles s'engagent à ne pas en divulguer le contenu. Ce système semble avoir raisonnablement bien fonctionné, sauf dans le cas du métolachlore: le titulaire de l'homologation, Ciba-Geigy Canada Ltée, a refusé le dépôt des données toxicologiques sur le produit, arguant que celui-ci ne faisait pas l'objet de la révision. Le fabricant a toutefois autorisé la communication d'un résumé de ces données au Comité de révision de l'alachlore.

Il est compréhensible que deux groupes d'experts puissent tirer des conclusions différentes du même ensemble d'informations, particulièrement dans le domaine des sciences et de l'économie. Toutefois, dans le cas de l'alachlore, d'après le Dr Gunner, de la Direction générale de la protection de la santé, le Comité de révision et Santé et Bien-être social Canada semblent avoir fondé leurs décisions respectives sur des données différentes (fascicule 25:10,13). Cela donne sans conteste une impression d'injustice et d'incohérence et suscite des doutes quant au processus décisionnel. Pour éviter ce problème, il importe que tout comité de révision ait accès à la totalité des renseignements pertinents, y compris ceux disponibles sur toute la classe de produits et tout produit concurrent ou de substitution. Le Comité recommande donc ce qui suit:

Tout comité de révision formé conformément au *Règlement sur les produits antiparasitaires* devrait avoir pleinement accès aux renseignements sur les produits de substitution ou les produits de la même classe.

Les problèmes qu'a connus le Comité de révision de l'alachlore sur le plan de la confidentialité des renseignements auraient pu être évités en grande partie si une nouvelle politique en matière de divulgation des données sur les pesticides avait été en vigueur. On pourrait se reporter, à cet égard, à notre rapport de 1986 sur le prix des herbicides, qui demeure toujours valable même si le régime des brevets sur les produits pharmaceutiques a été modifié depuis son dépôt.

Une autre difficulté concernant l'information tient à ce qu'il s'écoule un certain temps entre les travaux d'un comité de révision et la décision initiale; en conséquence, il se peut que le comité ne dispose pas des mêmes données que l'auteur de la première décision. Cela est particulièrement vrai dans un cas comme celui de l'alachlore, où un délai considérable s'est écoulé entre les diverses décisions et les rapports successifs. Le comité de révision ne doit pas ignorer les données récentes ni les interprétations nouvelles de données

anciennes. À la demande de plusieurs parties, le Comité de révision de l'alachlore a séparé l'examen des renseignements nouveaux et des conclusions qui s'en dégagent de celui des éléments disponibles au moment de l'annulation, et il a consacré à chaque groupe de données un chapitre distinct de son rapport.

Le Comité de révision de l'alachlore a abordé dans son rapport un autre aspect du problème de l'accès à l'information:

Les lois canadiennes ainsi que les pratiques en matière de réglementation n'exigent pas de produire publiquement des documents pour discussion avant l'annulation d'un enregistrement. Cela diffère de ce qui a cours aux États-Unis, où l'Agence de protection de l'environnement est tenue de publier des documents de position à divers stades de l'examen afin que toutes les personnes intéressées connaissent la position de l'Agence, ses motifs, et puissent faire des observations avant l'étape suivante. L'absence d'une telle documentation aussi explicite a compliqué la tâche du Comité de révision, la tâche de reconstituer le processus décisionnel dans le cas qui nous intéresse. La documentation disponible était particulièrement sommaire en ce qui a trait à la décision du ministre de l'Agriculture quant à "l'inadmissibilité" du risque encouru par l'utilisation de l'alachlore (p. 36).

S'ils disposaient d'énoncés de position aux diverses étapes du processus de révision, tous les intéressés connaîtraient la position du gouvernement et ses fondements et pourraient formuler leurs commentaires avant l'étape suivante. C'est pourquoi le Comité formule la recommandation suivante:

De la documentation devrait être rendue publique avant que l'homologation d'un pesticide soit annulée ou suspendue.

LA NATURE ET LA PORTÉE DE LA RÉVISION DES PESTICIDES

Ainsi qu'on l'a vu plus haut, les critères d'homologation des pesticides au Canada sont les avantages, la valeur et l'innocuité. Les articles 18, 19 et 20 du *Règlement sur les produits antiparasitaires* fixent les normes qu'un produit doit respecter pour obtenir et conserver l'homologation. Dans les cas où les avantages et la valeur d'un produit ne sont pas contestés, le Ministre a loisir de refuser l'homologation d'un produit ou d'annuler ou de suspendre son homologation si, à son avis, le produit présente des "risques inacceptables" ou s'il n'est pas convaincu de son "innocuité". On pourrait arguer que la norme pour l'annulation devrait être la même que pour l'homologation: dans l'un et l'autre cas, le Ministre doit d'abord déterminer si l'utilisation du produit pose un risque et, dans

l'affirmative, si ce risque est acceptable. Les pesticides sont, de par leur nature même, des produits dangereux: ce sont des agents toxiques destinés à tuer ou à combattre des parasites, et leur usage implique forcément un risque quelconque. Le débat tourne généralement autour de la question de savoir si ce risque est acceptable ou non.

Le Règlement prévoit que chaque utilisation particulière d'un composé doit faire l'objet d'une homologation distincte, chacune étant décidée selon ses avantages propres. Cela signifie que l'évaluation ne doit pas nécessairement comporter de comparaison avec d'autres composés. La détermination de l'"acceptabilité" des risques constitue un élément clé de la décision. Ainsi que l'a fait remarquer le Comité de révision de l'alachlore:

Il y a plusieurs façons de juger de l'acceptabilité. Selon le Comité, le Ministre peut et devrait évaluer le caractère acceptable de tout risque à la lumière des avantages qui y sont liés et, dans le cas où l'on songe à annuler l'enregistrement d'un produit, il faudrait tenir compte des risques et des avantages de tout substitut qui pourrait le remplacer. (Rapport, p. 25)

Ni la Loi ni le Règlement ne guident le Ministre quant à la manière d'évaluer le risque ou d'en déterminer le caractère acceptable. Il ne semble pas non plus exister au ministère de l'Agriculture de procédure définie qui pourrait l'aider à prendre sa décision. Le Comité de révision de l'alachlore a recommandé que la *Loi sur les produits antiparasitaires* soit revue et mise à jour afin de préciser davantage comment déterminer si l'innocuité, les avantages et la valeur des produits antiparasitaires sont "acceptables". De même, le Comité permanent de l'agriculture de la Chambre des communes a indiqué dans son Sixième Rapport qu'"il faut établir des critères et des lignes directrices visant à garantir l'évaluation équitable des produits et l'application d'une méthode d'examen cohérente, d'autant plus que la Loi ne définit pas les avantages, la valeur et l'innocuité" (fascicule 51:6).

Un problème apparenté concerne le rôle de l'analyse des risques et des avantages dans le processus d'homologation. Le Règlement impose le fardeau de la preuve au demandeur, qui doit établir l'innocuité de tout produit destiné à être vendu ou utilisé au Canada. Étant donné l'incertitude scientifique qui accompagne souvent la détermination des effets des produits chimiques sur l'environnement et la santé, la preuve de l'innocuité absolue n'est pas exigée, et encore moins apportée par les demandeurs.

Tandis que la loi américaine relative à l'homologation des pesticides (*Federal Insecticide, Fungicide, and Rodenticide Act*) exige explicitement la prise en compte du rapport risques-avantages ou coûts-avantages aux fins de l'homologation d'un pesticide, au Canada, la *Loi sur les produits antiparasitaires* est muette à ce sujet. Témoinant devant le Comité de révision de l'alachlore, M. Wayne Ormrod, de la Direction des pesticides du ministère de l'Agriculture, a déclaré ceci:

Rien n'oblige à peser les risques à la lumière des avantages ni à procéder dans les formes à une analyse des risques et bénéfices. L'article 3 de la *Loi sur les produits antiparasitaires* met l'accent sur la preuve de l'innocuité. (Audiences du Comité de révision de l'alachlore, Toronto, novembre 1986, pièce 155, p.6).

Tout au long de l'affaire de l'alachlore, l'existence du métolachlore comme produit comparable ou de substitution semble avoir pesé sur les décisions de Santé et Bien-être social Canada et du ministre de l'Agriculture. Le rapport du Comité de révision de l'alachlore fait une large place à l'analyse comparative des deux produits.

À l'évidence, il est facile de prendre initialement une décision sur l'homologation d'un produit en l'absence d'une analyse coûts-avantages; il devient toutefois plus difficile d'étudier un produit isolément une fois qu'il a été homologué. En outre, c'est dans les cas limites qu'une analyse comparative des risques et des avantages est le plus susceptible d'être entreprise.

Le Comité de révision de l'alachlore a formulé plusieurs recommandations (p. 32) concernant la comparaison entre substituts et l'évaluation des risques et des avantages. Pour sa part, le Comité permanent de l'agriculture de la Chambre des communes a recommandé que le ministère de l'Agriculture adopte une méthode pour établir un classement des pesticides destinés à des usages comparables, en fonction des risques et des avantages qu'ils présentent.

Il est difficile de déterminer dans quelle mesure un pesticide peut ou devrait être évalué isolément. Ciba-Geigy, lors de sa comparution devant notre Comité, a formulé quelques doléances légitimes portant sur le fait qu'elle avait été "entraînée" dans les audiences sur l'alachlore. Il faut préciser le champ des évaluations. Il y a de bons arguments à faire valoir en faveur de l'examen séparé de chaque pesticide et aussi en faveur de l'évaluation d'un produit dans le contexte de toute une classe. Cette question deviendra encore plus pressante si l'on procède à l'avenir à une réévaluation des pesticides homologués depuis longtemps. L'analyse des risques et des avantages est extrêmement complexe. Le

profane aurait beaucoup de peine à prendre une décision sur le maintien de l'homologation de l'alachlore sans comparer ses avantages à ceux du métolachlore; l'existence d'un substitut constitue certainement un facteur pertinent. Néanmoins, il convient de revoir le champ d'application de l'analyse des risques et des avantages dans le cadre du processus d'homologation des pesticides et d'énoncer des directives claires à cet égard. Le Comité recommande donc ce qui suit:

La Loi sur les produits antiparasitaires et le Règlement devraient prévoir clairement que, lorsque les normes minimales ne sont pas respectées, une analyse des risques et des avantages, comparative ou non, doit être effectuée dans le cas de l'homologation d'un pesticide ou de l'annulation ou de la suspension d'une homologation.

Le *Règlement sur les produits antiparasitaires* distingue différentes classes de pesticides: les produits d'usage domestique, commercial et restreint (paragraphe 26(2)). Ainsi que l'expliquait un document du gouvernement fédéral intitulé "L'utilisation et la réglementation des pesticides au Canada": "Le classement dépend de paramètres toxicologiques et environnementaux et a pour objet de confiner le commerce des produits à certains canaux, compte tenu des risques inhérents au produit et de l'aptitude de l'utilisateur à éviter, pour lui-même, de tierces personnes et l'environnement, des risques non nécessaires" (p. 9). Parmi les restrictions que l'on peut imposer aux produits antiparasitaires, on peut réserver l'emploi de certains d'entre eux aux personnes qui, de par leur formation ou leurs attributions, sont qualifiées pour les employer. Le Comité relève que certaines provinces ont récemment mis en place des programmes de formation à l'issue desquels des licences sont délivrées aux utilisateurs de pesticides. M. Bruce Archibald, de l'*Ontario Corn Producers Association*, a parlé à notre Comité d'un cours d'utilisation des pesticides destiné à apprendre aux cultivateurs comment manier sans danger les produits chimiques agricoles. M. Hajo Versteeg, président du Comité consultatif sur la lutte antiparasitaire, a déclaré lors de sa comparution au Comité:

Les provinces ne ménagent pas leurs efforts pour établir à l'intention des agriculteurs et des travailleurs forestiers des programmes d'accréditation satisfaisants et qui seraient identiques à travers le pays. Chose intéressante, l'initiative est venue des agriculteurs eux-mêmes. (Fascicule 28:21)

Le Comité reconnaît qu'il existe déjà des programmes dans ce domaine, et il formule en conséquence la recommandation suivante:

Le gouvernement fédéral devrait encourager les initiatives provinciales devant mener à une réglementation commune

prévoyant que l'usage de certains pesticides soit réservé à des utilisateurs licenciés.

QUI DÉCIDE?

L'un des problèmes les plus importants mis en lumière par l'affaire de l'alachlore concerne le processus décisionnel. Le Comité de révision, composé de membres éminents qui avaient été soigneusement choisis pour leurs compétences et leur indépendance, a formulé certaines recommandations après de nombreuses audiences et des mois d'étude; pourtant, le Ministre, comme la *Loi sur les produits antiparasitaires* et le Règlement l'y autorisent, a choisi de rejeter ses recommandations.

Le mécontentement semble découler du fait que, volontairement ou non, on avait suscité certaines attentes selon lesquelles les recommandations du Comité de révision devaient avoir plus de poids qu'elles n'en ont eu. En même temps, Agriculture Canada s'est peut-être montré moins que disposé à expliquer ses raisons pour ne pas suivre les recommandations du Comité de révision. Ainsi qu'on l'a vu ci-dessus, cela peut être en partie attribuable aux contraintes liées à la confidentialité des renseignements. Néanmoins, il faut montrer que justice a été faite; si l'on s'entoure d'un secret excessif ou injustifié, si l'autorité qui prend les décisions est perçue comme partielle ou si les décisions apparaissent arbitraires, tout le système s'en trouve discrédité.

Quelquefois, en matière de réglementation des pesticides, les choses tendent malheureusement à dégénérer en affrontements entre agriculteurs et protecteurs de l'environnement. C'est généralement le monde agricole que les décisions touchent le plus directement. Les cultivateurs ont un besoin vital d'accroître leur rendement et de réduire leurs frais de production, et ils tiennent à rester compétitifs; pourtant, ils sont également très conscients des risques et des dangers inhérents aux pesticides. Non seulement ont-ils l'expérience de leur utilisation, mais ils sont également les plus exposés aux risques de maladie ou de contamination. De fait, dans le cas de l'alachlore, un des problèmes réside dans l'effet du produit sur les utilisateurs, et non sur les consommateurs des denrées alimentaires traitées.

L'un des problèmes de la réglementation des pesticides au Canada réside peut-être dans le fait qu'elle relève du ministère de l'Agriculture depuis les années 20, époque où les pouvoirs publics ont commencé à s'intéresser aux produits chimiques vendus aux

cultivateurs. Or, les problèmes qui se posent aujourd'hui diffèrent considérablement de ceux des années 20.

Le ministère de l'Agriculture a pour première mission d'aider l'agriculture et d'accroître la production agricole. Devrait-il aussi être chargé de la réglementation des pesticides? On risque qu'il soit perçu comme prévenu en faveur des agriculteurs ou encore qu'il pêche par excès contraire pour éviter d'être vu de la sorte. Dans l'un et l'autre cas, le ministre de l'Agriculture semble placé dans une situation potentiellement inconfortable.

Pour les mêmes raisons, la réglementation des pesticides par Santé et Bien-être social Canada ou Environnement Canada pourrait soulever les mêmes problèmes, chacun ayant ses propres intérêts et partis pris.

La solution réside peut-être dans un organisme interministériel, un comité consultatif ou un organisme réglementaire indépendant, d'une forme ou d'une autre. Aux États-Unis, la réglementation des pesticides est du ressort de l'*Environmental Protection Agency* (Agence de protection de l'environnement), un organisme indépendant. M. Ross Hall a préconisé la mise sur pied d'une commission qui serait administrée conjointement par les ministères de l'Environnement, de l'Agriculture et de la Santé et du Bien-être social et qui aurait compétence sur l'ensemble des problèmes posés par les pesticides. De toute façon, ainsi que le démontre le rapport du Comité de révision de l'alachlore, il convient de préciser les rôles des divers ministères. En conséquence, le Comité formule la recommandation suivante:

La hiérarchie décisionnelle devrait être énoncée clairement et les décisions devraient être finales à chaque étape, sous réserve de tout appel devant les tribunaux.

Il est clair qu'à l'heure actuelle un comité de révision ne peut agir qu'à titre consultatif, en quelque sorte pour révéifier la décision du Ministre. Ainsi qu'on l'a déjà vu, lorsque la *Loi sur les produits antiparasitaires* actuelle fut adoptée en 1969, l'idée d'un mécanisme d'appel des décisions du Ministre a été rejetée. Il serait possible de renforcer les pouvoirs du comité de révision, mais, à notre sens, le Ministre ou le Cabinet devraient être tenus de rendre la décision ultime, ou du moins être en mesure de l'accepter ou de l'annuler. En effet, dans un domaine tel que celui-ci, il importe qu'il existe un élément de responsabilité politique. Il semble parfaitement justifié qu'une personnalité politique soit chargée de mettre en balance les divers intérêts ou facteurs complexes qui entrent en jeu; il ne convient pas de réserver de telles décisions à des experts ou à des bureaucrates. Aussi le Comité formule-t-il la recommandation suivante:

La décision ultime en matière d'homologation des pesticides ou d'annulation ou de suspension d'une homologation devrait continuer à être prise au niveau politique, soit par un ministre, soit par le Cabinet.

CONCLUSION

L'annulation controversée de l'enregistrement de l'alachlore n'est qu'un symptôme d'un malaise plus profond. Dans ce bref rapport, le Comité a voulu exprimer quelques-unes de ses préoccupations. Il faudra consulter les diverses parties intéressées -- comme les agriculteurs, les fabricants de pesticides, les groupes de protection de l'environnement et le public en général -- et les faire participer de près à l'élaboration d'un nouveau système.

À cet égard, signalons que le ministre de l'Agriculture dispose d'une analyse juridique du processus de révision, effectuée par le professeur Wade MacLauchlan, et d'un certain nombre de suggestions en vue de l'amélioration du mécanisme réglementaire, soumises par le Comité consultatif sur la lutte antiparasitaire. Nous exhortons le Ministre à publier ces documents. Le gouvernement fédéral devrait élaborer des options d'amélioration du processus de révision des pesticides, qui feraient ensuite l'objet d'un débat public.

L'affaire de l'alachlore a mis en lumière divers problèmes dans la réglementation des pesticides au Canada, et nous croyons qu'il importe, dans l'intérêt de toutes les parties concernées, que le processus soit amélioré. Nous exhortons le ministre de l'Agriculture à tirer les leçons de cette expérience dans l'intérêt public, pour en faire le catalyseur du changement.

EVIDENCE

Ottawa, Wednesday, September 7, 1988

[Text]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met this day at 10.00 a.m. to consider matters relating to the committee pursuant to the Order adopted by the Senate on March 19, 1987 (Forest Decline).

Senator Dan Hays (*Chairman*) in the Chair.

The Chairman: Honourable senators, I welcome as a witness this morning Mr. Michael Herman. He will talk to us about problems that are being experienced in the maple sugar industry.

Mr. Herman, when you are making your presentation, will you start by giving us some biographical information, any positions you might hold, some detail of your involvement in the maple sugar industry and then proceed with your presentation.

From the discussion that we have had I understand that you will take about 15 minutes. I appreciate the fact that you have distributed the text of your comments to us. Following your presentation we would like to have an opportunity to ask you some questions. I will now ask you to proceed.

Mr. Michael Herman, President, Turkey Hill Sugarbush: Thank you. I have been in the maple syrup business for about 15 years now. My parents were in the United Nations; I grew up here and there and have done quite a lot of travelling. My dad retired, bought a family farm in Quebec and started making maple syrup with the neighbours. We found out that we could sell syrup easily, so we started to do that. We now have company selling a couple of million dollars worth of maple syrup around the world annually.

At the same time that company is growing, the future of the industry is dwindling. We have noticed a decline in our own bush for about ten years. We attended conferences to find out more and more about the problem. It extends well beyond maple syrup. However, I have confined my speech to the maple industry. I keep mentioning maple trees. The one thing to remember is that what is affected here are all trees, and it goes well beyond trees. It goes to our lakes, our fish, our drinking water, the paint on our cars, roofing tiles, and everything else, which is affected by acid rain.

Last spring we had a rainfall at the end of the syrup season that was the most acidic rainfall ever reported in Canada. Friends of mine were writing exams during that period and were completely incapacitated by migraine headaches and bronchial conditions. I will get back to the effect on maple sugar bushes, but it goes well beyond that.

As a maple syrup buyer, I have been in touch with hundreds of farmers from Ontario, Quebec and the maritimes. In my travels around those areas I have seen signs of forest decline

TÉMOIGNAGES

Ottawa, le mercredi 7 septembre 1988

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui pour se pencher sur les questions qu'il lui appartient d'examiner en vertu du règlement adopté par le Sénat le 19 mars 1987 (déclin des forêts).

Le sénateur Dan Hays (*président*) occupe le fauteuil.

Le président: Messieurs les sénateurs, j'ai le plaisir d'accueillir ce matin Michael Herman. Il nous fera part des problèmes qui touchent l'industrie du sucre d'érable.

Monsieur Herman, lorsque vous ferez votre exposé, je vous demanderais de nous donner un certain nombre de renseignements personnels vous concernant, de nous indiquer quels postes vous avez occupés et de nous préciser en détail quels sont vos liens avec l'industrie du sucre d'érable.

À la suite de notre entretien, j'ai cru comprendre que vous allez faire un exposé d'une quinzaine de minutes. Je vous remercie de nous avoir distribué le texte pour que nous puissions le commenter. À la suite de votre exposé, nous aimerions que vous nous donniez la possibilité de vous poser quelques questions. Je vous donne maintenant la parole.

M. Michael Herman, président, Érablière Turkey Hill: Merci. Je travaille dans l'industrie du sirop d'érable depuis maintenant une quinzaine d'années. Mes parents travaillaient aux Nations Unies; j'ai grandi dans ce milieu et j'ai eu l'occasion de beaucoup voyager. Lorsque mon père a pris sa retraite, il a acheté une ferme familiale au Québec et s'est mis petit à petit à faire du sirop d'érable avec les voisins. Nous nous sommes aperçus que nous pouvions facilement vendre du sirop et nous nous sommes lancés dans cette entreprise. Nous possédons maintenant une entreprise faisant un chiffre d'affaires de 2 millions de dollars par an et vendant du sirop d'érable dans le monde entier.

Au moment même où notre entreprise est en pleine expansion, les approvisionnements et l'avenir de toute notre industrie sont en péril. Nous avons pu constater les pertes dans nos bois depuis une dizaine d'années. Nous avons assisté à des conférences pour en connaître davantage sur le problème. L'industrie du sirop d'érable est loin d'être la seule concernée. Toutefois, je m'en tiendrai dans mon discours à celle-ci. Je m'en tiens aux érables, mais il ne faut pas oublier que ce sont les arbres qui sont touchés et que le problème ne se limite pas aux arbres. Il touche nos lacs, nos poissons, l'eau que nous buvons, la peinture de nos voitures, les tuiles de nos toits; toutes choses qui sont touchées par les pluies acides.

Au printemps dernier, nous avons reçu, à la fin de la saison de fabrication du sirop, la pluie la plus acide qui ait jamais été signalée au Canada. Des amis à moi, qui devaient passer des examens à cette époque, n'ont pu le faire pour cause de migraine et de bronchite. Je reviens aux effets sur les érablières, mais le problème est bien plus vaste.

En tant qu'acheteur de sirop d'érable, j'ai des contacts avec des centaines d'agriculteurs, de l'Ontario aux Maritimes en passant par le Québec. Dans mes déplacements dans ces diffé-

[Text]

literally everywhere. As a private individual and through my directorships, I have been to conferences and meetings with scientists, politicians and various anti-pollution groups. What I have to tell you is from experience.

When you live on a farm and work in the woods, certain facts become evident: the trees are dying. I know this to be true because I am cutting down my own trees and turning them into firewood. I do not cut a tree that I can save, but many of them are completely dead. I started experimenting with fertilizers last year on a slow and careful basis, and the results were so good that we will go into it full out this fall.

I am lucky. Through my work on the acid rain issue I have made connections with people who can help and guide me. Even as we speak, a team of scientists and graduate students from McGill University is working their first day in my "late" maple sugar bush. I say "late" because I am not that lucky: my bush is mostly dead. There are not enough healthy trees left to run even a small operation. McGill is working in there because it is a good example of a bush severely affected by die back.

I am here today to tell you that, although all that can be done to save our farm will be done outside of any government program, there is an immediate and compelling need to fertilize and protect maple trees throughout Quebec and beyond.

The damage from acid rain and other forms of pollution varies from area to area. The severity of the problem is affected by prevailing wind patterns, altitude and especially fog. Fog, which often contains toxins and heavy metals, as well as being up to eight times more acidic than rainfall, saturates and permeates every pore of the leaves and bark. In our area the rainfall is often more acidic than lemon juice. There is a reporting station in Sutton Mountains, about four miles from our farm. Its equipment was recalibrated three times after installation because the operators could not believe the seriousness of the data that they were getting.'

Over the past ten years the industry has noted with ever-increasing concern the decline of our trees. We have already experienced irreversible damage. One of the first visible signs is the decline in the size of the leaves. This, coupled with an increasing number of dead branches in the crown, as well as dead trees, has changed the amount of sunlight reaching the forest floor. The ramifications are not fully understood as they are evolving all the time, but are serious enough even at this present time.

[Traduction]

rentes régions, j'ai enregistré des signes du déclin des forêts pratiquement partout où je suis passé. À titre personnel et dans le cadre des fonctions de direction que j'ai occupées, j'ai eu l'occasion d'assister à des conférences et à des rencontres avec des scientifiques, des personnalités politiques et différents représentants de mouvements écologiques. Je vous parle d'expérience.

Pour quelqu'un qui travaille dans une ferme et qui est familier avec le bois, une évidence s'impose: les arbres se meurent. Je suis bien placé pour le savoir puisque je dois moi-même abattre mes propres arbres pour en faire du bois de chauffage. Si je pouvais les sauver, je ne les couperais pas, mais nombre d'entre eux sont déjà complètement morts. J'ai commencé à utiliser des engrais l'année dernière, progressivement et en faisant bien attention, et les résultats ont été tellement bons que j'ai l'intention de les utiliser à grande échelle cet automne.

J'ai de la chance. En étudiant la question des pluies acides, j'ai eu l'occasion de rencontrer des gens qui sont en mesure de m'aider et de me guider. Au moment même où nous parlons, une équipe de scientifiques et d'étudiants de maîtrise de l'Université McGill effectuent leur première journée de travail dans ma «défunte érablière». Je dis «défunte» parce que je n'ai finalement pas tant de chance que ça: mon érablière est pratiquement morte. Il ne reste pas suffisamment d'arbres en santé, même pour une petite exploitation. McGill y travaille parce que c'est là un bon exemple d'érablière gravement touchée par la mortalité.

Je suis venu vous dire aujourd'hui que même si nous devons agir en-dehors des programmes du gouvernement pour sauver nos fermes, il nous faut absolument dans l'immédiat apporter de l'engrais à nos érablières et protéger ces dernières dans tout le Québec et au-delà.

Les dégâts causés par les pluies acides et par les autres sources de pollution ne sont pas les mêmes suivant les régions. La gravité du problème varie en fonction des vents dominants, de l'altitude et surtout de la présence de brouillard. Le brouillard, qui contient souvent des toxines et des métaux lourds, et dont le taux d'acidité peut aller en outre jusqu'à être huit fois plus élevé que celui des pluies acides, sature et imbibé pratiquement tous les pores des feuilles et de l'écorce des arbres. Dans notre région, les pluies sont souvent plus acides que le jus de citron. Une station de contrôle est installée à Sutton Mountains, environ à quatre milles de notre ferme. Son matériel a été réétalonné à trois reprises après son installation parce que les contrôleurs n'arrivaient pas à croire à la réalité des chiffres qu'ils enregistraient!

Au cours des dix dernières années, l'industrie voit avec de plus en plus d'inquiétude nos arbres dépérir. Nous avons d'ores et déjà subi des dégâts irréversibles. L'un des premiers signes visibles est la diminution de la taille des feuilles. Cela, venant s'ajouter à un nombre accru de branches mortes à la cime des arbres ainsi qu'à la présence d'arbres morts, a modifié la quantité de soleil qui atteint le sol de la forêt. On ne comprend pas encore toutes les ramifications du problème, car la situation évolue tous les jours, mais elle est déjà suffisamment grave comme cela.

[Text]

The vegetation on the forest floor has been devastated, with corresponding changes in insect and bird populations. The balance of nature has already been altered. Birds that kept the insects down to manageable levels have left or died. The trees, weakened by years of increasing acid rainfall, are far more vulnerable than ever before. The regeneration of the forests is in doubt in vast areas. Ferns, whose growth has been kept in check by lack of sunlight and normal pH contents, now thrive on drastically lowered pHs now found in the forests of Quebec. Under present conditions the ferns have taken over as the dominant species and are choking all other young trees. The composition and spacing of our forests has been changed forever.

To the trained eye, the effects of acid rain are apparent over most of Quebec. It varies in intensity, but this fact is still important. Before there is any sign of decline visible to the naked eye, there have already been serious problems underground in the root system for three years. Acid rain affects the roots in various ways. The simplest one to understand, and the furthest reaching, is its ability to dissolve the aluminum that is a trace element of all soils and even in the ice pack of our planet.

On the average, aluminum makes up 400 parts per million in soil. Aluminum is non-soluble in normal water and poses no problem. However, aluminum is soluble in acid rain and is highly toxic. Four parts per million will kill a maple sapling and ten parts per million will kill a mature tree. There is enough aluminum in the soils of eastern Canada to kill every tree if we continue to rain acid on them.

The other initial effect of acidic rainfall is to leech essential elements from the soil. Elements that at their peak were only present at levels below 100 parts per million have been proven to be essential for the good health of maples.

One of the visible signs of decline of maples is the loss of the glossy finish on their leaves. It is now understood that the gloss contained a natural insecticide that protected the leaves. The leaves are now more vulnerable to the insects that are no longer being kept in check by their former natural predators. The problem is incredibly complex, but enough is already known to warrant immediate action.

For three years now the Quebec government, through the appropriate ministry, has been surveying, by air and on the ground, 70,000 square kilometres. The results are becoming more serious each year. There are 83 per cent of all trees of all species that show some signs of decline from acid rain. I did not dream up that figure, it comes from expensive and thorough aerial and ground surveys.

I can tell you from experience that in my sugar bush three to five years after the trees showed the first visible signs of decline they started falling down; they were dead. A maple tree that has died from acid rain is a particularly depressing

[Traduction]

Dans nos forêts, la végétation au sol a été dévastée, d'où une modification des populations d'insectes et d'oiseaux. L'équilibre de la nature a d'ores et déjà été modifié. Les oiseaux, qui empêchaient les insectes de proliférer, ont aujourd'hui disparu ou sont morts. Les arbres, affaiblis par des années de pluies de plus en plus acides, sont bien plus vulnérables qu'avant. Le renouvellement des forêts est menacé dans de vastes régions. Les fougères, dont la croissance était limitée par l'absence de lumière et par un pH normal, prolifèrent aujourd'hui sur les sols, dont le pH a été considérablement abaissé dans les forêts du Québec. Dans la situation actuelle, les fougères sont devenues l'espèce dominante et étouffent tous les jeunes arbres. La composition et l'agencement de nos forêts a été modifié à jamais.

Pour l'œil averti, les effets des pluies acides sont apparents sur la majeure partie du Québec. Ils sont plus ou moins prononcés, mais ils sont là. Avant que les signes de déclin ne soient visibles à l'œil nu, il faut que la situation se soit déjà dégradée pendant trois ans dans le sous-sol, au niveau des racines des arbres. Les pluies acides s'attaquent aux racines de plusieurs façons. La plus facile à comprendre, et celle qui a les conséquences les plus graves, vient de la possibilité pour les pluies acides de dissoudre l'aluminium, qui est un oligo-élément présent dans tous les sols et même dans la calotte glaciaire de notre planète.

En moyenne, on trouve 400 parties par million d'aluminium dans nos sols. Normalement, l'aluminium n'est pas soluble dans l'eau et ne pose aucun problème. Toutefois, l'aluminium est dissout par les pluies acides et est fortement toxique. Avec quatre parties par million, on tue un jeune érable, et avec dix parties par million, un érable adulte. Il y a suffisamment d'aluminium dans les sols de l'est du Canada pour tuer tous les arbres s'ils continuent à être arrosés par des pluies acides.

Les pluies acides ont aussi pour effet dans un premier temps de lessiver des éléments essentiels qui sont présents dans nos sols à des taux maximum de 100 parties par million et qui sont jugés indispensables à la bonne croissance des érables.

L'un des signes visibles du déclin des érables est la disparition du venis des feuilles. On sait maintenant que ce vernis contient un insecticide naturel qui protège les feuilles. Les feuilles sont désormais plus sensibles aux insectes qui, de leur côté, ne sont plus menacées par leurs prédateurs naturels. Le problème est incroyablement complexe, mais l'on en sait d'ores et déjà suffisamment pour prendre immédiatement des mesures.

Depuis trois ans, le gouvernement du Québec, par l'intermédiaire du ministère concerné, procède à un contrôle aérien et au sol de 70 000 kilomètres carrés de forêt. La situation apparaît plus grave d'année en année. Quarante-vingt-trois pour cent des arbres de toutes espèces montrent des signes de déclin du fait des pluies acides. Je n'ai pas inventé ce chiffre, il nous est donné par des études aériennes et au sol effectuées de manière détaillée et à grands frais.

D'après mon expérience, je peux vous dire que dans mon érablière, trois à cinq ans après que les arbres ont montré les premiers signes de déclin, ils se sont mis à tomber, morts. Un érable tué par les pluies acides est un bien triste spectacle.

[Text]

sight. It usually has large, rotten sections, is of limited use as firewood and totally useless as lumber or chips for high-quality paper.

A maple sugar bush is an integral part of many farms and takes years to develop. The spacing of the trees for maximum crown diameter and the selection of trees for sugar content often takes generations. Sugar bushes that have been handed from father to son for generations have no future at all without quick action.

I would like all of you to see the look in the eyes of a fourth-generation farmer as he stands with his son asking for advice on whether to cut his bush down because it is dying and becoming worthless. I go through this experience regularly.

In our area the maple syrup producers have just had their third consecutive poor season. I know this to be true because I sign their cheques. Even though the price of syrup has gone way up, their cheques get smaller every year. I have to go farther and farther afield to buy good quality syrup. Quebec is a big province and I have been able to find syrup, but what happens to the farmers whose excellent quality allowed me to build up my business?

There is only one short-term solution to this problem: Specialized fertilizers. They have been tested and found to be effective in slowing down and maybe even reversing the destruction of maple trees. Until there is a world scale solution to stopping acid rain at its source, the only way to limit the damage to the Quebec forests is by way of fertilization. Spreading fertilizer on every working sugarbush in Quebec is a major enterprise, but the alternative is disaster.

The fertilizer should ideally be applied 50 per cent the first year and 50 per cent a year later. This procedure minimizes the shock effect to the trees. The trees in their weakened state have to be treated gently and too much of a good thing all at once can be damaging. Applying the fertilizer twice increases the cost substantially but it is vital to the good health of the trees. Most proposals and scientific studies envision the government shouldering the cost of the fertilizer with the individual farmer being responsible for the application.

The crucial factor here is time. Vast amounts of damage have already been done. We desperately need a fertilization program to start this fall. The cost of waiting is immense. The Quebec forests are the basis of our largest industry, the source of all our drinking water, our vast hydroelectric potential, our tourist industry, our health and our heritage.

Acid rain ties in with other pollution problems and exists within a global framework of increasing danger.

Thank you for the opportunity to be here.

[Traduction]

D'énormes sections sont en général pourries; il n'a pas une grande utilité en tant que bois de chauffage et ne peut absolument pas être utilisé comme bois-d'œuvre ou pour faire des copeaux destinés à être transformés en pâte à papier de qualité.

Les érablières font souvent partie intégrante de nos fermes et il faut des années pour les constituer. Il faut souvent des générations pour bien espacer les arbres afin que le feuillage atteigne un diamètre maximum et pour les sélectionner en fonction de leur teneur en sucre. Des érablières transmises de père en fils pendant des générations n'ont plus aucun avenir si l'on n'intervient pas rapidement.

Je voudrais que chacun de vous puisse voir la flamme dans le regard d'un agriculteur de la quatrième génération qui, en compagnie de son fils, demande des conseils pour savoir s'il doit abattre son érablière qui se meurt et qui est devenue inutile. C'est une situation à laquelle j'assiste régulièrement.

Dans notre région, les producteurs de sirop d'érable viennent d'enregistrer leur troisième mauvaise saison consécutive. Je le sais, car c'est moi qui signe leurs chèques. Même si le prix du sirop a bien augmenté, leurs chèques diminuent chaque année. Je dois me déplacer et aller de plus en plus loin pour trouver du sirop de bonne qualité. Le Québec est vaste et j'ai pu jusqu'à présent trouver du sirop, mais que vont devenir les agriculteurs dont le sirop de qualité a contribué à faire de mon entreprise ce qu'elle est?

À court terme, il n'y a qu'une solution: l'application d'engrais spécialisés. Au cours des essais, on a constaté qu'ils permettaient efficacement de ralentir et peut-être même d'éviter la destruction des érables. Tant qu'une solution n'aura pas été trouvée au niveau mondial pour arrêter à la source les émissions de pluies acides, la seule façon de limiter les dégâts causés aux forêts du Québec sera d'appliquer des engrais. L'application d'engrais à toutes les érablières en exploitation au Québec est une entreprise de grande envergure, mais c'est indispensable si l'on ne veut pas courir au désastre.

L'idéal serait d'appliquer 50 p. 100 d'engrais la première année et 50 p. 100 l'année suivante. En procédant ainsi, on réduit l'effet de choc sur les arbres. Il convient d'éviter de traiter brutalement les arbres affaiblis et un remède de cheval pourrait être dommageable. Une double application d'engrais revient nettement plus cher, mais elle est indispensable à la santé des arbres. La plupart des projets et des études scientifiques demandent que le gouvernement défraie le coût des engrais et que les exploitants se chargent de les appliquer.

Le temps presse. Les dégâts sont d'ores et déjà énormes. Il nous faut absolument mettre en place un programme d'application d'engrais dès cet automne. Le coût de l'attente est considérable. Les forêts du Québec sont la base de notre principale industrie, la source de notre eau potable, de notre vaste potentiel hydroélectrique et de notre industrie du tourisme, le garant de notre santé et le cœur de notre patrimoine.

Le problème des pluies acides relève de la question plus vaste de la pollution, qui nous fait courir des risques de plus en plus grands.

Je vous remercie de m'avoir écouté aujourd'hui.

[Text]

The Chairman: Thank you for your presentation. Before calling on the members of the committee for questions, perhaps I could start with one seeking more detail on the kind of fertilizer that you feel would offset some of the damaging effects from acid rain that you have described. I should like to get an idea of the cost. Is that something that is done on an individual tree basis, or on the basis of a stand of trees?

I gather from what you have said that the owner of the trees applies the fertilizer, and that the industry is looking for assistance to cover the cost of fertilizers.

What is the fertilizer you use, and what is the cost of it?

Mr. Herman: As I understand it, the cost will amount to approximately \$1 per 12-inch tree, which is a fairly average tree. That will be split over two years. I am not entirely sure whether that includes application. It might be lower than that for the fertilizer itself.

There are two, perhaps three, types of fertilizer being experimented with. They are all adequate. I will not argue against any single one. I personally believe that the organic type might be slightly better. A great deal of experimentation has been done with that fertilizer. It has been proven. I have tested it myself. I could not believe the results. I actually had a dead branch come back to life. I did not think that was possible, yet it has come back to life and has leaves on it this year. That was a dramatic reversal.

The organic fertilizer has a composition of 4-4-8, along with trace elements which are incredibly vital. I think the trace elements are magnesium and potassium. They are needed in minute amounts, but the trees need trace elements in the fertilizers. With them they work very well, without them they are not very effective.

Most fertilizers have a limestone base which neutralizes the effects of acid rain. The organic fertilizer replaces ingredients that have been leached out of the soil. The organic fertilizer, as I said, has a limestone base and consists of bone-meal, chicken blood as a binder and trace elements.

The fertilizer proposed by the Canadian Forestry Service is a 0-10-30 mix with a limestone base and trace elements. I have talked to scientists from McGill University and they have told me that that is a good overall mix. They have said that it may not be the best in some situations, but that it will do no harm. That is probably the least expensive fertilizer in the long run and will do a great deal of good.

We are not just talking about maple trees in the long run. If we do not protect the trees in the national parks, the provincial parks and in city parks, we will lose most of them. It is getting that severe.

I have not been in Ottawa long enough to look at the trees here, but I have just returned from a conference in Toronto and saw that they have the same problem there. I went to a friend's cottage on Lake Simcoe. He told me that they had no

[Traduction]

Le président: Je vous remercie de votre exposé. Avant de passer la parole aux membres du comité qui désirent vous poser des questions, j'aimerais que vous nous donniez davantage de détails sur le type d'engrais qui, à votre avis, serait susceptible de contrecarrer les effets dommageables des pluies acides que vous venez de nous exposer. J'aimerais avoir une idée des coûts. Doit-on l'appliquer individuellement à chaque arbre ou à un bouquet d'arbres?

Si j'ai bien compris, les propriétaires s'engagent à appliquer l'engrais et l'industrie demande au gouvernement qu'il en défraye le coût.

Quel est l'engrais que vous utilisez et quel est le coût?

M. Herman: Si je ne me trompe, le coût sera d'environ 1 \$ pour un arbre de 12 pouces, ce qui correspond à peu près à la moyenne. Il pourrait être réparti sur deux ans. Je ne suis pas tout à fait sûr que ce chiffre comprenne l'application. Le coût de l'engrais à lui seul pourrait être inférieur à ce chiffre.

Il y a deux, peut-être trois, types d'engrais en cours d'expérimentation. Tous répondent aux besoins. Je n'ai d'objection à faire à aucun d'entre eux. Je considère personnellement qu'un engrais de type organique pourrait être légèrement supérieur. De nombreuses expériences ont été faites au sujet de ce type d'engrais. Il a fait ses preuves. Je l'ai essayé moi-même. J'ai été stupéfié par les résultats. J'ai même vu une branche morte reprendre vie. Je ne pensais pas que c'était possible, pourtant elle a repris de la vitalité et elle porte des feuilles cette année. Le retournement de la situation s'est révélé spectaculaire.

L'engrais organique a une composition de 4-4-8, ainsi qu'une teneur en oligo-éléments terriblement efficace. Je pense que ces oligo-éléments sont le magnésium et le potassium. De grandes quantités ne sont pas nécessaires, mais les arbres en ont besoin car, en leur absence, les engrais n'ont pas une grande efficacité.

La plupart des engrais sont à base de chaux, qui neutralise les effets des pluies acides. Les engrais organiques remplacent les ingrédients qui ont été lessivés dans le sol. Ces engrais organiques, comme je viens de le dire, sont à base de chaux et se composent d'os, de sang de poulet servant de liant et d'oligo-éléments.

L'engrais proposé par le Service canadien des forêts est un mélange 0-10-30 à base de chaux et comportant des oligo-éléments. J'ai discuté avec les scientifiques de l'Université McGill, et ils m'ont dit qu'il s'agissait là de manière générale d'un bon mélange. Ils m'ont précisé que la composition n'était peut-être pas la meilleure dans certains cas, mais qu'elle ne serait pas préjudiciable. C'est probablement l'engrais le moins onéreux à long terme et nous en tirerons de nombreux avantages.

À terme, il ne s'agit pas simplement des érables. Si nous ne protégeons pas les arbres des parcs nationaux, des parcs provinciaux et des parcs municipaux, nous perdrons la majorité d'entre eux. La situation est grave.

Je n'ai pas eu le temps de regarder les arbres à Ottawa, mais je viens d'assister à une conférence à Toronto et j'ai pu voir que les mêmes problèmes se posaient. Je suis allé dans le chalet d'un ami, au lac Simcoe. Ce dernier m'a dit que les pluies aci-

[Text]

problem with acid rain. When I got up there all I could see were problems with acid rain.

The problem goes beyond the maple sugar industry. We have to do something politically to stop the source of acid rain. Most of this comes from the Ohio Valley, yet the Americans do not even acknowledge there is a problem.

The latest pronouncements by George Bush indicate that he wants to do something by the year 2000. If nothing is done before then, we will not have a maple sugar industry. He said:

—I will ask for a program to cut millions of tonnes of sulphur dioxide emissions by the year 2000 and to significantly reduce nitrogen oxide emissions.

We do not have until the year 2000. The Quebec map shows that we have perhaps five to seven years before the majority of the trees located in Quebec are dead.

The Chairman: One follow-up question before calling on Senator Fairbairn. How many trees are in a sugarbush operation?

Mr. Herman: The average sugarbush is getting larger and larger as the farm family gets smaller and smaller. More people are mechanizing and going into larger pipeline installations. I would say that the average sugarbush has probably moved up to 3,000 taps, but they vary from 250 taps to 25,000 taps.

I know that the current proposals underway for fertilization envision a total cost over two years of approximately \$30 million. That is a good start to fight acid rain and will help protect the maple sugar industry, which is an important industry for Quebec and Canada. The maple tree is also a symbol of Canada, with the maple leaf on our flag. That is a minor cost compared to the cost actually being incurred by the forest industry, by people having to repaint their cars, by the damage to roofing tiles, bridges, and that being done to the Parliament Buildings alone. All of that will add up to more than \$30 million in damages over ten years.

The Chairman: Is the organic fertilizer that you referred to the one marketed as Maplegro?

Mr. Herman: It is marketed as Maplegro, Canagro and Capollas Acid Antidote. That is produced in Magog, Quebec. I think it is marketed by a company that has a head office in Ontario. That is a good fertilizer.

The 0-10-30, which is made on a regional basis, is also a good fertilizer. Dr. William Hendershot of McGill University could give you more specific information on this.

The Chairman: I gather that the fertilizer used to offset acid rain makes the trees sturdier and gives them an extraordinary opportunity through nutrients to live for a longer time than would be the case if the tree were left in their natural state. You have referred to some of the symptoms, loss of leaf coat-

[Traduction]

des posaient dans cette région des problèmes. Sur place, nous avons pu en constater la gravité.

Le problème dépasse l'industrie du sucre d'érable. Nous devons prendre des mesures politiques pour éliminer les pluies acides à la source. Une grande partie des émissions viennent de la vallée de l'Ohio et pourtant les États-Unis ne reconnaissent même pas la réalité du problème.

Si l'on en croit ses dernières déclarations, George Bush a l'intention de faire quelque chose avant l'an 2000. Si rien n'est fait avant ça, nous n'aurons plus à cette date d'industrie du sucre d'érable. Il s'est exprimé en ces termes:

—Je demanderai qu'on mette sur pied un programme visant à réduire de plusieurs millions de tonnes les émissions de dioxyde de soufre en l'an 2000 et à réduire de manière significative les émissions d'oxyde d'azote.

Nous ne pouvons pas attendre l'an 2000. La carte du Québec nous montre que nous disposons encore de cinq à sept ans peut-être avant que la majorité des arbres du Québec ne meurent.

Le président: Une dernière question avant de passer la parole au sénateur Fairbairn. Combien d'arbres compte en moyenne une exploitation de sirop d'érable?

M. Herman: La taille des érablières augmente en moyenne à mesure que les familles d'agriculteurs diminuent. Davantage d'exploitations se mécanisent et emploient des installations de tubes de plus grande dimension. Je dirais que l'on perce maintenant en moyenne dans une érablière probablement jusqu'à 3 000 trous, mais cela va de 250 à 25 000 trous.

Je sais que notre projet actuel d'application d'engrais envisage un coût global d'environ 30 millions de dollars sur deux ans. C'est un bon commencement pour lutter contre les pluies acides et cela contribuera à aider notre industrie du sucre d'érable, qui revêt une grande importance pour le Québec et pour l'ensemble du Canada. L'érable est par ailleurs l'emblème du Canada, qui figure sur notre drapeau. Il s'agit là d'un coût minime comparé à ce qu'il en coûte aujourd'hui à notre industrie forestière, aux particuliers qui doivent repeindre leurs véhicules et réparer les tuiles de leurs toits ainsi qu'aux pouvoirs publics lorsqu'il s'agit de refaire les ponts ou même simplement de rénover les édifices du Parlement. Tout cela coûtera plus de 30 millions de dollars sur dix ans.

Le président: Est-ce que l'engrais organique dont vous parlez est celui qui est commercialisé sous le nom de Maplegro?

M. Herman: Il s'agit des anti-acides commercialisés sous le nom de Maplegro, Canagro et Capollas. Ils sont produits à Magog, au Québec. Je pense que l'entreprise qui en fait la commercialisation a son siège social en Ontario. C'est un bon engrais.

L'engrais 0-10-30, qui est fabriqué à l'échelle régionale, est lui aussi un bon engrais. Le Dr William Hendershot, de l'Université McGill, pourrait vous en dire davantage à ce sujet.

Le président: Si je comprends bien, les engrais visant à lutter contre les pluies acides rendent les arbres plus forts et leur donnent la chance unique, grâce à l'apport d'éléments nutritifs, de vivre plus longtemps que s'ils étaient laissés dans leur état naturel. Vous nous avez fait part de certains symptômes, perte

[Text]

ing, and so forth. Can you speculate on what the fertilizer does for the trees?

Mr. Herman: The fertilizer neutralizes the ground and allows the root structure to re-establish itself. A tree has a tap root and subsidiary roots. Branching off that are hair roots, which are tiny roots that absorb moisture and nutrients in the ground. They have been burned off the tree primarily by aluminum and also by the lack of nutrients. So the tree is now trying to absorb through its main root structure what it was formerly being fed by this massive substructure of root hairs. The limestone neutralizes the acid, stops the aluminum from being put into solution and lets the tree re-establish itself. Without it, the trees literally fall over dead.

The Chairman: So it is really a temporary thing. The fertilizer allows the tree to ingest the nutrients that it would not previously have been able to ingest because of the loss of these small root hairs. With more nutrients present, the damaged root system can work effectively to absorb nutrients to support the tree. The long-term answer, of course, is to eliminate the acid rain; but also in the short term, the limestone base neutralizes acid in the area and gives the tree a chance to grow establish.

Mr. Herman: Yes.

The Chairman: Thank you. I think I have a better understanding of that.

Senator Fairbairn: When you mentioned the \$30 million in terms of fertilizing, is that for the maple tree stands only? Would that be the estimate for all of Quebec?

Mr. Herman: I read about that in a UPA pamphlet, which is a Quebec farmers union pamphlet. They were talking about a \$30 million program that was implemented to save the maple industry. That is a good start. It will save a substantial amount of the present industry for approximately four years.

Senator Fairbairn: But then you would have to do it again.

Mr. Herman: Then you would have to do it all over again. Unless we stop it at its source, we are going to have to do everything all over again.

Senator Fairbairn: So if nothing is done, would you see the industry in a state of near collapse in four or five years?

Mr. Herman: Everyone in the industry sees it collapsing around them. I know for a fact that the largest companies in the industry in Canada and in the United States are planning their withdrawal or are diversifying. They see it collapsing.

Senator Fairbairn: From your own perspective, how long has it taken to get to this stage? How long have the signs been visible that have led to this situation?

Mr. Herman: There were no signs whatsoever 14 years ago. I remember the trees being healthy and green then.

When this situation began, the signs were quite visible because the crowns of the trees which is the normal area of

[Traduction]

de revêtement des feuilles, etc. Pouvez-vous nous donner une idée de l'effet de l'engrais sur les arbres?

Mr. Herman: L'engrais neutralise le sol et permet à l'ensemble des racines de se rétablir. Un arbre comporte une racine principale et des racines secondaires d'où partent des radicelles, soit de toutes petites racines garnies de poils qui absorbent l'humidité et les éléments nutritifs présents dans le sol. Ces radicelles ont été brûlées, surtout par l'aluminium, mais aussi par le manque d'éléments nutritifs. L'arbre essaye alors d'absorber par l'intermédiaire de sa racine principale ce qu'il absorbait jusqu'alors grâce à son énorme structure secondaire de radicelles garnies de poils. La chaux neutralise l'acidité, empêche l'aluminium de se dissoudre et permet à l'arbre de se rétablir. Sans elle, les arbres se meurent littéralement.

Le président: C'est donc une solution temporaire. L'engrais permet à l'arbre d'ingérer les éléments nutritifs qu'il ne pouvait plus absorber en raison de la perte de ses radicelles. Les éléments nutritifs étant plus abondants, le système racinaire endommagé agit plus efficacement pour alimenter l'arbre. La solution à long terme est bien entendu de supprimer les pluies acides mais, dans l'intervalle, la chaux neutralise l'acidité du sol et donne à l'arbre la possibilité de s'implanter et de croître.

Mr. Herman: En effet.

Le président: Je vous remercie. Je pense que je comprends mieux le problème.

Le sénateur Fairbairn: Lorsque vous avez évoqué le chiffre de 30 millions de dollars d'engrais, est-ce que cela ne s'applique qu'aux érablières? S'agit-il là d'une estimation pour tout le Québec?

Mr. Herman: Je l'ai lu dans la brochure de l'UPA, une brochure d'un syndicat d'agriculture au Québec. On y parle d'un programme de 30 millions de dollars destiné à sauver l'industrie de l'érable. C'est là un bon début. Il permettrait de sauver une part importante des entreprises actuelles du secteur pendant quatre années environ.

Le sénateur Fairbairn: Mais il faudra alors recommencer.

Mr. Herman: Il faudra alors recommencer. À moins de prendre le problème à la source, il faudra chaque fois recommencer.

Le sénateur Fairbairn: Donc, si rien n'est fait, vous pensez que l'industrie sera pratiquement réduite à néant dans quatre ou cinq ans?

Mr. Herman: Tous les gens de l'industrie s'aperçoivent que tout s'écroule autour d'eux. Je sais pertinemment que les grosses entreprises du secteur au Canada et aux États-Unis envisagent de se retirer ou prévoient de se diversifier. Elles prévoient un effondrement.

Le sénateur Fairbairn: À votre avis, combien a-t-il fallu de temps pour en venir là? Depuis combien de temps peut-on entrevoir les signes avant-coureurs de cette situation?

Mr. Herman: Aucun signe n'était visible il y a quatorze ans. Je me souviens que les arbres étaient verts et en bonne santé.

Puis les signes se sont faits visibles car on a vu apparaître des branches mortes à la cime des arbres, là où la croissance se

[Text]

growth contained dead branches. This is dramatically different from the norm. That started ten years ago. The ground has used up its buffering ability to fight the acid. The acid now comes down and permeates to the root system full strength. Previously, it was landing on soil that contained its own limestone or contained its own buffering system and was completely dilluted. At this point, the damage is picking up speed so quickly that, over the years, it has finally reached the point where it is becoming toxic, and the trees are dying at an increasing rate.

Senator Fairbairn: When you talk of the maple industry in Quebec, could you outline the number of farmers involved and how much the industry is worth?

Mr. Herman: I was sure I would be asked that question, but I could not get up-to-date information on that. I would guess that there are 20,000 farmers. There were 32 million pounds of maple syrup produced this year, and the average bulk price is \$2 a pound in the field. If you take that into account and add marketing the product world wide, employing people and supplying the proper equipment, it is a major business. I know in most farm communities, for example in the Beauce, nearly every farm has a major sugarbush that they have invested vast sums of money in.

Senator Fairbairn: In addition to what?

Mr. Herman: They may have a dairy farm or a pig farm, and in addition to that, they have a well equipped maple syrup operation with a vacuum pipeline that costs \$10 a tap, evaporators that cost approximately \$40,000 and tractors to pull equipment. They have made major investments. There are people near me who have invested heavily in maple syrup just as this decline started, and they have now had to sell off their equipment and take jobs in other places in order to pay for it. It should have paid for itself because they were incredibly smart farmers. They did not waste a penny in what they were doing, but they could not make a go of it.

It is becoming increasingly difficult to make maple syrup. It has never been very profitable but it has been an integral part of approximately 50 per cent of the farms in Quebec.

Senator Fairbairn: Clearly, your message is getting through in terms of public awareness. A great deal of publicity is now being given to the situation probably because it is deteriorating so rapidly. What indications do you have of real support from the government, either provincial or a mix of federal-provincial, to embark on the kind of fertilizer program that seems to be the only way to turn the situation around, other than the overall question of fighting acid rain? When you are talking about this program of fertilizing for two years, is this an active possibility right now in Quebec?

[Traduction]

fait normalement. C'est tout à fait inhabituel. Cette situation a commencé il y a dix ans. Le sol avait perdu son pouvoir de faire tampon pour lutter contre l'acidité. L'acidité pénètre maintenant dans le sol et imprègne le système racinaire sans aucun obstacle. Jusqu'alors, elle pénétrait dans un sol ayant sa propre teneur en chaux ou possédant un pouvoir tampon et se retrouvait totalement diluée. Aujourd'hui, les dégâts évoluent si rapidement après tout ce nombre d'années que l'on en est finalement venu au point où les pluies sont toxiques et où les arbres meurent de plus en plus nombreux.

Le sénateur Fairbairn: Parlons de l'industrie de l'érable au Québec, pouvez-vous me préciser le nombre d'agriculteurs en cause et le chiffre d'affaires que représente cette industrie?

M. Herman: J'étais certain qu'on allait me poser cette question, mais je n'ai pas pu obtenir des données à jour à ce sujet. Je dirais qu'il y a à peu près 20 000 producteurs. On a produit cette année 32 millions de livres de sirop d'érable et le prix de gros est en moyenne de 2 \$ la livre chez le producteur. Lorsqu'on ajoute les frais de commercialisation du produit dans le monde entier, le nombre d'emplois impliqués et la fourniture du matériel indispensable, il s'agit là d'un secteur d'entreprise important. Je sais que dans la plupart des régions agricoles, dans la Beauce, par exemple, presque toutes les fermes possèdent une grosse érabièrre dans lesquelles elles ont beaucoup investi.

Le sénateur Fairbairn: Quelles sont leurs autres activités?

M. Herman: Il peut y avoir une exploitation laitière ou porcine à laquelle vient s'ajouter une exploitation moderne de sirop d'érable équipée de tuyaux d'écoulement sous vide au coût de 10 \$ pour chaque perçage, d'évaporateurs coûtant quelque 40 000 \$ et de tracteurs pour transporter le matériel. Ces fermes ont fait de gros investissements. Il y a des gens près de chez-moi qui ont fait d'énormes investissements dans la production du sirop d'érable au moment même où a commencé le déclin et qui ont dû vendre leur matériel et prendre un emploi à l'extérieur pour finir de le payer. L'opération aurait dû être rentable car il s'agissait d'excellents producteurs. Ils n'ont fait aucun gaspillage, mais ils n'ont pas réussi à rentabiliser l'argent investi.

Il est devenu de plus en plus difficile de faire du sirop d'érable. Cette activité n'a jamais été très rentable, mais elle fait partie intégrante de la production d'environ la moitié des fermes du Québec.

Le sénateur Fairbairn: De toute évidence, votre message est en train de passer dans l'opinion publique. Cette situation reçoit aujourd'hui une large publicité, probablement en raison du fait qu'elle se détériore si rapidement. Quels sont les indices qui vous permettent de dire que vous bénéficiez d'un véritable appui des gouvernements, que ce soit au niveau purement provincial ou sous la forme d'une association entre le fédéral et les provinces, qui permettrait de se lancer dans le type de programme d'application d'engrais qui apparaît comme le seul susceptible de remédier à la situation si l'on excepte le fait de lutter à la source contre les pluies acides? Ce programme d'application d'engrais sur deux ans, est-ce une véritable possibilité dès maintenant au Québec?

[Text]

Mr. Herman: If it is, we cannot find anything out about it. It has been spoken about and written about, but even the fertilizer companies themselves, which I contacted before this meeting, do not know any details of it. This is not something that can be put on hold because the acid is in the soil and is eating at the roots. The growth rings of the trees and the bio-mass produced per year has been drastically affected. Compared to how much we are losing in growth in our pulp and paper industry alone, much less our hardwoods for fine furniture and our maple bushes, \$30 million is peanuts. The damage is probably in the billions of dollars. I am here to ask for some help for our maple syrup industry, which is really a major necessity for the farm community of not only Quebec but of Ontario and New Brunswick as well. That is vital, but, as a committee, you should be looking well beyond that. We have to worry about the entire forest industry. We have to worry about sections of the forests that are water sources and are not being exploited by anyone. The lakes are dying at a fantastic rate. We should be looking at the system that has been well developed in Sweden, where they put silos at the top of rivers and streams to feed measured amounts of limestone down into the lakes. Because acid rain turns into acid snow, we even get dry disposition. Acidic powder floats out of the air on sunny days, lands on leaves, and when the dew comes at night it forms highly concentrated spots and burns the leaves. It is now getting into toxic rain and heavy metal fog. There is junk coming out of the sky at an increasing rate. It is a major task to stop this. Basically, we are going to have to change our way of life.

This ties in with the ozone question which is, in its own way, a lot scarier than the acid rain question. If we lose all our trees, that is one thing, but with the ozone layer, we are in danger of sterilizing our oceans. We are only a percentage point and a half away from having enough ultraviolet light coming through the upper atmosphere to sterilize all the algae in our oceans, which will totally disrupt the food chain. Where we go from there is another matter. I have distributed an article regarding that. This is becoming increasingly apparent, and it is being backed up by reputable scientists around the world. We are in grave danger. This all ties in with acid rain and incineration.

I have seen the most amazing surge in public opinion, especially since this last PCB disaster in Quebec.

In the last year I have been doing newspaper, television and radio interviews. I cannot go anywhere without speaking about acid rain and people asking me if they can help. Reporters are saying to me, "Listen, if you need anything from us, just call us. If you want coverage for something, just call us. We want to do something." People have asked if there is something I need money for, and have offered me money.

[Traduction]

M. Herman: Si c'est le cas, nous n'avons aucun détail en ce qui le concerne. On en a beaucoup parlé et on a beaucoup appris à son sujet, mais les fabricants d'engrais eux-mêmes que j'ai contactés avant de venir ici ne disposent d'aucun détail. On ne peut plus attendre, car l'acidité du sol est en train de tuer toutes les racines. Les anneaux de croissance des arbres et la production annuelle de biomasse ont été considérablement touchés. Une somme de 30 millions de dollars n'est qu'une bagatelle lorsqu'on la rapproche de ce que perd en terme de croissance notre seule industrie de la pâte à papier, sans parler de la production de bois-d'œuvre destiné à la fabrication de meubles de qualité. Les dégâts se chiffrent probablement en milliards de dollars. Je suis venu ici vous demander d'aider notre industrie du sirop d'érable, qui est en fait indispensable à la vie des collectivités agricoles, non seulement du Québec, mais aussi de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick. Il s'agit d'une question vitale, mais votre comité doit aller bien plus loin. Nous devons nous inquiéter du sort de l'ensemble de notre industrie forestière. Nous devons nous préoccuper des zones forestières qui constituent des sources d'eau sans que personne ne les exploite. Nos lacs se meurent à un rythme fantastique. Nous devons nous pencher sur les mécanismes mis en place en Suède, où l'on dispose des silos en amont des rivières et des ruisseaux afin de déverser des quantités précises de chaux dans les lacs. Étant donné que les pluies acides se transforment en neige acide, nous avons même des dépôts solides. Cette poudre acide vole dans les airs au cours des journées ensoleillées, se dépose sur les feuilles et, lorsque la rosée arrive le soir, se transforme en gouttelettes fortement concentrées et brûle les feuilles. On est maintenant en présence de pluies toxiques et de brouillard contenant des métaux lourds. Des saletés nous tombent du ciel à un rythme accéléré. Il devient très difficile d'y remédier. Cela exigera en fin de compte que nous changions notre style de vie.

Voilà qui nous ramène au problème de l'ozone qui, en soi, est bien plus effrayant que celui des pluies acides. C'est une chose de perdre tous nos arbres, mais, avec le problème de la couche d'ozone, nous risquons de stériliser nos océans. Nous ne sommes qu'à un point et demi du seuil à partir duquel les rayons ultraviolets venus de la haute atmosphère stériliseront l'ensemble des algues de nos océans, ce qui bouleverserait toute la chaîne alimentaire. Les conséquences sont difficilement envisageables. J'ai fait circuler un article à ce sujet. Le problème devient de plus en plus patent et il est confirmé par des scientifiques de réputation mondiale. Nous sommes gravement en danger. Tout cela est lié à la question des pluies acides et des installations d'incinération.

J'ai constaté une prise de conscience tout à fait étonnante dans l'opinion publique, tout particulièrement depuis la catastrophe du BPC qui a eu lieu récemment au Québec.

L'année dernière, j'ai accordé des entrevues dans les journaux, à la télévision et à la radio. Je ne peux aller nulle part sans parler des pluies acides et entendre des gens qui me demandent ce qu'ils peuvent faire pour m'aider. Les journalistes me disent: «Écoute, si tu as besoin de quelque chose, tu n'as qu'à nous appeler. Si tu veux un article, tu n'as qu'à le demander. Nous voulons faire quelque chose.» Les gens me demandent si j'ai besoin d'argent pour faire telle ou telle chose, et ils m'offrent de l'argent.

[Text]

I promise you that there is a surge in public opinion that boggles my mind. People care right now.

Senator Spivak: Everyone but the politicians who make the decisions.

Mr. Herman: I think it is also becoming increasingly apparent to the politicians. George Bush, in his speech the other day, said everything I wanted to hear. It was not until I got a written transcript and found out that he wants to push it off until the year 2000 that my new found faith in American politicians was lost.

Senator Fairbairn: To get back to Canada, I share your concerns. Indeed, we were at the same conferences in Toronto on forest decline and, before that, on the changing atmosphere. Those two conferences were the most frightening conferences I, as an individual, have ever been to.

In terms of the assistance to your industry, if there is to be a meaningful start right away, a fertilizing program would have to start before the winter snows. Is that possible?

Mr. Herman: I think it is. I am sure there are vast supplies of fertilizer ready to be used. We could give farmers the choice of all three types. They could have so much per tree, and that could be verified if they were licenced and registered and it is known how many trees there are. So that would not be difficult.

However, not all farmers will do this. You have to realize that farmers do not attend conferences. Farmers do not necessarily spend a great amount of time reading technical journals. They do not even all know about acid rain. They know they are cutting more firewood than they ever cut before, but they do not all understand. Not all farmers are going to jump at a chance to fertilize. It is something they do not understand. We will probably start off at a reasonable pace.

Senator Fairbairn: Would this come from the provincial government?

Mr. Herman: I do not mind where it comes from. Some farmers will wait until the results are visible in other farmer's bushes. They are going to protect their bush, and it may mean waiting to make sure that whatever the government gives them this time does not poison their trees.

The Chairman: What is a pound of maple syrup worth?

Mr. Herman: It is graded by colour and taste. Grade D syrup is worth \$1.10 a pound and Grade AA syrup is worth about \$2.74 a pound.

The Chairman: Is that to the farmer?

Mr. Herman: Yes.

[Traduction]

Je peux vous dire qu'il y a une prise de conscience dans l'opinion publique qui me stupéfie. Les gens se préoccupent désormais du problème.

Le sénateur Spivak: Tout le monde sauf les responsables politiques qui prennent les décisions.

M. Herman: Je pense que les hommes politiques se rendent eux aussi de plus en plus compte du problème. Dans son discours de l'autre jour, George Bush a fait pratiquement toutes les déclarations que je voulais entendre. Je n'en revenais pas. Ce n'est qu'après avoir reçu la transcription écrite du discours que je me suis aperçu qu'il voulait reporter la solution à l'an 2000, ce qui m'a fait perdre confiance dans les responsables politiques des États-Unis.

Le sénateur Fairbairn: Pour en revenir au Canada, je partage vos préoccupations. Nous nous sommes d'ailleurs rencontrés aux conférences de Toronto sur le déclin des forêts et, avant cela, sur la modification de l'atmosphère. Jamais conférence ne m'a fait personnellement aussi peur que ces deux-là.

En ce qui a trait à l'aide pouvant être apportée à votre industrie, si l'on veut qu'un programme d'application d'engrais soit utile dans l'immédiat, il faut qu'il soit en place avant l'arrivée de la neige cet hiver. La chose est-elle possible?

M. Herman: Je pense que c'est possible. Je suis persuadé que nous avons d'énormes stocks d'engrais prêts à être utilisés. Nous pourrions donner aux producteurs le choix entre les trois types. Ils pourraient bénéficier d'une quantité fixe pour chaque arbre, ce qu'on peut facilement vérifier à partir du moment où ils sont licenciés et répertoriés. On sait combien ils ont d'arbres.

Toutefois, tous les producteurs ne se prévaudront pas de ce programme. Il faut bien voir que les producteurs n'assistent pas aux conférences. Les producteurs ne passent pas nécessairement tout leur temps à lire des revues techniques. Ils ne sont même pas tous au courant du problème des pluies acides. Ils se rendent compte qu'ils coupent davantage de bois de chauffage qu'auparavant, mais ils n'en savent pas tous la raison. Tous les producteurs ne vont pas sauter sur l'occasion de mettre de l'engrais. C'est quelque chose qu'ils ne comprennent pas. Nous agissons probablement de manière plus progressive.

Le sénateur Fairbairn: L'initiative en reviendra-t-elle au gouvernement provincial?

M. Herman: Je ne veux pas savoir d'où elle viendra. Certains producteurs attendront que les résultats soient visibles dans les érablières de leurs voisins. Ils voudront protéger leurs érablières, ce qui signifiera dans certains cas attendre pour être sûr que le gouvernement ne va pas cette fois-ci empoisonner leurs arbres.

Le président: Quelle est la valeur d'une livre de sirop d'érable?

M. Herman: Le sirop est classé suivant son goût et sa couleur. Le sirop de catégorie D est vendu 1,10 \$ la livre et le sirop de qualité AA se vend quelque 2,74 \$ la livre.

Le président: Par le producteur?

M. Herman: Oui.

[Text]

Senator Macquarrie: Not that anything more than acid rain is needed in terms of the problems facing the industry, but is acid rain the only serious problem facing the maple sugar industry?

Mr. Herman: I believe that acid rain is the only problem that the industry certainly cannot handle. There is not enough money in the industry for refertilization. It is not a highly profitable industry. It fluctuates. It is terribly vulnerable to the weather. One year you will get perfect weather for making maple syrup; another year you will not.

There are ups and downs in the industry. It is very difficult to invest a large amount of money in developing markets when you might not be able to supply the market the next year. The maple syrup industry is a tough industry, but it is quite self-sufficient. Oftentimes maple syrup is made out of a matter of pride and a matter of knowledge in having the equipment rather than trying to make a large amount of money. Once you get into the marketing of it, it becomes more of a business. A lot of farmers make maple syrup for their neighbours, for their friends and for themselves. Others are much more mechanized and make a good concern of it.

Acid rain is the only problem I would say we are worried about and that we cannot handle.

Senator Macquarrie: You mentioned that acid rain and other forms of pollution vary from area to area. In the maritimes the industry declined a good deal even before the acid rain era.

What is the structure of the maple sugar industry in the maritimes today?

Mr. Herman: It is flourishing. It is probably the fastest growing area in Canada right now. I have noticed that maple syrup is moving out of its traditional areas and into new areas. The biggest producing area this year was la région du Bas St. Laurent. It had previously been the Beauce County, but Beauce County is devastated by acid rain. They have sugar bushes with 100 per cent mortality; they have lots of sugar bushes with 60 per cent mortality. They are having a worse time of it than my area, which is probably the number two worst hit area.

Even within an area that is devastated there are areas on the lee of a mountain or out of the wind that are much better. The map of Quebec indicates that red is the area most affected. There are little parts of red everywhere on the map. The makeup of the ground has a lot to do with it. If there is a lot of limestone in the soil, there is a much better chance of the trees lasting.

I was in a maple bush near Disraeli this weekend. It was a real eye opener to me to see a healthy bush, because it has been so long since my bush was healthy or other bushes that I buy syrup from were healthy. To have seen a flourishing bush

[Traduction]

Le sénateur Macquarrie: L'industrie a déjà suffisamment de problèmes comme cela avec les pluies acides, mais est-ce que les pluies acides constituent le seul problème grave auquel doit faire face l'industrie du sucre d'érable?

M. Herman: Je pense que le problème des pluies acides est le seul que l'industrie ne peut pas résoudre par elle-même. Les entreprises du secteur n'ont pas suffisamment d'argent pour défrayer elles-mêmes le coût des engrais. Il ne s'agit pas d'une industrie ayant une forte rentabilité. La conjoncture fluctue et la production est très sensible aux conditions climatiques. Certaines années, les conditions météorologiques seront parfaites pour la fabrication du sirop d'érable; d'autres années, il n'en sera rien.

Il y a des hauts et des bas dans l'industrie. Il est très difficile d'investir de grosses sommes d'argent pour trouver de nouveaux marchés que l'on ne pourra peut-être plus approvisionner l'année suivante. La fabrication du sirop d'érable n'est pas une sinécure, mais l'industrie se suffit largement à elle-même. Bien souvent, la fabrication du sirop d'érable est une question de fierté et de connaissances et s'explique par le fait que l'on dispose de l'équipement et non que l'on a la volonté de gagner beaucoup d'argent. Au stade de la commercialisation, il s'agit davantage d'une activité commerciale. Beaucoup de producteurs font du sirop d'érable pour eux-mêmes, pour leurs voisins et pour leurs amis. D'autres sont davantage mécanisés et en font une véritable entreprise.

Je dirais que le problème des pluies acides est le seul qui nous inquiète et que nous ne pouvons résoudre tout seuls.

Le sénateur Macquarrie: Vous nous avez dit que les pluies acides et que les autres formes de pollution varient d'une région à l'autre. Dans les Maritimes, l'industrie est entrée dans une phase de déclin bien avant que l'on parle des pluies acides.

Pouvez-vous nous dire qu'elle est la structure de l'industrie du sucre d'érable dans les Maritimes à l'heure actuelle?

M. Herman: Cette industrie est florissante. C'est probablement dans cette région qu'elle enregistre la plus forte croissance aujourd'hui au Canada. J'ai constaté que la fabrication du sirop d'érable se déplaçait des zones traditionnelles vers de nouvelles régions. Cette année, c'est la région du Bas Saint-Laurent qui a enregistré la plus forte production. Le comté de la Beauce avait toujours occupé la première place, mais il est dévasté par les pluies acides. On y trouve des érablières ayant un taux de mortalité de 100 p. 100. De nombreuses érablières ont un taux de mortalité de 60 p. 100. La situation est encore pire que dans ma région, qui vient probablement en deuxième position quant à l'importance des dégâts.

Même dans les régions dévastées, il est bien préférable de se trouver sur les pentes d'une montagne ou à l'abri du vent. Sur la carte du Québec, les régions en rouge sont les plus touchées. On retrouve de petits secteurs en rouge partout sur la carte. La composition des sols a une grande importance. Partout où il y a de la chaux dans le sol, les arbres ont bien plus de chance de tenir debout.

J'étais cette fin de semaine dans une érablière près de Disraeli. C'était véritablement instructif de voir une érablière en bonne santé parce qu'il y a tellement longtemps que je n'ai pas vu mon érablière en santé de même que d'autres érablières

[Text]

was a fabulous experience for me. It was like a tonic, and it invigorated me to continue fighting, especially if we have bushes that are still that healthy. A lot is being done. People are trying to breed the trees that have lasted the longest. A lot of other things are being done, too, but without the fertilization to protect it in the short term we will lose the majority of our maple trees.

Senator Macquarrie: How is New Brunswick or the maritimes fairing in reference to acid rain? I noted your comment about fog and altitude, and so on.

Mr. Herman: A good friend of mine, a professional forester who has done research work in acid rain and is now an independent forestry consultant, was in New Brunswick this weekend while I was in the lower Beauce area. We compared notes yesterday. He said that acid rain was a major problem there as well. I have just met some other producers from New Brunswick who said that it was not, but, until producers are trained and sensitized, it usually takes quite a while before they can see the early signs.

Trees die from various causes. Until you reach a certain percentage and a certain pattern—the smaller leaves coupled with the lack of gloss, the dead branches in the crown, which is the growth area of the tree—and until you learn to spot that and become sensitized to it, you can work in the industry and still not understand it. I have often gone to farms where I have thought, “Well, the guy is devastated.” I have said, “What are you doing about acid rain?” The reply is often, “Trees die, man; do not bug me.” Not every farmer is aware of what is going on.

I came here as a private individual. I am a member of the International Maple Syrup Institute, a Director of the Canadian Coalition on Acid Rain and a farmer, but I came here to speak as an individual who has crossed all those worlds and has been sensitized by different things, not as a representative of the UPA who might come with a completely different angle.

The Chairman: We are grateful to you, Senator Spivak, for drawing this matter to our attention and the role that you played in ensuring that Mr. Herman was before us today.

Senator Spivak: It is nice to see you here, Mr. Herman. However, I do not have a handle on how you think this program might be approached strategically in the short term. Why is the Quebec government not asking the federal government for assistance in a fertilization program?

[Traduction]

auxquelles j'achète du sirop. J'ai éprouvé une grande sensation à voir une érablière vigoureuse. Ça m'a servi de tonique et m'a incité à continuer la lutte de plus belle, surtout lorsqu'on a des érablières aussi belles que celle-là à protéger. Beaucoup de choses sont en train de se faire. On s'efforce de sélectionner les arbres qui ont réussi à durer le plus longtemps. On fait beaucoup d'autres choses encore mais, sans la protection conférées à court terme par le projet d'application d'engrais, nous perdrons la majeure partie de nos érables.

Le sénateur Macquarrie: Quelle est la situation au Nouveau-Brunswick ou dans les Maritimes en ce qui a trait aux pluies acides? J'ai entendu que vous nous parliez de brouillard, d'altitude, etc.

M. Herman: Un ami qui m'est proche, un spécialiste des forêts qui a déjà réalisé des travaux sur les pluies acides et qui travaille aujourd'hui comme consultant indépendant en matière forestière, était au Nouveau-Brunswick cette fin de semaine alors que je me trouvais dans la région de la basse Beauce. Nous avons comparé nos notes hier. Il affirme que le problème des pluies acides est là-bas aussi très grave. J'ai rencontré dernièrement d'autres producteurs du Nouveau-Brunswick qui m'ont affirmé qu'il n'en était rien mais, tant que l'on n'aura pas formé et sensibilisé les producteurs au problème, il faut généralement un certain temps avant qu'ils s'aperçoivent des premiers signes avant-coureurs.

Les arbres meurent pour différentes raisons. Tant que l'on n'a pas atteint un certain pourcentage et observé certaines constantes—feuilles plus petites ayant perdu leur vernis, branches mortes à la cime des arbres, soit dans la partie de l'arbre en pleine croissance—et tant que l'on n'a pas appris à déceler ces symptômes et à se sensibiliser au problème, on peut très bien travailler dans l'industrie sans comprendre les enjeux. Il m'est arrivé souvent de me rendre dans une ferme et de me dire «pour lui, c'est la catastrophe» et de demander à l'intéressé «que faites-vous au sujet des pluies acides?» pour m'entendre répondre «tous les arbres meurent, mon cher, ne me compliquez pas la vie avec ce problème.» Tous les agriculteurs ne sont pas conscients du problème.

Je me présente devant vous à titre individuel. Je suis membre de l'Institut international sur le sirop d'érable et directeur de la Coalition canadienne sur les pluies acides et je suis par ailleurs agriculteur, et je m'adresse à vous ici en tant qu'individu qui a été plongé dans ces différents milieux et qui est sensible à différents problèmes, et non en qualité de représentant de l'UPA, dont la façon de voir pourrait être tout à fait différente.

Le président: Nous vous sommes reconnaissants, sénateur Spivak, d'avoir su porter ce problème à notre attention et d'avoir pris les dispositions nécessaires pour que M. Herman puisse comparaître devant nous aujourd'hui.

Le sénateur Spivak: C'est un plaisir de vous avoir parmi nous aujourd'hui, M. Herman. Il n'en reste pas moins que je vois difficilement comment aborder ce programme à court terme d'un point de vue stratégique. Pourquoi le gouvernement du Québec ne demande-t-il pas au gouvernement fédéral une aide dans le cadre d'un programme d'application d'engrais?

[Text]

Despite the huge role the media has taken, I do not see much evidence of government programs, either in the short term or the long term, within the time frame that you are talking about.

Have the farmers in Quebec asked the Quebec government for help?

Mr. Herman: Yes; proposals have been made. Unfortunately, they seem to have run into objections from the UPA.

Senator Spivak: What is the UPA?

Mr. Herman: It is Union des Producteurs Agricole; the farm union.

Senator Spivak: Why is that?

Mr. Herman: The farm union has a legitimate objection, but not a necessary objection. They want an even better proposal. They want vast backup and laboratory analysis of the soil and leaves. It is impossible to do that by this fall. We need help immediately.

The proposal is to get the fertilizer out. The types of fertilizer that are being proposed will do no harm; they can only help. In some areas it will help more than in others, but it is a good, logical proposal to go ahead with now.

The UPA's proposal for leaf and soil analysis and then specifically tailoring fertilizers to each and every bush is a great idea, but it cannot be done in the time frame that we need it done.

Senator Spivak: At the forestry conference we heard the Minister of Agriculture from Quebec, who stated that 50 per cent of the trees were very much affected and 50 per cent were moderately or mildly affected. The department seemed to have a good handle—I believe it was the Minister of Agriculture who said that was it not?

Senator Fairbairn: I believe it was the deputy minister.

Senator Spivak: Yes, it was the deputy minister. I believe that they have a handle on it.

Are you saying that from the point of view of the Government of Quebec there will not be a program this fall? I do not see where the impetus will come from. This committee could write a report, present it to the Senate and communicate with the Minister of Agriculture, and so forth, but if what you are saying is correct there does not seem to be any urgency to put a program in place immediately.

During the drought situation when the grain farmers suffered, there was a lot of sensitization to that problem. People knew that they had to act quickly to do things to help the industry. But in this particular situation there does not seem to be that sense of urgency. What you are saying about the man who said, "Well, do not bug me; trees die," is true. I find that there is a lot of disbelief about the severity of the problem.

[Traduction]

En dépit de l'intervention massive des médias, je ne vois poindre aucun programme gouvernemental, que ce soit à court ou à long terme, qui corresponde à l'échéancier que vous venez de nous tracer.

Les agricultures du Québec ont-ils demandé l'aide du gouvernement du Québec?

M. Herman: Oui, des propositions ont été faites. Malheureusement, il semble qu'elles se heurtent à l'opposition de l'UPA.

Le sénateur Spivak: Qu'est-ce que l'UPA?

M. Herman: C'est l'Union des producteurs agricoles, le syndicat des agriculteurs.

Le sénateur Spivak: Quelles sont les raisons de cette opposition?

M. Herman: Le Syndicat des agriculteurs émet une objection qui, pour être légitime, n'en est pas pour autant nécessaire. Il veut obtenir un projet meilleur encore. Il veut que l'on se dote d'une énorme structure de soutien et que l'on effectue en laboratoire des analyses des sols et des feuilles. Il est impossible de le faire cet automne. C'est maintenant que nous avons besoin d'aide.

Tout ce que nous voulons, c'est qu'on libère les engrais. Les différents types d'engrais proposés ne peuvent faire de mal; ils ne pourront qu'être utiles. Ils le seront plus dans certaines régions que dans d'autres, mais il s'agit là d'un bon projet, conforme à la logique, et qui doit être mis en œuvre dès maintenant.

Le projet de l'UPA, qui veut qu'on analyse les sols et les feuilles pour ensuite adapter précisément les engrais aux différentes érablières, est excellent, mais il est impossible de le réaliser dans les délais dont nous disposons.

Le sénateur Spivak: Lors de la conférence sur les forêts, nous avons entendu le ministre de l'Agriculture du Québec nous dire que 50 p. 100 des arbres étaient très touchés et les 50 p. 100 restants modérément ou légèrement touchés. Le Ministère semblait avoir les choses en main—il me semble que c'était le ministre de l'Agriculture qui parlait, est-ce que je me trompe?

Le sénateur Fairbairn: Je crois que c'était le sous-ministre.

Le sénateur Spivak: Oui, c'était le sous-ministre. Je pense qu'ils ont les choses en main.

Êtes-vous en train de nous dire qu'il n'y aura aucun programme cet automne du côté du gouvernement du Québec? Je ne vois pas d'où viendra l'initiative. Notre comité peut toujours rédiger un rapport, le présenter au Sénat et le transmettre au ministre de l'Agriculture, etc., mais si ce que vous nous dites est exact, il ne semble pas que l'on soit très pressé de mettre un programme en route dans l'immédiat.

Lors de la sécheresse dont ont souffert les producteurs de céréales, les responsables ont bien pris conscience du problème et savaient qu'ils devaient agir rapidement pour aider les gens du secteur. Toutefois, dans le cas qui nous occupe, il ne semble pas que l'on se sente dans une situation d'urgence. L'histoire de l'agriculteur qui vous a répondu «tous les arbres meurent, ne me compliquez pas la vie avec ce problème», est très vraie. Je m'aperçois que l'on ne veut pas se rendre compte de la gravité

[Text]

People do not believe that trees are dying despite all of this barrage—but it may change in a year or two.

I do not know what we can do to help you. I am not sure of what the situation is in terms of any programs to help the farmers. Perhaps you can elaborate on the attitude of the provincial or federal government to date.

Mr. Herman: I do not know whether this committee can get something started or not.

Senator Spivak: I just want to know what the status is of petitions to provincial and federal governments and reactions on the part of federal and provincial governments with regard to this problem. By that I mean in the short term as far as the fertilizing program is concerned.

Mr. Herman: I do not know enough about that. I have not been involved in approaching the government; I have been working more on a private basis. My bush is being fertilized starting today.

I have been working with the press. I have been down to Washington, to Congress, and I am going back again. I am working on a program with the Canadian Coalition on Acid Rain to send every American senator and representative a gift wrapped box of rotten wood with a half-full bottle of maple syrup in it.

The Chairman: What would the quality of the syrup be?

Mr. Herman: Excellent. It is one of the gifts that we make. It is a gift wrapped box usually filled with wood shavings and a bottle of syrup decorated with a Canadian maple leaf. I will then go down and introduce myself and say, "Remember that half-full bottle of maple syrup that you got?"

Senator Fairbairn: Are you sending them to the Quebec legislature, the House of Commons and the Senate?

Mr. Herman: No; we are not. We need legislative action in Washington because of the prevailing wind currents. Approximately 80 per cent of what we are receiving in our area comes from the Ohio River Valley. The American government does not even know the problem exists. I went down there and went door to door for four days. Besides holding major press conferences, I went to the problem areas in Ohio and Pennsylvania where I met with legislative assistants because everyone was in the house voting.

These people do not understand the problem at all. They have no appreciation for it. They have heard of acid rain but do not understand it. They had no idea it was affecting Vermont maple syrup farmers or Quebec maple syrup farmers. Acid rain is in never, never land.

[Traduction]

du problème. Les gens ne croient pas que les arbres se meurent, en dépit de tout ce tapage, mais les choses pourraient changer dans un an ou deux.

Je ne sais pas ce que nous pourrions faire pour vous aider. Je ne sais pas très bien ce qu'il en est des programmes visant à aider les agriculteurs. Peut-être pourriez-vous nous expliquer un peu ce qu'ont fait jusqu'à présent les provinces ou le gouvernement fédéral.

M. Herman: Je ne sais pas si votre comité sénatorial est en mesure ou non d'agir pour que les choses commencent à avancer.

Le sénateur Spivak: J'aimerais simplement savoir où en sont les choses actuellement du point de vue des pétitions faites aux provinces et au gouvernement provincial et des réactions de ces gouvernements face à ce problème. Je me situe en cela dans le court terme, qui correspond à la mise en œuvre du programme d'application d'engrais.

M. Herman: Je ne connais pas en fait suffisamment la question. Je n'ai pas pris part aux contacts avec les gouvernements; je suis intervenu davantage à titre privé. Mon érablière va recevoir de l'engrais à compter d'aujourd'hui. J'ai œuvré en collaboration avec la presse, je suis allé à Washington, au Congrès et au Sénat, et je suis de retour ici.

Je collabore avec la Coalition canadienne sur les pluies acides au sein d'un programme qui vise à envoyer à chacun des membres du Congrès et du Sénat des États-Unis une boîte en bois pourri contenant une bouteille de sirop d'érable à moitié pleine entourée d'un emballage cadeau.

Le président: Quelle est la qualité de ce sirop?

M. Herman: Un sirop d'érable d'excellente qualité. C'est l'un des cadeaux que nous faisons. Il s'agit d'une boîte entourée d'un emballage cadeau remplie de copeaux de bois et contenant une bouteille de sirop décorée de la feuille d'érable canadienne. Je leur rends ensuite visite sur place, je me présente et je leur dis, «vous vous souvenez de cette bouteille de sirop d'érable à moitié pleine que vous avez reçue?»

Le sénateur Fairbairn: Est-ce que vous en envoyez aussi à l'Assemblée législative du Québec, à la Chambre des communes et au Sénat?

M. Herman: Non, nous n'en envoyons pas. C'est à Washington que nous demandons d'agir sur le plan législatif, en raison du régime des vents dominants. Environ 80 p. 100 de ce que nous recevons dans notre région nous vient de la Vallée de l'Ohio. Le gouvernement des États-Unis ne sait même pas que le problème existe. Je suis allé là-bas et j'ai fait du porte à porte pendant quatre jours. En plus de tenir d'importantes conférences de presse, je suis allé dans les régions à la source de nos problèmes, dans l'Ohio et la Pennsylvanie, où j'ai rencontré des assistants ministériels parce que tout le monde se trouvait à la Chambre en train de voter.

Ces gens ne comprennent pas du tout le problème. Ils n'y sont absolument pas sensibles. Ils ont entendu parler des pluies acides, mais ils ne comprennent pas ce que c'est. Ils ignoraient totalement que les producteurs de sirop d'érable du Vermont

[Text]

People on the street in Washington said that they had heard of acid rain, but then asked me: "Is that a drug?" They do not know what acid rain is, yet they are killing our land. They are killing lakes all over Ontario. They are killing our drinking water and the forest industry.

Why does the forestry industry not help us in this regard? Why do they insist that there is not a problem? There is a problem and I know that they know that, yet they are not backing us up. There are no proposals coming from the forest industry asking for assistance from the government.

Senator Spivak: Why is that?

Mr. Herman: I think they are afraid to let their shareholders know that the value of their forest reserves is being diminished by the hour.

Senator Spivak: Your response to my previous question was that there is no organized attempt at the moment to ask the provincial governments for assistance.

Mr. Herman: There must be, but I am not aware of any.

Senator Spivak: Would that be from the maple sugar producers?

Mr. Herman: Not that I am aware of.

Senator Spivak: So they have not asked for help. Therefore, this is not even off the ground yet.

Mr. Herman: I really do not know. I have read about a proposal to the provincial government that was objected to by the National Farmers Union.

Senator Fairbairn: On what grounds did the National Farmers Union object to this?

Mr. Herman: On the grounds that that is not the best possible basis. The best possible basis includes analysis of leaf and soil to tailor the specific fertilizers.

The proposals that I am making, and the proposals coming from research scientists, are that we do not have time to wait, that we will go with this vitamin pill rather than have major surgery. This is a Band-Aid, but without the Band-Aid, the patient will never get to the hospital.

Senator Spivak: Have you spoken to anybody in the Department of Agriculture regarding this problem?

Mr. Herman: No, I have not.

Senator Spivak: So that department has not looked at the problem.

Mr. Herman: What you could do is give me the names of the right people to go to because I do not know my way around government well enough to follow up on this. A follow up is needed. I would like to see this go well beyond the maple sugar industry.

[Traduction]

ou du Québec étaient touchés. Les pluies acides se situent dans un autre monde.

Des gens dans la rue, à Washington, m'ont déclaré avoir entendu parler des pluies acides pour me demander: «Est-ce que c'est une drogue?». Ils ne savent pas en quoi consiste les pluies acides alors que ces dernières sont en train de tuer notre pays. Elles sont en train de tuer les lacs de tout l'Ontario. Elles polluent l'eau que nous buvons et tuent notre industrie forestière.

Pourquoi l'industrie forestière ne nous aide-t-elle pas sur ce point? Pourquoi affirme-t-elle qu'il n'y a pas de problème? Il y a un problème et je sais qu'elle ne l'ignore pas; pourtant, elle ne nous soutient pas. Aucun projet d'aide provenant du gouvernement n'a été élaboré par l'industrie forestière.

Le sénateur Spivak: Comment cela s'explique-t-il?

M. Herman: Je pense que les entreprises ont peur que leurs actionnaires sachent que la valeur de leurs réserves forestières diminue d'heure en heure.

Le sénateur Spivak: Votre réponse à la question que je viens de vous poser, c'est qu'il n'y a à l'heure actuelle aucun effort concerté pour demander l'aide du gouvernement provincial.

M. Herman: Il y en a sûrement un, mais je n'en ai pas connaissance.

Le sénateur Spivak: De la part des producteurs de sirop d'érable?

M. Herman: Non, pas à ma connaissance.

Le sénateur Spivak: Donc, ils n'ont pas encore demandé d'aide. En conséquence, ce projet est encore dans les limbes.

M. Herman: Je n'en sais rien exactement. J'ai entendu parler d'un projet présenté au gouvernement provincial, auquel s'est opposé l'Union des producteurs agricoles.

Le sénateur Fairbairn: Pour quelle raison l'Union des producteurs agricoles s'y est-elle opposée?

M. Herman: Aux motifs que ce n'était pas la meilleure solution. La meilleure solution consiste à analyser les feuilles et les sols pour apporter le meilleur engrais possible.

La proposition que je fais et les propositions qui nous viennent des chercheurs consistent à dire que l'on ne peut plus attendre et qu'il nous faut absolument faire cette cure de vitamines plutôt que d'être réduit à recourir à la chirurgie. Ce n'est qu'un emplâtre, mais sans cet emplâtre, le malade n'aura jamais le temps de se rendre à l'hôpital.

Le sénateur Spivak: Avez-vous parlé de ce problème avec les responsables du ministère de l'Agriculture?

M. Herman: Non.

Le sénateur Spivak: Le ministère ne s'est donc pas penché sur le problème.

M. Herman: J'aimerais que vous me donniez le nom des responsables car je ne sais pas suffisamment me débrouiller dans les arcanes du gouvernement. Un suivi est nécessaire. J'aimerais que nous dépassions largement le cas particulier de l'industrie du sucre d'érable.

[Text]

Senator Spivak: You have said that trees affected by acid rain will be dead in three to five years.

What is your estimate of how long the maple sugar industry has if nothing is done in terms of fertilizer? How long do you think it will exist in Quebec? Is that something gone anyway?

Mr. Herman: Outside of my estimate, the International Maple Syrup Institute released a position paper when we were in Washington. That paper indicates that in seven to ten years the industry will be dead.

Senator Spivak: Is that the North American industry?

Mr. Herman: Yes. The problem is equally serious in Vermont. In between St. Albans and Burlington, along the highway, is one of the hardest hit areas. The Beauce is incredibly devastated. Mount Michael, on the southernmost tip of the Appalachian range, has over 6,000 hectares of 100 per cent mortality. Nothing lives on the entire middle to upper range. That is an amazing sight. You should see the pictures of that. That would make you sit up. It is not as though that is above the tree line. The devastation is on an incredible scale.

The problem gets worse every year. The record low pH fog and in rain has been experienced everywhere. A great deal of research has been done. Enough is known. We could have forgotten all of this research and used the research available from Germany and extrapolated that and jumped on this question five years ago and saved ourselves billions of dollars.

Senator Fairbairn: If we are going to look for people at our level of government that one could approach, perhaps you could give us the names of those in the industry who are involved in lobbying the government for a program of this nature. We do not know who the players are either. It would be interesting to hear from somebody who is actually engaged in trying to get a program in place.

Mr. Herman: I would recommend Dr. Archibald Jones of McGill University. He has been very actively involved in this for years. He is very knowledgeable on this subject. I have been impressed with him on many occasions.

To go beyond Dr. Jones, I would have to think for a while.

Senator Fairbairn: There has to be, on the producer side and on the government side, at both levels of government, people who are actively considering this. It would be interesting to find out who those people are.

Mr. Herman: I would like to know, too.

The Chairman: Thank you for your presentation on this pressing problem, Mr. Herman. We are not certain what we will do with the testimony you have given us, but I can assure you that it has been well understood and that those of us

[Traduction]

Le sénateur Spivak: Vous nous avez dit que les arbres touchés par les pluies acides seraient morts dans un délai de trois à cinq ans.

Combien de temps pensez-vous que l'industrie du sucre d'érable pourra survivre si rien n'est fait en matière d'engrais? Combien de temps à votre avis va-t-elle encore exister au Québec? Est-elle d'ores et déjà condamnée à disparaître?

M. Herman: Indépendamment de mes estimations, l'Institut international du sirop d'érable a publié un document d'orientation alors que nous étions à Washington. Dans ce document, il est dit que dans un délai à sept à dix ans, l'industrie aura pratiquement disparue.

Le sénateur Spivak: S'agit-il de l'industrie en Amérique du Nord?

M. Herman: Oui. Le problème est tout aussi grave au Vermont. Entre St. Albans et Burlington, le long de la route, on trouve l'une des zones les plus touchées. La Beauce est terriblement dévastée. Mont Michael, à la pointe sud de la chaîne des Apalaches, compte plus de 6 000 hectares avec un taux de mortalité de 100 p. 100. Plus rien ne vit à partir de la zone située à mi-hauteur jusqu'à la zone supérieure. Le spectacle est désolant. Il faudrait que vous voyiez des photos, ça vous ferait bondir. Pourtant, cette zone n'est pas située au-dessus de limite de croissance des arbres. Les dégâts sont d'une ampleur considérable.

Le problème empire d'année en année. Partout, on enregistre des records d'acidité des pluies et du brouillard. De nombreuses recherches ont été faites. On en sait suffisamment. On aurait pu tout simplement s'en passer et se contenter d'extrapoler il y a cinq ans les résultats fournis par les études provenant d'Allemagne, ce qui nous aurait permis d'épargner des milliards de dollars.

Le sénateur Fairbairn: Puisque vous cherchez à savoir qui sont les responsables à contacter au niveau de notre palier de gouvernement, vous pourriez de votre côté nous donner le nom des responsables de l'industrie qui font pression sur les gouvernements pour obtenir un programme de ce type. Nous ne savons pas, nous non plus, qui sont les intervenants. Il serait intéressant d'avoir l'opinion d'une personne qui s'efforce en fait d'obtenir la mise sur pied d'un programme.

M. Herman: Je vous recommanderais d'entendre le Dr Archibald Jones, de l'Université McGill. Il s'implique très activement dans ce domaine depuis des années. Il connaît très bien la question. J'ai été impressionné par ses connaissances à maintes reprises.

À part le Dr Jones, il me faut réfléchir un peu.

Le sénateur Fairbairn: Il faut bien qu'il y ait du côté des producteurs et des gouvernements, à chacun des paliers du gouvernement, des gens qui se penchent sur la question. Il serait intéressant de connaître leurs noms.

M. Herman: J'aimerais moi aussi les connaître.

Le président: Je vous remercie de votre intervention sur ce problème urgent, monsieur Herman. Je ne suis pas sûr de ce que nous ferons du témoignage que vous nous avez donné, mais je peux vous assurer que nous en avons bien pris note et que

[Text]

present share your concern about the future of this industry which you are so involved in.

With that, I thank you for taking the time to be with us this morning and also for your being a spokesman for your industry and highlighting the concerns that seem to be so well justified with respect to the effects of acid rain on the forest industry, generally, but in particular on the maple sugar industry.

The committee adjourned.

[Traduction]

tous les membres présents partagent vos préoccupations au sujet de l'avenir de l'industrie qui vous tient si à cœur.

Je vous remercie donc d'avoir pris le temps de venir nous parler ce matin et de vous faire le porte-parole de votre industrie pour exposer des préoccupations qui apparaissent tout à fait justifiées en ce qui a trait aux conséquences des pluies acides sur l'industrie forestière en général et plus particulièrement sur l'industrie du sucre d'érable.

Le comité lève la séance.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESS—TÉMOIN

From the Turkey Hill Sugarbush:
Mr. Michael Herman.

De l'Érablière Turkey Hill:
M. Michael Herman.



Second Session
Thirty-third Parliament 1986-87-88

Deuxième session de la
trente-troisième législature 1986-1987-1988

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

*Proceedings of the Standing
Senate Committee on*

*Délibérations du Comité
sénatorial permanent de*

Agriculture and Forestry

l'Agriculture et des forêts

Chairman:
The Honourable DANIEL HAYS

Président:
L'honorable DANIEL HAYS

Thursday, September 29, 1988

Le jeudi 29 septembre 1988

Issue No. 34
First proceedings on:

Fascicule n° 34
Premier fascicule concernant:

Examination and report upon the granting of
a water licence by the Federal Government
to the Saskatchewan Government for works
on the Souris River

Étude et rapport de l'émission, par le
gouvernement fédéral au gouvernement de
la Saskatchewan, d'un permis d'eau en
rapport avec des travaux sur la rivière Souris

WITNESSES:
(See back cover)

TÉMOINS:
(Voir à l'endos)



STANDING SENATE COMMITTEE ON
AGRICULTURE AND FORESTRY

The Honourable Daniel Hays, *Chairman*

The Honourable E. W. Barootes, *Deputy Chairman*

and

The Honourable Senators:

Barootes	Marchand
Bielish	Molgat
Fairbairn	*Murray
Gigantès	(or Doody)
Hays	Olson
Macquarrie	Roblin
*MacEachen	Spivak
(or Frith)	Steuart

**Ex Officio Members*

(Quorum 4)

Pursuant to Rule 66(4), membership of the Committee was amended as follows:

The name of the Honourable Senator Fairbairn for that of the Honourable Senator Argue. (*September 27, 1988*).

The name of the Honourable Senator Gigantès for that of the Honourable Senator Riel. (*September 27, 1988*).

The name of the Honourable Senator Cools for that of the Honourable Senator Sparrow. (*September 27, 1988*).

The name of the Honourable Senator Stewart for that of the Honourable Senator Cools. (*September 29, 1988*).

The name of the Honourable Senator Steuart (*Prince Albert-Duck Lake*) for that of the Honourable Senator Stewart. (*September 29, 1988*).

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DE
L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS

Président: L'honorable Daniel Hays

Vice-président: L'honorable E. W. Barootes

et

Les honorables sénateurs:

Barootes	Marchand
Bielish	Molgat
Fairbairn	*Murray
Gigantès	(ou Doody)
Hays	Olson
Macquarrie	Roblin
*MacEachen	Spivak
(ou Frith)	Steuart

**Membres d'office*

(Quorum 4)

Conformément à l'article 66(4) du Règlement, la liste des membres du Comité est modifiée, ainsi qu'il suit:

Le nom de l'honorable sénateur Fairbairn substitué à celui de l'honorable sénateur Argue. (*le 27 septembre 1988*).

Le nom de l'honorable sénateur Gigantès substitué à celui de l'honorable sénateur Riel. (*le 27 septembre 1988*).

Le nom de l'honorable sénateur Cools substitué à celui de l'honorable sénateur Sparrow. (*le 27 septembre 1988*).

Le nom de l'honorable sénateur Stewart substitué à celui de l'honorable sénateur Cools. (*le 29 septembre 1988*).

Le nom de l'honorable sénateur Steuart (*Prince Albert-Duck Lake*) substitué à celui de l'honorable sénateur Stewart. (*le 29 septembre 1988*).

ORDER OF REFERENCE

Extract from the Minutes of Proceedings of the Senate,
Thursday, September 22, 1988:

"The Honourable Senator Molgat moved, seconded by
the Honourable Senator Corbin:

That the Standing Senate Committee on Agriculture
and Forestry be authorized to examine and report upon
the granting of a water licence by the Federal Govern-
ment to the Saskatchewan Government for works on the
Souris River.

After debate, and—

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative, on division."

ORDRE DE RENVOI

Extrait des procès-verbaux du Sénat, le jeudi 22 septembre
1988:

«L'honorable sénateur Molgat propose, appuyé par
l'honorable sénateur Corbin,

Que le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et
des forêts soit autorisé à étudier l'émission, par le gouver-
nement fédéral au gouvernement de la Saskatchewan,
d'un permis d'eau en rapport avec des travaux sur la
rivière Souris, et à en faire rapport.

Après débat,

La motion, mise aux voix, est adoptée, à la majorité.»

Le greffier du Sénat

Charles A. Lussier

Clerk of the Senate

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, SEPTEMBER 27, 1988
(57)

[Text]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met at 9:40 a.m., this day, *in camera*, the Chairman, the Honourable Senator Daniel Hays, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Barootes, Hays, Marchand, Molgat, Olson and Riel (6).

Other Senator present: The Honourable Senator Fairbairn (1).

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Mrs. June Dewetering and Mr. Jean-Denis Fréchette, Research Officers.

Pursuant to the Order of Reference adopted by the Senate on Thursday, September 22, 1988, the Committee began its examination of the granting of a water licence by the Federal Government to the Saskatchewan Government for work on the Souris River.

The Committee proceeded to the consideration of matters pertaining to its future work.

At 10:15 a.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

TUESDAY, SEPTEMBER 27, 1988
(58)

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met at 7:30 p.m., this day, *in camera*, the Chairman, the Honourable Senator Daniel Hays, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Barootes, Bielish, Cools, Fairbairn, Gigantès, Hays, Marchand, Molgat, Olson and Roblin (10).

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Mr. Jean-Denis Fréchette, Research Officer.

Pursuant to the Order of Reference adopted by the Senate on Thursday, September 22, 1988, the Committee resumed its examination of the granting of a water licence by the Federal Government to the Saskatchewan Government for work on the Souris River.

The Committee proceeded to the consideration of matters pertaining to its future meetings.

At 8:05 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

THURSDAY, SEPTEMBER 29, 1988
(59)

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met at 11:30 a.m., this day, the Chairman, the Honourable Senator Daniel Hays, presiding.

PROCÈS-VERBAUX

LE MARDI 27 SEPTEMBRE 1988
(57)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à huis clos, à 9 h 40, sous la présidence de l'honorable sénateur Daniel Hays (président).

Membres du Comité présents: Les honorables sénateurs Barootes, Hays, Marchand, Molgat, Olson et Riel (6).

Autre sénateur présent: L'honorable sénatrice Fairbairn (1).

Également présents: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: M^{me} June Dewetering et M. Jean-Denis Fréchette, attachés de recherche.

Conformément à son ordre de renvoi adopté par le Sénat le jeudi 22 septembre 1988, le Comité étudie l'émission, par le gouvernement fédéral au gouvernement de la Saskatchewan, d'un permis d'eau en rapport avec des travaux sur la rivière Souris.

Le Comité examine certains aspects de ses travaux futurs.

À 10 h 15 le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

LE MARDI 27 SEPTEMBRE 1988
(58)

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à huis clos, à 19 h 30, sous la présidence de l'honorable sénateur Daniel Hays (président).

Membres du Comité présents: Les honorables sénateurs Barootes, Bielish, Cools, Fairbairn, Gigantès, Hays, Marchand, Molgat, Olson et Roblin (10).

Également présent: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: M. Jean-Denis Fréchette, attaché de recherche.

Conformément à son ordre de renvoi adopté par le Sénat le jeudi 22 septembre 1988, le Comité étudie l'émission, par le gouvernement fédéral au gouvernement de la Saskatchewan, d'un permis d'eau en rapport avec des travaux sur la rivière Souris.

Le comité examine certains aspects de ses travaux futurs.

À 20 h 05, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

LE JEUDI 29 SEPTEMBRE 1988
(59)

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à 11 h 30, sous la présidence de l'honorable sénateur Daniel Hays (président).

Members of the Committee present: The Honourable Senators Barootes, Bielish, Fairbairn, Hays, Molgat, Olson, Roblin, Spivak and Stewart (9).

Other Senator present: The Honourable Senator Balfour (1).

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Mrs. June Dewetering and Mr. Jean-Denis Fréchette, Research Officers.

Witnesses:

Mr. George D. Hill, Q.C., President and Chief Executive Officer of the Souris Basin Development Authority and President and Chief Executive Officer of the Saskatchewan Power Corporation;

Mr. George Hood, Director of Operations and of the Souris Basin Development Authority;

Mr. Rob Ready, Director of the Ottawa Saskatchewan Executive Council;

Mr. D. A. Davis, Ex-Canadian Chairman of the Souris River Board of Control on behalf of the International Joint Commission.

Pursuant to the Order of Reference adopted by the Senate on Thursday, September 22, 1988, the Committee resumed its examination of the granting of a water licence by the Federal Government to the Saskatchewan Government for work on the Souris River.

Mr. Hill made a statement and, with the other witnesses, answered questions.

The Honourable Senator Barootes moved,—That the following documents tabled by Mr. Hill be filed as exhibits with the Clerk of the Committee:

Item 1

Group of photographs of water conditions in the Souris River (29 photographs) (Exhibit AGRI-A1);

Item 2

Letter to the Under-Secretary of State for External Affairs from the Saskatchewan Minister of Agriculture dated June 10, 1957 (3 pages—English only) (Exhibit AGRI-A2);

Letter from the Right Hon. George Diefenbaker to the Secretary of State for External Affairs dated August 6, 1957 (2 pages—English only) (Exhibit AGRI-A3);

Item 3

Document entitled "Rafferty—Alameda Project—Environmental Impact Statement, *Souris Basin Development Authority* dated August 4, 1987 (17 volumes with Summary Report and Bibliography—English only) (Exhibits AGRI-A4 to AGRI-A22);

Item 4

Copy of the International River Improvements Act Licence dated June 17, 1988, with covering letter from the Minister of Environment, the Hon. Tom McMillan (4 pages—English only) (Exhibit AGRI-A23);

Membres du Comité présents: Les honorables sénateurs Barootes, Bielish, Fairbairn, Hays, Molgat, Olson, Roblin, Spivak et Stewart (9).

Autre sénateur présent: L'honorable sénateur Balfour (1).

Également présents: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: M^{me} June Dewetering et M. Jean-Denis Fréchette, attachés de recherche.

Témoins:

M. George D. Hill, c.r., président et directeur général du «Souris Basin Development Authority» et président et directeur général de la «Saskatchewan Power Corporation»;

M. George Hood, directeur des opérations et de la «Souris Basin Development Authority»;

M. Rob Ready, directeur du Conseil exécutif de la Saskatchewan à Ottawa;

M. D. A. Davis, ex-président canadien de la «Souris River Board of Control on behalf of the International Joint Commission».

Conformément à son ordre de renvoi adopté par le Sénat le jeudi 22 septembre 1988, le Comité étudie l'émission, par le gouvernement fédéral au gouvernement de la Saskatchewan, d'un permis d'eau en rapport avec des travaux sur la rivière Souris.

M. Hill fait une déclaration et, avec les autres témoins, répond aux questions.

L'honorable sénateur Barootes propose,—Que la greffière verse au dossier du Comité les documents suivants déposés par M. Hill:

Pièce 1

Photographies sur l'état des eaux de la rivière Souris (29 photos) (pièce AGRI-A1);

Pièce 2

Lettres adressées au sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures par le ministre de l'Agriculture de la Saskatchewan en date du 10 juin 1957 (3 pages—anglais seulement) (pièce AGRI-A2);

Lettre du très honorable George Diefenbaker au secrétaire d'État aux Affaires extérieures datée du 6 août 1957 (2 pages—anglais seulement) (pièce AGRI-A3);

Pièce 3

Documents intitulés «Rafferty—Alameda Project—Environmental Impact Statement, *Souris Basin Development Authority*», en date du 4 août 1987 (17 volumes avec sommaire et bibliographie—anglais seulement) (pièces AGRI-A4 à AGRI-A22);

Pièce 4

Copie du permis délivré en vertu de la loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux en date du 17 juin 1988, avec une lettre de l'honorable Tom McMillan, ministre de l'Environnement (4 pages—anglais seulement) (pièce AGRI-A23);

Item 5

Document entitled "Minister Approval under *The Environmental Assessment Act* dated February 15, 1988 (11 pages—English only) (Exhibit AGRI-A24);

Item 6

Document entitled "Rafferty—Alameda Board of Inquiry Report" dated January 25, 1988 (128 pages—English only) (Exhibit AGRI-A25);

Item 7

Report entitled "The Birds of the Souris River Valley, Saskatchewan—1987", prepared by Christopher I.G. Adams, B.Sc.M.Sc., dated March 1988 (241 pages—English only) (Exhibit AGRI-A26);

Report entitled "Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Alameda Reservoir during Spring-Fall, 1987", prepared for the Souris Basin Development Authority, Estevan, by D.A. Young and L. Ludwig, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, dated February 1988 (59 pages—English only) (Exhibit AGRI-A27);

Report entitled "Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Rafferty Reservoir during Spring-Fall, 1987", prepared for the Souris Basin Development Authority, Estevan, by D.A. Young and L. Ludwig, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, dated February 1988 (58 pages—English only) (Exhibit AGRI-A28);

Report entitled "Vegetation Resources on the Proposed Alameda Reservoir (Moose Mountain Creek) with Special Emphasis on Rare Plants", prepared for the Souris Basin Development Authority, Estevan, Sask., by EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, Sask., dated February 1988 (45 pages—English only) (Exhibit AGRI-A29);

Report entitled "Summer/Fall Fisheries Studies on the Souris River Basin in Saskatchewan", prepared for the Souris Basin Development Authority, Estevan, Sask., by D.A. Fernet, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, Sask., dated February 1988 (60 pages—English only) (Exhibit AGRI-A30).

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

At 1:35 p.m., the Committee proceeded *in camera* to consider a budget and other administrative matters.

The Honourable Senator Molgat moved,—That the Committee approve the proposed budget of \$79,363, with amendments, for the fiscal year 1988-89 for the purpose of a special study and that the Chairman be instructed to present the said budget to the Standing Senate Committee on Internal Economy, Budgets and Administration.

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

Pièce 5

Document intitulé: «Minister Approval under the *Environmental Assessment Act*», daté du 15 février 1988 (11 pages—anglais seulement) (pièce AGRI-A24);

Pièce 6

Document intitulé «Rafferty—Alameda Board of Inquiry Report» en date du 25 janvier 1988 (128 pages—anglais seulement) (pièce AGRI-A25);

Pièce 7

Rapport intitulé «The Birds of the Souris River Valley, Saskatchewan—1987», rédigé par Christopher I.G. Adams, B.Sc. M.Sc., mars 1988 (241 pages—anglais seulement) (pièce AGRI-A26);

Rapport intitulé «Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Alameda Reservoir during Spring-Fall, 1987», rédigé pour le Souris Basin Development Authority, Estevan, par D.A. Young et L. Ludwig, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, février 1988 (59 pages—anglais seulement) (pièce AGRI-A27);

Rapport intitulé «Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Rafferty Reservoir during Spring-Fall 1987» rédigé pour le Souris Basin Development Authority, Estevan, par D.A. Young et L. Ludwig, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, février 1988 (58 pages—anglais seulement) (pièce AGRI-A28);

Rapport intitulé «Vegetation Resources on the Proposed Alameda Reservoir (Moose Mountain Creek) with Special Emphasis on Rare Plants», préparé pour le Souris Basin Development Authority, Estevan (Sask.), par EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, février 1988 (45 pages—anglais seulement) (pièce AGRI-A29);

Rapport intitulé «Summer/Fall Fisheries Studies on the Souris River Basin in Saskatchewan», rédigé pour le Souris Basin Development Authority, Estevan (Sask.), par D.A. Fernet, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, février 1988 (60 pages—anglais seulement) (pièce AGRI-A30).

La motion, mise aux voix, est adoptée.

À 13 h 35, la séance se poursuit à huis clos pour examiner des crédits et d'autres questions administratives.

L'honorable sénateur Molgat propose,—Que le Comité approuve le budget proposé de 79 363 \$, incluant les amendements, pour l'exercice 1988-1989, aux fins d'une étude spéciale, et que le président soumette le budget au Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

At 1:50 p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

ATTEST:

À 13 h 50, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

ATTESTÉ:

La greffière suppléante du Comité

Diane Deschamps

Acting Clerk of the Committee

EVIDENCE

Ottawa, Thursday, September 29, 1988

[Text]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met this day at 11.30 a.m., to examine and report upon the granting of a water licence by the federal government to the Saskatchewan government for works on the Souris River.

Senator Dan Hays (Chairman) in the Chair.

The Chairman: Honourable senators, we welcome Mr. George D. Hill, one of Her Majesty's counsel learned in the law, who is both president and chief executive officer of the Souris Basin Development Authority and president and chief executive officer of the Saskatchewan Power Corporation. Welcome, Mr. Hill, to this our first meeting on a study which was referred to the Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry last week by the Senate, pursuant to a motion requesting that we look into the issuance of a water licence for the construction of dams at Rafferty and Alameda, Saskatchewan. We appreciate very much your coming before this committee on such short notice. Will you please introduce those who are accompanying you, and then I would invite you to make your presentation, following which we will take the opportunity to ask you some questions.

Mr. George D. Hill, Q.C., President and Chief Executive Officer, Souris Basin Development Authority: Thank you very much, Mr. Chairman and honourable senators. As you have indicated, Mr. Chairman, my name is George D. Hill and I am from Regina. I am the president of two crown corporations in Saskatchewan, namely the Saskatchewan Power Corporation, which provides electricity throughout the province, and the Souris Basin Development Authority, which is charged with the responsibility of building works on the Souris River in Saskatchewan. It is in that latter capacity that I appear before you today.

I also have with me George Hood, who is the Director of Operations and Planning for the Souris Basin Development Authority and Mr. Rob Ready, who is in charge of the Office of the Government of Saskatchewan here in Ottawa.

At the outset, Mr. Chairman, I want to thank this committee for hearing us. I might as well be frank with you and let you know that we were surprised and shocked when we read in the *Regina-Leader Post* that Senate committee hearings were being held on a relatively small project in southeastern Saskatchewan. We were surprised in that there is not one cent of federal money involved, nor are we acting contrary to any law, either provincial or federal. We are simply planning to use our water for our purposes; minding our own business and using our own money to improve our lot in Saskatchewan. However, for some unknown reason, we seem to have attracted your attention.

We were shocked to read in that article in the *Regina-Leader Post* that the Senate committee was proposing to hear

TÉMOIGNAGES

Ottawa, le jeudi 29 septembre 1988

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à 11 h 30 pour étudier la question de la délivrance, par le gouvernement fédéral au gouvernement de la Saskatchewan, d'un permis d'eau en rapport avec des travaux sur la rivière Souris.

Le sénateur Dan Hays (président) occupe le fauteuil.

Le président: Honorables sénateurs, je suis heureux d'accueillir M. George D. Hill qui est conseiller de Sa Majesté, grand juriste et président-directeur général du Souris Basin Development Authority. Il est aussi président-directeur général de la Saskatchewan Power Corporation. Nous sommes heureux de vous accueillir à notre première séance sur l'étude de la question qui a été renvoyée au Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts la semaine dernière par le Sénat, conformément à une motion demandant que nous examinions la délivrance d'un permis d'eau pour la construction des barrages de Rafferty et d'Alameda, en Saskatchewan. Nous vous remercions beaucoup d'avoir pu, dans un si court délai, vous libérer pour venir comparaître devant notre comité. Je vous demanderais de présenter ceux qui vous accompagnent, puis de faire votre déclaration. Ensuite, nous aimerions vous poser quelques questions.

M. George D. Hill, c.r., président-directeur général du Souris Basin Development Authority: Merci beaucoup, monsieur le président et honorables sénateurs. Comme vous l'avez indiqué, monsieur le président, je suis George D. Hill et je viens de Regina. Je suis président de deux sociétés d'État de la Saskatchewan, la Saskatchewan Power Corporation, qui alimente toute la province en électricité, et le Souris Basin Development Authority, qui est chargé des travaux de constructions sur la rivière Souris, en Saskatchewan. C'est à ce titre que je comparais devant vous aujourd'hui.

M'accompagnent M. George Hood, directeur des Opérations et de la Planification du Souris Basin Development Authority, et M. Rob Ready, directeur du bureau du gouvernement de la Saskatchewan, ici à Ottawa.

Pour commencer, monsieur le président, j'aimerais remercier le comité de nous donner l'occasion de venir témoigner devant vous. Pour être franc avec vous, je dois vous dire que nous avons été surpris et déroutés de lire dans le *Regina-Leader Post* que le comité sénatorial tenait des audiences sur les barrages qui seront construits dans le sud-est de la Saskatchewan et qui ne sont pas ce qu'on peut qualifier de grands travaux. Nous avons été étonnés parce que le gouvernement fédéral ne finance pas du tout ces ouvrages et parce que nous n'enfaisons aucune loi, ni provinciale ni fédérale. Nous voulons simplement utiliser notre eau à nos fins, nous occuper de ce qui nous regarde et nous servir de notre argent pour améliorer le sort de la Saskatchewan. Cependant, pour une raison obscure, nous semblons avoir attiré votre attention.

Nous avons été déroutés de lire dans cet article du *Regina-Leader Post* que votre comité comptait entendre deux oppo-

[Text]

from two oponents of the project whom your chairman described as being knowledgeable. Whether they are or not is of no concern to me. We assumed the Senate just forgot to ask anyone from the proponent to give you some assistance, and that is why we have requested the opportunity to appear.

We are firmly convinced that this project can stand the test of scrutiny from any angle or from anyone. However, it is essential that accurate information be considered. There is no place for innuendo, falsehoods or half truths. If this committee wants to examine this project in a fair and reasonable manner, I ask you to put aside political considerations and refrain from trying to gain some short-term advantage, because you will find that all political parties and their members, at one time or another, have supported Rafferty Dam. It is in the interests of the people of southeastern Saskatchewan that I appear here today to lay before you the various considerations as we see them, in as straightforward a fashion as we know how.

I lived in Estevan, Saskatchewan, six miles from the Rafferty site for 28 years. There I practised law and carried on business. I have personal knowledge of many of these matters, and I do believe that Mr. Hood and I are also knowledgeable on this subject.

In order to understand these projects, it is essential that you understand the nature of south-eastern Saskatchewan and the Souris basin in particular. This area of Saskatchewan is semi-arid prairie with light timber, brush and scrub in certain areas. But in the valley from the Rafferty site, and for 30 or more kilometres upstream, there are virtually no natural trees or brush. The river valley is flat and shallow with very little fall. The average annual precipitation in this area of Saskatchewan is less than 15 inches. In many years, such as the one we have just come through, it is much less than that. In many respects, the Souris River has been a river of hope as well as a river of despair. Settlements sprang up along the river in the hope of having water, and yet when it went on a rampage, it became a river of despair. The river does not receive any runoff from the mountains, either in the form of snow or rain.

The river was described by the International Joint Commission in 1940, and I quote from their report at that time:

The Souris River rises in the Province of Saskatchewan and flows in a general southeasterly direction for about 170 miles, when it crosses the international boundary into the State of North Dakota. The river then flows southeast for about 80 miles, passing the city of Minot and the town of Velva, where a turn to the north is taken and the stream again crosses the boundary, entering the Province of Manitoba about 335 miles from its source. It then travels in a general northeasterly direction for about 100 miles to its confluence with the Assiniboine River. Its total length is approximately 435 miles from source to mouth.

[Traduction]

sants au projet que votre président qualifiait de bien informés. Je ne tiens pas à savoir s'ils le sont vraiment. Nous avons présumé que le Sénat avait tout simplement oublié de demander aux partisans du projet d'apporter leur contribution au comité et c'est pourquoi nous avons demandé de venir témoigner.

Nous avons la ferme conviction que le projet peut être examiné sous tous les angles et par qui que ce soit. Cependant, il est essentiel qu'on étudie des renseignements qui soient justes. Nous ne pouvons pas admettre d'insinuations, de mensonges ou de demi-vérités. Si le comité veut examiner le projet d'une façon juste et raisonnable, je lui demande de faire abstraction de toute considération politique et de renoncer à tout avantage à court terme parce qu'il constatera que tous les partis politiques et leurs membres, à un moment ou à un autre, ont donné leur appui au barrage de Rafferty. C'est pour défendre les intérêts de la population du sud-est de la Saskatchewan que je suis ici aujourd'hui, pour vous exposer les différents aspects du projet selon notre point de vue et de la façon la plus simple possible.

J'ai vécu à Estevan, en Saskatchewan, à six milles de l'endroit où doit être construit le barrage de Rafferty, pendant 28 ans. Ensuite, j'ai commencé à exercer le droit. Je suis au courant de bien des questions qui sont en jeu et j'estime que M. Hodd et moi-même sommes nous aussi bien informés sur le sujet.

Pour bien comprendre ces travaux, il est essentiel de connaître la géographie du sud-est de la Saskatchewan et plus particulièrement du bassin de la rivière Souris. Cette région est une plaine semi-aride où poussent, à certains endroits, des petits arbres et des broussailles. Mais dans la vallée, à partir de l'endroit où doit être construit le barrage de Rafferty et sur au moins 30 kilomètres en amont, il n'y a pratiquement pas de végétation. La vallée de la rivière est plate et peu profonde et presque sans inclinaison. La moyenne des précipitations annuelles y est de moins de 15 pouces et souvent même bien inférieure à cela, comme cette année. À bien des égards, la rivière Souris est à la fois une source d'espoir et une cause de désarroi. Des agglomérations se sont formées sur les berges de la rivière pour s'alimenter en eau et pourtant, quand elle a débordé, elle a causé des désastres. La rivière ne reçoit pas d'eau des montagnes, ni sous forme de neige, ni sous forme de pluie.

En 1940, dans son rapport, la Commission mixte internationale faisait une description de la rivière qui était en substance la suivante:

La rivière Souris prend naissance en Saskatchewan et coule en direction sud-est sur une distance d'environ 170 milles, avant de franchir la frontière internationale de l'État du Dakota du Nord. Elle poursuit ensuite sa route en direction sud-est sur à peu près 80 milles, passant par la ville de Minot et celle de Velva, où elle fait un crochet vers le nord pour retraverser la frontière et aboutir dans la province du Manitoba, à environ 335 milles de sa source. Elle coule ensuite en direction nord-est sur une centaine de milles, jusqu'à son point de confluence avec la rivière Assiniboine. De sa source à son embouchure, sa longueur totalise environ 435 milles.

[Text]

The southeastern region of Saskatchewan, the Souris basin in particular, is without a doubt one of the driest areas of the province of Saskatchewan. That was confirmed by a water scarcity analysis referred to in the environmental impact statement filed with the provincial Department of the Environment. We have far less water in our portion of the Souris basin than does North Dakota.

Therefore, Mr. Chairman, it is in that setting of Saskatchewan that I ask you to place yourself. Consider that you live in that area and have done so for the past 75 years. Remember that, as a prairie river, the Souris and its tributaries peak in the spring with runoff from snow, and the flows diminish to zero—or near zero—in the remainder of the year. They also vary greatly from year to year: Years with little or no flow, then years of raging torrents.

Mr. Chairman, I would like to file as evidence, and leave with you, photographs of the Souris showing various stages of the river. These photographs you can look at at a later time, Mr. Chairman, but they show the river when there is no water in it, and they also show the river at various stages of flooding.

Based on historical records, the Souris River floods on average two out of every ten years. In the remaining eight years, the flows are generally inadequate with evaporation and transpiration exceeding precipitation. When there is water, there is too much water, and when there is not too much water, there is not enough water. Too much or not enough—that is the history, and it has followed that pattern since at least 1912 when formal records were first kept.

Perhaps the best description of the characteristics of the Souris and its people was provided by a former Saskatchewan Minister of the Environment who came from the Souris basin. He stated:

The Souris River basin has been the subject of more theoretical development than any other river basin in our province. Development has been advanced by every political party. Development has been favoured by every government formed by such parties. Development has been boosted by every municipal government and by almost every voluntary organization. This interest in development comes naturally to the people of the Souris. The basin not only contains valuable agricultural land but has within its borders great deposits of fossil fuels and recreation areas located close to relatively concentrated markets and population areas. The big barrier which has continually loomed before every Souris development has been water. Most years, enough water sluices through the Souris to more than cope with existing local needs, and more than meet our international and interprovincial commitments.

But there have been years of virtually zero flow. The immediate problem is to ensure a regular supply of water in the face of wide variations in flow during the year and from year to year.

[Traduction]

La région du sud-est de la Saskatchewan, et le bassin de la rivière Souris en particulier, est incontestablement l'une des régions les plus arides de la province. Une analyse de la rareté de l'eau, dont il est fait état dans l'Énoncé des incidences environnementales déposé au ministère provincial de l'Environnement, l'a confirmé. Nous avons beaucoup moins d'eau dans notre partie du bassin de la rivière Souris que le Dakota du Nord.

C'est donc dans ce contexte que je vous demande de vous placer, monsieur le président. Imaginez que vous vivez dans cette région de la Saskatchewan depuis 75 ans. Il convient de rappeler que la Souris et ses affluents sont des cours d'eau des Prairies et que leur débit est à son maximum au printemps, au moment de la fonte des neiges, alors qu'ils sont pratiquement à sec le reste de l'année. Leur débit varie aussi grandement d'une année à l'autre; certaines années, il est peu important, voire inexistant, tandis que d'autres, les eaux prennent les allures d'un torrent déchaîné.

Monsieur le président, j'aimerais vous présenter, pour appuyer mes dires, des photographies de la rivière Souris à différentes périodes. Ces photos, que vous pourrez examiner ultérieurement, montrent la rivière lorsqu'elle est à sec, mais aussi lorsqu'elle quitte son lit.

Si l'on se fie au passé, la rivière Souris déborde en moyenne deux fois tous les dix ans. Durant les huit autres années, ses crues sont généralement insuffisantes, l'évaporation et le suintement étant supérieurs aux précipitations. Lorsqu'il y a de l'eau, il y en a beaucoup trop, et lorsqu'il n'y en a pas trop, il n'y en a pas suffisamment. Trop ou trop peu, c'est toujours la même histoire depuis au moins 1912, année où l'on a commencé à enregistrer des données officielles.

La meilleure description de la rivière Souris et de ses habitants est peut-être celle qu'a fournie un ancien ministre de l'Environnement de la Saskatchewan, originaire du bassin de la Souris. Il a exposé la situation en ces termes:

Sur le plan théorique, le bassin de la rivière Souris a été aménagé plus que tout autre bassin hydrographique de la province. Tous les partis politiques ont prôné son aménagement. Tous les gouvernements formés par ces partis s'y sont montrés favorables. Tous les élus municipaux et pratiquement tous les organismes bénévoles ont fait beaucoup de battage en faveur de son aménagement. Évidemment, ceux qui vivent aux abords de la rivière Souris s'intéressent à son aménagement. Cette région recèle non seulement des terres agricoles d'une valeur inestimable, mais aussi d'importants gisements de combustibles fossiles et des secteurs récréatifs situés à proximité de marchés relativement concentrés et de régions relativement peuplées. Le gros obstacle qui menace continuellement tout projet d'aménagement de la rivière Souris, c'est l'eau. La plupart du temps, il y a dans la Souris plus d'eau qu'il n'en faut pour satisfaire les besoins locaux et nos engagements internationaux et interprovinciaux.

Mais certaines années, elle est pratiquement à sec. Dans l'immédiat, le problème est de régulariser son débit, qui fluctue considérablement au cours d'une année, et d'une année à l'autre.

[Text]

With these words on October 28, 1974, the Honourable Neil E. Byers, Minister of Environment for the Province of Saskatchewan and a member of the Allan Blakeney, NDP government, joined Saskatchewan with Canada and Manitoba in signing an agreement through which they would carry out an assessment of the water and related resources of the Souris basin, and of the demands being made and likely to be made on those water resources.

As the Honourable Neil Byers pointed out, the Souris had been the subject of more studies and theoretical developments than any other river basin in all of Saskatchewan. It has been studied to death over and over again. I do not intend to provide you with an exhaustive list of all of the studies, reports and technical analyses that have been produced, but I would like to refer to some of them.

The first reference we can find to a study involving the Alameda Dam was in 1907. Rafferty was proposed in the early 1930s and has been the subject of one study after another ever since then. The International Joint Commission studied the entire basin thoroughly in 1940 when seeking to establish a reasonable division of water between Canada and the United States.

From 1957 to 1959 the International Joint Commission again examined the entire basin in establishing the apportionment provisions that exist today.

In 1967 the Canadian federal government conducted the Saskatchewan-Nelson basin study which included the Souris. In 1968, our American neighbours got into the study mode, with the Souris-Red-Rainy River Basin Commission framework study.

In 1970 the various municipalities within the basin in Saskatchewan examined problems of the Souris River from the point of view of local government.

In 1974 the provinces of Saskatchewan and Manitoba, together with the federal government, began the extensive Souris River basin study. That study lasted four years and in 1978 concluded, amongst other things, that Saskatchewan could justify building the Rafferty Dam only if it did so in conjunction with a major industrial user.

The parade continued in 1976, when the U.S. Army Corps of Engineers analyzed the Souris River in North Dakota, ultimately proposing the construction of a \$250 million dry dam at Burlington, just north of Minot, North Dakota.

In the early 1980s, the corps again examined the Souris when it proposed the four-foot raise of the Lake Darling Dam.

The list I have just mentioned is not a comprehensive one. I merely use these examples to make the point that every conceivable study has already been done. They are all available—stacks of them. I am sure you will all want to read them.

Those people who holler about more studies, either speak from ignorance or a desire to kill the project completely. Further study is not the answer; nor would further study produce

[Traduction]

C'est sur ces paroles que, le 28 octobre 1974, l'honorable Neil E. Byers, ministre de l'Environnement de la Saskatchewan et député du gouvernement néo-démocrate d'Allan Blakeney, a ratifié, au nom de la Saskatchewan, un accord avec le Canada et le Manitoba, les signataires de l'accord s'engageant à évaluer les ressources hydrographiques et connexes du bassin de la Souris ainsi que les revendications présentées à l'égard de ce potentiel hydrographique ou susceptibles de l'être.

Comme l'a souligné l'honorable Neil Byers, la rivière Souris a fait l'objet de plus d'études et d'aménagements théoriques que tout autre bassin hydrographique de la Saskatchewan. Elle a été étudiée et réétudiée je ne sais plus combien de fois. Je n'ai pas l'intention de vous dresser une liste exhaustive de tous les rapports, études et analyses techniques qui ont été produits, mais j'aimerais vous parler de certains d'entre eux.

C'est en 1907 qu'il a été pour la première fois question d'une étude concernant le barrage d'Alameda. Quant au site de Rafferty, il a été proposé au début des années 30 et a fait par la suite l'objet d'une étude après l'autre. La Commission mixte internationale a fait un examen approfondi de tout le bassin en 1940, en vue d'un partage équitable des eaux entre le Canada et les États-Unis.

De 1957 à 1959, elle a réexaminé l'ensemble du bassin pour établir les dispositions de partage actuellement en vigueur.

En 1967, le gouvernement fédéral canadien a mené une étude du bassin de la rivière Saskatchewan et du fleuve Nelson, qui traitait, entre autres, de la rivière Souris. En 1968, nos voisins américains nous ont emboîté le pas, avec une étude générale de la Commission du bassin hydrographique Souris-Red-Rainy.

En 1970, les diverses municipalités de la partie du bassin située en Saskatchewan ont examiné les problèmes de la rivière Souris d'un point de vue local.

En 1974, la Saskatchewan et le Manitoba ont entrepris, avec le gouvernement fédérale, une importante étude du bassin de la rivière Souris. Celle-ci s'est échelonnée sur quatre ans et, en 1978, en concluait, entre autres choses, que la Saskatchewan ne pourrait justifier la construction du barrage de Rafferty qu'en l'associant à une utilisation industrielle importante.

Le cirque a continué et, en 1976, le Service du Génie de l'Armée américaine a fait une analyse de la rivière Souris dans le Dakota du Nord, proposant finalement de construire un barrage à Burlington, juste au nord de Minot, dans le Dakota du Nord, au coût de 250 millions de dollars.

Au début des années 80, le Service de Génie a réexaminé le cas de la rivière Souris et a alors proposé de lever de quatre pieds le barrage du lac Darling.

Les exemples dont je viens de parler ne sont pas exhaustifs. Je les présente simplement pour montrer que toutes les études imaginables ont déjà été effectuées. Ces études sont toutes disponibles. Il en existe des tas. Je suis certain que vous voudrez tous en prendre connaissance.

Ceux qui réclament de nouvelles études le font soit par ignorance, soit parce qu'ils veulent anéantir le projet. De nouvelles

[Text]

any more answers. As the saying goes, it is time to fish or cut bait.

I would like to leave with each of you and any press people who are interested—and, apparently, they have been handed out—an information book entitled “Questions and Answers: Rafferty, Alameda and Shand.” A more complete listing of the most significant developments on the Souris, not only in Saskatchewan, but in North Dakota and Manitoba as well, is contained in that book. If you read it, you will find the answers to almost every question on these projects.

Notwithstanding all of these studies and analyses—which I might add have been carried out at an enormous expense to the public treasury in Saskatchewan—the Souris River has not been without its share of controversy, not only now, but throughout history.

As you are no doubt aware, the Souris River is subject to the provisions of the Boundary Waters Treaty of 1909 between Canada and the United States. The United States developed the Souris in North Dakota years ago and are perhaps 50 or 100 years ahead of us on water storage and management.

It is alleged in papers and articles that in the 1930s Rafferty would probably have been built by PFRA, the agency of the federal government, except that the United States wanted all the water from the Souris and Canada wanted to undertake a water project in Ontario, which was opposed by U.S. interests. It is suggested in those articles that an accommodation was reached, whereby the International Joint Commission made a ruling in 1940 that there was insufficient information on which to base an apportionment finding on the Souris, and therefore they placed a moratorium on any development on the Souris in Saskatchewan. North Dakota got the water with no restrictions on development; Saskatchewan got the shaft.

Oh, yes, I forgot to mention that the Ontario project received the green light. From the point of view of a western Canadian and a native of Saskatchewan, I would never suggest that decisions would ever be made in favor of central Canada, at the expense of the west. While I would never suggest that, I can assure you, I may be the only one in western Canada who feels that way. Perhaps it was only a coincidence that Ontario got its project and Saskatchewan was denied the effective use of its own water.

The moratorium put in place in 1940 by the International Joint Commission was to last five years. In actual fact, it lasted 19 years. Nineteen long years, with no development; no diversification; no water for industrialization; and no water for irrigation—just floods and no water.

Furthermore, it took the determination and courage of two men from Saskatchewan to get the moratorium lifted—they were men of vision and men of character. One was T.C. Douglas and the other was John G. Diefenbaker. One, the Premier of Saskatchewan and the other, the Prime Minister of Canada.

[Traduction]

études ne sont pas la solution et n'apporteraient pas d'autres réponses. Comme on dit, il est temps de se brancher.

J'aimerais laisser à chacun d'entre vous ainsi qu'aux gens des médias que cela intéresse, et il semble, du reste, qu'ils en aient obtenu copie, un cahier d'information intitulé «Questions and Answers: Rafferty, Alameda and Shand». Ce cahier contient une liste plus détaillée des aménagements les plus importants sur la rivière Souris, non seulement en Saskatchewan mais aussi dans le Dakota du Nord et au Manitoba. En le lisant, vous trouverez réponse à pratiquement toutes les questions sur ces projets.

En dépit de toutes ces études et de toutes ces analyses qui, rappelons-le, ont coûté très cher au Trésor public de la Saskatchewan, la rivière Souris a suscité sa part de controverses, non seulement récemment, mais tout au long de son histoire.

Comme vous le savez sans doute, la Souris est assujettie aux dispositions d'un traité sur les eaux frontalières conclu en 1909 par le Canada et les États-Unis. Il y a maintenant des années que les États-Unis ont aménagé la rivière Souris dans le Dakota du Nord, et ils ont peut-être 50 ou 100 années d'avance sur nous pour ce qui est de la retenue et de la gestion des eaux.

Il semblerait, d'après certains documents et articles, que durant les années 30, le barrage de Rafferty aurait probablement été construit par l'Administration du rétablissement agricole des Prairies (A.R.A.P.), organisme du gouvernement fédéral, n'eût été le fait que les États-Unis voulaient toute l'eau de la rivière Souris et que le Canada voulait entreprendre en Ontario un projet auquel s'opposaient des intérêts américains. Il semblerait qu'on en soit venu à un compromis, la Commission mixte internationale ayant décidé, en 1940, qu'on ne disposait pas de suffisamment de renseignements pour départager les eaux de la Souris et ayant, de ce fait, imposé un moratoire sur tout aménagement de la rivière Souris en Saskatchewan. Le Dakota du Nord a obtenu l'eau et n'a pas eu à limiter ses projets d'aménagement, tandis que la Saskatchewan s'est fait avoir.

Oh, mais j'ai oublié de mentionner que l'Ontario aurait apparemment obtenu le feu vert pour son projet. En tant que Canadien de l'Ouest et natif de la Saskatchewan, je n'oserais jamais insinuer que des décisions favorisent le centre du Canada au détriment de l'Ouest. Loin de moi cette idée. Je suis peut-être toutefois la seule personne dans l'Ouest canadien qui soit de cet avis. Ainsi, c'était sans doute une simple coïncidence que l'Ontario ait mis en œuvre son projet et qu'on ait empêché la Saskatchewan d'utiliser efficacement ses eaux.

Le moratoire imposé en 1940 par la Commission mixte internationale devait durer cinq ans. Dans les faits, il en a duré 19. Dix-neuf longues années sans aménagement, sans diversification, sans eau pour l'industrialisation ni pour l'irrigation; juste des inondations, puis la sécheresse.

Quoi qu'il en soit, c'est grâce à la détermination et au courage de deux hommes de la Saskatchewan que le moratoire a été levé; ces hommes qui voyaient loin et qui étaient d'une trempe exceptionnelle se nommaient T.C. Douglas et John G. Diefenbaker. L'un a été premier ministre de la Saskatchewan,

[Text]

For so long was Saskatchewan denied what Ontario took for granted: the right to develop its own resources.

I lay before you a letter dated June 10, 1957, from the Minister of Agriculture of T.C. Douglas' CCF government in Saskatchewan to the Department of External Affairs in Ottawa. You should read it and perhaps then you would understand our frustrations. They had had enough. They were fed up. They pointed out that Saskatchewan really owned 100 per cent of the water, but they were willing to offer 50 per cent of it to the United States in exchange for a lifting of the moratorium. I want to read two paragraphs of the three page letter. I quote:

Development of the Souris River basin in Saskatchewan makes it necessary that this province have the unrestricted use of the water flowing within its boundaries, which the interim measures referred to now prohibit. In an endeavour to facilitate a fair and just settlement of the matter under reference, the Province of Saskatchewan has made the following offer to the commission; that it was prepared to pass 50% of the natural flow of the Souris River where it crosses the international boundary at Sherwood crossing to take care of the requirements of the State of North Dakota, provided the State of North Dakota would, for its part, pass sufficient water to Manitoba to take care of that province's requirements.

Unfortunately, Saskatchewan's offer has not been accepted and no progress whatsoever appears to have been made towards a permanent solution. A reference to the commission should not be used to defeat the rights of Saskatchewan under the treaty of 1909. Saskatchewan has been very patient and has made a most generous offer to facilitate a settlement. The Saskatchewan government is prepared to stand by that offer, but is unwilling to delay further the development of its own natural resources in the Souris basin.

The CCF, being the forerunners of the NDP, supported development of the Souris, the building of Rafferty and were even prepared to take matters into their own hands and ignore, if necessary, the authority of the International Joint Commission.

As it turned out that was unnecessary because the late Right Honourable John G. Diefenbaker supported Saskatchewan's position. I also give you a copy of a letter from Mr. Diefenbaker dated August 6, 1957, to the International Joint Commission. Between the two of them, they got the moratorium lifted.

In 1959 the International Joint Commission made a further interim order whereby the moratorium was lifted and Saskatchewan was allowed to keep 50 per cent of the natural flow. At least, Saskatchewan seemed to be having justice. Almost 30 years after Rafferty was first proposed, they had the legal ability to build the dam. It is fine to have the right to use 50 per cent of the water, but you cannot use it, if you cannot store it or save it.

[Traduction]

l'autre, premier ministre du Canada. Pendant longtemps, on avait refusé à la Saskatchewan ce que l'Ontario tenait pour acquis: le droit de mettre en valeur ses propres ressources.

Je dépose une lettre datée du 10 juin 1957 et signée par le ministre de l'Agriculture du gouvernement F.C.C. de T.C. Douglas, alors au pouvoir en Saskatchewan, au ministère fédéral des Affaires extérieures. Vous devriez la lire; elle vous aiderait probablement à comprendre nos sentiments. Le gouvernement de la Saskatchewan en avait assez. Il a souligné que la Saskatchewan possédait la totalité de ses eaux, mais qu'elle était prête à en offrir la moitié aux États-Unis en échange de la levée du moratoire. Je voudrais vous lire deux paragraphes de cette lettre de trois pages. Je cite:

L'aménagement du bassin de la rivière Souris, en Saskatchewan, exige que la province ait un droit illimité d'usage de l'eau qui coule sur son territoire, usage que les mesures provisoires en question interdisent actuellement. Afin de hâter un règlement équitable et juste de la question, le gouvernement de la province de la Saskatchewan a fait l'offre suivante à la commission: elle est disposée à renoncer à 50 p. 100 du débit naturel de la rivière Souris là elle traverse la frontière internationale, c'est-à-dire à Sherwood, pour permettre à l'État du Dakota du Nord de répondre à ses besoins, pourvu que cet État laisse au Manitoba suffisamment d'eau pour répondre aux siens.

Malheureusement, l'offre de la Saskatchewan a été rejetée et il semble qu'on ne soit pas plus près d'une solution permanente. On ne devrait pas en référer à la commission mixte pour violer les droits conférés à la Saskatchewan par le traité de 1909. La Saskatchewan s'est montrée très patiente et a fait une offre des plus généreuse afin de faciliter le règlement du différend. Le gouvernement de la province est disposé à maintenir cette offre, mais refuse de retarder davantage l'aménagement des ressources naturelles du bassin de la rivière Souris.

Comme il était le précurseur du NPD, le FCC était favorable à l'aménagement de la rivière Souris et à la construction du barrage Rafferty, et il était même prêt à prendre lui-même les initiatives qui s'imposaient, en dépit, si nécessaire, de la Commission mixte internationale.

Comme on le sait, cela n'a pas été nécessaire parce que feu le très honorable John Diefenbaker a appuyé la Saskatchewan. Je dépose également une copie d'une lettre de M. Diefenbaker datée du 6 août 1957 à la Commission mixte internationale. À eux deux, ils ont fait lever le moratoire.

En 1959, la Commission mixte internationale a pris une autre ordonnance provisoire en vertu de laquelle le moratoire était levé et la Saskatchewan autorisée à garder 50 p. 100 du débit naturel de la rivière. À tout le moins, la Saskatchewan semblait avoir obtenu justice. Près de 30 ans après que la construction du barrage Rafferty ait été proposée, la province était légalement apte à mettre le projet en chantier. C'est une chose d'avoir le droit d'utiliser 50 p. 100 de l'eau, mais on ne peut pas s'en servir si on ne peut pas la mettre en réserve ou la conserver.

[Text]

Saskatchewan built Boundary Dam on Long Creek, a tributary of the Souris, in the period from 1957 to 1959. Perhaps the government of that time ignored the moratorium. In any event, this gave Saskatchewan the ability to store about 15 per cent of the natural flow. North Dakota still got 85 per cent. Without Rafferty Dam, our victory in 1959 will have been a hollow and dry victory. If we do not have the ability to store the water, what is the use? We have been denied this water and everything that fresh water means for over 50 years. We will not be denied further.

We will build Rafferty and we will save our 50 per cent of the water. We are entitled to that water and we will not be denied that opportunity. Is it any wonder that the people of southeastern Saskatchewan have become cynical about government being able to solve their water problems? These further machinations, Mr. Chairman, do nothing to instill confidence in our governing institutions. When is it going to end? In southeastern Saskatchewan, all political parties support Rafferty. Ian McDougall, the longtime Liberal MLA, supports it. Dan Tanjard, NDP candidate on the last election, supported Rafferty.

Let me proceed from a discussion of history to more modern times. In the late 1970s, the Blakeney government authorized a study in Saskpower which resulted in the decision to build the Shand power plant, a coal-fired thermal electric plant situated six miles southeast of Estevan, in the middle of the low-sulphur lignite coalfields. This plant is now under construction and will have, in all respects, state-of-the-art technology. It will meet all federal guidelines on emissions. It will have lime injection to reduce or eliminate acid emissions. It will have a zero discharge from its cooling towers. Because of the shortage of water in southeastern Saskatchewan, it will use treated effluent from Estevan. In all respects, it will be a show piece using the latest technology to protect the environment. Saskpower and the Souris Basin Development Authority are truly concerned about environmental issues. We are not careless or reckless but concerned and responsible.

Shand needs water from Rafferty and that is the sole reason for being concerned about the issue of timing. Shand will come onstream in 1992 and we need water in Rafferty by then. Delays cannot be tolerated. We found the "industrial use" referred to in the Souris River basin study of the 1970s: Shand was the answer. Saskatchewan is a relatively poor province, with little industrialization up until 1982, and our prayers were answered when the United States suggested looking at ways to solve flooding problems at Minot.

[Traduction]

La Saskatchewan a construit, de 1957 à 1959, le barrage Boundary sur la rivière Long Creek, un affluent de la rivière Souris. Peut-être le gouvernement de l'époque n'a-t-il tenu aucun compte du moratoire. Quoi qu'il en soit, ce projet a permis à la Saskatchewan de conserver environ 15 p. 100 du débit naturel de la rivière. Le Dakota du Nord en recevait encore 85 p. 100. Sans le barrage Rafferty, notre victoire de 1959 ne serait qu'une victoire morale. À quoi servirait-il de pouvoir mettre l'eau en réserve? Depuis plus de 50 ans, nous n'avons pas droit à cette eau ni à tout ce que l'eau fraîche représente. Nous n'attendrons pas plus longtemps.

Nous construirons le barrage Rafferty et nous mettrons en réserve nos 50 p. 100 du débit de la rivière. Nous avons droit à cette eau et nous ne tolérerons pas qu'on nous prive de cette occasion d'en prendre possession. Il n'y a rien de surprenant à ce que les Canadiens du sud de la Saskatchewan soient pleins de cynisme lorsqu'on leur dit que le gouvernement est en mesure de résoudre leurs problèmes d'eau. Ces nouvelles tractations, monsieur le président, ne sont pas propres à nous redonner confiance en nos gouvernements. Quand cela finira-t-il? Dans le sud-est de la Saskatchewan, tous les partis politiques sont favorables à la construction du barrage Rafferty. Ian McDougall, député libéral au long cours à l'Assemblée législative, l'appuie. Dan Tanjard, candidat néo-démocrate lors des dernières élections, y est également favorable.

Permettez-moi maintenant de passer de l'histoire ancienne aux temps modernes. À la fin des années 1970, le gouvernement de M. Blakeney a autorisé Saskpower à faire une étude, qui a abouti à la décision de construire la centrale Shand, une centrale thermoélectrique alimentée au charbon située à 6 milles au sud-est d'Estevan, au beau milieu des gisements de charbon de lignite à faible teneur en soufre. L'usine est en cours de construction et sera à tous égards à la fine pointe de la technologie. Elle sera conforme à toutes les lignes directrices fédérales sur les émissions de matières polluantes. Elle sera munie d'un dispositif d'injection de chaux permettant de réduire ou d'éliminer les émissions acides. Il ne sera pas nécessaire de vidanger l'eau des tours de refroidissement. Comme il y a pénurie d'eau dans le sud-est de la Saskatchewan, l'usine utilisera les effluents traités provenant de la rivière Estevan. Elle sera à tous égards un chef-d'œuvre de la technologie en matière de protection de l'environnement. Saskpower et le *Souris Basin Development Authority* se préoccupent vraiment de l'environnement. Ils ne sont ni imprudents ni insoucients, mais sensibilisés et responsables.

La centrale Shand aura besoin de l'eau du barrage Rafferty pour fonctionner et c'est pour cette unique raison que nous nous préoccupons des délais. La centrale entrera en service en 1992 et il nous faudra alors l'eau du barrage Rafferty. Aucun retard ne peut être toléré. Nous avons trouvé «l'usage industriel» dont il était question dans l'étude faite au cours des années 1970 sur l'aménagement du bassin de la rivière Souris: la centrale Shand. La Saskatchewan est une province relativement pauvre, l'industrialisation s'y étant faite au ralenti jusqu'en 1982; lorsque les États-Unis ont proposé de chercher des moyens de résoudre les problèmes d'inondation à Minot, nos prières ont été exaucées.

[Text]

Could this project help the total Souris basin? Flooding was a problem in Saskatchewan, North Dakota and Manitoba. With the concurrence of the Canadian federal government, discussions between representatives of the two countries were begun to determine whether the objectives of both sides could be satisfied by Rafferty-Alameda.

By February of 1986, discussions between the two sides had progressed sufficiently to where the feasibility analysis indicated that, subject to the requisite approvals, the interests of both sides could be satisfied through the development of the Rafferty-Alameda project. Eventually, we negotiated an agreement under which the United States federal government will pay Saskatchewan \$41.1 million U.S. in October 1985 dollars. The \$41.1 million has been authorized and approximately 50 per cent of it has been appropriated.

This brings me to the issue of what we are proposing to build. The Rafferty-Alameda project is well conceived, the most carefully designed multiple-objective water conservation project that has been developed in the history of Saskatchewan. We are committed to the construction of four major facilities to enhance the management of water resources in the Souris basin in order to achieve irrigation, recreation, industrial, municipal and flood control objectives.

The first is the Rafferty Dam located on the main stem of the Souris River six miles upstream of the City of Estevan. It is currently under construction with over \$20 million expended or committed for this facility. It is scheduled to be completed late in 1989 or early in 1990.

The second is the Alameda Dam, which is to be constructed on Moose Mountain Creek, two miles east of the Town of Alameda. It is scheduled for construction in 1990 or 1991.

The third is the Rafferty-to-Boundary diversion channel connecting the existing Boundary Dam reservoir to Long Creek south of the City of Estevan.

Members of the Senate may be interested in noting that Boundary Dam Power Station currently provides approximately 50 per cent of the base load capacity of the entire Saskatchewan power grid. With the current drought in western Canada, Boundary Reservoir has dropped to desperately low levels. The Saskatchewan Power Corporation has been forced to resort to the development of wells tapping the aquifer in order to supplement surface water supplies. This has been essential to ensure that the immediate energy needs of the people of Saskatchewan can be met.

The construction of the Rafferty-Boundary diversion channel will fulfil a number of purposes. It will provide an additional supply of water for Boundary Reservoir. Flood protection for the City of Estevan and downstream communities will be enhanced. There will be additional storage capacity for

[Traduction]

Ce projet pourrait-il être utile à l'entière population du bassin de la rivière Souris? Les inondations sont un problème constant en Saskatchewan, dans le Dakota du Nord et au Manitoba. Les deux pays ont donc entamé, avec l'appui du gouvernement fédéral du Canada, des discussions pour déterminer si le projet Rafferty-Alameda permettrait d'atteindre leurs objectifs communs.

En février 1986, une étude de faisabilité indiquait déjà que, sous réserve des autorisations nécessaires, le projet Rafferty-Alameda pourrait favoriser les intérêts des deux pays. Finalement, nous avons négocié un accord en vertu duquel le gouvernement fédéral des États-Unis paiera à la Saskatchewan 41,1 millions de dollars \$ US en dollars d'octobre 1985. L'affectation de ces crédits a été autorisée et près de la moitié a déjà été versée.

Cela m'amène à vous parler de ce que nous proposons de construire. Le projet Rafferty-Alameda est le projet de conservation polyvalente des eaux le plus soigneusement conçu à avoir jamais été mis en chantier dans toute l'histoire de la Saskatchewan. Nous nous sommes engagés à construire quatre grandes installations pour améliorer la gestion des ressources en eau dans le bassin de la rivière Souris de manière à atteindre nos objectifs en matière d'irrigation, d'exploitation récréative et industrielle, d'approvisionnement municipal et de contrôle des inondations.

Le premier élément du projet est le barrage Rafferty, situé sur le cours principal de la rivière Souris, à 6 milles en amont de la ville d'Estevan. Sa construction est déjà commencée et plus de 20 millions \$ y ont déjà été dépensés ou affectés. Les travaux devraient être terminés à la fin de 1989 ou au début de 1990.

Le deuxième élément est le barrage Alameda, qui doit être construit sur le Ruisseau Moose Mountain, à deux milles à l'est de la ville d'Alameda. Sa construction est prévue pour 1990 ou 1991.

Le troisième élément est le chenal de dérivation des eaux entre le barrage Rafferty et le barrage Boundary qui reliera le réservoir actuel du barrage Boundary au Long Creek, au sud-est de la ville d'Estevan.

Les sénateurs seront peut-être heureux de savoir que la centrale électrique du barrage Boundary approvisionne presque 50 p. 100 de la totalité du réseau électrique de la Saskatchewan. En raison de la sécheresse qui sévit actuellement dans l'ouest du Canada, le niveau du réservoir du barrage Boundary est tombé désespérément bas. La Saskatchewan Power Corporation a été obligée de creuser des puits et de pomper l'eau de la nappe phréatique pour accroître le faible approvisionnement en eau de surface. Sans cette mesure, nous n'aurions pu répondre aux besoins immédiats de la population de la Saskatchewan en énergie.

La construction du chenal de dérivation entre les barrages Rafferty et Boundary nous permettra d'atteindre un certain nombre d'objectifs, c'est-à-dire apporter un supplément d'eau au réservoir du barrage Boundary et nous permettre de mieux protéger la ville d'Estevan et les localités situées en aval des

[Text]

water in Saskatchewan—water which will be available for all downstream users.

The fourth part of the project involves downstream channelization from the Rafferty Dam site to the city of Estevan.

Intermittent channelization from the Rafferty Dam site to a location east of the city of Estevan will be required. The channelization will increase flood protection in the flood plain in the vicinity of the City of Estevan and will make possible the development of artificial wetlands to facilitate the reproduction of water fowl. This component of the project has been strongly supported by Ducks Unlimited Canada, a factor that I am sure will be of interest to Senator Molgat, as I understand he is a past director of that organization.

These are the principal facilities that the Government of Saskatchewan is proposing to build as part of the Rafferty-Alameda project, but our commitment to its development goes much further. The Government of Saskatchewan has committed itself to the most comprehensive mitigation program of any water project in the history of Saskatchewan. Approximately 50 per cent of the total project cost of \$120 million in 1985 dollars is directed to mitigation of the impacts of the Rafferty-Alameda project on the environment. This is a subject on which I would like to spend some time, as the effort we have made is quite considerable and is, without question, consistent with the philosophy of sustainable development that is so prevalent in Canada today.

The main environmental impacts from the Rafferty-Alameda project are in the areas of wildlife, agriculture, and archaeological and oil field mitigation. All of these potential impacts are capable of being mitigated and, I say with considerable satisfaction, will be mitigated.

With respect to the wildlife impact, the Government of the Province of Saskatchewan has committed itself to no net loss of wildlife habitat. This commitment is based on the utilization of the most recent technological advances which have been adopted from the United States Fish and Wildlife Service. Through the development of the reservoirs, the creation of artificial wetlands, the seeding of lands currently under cultivation back to grass, and the development of tree plantations, we anticipate that we will be able to mitigate more than fully the impacts resulting from the Rafferty-Alameda project. Expressed in somewhat different terms, there will, in all probability, be a net improvement to wildlife in Saskatchewan resulting from the construction of the Rafferty and Alameda Dams.

On the fisheries side, the picture is even brighter. At present, the Souris River is characterized by numerous in-stream obstructions, such as small weirs and dams, which when combined with virtually no water flows, result in no fish whatsoever in the river within Saskatchewan. After the dam is built, we anticipate an exponential growth in fishery habitat, with northern pike, walleye, trout and perch species being developed. I might point out that the development of sport fishing will occur naturally by the mere presence of the Rafferty and Alameda Reservoirs, without any efforts at creating

[Traduction]

inondations. Nous pourrions de plus accroître les réserves d'eau potable à l'intention de tous les usagers habitant en aval.

Le quatrième élément du projet consiste à canaliser les eaux en aval depuis le barrage Rafferty jusqu'à la ville d'Estevan.

Il sera parfois nécessaire de dévier les eaux depuis le barrage Rafferty jusqu'à un certain endroit à l'est de la ville d'Estevan. Cette opération permettra de mieux protéger les environs de la ville d'Estevan contre les inondations et de créer des marais artificiels pour favoriser la reproduction des oiseaux aquatiques. Cet élément du projet a reçu un appui enthousiaste de Ducks Unlimited Canada, ce qui ne manquera pas d'intéresser le sénateur Molgat, lequel a déjà été directeur de cet organisme.

Ce sont là les principales installations que le gouvernement de la Saskatchewan propose de construire dans le cadre du projet Rafferty-Alameda, mais notre engagement va beaucoup plus loin. Le gouvernement de la Saskatchewan s'est engagé à mettre sur pied le programme d'atténuation des répercussions environnementales le plus exhaustif jamais conçu en Saskatchewan dans le cadre d'un projet d'aménagement hydraulique. Près de 50 p. 100 du coût total du projet, qui s'établit à 120 millions de dollars de 1985, seront consacrés à l'atténuation des répercussions du projet Rafferty-Alameda sur l'environnement. Comme nos efforts en ce sens sont assez considérables et qu'il ne fait aucun doute qu'ils sont de toute évidence conformes à la philosophie du développement soutenu qui prévaut aujourd'hui au Canada, je voudrais vous en toucher quelques mots.

Le projet Rafferty-Alameda aura surtout des répercussions sur la faune, l'agriculture, les recherches archéologiques et la prospection pétrolière. Les répercussions du projet peuvent être atténuées dans tous ces domaines, et c'est avec une profonde satisfaction que j'affirme qu'elles le seront.

Le gouvernement de la Saskatchewan s'est engagé à ne détruire aucun habitat faunique. S'il prend cet engagement, c'est qu'il disposera des techniques les plus récentes, qui, d'ailleurs, ont déjà été adoptées par le Fish and Wildlife Service des États-Unis. Grâce à la création de réservoirs et de marécages artificiels, à l'ensemencement de terres actuellement cultivées avec de l'herbe et à la création de plantations d'arbres, nous prévoyons être en mesure d'éliminer toutes les répercussions du projet Rafferty-Alameda et même de faire mieux. En d'autres termes, la construction des barrages Rafferty et Alameda permettra, selon toute probabilité, d'améliorer en termes absolus l'habitat faunique de la Saskatchewan.

Au chapitre de la pêche, le tableau est encore plus reluisant. À l'heure actuelle, la rivière Souris se caractérise par un certain nombre d'obstacles naturels, notamment de petits barrages et digues, qui entraînent la disparition totale des populations de poisson dans les limites de la Saskatchewan lorsqu'il n'y a presque plus d'apport d'eau. Nous prévoyons que la construction du barrage entraînera une croissance exponentielle des populations halieutiques, notamment de grand brochet, de doré, de truite et de bar-perche. Je souligne en passant que la simple présence des réservoirs Rafferty et Alameda entraînera

[Text]

artificial breeding grounds. For wildlife and fisheries combined, the Government of Saskatchewan has directed over \$4 million for their mitigation and development.

The heritage resources of the early settlers of the plains, as well as of the native groups, will be saved as a result of this project. While there can be no question that, had this project not gone ahead, these resources would not need to be identified and saved, an equally compelling argument can be made that, without the development of the project, many of these resources would never have been found. As part of its mitigation responsibilities, the government has committed \$1.3 million to facilitate the extraction of archaeological resources which will be placed in an appropriate museum of natural history.

A little known fact is that the Rafferty-Alameda project will be the largest single mitigation effort ever directed at the impacts on oil field facilities. Over \$20 million will be devoted to directionally drilling at least five wells, abandoning existing wells, relocation of gas lines and salt water emulsion lines in order to protect the reservoirs and the environment. To the best of my knowledge, this is the largest single undertaking of this kind ever to have occurred in Canada. Our efforts at protecting the reservoir from possible oil spills have not stopped at this, however. We have also committed ourselves to the installation of skimming devices on the road causways crossing the reservoirs as well as on the weirs in the areas of the artificial wetlands.

The question of impacts to agriculture for a project such as this is always a contentious matter, particularly in a province such as Saskatchewan where a major portion of our economic activity is derived from farming. We have allocated sufficient supplies of water to irrigate 12,000 acres of land. The impacts on community pastures will be fully mitigated and individual land owners are being compensated when their land is acquired. On average, we are paying each landowner approximately 1.8 times the current market value for his land. This formula we have devised is very similar to other land policies and is one that has been used successfully by the Saskatchewan government in the past.

I am very pleased to inform the members of the Senate that approximately 50 per cent of the privately held land in the area of the Rafferty Reservoir has been successfully acquired through negotiation and that not once have we had to rely on the use of expropriation. I firmly believe that not only is this the result of the fairness of our land policy, but also the commitment to the project among the residents of the Souris basin in Saskatchewan. As well, I would point out that current market surveys indicate that, for those farmers who wish to continue farming, there are adequate acreages of land available on the market.

[Traduction]

une expansion spontanée de la pêche sportive et qu'il ne sera pas nécessaire de créer des frayères artificielles. Le gouvernement de la Saskatchewan a consacré plus de 4 millions \$ à l'atténuation des effets du projet sur les habitats faunique et aquatique et à la protection de la faune et des stocks de poisson.

Les ressources patrimoniales des premiers habitants des plaines ainsi que celles des autochtones seront préservées. Il est certain que sans ce projet, il n'aurait pas été nécessaire de les répertorier et de les préserver, mais on peut soutenir de façon aussi justifiée que sans ce projet, beaucoup de ces ressources seraient passées absolument inaperçues. Dans le cadre de l'atténuation des répercussions du projet, le gouvernement s'est engagé à consacrer 1,3 millions \$ à la recherche d'objets présentant une valeur archéologique qui seront conservés dans un musée d'histoire naturelle.

Ce que beaucoup de gens ignorent, c'est que dans le cadre du projet Rafferty-Alameda, des efforts sans précédent ont été faits pour atténuer les répercussions du projet sur la prospection pétrolière. Il dépensera plus de 20 millions \$ pour forer au moins cinq puits en forage dirigé, pour abandonner des puits existants, déplacer des gazoducs et des conduites d'émulsion d'eau salée afin de protéger les réservoirs et l'environnement. Pour autant que je sache, c'est la plus vaste entreprise de ce genre à avoir jamais été mise sur pied au Canada. Nous sommes cependant allés encore plus loin pour protéger le réservoir contre toute possibilité de déversement pétrolier. Nous nous sommes également engagés à installer des dispositifs d'écumage le long des chaussées qui traverseront les réservoirs et des digues qui seront érigées aux environs des marécages artificiels.

La question des répercussions d'un tel projet sur l'agriculture est toujours épineuse, surtout dans une province comme la Saskatchewan où la majeure partie de l'activité économique est tributaire de l'agriculture. Nous avons affecté ce qu'il fallait des réserves d'eau à l'irrigation de 12 000 acres de terres. Les répercussions du projet sur les pâturages communaux seront entièrement atténuées et chaque propriétaire terrien dont nous achèterons l'exploitation sera indemnisé. En moyenne, nous payons aux agriculteurs environ 1,8 fois la valeur actuelle de leurs terres sur le marché. La formule que nous avons conçue ressemble beaucoup à d'autres politiques foncières et le gouvernement de la Saskatchewan y a recouru avec succès par le passé.

C'est avec un grand plaisir que j'informe les sénateurs qu'environ 50 p. 100 des terres privées situées dans la région du réservoir Rafferty ont été rachetées à l'issue de négociations et que nous n'avons jamais dû recourir à l'expropriation. J'ai l'intime conviction qu'il faut attribuer ce succès non seulement à l'équité de notre politique foncière, mais aussi à l'importance que les résidents de la Saskatchewan qui habitent dans le bassin de la rivière Souris accordent au projet. En outre, je souligne que nos études du marché indiquent que les agriculteurs qui souhaiteront continuer de pratiquer l'agriculture seront en mesure d'acheter les superficies nécessaires.

[Text]

I would now like to turn to some of the criticisms of the Rafferty-Alameda project that have attracted the fancy of not only some of the public, but also, I would note, a member of the Senate of Canada, Senator Molgat. Some individuals and groups have suggested that this project has been rammed through by the Government of Saskatchewan. Nothing could be further from the truth. I pointed out earlier the numerous studies that have been conducted in Saskatchewan, North Dakota and Manitoba on the Souris River. Most of these studies had major public involvement components. I would add to this our environmental impact statement which is some 1800 pages in length, and which I would like to place into the record at this time Mr. Chairman.

In the course of the development of this project, over 400 meetings with individual landowners occurred. Over 50 general meetings with the public have taken place to explain the details of the Rafferty-Alameda project. The government, in order to ensure that the public had adequate opportunity to comment on the project, appointed an independent board of inquiry to make a recommendation as to whether the government should proceed with its development. The board, in turn, held its own public meetings to solicit views of interested parties not only of Saskatchewan but Manitoba and North Dakota. Well over 50 per cent of those who made representations to the board of inquiry spoke in favour of the Rafferty-Alameda project. I believe that it was based on this overwhelming support for water conservation on the Souris River that the board of inquiry recommended that, subject to certain conditions, the project be permitted to proceed.

The Senate members might be interested to note some of the comments from individuals from the province of Manitoba. The Mayor of Melita, Manitoba, Ken Carels, noted that:

We know that the creation of a large reservoir that would contain the Souris River and Long Creek, and another on the Moose Mountain Creek would remove the threat of the one in one hundred year flood ... we will benefit from that solution.

Mayor Carels went on to note:

Mr. Chairman, board members, we agree that the development of this water management project ... now is the time, the technology is available, the money is available, and the need is at hand. We must get on with it. We must manage our water resources.

Further, Ron Renwick, Chairman of the Souris River Water Commission in Manitoba and Reeve of the Rural Municipality of Arthur, stated quite firmly that:

Proper management of Rafferty and Alameda along with U.S. projects could have a beneficial impact in Manitoba.

The Honourable James Downey, MLA for the Manitoba constituency of Arthur, stated that:

[Traduction]

Je voudrais maintenant parler de certaines critiques faites à l'égard du projet Rafferty-Alameda qui ont eu l'appui non seulement d'une partie de la population, mais également et notamment d'un sénateur, le sénateur Molgat. Certaines personnes et certains groupes ont laissé entendre que le projet avait été imposé par le gouvernement de la Saskatchewan. Rien n'est plus éloigné de la vérité. J'ai déjà parlé de nombreuses études qui ont été faites en Saskatchewan, dans le Dakota du Nord et au Manitoba au sujet de la rivière Souris. La plupart de ces études comportaient des audiences publiques, sans compter notre étude des répercussions sur l'environnement, dont le rapport compte quelque 1 800 pages et que je voudrais déposer devant le comité.

Lors de la mise au point du projet, nous avons tenu plus de quatre cents réunions avec des propriétaires terriens. Plus de cinquante assemblées publiques générales ont eu lieu au cours desquelles nous avons expliqué les détails du projet Rafferty-Alameda. Afin de permettre au public d'exprimer ses opinions sur le projet, le gouvernement a nommé une commission d'enquête indépendante chargée de déterminer s'il devait aller de l'avant ou abandonner le projet. Cette commission a tenu ses propres audiences publiques afin de connaître les opinions des parties intéressées non seulement en Saskatchewan, mais également au Manitoba et dans le Dakota du Nord. Beaucoup plus de la moitié de ceux qui ont témoigné devant la commission d'enquête étaient favorables au projet Rafferty-Alameda. Je crois que si la commission d'enquête a recommandé au gouvernement d'autoriser, à certaines conditions, la mise en chantier du projet, c'est en raison de l'appui massif de la population à l'égard de la conservation des eaux de la rivière Souris.

Les sénateurs seront peut-être intéressés par les observations de certains résidents de la province du Manitoba. Le maire de Melita, au Manitoba, M. Ken Carels, a dit ceci:

Nous savons que la création d'un vaste réservoir qui contiendrait la rivière Souris et Long Creek et d'un autre sur le Ruisseau Moose Mountain nous mettrait définitivement à l'abri des inondations ... cette solution nous serait profitable.

Le maire Carels a ajouté ceci:

Monsieur le président, membres de la Commission, nous sommes favorables à la mise en chantier de ce projet d'exploitation rationnelle des ressources hydrauliques ... le moment ne saurait être mieux choisi, nous disposons des techniques et des fonds nécessaires et le besoin justifie l'initiative. Nous devons passer à l'action. Nous devons gérer nos ressources hydrauliques.

En outre, Ron Renwick, président de la *Souris River Water Commission* du Manitoba et président du conseil municipal de la municipalité rurale d'Arthur, a déclaré ce qui suit:

L'aménagement concerté des projets Rafferty et Alameda ainsi que de projets américains pourrait avoir des effets bénéfiques sur le Manitoba.

L'honorable James Downey, député de la circonscription d'Arthur à l'Assemblée législative, a fait la déclaration suivante:

[Text]

... it is my intention to express, yes, and support in principle for positive beneficial water management conservation and economic improvement in society through improved water management.

In addition to the public meetings held both by the Souris Basin Development Authority and the meetings held by the independent board of inquiry, meetings have been held by agencies in the U.S and in Manitoba to explain the details of the project. When all of these meetings with the public are combined with all of the studies, it is clear beyond any shadow of a doubt that more than enough study has been done. Quite literally, hundreds of thousands of hours have been devoted to the problems of the management of the Souris River and no new study will provide additional answers. I am firmly convinced that those who attempt to make the case for more study are only attempting to delay because they are either motivated by political considerations or they refuse to consider the merits of what we are attempting to do.

Others have alleged that there will not be adequate supplies of water in order to fill the reservoirs and that we will be forced to drain wetlands and perhaps even resort to inter-basin transfers of water. Let me set the record straight; I want there to be no misunderstanding. While we, like our neighbours in the Souris basin in Manitoba and North Dakota, would like to have more water than we do at the present, we in Saskatchewan believe that, based on the historical record, we will have sufficient supplies of water available to us without resorting to draining of sloughs and potholes or importing water from outside the Souris basin. Neither of these are options that we have considered nor are we considering them at the present time.

The example that I use to refute the claim that if either of the reservoirs is below full supply level, it is somehow unuseable, is the example of the gasoline tank on your automobile. If it is three quarters full, the vehicle is still quite usable. The same holds true for these reservoirs. While we would like to have more water, and have them full all of the time, this is unlikely to occur and we must make do with what we have available to us within the basin in Saskatchewan.

It has been suggested that the importation of water from the Qu'appelle or the Missouri basin will occur in order to supplement the existing supply of the Souris basin. I noted with interest the concerns Senator Molgat expressed on September 22 regarding possible transfers of water from the Qu'appelle River system into the Souris and the fact that he noted that "this would involve waters from an entirely different water system." Well sir, you should be aware of the facts. First, the government of Saskatchewan has no intention of diverting water from the Qu'appelle River into the Souris. The capital costs alone in 1974 for such a conveyance were a minimum of \$17.6 million and would be at least double that today. Second—and this is the more important fact to consider, Senator Molgat—the Qu'appelle River and the Souris River both flow into the Assiniboine River and as such are part of the same river system.

[Traduction]

... je suis convaincu qu'une meilleure gestion des eaux pourrait avoir des effets économiques positifs sur notre société et j'appuie en principe toute initiative en ce sens.

Outre les audiences publiques tenues tant par la *Souris Basin Development Authority* que par la commission d'enquête indépendante, d'autres séances ont été tenues par des organismes américains et manitobains pour expliquer les détails du projet. Lorsque l'on combine toutes ces audiences publiques et toutes les études effectuées, il ne fait aucun doute que nous avons fait plus qu'il n'était nécessaire. On a littéralement consacré des centaines de milliers d'heures à l'étude des problèmes de gestion des eaux de la rivière Souris, et ce n'est pas une nouvelle enquête qui fournira les réponses. Je crois fermement que ceux qui présentent des arguments en faveur d'une nouvelle étude ne cherchent qu'à faire traîner les choses, soit pour des motifs d'ordre politique soit parce qu'ils refusent de voir le bien-fondé de ce que nous cherchons à faire.

D'autres ont prétendu que l'approvisionnement en eau ne sera pas suffisant pour remplir les réservoirs et que nous serons forcés d'assécher les marécages et peut-être même d'avoir recours au transfert d'eau d'un bassin à l'autre. Permettez-moi de rétablir les faits; je veux qu'il n'y ait aucun malentendu. Comme nos voisins qui habitent dans le bassin de la rivière Souris, au Manitoba et dans le Dakota du Nord, nous aimerions avoir plus d'eau que nous n'en avons à l'heure actuelle; nous estimons cependant, en nous fondant sur des données historiques, que nous ne manquerons pas d'eau et que nous n'aurons ni à assécher les marais et les cuvettes ni à «importer» de l'eau de l'extérieur du bassin de la rivière Souris. Nous n'avons jamais envisagé de le faire et nous ne l'envisagerons pas maintenant.

Pour réfuter l'allégation selon laquelle la baisse du niveau d'eau de l'un ou l'autre des réservoirs en deçà de sa pleine capacité rend celui-ci inutilisable, j'invoque l'exemple du réservoir d'essence de votre automobile. Vous pouvez très bien rouler, même si le réservoir est aux trois quarts. La même logique s'applique à ces réservoirs. Nous aimerions avoir plus d'eau et avoir des réservoirs toujours pleins, mais cela n'est pas du domaine des probabilités, et nous devons nous contenter de ce que nous avons dans le bassin, en Saskatchewan.

Il a été proposé qu'on importe de l'eau du bassin de la rivière Qu'appelle ou de celui de la Missouri, afin d'accroître l'alimentation actuelle du bassin de la rivière Souris. J'ai trouvé intéressantes les interventions du sénateur Molgat qui, le 22 septembre, faisait part d'inquiétudes au sujet d'un transfert possible d'eau du bassin hydrographique de la Qu'appelle dans la Souris, et le fait qu'il ait mentionné, et je cite, que cela voudrait dire prélever de l'eau d'un réseau fluvial complètement différent. Eh bien, Monsieur, je me dois de vous mettre au courant des faits. En premier lieu, le gouvernement de la Saskatchewan n'a aucunement l'intention de transférer de l'eau de la rivière Qu'appelle dans la Souris. L'adduction coûtait au moins 17,6 millions de dollars en 1974, au seul titre des frais d'immobilisation, et en coûterait au moins le double aujourd'hui. En second lieu, et c'est le point le plus important, sénateur Molgat, les rivières Qu'appelle et Souris se jettent toutes deux dans

[Text]

The spectre of the possible diversion of water from the Missouri River, the so called Garrison Diversion, has also been raised. I find this interesting as the Garrison Reformulation Plan, which provides for the diversion of water from the Missouri into the Cheyenne and then into the Red River was consented to by the former NDP government of Manitoba.

Senator Barootes: I did not quite hear what you said a moment ago respecting Manitoba's consent. Would you repeat that?

Mr. Hill: What I said was that the whole spectre of possible diversion of water from the Missouri River, the so called Garrison Diversion, has also been raised, and that I found that interesting in that the Garrison Reformulation Plan, which provided for the diversion of water from the Missouri into the Cheyenne, and then into the Red River, was consented to by the former NDP government of Manitoba.

Senator Barootes: When?

The Chairman: I would like Mr. Hill to finish before we put questions. I would ask the members of the committee to restrain themselves until Mr. Hill has finished his presentation. Then we will deal with the questions.

Please proceed, Mr. Hill.

Mr. Hill: U.S. interests are proposing to examine various means of augmenting the flows into the Souris River, and it is my understanding that one such option could be the importation of water from the Missouri River. U.S. interests have recently indicated that if this proposal proved to be feasible, the water would be treated in order to remove harmful organisms. These same U.S. interests have also indicated that if provincial or federal governments in Canada object to this proposal, it will not be developed. What more could we ask for? I honestly don't know.

Other fear merchants have suggested that the Rafferty-Alameda project is part of an overall scheme to export water to the United States.

The facts are that the Souris River barely has enough water in it now to satisfy all of the users. The licence under the International Rivers Improvements Act precludes the importation of water into the Souris drainage basin for the purposes of exporting it to the United States. Those who suggest this obviously are unfamiliar with the licence issued under the International River Improvements Act and with the river itself, as its limited capacity precludes the exportation of any significant volume of water that would make any such scheme feasible.

Even if we could economically get more water into the Souris basin, we would keep it for ourselves. Why would we want to export it? It is the same fearmongers who oppose free trade with the United States who suggest that this tactic is behind the Rafferty-Alameda project.

[Traduction]

la rivière Assiniboine et, de ce fait, font partie du même réseau.

On a également brandi le spectre du détournement de la rivière Missouri, ce qu'on a baptisé la «dérivation de Garrison». Je trouve cela intéressant, parce que le projet de réaménagement Garrison, qui prévoit le détournement des eaux de la Missouri dans la rivière Cheyenne, puis dans la rivière Rouge, avait été approuvé par l'ancien gouvernement néo-démocrate du Manitoba.

Le sénateur Barootes: Je n'ai pas très bien entendu ce que vous avez dit il y a un moment à propos du consentement du Manitoba. Pourriez-vous répéter?

M. Hill: Ce que j'ai dit c'est que le spectre du détournement de la rivière Missouri, ce qu'on a appelé la «dérivation de Garrison», a également été brandi et que je trouve intéressant que le projet de réaménagement Garrison, qui prévoit le détournement de la rivière Missouri dans la rivière Cheyenne, puis dans la rivière Rouge, avait été approuvé par l'ancien gouvernement néo-démocrate du Manitoba.

Le sénateur Barootes: À quel moment?

Le président: J'aimerais que nous laissions M. Hill terminer son exposé avant de lui poser des questions. Je demanderais aux membres du Comité de bien vouloir attendre que M. Hill ait terminé son exposé. Nous passerons ensuite aux questions.

Veuillez continuer, monsieur Hill.

M. Hill: Des intérêts américains proposent que soient envisagés divers moyens d'augmenter l'apport d'eau dans la rivière Souris, et j'ai cru comprendre qu'une des options qui s'offrent serait «l'importation» d'eau depuis la rivière Missouri. Ces intérêts américains ont récemment fait savoir que, si cette idée était réalisable, on pourrait traiter l'eau afin d'en éliminer les organismes nuisibles. Ces mêmes intérêts ont également signalé que, si les gouvernements provinciaux ou le fédéral s'opposent à cette idée, le projet n'ira pas plus loin. Que pourrions-nous demander de plus? Franchement, je me le demande.

D'autres prophètes de malheur ont laissé supposer que le projet Rafferty-Alameda fait partie d'un grand complot ayant pour but d'exporter de l'eau aux États-Unis.

Le fait est que la rivière Souris contient actuellement tout juste assez d'eau pour répondre aux besoins de tous les utilisateurs. Le permis délivré en vertu de la *Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux* interdit d'importer de l'eau dans le bassin hydrographique de la rivière Souris en vue de l'exporter aux États-Unis. Ceux qui parlent d'exportation méconnaissent de toute évidence les conditions d'attribution du permis délivré en vertu de la *Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux* ainsi que la rivière elle-même, dont la capacité limitée rend impossible l'exportation d'un volume important d'eau dans le cadre d'un tel projet.

S'il nous était possible, moyennant des dépenses raisonnables, d'augmenter l'arrivée d'eau dans le bassin de la rivière Souris, nous garderions l'eau pour nous. Pourquoi l'exporter? Ce sont les mêmes prophètes de malheur qui s'opposent au libre-échange avec les États-Unis qui manigancent contre le projet Rafferty-Alameda.

[Text]

Some who oppose the Rafferty-Alameda project suggest that water quality will deteriorate after the dams are built. I do not believe that is possible as the water quality could not possibly be any worse than it is at present. The water quality issue is one of the most technically complex aspects of this project because it is inherently anticipatory in nature. We are attempting to predict the future, and there is one and only one way to determine what water quality will be like in the future.

But here are the facts as we know them today. We predict that, based on the analysis done to date, water quality at the Saskatchewan-North Dakota border will likely not be significantly affected and there may well be improvements. Water quality will be typical of prairie reservoirs. Should there be water quality deterioration, whether over the short run or the long run, downstream parties in both Canada and the United States are protected by the water quality provisions of the Boundary Waters Treaty. The commitment to this was recently reaffirmed in an exchange of letters among Saskatchewan, North Dakota and Manitoba. U.S. interests have sought additional water quality protection and have proposed the installation of a high level discharge on the Alameda Dam. While we in Saskatchewan disagreed on the need for such a structure, various U.S. interests pressed for its inclusion in the project design. The City of Minot solved the impasse by offering to pay for the construction of this discharge system. Finally, water quality objectives will be established on the Souris River. This is a condition of the licence granted under the International Rivers Improvements Act at the North Dakota-Saskatchewan border and is also the subject of discussion in the Canada-U.S. negotiations. It is in this latter forum where it is most likely that the objectives will be established at the North Dakota-Manitoba border.

Speaking of Manitoba, there have been strong allegations made recently regarding that province's role in the project and the possible effects on it. First, let me reiterate the point I have already made, which is that Saskatchewan is entitled to 50 per cent of the natural flow of the Souris River, and we will exercise this legal right and retain every drop of water that we possibly can, no ifs, ands, or buts. Having said this, I have to admit that I was rather struck by the comments of Senator Molgat in the Senate last Thursday when he noted:

Over the years water (for Manitoba) has been guaranteed by a series of dams along the river system, notably one in the United States so that there is significant annual flow to supply water to those people (meaning Manitobans) who presently depend on it.

For once in this issue I believe Senator Molgat to be correct; however, I am at a loss to explain how he can be so enthusiastic about some dams on the Souris River and be so negative about the Rafferty and Alameda Dams, despite the fact that they have the same purpose and the same effect as the dam he is in favour of.

[Traduction]

Certains opposants au projet laissent entendre que la qualité de l'eau se détériorera après la construction des barrages. Je ne crois pas que cela soit possible, car l'eau ne pourrait pas être de plus piètre qualité qu'elle ne l'est actuellement. La qualité de l'eau est l'un des aspects techniques les plus compliqués de ce projet parce que tout n'est qu'hypothèses. Nous cherchons à prédire l'avenir, et il n'existe qu'une seule façon de déterminer quelle sera la qualité de l'eau dans l'avenir.

Voici les faits tels que nous les connaissons aujourd'hui. Nous prédisons, à partir des analyses faites jusqu'ici, que la qualité de l'eau à la frontière de la Saskatchewan et du Dakota du Nord ne devrait pas changer sensiblement et qu'il se pourrait même qu'elle s'améliore. La qualité de l'eau sera celle qui est caractéristique des eaux des réservoirs des Prairies. Si la qualité de l'eau se détériorait, à court ou à long terme, les localités situées en aval, que ce soit au Canada ou aux États-Unis, seraient protégées par les dispositions du Traité des eaux limitrophes portant sur la qualité de l'eau. L'adhésion à ce traité a récemment été confirmée dans un échange de lettres entre les autorités de la Saskatchewan, du Dakota du Nord et du Manitoba. Des intérêts américains ont cherché à obtenir des garanties supplémentaires en matière de qualité de l'eau et proposé l'installation d'une décharge sur le barrage Alameda. Bien que nous, en Saskatchewan, ne voyons pas la nécessité d'une telle structure, divers intérêts américains ont exercé des pressions en vue de la faire inclure dans la conception du projet. La ville de Minot nous a sortis de l'impasse en offrant de payer la construction de ce système de décharge. Enfin, les objectifs en matière de qualité de l'eau seront établis à l'égard de la rivière Souris; il s'agit d'une condition que porte le permis délivré en vertu de la *Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux*, en ce qui a trait à la frontière de la Saskatchewan et du Dakota du Nord, et qui fait également l'objet de discussion dans les négociations canado-américaines. C'est dans le cadre de ces dernières qu'il est le plus probable que les objectifs soient établis en ce qui a trait à la frontière entre le Dakota du Nord et le Manitoba.

Parlant du Manitoba, des allégations ont été faites récemment au sujet du rôle de cette province dans le projet et des conséquences attendues. Permettez-moi d'abord de rappeler que la Saskatchewan a droit à 50 p. 100 de l'écoulement naturel de la rivière Souris, et que nous exercerons ce droit afin de conserver chaque goutte d'eau que nous pouvons, un point c'est tout. Cela dit, je dois admettre que les commentaires qu'a formulés le sénateur Molgat devant le Sénat jeudi dernier m'ont frappé; celui-ci disait en effet, et je cite, que:

Au cours des années, l'eau destinée au Manitoba a été assurée par une série de barrages construits dans le bassin hydrographique, un en particulier aux États-Unis, de sorte qu'il y a un débit annuel suffisant pour alimenter en eau les gens (les Manitobains) qui en dépendent actuellement.

Pour une fois dans le débat sur cette question, je crois que le sénateur Molgat a raison; toutefois, je m'explique mal qu'il soit si enthousiaste à l'égard de barrages qui seraient construits sur la rivière Souris et si négatif au sujet des barrages Rafferty et Alameda, en dépit du fait qu'il aient le même rôle et le

[Text]

The effects of the Rafferty-Alameda Project are reasonably well known, and let me state for the record that the construction of the Rafferty and Alameda Dams will benefit the province of Manitoba with increased flood protection. This holds true for both rural and urban areas as damages from floods after our project is developed will generally be less than would be the case under existing conditions. In rare circumstances, flood damages in Manitoba after Rafferty and Alameda have been constructed will exceed those damages which would have occurred without the project. I believe that these damages, when annualized, are less than \$5,000 per year and that an adequate compensation mechanism can and will be worked out in order to pay them.

In closing, Mr. Chairman, I would like to file with the committee the licence granted under the International Rivers Improvements Act and the ministerial approval under the Saskatchewan Environmental Assessment Act. Also, I will file the report of the board of inquiry and additional wildlife studies completed since the environmental impact statement was filed.

Mr. Chairman, I would again like to emphasize that no other project in Saskatchewan's history has been studied to the extent of Rafferty-Alameda. No other project has had as much public input. I would also like to remind you that there is no federal money in this project—not one cent; nor was any asked for. We are entitled to our 50 per cent of the water. We will protect the environment, and we will mitigate more than any other project in Saskatchewan's history. We will work cooperatively with officials of North Dakota and Manitoba and the Canadian federal government for the betterment of all people in the Souris basin. But above all else we will continue to operate in a legal fashion as we continue to build this project.

Thank you very much. We are quite prepared to answer any questions.

The Chairman: Thank you for your very thorough presentation, Mr. Hill. The first matter that I would like to attend to is the tabling of documents with the clerk of the committee.

Senator Barootes: I will so move, Mr. Chairman.

The Chairman: If you will identify the documents, Senator Barootes has indicated that he will make a motion to have them tabled. But I wonder if you could identify the documents by reciting their titles, and then I will entertain Senator Barootes' motion that they be tabled with the clerk of the committee.

Mr. George Hood, Director of Operations and Planning, Souris Basin Development Authority: I believe the first item described by Mr. Hood was a group of photographs of water conditions in the Souris River; that will be the first item. The

[Traduction]

même effet que le barrage dont il voit la construction d'un œil favorable.

Les répercussions du projet Rafferty-Alameda sont assez bien connues, et permettez-moi de souligner, aux fins du compte rendu, que la construction des barrages Rafferty et Alameda fera bénéficier la province du Manitoba d'une plus grande protection contre les inondations ce qui vaut tant pour les régions rurales qu'urbaines car, une fois notre projet au point, les dommages occasionnés par les inondations seront généralement moindres qu'ils ne le seraient dans les conditions actuelles. Dans de rares cas, les dommages dus aux inondations après la construction des barrages Rafferty et Alameda auront plus d'ampleur qu'avant la construction. Je crois que la valeur annualisée de ces dommages s'établirait à moins de 5 000 \$ par année et qu'un mécanisme d'indemnisation adéquat peut être prévu, et le sera, afin de couvrir les frais.

En terminant, monsieur le président, j'aimerais déposer devant le Comité le permis délivré en vertu de la *Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux* ainsi que l'autorisation ministérielle en vertu de la *Loi sur l'évaluation de l'environnement* de la Saskatchewan. Je déposerai également le rapport de la Commission d'enquête et d'autres études sur la faune qui ont été menées à bien depuis la présentation de l'énoncé des incidences environnementales.

Monsieur le président, j'aimerais une fois encore insister sur le fait qu'aucun autre projet dans l'histoire de la Saskatchewan n'a été étudié aussi en profondeur que celui des barrages Rafferty et Alameda. Aucun autre projet n'a autant fait appel à la consultation publique. J'aimerais également vous rappeler que le fédéral ne contribue pas financièrement à ce projet, pas un cent; et on ne lui a pas demandé de le faire. Nous avons droit à nos 50 p. 100 de l'eau. Nous protégerons l'environnement et nous opérerons plus d'aménagements que dans le cas de tout autre projet dans l'histoire de la Saskatchewan. Nous travaillerons, en collaboration avec les autorités du Dakota du Nord, du Manitoba et du gouvernement du Canada, pour le bien de tous les habitants du bassin de la rivière Souris. Par-dessus tout, nous continuerons d'agir dans la légalité dans la réalisation de ce projet.

Merci beaucoup. Nous serons maintenant heureux de répondre à vos questions.

Le président: Nous vous remercions de votre exposé détaillé, monsieur Hill. Le premier point que j'aimerais régler est la remise des documents au greffier du Comité.

Le sénateur Barootes: Je propose, qu'ils soient déposés monsieur le président.

Le président: Si vous voulez énumérer les documents, le sénateur Barootes a indiqué qu'il proposera leur dépôt. Je me demande cependant si vous pourriez indiquer le titre des documents; je mettrai ensuite aux voix la motion du sénateur Barootes demandant qu'ils soient présentés au greffier du Comité.

M. George Hood, directeur des Opérations et de la Planification, Bureau d'aménagement du bassin de la rivière Souris: Je crois que M. Hill a d'abord parlé d'un groupe de photos décrivant les conditions hydrographiques de la rivière Souris;

[Text]

second item will be letters; one to the Under-Secretary of State for External Affairs from the Saskatchewan Minister of Agriculture dated June 10, 1957, and another from the Right Honourable John George Diefenbaker to the Secretary of State for External Affairs dated August 6, 1957. The third item is the Souris Basin Development Authority Environmental Impact Statement for the Rafferty-Alameda Project. The fourth item is the International River Improvements Act Licence. The fifth item is the ministerial approval under the Saskatchewan Environmental Assessment Act. The sixth item is the Rafferty-Alameda Board of Inquiry Report. The seventh item encompasses five separate reports dealing with various wildlife issues. If Mr. Chairman so desires, I will enumerate each one of them.

The Chairman: Could you identify them by source? They are wildlife studies by whom?

Mr. Hood: They were conducted by a consultant working on our behalf, Environmental Management Associates.

Senator Barootes: Mr. Chairman, I move that the studies be tabled with the committee. If it is the wish of the committee, perhaps they could all be published as an appendix to today's proceedings.

The Chairman: That is not the motion I called for, senator. Would you like to make a choice? Do you want them appended and reprinted or simply tabled? I suggest the latter course.

Senator Barootes: I move that they be tabled. If the committee wants them appended, it would be quite an onerous task.

The Chairman: I agree. It is moved that the studies be tabled. Is it agreed, honourable senators?

Hon. Senators: Agreed.

The Chairman: Thank you for your presentation, Mr. Hill. I have no comment to make, myself, although at some points during the presentation I thought there may have been an invitation for my comments. In any event, I will try to be as impartial as I can. I will go directly to questions.

Senator Molgat: I, too, want to thank Mr. Hill for a very interesting report. I am delighted, of course, that I was mentioned several times in the course of it. I would like to tell him right off the bat that no amount of rhetoric is going to stop me from protecting my province. When a senior official, responsible in the eyes of the minister, states that my province has been shafted, well, I am going to stand up for it, regardless of Mr. Hill's comments about the political input. Let us get that clear at the very beginning.

I should like to correct a couple of statements. One correction is incidental. As far as I know, I am still the director of Ducks Unlimited, along with Senator Balfour, unless a change was made very recently.

Mr. Hill: My humble apologies.

[Traduction]

elles formeront le premier document. Le second est une série de lettres dont celle que le ministre de l'Agriculture de la Saskatchewan a adressée au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures le 10 juin 1957, suivie d'une lettre du très honorable George Diefenbaker au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, datée du 6 juin 1957. Le troisième est l'énoncé des incidences environnementales du Bureau d'aménagement du bassin de la rivière Souris se rapportant au projet Rafferty-Alameda. Le quatrième document est le permis délivré en vertu de la *Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux*. Le cinquième est l'autorisation ministérielle en vertu de la Loi sur l'évaluation de l'environnement de la Saskatchewan. Le sixième est le rapport d'enquête Rafferty-Alameda. Le septième englobe cinq rapports distincts portant sur diverses questions se rapportant à la faune. Si monsieur le président le désire, je les énumérerai tous.

Le président: Pouvez-vous les énumérer selon leur source? Il s'agit d'études sur la faune faites par qui?

M. Hood: L'entreprise d'experts-conseils *Environmental Management Associates* les a réalisées pour notre compte.

Le sénateur Barootes: Monsieur le président, je propose que les études soient déposées devant le Comité. Si c'est là le désir du Comité, peut-être pourrait-on publier toutes ces études en annexe au procès-verbal de nos travaux d'aujourd'hui.

Le président: Ce n'est pas la motion que j'ai demandée, sénateur. Que voulez-vous au juste: que ces études soient reproduites en annexe ou simplement déposées devant le Comité? Je préférerais la seconde option.

Le sénateur Barootes: Je propose qu'elles soient déposées; cela représenterait une lourde tâche que de les joindre au procès-verbal si c'était là la volonté du Comité.

Le président: Je suis d'accord. Il est proposé que les études soient déposées. Sommes-nous d'accord, honorables sénateurs?

Des voix: D'accord.

Le président: Je vous remercie de nous avoir fait cette présentation, monsieur Hall. Je n'ai aucun commentaire à faire, même si à certains moments de votre exposé j'ai cru que j'aurais peut-être dû intervenir. Quoi qu'il en soit, je vais être aussi impartial que possible. Je passe immédiatement aux questions.

Le sénateur Molgat: Je voudrais moi aussi remercier M. Hill de son compte rendu fort intéressant. Je suis enchanté, bien entendu, qu'il ait été question de moi à plusieurs reprises. J'aimerais lui dire d'emblée que, quelque éloquentes que soient les propos tenus, rien ne m'empêchera de défendre ma province. Lorsqu'un haut fonctionnaire responsable aux yeux du ministre déclare que ma province s'est fait faire un sale coup, eh bien, je prends fait et cause pour elle, peu importe ce qu'affirme M. Hill au sujet de l'action politique. Que cela soit bien clair dès le départ.

J'aimerais en outre corriger deux faits erronés. Le premier est d'importance accessoire: autant que je sache, je suis toujours le directeur du *Ducks Unlimited*, avec le sénateur Balfour, à moins de changements récents.

M. Hill: Mes humbles excuses.

[Text]

Senator Molgat: On a more important point, I have a correction to make regarding my comments on the transfer of water from the Saskatchewan River system into ours. I am quite aware that the Qu'Appelle flows into the Assiniboine. The information I had was that there was the possibility of a transfer of Saskatchewan River water into our system.

So much for the corrections; now for the questions. Is Saskatchewan Power Corporation the lead agency in this matter? Is it Sask. Power that will be paying the bills or is it another source?

Mr. Hill: No, the Souris Basin Development Authority, which is a Crown corporation created for the express purpose of undertaking these works, is doing the construction. In the final analysis, these facilities will end up being owned and operated by the Saskatchewan Water Corporation. In effect, the Souris Basin Development Authority will be acting as an agent for the Saskatchewan Water Corporation in building these facilities.

Senator Molgat: Are the funds coming to the Souris River Authority from the Saskatchewan government directly or are they coming from Sask. Power?

Mr. Hill: No, there will be a contribution to the construction from Sask. Power based on its valuation of the Souris water for cooling, which was calculated primarily as the difference between what it would have cost them for water cooling as opposed to what it would have cost them for air cooling and the resultant inefficiencies of air cooling. That amount is in the neighbourhood of \$19 million—I regret that I cannot give you the exact figure—and will ultimately come from the Saskatchewan Power Corporation. The rest of the funding will come through the Saskatchewan Water Corporation, taking into consideration our anticipated \$41.1 million U.S. in October, 1985 dollars, which is a contribution from the federal U.S. government.

Senator Molgat: Could you tell us when the work began and how much has been done to date? How much money has been expended?

Mr. Hill: We began some preparatory work last fall and built coffer dams prior to any runoff in the spring. These were not considered to be part of the project but were done in preparation for it. We did not start construction of the dams until after we had the licence under the International Rivers Improvements Act, which I believe is dated June 17, 1988. We were ready to proceed almost immediately once we had received that licence.

Senator Molgat: Could you tell us how much money has been expended?

Mr. Hill: I believe that expenditures or commitments to date are in the neighbourhood of \$20 million.

Senator Molgat: I want to turn to the Manitoba situation. You made quite a point about the fact that a lot of studies have been conducted. What studies have been done in

[Traduction]

Le sénateur Molgat: J'ai une correction plus importante à apporter, au sujet de mes commentaires sur le transfert d'eau du réseau hydrographique de la Saskatchewan dans le nôtre. Je sais très bien que la Qu'Appelle se jette dans l'Assiniboine. Toutefois, après les renseignements dont je dispose, il serait possible de dévier des eaux de la rivière Saskatchewan dans notre réseau.

Voilà qui est fait des corrections; maintenant passons aux questions. *Saskatchewan Power Corporation* est-elle l'organisme responsable au premier chef? Est-ce elle qui paiera les factures ou quelqu'un d'autre?

M. Hill: Non, le Bureau d'aménagement du bassin de la rivière Souris, société d'État créée expressément pour réaliser les travaux, se charge de la construction. Finalement, la *Saskatchewan Water Corporation* exploitera ces installations, dont elle sera propriétaire. En fait, le Bureau d'aménagement agira à titre d'agent de la *Saskatchewan Water Corporation* en ce qui a trait à la construction de ces installations.

Le sénateur Molgat: Les fonds que reçoit le Bureau d'aménagement proviennent-ils directement du gouvernement de la Saskatchewan ou sont-ils versés par la Saskatchewan Power Corporation?

M. Hill: Non, la société d'énergie contribuera à la construction en fonction de la valeur qu'a pour elle l'eau venant de la rivière Souris qui est utilisée à des fins de refroidissement. Cette somme, qui équivaut à la différence entre les coûts liés au refroidissement, pour l'eau et pour l'air, compte tenu des lacunes dans le deuxième cas, s'élève à environ 19 millions de dollars—je suis désolé de ne pouvoir vous donner le montant exact—et sera finalement versée par la Saskatchewan Power Corporation. Le reste des fonds proviendront de la Saskatchewan Water Corporation, sans oublier les 41,1 millions de dollars, en dollars américains d'octobre 1985, que le gouvernement fédéral des États-Unis doit contribuer.

Le sénateur Molgat: Pourriez-vous nous dire quand les travaux ont commencé et ce qui a été accompli jusqu'ici? Combien d'argent a été dépensé?

M. Hill: Nous avons entrepris des travaux préliminaires l'automne dernier et construit des batardeaux avant le ruissellement printanier. Ces travaux n'ont pas été considérés comme faisant partie du projet; ils avaient plutôt un caractère préparatoire. La construction des barrages n'a pas débuté avant que ne nous soit délivré un permis en vertu de la *Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux*, le 17 juin 1988, je crois. Nous étions prêts à entreprendre le projet presque immédiatement, une fois que nous avons obtenu ce permis.

Le sénateur Molgat: Pouvez-vous nous dire combien d'argent a été dépensé?

M. Hill: Je crois que les sommes dépensées ou engagées à ce jour sont de l'ordre de 20 millions de dollars.

Le sénateur Molgat: Je veux aborder la question de la situation du Manitoba. Vous avez insisté pas mal sur le fait qu'un grand nombre d'études ait été effectuées. Quelles études ont

[Text]

Manitoba on the effects of this and by whom were they conducted?

Mr. Hill: To the best of my knowledge, senator, there was a study in 1940 to which I have referred as being part of the IJC study on the Souris basin. It included, I understand, a study of the Souris in Manitoba. The IJC review of 1959 resulted in the interim order that dealt with both the requirement of what Saskatchewan had to pass to North Dakota and what North Dakota had to pass to Manitoba. In 1967 there was the Saskatchewan-Nelson basin study, which I believe was undertaken by the Canadian federal government. Then there was a major study, the Souris River Basin Study Project to which Manitoba, Saskatchewan and the federal Canadian government contributed, in 1974, which was concluded in 1978. I believe there was one more that is not listed in here.

Mr. Hood: It was done in July, 1984, and its title is: "The Review of Effects in Canada of Improvements Proposed for Flood Control in the United States." It is report No. 3 of the International Souris-Red River River Engineering Board.

Mr. Hill: I believe that would have had to do with the proposed four-foot raising of Lake Darling and the effect of it on Manitoba.

Senator Molgat: But none of those were conducted directly on the basis of the Rafferty-Alameda dams, were they? There have been no environmental impact studies, I am told, in Manitoba based directly on what you intend to do with the Rafferty-Alameda dams?

Mr. Hill: My understanding is that the studies of the International Joint Commission, particularly the 1957-59 study, which dealt with Saskatchewan receiving the rights to retain 50 per cent, would have taken that into consideration. That is my information, senator; I was not there.

Senator Molgat: I have been told the reverse, that there have been no environmental impact studies outlining what the problem will be in Manitoba. You mentioned that to your knowledge there was no effect upon Manitoba. Is that a fair assessment of what you said?

Mr. Hill: No, what I said, senator, was that there were benefits from the project and, yes, our modelling indicated, depending on the particular level of the flood that may develop, that we had to get rid of some water, that there was a certain level of runoff and that there was some impact on Manitoba. We have had officials from Manitoba at the bargaining table, as it were, along with people from the United States, since 1986, when I became president of the Souris Basin Development Authority. We have attempted to work with those officials to determine what we can do with the operating plan to lessen the effect. For instance, we have altered part of the operating plan. We have said that in those very severe years of flooding we would incur more flooding in Saskatchewan. That would have less of an impact on Manitoba, because their desire was not only to cut down on flooding, but if there was going to be flooding, to get it over and done with so the farmers could get on the land. We have worked with them in that endeavour, and negotiations are continuing.

[Traduction]

été effectuées au Manitoba sur les effets des travaux proposés et qui les a effectuées?

M. Hill: Autant que je sache, sénateur, une étude a été faite en 1940; j'ai dit qu'elle faisait partie de l'étude de la CMI sur le bassin de la rivière Souris. Je crois comprendre qu'il y a eu notamment une étude sur la rivière Souris au Manitoba. L'examen mené par la CMI en 1959 a donné lieu à l'ordonnance provisoire qui a déterminé ce que la Saskatchewan devait transférer au Dakota du Nord, et vice-versa. En 1967, il y a eu l'étude sur le bassin du fleuve Nelson en Saskatchewan qui a été menée, je crois, par le gouvernement fédéral. Puis il y a eu l'important projet d'étude du bassin de la rivière Souris auquel ont participé le gouvernement fédéral ainsi que les gouvernements du Manitoba et de la Saskatchewan, projet qui s'est terminé en 1978. Je crois qu'il y a eu aussi une autre étude qui n'est pas énumérée ici.

M. Hood: Elle a été faite en juillet 1984 et s'intitule *The Review of Effects in Canada of Improvements Proposed for Flood Control in the United States*. Il s'agit du rapport n° 3 du Conseil technique international des rivières Souris et Rouge.

M. Hill: Cette étude devait se rapporter à la proposition voulant que le niveau du lac Darling soit élevé de quatre pieds et aux répercussions de ces travaux sur le Manitoba.

Le sénateur Molgat: Mais aucune étude n'a été faite en fonction des barrages Rafferty-Alameda, n'est-ce pas? On me dit qu'au Manitoba, aucune étude d'impact environnemental n'a été menée en fonction de vos projets concernant les barrages Rafferty-Alameda?

M. Hill: Je crois comprendre que les études de la Commission mixte internationale, notamment celle de 1957-1959 au sujet du droit de la Saskatchewan de retenir 50 p. 100 de l'eau, en ont tenu compte. Tels sont les renseignements dont je dispose, sénateur; je n'étais pas là.

Le sénateur Molgat: On m'a dit le contraire, c'est-à-dire qu'il n'y a eu aucune étude d'impact environnemental décrivant le problème qui se posera au Manitoba. Vous avez mentionné qu'à votre connaissance, il n'y aura pas de répercussions sur le Manitoba. Ai-je bien interprété ce que vous avez dit?

M. Hill: Non, sénateur, j'ai dit que le projet apportait des avantages et que, d'après nos modèles et selon le niveau des inondations pouvant survenir, nous devons nous débarrasser d'une partie de l'eau, il y avait un certain ruissellement et il y avait certaines répercussions sur le Manitoba. Des représentants du Manitoba et des États-Unis participent aux négociations depuis 1986, année où je suis devenu président de la *Souris Basin Development Authority*. Nous cherchons à déterminer avec eux ce que nous pouvons faire pour réduire ces répercussions dans le cadre du plan d'exploitation. Par exemple, nous avons modifié une partie de ce plan. Nous avons établi que dans les années de grave inondation, les répercussions seront plus importantes en Saskatchewan qu'au Manitoba, car cette province voulait non seulement que nous réduisions les risques d'inondation, mais aussi qu'en cas d'inondation, nous réglions le problème de sorte que les agriculteurs puissent travailler. C'est là-dessus que nous essayons de nous entendre, et les négociations se poursuivent.

[Text]

Senator Molgat: Obviously those problems have not been resolved so far as Manitoba and federal officials are concerned. As recently as June, a meeting of the Canadian and U.S. negotiating teams quotes Mr. Robert Halliday, Regional Director of Inland Waters in Regina, as saying that he fears the Souris River in Manitoba might be negatively affected.

Mr. Hill: I am sure that it will be negatively affected, because there will be less water.

Senator Molgat: Should this not be settled before you proceed with a dam that will have an effect on a downstream province?

Mr. Hill: So far as we are concerned, that was settled by the International Joint Commission in 1959, which gave us authority to retain 50 per cent of our water. Fifty per cent of the natural flow can be retained by the Province of Saskatchewan.

The question of how the dam will be operated is an entirely different matter.

Senator Molgat: Plus the quality of the water.

Mr. Hill: Certainly water quality is another issue.

Senator Molgat: That has not been resolved.

Mr. Hill: No, but it cannot be resolved until the dams are built and we know what is happening. There is absolutely no one on the face of this earth who can predict what that water quality will be. The hydrologists can guess and do computer runs, which they have done, and they can say that, depending on the amount of water or depending on what happens in nature, it may have this effect or that effect.

As part of the licence granted and after speaking with officials in North Dakota, we have agreed that we must agree on, and work toward, water quality objectives. Furthermore, a monitoring provision must be set up at the expense of Saskatchewan, and there must be a water quality board with representatives from both sides. That is purely on the question of the Saskatchewan-North Dakota border.

Those same types of things are being talked about and negotiated between North Dakota and Manitoba. We have undertaken that North Dakota and Manitoba will be protected by the Treaty of 1909 so far as water quality is concerned. We have affirmed that provision by circulating letters from us to North Dakota and North Dakota to Manitoba, saying that, if there are adverse effects, we will all work cooperatively to solve those once they are known. That is the only way it can be done.

On the review of the operating plan, we have undertaken to work together to achieve the best operating plan. I am not talking about apportionment of water; I am talking about an operating plan for the dams. Although this is a 100-year project, the operating plan is open to an automatic review every five years. So either Manitoba, North Dakota or Saskatchewan can open up that plan and ask that things be con-

[Traduction]

Le sénateur Molgat: De toute évidence, ces problèmes ne sont pas réglés du point de vue des représentants du Manitoba et du gouvernement fédéral. En juin dernier, M. Robert Halliday, directeur régional des eaux intérieures à Regina, disait au cours d'une réunion des équipes de négociation canadienne et américaine qu'il craignait que le projet porte préjudice à la rivière Souris au Manitoba.

M. Hill: Je suis certain que ce sera le cas, car il y aura moins d'eau.

Le sénateur Molgat: Ne devriez-vous pas régler la question avant d'entreprendre la construction d'un barrage qui aura des répercussions sur une province en aval?

M. Hill: En ce qui nous concerne, cette question a été réglée par la Commission mixte internationale en 1959, laquelle commission nous a donné le pouvoir de retenir 50 p. 100 de notre eau. La province de la Saskatchewan peut retenir 50 p. 100 de l'eau qui coule naturellement.

La manière d'exploiter le barrage est une toute autre question.

Le sénateur Molgat: Comme celle de la qualité de l'eau.

M. Hill: La qualité de l'eau est certainement une autre question.

Le sénateur Molgat: Qui n'a pas été réglée.

M. Hill: Effectivement, mais elle ne saurait l'être tant que les barrages ne sont pas construits et que nous ne savons pas ce qui se passe. Absolument personne sur terre ne peut prédire ce que sera la qualité de l'eau. Les hydrologistes peuvent faire des évaluations ainsi que des analyses par ordinateur, comme c'est d'ailleurs le cas, et dire que selon la quantité d'eau en cause ou selon ce qui se produit dans la nature, il y aura telle ou telle répercussion.

Aux termes du permis qui nous a été accordé et au cours de nos entretiens avec les représentants du Dakota du Nord, nous avons convenu qu'il fallait s'entendre sur des objectifs en matière de qualité de l'eau et travailler à les atteindre. En outre, des mesures de contrôle doivent être prises, aux frais de la Saskatchewan, et il doit y avoir un bureau responsable de la qualité de l'eau qui comprenne des représentants des deux parties. Cela s'applique uniquement à la frontière qui sépare la Saskatchewan et le Dakota du Nord.

Les mêmes éléments font l'objet de discussions et de négociations entre le Dakota du Nord et le Manitoba. Nous avons fait des démarches pour que le traité de 1909 protège le Dakota du Nord et le Manitoba sur le plan de la qualité de l'eau. Nous avons affirmé cette disposition par un échange de lettres avec le Dakota du Nord, et entre ce dernier et le Manitoba, lettres qui établissent que s'il y a des préjudices, nous travaillerons tous à leur règlement une fois que nous les connaissons. C'est la seule manière de procéder.

Pour ce qui est de l'examen du plan d'exploitation, nous avons entrepris de travailler de concert à établir le meilleur système possible. Je ne parle pas de la question de la répartition de l'eau, mais bien du plan d'exploitation des barrages. Quoiqu'il s'agisse d'un projet de 100 ans, le plan d'exploitation doit automatiquement être révisé tous les cinq ans. Le Manitoba, le Dakota du Nord ou la Saskatchewan peuvent ainsi

[Text]

sidered. We have all agreed and undertaken that, notwithstanding the five-year provision, we will do that at any time. These hydrologists meet all the time. These things are not unusual. The only unusual part is that we will be able to retain the water that we are legally entitled to. We must recognize that there is either too much water or not enough.

If we keep our 50 per cent or more of the water, we can help Manitoba. In major flood years nobody can keep the water. We cannot keep it; North Dakota cannot keep it; Manitoba has very little provision for keeping it. So it will all be gone. We have agreed that while we cannot agree in writing, it is understood among the officials that we will attempt, wherever possible, to retain as much water for the same types of things that you have spoken about regarding the other dams. This water will be released at the request of, and in accordance with what is best for, the downstream users, both North Dakota and Manitoba.

The dams will not be operated by politicians or lawyers. They will be operated by hydrologists and engineers who understand the process. They work together now; they are all on the Souris River Board of Control. They do not have any problems. Unfortunately, some of the rest of us do.

Senator Molgat: You then agree with the federal officials—Mr. Halliday and Mr. Derek Bjornback, head of the Water Planning Management Branch of the Inland Waters Directorate, Northern Region—that there is a potential quality impact on the Souris River in Manitoba as a result of what you are doing?

Mr. Hill: I agree that, as a result of our retaining our 50 per cent of the water, there possibly will be an impact on water quality. We recognize that and will have to do whatever has to be done to ensure that we do not adversely affect the water quality. We are quite prepared to agree to that.

Senator Molgat: I have many other questions, but I will give other senators a chance to ask questions.

Senator Spivak: I should like to ask a supplementary question to Senator Molgat's questions.

How will predicted drought conditions, if they should materialize, over the next ten years affect that estimate of water quality?

Mr. Hill: If there is no water at all, then water quality does not become an issue. Lack of water and no water then becomes the issue.

There is no water in the Saskatchewan portion of the Souris River this year. In low-flow years, the less water there is the greater the problem of the water quality.

Senator Steuart (Prince Albert-Duck Lake): As a former Chairman of the Board of the Saskatchewan Power Corporation, I am well aware that Saskatchewan has limited sources for obtaining power. The Saskatchewan River and the coal in the Estevan area are two sources that we have used.

[Traduction]

demander que soient réexaminées certaines questions. Nous avons également convenu de la possibilité de réviser ce plan n'importe quand. Les hydrologistes se rencontrent constamment. Tout cela n'est pas inusité. Le seul élément nouveau, c'est que nous serons en mesure de retenir l'eau à laquelle nous avons légalement droit. Nous devons reconnaître qu'il y a soit trop d'eau, soit pas assez.

Si nous retenons 50 p. 100 de l'eau ou davantage, nous pourrions aider le Manitoba. Dans les années de grosse inondation, personne ne peut retenir l'eau. Nous ne pouvons le faire, non plus que le Dakota du Nord, et le Manitoba a également très peu de moyens de le faire. Donc, elle s'en va toute. Nous ne pouvions nous entendre sur papier, mais il est entendu que nous chercherons à retenir le plus d'eau possible pour les mêmes types de choses dont vous avez parlé au sujet des autres barrages. Cette eau sera distribuée à la demande et dans le meilleur intérêt des utilisateurs en aval, que ce soit le Dakota du Nord ou le Manitoba.

Les barrages ne seront pas exploités par des hommes politiques ou des avocats, mais par des hydrologistes et des ingénieurs qui s'y connaissent. Ils travaillent déjà de concert; ils font partie du conseil international de contrôle de la rivière Souris. Ils n'ont pas de problème. Malheureusement, ce n'est pas le cas de certains autres parmi nous.

Le sénateur Molgat: Donc, tout comme les fonctionnaires fédéraux, c'est-à-dire comme M. Halliday et comme M. Derek Bjornback, chef de la Division de la gestion du contrôle des eaux de la Direction générale des eaux intérieures, région du Nord, vous estimez que le projet pourrait avoir des répercussions sur la qualité de l'eau de la rivière Souris au Manitoba?

M. Hill: Comme nous retiendrons 50 p. 100 de l'eau, il est possible que le projet influe sur la qualité de l'eau. Nous le reconnaissons et il nous faudra faire tout ce qui est nécessaire pour s'assurer que le projet n'est pas préjudiciable à la qualité de l'eau. Nous sommes tout à fait disposés à accepter une telle condition.

Le sénateur Molgat: J'ai bien d'autres questions, mais je vais laisser à d'autres sénateurs la chance d'en poser.

Le sénateur Spivak: J'aimerais poser une question qui s'ajoute à celles du sénateur Molgat.

Si elles se concrétisent, comment les conditions de sécheresse prévues pour les dix prochaines années influenceront-elles sur cette évaluation de la qualité de l'eau?

M. Hill: S'il n'y a pas d'eau du tout, la qualité n'est pas un problème. C'est le manque ou l'absence d'eau qui en est un.

Cette année, il n'y a pas d'eau dans la partie de la Saskatchewan que franchit la rivière Souris. Dans les années où il y a peu d'eau, moins il n'y en a, plus le problème de la qualité est aigu.

Le sénateur Steuart (Prince Albert-Duck Lake): En tant qu'ancien président du conseil d'administration de la Saskatchewan Power Corporation, je sais pertinemment que la Saskatchewan a des sources d'énergie limitées. La rivière Saskatchewan a des sources d'énergie limitées. La rivière

[Text]

What percentage of baseload has Nipawin produced for Saskatchewan?

Mr. Hill: Nipawin is not used as a baseload plant at all. It is used solely for peaking purposes. The river flows in the Saskatchewan River have been down considerably. This year they were approximately 60 per cent of normal. My understanding is that water is stored in the reservoir and it is not used for baseload.

Senator Steuart (Prince Albert-Duck Lake): That is expensive peak power, is it not?

Mr. Hill: Any generation of power is expensive. In the mid-seventies the Saskatchewan Power Corporation, as you know, wanted to build a facility on the Churchill River, which would have been baseloaded because there is sufficient water going down the Churchill River. The board of inquiry turned it down.

Senator Steuart (Prince Albert-Duck Lake): When they went ahead with Shand Dam, was it the opinion of the Saskatchewan Power Corporation, their engineers or their advisors, that it was not worthwhile to develop any more dams at that time on the Saskatchewan River?

Mr. Hill: That is correct, although one of the possibilities for future development is at the forks of the North and South Saskatchewan River, which is a site familiar to you, senator. It is still on the drawing board as a possibility.

As Alberta uses more and more water out of the Saskatchewan River, less and less comes down the river, and it is part of the trade-off. As irrigation from the Saskatchewan River increases in southern Saskatchewan, there is less and less water for power production.

Senator Steuart (Prince Albert-Duck Lake): The point that I am making is that the development of the coal potential in the Estevan area becomes even more important. In fact, where would we turn in Saskatchewan for more power if this were denied us?

Mr. Hill: There was a possibility of a third and fourth unit at Coronach on the Poplar River. However, we had the same water problem there; there was no water. It and Shand were relatively close as to the mathematics of it.

One of the alternatives we looked at was the supply of power from Manitoba Hydro. With the low river flows this year, Manitoba has been importing power from Saskatchewan. We have been supplying them power from coal-fired plants. Manitoba Hydro has fired up their coal-fired facilities at Brandon, which had been mothballed. They understand how desperate it can be in low-flow years.

[Traduction]

Saskatchewan et le charbon de la région d'Estevan sont deux sources que nous utilisons.

Quel pourcentage de charge minimale produit Nipawin pour la Saskatchewan.

M. Hill: Nipawin n'est nullement utilisée comme centrale assurant une charge minimale. Elle ne sert que dans les périodes de pointe. Le niveau de la rivière Saskatchewan a baissé considérablement. Cette année, il est à environ 60 p. 100 de la normale. Je crois comprendre que l'eau est emmagasinée dans le réservoir et qu'elle n'intervient pas dans la production de la charge minimale.

Le sénateur Steuart (Prince Albert-Duck Lake): C'est de l'énergie coûteuse, n'est-ce pas?

M. Hill: Toute production d'énergie est coûteuse. Au milieu des années 70, la Saskatchewan Power Corporation voulait, comme vous le savez, construire sur la rivière Churchill une centrale qui aurait assuré une charge minimale, car suffisamment d'eau y coule. La commission d'enquête le lui a interdit.

Le sénateur Steuart (Prince Albert-Duck Lake): Lorsqu'elle a construit Shand, la Saskatchewan Power Corporation, ses ingénieurs et ses conseillers estimaient-ils qu'il ne valait pas la peine de construire à cette époque d'autres barrages sur la rivière Saskatchewan?

M. Hill: Oui, mais il y a par ailleurs des possibilités d'aménagement là où se rencontrent les rivières Saskatchewan-Nord et Saskatchewan-Sud, endroit que vous connaissez bien, sénateur. Cela fait toujours partie des possibilités.

Comme l'Alberta utilise de plus en plus d'eau de la rivière Saskatchewan, il y en a de moins en moins en aval, ce qui fait partie du compromis. Les travaux d'irrigation effectués grâce à la rivière Saskatchewan dans le sud de cette province font qu'il y a de moins en moins d'eau pour la production d'énergie.

Le sénateur Steuart (Prince Albert-Duck Lake): Ce que je veux faire valoir, c'est que l'exploitation du charbon de la région d'Estevan est de plus en plus importante. En fait, si cette possibilité nous était refusée, vers quoi nous tournerions nous en Saskatchewan pour obtenir plus d'énergie?

M. Hill: Il y avait la possibilité de construire une troisième et une quatrième centrale à Coronach, sur la rivière Poplar. Cependant, nous avions le même problème là-bas, c'est-à-dire qu'il n'y a pas d'eau. Cette centrale et celle de Shand auraient pu suffire n'eût été l'absence d'eau.

L'une des solutions de rechange que nous avons envisagée consistait à nous approvisionner auprès de la Manitoba Hydro. Mais comme il ne coule pas beaucoup d'eau cette année, le Manitoba a importé de l'énergie de la Saskatchewan. C'est nous qui l'avons approvisionnée en énergie grâce à nos centrales alimentées au charbon. La Manitoba Hydro a activé la production de ses centrales alimentées au charbon qu'elle exploite à Brandon, centrales qu'elle n'utilisait plus tellement. La situation peut être désespérée les années où le niveau de l'eau est bas.

[Text]

Senator Steuart (Prince Albert-Duck Lake): What permission do you need from any federal authority—the IGC or anyone else—to proceed with these two dams?

Mr. Hill: We needed a licence under the International Rivers Improvements Act, which we have. We are now proceeding with construction, and we do not need any further authorities.

In Saskatchewan and Manitoba we are in the process, as is the federal Canadian government, of negotiating an agreement between Canada and the United States. That is important to us because there are \$41.1 million-U.S. dollars on the table. We are working towards that in a cooperative fashion with Manitoba and the Canadian federal government. Those negotiations with the Americans are ongoing, and our next meeting is next week.

If we do not get the U.S. money, in all likelihood we will not be able to build the Alameda Dam.

Senator Steuart (Prince Albert-Duck Lake): But you will still be able to go ahead with Rafferty?

Mr. Hill: We will still go ahead with Rafferty. We had to make a decision because of the problems experienced with Shand.

While people say that we do not need the power, we have a tremendous growth rate. This year alone we are in excess of 11 per cent in demand; last year we were in excess of 4 per cent. That is coming primarily from the industrial and commercial sectors. As a result of that growth, we require extra power. We will be short before Shand comes on stream in 1992.

Senator Steuart (Prince Albert-Duck Lake): I have heard it said both ways, but is it true or not that you started construction of Shand before you were totally sure that you could go ahead with either Rafferty and/or Alameda?

Mr. Hill: That is correct.

Senator Steuart (Prince Albert-Duck Lake): It was started?

Mr. Hill: It was started.

Senator Steuart (Prince Albert-Duck Lake): A chance was taken that you might have been turned down?

Mr. Hill: We delayed the start of the construction of Shand for one year. We could not wait any longer, because of our needs for power. We could not negotiate a reasonable contract with Manitoba Hydro. I do not blame them; they had the opportunity to export power to the United States at a price higher than we could reasonably afford to pay them. Consequently, we had to make a decision.

Our backup provision was to tap into the aquifer that flows underneath that area. There are two aquifers: the Missouri aquifer and the Estevan aquifer. We are now getting some water from that aquifer to supplement water at Boundary Dam because of the tremendous shortage.

[Traduction]

Le sénateur Steuart (Prince Albert-Duck Lake): Quelle permission vous faut-il d'une autorité fédérale quelconque, que ce soit la CMI ou un autre organisme, pour entamer la construction de ces deux barrages?

M. Hill: Il nous fallait un permis aux termes de la Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux, permis que nous avons. Nous avons entrepris la construction de ces barrages et nous n'avons pas besoin d'autres autorisations.

En Saskatchewan et au Manitoba, nous négocions actuellement, tout comme le gouvernement fédéral, une entente avec les États-Unis. Cela nous importe beaucoup, car 41,1 millions de dollars américains sont en jeu. Nous œuvrons à la réalisation de ce projet de concert avec le Manitoba et le gouvernement fédéral. Ces négociations avec les Américains se poursuivent; la prochaine réunion se tiendra la semaine prochaine.

Si nous n'obtenons pas l'argent des Américains, il est fort probable que nous ne pourrions construire le barrage Alameda.

Le sénateur Steuart (Prince Albert-Duck Lake): Mais vous serez toujours en mesure de construire Rafferty?

M. Hill: Nous entreprendrons la construction du barrage Rafferty. Nous devons prendre une décision à cause des problèmes enregistrés à Shand.

On dit que nous n'avons pas besoin de cette énergie, alors que le taux de croissance est considérable. Cette année seulement, la demande dépasse l'offre de 11 p. 100 et l'année dernière, elle la dépassait de 4 p. 100. Cette demande est surtout attribuable aux secteurs industriel et commercial. Vu cette croissance, nous avons besoin d'énergie supplémentaire. Il y aura pénurie avant que Shand entre en service, en 1992.

Le sénateur Steuart (Prince Albert-Duck Lake): J'ai entendu les deux points de vue, mais est-il vrai ou non que vous avez commencé la construction de Shand avant d'être absolument certain que vous pourriez construire Rafferty ou Alameda?

M. Hill: C'est exact.

Le sénateur Steuart (Prince Albert-Duck Lake): Vous avez fait cela?

M. Hill: Mais oui.

Le sénateur Steuart (Prince Albert-Duck Lake): Vous avez couru le risque de vous voir ensuite opposer un refus?

M. Hill: Nous avons différé d'un an le début de la construction de Shand. Nous ne pouvions plus attendre davantage, à cause de nos besoins énergétiques. Nous n'avons pu négocier un contrat raisonnable avec la Manitoba Hydro. Nous ne la blâmons pas; elle avait la possibilité d'exporter de l'énergie aux États-Unis à un prix plus élevé que ce que nous pouvions nous permettre de payer. Nous avons donc dû prendre une décision.

Comme autre solution, nous avons puisé dans les nappes aquifères de cette région. Il y en a deux: celle de Missouri et celle d'Estevan. Nous en tirons maintenant une certaine quantité d'eau qui nous permet de régler en partie le problème des lacunes considérables du barrage de Boundary.

[Text]

Senator Steuart (Prince Albert-Duck Lake): The accusation has been levelled—and you are aware of it—that there was a tradeoff with the federal government on a couple of things, but I will only mention one, namely, the Grasslands Park in this particular project. I presume that you have denied that, have you?

Mr. Hill: I have not had the opportunity until now.

Senator Barootes: Before that question is asked, I have a point of order. I have no objection to Mr. Hill undertaking an answer to this if he has information, but as I look at our terms of reference from the Senate I am not sure that it is (a) relevant or (b) within our terms of reference to talk about other projects, although I personally have no objection.

Mr. Hill: I feel that I have to answer.

Senator Barootes: Will you rule on that?

The Chairman: As chairman, Senator Barootes, I gather that you are asking as a point of order whether or not that question is a proper one.

Senator Barootes: That is right.

The Chairman: But in the final analysis, you do not want to put that to the committee. I will take it as an objection. At this point, because I do not know what the answer is and because I do not want to get too formal, unless it is absolutely necessary, I will permit the question.

Senator Barootes: First, I don't think it is a proper question; secondly, I don't think Mr. Hill is the proper person to try to answer an item like that—unless he is involved with the parks.

Senator Steuart (Prince Albert-Duck Lake): I will withdraw it.

Senator Roblin: My curiosity has been titilated. I thought he was going to give us an answer.

The Chairman: I made a ruling that the question was proper. The committee can question my ruling and overrule me if they wish, however.

Senator Olson: No one wants to do that, but we want the answer.

Senator Barootes: We would not want to do that.

The Chairman: By all means, go ahead. I take it that my ruling is not challenged. Mr. Hill, please proceed.

Senator Molgat: Mr. Hill seems to be prepared to answer that.

Mr. Hill: I am just dying to answer that.

The Chairman: If you do not have an answer, just say, "I am sorry, I don't know", or, "I do not have an answer. I do not want to answer." I will not make you answer.

Mr. Hill: I can only speak for myself and my officials, the Souris Basin Development Authority and the Saskatchewan Power Corporation. There is absolutely no question—none at all—that we wanted to get the licence under the International Rivers Improvements Act. There is no question that we

[Traduction]

Le sénateur Steuart (Prince Albert-Duck Lake): On vous a accusé, comme vous le savez, d'avoir consenti à un compromis avec le gouvernement fédéral au sujet de deux éléments; je n'en mentionnerai qu'un seul, soit le parc Grasslands dans le cas de ce projet particulier. Je présume que vous avez réfuté cette accusation, n'est-ce pas?

M. Hill: Je n'en ai pas encore eu l'occasion.

Le sénateur Barootes: Avant que cette question soit posée, j'ai un rappel au règlement. Je ne m'oppose pas à ce que M. Hill entreprenne de fournir une réponse s'il a les renseignements nécessaires, mais je ne suis pas sûr que le fait de parler d'autres projets soit a) pertinent ou b) conforme au mandat que nous a donné le Sénat.

M. Hill: J'estime devoir fournir une réponse.

Le sénateur Barootes: Voulez-vous rendre une décision à cet égard?

Le président: En tant que président, sénateur Barootes, vous me demandez de décider si cette question est pertinente ou non.

Le sénateur Barootes: C'est juste.

Le président: Mais, en dernière analyse, vous ne voulez pas en saisir le comité. Disons que c'est une objection. Pour l'instant, parce que j'en ignore la réponse et que je ne veux pas être plus rigoureux qu'il ne le faut, je vais permettre la question.

Le sénateur Barootes: D'abord, je ne pense pas que ce soit une question pertinente et ensuite, je ne pense pas qu'il appartienne à M. Hill d'y répondre à moins qu'il ne s'occupe aussi des parcs.

Le sénateur Steuart (Prince-Albert-Duck Lake): Je renonce.

Le sénateur Roblin: Vous avez piqué ma curiosité. J'ai pensé que le témoin allait y répondre.

Le président: J'ai décidé que la question était recevable. Cependant, il est toujours loisible au comité de passer outre à ma décision.

Le sénateur Olson: Personne n'y tient vraiment, mais nous voudrions entendre la réponse.

Le sénateur Barootes: En effet, nous n'y tenons pas.

Le président: Bien sûr allez-y. J'en conclus que ma décision n'est pas contestée. La parole vous appartient, monsieur Hill.

Le sénateur Molgat: M. Hill semble disposé à y répondre.

M. Hill: Oui, j'en meurs d'envie.

Le président: Si vous ne pouvez pas répondre, dites simplement que vous l'ignorez ou que vous ne voulez pas répondre. Je ne vais pas vous y forcer.

M. Hill: Je ne peux que parler en mon nom, au nom de mes collaborateurs, de la Souris Basin Development Authority et de la Saskatchewan Power Corporation. Il n'est absolument pas question—pas du tout—que nous ayons tenté d'obtenir un permis en vertu de la Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux. Nous n'avons nullement

[Text]

endeavoured to keep on top of the officials who were involved in this with the federal government.

I can tell you without question that I had absolutely no discussion with anyone about Grasslands Park. I knew that it was there, and that they had been arguing about it for 16 years—

Senator Steuart (Prince Albert-Duck Lake): For 25 years.

Mr. Hill: For 25, but I had nothing to do with it, and there was absolutely no discussion about it. I would have been surprised if there had been.

Even if one of the cabinet ministers said to the other, "Look, I will get around to taking a look at your project, but for Pete's sake, take a look at mine," I would not see anything unusual about that. That sort of thing goes on every day of the week, be it in business or whatever.

When I was practising law I remember taking my car to a garage to get it fixed when it broke down. About two days later I went back and said, "Is it finished?" The garage keeper said, "No. I went to see you three months ago about my will. Do you have it done? I said, "No." He said, "When you get that done, you will get your car fixed." Those things are natural. It is a big to-do about nothing.

In any event, I am absolutely satisfied that as far as my corporations are concerned there was no discussion or involvement about it at all.

Senator Steuart (Prince Albert-Duck Lake): In your presentation you seemed to be tying in support for this project to support the Free Trade Agreement. I hope that they are not tied together totally. You may have put us in a difficult position.

Mr. Hill: I had not even noticed that I slipped that in.

Senator Roblin: I would like to thank the witness for coming here on short notice and giving us what I call the Saskatchewan story. It is important that he did so, because it brings vividly to our minds the fact that the federal role in this whole process is somewhat limited. If the Souris River had been entirely in the province of Saskatchewan, I put it to the witness that there would have been no necessity of consulting the federal government with respect to transport or licences of that kind.

Are you aware of the fact that there are four or five federal statutes which deal with this topic? They have been analyzed by the research branch of this committee. Their conclusion is that all the federal legislation has been complied with already with respect to this matter. Is that your opinion?

Mr. Hill: Let me put it this way: On matters of that nature I do not rely on my own legal opinion, but on the opinion we receive from our own lawyers, which, in this case, is that we have complied in all respects with the federal legislation and the provincial legislation. You are correct that, had this not been an international river, we would have been able to proceed without any of these formalities. But it is an international river and there are federal laws. We did apply for the licence,

[Traduction]

insisté auprès des fonctionnaires du gouvernement fédéral chargés du projet.

Je peux vous assurer que je n'ai rencontré personne au sujet de Grasslands Park. Je suis au courant de ce projet dont on discute depuis plus d'une quinzaine d'années . . .

Le sénateur Steuart (Prince Albert-Duck Lake): Depuis 25 ans.

M. Hill: Depuis 25 ans; mais cela ne me concerne pas et il n'en a nullement été question. Ce serait le contraire qui m'étonnerait.

À supposer que l'un des ministres du cabinet ait dit à son collègue: «Voyez, je vais jeter un coup d'œil à votre projet, et jetez donc un coup d'œil au mien». C'est une chose bien normale. Cela arrive tous les jours, que ce soit en affaires ou dans d'autres domaines.

À l'époque où je pratiquais le droit, je me souviens avoir laissé ma voiture au garage pour une réparation. Au bout de deux jours, je me suis présenté en demandant si elle était prête. Le préposé m'a dit: «Non. Je suis allé vous voir il y a trois mois au sujet de mon testament. Est-il prêt?» J'ai dû répondre: «Non». Il a ajouté: «Quand il le sera, votre voiture sera réparée». Ce genre de choses est normal. On fait beaucoup de bruit pour rien.

Quoi qu'il en soit, je suis absolument convaincu, du moins en ce qui concerne nos organismes, qu'il n'y a eu aucun entretien, aucune discussion.

Le sénateur Steuart (Prince Albert-Duck Lake): Dans votre exposé, vous avez paru faire un lien entre l'appui à votre projet et l'appui au libre-échange. J'espère qu'il n'existe pas de lien direct. Car nous serions alors dans une position difficile.

M. Hill: Je ne me suis même pas rendu compte que j'en avais parlé.

Le sénateur Roblin: Je voudrais remercier le témoin d'être venu ici sur un si court avis, et de nous avoir livré ce que j'appelle la version de la Saskatchewan. Cela valait la peine, car il nous a rappelé que la participation fédérale à ce projet se limitait à peu de chose. Si la rivière Souris coulait entièrement en Saskatchewan, il n'aurait même pas été nécessaire de consulter le gouvernement fédéral en ce qui concerne le transport ou les permis.

Saviez-vous qu'il existe quatre ou cinq lois fédérales qui concernent ce genre de projet? Nos chercheurs les ont toutes passées en revue pour en conclure que la législation fédérale à ce sujet avait été respectée. Partagez-vous cet avis?

M. Hill: Je vais vous dire ceci: Pour les questions de cette nature, je ne me fie pas uniquement à mon opinion de juriste, mais aussi à celle de nos conseillers juridiques qui ont dit que, dans ce cas, nous avons respecté la législation fédérale ainsi que les lois provinciales. Vous avez raison de dire que si la Souris n'était pas un cours d'eau international, nous aurions pu exécuter les travaux sans toutes ces formalités. Mais il existe des lois fédérales concernant les cours d'eau internationaux. Nous avons donc demandé un permis qu'on nous a délivré.

[Text]

and we received it. We will live by the conditions contained in that licence.

Senator Roblin: That is an important statement, because even though the federal role is limited, as far as our information goes—if we can rely on our advisers, and I think that we can—the federal law has been complied with in that respect. Nevertheless the water runs back into Manitoba.

Although I have no particular role as a federal politician or as a member of the federal legislative body that is telling the province of Manitoba what to do, the Constitution makes it clear. I have a certain interest, let us say, in what happens to the water in the Souris River, and there are a couple of comments I would like to make. They have to do with the main interests of the Province of Manitoba as I see them from my rather detached position—first, supply; second, quality; and then flood control. Those are the main interests of the Province of Manitoba. There may be others, but I shall restrict my questioning to those three areas.

With respect to supply, it is my observation—and I would like your comments on this point—that the instructions of the International Joint Commission issued in 1959 have, ever since that date, regulated the division of the supply on that river as between three jurisdictions—Saskatchewan, North Dakota and Manitoba.

Mr. Hill: That is correct.

Senator Roblin: So the question of supply is a matter long settled and in practice. I assume, from reading your licence, that you are given no authority whatsoever to interfere with the regulations of the International Joint Commission of 1959 so far as supply is concerned?

Mr. Hill: Yes, we must operate within that regime. The licence does not allow us to alter that provision.

Senator Roblin: So that means with respect to supply in the Province of Manitoba that this particular project does not change the regulations of the International Joint Commission, and, indeed, that has been confirmed by the agreement the minister has issued.

Mr. Hill: That would certainly be my understanding.

Senator Roblin: Then let us turn to the question of quality. As I understand your observation, the quality of the water that comes down that river is a variable factor depending on the flow. Is there anything in the project that would interfere with the natural quality of the water that has been coming down that river through various dams that have been on it for a long time? Are there any important factors that would cause you to have serious concerns about the question of quality?

Mr. Hill: No, other than that we really do not know what the reduced flows or the precipitation from year to year will bring. That is why we are endeavouring to work cooperatively with the officials from North Dakota and then with the officials from Manitoba. We have taken the position—and we believe rightly so—that all we can be responsible for is the quality of the water as it passes the Saskatchewan-North Dakota border. Then the responsibility for quality of water as it flows into Manitoba is that of North Dakota—and remember that North Dakota has far more dams and facilities on

[Traduction]

Nous allons nous en tenir aux conditions énumérées dans le permis.

Le sénateur Roblin: Voilà qui mérite d'être souligné, car même si le rôle du gouvernement fédéral est limité et si nos sources sont fiables—je pense que nous pouvons faire confiance à nos conseillers—la loi fédérale a été respectée à cet égard.

Bien que je n'aie pas de rôle à jouer en tant que parlementaire fédéral ni en tant que membre de l'organe législatif fédéral qui dit quoi faire au Manitoba, la Constitution est claire. Je m'intéresse pourtant à l'usage que l'on fait de l'eau de la Souris, et j'aurais deux ou trois observations à faire. Elles concernent les intérêts de la province du Manitoba envisagés d'un point de vue assez neutre: d'abord, l'aspect approvisionnement, en second lieu, la qualité et enfin, le contrôle des inondations. Ce sont les principales questions qui intéressent le Manitoba. Il y en a peut-être d'autres, mais je vais limiter mes questions à ces trois-là.

Pour ce qui est de l'approvisionnement, j'estime—et j'aimerais savoir ce que vous en pensez—que les instructions de la Commission mixte internationale publiées en 1959 ont, depuis lors, déterminé la répartition de l'eau de la rivière entre trois États: la Saskatchewan, le Dakota du Nord et le Manitoba.

M. Hill: C'est exact.

Le sénateur Roblin: Ainsi, la question de l'approvisionnement a été réglée depuis un certain temps déjà. Je suppose que le permis ne vous autorise en aucune manière à passer outre aux règlements de 1959 de la Commission mixte internationale en ce qui concerne l'approvisionnement?

M. Hill: C'est vrai, il faut s'en tenir au régime établi. Le permis ne nous autorise pas à modifier ces dispositions.

Le sénateur Roblin: Cela veut donc dire qu'en ce qui concerne l'approvisionnement du Manitoba, ce projet ne change rien aux règlements de la CMI et que cela a été confirmé par l'accord que le ministre a conclu.

M. Hill: C'est ainsi que je vois les choses.

Le sénateur Roblin: Passons maintenant à l'aspect qualité. Si je vous ai bien compris, la qualité de l'eau de la rivière varierait en fonction du débit. Y a-t-il un aspect du projet qui nuirait à la qualité naturelle de l'eau, outre les différents barrages qui existent depuis un certain temps déjà? Y a-t-il des facteurs importants qui, à votre avis, pourraient affecter sérieusement la qualité de l'eau?

M. Hill: Non, sauf que nous ne savons vraiment pas quels seront, d'une année à l'autre, les effets de la réduction du débit d'eau ou des précipitations. Voilà pourquoi nous recherchons la collaboration des responsables du Dakota du Nord et de ceux du Manitoba. Nous avons conclu—et à bon droit je pense—que nous ne pouvions agir que sur la qualité de l'eau qui franchit la frontière entre la Saskatchewan et le Dakota du Nord. Ensuite, la qualité de l'eau qui coule au Manitoba est la responsabilité du Dakota. Je vous signale en outre qu'il existe beaucoup plus de barrages et autres aménagements sur la por-

[Text]

their portion of river than we will have in Saskatchewan even after we build these dams. They recognize this fact. Not only is it provide for in the Boundary Waters Treaty, but, in addition, it will form part of the agreement that is ultimately negotiated between Canada and the United States. For instance, the Environmental Protection Agency of the United States, as I read their comments, may merely comment about the EIS as filed by the U.S. Army Corps of Engineers and bring to the attention of the Corps the point that water quality may be a problem. Everybody recognizes this point. They did not tell us anything new; nor did they intend to tell us anything new. They are merely saying that we should make sure to cover in the agreement water quality objectives, a monitoring system and a water quality board between the two countries that can take a look at the situation and see what has to be done. Those things are in the licence in any event, and they are also things that we are talking about putting in the agreement so that Manitoba has the same protection from North Dakota that North Dakota will get from us by virtue of the licence.

There is nothing that we are doing that will affect the water quality. I could add—and I hesitate to say as much because I do not want anybody to get the impression that it is even being considered—that we are satisfied that we could comply with the terms of the International Joint Commission by releasing 50 per cent of the water at any given time during the year. We could literally phone the City of Minot and say, "Hang on to your hats, here comes your 50 per cent." It would all reach Minot within 48 hours, flood the city and very likely come back up to Melita, which would probably have a very large bath as the water moved up the Souris River. Then there would be no more water for the rest of the year. We could do that, but we have no intention; absolutely none. The thought never even entered our minds, and that is why I never mentioned it before. We are talking about water management within the Souris system, and we are working cooperatively.

Over here is a man from the Province of Manitoba, Mr. Clarkson, who is one of the officials of the Government of Manitoba. We are endeavouring to work out these points so that no one need have any fear. It is extremely complicated because of the international effect of the river and there being so many jurisdictions involved, but we are satisfied that we can come to something that, while it may not have everything for everybody, will be a reasonable compromise for all parties.

Senator Roblin: In any case, the quality of the water in the Souris River is nothing new. The problem has been with us for a long time. When we do not have any water at all coming down the river, as is the case today, it takes on less importance in our minds than the problem of supply itself. I have read through the water licence, and I notice that a good deal of emphasis has been placed on this question of cooperative action with respect to quality. It may very well be that that satisfies the requirements in my province.

I have listened carefully to what you have said about flood control, particularly your indication that you are willing to meet that issue head on with the people who are affected. That is a reassuring statement. I note, however, that there is some unfinished business in connection with the various agreements we have, particularly the agreement with the United States.

[Traduction]

tion qui coule dans le Dakota du Nord que ce n'est, le cas en Saskatchewan même après que nous aurons construit ces barrages. Les responsables l'admettent d'ailleurs. Cela est prévu non seulement dans le traité sur les eaux limitrophes, mais il en sera question dans une entente à négocier entre le Canada et les États-Unis. C'est ainsi, si j'ai bien compris leur point de vue, que l'Agence américaine de protection de l'environnement pourra se contenter de commenter l'étude d'impact environnemental déposée par le US Corps of Engineers et signaler que la qualité de l'eau pourra être affectée. Tout le monde l'admet. Nous n'avons rien appris de nouveau et nous n'en apprendrons pas sans doute. On nous dit simplement de faire en sorte qu'il soit question de la qualité de l'eau dans l'accord, de mettre en place un système de contrôle et un office binational de la qualité de l'eau pour examiner la situation et proposer des solutions. Il est déjà question de ces choses dans le permis ainsi que d'autres que nous prévoyons faire entrer dans l'accord afin que le Manitoba soit aussi bien protégé que le Dakota du Nord en ce qui nous concerne.

Aucun de nos ouvrages n'est de nature à affecter la qualité de l'eau. Je pourrais même ajouter—et j'hésite à le faire parce que je ne veux pas qu'on ait l'impression que cela soit même envisagé—que nous sommes convaincus d'être en mesure de respecter les conditions fixées par la Commission mixte internationale, soit pouvoir lâcher 50 p. 100 de l'eau à n'importe quel moment de l'année. Nous pourrions téléphoner aux gens de la ville de Minot et leur dire: «Tenez-vous bien, voici vos 50 p. 100. L'eau atteindrait Minot en 48 heures, inonderait la ville et refluerait vraisemblablement jusqu'à Melita qui risquerait d'être assez bien arrosée. Ensuite, il n'y aurait plus d'eau pour le restant de l'année. Évidemment, nous n'avons nullement l'intention d'agir de la sorte. Nous n'y avons même pas songé et c'est pourquoi je n'en avais jamais parlé. Mais il est question de la gestion de l'eau du bassin de la rivière Souris, et j'ai tenu à dire que nous faisons notre part.

Nous avons ici quelqu'un du Manitoba, M. Clarkson, représentant du gouvernement de la province. Nous nous efforçons de résoudre ces questions afin de supprimer toute inquiétude. C'est extrêmement compliqué à cause du caractère international de la rivière et du nombre de gouvernements en cause, mais nous sommes confiants de pouvoir en arriver à une solution qui, sans contenter tout le monde, constituera un compromis raisonnable pour toutes les parties.

Le sénateur Roblin: Il reste que la qualité de l'eau de la rivière Souris n'est pas un problème nouveau. Ce problème existe depuis bien longtemps. Mais quand la rivière est à sec comme c'est le cas présentement, ce problème revêt évidemment moins d'importance que l'approvisionnement en eau. J'ai lu le permis d'un bout à l'autre, et je constate que l'on insiste particulièrement sur la collaboration de tous pour ce qui est de la qualité. Il se pourrait fort bien que cela suffise aux exigences de ma province.

J'ai écouté avec attention ce que vous avez dit au sujet du contrôle des inondations, surtout quand vous avez dit vouloir traiter cette question avec les personnes qui en sont affectées. Voilà qui est rassurant. Je constate cependant que les différentes ententes ne règlent pas toutes les questions, notamment celle que nous avons avec les États-Unis. Le gouverne-

[Text]

The federal government is now negotiating with them to regulate questions with respect to quantity, supply, quality and so on. They may come up with certain regulations or specifications after they have completed their study. What is your attitude in that regard? If the International Joint Commission called for a certain matter—and heaven knows what it might be—that had not been contemplated in the water licence or in your own arrangements, how would you deal with it? Would you accept it, would you argue about it or would you refuse to do it?

Mr. Hill: I hope that never again would either Saskatchewan or western Canada forgo arguing about what is rightfully their entitlement. I guess it would depend on the nature of the problem. I have certain sympathies for some parts of the Manitoba position. I have some concern about us getting into too much of that sort of thing and jeopardizing the discussions. The discussions at the federal level between Canada and the United States are being formulated by three parties in Canada—Manitoba, Saskatchewan and the federal government—and we have taken some stands and some positions. Obviously, if you insist that I answer, I shall answer, but I think these matters are of a nature that if I do answer it may prejudice the position of the negotiations from the standpoint not only of Saskatchewan but of Manitoba as well.

Senator Roblin: I do not know the issues.

Mr. Hill: Water quantity.

Senator Roblin: It seems to me that the International Joint Commission has pretty well taken care of that. If there are any variations on that theme, they do not occur to me.

I take it from what you have said that, in these international negotiations, the federal government has taken along representatives from your province and also representatives from mine. Is that the case?

Mr. Hill: That is correct.

Senator Roblin: So that there would be an opportunity there for two provincial inputs, plus whatever position the Government of Canada takes?

Mr. Hill: Yes, and that has been an ongoing process.

Senator Roblin: I see. Mr. Hill, this is probably dangerous territory for me to tread on, because the Province of Manitoba, while it has the less serious interest, is really not the main protagonist in this matter; it is your province. How do you get along with those fellows in Manitoba?

Mr. Hill: There are even some people in Saskatchewan with whom I do not get along. With respect to the Manitobans, we do not exactly always see eye to eye, senator, but I think we recognize that we all have some points, and that the only way to resolve them is to talk about them to see if we cannot find some common ground.

Senator Roblin: Let me put it this way: I have had some experience in interprovincial negotiations, and I agree with your assessment that they are not always smooth, because provinces do not always see eye to eye. Do you have any prob-

[Traduction]

ment fédéral négocie avec les Américains pour régler les questions ayant trait au débit, à l'approvisionnement, à la qualité et autre chose. On pourra proposer certains règlements, certaines normes, une fois l'étude terminée. Quel est votre point de vue à ce sujet? Si la Commission mixte internationale soulève certaines questions—Dieu sait quoi—qui ne sont pas prévues dans le permis ou dans vos propres arrangements, comment allez-vous les aborder? Allez-vous les accepter, allez-vous en discuter ou refuser de les accepter?

M. Hill: J'espère que jamais plus la Saskatchewan ni l'ensemble de l'Ouest du Canada ne renoncera à négocier ce qui leur revient de plein droit. Je pense que cela dépendra de la nature du problème. Certains aspects de la position du Manitoba me paraissent valables. Mais je me demande si la discussion que nous pourrions avoir aujourd'hui à ce sujet ne mettra pas en péril les pourparlers. Les propositions qui font l'objet de négociations entre le Canada et les États-Unis ont été formulées par les trois parties canadiennes, soit le Manitoba, la Saskatchewan et le gouvernement fédéral. Bien sûr que je peux répondre si vous insistez, mais ce faisant je pourrais affaiblir la position adoptée non seulement par la Saskatchewan mais aussi par le Manitoba, dans ces négociations.

Le sénateur Roblin: Je ne connais pas les points de vue en cause.

M. Hill: Il s'agit de la quantité d'eau.

Le sénateur Roblin: Il me semble que la Commission mixte internationale s'occupe assez bien de ces questions. S'il existe cependant des problèmes connexes, j'en ignore la nature.

Si j'ai bien compris, des représentants du gouvernement fédéral, de même que de votre province ainsi que de la nôtre, participent à ces négociations internationales. Est-ce exact?

M. Hill: Oui.

Le sénateur Roblin: Quelle que soit la position du gouvernement fédéral, les deux provinces ont aussi leur mot à dire?

M. Hill: Oui, et il en est ainsi depuis toujours.

Le sénateur Roblin: Parfait. Monsieur Hill, je m'engage sans doute sur un terrain dangereux parce que ce n'est pas le Manitoba qui est le principal intéressé dans cette affaire; c'est plutôt votre province. Comment vous entendez-vous avec vos collègues du Manitoba?

M. Hill: Même en Saskatchewan il y a des gens avec qui je ne m'entends pas. Quant aux Manitobains, nous ne sommes pas toujours absolument d'accord, mais je pense que nous reconnaissons avoir des divergences et que la seule façon de les régler est de trouver des terrains d'entente.

Le sénateur Roblin: Je vais vous dire ceci: J'ai quelque expérience des négociations interprovinciales et je vous comprends quand vous dites que tout ne tourne pas toujours rond parce que les provinces ne partagent pas toujours le même

[Text]

lems with the Province of Manitoba today that you would regard as being serious?

Mr. Hill: I do not think we have any problems today that are not capable of being resolved.

Senator Olson: Mr. Chairman, I do not want to get too involved in this, since I come from Alberta. However, I want to understand what we are talking about here. With respect to this 50 per cent entitlement of the flow that goes over the border, I presume that means the border between Alberta and Saskatchewan and the border between Saskatchewan and Manitoba. I suppose that would be easier to measure on a river that has a constant rate of flow. However, in a river like the Souris that is sometimes dry, how do you arrive at what the entitlement is? Again, on a river such as this, the supply might not meet the entitlement. Is that entitlement based on a previous year's accumulation on acre feet, or flow or what?

Mr. Hill: Senator, perhaps Mr. Hood could answer that question. However, let me tell you this: As a lawyer, I can see that there might be a terrible argument, particularly when you have dams and so on and so forth. However, it is rather interesting that the hydrologists for Saskatchewan, Manitoba and North Dakota said: "Forget about that. We have never had any problem with it. We agree on the entitlement." Apparently it is a methodology that they have no difficulty in understanding.

Perhaps Mr. Hood could help you, senator, by describing the methodology of how it is done?

Mr. Hood: Senator, there is an organization, the Souris River Board of Control, which consists of representatives on the Canadian side from the provinces, as well as from the federal government. The mandate of that board of control is basically to address this question, and as Mr. Hill has pointed out, they have this methodology whereby they can reach agreement on what constitutes 50 per cent of the flow.

I would also point out that there are monitoring stations, both in terms of water quantity and water quality, on the Souris River which enables them to measure what is going on with a fair degree of accuracy.

Senator Olson: Perhaps you could go a little further in your explanation, Mr. Hood. Being a layman, I need some further information. Can you tell me whether the entitlement is based on the precipitation as it is measured there, or on the snowfall and the runoff that is expected and so on? Is that how you arrive at how many cubic feet ought to go over the border, or is there some previous historical yardstick?

Mr. Hood: It is based on the average annual flow, I believe. I recognize that I, too, am getting to the outside edge of my expertise with respect to this matter. However, it is 50 per cent of the average annual flow and, accordingly, I believe the members of the board of control meet twice annually, once in the spring and once in the fall. Then at the end of the year, they reconcile the books, if you will, in terms of how much water we owe the Americans, or in terms of what the obligations would be vis-a-vis the Province of Manitoba.

[Traduction]

point de vue. Existe-t-il des divergences avec le Manitoba qui vous paraissent sérieuses?

M. Hill: Je ne pense pas qu'il existe de problèmes qui ne puissent être résolus.

Le sénateur Olson: Monsieur le président, comme je viens de l'Alberta, je ne veux pas trop me mêler de cette affaire. Cependant, je veux savoir de quoi il s'agit. Ce droit au débit de 50 p. 100 qui traverse la frontière. Je suppose qu'il s'agit de la frontière entre l'Alberta et la Saskatchewan et celle entre la Saskatchewan et le Manitoba. Je suppose que ce serait plus facile si on avait affaire à un cours d'eau dont le débit est régulier. Cependant, comme il arrive parfois que la rivière Souris est à sec, comment parvenez-vous à déterminer un débit obligatoire? Dans un cas comme celui-ci, il peut être impossible de faire droit à la demande fautive de débit. Ce droit est-il fondé sur les précipitations de l'année précédente, sur le débit, sur quoi au juste?

M. Hill: Sénateur, peut-être que M. Hood pourra répondre à votre question. Cependant, je vais vous dire ceci: Du point de vue juridique, ce pourrait être un argument de poids, surtout s'il existe des barrages, etc. Mais, fait à noter, il semble que les hydrologues de la Saskatchewan, du Manitoba et du Dakota du Nord n'ont pas de mal à s'entendre. Il semble que ce soit un mécanisme qu'ils maîtrisent parfaitement.

Peut-être que M. Hood pourrait vous éclairer en décrivant comment fonctionne ce mécanisme.

M. Hood: Sénateur, il existe un organisme de contrôle de la rivière Souris formé, du côté canadien, de représentants des provinces et du gouvernement fédéral. Le mandat de l'organisme est essentiellement de régler cette question et, comme M. Hill l'a souligné, ils ont mis au point une méthodologie qui leur permet de déterminer ce qui constitue 50 p. 100 du débit.

Je dois vous dire qu'il existe le long de la rivière Souris des stations de contrôle, contrôle de la quantité et de la qualité, ce qui leur permet d'obtenir des données passablement précises.

Le sénateur Olson: Peut-être pourriez-vous nous fournir d'autres détails, monsieur Hood. Étant profane en la matière, j'ai besoin de plus amples informations. Pouvez-vous me dire si le droit est basé sur les précipitations en général, ou sur les chutes de neige, le ruissellement, etc.? Est-ce de cette manière que vous déterminez combien de pieds cubes d'eau doivent franchir la frontière, ou existe-t-il d'autres mesures plus traditionnelles?

M. Hood: Ce chiffre est fondé sur l'écoulement annuel moyen, je crois. J'avoue que cette question est pour moi aussi à la limite de ma compétence. Quoi qu'il en soit, il s'agit de 50 p. 100 de l'écoulement annuel moyen, au sujet duquel le Conseil de contrôle se réunit je crois deux fois par an, une fois au printemps et une fois à l'automne. Puis, en fin d'année, ils font en quelque sorte un rapprochement des comptes et établissent combien d'eau nous devons aux Américains ou quelles sont nos obligations à l'endroit du Manitoba.

[Text]

Senator Barootes: Senator Olson, it is rather like overpaying or underpaying your income tax. You adjust it at the end of the year.

Mr. Hill: Mr. Chairman, I have been trying to get a signal from my friend, Mr. Bob Clarkson from Manitoba, who is here this morning. I wonder whether he knows what the methodology is? Apparently he does not.

Mr. Hood: Mr. Chairman, Mr. Denis Davis is here and he was from my waters directorate.

The Chairman: Mr. Hill, if you would like to invite Mr. Denis Davis to join you, that is in order. Perhaps Mr. Davis would introduce himself.

Mr. Denis Davis, former Canadian Chairman of the Souris River Board of Control on behalf of the International Joint Commission: Mr. Chairman, my name is Denis Davis. I was previously the Canadian Chairman of the Souris River Board of Control on behalf of the International Joint Commission, and I am speaking in that role now.

The Chairman: Go ahead, Mr. Davis.

Mr. Davis: The computations of flow are based on what is called natural flow. Following that methodology, essentially the runoff of the rivers is measured; the storage in the reservoirs is measured and the usage by people is measured—for example, irrigation usage. A computation is then made after the spring runoff to determine what the so-called natural flow is. That is essentially the flow in the river at the international boundary, adjusted for upstream storage and use. There is a well-defined methodology to do that.

Based on that computation of what is called natural flow, the shares of the parties, such as Saskatchewan and North Dakota, are determined. A review is then carried out to see if the downstream entity received its share. If the downstream entity did not receive its share, then it is up to the upstream party—in this case Saskatchewan—to release water in order to meet that obligation.

However, because there is such a low level of development in Saskatchewan, to my knowledge there has not been a case where it has been necessary to actually release water in order to meet the international obligation up to this point in time.

There are other specialized clauses in the 1959 apportionment agreement that call for sustained flow at the international boundary if certain conditions exist. There are commitments, for instance, that the U.S. has to Canada on Long Creek which, as a tributary of the Souris River, loops through the U.S.A. Therefore there are some aspects to the 1959 apportionment agreement that are, shall we say, a little more than the 50 per cent.

However, in summary, the entitlement is based on the natural flow; it is based on well-recognized procedures used by various boards of control under the International Joint Commission. To date, Saskatchewan has not had to release water to meet its 50 per cent commitment because of the relatively low level of development presently in Saskatchewan.

[Traduction]

Le sénateur Barootes: Sénateur Olson, c'est un peu comme un moins-perçu ou un trop-perçu d'impôt personnel. Vous faites l'ajustement en fin d'année.

M. Hill: Monsieur le président, j'essayais d'obtenir un signe de mon ami M. Bob Clarkson, du Manitoba, qui est ici ce matin. Je me demandais s'il était au courant de la méthodologie. Il semblerait que non.

M. Hood: Monsieur le président, M. Denis Davis est présent; il était membre de mon service des eaux.

Le président: Monsieur Hill, si vous voulez inviter M. Denis Davis à se joindre à vous, vous pouvez le faire. Monsieur Davis, pourriez-vous vous présenter.

M. Denis Davis, ex-président canadien du Conseil international de contrôle de la rivière Souris au nom de la Commission mixte internationale: Monsieur le président, je m'appelle Denis Davis. J'ai été président canadien du Conseil international de contrôle de la rivière Souris au nom de la Commission mixte internationale et c'est à ce titre que j'interviens ici.

Le président: La parole est à vous, monsieur Davis.

M. Davis: Le calcul de l'écoulement est essentiellement basé sur ce que l'on appelle l'écoulement naturel. Selon la méthodologie appliquée, il s'agit de mesurer l'écoulement réel de la rivière, le volume d'eau dans les réservoirs et la consommation d'eau par la population, notamment à des fins d'irrigation. On mesure ensuite l'écoulement après la fonte printanière en vue d'établir l'écoulement naturel non perturbé. Il s'agit essentiellement de l'écoulement de la rivière à la frontière internationale, rajusté en fonction du stockage de l'eau et de son utilisation en amont. La méthodologie est clairement définie.

La part accordée à chacune des parties, par exemple à la Saskatchewan et au Dakota du Nord est établie en fonction du calcul de l'écoulement naturel. On vérifie ensuite si le territoire en aval a reçu sa juste part. Sinon, il appartient à la partie en amont, dans ce cas-ci à la Saskatchewan, de libérer de l'eau pour respecter cette obligation.

Mais, comme le développement est très lent en Saskatchewan, jamais à ma connaissance il n'a jusqu'ici été nécessaire de libérer de l'eau pour respecter cette obligation internationale.

Certains articles spécialisés de l'accord de répartition de 1959 stipulent que, dans certaines conditions, il faut maintenir un écoulement continu à la frontière internationale. Les États-Unis ont, par exemple, des engagements à l'endroit du Canada en ce qui concerne le Long Creek qui, en tant que tributaire de la rivière Souris, fait une boucle à travers les États-Unis. Certains aspects de cet accord de 1959, par conséquent, prévoient, si l'on veut, un peu plus que 50 p. 100.

Mais, en gros, le partage est fondé sur l'écoulement naturel et sur une procédure bien établie dont se servent les diverses commissions de contrôle relevant de la Commission mixte internationale. La Saskatchewan n'a pas jusqu'à ce jour eu à libérer de l'eau pour respecter son engagement de 50 p. 100 par suite de la lenteur relative du développement sur son territoire.

[Text]

Senator Olson: I have one other question, Mr. Chairman, if I may. I am sure Mr. Hill did say that Saskatchewan had not used its entitlement up until now and that, with these two dams, Saskatchewan will be able to use its entitlement. How much of a shock will it be to the downstream, both North Dakota and Manitoba, when you go from whatever you have been using up to the 50 per cent? I believe you did indicate that, with these two dams, you will, in fact, be physically capable of using your 50 per cent entitlement?

Mr. Hill: Mr. Chairman, I did not know Mr. Davis was here. When it comes to some of the technical aspects, I feel far more comfortable having him answer those questions. So if I say something incorrect, I would really appreciate his coming to set the record straight, because I do not want to mislead anyone. However, my understanding is that we are now able to retain approximately 15 per cent on average of the natural runoff.

You have to remember, senator, that there has been great variance from year to year on the runoff. On average, we are able to retain about 50 per cent. There will be relatively major shock in North Dakota when they do not get that other 35 per cent of the water. The wildlife groups in the United States are concerned about that because it will have an effect on the fisheries in the Souris River in North Dakota and it will have an effect on some of the wildlife conservation areas in North Dakota.

They seem to believe that if, somehow or other, they can stop this project, they will continue to get that 85 per cent of the water they are now getting. It is not necessarily going to Manitoba. It does in a flood year because they cannot stop it. We have had to tell the United States, in the most definite terms, that getting 85 per cent of the water is not an option. We are going to retain our 50 per cent.

Senator Olson: Are you concerned that the use Saskatchewan Power will be making of these dams for producing power, steam and for cooling will mean a heavy consumption of water for those purposes?

Mr. Hill: I would not say heavy consumption. Mr. Hood will give you the exact figure. Compared to the amount of water that should be available, it is a relatively small amount. It is hoped there will be sufficient water to irrigate about 12,000 acres.

Senator Olson: Will it be for irrigation?

Mr. Hill: I would ask you to refer to question No. 164 of your little blue "bibles."

The Shand Plant, at an 80 per cent capacity factor for the two-300 megawatt units, will require 6,400 cubic decameters per year. The Rafferty Dam Reservoir will be the major source at 4,640 cubic decameters per year with the balance from coal mine dewatering at 260 cubic decameters per year and treated sewage from the City of Estevan will make up 1,500 cubic decameters per year.

[Traduction]

Le sénateur Olson: J'ai une autre question, monsieur le président, si vous le permettez. Je suis sûr que M. Hill a dit que la Saskatchewan n'avait pas jusqu'à ce jour utilisé l'eau à laquelle elle avait droit et qu'avec ces deux barrages elle le pourra. Quel impact cela aura-t-il sur les parties en aval, à savoir le Dakota du Nord et le Manitoba, lorsque vous passerez du niveau d'utilisation actuel à un niveau de 50 p. 100? Vous avez indiqué, je crois, qu'avec ces deux barrages vous aurez la capacité matérielle d'utiliser jusqu'à 50 p. 100 de l'eau à laquelle vous avez droit?

M. Hill: Monsieur le président, je ne savais pas que M. Davis était là. Lorsqu'on en vient à des aspects techniques, je préfère de beaucoup qu'il réponde aux questions. Je lui saurais donc gré, après avoir parlé, d'intervenir et de mettre les choses au point parce que je ne voudrais induire personne en erreur. Si je comprends, bien à l'heure actuelle nous sommes capables de retenir environ 15 p. 100 en moyenne de l'écoulement naturel.

Il faut se rappeler, sénateur, que d'une année à l'autre l'écoulement varie beaucoup. Nous sommes en moyenne capables de retenir environ 50 p. 100. Ce sera un assez grand choc pour le Dakota du Nord de ne plus recevoir les autres 35 p. 100 de l'eau. Les groupes de protection de la faune aux États-Unis s'en inquiètent, parce que cela aurait des incidences sur la pêche dans la rivière Souris au Dakota du Nord ainsi que sur certaines zones de conservation de la faune dans cet État.

Ils semblent croire que si, d'une façon ou d'une autre, ils peuvent bloquer ce projet, ils continueront à recevoir les 85 p. 100 de l'eau qu'ils reçoivent maintenant. Cette eau ne va pas nécessairement au Manitoba, si ce n'est les années d'inondation parce qu'ils ne peuvent l'en empêcher. Il nous a fallu dire très explicitement aux États-Unis qu'ils n'avaient pas le choix au sujet de ces 85 p. 100. Nous allons retenir notre 50 p. 100.

Le sénateur Olson: Craignez-vous que la société hydro-électrique de la Saskatchewan utilise ces barrages pour produire du courant et de la vapeur et pour des opérations de refroidissement et que cela entraîne une forte consommation de l'eau?

M. Hill: Je ne dirais pas une forte consommation. M. Hood vous donnera les chiffres exacts. Cela ne représente qu'une petite partie du volume d'eau que nous devons avoir. On espère avoir assez d'eau pour irriguer environ 12 000 acres.

Le sénateur Olson: Sera-t-elle vraiment utilisée pour de l'irrigation.

M. Hill: Pourriez-vous tourner à la question n° 164 de vos «petites bibles bleues».

Lorsque les deux unités de 300 mégawatts de la centrale Shand fonctionneront à 80 p. 100 de leur capacité, ils nécessiteront 6 400 décimètres cubes d'eau par an. Cette eau proviendra principalement du réservoir du barrage Rafferty qui fournira 4 640 décimètres cubes par an, le reste provenant, d'une part, de l'assèchement des mines de charbon qui donneraient 260 décimètres cubes par an et, d'autre part, du

[Text]

The Chairman: Can you relate that to acre feet?

Mr. Hill: Mr. Hood tells me he is working in metric.

The Chairman: I will withdraw the question.

Senator Olson: I want to say that I appreciate the evidence this morning. I do not understand the situation completely, but I do understand it now a little better than I did before.

Senator Barootes: I think you brought a most comprehensive deliberation to us, Mr. Hill, and I am sure it will be helpful in giving us the groundwork from which to conduct this inquiry.

I have two questions, one of which goes back to what Senator Roblin said about Manitoba's role and fate. Perhaps you could put the record straight.

In the *Winnipeg Free Press* of September 11 it states:

The announcement of Saskatchewan's licence for the Rafferty-Alameda dam project rang no alarm bells in Manitoba, former deputy environment minister Tom Owen recalls.

I guess "former" means that he is no longer there. It goes on to state:

Manitoba officials were not concerned because they viewed an agreement between Canada and the United States that governs the transborder flow of water as the province's best safeguard.

He then said that they took this position, rightly or wrongly.

In answering Senator Roblin, it was pointed out that Manitoba was at the discussions among these three governments in Canada and with the North Dakota and American people. I cannot reconcile those two statements. Can you clarify that for me?

Mr. Hill: As I understand it, as part of this fearmongering there had been the feeling that somehow or other the construction of these dams mean that Manitoba would not get the water they were entitled to. Mr. Owen was saying that their best protection was the apportionment provisions of the '59 interim order, which set out what their minimum amount must be. He said that the granting of these licences to build these dams did not ring alarms, because they had this protection.

We also say, and they recognize this, that in those high-flood years they will no longer get the amounts of water they have had. However, they did not want it all in any event because they could not handle it. It would be in Manitoba's best interests to have a complete management type of project, and that would certainly be in our best interests.

The Americans are paying for flood protection so, in effect, they want the concept of the empty pail. In other words, if there is a large flood, or a flash flood we will release it rather quickly so we can give them the protection they feel they are paying for.

[Traduction]

traitement des eaux usées de la ville d'Estevan qui produira 1 500 décimètres cubes par an.

Le président: Pouvez-vous transposer en acres/pieds?

M. Hill: M. Hood me dit qu'il travaille en unités métriques.

Le président: Je retire ma question.

Le sénateur Olson: Je tiens à dire que je suis heureux du témoignage entendu ce matin. Sans comprendre complètement la situation, je peux dire que je la comprends maintenant un peu mieux qu'avant.

Le sénateur Barootes: J'estime que vous nous avez permis d'avoir une délibération très générale, M. Hood, et je suis sûr que cela nous aidera à fonder notre enquête.

J'ai deux questions; la première porte sur ce que le sénateur Roblin a dit au sujet du rôle et du sort du Manitoba. Pourriez-vous remettre les choses au point.

Dans le *Winnipeg Free Press* du 11 septembre on peut lire:

Selon l'ancien sous-ministre de l'Environnement Tom Owen, l'annonce de la licence accordée par la Saskatchewan pour le projet de barrage Rafferty-Alameda n'a déclenché aucune cloche d'alarme au Manitoba.

Je suppose que le mot «ancien» signifie qu'il n'est plus là. Je poursuis:

Les autorités du Manitoba ne s'inquiètent pas parce que l'Accord canado-américain qui régit l'écoulement transfrontalier de l'eau est la meilleure sauvegarde de la province.

Il a ensuite ajouté que c'était la position prise, à tort ou à raison.

En répondant au sénateur Roblin on a souligné que le Manitoba avait assisté aux discussions entre ces trois gouvernements au Canada et avec les représentants du Dakota du Nord et de la population américaine. J'ai de la difficulté à concilier ces deux déclarations. Pouvez-vous m'y aider?

M. Hill: Pour autant que je comprenne, une rumeur semeuse de craintes avait créé l'impression que, d'une façon ou d'autre autre, la construction de ces barrages signifierait que le Manitoba n'obtiendrait pas l'eau auquel elle avait droit, et M. Owen déclare que les dispositions sur la répartition de l'eau dans le Décret provisoire de 1959 qui fixait quelle devrait être leur quantité minimale d'eau était leur meilleure protection; et par conséquent que l'octroi de ces licences pour la construction de ces barrages n'avait rien d'alarmant puisqu'ils étaient protégés.

Nous disons aussi, et ils l'acceptent, que dans les années d'inondation ils ne recevront pas la quantité d'eau qu'ils recevaient, eau qu'ils ne voulaient pas de toute façon puisqu'ils ne pouvaient la retenir. Le Manitoba aurait intérêt à avoir un projet global de gestion, et ce serait aussi certainement mieux pour nous.

Les Américains payent pour être protégés contre les inondations et s'attendent donc, en cas de forte inondation ou d'inondation éclair, à ce que nous libérions l'eau assez rapidement afin que nous puissions leur donner la protection qu'ils estiment avoir payée.

[Text]

Those are some of the things that we are going to have to work out down the road so that we can store the most water possible not only for Saskatchewan but for North Dakota and for Manitoba.

We have no desire to harm Manitoba, other than the fact of whatever natural harm may come as a matter of our retaining our 50 per cent of the water—and that harm we have no control over. They are guaranteed certain minimums under the '59 Interim order.

Senator Barootes: Would that also account for the criticism I have heard voiced of the government of the day in Manitoba for not conducting its own environmental or impact studies but relying on the protection of the Government of Canada.

Mr. Hill: In my opinion, and this is purely my opinion, I have no criticism of either the present administration in Manitoba or the immediately preceding administration—and the officials are the same. They are acting no differently from the way they acted before and I have no criticism of their behaviour.

In my opinion, if the officials of Manitoba, Saskatchewan and Canada and the officials on the American side are left to solve the problem, they will solve it. There may have to be some give and take because compromise is necessary in any event.

I can see no earthly benefit that would arise as a result of Manitoba's doing an environmental impact statement as a result of the Rafferty Dam.

Senator Barootes: The final area I thought you might clarify or elaborate on is the 13 stringent conditions in the licence which the federal government has given to the government of Saskatchewan.

I would refer you to item No. 9, because still another fear was raised concerning the interbasin water transfer.

Can you clarify item No. 9 for us Mr. Hill, which states:

The Licensee shall not divert water from outside the Souris River drainage basin if such diverted waters would increase the annual flow of the Souris River at the international boundary above that which would have occurred in a state of nature.

I presume that means a natural year.

Mr. Hill: My reading of that is that the federal government wanted to make sure we were not exporting more water than would otherwise occur—in other words, that we would not be exporting more water than would have occurred in a natural state in the Souris basin.

It does not prohibit us from diverting other water, provided it does not increase the natural flow. I have not figured out how we are going to divert the water and not increase it, but we have no intention of doing that, and we have not spent five minutes or five cents on studying any possibility of diverting any other waters.

[Traduction]

Voilà quelques-unes des questions que nous aurons à régler bientôt de manière à pouvoir retenir le plus d'eau possible, pas seulement pour la Saskatchewan, mais aussi pour le Dakota du Nord et pour le Manitoba.

Nous ne désirons aucunement faire du tort au Manitoba mais nous ne pouvons rien faire contre le tort naturel qui pourrait lui être causé du fait que nous retenons les 50 p. 100 de l'eau sur laquelle nous n'avons aucun contrôle. Certaines quantités minimales leur seraient garanties en vertu du décret provisoire de 1959.

Le sénateur Barootes: Cela répond-il également aux critiques que j'ai entendues formuler contre le gouvernement en place au Manitoba du fait qu'il n'a pas mené ses propres études environnementales ou d'impact parce qu'il comptait sur la protection du gouvernement du Canada?

M. Hill: À mon avis—mais c'est mon opinion strictement personnelle—je n'ai pas de critique à adresser au gouvernement actuel du Manitoba ni au gouvernement précédent, pas plus qu'aux fonctionnaires. Ils n'agissent pas autrement qu'ils agissaient auparavant et je n'ai rien à reprocher à ce comportement.

Je crois que si on demande aux fonctionnaires du Manitoba, de la Saskatchewan et du Canada ainsi qu'à ceux des États-Unis de régler ce problème, ils le feront. Ce sera peut-être donnant-donnant, parce que de toute façon il faudra trouver un compromis.

Il ne servirait absolument à rien au Manitoba de faire une déclaration d'incidence environnementale sur le barrage Rafferty.

Le sénateur Barootes: Le dernier point sur lequel j'aimerais avoir des éclaircissements ou des détails est la série des 13 conditions sévères énoncées dans la licence que le gouvernement fédéral a accordée au gouvernement de la Saskatchewan.

Je vous renvoie au point n° 9 parce qu'un problème s'est posé au sujet d'une nouvelle crainte, celle d'un transfert d'eau entre bassins.

M. Hill, pouvez-vous nous expliquer le point n° 9 qui stipule:

Le titulaire ne détournera pas d'eau du bassin hydrographique de la rivière Souris si ce détournement devait accroître l'écoulement annuel de cette rivière à la frontière internationale et de le porter à un niveau supérieur à ce qu'il aurait été à l'état naturel.

Je présume que cela signifie au cours d'une année d'écoulement naturel.

M. Hill: Selon moi, cela signifie que le gouvernement fédéral voulait s'assurer que nous n'exportions pas plus d'eau que celle que nous aurions. En d'autres termes, que nous n'exporterions pas plus d'eau que celle qui se serait accumulée sans intervention humaine dans le bassin de la Souris.

Cela ne nous empêche pas de détourner d'autres eaux, du moment que nous n'accroissons pas l'écoulement naturel. Je n'ai pas encore trouvé comment nous pourrions détourner l'eau sans avoir un accroissement, mais nous n'avons de toute façon pas l'intention de le faire et n'avons pas pris cinq minutes ou dépenser cinq cents à étudier la possibilité de détourner d'autres eaux.

[Text]

Senator Barootes: Is there any way you could increase the water in the Souris and not increase the natural flow at the international boundary?

Mr. Hill: I suppose if you had sufficient dams to keep it back.

Senator Olson: Or consumed it in Saskatchewan.

Mr. Hill: Or consumed it in Saskatchewan, or drank it all.

Senator Barootes: The reason I brought that up, Mr. Hill, was the suggestion that somebody might be able to divert water from other basins. I am not talking about aquifers and natural water in the area. Is there any possibility?

Mr. Hill: I would say that there is none. If we did, it would be in contravention of the licence. We certainly have no intention to operate outside of the law.

Senator Barootes: Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman: That completes the first round of questions. I note that we are quite a bit over our time limit. However, I suspect that Mr. Hill would be prepared to come back or, if we sit at some point in Regina, I suspect Mr. Hill would be available.

Mr. Hill: Mr. Chairman, that is correct. If the committee sits in Regina or Estevan or anywhere out there, I shall be only too happy to appear again or to have the other officials appear.

Senator Molgat: That is fine, but I do have further questions. There is one that I would like to clear now because of Senator Barootes' last point. We have had this argument once before and that is why he put the question. Clause 9, to which he was referring, does not prohibit you from taking water from elsewhere?

Mr. Hill: I am sorry, taking water from where?

Senator Molgat: From another source. Clause 9 does not say you cannot do it?

Mr. Hill: That is my reading.

Senator Molgat: Okay. That is what I wanted to clarify. Thank you.

Mr. Hill: Under certain conditions.

Senator Molgat: Yes.

Mr. Hill: By the way, Mr. Chairman, if the committee decided to meet in Regina or Estevan, we would be only too happy to take the committee members on a tour of the Rafferty site.

Senator Barootes: Holes in the ground always interest me. I did not quite get the answer to that. Would the diversion, which you say is not precluded or excluded not be breaching the agreement?

Mr. Hill: The way I read this is that—

Senator Barootes: It would breach that agreement?

Mr. Hill: Only if it increased the annual flow at the international boundary.

[Traduction]

Le sénateur Barootes: Y aurait-il moyen d'accroître l'eau dans la Souris sans accroître l'écoulement naturel à la frontière internationale?

M. Hill: Oui, je suppose, si l'on disposait d'assez de barrages de retenue.

Le sénateur Olson: Ou si l'eau était consommée en Saskatchewan.

M. Hill: C'est cela, ou si nous la buvions toute,—

Le sénateur Barootes: La raison pour laquelle je pose cette question, monsieur Hill, c'est qu'on laisse entendre que quelqu'un pourrait détourner de l'eau d'autres bassins. Je ne parle pas de couches aquifères et d'eau naturelle dans la région. Est-ce une possibilité?

M. Hill: Il me semble que non. Si nous le faisons, ce serait contrevenir à la licence. Nous n'avons aucunement l'intention d'enfreindre la loi.

Le sénateur Barootes: Merci, monsieur le président.

Le président: Ainsi se termine la première ronde de questions. Je note que nous avons été beaucoup plus long que prévu. Je suppose, cependant, que M. Hill serait disposé à revenir, ou bien nous pourrions à un moment donné nous réunir à Regina et je crois que M. Hill pourrait se libérer.

M. Hill: C'est exact, monsieur le président. Si le comité siège à Regina ou à Estevan ou ailleurs dans cette région, je serais très heureux de comparaître à nouveau devant lui ou de demander à d'autres représentants de comparaître.

Le sénateur Molgat: Très bien, mais j'ai d'autres questions à poser. Je voudrais en régler une tout de suite à cause du dernier point soulevé par le sénateur Barootes. Nous avons déjà eu cette discussion et c'est pourquoi il a posé la question. L'article 9 auquel il a renvoyé ne vous interdit pas de prendre de l'eau ailleurs?

M. Hill: Je m'excuse, prendre de l'eau d'où?

Le sénateur Molgat: D'une autre source. L'article 9 ne dit pas que vous ne pouvez pas le faire?

M. Hill: C'est mon interprétation.

Le sénateur Molgat: D'accord. C'est ce que je voulais éclaircir. Merci.

M. Hill: A certaines conditions.

Le sénateur Molgat: Oui.

M. Hill: En passant, monsieur le président, si le Comité se réunit à Regina ou à Estevan, nous serions très heureux de faire visiter le site de Rafferty aux membres du Comité.

Le sénateur Barootes: Les trous dans le sol m'intéressent toujours. Je n'ai pas bien compris la réponse. Est-ce que le détournement, qui selon vous n'est pas interdit ou exclu, ne contreviendrait pas à l'accord?

M. Hill: Selon mon interprétation—

Le sénateur Barootes: Cela contreviendrait à l'accord?

M. Hill: Seulement si cela accroissait l'écoulement annuel à la frontière internationale.

[Text]

The Chairman: If there are no other questions, then I shall thank Mr. Hill, Mr. Hood, Mr. Ready and Mr. Davis for being so forthright and also for coming before the committee on such short notice.

The committee continued *in camera*.

[Traduction]

Le président: S'il n'y a pas d'autres questions, je remercie MM. Hill, Hood, Ready et Davis d'avoir été si directs et d'avoir accepté de comparaître devant le Comité à si bref délai.

Le Comité poursuit ses travaux à huis clos.



*If undelivered, return COVER ONLY to
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9*

WITNESSES—TÉMOINS

Mr. George D. Hill, Q.C., President and Chief Executive Officer of the Souris Basin Development Authority and President and Chief Executive Officer of the Saskatchewan Power Corporation;

Mr. George Hood, Director of Operations and of the Souris Basin Development Authority;

Mr. Rob Ready, Director of the Ottawa Saskatchewan Executive Council;

Mr. D. A. Davis, Ex-Canadian Chairman of the Souris River Board of Control on behalf of the International Joint Commission.

M. George D. Hill, c.r., président et directeur général «Souris Basin Development Authority» et président directeur général de la «Saskatchewan Power Corporation»;

M. George Hood, directeur des opérations et de la «Souris Basin Development Authority»;

M. Rob Ready, directeur du Conseil exécutif «Ottawa Saskatchewan»;

M. D. A. Davis, ex-président canadien de la «Souris River Board of Control on behalf of the International Joint Commission».

CAI
YC25
-A48



Second Session
Thirty-third Parliament, 1986-87-88

Deuxième session de la
trente-troisième législature, 1986-1987-1988

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

*Proceedings of the Standing
Senate Committee on*

*Délibérations du Comité
sénatorial permanent de*

Agriculture and Forestry

l'Agriculture et des forêts

Chairman:
The Honourable DANIEL HAYS

Président:
L'honorable DANIEL HAYS

Thursday, September 29, 1988

Le jeudi 29 septembre 1988

Issue No. 35

Fascicule n° 35

Second proceedings on:

Deuxième fascicule concernant:

Examination and report upon the granting of
a water licence by the Federal Government
to the Saskatchewan Government for works
on the Souris River

Étude et rapport de l'émission, par le
gouvernement fédéral au gouvernement de
la Saskatchewan, d'un permis d'eau en
rapport avec des travaux sur la rivière Souris

WITNESSES:
(See back cover)

TÉMOINS:
(Voir à l'endos)



STANDING SENATE COMMITTEE ON
AGRICULTURE AND FORESTRY

The Honourable Daniel Hays, *Chairman*

The Honourable E. W. Barootes, *Deputy Chairman*

and

The Honourable Senators:

Balfour	*MacEachen (or Frith)
Barootes	Molgat
Bielish	*Murray (or Doody)
Buckwold	Olson
Cools	Roblin
Gigantès	Spivak
Hays	Steuart

**Ex Officio Members*

(Quorum 4)

Pursuant to Rule 66(4), membership of the Committee was amended as follows:

The name of the Honourable Senator Cools for that of the Honourable Senator Marchand. (*September 29, 1988*).

The name of the Honourable Senator Buckwold for that of the Honourable Senator Fairbairn. (*September 29, 1988*).

The name of the Honourable Senator Balfour for that of the Honourable Senator Macquarrie. (*September 29, 1988*).

COMITÉ SÉNATORIAL PERMANENT DE
L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS

Président: L'honorable Daniel Hays

Vice-président: L'honorable E. W. Barootes

et

Les honorables sénateurs:

Balfour	*MacEachen (ou Frith)
Barootes	Molgat
Bielish	*Murray (ou Doody)
Buckwold	Olson
Cools	Roblin
Gigantès	Spivak
Hays	Steuart

**Membres d'office*

(Quorum 4)

Conformément à l'article 66(4) du Règlement, la liste des membres du Comité est modifiée, ainsi qu'il suit:

Le nom de l'honorable sénateur Cools substitué à celui de l'honorable sénateur Marchand. (*le 29 septembre 1988*).

Le nom de l'honorable sénateur Buckwold substitué à celui de l'honorable sénateur Fairbairn. (*le 29 septembre 1988*).

Le nom de l'honorable sénateur Balfour substitué à celui de l'honorable sénateur Macquarrie. (*le 29 septembre 1988*).

ORDER OF REFERENCE

Extract from the Minutes of Proceedings of the Senate, Thursday, September 22, 1988:

“The Honourable Senator Molgat moved, seconded by the Honourable Senator Corbin:

That the Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry be authorized to examine and report upon the granting of a water licence by the Federal Government to the Saskatchewan Government for works on the Souris River.

After debate, and—
The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative, on division.”

ORDRE DE RENVOI

Extrait des Procès-verbaux du Sénat, le jeudi 22 septembre 1988:

«L'honorable sénateur Molgat propose, appuyé par l'honorable sénateur Corbin,

Que le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts soit autorisé à étudier l'émission, par le gouvernement fédéral au gouvernement de la Saskatchewan, d'un permis d'eau en rapport avec des travaux sur la rivière Souris, et à en faire rapport.

Après débat,
La motion, mise aux voix, est adoptée, à la majorité.»

Le greffier du Sénat
Charles A. Lussier
Clerk of the Senate

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, SEPTEMBER 29, 1988
(60)

[Text]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met at 4:53 p.m., this day, the Chairman, the Honourable Senator Daniel Hays, presiding.

Members of the Committee present: The Honourable Senators Balfour, Barootes, Bielish, Buckwold, Cools, Hays, Molgat, Olson and Spivak (9).

Other Senator present: The Honourable Senator Marchand (1).

In attendance: From the Research Branch, Library of Parliament: Mrs. June Dewetering and Mr. Jean-Denis Fréchette, Research Officers.

Witnesses:

Mr. Joseph F. Dolecki, Assistant Professor of Economics, Brandon University;

Mr. Lorne Scott, Past President, Saskatchewan Wildlife Federation.

Pursuant to the Order of Reference adopted by the Senate on Thursday, September 22, 1988, the Committee resumed its examination of the granting of a water licence by the Federal Government to the Saskatchewan Government for work on the Souris River.

The witnesses made a statement and answered questions.

The Honourable Senator Spivak moved,—That the following documents tabled by Mr. Scott be filed as exhibits with the Clerk of the Committee:

Item 1

Biographical excerpts on the witness (1 page—English only) (Exhibit AGRI-B1);

Item 2

Extract of the *Hansard* of the Saskatchewan Legislature (3 pages—English only) (Exhibit AGRI-B2);

Item 3

Letter from Mr. R. A. Halliday, Director, Inland Waters and Lands, Western and Northern Region, Environment Canada, dated July 6, 1987, to Mr. R. E. W. Walker, Director, Coordination Assessment Branch, Saskatchewan Environment and Public Safety (7 pages—English only) (Exhibit AGRI-B3);

Item 4

Letter from Mr. William J. Bug, President Elect, North Dakota Chapter of the Wildlife Society, dated January 22, 1988, to the Honourable Grant Devine, Premier of Saskatchewan (2 pages—English only) (Exhibit AGRI-B4);

Press clipping from the *Estevan Mercury*, dated April 27, 1987 (1 page—English only) (Exhibit AGRI-B5);

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 29 SEPTEMBRE 1988
(60)

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à 16 h 53, sous la présidence de l'honorable sénateur Daniel Hays (président).

Membres du Comité présents: Les honorables sénateurs Balfour, Barootes, Bielish, Buckwold, Cools, Hays, Molgat, Olson et Spivak (9).

Autre sénateur présent: L'honorable sénateur Marchand (1).

Également présents: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: M^{me} June Dewetering et M. Jean-Denis Fréchette, attachés de recherche.

Témoins:

M. Joseph F. Dolecki, professeur adjoint de sciences économiques, Université de Brandon;

M. Lorne Scott, ex-président, Fédération de la faune de la Saskatchewan.

Conformément à son ordre de renvoi adopté par le Sénat le jeudi 22 septembre 1988, le Comité reprend l'étude de l'émission, par le gouvernement fédéral au gouvernement de la Saskatchewan, d'un permis d'eau en rapport avec des travaux sur la rivière Souris.

Les témoins font une déclaration et répondent aux questions.

L'honorable sénatrice Spivak propose,—Que la greffière verse au dossier du Comité les documents suivants déposés par M. Scott:

Pièce 1

Notice biographique du témoin (1 page—anglais seulement) (pièce AGRI-B1);

Pièce 2

Extrait du *hansard* de la législature de la Saskatchewan (3 pages—anglais seulement) (pièce AGRI-B2);

Pièce 3

Lettre de M. R. A. Halliday, directeur, Eaux et terres, régions de l'Ouest et du Nord, Environnement Canada, datée du 6 juillet 1987 et adressée à M. R. E. W. Walker, directeur, Direction de l'évaluation de la coordination, ministère de l'Environnement et de la Sécurité publique de la Saskatchewan (7 pages—anglais seulement) (pièce AGRI-B3);

Pièce 4

Lettre de M. William J. Bug, président élu, North Dakota Chapter of the Wildlife Society, datée du 22 janvier 1988, adressée à l'honorable Grant Devine, premier ministre de la Saskatchewan (2 pages—anglais seulement) (pièce AGRI-B4).

Article du *Estevan Mercury*, 27 avril 1987 (1 page—anglais seulement) (pièce AGRI-B5);

Letter from Mr. Ed Begin, Executive Director, Saskatchewan Wildlife Federation, dated January 21, 1988, to the Honourable Grant Devine, Premier of Saskatchewan (3 pages—English only) (Exhibit AGRI-B6);

Press clipping dated September 22, 1988 (1 page—English only) (Exhibit AGRI-B7);

Item 5

Briefs submitted to the Board of Inquiry Rafferty-Alameda Project (28 briefs—English only) (Exhibits AGRI-B8 to AGRI-B35);

Item 6

Briefs submitted to the Board of Inquiry Rafferty-Alameda Project and quoted by the witness (3 briefs—English only) (Exhibits AGRI-B36 to AGRI-B38);

Item 7

Correspondence from over the past two-and-a-half years with the U.S. National Wildlife Federation and other agencies (10 documents—English only) (Exhibits AGRI-B39 to AGRI-B48);

Item 8

Correspondence with the Minister of Environment, the Honourable Tom McMillan (8 letters—English only) (Exhibits AGRI-B49 to AGRI-B56);

Item 9

Press clippings and letters from various sources dating back to February 1986 (30 documents—English only) (Exhibits AGRI-B57 to AGRI-B86);

Item 10

Press clippings and letters from various sources pertaining to Manitoba's involvement (3 press clippings—English only) (Exhibits AGRI-B87 to AGRI-B89);

Item 11

Press clipping from the *Saskatoon Star Phoenix* (1 press clipping—English only) (Exhibit AGRI-B90);

Item 12

Documents pertaining to the organization SCRAP (12 documents—English only) (Exhibits AGRI-B91 to AGRI-B102);

Item 13

Copy of the International River Improvements Act Licence with press clipping—First Draft (2 documents—English only) (Exhibits AGRI-B103 and AGRI-B104);

Item 14

Most recent press clippings and correspondence (31 documents—English only) (Exhibits AGRI-B105 to AGRI-B135).

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

The Honourable Senator Spivak moved,—That the documents tabled by Professor Dolecki be filed as exhibits (Exhibit

Lettre de M. Ed Begin, directeur exécutif, Fédération de la faune de la Saskatchewan, en date du 21 janvier 1988, adressée à l'honorable Grant Devine, premier ministre de la Saskatchewan (3 pages—anglais seulement) (pièce AGRI-B6);

Coupage de journal du 22 septembre 1988 (1 page—anglais seulement) (pièce AGRI-B7);

Pièce 5

Mémoires soumis au Board of Inquiry Rafferty-Alameda Project (28 mémoires—anglais seulement) (pièces AGRI-B8 à AGRI-B35);

Pièce 6

Mémoires soumis au Board of Inquiry Rafferty-Alameda Project et cités par le témoin (trois mémoires—anglais seulement) (pièces AGRI-B36 à AGRI-B38);

Pièce 7

Correspondance échangée depuis deux ans et demi avec le U.S. National Wildlife Federation et d'autres organismes (10 documents—anglais seulement) (pièces AGRI-B39 à AGRI-B48);

Pièce 8

Correspondance avec l'honorable Tom McMillan, ministre de l'Environnement (8 lettres—anglais seulement) (pièces AGRI-B49 à AGRI-B56);

Pièce 9

Coupures de journaux et différentes lettres remontant à février 1986 (30 documents—anglais seulement) (pièces AGRI-B57 à AGRI-B86);

Pièce 10

Coupures et lettres concernant la participation du Manitoba (3 coupures—anglais seulement) (pièces AGRI-B87 à AGRI-B89);

Pièce 11

Article du *Saskatoon Star Phoenix* (une coupure—anglais seulement) (pièce AGRI-B90);

Pièce 12

Documents concernant l'organisation SCRAP (12 documents—anglais seulement) (pièces AGRI-B91 à AGRI-B102);

Pièce 13

Copie du permis en vertu de la loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux avec coupure—Avant-projet (2 documents—anglais seulement) (pièces AGRI-B103 et AGRI-B104);

Pièce 14

Coupures et correspondance récentes (31 documents—anglais seulement) (pièces AGRI-B105 à AGRI-B135).

La motion, mise aux voix, est adoptée.

L'honorable sénatrice Spivak propose,—Que les documents déposés par le professeur Dolecki soient remis à la greffière

AGRI-C) with the Clerk of the Committee and that they be identified and indexed at a later date.

The question being put on the motion, it was—
Resolved in the affirmative.

At 7:10 p.m. the Committee adjourned to the call of the Chair.

ATTEST:

pour être versés au dossier du Comité (pièce AGRI-C) et qu'ils soient identifiés et indexés ultérieurement.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

À 19 h 10, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

ATTESTÉ:

La greffière suppléante du Comité

Diane Deschamps

Acting Clerk of the Committee

EVIDENCE

Ottawa, Thursday, September 29, 1988

[Text]

The Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry met this day at 5.00 p.m. to examine and report upon the granting of a water licence by the federal government to the Saskatchewan government for works on the Souris River.

Senator Dan Hays (Chairman) in the Chair.

The Chairman: Honourable senators, this is the second meeting of the committee on its special reference dealing with the Rafferty and Alameda Dams project, as we call it, and the matter of the issuance of licences by the federal government to the Government of Saskatchewan with respect to the construction of these dams.

I would like at this time to welcome our next witness, Mr. Lorne Scott, a past president of the Saskatchewan Wildlife Federation. We will have a second witness appearing separately, Professor Joseph Dolecki, an assistant professor of economics at Brandon University. As I said, we will proceed first with Mr. Scott.

Mr. Scott, perhaps you would not mind, as part of your opening remarks, giving us a little bit more background information on yourself by way of introduction, and then proceed with your submission. After that, we will have some questions.

Mr. Lorne Scott, Past President, Saskatchewan Wildlife Federation: Thank you, Mr. Chairman. Honourable senators, it is indeed an honour and a privilege to appear before you today. I happen to be a farmer at Indian Head, Saskatchewan. I grew up on the family farm there, where I currently live and farm 800 acres of land, of which 200 acres is native habitat. I also work in Regina as the Park Naturalist for Wascana Centre Authority. The job is necessary in order to support the farm.

I have been interested and involved in wildlife and conservation since my boyhood days some 30 years ago. I am active in a number of provincial, national and international environmental groups, including Ducks Unlimited, and have served as president of the Saskatchewan Natural History Society and the Saskatchewan Wildlife Federation. Bird banding, nature photography and operating a bluebird trail are some of my other interests. Mr. Chairman, I hope that small sampling of my background will suffice.

It was while I was president of the Saskatchewan Wildlife Federation in February of 1986 that the Rafferty-Alameda Dams Project was announced. Because this mega project had the potential for major impacts on the surrounding environment, many individuals and organizations became interested and concerned about this project. Most of our concerns about the project were contained in three main areas: first, the possible drainage of some 40,000 acres of wetlands in the upper reaches of the Souris River and Moose Mountain Creek; second, the impact on our natural flora and fauna in the val-

TÉMOIGNAGES

Ottawa, le jeudi 29 septembre 1988

[Traduction]

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts se réunit aujourd'hui à 17 heures pour examiner l'octroi par le gouvernement fédéral d'un permis d'exploitation hydraulique à la Saskatchewan en vue de la réalisation d'ouvrages sur la rivière Souris, et pour faire rapport sur cette question.

Le sénateur Dan Hays (président) occupe le fauteuil.

Le président: Honorables sénateurs, le Comité se réunit pour la deuxième fois relativement à son ordre de renvoi spécial concernant le projet Rafferty-Alameda et pour étudier la question de l'octroi d'un permis d'exploitation hydraulique par le gouvernement fédéral à la Saskatchewan en vue de la construction de barrages.

J'accueille notre premier témoin, M. Lorne Scott, ex-président de la Saskatchewan Wildlife Federation. Nous accueillons ensuite un deuxième témoin, qui comparaitra séparément. Il s'agit de M. Joseph Dolecki, professeur adjoint d'économie à l'université Brandon. Comme je l'ai dit, nous entendrons d'abord M. Scott.

M. Scott, en guise d'introduction, auriez-vous l'obligeance, dans votre déclaration préliminaire, de nous donner un peu plus de renseignements sur votre compte, puis de nous présenter votre exposé. Nous vous poserons ensuite quelques questions.

M. Lorne Scott, ex-président de la Saskatchewan Wildlife Federation: Merci, monsieur le président. Honorables sénateurs, je considère vraiment comme un honneur et un privilège de comparaître aujourd'hui devant vous. Je suis agriculteur à Indian Head, en Saskatchewan. J'ai grandi dans la ferme de mes parents, où je vis et j'exploite 800 acres de terre, dont 200 acres sont à l'état naturel. Je travaille aussi à Regina en tant que naturaliste du parc pour la Wascana Centre Authority. Ce travail s'impose pour maintenir l'entreprise agricole.

Je m'occupe de faune et de conservation depuis mon enfance. Depuis une trentaine d'années donc. Je travaille activement au sein de nombreux groupes environnementaux provinciaux, nationaux et internationaux, notamment Canards Illimités Canada. J'ai été président de la Saskatchewan Natural History Society et de la Saskatchewan Wildlife Federation. Le baguage des oiseaux, la photographie de sujets pris dans la nature et l'exploitation d'une aire d'observation du merle bleu sont d'autres activités qui m'intéressent. Monsieur le président, j'espère que ce petit éventail de mes activités et intérêts suffira.

C'est en février 1986, j'étais alors président de la Saskatchewan Wildlife Federation, qu'on a annoncé la réalisation du projet Rafferty-Alameda. Comme ce mégaprojet pouvait avoir une forte incidence sur le milieu environnant, de nombreux particuliers et de nombreuses organisations se sont intéressés à la question et s'en sont inquiétés. Pour la plupart, le projet semblait préoccupant à trois égards: d'abord, l'assèchement éventuel de quelque 40 000 acres de marécages dans le cours supérieur de la rivière Souris et du ruisseau Moose Mountain; deuxièmement, l'incidence sur la faune et la flore des vallées

[Text]

leys where the dams and reservoirs were to be created, including the withdrawal of some 2,400 acres of critical wildlife habitat which had been protected under the recent legislation, the Saskatchewan Critical Wildlife Habitat Protection Act—and I have here a copy of the “Hansard”, indicating when this material was withdrawn; and, the third area of concern, the impact on downstream areas below the dams, not only in Saskatchewan but in North Dakota and in Manitoba as well. To date these concerns have not been satisfactorily addressed by the proponents of the dams.

For the next several months, we patiently awaited the environmental impact statement being prepared by the Souris Basin Development Authority. After several deadlines had passed, it was released in August of 1987, in the middle of harvest. Meanwhile, concerns about the project remained very real while we tried to obtain additional information. As is often the case with a government-sponsored project like Rafferty-Alameda, civil servants in the wildlife and environmental fields of expertise did not comment on or provide much concrete information about the project. A lot of unofficial and off-the-record comments were fed to us, but little of that material could be used for fear of jeopardizing the civil servants' position.

As an example, we first learned about a possible deal between Grasslands Park and Rafferty-Alameda in December of 1987. A very interesting document was leaked to the opponents of the Rafferty-Alameda project in July 1987. The letter from Environment Canada to Saskatchewan Environment confirmed many of our concerns. I would like to refer briefly to a few portions of that letter:

...there are a number of important information gaps related to assessing implications for federal responsibilities concerning this project. There are also ambiguities, errors and omissions with respect to technical information and impact predictions.

...the EIS does not provide the type of information required to support an application for a licence.

...Environment Canada reviewers found the EIS over stated the potential for water-based recreation enhancement.

...In addition, there is a reasonable probability that sports fish tissue will not meet consumption standards for mercury for several decades.

...water contact sports, such as swimming, will be unpleasant in summer because of algal blooms and odour due to decay of algae; and massive summer fish kills would reduce participation in all forms of water-based recreation for several weeks. Recreation is clearly not a priority use for the Rafferty-Alameda project...

[Traduction]

où les barrages et les réservoirs devaient être installés, de même que la suppression de quelque 2 400 acres d'habitat faunique critique qui bénéficiaient de la protection d'une loi de la Saskatchewan adoptée depuis peu et intitulée Critical Wildlife Habitat Protection Act. J'ai ici un exemplaire du hansard, d'où j'ai tiré ce renseignement. Le troisième aspect est l'incidence du projet sur les zones en aval des barrages, non seulement en Saskatchewan mais dans le Dakota du Nord et au Manitoba. Jusqu'à maintenant, les promoteurs des barrages n'ont pas réussi à dissiper les inquiétudes que nous avons à ces égards.

Pendant plusieurs mois, nous avons patiemment attendu l'énoncé des incidences environnementales (EIE) que préparait le Bureau d'aménagement du bassin de la rivière Souris (Souris Basin Development Authority). Après avoir plusieurs fois reporté l'échéance, on a enfin publié le document en août 1987, au beau milieu de la saison des récoltes. Entre-temps le projet continuait de nous préoccuper au plus haut point, et nous avons cherché à obtenir des renseignements supplémentaires. Comme c'est souvent le cas des projets gouvernementaux, dans celui de Rafferty-Alameda, les fonctionnaires spécialisés dans les domaines de la faune et de l'environnement n'ont pas fait beaucoup d'observations ni fourni beaucoup de renseignements concrets sur le projet. Nous avons néanmoins recueilli diverses observations officielles, que nous ne pouvions cependant pas utiliser sans risquer de compromettre les fonctionnaires en cause.

Par exemple, nous avons entendu parler pour la première fois de la conclusion éventuelle d'une entente entre les responsables de Grasslands Park et ceux de Rafferty-Alameda en décembre 1987. Un document très intéressant a fait l'objet d'une fuite et a été remis aux opposants du projet Rafferty-Alameda en juillet 1987. Une lettre, du ministère de l'Environnement du Canada à celui de la Saskatchewan, a confirmé de nombreuses craintes que nous avions. J'aimerais vous en citer brièvement un passage:

Il existe de nombreuses lacunes en matière d'information, en ce qui concerne l'évaluation des responsabilités du gouvernement fédéral relativement à ce projet. Des ambiguïtés, des erreurs et des omissions parsèment aussi l'information technique et les prévisions concernant les incidences.

L'EIE ne fournit pas le genre de renseignements dont on a besoin pour étayer une demande de permis d'exploitation.

... les examinateurs d'Environnement Canada ont conclu que l'EIE exagérât le potentiel existant en matière de loisirs d'eau.

... en outre, il est raisonnable de penser que la chair des poissons pris par les pêcheurs sportifs ne respectera pas les normes de teneur en mercure d'ici plusieurs années.

Les loisirs d'eau, comme la baignade, ne présenteront aucun intérêt en été parce que les algues prolifèrent et dégagent des odeurs nauséabondes; en outre une forte mortalité de poisson en été réduirait pendant plusieurs semaines la pratique de tous les sports d'eau. Les loisirs ne sont manifestement pas une priorité des promoteurs du projet Rafferty-Alameda...

[Text]

Mr. Chairman, I will table this letter with you.

Throughout the past two and a half years, feelings and emotions often ran high. Enclosed are some letters and clippings involving the Premier of Saskatchewan and the president of Saskatchewan Power. Some of the language used is not suitable for repeating here, so I will simply table this information also.

With the release of the Souris Basin Development Authority EIS in August of 1987, a mere 30 days were provided for responses. Organizations and individuals hastily prepared briefs. I would like to table some 25 briefs submitted by local land owners, concerned citizens and wildlife-oriented organizations concerning this project. I might point out that these briefs are all opposing the project, or at least have major concerns about it.

Many of these briefs identify similar concerns, such as: too short a response period; why is this mega project being pushed ahead so quickly? the EIS is incomplete, with many unanswered questions; the EIS only dealt with a small portion of the Souris River System, instead of the whole drainage basin.

The EIS, which was supposed to address all of the issues, did not even contain basic things such as where land acquisitions would occur for the reservoirs. Also, the actual location of the Alameda Dam site was still to be determined, yet we were supposed to respond to this EIS in a favourable fashion. To many who had waited for the Souris Basin Development Authority EIS there was great disappointment. In fact, it was not an EIS but a glossy sales pitch which repeatedly promoted the concept of "build now—study later". I would like to quote a few comments from a couple of the briefs that were submitted. There was a brief from the Saskatchewan Environmental Society which said that:

It is equally regrettable that, if the Rafferty-Alameda project proceeds, it will have seriously undermined the Environmental Impact Assessment process in Saskatchewan. This would be the result of a number of disturbing precedents being set: ... In conclusion, the interests of progressive planning, environmental protection and sustainable economic development are not well served by this project. Therefore, neither are the interests of the people of Saskatchewan.

Senator Barootes: Mr. Scott, is there a date on that letter you just read, please?

Mr. Scott: Yes, September 21, 1987.

The Chairman: Perhaps I could interrupt here. At the conclusion of his remarks, I will ask Mr. Scott to go through all of the documents he has referred to for purposes of tabling them with the committee.

Senator Barootes: Mr. Chairman, that is fine, but we do need dates as we go along.

Mr. Scott: At the same hearing on September 21, the Saskatchewan Wildlife Federation said:

If creation of the reservoir is going to increase the probability of these productive wetlands being lost, as has been

[Traduction]

Monsieur le président, je vous remets la présente lettre.

Depuis deux ans et demi environ, le ressentiment a souvent atteint des sommets. Vous trouverez ici des lettres et des coupures de presse concernant le premier ministre de la Saskatchewan et le président de la Saskatchewan Power. Le langage qu'on y utilise ne pouvant être répété ici, je me contenterai de déposer ces documents.

L'EIE du Bureau d'aménagement du bassin de la rivière Souris ayant été présenté en août 1987, il ne nous restait que trente jours pour réagir. Des organisations et des particuliers ont préparé des mémoires en vitesse. J'aimerais présenter quelque vingt-cinq mémoires de propriétaires locaux, de citoyens intéressés et d'organisations de protection de la faune que ce projet intéresse. Je dois dire que tous s'opposent au projet ou font au moins d'importantes réserves à son sujet.

Un grand nombre des auteurs de ces mémoires formulent des critiques analogues, par exemple: le délai de réponse insuffisant; les questions que suscite l'empressement avec lequel on tente de faire approuver ce projet; l'EIE est incomplet, de nombreuses questions demeurent sans réponse; l'EIE ne porte que sur une très petite partie du bassin hydrographique de la rivière Souris, et non pas sur tout le bassin.

L'EIE, qui devait porter sur toutes les questions qui se posent, ne précise même pas de quelles terres on ferait l'acquisition pour y créer les réservoirs. En outre, il reste à établir l'emplacement exact du barrage Alameda. Et nous étions censés accueillir favorablement cet énoncé de l'incidence sur l'environnement! Pour tous ceux qui attendaient l'énoncé du Bureau d'aménagement, la déception a été grande. En réalité, il ne s'agissait pas d'un énoncé des incidences environnementales mais d'un joli baratin publicitaire qui répétait sans cesse «Construisons maintenant, réfléchissons après». J'aimerais citer quelques extraits de mémoires qui ont été soumis. Selon celui de la Saskatchewan Environmental Society:

Nous déplorons également le fait que, si le projet Rafferty-Alameda devait se concrétiser, il aurait gravement miné le processus d'évaluation des incidences environnementales en Saskatchewan. Il faudrait y voir la conséquence de nombreux précédents troublants ... en conclusion, ce projet ne contribue pas à la planification progressive, à la protection de l'environnement ni au développement économique. Par conséquent, il n'est pas non plus dans l'intérêt de la population de la Saskatchewan.

Le sénateur Barootes: Monsieur Scott, cette lettre que vous venez de nous lire est-elle datée?

M. Scott: Oui, du 21 septembre 1987.

Le président: Je vous interromps ici. Quand M. Scott aura terminé son exposé, je lui demanderai d'énumérer tous les documents qu'il a mentionnés et qui doivent être remis au Comité.

Le sénateur Barootes: Monsieur le président, c'est bien, mais il nous faut des dates.

M. Scott: À la séance du 21 septembre, la Saskatchewan Wildlife Federation a déclaré que:

Si la création du réservoir devait avoir pour effet d'accroître les risques de disparition de ces marécages productifs,

[Text]

suggested by this EIS, the provincial body of the Saskatchewan Wildlife Federation cannot in its most generous moment endorse any aspect of the proposed Rafferty and Alameda project . . .

In summary:

. . . The Saskatchewan Wildlife Federation has many concerns about almost every facet of this EIS. It has failed to recognize or to report on the significance of wildlife resources to the region. We feel their data is selective and poorly interpreted. In addition the reliance on the mitigation proposed is based on pure speculation and unfounded optimism. This in fact is not an Environmental Impact Assessment for wildlife, rather a nicely packaged dream predicting a future which we fail to accept.

By the time the hearings were over, our fellow wildlife groups in North Dakota and Manitoba were becoming increasingly concerned about the Rafferty-Alameda Project and how it would affect them. A steady stream of correspondence flowed between Saskatchewan, Manitoba, North Dakota, Ottawa and Washington. Perhaps I could table various letters, clippings and documents regarding the correspondence of people in the United States. Also, there is some correspondence with the Honourable Tom McMillan. This, again, consists of letters written to and replies received from Mr. McMillan. There are also various other bits of information, including headlines which were published within a day or so after the announcement of the project in February of 1986.

It is interesting to note that there was very little evidence of communication between Saskatchewan and Manitoba regarding the Rafferty-Alameda project. However, headlines frequently indicated cooperation between Saskatchewan and the U.S. As an example, on September 24, 1986, a newspaper headline read: "Reservoir Evaporation Agreements Reached." It says that a tentative agreement had been reached between Saskatchewan and the U.S.; no mention of Manitoba. Here is one dated February 17, 1986, "U.S. Expects Little Opposition to Saskatchewan Dams". It is a big article, but again there is no mention of Manitoba. This one is dated November 1, 1986 and is headed, "U.S. Bill Paves Way for Start of Rafferty Dam Project." Again, no mention of Manitoba.

Perhaps because Manitoba was not providing money for the Rafferty-Alameda Project, Saskatchewan felt it did not have to discuss the project with Manitoba.

The Saskatchewan hearing board report was released in January 1988. Much to our dismay, the report recommended that the project proceed. Concern was expressed about the qualifications of the hearing board members and whether or not they were independent and unbiased. I have one clipping with reference to that matter.

Soon after the hearing board report was released, the Honourable Herb Swan, Saskatchewan Environment Minister, issued a provincial licence for the Souris Basin Development Authority to proceed if and when the federal go-ahead for the

[Traduction]

comme l'a laissé entendre l'EIE, le bureau provincial de la Saskatchewan Wildlife Federation ne pourrait, même avec les meilleures dispositions du monde, souscrire au moindre élément du projet Rafferty-Alameda . . .

En bref,

Presque tous les aspects de cet énoncé, inquiètent la Saskatchewan Wildlife Federation à de nombreux égards. L'EIE ne reconnaît pas l'importance des ressources fauniques pour la région, ou omet de la mentionner. Nous estimons que les données contenues dans ce document sont parcellaires et piètrement interprétées. En outre, le compromis proposé établit un climat de confiance fait de pure spéculation et d'optimisme injustifié. Il ne s'agit pas d'une évaluation des incidences environnementales sur la faune, mais bien plutôt d'un rêve joliment ficelé qui annonce un avenir que nous ne saurions accepter.

À l'achèvement des audiences, des groupes de protection de la faune du Dakota du Nord et du Manitoba ont été de plus en plus préoccupés par le projet Rafferty-Alameda et l'incidence qu'il pourrait avoir sur eux. Une correspondance soutenue a relié la Saskatchewan, le Manitoba, le Dakota du Nord, Ottawa et Washington. Je pourrais vous remettre une variété de lettres, de coupures de presse et de documents concernant la correspondance échangée entre les intéressés aux États-Unis. Des lettres ont aussi été échangées avec l'honorable Tom McMillan. Il s'agit de lettres que nous lui avons écrites et des réponses qu'il nous a adressées. On trouve aussi divers éléments d'information, notamment des articles publiés le lendemain de l'annonce du projet, en février 1986, ou peu après.

Il est intéressant de souligner qu'il n'existe que très peu d'indices de communication entre la Saskatchewan et le Manitoba au sujet du projet Rafferty-Alameda. En revanche, selon les manchettes, la Saskatchewan et les États-Unis ont fréquemment collaboré. Par exemple, le 24 septembre 1986, un journal publiait en gros titre: «Reservoir Evaporation Agreements Reached.» On y apprend qu'une entente provisoire a été conclue entre la Saskatchewan et les États-Unis; il n'est pas question du Manitoba. Voici un article du 17 février 1986 intitulé «U.S. Expects Little Opposition to Saskatchewan Dams». C'est un long article, mais encore là, on ne parle pas du Manitoba. En voici un du 1^{er} novembre 1986, qui s'intitule «U.S. Bill Paves Way for Start of Rafferty Dam Project». A nouveau, nulle mention du Manitoba.

Peut-être parce que le Manitoba ne participait pas au financement du projet Rafferty-Alameda, la Saskatchewan ne se sentait pas tenue de discuter de celui-ci avec les autorités manitobaines.

Le rapport de la commission d'enquête de la Saskatchewan a été publié en janvier 1988. A notre grand désarroi, les auteurs du rapport recommandaient de donner suite au projet. On a mis en doute la compétence des membres de la commission et on s'est demandé s'ils étaient réellement indépendants et non partisans. J'ai ici un article à ce sujet.

Peu après la publication du rapport, l'honorable Herb Swan, ministre de l'Environnement de la Saskatchewan, a accordé un permis provincial d'exploitation hydraulique au Bureau d'aménagement du bassin de la rivière Souris pour qu'il entame la

[Text]

project was received. Again to our dismay, the minister's licence ignored some of the important recommendations in the hearing board report, such as providing protection for upstream wetlands. The licence was tabled this morning, so I shall not table it again.

After the provincial licence was granted to the Souris Basin Development Authority to proceed, a handful of individuals consisting of environmentalists, landowners and concerned citizens met to see if anything else could be done to stop the project until a proper analysis of its impacts was completed. From this gathering, an organization called SCRAP, Stop Construction of the Rafferty-Alameda project, was formed. SCRAP's objective is to stop construction of the Rafferty-Alameda project until an independent, scientifically credible impact study is conducted on the entire Souris River basin in Saskatchewan, North Dakota and Manitoba. We initiated legal action to halt the project when construction was under way long before federal approval for the project was received. We contacted environmental interest groups asking for their support and endorsement.

Let me quote from a few of the responses received: The Manitoba Wildlife Federation replied on March 10, 1988:

There is no question that the Manitoba Wildlife Federation supports your efforts to stop construction of the project without a proper environmental assessment.

They have 16,000 members. The Saskatchewan Wildlife Federation indicated on March 23rd that it endorses SCRAP's objectives. It has 33,000 members. The Federation of Alberta Naturalists said in their letter:

Our federation, representing more than one thousand Albertans, offer you strong support in pressing for a full environmental impact study.

The Canadian Nature Federation response of May 27, 1988 said in part:

Consequently, the Canadian Nature Federation, representing 120 affiliates and some 20,000 individual members, fully supports the work of SCRAP and endorses its objectives.

The Canadian Wildlife Federation said in a letter of March 24, 1988:

This letter is to state that the Canadian Wildlife Federation fully supports the objective of SCRAP to halt the construction of the Rafferty-Alameda Dams until an independent environmental impact assessment study for the entire Souris River drainage basin can be completed.

[Traduction]

réalisation du projet une fois qu'il aurait reçu l'autorisation du gouvernement fédéral. A notre désarroi, encore une fois, en délivrant ce permis le Ministre n'a pas tenu compte de quelques-unes des grandes recommandations du rapport de la Commission d'enquête, notamment celles qui visaient la protection des marécages dans le cours supérieur de la rivière Souris. Le permis a été déposé ce matin, je ne le déposerai donc pas à nouveau.

Après la délivrance du permis provincial au Bureau d'aménagement du bassin de la rivière Souris, une poignée de personnes composée d'environnementalistes, de propriétaires terriens et de citoyens intéressés se sont réunis pour voir s'ils pouvaient faire autre chose pour bloquer le projet, en attendant qu'on en ait adéquatement analysé les incidences. C'est ainsi qu'est née une organisation appelée SCRAP, Stop Construction of the Rafferty-Alameda Project. L'objectif de SCRAP est de faire cesser la construction du projet Rafferty-Alameda jusqu'à ce qu'on ait réalisé une étude d'impact qui soit indépendante et crédible sur le plan scientifique et qui vise tout le bassin hydrographique de la rivière Souris en Saskatchewan, dans le Dakota du Nord et au Manitoba. Nous avons intenté une poursuite pour faire cesser les travaux de construction qui avaient débuté, et ce bien avant qu'on obtienne l'approbation du gouvernement fédéral. Nous avons contacté des groupes de protection de l'environnement pour leur demander leur appui.

Permettez-moi de vous citer quelques-unes des réponses que nous avons reçues: la Manitoba Wildlife Federation a répondu le 10 mars 1988:

Il va de soi que la Manitoba Wildlife Federation soutient les efforts que vous déployez pour faire cesser les travaux de construction du projet en attendant la réalisation d'une étude d'impact appropriée.

La Fédération compte 16 000 membres. La Saskatchewan Wildlife Federation a fait savoir le 23 mars qu'elle approuve les objectifs de SCRAP. Elle compte 33 000 membres. Dans une lettre qu'elle nous a adressée, la Federation of Alberta Naturalists écrit:

La Fédération, qui compte plus de 1 000 Albertains, vous accorde tout son appui en vue de la réalisation d'une véritable étude des incidences environnementales.

La Fédération canadienne de la nature nous a répondu le 27 mai 1988 que:

Par conséquent, la Fédération canadienne de la nature, qui regroupe 120 organismes affiliés et quelque 20 000 particuliers, approuve entièrement le travail de SCRAP et souscrit à ses objectifs.

La Fédération canadienne de la faune, dans une lettre du 24 mars 1988, affirme que:

La Fédération canadienne de la faune souscrit à l'objectif de SCRAP, soit l'interruption des travaux de construction du projet Rafferty-Alameda jusqu'à ce qu'on ait réalisé une étude indépendante des incidences environnementales sur tout le bassin hydrographique de la rivière Souris.

[Text]

SCRAP has received the support of over one-half million people from across Canada through the various organizations endorsing our objective.

Much to our surprise, in June 1988 the federal environment minister issued a licence to Saskatchewan to proceed with the Rafferty-Alameda Project. This licence was issued prior to Manitoba's concerns being addressed, and prior to the release of the environmental impact study being prepared in the United States regarding the Rafferty-Alameda Project. That study was tabled this morning. The federal licence did not provide adequate protection for our dwindling waterfowl resource. Clause 8 of the licence reads:

The Licensee shall construct, operate and maintain the improvement so that the improvement will not cause a net loss of waterfowl productivity in the Saskatchewan portion of the Souris River basin.

I have read this a number of times, and I still do not know exactly what it means. It does not say that you cannot drain 40,000 acres of wetlands. Also, if you are basing your net productivity of waterfowl in southeast Saskatchewan on this year, it would be virtually nil, so it would be very easy to meet that objective.

The federal licence permits, and even invites, the inter-basin transfer of water into the Souris River. This matter was discussed this morning. Clause 9 reads:

The Licensee shall not divert water from outside the Souris River drainage basin if such diverted waters would increase the annual flow of the Souris River at the international boundary above that which would have occurred in a state of nature.

In other words, interbasin transfer is perfectly all right in Saskatchewan. Like North Dakota and Manitoba, we have concerns about interbasin transfer of water in our province as well.

In summary, it is evident that the Rafferty-Alameda project has been politically motivated since the day it was announced in February 1986. The proponents of the Rafferty-Alameda project paid mere tokenism to the environmental consequences of this megaproject. From the outset, the "build now and study later" philosophy has prevailed. The fact that the Souris Basin Development Authority was letting contracts and actually doing physical construction at the Rafferty-Alameda site prior to receiving a federal licence is deplorable and unacceptable. Proponents of the project have reiterated time and again that the dams will be built no matter what.

Because the Souris is an international river, the opponents of this project have asked time and again that the whole Souris River basin be subjected to a basin-wide, independent and scientifically credible environmental impact study. The proponents of this megaproject have repeatedly rejected this request. We can only assume that the proponents are afraid that such a study will halt the Rafferty-Alameda project once and for all.

[Traduction]

SCRAP a reçu l'appui de plus de un million de personnes de tout le Canada, par l'intermédiaire de divers organismes qui partagent notre objectif.

A notre grand étonnement, en juin 1988, le ministre fédéral de l'Environnement a accordé un permis d'exploitation hydraulique à la Saskatchewan, lui permettant ainsi de procéder à la réalisation du projet Rafferty-Alameda. Ce permis a été accordé avant qu'on tienne compte des préoccupations du Manitoba, et avant la publication de l'étude des incidences environnementales préparée aux États-Unis et concernant le projet Rafferty-Alameda. Cette étude a été déposée ce matin. Le permis provincial n'accorde pas une protection suffisante à nos ressources en gibier d'eau, qui diminuent. Selon l'article 8 du permis;

Le titulaire construira, exploitera et maintiendra l'ouvrage de manière que celui-ci n'entraîne pas une perte nette de la productivité en gibier d'eau de la partie du bassin hydrographique de la rivière Souris qui se trouve en Saskatchewan.

J'ai lu ce passage maintes fois et je ne vois pas encore exactement à quoi il rime. Il ne dispose pas qu'on ne peut pas assécher 40 000 acres de marécages. En outre, si pour évaluer la productivité nette en gibier d'eau dans le sud-est de la Saskatchewan, on se base sur les données de cette année, cette productivité serait pratiquement inexistante, et il serait alors très facile de respecter cet objectif.

Le permis fédéral autorise le transfert d'eau d'un bassin hydrographique à un autre. On a discuté de cette question ce matin. L'article 9 se lit d'ailleurs comme suit:

Le détenteur du permis ne peut détourner des eaux se trouvant à l'extérieur du bassin de drainage de la rivière Souris si le débit annuel de cette rivière, à la frontière internationale, atteignait un niveau supérieur à celui qui pourrait être atteint de manière naturelle. (Traduction)

En d'autres mots, le transfert d'eau entre deux bassins hydrographiques est permis en Saskatchewan. Tout comme au Dakota du Nord et au Manitoba, cette question nous inquiète aussi.

En résumé, il est évident que des motifs d'ordre politique sont à l'origine du projet Rafferty-Alameda, et cela depuis qu'on l'a annoncé en février 1986. C'est à peine si les défenseurs de ce mégaprojet on fait semblant de tenir compte, pour la forme, de ses conséquences environnementales. Dès le départ, le principe suivi était «construisons maintenant et voyons plus tard quelles seront les conséquences». Il est déplorable et inacceptable que le Souris Basin Development Authority ait adjugé des contrats et entrepris des travaux de construction avant d'avoir obtenu un permis fédéral. Les défenseurs du projet ont répété à maintes reprises que les barages seraient construits coûte que coûte.

La rivière Souris étant une rivière internationale, les opposants au projet ont demandé à maintes et maintes fois que l'ensemble du bassin de la rivière Souris fasse l'objet d'une étude d'impact sur l'environnement, indépendante et scientifiquement valable. Les défenseurs du mégaprojet ont sans cesse rejeté cette demande. On suppose donc que les tenants de ce

[Text]

Thank you for this privilege to appear before you today. I appreciate the opportunity to table these documents with you and to convey some of the concerns environmentalists have regarding the Rafferty-Alameda project.

The Chairman: As a first item of business, could I have you identify the various documents again before they are tabled, assuming that I will get a motion from honourable senators to that effect.

Mr. Scott: This piece of paper contains a biography about me.

The Chairman: Item No. 1.

Mr. Scott: This is a copy of the *Handsard* of the Saskatchewan Legislature in which it states that 2,400 acres will be pulled out of the Critical Wildlife Protection Act because they would be flooded.

The Chairman: Item No. 2.

Mr. Scott: This is a letter dated, either June 6 or July 6, 1987 from Environment Canada to the provincial environment department.

The Chairman: Item No. 3.

Mr. Scott: The next item contains a couple of letters. One is dated January 22. This is the one that contains language that was not suitable for presentation. It also contains a news clipping dated April 27, 1987. There is another letter dated January 21, 1988 from the Saskatchewan Wildlife Federation to the Premier. And there is a more recent news clipping.

The Chairman: Item No. 4.

Mr. Scott: This is a package of briefs, about 25 of them, that were presented at the hearings held in Saskatchewan in the fall of 1987.

The Chairman: Item No. 5.

Mr. Scott: There are a couple of briefs which I quoted from.

The Chairman: Item No. 6.

Mr. Scott: This is a package of documents and correspondence from over the past two-and-a-half years, mostly with our U.S. counterparts such as the National Wildlife Federation and the Army Corps of Engineers.

The Chairman: Item No. 7.

Mr. Scott: This is a package of correspondence, letters to and replies from the Honourable Tom McMillan.

The Chairman: Item No. 8. The first one is dated December 18, 1987.

Mr. Scott: They may not be in order because I put them together hastily. This is a package of odds and ends dating back to February 1986.

The Chairman: That is item No. 9.

Mr. Scott: These are three clippings pointing out the lack of Manitoba's involvement in the discussions.

[Traduction]

projet craignent qu'une pareille étude n'y mette fin une fois pour toutes.

Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de comparaître devant vous aujourd'hui, de vous présenter ces documents et de vous faire part de certaines des craintes des écologistes à l'égard du projet Rafferty-Alameda.

Le président: En premier lieu, pourriez-vous encore une fois identifier ces divers documents avant qu'ils ne soient joints au procès-verbal, en supposant que les honorables sénateurs présenteront une motion à cet effet.

M. Scott: Ce document contient une biographie à mon sujet.

Le président: Pièce n° 1.

M. Scott: Voici un exemplaire du *hansard* de l'Assemblée législative de la Saskatchewan dans lequel il est dit que 2 400 acres seront soustraits au champ d'application de la Critical Wildlife Protection Act pour être inondés.

Le président: Pièce n° 2.

M. Scott: Voici une lettre envoyée par Environnement Canada, le 6 juin ou le 6 juillet 1987, au ministère provincial de l'Environnement.

Le président: Pièce n° 3.

M. Scott: Le prochain document contient quelques lettres, dont l'une date du 22 janvier. C'est celle qui contient des propos inconvenants. Il y a également un article de journal daté du 27 avril 1987 et une autre lettre du 21 janvier 1988 adressée au premier ministre de la province par la Saskatchewan Wildlife Federation. Il y a également des coupures de presse plus récentes.

Le président: Pièce n° 4.

M. Scott: Voici un paquet d'environ 25 mémoires qui ont été présentés au cours des audiences qui se sont tenues en Saskatchewan à l'automne de 1987.

Le président: Pièce n° 5.

M. Scott: Voici quelques mémoires dont j'ai tiré des citations.

Le président: Pièce n° 6.

M. Scott: Voici un ensemble de documents et de lettres, couvrant une période de deux ans et demi, échangés pour la plupart avec nos homologues des États-Unis, c'est-à-dire la National Wildlife Federation et le Army Corps of Engineers.

Le président: Pièce n° 7.

M. Scott: Voici un ensemble de lettres échangées avec l'honorable Tom McMillan.

Le président: Pièce n° 8. La première est datée du 18 décembre 1987.

M. Scott: Ces lettres ne sont peut-être pas en ordre parce que je les ai rassemblées à la hâte. Voici un groupe de documents hétéroclites remontant jusqu'à février 1986.

Le président: Pièce n° 9.

M. Scott: Voici trois coupures de presse soulignant le peu de participation du Manitoba aux discussions.

[Text]

The Chairman: Item No. 10.

Mr. Scott: This is a clipping indicating a possible conflict of interest or involvement of one of the hearing board members. It was published in the Saskatoon *Star Phoenix*.

The Chairman: Item No. 11.

Mr. Scott: This document gives the background of the organization SCRAP, and the supporting letters that were received.

The Chairman: Item No. 12.

Mr. Scott: The next document is a copy of the federal licence which has already been tabled.

The Chairman: That will be No. 13.

Mr. Scott: These are some recent newspaper clippings and correspondence bringing everything up to date.

The Chairman: That will be No. 14.

May I have a motion that these documents be tabled and form part of the record?

Senator Spivak: I so move.

Hon. Senators: Agreed.

Senator Molgat: Mr. Chairman, could we, the members of the committee, have a list of these documents and those that were tabled this morning so that if any of us want copies of documents we will be able to get them?

The Chairman: We will prepare a description of each of the documents or packages of documents filed for distribution to members of the committee.

Once again, thank you, Mr. Scott. I will now invite honourable senators to ask any questions they may have that arise out of your presentation.

Senator Balfour: Mr. Scott, I think I understood you to say that the Saskatchewan Wildlife Federation supported the opposition to the project under discussion; am I correct?

Mr. Scott: That is correct.

Senator Balfour: Was that an executive decision or a decision arrived at through a vote of the members?

Mr. Scott: At our annual general meeting held last February a resolution was put forward on the floor and it was passed by something like 94 per cent of our membership.

Senator Balfour: Is it correct or not that the Estevan chapter of the Saskatchewan Wildlife Federation supports the project?

Mr. Scott: Yes. Individual members in Estevan do not support it, but most members of the Estevan branch of the federation, which numbers 600 or 700, do support the project.

Senator Balfour: Do you mean they support the dam?

Mr. Scott: That is right, yes.

Senator Balfour: What was the attitude or the position taken by the Saskatchewan Wildlife Federation, or by you personally, with respect to the construction of the Gardiner Dam and the Lake Diefenbaker project?

[Traduction]

Le président: Pièce n° 10.

M. Scott: Voici une coupure de presse tirée du Saskatoon *Star Phoenix* et signalant que l'un des membres de la Commission d'enquête se trouvait peut-être dans une situation de conflit d'intérêt.

Le président: Pièce N° 11.

M. Scott: Ce document explique l'origine de l'organisme SCRAP et il est accompagné des lettres d'appui que nous avons reçues.

Le président: Pièce N° 12.

M. Scott: Le prochain document est une copie du permis fédéral; il a déjà été déposé.

Le président: Pièce N° 13.

M. Scott: Il y a également quelques coupures de presse récentes et des lettres qui constituent une mise à jour de la question.

Le président: Ce sera la pièce N° 14.

Quelqu'un veut-il présenter une motion afin que ces documents soient joints en annexe au procès-verbal?

Le sénateur Spivak: Je le propose.

Des voix: D'accord.

Le sénateur Molgat: Monsieur le président, pourrions-nous obtenir une liste de ces documents et de tous ceux qui ont été déposés aujourd'hui au cas où l'un d'entre nous voudrait obtenir copie d'un document?

Le président: Nous ferons rédiger une description de chacun des documents ou des ensembles de documents qui ont été déposés et nous la ferons distribuer aux membres du Comité.

Une fois de plus, je vous remercie monsieur Scott. J'invite maintenant les honorables sénateurs à vous poser les questions que votre exposé a peut-être suscitées.

Le sénateur Balfour: Monsieur Scott, si je me rappelle bien, vous avez dit que la Saskatchewan Wildlife Federation appuyait ceux qui s'opposent au projet, est-ce exact?

M. Scott: C'est exact.

Le sénateur Balfour: S'agit-il d'une décision prise par l'exécutif ou par les membres par voie de scrutin?

M. Scott: Au cours de notre assemblée générale annuelle de février dernier, l'assemblée a été saisie d'une résolution, adoptée par environ 94 p. 100 des membres.

Le sénateur Balfour: Est-ce vrai que la section Estevan de la Saskatchewan Wildlife Federation appuie le projet?

M. Scott: C'est vrai. Certains ne sont pas d'accord, mais l'ensemble de la section Estevan, qui compte de 600 à 700 membres, appuie le projet.

Le sénateur Balfour: Voulez-vous dire qu'ils sont en faveur de la construction du barrage?

M. Scott: Oui monsieur.

Le sénateur Balfour: Quelle position la Fédération de la Saskatchewan, ou vous-même, aviez-vous adoptée en ce qui concerne la construction du barrage Gardiner et du projet du lac Diefenbaker?

[Text]

Mr. Scott: I do not know exactly when that was built. I think it was in the late 1950s so I was about ten years old and I was not that involved.

Senator Balfour: It may have been the early 1960s.

Mr. Scott: Environment was not much of an issue then.

Senator Balfour: If you were taking a position with respect to that project now, assuming it was just at the consideration stage, what would your position be?

Mr. Scott: I would certainly ask for a responsible EIS, and I think most groups would request that in today's age.

Senator Balfour: Would you oppose it?

Mr. Scott: I guess, depending on what the EIS said and if a lot of questions were unanswered, they probably would oppose it and that would include myself, yes.

Senator Molgat: Mr. Scott, your main concern is that there has not been a proper impact study; is that correct?

Mr. Scott: That is correct. At no time have we said that the project should be shut down totally. We just want our questions answered, and the proponents have thus far not been able to answer our questions about the project. If we get a responsible EIS and if we still have concerns, we will oppose it outright, but we have not had that so far.

Senator Molgat: We were told this morning that studies had been done. What were these studies and what do they show?

Mr. Scott: Again before my time, a number of studies were done. In fact the phrase is often used by the proponents that the project has been "studied to death; let's build it." Well, if it has been studied to death, let us put it to rest. That is our position. The Souris Basin Development Authority report is the only study that has recommended that the project go ahead. All of the others over the last 50 or 60 years have ended up with no dam being built.

Senator Molgat: Is it correct that there was an earlier study in 1978 recommending that it not be done?

Mr. Scott: That is right. I believe the next speaker may comment more on that.

Senator Molgat: Has a cost-benefit study been done? Has there been a proper analysis of all of the losses and all of the costs and then a cost-benefit comparison?

Mr. Scott: Yes. I am not an economist and perhaps our next speaker may be able to elaborate on that. I gather there is a net loss when it comes to cost benefit.

Senator Molgat: A net loss?

Mr. Scott: Right.

[Traduction]

M. Scott: Je ne sais pas exactement quand ils ont été construits. C'était, si je me souviens bien, à la fin des années 50; comme j'avais alors dix ans, je ne m'en suis pas préoccupé.

Le sénateur Balfour: C'était peut-être au début des années 60.

M. Scott: L'environnement n'était pas une question à laquelle on s'intéressait beaucoup à cette époque-là.

Le sénateur Balfour: Si vous aviez aujourd'hui à vous prononcer sur ce projet, en supposant qu'il soit à l'étude, quelle serait votre position?

M. Scott: Je demanderais certainement qu'on réalise une étude d'impact sur l'environnement et de nos jours, je pense que c'est ce que feraient la plupart des groupes.

Le sénateur Balfour: Vous y opposeriez-vous?

M. Scott: Selon ce qu'il ressortirait de cette étude, et si, de plus, de nombreuses questions restaient sans réponse, je pense que notre organisme s'y opposerait, y compris moi-même.

Le sénateur Molgat: Monsieur Scott, votre principale préoccupation est qu'on n'a pas réalisé une étude d'impact adéquate, n'est-ce pas?

M. Scott: C'est exact. Nous n'avons jamais dit qu'il fallait arrêter complètement le projet. Nous voulons simplement qu'on réponde à nos questions, ce que les défenseurs du projet n'ont pas encore fait. Si nous avons toujours des raisons de nous inquiéter après la réalisation d'une étude d'impact fiable, nous nous y opposerons carrément; toutefois, nous n'avons pas encore obtenu cela.

Le sénateur Molgat: On nous a dit ce matin que des études avaient été faites. De quelles études s'agit-il et que contiennent-elles?

M. Scott: Avant que je m'intéresse à cette question, un certain nombre d'études ont été réalisées. Les défenseurs du projet répètent à qui veut l'entendre que le projet a été étudié «à mort» et qu'il est temps de l'entreprendre. Si, comme ils le prétendent, il a été étudié «à mort», qu'on le laisse donc reposer en paix. C'est notre position. Le rapport du Souris Basin Development Authority est la seule étude qui recommande la réalisation du projet. Au cours des 50 ou 60 dernières années, toutes les autres n'ont jamais donné lieu à la construction d'un barrage.

Le sénateur Molgat: Est-il exact qu'une étude antérieure, réalisée en 1978, recommandait de ne pas donner suite à ce projet?

M. Scott: C'est exact. Je pense que le prochain témoin vous en parlera plus longuement.

Le sénateur Molgat: A-t-on réalisé une étude coûts-avantages? A-t-on analysé adéquatement toutes les pertes et tous les coûts et les a-t-on comparés aux avantages?

M. Scott: Oui. Je ne suis pas économiste et le prochain témoin pourrait peut-être aborder cette question plus à fond. Je crois comprendre qu'il s'agit d'une perte sur le plan coûts-avantages.

Le sénateur Molgat: Une perte nette?

M. Scott: Exactement.

[Text]

Senator Molgat: Is that the finding even in the study that has been done?

Mr. Scott: Yes. I believe it was pointed out in the summary tabled this morning.

Senator Molgat: That is certainly not what I understood this morning. From what I heard this morning I thought it was all benefits with no losses. However, that is interesting.

Some years ago, there was some talk about the proposed Burlington Dam in North Dakota. Can you tell us anything about that? Is there any relationship between that decision and the work proposed here?

Mr. Scott: Yes, I guess it was to serve the same purpose, that is, to reduce flooding at Minot. Interestingly enough, the landowners and local people there defeated that project, but then, when the Rafferty-Alameda is up for grabs, these same people in Saskatchewan are saying, "Build it and flood out your land instead of ours." That is basically what I gather from the correspondence I have had and in talking to people.

Senator Molgat: Was there a study of the cost benefits then?

Mr. Scott: I believe there was, but I do not know for sure.

Senator Molgat: To your knowledge, has there been a cost-benefit study on the American side?

Mr. Scott: I am not sure.

Senator Molgat: What about in relation to the Manitoba section?

Mr. Scott: I doubt it very much. Again I am not sure.

Senator Molgat: You say on page 7 that construction was under way long before federal approval for the project was received. When I was asking questions about this this morning, it was my impression that no real construction had started, that it was only preparation—it was all set to go but there was no actual construction.

Mr. Scott: Yes. It was late April or early May when dirt was being moved at the dam site and coffer dams were being built. As far as I am concerned, if dirt is being moved and dams are being built, that is construction. Whether they say it is temporary or whatever, it is still construction.

Senator Spivak: You mentioned in your brief that you have initiated legal action. Can you tell me what sort of legislation that involves and what sort of legal action that is?

Mr. Scott: I would like to defer that question to our next speaker since he is more knowledgeable about that subject.

The Chairman: Is that all right with you, senators?

Hon. Senators: Yes.

Senator Spivak: I believe Senator Molgat has pursued the question that I was interested in but I am not sure if I really understand the situation.

[Traduction]

Le sénateur Molgat: Est-ce la conclusion de l'étude qui a été réalisée?

M. Scott: Oui. On l'a souligné dans le résumé déposé ce matin.

Le sénateur Molgat: Ce n'est pas ce que j'ai compris. On nous a dit ce matin que le projet ne comportait que des avantages. C'est étonnant.

Il y a quelques années, on avait envisagé la construction du barrage Burlington dans le Dakota du Nord. Pouvez-vous nous en parler? Y a-t-il un lien quelconque entre cette décision et le projet actuel?

M. Scott: Oui, je pense que c'était pour la même raison, c'est-à-dire diminuer les inondations à Minot. Point intéressant à noter, les propriétaires fonciers et les résidents de cette région de la Saskatchewan s'opposaient alors à la construction d'un barrage; ils encouragent maintenant la réalisation du projet Rafferty-Alameda qui inonderait d'autres terres que les leurs. C'est ce que j'ai conclu des lettres que j'ai reçues et des conversations que j'ai eues.

Le sénateur Molgat: Une étude des coûts et des avantages a-t-elle été réalisée à ce moment là?

M. Scott: Je pense, mais je n'en suis pas certain.

Le sénateur Molgat: Savez-vous si une étude coûts-avantages a été effectuée aux États-Unis?

M. Scott: Je ne sais pas.

Le sénateur Molgat: Et pour ce qui est de la section se trouvant au Manitoba?

M. Scott: J'en doute beaucoup. Mais encore une fois je n'en suis pas certain.

Le sénateur Molgat: Vous dites à la page 7 que les travaux ont été entrepris bien avant que le gouvernement fédéral n'approuve le projet. Lorsque j'ai posé des questions à ce sujet ce matin, ce n'est pas l'impression que j'ai eue, mais plutôt que les seuls travaux réalisés étaient des travaux préparatoires, que tout était prêt, mais que la construction n'avait pas encore commencé.

M. Scott: En fait, c'est à la fin d'avril ou au début de mai qu'on a commencé à creuser à l'emplacement du barrage et à construire les caissons. À mon avis, ce sont des travaux de construction. Que ces travaux soient temporaires ou autres, ce sont des travaux de construction.

Le sénateur Spivak: Vous signalez dans votre mémoire que vous avez intenté des poursuites. Pouvez-vous me dire quelle loi vous avez invoquée et quel type de poursuites vous avez intentées?

M. Scott: Je préférerais que notre prochain porte-parole réponde à cette question, car il connaît mieux ce sujet que moi.

Le président: Êtes-vous d'accord, sénateurs?

Des voix: D'accord.

Le sénateur Spivak: Je crois que le sénateur Molgat a parlé de la question qui m'intéressait, mais je ne suis pas sûre de comprendre vraiment la situation.

[Text]

You are saying that all of the studies mentioned here by Mr. George Hill this morning recommended against the construction of the dam except for one; is that correct?

Mr. Scott: The last one; right.

Senator Spivak: You say that all of the others indicated that the dam should not be built. Was that on cost grounds, environmental grounds or on what grounds?

Mr. Scott: I would assume it would be on economics, because usually the environment comes second. I imagine it was that that made them decide not to proceed with the dams at that time and at various times.

Senator Spivak: Could you summarize the deficiencies in terms of the environmental impact? What would be the criteria for a proper environmental impact study?

Mr. Scott: I guess that a criterion would be not having a proponent of the project carry out the study. That would be like my saying I should be able to buy more land without having any money. An independent body should do the study.

Just to show you the problem with the incompleteness of the study—not including the whole basin—even in Saskatchewan, the proponents say that those 40,000 acres of wetlands are out of their jurisdiction and if they get drained it is not their fault. If they get drained it will probably be as a result of the Rafferty-Alameda dam. The project is affecting these wetlands upstream. They have been excluded from the EIS, even in Saskatchewan, not to mention the portions of the valley in North Dakota and Manitoba. So it is like remodelling one room in your house and not considering what it will do to the rest of the house. You also mentioned the deficiencies. White-tailed deer is probably one of the most studied species in Saskatchewan. The EIS was unable to determine how many white-tailed deer would be impacted by the project. Our professional biologist said the figure was a lot higher than the EIS stated. So even well-known species like white-tailed deer were not studied. In fact, the proponents have recommended ongoing studies over the next 5 to 10 years to see what the impact is. We think studies after the fact are like counting the war dead. There is no purpose in them, because they are not going to tear down the dam because of a few deer or sharp-tailed grouse or western painted turtles or what have you. They have put the cart before the horse. That is why we say they are using the concept of "build now, study later."

Senator Spivak: You referred in your brief to the no-net-loss-of-wildlife provision. Mr. Hill talked about that as a positive movement in terms of what had been done in this project to protect the environment. I wonder if you could just com-

[Traduction]

Vous dites que toutes les études mentionnées par M. George Hill ce matin, sauf une, étaient contre la construction du barrage, est-ce exact?

M. Scott: Toutes sauf la dernière, c'est exact.

Le sénateur Spivak: Vous dites que toutes les autres indiquaient que le barrage ne devrait pas être érigé. Était-ce pour des raisons financières, environnementales ou autres?

M. Scott: Je présume que c'est du point de vue financier parce que les questions environnementales passent habituellement au second plan. Je suppose que c'est pour cette raison qu'ils ont décidé de ne pas construire certains barrages dans ce cas-là comme dans d'autres.

Le sénateur Spivak: Pouvez-vous faire un résumé des carences en ce qui concerne l'étude sur les effets sur l'environnement? Quels sont les critères d'une bonne étude sur les effets sur l'environnement?

M. Scott: Je crois que l'un des critères est que l'étude ne soit pas réalisée par un promoteur du projet. Ce serait comme de dire que l'on devrait acheter plus de terres tout en étant sans le sou. Une telle étude devrait être entreprise par un organisme indépendant.

Simplement pour vous montrer l'étendue du problème que posent les lacunes de cette étude—en excluant le bassin tout entier—même en Saskatchewan, les promoteurs du projet disent que ces 40 000 acres de marécages échappent à leur compétence et que s'ils sont drainés ils n'en seront pas les responsables. Si ces terres sont drainées, il faudra probablement en imputer le blâme à la construction du barrage Rafferty-Alameda. Le projet aura des répercussions sur ces marécages situés en amont. Ils ont été exclus de l'EIE, même en Saskatchewan, sans compter les portions de la vallée situées au Dakota du Nord et au Manitoba. C'est donc comme si vous rénoviez une pièce de votre maison sans tenir compte des incidences sur toute la maison. Vous avez également parlé des lacunes. Le cerf de Virginie constitue probablement l'une des espèces les plus étudiées de la Saskatchewan. On n'a pas pu démontrer au moyen de l'EIE sur combien de cerfs de Virginie le projet aurait des répercussions. Notre biologiste a déclaré que ce nombre était beaucoup plus élevé que celui que mentionne l'EIE. On n'a donc pas fait d'étude sur des espèces bien connues comme le cerf de Virginie. En fait, les promoteurs du projet ont recommandé que l'on fasse des recherches échelonnées sur les cinq à dix prochaines années pour déterminer quels en seront les effets. Nous croyons que faire des études après coup équivaut à compter les morts après une bataille. Ce sont des études qui ne mènent à rien parce que l'on ne détruira pas un barrage à cause de quelques cerfs, de quelques gélinottes à queue fine ou de quelques tortues peintes de l'Ouest, etc. Ils mettent la charrue avant les bœufs. C'est pourquoi nous disons qu'ils appliquent le principe de construisez maintenant, étudiez plus tard.

Le sénateur Spivak: Vous avez mentionné dans votre mémoire la disposition suivant laquelle il n'y aurait pas d'effets dommageables sur la faune. M. Hill en parle comme d'un élément positif où beaucoup aurait été fait dans ce projet pour protéger l'environnement. Je me demande si vous n'avez rien à

[Text]

ment a little further on it? Why do you think that is not an adequate provision or why can it not work?

Mr. Scott: Certainly, the proponents have said that there would be no net loss of wildlife habitat. Quite frankly, there is only one valley in southeastern Saskatchewan, and if it is flooded they are not going to be able to replace that valley. Their idea is to plant a bunch of trees on the upland. We have asked them where the deer will go for the next 10 years while the trees grow up, and they have no answer. It is just not the same. We could do this mitigation work to enhance the slumping numbers of wildlife species as it is, but just to plant a bunch of trees and assume that, 30 years from now, there will be nice big trees and the deer will come from somewhere to inhabit them just does not replace the valley and the uniqueness of the area. As it is now, in a severe winter, wildlife, in particular white-tailed deer, funnel into that valley from 50 miles on either side because that is the only remaining habitat. They are attracted not only by the trees and shrubs but by the shelter the valley provides.

Senator Spivak: This morning, Mr. Hill painted quite a picture of the benefits of the dam. In particular, he referred to the fact that there is either too much water or not enough, and that this was a way of conserving and storing water for intelligent use—I am not sure if those were his words—as well as the use for the Shand project. There is a question I did not get to ask him and perhaps you could answer it for me. I just wonder what alternatives for flood control and electrical power were considered. Were other alternatives considered for managing the flow of the river? If so, were these rejected, or was anything like that considered in any of these studies or by the government?

Mr. Scott: I have a two-part answer. First of all, the Wildlife Federation, like any environmental group, is not opposed to responsible water management. The problem is that only one scenario was put forth.

Senator Spivak: There were no alternatives put forth?

Mr. Scott: No, there were not. In fact, it was specified—and I think that will be tabled later today—that alternatives should not be looked at.

Senator Spivak: Sorry? It was specified?

Mr. Scott: Sorry. Joe, do you have that? Yes, senator, it was. Mr. Dolecki says it will be coming up.

Senator Spivak: We were also told this morning that the Shand thermal power station was absolutely state of the art in terms of protecting the environment. Could you comment about the Shand thermal power station? What would you say about that statement?

Mr. Scott: I am not too familiar with it, but I gather that lime injection is not state of the art; scrubbers are. They are going with lime injection.

[Traduction]

rajouter à ce sujet? Pourquoi croyez-vous que cette disposition est insuffisante ou inopérante?

M. Scott: Certes, les promoteurs ont déclaré que le projet n'entraînerait pas d'effets néfastes sur l'habitat faunique. Franchement, il n'y a qu'une seule vallée dans le sud-est de la Saskatchewan. Une fois submergée, elle sera irremplaçable. Leur intention est de planter quelques arbres sur les hautes terres. Nous leur avons demandé où les cerfs vivront pendant les dix années que prendront la croissance des arbres: ils n'ont pu répondre. Ce ne sera tout simplement pas pareil. On pourrait dès maintenant faire ce travail d'atténuation des effets pour favoriser la croissance des populations déclinantes d'espèces fauniques, mais le fait de planter quelques arbres et de présumer que, dans 30 ans, ils auront atteint leur pleine maturité et que les cerfs reviendront habiter cette région ne remplacera sûrement pas la vallée et le caractère exceptionnel de la région. A l'heure actuelle, par temps très froid en hiver, la faune, le cerf de Virginie en particulier, converge dans la vallée de 50 milles à la ronde parce que c'est le seul habitat qui reste. Elle y est attirée non seulement par les arbres et les arbustes, mais aussi par l'abri que lui procure la vallée.

Le sénateur Spivak: Ce matin, M. Hill nous a fait un bel éloge des avantages du barrage. Il a mentionné surtout le fait qu'il y a soit trop d'eau soit pas assez et que cela constituait une méthode de conservation et de stockage de l'eau à des fins utilitaires—je ne suis pas sûre s'il a utilisé ces mots-là—de même que pour le projet Shand. Il y a une question que je ne lui ai pas posée et à laquelle vous pourriez peut-être répondre. Je me demande si l'on a tenu compte des solutions de rechange à la lutte contre les inondations et à la production d'électricité. A-t-on songé à d'autres possibilités de gestion de l'écoulement de la rivière? Ces solutions ont-elles été rejetées, le gouvernement en a-t-il tenu compte ou en a-t-il été fait mention dans ces études?

M. Scott: Je vous répondrai en deux points. En premier lieu, la Fédération de la faune, comme tout groupe environnemental, ne s'oppose pas à une gestion responsable des eaux. Le problème réside dans le fait que l'on n'avancait qu'un seul scénario.

Le sénateur Spivak: On n'a pas provoqué de solutions de rechange?

M. Scott: Non. En fait, il était précisé—et je crois que ce document sera déposé plus tard aujourd'hui—que l'on ne devrait pas considérer de solution de rechange.

Le sénateur Spivak: Mes excuses; il était précisé que?

M. Scott: Mes excuses. Joe, avez-vous ce document? Oui, sénateur il l'était. M. Dolecki dit que nous l'aurons.

Le sénateur Spivak: On nous a également dit ce matin que la centrale thermique de Shand était à la fine pointe du progrès en ce qui concerne la protection de l'environnement. Pourriez-vous nous parler de cette centrale? Qu'avez-vous à dire à ce sujet?

M. Scott: Je ne suis pas un expert en la matière, mais je crois que la technique d'injection de chaux n'est pas à la fine pointe du progrès; les épurateurs le sont. Or, ils utiliseront la technique d'injection de chaux.

[Text]

Senator Spivak: Are you saying the Shand power station has no scrubbers?

Mr. Scott: That is correct. They are using lime injection to reduce sulphur emissions.

Senator Spivak: Could you perhaps comment a little further on that? It is not an area with which I am familiar.

Mr. Scott: I am sorry, I am not familiar with it either, since it does not have fur or feathers. I just know they do not have scrubbers.

Senator Spivak: We hear the word "scrubbers" all the time. It is assumed by people like myself that scrubbers are essential for control of emissions.

Mr. Scott: Right, and this power plant will not have scrubbers at all. It will use a lime injection process to reduce the emissions.

Senator Barootes: Thank you for your presentation, Mr. Scott. I take it that your main objection to this development is on the basis of environmental and conservation concerns?

Mr. Scott: That is correct, sir.

Senator Barootes: You are not concerned for economic reasons or on the basis of whether we need more kilowatt hours of power in Saskatchewan?

Mr. Scott: Right.

Senator Barootes: You have told us that some of the organizations, through their executives or through a total vote, are opposed to the project. You have spoken quite a bit about ducks. Did Ducks Unlimited submit a brief in opposition to this project or do they support it?

Mr. Scott: They submitted a brief which basically states that they are concerned about the potential for the draining of upstream wetlands. If Rafferty-Alameda means that these wetlands are to be drained, they are opposed to the project. There is an internal memo in which the water corporation definitely states that Ducks Unlimited is adamantly opposed to the project if wetland drainage will occur.

Senator Barootes: I am sorry to hear that, because my understanding was that, in the final analysis, they were not unhappy with what will be the nesting area in the wetlands. Is this correct?

Mr. Scott: Again, this is a problem that arises because the EIS was so fragmented. Certainly the reservoir itself and the few wetlands that may be created at the end of it will be good for ducks, but it will not replace even a fraction of the ducks that would have been produced in the wetlands that will eventually be drained. The proponents of the project say that these wetlands are out of their jurisdiction, but we believe that the current freeze on the draining of these wetlands will be lifted once those reservoirs are in place, because the risk of a flooding downstream will be removed. In addition, I believe they will need every drop of water they can get to put in their reservoirs.

[Traduction]

Le sénateur Spivak: Voulez-vous dire que la centrale thermique de Shand ne comportera pas d'épurateurs?

M. Scott: C'est exact. On y utilisera la technique d'injection de chaux pour réduire les émissions sulfuriques.

Le sénateur Spivak: Pourriez-vous nous donner des détails? Je ne m'y connais guère.

M. Scott: Mes excuses, moi non plus, puisqu'il ne s'agit pas d'animaux sauvages. Je sais seulement que cette centrale ne comportera pas d'épurateurs.

Le sénateur Spivak: Nous entendons le mot épurateurs à tout bout de champ. Les profanes comme moi estiment normal que les épurateurs soient essentiels à la lutte contre les émissions acides.

M. Scott: C'est exact, cette centrale n'utilisera aucun épurateur. On se servira du processus d'injection de chaux pour réduire les émissions.

Le sénateur Barootes: Je vous remercie de votre présentation, monsieur Scott. Je présume que vous vous opposez à ce projet principalement pour des motifs de conservation et de protection de l'environnement?

M. Scott: C'est juste, monsieur.

Le sénateur Barootes: Vos motifs ne sont pas économiques et vous ne vous demandez pas non plus si nous avons vraiment besoin de plus de kilowatts/heure d'électricité en Saskatchewan?

M. Scott: C'est exact.

Le sénateur Barootes: Vous nous avez dit que certains organismes, par l'entremise de leur direction ou d'un vote unanime, s'opposent au projet. Vous avez beaucoup parlé de la question des canards. L'organisme Ducks Unlimited a-t-il présenté un mémoire favorable ou défavorable à ce projet?

M. Scott: Il a déposé un mémoire qui déclare en substance que le groupe s'inquiète du risque de drainage des marécages en amont. Ainsi, si le barrage de Rafferty-Alameda entraîne le drainage de ces marécages, il s'oppose à sa construction. L'entreprise hydroélectrique a fait circuler une note qui stipule que Ducks Unlimited s'oppose catégoriquement au projet s'il doit entraîner le drainage des marécages.

Le sénateur Barootes: Je suis désolé de l'apprendre, parce que je croyais que, en dernière analyse, cet organisme n'était pas mécontent de ce que sera la région marécageuse de nidification. Est-ce exact?

M. Scott: Encore une fois, c'est là un problème qui vient du fait que l'EIE était si fragmentaire. Certes, le réservoir et les quelques marécages qui seront créés constitueront un excellent milieu pour les canards, mais ils ne remplaceront même pas une fraction de ceux qui seraient nés dans les marécages qui seront ultérieurement asséchés. Les promoteurs du projet disent que ces marécages échappent à leur compétence, mais nous croyons que l'actuel gel qui frappe le drainage de ces marécages sera levé lorsque ces réservoirs seront établis, parce qu'il n'y aura plus de risque d'inondations en aval. En outre, je crois que la société d'électricité aura besoin de la plus grande quantité possible d'eau pour ses réservoirs.

[Text]

Senator Barootes: You did mention that this year those wetlands are fairly dry lands and that there has not been much opportunity for nesting and the growth of waterfowl. Would the creation of the dam and the surrounding wetlands that come along with it provide a better nesting and growth area for the waterfowl in dry years in the future?

Mr. Scott: Not really. Ducks just do not thrive on deep water bodies such as Lake Diefenbaker or even a farm dugout. They like the shallow wetlands, which are two to three feet deep and which produce the aquatic vegetation. This may serve as a staging area in the fall, but for reproduction, no.

Senator Barootes: I was thinking of the wetlands that drain into the area having more water backing into them, and that perhaps those wetlands would remain as wetlands in dry years if the reservoir were completed.

Mr. Scott: The level of the reservoir will fluctuate from year to year, but as far as production goes, the dam will not offset the natural wetlands by any degree.

Senator Barootes: I believe you stated that all previous studies had recommended against the Rafferty-Alameda Dams Project. I understood the one presented to us this morning to say that it could not be justified economically on a water basis alone unless there was an accompanying economically feasible industrial project, which is the Shand project. Is that accurate?

Mr. Scott: I believe it is accurate, yes. Previous studies could not justify the dam economically. The study recommended putting the Shand in even though there is still a net loss in cost benefit.

Senator Barootes: You were good enough to table with the committee some letters between Environment Canada and Environment Saskatchewan. You imply that there was something critical in the federal letter to the provincial environment people about some study or other that they had done.

Mr. Scott: Right.

Senator Barootes: This morning we heard that that was indeed so, but that subsequently, with the interchange of critical information, these shortcomings had been addressed adequately so that the government was quite pleased to accept the EIS and other impact studies and then offered the licence. Am I correct in saying that? I believe you were present in the committee this morning.

Mr. Scott: I was, yes. The letter to which I referred contained comments from the provincial government of Saskatchewan to the federal government on the draft application for a licence. It was released in June or July, 1987. Two months later, another response was given and all of these concerns—mercury in the fish, fluctuating water levels, algae blooms and so on—had disappeared. I do not know the reason for the disappearance of these concerns.

[Traduction]

Le sénateur Barootes: Vous avez bien dit que cette année ces marécages sont en grande partie à sec et qu'il n'y a guère de possibilité de nidification ni de possibilité de croissance du gibier aquatique. L'érection du barrage et la création de marécages environnants favoriseront-elles une meilleure nidification et fourniront-elles un milieu propice à la croissance de la sauvagine dans les années de sécheresse à venir?

M. Scott: Pas vraiment. Le canard ne s'accommode pas des étendues d'eau profonde comme le lac Diefenbaker ni même des mares artificielles. Il préfère les marécages peu profonds, dont la profondeur n'est que de deux ou trois pieds et qui produisent une végétation aquatique. Le genre de marécages dont vous parlez pourraient servir d'aire de repos à l'automne, mais non d'aire de reproduction.

Le sénateur Barootes: Je pensais que davantage d'eau serait refoulée dans le secteur où se déversent ces marécages et que ces derniers conserveraient leur état naturel même les années de sécheresse si le réservoir était créé.

M. Scott: Le niveau du réservoir fluctuera d'année en année, mais en ce qui concerne la production, le barrage ne compensera d'aucune manière les marécages naturels.

Le sénateur Barootes: Je crois que vous avez mentionné que toutes les études précédentes s'étaient prononcées contre le projet de construction du barrage Rafferty-Alameda. Dans l'étude présentée ce matin, il est dit que le projet ne serait justifiable du point de vue économique que s'il était assorti d'un projet industriel réalisable du point de vue économique, soit le projet Shand. Est-ce exact?

M. Scott: Je crois que oui. Des études précédentes n'ont pu justifier la construction du barrage du point de vue économique. L'étude recommandait de l'assortir du projet Shand même s'il en résultait toujours une perte nette en matière de coûts/avantages.

Le sénateur Barootes: Vous avez eu l'amabilité de déposer des lettres que s'étaient échangées Environnement Canada et Environnement Saskatchewan. Vous semblez dire que la lettre d'Environnement Canada comportait un élément de critique envers Environnement Saskatchewan à propos de quelque étude faite par ce dernier.

M. Scott: C'est juste.

Le sénateur Barootes: Ce matin, nous avons entendu que tel était le cas, mais que, par la suite, grâce à l'échange d'informations, les carences avaient été comblées, de sorte que le gouvernement s'était empressé d'accepter l'EIE et les autres études sur les répercussions et d'accorder le permis. Est-ce exact? Je crois que vous étiez présent ce matin.

M. Scott: Oui je l'étais. La lettre à laquelle j'ai fait référence contenait des commentaires du gouvernement provincial de la Saskatchewan au gouvernement fédéral sur la demande provisoire de permis. Ce dernier a été émis au mois de juin ou juillet 1987. Deux mois plus tard, une autre réponse a été donnée et on ne parlait plus de tous ces problèmes—mercure dans le poisson, niveaux d'eau fluctuants, proliférations d'algues, etc. Je ne sais pas pourquoi.

[Text]

Senator Barootes: That letter was dated June or July and the study was completed after that, was it not?

Mr. Scott: Yes.

Senator Barootes: The impact study was then given to the Minister of the Environment for Saskatchewan and was tabled. Could that have been the rectification period which allowed the federal government to agree that this was a much more proper response to the requirements?

Mr. Scott: I gather—and these are my own thoughts—that the provincial government told the federal government that it was none of its business that there was mercury in the fish, and so on, and that is why it was removed from the final report.

Senator Barootes: I read a fair amount about that. As a matter of fact, I received some material on it yesterday. There was some thought that you might bring up the mercury levels in the fish, but there aren't too many fish in the Souris River, as you know. At any rate, the rise of the level of mercury in fish might be slowed down. I believe they showed what would happen in one, five and ten years, after which things would settle down.

I have one other question. You received 25 submissions from people who objected to this project and I was not sure whether they objected prior to the hearings, during the hearings or after the impact study was released.

Mr. Scott: It was after the impact studies; these 25 briefs were all formally submitted at the hearings.

Senator Barootes: Then the hearings resulted in a document?

Mr. Scott: Yes, in a brown book.

Senator Barootes: If I may put it this way, did they object after or before the brown book?

Mr. Scott: They objected before.

Senator Barootes: Do you know how many of those 25 submissions would be from people whose land would be at risk because it is in an area where land may be appropriated?

Mr. Scott: Probably ten out of 25.

Senator Barootes: Perhaps those ten will lose some of their farmland, I see. Thank you for some very useful information, Mr. Scott. Perhaps, if there is time, Mr. Chairman, I will come back to questions later.

Senator Molgat: Before I proceed to some other questions I have in mind, I want to verify something the witness said in answer to a question of Senator Barootes. After the Shand project was put into the equation, the cost benefit was still negative?

Mr. Scott: I believe that is right.

Senator Molgat: That is a critical element in this matter. This is a study that was done by the proponents, not by an independent group?

Mr. Scott: It was done by the proponents.

[Traduction]

Le sénateur Barootes: Cette lettre date de juin ou juillet, mais l'étude n'a été terminée que plus tard, n'est-ce pas?

M. Scott: Oui.

Le sénateur Barootes: L'étude portant sur les répercussions a par la suite été transmise au ministre de l'Environnement de la Saskatchewan et a été déposée. Se pourrait-il que, pendant cette période, le gouvernement fédéral ait fini par convenir que l'on avait davantage satisfait aux exigences?

M. Scott: D'après moi, le gouvernement provincial a dit au gouvernement fédéral de se mêler de ses affaires. Cela expliquerait la disparition de la question du mercure, notamment du rapport final.

Le sénateur Barootes: J'ai beaucoup lu à ce sujet. En fait, j'ai reçu des documents à ce sujet hier. On croyait que vous soulèveriez la question des niveaux de mercure dans le poisson, mais il n'y a pas beaucoup de poissons dans la rivière Souris, comme vous le savez. De toute façon on pourrait ralentir la hausse du degré de mercure dans le poisson. J'estime qu'ils ont montré ce qui pourrait se produire dans un an, cinq ans ou dix ans, après quoi tout se stabiliserait.

J'ai une autre question. Vous avez reçu 25 mémoires de gens qui s'opposent à ce projet et je ne suis pas sûr s'ils s'y étaient opposés avant les audiences, pendant les audiences ou après la publication de l'étude sur les répercussions.

M. Scott: C'était après la parution de ces études; ces 25 mémoires ont tous été soumis officiellement aux audiences.

Le sénateur Barootes: Il est donc résulté des audiences un document?

M. Scott: Oui, un livre brun.

Le sénateur Barootes: Ces groupes se sont-ils opposés au projet avant ou après la parution de ce livre brun?

M. Scott: Avant.

Le sénateur Barootes: Savez-vous combien de ces 25 mémoires proviennent de gens qui risquent de perdre leurs terres parce qu'elles sont situées dans une région qui sera expropriée.

M. Scott: Une dizaine sur 25 environ.

Le sénateur Barootes: Ces dix personnes perdront donc peut-être une partie de leurs terres. Je vous remercie de ces très utiles renseignements, monsieur Scott. Peut-être que si j'en ai le temps, monsieur le président, je poserai d'autres questions plus tard.

Le sénateur Molgat: Avant de continuer la période des questions, j'aimerais vérifier un point soulevé par le témoin en réponse à une question du sénateur Barootes. Même après avoir tenu compte du projet Shand, il n'y avait toujours pas de rentabilité?

M. Scott: Je pense que vous avez raison.

Le sénateur Molgat: C'est là une question essentielle. C'est une étude qui a été effectuée par les tenants du projet et non par un groupe indépendant?

M. Scott: En effet.

[Text]

Senator Molgat: We are hearing some very different statements from what we heard this morning.

Mr. Scott: To the best of my knowledge, that is correct, but I do stand to be corrected. I am not an economist.

Senator Molgat: On another point which I believe Senator Spivak was asking about, did I understand you to say that the Shand project will not have up-to-date pollution control equipment on its air emissions?

Mr. Scott: It is controlling pollution by lime injection, not scrubbers. To some people, perhaps lime injection is an up-to-date way of controlling emissions.

Senator Molgat: I will have to pursue that further, because from Manitoba's standpoint, we are downstream of the wind as well as the water. I would be interested in receiving more information on that subject.

Now I would like to deal with the interbasin transfer. You may be aware that in the fight over the Garrison Dam the fact that they could not transfer water from the Missouri basin into the Red River basin was the final turning point—at least in my opinion.

Can you tell us about possible interbasin transfers in this case?

Mr. Scott: There is the report on the South Saskatchewan River basin. I do not have that report, and I am not familiar enough with it to comment on it. However, I have enclosed a clipping in my brief which indicates that a Saskatchewan cabinet minister has recently announced that there is no reason why we cannot look at bringing water down from the Churchill River north of La Ronge, down through Saskatchewan to Last Mountain Lake, into the Qu'Appelle River, and eventually into the Souris River. That may not be supported by the government, but it is in print. The fact that it is in print gives us some suspicion that interbasin transfer is being looked at.

Senator Molgat: What about the Saskatchewan Power Corporation?

Mr. Scott: I could not comment on that.

Senator Molgat: If such interbasin transfers were accepted within Canada, do you think that would harm our position vis-à-vis the Garrison Dam?

Mr. Scott: I believe it would. What is good for one is good for the other.

Senator Molgat: I would like to come back to the quality of water that Manitoba would receive. This morning Mr. Hill agreed that the quality would be affected. The water quality would not be as good as it has been. Do you have any comments to make as to what effect you see and to what extent?

Mr. Scott: I am not a hydrologist, but it is basic knowledge that, if you are only going to get a small percentage of the water you used to get, the quality is not going to be as good.

Senator Molgat: Is Manitoba going to get substantially less water?

[Traduction]

Le sénateur Molgat: Il en allait tout autrement ce matin.

M. Scott: Je pense franchement avoir été exact, mais je puis faire erreur car je ne suis pas économiste.

Le sénateur Molgat: Au sujet d'un autre point que je pense la sénatrice Spivak a abordé, avez-vous bien dit que le projet Shand ne prévoit aucune installation moderne de réduction de la pollution pour ses émissions de polluants dans l'atmosphère?

M. Scott: La pollution sera réduite par injection de chaux et non par épuration. Aux yeux de certains, l'injection de chaux est peut-être un moyen moderne pour supprimer les émissions.

Le sénateur Molgat: Je pousserai cette affaire plus loin car au Manitoba, nous sommes sous le vent et en aval des cours d'eau. Je serais donc désireux de recevoir plus de renseignements sur ce sujet.

J'aimerais maintenant aborder la question du transfert entre bassins. Je pense que vous savez que dans cette bataille au sujet du barrage Garrison, c'est à mon avis la question de l'impossibilité de transférer l'eau du bassin du Missouri dans le bassin de la rivière Rouge qui a été l'obstacle décisif.

Pourriez-vous nous dire ce qu'il en est des possibilités de transfert entre bassins hydrographiques dans ce cas-ci?

M. Scott: Vous pouvez consulter le rapport sur le bassin de la rivière Saskatchewan-Sud. Je ne l'ai pas en ma possession et je ne le connais pas suffisamment pour pouvoir en parler. Toutefois, vous trouverez dans mon mémoire une citation d'un ministre du cabinet de la Saskatchewan qui a annoncé récemment qu'il ne voyait aucun obstacle au fait d'acheminer l'eau par la rivière Churchill, à partir du nord de La Ronge, du nord au sud de la Saskatchewan jusqu'au lac Last Mountain, d'où elle sera déversée dans la rivière Qu'Appelle, puis dans la rivière Souris. Ce projet peut ne pas recevoir l'appui du gouvernement, mais il a été formulé. De ce fait, on peut penser que le transfert d'un bassin hydrographique à un autre est une possibilité.

Le sénateur Molgat: Et la société d'hydroélectricité de la Saskatchewan?

M. Scott: Je ne puis rien en dire.

Le sénateur Molgat: Si de tels transferts étaient acceptés au Canada, pensez-vous que la position que nous avons prise au sujet du barrage Garrison pourrait être compromise?

M. Scott: Je le pense. Ce qui vaut pour l'un vaut pour l'autre.

Le sénateur Molgat: J'aimerais revenir à la qualité de l'eau qui serait dévolue au Manitoba. Ce matin, M. Hill a convenu que la qualité de l'eau en souffrirait. Qu'en pensez-vous?

M. Scott: Je ne suis pas hydrologiste, mais il est entendu qu'avec une proportion réduite d'eau, la qualité ne sera pas aussi bonne.

Le sénateur Molgat: Le Manitoba va-t-il recevoir beaucoup moins d'eau?

[Text]

Mr. Scott: If Saskatchewan keeps 50 per cent instead of 15 per cent of the water, somebody is going to be getting less.

Senator Spivak: My question relates to the level of the flow in the Souris. You said that there was one report which recommended that it would be economically beneficial to go ahead with the dam. Do you know what level of spring runoff and river flow that is based on?

I asked Mr. Hill this morning if the quality of water would be affected if the drought were to last for the number of years predicted for the Prairies. He said that if there were very low water levels the quality of water would be affected. What sort of water flow are the projections for the dam based upon?

Mr. Scott: Water records on the Souris River were first kept in 1912. According to those, if the Rafferty Dam had been built in 1912 it would not have filled until around 1950.

Senator Barootes: What is the authority for that?

Mr. Scott: Water records for the flow of water on the Souris River were started in 1912. If the Rafferty Dam had been built in 1911 and in place for 1912 it would not have filled until around 1950.

Senator Barootes: I heard the statement, but I was asking who the engineering authority is for that statement? That is not the material that has been provided to us.

Mr. Scott: We will table that.

The Chairman: I see a later witness is prepared to answer, but because he is not at the table we will proceed with the question at a later time.

Senator Spivak: What was in that last report in terms of the flows of water that they were basing their projections on for the dam?

Mr. Scott: The EIS that the Souris Basin Development Authority has tabled has, for some reason, assumed that the dam will fill overnight. They have started out with a full reservoir. That does not make sense, because it will not be filled the day after it is built. To begin with, that throws the calculations out. It is like buying a farm and saying that it is paid for the next day. Their assumption is that the dam is full when they start.

Senator Spivak: Are you saying that that is one of the faulty assumptions in this report which recommended that it would be economically feasible to build the dam?

Mr. Scott: That is correct.

Senator Barootes: I have two areas I want to pursue. One of them has to do with the statement about the habitat and the inhabitants.

My concern is the conflict of that statement that you made with the statement we heard as a result of these undertakings. You say that you will be more than able to fully mitigate the habitat and inhabitants, and even make the picture brighter. Of course, from the fisheries' viewpoint we know that it has to be

[Traduction]

M. Scott: Si la Saskatchewan garde 50 p. cent au lieu de 15 p. cent de l'eau, il va falloir qu'une province en reçoive moins.

Le sénateur Spivak: Je veux parler plus précisément du débit de la rivière Souris. Vous avez dit que selon un rapport, il serait plus économique de construire le barrage. Savez-vous sur quel niveau de dégel printanier et de débit fluvial on se fonde?

J'ai demandé à M. Hill ce matin si la qualité de l'eau changerait s'il y avait une sécheresse pendant le nombre d'années prévu pour les Prairies. Il a répondu que si le niveau d'eau était très bas, la qualité de l'eau changerait. Sur quel genre de débits les extrapolations effectuées pour le barrage sont-elles fondées?

M. Scott: Les dossiers hydrologiques de la rivière Souris remontent à 1912. Si le barrage Rafferty avait été construit en 1912, il n'aurait pas été rempli avant 1950 environ.

Le sénateur Barootes: Sur quelle autorité vous fondez-vous?

M. Scott: Les dossiers hydrologiques relatifs au débit de la rivière Souris ont commencé en 1912. Si le barrage Rafferty avait été construit en 1911 et était entré en service en 1912, il n'aurait pas été rempli avant 1950 environ.

Le sénateur Barootes: J'avais entendu, mais je voulais savoir quel ingénieur avait fait cette déclaration? Nous n'avons pas ces renseignements entre les mains.

M. Scott: Nous les déposerons.

Le président: Je vois qu'un dernier témoin est disposé à répondre, mais comme il n'est pas au bureau nous passerons à cette question plus tard.

Le sénateur Spivak: Que contenait le dernier rapport au sujet des débits d'eau sur lesquels étaient fondées leurs extrapolations en faveur de la construction du barrage?

M. Scott: En présentant son rapport des répercussions écologiques, l'administration du bassin hydrographique de la rivière Souris avait présumé que le barrage se remplirait du jour au lendemain. Elle a donc calculé en fonction d'un réservoir plein. C'est ridicule, parce que ce réservoir ne se remplira pas aussi rapidement. Les calculs étaient donc faussés dès le départ. C'est un peu comme construire une exploitation agricole et dire qu'elle sera payée le lendemain. On avait présumé que le barrage serait rempli dès le départ.

Le sénateur Spivak: Voulez-vous dire que c'est l'une des failles de ce rapport qui concluait qu'il serait économique de construire le barrage?

M. Scott: C'est exact.

Le sénateur Barootes: Il y avait deux aspects que je voulais traiter un peu plus en profondeur. L'un d'entre eux avait trait à la déclaration qui a été faite au sujet de l'habitat et ses habitants.

Je m'inquiète de l'écart qui existe entre cette déclaration que vous avez faite et celle que nous avons entendue. Vous dites que vous serez des plus capables d'améliorer les choses pour l'habitat et même pour les habitants. Bien sûr, nous savons que les pêches y gagneront, parce qu'il n'y a à l'heure actuelle

[Text]

better, because there are no fish there right now. Yet you say that you cannot even report a net break-even.

Mr. Scott: That is our feeling, yes.

Senator Barootes: It is really a difference of opinion as to the people assessing it?

Mr. Scott: Yes.

Senator Barootes: Is it correct that you would like a whole basin study as we had wished with the South Saskatchewan River, the North Saskatchewan River, the Oldman River, and all the others?

Mr. Scott: That is correct.

Senator Barootes: In view of the fact that this involves one state, two provinces and two countries, who do you think would be authorizing the kind of study that you propose, and who might pay for it?

Mr. Scott: The Souris River is an international river. I would assume that there would be federal involvement on both sides of the border. There is a body called the International Joint Commission in place to settle disputes.

Senator Barootes: The International Joint Commission has not been conducting studies on these things in the past, at least not that I am aware. It gives decisions on other people's work.

Where would they find the kind of people you call independent, scientifically credible authorities?

Mr. Scott: I guess people who don't work for government, people who do not have a vested interest, perhaps scientists from universities and professional people would be called.

Senator Barootes: You have to get them from somewhere outside the system.

Mr. Scott: That is right.

Senator Barootes: Who were the scientists and the people involved in the EIS which was done in Saskatchewan that you deplore?

Mr. Scott: I am not sure of all the people involved. I know there were some out-of-province people, but it was done under the auspices of the Souris Basin Development Authority, which is the proponent of the project.

Senator Barootes: I understand that. What you are saying is that they were paying for the study.

Mr. Scott: Right.

Senator Barootes: Were they doing this study?

Mr. Scott: They were supervising and designating what information was required and basically overseeing the project, yes.

Senator Barootes: I am not sure who the personnel or the experts were, but maybe someone can answer that. I understood that the kind of people you call independent, scientifically credible authorities were the ones who undertook the study and produced the brown book.

[Traduction]

aucun poisson dans cette région. Pourtant vous dites que vous ne pouvez nous donner une idée juste.

M. Scott: C'est l'impression que nous avons, oui.

Le sénateur Barootes: Est-ce vraiment une divergence d'opinions qui se manifesterait selon ceux qui sont chargés d'évaluer cette question?

M. Scott: Oui.

Le sénateur Barootes: Est-il exact que vous souhaiteriez que soit effectuée une étude complète du bassin, comme nous l'avions souhaité d'ailleurs pour la rivière Saskatchewan-Sud, la rivière Skaskatchewan-Nord, la rivière Oldman et toutes les autres?

M. Scott: C'est exact.

Le sénateur Barootes: Étant donné qu'un État, deux provinces et deux pays sont en cause, qui selon vous autoriserait le genre d'étude que vous proposez et qui en paierait la note?

M. Scott: La rivière Souris est une rivière internationale. J'imagine qu'il faudrait une participation au niveau fédéral entre le Canada et les États-Unis. Il existe justement un organisme appelé la Commission mixte internationale qui est chargée de régler les différends.

Le sénateur Barootes: La Commission mixte internationale n'a jamais fait effectuer d'étude de ce genre, du moins pas que je sache. Elle rend des décisions sur les travaux d'autrui.

Où trouvera-t-elle le genre d'experts que vous qualifiez d'indépendants, d'autorités crédibles scientifiquement?

M. Scott: J'imagine que ce serait à l'extérieur du gouvernement, des gens qui n'ont pas d'intérêt personnel, peut-être des scientifiques affiliés à une université et des professionnels.

Le sénateur Barootes: Il faudrait les recruter à l'extérieur du système.

M. Scott: C'est juste.

Le sénateur Barootes: Qui étaient les scientifiques et les personnes qui ont fait ce rapport sur les répercussions écologiques en Saskatchewan, rapport que vous déplorez d'ailleurs?

M. Scott: Je ne suis pas sûr de tous ceux qui y ont participé. Je sais que certains ont été recrutés à l'extérieur de la province, mais cette étude a été effectuée sous les auspices de l'administration du bassin hydrographique de la rivière Souris, qui a proposé le projet.

Le sénateur Barootes: Je comprends. Vous voulez dire qu'elle a payé pour faire effectuer cette étude.

M. Scott: En effet.

Le sénateur Barootes: A-t-elle fait l'étude elle-même?

M. Scott: Elle l'a supervisée et a choisi l'information nécessaire, mais essentiellement, elle a présidé à tout le projet, oui.

Le sénateur Barootes: Je ne suis pas sûr des membres du personnel ou des experts qui y ont participé, mais peut-être que quelqu'un le sait. Je croyais que le genre d'autorité indépendante, crédible d'un point de vue scientifique, était celle justement qui avait entrepris l'étude et qui l'avait menée à terme.

[Text]

Mr. Scott: Yes, the final report. Certainly the actual people were independent, but it was done under the auspices of the proponent. The proponent should not be doing the study that—

Senator Barootes: But someone has to pay for it.

Mr. Scott: That is correct.

Senator Barootes: That is what the Government of Saskatchewan, whose project was involved, wanted to know about the dams in the environmental study. If they did not pay for it, I certainly do not think the people of Saskatoon or North Battleford would pay for it. Who else can you imagine might undertake the cost of such a study, when it was within their area, if not the Souris Basin Development Authority? Someone had to pay for it, even though they might get some of their people from Winnipeg, as I understand they did, and from other provinces and other authorities to give them credible, scientific, authoritative information. I would have thought you would have been pleased with the EIS, but you disagree with it so you want another EIS done.

Mr. Scott: Yes. It does not answer our concerns, and it has not dealt with all of the issues in the Souris basin, even in Saskatchewan.

Senator Spivak: Mr. Hill, in this part that you were looking at, Senator Barootes, said that approximately 50 per cent of the total project costs of \$120 million in 1985 dollars are directed to the mitigation of the impact of the Rafferty-Alameda project on the environment.

Mr. Scott: That includes the replacement of oilfields and agricultural land. Actual wildlife mitigation is \$4 million; and out of a \$1.3 billion project it is approximately 3 or 4 per cent of the total project.

Senator Spivak: He also says that the effort they have made is quite considerable and totally consistent with the philosophy of sustainable development which is so prevalent in Canada today. Do you have any comment on that?

Mr. Scott: I disagree with it.

Senator Spivak: I don't know if that philosophy is so prevalent in Canada today.

The Chairman: Mr. Scott, thank you very much for coming to Ottawa to appear before us this afternoon. You have been very helpful, and I thank you on behalf of the committee.

Honourable senators, we will now go to the next witness, Professor Dolecki, who is with the Department of Economics at Brandon University.

Professor Dolecki, will you say a few words of introduction in terms of your own background and then proceed with your presentation? We will then have some questions for you.

I understand that you have documents to table, as have the previous witnesses, and, as has been the case with the other witnesses, at the end of your presentation I will accept them and ask for a motion to table them with the committee. Please proceed, Professor Dolecki.

[Traduction]

M. Scott: Oui, jusqu'au rapport final même. Certes, c'étaient des indépendants, mais l'étude a été effectuée sous les auspices de l'organisme qui l'a proposée et qui dès lors n'aurait pas dû effectuer l'étude qui...

Le sénateur Barootes: Il faut bien que quelqu'un paie la note.

M. Scott: Vous avez raison.

Le sénateur Barootes: C'est ce que le gouvernement de la Saskatchewan, dont les projets étaient en cause, voulait savoir au sujet des barrages dans cette étude environnementale. S'ils n'en payaient pas la note, ce ne serait certainement pas les habitants de Saskatoon ou de North Battleford qui le feraient. Qui d'autre que l'administration du bassin hydrographique de la rivière Souris pouvait assumer le coût d'une telle étude dans son propre territoire? Quelqu'un devait payer la note, même si une partie du personnel provenait de Winnipeg, à ce que je sache, et d'autres provinces et administrations, pour que l'information requise soit crédible, scientifique et exécutoire. J'aurais cru que ce rapport sur les répercussions écologiques vous aurait plu, mais vous le rejetez et vous en voulez un autre.

M. Scott: Oui. Il ne répond pas à tous nos points d'interrogation et il ne vide pas la question du bassin hydrographique de la rivière Souris.

Le sénateur Spivak: Monsieur Hill, dans cette partie que vous avez examinée, le sénateur Barootes a déclaré qu'approximativement 50 p. 100 des coûts totaux du projet, qui s'élèvent à 120 millions de dollars en dollars de 1985, visent à atténuer l'incidence du projet Rafferty-Alameda sur l'environnement.

M. Scott: Cette somme comprend le coût de remplacement des gisements de pétrole et des terres agricoles. Pour la faune, ce sera 4 millions de dollars ce qui, sur un projet de 1,3 milliard de dollars, correspond approximativement à 3 ou 4 p. 100.

Le sénateur Spivak: Il dit également que l'effort déployé a été très considérable et tout à fait en accord avec la philosophie d'une mise en valeur cohérente, qui prévaut au Canada aujourd'hui. Avez-vous des observations à faire à ce sujet?

M. Scott: Je suis en désaccord.

Le sénateur Spivak: Je me demande si cette ligne de pensée est si répandue au Canada aujourd'hui.

Le président: Monsieur Scott, merci beaucoup d'être venu à Ottawa pour comparaître devant nous cet après-midi. Vous nous avez été très utile et je vous remercie au nom du Comité.

Nous accueillerons maintenant le témoin suivant, le professeur Dolecki, qui appartient au département d'économie de l'Université Brandon.

Monsieur Dolecki, auriez-vous l'amabilité de vous présenter au Comité, après quoi vous pourrez commencer votre déclaration. Nous vous poserons ensuite des questions.

On m'informe que, comme les autres témoins, vous avez des documents à nous remettre. À la fin de votre déclaration, je demanderai donc qu'on propose d'annexer vos documents aux délibérations d'aujourd'hui. Veuillez commencer, monsieur Dolecki.

[Text]

Mr. Joseph Dolecki, Assistant Professor of Economics, Brandon University: Briefly, since I would like to focus on the project as opposed to myself, I am an Assistant Professor of Economics at Brandon University. My background is in economic development, resource economics, the history of economic doctrines and economic history—it is a mixed bag. I have been at Brandon University since 1980.

With respect to this particular project, I have been examining it for about one year and a half. I have made submissions to a number of bodies on this matter, including the board of inquiry in Saskatchewan, the Army Corps of Engineers in the United States and the Environmental Protection Agency in the United States. I will provide you with those documents later.

With respect to those documents, I have not had an opportunity to make photocopies of everything. When I table them—and if you accept them—I would appreciate it if you could make a copy of them for me.

The Chairman: We can arrange that.

Mr. Dolecki: Thank you.

Since we are apparently under enormous time constraints, I would like to make one or two points and then leave the balance of the time for questions. I would also like to address some of the questions posed to the previous speaker and some of the questions that were raised this morning.

I would like to speak first to the question which I understood was the basis for starting this set of hearings, which has to do with the question of the granting of the IRIA licence in relation to the concerns of the Province of Manitoba.

The Chairman: The first time you use the acronym IRIA could you please state what it means?

Mr. Dolecki: The International Rivers Improvement Act licence with respect to the question of Manitoba.

I have a number of documents, which I shall table, relating to Manitoba's interests and the activities of successive governments of Manitoba in regard to this particular project. The documentation begins, in essence, in October 5, 1987. There is a memorandum from John Plohma, the then Minister of Natural Resources, to Mr. Gerard Lecuyer, the Minister of Environment, on the question of the proposed Rafferty—Alameda Dams and Reservoirs. At that particular point in time my understanding is that they received copies of the briefs that were presented at the Rafferty and Alameda hearings in Saskatchewan. They raised a number of questions, particularly with respect to the next document to be tabled, a letter of July 6, 1987 from Mr. Halliday of Environment Canada.

The principal question raised by that for Manitoba has to do with water quality and quantity at that particular point in time. A number of questions were raised.

[Traduction]

M. Joseph Dolecki, professeur adjoint d'économie, Université de Brandon: Permettez-moi de me présenter brièvement car je préférerais insister davantage sur le projet qui nous intéresse. Je suis professeur d'économie à l'Université Brandon. Je suis spécialisé dans diverses disciplines dont le développement économique, l'économie des ressources, l'histoire des doctrines économiques et l'histoire économique. J'enseigne à l'Université Brandon depuis 1980.

J'étudie le projet qui retient actuellement notre attention depuis un an et demi. J'ai présenté des mémoires à plusieurs organismes sur la question et notamment à la Commission d'enquête étudiant le sujet en Saskatchewan, à la Corps of Engineers (association des ingénieurs) des États-Unis et à la Environmental Protection Agency (Agence de protection environnementale) aux États-Unis. Je vous remettrai ces documents plus tard.

Je n'ai pas eu le temps de préparer des photocopies de tous ces documents. Si vous acceptez de les annexer à vos délibérations d'aujourd'hui, je vous saurai gré de faire une photocopie à mon intention.

Le président: Nous y verrons.

M. Dolecki: Je vous remercie.

Comme je sais que le temps nous presse, j'aimerais m'en tenir à quelques points. Je réserverai du temps à vos questions parce que j'aimerais répondre à certaines des questions qui ont été posées aux témoins précédents ainsi qu'à certaines questions qui ont été soulevées ce matin.

J'aimerais d'abord vous entretenir du sujet qui a donné lieu à ces audiences, c'est-à-dire à la délivrance d'un permis en vertu de la IRIA et des préoccupations exprimées par la province du Manitoba à ce sujet.

Le président: Comme c'est la première fois que vous utilisez ce sigle, pourriez-vous nous dire ce que signifie IRIA?

M. Dolecki: Il s'agit de la Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eaux internationaux.

J'ai un certain nombre de documents portant sur les intérêts du Manitoba et les mesures prises par les différents gouvernements du Manitoba au sujet de ce projet. Je remettrai ceux-ci au comité. Les documents que désire présenter au Comité remontent essentiellement au 5 octobre 1987. Parmi ceux-ci, vous remarquerez une note qu'a envoyée M. John Plohma, alors ministre des Ressources naturelles, à M. Gérard Lecuyer, ministre de l'Environnement, sur la question des projets de barrages et de réservoirs Rafferty et Alameda. Si je ne m'abuse, ces personnes ont reçu à l'époque des mémoires qui avaient été soumis en Saskatchewan dans le cadre des audiences de Rafferty et d'Alameda. Dans la correspondance qu'ils ont échangé, ils soulevaient un certain nombre de questions liées en particulier au document que je vous remettrai, c'est-à-dire à la lettre datée du 6 juillet 1987 et signée par M. Halliday d'Environnement Canada.

La question principale qui se posait pour le Manitoba portait sur la qualité et la quantité d'eau à ce moment donné. Ce document, que je vous présenterai plus tard, soulevait donc un certain nombre de questions.

[Text]

The Government of Manitoba approached this question at the beginning in two basic ways, as the context of the documents I will reveal. The first deals with the question of propriety and the whole matter of federal-provincial relations. Manitoba's position in relation to this issue flows out of the rights that Manitoba enjoys under the Boundary Waters Treaty, Article IV, in relation to water quality, namely, the relationship between how those rights are protected and how they are exercised by the jurisdiction.

The documents I have reveal that the Government of Manitoba attempted to rely on two branches of the federal government, the Department of External Affairs and the Department of the Environment, to safeguard its claims and rights under the Boundary Waters Treaty. I would refer you to a memorandum from T.E. Weber, engineer, dated October 14, 1987, to D. F. Stewart, Deputy Minister of Natural Resources. On page 3 of this memorandum he states:

The Honourable Joe Clark responded on June 3, 1986, with his assurance that federal approval for the project would not be given until Manitoba's concerns had been fully addressed.

Those have to do with water quality and quantity concerns, and, in particular, the question of water quality alterations that are implied by this particular project.

Senator Barootes: The date of that letter was October 14?

Mr. Dolecki: Right.

Senator Barootes: That letter from Weber to Stewart was 1984?

Mr. Dolecki: They were basing their claim on a 1986 letter from Mr. Clark. They had raised the question early in 1986 when the project was announced. Evidently correspondence exists between the Department of External Affairs and the Government of Manitoba—which would be useful to see but which I do not have—in which they claim that the federal approval for the project—that is, a licence for this particular project—would not be granted until Manitoba's concerns have been fully addressed.

Senator Molgat: Can we request that correspondence?

The Chairman: Yes; we will. Whether we will receive it or not I do not know, but I am sure that we will.

Senator Barootes: Whether we receive it or not is problematical.

The Chairman: Please proceed, Professor Dolecki.

Mr. Dolecki: The major problem, as it emerged out of the Rafferty and Alameda hearings in Saskatchewan, dealt with the environmental impact statement prepared by the Souris Basin Development Authority. If you read the first page in the project description volume it will tell you that the coverage and scope of that particular environmental impact statement was simply "within the boundaries of the province of Saskatchewan." A statement on page 1 states that the U.S. Army Corps

[Traduction]

Les documents dont je dispose établissent que le gouvernement du Manitoba a approché la question d'une façon générale. La province a d'abord demandé à qui appartenaient ces biens et s'est interrogée sur l'incidence de la question sur les relations fédérales-provinciales. En particulier, le Manitoba a fondé sa position dans ce domaine sur les droits qui sont exposés à l'article IV de la Loi du Traité des eaux limitrophes internationales en ce qui touche la qualité de l'eau et notamment sur la relation entre la façon dont ces droits sont protégés et la façon dont ils sont exercés par le gouvernement compétent.

Les documents que je possède établissent que le gouvernement du Manitoba s'en est remis aux deux ministères fédéraux compétents, soit le ministère des Affaires extérieures et le ministère de l'Environnement pour sauvegarder ses droits et ses revendications en vertu de la Loi du Traité des eaux limitrophes internationales. Je songe, en particulier, à la note de service qu'a envoyée par M. T.E. Weber, ingénieur, datée du 14 octobre 1987 à M. D.F. Stewart, sous-ministre des Ressources naturelles. On lit ce qui suit à la page 3 de cette note:

L'honorable Joe Clark a confirmé le 3 juin 1986 que le gouvernement fédéral n'approuverait pas ce projet jusqu'à ce qu'on ait étudié en profondeur les préoccupations du Manitoba.

Ces préoccupations portaient sur la qualité et la quantité de l'eau et, en particulier, sur les incidences que ce projet particulier pourraient avoir à cet égard.

Le sénateur Barootes: Cette lettre est datée du 14 octobre, n'est-ce pas?

M. Dolecki: C'est juste.

Le sénateur Barootes: La lettre qu'a envoyée M. Weber à M. Stewart ne remonte-t-elle pas à 1984?

M. Dolecki: Cette assurance leur avait été donnée par M. Clark dans une lettre en 1986. La question avait été soulevée dès le début de 1986 au moment de l'annonce du projet. Le ministère des Affaires extérieures et le gouvernement du Manitoba ont manifestement échangé une correspondance à ce sujet, correspondance qu'il nous serait utile de consulter, et dans laquelle le gouvernement fédéral se serait engagé à ne pas délivrer de permis pour ce projet particulier avant d'avoir étudié minutieusement les réserves du Manitoba.

Le sénateur Molgat: Pouvons-nous demander qu'on nous fournisse cette correspondance?

Le président: Oui, je le ferai. Je ne sais pas si nous l'obtiendrons, mais je demanderai qu'on nous la fournisse.

Le sénateur Barootes: On verra bien si nous la recevrons.

Le président: Allez-y, monsieur Dolecki.

M. Dolecki: Le principal problème qui est ressorti lors des audiences tenues en Saskatchewan pour étudier les projets Rafferty et Alameda avait trait à l'énoncé des incidences environnementales établi par le Bureau d'aménagement de la Souris. Il est fait état à la première page du document décrivant le projet que l'énoncé des incidences environnementales ne portait que sur les conséquences des projets pour la province de la Saskatchewan. À la page 1 du document, on peut lire que le

[Text]

of Engineers would analyze the downstream impact, including the impact on the province of Manitoba.

That statement was a concern for a number of people—for example, myself. Having had some experience with reading what the Army Corps of Engineers does, one always has to look upon them with a certain amount of skepticism. You have to be careful with them, because they have a record of being difficult in these matters.

The report they are referring to there is something called the Souris River Basin Project General Plan Report and Final Environmental Impact Statement, a draft of which was finished in 1987. The final copy of that report was completed in July of 1988, and I have a copy with me that I would like to table, and I will make reference to it. That report, by the way, is available free of charge if you call them. They are good about that.

According to the internal memorandum from the Government of Manitoba of the day, as of November 1987 they were awaiting the analysis done by the U.S. Army Corps of Engineers with respect to Manitoba's concerns and interests—in particular, water quality and water quantity. As it turns out, when the particular document was released, the question of Manitoba's concerns was only partly addressed. In particular, in the way in which the army engineers defined their study, they looked upon this entire project as a flood control project to protect the town of Minot and give that town 100 years of flood protection. That meant that from the perspective of their analysis on the downstream impacts their study was very narrow. They only examined the question of what the downstream impacts of the flood control operating plan would be in years when the water was high. Consequently, they examined such things as the flood reduction potential downstream and flood damages in certain reaches of the river in Manitoba in relation to the flood-control operating plan. However, in their analysis they did not examine—and this must be underlined—the downstream impacts that were going to occur as a result of this project during low-flow years. In other words, there is no low-flow analysis contained in the draft EIS. That was a big concern for everyone, mainly because the flood-control operating plan would only be in operation for a couple of years out of each decade.

Consequently, no one examined the low-flow impacts, in particular those impacts on water quality and water quantity that will emerge because Saskatchewan is putting up two dams that will cut by approximately 50 per cent the flow of the Souris River into North Dakota. This point has been raised by many people in both North Dakota and Manitoba. It makes a difference, for example, in the determination of the economic viability of this project from the point of view of the Americans. From their point of view, it has, as a flood-control project, a positive net benefit of \$3.5 million.

[Traduction]

U.S. Army Corps of Engineers analyserait les conséquences en aval du projet, et notamment ses conséquences pour la province du Manitoba.

Cette affirmation a suscité de l'inquiétude chez un certain nombre de personnes dont moi-même. Lorsqu'on connaît le travail du Army Corps of Engineers, on ne peut que se montrer méfiant. Il faut faire preuve de prudence parce que cette association crée souvent des difficultés.

Le rapport dont il est fait mention s'intitule «The Souris River Basin Project General Plan Report and Final Environmental Impact Statement» (plan général du projet d'aménagement de la rivière Souris et énoncé final des incidences environnementales) dont l'ébauche date de 1987. La version finale de ce rapport date de juillet 1988. J'aimerais remettre au comité un exemplaire de ce rapport dont je vous citerai certains extraits. On peut, soit dit en passant, se procurer gratuitement un exemplaire de ce rapport en communiquant avec l'association. C'est très bien de leur part.

La note de service interne du gouvernement du Manitoba de l'époque à laquelle j'ai déjà fait allusion montre qu'on attendait en novembre 1987 le résultat de l'étude effectuée par le U.S. Army Corps of Engineers, laquelle devait tenir compte des préoccupations et des intérêts du Manitoba en particulier en ce qui touche la qualité et la quantité de l'eau. On s'est rendu compte, lorsque le document a été publié, qu'on n'avait que partiellement tenu compte des préoccupations du Manitoba. Si l'on en juge par le rapport qui a été publié, les ingénieurs militaires sont partis du principe que ce projet visait essentiellement à protéger la ville de Minot d'inondations exceptionnelles. Ils ont donc défini de façon très étroite ce qu'on entendait par conséquences en aval. Ils ne se sont interrogés que sur les conséquences en aval qui pourraient se répercuter sur le plan de lutte contre les inondations risquant de se produire lorsque le niveau d'eau est élevé. Par conséquent, ils ont étudié des questions comme les conséquences en aval de la lutte contre les inondations. Ils ont également cherché à établir les dommages qui seraient causés par les inondations dans certains endroits du Manitoba arrosés par la rivière. Il faut toutefois souligner qu'ils n'ont pas évalué les conséquences en aval de ce projet au cours des années de bas débit. Autrement dit, le projet d'EIE n'évalue pas les conséquences en aval quand le niveau d'eau est bas. Cette question a suscité beaucoup d'inquiétudes notamment parce que le plan de lutte contre les inondations ne sera mis en œuvre que deux ans au cours de chaque décennie.

Par conséquent, personne n'a cherché à établir les conséquences d'un bas débit et en particulier les conséquences de ce phénomène sur la qualité et la quantité d'eau si la Saskatchewan érige deux barrages qui réduiront de près de 50 p. 100 le débit de la rivière Souris dans le Dakota Nord. C'est une question qu'ont soulevée beaucoup de gens dans le Dakota Nord et au Manitoba. Or, la viabilité économique du projet en dépend aux États-Unis. Le projet de lutte contre les inondations présente pour les États-Unis des avantages nets s'élevant à 3,5 millions de dollars.

[Text]

However, that does not include any low-flow impact, and the costs associated with that. In other words, by concentrating only on the benefits of flood control and not examining the impacts of the project as a whole, they were able to avoid allocating low-flow costs and water-shortage costs to this project. Thus they were able to, if I may put it this way, not count, not discuss and not describe the loss of the Lake Darling fishery, which is worth \$4 million per year to the North Dakotans; they were permitted not to bother to examine the reductions in water fowl populations on the two refuges—and they will probably lose one of them; they were able to avoid talking about the problem of water shortages for the city of Minot and the airforce base and the matter of the costs associated with replacing or augmenting the sewage disposal system for the city of Minot that will be necessitated by the reduction in water flows. They were able to avoid examining all of those costs because they defined the project as simply a flood-control project.

Mr. Chairman, the reason they defined it as a flood-control project becomes very clear in the final EIS that is presented here, because it was a point that was—

Senator Barootes: Excuse me, sir. You are talking about the EIS of the Army Corps of Engineers?

Mr. Dolecki: Yes, excuse me, I am referring to the EIS of the Army Corps of Engineers. It was a point that was of considerable concern to wildlife organizations, particularly the Fish and Wildlife Service. The argument that was utilized by the Army Corps of Engineers was straightforward: They said that they had received evidence that whether or not the Americans participated in this project to the tune of the \$41 million that people were talking about, Saskatchewan would build both the Rafferty Dam and the Alameda Dam for purposes of water supply; that they would exercise their right, regardless of the participation of American money in this project, to hold back 50 per cent of the water.

Mr. Chairman, there are two points that I would like to make on that. First, contrary to what everyone in Saskatchewan seems to believe, the so-called right that Saskatchewan has under the 1959 interim measures to 50 per cent of the flow of the Souris River is not an absolute right; it is a conditional right. The 1959 interim measures derive from and precede—but do not supersede—the 1909 Boundary Waters Treaty. That treaty, in Article IV, contains a clause about prohibiting the degradation of water to the injury of health and property on either side of the border. That was the context within which someone could exercise his 1959 water rights. Thus Saskatchewan could exercise its water rights to the extent of capturing or retaining 50 per cent of the flow, so long as its activity did not involve the degradation of the water passing into North Dakota. If it did, I am fairly confident that, from the point of view of that particular treaty, the matter would be not only litigable, but winnable. I truly believe that that is the case.

In any event, it is not an absolute right and if you argue the point I have just made one of the interesting facets that people keep throwing at you is eroded.

[Traduction]

Cela ne tient cependant pas compte des conséquences du bas débit et des coûts qui en découlent. Autrement dit, en insistant seulement sur les avantages de la lutte contre les inondations et en omettant d'évaluer les conséquences globales du projet, les ingénieurs n'ont pas eu à établir le coût du bas débit et des pénuries d'eau. Par conséquent, ils n'ont pas eu à évaluer le coût de la perte des pêcheries du Lac Darling qui rapporte 4 millions de dollars par année au Dakota du Nord. Ils n'ont pas eu à étudier les conséquences du projet sur les oiseaux aquatiques des deux refuges et ils en perdront probablement un. Ils n'ont pas évalué non plus le coût des pénuries d'eau pour la ville de Minot et la base des Forces armées ainsi que les coûts découlant du remplacement ou de l'augmentation des égouts de la ville de Minot qui sera rendu nécessaire par la diminution du débit d'eau. Ils n'ont pas eu à tenir compte de ces coûts parce qu'ils ne considèrent le projet que comme un projet de lutte contre les inondations.

Monsieur le président, l'énoncé final des incidences environnementales établit clairement pourquoi on s'est contenté de considérer le projet que comme un projet de lutte contre les inondations.

Le sénateur Barootes: Excusez-moi, monsieur. Faites-vous allusion à l'AEIE du Army Corps of Engineers?

M. Dolecki: En effet. C'est une question qui a suscité passablement d'inquiétude auprès des organismes voués à la défense de la faune sauvage, et en particulier du Service des ressources halieutiques et de la faune sauvage. Le Army Corps of Engineers s'est servi d'un argument très simple. Ils ont dit que selon les renseignements qu'ils avaient obtenus, la Saskatchewan construirait les barrages Rafferty et Alameda pour contrôler le débit d'eau que les Américains investissent ou non la somme de 41 millions de dollars dont il a été question et que la province exercerait quel que soit le cas son droit de retenir 50 p. 100 de l'eau.

Monsieur le président, je vais attirer votre attention sur deux points. Premièrement, contrairement à ce que tout le monde semble croire en Saskatchewan, le droit de propriété que revendique la province de la Saskatchewan en vertu des mesures provisoires de 1959 sur 50 p. 100 de l'eau de la rivière Souris n'est pas un droit absolu. C'est un droit conditionnel. Les mesures provisoires de 1959 découlent du Traité des eaux limittrophes internationales de 1909 qu'elles n'annulent cependant pas. L'article IV de ce traité énonce que rien ne doit être fait qui entraînerait une dégradation de l'eau ou qui risquerait de porter préjudice à la santé ou aux biens des habitants des deux côtés de la frontière. Voilà les limites fixées à l'exercice des droits reconnus dans les mesures provisoires de 1959. Par conséquent, la Saskatchewan peut exercer son droit de retenir 50 p. 100 de l'eau pourvu que cette mesure n'entraîne pas la dégradation de l'eau dans le Dakota Nord. Dans le cas contraire, je crois qu'on pourrait invoquer avec succès le traité. C'est mon avis.

Quel que soit le cas, la Saskatchewan ne jouit pas d'un droit absolu, ce dont on ne semble pas tenir compte.

[Text]

The second point I wish to make has to do with the question of the validity of the assumption that was made by the Army Corps of Engineers. I shall table with this committee a copy of the submission I made to the Army Corps of Engineers and the Environmental Protection Agency on this matter. It is a comment on the final environmental impact statement. My submission states that the evidence marshalled by the Army Corps of Engineers in support of the assumption that Saskatchewan would be building both dams for water supply in the absence of an American contribution is demonstrably false. In other words, the evidence is not sufficient, and the proposition is demonstrably false.

The evidence they have marshalled is essentially simply a recitation of the discussions they had with members of the Souris Basin Development Authority. They do not bother to note, for example, the condition of the licence granted by the province, which states, among other things, that if the American money is not forthcoming they will not be allowed, legally, to build both dams for water supply. They may be permitted to build Rafferty, but not Alameda. Mr. Chairman, that is a very important point because it alters every one of the benefit-cost parameters and every one of the analytical parameters in the environmental impact statement. If that assumption is false—which it is—that means that the analysis done by the Americans is not only deficient, but does not meet the requirements of American law. That point was made by the EPA in their latest pronouncement on this EIS, which I will also table.

In any event, the point is that the American environmental impact statement is fundamentally flawed on that ground. It formulates an improper base-line condition, and when that changes it makes the project infeasible from the perspective of the Americans.

Getting back to Manitoba, the difficulty is again in place with respect to the question of water quality and our rights under the 1909 Boundary Waters Treaty. If you define it as a flood-control project and ascribe water quality and water quantity problems to the fact that Saskatchewan will retain 50 per cent of the water, then the Americans can avoid analyzing low-flow water quality impacts on the Province of Manitoba, which is precisely what has happened. No low-flow impact water quality analysis was done for Manitoba by the Army Corps of Engineers. That position is reflected in the position taken by the then Government of Manitoba, which tabled, in November 1987, a statement of requirement. They stated the study requirements that had to be completed before Manitoba would be willing and able to accept it. These requirements can be found in a letter sent to Joe Clark on December 21, 1987. It is from the minister, John Plohan, and it contains an appendix that talks about the Rafferty-Alameda Project. It says that Manitoba has a right to expect, as a party who could be affected by the proposed project, a thorough, scientifically credible analysis which provides the expected values of all water quality parameters at the Saskatchewan-North Dakota border for all anticipated operating regimes of the project.

[Traduction]

Le second point que j'aimerais souligner porte sur la validité de l'hypothèse avancée par le Army Corps of Engineers. Je remettrai au Comité un exemple du mémoire que j'ai présenté sur ce sujet au Army Corps of Engineers ainsi qu'à la Environmental Protection Agency. Il s'agit d'un commentaire sur l'énoncé final des incidences environnementales. J'y dénonce la fausseté de l'hypothèse avancée par le Army Corps of Engineers selon laquelle la Saskatchewan construirait, même sans l'appui financier des États-Unis, deux barrages pour contrôler l'approvisionnement en eau. Je souligne qu'on se fonde sur des preuves insuffisantes et que cette affirmation est fausse.

Le Army Corps of Engineers fonde son affirmation sur les seules discussions qu'ils ont eues avec des membres du Bureau d'aménagement du bassin de la Souris. Ils n'ont pas fait valoir, par exemple, que le permis délivré par la province stipule, entre autres, que la construction des barrages dans le but de contrôler l'approvisionnement de l'eau ne sera pas permis si les Américains ne participent pas financièrement au projet. On pourra peut-être construire le barrage de Rafferty, mais pas celui d'Alameda. C'est un point très important, monsieur le président, parce qu'il influe sur les coûts et les avantages ainsi que sur les conclusions présentées dans l'énoncé des incidences environnementales. Si l'hypothèse sur laquelle s'est fondé le Army Corps of Engineers dans son étude est fausse—et je vous assure qu'elle l'est—cette étude est non seulement inadéquate, mais elle ne respecte pas les exigences de la loi américaine. C'est ce qu'a affirmé la EPA dans sa dernière évaluation de cette EIE. Je déposerai aussi ce document.

Quel que soit le cas, l'exposé des incidences environnementales présenté par les États-Unis comportait des lacunes fondamentales. Il part d'une hypothèse fausse qui rend le projet inadmissible pour les Américains.

Pour en revenir au Manitoba, c'est la question de la qualité de l'eau et de nos droits en vertu du Traité des eaux limitrophes internationales de 1909 qui pose toujours des difficultés. Si vous le définissez comme un projet de prévention des crues et si vous attribuez les problèmes de quantité et de qualité au fait que la Saskatchewan conservera 50 p. 100 de la ressource, les Américains peuvent éviter d'analyser l'impact qu'aura le faible débit sur la qualité de l'eau dans la province du Manitoba, d'ailleurs, c'est ce qu'ils ont fait. Les ingénieurs militaires n'ont pas effectué d'analyse pour le Manitoba. Cela se reflète dans l'exposé des besoins qu'a déposé le gouvernement manitobain de l'époque en novembre 1987. Ils ont fait état des études qui devaient être effectuées avant que le Manitoba n'accepte d'aller de l'avant avec le projet. Ces besoins figurent dans une lettre qu'a envoyée le ministre John Ploughman à Joe Clark, le 21 décembre 1987. Elle est accompagnée d'une annexe qui porte sur le projet Rafferty-Alameda et qui dit en partie que le Manitoba, du fait qu'il serait touché par le projet, a le droit de s'attendre à ce qu'une analyse scientifique approfondie et crédible soit entreprise pour déterminer l'importance attendue de tous les paramètres qui seront utilisés pour évaluer la qualité de l'eau à la frontière de la Saskatchewan et du Dakota du Nord, et ce à toutes les étapes du projet.

[Text]

That includes low-flow and high-flow years and so on, and they continue it through the reaches of North Dakota and Manitoba. They indicate in item No. 4 that Manitoba will not be prepared to sign off this project until these concerns have been satisfactorily addressed and all the work outlined in the first part of the letter has been completed. It is important to recognize that that work was never done.

Two studies on water quality analysis have been completed. One was done by the Souris Basin Development Authority, and it ends at the North Dakota Border with Saskatchewan. The second one, which was done by the Environmental Protection Agency, begins at the Rafferty Dam site and extends for 200 kilometres downstream, or 200 stream kilometres, which puts it, I believe, around the area of Minot. That means that the remaining reach of the river has been unstudied with respect to water quality analysis. Furthermore, at page EIS-43 of the final environmental impact study done by the U.S. Army Corps of Engineers, there is a comment about the credibility of the quantitative analysis done by both the Environmental Protection Agency and the Souris Basin Development Authority. That comment reads:

The credibility of the quantitative results of both of the above model studies is severely limited by the lack of a model calibration and verification based on historical data. Furthermore, the programs are highly simplified in that the normally variable flow, water temperature and pH are held as constants, and the assignment of initial input concentrations and reaction rate coefficients is highly subjective.

In other words, the studies are not very interesting. The Manitoba Government had espoused this position in advance, indicating that it wanted these water quality analyses done, relying on assurances from both External Affairs and the Minister of the Environment that Manitoba's concerns would be addressed before the federal government would grant the necessary federal permits. I suggest you confirm this with Mr. John Plohm, the then minister involved.

As the process proceeded, a series of discussions occurred in November and December. I have a record of those discussions here. I have the minutes of the meetings held in Regina on November 18 and 20 and December 21 and 22, 1987. I shall table these documents because they raise some very interesting concerns about water quality changes that occur—in particular concerns by North Dakota health officials with respect to Manitoba's position. The November meetings also contain a very interesting statement. It is found in the minutes of the November 18 and 20 workshops held in Regina. Let me read from a memorandum dated November 30, 1987. At page one, item No. 4, the last two sentences read:

Mr. Saur of the North Dakota State Health Department expressed doubt that the proposed irrigation would ever take place because in his experience spray irrigation of grain crops has never been economically feasible. The

[Traduction]

Cela comprend aussi les années où le débit est faible et excessif, ainsi de suite; l'analyse s'étend à l'ensemble du Dakota du Nord et du Manitoba. Ils indiquent au paragraphe 4 que le Manitoba ne donnera pas le feu vert à ce projet tant que ces préoccupations n'auront pas été réglées de façon satisfaisante et que tous les travaux décrits dans la première partie de la lettre ne seront pas terminés. Il est important de mentionner que ces travaux n'ont jamais été entrepris.

On a effectué deux études sur la qualité de l'eau. La première, qui a été exécutée par le Bureau d'aménagement du bassin de la rivière Souris, couvre le territoire qui s'étend jusqu'à la frontière du Dakota du Nord. La deuxième a été réalisée par le Environmental Protection Agency et commence au site du barrage Rafferty et s'étend en aval sur 200 kilomètres jusqu'à, je crois, la région de Minot. Aucune autre analyse sur la qualité de l'eau n'a été effectuée sur le reste du cours d'eau. De plus, à la page 43 de l'étude finale d'impact sur l'environnement qu'a effectuée le U.S. Army Corps of Engineers, on met en doute la crédibilité des analyses quantitatives qu'ont effectuées la Environmental Protection Agency et le Bureau d'aménagement du bassin de la rivière Souris. Voici ce qui dit l'étude:

La crédibilité des résultats quantitatifs des deux études susmentionnées est sérieusement compromise par l'absence d'un modèle de calibrage et de vérification fondé sur des données historiques. De plus, les programmes sont extrêmement simplifiés, de sorte que le débit habituellement variable, les températures de l'eau et le taux de pH sont maintenus à des taux constants, alors que les données préliminaires sur le taux de concentration et les coefficients réactionnaires sont très subjectives.

Autrement dit, les études ne sont pas très intéressantes. Le Manitoba avait déjà tiré cette conclusion et déclaré qu'il voulait qu'on procède à des analyses sur la qualité de l'eau. Il s'était fié aux garanties qu'il avait reçues des Affaires extérieures et du ministère de l'Environnement. On a laissé entendre que les préoccupations du Manitoba seraient réglées avant que le gouvernement fédéral n'accorde les permis requis. Je vous propose de confirmer cela avec M. John Plohm qui était ministre à l'époque.

Au fur et à mesure que le processus avançait, des réunions, dont j'ai ici le compte rendu ont eu lieu. J'ai également le procès-verbal des réunions qui se sont déroulées à Regina les 18 et 20 novembre, et les 21 et 22 décembre 1987. J'ai l'intention de déposer ces documents parce qu'on y trouve des choses très intéressantes au sujet des changements enregistrés dans la qualité de l'eau et sur les préoccupations soulevées par les responsables de la santé du Dakota du Nord au sujet de la position du Manitoba. Les documents ayant trait à la réunion de novembre contiennent également une déclaration très intéressante. Celle-ci figure dans le procès-verbal des réunions qui ont eu lieu les 18 et 20 novembre à Regina. Voici ce qu'on dit à la page 1, paragraphe 4, de la note du 30 novembre 1987:

M. Saur, du ministère de la Santé du Dakota du Nord, a déclaré qu'il ne sait pas si le projet d'irrigation verrait le jour. À son avis, l'irrigation par pulvérisation des cultures de céréales ne s'est jamais avérée économiquement viable.

[Text]

Canadians seem to agree that development for irrigation is unlikely.

That is important because the water quality study done by the Souris Basin Development Authority does not contain any water quality parameter analysis on the impact of the return flows from irrigation. There are two possible explanations. First, they do not know what kind of irrigation will be utilized and in what context. Second, the other is that they believe that there will not be any irrigation. It is my understanding that both those hypotheses were considered.

Senator Barootes: Pardon me, but did he suggest that it would not be economically feasible to irrigate grain crops and that, therefore, it would not be done?

Mr. Dolecki: Yes. So we had these water quality exercises which produced those two studies to which I referred earlier. I can give you copies of those studies, or you can call up the Army Corps of Engineers and get them. We were not able to get them from the Souris Basin Development Authority. I got my copies from St. Paul.

The Government of Manitoba fell in April. The question with respect to the Rafferty-Alameda project took a back seat in the context of this electoral campaign. However, we have a piece of evidence which is quite interesting from the perspective of the licence-granting procedure. It can be found in comments made by Mr. McMillan in the House of Commons on April 19, 1988. According to *Hansard* at page 14617 in reply to a question from Mr. de Jong, he states:

I can tell the Hon. Member, in response to his question, that the Federal Environmental Assessment and Review Process is now being followed.

That was important not only for wildlife organizations or for people concerned about the Rafferty-Alameda Project, but also from the perspective of the Government of Manitoba which was feeling doomed. The fact that the federal environmental assessment and review process was being followed implied public hearings and an independent review of this particular project in all affected jurisdictions in Canada. It was looked upon as being a very positive thing. When I read that and saw relative comments in the newspapers, I said, "Now we have a chance finally to have some kind of credible hearing in which Manitoba can participate." The Saskatchewan hearing only dealt with the Saskatchewan environmental impact study. I made a presentation there on the economic analysis done on that project as it affects Saskatchewan, but I stayed away from discussing things outside the jurisdiction, because the frame of reference of those hearings was strictly Saskatchewan's EIS and how the project would impact on the boundaries of Saskatchewan. We concluded that this federal environment assessment review process, if it were followed with those kinds of hearings, would allow people from Manitoba to express their concerns.

That view is held not only by myself. I have a letter here, which I will table, dated April 21, 1988 from Ken Brynaert,

[Traduction]

Les Canadiens semblent également croire que le projet d'irrigation ne sera probablement jamais lancé.

Ces deux phrases sont importantes parce que l'étude sur la qualité de l'eau effectuée par le Bureau d'aménagement du bassin de la rivière Souris ne contient aucune analyse sur l'impact du reflux causé par l'irrigation. Deux raisons pourraient expliquer cela. D'abord, ils ne savent pas quel genre de système d'irrigation serait utilisé et dans quel contexte. Deuxièmement, ils croient que ce projet d'irrigation ne verra jamais le jour. Les deux hypothèses ont été envisagées.

Le sénateur Barootes: Excusez-moi, mais a-t-il dit qu'il ne serait pas possible d'irriguer les cultures de céréale et que, par conséquent, cela ne pourrait être fait?

M. Dolecki: Oui. Nous avons donc effectué ces analyses de la qualité de l'eau, qui ont abouti aux deux études que j'ai mentionnées plus tôt. Je peux vous en donner des copies ou encore vous pouvez communiquer avec le Génie pour en avoir un exemplaire. Nous n'avons pas été en mesure d'en obtenir auprès du Bureau d'aménagement du bassin de la rivière Souris. J'ai obtenu mes exemplaires de Saint-Paul.

Le gouvernement de Manitoba a été renversé en avril. Le projet Rafferty-Alameda a donc été relégué au deuxième plan lors de la campagne électorale. Toutefois, nous avons ici une déclaration très intéressante de M. McMillan qui a été faite à la Chambre des communes le 19 avril 1988 et qui portait sur la délivrance d'un permis pour la construction de barrages. D'après le *Hansard*, page 14617, M. McMillan, en réponse à une question de M. de Jong, a déclaré:

«Pour répondre au député, l'Examen d'évaluation environnementale est actuellement en cours».

Cette déclaration s'avérerait importante non seulement pour les organismes de protection de la faune mais également pour ceux qui s'intéressaient au projet Rafferty-Alameda et aussi le gouvernement du Manitoba, qui jugeait que le projet était voué à l'échec. En effet, le processus d'examen et d'évaluation en matière d'environnement entrepris par le gouvernement fédéral nécessiterait la tenue d'audiences publiques par un organisme indépendant dans toutes les régions visées du Canada. On considérerait cela comme une chose très positive. Lorsque j'ai lu ces commentaires et vu les observations qu'on a faites à ce sujet dans les journaux, je me suis dit: «On a maintenant l'occasion de tenir des audiences crédibles auxquelles pourra participer le Manitoba. Les audiences organisées en Saskatchewan ne portaient que sur l'étude d'impact sur l'environnement effectuée par cette province.» J'ai présenté un exposé sur les répercussions économiques qu'aurait le projet sur la Saskatchewan. Toutefois, j'ai évité de parler de questions qui ne concernaient pas la Saskatchewan même, parce que ces audiences ne portaient que sur l'étude d'impact sur l'environnement effectuée par la Saskatchewan et sur les répercussions qu'aurait le projet sur la province. En ce qui concerne le processus fédéral d'examen et d'évaluation de l'environnement, la tenue d'audiences permettrait à des représentants du Manitoba d'exposer leurs vues à ce sujet.

Je ne suis pas le seul à partager ce point de vue. J'ai avec moi une lettre datée du 21 avril 1988, que j'ai l'intention de

[Text]

the executive vice president of the Canadian Wildlife Federation. He expresses the view that, that the question of this act is on the record, it is clear that the matter will have to be referred for public review hearings to FEARO or, as they suggested, to the International Joint Commission. He asks when the public hearings are going to commence.

We waited, but there was no answer to that particular letter, so far as I know. Suddenly, the licence was granted by Mr. McMillan. On June 21, 1988, he was asked about this in the House of Commons by Mr. Simon de Jong, and he simply repeated a quotation from April 19. He said:

I can tell the Hon. Member, in response to his question, that the Federal Environmental Assessment and Review Process is now being followed.

Mr. McMillan, in response to the question by Mr. de Jong, stated:

Mr. Speaker, the Federal Environmental Assessment Review Process applies to projects within federal jurisdiction, on federal crown land, subject to federal regulation, or in which the federal Government has money.

In this particular case the relevant *Hansard* quotes me as saying the "Federal Environmental Assessment Review Process". At the time I gave the answer I meant the Saskatchewan Assessment and Review Process. So I stand corrected.

That answer is impossible, because in Saskatchewan the assessment and review process was completed in February, not April when Minister Swan issued the licence.

Furthermore, Mr. McMillan's justification for not invoking FEARO is, on technical grounds, inadequate, because he states that there is no federal government money involved. As a technical matter, that is false. There is \$41 million U.S. of federal money involved. That money, as far as I understand the mechanism, goes from the Army Corps of Engineers to the Department of State, to the Department of External Affairs and from External Affairs it goes to the Government of Saskatchewan. The minute it becomes the property of the Department of External Affairs it is, in fact, federal money.

Senator Barootes: You are reaching a little bit with that one.

Mr. Dolecki: If the minister was serious about protecting Manitoba's interest, he could have invoked it on those grounds and gotten away with it.

A point was made this morning that has to be corrected. If I recall, the gentleman who made the presentation this morning argued that no bells rang in Manitoba as a result of the granting of the licence. That is not quite true.

On June 24, 1988, there is a report of a press conference held the previous day in the *Winnipeg Free Press* in which the NDP critic for the environment, Mr. Harapiak, argued and attacked the current government for not raising questions about it.

[Traduction]

déposer. Elle a été écrite par Ken Brynaert, vice-président général de la Fédération canadienne de la faune. Il dit qu'il était clair que cette question devrait faire l'objet d'audiences publiques organisées par la FEARO ou, comme ils l'ont proposé, par la Commission mixte internationale. Il voulait savoir quand les audiences allaient débiter.

Nous n'avons jamais, à ma connaissance, obtenu de réponse. Tout à coup, nous apprenons que M. McMillan a octroyé un permis. M. Simon de Jong lui a posé une question à la Chambre à ce sujet le 21 juin 1988 en citant un extrait de la réponse que le ministre avait donnée le 19 avril:

Pour répondre au député, le processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement est actuellement en cours.

M. McMillan, en réponse à la question posée par M. de Jong, a déclaré:

Monsieur le président, le processus fédéral d'évaluation et d'examen en matière d'environnement s'applique aux projets relevant du gouvernement fédéral, situés sur des terrains appartenant à l'État, assujettis à la réglementation fédérale ou dans lesquels le gouvernement a investi.

Dans le cas qui nous préoccupe, j'ai parlé du processus fédéral d'évaluation et d'examen en matière d'environnement. J'aurais dû préciser dans ma réponse qu'il s'agissait du processus d'examen et d'évaluation de la Saskatchewan.

Cette réponse est impossible parce que le processus d'examen et d'évaluation de la Saskatchewan a pris fin en février, non pas en avril lorsque le ministre Swan a octroyé le permis.

De plus, la raison invoquée par M. McMillan pour expliquer pourquoi il n'avait pas parlé du processus fédéral d'évaluation et d'examen en matière d'environnement est, en principe, totalement inadéquate parce qu'il déclare que le gouvernement fédéral n'a pas investi de fonds dans ce projet. C'est faux. Les États-Unis ont investi 41 millions de dollars dans ce projet. Cet argent, d'après ce que je crois comprendre, est transmis de l'*Army Corps of Engineers* au Département d'État, ensuite au ministère des Affaires extérieures et de là au gouvernement de la Saskatchewan. Ces fonds, dès qu'ils deviennent la propriété du ministère des Affaires extérieures, sont considérés comme des fonds fédéraux.

Le sénateur Barootes: Je crois que vous exagérez un peu.

M. Dolecki: Si le ministre avait vraiment voulu protéger les intérêts du Manitoba, il aurait pu le faire en invoquant ces arguments et s'en tirer.

On a fait une remarque ce matin qui doit être corrigée. Si je me souviens bien, le témoin qui a présenté l'exposé ce matin a dit que le Manitoba n'a pas réagi lorsque le permis a été octroyé. C'est faux.

Dans le *Winnipeg Free Press* du 24 juin 1988, on trouve un article où on fait état d'une conférence de presse qui a eu lieu le jour précédent et au cours de laquelle le porte-parole du NPD pour l'environnement. M. Harapiak a reproché au gouvernement actuel de ne pas avoir soulevé de questions à ce sujet.

[Text]

Senator Barootes: What was the date of that?

Mr. Dolecki: June 24.

The Chairman: We will hear from Senator Barootes first and then Senator Spivak in the matter of clarifying what it is the witness has referred to.

Senator Barootes: Did you say it was Mr. Harapiak?

Mr. Dolecki: He is the critic for the NDP on natural resources.

Senator Barootes: Did he raise this issue in the House?

Mr. Dolecki: He gave a press conference in which he attacked the government of the day in Manitoba for not complaining about the granting of the licence.

Senator Barootes: And you say that was in June of 1988; is that correct?

Mr. Dolecki: On June 24, 1988.

Senator Barootes: When did the government change?

Mr. Dolecki: April.

Senator Spivak: What was the date of Mr. McMillan's statement as recorded in *Hansard* dealing with the federal review process being followed?

Mr. Dolecki: April 19.

Senator Spivak: Was it, indeed, being followed at that time?

Mr. Dolecki: No.

Senator Spivak: What could he have been referring to?

Mr. Dolecki: That is a question Mr. McMillan ought to answer, because, frankly, as someone who had been following this project for quite some time, I was prepared to take my millions of documents and go away and make an enormous presentation before this review process and I was extremely disappointed that he did not follow it.

Senator Spivak: Did you check with other officials in the department as to whether there could be a federal review process going on that you did not know about?

Mr. Dolecki: We would have been invited to attend through SCRAP.

The Chairman: Please proceed with your presentation.

Mr. Dolecki: Another thing about the granting of this licence that was extremely irritating, at least to some of us like myself, was the provisions of the licence. There was some discussion about one of those provisions, article 9, and the relationship between that and permitting of the diversion of water for the purposes of water export. I believe the commentary surrounding that dealt with the question of people being fear-mongers. I am guilty of that myself, because I raised that in a letter to the editor of the *Brandon Sun* on July 8, 1988.

The argument is that provision No. 9 permits the interbasin transfer of water from, in this case, the south Saskatchewan river system and makes that water available for water export

[Traduction]

Le sénateur Barootes: Quelle date avez-vous dit?

M. Dolecki: Le 24 juin.

Le président: Nous entendrons ce que le sénateur Barootes d'abord, et ensuite le sénateur Spivak ont à dire au sujet des propos du témoin.

Le sénateur Barootes: Avez-vous dit M. Harapiak?

M. Dolecki: Il est le porte-parole du NPD pour les ressources naturelles.

Le sénateur Barootes: A-t-il soulevé cette question à la Chambre?

M. Dolecki: Il a donné une conférence de presse au cours de laquelle il a reproché au gouvernement de l'époque de ne pas avoir dénoncé l'octroi du permis.

Le sénateur Barootes: Et vous avez dit que la conférence de presse a eu lieu en juin 1988?

M. Dolecki: Le 24 juin 1988.

Le sénateur Barootes: Quand le nouveau gouvernement est-il entré au pouvoir?

M. Dolecki: En avril.

Le sénateur Spivak: Quand M. McMillan a-t-il parlé, d'après le *hansard*, du processus d'examen fédéral?

M. Dolecki: Le 19 avril.

Le sénateur Spivak: Le processus avait-il effectivement été déclenché à ce moment-là?

M. Dolecki: Non.

Le sénateur Spivak: À quoi aurait-il pu bien faire allusion?

M. Dolecki: C'est une question à laquelle devrait répondre M. McMillan, car, en toute honnêteté, je suis ce projet de très près depuis longtemps et j'étais disposé à prendre toute la documentation que j'ai et à présenter un exposé très détaillé au comité d'examen. Je suis très déçu de voir que ce projet ne s'est pas concrétisé.

Le sénateur Spivak: Vous êtes-vous informé auprès d'autres fonctionnaires du ministère pour savoir s'il n'y avait pas effectivement un processus d'examen qui se déroulait à votre insu?

M. Dolecki: On nous aurait invité à y participer par l'entremise du SCRAP.

Le président: Je vous en prie, continuez.

M. Dolecki: Il y a un autre facteur concernant l'octroi de ce permis que nous trouvons très agaçant, du moins certains d'entre nous; il s'agit des conditions du permis. Il y a eu beaucoup de discussions entourant l'article 9 des conditions et des répercussions qu'il aurait sur les projets de détournement de cours d'eau en vue d'autoriser les exportations d'eau. Ceux qui ont exprimé des inquiétudes à ce sujet ont été accusés d'être des alarmistes. Je figure parmi les coupables parce que j'ai soulevé cette question dans une lettre que j'ai adressée le 8 juillet 1988 au rédacteur en chef du *Brandon Sun*.

Ce qu'on reproche à l'article 9, c'est qu'il permet le transfert d'eau entre bassins hydrographiques, soit dans ce cas-ci entre la rivière Saskatchewan-Sud jusqu'à la limite du cours naturel

[Text]

up to the limit of the natural flow of the Souris River. If these two dams are constructed, Saskatchewan can hold 50 per cent and sometimes 60 per cent of the water flow. They are now permitted by Mr. McMillan, under this provision, to transfer water from some other system, some other basin, or to have some other augmentation of such flow to make up that 50 per cent and sell it to the Americans. They have a ready-made market.

The reason I was upset about that, and why I wrote the letter that I will table, was that provision No. 9 explicitly contradicts Mr. McMillan's water policy in which he states, on page 24, that the federal government take all possible measures within the limits of its constitutional authority to prohibit the export of Canadian water by interbasin diversions. In writing this into the licence, Mr. McMillan violated that policy, which, of course, was not at that point in time law, as it is not now.

The other reason it was upsetting is that it was not one of those provisions directly related to the Province of Manitoba and its concerns, in particular, water quantity and water quality concerns.

The issue, from the point of view of the Manitoba government and the Manitoba activities through the granting of the licence, was that they played it by the book. The Manitoba government followed along on the basis of certain assurances it had been given, and which it believed it had received from various groups such as the Department of External Affairs and people in Mr. McMillan's office, that Manitoba's interests would be addressed prior to the issuance of a federal licence.

Since that time there has been a revival of interest in Manitoba, to put it mildly, on this matter of the protection of Manitoba's interest in this particular area of water quality.

The reason for this is that there are 21 licensed water users and then there is the Town of Souris which takes its MNI water from there—that is, its municipal and industrial water. They take drinking water and industrial water. This has a direct impact on these people. For example, if the Town of Souris has to replace its water supply because of this particular project, it is going to cost those people \$1 million and there are only 1,700 people. The question is: Who is going to pay for it?

Manitoba does have position rights under the boundary waters treaty.

The amount of water that is going to come into Manitoba as a result of this project, it seems, will be significantly reduced. The actual numbers are estimated by the Army Corps of Engineers to the extent that water flows will be, during flood years, 100 per cent of what we have been getting. They argue that, during low-flow years, it could be as low as 45 per cent of what we have been getting. During the average years, it gets to about 85 per cent of what we have been getting.

Now, this afternoon, I believe, there was a question by a senator who said, "Well, this particular problem is taken care of in the interim measures of 1959." There are two points about that. The first is that the 1959 interim measures give us about 6,000 acre feet of water. It is 7,000 something cubic dams. You multiply acre feet by 1.23 something or other. That amount of water, distributed over the summer months, repre-

[Traduction]

de la rivière Souris, à des fins d'exportation. Si l'on construit ces deux barrages, la Saskatchewan pourra contrôler 50 p. 100 et même 60 p. 100 du débit d'eau. M. McMillan a accordé à la province, en vertu de cette disposition, le droit de transférer de l'eau d'un autre système, d'un autre bassin, ou encore d'augmenter le débit d'eau pour constituer cette réserve de 50 p. 100 et la vendre aux Américains. Ils ont ainsi un marché tout fait.

La raison pour laquelle j'ai écrit cette lettre, que je déposerai, c'est que l'article 9 contredit de façon explicite la politique relative aux eaux présentée par M. McMillan. En effet, il déclare à la page 24 que le gouvernement fédéral fera tout en son pouvoir, à l'intérieur des limites de la Constitution, pour interdire les exportations d'eau au moyen de dérivations entre bassins hydrographiques. En incluant cette condition dans le permis, M. McMillan a violé cette politique qui, à ce moment-là, n'était pas encore devenue loi.

L'autre facteur qui me contrarie, c'est qu'aucune des dispositions ne traite des préoccupations soulevées par le Manitoba au sujet de la quantité d'eau détournée et de la qualité de celle-ci.

Le gouvernement du Manitoba pensait avoir respecté les règles du jeu au chapitre de ses activités et de l'octroi des permis. Il avait cru recevoir certaines assurances de la part de divers groupes, comme le ministère des Affaires extérieures, et de certaines personnes du bureau de M. McMillan, au sujet du respect de ses intérêts avant l'émission de tout permis fédéral.

Depuis cette époque, le Manitoba s'intéresse à nouveau, c'est le moins qu'on puisse dire, à la question de la protection de ses intérêts dans le domaine particulier de la qualité de l'eau.

Cela s'explique par le fait que l'on dénombre 21 utilisateurs d'eau, détenteurs d'un permis, sans compter la ville de Souris dont l'alimentation en eaux municipale et industrielle vient de là, ce qui a un effet direct sur la population. En effet, si la ville de Souris devait remplacer son alimentation en eau en raison de ce projet particulier, cela lui coûterait 1 million de dollars alors qu'elle ne compte que 1 700 habitants. Reste donc à savoir qui va payer.

Le Manitoba jouit de certains droits en vertu du traité des eaux limitrophes.

La quantité d'eau qui va arriver au Manitoba suite à ce projet sera, semble-t-il, fortement réduite. D'après les estimations du Corps d'ingénieurs de l'armée, les débits correspondront, pendant les années d'inondation, à 100 p. 100 de ce que nous avons connu jusqu'alors; pendant les années à débit minimum, à un peu plus de 45 p. 100 et, pendant les années moyennes, à 85 p. 100 à peu près de ce que nous avons connu jusqu'à présent.

Il me semble qu'un sénateur a dit que les mesures provisoires de 1959 apportaient une réponse à ce genre de problème. Deux questions se posent à cet égard. La première, c'est que les mesures provisoires de 1959 nous donnent 6 000 acres-pieds d'eau et des poussières, ce qui correspond à environ 7 000 décamètres cubes. On multiplie les acres-pieds par 1,23 ou quelque chose du genre. Cette quantité d'eau, répartie sur les mois

[Text]

sents about 3 per cent of what we have been getting historically in Manitoba. So it does not really matter that there is an international agreement in place that says we get 6,000 acre feet. The fact of the matter is that, with this project, if we had a reduction in actual, historical water flows, which is what uses have been based on, we would be in trouble if we only got the 1959 apportionment every year. The 21 licensed water users, for example, are licensed to use more than half of that water. That does not include the Town of Souris. So we are not protected in that sense from this particular project.

The second point on that is that, currently, as part of the "international negotiations" that are going on around this project, there is some pressure to amend the apportionment agreement that determines that 50 per cent of the water will be utilized by Saskatchewan, to bring it into conformity with the operating plan of this project; so that, in some years, Saskatchewan can keep as much as 60 per cent of this as evaporation sharing. So, you see, there are further implications of that with respect to the historical amount of water that we will be getting in subsequent years. So the fact of the matter is that, regarded objectively, no matter how it is that the licence actually got granted, Manitoba did end up in an inferior position. In my view, the responsibilities of the Minister of the Environment were not well executed in this matter, on that particular ground. That deals basically with my remarks with respect to Manitoba.

I did a great deal of economic analysis on this project and what that consisted of was to examine the benefit-cost component of the Saskatchewan EIS, on which I gave testimony in Saskatchewan. The conclusions are very straightforward. From the point of view of proper economic analysis, correcting for simple calculation errors and simple errors of methodology, the project has a very bad benefit-cost ratio from the perspective of Saskatchewan. It depends on which discount you use, but it comes in around 0.6 to 0.8. Normally, you want your benefit-cost ratio to be one or greater. In fact, in the United States, you are not allowed to proceed with a project unless the benefit-cost ratio is greater than one. This project promises net economic losses for Saskatchewan. It promises net economic losses for the State of North Dakota. One suspects, although there has not been any analysis on it in Manitoba, that it promises net economic difficulties for Manitoba as well.

Part of the problem with that process—and I have enormous amounts of documentation on that—is the way in which the economic and environmental analyses were conducted. We heard the discussion regarding concerns about that environmental assessment in Saskatchewan. From the point of view of economic analysis, it was poorly constructed. Elementary errors were made and that is, perhaps, why the authors of that document were not identified. I know that I would not put my name on it.

At any rate, Mr. Chairman, I will leave it at that and perhaps we can proceed to questions.

Senator Spivak: In summary, you are telling us that with respect to Manitoba no impact studies have been done. This morning, Mr. Hill, in response to a question put by Senator

[Traduction]

d'été, représente environ 3 p. 100 de ce que nous avons toujours obtenu au Manitoba. Peu importe donc qu'un accord international nous dise que nous obtenons 6 000 acres-pieds. Le fait est que ce projet, qui s'accompagne d'une diminution des débits réels que nous avons toujours connus et sur lesquels sont fondés les calculs d'utilisation, nous causera des ennuis si nous n'obtenons chaque année que la répartition de 1959. Le permis des 21 utilisateurs d'eau par exemple leur permet d'utiliser plus de la moitié de cette eau. Cela ne comprend pas la ville de Souris. Nous ne sommes donc pas, dans ce sens, protégés des répercussions d'un tel projet.

La deuxième question qui se pose est la suivante: Actuellement, dans le cadre des «négociations internationales» sur ce projet, d'aucuns s'efforcent de modifier l'accord sur la répartition en vertu duquel 50 p. 100 de l'eau doit être utilisé par la Saskatchewan pour que cette province puisse se conformer au plan opérationnel de ce projet. Ainsi, dans quelques années, elle pourrait en garder jusqu'à concurrence de 60 p. 100, ce qui serait sa part aux termes des accords sur l'assèchement des terres. Comme vous le voyez, les répercussions sont beaucoup plus graves en ce qui concerne la quantité d'eau que nous obtiendrons dans les années à venir. En toute objectivité, il reste qu'indépendamment de la façon dont le permis a été octroyé, le Manitoba se retrouve en position d'infériorité. À mon avis, le ministre de l'Environnement n'a pas assumé ses responsabilités à cet égard. Voilà ce que je voulais dire au sujet du Manitoba.

Au cours de mon analyse économique approfondie de ce projet, j'ai examiné l'élément coûts-avantages de l'EIE de la Saskatchewan, qui a d'ailleurs fait l'objet de mon témoignage en Saskatchewan. Les conclusions en sont très simples. S'agissant d'une analyse économique où il suffirait de corriger quelques erreurs de calcul et de méthodologie, le projet, du point de vue de la Saskatchewan, présente un ratio coûts-avantages très bas. Suivant l'actualisation utilisée, il oscille entre 0,6 et 0,8. Habituellement, ce ratio doit correspondre à un ou lui être supérieur. En fait, on ne peut pas aux États-Unis poursuivre un projet, à moins que le ratio coûts-avantages ne soit supérieur à un. Ce projet augure des pertes économiques nettes pour la Saskatchewan ainsi que pour l'État du Dakota du Nord. On présume, bien qu'aucune analyse n'ait été faite au Manitoba, que ce projet provoquera des difficultés économiques nettes pour le Manitoba également.

Le problème s'explique en partie—et j'ai énormément de documentation à ce sujet—par la façon dont les analyses économiques et environnementales ont été faites. Nous avons été témoins d'une discussion sur les inquiétudes que suscite cette évaluation environnementale en Saskatchewan. L'analyse économique a été mal construite. Des erreurs élémentaires ont été faites et c'est peut-être la raison pour laquelle les auteurs de ce document n'ont pas été nommés. Je n'aurais personnellement jamais signé un tel document.

Je vais m'en tenir à ceci pour l'instant, monsieur le président, et répondre aux questions.

Le sénateur Spivak: En résumé, vous dites qu'aucune étude d'impact n'a été faite en ce qui concerne le Manitoba. Or, ce matin, d'après la réponse donnée au sénateur Molgat, des étu-

[Text]

Molgat, said that impact studies for Manitoba were done. You have said that no environmental impact study looking strictly at Manitoba's interests has been done. Is that a fair statement?

Mr. Dolecki: I will tell you what was done—it was a study of a combination of flood control effects. There are some flood reduction benefits and some flood reduction losses, because there will be extended flooding in a certain reach of the river. What was done was an analysis of the impacts of this project in low flow years and impacts that would involve water shortages and the difficulties they involved. Nothing has been done on water quality in Manitoba.

Senator Spivak: That does not square with these statements, however.

Mr. Dolecki: It does and it does not, because the army corps of engineers and other proponents of the project can say that there was an analysis done. They did not explain, however, that it was only done on the flood control portion of the project, and that is a very minor part of it.

Senator Spivak: Could you summarize for us briefly—I do not expect you to give us all the information in your document—what the economic losses in your cost benefit analysis are based on?

Mr. Dolecki: What I did—and again, this is not something I did independently—was take a look at their analysis and check it for simple and every-day methodological errors, errors of calculation and errors of estimation. I have provided to the committee the two or three major ones. There has been much discussion about this Shand power plant and the benefits of it—this power plant makes the project viable and so on. That would be true if the Shand power plant, which uses water from the Rafferty reservoir, was the least cost alternative for providing base power to the province of Saskatchewan. We could consider peak power, as well, but in this case we are looking at base power.

The Saskatchewan EIS for that project argues that, indeed, it is the least cost alternative. They have looked at the alternative of a dry cooled or air cooled plant. They have looked at the alternative of purchasing power from Manitoba, and they look at it in terms of what it will cost them to generate a kilowatt hour.

Senator Spivak: Is this the document the authors of which are not known?

Mr. Dolecki: I do not believe the authors of this particular document are listed, either, but the benefit cost analysis done for the Rafferty-Alameda project is the one I referred to earlier as not having its authors listed.

They argue that they can produce power at 10.5 cents per kilowatt hour. They argue that that is the least cost alternative they looked at and that that justifies utilizing—counting as a benefit to the tune of \$20 million—water from the Rafferty reservoir for cooling that generating plant.

[Traduction]

des d'impact auraient été faites pour le Manitoba. Vous dites qu'aucune étude d'impact sur l'environnement visant strictement les intérêts du Manitoba n'a été faite. Est-ce juste?

M. Dolecki: Laissez-moi vous dire ce qui a été fait—il s'agissait d'une étude des divers effets de la prévention des inondations. La diminution des inondations présente des avantages comme des inconvénients, étant donné que le long d'une certaine partie de la rivière, les terres seront inondées. C'est une analyse des effets de ce projet pour les années à faible débit et des effets entraînant des pénuries en eau et des difficultés que celles-ci représentent qui a été faite. Rien n'a été fait au sujet de la qualité de l'eau au Manitoba.

Le sénateur Spivak: Cela ne cadre pas avec ce qui a été dit.

M. Dolecki: Oui et non, puisque le Corps d'ingénieurs de l'armée et d'autres défenseurs du projet peuvent dire qu'une analyse a été faite. Ils n'ont pas expliqué toutefois qu'elle n'avait été faite que sur le chapitre visant la prévention des inondations du projet, qui est très mineur.

Le sénateur Spivak: Pouvez-vous nous résumer—je ne m'attends pas à ce que vous nous donniez toute l'information que renferme votre document—comment vous en êtes arrivé à chiffrer les pertes économiques dans votre analyse coûts-avantages?

M. Dolecki: J'ai, et ce, de façon non indépendante, examiné leur analyse et recherché les erreurs méthodologiques courantes, erreurs de calcul et d'estimation. J'ai présenté au Comité les deux ou trois principales erreurs. La centrale Shand et les avantages qu'elle présente—c'est-à-dire qu'elle assure la viabilité du projet, etc.—on fait l'objet de nombreux débats. Tel en serait effectivement le cas si la centrale Shand qui utilise de l'eau du réservoir Rafferty était la solution la moins coûteuse qui permette d'assurer l'alimentation de base en électricité de la Saskatchewan. Nous pourrions également nous fonder sur l'alimentation de crête, mais dans ce cas précis, choisissons l'alimentation de base.

D'après l'EIE de la Saskatchewan sur ce projet, il s'agirait en fait de la solution la moins coûteuse. Ses auteurs ont examiné la solution d'une usine à refroidissement à sec ou par air. Ils ont pensé acheter de l'électricité au Manitoba compte tenu de ce que cela coûterait pour cette province de produire un kilowatt/heure.

Le sénateur Spivak: S'agit-il du document dont les auteurs ne sont pas connus?

M. Dolecki: Je ne pense pas que les auteurs de ce document précis soient nommés, mais ce n'est pas celui dont je parlais plus tôt. C'est l'analyse coûts-avantages faite pour le projet Rafferty-Alameda qui ne nomme pas ses auteurs.

Ils prétendent pouvoir produire de l'électricité à 10,5 cents le kilowatt/heure. Ils prétendent qu'il s'agit de la solution la moins coûteuse qu'ils aient examinée et que cela justifie l'utilisation—qui passe comme un bénéfice de l'ordre de 20 millions de dollars—de l'eau du réservoir Rafferty à des fins de refroidissement de cette centrale.

[Text]

They can acquire power from North Dakota—and this should be noted for all those who celebrate free trade—for about 3.5 cents per kilowatt hour over the long term, with no construction or transportation cost increases.

The Chairman: From whom could they buy it at that cost?

Mr. Dolecki: They could buy it from Basin Cooperative Electric of North Dakota.

Senator Molgat: Could they buy it in sufficient quantities?

Mr. Dolecki: Yes, three power plants down there have been idle for quite some time. According to David Campbell of the National Wildlife Federation, North Dakota, in that region, is a wash and power generating capacity.

Senator Barootes: Did he set the 3.5 cents?

Mr. Dolecki: No, he got that from Basin Cooperative Electric. I have the document, and that information was communicated to the Government of Saskatchewan.

Senator Barootes: You will table that document with us, will you not?

Mr. Dolecki: I will. In that case, it doesn't really matter if you have one power plant cooled with Rafferty water or a million power plants cooled with Rafferty water—the fact is that it does not count as a benefit methodologically because it is not the least cost alternative, period.

Senator Barootes: I do not understand that rule. I do not understand your last statement.

Mr. Dolecki: In order to count as benefit in benefit cost analysis the contribution of Rafferty water to the power generation of the Shand power plant, you would have to argue that the generation of that power would be the least cost alternative that you could find to supply power. If you do not so argue, then you cannot call it benefit. That is just a rule in benefit cost analysis which is supported by years and years of theoretical work.

The Chairman: Is that sufficient, Senator Barootes?

Senator Barootes: I understand his explanation of how that theory was developed, Mr. Chairman, yes.

The Chairman: Please proceed, Senator Spivak.

Senator Spivak: It is common sense, really. I just have two further questions.

Mr. Dolecki: I will finish the last part of the other question, if I may, which is this: In terms of things like errors of calculation and so forth—and I will table this—there are something like nine or ten different cost items with respect to which they used numbers in the benefit cost analysis that were different from the numbers they estimated in the background materials. It causes them to understate the cost. There are also costs not included in this document. They do not have an estimate of how much it will cost to do downstream channelizing. They do not have an estimate of the cost of bringing the water from the

[Traduction]

Ils peuvent acheter de l'électricité du Dakota du Nord—et tous ceux qui sont en faveur du libre-échange devraient en prendre note—pour 3,5 cents le kilowatt/heure à long terme, sans aucune augmentation des coûts de construction ou de transport.

Le président: Où pourraient-ils acheter cette électricité à ce prix-là?

M. Dolecki: Ils pourraient l'acheter au Basin Cooperative Electric of North Dakota.

Le sénateur Molgat: Pourraient-ils en acheter en quantités suffisantes?

M. Dolecki: Oui, trois centrales de cet État ne fonctionnent pas à plein. Selon David Campbell de la National Wildlife Federation, North Dakota, il y a dans cette région une puissance maximale possible en surplus.

Le sénateur Barootes: A-t-il fixé le prix de 3,5 cents?

M. Dolecki: Non, il l'a obtenu de la Basin Cooperative Electric. J'ai le document en main et cette information a été par ailleurs communiquée au gouvernement de la Saskatchewan.

Le sénateur Barootes: Vous déposerez ce document, n'est-ce pas?

M. Dolecki: Certainement. Dans le cas qui nous préoccupe, peu importe vraiment si une seule ou des millions de centrales sont refroidies par l'eau de Rafferty. Il reste que ce n'est pas un avantage, méthodologiquement parlant, car ce n'est pas la solution la moins coûteuse, un point c'est tout.

Le sénateur Barootes: Je ne comprends pas ce que vous dites.

M. Dolecki: Pour que dans l'analyse coûts-avantages, la contribution de l'eau Rafferty à la production d'électricité de la centrale Shand représente un avantage, il faudrait pouvoir avancer que cette production d'électricité serait la solution la moins coûteuse. Sinon, vous ne pouvez pas l'assimiler à un avantage. Il s'agit tout simplement d'une règle de l'analyse coûts-avantages appuyée par des années de travail théorique.

Le président: Cette explication vous suffit-elle, sénateur Barootes?

Le sénateur Barootes: Je comprends l'explication de M. Dolecki au sujet de la théorie, monsieur le président, oui.

Le président: Veuillez poursuivre, sénatrice Spivak.

Le sénateur Spivak: C'est une question de bon sens. J'ai deux autres questions à poser.

M. Dolecki: Si vous permettez, j'aimerais finir de répondre à la dernière partie de l'autre question. En ce qui concerne les erreurs de calcul, etc., et je vais déposer ce document, on dénombre quelque neuf ou dix postes de coût et les chiffres utilisés dans l'analyse coûts-avantages diffèrent des chiffres cités dans les documents de base. Les coûts ont donc été sous-évalués. Par ailleurs, d'autres coûts ne figurent pas dans ce document. On ne sait pas combien coûterait la canalisation en aval. On ne sait pas combien coûterait l'apport d'eau du réservoir Rafferty à la centrale, etc. L'analyse est très très mal faite.

[Text]

Rafferty reservoir to the power plant, and so on. The analysis is very, very bad.

Senator Spivak: I will not ask you one question that will doubtless take you a long time to answer, which is why any government would accept what is not the least cost alternative. Perhaps I will wait until the second round before I put that question.

How would the low flows on the river affect the economics? Supposing there is a drought for ten years. How would that have an effect?

Mr. Dolecki: It would have an effect in three ways, and I will try to be brief in explaining them. I will table the document that demonstrates this. One effect is with respect to irrigation. We have been able to obtain access to the files of the Saskatchewan Water Corporation to look at hydrology. To try to get background work we have hydrology studies that we were able to pull out.

In low flow years, irrigation requirements are not met. The way in which the hydrology breaks down—and I will table the documents—is the following: The Souris Basin Development Authority argues that it will be able to supply irrigation water 70 per cent of the time seven years out of ten. They will not tell you that those 30 per cent years come in chunks of ten and five. In other words, there is a stretch, during the time in which the project is supposed to be in operation, in which there is no irrigation water coming in, and that time comes in chunks of ten and five years instead of once every two or three years. That makes it difficult from the perspective of the economics of irrigation there, because the on-farm expenditures range between \$900 to \$2,400 per acre for irrigation. If you make that investment in the year zero and do not get water for ten years, you are now the property of the bank.

The second important consideration for them has been the matter of recreation. Recreation is completely contingent on water quantity and water quality—particularly water quantity. There must be enough water being in place in certain prescribed ways. In the case of the fishery that is supposed to be developing, or the fish that are supposed to occur, the fishery section of the environmental impact statement states quite clearly that in order to avoid winter kill, and hence the destruction of that fishery, that reservoir will have to be at or near full supply level as you go into freeze-up. That is not likely to occur; therefore, it is highly unlikely that there will be a viable fishery. They state that in the fishery section. You can read it in the document that was tabled this morning.

They talk about all kinds of mitigation measures, such as aerating the lake and stocking it continually. They even have the idea of driving snowplows around on top of the ice to try to remove some of the ice cover. Those are costly kinds of things to do to maintain a fishery like that.

Senator Spivak: Is the \$4 million figure accurate for protection of the environment and mitigation?

Mr. Dolecki: No.

Senator Spivak: The previous witness said that 50 per cent of \$120 million boiled down to \$4 million.

[Traduction]

Le sénateur Spivak: Je ne vais pas vous poser la question pour laquelle, sans aucun doute, la réponse serait longue, à savoir pourquoi un gouvernement accepterait une solution qui ne serait pas la moins coûteuse. Je vais peut-être attendre la deuxième partie de la séance avant de poser cette question.

Dans quelle mesure les débits minimums de la rivière touchent-ils le côté économique? Supposons qu'il y ait une sécheresse pendant dix ans. Quel en serait l'effet?

M. Dolecki: L'effet serait triple; je vais essayer de l'expliquer brièvement et déposer le document à l'appui. Tout d'abord, on devrait s'intéresser à l'irrigation. Nous avons pu avoir accès aux dossiers d'hydrologie de la Saskatchewan Water Corporation. Nous avons des études en hydrologie qui nous servent de documents de base.

Au cours des années à débit minimum, on ne répond pas aux besoins en matière d'irrigation. Aussi la façon dont l'hydrologie se décompose—et je dépose les documents—est la suivante: La Souris Basin Development Authority prétend qu'elle pourra fournir l'eau pour l'irrigation 70 p. 100 du temps, sept années sur dix. Elle ne dit pas que ces 30 p. 100 d'années se présentent en blocs de dix et cinq années. En d'autres termes, il s'écoule un laps de temps où le projet est censé fonctionner et où l'on ne dispose pas d'eau pour l'irrigation. Ce laps de temps correspond à des blocs de dix et cinq ans, ce phénomène ne se produira donc pas une fois tous les deux ou trois ans. Cela rend les choses difficiles en ce qui concerne le côté économique de l'irrigation étant donné que les dépenses agricoles pour l'irrigation oscillent entre 900 et 2 400 \$ l'acre. Si l'on fait cet investissement l'année zéro et que l'on n'obtient pas d'eau pendant dix ans, on est à la merci des banques.

Ils se sont également penchés sur la question importante des loisirs du fait que cette activité dépend entièrement de la quantité d'eau présente et de la qualité de celle-ci. En ce qui concerne la pêche ou les stocks de poissons qu'il est censé y avoir, la partie de l'étude d'impact sur l'environnement qui traite de cette question dispose clairement que, pour éviter la destruction des poissons en hiver, il faut que le réservoir soit rempli à pleine capacité, ou presque, au fur et à mesure que l'on se rapproche de la saison de gel. Il y a peu de chances que cela se produise. Par conséquent, la pêche sera fort peu viable. C'est ce qu'on dit dans cette partie. Vous pourrez le lire dans le document qui a été déposé ce matin.

Ils proposent toutes sortes de mesures pour atténuer le problème, comme procéder à l'aération d'un lac, le repeupler de façon continue, ainsi de suite. Ils ont même proposé d'utiliser des chasse-neige pour essayer d'enlever une partie de la couche de glace. Il s'agit là de mesures très coûteuses.

Le sénateur Spivak: La somme de 4 millions suffira-t-elle pour protéger l'environnement et financer ces mesures?

M. Dolecki: Non.

Le sénateur Spivak: Le témoin précédent a dit que 50 p. 100 de 120 millions revenaient à 4 millions.

[Text]

Mr. Dolecki: It will boil down to \$4 million for straight mitigation of wildlife, as they have estimated it. If they are going to create a fishery, they are not going to be able to do so with the water they have, and they admit that. If you read the chapter on fisheries you will see that quite clearly.

There is a discussion on water quality as it impacts such things as swimming. They talk about algal blooms making it difficult and unpleasant for swimming and contact sports.

Senator Spivak: Why would there be algal blooms?

Mr. Dolecki: Because it is a prairie lake there are a great many nutrients in the water. It is a hot and semi-arid area.

Another thing I want to put on the record has to do with the question of evaporation. I think it is unlikely that this reservoir will ever fill. I will correct the statement that was made earlier that one hydrology run says that if the Rafferty Dam had been built in December 1911 it would not have filled until July of 1953 and then it would not have held water for very long. That is because the evaporation rates are very high in that area. Environment Canada estimates it to be in the order of 75 per cent to 85 per cent of annual inflow. That speaks to the question of maintaining viability of that project and the benefits thereof.

Senator Molgat: I would like this witness to deal with the matters that were left outstanding by the previous witness. There were a number of them. One matter was this business of filling the reservoir.

Mr. Dolecki: I will table the documents that I have on that matter. The documents that I do have are hydrology runs for Site A Rafferty, which is located four kilometres north of the present site and is one metre higher in its structure. I have been told by Mr. Dybvig of the Saskatchewan Water Corporation that the results for Site C, the current site, are similar. I have asked for those hydrology runs. I have received a letter from Mr. Dybvig, which I will table, that states that he cannot find these hydrology runs.

Another matter that was raised concerned the comments by Mr. Halliday. He was commenting on a draft of the environmental impact statement. It was not the licence application that was being commented on; it was a draft of the environmental impact statement. I have asked, through SCRAP and a Freedom of Information Act request, to obtain the draft of the environmental impact statement that was commented on by Mr. Halliday and Environment Canada. The reason I want that is to see exactly what kind of changes occurred between the draft of the EIS and the final EIS, which was issued some 30 days later, and to examine whether or not the comments that were made in that letter were adequately addressed. I have an appendix of that letter, which I will table.

We have received word from Environment Canada, from the same Mr. Halliday, that the draft is no longer in their possession. In other words, they get rid of those things. I will table that letter, and I request this committee to attempt to obtain a copy of the draft, because I would like to see it.

[Traduction]

M. Dolecki: Cela revient à 4 millions de dollars pour les mesures destinées à protéger la faune. Ils ne pourront pas créer une pêcherie avec la quantité d'eau qui est dans le réservoir. Ils l'ont reconnu. On le dit en termes très clairs dans la partie qui traite de la pêche.

Il est aussi question des répercussions que la qualité de l'eau entraînera sur des activités comme la natation. La formation d'algues rendra difficile et peu agréable la natation et tout sport de contact.

Le sénateur Spivak: Pourquoi y aurait-il des algues qui se formeraient?

M. Dolecki: Parce qu'il s'agit d'un lac de prairie et qu'il y a beaucoup de substances nutritives dans l'eau. Il se trouve dans une région chaude et semi-aride.

Il est une autre question que j'aimerais aborder aux fins du compte rendu: il s'agit de la question de l'évaporation. Ce réservoir ne sera probablement jamais rempli à capacité. J'aimerais apporter une correction à ce qui a été dit, plus tôt, au sujet du barrage Rafferty. On a dit que s'il avait été construit en décembre 1911, il ne se serait pas rempli avant juillet 1953 et l'eau ne resterait pas très longtemps parce que les taux d'évaporation sont très élevés dans cette région. D'après Environnement Canada, ces taux représentent entre 78 et 85 p. 100 de l'alimentation annuelle en eau. Voilà pour la viabilité du projet et des avantages qu'il présente.

Le sénateur Molgat: J'aimerais que ce témoin nous fournisse des réponses aux questions auxquelles le témoin précédent n'a pas répondu. Il y en avait plusieurs et une d'entre elles portait sur le remplissage du réservoir.

M. Dolecki: Je déposerai les documents que j'ai à ce sujet. Ils portent sur les études hydrologiques qui ont trait au site A du barrage Rafferty, qui se trouve à quatre kilomètres au nord du site actuel et qui est plus haut d'un mètre. M. Dybvig de la *Saskatchewan Water Corporation* m'a dit que les résultats des études pour le site C, le site actuel, sont identiques. C'est moi qui ai demandé que ces études hydrologiques soient effectuées. J'ai reçu une lettre de M. Dybvig, que je déposerai, et dans laquelle il déclare qu'il ne peut les retrouver.

Il y a une autre question qui a soulevé des inquiétudes, et il s'agit des observations qu'a faites M. Halliday. Elles portaient sur le projet d'étude d'impact sur l'environnement et non sur la demande de permis. J'ai présenté, par l'entremise de la SCRAP, une demande en vertu de la Loi sur l'accès à l'information pour obtenir copie du projet d'étude auquel M. Halliday et Environnement Canada ont fait allusion. J'ai demandé à le voir parce que je voulais prendre connaissance des modifications qui avaient été apportées entre la première et la dernière étude, qui a été produite quelque 30 jours plus tard, pour voir si l'on avait donné suite aux commentaires soulevés dans cette lettre, que je déposerai en annexe.

Environnement Canada—c'est-à-dire M. Halliday—nous a dit qu'il n'avait plus d'exemplaire du projet d'étude. Autrement dit, ils s'en sont débarrassés. Je déposerai cette lettre parce que j'aimerais demander au Comité d'essayer d'obtenir une copie de ce projet d'étude pour que je puisse le voir.

[Text]

Senator Barootes: Is it sinister to destroy a working draft?

Mr. Dolecki: No. I just do not understand why they do not keep draft documents.

Senator Barootes: Everyone destroys them.

Mr. Dolecki: In any event, I would like to get a copy of it.

Senator Molgat: Were there other matters outstanding from Mr. Scott's comments?

The Chairman: One I can think of is the Grasslands Park aspect.

Mr. Dolecki: I have no information about the Grasslands Park. From my perspective in analysing this as an interested Manitoban, it is irrelevant. From the perspective of adequate environmental assessments and adequate consideration of Manitoba's legitimate interests in this matter, I would argue that the federal minister failed miserably, which is why I called for his resignation in the letter that was published in the *Brandon Sun*. I sent that letter to the *Toronto Globe and Mail*, and they refused to print it.

Senator Molgat: There is one other question arising out of Senator Spivak's questions, and that relates to the technology at the Shand plant.

Mr. Dolecki: I will table that document as well. They are not going to use scrubbers. The reason for that, of course, is the cost. That component of the project will cost almost \$1 billion. That component of the Shand-Rafferty-Alameda project is already very high. They are not going to use scrubbers; they are going to try to get by with lime injection.

The comments from Environment Canada suggest that they will not be able to meet the federal emission standards they have agreed on with the precise amount of lime they are attempting to inject; they will have to use more.

Senator Spivak: I would like to ask a supplementary question. What are we asking the Americans to do with their acid emissions?

Mr. Dolecki: Why don't you ask the federal Minister of the Environment?

Senator Spivak: I am asking you, if you know.

Mr. Dolecki: I do not know.

Senator Molgat: Is this creating an acid rain problem?

Mr. Dolecki: The argument that will be advanced by the people of Saskatchewan. Power is that they will not do that because otherwise it would not meet federal emission standards. Indeed, the people at Environment Canada whom I have talked to have argued that one of the great achievements that came out of the discussions with Saskatchewan on this matter was that Saskatchewan agreed to follow and obey federal emission standards for this particular plant. The only question is whether they can do it at the cost they argue they will be

[Traduction]

Le sénateur Barootes: Est-ce un crime de détruire un projet d'étude?

M. Dolecki: Non. Mais j'ai du mal à comprendre pourquoi ils ne gardent pas des copies de ces documents.

Le sénateur Barootes: Tout le monde les détruit.

M. Dolecki: Quoi qu'il en soit, j'aimerais en obtenir une copie.

Le sénateur Molgat: Y a-t-il d'autres points que vous aimeriez soulever au sujet des observations qu'a faites M. Scott?

Le président: Il y a la question du parc Grassland.

M. Dolecki: Je n'ai pas de renseignements là-dessus. En tant que Manitobain, cette question ne me concerne pas. Pour ce qui est de l'évaluation environnementale qui a été faite pour bien tenir compte des intérêts légitimes du Manitoba dans cette question, je suis d'avis que le ministre fédéral a misérablement échoué. C'est pourquoi j'ai réclamé sa démission dans la lettre que j'ai mentionnée plus tôt et qui a été publiée dans le *Brandon Sun*. J'ai envoyé la lettre au *Globe and Mail* de Toronto mais ils ont refusé de la publier.

Le sénateur Molgat: Il y a une autre question qui se rattache à celle qu'a posée la sénatrice Spivak. Il s'agit de la technologie utilisée à Shand.

M. Dolecki: Je vais également déposer ce document. Ils n'ont pas l'intention d'utiliser des épurateurs en raison, évidemment, de leur coût. Cet aspect du projet coûterait presque un milliard de dollars. En ce qui concerne le projet Shand-Rafferty-Alameda, les coûts sont déjà très élevés. Ils n'utiliseront pas d'épurateurs. Ils vont plutôt utiliser un système d'injection à base de chaux.

D'après ce qu'a laissé entendre Environnement Canada, ils ne seront pas en mesure de respecter les normes d'émissions fédérales qu'ils se sont engagés à respecter avec la quantité de chaux qu'ils tentent d'injecter. Ils devront en utiliser davantage.

Le sénateur Spivak: J'aimerais poser une question supplémentaire. Que vont faire les Américains avec leurs émissions d'acides?

M. Dolecki: Pourquoi ne demandez-vous pas cela au ministre fédéral de l'Environnement?

Le sénateur Spivak: C'est à vous que je pose cette question, si vous connaissez la réponse.

M. Dolecki: Je ne la connais pas.

Le sénateur Molgat: Est-ce que cela va contribuer au problème des pluies acides?

M. Dolecki: Les responsables de la *Saskatchewan Power* vont probablement dire qu'ils ne contribuent pas au problème des pluies acides parce qu'ils respectent les normes d'émissions fixées par le gouvernement fédéral. En effet, d'après certains responsables du ministère de l'Environnement, ils ont réussi, dans leurs discussions avec la Saskatchewan, à obtenir que la province respecte les normes d'émissions fixées par le gouvernement fédéral en ce qui concerne cette usine en particulier. Reste à savoir si la société parviendra à le faire dans les limites

[Text]

able to do it at. The feeling among Environment Canada people who have spoken to me is that they will not. That is an issue for Manitoba, because we are definitely downwind.

Senator Spivak: Not only that, we have clean air at the moment.

Mr. Dolecki: There are a couple of plants in Brandon that are not very nice.

There is one other thing that I would like to state. It is too bad we only have an hour. I could go on for six hours.

This morning there was a comment made about the role that Saskatchewan Power is playing in this project. There was a question asked about Saskatchewan Power being a leading agency for this project. We were told that in fact it is not the leading agency. I was glad to have that clarified, because the Saskatchewan Water Corporation files, to which SCRAP has access and which I have been examining, contain a raft of file folders that are empty. These are the construction contracts. I was told the files were empty because they had been moved over to Sask Power because Sask Power is the lead on construction for this project. Since they are not the lead on the construction of this project it would be nice to have those contracts returned in order to see how much the cost overruns are.

Senator Barootes: You have said that there are two people who are untrustworthy.

Mr. Dolecki: I am sorry, senator, I said nothing of the kind. I have not made any allegations of impropriety on the part of anybody. I have said they did not act in a manner that was consistent with exercising responsibilities in respect of Manitoba. I did not use the word "untrustworthy."

Senator Barootes: Whom were you referring to?

Mr. Dolecki: I was referring to the federal Minister of the Environment.

Senator Barootes: I was not referring to that particular comment. You took umbrage too quickly.

Mr. Dolecki: All right; I will take umbrage now.

Senator Barootes: I was thinking about your comment regarding the American Corps of Engineers. Perhaps I did not get the words right, but I thought you said that one must be skeptical of anything they develop.

Mr. Dolecki: That is right.

Senator Barootes: And that they are very difficult in these matters.

Mr. Dolecki: That is right.

Senator Barootes: They are not reliable.

Mr. Dolecki: They are very difficult in these matters. You have to be very careful in the way in which you accept or analyze their argumentation. For example, in this particular case, they used the wrong baseline condition.

Senator Barootes: In your opinion?

[Traduction]

du budget qu'elle a établi. Les fonctionnaires d'Environnement Canada croient que la société ne parviendra pas à le faire. Cette question intéresse le Manitoba parce que nous nous trouvons sous le vent.

Le sénateur Spivak: Pas seulement cela, mais l'air à l'heure actuelle est encore propre.

M. Dolecki: Il y a quelques usines à Brandon qui font plutôt piètre figure.

Il y a une autre observation que j'aimerais faire. Dommage que nous ayons seulement une heure. Je pourrais continuer de parler pendant six heures.

Ce matin, on a fait un commentaire au sujet du rôle de la *Saskatchewan Power* dans ce projet. On a demandé si cette société était le principal organisme chargé de ce projet. On nous a dit qu'en fait ce n'était pas le cas. J'ai été heureux qu'on clarifie cette question, car les dossiers de la *Saskatchewan Water Corporation* auxquels SCRAP a accès et que j'ai examinés contiennent une foule de dossiers vides désignés sous le nom de contrats de construction. On m'a dit qu'ils étaient vides parce qu'ils avaient été transférés à la *Saskatchewan Power*, cette dernière étant chargée de ces travaux de construction. Comme ce n'est pas le cas, il conviendrait qu'on nous renvoie tous ces contrats afin que nous puissions les examiner et avoir une idée des dépassements de coûts.

Le sénateur Barootes: Vous avez dit que deux personnes n'étaient pas dignes de confiance.

M. Dolecki: Je regrette, sénateur, je n'ai rien dit de tel. Je n'ai aucunement allégué que des personnes avaient agi de manière discutable. J'ai dit qu'elles n'avaient pas agi de manière logique lors de l'exercice de leurs responsabilités à l'égard du Manitoba. Je n'ai pas dit qu'elles n'étaient «pas dignes de confiance».

Le sénateur Barootes: À qui faisiez-vous allusion?

M. Dolecki: Au ministère fédéral de l'Environnement.

Le sénateur Barootes: Je ne parlais pas de cette observation précise. Vous vous êtes froissé trop rapidement.

M. Dolecki: D'accord, je me froisse maintenant.

Le sénateur Barootes: Je songeais à l'observation que vous avez faite au sujet de l'*American Corps of Engineers*. Je n'ai peut-être pas très bien compris, mais je pensais que vous aviez dit que l'on se doit d'être sceptique devant tous les projets que cet organisme conçoit.

M. Dolecki: C'est exact.

Le sénateur Barootes: Et qu'ils sont très peu commodes.

M. Dolecki: C'est exact.

Le sénateur Barootes: Ils ne sont pas fiables.

M. Dolecki: Ils sont très peu commodes. Il faut être très prudent lorsqu'on accepte ou qu'on analyse leur argumentation. Par exemple, dans le cas qui nous occupe, ils ont utilisé la mauvaise condition de base.

Le sénateur Barootes: Selon vous?

[Text]

Mr. Dolecki: I am sorry, the Environmental Protection Agency's opinion.

Senator Barootes: In SCRAP's opinion?

Mr. Dolecki: The Environmental Protection Agency's opinion in the United States used the wrong base condition. It has not established that its base condition is correct. In my opinion, that is the case. It has used an improper base condition.

Senator Barootes: You also mentioned something about the minister. I thought you were rather harsh about the minister's statement. Did you suggest that he was not responsible with respect to his duties?

Mr. Dolecki: What I said was that the statement he made on April 21 could not have been correct.

Senator Barootes: That was not the way I heard it; but did you not call for his resignation?

Mr. Dolecki: I called for his resignation in a letter I wrote that was published in the *Brandon Sun*. I asked him to recess his decision to grant that licence, and, if he did not, that he should resign.

Senator Barootes: You mentioned that the licence would not allow the construction of the Alameda Dam if the \$41 million was not forthcoming.

Mr. Dolecki: That is correct.

Senator Barootes: The licence did not allow it?

Mr. Dolecki: Herb Swan's licence. The licence granted by the provincial government.

Senator Barootes: Not the water licence granted by the federal government?

Mr. Dolecki: The licence granted by the provincial government. You can see that in that blue book that has been described as a bible.

Senator Barootes: We were told this morning that the Alameda Dam might have to be revised and not built if the American money was not forthcoming.

Mr. Dolecki: The permit states that if the American money is not forthcoming, then they are not permitted to go ahead and build that. They are only permitted to do Rafferty and the associated work such as downstream channelization and the diversion channel, but not Alameda.

Senator Barootes: I misunderstood it. I thought you meant the federal licence.

Mr. Dolecki: No, the provincial.

Senator Barootes: We were told otherwise this morning.

Mr. Dolecki: I apologize for the confusion, sir.

Senator Barootes: I misunderstood it. There is no necessity for you to apologize.

Irrigation of grain crops surprised me in that you had some gentleman from North Dakota who was a farmer associated with wildlife work.

[Traduction]

M. Dolecki: Je m'excuse, mais la Environmental Protection Agency...

Le sénateur Barootes: Selon SCRAP?

M. Dolecki: L'Environmental Protection Agency des États-Unis a utilisé la mauvaise condition de base ou n'a pas prouvé que sa condition de base était exacte. J'estime bel et bien qu'elle a utilisé une mauvaise condition de base.

Le sénateur Barootes: Vous avez également parlé du ministre. À mon avis, vous avez été plutôt dur lorsque vous avez jugé sa déclaration. Avez-vous laissé entendre qu'il n'exerçait pas ses fonctions de façon responsable?

M. Dolecki: J'ai dit que la déclaration qu'il avait faite le 21 avril ne pouvait pas être exacte.

Le sénateur Barootes: Ce n'est pas ce que j'ai compris, mais n'avez-vous pas demandé sa démission?

M. Dolecki: J'ai demandé sa démission dans une lettre que j'ai rédigée et qui a été publiée dans le *Brandon Sun*. Je lui ai demandé de revenir sur sa décision d'accorder ce permis, sinon, de donner sa démission.

Le sénateur Barootes: Vous avez mentionné que le permis ne permettrait pas la construction du barrage d'Alameda si on ne versait pas la somme de 41 millions de dollars.

M. Dolecki: C'est exact.

Le sénateur Barootes: Le permis ne l'a pas autorisé?

M. Dolecki: Le permis de Herb Swan accordé par le gouvernement provincial.

Le sénateur Barootes: Pas le permis d'exploitation hydraulique accordé par le gouvernement fédéral?

M. Dolecki: Le permis accordé par le gouvernement provincial. Vous pouvez en prendre connaissance dans le livre bleu qu'on a décrit comme étant une bible.

Le sénateur Barootes: On nous a dit ce matin qu'il faudra peut-être renoncer à construire le barrage d'Alameda si les États-Unis n'accordent pas de fonds à cette fin.

M. Dolecki: Le permis indique que, si les États-Unis n'accordent pas des fonds, on ne sera pas autorisé à construire le barrage. On ne pourra construire que le barrage de Rafferty et effectuer les travaux connexes, comme la canalisation en aval et le canal de dérivation, mais pas le barrage d'Alameda.

Le sénateur Barootes: J'avais mal compris. Je pensais que vous parliez du permis du gouvernement fédéral.

M. Dolecki: Je parlais du permis accordé par le gouvernement provincial.

Le sénateur Barootes: Ce n'est pas ce qu'on nous a dit ce matin.

M. Dolecki: Monsieur, je m'excuse d'avoir créé cette confusion.

Le sénateur Barootes: Vous n'avez pas à vous excuser, j'avais mal compris.

La question de l'irrigation des récoltes céréalières m'a étonné, car vous avez parlé d'un agriculteur du Dakota du Nord qui s'occupe de la faune.

[Text]

Mr. Dolecki: The fellow who was making the comment was a state health commissioner, Mr. Sauer.

Senator Barootes: Is it your understanding that the irrigation that might be undertaken would be for grain crops?

Mr. Dolecki: There are a number of crops that have been suggested, including crops such as barley.

Senator Barootes: My understanding—I know the chairman has more knowledge of this than I have—is that it is not usually done for grain crops, but more commonly for forage crops. Would that be correct, Senator Hays?

The Chairman: It could be for either. In any event, I am not going to get into a situation where I am giving evidence.

Mr. Dolecki: You can take that out, sir, very easily by reading the benefit-cost chapter of the EIS that you received this morning.

The Chairman: It depends on the price of grain, senator.

Mr. Dolecki: Since you raised the question of the price of grain, may I say that they used grain prices in there that were extremely optimistic. I have a copy of a report by Mr. Jack Stabler who comments on that methodology for irrigation. I will table that if you like.

Senator Barootes: To return to the federal government's responsibility, we were provided with information from the Library of Congress this morning that the undertakings of the federal government in the issuing of this licence fully complied with all federal statutes and regulations. Do you still think that the minister is at fault?

Mr. Dolecki: There is this question of the intent versus the letter of the law. For example, there are these 13 conditions, or whatever are attached to this licence. There is also an escape clause which says that all of these conditions can be waived. That surely complies with the law; but, for example, if you waive the restriction on the amount of water that you can export through that system through interbase transfer, that is not a very interesting licence.

Senator Barootes: Do you know of any place in North America today that can develop electricity at 3.5 cents per kilowatt hour?

Mr. Dolecki: The State of North Dakota, apparently.

Senator Barootes: No, I said that can develop electricity today. Do you know of any other place in North America that makes, sells or develops new generating capacity at 3.5 cents?

Mr. Dolecki: Not that I am aware of, but I can check for you.

Senator Barootes: I would be delighted if you could.

The Chairman: I would like to know whether you are talking about interruptible or uninterruptible service. Do you have that information?

[Traduction]

M. Dolecki: La personne qui faisait cette observation était M. Sauer, commissaire d'État à la santé.

Le sénateur Barootes: Selon vous, les travaux d'irrigation qui seront peut-être entrepris viseraient-ils les récoltes céréalières?

M. Dolecki: On a parlé d'un certain nombre de récoltes, entre autres, de celles d'orge.

Le sénateur Barootes: Je sais que le président est plus au courant de la question que je ne le suis, mais, si je comprends bien, ces travaux ne visent pas habituellement les récoltes céréalières, mais plus souvent les récoltes fourragères. Est-ce exact, sénateur Hays?

Le président: Ils pourraient viser les unes ou les autres. De toute façon, je ne veux pas me mettre en situation de témoin.

M. Dolecki: Monsieur, vous pouvez vous procurer très facilement ces renseignements en lisant le chapitre de l'Étude d'impact sur l'environnement, que vous avez reçue ce matin, chapitre dans lequel on traite des coûts-avantages.

Le président: Sénateur, cela dépend du prix des céréales.

M. Dolecki: Si vous le permettez, comme vous avez soulevé la question du prix des céréales, dans ce document, on a utilisé des prix extrêmement optimistes; j'ai entre les mains un exemplaire du rapport de M. Jack Stabler, qui commente la méthode d'irrigation. Je le déposerai si vous le désirez.

Le sénateur Barootes: Pour revenir à la responsabilité du gouvernement fédéral, on nous a remis ce matin des renseignements provenant de la Bibliothèque du Congrès et selon lesquels les initiatives qu'a prises le gouvernement fédéral en délivrant ce permis étaient entièrement conformes à toutes les lois fédérales et à tous leurs règlements d'application. Pensez-vous toujours que le ministre soit fautif?

M. Dolecki: Il faut tenir compte de l'esprit et de la lettre de la loi. Par exemple, ce permis est assorti de quelque 13 conditions. Il contient également une clause dérogatoire indiquant que toutes ces conditions peuvent être écartées, ce qui est certes conforme à la loi, mais si l'on supprime, par exemple, la restriction imposée sur la quantité d'eau qu'on peut exporter par ce réseau au moyen d'un transfert interbassin, le permis n'est alors pas très intéressant.

Le sénateur Barootes: Connaissez-vous un endroit en Amérique du Nord où l'on peut actuellement générer de l'électricité au coût de 3,5 cents le kilowatt/heure?

M. Dolecki: Apparemment, dans l'État du Dakota du Nord.

Le sénateur Barootes: Non, je parle d'un endroit où l'on peut en générer actuellement. Connaissez-vous un autre endroit en Amérique du Nord où avec des centrales nouvelles, on produit ou vend de l'électricité à 3,5 cents?

M. Dolecki: Pas que je sache, mais je peux m'informer.

Le sénateur Barootes: J'en serais très heureux.

Le président: Je voudrais savoir si vous parlez d'un service pouvant être interrompu ou non? Disposez-vous de ces renseignements?

[Text]

Mr. Dolecki: It is a long-term type of contract that is straightforward.

The Chairman: So it is uninterrupted.

Senator Barootes: That would be even more unusual if it were uninterrupted.

Mr. Dolecki: But you have to remember that capital facilities are already in place down there. It is not as if you are starting off from scratch down there; you have available resources to deploy them. That is the point, namely, that the capacity is there rather than generating new capacity. I find it particularly surprising in an era where everyone loves free trade.

Senator Barootes: In your own words, I find it rather skeptical to find that you can buy any quantity of electricity today at 3.5 cents an hour—

Mr. Dolecki: Call them!

Senator Barootes: Anywhere.

Mr. Dolecki: Call them.

Senator Barootes: Apparently you have already done it.

Speaking of cross-benefits, I have another question. If Saskatchewan wanted to develop its own power within its own borders using its own lignite coal, and if that cost exceeded the cost of power or any other substance that it might obtain in some other area, should it be forbidden from doing that within its own jurisdiction using its own resources?

Mr. Dolecki: As a professional economist, I would find that kind of thing to be irrational.

Senator Barootes: That is odd, because we are spending a hell of a lot of money in this country, as are other countries, trying to be irrationally self-sufficient, within certain spheres of what we call a security product, a product that we need for our own security.

Mr. Dolecki: But theoretically, independent analysis is independent of one's fear about being insecure.

Senator Barootes: I am sorry; I realize that yours are academic hypotheses rather than realities of the day.

Mr. Dolecki: Oh, come on!

Senator Barootes: You ask about scrubbers. Is there any possibility that the low sulphur content of the coal in that area, plus the pure air that we have—in other words, no indication of pollution—might be the basis of using not scrubbers but lime?

Mr. Dolecki: There is no question about it. That would be the basis on which they have made the argument. The only question is whether or not it will be sufficient to meet Environment Canada standards with the kind of stuff that is there.

Senator Barootes: If they don't, they would have to do something more.

Mr. Dolecki: If they do not meet it and find it technically not possible, then they will have to go to some other form or

[Traduction]

M. Dolecki: Il s'agit d'un contrat à long terme qui est simple.

Le président: Donc, le service ne peut être interrompu.

Le sénateur Barootes: Ce serait encore plus inhabituel s'il ne pouvait être interrompu.

M. Dolecki: Mais vous devez vous rappeler que les capitaux sont prêts. Ce n'est pas comme si l'on parlait de rien, car on dispose des ressources nécessaires. Il ne s'agit pas d'une nouvelle capacité, mais d'une capacité qui existe déjà. Je trouve cela très étonnant en cette époque où tout le monde affectionne le libre-échange.

Le sénateur Barootes: J'ai peine à croire qu'on puisse actuellement acheter n'importe quelle quantité d'électricité à 3,5 cents le kilowatt/heure.

M. Dolecki: Appelez-les!

Le sénateur Barootes: Où que ce soit.

M. Dolecki: Appelez-les.

Le sénateur Barootes: Apparemment, vous l'avez déjà fait.

À propos d'avantages mutuels, j'ai une autre question. Si la Saskatchewan voulait générer sa propre électricité à l'intérieur de ses propres frontières et en utilisant son propre lignite, et qu'elle doive pour ce faire engager des coûts supérieurs à ceux de l'électricité ou de toute autre substance qu'elle pourrait obtenir dans une autre région, vous opposeriez-vous à ce qu'on lui interdise de le faire dans sa propre sphère de compétence et à l'aide de ses propres ressources?

M. Dolecki: À titre d'économiste, je considérerais que cette façon de procéder est irrationnelle.

Le sénateur Barootes: C'est étrange, parce que nous dépensons des sommes énormes, alors que d'autres pays tentent de s'auto-suffire, de façon irrationnelle, dans certains domaines de la conception d'un produit dont ils ont besoin pour assurer leur sécurité.

M. Dolecki: Mais, théoriquement, une analyse indépendante ne tient pas compte des sentiments d'insécurité des gens.

Le sénateur Barootes: Je m'excuse, je me rends compte que vos hypothèses sont purement théoriques et ne s'appliquent pas à la réalité.

M. Dolecki: Allons donc!

Le sénateur Barootes: Vous vous interrogez au sujet des épurateurs. Le charbon de cette région contenant peu de soufre et l'air y étant pur—en d'autres mots, puisqu'on y trouve aucune pollution—est possible qu'on recoure à l'injection de chaux de préférence à des épurateurs?

M. Dolecki: Cela ne fait aucun doute. C'est sur quoi ils se sont fondés pour présenter leur argument. Reste à savoir si cela répondra aux normes d'Environnement Canada.

Le sénateur Barootes: Si ce n'est pas le cas, il faudra prendre des mesures.

M. Dolecki: Si les exigences ne sont pas satisfaites et qu'on découvre que ce projet est techniquement infaisable, il faudra

[Text]

shut it down. If it is shut down, that would involve scrubbers, and that involves a lot of money.

Senator Barootes: I was the one responsible for reading this. You have gone through some of the history with Mr. Harapiak and other people in Manitoba. I have here an article from the *Winnipeg Free Press*, dated, I believe, September 11, but I am told that that date is not likely because September 11 is a Sunday and I do not think the *Free Press*—

Mr. Dolecki: It does now.

Senator Barootes: Well, that is where it came from, namely, the Sunday *Free Press*.

Mr. Dolecki: No one reads it, but it does come out on Sunday.

Senator Barootes: This is Barbara Robson speaking. She states:

Manitoba officials were not concerned because they viewed an agreement between Canada and the United States that governs the transborder flow of water as the province's best safeguard.

That matches the statements you have made. Am I correct in that?

Mr. Dolecki: It depends upon what is the final agreement. There is a negotiation process going on. If you wish, I will table both sides of that debate, as I have them. If the American version of that treaty is accepted, then we are in bad shape; if the Canadian side is accepted, it is a bit better. However, while it might very well be accepted, it depends on the kind of position taken. The key player in that negotiation is External Affairs.

The Chairman: May I clarify something here, Senator Barootes? You are referring to the 1909 treaty and the obligation of water, are you?

Mr. Dolecki: No.

Senator Barootes: The 1959 arrangement.

Mr. Dolecki: Yes. I am referring to the Surrey River basin project general plan report and final environmental impact statement and what is called the subject agreement between Canada, the United States, the two provinces and the state, with regard to the operation of this project, the alteration of the interim measures and the obligations surrounding the movement of American money.

We had reference to that this morning. It was felt this morning that it would be inappropriate to discuss them fully and freely at this point in time because you do not want to prejudice negotiations, but I will be happy to do that.

Senator Barootes: The statement that "no bells rang" was found in this article.

Mr. Dolecki: Yes.

Senator Barootes: It states:

The announcement of Saskatchewan's licence . . . rang no alarm bells in Manitoba, former deputy environment minister Tom Owen recalls.

[Traduction]

trouver une autre solution. On songera sans doute aux épurateurs, lesquels sont coûteux.

Le sénateur Barootes: C'est moi qui ai pris l'initiative de vous lire cela. M. Harapiak et d'autres personnes du Manitoba vous ont donné un aperçu de la situation. Voici un article du *Winnipeg Free Press*. Je crois qu'il est daté du 11 septembre, mais on me dit que le 11 septembre est un dimanche et que le quotidien ne paraît pas le dimanche.

M. Dolecki: Il paraît le dimanche maintenant.

Le sénateur Barootes: Dans ce cas, l'article est donc paru dans leur édition du dimanche.

M. Dolecki: Personne ne le lit, mais il paraît le dimanche.

Le sénateur Barootes: Je cite donc Barbara Robson:

Les fonctionnaires du Manitoba ne se sont pas inquiétés parce qu'ils considèrent l'accord entre le Canada et les États-Unis au sujet du débit de l'eau transfrontalière comme la meilleure garantie que possède la province.

Cela concorde avec ce que vous avez dit. Est-ce que j'ai bien compris?

M. Dolecki: Tout dépend de l'accord final. Des négociations sont bien en cours. Si vous le souhaitez, je vous exposerai les deux côtés de la médaille. Si c'est la version américaine du traité qui est acceptée, nous nous trouvons dans une situation fâcheuse; si c'est la version canadienne qui l'est, nous nous en tirons un peu mieux. Tout dépend de la position qu'on prend. Le principal intervenant dans ce domaine est le ministère des Affaires extérieures.

Le président: Pourriez-vous me donner une précision, sénateur Barootes? Est-ce que vous faites allusion au traité de 1909 et à l'article sur l'eau?

M. Dolecki: Non.

Le sénateur Barootes: Il s'agit de l'accord de 1959.

M. Dolecki: Oui. Je me reporte au rapport sur le plan général du projet d'aménagement de la rivière Surrey et à l'énoncé final des incidences environnementales et à l'accord entre le Canada et les États-Unis, soit entre les deux provinces et l'État américain. On y traite du projet, et notamment de la modification des mesures provisoires et de la participation financière des États-Unis.

Nous avons fait allusion à cette question ce matin. J'ai cru qu'il valait mieux ne pas m'étendre là-dessus de crainte de compromettre la suite des négociations, mais je serai heureux de le faire si vous le souhaitez.

Le sénateur Barootes: C'est dans cet article où il est dit que l'annonce du projet n'alarme personne.

M. Dolecki: Oui.

Le sénateur Barootes: Je cite l'article:

Selon l'ancien sous-ministre de l'Environnement, M. Tom Owen, l'annonce de la délivrance par la Saskatchewan d'un permis n'alarme personne au Manitoba.

[Text]

That is what we were quoting. I do not think that differs a great deal from what you said.

Mr. Dolecki: It did not ring alarm bells among the current government elected officials.

Senator Barootes: Which current government officials?

Mr. Dolecki: The current government—the one that was elected in the last provincial election.

Senator Barootes: Well, I am sorry, but this dates back to the period when Tom Owen was the deputy minister under the former government.

Mr. Dolecki: Would you read that again, sir?

Senator Barootes: It states:

The announcement of Saskatchewan's licence . . . rang no alarm bells in Manitoba, former deputy environment minister Tom Owen recalls.

Mr. Dolecki: Right. If that licence refers to the federal licence, then that is in June of this year, when it was issued. If that is the case, then the one who does not have alarm bells ringing is, regrettably, the current government in Manitoba.

Senator Barootes: I see your point. In other words, Tom Owen had left his position by that time, had he?

Mr. Dolecki: I do not know. I do not know Tom Owen; but it says "former" minister.

Senator Barootes: In respect of Saskatchewan and the federal government, the Saskatchewan government has not overstepped its authority and jurisdiction with the studies it has done for itself, within its own province, in obtaining the licence. Your concern—and mine too, if I were a Manitoban—would be as to what happens to the return water in dry years, not in wet years; is that correct?

Mr. Dolecki: I will answer the first part of your question in the following way: Most of what I am doing is in relation to analyzing the question of whether or not that environmental impact statement, that was produced by the Souris Basin Development Authority, conforms to the requirements of the legislation, the Environmental Assessment Act. I believe I am in a position—as I believe are the people who have brought the court action in connection with what is a major case—to demonstrate that the answer to that question is no, it is not in conformity; it is not an environmental impact statement as required by the act. There is enough evidence to demonstrate that, but I do not want to go into that now.

Senator Spivak: What act?

Mr. Dolecki: The Saskatchewan Environmental Assessment Act, under which this environmental assessment was done.

Senator Barootes: Is the court case being brought by SCRAP against the Government of Saskatchewan, the Souris basin project?

Mr. Dolecki: That is right. The object of the exercise is to determine whether or not the act was complied with in the construction of the environmental impact statement and, hence,

[Traduction]

Voilà la citation que nous vous avons donnée. Cela ne diffère pas beaucoup de ce que vous nous avez dit.

M. Dolecki: Cette annonce n'a alarmé aucun des fonctionnaires du gouvernement actuel.

Le sénateur Barootes: À qui songez-vous?

M. Dolecki: Au gouvernement actuel, c'est-à-dire au parti qui a été élu lors des dernières élections provinciales.

Le sénateur Barootes: Je m'excuse, mais l'article date de la période où Tom Owen était sous-ministre au sein de l'ancien gouvernement.

M. Dolecki: Pourriez-vous relire cette citation, monsieur?

Le sénateur Barootes:

Selon l'ancien sous-ministre de l'Environnement, M. Tom Owen, l'annonce de la délivrance par la Saskatchewan d'un permis n'alarma personne au Manitoba.

M. Dolecki: C'est exact. Le permis fédéral, si c'est bien de lui qu'il s'agit, a été délivré en juin de cette année. Il est donc question du gouvernement actuel du Manitoba.

Le sénateur Barootes: Je vous comprends. Autrement dit, M. Tom Owen avait quitté son poste au moment où il a prononcé ces paroles, n'est-ce pas?

M. Dolecki: Je l'ignore, car je ne connais pas Tom Owen. L'article dit qu'il s'agit de l'ancien sous-ministre.

Le sénateur Barootes: Quoi qu'il en soit, la Saskatchewan n'a pas outrepassé ses pouvoirs en effectuant ses propres recherches avant de délivrer un permis. Ce qui vous inquiète, et ce qui m'inquiéterait aussi si j'étais manitobain, c'est de savoir ce qu'on fera de l'eau en période de bas débit et non en période de haut débit, n'est-ce pas?

M. Dolecki: Je répondrai d'abord à la première partie de votre question. Je me suis demandé si l'énoncé des incidences environnementales préparé par le Bureau d'aménagement du bassin de la Souris répondait aux exigences de la *Environmental Assessment Act* (Loi sur les évaluations environnementales). Je crois être en mesure, comme le sont également ceux qui ont pris l'initiative d'intenter des poursuites, de démontrer que ce n'est pas le cas et que l'énoncé des incidences environnementales n'est pas conforme à la loi. Les preuves sont claires, mais je ne veux pas m'étendre là-dessus pour l'instant.

Le sénateur Spivak: À quelle loi faites-vous allusion?

M. Dolecki: À la *Saskatchewan Environmental Assessment Act*, c'est-à-dire à la Loi qui exigeait la préparation d'un énoncé des incidences environnementales.

Le sénateur Barootes: Quant au procès dont vous venez de parler, met-il en cause SCRAP et le gouvernement de la Saskatchewan?

M. Dolecki: C'est exact. La question est de savoir si on a respecté la loi dans la préparation de l'énoncé des incidences environnementales et dans la délivrance du permis. C'est une question intéressante.

[Text]

the granting of the licence. The issue is quite an interesting one.

Senator Barootes: Where is that now?

The Chairman: Senator Barootes, will you wind up your questioning quickly? Some senators are already late for another meeting, including you.

Senator Barootes: Yes.

The Chairman: Could you make your last question short?

Senator Barootes: Was that action just delayed?

Mr. Dolecki: I will table all of the judgments we have so far.

Senator Barootes: No; I mean concerning SCRAP.

Mr. Dolecki: We put forth an action there. The government argued that we should not be there. SCRAP won a standing order. That standing order is now being appealed and we should see that before the courts soon. We anticipate winning and going to court in January or February.

Senator Barootes: Thank you.

The Chairman: Honourable senators, I need a quorum to accept documents.

Senator Barootes: I will move that those documents be tabled.

The Chairman: On behalf of the committee I wish to thank Professor Dolecki for his thorough presentation and for the material that he will leave with us. It will be of invaluable assistance to the committee in carrying out its study. On behalf of the committee, thank you, Professor Dolecki.

Senator Spivak: Mr. Chairman, I wonder if we might have head notes made of all the documents so that we can follow Professor Dolecki's presentation.

The Chairman: Senator Spivak, if you wait a second, your question will be answered. The way I propose to deal with this matter is to suggest that we receive the documents in bulk from Professor Dolecki and that we ask our clerk, with the assistance of our researchers, to index them. They are, for the most part, identified in Professor Dolecki's presentation. However, there are some documents that I gather are not identified in the presentation. Accordingly, my suggestion is that we receive them in bulk and that we entertain a motion to table them. We will then index them and return to Professor Dolecki, as he has requested, those documents that he wishes returned, following reproduction by our clerk. Our clerk has indicated to me that that is in order.

May I have a motion to table the documents?

Senator Spivak: I so move, Mr. Chairman.

The Chairman: Honourable senators, is it agreed?

Hon. Senators: Agreed.

The Chairman: Is there any other business that honourable senators wish to bring forward at this time?

[Traduction]

Le sénateur Barootes: Où en est le procès?

Le président: Sénateur Barootes, pourriez-vous mettre fin rapidement à vos questions? Certains sénateurs doivent se rendre à une autre réunion et ils sont déjà en retard, tout comme vous.

Le sénateur Barootes: Oui.

Le président: Votre dernière question peut-elle être brève?

Le sénateur Barootes: Le procès vient-il d'être ajourné?

M. Dolecki: Je vous remettrai tous les jugements que nous avons jusqu'ici.

Le sénateur Barootes: Je pense à SCRAP.

M. Dolecki: Nous avons intenté des poursuites. Le gouvernement a argué que nous n'étions pas une partie intéressée. Un ordre permanent a été rendu en faveur de SCRAP. La Couronne a fait appel et les tribunaux devraient être saisis de la question bientôt. Nous prévoyons gagner en appel et aller devant le tribunal en janvier ou février.

Le sénateur Barootes: Je vous remercie.

Le président: Honorables sénateurs, il nous faut le quorum pour déposer ces documents.

Le sénateur Barootes: Je propose que ces documents soient déposés.

Le président: Au nom du Comité, je tiens à remercier M. Dolecki de son exposé fort intéressant et des documents qu'il nous laisse. Au nom du Comité, je vous remercie monsieur Dolecki.

Le sénateur Spivak: Monsieur le président, je me demande si l'on pourrait numéroter tous ces documents pour que nous puissions suivre l'exposé de M. Dolecki.

Le président: Si vous voulez attendre un instant, sénatrice Spivak, je propose que nous acceptions en bloc les documents qui nous sont présentés par M. Dolecki et que nous demandions à notre greffier de les indexer en collaboration avec nos chercheurs. La plupart d'entre eux nous ont été présentés par M. Dolecki au cours de son exposé. Si je ne m'abuse, il nous a remis quelques documents de plus. Par conséquent, j'aimerais qu'on propose de les accepter en bloc. Nous les indexerons ensuite et nous retournerons à M. Dolecki ceux d'entre eux qu'il veut ravoier après que notre greffier les aura photocopiés. Notre greffier m'indique que tout cela est clair.

Quelqu'un peut-il proposer que nous déposions ces documents?

Le sénateur Spivak: Je le propose, monsieur le président.

Le président: Plaît-il aux sénateurs d'adopter cette motion?

Des voix: Adoptée.

Le président: Les honorables sénateurs souhaitent-ils discuter d'autre chose?

[Text]

Senator Molgat: I think we should extend a particular vote of thanks to our stenographers, because Professor Dolecki gave them a hard time.

Senator Spivak: Mr. Chairman, is it your intention that we meet again this week?

The Chairman: No, we will not. We will, however, meet again next week, God and the Prime Minister willing. At that time our witness will be the Minister of the Environment, for whom we certainly have some good questions. That meeting will be held at our regular time of 9.30 a.m., Tuesday. We also have other witnesses, including Ms. Elizabeth May, who is present here this evening and from whom I am sure we are anxious to hear.

If there is no other matter that senators wish to deal with at this time, I declare the meeting adjourned.

The committee adjourned.

[Traduction]

Le sénateur Molgat: Je crois qu'il faudrait remercier nos sténographes parce que M. Dolecki les a fait travailler dur.

Le sénateur Spivak: Monsieur le président, comptez-vous convoquer une autre réunion cette semaine?

Le président: Non. Nous nous réunirons cependant la semaine prochaine si Dieu et le premier ministre le veulent. Nous recevrons alors le ministre de l'Environnement à qui nous aurons certainement de bonnes questions à poser. Cette réunion aura lieu mardi prochain à 9 h 30. Nous recevrons alors d'autres témoins dont M^{me} Elizabeth May qui est présente ici ce soir. Je suis convaincu qu'elle aura des choses intéressantes à nous dire.

Si les sénateurs n'ont pas d'autres questions, je lève la séance.

Le Comité suspend ses travaux.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

Mr. Joseph F. Dolecki, Assistant Professor of Economics,
Brandon University;

Mr. Lorne Scott, Past President, Saskatchewan Wildlife
Federation.

M. Joseph F. Dolecki, professeur adjoint de sciences écono-
miques, Brandon University;

M. Lorne Scott, ancien président, Saskatchewan Wildlife
Federation.



Second Session
Thirty-third Parliament, 1986-88

SENATE OF CANADA

Standing Senate Committee on

Agriculture and Forestry

Chairman:
The Honourable DANIEL PHILLIP HAYS

INDEX

OF PROCEEDINGS

(Issues Nos. 1 to 35 inclusive)

Deuxième session de la
trente-troisième législature, 1986-1988

SÉNAT DU CANADA

Comité sénatorial permanent de

l'Agriculture et des forêts

Président:
L'honorable DANIEL PHILLIP HAYS

INDEX

DES DÉLIBÉRATIONS

(Fascicules nos 1 à 35 inclusivement)



Prepared by

Louise Therrien,

Information and Technical Services Branch,

LIBRARY OF PARLIAMENT

Compilé par

Louise Therrien,

Direction de l'information et des services techniques,

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

SENATE OF CANADA

Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry
2nd Session, 32nd Parliament, 1986-88

INDEX

(Issues 1-35 inclusive)

R: Issue number followed by "R" refers to the report contained within that issue number.

ASA

See

Agricultural Stabilization Act

Aboriginal peoples

See

Native people

Aboutboul, Henri A., President, Monsanto Canada Inc.

Alachlor, pest control

Discussion, 23:18, 22, 28

Statement, 23:5-7

Access to Information

Pesticides, 33:22, 23

Committee recommendations, 33:10, 23, 24, 25

See also

Pesticides

Access to Information Act

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, request concerning the first and final draft, environmental impact statement, 35:40

Provision, pesticides, 33:22

Acid rain

Maple syrup industry

Antidote, fertilizers, temporary solution, 33:63, 64

Effects, 33:58-61, 65, 66, 68, 69, 73

Public opinion, message, 33:65-7, 69, 70-1

Sources, 33:63, 71

Sulphur, emission standards, federal, concerning Shand-Rafferty-

Alameda, project, 35:41

See also

Environment

Fertilizers and manures

Maple syrup

Act Respecting Animal Pedigree Associations

See

Bill C-67

Act to amend the Canada Grain Act and other Acts in consequence thereof

See

Bill C-112

Act to amend the Canadian Wheat Board Act

See

Bill C-92

SENAT DU CANADA

Comité sénatorial permanent de l'Agriculture et des forêts
2^e session, 33^e législature, 1986-1988

INDEX

(Fascicules 1-35 inclusivement)

R: Le numéro de fascicule suivi d'un «R» réfère au rapport contenu dans ce fascicule.

AAP

Voir

Administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies

ABC

Voir

Association des banquiers canadiens

ACDI

Voir

Agence canadienne de développement international

ARAP

Voir

Administration du rétablissement agricole des Prairies

Aborigènes

Voir

Autochtones

Aboutboul, M. Henri A., président, Monsanto Canada Inc.

Alachlore, produit antiparasitaire

Discussion, 23:18, 22, 28

Exposé, 23:5-7

Accès à l'information

Pesticides, 33:48, 49

Recommandations du Comité, 33:35, 49, 50, 51

Voir aussi

Pesticides

Accès à l'information, Loi

Disposition, pesticides, 33:48

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, demande concernant la première et dernière étude d'impact sur l'environnement, 35:40

Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis

Agriculture, impacts, 21R:64

Commission canadienne du blé, système, menace, 13:17-8

Financement agricole, position

Association canadienne des éleveurs de bovins, soutien fort, 15:10, 15

Gestion de l'offre, denrées, inquiétudes, 15:16, 22-3

Textes définitifs, opinion, 15:23-4

Christian Farmers Federation of Ontario, négatif, 13:28

Implications sociales, économiques, 19:19

Cultivateurs, Syndicat national, négatif, 13:10-1

Accès garanti, marché américain, propagande, 13:16-7

Gestion de l'offre, denrées, inquiétudes, 13:17

Fédération canadienne de l'agriculture, effets, 18:23-6

- Act to amend the Territorial Lands Act**
See
 Bill C-43, subject-matter
- Act to amend the Western Grain Stabilisation Act**
See
 Bill C-132
- Act to dissolve Canagrex and to amend certain Acts in consequence thereof**
See
 Bill C-2
 Bill C-2, subject-matter
- Adams, Christopher I.G. *Birds of the Souris River Valley, Saskatchewan—1987, March 1988, 34:6, 22-3***
- Adams, Hon. Willie, Senator (Northwest Territories)**
 Bill C-43, subject-matter, 1:16-8, 25-6; 2:8, 9
- Adnam, Don, Policy Analyst, Market and Policy Analysis Division of the Grain Marketing Bureau, Department of Agriculture**
 Bill C-92, discussion, 29:16
- Advance Payments for Crops Act**
 Provision, 21R:38
- Advisory Committee to the Canadian Wheat Board**
See
 Canadian Wheat Board Advisory Committee
- Ag Expo, Lethbridge, Alberta**
 Healthy snack food, introduction, 2:15
- Agricultural Bankers' Conference, November 1987, Canadian Bankers Association**
See
Agriculture in transition
- Agricultural Credit Conference, November 1987, Canadian Bankers Association**
See
Agriculture in transition
- Agricultural credit-insurance program**
See under
 Export Development Corporation
- Agricultural Finance in Canada*, G.C. Van Kooten, references, 21R:4-5**
- Agricultural Finance Problem in Perspective*, George L. Brinkman, reference, 7:25**
- Agricultural Institute of Canada**
 Plant breeders rights, legislation, 17:10
- Agricultural Outlook Conference**
See
 Canadian Agricultural Outlook Conference, Ottawa, Ontario, December 1987
- Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis—Suite**
 Financement agricole, position—*Suite*
 Prairie Pools Inc, soutien, 16:10
 Neutre, 17:31
 Union des producteurs agricoles, opposition, 17:88-9, 94
 United Grain Growers' Association, soutien fort, 17:8, 31
 Grains canadiens, producteurs, avantages, 17:21-2
 Résolution, 17:9
- Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce**
 Affaires extérieures, ministère, relations, 5:6-7
 Agriculture, industrie, situation, 11:17
 Découplage, négociations, 18:12; 21R:79
 Grains, mesures de soutien classiques, blé, 13:18
 Marchés d'exportation, développement, 4:7-8
 Négociations multilatérales, 11:19
 Position
 Prairie Pools Inc, 16:10, 25-6
 Union des producteurs de grain, 17:8
 Règlements, 11:31; 18:24-5
 Article 11, gestion de l'offre, 18:25
 Restrictions, 5:24
 Subventions, retrait, 18:23; 30:54
- Accord international sur le blé, 17:27, 32**
- Actualité céréalière*, Commission canadienne du blé, référence, 29:55**
- Adams, M. Christopher I.G., *Birds of the Souris River Valley, Saskatchewan—1987, mars 1988, 34:6, 22-3***
- Adams, honorable Willie, sénateur (Territoires du Nord-Ouest)**
 Bill C-43, teneur, 1:16-8, 25-6; 2:8, 9
- Administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, (AAP)**
Voir
 Agriculture, ministère — Administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies
- Administration du rétablissement agricole des Prairies (ARAP)**
Voir
 Agriculture, ministère — Administration du rétablissement agricole des Prairies
- Adnam, M. Don, Division de l'analyse des marchés et politiques, Direction générale de la commercialisation des grains, ministère de l'Agriculture**
 Bill C-92, discussion, 29:16
- Affaires étrangères et commerce extérieur, Comité permanent de la Chambre des communes**
 Comparution de la United Grain Growers' Association, Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis, 17:29
- Affaires extérieures, ministère**
 Canagrex, Société, abrogation, effets, 3:5-7, 10, 17; 5:18
 Commerce, initiatives, 3:5
 Coopération
 Agriculture, ministère, 5:13
 Comité interministériel, 3:15, 16; 4:11; 5:13, 19
 Chine, marché, développement, stratégies, 5:13
 Développement commercial, organismes, 5:12
 Ministères fédéraux, 3:5-7, 14, 16; 4:5, 9, 10, 14-5
 Secteur économique intérieur, 5:8

Agricultural Pests Control Act (R.S. 1927, c. 40, 14-15 George V)
Provision, 33:15-6

Agricultural Products Board

See

Agriculture Department — Programs — Agricultural Products Board

Agricultural Products Board Act

Provision, 21R:37-8

Agricultural Products Program, Export Development

See under

Agriculture Department — Export Market development, branch — Programs

Agricultural Research in Canada, Donald Dever, report for Canada Grains Council, reference, 2:22

Agricultural Stabilization Act (ASA)

Provisions, 17:38, 53; 21R:33-5, 37-8; 30:53

Modification, proposal, 17:39

Payments, 11:21; 17:51

Agricultural Stabilization Board

See

Agriculture Department — Programs — Agricultural Stabilization Board

Agricultural Stabilization Program

See

Agriculture Department — Programs — Agricultural Stabilization Board

Agriculture

Agri-food industry, 4:5, 13; 5:9, 13, 21; 21R:60; 26:13-4

Adjustments, standard of living, 7:23

Food laboratories, research, federal assistance, 5:23-4

Canagrex Corporation, dissolution, effects, 3:5-6

See also

Canagrex Corporation

Capital value, restructuring and reduction, 11:23

Competition, 17:86

Cost, 9:29

Economy, 6:7; 7:20; 8:23; 12:8; 13:6; 16:6; 30:54-5

Confidence, loss, spending habits, effects, 11:8, 15, 23-4, 29, 37; 15:6, 9

Financial situation, impact, 3:13; 7:20; 19:22; 30:58

Future

Prairie farm, 17:58

Trends, 21R:57-61

Importance, 19:24, 26

Income, farm, economic spin-off, 13:6

Leadership, 18:26-7

Losses, 11:14-5

Outlook, 6:13-4; 7:8-11; 9:28-9; 11:8-9, 12-3, 15

Alternatives, new opportunities, strategies, 7:19-20; 12:12-3; 13:27; 15:6, 8; 16:7-10; 19:20, 33-4

Long-term, 11:10; 12:14; 15:9-10; 16:6, 10; 21R:61

Medium-, short-term, 11:9; 15:10; 16:6; 21R:61

Policies, 15:6, 9, 11, 13-4

Export market development, 3:14, 18; 4:6, 11

International, 13:21

Affaires extérieures, ministère—Suite

Coordination, ministères fédéraux, fédéral/provincial, 5:13-4, 21

Secteur agro-alimentaire, inventaire, 5:13

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau..., étude

Fonds, argent, responsabilité, 35:33

Lettres de

L'honorable I.C. Nollet, ministre de l'Agriculture de la Saskatchewan, adressée au sous-secrétaire d'Etat, datée du 10 juin 1957, 34:5, 13, 23

Très honorable Charles Joseph Clark, secrétaire d'Etat pour les Affaires extérieures, datée le 3 juin 1986, concernant le Manitoba, commentaires, 35:27

Très honorable George Diefenbaker, au secrétaire d'Etat, datée du 6 août 1957, 34:5, 13, 23

Manitoba

Eau, qualité, quantité, études, 35:31

Négociations, 35:27

Protection, 35:35

Industrie et du Commerce, ministère

Responsabilité, transfert, 5:16

Marchés

Chinois, 5:13

Exportation, 3:14

Cultures spécialisées, 3:14

Information, 3:6

Organisme principal, 4:13

Produits agricoles, manque d'expertise sur place, 3:16

Stratégies internationales, 5:8

Marchés d'exportation, Programme de développement 4:10, 11;

5:10, 17-8

Voir aussi

Marchés d'exportation, Programme de développement

Programmes des projets de promotion, 4:10

Réseau mondial d'information sur les exportations, 4:8

Structure, 5:5

Activités

Ententes techniques, 5:12

Exportation, séances d'information, 5:11-2

Information, diffusion, 5:12-3

Marchés

Expansion, instruments, inventaire, 5:10

Préservation, mécanismes, 5:11

Voir aussi plus haut

Marchés

Produits alimentaires, foires, 5:11

Promotions, 5:10-1

Techniques, aide, 5:10-1

Employés, 4:8; 5:6-8

Produits agricoles, commercialisation, spécialistes, 5:9

Mandat, 3:7; 5:5, 18

Etranger

Produits agro-alimentaires, commercialisation, 5:8

Représentation, 3:12

Liaison, industrie agro-alimentaire, secteur privé, 5:9

Secteur de la politique économique et commerciale, 5:6, 7

Secteur de l'Afrique et du Moyen-Orient, 5:5

Secteur de l'Europe, 5:5-6

Secteur de l'expansion du commerce extérieur, 5:6-9

Secteur des Etats-Unis, 5:5

Service des délégués commerciaux canadiens, 5:6, 8, 10, 15-6

Synopsis Sectoriel — Produits et services agricoles, plan opérationnel 1987-88, document, 3:16

Agriculture—Cont'dExport market development—*Cont'd**See also*

Agriculture Department — Export Market development, branch

Exports, **4**:12, 14; **6**:8Financial institutions, **7**:23*See also*

Financial institutions

Government

Commitment, **17**:26; **30**:58-9Important issue, **4**:16Interferences, **12**:14Policies, **17**:59, 86-7, 89-92New public, **11**:17; **13**:6, 12Trade, **21R**:61Horticulture, **4**:16-7*See also*

Horticulture

Imports, **6**:8Industrialization, **8**:21, 23

Industry

Heterogeneous, **21R**:11Structure changes, impact, **12**:12-3; **13**:6; **21R**:1, 57History, **30**:58-9Investments, **9**:21

Marketing Boards

History, agricultural markets, **21R**:1-3Pull out, effects, **18**:19-21North American, efficiency, lack, **2**:23Over-production, worldwide, **3**:14, **6**:8, 14; **7**:20; **13**:20-1Pesticides, **33**:12Inoculants, registration, **2**:27-8*See also*

Herbicides

Pesticides

Programs, **3**:19; **5**:20; **6**:18, 26; **7**:16*See also*

Agricultural Stabilization Program

Agriculture Department — Programs

Economic Regional Development Agreements

Export Market Development Program

Western Grain Stabilization Program

Research, **7**:15, 20; **21R**:18, 60*See also*

Agriculture Department — Research

See also

Farm finance

Agriculture, Standing House of Commons CommitteeAlachlor, hearings, **23**:6

Appearances

Canadian Bankers Association, farm debt review process, **14**:14Committee of Non-Participants Western Grain, July 19, 1988, **31**:9, 26Olfert, D., Treasurer, Canadian Wheat Board, **29**:29-30Western Producer Car Group, **29**:40-1; **30**:44Bill C-92, recommendation, **30**:45; **32**:10, 20Bill C-132, amendment, extension, deadline, **29**:95Farm Debt Review Board, study, **18**:11Letter from R.S. Allison, Canadian Pacific Railways, dated April 15, 1988, responding to March 8, 1988 letter from chairman G. Wilson, M.P., concerning producer cars, **30**:31-2Reference, **33**:27Regulatory Process, sixth report, tabled May 10, 1988, issue 51, **33**:14, 26**Affaires indiennes et du Nord canadien, ministère**Faune, transfert de responsabilité fédérale au gouvernement des territoires, accord, **1**:12

Forêts, transfert de responsabilité fédérale au gouvernement des territoires

Accord, **1**:26-7Bois, **1**:16-8Critères, **1**:12

Employés

Régime de pension, **1**:24Salaire, **1**:24Transfert, **1**:15, 20-1, 23, 26Financement du matériel, **1**:17-8, 20Gestion des forêts, budget, **1**:19-21Feux de forêt, **1**:26Habitants du nord, **1**:22Inventaire, **1**:24-5Opposition, **1**:25Palements de transfert, accord, **1**:12, 26Permis d'utilisation des terres et eaux, accès, **1**:18-9Règlement des revendications, **1**:22Scierie, permis, droits, **1**:25**Ag Expo, Letbridge, Alberta**Casse-croûte nourrissant, introduction, **2**:15**Age de retraite**Employés, commissaires, droits de la personne, législation, **29**:84-5**Agence canadienne de développement international (ACDI)**Coopération, ministères fédéraux, **3**:16; **5**:12, 14Marchés d'exportation, développement, **4**:9, 19**Agence de protection environnementale***Voir*

Etats-Unis — Gouvernement — Environmental Protection Agency

AgriculteursActions, financement, inquiétude, **19**:33-6Activités économiques, producteurs de richesses, **13**:6Aide, **7**:12, 16, 19Alachlore, Comité de révision, position, **23**:28Dettes, financement, **19**:36Education, **19**:25; **21R**:74-6Recommandations du Comité, **21R**:xx, 76Élévateurs à grain, wagons producteurs, système, **30**:17Etude, histoire, **30**:24-5, 27, 28-9Frais, épargnes, **29**:12-6, 19-21, 35, 36-7, 51-4, 64-5, 68-9, 80; **30**:26Augmentation, effets, **30**:19-21Criblures, usage, valeur, **29**:87-9Entreposage, intérêts, **30**:8-9, 25-6Revenu, producteurs objectifs, **30**:16-7Transport, manutention, **30**:11Développement, décision, **30**:17-8

Usagés

Efficacité, inefficacité, **30**:29-30Type, **29**:73*Voir aussi*

Élévateurs à grain

Grains, transport

Etats de l'encaisse, **14**:23Examen de l'endettement agricole, Bureaux, **21R**:42-5Institutions financières, privées, **20**:14-5

Agriculture and Forestry, Standing Senate Committee

Agenda, 1:27

Bill C-43, subject-matter, letter from Hon. William Hunter McKnight, Minister of Indian Affairs and Northern Development, 2:7-8

Budget, 1:6; 6:4-5; 21:8-9

Documents tabled, 26:4

Meeting in camera, 1:5; 21:4-9; 32:4; 33:4; 34:4, 6

Membership, changes, 1:2; 6:2; 8:2; 9:2; 11:2; 14:2; 22:2; 24:2; 25:2; 26:2; 27:2; 32:2; 33:2; 34:2; 35:2

Motions

Adjournment; carried, 1:29; 28:39

Bill C-2, report to Senate, without amendment, but with observations; carried, 10:4, 8

Bill C-2, subject-matter, report to Senate

Fourth Report, without amendment, but with observations; carried, 9:4, 8

Third Report, without amendment; carried, 6:4

Bill C-43, subject-matter, report to Senate, without amendment, but with observations; carried, 2:4, 7-8

Bill C-67, report to Senate, without amendment; carried, 24:4, 14

Bill C-92, report to Senate, without amendment, but with comments; carried, 32:4-5

Bill C-112, report to Senate, without amendment; carried, 31:4

Bill C-132, report to Senate, without amendment; carried, 31:4

Budget, fiscal year

1987-88; carried, 1:6, 28

1988-89; carried, 21:8-9

Budget, fiscal year, purpose of special study

1987-88; carried, 6:4-5

1988-89; carried, 21:8

Amendments; carried, 34:6

Canadian Regulatory Process For Pesticides, alachlor report; carried, 33:4

Chairman

Authorization to hold meetings, to receive evidence and to print without quorum; carried, 1:4

Authorization to propose to Senate, that the Committee

Have power to engage the services of counsel and other personnel, for the examination and consideration of bills, etc.; carried, 1:5

On its own initiative, send for, hear and consider evidence of person or persons on matters, within Committee's mandate; carried, 1:5

Undertake a special study on farm finance; carried, 6:4

Authorization to represent the Committee at meetings to be held at the OECD in Paris, France, reasonable travelling, living expenses to be reimbursed; carried, 21:9

Election; carried, 1:4

Expenses incurred, with respect to meetings in Toronto, Edmonton to be reimbursed; carried, 16:4, 27

Proposal to Senate that the reporting date for the special study on Farm finance be postponed until

April 28, 1988; carried, 21:8

March 31, 1988; carried, 16:4, 27

Seek authorization from Senate to table *Canadian Regulatory Process For Pesticides*, alachlor report, week of September 4 to 10, should Senate not be sitting at that time; carried, 33:4

Chairman, Deputy Chairman

Be authorized to travel to Brussels, Belgium in April

1988, reasonable travelling, living expenses be paid; carried, 21:5

Or his designate be authorized to travel to Brussels, Belgium in April 1988, reasonable travelling, living expenses to be paid, notwithstanding the motion passed on March 1, 1988; carried, 21:7

Agriculteurs—Suite

Examen de l'endettement agricole, Bureaux—*Suite*

Recommandations du Comité, 21R:xix, 48-9, 52

Faillites, saisies

Attitudes, dignité, 17:43-4, 46, 51-3

Crédit, cote, future, 20:15-6

Compassion, 19:7-10

Impacts sociaux, 15:18-9; 21R:52

Programmes, 19:38

Recommandations du Comité, 21R:xix, 52-3

Transition, 17:46-8; 20:7-8; 21R:49-53

Voir aussi

Réorientation des agriculteurs, Programme canadien

Psychologiques, sociologiques, stress, conséquences, 13:8; 19:37-8

Aide, 19:38

Femmes, rôle, emploi non agricole, impacts sociaux, 12:12; 15:19

Herbicides, alachlore, annulation

Effets, coûts, 23:11-2, 17, 28; 25:17

Programmes d'accréditation, 28:21

Raisons, communication, 25:16-7

Risques, santé, dossiers, aucun, 23:28

Voir aussi

Herbicides

Hypothèque, attitude, 19:36

Identification, critères, fermes, difficultés, 17:19

Palements directs, gouvernement, nombres, 17:63

Permis, titulaires, producteurs à grain, chiffres, 29:97

Perte de confiance, 11:8; 21R:52

Population agricole; 21R:66

Catégories, 15:7

Définition, 18:12; 19:36

Jeunes, débutants, 13:27; 17:12; 18:10; 19:32

Actions, financement, 19:30

Crise, 13:10; 15:7; 16:10, 18, 20; 17:19; 18:26; 21R:52, 58

Temps partiel, 15:7

Vieux, 15:7; 16:18; 21R:62-3

Recensement, 17:11-2; 21R:62

Réduction, effets, 17:28; 30:54

Profil financier des agriculteurs canadiens, figures, 21R:21

Retraite, plan de pension, intégration, 8:25-6, 27-8; 9:16, 18-9; 16:10, 18

Sans problème, caractérisation, habitudes de dépenses, 9:22; 11:23

Sécheresse, décisions, 26:17

Sirop d'érable, industrie, conscients, problème, 33:67, 69, 70

Subventions, effets, 20:19

Terre, propriétaire, 19:36-7

Voir aussi

Financement agricole

Agriculteurs, Syndicat

Grains, Programme spécial canadien, position, 17:32

Voir aussi

Syndicat national des cultivateurs

Agriculteurs, Programme canadien de réorientation

Voir

Agriculture, ministère — Programmes — Réorientation des agriculteurs, Programme canadien

Agriculteurs, Programme spécial d'aide financière

Voir

Société du crédit agricole — Programmes — Aide financière aux agriculteurs, Programme spécial

Agriculture and Forestry, Standing Senate Committee—Cont'd**Motions—Cont'd**

Chairman or clerk of committee be authorized to sign, certify accounts; carried, 1:4

Clerk, authorization to place 1/8 page advertisements in the newspapers and minority press as selected by the Chairman for the purpose of calling for submissions for the special study; carried, 9:4, 11

Deputy Chairman, election; carried, 1:4

Documents

Filed as exhibits; carried, 5:4, 19; 6:5, 9; 34:5-6, 22-3; 35:4-6

To be appended to proceedings; carried, 3:4, 18; 28:4, 27

Draft

Advertisement calling for submissions for the special study; carried, 9:4, 11

Reports be prepared in English only, since the time elapsed between drafts does not allow for temporary translation; carried, 21:5

Financing the Family Farm to the Year 2000, farm finance, examination, report to Senate; carried, 21:8

Report refer to Atlantic Canada's farm situation as well as to other parts of Canada; carried, 21:4

Meeting in camera; carried, 1:5; 21:4

Proceedings, printing; carried, 1:4

Researchers to travel with reasonable expenses to be reimbursed, authorization

Canadian Bankers' Association conference, Toronto; carried, 10:4; 11:4, 22

Conference on free trade, Quebec City, May 4-6, 1988; carried, 22:4, 16

Regina, Saskatchewan, October 29-30, 1987; carried, 11:4, 22

Soil at Risk: Canada's Eroding Future, printing of 10,000 additional copies; carried, 1:5

Sub-Committee on Agenda and Procedure, composition, quorum; carried, 1:4

Witnesses

Dr. Smirnoff be invited to appear before the Committee on the subject of spruce budworm control; carried, 21:5

President of Monsanto Canada Inc. be invited to appear before the Committee on the subject of the Minister of Agriculture's decision with respect to Alachlor; carried, 21:5

Orders of reference

Bill C-2, 10:3

Bill C-2, subject-matter, 3:3

Bill C-43, subject-matter, 1:3

Bill C-67, 24:3

Bill C-92, 29:3

Bill C-112, 29:3

Bill C-132, 29:3

Farm finance, examination, 6:3

Presentation, report, 21:3

Granting of a water licence by the Federal Government to the Saskatchewan Government for works on the Souris River, examination, 34:3

Matters within Committee's mandate, 2:3; 22:3; 23:3; 33:3

Potentially disastrous drought in Western Canada, 26:3

Reports to Senate

Bill C-2, without amendment, but with observations, 10:4, 5, 8

Bill C-2, subject-matter

Fourth Report, without amendment, but with observations, 9:4, 6-7, 8

Third Report, without amendment, 6:4; 9:6

Bill C-43, subject-matter, without amendment, but with observations, 2:4, 5, 7

Bill C-67, without amendment, 24:4, 5, 14

Agricultural Finance in Canada, M. G.C. Van Kooten, références, 21R:4-6

Agricultural Finance Problem in Perspective, M. George L. Brinkman, référence, 7:25

Agricultural Research in Canada, M. Donald Dever, rapport pour le Conseil des grains du Canada, référence, 2:22

Agriculture

Agro-alimentaire, industrie, 4:5, 13; 5:9; 13, 21; 21R:64; 26:13-4

Ajustements, niveau de vie, 7:23

Laboratoires alimentaires, recherches, aide fédérale, 5: 23-4

Canagrex, Société, abrogation, effets, 3:5-6

Voir aussi

Canagrex, Société

Compétition, 17:86

Coût, 9:29

Economie, 6:7; 7:20; 8:23; 12:8; 13:6; 16:6; 30:54-5

Confiance, manque, habitude de dépenses, effets, 11:8, 15, 23-4, 29, 37; 15:6, 9

Direction, 18:26-7

Finance, situation, impact, 3:13; 7:20; 19:22; 30:58

Future

Ouest canadien, 17:58

Tendances, 21R:61-6

Important, 19:24, 26

Perspectives, 6:13-4; 7:8-11; 9:28-9; 11:8-9, 12-3, 15

Solutions de rechange, nouvelles possibilités, stratégies, 7:19-20; 12:12-3; 13:27; 15:6, 8; 16:7-10; 19:20, 33-4

Long terme, 11:10; 12:14; 15:9-10; 16:6, 10; 21R:66

Moyen, court terme, 11:9; 15:10; 16:6; 21R:66

Politiques, 15:6, 9, 11, 13-4

Pertes, 11:14-5

Revenus agricoles, retombées économiques, 13:6

Exportations, 4:12, 14; 6:8

Gouvernement

Engagement, 17:26; 30:58-9

Interférences, 12:14

Politiques, 17:59, 86-7, 89-92

Commerciales, 21R:65

Nouvelles, 11:17; 13:6, 12

Sujet important, 4:16

Horticulture, 4:16-7

Voir aussi

Horticulture

Importations, 6:8

Industrialisation, 8:21, 23

Industrie

Hétérogène, 21R:11

Structure, changements, impact, 12:12-3; 13:6; 21R:1, 61

Historique, 30:58-9

Institutions financières, 7:23

Voir aussi

Institutions financières

Investissements, 9:21

Marchés d'exportation, développement, 3:14, 18; 4:6, 11

International, 13:21

Voir aussi

Agriculture, ministère — Marchés d'exportation, développement, division

Nord-américaine, efficacité, manque, 2:23

Offices de commercialisation

Historique, marchés agricoles, 21R:1-3

Retrait, effets, 18:19-21

Agriculture and Forestry, Standing Senate Committee—Cont'd

Reports to Senate—Cont'd

- Bill C-92, without amendment, but with comments, **32:4-5, 6-7**
- Bill C-112, without amendment, **31:4, 5**
- Bill C-132, without amendment, **31:4, 5**
- Canadian Regulatory Process For Pesticides*, alachlor report, **33:4, 6-30**
- Financing the Family Farm to the Year 2000*, farm finance, examination, **21:8; 21R:i-xviii, 1-89**
- Soil at Risk: Canada's Eroding Future*, 1986, reference, **33:24**
- STATEMENT BY THE CHAIRMAN*, **24:4, 6**
- Travelling, living, expenses, **10:4; 11:4, 22; 16:4, 27; 21:5, 7, 9; 22:4, 16**
- Witnesses, **1:5; 21:5**
- Financing the Family Farm to the Year 2000*, farm finance, examination, list, **21R:87-9**
- Point of order, question, relevant, ruling, **34:29**
- Reference, **25:6**

Agriculture Department

- Acid rain, lobbying, **33:72-3**
- Activities, **3:8, 14; 4:18**
- Co-ordination, **3:15-6; 4:14-5**
- Initiatives, announcements, farm finance assistance, **20:5-6**
- Objectives, priorities, **4:5-6; 6:26**
- Studies, **11:6; 14:6**
- Farm financial, lack of, **6:28-9**
- Survey, **12:7**
- Agricultural products, **4:14, 16-7**
- Canagrex Corporation, dissolution, effects, **3:5-7, 9, 10, 17; 4:5, 12**
- Decoupling, study, **21R:73**
- Departments co-operation
 - Federal, **3:5-7, 9, 14; 4:5, 9, 15; 5:8, 11, 13-4, 22**
 - Interdepartmental, **3:15-6; 4:10-1, 15; 5:19**
 - Provincial, **5:22**
- Deputy Minister, appointment, **3:11**
- Employees, **4:8**
- Ethanol initiative, **20:6, 27**
- Export Market Development, branch, **4:7-13, 18-20**
- Analysis, **4:7-9, 11, 16-7; 11:8-9**
- Co-ordinating mechanisms, **4:7, 11**
- Intelligence, **4:7-8, 11, 18**
- Export Market Information System, **4:7-8**
- Programs, **4:7, 9-10**
- Export Development for Agricultural Products Program, **3:6, 8, 15; 4:9**
- Export Expansion Fund, **3:6, 8-9, 11, 13, 15; 4:9**
- Reasons, **4:6**
- Family income, support, **11:19**
- Farm Financial Assessment Report*, document, **6:5, 9; 11:7, 9, 12-3, 15-6**
- Farm management training, initiative, **20:6, 26-7**
- Interface
 - Agriculture industry, **4:17-8**
 - Producer-processor, **3:8**
- Markets, **4:19, 20**
- Changes, **12:7**
- Export, **3:14; 4:17-8**
- China, potential, **3:8**
- Information, **3:6**
- Japan, **4:16-7**
- Specialty crops, **3:14**
- Priority, **4:5**
- Pesticide Use and Control in Canada*, reference, **33:27**

Agriculture—Suite

- Pesticides, **33:37**
- Inoculants, homologation, **2:27-8**
- Voir aussi*
 - Herbicides
 - Pesticides
- Programmes, **3:19; 5:20; 6:18, 26; 7:16**
- Voir aussi*
 - Agriculture, ministère — Programmes
 - Développement des marchés d'exportation, Programme
 - Ententes sur le développement économique régional
 - Grain de l'Ouest, Programme de stabilisation
 - Prix agricoles, Programme de stabilisation
- Recherche, **7:15, 20; 21R:22, 64**
- Voir aussi*
 - Agriculture, ministère — Recherche
- Surproduction, échelle mondiale, **3:14; 6:8, 14; 7:20; 13:20-1**
- Valeur capitale, restructuration et réduction, **11:23**
- Voir aussi*
 - Financement agricole

Agriculture, Comité permanent de la Chambre des communes

- Alachlore, audiences, **23:6**
- Bill C-92, recommandation, **30:45; 32:10, 20**
- Bill C-132, amendement, extension, délai, **29:95**
- Comparutions
 - Association des banquiers canadiens, examen de l'endettement agricole, processus, **14:14**
 - Committee of Non-Participants Western Grain, 19 juillet, 1988, **31:9, 26**
 - Olfert, M. D., trésorier, Commission canadienne du blé, **29:29-30**
 - Western Producer Car Group, **29:40-1; 30:44**
- Examen de l'endettement agricole, Bureaux, étude, **18:11**
- Lettre de M. R.S. Allison, Chemins de fer Canadien Pacifique, datée du 15 avril 1988, répondant à la lettre du 8 mars 1988 du président, M. G. Wilson, député, concernant les wagons producteurs, **30:31-2**
- Procédure de réglementation*, sixième rapport, déposé le 10 mai 1988, fascicule 51, **33:39, 52**
- Référence, **33:53**

Agriculture, ministère

- Activités, **3:8, 14; 4:18**
- Coordination, **3:15-6; 4:14-5**
- Etudes, **11:6; 14:6**
- Financement agricole, manque, **6:28-9**
- Sondage, **12:7**
- Initiatives, annonces, financement agricole, aide, **20:5-6**
- Objectifs, priorités, **4:5-6, 6:26**
- Administration de l'assistance à l'agriculture des Prairies, **27:18**
- Administration du rétablissement agricole des Prairies
 - Activités, responsabilités, **26:6-7, 11, 13, 15**
 - Programmes, **26:17-20; 27:18**
 - Aménagement hydraulique rural, **26:6**
 - Assurance-récolte, **26:6, 13, 19-20**
 - Financement mixte fédéral-provincial, Colombie-Britannique, **26:6**
- Rapport sur les conditions d'approvisionnement en eau des provinces des Prairies — dernière mise à jour le 9 mai 1988*, document, **26:4, 7-8, 12-3**
- Sécheresse, panique, situation, solutions, **26:13-4, 18**
- Voir aussi*
 - Eau — Sécheresse
 - Environnement, ministère
 - Souris, rivière, Rafferty, projet, **34:12**
- Canagrex, Société, abrogation, effets, **3:5-7, 9, 10, 17; 4:5, 12**

Agriculture Department—Cont'd

- Pesticides
 - Directorate, pest control products, registration
 - Alachlor
 - Adviser, **25:13**
 - Cancellation, effects, United States, **25:27**
 - Cost, usage, position, **25:18**
 - Toxicological studies, request, **33:13**
 - Civil servants, personal liability, **25:19**
 - Confidentiality, data package, **28:32**
 - Evaluation section, **33:17**
 - Inoculants, **2:27**
 - Licensing authorization, criteria, regulatory decision, **25:13, 18, 19; 28:34**
 - Communication, **25:19-20**
 - Scientifically restrictive system, **28:22**
 - Metolachlor
 - Adviser, **25:13**
 - Cost, usage, position, **25:18**
 - Testing, sources, Canada, none, **25:21-3**
 - Understaffing, underfunding, **28:20**
 - Federal Court of Canada, Monsanto, decision, **33:13**
 - Regulation process, **33:30**
 - Access to information, problems, confidentiality, **28:9, 16-8, 31-2; 33:22-5, 28**
 - Committee recommendations, **33:10, 23, 24, 25**
 - Committee recommendations, **33:11, 30**
 - Pest Management Advisory Board, **33:18**
 - Alachlor Review Board
 - Creation, functioning, role, **28:6, 18-9; 33:13, 29**
 - Dissolution, **28:18**
 - Members, selection, no apparent bias, **28:11-2, 18-9**
 - Brief to Committee, **28:4, 27; 28A:1-2**
 - Recommendations, **33:21**
 - Role, creation, history, **28:5-7, 11-2; 33:18-9**
 - Product-specific registration, **33:18**
 - Proposals, improvements, removal, position, **28:10, 14-5, 35-6; 33:29**
 - Reports, **28:7-8, 14-5; 33:13-4**
 - Study on legal analysis of the review board process, for Pest Management Advisory Board by Wade MacLauchlan, **28:8, 15, 18; 33:13-4, 30**
 - Review process
 - Board, mandate, **33:20-1, 29**
 - Committee recommendations, **33:10, 24**
 - Lack of experience, **33:21**
 - Parameters, decision-making, **28:11-4, 34**
 - Committee recommendations, **33:11, 29**
 - Decisions, recommendations, **33:21-2, 24, 29**
 - Effects, difficulties, **33:20, 28**
 - Risk-benefit, uncertainty, **28:10, 16, 34-5; 33:25-7**
 - Committee recommendations, **33:10, 27**
 - Re-evaluation process, **28:19-20; 33:19, 27**
- Plant breeders rights, proposal, **17:10**
- Policy Branch, forecasts, **12:14-5**
- Prairie Farm Assistance Administration, **27:18**
- Prairie Farm Rehabilitation Administration
 - Activities, responsibilities, **26:6-7, 11, 13, 15**
 - Drought, panic situation, solutions, **26:13-4, 18**
- Prairie Provinces Water Supply Conditions Report — Updated to May 9, 1988*, document, **26:4, 7-8, 12-3**
- Programs, **26:17-20; 27:18**
 - Crop insurance, **26:6, 13, 19-20**
 - Joint federal-provincial funding, British Columbia, **26:6**
 - Rural Water Development, **26:6**
 - Souris River, Rafferty project, **34:12**
- Private sector, sales, services provided, continuation, **3:7, 17; 4:15**

Agriculture, ministère—Suite

- Commerce, **4:6**
- Aide, **4:9, 19**
- Bilatéral, **4:17**
- Coordination, **5:21-2**
- Développement, **4:19**
- Extérieur, objectifs, **3:5**
- Initiatives, **3:5-6**
- International, agro-alimentaire, Comité conjoint, **3:6**
- Négociations, bilatérales, multilatérales, **12:6-7**
- Politiques, **4:19-20**
- Ventes, **4:12**
- Découplage, étude, **21R:79**
- Employés, **4:8**
- Ethanol, initiative, **20:6, 27**
- Gestion, formation, ferme, initiative, **20:6, 26-7**
- Groupe d'étude sur le soutien du revenu agricole*, document, **6:5, 9**
- Interaction
 - Agriculture, industrie, **4:17-8**
 - Producteurs-transformateurs, **3:8**
- Légumineuses, **17:7, 9, 13, 27**
- Marchés, **4:19, 20**
 - Evolution, **12:7**
 - Exportation, **3:14; 4:17-8**
 - Chine, potentiel, **3:8**
 - Cultures spécialisées, **3:14**
 - Information, **3:6**
 - Japon, **4:16-7**
- Priorités, **4:5**
- Marchés d'exportation, développement, division, **4:7-13, 18-20**
 - Analyse, **4:7-9, 11, 16-7; 11:8-9**
- Mécanismes de coordination, **4:7, 11**
- Programmes, **4:7, 9-10**
 - Fonds pour l'expansion des exportations, **3:6, 8-9, 11, 13, 15; 4:9**
 - Programme de développement des exportations des produits agricoles, **3:6, 8, 15; 4:9**
- Raisons, **4:6**
- Renseignements, **4:7-8, 11, 18**
 - Système d'information sur les marchés d'exportation, **4:7-8**
- Ministères, coopération
 - Fédéraux, **3:5-7, 9, 14; 4:5, 9, 15; 5:8, 11, 13-4, 22**
 - Interministérielle, **3:15-6; 4:10-1, 15; 5:19**
 - Provinciaux, **5:22**
- Pesticides
 - Cour fédérale du Canada, Monsanto, décision, **33:39**
 - Direction, produits antiparasitaires, homologation
 - Alachlore
 - Annulation, effets, Etats-Unis, **25:27**
 - Conseiller, **25:13**
 - Coût, usage, position, **25:18**
 - Etudes toxicologiques, demande, **33:38**
 - Etudes, sources, Canada, aucune, **25:21-3**
 - Evaluation, section, **33:43**
 - Fonctionnaires, responsabilité personnelle, **25:19**
 - Secret, données, **28:32**
 - Inoculants, **2:27**
 - Licences, autorisation, critères, décision concernant la réglementation, **25:13, 18, 19; 28:34**
 - Communication, **25:19-20**
 - Scientifiques, système restrictif, **28:22**
 - Manque de fonds, personnel, **28:20**
 - Métolachlore
 - Conseiller, **25:13**
 - Coût, usage, position, **25:18**

Agriculture Department—Cont'd

Programs

- Agricultural Products Board, role, **3:5**; **21R:37-8**
- Agricultural Stabilization Board
 - Direct payments, **6:12**
 - Role, **21R:33-4**
- Canadian Rural Transition Program
 - Committee recommendation, **21R:xvii,48**
 - Expenditure, 1986-87, 1987-88, **20:7**; **21R:47**
 - Extension, **20:5**, 7-8
 - Family farm assistance, **8:19**; **11:18**
 - Number, **12:14**; **20:7**
 - History, **20:7**
 - Position, favourable, **15:12**, 18; **16:10**
 - Role, **6:25**; **11:20**; **12:20-1**; **20:7-8**, 25-6; **21R:43**, 45-7
 - Social needs, **13:19**; **15:17-8**
- Farm Debt Review Board, **6:25**; **11:17-8**, 39; **12:13-4**, 18-9; **13:9**, 11, 24; **30:61**
 - Applicants, types, **20:8-9**; **21R:43-4**
 - Number, **21R:44**
 - Budget, **19:8-9**; **20:12-4**
 - Extension, **20:5**, 9; **21R:44**
 - Committee recommendations, **21R:xvii,45**, 48
 - Reference, **21R:69**
 - Concern, criticism, **13:25**; **17:36**; **19:29-30**
 - Creditors, attitudes, **17:43-4**; **19:9**
 - Debt set-aside, **19:13**
 - Duplication, Manitoba, Saskatchewan, **14:15**
 - Farm management, comments, **21R:68**
 - Farmers need for compassion, **19:7-10**
 - Financial institutions, private lenders, Farm Credit Corporation, clients, **20:14-5**, 17
 - History, **20:8-9**
 - Quebec, province, **17:88**
 - Role, **16:16-8**, 20; **17:52**, 82; **18:11**, 17; **19:9-10**; **20:9**, 12-4; **21R:42-3**
 - Evaluation, problem, discretion, **15:18**; **19:29**
 - Mandatory powers, **18:11**, 17
 - Mechanism, **17:56**; **20:10**
 - Mediator, negotiator, **17:24-5**; **19:8-9**; **20:12**, 16, 23
 - Panel, **21R:42-4**
 - Process, **13:10**; **14:13-4**; **17:35**, 56; **19:8-10**; **20:16**, 24-5
 - Survey, **13:25**; **17:56**; **19:8**
- New Crop Development Fund, **2:22**
- Review, **12:7**
- Special Canadian Grains Program, **2:10**, 34; **6:14**; **7:19**; **8:19**; **11:26**, 28, 30-1, 33, 38-9; **17:38-9**; **30:53**, 56-7; **31:17**
 - Committee recommendation, **21R:xvii,42**
 - Eligible crops, 1987, **21R:40**
 - Extension, **20:5**; **21R:41**
 - Figures, **17:16-7**; **20:19**
 - Financial assistance, **16:6**, 8-9, 11-2, 16; **17:7**; **18:7**; **21R:40**
 - Market-neutral, **15:17**
 - Payments, **11:10**, 12, 21; **21R:41**
 - Acres cropped or cultivated, **2:34**; **16:9**, 14-5; **17:11**
 - Decoupling, **19:21**
 - Fallow land, **20:19-20**
 - Irrigation, **2:15**
 - Method, **17:11**, 15, 31
 - Neutrality, **16:11**; **17:11**
 - Targeting, **12:22**; **16:8**; **17:11**; **20:21-2**
 - Universality, **16:7-9**, 11; **20:19-21**
 - Farm-fed grain, **20:20**, 22
 - Subsidization, effects, **20:19**; **21R:40**, 42

Agriculture, ministère—Suite

Pesticides—Suite

Réglementation, **33:57**

- Accès à l'information, problèmes, secret, **28:9**, 16-8, 31-2; **33:48-51**, 55
 - Recommandations du Comité, **33:35**, 49, 50, 51
- Conseil consultatif de la lutte antiparasitaire, **33:44**
- Alachlore, Comité de révision
 - Création, fonctionnement, rôle, **28:6**, 18-9; **33:38**, 56
 - Dissolution, **28:18**
 - Membres, sélection, aucun partis pris, **28:11-2**, 18-9
 - Mémoire au Comité, **28:4**, 27; **28A:1-2**
 - Recommandations, **33:47**
 - Rôle, création, historique, **28:5-7**, 11-2; **33:44-5**
- Homologation spécifique par produit, **33:43-4**
- Processus de révision
 - Comité, mandat, **33:46**, 56
 - Manque d'expérience, **33:47**
- Paramètres, prise de décision, **28:11-4**, 34
 - Décisions, recommandations, **33:47-8**, 50, 56
 - Effets, difficultés, **33:46**, 55
 - Recommandations du Comité, **33:36**, 56
 - Risques, avantages, incertitudes, **28:10**, 16, 34-5; **33:51-4**
 - Recommandations du Comité, **33:36**, 54
 - Recommandations du Comité, **33:35**, 50
 - Réévaluation, procédure, **28:19-20**; **33:45**, 53
- Propositions, amélioration, retrait, position, **28:10**, 14-5, 35-6; **33:56**
- Rapports, **28:7-8**, 14-5; **33:39**
 - Etude sur l'analyse juridique du processus des comités de révision, pour le Comité consultatif sur la lutte antiparasitaire, par M. Wade MacLauchlan, **28:8**, 15, 18; **33:39**, 57
 - Recommandations du Comité, **33:36**, 57
- Pluies acides, groupe de pression, **33:72-3**
- Politiques, Direction générale, prévisions, **12:14-5**
- Produits agricoles, **4:14**, 16-7
- Programmes
 - Examen, **12:7**
 - Examen de l'endettement agricole, Bureaux, **6:25**; **11:17-8**, 39; **12:13-4**, 18-9; **13:9**, 11, 24; **30:61**
 - Agriculteurs, besoin de compassion, **19:7-10**
 - Budget, **19:8-9**; **20:12-4**
 - Extension, **20:5**, 9; **21R:47**
 - Clients, groupes, **20:8-9**; **21R:46-7**
 - Nombre, **21R:47**
 - Créanciers, attitudes, **17:43-4**; **19:9**
 - Dettes, annulation, **19:13**
 - Duplication, Manitoba, Saskatchewan, **14:15**
 - Gestion agricole, commentaire, **21R:73**
 - Historique, **20:8-9**
 - Inquiétude, critique, **13:25**; **17:36**; **19:29-30**
 - Institutions financières, privées, Société du crédit agricole, clients, **20:14-5**, 17
 - Québec, **17:88**
 - Recommandations du Comité, **21R:xix,48-9**, 52
 - Référence, **21R:74**
 - Rôle, **16:16-8**, 20; **17:52**, 82; **18:11**, 17; **19:9-10**; **20:9**, 12-4; **21R:46**
 - Comité, **21R:46-7**
 - Evaluation, problème, discrétion, **15:18**; **19:29**
 - Mécanisme, **17:56**; **20:10**
 - Médiateur, négociateur, **17:24-5**; **19:8-9**; **20:12**, 16, 23
 - Pouvoirs exécutaires, **18:11**, 17
 - Processus, **13:10**; **14:13-4**; **17:35**, 56; **19:8-10**; **20:16**, 24-5
 - Sondage, **13:25**; **17:56**; **19:8**
 - Fonds pour l'implantation de nouvelles cultures, **2:22**

Agriculture Department—Cont'd

Programs—Cont'd

See also

Transport Department — Western Grain Stabilization Program

See also above

Export Market Development, branch — Programs

Pulses, 2:7, 9, 13, 27

Report of the Alachlor Review Board submitted to the Honorable John Wise, Minister of Agriculture, references, 23:8, 9; 25:7, 8, 9, 10, 24, 25; 33:13, 24-5, 25-6, 27

Research, 2:22; 4:16-8; 20:6

Soil conservation initiative, 20:6, 26-7; 21R:18

Subsidization, 12:7

Task Force on Farm Income Support, document, 6:5, 9

Technological changes, 12:7

Trade, 4:6

Aid, 4:9, 19

Bilateral, 4:17

Co-ordination, 5:21-2

Development, 4:19

Foreign goals, 3:5

Initiatives, 3:5-6

International, agri-food, joint committee, 3:6-7

Negotiations, bilateral, multilateral, 12:6-7

Policies, 4:19-20

Sales, 4:12

Agriculture in transition, Agricultural Credit Conference, Canadian Bankers Association, November 1987

Economic Transition in Farming paper presented by Ralph Ashmead, reference, 13:7-8

Review panels, discussions, 19:9

Transition in Banking paper presented by Brian Farlinger, reference, 14:17, 19-20

Agriculture Stabilization Act

See

Agricultural Stabilization Act

Agriculture Trade Policy Committee, Federal-provincial

See

Federal-provincial Agriculture Trade Policy Committee

Agri-food industry

See

Agriculture — Agri-food industry

Agriculture Department — Trade negotiations — International, agri-food

Air

Law of the Air, studies, 27:21

Ozone, protocol, 27:21

Alachlor

See

Herbicides — Alachlor

Alachlor Review Board

Access to information

Availability, 33:24

Confidentiality, problems, 33:23-4

Public comments, 23:18-9; 28:33

Agreements and disagreements, 23:8-10; 25:7, 10, 12; 28:9

Agriculture, ministère—Suite

Programmes—Suite

Grains, Programme spécial canadien, 2:10, 34; 6:14; 7:19; 8:19; 11:26, 28, 30-1, 33, 38-9; 17:38-9; 30:53, 56-7; 31:17

Chiffres, 17:16-7; 20:19

Extension, 20:5; 21R:44

Financement, aide, 16:6, 8-9, 11-2, 16; 17:7; 18:7; 21R:43-4

Marché neutre, 15:17

Palements, 11:10, 12, 21; 21R:44

Acres cultivés où récoltés, 2:34; 16:9, 14-5; 17:11

Ciblage, 12:22; 16:8; 17:11; 20:21-2

Découplage, 19:21

Irrigation, 2:15

Méthode, 17:11, 15, 31

Neutralité, 16:11; 17:11

Terres en jachère, 20:19-20

Universalité, 17:7-9, 11; 20:19-21

Grains de provende, 20:20, 22

Récoltes admissibles, 1987, 21R:43-4

Recommandation du Comité, 21R:xix, 45

Subventions, effets, 20:19; 21R:43, 45

Office de stabilisation des prix agricoles

Palements directs, 6:12

Rôle, 21R:35-6

Office des produits agricoles, rôle, 3:5; 21R:40

Réorientation des agriculteurs, Programme canadien

Besoins sociaux, 13:19; 15:17-8

Dépenses, 1986-87, 1987-88, 20:7; 21R:51

Exploitation familiale, aide, 8:19; 11:18

Nombres, 12:14; 20:7

Extension, 20:5, 7-8

Historique, 20:7

Position, favorable, 15:12, 18; 16:10

Recommandation du Comité, 21R:xix, 52

Rôle, 6:25; 11:20; 12:20-1; 20:7-8, 25-6; 21R:47-51

Voir aussi

Transport, ministère — Grain de l'Ouest, Programme de stabilisation concernant

Voir aussi plus haut

Marchés d'exportation, développement, division — Programmes

Protection des obtentions végétales, proposition, 17:10

Rapport du Comité de révision de l'alachlore présenté à l'honorable John Wise, ministre de l'Agriculture, références, 23:8, 9; 25:7, 8, 9, 10, 24, 25; 33:38, 39, 51, 52, 53

Rapport sur la situation financière de l'agriculture, document, 6:5, 9; 11:7, 9, 12-3, 15-6

Recherche, 2:22; 4:16-8; 20:6

Revenu familial, aide, 11:19

Secteur privé, ventes, services assurés, continuation, 3:7, 17; 4:15

Sols, conservation, initiative, 20:6, 26-7; 21R:22

Sous-ministre, nomination, 3:11

Subventions, 12:7

Technologie, changement, 12:7

Utilisation et la réglementation des pesticides au Canada, référence, 33:54

Agriculture et des forêts, Comité sénatorial permanent

Agenda, 1:27

Bill C-43, teneur, lettre de l'honorable William Hunter McKnight, Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, 2:7-8

Budget, 1:6; 6:4-5; 21:8-9

DECLARATION DU PRESIDENT, 24:4, 6

Documents déposés, 26:4

Frais de voyage, dépenses, 10:4; 11:4, 22; 16:4, 27; 21:5, 7, 9; 22:4

Alachlor Review Board—Cont'd

- Agriculture, Standing House of Commons Committee, hearings, **23:6**
- Chairman, **28:18-9**
- Competence, **25:7; 28:9**
- Creation, role, **28:6, 19; 33:13**
- Dissolution, **28:18**
- Figures, research, evaluation method, differences, calculation, **25:8, 9, 10-2, 17, 24-5; 28:25; 33:24**
- Hearings, deliberations
 - Comparative analysis, alachlor, metolachlor, effects, **33:26-7**
 - Duration, **28:18-9; 33:21**
 - Evidence, inconsistent treatment, **28:25, 30, 33; 33:24**
 - Testimony, references, **28:23-5; 33:26**
 - Witnesses, **23:16; 33:21**
- Herbicides
 - Alachlor, Lasso, Monsanto Canada
 - Position, **25:17, 23-4; 28:8-9**
 - Risk, **23:20; 25:12**
 - Toxicity, equality, **25:8-9**
 - Metolachlor, Dual-Ciba-Geigy
 - Chemical product, active ingredient, effects, position, **23:8-10, 17**
 - Hearings, position, **28:21-6, 29**
 - Information package, summary, **23:19; 25:10, 12-3; 28:33; 33:24**
 - Confidentiality, **28:8-9, 16-7, 24-5, 31-2; 33:23**
 - Recommendations, conclusions, **28:25**
 - Risk, **23:20**
 - Toxicity, equality, **25:8-9**
- Members, selection, criteria, no apparent bias, **23:6, 7; 28:7, 11-2, 18-9; 33:28**
- Process and decision, **23:7-9; 28:7, 33; 33:21-2, 28**
- Recommendations, **23:6, 14; 28:25; 33:13, 21-2, 26, 27, 28, 29**
- Report, misrepresentation, misinterpretation, **23:7**
- Report of the Alachlor Review Board submitted to the Honorable John Wise, Minister of Agriculture*, references, **23:8, 9; 25:7, 8, 9, 10, 24, 25; 33:13, 24-5, 25-6, 27**
- Scientists, opinion, **23:10**

Alameda, Saskatchewan

See

Rafferty—Alameda Project

Alberta

- Agriculture
 - Drought
 - Climatological records, **27:15**
 - Forests, climate, impact, **27:19-20**
 - Water supply conditions, **26:8-9; 27:7-9**
 - Underground water, **27:22**
 - Elevators system
 - Cars, ownership, return, **29:44-5**
 - Numbers, **17:30**
 - Equity financing, proposals, **14:7**
 - Farm, number of borrowers in financial difficulty, **21R:18**
 - Land, foreign ownership, restriction laws, **9:22**
 - Pulses
 - Crops, **2:7, 14, 17**
 - Beans, dried, varieties, **2:16, 21**
 - Peas, **2:23-4**
 - Producers, activities, **2:24, 32**
 - Tripartite stabilization program, proposed, discussion, **2:10, 15**
- Energy, source, **34:28**

Agriculture et des forêts, Comité sénatorial permanent—Suite

- Membres, modifications, **1:2; 6:2; 8:2; 9:2; 11:2; 14:2; 22:2; 24:2; 25:2; 26:2; 27:2; 32:2; 33:2; 34:2; 35:2**
- Motions
 - Ajournement; adoptée, **1:29; 28:39**
 - Attachés de recherche, déplacements et dépenses raisonnables soient remboursés, autorisation
 - Association des banquiers canadiens, conférence, Toronto; adoptée, **10:4; 11:4, 22**
 - Conférence sur le libre-échange, Québec, 4-6 mai 1988; adoptée, **22:4, 16**
 - Régina, Saskatchewan les 29-30 octobre 1987; adoptée, **11:4, 22**
 - Bill C-2, rapport au Sénat, sans amendement, mais avec observations; adoptée, **10:4, 8**
 - Bill C-2, teneur, rapport au Sénat
 - Quatrième rapport, sans amendement, mais avec observations; adoptée, **9:4, 8**
 - Troisième rapport, sans amendement; adoptée, **6:4**
 - Bill C-43, teneur, rapport au Sénat, sans amendement, mais avec observations; adoptée, **2:4, 7-8**
 - Bill C-67, rapport au Sénat, sans amendement; adoptée, **24:4, 14**
 - Bill C-92, rapport au Sénat, sans amendement, mais avec observations; adoptée, **32:4-5**
 - Bill C-112, rapport au Sénat, sans amendement; adoptée, **31:4**
 - Bill C-132, rapport au Sénat, sans amendement; adoptée, **31:4**
 - Budget, année financière
 - 1987-88; adoptée, **1:6**
 - 1988-89; adoptée, **21:8-9**
 - Budget, année financière, étude spéciale
 - 1987-88; adoptée, **6:4-5**
 - 1988-89; adoptée, **21:8**
 - Amendements; adoptée, **34:6**
 - Délibérations, impression; adoptée, **1:4**
- Documents
 - A annexer aux délibérations; adoptée, **3:4, 18; 28:4, 27**
 - Déposés; adoptée, **5:4, 19; 6:5, 9; 34:5-6, 22-3; 35:4-5**
 - Financement de la ferme familiale jusqu'à l'an 2000*, finance agricole, étude, rapport au Sénat; adoptée, **21:8**
 - Rapport fasse état de la situation de l'agriculture dans la région atlantique ainsi que dans les autres régions du Canada; adoptée, **21:4**
- Greffier, autorisation à placer des annonces de 1/8 de page dans les journaux et publications de groupes minoritaires choisis par le président dans le but de solliciter l'envoi de mémoire dans le cadre de l'étude spéciale; adoptée, **9:4, 11**
- Président
 - Autorisation à proposer au Sénat que le Comité
 - Entreprenne une étude spéciale sur le financement agricole; adoptée, **6:4**
 - Puisse, de sa propre initiative, convoquer et entendre un ou plusieurs témoins sur des questions relevant du mandat du Comité; adoptée, **1:5**
 - Puisse retenir les services d'avocats et autres, aux fins de l'examen et de l'étude des projets de loi et des prévisions budgétaires; adoptée, **1:5**
 - Autorisation à représenter le Comité lors d'une réunion de l'OCDE, à Paris, France, que des frais raisonnables de déplacement et de séjour lui soient remboursés; adoptée, **21:9**
 - Autorisation à tenir des séances, à entendre des témoignages et à imprimer sans quorum; adoptée, **1:4**
 - Demande d'autorisation du Sénat pour déposer *Réglementation des pesticides au Canada*, alachlore, rapport, semaine du 4 au 10 septembre, à supposer que le Sénat ne siège pas à ce moment; adoptée, **33:4**

Alberta—Cont'd

- Government, Provincial Farm Credit Programs, description, 21R:84-5
- Farm Credit Stability Program, loan guarantee, 14:12, 20; 16:18
- Livestock feed security, 26:19
- See also*
- Western provinces

Alberta Cattle Feeders Association

- Altwasser, Garnet, President, Lakeside Farm Industries, September 1987, quotation, 14:21

Alberta Pulse Growers Association

- Provincial assistance, 2:32

Alberta Wheat Pool

- Competition, 29:64
- Farm finance, position
- Canada-U.S. Free Trade Agreement, 17:31
- Special Canadian Grains Program, payment, 16:15
- Members, role, descriptions, organizations, 29:70, 73
- Producer cars, users, no statistics, 29:74
- Pulses, 2:15-7, 33
- Rationalization, operations, costs, elevation charges, increases, reduction, 29:59-61, 64, 72
- See also*
- Prairie Pools Inc

Allison, R.S., Canadian Pacific Railways

- Letter dated April 15, 1988, to G. Wilson M.P., Chairman of the Standing Committee on Agriculture, House of Commons, responding to his letter dated March 8, 1988, concerning producer cars, 30:31-2

Altwasser, Garnet, President, Lakeside Farm Industries

- Alberta Cattle Feeders Association*, September 1987, quotation, 14:21

Anderson, Eiliv (Sunny), Chairman, Farm Credit Corporation

- Farm finance, examination
- Discussion, 9:11, 19-26, 28-30
- Statement, 9:11

Animal Pedigree Associations, Act respecting

- See*
- Bill C-67

Animals

- See*
- Livestock

Annual Conference of First Ministers (1985: Halifax, N.S.)

- National Trade Strategy, funds, strategies, 5:9, 12

Appalachian, Mountains

- Acid rain, effects, 33:73

Archibald, Bruce, Research and Policy Coordinator, Ontario Corn Producers Association

- Alachlor, pest control
- Discussion, 23:19, 22-3, 28
- Statement, 23:10-2
- Testimony, reference, 33:27

Agriculture et des forêts, Comité sénatorial permanent—Suite**Motions—Suite****Président—Suite**

- Dépenses assumées pour les réunions de Toronto et d'Edmonton lui soient remboursées; adoptée, 16:4, 27

Election; adoptée, 1:4

- Proposition au Sénat que le dépôt du rapport de l'étude spéciale sur le financement agricole soit reporté

28 avril 1988; adoptée, 21:8

31 mars 1988; adoptée, 16:4, 27

Président, vice-président

- Ou un remplaçant soient autorisés à se rendre à Bruxelles, Belgique, avril 1988, que des frais raisonnables de déplacement et de subsistance leur soient payés, sous réserve de la motion votée le 1^{er} mars, 1988; adoptée, 21:7

- Soient autorisés à se rendre à Bruxelles, Belgique, avril 1988, que des frais raisonnables de déplacement et de subsistance leur soient payés; adoptée, 21:5

- Président ou au greffier du Comité, autorisation à signer attestations des comptes; adoptée, 1:4

Projet

- Annonce publicitaire demandant l'envoi de mémoires pour l'étude spéciale; adoptée, 9:4, 11

- Rapports soient rédigés uniquement en anglais étant donné que le temps manque entre les différentes versions pour en faire faire la traduction; adoptée, 21:5

- Réglementation des pesticides au Canada*, alachlore, rapport; adoptée, 33:4

- Réunion à huis clos; adoptée, 1:5; 21:4

- Sols dégradés (Nos): le Canada compromet son avenir*, impression de 10, 000 exemplaires supplémentaires; adoptée, 1:5

- Sous-comité du programme et de la procédure, composition, quorum; adoptée, 1:4

Témoins

- Dr. Smirnoff soit invité à témoigner devant le Comité au sujet de la lutte contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette; adoptée, 21:5

- Président de Monsanto Canada Inc. soit invité à témoigner devant le Comité sur la décision du ministre de l'Agriculture concernant l'alachlore; adoptée, 21:5

- Vice-président, élection; adoptée, 1:4

Ordres de renvoi

- Bill C-2, 10:3

- Bill C-2, teneur, 3:3

- Bill C-43, teneur, 1:3

- Bill C-67, 24:3

- Bill C-92, 29:3

- Bill C-112, 29:3

- Bill C-132, 29:3

- Emission, par le gouvernement fédéral au gouvernement de la Saskatchewan, d'un permis d'eau en rapport avec des travaux sur la rivière Souris, étude, 34:3

- Financement agricole, étude, 6:3

- Présentation, rapport, 21:3

- Questions relevant du mandat du Comité, 2:3; 22:3; 23:3; 33:3

- Situation potentiellement désastreuse de la sécheresse dans l'Ouest du Canada, 26:3

Rapports au Sénat

- Bill C-2, sans amendement, mais avec observations, 10:4, 5,8

- Bill C-2, teneur

- Quatrième rapport, sans amendement, mais avec observations, 9:4, 6-7, 8

- Troisième rapport, sans amendement, 6:4; 9:6

- Bill C-43, teneur, sans amendement, mais avec observations, 2:4, 5,7

- Bill C-67, sans amendement, 24:4, 5,14

Archibald, Jones, McGill University, 33:73

Argue, Hon. Hazen, Senator (Regina)

Bill C-2, subject-matter, 3:11-4, 19

Bill C-92

Advisory Committee to the Canadian Wheat Board, 30:68, 70-3

Canadian Grain Commission, 30:22-3

Canadian National Railways, 30:42-3

Canadian Pacific Railways, 30:33-4, 36-8

Canadian Wheat Board, 29:7, 22-8, 29-30; 32:20-3

Grain Transportation Agency, 29:37-41

National Farmers Union, 30:49-51

Prairie Pools, 29:69-72, 73

Procedure, 29:45; 30:21, 23

Western Canada Wheat Growers, 30:10, 17-21, 22-3

Western Producer Car Group, 30:27-8, 30

Bill C-132, 30:53-5, 58, 59-60

Farm finance, examination

Agriculture Department

Farm Debt Review boards, 11:17-8; 12:19; 16:20

Studies, 6:29-30

Farm Financial Assessment Report, discussion, 11:13, 15

Canadian Federation of Agriculture, 18:7, 25-8

Canadian Wheat Board system, jeopardy, 13:17-8

Commodities, prices, 6:18; 11:30, 36-7; 13:16-8

Farm Credit Corporation, 12:21; 16:21

Farmers, financial difficulties, number, 6:16, 20; 11:13-4

Farms, 6:28; 12:18; 13:18; 16:21

Financial institutions, 6:16-7; 8:17-8; 16:20

Globe and Mail, "Bishops call farm policies destructive", November 16, 1987, reference, 13:18; 16:20; 18:27

Government

International prices, 13:18

Programs, 6:12-3, 18; 11:15-6; 12:20, 22-4

Public policies

Agriculture industry, new options, 11:17

Canada Assistance Plan, 8:18-20; 11:33-4; 12:23 13:18-9

Debt restructuring, 8:17; 11:17

Income, off-the-farm, 12:17-8; 13:18

Land, leasing, 8:16

Prairie Pools Inc, 16:19

Procedure, 6:12, 16, 19; 8:20; 11:28, 31; 13:16-7

Quota, 13:17

Social impacts, 6:28-9; 11:14-5; 13:18

Stock-market crash, effects, 11:15

Western Canadian Wheat Growers Association, 11:34-6

Witness, 6:15-6

Army Corps of Engineers, United States

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination

Environmental impact statement, studies, credibility, 35:28, 42-3

Funding, money, responsibility, 35:33

Souris River, North Dakota, studies, Environmental Impact Studies, 34:11, 33

Souris River Basin Project, Saskatchewan, Canada-North Dakota, U.S.A., General Plan Report and Final Environmental Impact Statement, July 1988, 35:28-30

Flood control, 35:37

Letter from Professor Joseph F. Dolecki to Mr. Charles Workman, Army Corps of Engineer, St. Paul District (United States), dated August 20, 1988, with attachments (*Review Comments on the Souris River Basin Project General Plan Report and Final Environmental Impact Statement*) and various documents, 35:26, 30

Water quality, quantity, analysis, 35:31, 37

Agriculture et des forêts, Comité sénatorial permanent—Suite

Rapports au Sénat—Suite

Bill C-92, sans amendement, mais avec observations, 32:4-5, 6-7

Bill C-112, sans amendement, 31:4, 5

Bill C-132, sans amendement, 31:4, 5

Financement de la ferme familiale jusqu'à l'an 2000, financement agricole, étude, 21:8; 21R:i-xx, 1-95

Réglementation des pesticides au Canada, alachlore, rapport, 33:4, 31-57

Réunion à huis clos, 1:5; 21:4-9; 32:4; 33:4; 34:4, 6

Sols dégradés (Nos): le Canada compromet son avenir, 1986, référence, 33:50

Témoins, 1:5; 21:5

Financement de la ferme familiale jusqu'à l'an 2000, Financement agricole, étude, liste, 21R:93-5

Rappel au règlement, question, pertinence, décision, 34:29

Référence, 25:6

Agriculture in transition, Conférence crédit agricole, Association des Banquiers canadiens, novembre 1987

Economic Transition in Farming, papier présenté par M. Ralph

Ashmead, référence, 13:7-8

Groupes d'examen, discussions, 19:9

Transition in Banking, papier présenté par M. Brian Farlinger, référence, 14:17, 19-20

Agro-alimentaire, industrie

Voir

Agriculture — Agro-alimentaire, industrie

Agriculture, ministère — Commerce, négociations — International, agro-alimentaire

Aide au transport des céréales fourragères, Programme

Voir

Office des provenances du Canada

Aide financière aux agriculteurs, Programme spécial

Voir

Société du crédit agricole — Programmes — Aide financière aux agriculteurs, Programme spécial

Air

Droit de l'air, études, 27:21

Ozone, protocole, 27:21

Alachlore

Voir

Herbicides — Alachlore

Alachlore, Comité de révision

Accès à l'information

Commentaires publics, 23:18-9; 28:33

Disponibilités, 33:50-1

Secret, problèmes, 33:50

Accords et désaccords, 23:8-10; 25:7, 10, 12; 28:9

Agriculture, Comité permanent de la Chambre des communes, audiences, 23:6

Audiences, délibérations

Analyse comparative, alachlore, métolachlore, effets, 33:53

Durée, 28:18-9; 33:47

Preuves, traitement inconsistant, 28:25, 30, 33; 33:50

Témoignage, références, 28:23-5; 33:53

Témoins, 23:16; 33:47

Chiffres, recherches, méthodes d'évaluation, différences, calcul, 25:8, 9, 10-2, 17, 24-5; 28:25; 33:50

Army Corps of Engineers, United States—Cont'd

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government—

Cont'd

Water, flow, estimation, Manitoba, 35:35

Arthur, Louise M., *Implication of climate change for agriculture in the Prairie Provinces*, 27:17**Arthur, Manitoba**

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, reference, 34:18

Ash, Ken, Chief of Program Development and Co-ordination, Department of Agriculture

Farm finance, examination

Discussion, 20:8-17, 24-6

Statement, 20:7-9

Ashmead, Ralph, Manager, Research and Development, Farm Credit Corporation

Economic Transition in Farming, paper presented at the Agricultural Credit Conference, November 1987, Canadian Bankers Association, 13:7-8

Farm finance, examination

Discussion, 9:13-6, 20-4, 27-8

Statement, 9:12-3, 16-9

Assiniboine River, Saskatchewan

Description, 34:19, 24

Assistance Plan, Canada

See

Canada Assistance Plan

Atlantic provinces

Agriculture

Boards, organizations, 2:31

Economic outlook, situation, 6:14; 13:13

Farms, number, census, 12:5

Financial situation, outside grain sector, improvement, 9:12

Land, leasing, 8:6

Maple syrup industry, decline, causes, 33:58, 68, 69

Soybean, 23:13

Special Canadian Grains Program, 12:22

Tripartite stabilization program, proposed, discussion, 2:15

Auer, Ludwig, Deputy Director of the Future of the Prairie Grain Economy, Economic Council of Canada

Farm finance, examination

Discussion, 17:62-8, 70-3

Statement, 17:62-5

Australia

Agriculture

Equity financing, 9:27; 14:9; 19:27, 35, 37, 39

Government, withdrawal support, 14:16

BOSS

See

Regional Industrial Expansion Department — Business Opportunity Sourcing System

Alachlore, Comité de révision—Suite

Compétence, 25:7; 28:9

Création, rôle, 28:6, 19; 33:38

Dissolution, 28:18

Herbicides

Alachlore, Lasso, Monsanto Canada

Position, 25:17, 23-4; 28:8-9

Risques, 23:20; 25:12

Toxicité, égalité, 25:8-9

Métolachlore, Dual-Ciba-Geigy

Audiences, position, 28:21-6, 29

Information, documentation, sommaire, 23:19; 25:10, 12-3; 28:33; 33:50

Confidentialité, 28:8-9, 16-7, 24-5, 31-2; 33:50

Produit chimique, ingrédient actif, effets, position, 23:8-10, 17

Recommandations, conclusions, 28:25

Risques, 23:20

Toxicité, égalité, 25:8-9

Membres, sélection, critères, aucun partis pris, 23:6, 7; 28:7, 11-2, 18-9; 33:55

Président, 28:18-9

Procédure et décisions, 23:7-9; 28:7, 33; 33:47-8, 55

Rapport, mauvaise interprétation, impression, 23:7

Rapport du Comité de révision de l'alachlore présenté à l'honorable John Wise, ministre de l'Agriculture, références, 23:8, 9; 25:7, 8, 9, 10, 24, 25; 33:38, 39, 51, 52, 53

Recommandations, 23:6, 14; 28:25; 33:38, 47-8, 52, 53, 55, 56

Scientiste, opinion, 23:10

Alachlore, Comité d'examen

Voir

Alachlore, Comité de révision

Alachlore, Commission de révision de l'affaire

Voir

Alachlore, Comité de révision

Alameda, Saskatchewan

Voir

Rafferty—Alameda Projet

Alberta

Agriculture

Actions, financement, propositions, 14:7

Élévateurs, systèmes, silos

Nombre, 17:30

Wagons, propriétaires, rendement, 29:44-5

Fermes, nombre d'emprunteurs agricoles en difficultés financières, 21R:19

Légumineuses

Cultures, 2:7, 14, 17

Haricots, séchés, variétés, 2:16, 21

Pois, 2:23-4

Producteurs, activités, 2:24, 32

Stabilisation, Programme tripartite, proposé, discussion, 2:10, 15

Sécheresse

Approvisionnement en eau, conditions, 26:8-9; 27:7-9

Nappes souterraines, 27:22

Forêts, climat, impact, 27:19-20

Relevés climatologiques, 27:15

Terres, propriétaire étranger, lois restrictives, 9:22

Energie, source, 34:28

BT*See*

Biotechnology — Agriculture — Biological pest controls, methods
— *Bacillus thuringiensis*

BU*See*

Biotechnology — Agriculture — Biological pest controls, methods
— *Bacillus thuringiensis* — Biological units

Balfour, Hon. Reginald James, Senator (Regina)

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government,
examination, reference, **34:23; 35:14-5**

Balshaw, Mike, Regional Director, Central Region, Atmospheric Environment Service, Department of Environment

Biographical note, **27:5**

Drought in western Canada

Discussion, **27:12-9, 21-2**

Statement, **27:6-9**

Bank Act

Discussion

Section 177, **9:13**

Section 178, **9:13; 14:19**

Provision, credit, long-term, **21R:4-5**

Bank of Canada

Commissioners, appointments, term, duration, **29:85**

Bankruptcy Act

Provision, **17:56**

Barley

Acres, **2:20**

Interest, storage, charges, **32:14, 19**

See also

Crops

Grain elevators

Barootes, Hon. Efstathios William, Senator (Regina-Qu'Appelle), Committee Deputy Chairman

Alachlor pest control, **25:14-5, 17-20, 21, 22, 23, 26-7; 28:19, 22, 24, 27, 29, 31-9**

Bill C-2, **10:4, 6-7, 8**

Bill C-2, subject-matter, **4:7, 18-9; 5:16, 17, 19, 24-5**

Bill C-43, subject-matter, **1:23-4, 26**

Bill C-92

Advisory Committee to the Canadian Wheat Board, **30:63, 66-70, 72, 74**

Alberta Wheat Pool, **29:60-1, 74-5, 81**

Canadian Pacific Railways, **30:34, 38-40**

Canadian Wheat Board, **29:7-8, 11-3, 15-6, 19, 20-2, 32; 32:14-7, 23**

Grain Transportation Agency, **29:33, 36-7, 39, 42-3, 46-7, 49**

National Farmers Union, **30:48**

National Transportation Agency, **29:43-6**

Prairie Pools Inc, **29:54, 56-61, 63, 74, 76-80**

Saskatchewan Wheat Pool, **29:60-1, 63-4, 75-6**

Procedure, **29:33, 45, 56; 30:20, 21**

Western Canada Wheat Growers, **30:11, 15, 21-2**

Western Producer Car Group, **30:26, 28-30**

Bill C-112, **29:83-9; 30:30**

Bill C-132, **29:90-5, 96-7; 30:30, 55-9, 61; 31:8, 16-7, 20-6**

Drought in western Canada, **26:8, 11, 14-5, 18**

Alberta—Suite

Gouvernement, programmes provinciaux de crédit agricole, description, **21R:89-90**

Crédit agricole, Programme de stabilité, prêts, garanties, **14:12, 20; 16:18**

Sécurité des aliments du bétail, **26:19**

Voir aussi

Provinces de l'Ouest

Alberta Cattle Feeders Association

Altwasser, M. Garnet, président, Lakeside Farm Industries, septembre 1987, citation, **14:21**

Alberta Pulse Growers Association

Assistance provinciale, **2:32**

Alberta Wheat Pool

Compétition, **29:64**

Financement agricole, position

Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis, **17:31**

Grains, Programme spécial canadien, paiements, **16:15**

Légumineuses, **2:15-7, 33**

Membres, rôle, descriptions, organisations, **29:70, 73**

Wagons producteurs, usagés, aucune statistique, **29:74**

Rationalisation, exploitation, coûts, élévation, frais, augmentation, réduction, **29:59-61, 64, 72**

Voir aussi

Prairie Pools Inc

Aliments et drogues, Loi

Dispositions

Pesticides, historique, **33:40**

Réglone, **2:12**

Règlements, alachlore, **25:27-8**

Allemagne

Agriculture

Pluies acides, recherches, **33:73**

Pension de retraite, agriculteurs, **8:27-8**

Terres, conservation, règlements, **13:15**

Allison, M. R.S., Chemins de fer Canadien pacifique

Lettre datée du 15 avril 1988, à M. G. Wilson député, président du Comité permanent de l'Agriculture, Chambre des communes, répondant à sa lettre du 8 mars 1988, concernant les wagons producteurs, **30:31-2**

Altwasser, M. Garnet, président, Lakeside Farm Industries

Alberta Cattle Feeders Association, septembre 1987, citation, **14:21**

Améliorations agricoles, Loi sur les prêts destinés*Voir*

Prêts destinés aux améliorations agricoles, Loi

Améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative, Loi sur les prêts destinés*Voir*

Prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative, Loi

American Corps of Engineers*Voir*

Army Corps of Engineers, Etats-Unis

- Barootes, Hon. Efstathios William, Senator (Regina-Qu'Appelle), Committee Deputy Chairman—Cont'd**
 Farm finance, examination
 Canada-U.S. Free Trade Agreement, 13:16
 Canadian Cattlemen's Association, 15:14-6, 23
 Canadian Federation of Agriculture, 18:8, 13-6
 Canadian Rural Transition Program, 12:20-1
 Commodities, 6:11; 9:15
 Economic Council of Canada, 17:62-7, 71, 73-4
 Ethanol, 20:27
 Farm Credit Corporation, 9:15; 12:9-11, 21; 20:13, 16-8
 Farm Debt Review boards, 12:18-9; 20:8-9, 13, 16
 Farms, 6:20-2; 9:14; 12:6, 8, 11; 20:22
 Food prices, countries, comparison, 15:21
 Income, 6:19; 12:17
 Land value, 12:6, 9-10
 National Farmers Union, 13:21-2
 Ontario Federation of Agriculture, 17:48-52
 Prairie Pools Inc, 16:14-6
 Procedure, 6:9, 24; 13:19; 15:17; 20:22
 Solutions, 6:21-3
 Special Canadian Grains Program, 12:22; 20:22
 United Grain Growers' Association, 17:15-9, 24-7, 30-2
 Western Grain Stabilization Act, 12:21-2
 Western Grain Stabilization Program, 6:13, 19-20, 22; 12:24
 Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, 34:5, 20, 22-3, 30, 36, 38-40; 35:9, 19-21, 23-5, 27, 29, 32, 33-4, 38, 41, 42-8
 Pulses, 2:17, 22
- Barrows, Gil, Director, Government Affairs, Canadian Cattlemen's Association**
 Farm finance, examination, discussion, 15:12-4, 17, 22-5
- Beauce, Quebec**
 Acid rain, maple syrup, industry, 33:65, 68, 73
- Beans**
See
 Pulses — Beans
- Beef**
 Canada-U.S. Free Trade Agreement
 Access to American market, 13:16
 Feeder cattle 15:15
 Canadian Holsteins, 24:12
 Cattlemen, 3:9-10
 Farm income, contributor, 15:6
 Industry
 Catastrophic situation, 13:16
 History, 21R:2
 Operations, 15:13-4
See also
 Livestock
- Beef in B.C., 26:13**
- Beeler, Byron, Director of Public Affairs, Ciba-Geigy Canada Ltd.**
 Alachlor, pest control
 Discussion, 28:24, 28-39
 Statement, 28:21-7
 Testimony, reference, 33:21
- Anderson, M. Eiliv (Sunny), président, Société du crédit agricole**
 Financement agricole, étude
 Discussion, 9:11, 19-26, 28-30
 Exposé, 9:11
- Animaux**
Voir
 Bétail
- Appalaches, montagnes**
 Pluies acides, effets, 33:73
- Arabie saoudite**
 Subventions, 16:25; 17:7
- Archibald, M. Bruce, coordonnateur de la recherche et des programmes, Ontario Corn Producers Association**
 Alachlore, produit antiparasitaire
 Discussion, 23:19, 22-3, 28
 Exposé, 23:10-2
 Témoignage, référence, 33:54
- Archibald, M. Jones, Université McGill, 33:73**
- Argue, honorable Hazen, sénateur, (Regina)**
 Bill C-2, teneur, 3:11-4, 19
 Bill C-92
 Chemins de fer Canadien national, 30:42-3
 Chemins de fer Canadien pacifique, 30:33-4, 36-8
 Comité consultatif de la Commission canadienne du blé, 30:68, 70-3
 Commission canadienne des grains, 30:22-3
 Commission canadienne du blé, 29:7, 22-8, 29-30; 32:20-3
 Office du transport du grain, 29:37-41
 Prairie Pools, 29:69-72, 73
 Procédure, 29:45; 30:21, 23
 Syndicat national des cultivateurs, 30:49-51
 Western Canada Wheat Growers, 30:10, 17-21, 22-3
 Western Producer Car Group, 30:27-8, 30
 Bill C-132, 30:53-5, 58, 59-60
 Financement agricole, étude
 Agriculteurs, difficultés financières, nombre, 6:16, 20; 11:13-4
 Agriculture, ministère
 Etudes, 6:29-30
Rapport sur la situation financière de l'agriculture, discussion, 11:13, 15
 Examen de l'endettement agricole, Bureaux, 11:17-8; 12:19; 16:20
 Arrangements entre cultivateurs et créanciers, Loi, 11:18
 Commission canadienne du blé, système, menacée, 13:17-8
 Contingents, 13:17
 Fédération canadienne de l'agriculture, 18:7, 25-8
 Fermes, 6:28; 12:18; 13:18; 16:21
Globe and Mail, «Bishops call farm policies destructive», 16 novembre 1987, référence, 13:18; 16:20; 18:27
 Gouvernement
 Politique publique
 Agriculture, industrie, nouvelles options, 11:17
 Dette, restructuration, 8:17; 11:17
 Régime d'assistance publique du Canada, 8:18-20; 11:33-4; 12:23; 13:18-9
 Prix internationaux, 13:18
 Programmes, 6:12-3, 18; 11:15-6; 12:20, 22-4
 Impact social, 6:28-9; 11:14-5; 13:18
 Institutions financières, 6:16-7; 8:17-8; 16:20

Begin, Ed, Executive Director, Saskatchewan Wildlife Federation

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, letter dated January 21, 1988, to the Honourable Grant Devine, Premier of Saskatchewan, **35:5, 13**

Bégin, Hon. Monique, former Minister of National Health and Welfare

Spruce budworm, comments, **22:6-7**

Belgium

Bacillus thuringiensis, producers, **22:14**

Bielish, Hon. Martha P., Senator (Lakeland), Acting Chairman of Committee (Issue no. 24)

Alachlor, pest control, **23:27-8**

Bill C-67, **24:13**

Procedure, **24:6, 9, 14**

Bill C-92

Advisory Committee to the Canadian Wheat Board, **30:68, 74-5**

Canadian Pacific Railways, **30:38-9, 41**

Canadian Wheat Board, **29:16-7, 19**

National Farmers Union, **30:48-9, 51**

Prairie Pools Inc, **29:65-9, 74, 80-1**

Western Canada Wheat Growers, **30:9-10, 22**

Bill C-112, **29:83, 88, 89**

Bill C-132, **29:93-4, 96, 98**

Drought in western Canada, **26:8-9, 21-2**

Farm finance, examination; **6:5, 9; 9:14, 27, 29-30; 15:19; 18:18; 21:8**

Bill C-2 — Canagrex Dissolution Act

Order of reference, **10:3**

Report to Senate, without amendment, but with observations, **10:4, 5, 8**

See also

Canagrex Corporation

Bill C-2 — Canagrex Dissolution Act, subject-matter

Order of reference, **3:3**

Purpose, **3:5-7**

Reports to Senate

Fourth report, without amendment, but with observations, **9:4, 6-7, 8**

Third report, without amendment, **6:4; 9:6**

See also

Canagrex Corporation

Bill C-43 — Act to amend the Territorial Lands Act, subject-matter

Coming into force, forestry, transfer of federal responsibility, Northwest Territories, Yukon, **1:12**

Discussion, clause 6, **1:16-7**

Drafting, clause 5(2), **1:12-5, 27**

Order of reference, **1:3**

Report to Senate, without amendment, but with observations, **2:4, 5, 7**

See also

Territorial Lands Act

Bill C-67 — Animal Pedigree Act

Discussion

Clause 28 — Eligibility for registration, **24:12**

Clause 52, **24:11**

Clause 53 — Inquiries, **24:11**

Clause 54 — Powers of Minister, **24:11**

Clause 58, **24:9-10, 11**

Argue, honorable Hazen, sénateur, (Regina)—Suite

Financement agricole, étude—*Suite*

Marché boursier, effondrement, répercussions, **11:15**

Prairie Pools Inc, **16:19**

Procédure, **6:12, 16, 19; 8:20; 11:28, 31; 13:16-7**

Produits agricoles, prix, **6:18; 11:30, 36-7; 13:16-8**

Régime d'assistance publique du Canada, **8:18-9**

Revenus, non-agricoles, **12:17-8; 13:18**

Société du crédit agricole, **12:21; 16:21**

Témoignage, **6:15-6**

Terres, location, **8:16**

Western Canadian Wheat Growers Association, **11:34-6**

Army Corps of Engineers, Etats-Unis

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude

Eau, débit, estimation, Manitoba, **35:35**

Enoncé des incidences environnementales, études, crédibilité, **35:28, 42-3**

Fonds, argent, responsabilité, **35:33**

Souris River, North Dakota, étude d'impact environnementale, **34:11, 33**

Souris River Basin Project, Saskatchewan, Canada-North Dakota, U.S.A., General Plan Report and Final Environmental Impact Statement, juillet 1988, **35:28-30**

Eau, qualité, quantité, analyse, **35:31, 37**

Inondations, prévention, **35:37**

Lettre du professeur Joseph F. Dolecki à M. Charles Workman, Army Corps of Engineer, St. Paul District (Etats-Unis), datée le 20 août, avec pièces jointes (*Review Comments on the Souris River Basin Project General Plan Report and Final Environmental Impact Statement*) et d'autres documents, **35:26, 30**

Arrangements entre cultivateurs et créanciers, Loi

Dispositions, effets, **11:18; 14:7**

Propositions, **13:9**

Arthur, Mme Louise M., Répercussions du changement climatique sur l'agriculture dans les provinces des Prairies, 27:17**Arthur, Manitoba**

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, référence, **34:18**

Ash, M. Ken, Chef du développement et de la coordination des programmes, ministère de l'Agriculture

Financement agricole, étude

Discussion, **20:8-17, 24-6**

Exposé, **20:7-9**

Ashmead, M. Ralph, gérant, Recherche et développement, Société du crédit agricole

Economic Transition in Farming, papier présenté, Conférence crédit agricole, novembre 1987, Association des banquiers canadiens, **13:7-8**

Financement agricole, étude

Discussion, **9:13-6, 20-4, 27-8**

Exposé, **9:12-3, 16-9**

Assiniboine, rivière, Saskatchewan

Description, **34:19, 24**

Bill C-67 — Animal Pedigree Act—Cont'dDiscussion—*Cont'd*Clause 59, **24:9-10**Order of reference, **24:3**Provisions, **24:7-8, 13-4**Report to Senate, without amendment, **24:4, 5, 14***See also*

Livestock Pedigree Act

Bill C-92 — Act to amend the Canadian Wheat Board Act*The numbers between square brackets refer to the sections of the Canadian Wheat Board Act*

Discussion

Clause 1, **29:6**Clause 2, **29:6-7, 21-30, 56-8; 30:44**Paragraph (c), **29:29, 57**Paragraph (c.1), **29:29**Clause 3 [6(4)], **29:7, 30; 30:44**Clause 4, **29:7**Clause 5 [12 — Guarantee], **29:7**Clause 6 [17(1)(e)], **29:7-8**Clause 7 [18], **29:8-10**Clause 7(a), **29:9**Clause 7(c), **29:9**Clause 8, **29:10-1, 13, 19, 21, 31, 33, 36, 51, 54-5, 60, 62, 64, 68-9, 76-7, 80; 30:8, 11, 13, 15, 17, 21-2, 25, 44, 45, 47, 49, 61, 66, 75; 32:6, 8, 10, 12, 13, 14-5, 17, 19, 23**Clause 9, **29:11**Drafting, discretion, amount, refund, concerns, **32:12-4**Examination, all-party agreement, **32:11, 20-1**Order of reference, **29:3**Passage, delays, **32:17**

Provisions

Allowance and expenses, **32:9**Borrow, invest, losses, risk, **29:50, 54-5; 32:9-10, 17**Canola, definition, **32:9**

Producer cars

Interest in storage charges, refund, **29:50; 30:24-6, 28; 32:10-2**Discretion, amount, concerns, figures, **32:12-4, 17-9**Orderly marketing system, increases, effects, **32:12-4, 19**Quotas, delivery, **32:8**

Recommendations

Canadian Wheat Board Advisory Committee, **30:61**National Farmers Union, **30:45**Prairie Pools, **29:54-5**Report to Senate, without amendment, but with comments, **32:4-5, 6-7***See also*

Canadian Wheat Board

Canadian Wheat Board Act

Grain elevators

Grain transportation

Bill C-112 — Canada Grain Act*The numbers between square brackets refer to the sections of the Canada Grain Act*Discussion, **30:30**Clause 2, Commission established, **29:82-3**Clause 4, Assistant Commissioners, **29:82-3**Clause 5 [12 — Delegation], **30:52**Clause 6 [15, 16], **30:52**Clause 10, **30:53**Clause 12 [22(5) — Grain of variety not registered under Seeds Act], **30:53**Order of reference, **29:3****Assistance publique du Canada, Programme***Voir*

Régime d'assistance publique du Canada

Assistance publique du Canada, Régime*Voir*

Régime d'assistance publique du Canada

Association des banquiers canadiens (ABC)*Agriculture in transition*, Conférence crédit agricole, novembre 1987*Economic Transition in Farming*, papier présenté par M. Ralph Ashmead, **13:7-8**Groupes d'examen, favoritisme, agriculteurs, **19:9***Transition in Banking*, papier présenté par M. Brian Farlinger, **14:17, 19-20**Comparution à la Chambre des communes, Comité permanent de l'agriculture, examen de l'endettement agricole, processus, recommandations, **14:14**Documents, références, **14:20, 23**

Financement agricole

Position

Examen de l'endettement agricole, Loi, **14:7**Duplication, programme, **14:15**Solutions de rechange radicales, opposition, **14:7**

Fermes familiales

Définition, évolution, opinion, **14:16**Transition, perte d'agriculteurs sur les terres, **17:42**Hypothèque, définition, **14:9-10**Institutions financières, crédit, responsabilités, **14:21**Subventions, taux d'intérêt, **14:8, 10**

Propositions

Actions, financement, opinion, **14:7-10, 17**Garanties mobilières, Loi, **14:19**

Gouvernement

Palements, dispositions, **14:20-1**Prêts garantis, **14:12, 17**Banque Royale du Canada, opinion, **14:17**Fédération de l'agriculture de l'Ontario, position, **17:41-2**Prêts agricoles garantis, cautionnement de fonds, marché secondaire, **14:18-9; 19:12**Suppression, aide financière, opinion, **14:16**Lettre de l'honorable John Wise, Ministre de l'Agriculture, examen de l'endettement agricole, programme, proposition, **14:14**Propriétaires, fermes et terres, nombres, **9:23-4****Association canadienne des éleveurs de bovins**

Financement agricole, position et recommandations

Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, **15:10, 15-6, 22-4**Actions, financement, **15:24-5**Bétail, entreprise, **15:13-4**Comparution à la Chambre des communes, Comité permanent des Finances, du commerce et des questions économiques, 31^e législature, 1^e session, politiques monétaires et fiscales du gouvernement, secteur agricole, **15:7-8**Fermes, type, direction future, **15:11-3, 20-2**

Gouvernement

Politiques, **15:6, 7, 10**Programmes, **15:12, 14, 17-8**Rôle, **15:19**Recommandations des commissions spéciales, autres organismes, indifférence, **15:5-6**Références, **21R:48, 65-6**Sécheresse, effets, position, **26:11**

Bill C-112 — Canada Grain Act—Cont'd

Provisions

Grain standards, designation, **29:86**Licenses, commissioners appointments, clarifications, **29:82**Offence and penalty, **29:86**Report to Senate, without amendment, **31:4, 5***See also*

Canada Grain Act

Canadian Grain Commission

Bill C-117, 1st Session, 33rd Parliament*See*

Farm Debt Review Act

Bill C-132 — Act to amend the Western Grain Stabilisation ActComing into force, effects, deadline, extension, **29:94-5**Discussion, **30:30, 52; 31:19**Broaden coverage, crops, **29:90; 31:15**Non-participants, program, **31:6, 9**Participants, program, effects, **31:10**Producer-government contribution share, proportion, **30:52, 53, 55-6**Order of reference, **29:3**Purpose, **29:89-90; 30:52**Report to Senate, without amendment, **31:4, 5***See also*

Transport Department — Western Grain Stabilization Program

Western Grain Stabilisation Act

Biotechnology

Agriculture

Biological pest controls, methods, **22:5, 6, 10-2**Bacillus thuringiensis, **22:7-8, 10-2**Biological units, **34:14**Controversy, reasons, **22:9, 13-4**Producers, countries, **22:14**Usage, effects, costs, **22:8-9, 13-4**Parasites, **22:6**Sorbitol, **22:7, 10-1**Sugar, **22:11**Inoculants, registration, **2:27-8**Industry, control, privatization, studies, micro-organisms, danger, **22:13**Research, funds, **20:6, 22:12-3****Birds of the Souris River Valley, Saskatchewan—1987, (Christopher I.G. Adams, March 1988), 34:6, 22-3****Bishops, Roman Catholic***See*

Roman Catholic Bishops

Bjornback, Derek, Chief, Water Planning Management Division, Inland Waters Directorate, Western and Northern Region, Department of EnvironmentGranting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, reference, **34:27****Board of Inquiry Rafferty-Alameda Project***See*

Rafferty-Alameda Board of Inquiry

Board of Transport Commissioners for Canada (presently National Transportation Agency of Canada)Grain storage, decision, **29:43****Associations responsables de la généalogie des animaux, Loi***Voir*

Bill C-67

Assurance-chômageAgriculteurs, disposition, aucune, **8:19****Assurance-crédit agricole, Programme***Voir*

Société pour l'expansion des exportations — Assurance-crédit agricole, Programme

Assurance-dépôts du Canada, Société*Voir*

Société d'assurance-dépôts du Canada

Assurance-récolte, LoiDisposition, **21R:39****Atlantique, Provinces***Voir*

Provinces de l'Atlantique

Auer, M. Ludwig, directeur adjoint du projet sur l'économie céréalière des Prairies, Conseil économique du Canada

Financement agricole, étude

Discussion, **17:62-8, 70-3**Exposé, **17:62-5****Australie**

Agriculture

Actions, financement, **9:27; 14:9; 19:27, 35, 37, 39**Gouvernement, retrait du soutien, **14:16****Autochtones**Employés, **1:23**Forêts, transfert de responsabilité fédérale au gouvernement des territoires, accord, **1:12**Revendications, négociation, **1:22**Scierie, emplois, **1:25-6****Avoine**Intérêt, entreposage, frais, **32:14, 19***Voir aussi*

Élévateurs à grain

BFD*Voir*

Banque fédérale de développement

BPC*Voir*

Biphényles polychlorés

BPL*Voir sous*

Santé nationale et Bien-être social, ministère — Pesticides — Direction générale de la protection de la santé — Cancer

Board of Transport Commissioners for Canada (presently National Transportation Agency of Canada)—*Cont'd*
See also
 National Transportation Agency of Canada

Boundary Dam Reservoir, Saskatchewan
 History, 34:14
 Power station, description, 34:15
 Water, supply, diversion, 34:15, 29

Boundary Waters Treaty
See
 International Boundary Waters Treaty Act

Boyd, Rick, Canadian National Railways
 Producer cars, estimation, numbers, 30:75

Brandon, Manitoba
 Clean air, comments, 35:42
 Energy, source, 34:28

Brandon Sun
 Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination
 Letters published by Prof. Joseph F. Dolecki, 35:41
 Dated July 8, 1988, 35:34-5
 Request for resignation, minister of Environment, 35:43

Bravo
See
 Herbicides — Bravo

Brinkman, George L., Professor, Department of Agricultural Economics and Business, University of Guelph
Agricultural Finance Problem in Perspective, 7:25
 Biographical note, 7:5
 Farm finance, examination
 Discussion, 7:17-26
 Statement, 7:5-17
 Testimony, reference, 21R:8
Farm Incomes in Canada, Economic Council of Canada, study, quotation, 8:22

British Columbia
 Agriculture
 Banks, ownership, farms and land, number, 9:23
 Drought
 Forests, climate, impact, 27:19-20
 Water supply conditions, 26:12-3; 27:6-8
 Farm credit, situation, 18:21-2
 Supply management system, pull out, 13:20; 18:19-21
 Government
 Joint federal-provincial funding, drought, 26:6
 Provincial Farm Credit Programs, description, 21R:85-6
 Spruce budworm, 22:15
See also
 Western provinces

British Columbia Cattleman's Association, 26:13

BT

Voir

Biotechnologie — Agriculture — Inoculants, homologation — Luites biologiques antiparasites, méthodes — *Bacillus thuringiensis*

Balfour, honorable Reginald James, sénateur (Regina)
 Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, référence, 34:23; 35:14-5

Balshaw, M. Mike, directeur régional, Région du centre, Service de l'environnement atmosphérique, ministère de l'Environnement
 Note biographique, 27:5
 Sécheresse dans l'Ouest du Canada
 Discussion, 27:12-9, 21-2
 Exposé, 27:6-9

Banque du Canada
 Commissaires, nominations, termes, durée, 29:85

Banque fédérale de développement (BFD)
 Amortissements moyens, chiffres, 14:11
 Faillites, 17:52
 Rôle, 21R:59

Banque Royale du Canada
 McRorie, M. Doug, vice-président, services agricoles, gouvernement fédéral, prêts, garanties, opinion, 14:17
 Terres agricoles, 9:24

Banque Toronto-Dominion
 Prêts garantis, gouvernements
 Alberta, 14:12
 Fédéral, 14:17

Banques, Loi
 Discussion
 Art. 177, 9:13
 Art. 178, 9:13; 14:19
 Dispositions, crédit, long terme, 21R:4, 6

Barootes, honorable Efsthios William, sénateur (Regina-Qu'Appelle), vice-président du Comité
 Alachlore produit antiparasitaire, 25:14-5, 17-20, 21, 22, 23, 26-7; 28:19, 22, 24, 27, 29, 31-9
 Bill C-2, 10:4, 6-7, 8
 Bill C-2, teneur, 4:7, 18-9; 5:16, 17, 19, 24-5
 Bill C-43, teneur, 1:23-4, 26
 Bill C-92
 Alberta Wheat Pool, 29:60-1, 74-5, 81
 Chemins de fer Canadien pacifique, 30:34, 38-40
 Comité consultatif de la Commission canadienne du blé, 30:63, 66-70, 72, 74
 Commission canadienne du blé, 29:7-8, 11-3, 15-6, 19, 20-2, 32; 32:14-7, 23
 Office du transport du grain, 29:33, 36-7, 39, 42-3, 46-7, 49
 Office national des transports 29:43-6
 Prairie Pools Inc, 29:54, 56-61, 63, 74, 76-80
 Procédure, 29:33, 45, 56; 30:20, 21
 Saskatchewan Wheat Pool, 29:60-1, 63-4, 75-6
 Syndicat national des cultivateurs, 30:48
 Western Canada Wheat Growers, 30:11, 15, 21-2
 Western Producer Car Group, 30:26, 28-30
 Bill C-112, 29:83-9; 30:30
 Bill C-132, 29:90-5, 96-7; 30:30, 55-9, 61; 31:8, 16-7, 20-6

Browne, Dennis, Director General, Agriculture, Fish and Food Products Bureau, International Trade Development Branch, Department of External Affairs
 Bill C-2, subject-matter
 Discussion, 5:14-9
 Statement, 5:5-14
 Biographical note, 5:15

Brundtland, Gro Harlem, *Our Common Future/ World Commission on Environment and Development*, 27:21

Brundtland Commission

See

Our Common Future/ World Commission on Environment and Development

Bruun, Anders, Solicitor, Canadian Wheat Board

Bill C-92

Discussion, 29:7-20; 32:14

References, 32:12-3

Statement, 29:6-11

Brynaert, Kenneth A., Executive Vice-President, Canadian Wildlife Federation

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, letter to the Hon. Tom McMillan, Minister of the Environment, dated April 21, 1988, 35:32, 33

Bug, William J., President Elect, North Dakota Chapter of the Wildlife Society

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, letter dated January 22, 1988, to the Honourable Grant Devine, Premier of Saskatchewan, 35:4, 13

Burlington, North Dakota

Dam, purpose, 35:16

Burlington, Vermont

Acid rain, maple syrup industry, problem, 33:73

Bush, George, Vice-President, United States

Acid rain, references, 33:63, 67

Byers, Hon. Neil E., former Minister of the Environment, Saskatchewan

Souris Basin, Saskatchewan, reference, 34:10-1

CAFF

See

Saskatchewan — Government — Provincial — Agriculture Department, farm finance, position — Programs — Counseling and Assistance for Farmers

CAP

See

Canada Assistance Plan

CBA

See

Canadian Bankers Association

Barootes, honorable Efstathios William, sénateur...—Suite

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, 34:5, 20, 22-3, 30, 36, 38-40; 35:9, 19-21, 23-5, 27, 29, 32, 33-4, 38, 41, 42-8

Financement agricole, étude

Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis, 13:16

Canadian Cattlemen's Association, 17:14-6, 23

Conseil économique du Canada, 17:62-7, 71, 73-4

Denrées alimentaires, pays, comparaison, 15:21

Ethanol, 20:27

Examen de l'endettement agricole, Bureaux, 12:18-9; 20:8-9, 13, 16

Fédération canadienne de l'agriculture, 18:8, 13-6

Fédération de l'agriculture de l'Ontario, 17:48-52

Fermes, 6:20-2; 9:14; 12:6, 8, 11; 20:22

Grain de l'Ouest, Loi de stabilisation concernant, 12:21-2

Grain de l'Ouest, Programme de stabilisation concernant, 6:13, 19-20, 22; 12:24

Grains, Programme spécial canadien, 12:22; 20:22

Prairie Pools Inc, 16:14-6

Procédure, 6:9, 24; 13:19; 15:17; 20:22

Produits agricoles, 6:11; 9:15

Réorientation des agriculteurs, Programme canadien, 12:20-1

Revenus, 6:19; 12:17

Société du crédit agricole, 9:15; 12:9-11, 21; 20:13, 16-8

Solutions, 6:21-3

Syndicat national des cultivateurs, 13:21-2

Terres, valeur, 12:6, 9-10

United Grain Growers' Association, 17:15-9, 24-7, 30-2

Légumineuses, 2:17, 22

Sécheresse dans l'Ouest du Canada, 26:8, 11, 14-5, 18

Barrows, M. Gil, directeur, affaires gouvernementales, Canadian Cattlemen's Association

Financement agricole, étude, discussion, 15:12-4, 17, 22-5

Beauce, Québec

Pluies acides, sirop d'érable, industrie, 33:65, 68, 73

Beef in B.C., 26:13

Beeler, M. Byron, directeur des Affaires publiques, Ciba-Geigy Canada Ltée

Alachlore, produit antiparasitaire

Discussion, 28:24, 28-39

Exposé, 28:21-7

Témoignage, référence, 33:47

Begin, M. Ed, directeur exécutif, Fédération de la faune de la Saskatchewan

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, lettre datée du 21 janvier 1988, à l'honorable Grant Devine, premier ministre de la Saskatchewan, 35:5, 13

Bégin, honorable Monique, ancien ministre de la Santé nationale et du Bien-être social

Tordeuse des bourgeons de l'épinette, commentaires, 22:6-7

Belgique

Bacillus thuringiensis, producteurs, 22:14

Bétail

Entreprises, 8:11; 13:16

Revenu agricole, 15:6

- CBL**
See
 Farm Credit Corporation — Programs — Commodity Based Loans
- CCA**
See
 Canadian Cattlemen's Association
- CCC**
See
 Canadian Commercial Corporation
- CCCS**
See
 Canadian Co-operative Credit Society
- CCF**
See
 Co-operative Commonwealth Federation
- CCREM**
See
 Canadian Council of Resource and Environment Ministers
- CDIC**
See
 Canada Deposit Insurance Corporation
- CEO**
See
 Grain elevators — Role — Chief Executive Officer
- CFA**
See
 Canadian Federation of Agriculture
- CFLB**
See
 Canadian Farm Loan Board
- CIDA**
See
 Canadian International Development Agency
- CJS**
See
 Employment and Immigration Department — Programs — Canadian Jobs Strategy
- CLRC**
See
 Canadian Livestock Records Corporation
- CMHC**
See
 Canada Mortgage and Housing Corporation
- CN**
See
 Canadian National Railways
- Bétail—Suite**
 Financement, difficultés, 6:8
 Amélioration, 6:11; 13:13
 Grains, prix, faiblesse, 7:10; 13:13, 16
 Taxe, structure, 15:14
 Généalogie des animaux, législation
 Associations d'éleveurs, dossiers, pouvoir, 24:7-14
 Canins, 24:11
 Compétition, amélioration, 24:9
 Insémination artificielle, races, améliorations génétiques, protection, 24:7-9, 13
 Race pure, définition, enregistrement, 24:7-8, 12-3
 Industrie
 Catastrophe, 13:16
 Importance, 26:13
 Inclus, boeuf, porc, produits laitiers, volaille, 17:48
 Marché, accès américain, 13:16-7
 Provendes, transport, aide, 21R:43
 Sécheresse, effets, solutions, 26:7, 11, 13-7
 Bétail, déplacement vers les pâturages, 26:16-7
 Fourrage, approvisionnements, assurance, 26:11, 16, 19-20
 Marché, effets, 26:11-2
 Troupeaux de vaches, jeunes, 26:10-1
 Ventes, panique, 26:15, 18
Voir aussi
 Agriculture — Administration du rétablissement agricole des Prairies
 Eau — Sécheresse
Voir aussi
 Boeuf
 Porc
- Bielish, honorable Martha P., sénateur (Lakeland), président suppléant du Comité (fascicule n° 24)**
 Alachlore, produit antiparasitaire, 23:27-8
 Bill C-67, 24:13
 Procédure, 24:6, 9, 14
 Bill C-92
 Chemins de fer Canadien pacifique, 30:38-9, 41
 Comité consultatif de la Commission canadienne du blé, 30:68, 74-5
 Commission canadienne du blé, 29:16-7, 19
 Prairie Pools Inc, 29:65-9, 74, 80-1
 Syndicat national des cultivateurs, 30:48-9, 51
 Western Canada Wheat Growers, 30:9-10, 22
 Bill C-112, 29:83, 88, 89
 Bill C-132, 29:93-4, 96, 98
 Financement agricole, étude, 6:5, 9; 9:14, 27, 29-30; 15:19; 18:18; 21:8
 Sécheresse dans l'Ouest du Canada, 26:8-9, 21-2
- Bill C-2 — Loi sur la dissolution de la société Canagrex**
 Ordre de renvoi, 10:3
 Rapport au Sénat, sans amendement, mais avec observations; 10:4, 5, 8
Voir aussi
 Canagrex, Société
- Bill C-2 — Loi sur la dissolution de la société Canagrex, teneur**
 But, 3:5-7
 Ordre de renvoi, 3:3
 Rapport au Sénat
 Quatrième rapport, sans amendement, mais avec observations, 9:4, 6-7, 8
 Troisième rapport, sans amendement, 6:4; 9:6

CP*See*

Canadian Pacific Railways

CPR*See*

Canadian Pacific Railways

CRF*See*

Consolidated Revenue Fund

CRTC*See*

Canadian Radio-Television and Telecommunications Commission

CRTP*See*

Agriculture Department — Programs — Canadian Rural Transition Program

CWB*See*

Canadian Wheat Board

Caldwell, Al, Manager, Agriculture/AgriBusiness Canada, Canadian Bankers' AssociationFarm finance, examination, discussion, **14:8**, 10-3, 16-8, 20, 22**California**Agriculture, climate, **8:27****Campbell, David, National Wildlife Federation, United States**Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, reference, **35:38****Canada AM, 18:22****Canada Assistance Plan (CAP)**Farmers, provisions, lack, **8:18-9**; **11:34**; **13:19**; **30:53**Role, **12:23-4**; **13:18****Canada Deposit Insurance Corporation (CDIC)**Insurance program, **11:15****Canada Grain Act**Definition, screenings, **29:86**

Discussion

Section 12, **30:52**Section 15, **30:52**Section 16, **30:52**Section 22(5), **30:53**Section 59, **29:86**Section 71, **30:31**History, **30:27**Modifications, last, **29:82**Provisions, **21R:34**Commissioners, appointments, term, duration, **29:83**Grain standards, designation, **29:86**Producer car, **29:20**Pulses, **2:31***See also*

Bill C-112

Bill C-2 — Loi sur la dissolution de la société Canagrex...—Suite*Voir aussi*

Canagrex, Société

Bill C-43 — Loi modifiant la Loi sur les terres territoriales, teneurDiscussion, art. 6, **1:16-7**Entrée en vigueur, forêts, transfert de responsabilité fédérale, aux Territoires du Nord-Ouest et au Yukon, **1:12**Ordre de renvoi, **1:3**Rapport au Sénat, sans amendement, mais avec observations, **2:4**, **5,7**Rédaction, art. 5(2), **1:12-5**, **27***Voir aussi*

Terres territoriales, Loi

Bill C-67 — Généalogie des animaux, Loi

Discussion

Art. 28 — Conditions d'admissibilité, **24:12**Art. 52, **24:11**Art. 53 — Enquête, **24:11**Art. 54 — Pouvoirs du ministre, **24:11**Art. 58, **24:9-10**, **11**Art. 59, **24:9-10**Dispositions, **24:7-8**, **13-4**Ordre de renvoi, **24:3**Rapport au Sénat, sans amendement, **24:4**, **5,14***Voir aussi*

Généalogie des animaux, Loi

Bill C-92 — Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé*Les numéros entre parenthèses carrées indiquent les articles de la Loi sur la Commission canadienne du blé*Adoption, retards, **32:17**

Discussion

Art. 1, **29:6**Art. 2, **29:6-7**, **21-30**, **56-8**; **30:44**Alinéa (c), **29:29**, **57**Alinéa (c.1), **29:29**Art. 3 [6(4)], **29:7**, **30**; **30:44**Art. 4, **29:7**Art. 5 [12 — Garantie], **29:7**Art. 6 [17(1)(e)], **29:7-8**Art. 7 [18], **29:8-10**Art. 7(c), **29:9**Art. 8, **29:10-1**, **13**, **19**, **21**, **31**, **33**, **36**, **51**, **54-5**, **60**, **62**, **64**, **68-9**, **76-7**, **80**; **30:8**, **11**, **13**, **15**, **17**, **21-2**, **25**, **44**, **45**, **47**, **49**, **61**, **66**, **75**; **32:6**, **8,10**, **12**, **13**, **14-5**, **17**, **19**, **23**Art. 9, **29:11**

Dispositions

Canola, définition, **32:9**Contingents, livraison, **32:8**Emprunt, investissement, pertes, risques, **29:50**, **54-5**; **32:9-10**, **17**Indemnités, **32:9**

Wagons producteurs

Intérêt des frais d'entreposage, remboursement, **29:50**; **30:24-6**, **28**; **32:10-2**Discretion, montant, inquiétude, chiffres, **32:12-4**, **17-9**Système de mise en marché ordonnée, augmentations, effets, **32:12-4**, **19**Etude, entente des partis, **32:11**, **20-1**Ordre de renvoi, **29:3**Rapport au Sénat, sans amendement, mais avec observations, **32:4-5**, **6-7**

Recommandations

Comité consultatif de la Commission canadienne du blé, **30:61**Prairie Pools, **29:54-5**

Canada Grain Act and other Acts in consequence thereof, Act to amend

See
Bill C-112

Canada Grain Commission

See
Canadian Grain Commission

Canada Grains Council

Agricultural Research in Canada, Donald Dever, President, reference, 2:22
Canadian Grains Industry; statistical handbook, 1988, references, 30:10, 11

Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC)

Loan guarantees, 14:18
Mortgage-backed securities (MBS), Cannie Maes, 21R:72
Mortgages
New, 17:36-7
Residential, 21R:72

Canada-United States Free Trade Agreement

Agriculture, impacts, 21R:60
Canadian Wheat Board system, jeopardy, 13:17-8
Farm finance, position
Canadian Cattlemen's Association, strong support, 15:10, 15
Blue print, final draft, opinion, 15:23-4
Supply-management commodities, concerns, 15:16, 22-3
Canadian Federation of Agriculture, effects, 18:23-6
Christian Farmers Federation of Ontario, negative, 13:28
Implications, social, economic, 19:19
National Farmers Union, negative, 13:10-1
Assured access, American market, propaganda, 13:16-7
Supply-management commodities, concerns, 13:17
Prairie Pools Inc, support, 16:10
Neutral, 17:31
Union des producteurs agricoles, aggressive, 17:88-9, 94
United Grain Growers' Association, strong support, 17:8, 31
Canadian grain farmers, benefits, 17:21-2
Resolution, 17:9

Canadian Agricultural Outlook Conference, Ottawa, Ontario, December 1987

Income, estimation, 1986, 7:5
Initiatives, announcements, 20:5
References, 12:12-3, 21; 17:34; 18:7; 19:8

Canadian and British Insurance Companies Act

Provision, 29:28

Canadian Bankers Association (CBA)

Agriculture in transition, Agricultural Credit Conference, November 1987
Economic Transition in Farming paper presented by Ralph Ashmead, 13:7-8
Review panels, bias, farmers, 19:9
Transition in Banking paper presented by Brian Farlinger, 14:17, 19-20
Appearance to House of Commons Agriculture Standing Committee, farm debt review process, recommendations, 14:14
Farm finance
Position
Family farms
Definition, evolution, opinion, 14:16

Bill C-92 — Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du...—Suite

Recommandations—Suite

Syndicat national des cultivateurs, 30:45

Rédaction, discrétion, montant, remboursement, inquiétude, 32:12-4
Voir aussi

Commission canadienne du blé
Commission canadienne du blé, Loi
Éleveurs à grain
Grains, transport

Bill C-112 — Loi sur les grains du Canada

Les numéros entre parenthèses carrées indiquent les articles de la Loi sur les grains du Canada

Discussion, 30:30

Art. 2, Etablissement de la Commission, 29:82-3

Art. 4, Commissaires adjoints, 29:82-3

Art. 5 [12 — Délégation], 30:52

Art. 6 [15,16], 30:52

Art. 10, 30:53

Art. 12 [22(5) — Variété non enregistrée sous le régime de la Loi relative aux semences], 30:53

Dispositions

Grain, classes, désignation, 29:86

Infraction et peine, 29:86

Permis, commissaires, nominations, clarifications, 29:82

Ordre de renvoi, 29:3

Rapport au Sénat, sans amendement, 31:4, 5

Voir aussi

Commission canadienne des grains
Grains du Canada, Loi

Bill C-117, 1^e session, 33^e législature

Voir

Examen de l'endettement agricole, Loi

Bill C-132 — Loi modifiant la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest

But, 29:89-90; 30:52

Discussion, 30:30, 52; 31:19

Couverture, élargissement, cultures, 29:90; 31:15

Non-participants, programme, 31:6, 9

Participants, programme, effets, 31:10

Producteurs, gouvernement, contributions, proportion, 30:52, 53, 55-6

Entrée en vigueur, effets, délai, extension, 29:94-5

Ordre de renvoi, 29:3

Rapport au Sénat, sans amendement, 31:4, 5

Voir aussi

Grain de l'Ouest, Loi de stabilisation concernant

Transports, ministère — Grain de l'Ouest, Programme de stabilisation concernant

Biotechnologie

Agriculture

Inoculants, homologation, 2:27-8

Luttes biologiques antiparasites, méthodes, 22:5, 6,10-2

Bacillus thuringiensis, 22:7-8, 10-2

Controverses, raisons, 22:9, 13-4

Producteurs, pays, 22:14

Unités biologiques, 22:14

Usage, effets, coûts, 22:8-9, 13-4

Parasites, 22:6

Sorbitol, 22:7, 10-1

Sucre, 22:11

Canadian Bankers Association (CBA)—Cont'dFarm finance—*Cont'd*Position—*Cont'd*Family farms—*Cont'd*

Transition, loss of farmers off land, 17:42

Farm Debt Review Act, 14:7

Duplication, program, 14:15

Extreme alternatives, opposition, 14:7

Financial institutions, credit responsibilities, 14:21

Mortgage, definition, 14:9-10

Subsidizations, interest rates, 14:8, 10

Proposal

Equity financing, opinion, 14:7-10, 17

Government

Loan guarantees, proposal, 14:12, 17

Ontario Federation of Agriculture, position, 17:41-2

Royal Bank of Canada, opinion, 14:17

Securitized farm market, secondary market, 14:18-19; 19:12

Withdrawing support, opinion, 14:16

Payments, provisions, 14:20-1

Personal Property Security Act, 14:19

Letter from Hon. John Wise, Minister of Agriculture, farm debt review process, proposal, 14:14

Ownership, farms and land, number, 9:23-4

Papers, references, 14:20, 23

Canadian Cattlemen's Association (CCA)

Drought, effects, position, 26:11

Farm finance, position and recommendations

Appearance before House of Commons Finance, Trade and Economic Affairs Standing Committee, 1st Session, 31st Parliament, government monetary and fiscal policies, farm sector, 15:7-8

Canada-U.S. Free Trade Agreement, 15:10, 15-6, 22-4

Equity financing, 15:24-5

Farms, type, future direction, 15:11-3, 20-2

Government

Policies, 15:6, 7, 10

Programs, 15:12, 14, 17-8

Role, 15:19

Livestock operations, 15:13-4

Recommendations from special commissions, other bodies, disregarded, 15:5-6

References, 21R:44, 61

Canadian Centre for Toxicology, 23:24**Canadian Chicken Marketing Agency, 21R:1****Canadian Climate Centre***See*Environment Department — Atmospheric Environment Service
— Canadian Climate Centre**Canadian Coalition on Acid Rain**

Maple syrup industry, lobbying, 33:71

Members, 33:69

Canadian Commercial Corporation (CCC)

Co-operation, federal departments, 4:5

Government-to-government agreements, 4:10

Biotechnologie—Suite

Industrie, contrôle, privatisation, études, micro-organismes, danger, 22:13

Recherches, fonds, 20:6, 22:12-3

Biphényles polychlorés (BPC)

Désastre, Québec (province), 33:66

Birds of the Souris River Valley, Saskatchewan—1987, Christopher

I.G. Adams, mars 1988, 34:6, 22-3

Bjornback M. Derek, chef, Division de la gestion du contrôle des eaux, Direction générale des eaux intérieures, Région de l'Ouest et du Nord, ministère de l'Environnement

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, référence, 34:27

Blé

Acres, 2:20

Américain, menace, 13:18

Commerce international, premier plan, 2:26

Intérêt, entreposage, frais, 32:14, 19

Prix, 11:29-30

Production, faible, raisons, 7:21-2

Voir aussi

Cultures

Élévateurs à grain

Grains

Blé, Loi sur la Commission canadienne*Voir*

Commission canadienne du blé, Loi

Board of Transport Commissioners for Canada (présentement, Office national des transports du Canada)

Grain, entreposage, décision, 29:43

Voir aussi

Office national des transports du Canada

Boeuf

Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis

Accès au marché américain, 13:16

Bovins d'embouche, 15:15

Éleveurs de bétail, 3:9-10

Entreprises, 15:13-4

Holsteins du Canada, 24:12

Industrie

Historique, 21R:2

Situation catastrophique, 13:16

Revenu agricole, contribution, 15:6

Voir aussi

Bétail

Board of Inquiry Rafferty-Alameda Project*Voir*

Rafferty-Alameda Board of Inquiry

Boundary Dam Reservoir, Saskatchewan

Centrale électrique, description, 34:15

Eau, approvisionnement, dérivation, 34:15, 29

Histoire, 34:14

Canadian Co-operative Credit Society (CCCS), 29:25

Canadian Council of Resource and Environment Ministers (CCREM),
CCREM position on registration and use of pesticide: position
adopted by Council at its Annual meeting on September 29, 1982,
33:12

Canadian Dairy Commission

Dairy Support Program, **21R:39**
External Affairs Department, co-operation, **5:8**
History, **21R:1**
Market Sharing Quota, **18:19-20**
Role, **21R:39**
Target return level, **21R:39**

Canadian Egg Marketing Agency, 21R:1

Canadian Environmental Advisory Council, *New Approach to Pest Control in Canada*, Ross H. Hall, 33:12

Canadian Farm Loan Board (CFLB)

Creation, **17:77; 21R:4**

Canadian Federation of Agriculture (CFA)

Alachlor, report of the Review Board, conclusions and recommendations, position, support, reasons, **23:15-8**
Recommendation to Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry, to urge the Agriculture Department to reconsider their decision, alachlor herbicide, **23:17**

Canagrex Corporation, position concerning, **3:9, 11**

Farm finance, position

Advisory services, **18:18-9**

American credit system, **18:15-6**

British Columbia, situation, **18:21-2**

Canada-U.S. Free Trade Agreement, **18:23-6**

Canadian public, **18:22-3**

Conference of First Ministers (1986: Vancouver, B.C.) *National Agricultural Strategy*, report on challenges facing agriculture, **18:8-9, 14**

Decoupling, **18:12**

Equity financing, registered retirement fund, **18:10**

Farm Credit Corporation, **18:6-9, 13-4, 16**

Farm Debt Review Board, **18:11, 17**

Farmers, definition, **18:12**

Farms, size, **18:22-3**

Financial difficulty, figures, **18:6**

Financing conditions, history, **18:5-6**

General Agreement on Tariffs and Trade, negotiations, **18:12**

Grains and oilseeds sector, **18:6-7, 12**

Interest rates, limit, **18:9, 14-5**

Loans, **18:9-10, 13-4**

Lobbyists, **18:27**

Marketing boards, **18:19-21**

Proposals, **18:10-2, 18**

References, **21R:41, 65, 67-8**

Registered farm ownership plan, **18:10**

Service debt, **18:7**

Special Programs, **18:5, 7-8**

Young farmers, **18:10, 26**

Letter to Committee Chairman, dated March 30, 1987, concerning Bill C-2, **3:9, 14; 3A:1-2**

Metolachlor, information package, none, **23:19**

Pesticides registration process, review, **23:18**

Reference, **28:14**

Bourse de Toronto

Investissements, terres agricoles, **9:21**

Comparaison, évolution historique, **8:9**

Boyd, M. Rick, Chemins de fer Canadien national

Wagons producteurs, estimation, nombres, **30:75**

Brandon, Manitoba

Air, propre, commentaires, **35:42**

Energie, source, **34:28**

Brandon Sun

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude

Lettres du professeur Joseph F. Dolecki, **35:41**

Datée le 8 juillet 1988, **35:34-5**

Demande de démission, ministre de l'Environnement, **35:43**

Bravo

Voir

Herbicides — Bravo

Brevets, Loi

Sénat, **13:19**

Brinkman, M. George L., professeur, Département d'économie agricole, Université de Guelph

Agricultural Finance Problem in Perspective, **7:25**

Financement agricole, étude

Discussion, **7:17-26**

Exposé, **7:5-17**

Témoignage, référence, **21R:8**

Note biographique, **7:5**

Revenus agricoles au Canada, Conseil économique du Canada, étude, citation, **8:22**

British Columbia Cattlemen's Association, 26:13

Browne, M. Dennis, directeur général, Direction générale de l'agriculture, des pêches et des produits alimentaires, Secteur de l'expansion du commerce extérieur, ministère des Affaires extérieures

Bill C-2, teneur

Discussion, **5:14-9**

Exposé, **5:5-14**

Note biographique, **5:15**

Brundtland, Commission

Voir

Notre avenir à tous/ Commission mondiale sur l'environnement et le développement

Brundtland, Gro Harlem, *Notre avenir à tous/ Commission mondiale sur l'environnement et le développement*, 27:21

Bruun, M. Anders, chef du Contentieux, Commission canadienne du blé

Bill C-92

Discussion, **29:7-20; 32:14, 16-7**

Exposé, **29:6-11**

Références, **32:12-3**

Canadian Forestry Service

- Fertilizers, maple trees, 33:62
- Pest Management Advisory Board, 33:19

Canadian Grain Commission

- Commissioners, employees
 - Appointments, term, duration, 29:82-4; 30:52
 - Re-employment policies, conflict of interest guidelines, 29:85
 - Retirement age, human rights legislation, 29:84-5
- Grain elevators, administration, producer cars, allocation, 29:16, 32; 30:22-3, 31
- Canadian Pacific Railways, co-operation, efficiency, 30:37
- Destination, prices, regulation, proposition, 30:46
- Figures, 30:68-9
 - Misshipped cars, 30:48-9
- Screenings, usage, prices, 29:86-8
- Tariffs, rates, 29:12, 15; 30:10
- Licenses, 29:82
- Pulses, 2:31
- Regulations, 30:19
- See also*
 - Bill C-112
 - Canada Grain Act

Canadian Grains Industry; statistical handbook, 1988, Canada Grains Council, references, 30:10, 11**Canadian Institute of Resources Law, 19:21****Canadian International Development Agency (CIDA)**

- Co-operation, federal departments, 3:16; 5:12, 14
- Export Market Development, 4:9, 19

Canadian International Grains Institute

- Aid-trade, 5:12

Canadian Livestock Records Corporation (CLRC)

- Creation, powers, role, 24:7, 9-11

Canadian National Livestock Records

- Abolition, 24:7

Canadian National Railways (CN)

- Bill C-92, position
 - Grain, movement, 29:46; 30:30, 42
- Grain elevators
 - Incentive rate, 30:31-2
 - Loading within 24 hours, rebates, 29:37-8
 - System, 30:61-2
- Producer cars, railway, 30:51
 - Depreciation, 29:45
 - Estimation, numbers, 30:75
 - Spotting on speculation, 30:42
 - Tracks sidings, costs, 30:42-3
 - Turn-around time, 30:42, 67
- See also*
 - Bill C-92

Canadian Nature Federation

- Stop Construction of the Rafferty-Alameda Project, support, reference, 35:11

Brynaert, M. Kenneth A., vice-président exécutif, Fédération canadienne de la faune

- Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, lettre à l'honorable Tom McMillan, ministre de l'Environnement, datée du 21 avril 1988, 35:32, 33

Bug, M. William J., président élu, North Dakota Chapter of the Wildlife Society

- Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, lettre datée du 22 janvier 1988, à l'honorable Grant Devine, premier ministre de la Saskatchewan, 35:4, 13

Bureau canadien national de l'enregistrement des animaux

- Abolition, 24:7

Bureau d'aménagement du bassin de la rivière Souris*Voir*

- Souris Basin Development Authority, Estevan, Sask.

Bureau des petites entreprises*Voir*

- Etats-Unis — Gouvernement — Farmers Home Administration — Small Business Administration

Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales

- Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, 35:32, 33

Burlington, Dakota du Nord

- Barrage, raison, 35:16

Burlington, Vermont

- Pluies acides, sirop d'érable, industrie, problème, 33:73

Bush, M. George, vice-président, Etats-Unis

- Pluies acides, références, 33:63, 67

Byers, honorable Neil E., ancien ministre de l'Environnement, Saskatchewan

- Souris, bassin, Saskatchewan, référence, 34:10-1

CAFF*Voir*

- Saskatchewan — Gouvernement — Provincial — Agriculture, ministère, financement agricole, position — Programmes — Counselling and Assistance for Farmers

CCA*Voir*

- Canadian Cattlemen's Association

CCC*Voir*

- Corporation commerciale canadienne

CCLA*Voir*

- Conseil consultatif de la lutte antiparasitaire

CCMRE*Voir*

- Conseil canadien des ministres des ressources et de l'environnement

Canadian Pacific Railways (CP)

Bill C-92, position

Cars

Hopper, boxcars, 30:34

Leasing, 30:35, 40

Loading, turnaround, time, 30:33, 34, 67

Maintenance, costs, 30:36-7

Ownership, railroad tracks siding, 30:41

Producer

Allocation, 30:31

Spotting on speculation, 30:39

Increases, effects, 30:33-4, 51

Estimation, numbers, 30:75

Letter dated April 15, 1988, from R.S. Allison, to G. Wilson M.P., Chairman of the Standing Committee on Agriculture, House of Commons, responding to his letter dated March 8, 1988, 30:31-2

Loading, turnaround, time, 30:33, 34, 67

Maintenance, costs, 30:31, 33, 36-7

Rationalization, system, 30:37-8

Spotting on speculation, 30:39

Statistics, 30:33

Transportation, commodities, other, 30:40

Grain, movement, 29:46; 30:30

Increases, slow, effects, 30:34-5, 39-40

Grain elevators

Allocation, surplus cars, 30:38-9

Loading time, deadlines, 30:39

Rationalization, closure, effects, co-operation, efficiency, 29:54; 30:37-8

System, history, 30:44, 61-2; 32:14

See also

Bill C-92

Canadian Radio-Television and Telecommunications Commission (CRTC)

Commissioners, appointments, term, duration, 29:85

Canadian Regulatory Process For Pesticides, report of the Standing Senate Committee on Agriculture and Forestry

Executive summary, 33:10-1

Members of the Committee, 33:7

Recommendations, 33:10, 11

Report of the Committee, 33:8

Table of contents, 33:9

Title page, 33:31

Canadian Rural Transition Program*See*

Agriculture Department — Programs — Canadian Rural Transition Program

Canadian Transport Commission (formerly Board of Transport Commissioners for Canada)*See*

Board of Transport Commissioners for Canada
National Transportation Agency of Canada

Canadian Turkey Marketing Agency, 21R:1**Canadian Wheat Board (CWB)**

Annual report, 30:8, 9; 32:18

Area, designation, 21R:34, 38

Bill C-92, position

Allowance and expenses, members, 32:9

CEE*Voir*

Communauté économique européenne

CMI*Voir*

Commission mixte internationale

CN*Voir*

Canadien national, Chemins de fer

CP*Voir*

Canadien pacifique, Chemins de fer

CPAC*Voir*

Commission du prêt agricole canadien

CRTC*Voir*

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Caldwell, M. Al, directeur, Agriculture/AgriBusiness Canada, Association des banquiers canadiens

Financement agricole, étude, discussion, 14:8, 10-3, 16-8, 20, 22

Californie

Agriculture, climat, 8:27

Campbell, M. David, National Wildlife Federation, Etats-Unis

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, référence, 35:38

Canada AM, 18:22**Canadian Cattlemen's Association (CCA)***Voir*

Association canadienne des éleveurs de bovins

Canadian Coalition on Acid Rain

Membres, 33:69

Sirop d'érable, industrie, groupe de pression, 33:71

Canadian Co-operative Credit Society, 29:25**Canadian Grains Industry; statistical handbook, 1988, Conseil des grains du Canada, références, 30:10, 11****Canadian Institute of Resources Law, 19:21****Canadien national, Chemins de fer (CN)**

Bill C-92, position

Elévateurs à grains

Chargement en moins de 24 heures, rabais, 29:38

Système, 30:61-2

Taux préférentiels, 30:31-2

Grain, mouvement, 29:46; 30:30, 42

Wagons producteurs, chemin de fer, 30:51

Chargement, temps, délai, 30:42, 67

Dépréciation, 29:45

Canadian Wheat Board (CWB)—Cont'dBill C-92, position—*Cont'd*

Borrowing, investments, costs, losses, risks, savings, **29:21, 24-5, 29, 30, 50, 54-5, 56-8; 30:44**

Amendment proposals, **29:55**

Credit unions, **29:26-8**

Financial institutions, **29:26**

Foreign currencies, **29:22, 57-9**

Guarantees, government, **29:26, 58**

Insurances, trust, loan, companies, **29:28**

Power extension, **29:49; 30:44; 32:9-10, 17**

Canadian Wheat Board Advisory Committee, recommendation, **30:61**

Consultations, advice, **30:71-3; 32:23**

Canola, definition, **32:9**

Grain elevators, system, **29:73; 30:14, 15; 32:12-4**

Administration fee, **29:16, 55-6**

Cars system

Allocations, **29:32-3, 67-8, 78**

Ownership, return, **29:44-5, 66**

Producer cars, **29:49; 30:28; 32:10-1**

Allocations, **30:22-3**

Efficiency, inefficiency, costs, **29:22-4, 29, 51, 64, 67, 78-9**

Increases, effects, **29:24, 41; 30:15, 64; 32:19-20, 21-3**

Incentives, **30:47; 32:13, 16**

Payments, decision, **29:22-3; 30:44**

Refund, interest in storage charges, **32:10**

Discretion, amount, concerns, effects, figures, **32:12-4, 15-6, 18-9**

Statistics, forecast, **29:13, 23-4, 37, 51; 32:10-1**

Train runs, **30:12-3**

Competition, **30:14**

Demurrage charges, **29:36**

Efficiency, **30:25, 49**

Grain movement, delivery, **29:42, 55, 79; 30:19**

Pooling system, **30:12, 14, 44**

Quotas, grade, **29:8; 32:8**

Recommendation, **32:11, 21**

Storage, costs, carrying, **29:11, 13-5, 17-21, 50**

Capacity, **29:51, 77; 30:12**

Threat, **30:21-2; 32:17**

Weak points, **30:47**

Canada-U.S. Free Trade Agreement

Effects, **13:10, 17-8**

Position, **17:31**

Commissioner, storage capacity, comments, **29:51, 77**

Eligibility, **21R:38**

External Affairs Department, co-operation, **5:6, 8**

Grain, prices, **6:18; 11:29-33; 21R:3; 29:63**

Low, reasons, **17:7**

Two-price system, **13:17**

Grain Matters, **29:55**

History, **21R:1; 30:61-2**

Members, cost, total estimation, **29:7**

Pooling system, costs, **29:54; 30:8-9, 12, 14**

Quotas, **29:22**

Regulations, **30:19**

Role, organization, efficiency, **3:12; 29:70-1; 30:27-8, 58**

See also

Bill C-92

Canadian Wheat Board Act

Canadian Wheat Board Act

Definition "banks", **29:28-9**

Discussion

Part III, **32:14**

Canadien national, Chemins de fer (CN)—Suite

Bill C-92, position—*Suite*

Wagons producteurs, chemin de fer—*Suite*

Estimation, chiffres, **30:75**

Immobilisation, spéculation, **30:42**

Voies d'évitement, coûts, **30:42-3**

Voir aussi

Bill C-92

Canadien pacifique, Chemins de fer (CP)

Bill C-92, position

Élévateurs à grain

Affectation, wagons, surplus, **30:38-9**

Chargement, temps, délai, **30:39**

Rationalisation, fermeture, effets, collaboration, efficacité, **29:54; 30:37-8**

Système, historique, **30:44, 61-2; 32:14**

Grain, mouvement, **29:46; 30:30**

Augmentation, lenteur, effets, **30:34-5, 39-40**

Wagons

Chargement, délai, temps, **30:33, 34, 67**

Entretien, coûts, **30:36-7**

Fermés, wagons-trémie, **30:34**

Immobilisation en spéculation, **30:39**

Location, **30:35, 40**

Producteurs

Affectation, **30:31**

Immobilisation en spéculation, **30:39**

Augmentation, effets, **30:33-4, 51**

Estimation, chiffres, **30:75**

Chargement, délai, temps, **30:33, 34, 67**

Entretien, coûts, **30:31, 33, 36-7**

Lettre datée du 15 avril 1988, de M. R.S. Allison, à M. G. Wilson député, président du Comité permanent de l'Agriculture, Chambre des communes, répondant à sa lettre du 8 mars 1988, **30:31-2**

Propriétaires, chemins de fer, voies d'évitement, **30:40**

Rationalisation, système, **30:37-8**

Statistiques, **30:33**

Transport, produits, autres, **30:40**

Voir aussi

Bill C-92

Canagrex, Loi sur la société

Abrogation, raisons, **3:5**

But, **3:5**

Voir aussi

Bill C-2

Bill C-2, teneur

Canagrex, Loi sur la dissolution de la société

Voir

Bill C-2

Bill C-2, teneur

Canagrex, Société

Abrogation, décision, **3:5-7, 11; 4:14**

Effets, **3:20; 4:14-5, 17; 5:17, 20-1**

Coopération, ministères fédéraux, **3:5-6; 4:5, 10, 15**

Budget, disposition, **3:16-7**

Employés, **3:9-10, 16-7**

Mandat, **3:9; 4:5, 13; 5:17, 24**

Coordination, **3:16; 4:13**

Durée, **3:9, 16; 4:5**

Effort, **3:16**

Limitation, **3:21**

Canadian Wheat Board Act—Cont'dDiscussion—*Cont'd*

- Section 2(1), 29:28
- Section 6, 29:7
- Section 6(4) — Losses, 29:30
- Section 12 — Guarantee, 3:22; 29:7
- Section 17, 29:8
- Section 17(1)(c), 29:9
- Section 17(1)(e), 29:7-8
- Section 18, 29:8
- Section 18(1)(c), 29:9
- Section 21(f), 29:8
- Section 25, 32:6

Provisions, 21R:34; 29:12-3

See also

- Bill C-92
- Canadian Wheat Board

Canadian Wheat Board Act, Act to amend*See*

- Bill C-92

Canadian Wheat Board Advisory Committee

Bill C-92, motion, position, recommendations, 30:13, 61

Consultations, advice, 30:71-3; 32:23

System

Grain shipment, 30:61-2, 63

Cars

Misshipped grains, penalties, 30:62

Producer, 30:73-5

Cost, total sharing, 30:66, 75

Increases, reason, effects, 30:63-5, 74

Estimation, 30:73-5

Figures, 30:68-9

Investments, effects, 30:64

Shipping

Misshipped grains, penalties, 30:64

Unit or 18, efficiency, 30:62

Turnaround time, 30:62, 63, 66-7

Turnaround time, 30:62, 63, 66-7

Quota, 30:62, 67

Refund, interest, storage, 30:63

Trucking, experience, 30:64

Pooling, 30:63

See also

- Bill C-132

Role, members, 30:61, 65-6, 70-1

Canadian Wheat Pool*See*

- Canadian Wheat Board

Canadian Wildlife Federation

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination

Extract from the *House of Commons Debates*, with letter to the Hon. Tom McMillan, Minister of the Environment, from Mr. Kenneth A. Brynaert, Executive Vice-President of the Canadian Wildlife Federation, 35:32, 33

Stop Construction of the Rafferty-Alameda Project, support, reference, 35:11

Canagrex Act

Purpose, 3:5

Repeal, reasons, 3:5

See also

- Bill C-2

Canagrex, Société—SuiteMandat—*Suite*

Objectifs, 3:5, 7, 17; 4:13-5

Marchés, sondages, 3:11

Négociations, 3:11

Structure, 5:16-7

Administrative, 3:9, 15

Organisme, 3:7

Usagers, 3:9

Conflits, 3:23

Ventes, exportations, 4:12

Voir aussi

Bill C-2

Bill C-2 teneur

Canagro*Voir*

Engrais et amendements — Commercialisation, anti-acides, marque déposée — Canagro

Canards

Souris, rivière, bassin, Saskatchewan, développement, impacts, 35:19-20

Canards Illimités Canada

Directeurs, 34:16, 23

Membres, 35:7

Souris, rivière, bassin, Saskatchewan, développement

Appui, 34:16

Mémoire, 35:19

Opposition, 35:19

Cancer*Voir*

Santé nationale et Bien-être social, ministère — Cancer

Cannie Maes*Voir*

Société canadienne d'hypothèque et de logement — Titres hypothécaires, Cannie Maes

Canola*Voir*

Colza et produits du colza

Capital du Trésor*Voir*

Fonds du revenu consolidé

Capollas*Voir*

Engrais et amendements — Commercialisation, anti-acides, marque déposée — Capollas

Carberry, Manitoba

Éleveurs à grain, 32:14

Carels, M. Ken, maire, Melita, Manitoba, référence, 34:18**Cargill Grain Company Limited**

Éleveurs, syndicats, frais, position, 32:18, 21

Canagrex Act—Cont'd*See also—Cont'd*

Bill C-2, subject-matter

Canagrex Corporation

Budget, disposition, 3:16-7

Dissolution, decision, 3:5-7, 11; 4:14

Effects, 3:20; 4:14-5, 17; 5:17, 20-1

Co-operation, federal departments, 3:5-6; 4:5, 10, 15

Mandate, 3:9; 4:5, 13; 5:17, 24

Co-ordination, 3:16; 4:13

Duration, 3:9, 16; 4:5

Effort, 3:16

Limitation, 3:21

Objectives, 3:5, 7, 17; 4:13-5

Market surveys, 3:11

Negotiations, 3:11

Organization, 5:16-7

Framework, 3:9, 15

Umbrella, 3:7

Sales, exports, 4:12

Staff, 3:9-10, 16-7

Users, 3:9

Conflicts, 3:23

Canagrex Dissolution Act*See*

Bill C-2

Bill C-2, subject-matter

Canagro*See*Fertilizers and manures — Marketing, acid antidote, trade mark
— Canagro**Cancer***See*

Health and Welfare Department — Cancer

Cannie Maes*See*Canada Mortgage and Housing Corporation — Mortgage-backed
securities, Cannie Maes**Canola**

Definition, 32:9

Markets, 3:18-9, 20

Pesticides, registration, 2:29-30

Price, speculation, producer cars, 30:45, 46

Research, 2:21, 33; 19:25-6

Canola Council of Canada, 32:9**Capollas***See*Fertilizers and manures — Marketing, acid antidote, trade mark
— Capollas**Carberry, Manitoba**

Grain elevators, 32:14

Carter, M. Colin A., *Grains in Western Canadian Economic Development to 1990*, référence, 21R:3**Castrilli, M. J.F., *Pesticides au Canada: étude de la législation et de la politique*, Commission de réforme du droit du Canada, 1987, 33:37, 45, 48-9****Centre canadien de climatologie***Voir*

Environnement, ministère — Service de l'environnement atmosphérique — Centre canadien de climatologie

Centre canadien de toxicologie, 23:24**Céréales***Voir*

Grains

Céréales fourragères, Programme d'aide au transport*Voir*

Office des provendes du Canada

Cerfs de Virginie

Souris, rivière, bassin, Saskatchewan, développement, impacts, 35:17-8

Chambre des communes

Bill C-92, opposition, 32:20-1

Sirop d'érable, industrie, groupe de pression, 33:71

Charbon

Energie, sources, 34:27-8

Chase Econometrics

Centre de données, 4:7

Cheyenne, rivière, Dakota du Sud

Eau, transfert, 34:20

Christian Farmers Federation of Ontario

Canadian Institute of Resources Law, 19:21

Comparution au sous-comité du Cabinet sur le libre-échange, 13:28

Financement agricole, position

Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis, 19:19
Libre-échange, 13:28

Actions, financement, 13:24; 19:10, 13

Association des banquiers canadiens, 19:13

Bill C-117, 1^e session, 33^e législature, 19:7

Cautionnement de fonds, 19:12-3

Crédit agricole, système, Etats-Unis, 19:12

Crise des liquidités immédiate, 19:6

Découplage, 19:5, 16-7, 21

Dettes, réduction, report, proposition, 19:6-7, 10, 13-4

Diversification, spécialisation, porc, 13:27

Examen de l'endettement agricole, comités, 13:25; 19:7-10

Fermes familiales, type, 13:28; 19:15-19

Paiements, soutien, ciblage, 19:14-7, 22

Pouvoir décisionnel, décentralisation, 19:11

Programmes, 19:5

Aide aux agriculteurs débutants, 13:27

Aide directe aux agriculteurs, proposition à l'honorable John
Wise, ministre de l'Agriculture, 13:26

Commission de stabilisation de l'Ontario, 19:18

Crédit agricole, associations, proposition, 13:25, 27; 19:11

Etablissement des agriculteurs, 13:27

- Carels, Ken, Mayor, Melita, Manitoba**, reference, 34:18
- Cargill Grain Company Limited**
Elevator pool, charges, position, 32:18, 21
- Carter, Colin A., *Grains in Western Canadian Economic Development to 1990***, reference, 21R:3
- Castrilli, J.F., *Pesticides in Canada: An Examination of Federal Law and Policy***, Law Reform Commission of Canada, 1987, 33:12, 20, 22-3
- CCREM position on registration and use of pesticide: position adopted by Council at its Annual meeting on September 29, 1982**, Canadian Council of Resource and Environment Ministers, 33:12
- Chase Econometrics**
Information centre, 4:7
- Cheese**
Quota, 18:26
- Chemicals, agricultural**
Costs, 2:12, 19-20
Fertilizers, 2:10
Industries, revenue, 22:13-4
Label information, 2:12
Safety, 2:12, 13, 18, 19-20
Grower Pesticide Safety Course, 23:14
Technology, advances, 2:25
see also
Herbicides
Insecticides
Pesticides
- Cheyenne River, South Dakota**
Water, transfer, 34:20
- Chicken**
See
Poultry
- Christian Farmers Federation of Ontario**
Appearance to the Cabinet Sub-Committee on Free Trade, 13:28
Canadian Institute of Resources Law, 19:21
Farm finance, position
Alternate Farming System, proposal, 13:26-7
Alternatives, new opportunities, 13:27; 19:20
Bill C-117, 1st Session, 33rd Parliament, 19:7
Canada-U.S. Free Trade Agreement, 19:19
Free trade, 13:28
Canadian Bankers' Association, 19:13
Debt, set-aside, write-downs, proposal, 19:6-7, 10, 13-4
Decision-making process, decentralization, 19:11
Decoupling, 19:5, 16-7, 21
Diversification, specialization, hog, 13:27
Equity financing, 13:24; 19:10, 13
Family farm, concepts, 13:28; 19:15-19
Payments, support, targeting, 19:14-7, 22
Farm Credit Corporation, 19:6, 10
Agricultural Development Corporation, proposal, 19:10
Diversification, 19:12
Interest rates, rewrite, 19:6
New farmers, year 2000, need help, 13:27; 19:10
- Christian Farmers Federation of Ontario—Suite**
Financement agricole, position—*Suite*
Programmes—*Suite*
Grains, Programme spécial canadien, 19:21
Prêts hypothécaires, soutien, 19:6
Project Home and Friends of Farm Families, 19:7
Subventions, 19:5-6
Wise, honorable John, ministre de l'Agriculture, 13:26
Références, 21R:48, 65
Revenus non agricoles, 19:6
Société du crédit agricole, 19:6, 10
Agriculteurs débutants, l'an 2000, besoin d'aide, 13:27; 19:10
Développement agricole, société, proposition, 19:10
Diversification, 19:12
Taux d'intérêt, réduction, 19:6
Solutions de rechange, nouvelles possibilités, 13:27; 19:20
Systèmes agricoles de remplacement, proposition, 13:26-7
Terres, location, 19:6
- Churchill, rivière, Saskatchewan**
Energie, source, 34:28
- Ciba-Geigy, Société**
Comité de révision de l'alachlore
Comparution, audiences, position, 28:21-3, 28, 29
Données sommaires, accès, 28:33
Recommandation, position, 28:25
Coûts, 28:31
Fongicide, enregistrement temporaire, mécanisme de réglementation, comparaison, Etats-Unis, 28:28
Mémoire au Comité, 28:4, 27; 28A:3-9
Métolachlore, 23:8, 9
Dual-Ciba-Geigy, marque déposée, 28:21-2; 33:38
Etudes, responsabilités, fiabilité, 25:21
Information, données, 28:22
Accès, objections, secret, raisons, 25:12; 28:16-7, 23-5, 31-2; 33:23-4
Information aux agriculteurs, 25:19
Monopole, gramicides, 23:17; 28:38
Prix, 28:36-8
Publicité, programmes, 28:29
Produits antiparasitaires, Loi, règlements
Lettre à l'honorable John Wise, 30 novembre 1987, 28:26
Position, 28:21-3, 26-8, 30-1, 35-6
Protection, risques humains, position, 28:34-5
Références, 33:47, 54
- Clark, le très honorable Charles Joseph, secrétaire d'Etat pour les Affaires extérieures**
Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude
Lettre datée
Le 3 juin 1986, concernant le Manitoba, commentaires, 35:27
Le 21 décembre 1987, de l'honorable John S. Plohman, ministre des Richesses naturelles du Manitoba, concernant Rafferty-Alameda, projet, 35:30
- Clark, M. Lee, député, Secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture**
Bill C-67
Discussion, 24:10-4
Exposé, 24:6-9

Christian Farmers Federation of Ontario—Cont'd

- Farm finance, position—*Cont'd*
- Farm credit system, United States, 19:12
- Farm Debt Review Board, 13:25; 19:7-10
- Immediate cash crisis, 19:6
- Land, leasing, 19:6
- Off farm income, 19:6
- Programs, 19:5
 - Beginning Farmers Assistance, 13:27
 - Deficiency proposal to Hon. John Wise, Minister of Agriculture, 13:26
 - Farm Credit Associations, proposal, 13:25, 27; 19:11
 - Farm Start, 13:27
 - Mortgage support, proposal, 19:6
 - Ontario Stabilization Commission, 19:18
 - Project Home and Friends of Farm Families, 19:7
 - Special Canadian Grains Program, 19:21
 - Subsidies, 19:5-6
- References, 21R:44, 60-1
- Securitization of money, 19:12-3

Churchill River, Saskatchewan

- Energy, source, 34:28

Ciba-Geigy Corporation

- Alachlor Review Board
 - Appearance, hearings, position, 28:21-3, 28, 29
 - Recommendation, position, 28:25
 - Summary data package, access, 28:33
- Brief to Committee, 28:4, 27; 28A:3-9
- Cost, 28:31
- Fungicide, registration, temporary, regulatory process, comparison, United States, 28:28
- Metolachlor, 23:8, 9
 - Advertising programs, 28:29
 - Dual-Ciba-Geigy, trade mark, 28:21-2; 33:13
 - Information, data package, 28:22
 - Access, objections, confidentiality, reasons, 25:12; 28:16-7, 23-5, 31-2; 33:50
 - Information to farmers, 25:19
 - Monopoly, gramicides, 23:17; 28:38
 - Prices, 28:36-8
 - Testing, responsibility, reliability, 25:21
- Pest Control Products Act, regulations
 - Letter to Honourable John Wise, November 30, 1987, 28:26
 - Position, 28:21-3, 26-8, 30-1, 35-6
- Protection, human risks, position, 28:34-5
- References, 33:21, 27

Clark, the Rt. Hon. Charles Joseph, Secretary of State for External Affairs

- Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination
 - Letter dated
 - December 21, 1987, from the Hon. John S. Plohma, Minister of Natural Resources of Manitoba, concerning Rafferty-Alameda Project, 35:30
 - June 3, 1986, concerning Manitoba, comments, 35:27

Clark, Lee, M.P., Parliamentary Secretary to the Minister of Agriculture

- Bill C-67
 - Discussion, 24:10-4
 - Statement, 24:6-9

Claydon, M. Frank, sous-ministre adjoint, Direction générale des politiques, ministère de l'Agriculture

- Financement agricole, étude
 - Discussion, 12:6-12, 15-22
 - Exposé, 12:5-7, 11-4

Climat

- Changements
 - Crise, urgence, mesures préventives, discussion, 27:20-1
 - Effet de serre, 27:11
 - El Nino, 27:10-1
 - Solutions, 27:10, 12-5, 20-2
- Conditions normales, 27:19
- Etudes, conférences, 27:17-8, 20-1
- Forêts, influence, 27:19-20
- Précipitations, 26:8-10
- Relevés, 27:15-7
- Voir aussi*
 - Eau — Sécheresse
 - Sécheresse

Coalition canadienne sur les pluies acides

- Voir*
 - Canadian Coalition on Acid Rain

Colombie-Britannique

- Agriculture
 - Banques, propriétaires, fermes et terres, nombre, 9:23
 - Crédit agricole, situation, 18:21-2
 - Sécheresse
 - Approvisionnement en eau, conditions, 26:12-3; 27:6-8
 - Forêts, climat, influence, 27:19-20
 - Système de gestion de l'offre, retrait, 13:20; 18:19-21
- Gouvernement
 - Financement mixte fédéral-provincial, sécheresse, 26:6
 - Programmes provinciaux de crédit agricole, description, 21R:91
- Tordeuse des bourgeons de l'épinette, 22:15
- Voir aussi*
 - Provinces de l'Ouest

Colza et produits du colza

- Définition, 32:9
- Marchés, 3:18-9, 20
- Pesticides, homologation, 2:29-30
- Prix, spéculation, wagons producteurs, 30:45; 46
- Recherches, 2:21, 33; 19:25-6

Comité consultatif de la Commission canadienne du blé

- Bill C-92, motion, position, recommandations, 30:13, 61
- Consultations, conseils, 30:71-3; 32:23
- Système
 - Grains, expédition, 30:61-2, 63
 - Camionnage, expérience, 30:64
 - Contingents, 30:62, 67
 - Remboursement, intérêts, entreposage, 30:63
- Wagons
 - Délai, 30:62, 63, 66-7
 - Expédiés, grains, erreurs, pénalisations, 30:62
 - Producteurs, 30:73-5
 - Augmentation, raison, effets, 30:63-5, 74
 - Chiffres, 30:68-9
 - Estimation, 30:73-5
 - Coût, participation totale, 30:66, 73
 - Délai, 30:62, 63, 66-7
 - Expédition
 - Grains, erreurs, pénalisations, 30:64
 - Unitaires ou 18, efficacité, 30:62

- Claydon, Frank, Assistant Deputy Minister, Policy Branch, Department of Agriculture**
 Farm finance, examination
 Discussion, 12:6-12, 15-22
 Statement, 12:5-7, 11-4
- Climate**
 Changes
 Crisis, urgency, preventative measures, discussion, 27:20-1
 El Nino, 27:10-1
 Greenhouse effect, 35:11
 Solutions, 27:10, 12-5, 20-2
 Conditions, normal, 27:19
 Forests, impact, 27:19-20
 Precipitations, 26:8-10
 Records, 27:15-7
 Studies, conferences, 27:17-8, 20-1
See also
 Drought
 Water — Drought
- Coal**
 Energy, source, 34:27-8
- Committee of Non-Participants Western Grain**
 Bill C-132, position, recommendations, 31:6-13, 17
 Appearance to the Agriculture, Standing House of Commons Committee, July 19, 1988, 31:9, 26
 Special Canadian Grains Program, solution, 31:17
 Western Grain Stabilization Program
 Broaden coverage, special crops, 31:15
 Contributions, farmers, government, 31:18, 19
 Debt write off, \$750 million, effects, 31:7-9, 11, 14-8, 20, 22-3
 Participants, 31:20
 Freedom of choice, opting out, reasons, 31:16, 18-9
 Non-participants, 31:13-4
 Contributions, 31:14-7
 Farms, size, effects, 31:15-6
 Disposition, 31:26
 Land, ownership, 31:24
 Problems, 31:19
 Purpose, 31:18
 Solutions, 31:20-6
 Members, 31:6
- Conference of First Ministers (1986: Vancouver, B.C.)**
National Agricultural Strategy, Report on Challenges Facing Agriculture, 6:5, 9; 18:8, 14; 26:6
- Conference of First Ministers (1987: Toronto, Ont.)**
 Report, stabilization, 17:46
- Consolidated Revenue Fund (CRF), 21R:49, 68**
- Consultation in the Assessment and Registration of Pesticides, 1984, (Salter report), Liora Salter and William Leiss, 28:5, 11, 15; 33:12, 18, 23**
- Co-operative Commonwealth Federation (CCF)**
 Souris River Basin, Saskatchewan, history, 34:13
- Corbin, Hon. Eymard Georges, Senator (Grand-Sault)**
 Bill C-2, subject-matter, 4:13-6
 Bill C-43, subject-matter, 1:12-5, 24-5, 27-8
- Comité consultatif de la Commission canadienne du blé—Suite**
 Bill C-92, motion, position, recommandations—*Suite*
 Système—*Suite*
 Grains, expédition—*Suite*
 Wagons—*Suite*
 Producteurs—*Suite*
 Expédition—*Suite*
 Investissements, effets, 30:64
 Mise en commun, 30:63
Voir aussi
 Bill C-92
 Rôle, membres, 30:61, 65-6, 70-1
- Comité de révision de l'alachlore**
Voir
 Alachlore, Comité de révision
- Comité des non-participants au Programme de stabilisation du revenu des céréaliculteurs de l'Ouest**
Voir
 Committee of Non-Participants Western Grain
- Comité d'examen de l'alachlore**
Voir
 Alachlore, Comité de révision
- Comité fédéral-provincial du commerce agricole**
 Activités, présidence, 3:6
- Comités d'examen de l'endettement agricole**
Voir
 Agriculture, ministère — Programmes — Examen de l'endettement agricole, Bureaux
- Commerce**
 Légumineuses, 2:27
- Commerce agricole, Comité fédéral-provincial**
Voir
 Comité fédéral-provincial du commerce agricole
- Commercialisation des produits agricoles, Programme canadien**
Voir
 Produits agricoles, Programme canadien de commercialisation
- Commercialisation des produits de ferme, Loi sur les offices**
Voir
 Produits de ferme, Loi sur les offices de commercialisation
- Commercialisation selon la formule coopérative, Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles**
Voir
 Prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative, Loi
- Commission canadienne des grains**
 Commissaires, employés
 Age de retraite, droits de la personne, législation, 29:84-5
 Nominations, termes, durée, 29:82-5; 30:52
 Ré-employés, politiques, conflits d'intérêts, lignes directrices, 29:85
 Élévateurs à grain, administration, wagons producteurs, affectation, 29:16, 32; 30:22-3, 31
 Canadien pacifique, Chemins de fer, collaboration, efficacité, 30:37
 Chiffres, 30:68-9
 Wagons expédiés, erreurs, 30:48-9

Corn

- Crops, figures, **23:11**
- Lasso, herbicide product, alachlor cancellation, effects, farmers, **23:7, 10-2, 13, 15**
- Years, number, usage, records, risks, **23:27-8; 33:12**
- Markets, **3:19**

Coronach, Saskatchewan

- Energy, source, **34:28**

Côté, François, Director, Service and Research, Union des producteurs agricoles

- Farm finance, examination, discussion, **17:85-6, 89, 92, 94**

Couillard, Jean-Yves, Board of Directors, Canadian Federation of Agriculture

- Alachlor, pest control
- Discussion, **23:19, 22, 24**
- Statement, **23:15-8**

Crombie, Hon. David Edward, Secretary of State of Canada; former Minister of Indian Affairs and Northern Development

- Priorities, **1:22**

Crop Development Centre

See

- University of Saskatchewan — Crop Development Centre

Crop Insurance Act

- Provision, **21R:36-7**

Crop rotation

See

- Soil

Crops

- Acreages, **21R:57-8**
- Alachlor, metolachlor, **28:23**
- Advance payments, **21R:38**
- Drought, forage, effects, **27:9**
- Finance, situation, **3:13**
- Insurances, **6:20; 21R:36-7; 26:6, 16, 19-20**
- New, **2:27**
- Pulses
 - Acres, comparison, **2:20-1**
 - Conditions, growing season, **2:32-3**
 - Costs, **2:17, 21, 23, 33, 35-6**
 - Diversification, **2:23**
 - Fertilizers, **2:10**
 - Minor crops, **2:26, 29**
 - Chemical product companies, **2:29**
- Pesticides
 - Registration, **2:12-3**
 - Seed, residual effects, **2:29-30**
- Producers, **2:24**
- Research, cutbacks, **2:21, 23, 33**
- Special, **2:10-1, 14, 21, 23, 34**
- Yield, **2:35-6**
- See also*
- Pulses

Crow benefit

- Transportation, handling, grain, costs, **30:11, 45**

Commission canadienne des grains—Suite

- Élévateurs à grain, administration, wagons producteurs—*Suite*
- Criblures, usage, prix, **29:86-8**
- Destination, prix, règlement, proposition, **30:46**
- Tarifs, taux, **29:12, 15; 30:10**
- Légumineuses, **2:31**
- Permis, **29:82**
- Règlements, **30:19**
- Voir*
- Bill C-112
- Grains du Canada, Loi

Commission canadienne des transports (anciennement Board of Transport Commissioners for Canada)

Voir

- Board of Transport Commissioners for Canada
- Office national des transports du Canada

Commission canadienne du blé

- Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis
- Effets, **13:10, 17-8**
- Position, **17:31**
- Actualité céréalière*, **29:55**
- Admissibilités, **21R:41**
- Affaires extérieures, ministère, coopération, **5:6, 8**
- Bill C-92, position
- Canola, définition, **32:9**
- Comité consultatif de la Commission canadienne du blé, recommandation, **30:61**
- Consultations, conseils, **30:71-3; 32:23**
- Élévateurs à grain, système, **29:73; 30:14, 15; 32:12-4**
- Administration, frais, **29:16, 55-6**
- Compétition, **30:14**
- Contingents, classe, **29:8; 32:8**
- Efficacité, **30:25, 49**
- Entreposage, coûts, transport, **29:11, 13-5, 17-21, 50**
- Capacités **29:51, 77; 30:12**
- Grain, mouvement, livraison, **29:42, 55, 79; 30:19**
- Menace, **30:21-2; 32:17**
- Mise en commun, système, **30:12, 14, 44**
- Points faibles, **30:47**
- Recommandation, **32:11, 21**
- Stationnement, frais, **29:36**
- Wagons, système
- Attributions, **29:32-3, 67-8, 78**
- Propriétaires, rendement, **29:44-5, 66**
- Statistiques, prévision, **29:13, 23-4, 37, 51; 32:10-1**
- Trajet ferroviaire, **30:12-3**
- Wagons producteurs, **29:49; 30:28; 32:10-1**
- Attributions, **30:22-3**
- Augmentations, effets, **29:24, 41; 30:15, 64; 32:19-20, 21-3**
- Encouragement, **30:47; 32:13, 16**
- Efficacité, inefficacité, coûts, **29:22-4, 29, 51, 64, 67, 78-9**
- Paielements, décision, **29:22-3; 30:44**
- Remboursement, intérêt des frais d'entreposage, **32:10**
- Discrétion, montant, inquiétude, effets, chiffres, **32:12-4, 15-6, 18-9**
- Emprunt, placement, coûts, pertes, risques, épargnes, **29:21, 24-5, 29, 30, 50, 54-5, 56-8; 30:44**
- Amendement, proposition, **29:55**
- Assurances, fiducie, prêt, compagnies, **29:28**
- Caisses de crédit, **29:26-8**
- Devises étrangères, **29:22, 57-9**
- Garanties, gouvernement, **29:26, 58**
- Institutions financières, **29:26**
- Pouvoirs accrus, **29:49-50; 30:44; 32:9-10, 17**

Crow's Nest Pass Act

- American objections, 17:23
- Payment method, 21R:37
- Proposal, 17:23
- Provisions, 13:10; 17:10, 18

Cusitar, Roy, First Vice-President, United Grain Growers' Association

- Farm finance, examination
 - Discussion, 17:15-33
 - Statement, 17:6-14
 - Testimony, reference, 21R:66

DDT

- See*
 - Dichloor-difényl-trichloorethaan

DRIE

- See*
 - Regional Industrial Expansion Department

Dairy

- See*
 - Milk

Dairy Support Program

- See*
 - Canadian Dairy Commission

Daniel, Beata, Director, Western Canadian Pulses Growers Association

- Pulses, discussion, 2:32

Darling Lake, North Dakota

- Low-flow, impact, 35:29
- Manitoba, effects, 34:25

Davidse, John, Executive Assistant, Ontario Soybean Growers Marketing Board

- Alachlor, pest control
 - Discussion, 23:19
 - Statement, 23:12-5

Davis, D.A., Ex-Canadian Chairman of the Souris River Board of Control on behalf of the International Joint Commission

- Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, discussion, 34:36

De Bané, Hon. Pierre, Senator (De la Vallière), reference, 22:10**de Jong, Simon, member, NDP Regina-East**

- Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, question from, extract from the *House of Commons Debates*, 35:32, 33

Dene

- Forestry, transfer of federal responsibility to territories government, agreement, 1:12

Denmark

- Agriculture, land conservation, regulations, 13:15

Commission canadienne du blé—Suite

- Bill C-92, position—*Suite*
 - Indemnités, membres, 32:9
- Commissaire, entreposage, capacités, commentaires, 29:51, 77
- Contingents, 29:22
- Grains, prix, 6:18; 11:29-33; 21R:4; 29:63
 - Bas, raisons, 17:7
 - Système de double prix, 13:17
- Historique, 21R:1; 30:61-2
- Membres, coût estimatif total, 29:7
- Mise en commun, système, coûts, 29:54; 30:8-9, 12, 14
- Rapport annuel, 30:8, 9; 32:18
- Région désignée, 21R:37, 41
- Règlements, 30:19
- Rôle, organisation, efficacité, 3:12; 29:70-1; 30:27-8, 58
- Voir aussi*
 - Bill C-92
 - Commission canadienne du blé, Loi

Commission canadienne du blé, Comité consultatif

- Voir*
 - Comité consultatif de la Commission canadienne du blé

Commission canadienne du blé, Loi

- Définition «banques», 29:28-9
- Discussion
 - Art. 2(1), 29:28
 - Art. 6, 29:7
 - Art. 6(4) — Pertes, 29:30
 - Art. 12 — Garantie, 3:22; 29:7
 - Art. 17, 29:8
 - Art. 17(1)(c), 29:9
 - Art. 17(1)(e), 29:7-8
 - Art. 18, 29:8
 - Art. 18(1)(c), 29:9
 - Art. 21(f), 29:8
 - Art. 25, 32:6
 - Partie III, 32:14
- Dispositions, 21R:36; 29:12-3
- Voir aussi*
 - Bill C-92
 - Commission canadienne du blé

Commission canadienne du blé, Loi modifiant la Loi

- Voir*
 - Bill C-92

Commission canadienne du lait

- Affaires extérieures, ministère, coopération, 5:8
- Contingent de mise en marché, 18:19-20
- Historique, 21R:1
- Programme de soutien de l'industrie laitière, 21R:42
- Revenu visé, niveau, 21R:42-3
- Rôle, 21R:42

Commission de réforme du droit du Canada

- Pesticides au Canada: étude de la législation et de la politique*, 1987, M. J.F. Castrilli et M. Toby Vigod, 33:37, 45, 48-9
- Rapport, 28:15

Commission du bassin Saskatchewan-Nelson

- Voir*
 - Saskatchewan-Nelson Basin Board

- Dever, Donald, President, Canada Grains Council, *Agricultural Research in Canada*, report, reference, 2:22**
- Devine, Hon. Grant, Premier of Saskatchewan**
 Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, documents
 Letters, reference, 35:8
 Letters from
 Mr. Ed Begin, Executive Director, Saskatchewan Wildlife Federation, dated January 21, 1988, 35:5, 13
 Mr. William J. Bug, President Elect, North Dakota Chapter of the Wildlife Society, dated January 22, 1988, 35:4, 13
- Dichloor-difényl-trichloorethaan (DDT), 25:19**
- Diefenbaker, the late Right Hon. John George**
 Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, documents
 History, 34:12
 Letter to the Secretary of State for External Affairs dated August 6, 1957, 34:5, 13, 23
- Diefenbaker Lake, Saskatchewan, 35:14**
- Disraeli, Quebec**
 Maple syrup industry, 33:68
- Dolecki, Joseph F., Assistant Professor of Economics, Brandon University**
 Biographical note, 35:26
 Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination
Brandon Sun, 35:34, 43
 Briefs
 Environmental Protection Agency, 35:26, 30
 Comments, 35:43
 Letter to Charles Workman, Army Corps of Engineer, St. Paul District (United States), dated August 20, 1988, with attachments (*Review Comments on the Souris River Basin Project General Plan Report and Final Environmental Impact Statement*) and various documents, 35:26, 30
 Presented in Estevan, Sask., September 19, 1987, concerning the Raffetty/Alameda Environmental Impact Study, 35:26
 Correspondence with
 Mr. Dybvig, Saskatchewan Water Corporation, concerning hydrology runs, 35:40
 Robert Halliday, Director, Inland Waters Directorate, Western and Northern Region, Environment Department concerning the first and final draft of the environmental impact statement, 35:40-1
 Discussion, 35:27, 29, 32, 33-4, 37-48
 Position
 Electricity, prices, North America, 35:44-5
 Emission standards, federal, effects, 35:41, 45-6
 Grasslands Park, 35:41
 Irrigation, 35:44
 Licences, conditions, 35:43, 44
 Manitoba
 Emission standards, federal, effects, 35:42
 Environment, minister, responsibility, comments, 35:42-3, 44
 Interest, protection, Manitoba, 35:33, 36
 Environmental impact studies, 35:36-7
- Commission du prêt agricole canadien (CPAC)**
 Création, 17:77; 21R:4
- Commission mixte internationale (CMI)**
 Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude
 Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales, processus, 35:32, 33
 Décision, moratoire, 34:12, 13, 33, 34
 Etudes, différends, 35:24
 1957-59, décret provisoire, 34:11, 25, 26, 32, 36, 38; 35:29
 Manitoba, 35:35-6
 Développement, autorisation, 34:28
 Lettre du très honorable George Diefenbaker au secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures datée du 6 août 1957, 34:5, 13
Report on the Souris River investigation: Ottawa-Washington, 1940, références, 34:9, 11, 25
- Commission mondiale sur l'environnement et le développement**
Voir
 Nations unies — Commission mondiale sur l'environnement et le développement
- Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada (Commission Macdonald)**
 Agriculteurs, intégration, pension, plan de retraite, 8:25-6
- Committee of Non-Participants Western Grain**
 Bill C-132, position, recommandations, 31:6-13, 17
 Comparaison au Comité permanent de l'Agriculture de la Chambre des communes, 19 juillet 1988, 31:9, 26
 Grain de l'Ouest, Programme de stabilisation concernant
 But, 31:18
 Contributions, agriculteurs, gouvernement, 31:18, 19
 Couverture, élargissement, cultures spéciales, 31:15
 Dettes, radiation, \$750 millions, effets, 31:7-9, 11, 14-8, 20
 Participants, 31:20
 Libre choix, retrait, raison, 31:16, 18-9
 Non-participants, 31:13-4
 Contributions, 31:14-7
 Fermes, grandeur, effets, 31:15-6
 Disposition, 31:26
 Terre, propriétaire, 31:24
 Problèmes, 31:19
 Solutions, 31:20-6
 Grains, Programme spécial canadien, solution, 31:17
Voir aussi
 Bill C-132
 Membres, 31:6
- Communauté économique européenne (CEE)**
 Agriculture
 Agriculteurs
 Pension de retraite, 8:27-8
 Subvention, finance, 7:11, 22; 11:29; 13:8;
 Aide à l'exportation ou dumping, 11:29, 30
 Canadian Cattlemen's Association, position, 15:15
 Capitaux, évaluation, Canada, comparaison, 8:28
 Collaboration, 7:9-10
 Gestion des grains, comparaison, Canada, 7:21
 Guerre commerciale, grains, 16:12
 Blé, 11:36-7
 Mesures de soutien classiques, 13:18
 Impacts, 17:7; 21R:9, 22, 44-5
 Légumineuses, 2:10
 Marché international, 13:21

- Dolecki, Joseph F., Assistant Professor of Economics, Brandon University—Cont'd**
 Granting of a water licence to the Saskatchewan Government—*Cont'd*
 Position—*Cont'd*
 Manitoba—*Cont'd*
 Extract from the *House of Commons Debates*, with letter from Mr. Kenneth A. Brynaert, Executive Vice-President of the Canadian Wildlife Federation, concerning Federal Environmental Assessment Review Office, process, 35:32, 33, 34
 Saskatchewan Assessment and Review Process, 35:33
 Licences, concerns, none, comments, 35:46-7
 Saskatchewan, cross-benefits, 35:45
Souris River Basin Project, Saskatchewan, Canada-North Dakota, U.S.A., General Plan Report and Final Environmental Impact Statement, July 1988, published by Army Corps of Engineers, St. Paul District (United States), 35:28-30
 Comments, 35:42
 Water transfer, provisions, 35:34-5
Rafferty—Alameda Project—Environmental Impact Statement, Souris Basin Development Authority, August 4, 1987
 Comments, 35:27, 47
 Cost-benefits, analysis, 35:36-9
 Water, low flows, economic effects, 35:39-40
 Saskatchewan Power Corporation, responsibility, 35:42
 Saskatchewan Water Corporation, responsibility, 35:42
 Stop Construction of the Rafferty-Alameda Project, 35:47-8
 Statement, 35:26-36
- Doody, Hon. C. William, Senator (Harbour Main-Bell Island)**
 Organization meeting, 1:4, 8-9, 10
- Douglas, the late Hon. Thomas Clement, former Premier of Saskatchewan**
 Souris River Basin, Saskatchewan, development, International Joint Commission, moratorium, 34:12
- Downey, James, Member of the Legislative Manitoba Assembly (Arthur)**
 Souris River Basin, Saskatchewan, development, reference, 34:18-9
- Doyle, Ron, General Manager, Short-term Insurance Division, Export Insurance Group, Export Development Corporation**
 Bill C-2, subject-matter, discussion, 3:18-24
- Drought**
 Causes, 27:10-5
 Climatological records, 27:15-7
 Definition, 27:6
 Government, actions, 27:18
 Studies, comparison, 27:7, 12
See also
 Water — Drought
- Dual-Ciba-Geigy**
See
 Herbicides — Metolachlore, chemical product — Dual-Ciba-Geigy
- Ducks**
 Souris River Basin, Saskatchewan, development, impacts, 35:19-20
- Communauté économique européenne (CEE)—Suite**
 Agriculture—*Suite*
 Politiques, 6:13; 12:6
 Commerciales, 4:19
 Grains, 16:6
 Programmes, 16:19
 Terres
 Conservation, politiques, réglementation, 13:15
 Location, 8:27
 Propriétaires absents, 8:27-8
- Compagnies d'assurance canadiennes et britanniques, Loi**
 Disposition, 29:28
- Conférence annuelle des premiers ministres (1985: Halifax, N.E.)**
 Stratégie nationale du commerce, fonds, stratégies, 5:9, 12
- Conférence canadienne sur les perspectives agricoles (Ottawa, Ontario, décembre 1987)**
 Initiatives, annonces, 20:5
 Références, 12:12-3, 21; 17:34; 18:7; 19:8
 Revenu, estimation, 1986, 7:5
- Conférence crédit agricole**
Voir
Agriculture in transition
- Conférence des banquiers agricoles**
Voir
Agriculture in transition
- Conférence des perspectives agricoles**
Voir
 Conférence canadienne sur les perspectives agricoles (Ottawa, Ontario, décembre 1987)
- Conférence mondiale sur l'atmosphère en évolution, implications pour la sécurité du globe (1988: Toronto, Ont.), 33:67**
- Conférences des premiers ministres (1986: Vancouver, C.B.)**
Stratégie agricole nationale, rapport sur les défis de l'agriculture, 6:5, 9; 18:8, 14; 26:6
- Conférences des premiers ministres (1987: Toronto, Ont.)**
 Rapport, stabilisation, 17:46
- Conseil canadien des ministres des ressources et de l'environnement (CCMRE), Position du CCMRE sur l'enregistrement et l'utilisation des pesticides: position adoptée par le Conseil lors de sa réunion annuelle du 29 septembre, 1982, 33:37**
- Conseil consultatif canadien de l'environnement, Nouvelle stratégie contre les ravageurs au Canada, M. Ross H. Hall, 33:37**
- Conseil consultatif de la lutte antiparasitaire (CCLA)**
Voir
 Agriculture, ministère — Pesticides — Réglementation — Conseil consultatif de la lutte antiparasitaire

Ducks Unlimited Canada

- Directors, 34:16, 23
- Member, 35:7
- Souris River Basin, Saskatchewan, development
 - Brief, 35:19
 - Opposition, 35:19
 - Support, 34:16

Duke, Bill, President, Western Canada Wheat Growers Association

- Farm finance, examination
- Discussion, 11:26-33, 35-40
- Statement, 11:23-6
- Testimony, reference, 21R:42

Dybvig, Mr., Saskatchewan Water Corporation

- Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, correspondence between Prof. Joseph F. Dolecki, concerning hydrology runs, 35:40

EDC

- See*
- Export Development Corporation

EEC

- See*
- European Economic Community

EIS

- See*
- Environmental impact statement

EMA

- See*
- Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina

EMIS

- See*
- Agriculture Department — Export Market Development, branch
- Intelligence — Export Market Information System

EPA

- See*
- United States — Government — Environmental Protection Agency

ERDA

- See*
- Economic Regional Development Agreements

ESP

- See*
- Ontario Federation of Agriculture — Programs — Emergency Support Price

Easter, Wayne, President, National Farmers Union

- Bill C-92
 - Discussion, 30:46-8, 49-51, 58-9
 - Statement, 30:43-6
- Bill C-112, statement, 30:52
- Bill C-132
 - Discussion, 30:53-6, 57-8, 60-1
 - Statement, 30:52
- Farm finance, examination
 - Discussion, 13:13-22

Conseil de canola du Canada, 32:9**Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC)**

- Commissaires, nominations, termes, durée, 29:85

Conseil des grains du Canada

- Agricultural Research in Canada*, M. Donald Dever, président, référence, 2:22
- Canadian Grains Industry; statistical handbook, 1988*, références, 30:10, 11

Conseil économique du Canada

- Budget, 17:69
- Mandat, 17:75
- Agriculture des Prairies, avenir, recherches, 17:57-60, 69
- Equipe de recherche, membres, 17:59, 74
- Etudes, 17:69, 72-4
 - Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis, 17:74
- Actions, financement, proposition, vulnérabilité financière, 17:67-8, 73
- Agricoles, ajustement, 17:69-70
- Agriculture, canadienne
 - Marchés, grains, 17:58
 - Politiques, 17:59
 - Subventions internationales, guerre, 17:58, 75-6
- Définition
 - Ferme familiale, 17:67
 - Temps partiel, travail agricole, 17:64
- Délais, 17:59, 71-4
- Diversification, 17:59
- Ferme future
 - Familiale, 17:70-3
 - Prairie, 17:58
- Marché international, grain, 17:58, 75-6
- Tableaux, 17:61-8
 - Exploitations agricoles, nombres, production, 17:65, 73
 - Grains, prix, 17:61, 66-7
 - Paiements directs, gouvernement, 17:62-4, 68, 72
 - Production agricole, investissements, coûts, augmentation, 17:62
 - Position, 17:60-1
 - Projets, autre, 17:68-9, 74-5
- Position, paiements, retrait, 17:75-6
- Revenus agricoles au Canada*, M. George L. Brinkman, citation, 8:22
- Vivre ensemble: une étude des disparités régionales*, 17:69

Conseil économique du Canada, Loi

- Disposition, 17:65

Conseil fédéral-provincial de développement des marchés

- Revitalisation, 3:6, 8; 4:11

Conseil fédéral-provincial d'expansion des marchés

- Voir*
- Conseil fédéral-provincial de développement des marchés

Conseil fédéral-provincial d'expansion du marché d'exportation

- Voir*
- Conseil fédéral-provincial de développement des marchés

Easter, Wayne, President, National Farmers Union—Cont'dFarm finance, examination—*Cont'd*

Statement, 13:5, 11-2

Testimony, reference, 21R:41

Eastern provinces*See*

Atlantic provinces

Economic Council of Canada

Budget, 17:69

Farm Incomes in Canada, George L. Brinkman, quotation, 8:22*Living Together: A Study of Regional Disparities*, 17:69

Mandate, 17:75

Projects, other, 17:68-9, 74-5

Western Canada farming, future, research, 17:57-60, 69

Charts, 17:61-8

Direct government payments, 17:62-4, 68, 72

Farm number, output, 17:65, 73

Production, capital, costs, increases, 17:62

Grain prices, 17:61, 66-7

Position, 17:60-1

Research team, members, 17:59, 74

Studies, 17:69, 72-4

Agricultural adjustment, 17:69-70

Agriculture, Canadian

Grain markets, 17:58

Policies, 17:59

World subsidy war, 17:58, 75-6

Canada-U.S. Free Trade Agreement, 17:74

Definition

Family farm, 17:67

Part-time farming, 17:64

Diversification, 17:59

Equity financing, proposal, financial vulnerability, 17:67-8, 73

Farm future

Family, 17:70-3

Prairie, 17:58

International grain market, 17:58, 75-6

Timing, 17:59, 71-4

Position, withdrawal payments, 17:75-6

Economic Council of Canada Act

Provision, 17:65

Economic Regional Development Agreements (ERDA)

Agriculture Department, 4:9

Alberta, 5:25

Eligibility, 5:25

Federal-provincial agreements, 5:20-1

Economic Transition in Farming, Ralph Ashmead, 13:7-8**Economic Union and Development Prospects for Canada, Royal Commission***See*

Royal Commission on the Economic Union and Development Prospects for Canada

El Nino*See*

Climate — Changes — El Nino

*Consultation in the Assessment and Registration of Pesticides, 1984, (rapport Salter), Mme Liora Salter et M. William Leiss, 28:5, 11, 15; 33:37, 44, 49***Corbin, honorable Eymard Georges, sénateur (Grand-Sault)**

Bill C-2, teneur, 4:13-6

Bill C-43, teneur, 1:12-5, 24-5, 27-8

Coronach, Saskatchewan

Energie, source, 34:28

Corporation commerciale canadienne (CCC)

Coopération, ministères fédéraux, 4:6

Accords intergouvernementaux, 4:10

Côté, M. François, directeur, services et recherche, Union des producteurs agricoles

Financement agricole, étude, discussion, 17:85-6, 89, 92, 94

Couillard, M. Jean-Yves, membre du conseil d'administration de la Fédération canadienne de l'agriculture

Alachlore, produit antiparasitaire

Discussion, 23:19, 22, 24

Exposé, 23:15-8

Cour fédérale du Canada

Alachlore, homologation, demande, décision, Monsanto Canada Inc., 23:6; 33:39

Créanciers, Loi sur les arrangements entre cultivateurs*Voir*

Arrangements entre cultivateurs et créanciers, Loi

Crédit agricole, Conférence, novembre 1987, Association des banquiers canadiens*Voir**Agriculture in Transition***Crédit agricole, Loi**

Dispositions, 9:20, 23, 29-30; 21R:5, 53-5

Modification, 21R:53

Crédit agricole, Programme de stabilité*Voir*

Alberta — Gouvernement — Crédit agricole, Programme de stabilité, prêts, garanties

Crédit aux syndicats agricoles, Loi (LCSA)

Dispositions, 6:28; 21R:53, 55-6

Crombie, honorable David Edward, Secrétaire d'Etat du Canada, ancien Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien
Priorités, 1:22**Crop Development Centre***Voir*

Université de la Saskatchewan — Crop Development Centre

Cultivateurs, Syndicat national*Voir*

Syndicat national des cultivateurs

Electricity

Prices, North America, 35:44-5

Employment and Immigration Department

Programs

Canadian Jobs Strategy, role, 21R:46-7

Canadian Rural Transition Program, 21R:45

Environment

Acid rain, effects, 33:58, 61, 66

Herbicides

Access to information, health, safety, groups, recommendations, reasons, 33:22-3

Carcinogens, 25:9

Excel, 2:13

Law of the Air, study, 27:21

Souris River Basin, Saskatchewan, protection, impacts, 34:14, 16; 35:7-8, 17

Sulphur emissions, reduction, methods, effects, 35:18-9, 22, 41, 45-6

See also

Acid rain

Herbicides

Pesticides

Souris River Basin, Saskatchewan, development

Environment and Forestry, Standing House of Commons Committee

Pest Management Advisory Board, evidence, May 17, 1988, MacLauchlan Report, 28:18

Environment Department

Atmospheric Environment Service, 27:5

Canadian Climate Centre

Climate, normal conditions, understanding, 27:19

Experimental forecast program, 27:10

Implication of climate change for agriculture in the Prairie Provinces, Louise M. Arthur, 27:17

Mandate, 27:5, 9-10, 12

Meteorological forecast, 27:11-2

Studies, 27:17

Climatological records, 27:15-7

Drought, studies, comparison, 27:7, 12, 15

Research, weather modification projects, 27:22

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination

Copy of the International River Improvements Act Licence dated June 17, 1988, with covering letter from the Minister of Environment, the Hon. Tom McMillan, 34:5, 22-3

Correspondence with the Minister of Environment, the Hon. Tom McMillan, 35:5, 13

Extract from the *House of Commons Debates*, with letter to the Hon. Tom McMillan, Minister of Environment, from Mr. Kenneth A. Brynaert, Executive Vice-President, Canadian Wildlife Federation, 35:32, 33

Inland Waters Directorate

Letter from Mr. R.A. Halliday, Director, Inland Waters and Lands, Western and Northern Region, Environment Canada, dated July 6, 1987, to Mr. R.E.W. Walker, Director, Coordination Assessment Branch, Saskatchewan Environment and Public Safety, 35:4, 8, 13, 26

Position, 34:26, 27

Manitoba

Negotiations, 35:27

Protection, responsibility, 35:35, 42-3

Water, quality, quantity, studies, 35:31

Sulphur emission, federal standards, effects, 35:41-2, 45-6

Cultivateurs, Syndicat national des jeunes*Voir*

Syndicat national des jeunes cultivateurs

Cultivateurs et créanciers, Loi sur les arrangements*Voir*

Arrangements entre cultivateurs et créanciers, Loi

Cultures

Assurances, 6:20; 21R:39; 26:6, 16, 19-20

Finance, situation, 3:13

Légumineuses

Acres, comparaison, 2:20-1

Conditions, croissance, période, 2:32-3

Coûts, 2:17, 21, 23, 33, 35-6

Culture mineure, 2:21, 26, 29

Entreprises de produits chimiques, 2:29

Diversification, 2:23

Fertilisants, 2:10

Pesticides

Homologation, 2:12-3

Semences, résidus, répercussions, 2:29-30

Producteurs, 2:24

Recherches, coupures budgétaires, 2:21, 23, 33

Rendement, 2:35-6

Spéciales, cultures, 2:10-1, 14, 21, 23, 34

Voir aussi

Légumineuses

Nouvelles, 2:27

Païement anticipé, récoltes, 21R:41

Sécheresse, fourrage, effets, 27:9

Superficies, 21R:62

Alachlore, métolachlore, 28:23

Cultures, Fonds pour l'implantation de nouvelles*Voir*

Agriculture, ministère — Légumineuses — Fonds pour l'implantation de nouvelles cultures

Cultures, rotation*Voir*

Sols

Cusitar, M. Roy, premier vice-président, United Grain Growers' Association

Financement agricole, étude

Discussion, 17:15-33

Exposé, 17:6-14

Témoignage, référence, 21R:70-1

DDT*Voir*

Dichloor-difényl-trichloorethaan

DF*Voir*

Syndicat national des cultivateurs — Rôle — Femmes, division des femmes

DGPS*Voir*

Santé nationale et Bien-être social, ministère — Pesticides — Direction générale de la protection de la santé

Environment Department—Cont'd

Pesticides

- Directorate, professionals, 28:22
- Pest Management Advisory Board, 33:19
- Regulation process, 33:18, 29

Environmental impact statement (EIS)

See

- Rafferty—Alameda Project—Environmental Impact Statement*
— Environmental impact statement

Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina (EMA)

- Summer/Fall Fisheries Studies on the Souris River Basin in Saskatchewan*, for the Souris Basin Development Authority, Estevan, Sask., D.A. Fernet, February 1988, 34:6, 22-3

- Vegetation Resources on the Proposed Alameda Reservoir (Moose Mountain Creek) with Special Emphasis on Rare Plants*, for the Souris Basin Development Authority, Estevan, Sask., February 1988, 34:6, 22-3

- Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Alameda Reservoir during Spring-Fall, 1987*, D.A. Young and L. Ludwig, for the Souris Basin Development Authority, Estevan, February 1988, 34:6, 22-3

- Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Rafferty Reservoir during Spring-Fall, 1987*, D.A. Young and L. Ludwig, for the Souris Basin Development Authority, Estevan, February 1988, 34:6, 22-3

Estevan, Saskatchewan

- Description, 34:9, 14, 15
- Energy, sources, 34:27-8

Estevan Mercury, 35:4, 13**Ethanol**

- Approval, 11:24
- Research, 20:6, 27

European Economic Community (EEC)

Agriculture

- Canadian Cattleman's Association, position, 15:15
- Capital, measure, Canada, comparison, 8:28
- Cereal management, comparison, Canada, 7:21
- Co-operation, 7:9-10
- Export enhancement or dumping, 11:29-30
- Farmers
 - Pension plan, 8:27-8
 - Subsidization, finance, 7:11, 22; 11:29; 13:8; 21R:2
- International market, 13:21
- Land
 - Absentee ownership, 8:27-8
 - Conservation, policies, regulation, 13:15
 - Leasing, 8:27
- Policies, 6:13; 12:6
- Trade, 4:19
 - Grain, 16:6
- Programs, 16:19
- Trade war, grain, 16:12
 - Impacts, 17:7; 21R:8, 22, 40, 42
 - Pulses, 2:10
 - Wheat, 11:36-7
 - Pro-benefit payment, 13:18

Dakota du Nord, Etats-Unis

- Electricité, prix, 35:44-5
- Souris, rivière, bassin, Saskatchewan, développement
 - Comparaison, 34:10
- Eau
 - Approvisionnement, quantité, 34:32
 - Débit, bas, impact, 35:28
 - Inondation, problème, solution, 34:15
 - Qualité, 34:26-7
 - Manitoba, 35:31
- Effets, impacts, 34:37; 35:8
- Etudes, 34:18-9
- Faune, groupe de protection, inquiétudes, 35:10
- Lettre de M. William J. Bug, président élu, Dakota du Nord, Chapter of the Wildlife Society, datée du 22 janvier 1988, adressée à l'honorable Grant Devine, premier ministre de la Saskatchewan, 35:4, 13

Danemark

- Agriculture, terres, conservation, réglementation, 13:15

Daniel, Mme Beata, directeur, Western Canadian Pulse Growers Association

- Légumineuses, discussion, 2:32

Darling, lac, Dakota du Nord

- Débit, bas, impact, 35:29
- Manitoba, effets, 34:25

Davidse, M. John, adjoint administratif, Ontario Soybean Growers Marketing Board

- Alachlore, produit antiparasitaire
 - Discussion, 23:19
 - Exposé, 23:12-5

Davis, M. D.A., ex-président canadien de la «Souris River Board of Control on behalf of the International Joint Commission»

- Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, discussion, 34:36

De Bané, honorable Pierre, sénateur (De la Vallière), référence, 22:10**de Jong, M. Simon, député, NDP (Régina-Est)**

- Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, question, extrait des *Débats, Chambre des communes*, 35:32, 33

Déné

- Forêts, transfert de responsabilité fédérale au gouvernement des territoires, accord, 1:12

Denrées alimentaires

- Prix, 15:21

2,4-D

Voir

- Herbicides — 2,4-D

Dever, M. Donald, président, Conseil des grains du Canada Agricultural Research in Canada, rapport, référence, 2:22

Excan Grain, 29:81

Excel

See

Herbicides — Excel

Export Development Act

Discussion

Section 24 — Contracts of insurance, 4:10

Section 27 — Contracts authorized by Governor in Council, 3:22; 4:10

Export Development Corporation (EDC)

Agricultural credit-insurance program, 3:22-4; 4:10

Coming into effect, 3:21

Canagrex, comparison, 3:20-1

Functions, 3:20

Guarantees, loss, private sector, 3:20

Medium term, 3:18, 20, 24; 4:10

Results, 3:18-9, 21

Short term, 3:18, 20, 24; 4:10

Canagrex Corporation, dissolution, effects, 3:5; 5:17

Co-operation, federal departments, 3:5, 19, 21, 22, 23-4; 4:5, 10

Export credit risks, evaluation, 4:7

Mandate, 3:22, 24; 4:10; 5:17

Agricultural products, 3:14

Exports, 3:18, 23

Total business numbers 1986, 1987, 3:19-20

Export Development for Agricultural Products Program

See under

Agriculture Department — Export Market Development, branch — Programs

Export Expansion Fund

See

Agriculture Department — Export Market Development, branch — Programs — Export Expansion Fund

Export Market Development Council, Federal-provincial

See

Federal-provincial Market Development Council

Export Market Development Program

Criteria, 5:18

Joint administration, External Affairs Department, Regional Industrial Expansion Department, 5:20

See also

External Affairs Department — Export Market Development Program

Regional Industrial Expansion Department — Development Program — Export Market

External Affairs and International Trade, Standing House of Commons Committee

Appearance from the United Grain Growers' Association, Canada-U.S. Free Trade Agreement, 17:29

External Affairs Department

Canagrex Corporation, dissolution, effects, 3:5-7, 10, 17; 5:18

Co-operation

Agriculture Department, 5:13

Federal departments, 3:5-7, 14, 16; 4:5, 9, 10, 14-5

Domestic economic sector, 5:8

Devine, honorable Grant, premier ministre de la Saskatchewan

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, documents

Lettres, référence, 35:8

Lettres de

M. Ed Begin, directeur exécutif, Fédération de la faune de la Saskatchewan, en date du 21 janvier 1988, 35:5, 13

M. William J. Bug, président élu, North Dakota Chapter of the Wildlife Society, datée du 22 janvier 1988, 35:4, 13

Dichloor-difenyI-trichloorethaan (DDT), 25:19

Diefenbaker, feu le très honorable John George

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, documents

Historique, 34:12

Lettre au secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures datée du 6 août 1957, 34:5, 13, 23

Diefenbaker, lac, Saskatchewan, 35:14

Dioxyde de soufre, 33:63

Disraeli, Québec

Sirop d'érable, industrie, 33:68

Dissolution de la société Canagrex, Loi

Voir

Bill C-2

Bill C-2, teneur

Dolecki, M. Joseph F., professeur adjoint de sciences économiques, Université Brandon

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude

Brandon Sun, 35:34, 43

Correspondance avec

M. Dybvig, Saskatchewan Water Corporation, concernant des études hydrologiques, 35:40

M. Robert Halliday, directeur, Direction générale des eaux intérieures, Région de l'Ouest et du Nord, ministère de l'Environnement, concernant la première et la dernière étude d'impact sur l'environnement, 35:40-1

Discussion, 35:27, 29, 32, 33-4, 37-48

Exposé, 35:26-36

Mémoires

Environmental Protection Agency, 35:26, 30

Commentaires, 35:43

Lettre à M. Charles Workman, Army Corps of Engineer, St. Paul District (Etats-Unis), datée du 20 août, avec pièces jointes (*Review Comments on the Souris River Basin Project General Plan Report and Final Environmental Impact Statement*) et d'autres documents, 35:26, 30

Présenté à Estevan, Sask., 19 septembre 1987, concernant le Rafferty/Alameda Environmental Impact Study, 35:26

Position

Grassland, parc, 35:41

Electricité, prix, Amérique du Nord, 35:44-5

Emission, normes fédérales, effets, 35:41, 45-6

Irrigation, 35:44

Manitoba

Eau, transfert, dispositions, 35:34-5

Emission, normes fédérales, effets, 35:42

Environnement, études d'impact, 35:36-7

External Affairs Department—Cont'd

Co-operation—Cont'd

Interdepartmental committee, 3:15, 16; 4:11; 5:13, 19

China, market development strategy, 5:13

Trade development institutions, 5:12

Co-ordination, interdepartmental, federal-provincial, 5:13-4, 21

Agri-food sector, inventory, 5:13

Export Market Development Program, 4:10, 11; 5:10, 17-8

See also

Export Market Development Program

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination

Funding, money, responsibility, 35:33

Letters from

The Hon. I.C. Nollet, Saskatchewan Minister of Agriculture to the Under-Secretary of State dated June 10, 1957, 34:5, 13, 23

The Rt. Hon. Charles Joseph Clark, Secretary of State for External Affairs, dated June 3, 1986, concerning Manitoba, comments, 35:27

The Rt. Hon. George Diefenbaker to the Secretary of State dated August 6, 1957, 34:5, 13, 23

Manitoba

Negotiations, 35:27

Protection, 35:35

Water, quality, quantity, studies, 35:31

Industry, Trade and Commerce Department

Responsibility transfer, 5:16

Markets

Agricultural products, lack of expertise on site, 3:16

Chinese, 5:13

Export, 3:14

Information, 3:6

Lead agency, 4:13

Specialty crops, 3:14

Strategies, international, 5:8

Organization, 5:5

Activities

Export education seminars, 5:11-2

Food shows, 5:11

Information dissemination, 5:12-3

Market

Development instruments, inventory, 5:10

Maintenance mechanisms, 5:11

See also above

Markets

Promotions, 5:10-1

Technical agreements, 5:12

Technical seminars, 5:10-1

Africa-Middle East Branch, 5:5

Canadian Trade Commissioner Service, 5:6, 8, 10, 15-6

Economic and Trade Policy Branch, 5:6, 7

Employees, 4:8; 5:6-8

Agricultural marketing specialists, 5:9

Europe Branch, 5:5-6

International Trade Development Branch, 5:6-9

Mandate, 3:7; 5:5, 18

Abroad

Marketing agricultural products, 5:8

Representation, 3:12

Liaison, agri-food, private sector, 5:9

United States Branch, 5:5

Promotional Projects Program, 4:10

Sectorial Synopsis — *Agricultural Products and Services, Operational Plan, 1987-88*, document, 3:16

Trade initiatives, 3:5

World Information Network, 4:8

Dolecki, M. Joseph F., professeur adjoint de sciences...—Suite

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau—

Suite

Position—Suite

Manitoba—Suite

Environnement, ministre, responsabilité, commentaires, 35:42-3, 44

Intérêts, protection, Manitoba, 35:33, 36

Extrait des *Débats, Chambre des communes*, avec lettre de M. Kenneth A. Brynaert, vice-président exécutif, Fédération canadienne de la faune, concernant

Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales, processus, 35:32, 33, 34

Saskatchewan, examen et évaluation, processus, 35:3

Permis, inquiétudes, aucune, commentaires, 35:46-7

Saskatchewan, avantages mutuels, 35:45

Souris River Basin Project, Saskatchewan, Canada-North Dakota, U.S.A., General Plan Report and Final Environmental Impact Statement, juillet 1988, publié par Army Corps of Engineers, St. Paul District (Etats-Unis), 35:28-30

Commentaires, 35:42

Permis, conditions, 35:43, 44

Rafferty—Alameda Project—Environmental Impact Statement, Souris Basin Development Authority, 4 août 1987

Commentaires, 35:27, 47

Coûts-avantages, analyse, 35:36-9

Eau, débit minimum, effets économiques, 35:39-40

Saskatchewan Power Corporation, responsabilité, 35:42

Saskatchewan Water Corporation, responsabilité, 35:42

Stop Construction of the Rafferty-Alameda Project, 35:47-8

Note biographique, 35:26

Doody, honorable C. William, sénateur (Harbour Main-Bell Island)

Séance d'organisation, 1:4, 8-9, 10

Douglas, feu l'honorable Thomas Clement, ancien premier ministre de la Saskatchewan

Souris, rivière, bassin, Saskatchewan, développement,

Commission mixte internationale, moratoire, 34:12

Downey, M. James, député de l'Assemblée législative du Manitoba (Arthur)

Souris, rivière, bassin, Saskatchewan, développement, référence, 34:18-9

Doyle, M. Ron, directeur général, Division des assurances à court terme, Groupe de l'assurance à l'exportation, Société pour l'expansion des exportations

Bill C-2, teneur, discussion, 3:18-24

Drogues, Loi des aliments

Voir

Aliments et drogues, Loi

Droit de l'air, 27:21**Dual-Ciba-Geigy**

Voir

Herbicides — Métolachlore, produit chimique — Dual-Ciba-Geigy

Ducks Unlimited Canada

Voir

Canards Illimités Canada

- FAO**
See
Food and Agriculture Organization
- FBDB**
See
Federal Business Development Bank
- FCA**
See
Farm Credit Act
- FCC**
See
Farm Credit Corporation
- FCS**
See
United States — Government — Farm Credit System
- FDRB**
See
Agriculture Department — Programs — Farm Debt Review Board
- FEARO**
See
Federal Environmental Assessment Review Office
- FFA**
See
Livestock Feed Board of Canada — Feed Freight Assistance Program
- FHA**
See
United States — Government — Farmers Home Administration
- FILA**
See
Farm Improvement Loans Act
- FIMCLA**
See
Farm Improvement and Marketing Co-Operatives Loans Act
- FIT**
See
Ontario — Government — Programs — Farmers in Transition
- FmHA**
See
United States — Government — Farmers Home Administration
- FOB**
See
Japan — Subsidization — Free on board
- FSCA**
See
Farm Syndicates Credit Act
- Duke, M. Bill, président, Western Canada Wheat Growers Association**
Financement agricole, étude
Discussion, **11**:26-33, 35-40
Exposé, **11**:23-6
Témoignage, référence, **21R**:45
- Dybvig, M., Saskatchewan Water Corporation**
Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, correspondance avec Prof. Joseph F. Dolecki, concernant des études hydrologiques, **35**:40
- EDER**
Voir
Ententes sur le développement économique régional
- EIE**
Voir
Enoncé des incidences environnementales
- EMA**
Voir
Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina
- EPA**
Voir
Etats-Unis — Gouvernement — Environmental Protection Agency
- Easter, M. Wayne, président, Syndicat national des cultivateurs**
Bill C-92
Discussion, **30**:46-8, 49-51, 58-9
Exposé, **30**:43-6
Bill C-112, exposé, **30**:52
Bill C-132
Discussion, **30**:53-6, 57-8, 60-1
Exposé, **30**:52
Financement agricole, étude
Discussion, **13**:13-22
Exposé, **13**:5, 11-2
Témoignage, référence, **21R**:45
- Eau**
Approvisionnement, **35**:22-3
Effets, **34**:19-20, 32, 34
Importation, exportation, **34**:20
Débit, bas, impact, **35**:28-9, 35
Droits, **35**:29
Inondation, contrôle, **34**:15, 32, 33; **35**:28-9
Alternatives, **35**:18
Qualité, quantité, **34**:21, 26-7, 32-4; **35**:22-3, 35
Etudes, **35**:28-32
Sécheresse
Approvisionnement, conditions, précipitation, **26**:8-10, 12-3; **27**:6-9
Impacts, **27**:8-9
Neige, **27**:6-7
Relevés climatologiques, **27**:15-7
Solutions, **26**:13-5; **27**:19
Nappes souterraines, **26**:15, 21-2; **27**:14-5, 22
Etudes, **26**:15, 22; **27**:14
Facteurs, systèmes météorologiques, **27**:10-5
Transfert, **34**:20; **35**:22, 34-5
Voir aussi
Agriculture — Administration du rétablissement agricole des Prairies

Fairbairn, Hon. Joyce, Senator (Lethbridge)

- Alachlor, pest control, **23**:18, 28; **25**:8, 16-7; **28**:16-7, 28-9
- Bill C-2, **10**:4
- Bill C-92, **32**:19-20
- Drought in western Canada, **26**:15-6; **27**:15, 17
- Farm finance, examination
 - Agriculture Department, Saskatchewan, province, **19**:32-4, 37-8
 - Canadian Cattlemen's Association, **15**:19-22
 - Canadian Federation of Agriculture, **18**:17-9, 22-3, 28
 - Confidence, agriculture industry, **11**:39
 - Economic Council of Canada, **17**:67-8, 74-5
 - Family farm, **11**:12-3
 - Farm Debt Review Boards, process, **14**:14
 - Farmers, number, western Canada, no longer in business, **11**:12-3
 - Federal-provincial programs, duplication, **14**:15
 - Motion, **11**:4, 22; **19**:39; **21**:5, 8-9
 - Ontario Federation of Agriculture, **17**:44-6, 48
 - Prairie Pools Inc, **16**:23-5
 - Programs, direct payments, **11**:11
 - Union des producteurs agricoles, **17**:87-9
 - United Grain Growers' Association, **17**:18, 28-30
 - Western Canadian Wheat Growers Association, **11**:38
- Forest Decline, maple sugar industry, **33**:64-5, 67, 70, 71, 72, 73
- Organization meeting, **14**:9-10
- Spruce budworm, control, **22**:4, 13-4, 16

Farlinger, Brian, Chief of Commercial Affairs, Canadian Bankers' Association

- Farm finance, examination
 - Discussion, **14**:9, 11-5, 17-21, 23
 - Statement, **14**:5-8
- Transition in Banking*, paper presented at the Agricultural Credit Conference, November 1987, Canadian Bankers Association, **14**:17, 19-20

Farm bill, 1985

- See*
 - United States — Government — Farm bill, 1985

Farm Credit Act (FCA)

- Amendment, **21R**:49
- Provisions, **9**:20, 23, 29-30; **21R**:4-5, 49-50

Farm Credit Corporation (FCC)

- Agricultural Development Corporation, proposal, **13**:25; **19**:10
- Annual report, **17**:35
- Ashmead, Ralph, Manager, Research and Development
 - Economic Transition in Farming*, paper presented at the Agricultural Credit Conference, November 1987, Canadian Bankers Association, **13**:7-8
- Equity financing, proposal, **18**:10
- Canada Mortgage and Housing Corporation, new mortgage, **17**:36-7
- Chairman, vice-chairman, **18**:7
- Credit limit, **6**:26
- Debt
 - Adjustments, **7**:15-7
 - Commercial, definition, **9**:14
 - Foreclosures, **13**:9
 - Moratorium, withdrawal, **6**:24-5; **9**:11; **13**:9; **20**:17
 - Number, **21R**:16
 - Bankruptcies, **6**:25; **9**:11
 - Farms, difficulty, **9**:14; **17**:35; **18**:6
 - Reason, **12**:9
 - Records, **6**:11; **9**:19
 - Accounts, arrears, **9**:11

Eau—Suite*Voir aussi—Suite*

- Environnement, ministère
- Sécheresse
- Souris, rivière, bassin, Saskatchewan, développement

Economic Transition in Farming, M. Ralph Ashmead, 13:7-8**Effet de serre***Voir*

- Climat — Changements — Effet de serre

El Nino*Voir*

- Climat — Changements — El Nino

Electricité

- Prix, Amérique du Nord, **35**:44-5

Élévateurs à grain

- Compétition, effets, **29**:61-4; **30**:9-10, 11, 12, 14-5, 17-8, 26, 47
- Règlements, **30**:19

Grains

- Classement, **29**:16-7, 24
- Criblures, usage, prix, **29**:86-9
- Entreposage, capacité, coûts, **29**:50-3, 65, 68
- Frais
 - Élévation, **30**:8, 26, 47
 - Fixes, entreposage, intérêts, **29**:34-6, 42-3, 52; **30**:8-9, 26; **32**:16-7, 18-9
 - Nettoyage, extraction des impuretés, **29**:11-2, 19, 24, 36, 49
 - Stationnement, **29**:36-7, 42; **30**:33, 34
 - Transport, manutention, **30**:11, 18

Rôle, 29:73

- Administration, frais, **29**:16, 55-6; **30**:29
- Historique, **30**:61-2
- Position, **30**:20, 27-8
- Président-directeur général, **30**:14-5
- Rationalisation, efficacité, introduction, **29**:53, 65, 71-2, 75-6; **30**:16, 17-8, 27, 37-8
- Canadien pacifique, Chemins de fer, collaboration, efficacité, **30**:37
- Coût d'exploitation
 - Élévation, entreposage, intérêts, transports, **29**:11-20, 34-6; **30**:8
 - Frais, tarifs, taux, augmentations, réductions, **29**:59-61, 63; **30**:10, 47
- Fermeture, effets, **29**:54, 56, 65, 71-2, 75-6; **30**:16, 27, 37-8, 50; **32**:22
- Routes, facilités, coûts, **30**:38
- Système, **30**:61-2; **32**:10, 12-4, 15-6
- Disparition, commentaires, **29**:74
- Mise en commun, **30**:14, 63
 - Coûts, **29**:54, 80-1; **30**:8-9, 12, 14
 - Frais fixes, orge, avoine, premier choix, déductions, aucune, **30**:9
- Points faibles, **30**:47
- Voies d'évitement, propriétaires, **30**:41
- Voir aussi*
 - Bill C-92
 - Commission canadienne du blé
 - Commission canadienne du blé, Loi
 - Grains, Transport

Farm Credit Corporation (FCC)—Cont'dDebt—*Cont'd*Quit claims, **20:17**Ratio, **9:14, 29**Three-year delinquencies, **11:39**Uncollectable debts, losses, **13:9**Write-down, **17:36; 20:11, 14**Diversification, **19:12**Equity financing, **19:32-33**Innovations, **9:16-9**Effects, **11:16**Proposals, **13:11; 14:7, 10-1; 17:12; 18:10; 21R:63-67**Committee recommendations, **21R:xvii, 67**Farm Debt Review, process, **17:36; 20:17**Creditors, attitudes, **17:43-4**Farm Syndicates Credit Act, **6:28***See also*

Farm Syndicates Credit Act

Financial assistance, **17:50**Government guarantees, proposal, **14:12; 17:41-2**Structure, institution, **20:6**Interest rates, **8:24; 19:6; 21R:50-3, 67**High, **9:30**Limit, **18:14-5**Subsidization, unrealistic debt levels, **9:18**Investors, **9:18**Western canadian farmers, **17:13, 19**Japanese yen, losses, **29:58**

Land

Lease, **17:36; 19:33; 20:17**Prices, table, **12:10**Value, **15:18**Loans; **21R:50-1**Debt-to-equity ratio before negotiation, **9:29-30**History, **9:29-30; 15:17-8**Integrated package, **18:13-4**Long-term, **21R:67**Principal lending institutions, **21R:22**Regular, **9:12, 23**Short-term, **17:36**Write-offs average, figures, **14:11, 13**Ownership, land and farm, **13:9-11**Number, **9:23-4**Prairie Pools Inc, support, new mandate, **16:9, 17**

Programs

Commodity-based loans, **9:12, 23; 13:9; 20:6, 10, 12, 17-8;****21R:49, 52-3**Shared Risk Mortgage, **21R:49, 51-2**Special Farm Financial Assistance Program, **18:8**References, **21R:16, 18**Role, **11:20; 16:21; 17:34-5, 80, 84; 18:6-9, 13, 16; 20:13, 16-7;****21R:49, 67-9**Activities, effects, **15:8**Advisory services, **18:18-9**Committee recommendations, **21R:xviii, 69, 71, 73**Credit availability, responsibility, **12:9-11; 14:6; 15:17; 17:20-1;****21R:67-8**Long-term, history, **21R:4-7**Direct financing, refinancing, **9:23; 14:7**

Extension

Funds, **12:21; 20:5, 12-4; 21R:44, 68-9**Sources, **21R:49**Structure reorganization, **20:23; 21R:69**New farmers, year 2000, need help, **13:27**Flexibility, **17:36**Future, clarification, **13:25**Profit-making or instrument of social policy institution, **21R:67****Emploi, création**Irrigation, **2:15****Emploi et Immigration, ministère**

Programmes

Planification de l'emploi, rôle, **21R:50**Réorientation des agriculteurs, Programme canadien, **21R:49****Endettement agricole, Comités d'examen***Voir*

Agriculture, ministère — Programmes — Examen de l'endettement agricole, Bureaux

Endettement agricole, Loi sur l'examen*Voir*

Examen de l'endettement agricole, Loi

Endettement agricole, Programme d'examen*Voir*

Agriculture, ministère — Programmes — Examen de l'endettement agricole, Bureaux

Engrais chimiques, LoiDispositions, inoculants, homologation, **2:28****Engrais et amendements**

Commercialisation, anti-acides, marque déposée

Canagro, **33:63**Capollas, **33:63**Maplegro, **33:63**0-10-30, **33:63**Erablières, déclin, solution, **33:59, 61, 67**Coûts, **33:62, 63, 64**Effets, **33:63-4, 70***Voir aussi*

Sirop d'érable

Légumineuses, **2:10***Voir aussi*

Légumineuses

Voir aussi

Produits chimiques agricoles

Enoncé des incidences environnementales (EIE)*Voir**Rafferty—Alameda Project—Environmental Impact Statement*
— Enoncé des incidences environnementales**Ententes sur le développement économique régional (EDER)**Admissibilités, **5:25**Agriculture, ministère, **4:9**Alberta, **5:25**Ententes fédérales-provinciales, **5:20-1****Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina (EMA)***Summer/Fall Fisheries Studies on the Souris River Basin in Saskatchewan*, pour le Souris Basin Development Authority, Estevan, Sask., D.A. Fernet, février 1988, **34:6, 22-3***Vegetation Resources on the Proposed Alameda Reservoir (Moose Mountain Creek) with Special Emphasis on Rare Plants*, pour le Souris Basin Development Authority, Estevan, Sask., février 1988, **34:6, 22-3**

Farm Credit Corporation (FCC)—Cont'd

Role—Cont'd

Limitation, 17:79

Management programs, practical courses, 14:6; 21R:67-8

Officers, training, 17:53

Secondary agricultural mortgage markets, 21R:72

Technically bankrupt, reasons, 18:7; 19:33; 21R:67

Assistance, 20:6

Survey, financial data, 6:24; 7:15; 8:14; 9:22; 12:7, 14; 21R:18

See also

Financial institutions

Farm Credit Stability Program

See

Alberta — Government, Provincial Farm Credit Programs —
Farm Credit Stability Program**Farm Debt Review Act (Bill C-117, 1st Session, 33rd Parliament)**

Discussion, section 20, 19:9

House of Commons Committee, review, 21R:48

Introduction, effects, 14:7

Proclamation, 20:8; 21R:42

Provisions, 13:9; 20:24; 21R:43

Insolvent, definition, 20:8

Opposition

Extreme alternatives, 14:7

Massive debt write-downs, 19:7

Farm Debt Review Program

See

Agriculture Department — Programs — Farm Debt Review
Board**Farm finance**

Commodities, 12:13; 13:13-4

Diversification, 7:21

Grains and oilseeds, 11:8, 12, 17; 15:6; 18:6-7; 21R:1-3

Artificial support by U.S. programs, 7:9

Figures, 17:66

Long-term outlook, 7:9; 21R:59

Markets

Canadian, 17:58

Depression, 11:7-8, 28

Export-oriented system, 16:6

International, situation, 11:14; 15:6-7; 17:58; 21R:1

Prices, 6:8, 14, 18, 21; 8:6-7; 11:29-33, 37-8; 16:6;
17:43, 61

High, effects, 7:14; 30:60

History, 8:7; 18:12

Low, effects, 7:10; 9:12; 13:16; 15:6; 16:6-7; 21R:22

Trade war, 11:36-7; 12:13; 13:19; 16:12; 17:7, 58; 21R:8, 22,
40, 42; 30:57

See also

Canada-U.S. Free Trade Agreement

Two-price system, 13:17-8; 17:22-3

Production, Western, alternative, 7:20-1

Surplus, 11:37-8; 13:20; 20:20

See also

Grain

Hog industry, 21R:2

See also

Hog

Markets, 8:10; 11:16

Adjustments, 14:6

American access, 13:16-7

Boards, 21R:1

Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina (EMA)—Suite*Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Alameda Reservoir during Spring-Fall, 1987*, M. D.A. Young et M. L. Ludwig, pour le Souris Basin Development Authority, Estevan, février 1988, 34:6, 22-3*Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Rafferty Reservoir during Spring-Fall, 1987*, M. D.A. Young et M. L. Ludwig, pour le Souris Basin Development Authority, Estevan, février 1988, 34:6, 22-3**Environnement**

Droit de l'air, études, 27:21

Herbicides

Accès à l'information, santé, innocuité, groupes, recommandation, raisons, 33:48-9

Carcinogènes, 25:9

Excel, 2:13

Pluies acides, effets, 33:58, 61, 66

Souris, rivière, bassin, Saskatchewan, protection, impacts, 34:14, 16;
35:7-8, 17

Sulfure, émissions, réduction, méthodes, effets, 35:18-9, 22, 41, 45-6

Voir aussi

Herbicides

Pesticides

Pluies acides

Souris, rivière, bassin, Saskatchewan, développement

Environnement, ministèreEmission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau,
étudeCopie du permis délivré en vertu de la loi sur les ouvrages destinés
à l'amélioration des cours d'eau internationaux en date du 17
juin 1988, avec une lettre de l'honorable Tom McMillan,
ministre de l'Environnement, 34:5, 22-3Correspondance avec l'honorable Tom McMillan, ministre de
l'Environnement, 35:5, 13

Direction générale des eaux intérieures

Lettre de M. R.A. Halliday, directeur, Eaux et terres, régions
de l'Ouest et du Nord, Environnement Canada, datée du 6
juillet 1987 et adressée à M. R.E.W. Walker, directeur,
Direction de l'évaluation de la coordination, ministère de
l'Environnement et de la Sécurité publique de la Saskatche-
wan, 35:4, 8, 13, 26

Position, 34:26, 27

Extrait des *Débats, Chambre des communes*, avec lettre à l'hono-
rable Tom McMillan, ministre de l'Environnement, de M.
Kenneth A. Brynaert, vice-président exécutif, Fédération
canadienne de la faune, 35:32, 33

Manitoba

Eau, qualité, quantité, études, 35:31

Négociations, 35:27

Protection, responsabilité, 35:35, 42-3

Sulphure, émission, normes fédérales, effets, 35:41-2, 45-6

Pesticides

Conseil consultatif de la lutte antiparasitaire, 33:45

Direction, professionnels, 28:22

Réglementation, procédure, 33:43, 56

Service de l'environnement atmosphérique, 27:5

Centre canadien de climatologie

Climat, conditions normales, compréhension, 27:19

Etudes, 27:17

Mandat, 27:5, 9-10, 12

Prévisions météorologiques, 27:11-2

Programme de prévision expérimental, 27:10

- Farm finance—Cont'd**
 Commodities—*Cont'd*
 Markets—*Cont'd*
 Structures, **21R:1**
 History, **21R:1-3**
 Prices
 Fluctuations, **15:6**
 High, **9:25; 21R:2**
 Low, **9:15, 24, 28-9; 12:9; 13:6**
 Normal, effects, **15:7**
 Productions, discipline, higher, effects, **13:6; 15:8-9; 17:90; 20:20, 23**
 Profit or deficit, certain products, **9:26**
 Red meat industry, **21R:1-2**
See also
 Beef
 Revenues, **11:8**
 Supply-managed, **7:10, 12; 9:29; 13:14; 18:25; 21R:1**
 Canada-U.S. Free Trade Agreement, **15:16**
 Control, **17:87**
 Programmes, **13:11**
 System, **7:14-5, 18; 13:17; 30:58**
 Withdrawal, **13:20**
 Targeting, **13:25-6**
 Payments, **12:22**
 Tariffs, **18:23-4**
 Competition, **7:22; 17:86**
 Consumers, awareness, education, farm crisis
 Canadian, advertising campaign, **16:23-4; 17:29-30; 18:22**
 Manitoba, **21R:8**
 Quebec, province, **17:88**
 Corporations, **6:27**
 Costs, **6:8; 13:6; 15:6**
 Fertilizers, **11:28; 21R:3**
 Increase, **17:62; 21R:2-4**
 Petroleum-based fuel, **21R:2**
 Reduction strategies, **6:12, 22**
 Credit, **21R:63-74**
 Associations, proposal, **13:25, 27; 19:11-3; 21R:60-1**
 Availability, long, short, intermediate, terms, **21R:4, 53-4, 61, 67-8**
 Demand, way to estimate, **8:24**
 History, **8:21; 17:77; 21R:4-7**
 Policies, **12:13; 17:84, 89-90**
 Programs, federal, **21R:49-56**
 Provision, **13:12**
 Secondary agricultural mortgage markets, securitized farm market, **14:18-19; 19:12-3; 21R:71-3**
 Committee recommendations, **21R:xviii, 73**
 Stability, **19:33, 35-6**
 Security, none, **13:6**
 Crisis
 Cash, immediate, **19:6**
 Trends, current, desirable, **21R:57-61**
 Debt, **6:7, 10, 17, 21; 8:8; 9:12-3, 16-7, 28; 11:23; 13:8, 23-4; 14:6; 15:6; 16:7; 21R:16-21**
 Adjustments, **7:15-6, 23-4; 9:25; 13:24**
 Farm, **6:13-4; 7:15**
 Legislative proposals declined, **13:9**
 Process, **7:22**
 Cautions, **7:18-9**
 Crisis, **13:8-9**
 Figures, tables
 Estimated Number of Farm Borrowers in Financial Difficulty by region, **21R:19**
 Farm Debt and Capital, Nominal and Real Terms, Canada, **21R:17**
- Environnement, ministère—Suite**
 Service de l'environnement atmosphérique—*Suite*
 Centre canadien de climatologie—*Suite*
Répercussions du changement climatique sur l'agriculture dans les provinces des Prairies, Mme Louise M. Arthur, **27:17**
 Recherches, modification climatique, projets, **27:22**
 Relevés climatologiques, **27:15-7**
 Sécheresse, études, comparaison, **27:7, 12, 15**
- Environnement et forêts, Comité permanent de la Chambre des communes**
 Conseil consultatif de la lutte antiparasitaire, déposition, 17 mai 1988, rapport MacLauchlan, **28:18**
- Erablières**
Voir
 Sirop d'érable
- Estevan, Saskatchewan**
 Description, **34:9, 14, 15**
 Énergie, sources, **34:27-8**
- Estevan Mercury**, **35:4, 13**
- Etats-Unis**
 Agriculture
 Agro-alimentaire, **7:23**
 Intégration, **6:15, 28**
 Banques, **7:23**
 Capitaux, évaluation, Canada, comparaison, **8:28**
 Chiffres Canada, États-Unis, comparaison
 Paiements directs: en pourcentage des dépenses fédérales, **21R:31**
 Revenu agricole net et paiements directs, **21R:32**
 Climat, **8:27**
 Coopération, **7:9-10**
 Dette
 Dette agricole aux États-Unis, 1975-87, chiffres, **21R:25**
 Ratios, revenus, **7:8**
 Réduction, comparaison, Canada, **14:20**
 Fermes
 Familiales, pierre angulaire du système américain, **21R:22**
 Méga-entreprises, **21R:22**
 Ventes annuelles, **21R:22**
 Financement agricole, vue d'ensemble, **21R:22-34**
 Comparaison, Canada, **21R:22**
 Crise, **21R:28-9, 34**
 Grains, **7:10**
 Blé, menace, rendement, **7:21; 13:18**
 Chargement de wagons multiples, taux, rabais, **29:39**
 Guerre commerciale, **11:36-7; 16:12; 21R:22, 44**
 Prix, **21R:3, 22**
 Herbicides
 Alachlore, **23:6; 25:24**
 Annulation, Canada, effets futurs, **25:27**
 Etudes, Californie, **23:21**
 Fongicide, mécanisme de réglementation, comparaison, Canada, **28:28**
 Métolachlore
 Etudes, Californie, **23:21, 24**
 Prix, comparaison, Canada, effets, **23:12, 28:36-8**
Voir aussi plus bas
 Pesticides
 Nid-de-Corbeau, objections américaines, **17:23**

Farm finance—Cont'd**Debt—Cont'd****Figures, tables—Cont'd**Financial Profile of Canadian Farmers, **21R:20**Total Farm Equity and Farm Debt, **21R:21**Financing, **19:31, 36**Moratorium, **20:17**Legislative proposals declined, **13:9**Ratio, history, **7:8, 11; 9:14, 15, 19**Restructuring, **16:8, 17, 20; 21R:69**Legislative proposals declined, **13:9**Public policy, **8:17; 11:17**Service, **7:11; 8:19; 12:9; 14:6-7; 15:6, 7; 17:55; 21R:69**Effects, **11:8; 16:7**Figures, **6:23-4; 9:12; 18:7**Set-asides, **16:8, 10, 16, 21-2; 19:13-4; 21R:69**Write-down, **14:20; 16:20; 17:36, 56; 19:6-7, 10, 13; 21R:69**Write-offs, opposition, **16:8; 17:55**Decision-making process, decentralization, **19:11**Disasters, natural, climate, **8:27; 13:6**Diversification, **6:12, 22; 7:21; 9:24; 11:23, 27; 12:12; 13:27; 21R:60**Equity financing, **8:23-4, 27; 9:17-9, 24, 28-9; 11:10; 12:15-7; 13:11, 24-5; 21R:8**Absentee owners, **8:10**Agribond, **17:24**Asset values, **7:6-8, 18, 22; 9:29; 11:7, 10; 14:8, 10, 16; 21R:2, 7**Changes, history, **21R:11, 13-5**Declines, **21R:18**

Figures, tables

Adjusted Net Farm Income in Terms of Appreciation of Land and Buildings, Canada, **21R:15**Farm Debt and Capital, Nominal and Real Terms, Canada, **21R:17**Financial Profile of Canadian Farmers, **21R:20**Interest Rates and Farm Asset Values, **21R:28**Percentage Variations in the Value of Farmland, Canada, **21R:13**Total Farm Equity and Farm Debt, **21R:21**Loss, **9:22; 11:8, 27-8; 12:5-6; 13:8; 20:15**Consequences, sale, liquidation, **7:13, 18, 22-3; 9:16, 19****Capital**Access, difficult, **17:12**Gains, losses, **11:7-8, 13**Value, **21R:11, 13-5**Definition, **8:5**Farmers, retained earnings, **8:10**Government encouragement, **14:16**Increase, **6:14-5; 7:17-8, 22-3**Level, **7:11-2**Measure, comparison, **8:28**Proposals, **14:7-11; 15:24-5; 16:13-4; 17:11-3, 80-1, 83-5; 18:10-1; 19:10, 13, 28-9, 32, 39; 21R:63-67**Committee recommendations, **21R:xvii, 67**Concerns, **16:8, 10, 19; 19:33-4****Farmer**Older, **21R:65**Young, **19:30-1; 21R:65**Favourable, figure, **19:35-6**Information, **17:37; 21R:65**Land, leases, **18:18; 19:30, 32-3; 21R:64**Research, **17:67-8**Shares, **19:26-7, 33**Stability, **19:36**Rates, **8:22**Ratio, **8:21-2; 21R:7, 18, 65**Retirement fund, **12:5, 16; 18:10****Etats-Unis—Suite****Agriculture—Suite**Pesticides, **23:9**Homologation, **33:53**Réglementation, **33:56***Voir aussi plus haut*

Herbicides

Pluies acides, **35:41**Conscients, **33:71-2**Source, Ohio, vallée, **33:63, 71****Prêts**Marché secondaire des hypothèques agricoles, garanties, cautionnement de fonds, **14:18-9; 19:12-3; 21R:76-77**Sources, **21R:24-8**Banques commerciales, **21R:24**Compagnies d'assurances, **21R:24**Farm Credit System, **21R:24, 26-7***Voir aussi plus bas*

Gouvernement — Farm Credit System

Farmers Home Administration, **21R:24, 27-8***Voir aussi plus bas*

Gouvernement — Farmers Home Administration

Recherches, **7:15**Solde du gouvernement, agriculteurs, **17:26**Subventions, **7:17; 11:17, 28, 38; 13:8; 17:7; 21R:2, 22, 43-45****Terres**Location, **8:27**Prix, rendement, Illinois, **9:29**Tordeuse des bourgeons de l'épinette, Maine, **22:15**Bacillus thuringiensis, producteurs, **22:14**

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude

Army Corps of Engineers

Eau, quantité, qualité, **35:31**Etudes d'impact environnemental, **34:11, 33; 35:28-30**Crédibilité, **35:28, 42**Fonds, argent, responsabilité, **35:33***Voir aussi*

Army Corps of Engineers, Etats-Unis

Audiences, **34:18-9****Correspondance**Agences, **35:5, 10, 13**National Wildlife Federation, **35:5, 13**Coût-avantage, étude, **35:16**Département d'Etat, fonds, argent, responsabilité, **35:33**Eau, importation, exportation, **34:20****Environmental Protection Agency**Crédibilité, études, **35:43**Eau, qualité, quantité, étude, **35:31, 32**Mémoire du professeur Joseph F. Dolecki, **35:26, 30***Voir aussi plus bas*

Gouvernement — Environmental Protection Agency

Fonds, négociations, responsabilité, **34:24, 29, 33; 35:43**Historique, retenue, gestion des eaux, développement, **34:12**Négociations, discussions, **34:34, 39**Souris rivière, bassin, Saskatchewan, Rafferty-Alameda projet, **34:15****Gouvernement****Agriculture, ministère**Centre de données, **4:7**Commodity Credit Corporation, **3:19, 22**Harrington, M. David, référence, **21R:22**Bush, M. George, pluies acides, référence, **33:63, 67**Congrès, Washington, sirop d'érable, industrie, pression, **33:71**Dépenses du gouvernement américain en agriculture par catégorie financière, 1985, tableau, **21R:33**

Farm finance—Cont'dEquity financing,—*Cont'd*

Sources, 8:10

See also

Farm Credit Corporation — Equity financing

Expansion, farm

Budget, caution, 7:13

Tax system, encouragements, 7:13; 8:22

Feasibility study, 7:13, 18

Federal support programs, 6:18; 7:16; 9:24-5; 11:10-3, 37; 12:12-3; 13:26; 16:6, 9; 17:8, 49-51, 68, 86-7, 89-92; 18:8; 19:5-6, 23-5; 21R:33-56

Adjustments, 17:9

Alternatives, 7:23-4; 9:18; 16:9

Chartered banks, credit drop, 14:5

Committee recommendations, 21R:xvii, 42, 49

Commodity, 7:23-4

Based loans, 18:9-10; 20:6, 10, 12, 17

See also

Farm Credit Corporation — Programs — Commodity-based loans

Dairy, 17:90-1

Decoupling and withdrawal, 11:20-1; 16:13; 17:40-1, 75-6; 18:12; 19:5, 16-7, 21; 21R:73-4; 30:55

Committee recommendations, 21R:xviii, 73-4

Grain, 17:90-2

Fed-grain, 13:26; 17:39-40, 54; 20:20, 22

Markets, 7:19-20; 13:8

Prices, 11:29-30

Effects, 15:8

System, 11:37-8

Debt, adjustments, 7:23-4

Development, federal, provincial, 20:6

Domestic agricultural, 13:26

Effects, 11:7-8; 15:8; 21R:9, 22

Emergency Support Price, proposal, 17:39, 44-5

Export enhancement, 7:17; 11:33

Fuel taxes, rebate, extension, 19:24; 20:5

History, 17:77; 30:58-9

Importance, 6:12

Inappropriate, 15:6

Income, 17:87, 90, 93-4; 20:5

Farm net, 17:19; 30:57

Guaranteed, 8:18-20; 11:19, 33-4; 17:40-1; 30:53-5

See also below

Income, net farm

Insurance, 6:19-20, 23; 13:7; 21R:36-7

Interest rate reduction, 7:17-8; 9:18; 14:8, 10-1; 16:9; 19:25; 21R:69

Ontario, 13:26; 17:37

Length of time, 9:26-7

Loan guarantees, proposals, 14:12, 17, 18-20

Maintain farmers, land, 13:19; 30:54, 59

Market neutral, 17:17, 26

Mortgage, 19:6

Payments, 11:26; 13:7; 17:62; 19:14-7

Figures, Canada, United States, comparison

Direct Payments: Percent of Federal Expenditures, 21R:29

Net Farm Income and Government Payments, 21R:31

Method

Direct, 17:62-4

Farmers, numbers, 17:63

Effects, 21R:9

Seeded acreage, 17:17

Targeting, 17:11, 15, 26; 19:15-6, 21-2, 28-9; 20:21-2

Universal, 19:16-7, 25, 28-9; 20:19-22

Etats-Unis—SuiteGouvernement—*Suite*

Environmental Protection Agency, 33:56

Alachlore, métolachlore, 23:13; 25:20, 22; 28:24, 25

Eau, qualité, position, 34:33

Réévaluation, procédure, pesticides, 28:20

Voir aussi plus haut

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude — Environmental Protection Agency

Farm Bill, 1985

Aide aux exportations, Programme, 7:17; 16:12; 17:7

Subventions, 11:29

Dispositions, 7:9, 11; 11:36; 13:13

Impact, Canada, programme, 12:8; 16:11-2, 14-5; 17:16-8

Farm Credit System, 18:15-6, 19:11-3

Voir aussi plus haut

Agriculture — Prêts — Sources — Farm Credit System

Farmers Home Administration, prêts agricoles garantis, 14:20

Farmer Mac, 21R:77

Marché secondaire des hypothèques agricoles, projets de loi,

Congrès américain, 14:18; 21R:77

Small Business Administration, 14:18

Voir aussi plus haut

Agriculture — Prêts — Sources — Farmers Home Administration

Federal Insecticide, Fungicide and Rodenticide Act, 33:26

Politiques, 6:13; 7:9; 12:6

Commerce des grains, 16:6

Participation, agriculture, effets, 21R:22

Reagan, M. Ronald, libre-échange international, proposition, 13:21

Sénat

Proposition, découplage, terme, 11:21

Sirop d'érable, industrie, pression, 33:71

Ethanol

Approbation, 11:24

Recherches, 20:6, 27

Evêques catholiques romains*Globe and Mail*, *Bishops call farm policies destructive*, 16 novembre 1987, conférence, Evêques catholiques romains, Muenster, Saskatchewan, référence, 13:18-9; 16:20; 18:27**Examen de l'endettement agricole, comités***Voir*

Agriculture, ministère — Programmes — Examen de l'endettement agricole, Bureaux

Examen de l'endettement agricole, Loi (Bill C-117, 1^{re} session, 33^e législature)

Adoption, effets, 14:7

Chambre des Communes, Comité, examen, 21R:52

Discussion, article 20, 19:9

Dispositions, 13:9; 20:24; 21R:46

Insolvable, définition, 20:8

Opposition

Radiations massives, 19:7

Solutions de rechange radicales, 14:7

Proclamation, 20:8; 21R:46

Examen de l'endettement agricole, Programme*Voir*

Agriculture, ministère — Programmes — Examen de l'endettement agricole, Bureaux

Farm finance—Cont'dFederal support programs—*Cont'd*Payments—*Cont'd*

Percentage to

Farmers, **11:11, 19-20**Lending institutions, **11:19-22***See also*

Financial institutions

Total Direct Payments and Rebates To Producers Net of Producer Premiums, Canada 1971-86, appendix A, **21R:75**Questions, serious, assistance, **7:20; 8:24**Registered farm ownership plan, **18:10**Role, **7:17; 14:6; 17:78-9, 83**Stabilization, **13:26; 17:53-5; 21R:34; 30:55-8, 60***See also*

National Tripartite Stabilization Programs

Transport Department — Western Grain Stabilization Program

Transition, **17:46-8; 20:5, 7; 21R:45-9***See also*

Agriculture Department — Programs — Canadian Rural Transition Program

Transportation, grain, **21R:37**Feed, **21R:40**Freight rates, frozen, **19:24**Withdrawal, **14:16***See also*

Agriculture — Programs

Agriculture Department — Programs

Government

Foreclosure, moratorium, **7:18; 13:18; 20:17**History, **6:6-10; 7:20; 8:7-11, 21-4; 9:16; 19:23; 21R:1-32, 57**Comparison, United-States, **21R:26-7, 30**Economic Council of Canada, charts, **17:61-2**Income, net farm, **7:6-7; 11:29; 12:13; 13:6-7; 14:6; 15:6; 16:7; 21R:7-15, 59; 30:52**Accrual accounting, **7:25-6**Assistance from family members, **17:11**Committee recommendations, **21R:xvii, 49**

Figures, tables

Adjusted Net Farm Income in Terms of Appreciation of Land and Buildings, Canada, **21R:15**Net Farm Income and Government Payments, Canada, United States, comparison, **21R:31**Total Farm Cash Receipts, by product, **21R:12**Total Net Farm Income, current and constant (1981) dollars, **21R:10**Gross sales, figures, **7:25; 13:7; 17:62**History, **7:5-6; 8:7; 21R:4**Instability, **8:7-8; 21R:8-11**

Level

Differences, **11:10**Increase, solutions, **11:33**Living standard, **7:23; 8:11; 13:23**Minimum, **6:27; 8:20**Prevent financial difficulties, **6:18-9; 17:83**Record high, **7:19; 13:7**Reasons, **11:7, 9-12**Reduction, effects, **16:7**Measurement, **6:13**Off-the-farm, **7:25; 11:10-1; 12:12, 17-8; 13:7, 18, 23; 16:10, 23; 17:11; 19:6; 21R:59-61**Payments, program, targeting, **11:10, 11; 12:22; 17:11; 19:21-2; 21R:9**Sources, **21R:7**Industry structure, changes, **12:12-3; 13:6, 8; 14:15; 15:6, 9**Inflation, rate, **7:6; 9:25; 13:14****Excan Grain, 29:81****Excel***Voir*

Herbicides — Excel

Expansion des exportations, Fonds*Voir*

Agriculture, ministère — Marchés d'exportation, développement, division — Programmes — Fonds pour l'expansion des exportations

Expansion des exportations, Loi

Discussion

Art. 24 — Contrats d'assurance, **4:10**Art. 27 — Contrats autorisés par le gouverneur en conseil, **3:22; 4:10****Expansion industrielle régionale, ministère (MEIR)**Agro-alimentaire, industrie, **5:20-1**Laboratoires, recherches, institut, aide fédérale, **5:23-4**Coopération, ministères fédéraux, **4:10; 5:14, 20**Coordination, provinces, **5:21**Ententes de développement régional et économique, **5:20-1, 22***Voir aussi*

Ententes sur le développement économique régional

Mandat, **5:20**

Programme de développement

Industriel et régional, **5:20-1, 22**Immobilisation, aide, production intérieure, **5:24**Marchés d'exportation, **5:20-1, 22***Voir aussi*

Marchés d'exportation, Programme de développement

Réseau d'approvisionnements et de débouchés d'affaires, **4:8****Exportation, Programme de développement des marchés***Voir*

Marchés d'exportation, Programme de développement

Voir aussi

Affaires extérieures, ministère — Marchés d'exportation, Programme de développement

Expansion industrielle régionale, ministère — Programme de développement — Marchés d'exportation

Exportations, Fonds pour l'expansion*Voir*

Agriculture, ministère — Marchés d'exportation, développement, division — Programmes — Fonds pour l'expansion des exportations

Exportations, Loi sur l'expansion*Voir*

Expansion des exportations, Loi

Exportations des produits agricoles, Programme de développement*Voir sous*

Agriculture, ministère — Marchés d'exportation, développement, division — Programmes

FAO*Voir*

Fédération de l'agriculture de l'Ontario

Farm finance—Cont'd

- Interest rates, 6:7-8, 17; 8:24; 9:12, 20; 21R:27, 67
- Accruing, delinquent accounts, 9:18
- Effects, 21R:3
- Floating, 6:21; 13:14
- High, effects, 6:10, 14, 21; 7:18; 12:8-9; 13:6; 15:7-8
- Interest Rates and Farm Asset Values, Canada, 1959-86, figures, 21R:28
- Limit, 18:9, 14-5; 19:6
- Low, effects, 6:7; 15:7, 18
- Over-charges, banks, 13:14
- Subsidizations, 14:8, 10-1
- See also below*
- Subsidizations
- International
 - Agriculture policy, 11:9; 12:6
 - Debt crisis, 11:8
 - Governments competitions, victims, farmers, 11:28
 - Market, 13:21; 21R:1
 - Competitiveness, Canadians, 13:23
 - Price war, 21R:8
 - Recovery, 11:8-9
 - Third World demand, 11:8
 - Trade negotiations, 7:14; 11:29-31
 - Bilateral, 11:28; 12:7; 17:8
 - Impacts, 11:9, 28; 12:7; 13:16-7; 17:94
 - Multilateral, 11:8, 28; 12:7
 - See also*
 - Canada-U.S. Free Trade Agreement
- Investments, 9:21, 27; 21R:7-8
- Bonds, 8:10
 - Agribonds, 17:13-4, 19, 23-5, 37; 21R:61
 - Guarantee, 17:24-5
- Costs, 9:16
- Rates of return, 7:7-8; 8:8-10; 9:27; 11:8
 - Farm and non-farm, sector, comparison, 7:7
 - Guaranteed, 8:13
 - Sources, 11:7
 - Toronto Stock Exchange, comparison, 8:9
- Stocks, common, preferred, 8:10
- Land
 - Leasing, 8:6, 8:16-7, 27; 9:17; 11:10, 14; 12:13-4, 18; 19:6, 33-4; 20:17; 21R:60
 - Advantages, 8:6-7, 15
 - Census 1986, statistics, 17:12
 - Conditions, 8:11-2
 - Examination, 8:8
 - Farming practices, 8:16
 - Lease-back arrangements, buy-back provisions, 8:11, 16; 9:17; 12:16; 13:20; 19:30
 - Long-term, insufficient information, 13:25; 17:36
 - Policy, social impact, 8:14-5
 - Rates, 8:8
 - Rent controls, 8:12
 - Marginal, problem, 17:18
 - Ownership, investors, 12:13-4
 - Farmers, study, 8:8; 9:18, 27; 11:14
 - Financial institutions, 20:15
 - Restriction, foreign, provincial governments, absentee owners, 8:6, 12; 9:22
 - Risk, 8:8, 10; 11:10
 - Prices, 6:7, 14; 8:6; 21R:59
 - Falling, 8:8; 12:6; 17:43
 - High, 12:8; 15:18
 - Table, 12:9-10
 - Real estate market decline, 8:8-9; 9:16; 11:8

FAO*Voir*

Food and Agriculture Organization

FCA*Voir*

Fédération canadienne de l'agriculture

FCC*Voir*

Fédération co-opérative du Commonwealth

FCS*Voir*

Etats-Unis — Gouvernement — Farm Credit System

FEARO*Voir*

Federal Environmental Assessment Review Office

FHA*Voir*

Etats-Unis — Gouvernement — Farmers Home Administration

FIT*Voir*

Farmers in Transition

FmHA*Voir*

Etats-Unis — Gouvernement — Farmers Home Administration

FTN*Voir*

Federation Tungavik Nunavut

Faillite, Loi

Disposition, 17:56

Fairbairn, honorable Joyce, sénateur (Lethbridge)

Alachlore, produit antiparasitaire, 23:18, 28; 25:8, 16-7; 28:16-7, 28-9

Bill C-2, 10:4

Bill C-92, 32:19-20

Déclin des forêts, industrie du sucre d'érable, 33:64-5, 67, 70, 71, 72, 73

Financement agricole, étude

Agriculteurs, nombre, Ouest du Canada, retrait du marché, 11:12-3

Agriculture, ministère, Saskatchewan, 19:32-4, 37-8

Canadian Cattlemen's Association, 15:19-22

Confiance, agriculture, industrie, 11:39

Conseil économique du Canada, 17:67-8, 74-5

Examen de l'endettement agricole, Bureaux, processus, 14:14

Fédération canadienne de l'agriculture, 18:17-9, 22-3, 28

Fédération de l'agriculture de l'Ontario, 17:44-6, 48

Fermes, familiales, 11:12-3

Motion, 11:4, 22; 19:39; 21:5, 8-9

Prairie Pools Inc, 16:23-5

Programmes fédéraux-provinciaux

Duplication, 14:15

Paiements directs, 11:11

Union des producteurs agricoles, 17:87-9

United Grain Growers' Association, 17:18, 28-30

Farm finance—Cont'd

Land—Cont'd

Supply, 8:8

Tables

Adjusted Net Farm Income in Terms of Appreciation of Land and Buildings, Canada, 21R:15

Percentage Variations in the Value of Farmland, Canada, 21R:13

Trusts, private, public, 8:12-3

Lobbyist, 18:27-8

Management, 6:17, 20-2; 21R:59-60

Financial skills, 14:6, 13

Services, 9:17; 14:13; 16:9; 21R:67-71

Committee recommendations, 21R:xviii, 71

Training, 8:25; 20:6, 26-7

Measurement, difficulty, reasons, 6:10, 16, 27; 7:11, 22-3

Mortgage, definition, 12:16-7; 14:9-10; 19:36-7

Off-farm employment, leaving agriculture, solution, 7:13, 18; 17:36, 56; 20:17

Provincial Farm Credit Programs

Alberta, 21R:84-5

Atlantic Provinces, 18:5

British Columbia, 21R:85-6

Manitoba, 21R:81-3

New Brunswick, 21R:78-9

Newfoundland, 21R:77

Nova Scotia, 21R:78

Ontario, 17:49-50; 21R:81

Prince Edward Island, 21R:77

Quebec, 18:77-80, 84; 21R:79-80

Saskatchewan, 19:24, 32, 34-5, 37-8; 21R:83-4

See also

Alberta

Atlantic Provinces

British Columbia

Nova Scotia

Ontario

Prince Edward Island

Quebec

Saskatchewan

Purchasing power, 7:6

Quota, 7:10; 11:23, 27; 13:17; 18:24, 26

Social impacts, 13:18; 15:18-22; 17:43-4, 56

Specialisations, 12:12; 13:27

Stock-market, crash, effects, 11:15-6

Studies, 13:13-4

Subsidization, 9:24-5; 17:9, 84; 21R:2-3, 8

Canada, 12:7; 13:18; 15:8; 19:5

Impacts, 17:7; 20:19; 21R:22, 40, 42

International, 17:58

Discontinuity, 11:8, 14, 17, 37-8; 16:25-6; 17:75-6; 18:23

Excessive, 7:14; 13:8

Transport, 17:17, 23

United States, 7:17; 11:28

Tax, initiative, reform, 17:55; 18:11-2; 21R:55

See also

Agriculture

Farm Financial Assessment Report, Agriculture Department, 6:5, 9; 11:7, 9, 12-3, 15-6**Farm Improvement and Marketing Co-Operatives Loans Act (FIM-CLA)**

Provision, 21R:53-4

Fairbairn, honorable Joyce, sénateur (Lethbridge)—Suite

Financement agricole, étude—Suite

Western Canadian Wheat Growers Association, 11:38

Séance d'organisation, 1:4, 9-10

Sécheresse dans l'Ouest du Canada, 26:15-6; 27:15, 17

Tordeuse des bourgeons de l'épinette, contrôle, 22:4, 13-4, 16

Farlinger, M. Brian, directeur des affaires commerciales, Association des banquiers canadiens

Financement agricole, étude

Discussion, 14:9, 11-5, 17-21, 23

Exposé, 14:5-8

Transition in Banking, papier présenté à la Conférence crédit agricole, novembre 1987, Association des banquiers canadiens, 14:17, 19-20**Farm Bill, 1985**

Voir

Etats-Unis — Gouvernement — Farm Bill, 1985

Farm Transfers: generation to generation, M. Kevin Flaherty et les Jeunes du syndicat national des cultivateurs, 13:10**Farmer Mac**

Voir

Etats-Unis — Gouvernement — Farmers Home Administration, prêts agricoles garantis — Farmer Mac

Farmers in Transition

Voir

Ontario — Gouvernement — Programmes — Agriculteurs en période de transition économique

Faune

Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales, processus, 35:32, 33

Sécheresse, effets, 27:8

Souris, rivière, bassin, Saskatchewan, développement, impacts, 34:16-7; 35:29

Canards, 35:19-20

Cerfs de Virginie, 35:17-8

Voir aussi

Sécheresse

Souris, rivière, bassin, Saskatchewan, développement

Federal Environmental Assessment Review Office (FEARO)

Voir

Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales

Fédération canadienne de la faune

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude

Extrait des *Débats, Chambre des communes*, avec lettre à l'honorable Tom McMillan, ministre de l'Environnement, de M. Kenneth A. Brynaert, vice-président exécutif, Fédération canadienne de la faune, 35:32, 33

Stop Construction of the Rafferty-Alameda Project, appui, référence, 35:11

Fédération canadienne de la nature

Stop Construction of the Rafferty-Alameda Project, appui, référence, 35:11

Farm Improvement Loans Act (FILA)

- Expiration, **21R:53**
- Provisions, **8:18; 14:12**
- Write-offs average, figures, **14:11, 13**

Farm Incomes in Canada, Economic Council of Canada, George L. Brinkman, reference, 8:22**Farm Syndicates Credit Act (FSCA)**

- Provisions, **6:28; 21R:49, 51**

Farm Transfers: generation to generation, Kevin Flaherty and the Youth of the National Farmers Union, 13:10**Farmer Mac**

See

- United States — Government — Farmers Home Administration, loan guarantees — Farmer Mac

Farmers

- Alachlor Review Board, position, **23:28**
- Assistance from, **7:12, 16, 19**
- Bankruptcies, foreclosures
 - Attitudes, dignity, **17:43-4, 46, 51-3**
 - Compassion, **19:7-10**
 - Credit rating, future, **20:15-6**
 - Programs, **19:38**
 - Committee recommendations, **21R:xvii, 48-9**
 - Transition **17:46-8; 20:7-8; 21R:45-9**
- See also*
 - Agriculture Department — Programs — Canadian Rural Transition Program
- Psychological, sociological, stress, effects, **13:8; 19:37-8**
 - Counselling, **19:38**
- Social impacts, **15:18-9; 21R:48**
- Debt financing, **19:36**
- Direct government payments, number, **17:63**
- Drought, decisions, **26:17**
- Economic activities, generators of wealth, **13:6**
- Education, **19:25; 21R:69-71**
 - Committee recommendations, **21R:71**
- Equity financing, concerns, **19:33-6**
- Farm Debt Review Boards, **21R:46-9**
 - Committee recommendations, **21R:xvii, 45, 48**
 - Financial institutions, private, **20:14-5**
- Farm population; **21R:61**
 - Categories, **15:7**
 - Definition, **18:12; 19:36**
 - Older, **15:7; 16:18; 21R:58**
 - Part-time, **15:7**
 - Young, beginner, **13:27; 17:12; 18:10; 19:32**
 - Crisis, **13:10; 15:7; 16:10, 18, 20; 17:19; 18:26; 21R:48, 63**
 - Equity financing, **19:30**
 - Census, **17:11-2; 21R:58**
 - Reduction, effects, **17:28; 30:54, 59**
- Financial Profile of Canadian Farmers, figures, **21R:20**
- Grain elevators, producer car system, **30:17**
- Costs, savings, **29:12-6, 19-21, 35, 36-7, 51-4, 64, 68-9, 80; 30:26**
 - Income, producers objectives, **30:16-7**
 - Increases, effects, **30:19-21**
 - Screenings, usage, value, **29:87-9**
 - Storage, interests, **30:8-9, 25-6**
 - Transportation, handling, **30:11**
 - Development, decision, **30:17-8**
- Study, history, **30:24-5, 27, 28-9**

Fédération canadienne de l'agriculture (FCA)

- Alachlore, rapport du comité de révision, conclusions et recommandations, position, appui, raisons, **23:15-8**
- Recommandation, au Comité sénatorial permanent de l'Agriculture et des forêts, d'inviter le ministère de l'Agriculture à reconsidérer sa décision, herbicide alachlore, **23:17**
- Canagrex, Société, position concernant, **3:9, 11**
- Financement agricole, position
 - Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis, **18:23-6**
 - Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, négociations, **18:12**
- Actions, financement, fonds de retraite enregistré, **18:10**
- Agriculteurs, définition, **18:12**
- Américain, crédit agricole, système, **18:15-6**
 - Colombie-Britannique, situation, **18:21-2**
- Conférences des premiers ministres (1986: Vancouver, C.B.)
 - Stratégie agricole nationale*, rapport sur les défis de l'agriculture, **18:8-9, 14**
- Découplage, **18:12**
- Démarcheurs, **18:27**
- Dette, service, **18:7**
- Difficultés financières, chiffres, **18:6**
- Examen de l'endettement agricole, Bureaux, **18:11, 17**
- Fermes, grandeur, **18:22-3**
- Financement agricole, conditions, historique, **18:5-6**
- Grains et oléagineux, secteur, **18:6-7, 12**
- Jeunes agriculteurs, **18:10, 26**
- Offices de commercialisation, **18:19-21**
- Prêts, **18:9-10, 13-4**
- Programmes spéciaux, **18:5, 7-8**
- Propositions, **18:10-2, 18**
- Public canadien, **18:22-3**
- Références, **21R:44, 70-3**
- Régime de propriété agricole enregistrée, **18:10**
- Services consultatifs agricoles, **18:18-9**
- Société du crédit agricole, **18:6-9, 13-4, 16**
 - Taux d'intérêt, plafond, **18:9, 14-5**
- Lettre au Comité, président, datée le 30 mars, 1987, concernant Bill C-2, **3:9, 14; 3A:1-2**
- Métolachlor, manque d'information, documentation, **23:19**
- Pesticides, processus d'homologation, examen, **23:18**
- Référence, **28:14**

Fédération co-opérative du Commonwealth (FCC)

Voir

- Parti Social Démocratique du Canada

Fédération de la faune de la Saskatchewan

Voir

- Saskatchewan Wildlife Federation

Fédération de l'agriculture de l'Ontario (FAO)

- Financement agricole, position
 - Actions, financement, **17:37**
- Agriculture, Ontario, diversifiée, **17:51**
- Association des banquiers canadiens, transition, perte d'agriculteurs, commentaire, **17:42**
- Conférences des premiers ministres (1987: Toronto, Ont.), report, stabilisation, **17:46**
- Dignité, agriculteurs, faillites, **17:44, 46, 52**
- Examen de l'endettement agricole, comités, processus, **17:35, 43-4, 52, 56; 18:11**
- Garanties d'état, **17:41-2**
- Kraft, M. Daryl, professeur, département d'économie et de gestion agricoles, Université du Manitoba, référence, **17:53-4**

Farmers—Cont'dGrain elevators, producer car system—*Cont'd*

Users

Efficiency, inefficiency, **30:29-30**Type, **29:73***See also*

Grain elevators

Grain transportation

Herbicides, alachlor, cancellation

Certification programs, **28:21**Effects, costs, **23:11-2, 17, 28; 25:17**Reasons, communication, **25:16-7**Risks, health, records, none, **23:28***See also*

Herbicides

Identification, criteria, farms, difficulty, **17:19**Land, ownership, **19:36-7**Loss of confidence, **11:8; 21R:48**Maple syrup industry, awareness, problem, **33:67, 69, 70**Mortgage, attitude, **19:36**Permit holders, grain producers, figures, **29:97**Retirement, pension plan, integration, **8:25-6, 27-8; 9:16, 18-9; 16:10, 18**Subsidizations, effects, **20:19**Without problems, characterization, spending habits, **9:22; 11:23**Women, role, off-farm employment, social impacts, **12:12 15:19***See also*

Farm finance

Farmers Creditors Arrangement ActProposals, **13:9**Provision, effects, **11:18; 14:7****Farmers Union***See*

National Farmers Union

FarmsAssistance from government, financial institutions, **14:6**Social issue, **18:16**Capital, increases, **17:62**Costs, increase, **17:62**Family, **12:5-7; 21R:57-61**Agro-businesses, **21R:60**Concept, social values, **19:15-9**Crisis, **13:8**Definition, **17:67, 92-3; 18:12; 21R:60**Census, **12:7**Prairie Pools Inc, **16:24**Industry structure, **13:7; 21R:58**Changes, **12:12-3; 13:10; 21R:57-60**Consolidation, **9:18; 13:12**Evolution, **12:7, 12; 14:15-6; 15:9; 16:22-3**Future, **17:27-8, 70-2**Farm unit, type, **15:11-3**Social impacts, **15:20-2; 21R:48**Institution, **16:22-3; 21R:59**Risk, **11:12-3; 12:7; 21R:60**Large, **6:15, 25-8; 12:5, 7, 11-2; 14:16; 15:9; 16:22; 21R:61**Definition, **12:18; 17:92-3**Effects, **19:37**Integration, **6:25, 28**Medium, **21R:61**Payments, targeting, **19:14-7**Preservation, **21R:18**Small, **6:26-8; 15:9; 21R:61****Fédération de l'agriculture de l'Ontario (FAO)—Suite**Financement agricole, position—*Suite*Obligations agricoles, **17:37**Programmes, **17:37**Découplage, **17:40-1**Grains, Programme spécial canadien, **17:38-9**Obligations pour le développement de la petite entreprise, **17:50**Prix de soutien d'urgence, Programme, proposition, **17:39, 44-5**Produits laitiers, subventions, **17:51**

Provinciaux

Aide aux agriculteurs débutants, **17:50**Programme de gestion des terres, **17:50**Programme ontarien d'aide à la gestion, à la sécurité et aux réparations dans les exploitations agricoles, **17:50**Réduction des taux d'intérêt pour les exploitations agricoles familiales, **17:37, 49**Revenu garanti, **17:41**Stabilisation, **17:53-5**Grain de fourrage, **17:39-40, 54**Grain de l'Ouest, Loi de stabilisation concernant, **17:38-9, 51, 53**Prix agricoles, Loi sur la stabilisation, **17:38-9, 45, 51**Tripartite, **17:37-9, 45-6**Transition, **17:46-8**Références, **21R:70, 72-3**Réforme fiscale, **17:55**Revenu agricole, pourcentage, Ontario, **17:48-9**Situation financière, raisons, **17:43**Société canadienne d'hypothèque et de logement, nouvelle hypothèque, **17:36-7**Société du crédit agricole, **17:34-6, 43, 50, 52-3, 56**Membres, **17:33**Wise, honorable John, ministre de l'Agriculture, **17:34****Federation of Alberta Naturalists**Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, Stop Construction of the Rafferty-Alameda Project, appui, référence, **35:11****Federation Tungavik Nunavut (FTN)***Voir*

Tungavik Federation Nunavut

FermesAide du gouvernement, institutions financières, **14:6**Question sociale, **18:16**Coûts, augmentation, **17:62**Croissance, taille, **8:11, 19; 9:18; 12:5-6, 12; 13:7**Familiales, **12:5-7; 21R:61-6**Agro-entreprises, **21R:64**Crises, **13:8**Définition, **17:67, 92-3; 18:12; 21R:64-5**Prairie Pools Inc, **16:24**Recensement, **12:7**Grandes, **6:15, 25-8; 12:5, 7, 11-2; 14:16; 15:9; 16:22; 21R:65**Définition, **12:18; 17:92-3**Effets, **19:37**Intégration, **6:25, 28**Industries, structure, **13:7; 21R:62**Changements, **12:12-3; 13:10; 21R:61-4**Consolidation, **9:18; 13:12**Evolution, **12:7, 12; 14:15-6; 15:9; 16:22-3**Futur, **17:27-8, 70-2**Ferme, type, **15:11-3**Impacts sociaux, **15:20-2; 21R:52**

Farms—Cont'd

- Fed-grains, government programs, 13:26; 17:39-40; 20:20, 22
- Gross sales, figures, 13:7
- Growth, size, 8:11, 19; 9:18; 12:5-6, 12; 13:7
- Individually-owned, 12:6
- Management training, 20:6, 26-7; 21R:59, 69-71
 - Committee recommendations, 21R:xviii, 71
- Number
 - Bankruptcies, 9:23; 12:8; 13:6
 - Foreclosure, figures, 14:17
 - Prairie, 16:7
- Difficulty, 6:10, 11-2, 16, 25; 9:14, 19-20; 11:13-4; 12:7-8, 14; 13:8; 17:35; 18:6
- Prairie, 16:7, 18
- Re-evaluation, case by case, 6:11; 21R:59
- Type, young, 17:19
- Estimated Number of Farm Borrowers in Financial Difficulty by region, tables, 21R:19
- Information
 - Lack, 6:23-4; 9:23
 - Reporting system, 9:13-4
- Statistics, general, 8:13-4; 12:5; 13:6, 21; 14:6; 20:7-9; 21R:16, 18, 57
- Off-farm processing, diversification, 17:59; 21R:18
- Part-time farming, 11:13; 13:7; 15:9; 21R:61
 - Definition, 17:64
- Payments, targeting, 19:15-6, 28-9
- Production
 - Capacity, progress, 14:6
 - Diversification, 17:59; 20:22-3
 - Efficiency, farm inputs, 17:9; 21R:59, 61
 - Increase, 17:62; 20:19-20, 23
 - Marketing boards, 20:22-3
 - Seed, new varieties, development, 17:9
- Small business, 12:5
- Transfers, 21R:18
- See also*
 - Farm finance

Feather industry

- See*
- Poultry

Federal Business Development Bank (FBDB)

- Bankruptcies, 17:52
- Role, 21R:54-5
- Write-offs average, figures, 14:11

Federal Court of Canada

- Alachlor registration, application, decision, Monsanto Canada Inc., 23:6; 33:13, 14

Federal Environmental Assessment Review Office (FEARO)

- Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, 35:32, 33

Federal-provincial Agriculture Trade Policy Committee

- Activities, chairmanship, 3:6

Federal-provincial Export Market Development Council

- See*
- Federal-provincial Market Development Council

Federal-provincial Market Development Council

- Revitalization, 3:6, 8; 4:11

Ferme—Suite

- Familiales—Suite
 - Institutions, 16:22-3; 21R:63
 - Risque, 11:12-3; 12:7; 21R:65
- Maintien, 21R:22
- Moyenne, 21R:65
- Paielements, ciblage, 19:14-7
- Petites, 6:26-8; 15:9; 21R:65
- Type, valeurs sociales, 19:15-9
- Gestion agricole, formation, 20:6, 26-7; 21R:63, 74-6
- Recommandations du Comité, 21R:xx, 76
- Grains de provendes, gouvernement, programmes, 13:26; 17:39-40; 20:20, 22
- Investissements, augmentation, 17:62
- Nombre
 - Difficultés, 6:10, 11-2, 16, 25; 9:14, 19-20; 11:13-4; 12:7-8, 14; 13:8; 17:35; 18:7
 - Prairie, 16:7, 18
 - Réévaluation, cas par cas, 6:11; 21R:63
 - Type, jeune, 17:19
- Faillites, 9:23; 12:8; 13:6
- Prairie, 16:7
- Saisie, chiffres, 14:17
- Information
 - Manque, 6:23-4; 9:23
 - Système, 9:13-4
- Nombre estimatif d'emprunteurs agricoles en difficultés financières par région, Canada, tableau, 21R:20
- Statistiques générales, 8:13-4; 12:5; 13:6, 21; 14:6; 20:7-9; 21R:19, 61
- Paielements, ciblage, 19:15-6, 28-9
- Petite entreprise, 12:5
- Production
 - Augmentation, 17:62; 20:19-20, 23
 - Capacité, progrès, 14:6
 - Diversification, 17:59; 20:22-3
 - Efficacité, intrants agricoles, 17:9; 21R:63, 66
 - Offices de commercialisation, 20:22-3
 - Semences, nouvelles variétés, développement, 17:9
- Propriétaires, individuelles, 12:6
- Temps partiel, entreprises agricoles, 11:13; 13:7; 15:9; 21R:65
- Définition, 17:64
- Transfert, 21R:22
- Transformation hors ferme, diversification, 17:59; 21R:22
- Ventes brutes, chiffres, 13:7
- Voir aussi*
 - Financement agricole

Fernet, M. D.A., *Summer/Fall Fisheries Studies on the Souris River Basin in Saskatchewan, pour le Souris Basin Development Authority, Estevan, Sask., EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, Sask., février 1988, 34:6, 22-3*

Fertilisants

- Voir*
- Engrais et amendements

Financement agricole

- Actions, financement, 8:23-4, 27; 9:17-9, 24, 28-9; 11:10; 12:15-7; 13:11, 24-5; 21R:9
- Actif, valeur, 7:6-8, 18, 22; 9:29; 11:7, 10; 14:8, 10, 16; 21R:2, 8
- Changements, historique, 21R:11, 14-7
- Déclin, 21R:22
- Figures, tableaux
 - Dette et capital, valeur nominale et valeur réelle, Canada, 21R:18

Federation of Alberta Naturalists

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, Stop Construction of the Rafferty-Alameda Project, support, reference, **35:11**

Fernet, D.A., *Summer/Fall Fisheries Studies on the Souris River Basin in Saskatchewan*, for the Souris Basin Development Authority, Estevan, Sask., EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, Sask., dated February 1988, **34:6**, 22-3

Ferns, **33:60**

Fertilizer Act

Provisions, inoculants, registration, **2:28**

Fertilizers and manures

Maple trees, decline, solution, **33:59**, 61, 67

Costs, **33:62**, 63, 64

Effects, **33:63-4**, 70

See also

Maple syrup

Marketing, acid antidote, trade mark

Canagro, **33:63**

Capollas, **33:63**

Maplegro, **33:63**

0-10-30, **33:63**

Pulses, **2:10**

See also

Pulses

See also

Chemicals, agricultural

Finance, Trade and Economic Affairs, Standing House of Commons Committee

Farm income tax change, proposals, concerns, **18:11**

Proposal, two-tiered system dealing with write off losses, **18:12**

Recommendation, pure committees, **18:12**

Finance, Trade and Economic Affairs, Standing House of Commons Committee, 1st Session, 31st Parliament

Appearance from the Canadian Cattlemen's Association, government monetary and fiscal policies, recommendations, **15:7-8**

Finance Department

Agriculture, disasters, cattle, effects, taxable income, **26:11-2**

Canadian Wheat Board

Borrowing, investments, power extension, **32:9-10**

Deficit, pooling system, concern, **32:11**

Study of the Government of Canada's Loan Guarantee and Direct Lending Programs, Myles B. Foster, reference, **14:11**

Tax Issues in Agriculture: A Discussion Paper, **17:13**

White paper, Minister of Finance, **14:23**

Financial Institutions

Agricultural Lenders in Canada, figures, **21R:6**

Banking operations, cost, **14:22**

Credit

Availability, **19:31**; **21R:67-8**

Long-term, **21R:4-5**

Responsibility, **12:9-11**; **14:21**; **17:20-1**

Chartered Banks, **21R:5**, 22; **29:26**

Figures, drop, **14:5**

Programs, **14:6**

Credit unions, **29:26-8**

Funds, **20:13-4**

Financement agricole—Suite

Actions, financement—*Suite*

Actif, valeur—*Suite*

Figures, tableaux—*Suite*

Profil financier des agriculteurs canadiens, chiffres, **21R:21**

Revenu agricole net ajusté en fonction de la plus-value provenant des terres et des bâtiments, Canada, **21R:16**

Taux d'intérêt et valeur des actifs agricoles, **21R:30**

Total de l'avoir agricole et de la dette agricole, **21R:23**

Variations en pourcentage de la valeur des terres agricoles, Canada, **21R:15**

Perte, **9:22**; **11:8**, 27-8; **12:5-6**; **13:8**; **20:15**

Conséquences, vente, liquidation, **7:13**, 18, 22-3; **9:16**, 19

Agriculteurs, bénéfices non répartis, **8:10**

Augmentation, **6:14-5**; **7:17-8**, 22-3

Capital

Accès, difficile, **17:12**

Gains, pertes, **11:7-8**, 13

Valeur, **21R:11**, 14-7

Définition, **8:5**

Évaluation, comparaison, **8:28**

Fonds de retraite, **12:5**, 16; **18:10**

Gouvernement, encouragement, **14:16**

Niveau, **7:11-2**

Obligations agricoles, **17:24**

Propositions, **14:7-11**; **15:24-5**; **16:13-4**; **17:11-3**, 80-1, 83-5; **18:10-1**; **19:10**, 13, 28-9, 32, 39; **21R:67-71**

Actions, **19:26-7**, 33

Agriculteur

Jeune, **19:31-2**; **21R:69**

Vieux, **21R:69**

Favorable, chiffre, **19:35-6**

Information, **17:37**; **21R:69**

Inquiétude, **16:8**, 10, 19; **19:33-4**

Recherche, **17:67-8**

Recommandations du Comité, **21R:xix,71**

Stabilité, **19:36**

Terres, location, **18:18**; **19:30**, 32-3; **21R:68-9**

Propriétaires absents, **8:10**

Ratio, **8:21-2**; **21R:8**, 19, 22, 69

Sources, **8:10**

Taux, **8:22**

Voir aussi

Société du crédit agricole — Actions, financement

Compétition, **7:22**; **17:86**

Consommateurs, sensibilisation, éducation, crises agricoles,

Canadiens, campagne de publicité, **16:23-4**; **17:29-30**; **18:22**

Manitoba, **21R:9**

Québec, **17:88**

Contingents, **7:10**; **11:23**, 27; **13:17**; **18:24**, 26

Coûts, **6:8**; **13:6**; **15:6**

Augmentation, **17:62**; **21R:3**, 5

Fertilisants, **11:28**; **21R:3**

Pétrole, carburants, **21R:3**

Réduction, stratégies, **6:12**, 22

Crédit, **21R:67-79**

Associations, proposition, **13:25**, 27; **19:11-3**; **21R:65**

Demande, moyen d'estimer, **8:24**

Disponibilité, court, moyen, long terme, **21R:4**, 58-9, 66, 71-2

Historique, **8:21**; **17:77**; **21R:4-8**

Marché secondaire des hypothèques agricoles, prêts agricoles

garantis, cautionnement de fonds, **14:18-9**; **19:12-3**; **21R:76-8**

Recommandations du Comité, **21R:xx,78**

Octroi, **13:12**

Politiques, **12:13**; **17:84**, 89-90

Programmes fédéraux, **21R:53-60**

Financial Institutions—Cont'd**Credit—Cont'd**

- Insurance companies, **29:28**
- Loan companies, **29:28**
- Other, **29:26**
- Private-sector, **14:5; 20:14**
 - Farmers opinion, **12:20; 13:10**
 - Public sector, **14:5**
 - Trust companies, **29:26, 28**
- Diversification, **7:23**
- Equity financing, proposals, **13:11**
- Farm
 - Debt, **6:16-7; 13:23**
 - Economy, collapse, **13:8**
 - Restructure, **8:17-8**
 - Financing, **9:23**
 - Aid, loan guarantee, **14:7**
 - Improvement loans, government guarantee, discontinued, **8:18**
 - Loans, securities, difficulties, **19:13**
 - Subsidization, role, **14:7**
 - Farm Debt Review Boards, mediators role, **20:14-5, 17**
 - Farmers exit, farming, **20:17**
 - Government program support
 - Family income, **8:20**
 - Payments, percentage, **11:21-2**
 - Inflation rates, **13:14**
 - Information, **11:18-9**
 - Interest rates, over-charges, floating, **13:10, 14**
 - Land
 - Leasing, **20:17**
 - Values, gamble, **12:10**
 - Loans
 - Integrated package, **18:13-4**
 - Long-term, phase-out proposal, **13:13**
 - Losses, **13:23; 14:5; 21R:68**
 - Write-down, **16:20; 20:11; 21R:69**
 - Write-offs, figures, **14:13**
 - Management services, financial, **14:13; 21R:69-71**
 - Committee recommendations, **21R:xviii, 71**
 - Ownership, farms and land
 - Number, **9:23-4; 13:10-1; 14:17-8; 20:15**
 - Problem, **17:81-2**
 - Return to public lending agencies, proposal, **13:13, 20**
 - Stress, **9:17**
 - See also*
 - Farm finance

Financing the Family Farm to the Year 2000, report of the Standing**Senate Committee on Agriculture and Forestry**

- Appendixes, **21R:75-89**
- Executive summary, **21R:xiii-xv**
- Foreword, **21R:xi-xii**
- List of Recommendations, **21R:xvii-xviii**
- Membership of the Committee, **21R:v**
- Orders of Reference, **21R:vii-viii**
- Report of the Committee, **21R:iii**
- Table of contents, **21R:ix-x**
- Title page, **21R:i**

Finkle, Peter, University of Ottawa

- Reference, **21R:73**

First Ministers, Conference (1986: Vancouver, B.C.)*See*

- Conference of First Ministers (1986: Vancouver, B.C.)

Financement agricole—Suite**Crédit—Suite**

- Stabilité, **19:33, 35-6**
- Sécurité, aucune, **13:6**
- Crise
 - Liquidités immédiates, **19:6**
 - Tendances, actuelles, perspectives souhaitables, **21R:61-6**
- Désastres, naturels, climat, **8:27; 13:6**
- Dette, **6:7, 10, 17, 21; 8:8; 9:12-3, 16-7, 28; 11:23; 13:8, 23-4; 14:6; 15:6; 16:7; 21R:17-22**
- Ajustements, **7:15-6, 23-4; 9:25; 13:24**
 - Agricoles, **6:13-4; 7:15**
 - Processus, **7:22**
 - Prudence, **7:18-9**
 - Propositions législatives rejetées, **13:9**
- Amortissement, radié, opposition, **16:8; 17:55**
- Chiffres, tableaux
 - Dette et capital, valeur nominale, réelle, Canada, **21R:18**
 - Nombre estimatif d'emprunteurs agricoles en difficultés financières par région, Canada, **21R:20**
 - Profil financier des agriculteurs canadiens, **21R:21**
 - Total de l'avoir agricole et de la dette agricole, **21R:23**
- Crises, **13:8-9**
- Financement, **19:31, 36**
- Moratoire, **20:17**
 - Propositions législatives rejetées, **13:9**
- Ratio, historique, **9:15; 7:8, 11; 9:14, 15, 19**
- Réduction, **14:20; 16:20; 17:36, 56; 19:6-7, 10, 13; 21R:74**
- Report ou rééchelonnement, **16:8, 10, 16, 21-2; 19:13-4; 21R:74**
- Restructuration, **16:8, 17, 20; 21R:74**
 - Politique publique, **8:17; 11:17**
 - Propositions législatives rejetées, **13:9**
- Service, **7:11; 8:19; 12:9; 14:6-7; 15:6, 7; 17:55; 21R:74**
 - Chiffres, **6:23-4; 9:12; 18:7**
 - Effets, **11:8; 16:7**
- Diversifications, **6:12, 22; 7:21; 9:24; 11:23, 27; 12:12; 13:27; 21R:64**
- Emploi non agricole, quitter l'agriculture, solution, **7:13, 18; 17:36, 56; 20:17**
- Etudes, **13:13-4**
- Expansion, exploitation agricole
 - Budget, précaution, **7:13**
 - Fiscalité, régime, encouragement, **7:13; 8:22**
- Faisabilité, étude, **7:13, 18**
- Fiscalité, initiative, réforme, **17:55; 18:11-2; 21R:60**
- Gestion, **6:17, 20-2; 21R:63-4**
 - Aptitudes financières, **14:6, 13**
 - Formation, **8:25; 20:6, 26-7**
 - Services, **9:17; 14:13; 16:9; 21R:71-2, 74-6**
 - Recommandations du Comité, **21R:xx, 76**
- Groupe de pression, **18:27-8**
- Historique, **6:6-10; 7:20; 8:7-11, 21-4; 9:16; 19:23; 21R:1-34, 61**
 - Comparaison, Etats-Unis, **21R:28-9, 34**
 - Conseil économique du Canada, tableaux, **17:61-2**
- Hypothèque, définition, **12:16-7; 14:9-10; 19:36-7**
- Impacts sociaux, **13:18; 15:18-22; 17:43-4, 56**
- Industrie, structure, changements, **12:12-3; 13:6, 8; 14:15; 15:6, 9**
- International
 - Dettes, crise, **11:8**
 - Gouvernements concurrentiels, victimes, agriculteurs, **11:28**
 - Marché, **13:21; 21R:1**
 - Concurrentiel, canadiens, **13:23**
 - Guerre de prix, **21R:9**
 - Reprise, **11:8-9**
 - Négociations commerciales, **7:14; 11:29-31**
 - Bilatérales, **11:28; 12:7; 17:8**
 - Impacts, **11:9, 28; 12:7; 13:16-7; 17:94**
 - Multilatérales, **11:8, 28; 12:7**

Fish

- Drought, effects, 27:9
- Mercury, 35:21
- Souris River Basin, Saskatchewan, development, impacts, 34:16-7; 35:23-4

Fish and Wildlife Service, 35:29**Fisheries and Oceans Department**

- External Affairs Department, co-operation, 5:8
- Pesticides regulation process, 33:18
- Pest Management Advisory Board, 33:19

Flaherty, Kevin, *Farm Transfers: generation to generation*, 13:10**Flatten, Glenn, former President, Canagrex Corporation**

- Canagrex Corporation, potential sales, position, 3:11

Food

- Prices, 15:21

Food and Agriculture Organization (FAO)

- Bank data, 4:7

Food and Drug Administration Act

- Provisions
 - Pesticides, history, 33:15
 - Reglone, 2:12
- Regulations, alachlor, 25:27-8

Ford, Terry, Director, International Initiatives, Department of Regional Industrial Expansion

- Bill C-2, subject-matter
 - Discussion, 5:21-5
 - Statement, 5:20-1

Forest Decline Workshop, University of Toronto, (Toronto, Ont), 33:67, 70**Forest industry**

- Acid rain, maple trees, decline, causes, 33:58-61, 65, 66, 69
 - Support, lobbying, 33:72
- Climate, drought, impact, 27:19-20
- Cutting timber, fine, 1:16-7
- Government, federal, economic activities, forest fires, control, research, 1:15-6
- Spruce budworm, disaster, 22:6
- See also*
 - Acid rain
 - Indian Affairs and Northern Development, Department — Forestry, transfer of federal responsibility to territorial government

Foresters

- Herbicides, certification programs, 28:21
- See also*
 - Herbicides

Foster, Myles B., *Study of the Government of Canada's Loan Guarantee and Direct Lending Programs* for Department of Finance, reference, 14:11**Financement agricole—Suite****International—Suite****Négociations commerciales—Suite****Voir aussi**

- Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis
- Politiques agricoles, 11:9; 12:6
- Tiers Monde, demande, 11:8
- Investissements, 9:21, 27; 21R:8
- Actions, ordinaires, privilégiées, 8:10
- Coûts, 9:16
- Obligations, 8:10
 - Agricoles, 17:13-4, 19, 23-5, 37; 21R:65
 - Garanties, 17:24-5
- Taux de rendement, 7:7-8; 8:8-10; 9:27; 11:8
 - Agricole et non agricole, secteurs, comparaison, 7:7
 - Bourse de Toronto, comparaison, 8:9
 - Garantie, 8:13
 - Sources, 11:7
- Marché boursier, effondrement, répercussions, 11:15-6
- Mesure, difficultés, raisons, 6:10, 16, 27; 7:11, 22-3
- Pouvoir d'achat, 7:6
- Pouvoir décisionnel, décentralisation, 19:11
- Produits agricoles, 12:13; 13:13-4
 - Ciblages, 13:25-6
 - Versements, 12:22
- Diversification, 7:21
- Gestion de l'offre, 7:10, 12; 9:29; 13:14; 18:25; 21R:1
 - Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis, 15:16
 - Contrôle, 17:87
 - Programmes, 13:11
 - Système, 7:14-5, 18; 13:17; 30:58
 - Retrait, 13:20
- Grains et oléagineux, 11:8, 12, 17; 15:6; 18:6-7; 21R:1-4
- Artificiellement soutenus par programmes américains, 7:9
- Chiffres, 17:66
- Marchés
 - Canadien, 17:58
 - Crise, 11:7-8, 29
 - Exportation, orientation, système, 16:6
 - International, situation, 11:14; 15:6-7; 17:58; 21R:1
- Perspectives, long terme, 7:9; 21R:63
- Prix, 6:8, 14, 18, 21; 8:6-7; 11:29-33, 37-8; 16:6; 17:43, 61
 - Bas, effets, 7:10; 9:12; 13:16; 15:6; 16:6-7; 21R:22
 - Elevés, effets, 7:14; 30:60
 - Guerre commerciale, 11:36-7; 12:13; 13:19; 16:12; 17:7, 58; 21R:9, 22, 43-45; 30:57
- Voir aussi*
 - Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis
 - Historique, 8:7; 18:12
 - Système de double prix, 13:17-8; 17:22-3
 - Production, Ouest, alternative, 7:20-1
 - Surplus, 11:37-8; 13:20; 20:20
- Voir aussi*
 - Grains
- Marchés, 8:10; 11:16
 - Accès américain, 13:16-7
 - Ajustements, 14:6
 - Historique, 21R:1-4
 - Offices de commercialisation, 21R:1
 - Structures, 21R:1
- Porc, industrie, 21R:2
 - Voir aussi*
 - Porc
- Prix
 - Baisse, 9:15, 24, 28-9; 12:9; 13:6

- France**
 Agriculture
 Land conservation, regulations, **13:15**
 Pension plan, farmers, **8:27-8**
 Wheat, yield, **7:21**
- Free Trade Agreement, Canada-United States**
See
 Canada-United States Free Trade Agreement
- Freedom of Information Act**
 Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, request concerning the first and final draft of the environmental impact statement, **35:40**
 Provision, pesticides, **33:48**
- Frith, Hon. Royce, Senator (Lanark)**
 Organization meeting, **1:4, 8,9-10**
- Fuller, George, Registration Director, Monsanto Agricultural Products**
 Alachlor, pest control
 Discussion, **23:18-29**
 Statement, **23:7-10**
 Testimony, references, **25:6; 28:9**
- Fulton, Craig, Acting Director, Program Coordination, Priorities and Strategies Directorate, Grains and Oilseeds Branch, Department of Agriculture**
 Bill C-132
 Discussion, **29:90-98; 31:26**
 Statement, **29:89-90**
- Fulton, W.G., Chief Agricultural Officer, Agriculture Division, Canadian Imperial Bank of Commerce, Canadian Bankers' Association**
 Farm finance, examination, discussion, **14:13-5, 20-1, 23**
- Furtan, W. Hartley, University of Saskatchewan, reference, 21R:73**
- GATT**
See
 General Agreement on Tariffs and Trade
- GLP**
See under
 Health and Welfare Department — Pesticides — Health Protection Branch — Cancer
- GNWT**
See
 Northwest Territories
- GTA**
See
 Grain Transportation Agency
- Gardiner, Rt. Hon. James Garfield, former Minister of Agriculture**
 International Wheat Agreement, **17:32**
- Gardiner Dam, Saskatchewan**
 Position, **35:14**
- Financement agricole—Suite**
 Produits agricoles—*Suite*
 Prix—*Suite*
 Elevé, **9:25; 21R:2**
 Fluctuations, **15:6**
 Normal, effets, **15:7**
 Production, discipline, accroissements, effets, **13:6; 15:8-9; 17:90; 20:20, 23**
 Profit ou déficit, certain produits agricoles, **9:26**
 Revenus, **11:8**
 Tarifs, **18:23-4**
 Viande rouge, **21R:1-2**
Voir aussi
 Boeuf
- Programmes fédéraux de soutien, **6:18; 7:16; 9:24-5; 11:10-3, 37; 12:12-3; 13:26; 16:6, 9; 17:8, 49-51, 68, 86-7, 89-92; 18:8; 19:5-6, 23-5; 21R:35-60**
 Agricoles nationaux, **13:26**
 Ajustements, **17:9**
 Assurance, **6:19-20, 23; 13:7; 21R:39**
 Banques à charte, crédit, baisse, **14:5**
 Dette, ajustement, **7:23-4**
 Développement, fédéral, provincial, **20:6**
 Effets, **11:7-8; 15:8; 21R:10, 22**
 Essence, taxe, remboursement, extension, **19:24; 20:5**
 Exportations, subventions, **7:17; 11:33**
 Garder agriculteurs, terre, **13:19; 30:54, 59**
 Historique, **17:77; 30:58-9**
 Hypothèques, **19:6**
 Importance, **6:12**
 Inadéquats, **15:6**
 Marché neutre, **17:17, 26**
 Paiements, **11:26; 13:7; 17:62; 19:14-7**
 Chiffres, Canada, Etats-Unis, comparaison
 Paiements directs: en pourcentage des dépenses fédérales, **21R:31**
 Revenu agricole net et paiements directs, **21R:32**
- Méthode
 Ciblage, **17:11, 15, 26; 19:15-6, 21-2, 28-9; 20:21-2**
 Directe, **17:62-4**
 Agriculteurs, nombre, **17:63**
 Effets, **21R:10**
 Superficies ensemencées, **17:17**
 Universalité, **19:16-7, 25, 28-9; 20:19-22**
 Paiements totaux et remises, à l'exclusion des cotisations des producteurs, Canada 1971-86, annexe A, **21R:81**
 Pourcentage aux
 Agriculteurs, **11:11, 19-20**
 Institutions prêteuses, **11:19-22**
Voir aussi
 Institutions financières
- Période de temps, **9:26-7**
 Prêts, garantis, propositions, **14:12, 17, 18-20**
 Prix de soutien d'urgence, proposition, **17:39, 44-5**
 Produits agricoles, **7:23-4**
 Découplage et suppression, **11:20-1; 16:13; 17:40-1, 75-6; 18:12; 19:5, 16-7, 21; 21R:78-9; 30:55**
 Recommandations du Comité, **21R:xx,79**
 Grains, **17:90-2**
 Grains de provende, **13:26; 17:39-40, 54; 20:20, 22**
 Laitiers, **17:90-1**
 Marchés, **7:19-20; 13:8**
 Prêts basés sur le prix, **18:9-10; 20:6, 10, 12, 17**
Voir aussi
 Société du crédit agricole — Programmes — Prêts basés sur les prix des produits agricoles

Garrison Dam, North Dakota
Water transfer, 34:20; 35:22

Garrison Diversion Unit

See
Garrison Dam, North Dakota

General Agreement on Tariffs and Trade (GATT)

Agriculture industry, situation, 11:17
Decoupling, negotiations, 18:12; 21R:73
Export market development, 4:7-8
External Affairs Department, relations, 5:6-7
Grain, pro-benefit payment, wheat, 13:18
Multilateral trade negotiations, 11:19
Position
Prairie Pools Inc, 16:10, 25-6
United Grain Growers' Association, 17:8
Restrictions, 5:24
Rules, 11:31; 18:24-5
Article 11, supply management, 18:25
Subsidization, elimination, 18:23; 30:54

George, Roger, First Vice-President, Ontario Federation of Agriculture

Farm finance, examination
Discussion, 17:41-2, 44-9, 51, 53-4
Statement, 17:37-40

Germany

Agriculture
Acid rain, research, 33:73
Land conservation, regulations, 13:15
Pension plan, farmers, 8:27-8

Gilson, J.C., *Western Grain Transportation: Report on Consultations and Recommendations*, Department of Transport, (Gilson Task Force), 17:10

Gilson Task Force

See
Western Grain Transportation: Report on Consultations and Recommendations

Globe and Mail

Bishops call farm policies destructive, November 16, 1987, conference, Roman Catholic Bishops, Muenster, Saskatchewan, references, 13:18-9; 16:20; 18:27
Canada-U.S. Free Trade Agreement, 18:23
Canadian public, farm finance crisis, 18:22
Special Canadian Grains Program, 20:19

Government

Agriculture
Acid rain, maple syrup, decline, support, immediate, 33:65-7, 70-2
See also
Acid rain
Maple syrup
Canada-U.S. Free Trade Agreement, future, 13:10
Propaganda, 13:16
Commitment, history, 17:25-7
Decision-making process, decentralization, 19:11
Elevator system cars, ownership, 29:44
Insurance programs, contributions, 6:20

Financement agricole—Suite

Programmes fédéraux de soutien—Suite

Produits agricoles—Suite

Prix, 11:29-30

Effets, 15:8

Système, 11:37-8

Questions sérieuses, aide, 7:20; 8:24

Recommandations du Comité, 21R:xvii,42, 53

Régime de propriété agricole enregistrée, 18:10

Retrait, 14:16

Revenu, 17:87, 90, 93-4; 20:5

Agricole net, 17:19; 30:57

Garanti, 8:18-20; 11:19, 33-4; 17:40-1; 30:53-5

Voir aussi plus bas

Revenu agricole net

Rôle, 7:17; 14:6; 17:78-9, 83

Solution de rechange, 7:23-4; 9:18; 16:9

Stabilisation, 13:26; 17:53-5; 21R:36; 30:55-8, 60

Voir aussi

Transport, ministère — Grain de l'Ouest, Programme de stabilisation concernant

Plans nationaux tripartites de stabilisation

Taux d'intérêt, réduction, 7:17-8; 9:18; 14:8, 10-1; 16:9; 19:25; 21R:74

Ontario, 13:26; 17:37

Transition, 17:46-8; 20:5, 7; 21R:49-53

Voir aussi

Réorientation des agriculteurs, Programme canadien

Transport, grains, 21R:37

Provenances, 21R:43

Tarifs de transport, gelés, 19:24

Voir aussi

Agriculture — Programmes

Agriculture, ministère — Programmes

Gouvernement

Programmes provinciaux de crédit agricole

Alberta, 21R:89-90

Atlantique, 18:5

Colombie-Britannique, 21R:91

Ile-du-Prince-Edouard, 21R:83-4

Manitoba, 21R:87-8

Nouveau-Brunswick, 21R:84-5

Nouvelle-Écosse, 21R:84

Ontario, 17:49-50; 21R:86-7

Québec, 17:77-80, 84; 18:5; 21R:85-6

Saskatchewan, 19:24, 32, 34-5, 37-8; 21R:89

Terre-Neuve, 21R:83

Voir aussi

Alberta

Colombie-Britannique

Ile-du-Prince-Edouard

Nouvelle-Écosse

Ontario

Provinces de l'Atlantique

Québec

Saskatchewan

Recommandation, Université de Guelph, 7:11

Exemples, 7:11-2

Revenu agricole net, 7:6-7; 11:29; 12:13; 13:6-7; 14:6; 15:6; 16:7; 21R:8-17, 63-4; 30:52

Aide des membres de la famille, 17:11

Calcul, 6:13

Chiffres, tableaux

Recettes monétaires agricoles, par produits, 21R:13

Recommandations du Comité, 21R:xix,53

Revenu agricole net, dollars courants, constants de 1981, 21R:12

Prairie Grain Advance Payments ActProvisions, **21R**:38-9**Prairie Pools Inc**Advertising campaign, educate urban Canadians, farm crisis, **16**:23-4General Agreement on Tariffs and Trade, involvement, **16**:26International Federation of Agriculture Producers, involvement, **16**:26Members, **17**:5, 8, 10, 15, 23; **29**:49, 70, 74-5Producer cars, users, number, **29**:74

Position

Bill C-92

Canadian Wheat Board

Borrowing, investment, losses, **29**:50, 54-5, 56-8Amendment proposal, **29**:55Foreign currencies, **29**:57-9Guarantees, government, **29**:58Grain, prices, **29**:63, 79Grain elevators system, **30**:15Administration fee, **29**:55-6Cars system, **29**:73-4Ownership, **29**:66

Producer cars

Allocations, **29**:67-8Spotting, **29**:52Speculation, **30**:32-3Cost, savings, **29**:50-3, 68-9, 80Efficiency, inefficiency, **29**:65-9, 78-9; **30**:32Storage, grain price, speculation, **30**:46Increases, effects, **29**:51-3, 71-2, 76-8Payment, final, objections, **29**:68-9Statistics, **29**:51, 53Users, type, **29**:73, 74Train run, allocation, **29**:73Competition, **29**:61-4Delivery, grain, **29**:55, 79Pooling system, costs, changes, **29**:53-4, 80-1Rationalization, efficiency, introduction, **29**:53, 65, 71Closure, effects, **29**:54, 56, 65, 71-2Costs, operation, increases, **29**:63, 69Elevation charges, increases, reductions, **29**:59-61Storage capacity, costs, **29**:50-3, 65, 68, 77; **30**:46Recommendations, **29**:54-5

Farm finance

Debt

Farm Debt Review Boards, **16**:8, 16-8, 24-5Set-asides, agreement, **16**:8, 10, 16, 17, 21-2Write-downs, **16**:8, 17Diversification, economic, **16**:11Equity financing, concern, **16**:8, 10, 13-4, 19Family farm, **16**:24, 26Farmers, **16**:10, 16Financial options, alternatives, **16**:9General Agreement on Tariffs and Trade, **16**:10

Government programs

Decoupling, **16**:13Farm Credit Corporation, **16**:9, 17Special Canadian Grains, **16**:6, 7-9, 11-2, 14-5Support, producers, continuation, **16**:8-9, 11Western Grain Stabilization Act, **16**:6Rural Saskatchewan Stability Program, proposal, **16**:8, 10, 17-8Rural Transition Program, **16**:10Interest rate, **16**:9Management, financial, counselling, **16**:9National Agriculture Strategy, **16**:10-1**Ontario Farm Management, Safety and Repairs Program***Voir*

Fédération de l'agriculture de l'Ontario — Programmes — Provinciaux — Programme Ontarien d'aide à la gestion, à la sécurité et aux réparations dans les exploitations agricoles

Ontario Soybean Growers Marketing Board

Comité de révision de l'alachlore

Participation, **23**:13Rapport, conclusions et recommandations, appui, raisons, **23**:13-5Membres, **23**:12Métolachlore, manque d'information, documentation, **23**:19Pesticides, processus d'homologation, examen, **23**:15Produits antiparasitaires, Loi, changement législatif, implication, **23**:14Recommandation au Comité sénatorial permanent de l'Agriculture et des forêts d'inviter le ministre de l'Agriculture à reconsidérer sa décision, herbicide alachlore, **23**:15Utilisation sécuritaire des pesticides, cours, implication directe, engagement à la sécurité, **23**:14-5, 22**Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)**Affaires extérieures, ministère, relations, **5**:6, 7Centre de données, **4**:7Découplage et suppression, mesures d'aide, étude, **11**:20-1; **21R**:78-9Equivalent producteur-subvention, système, **17**:41Recommandations du Comité, **21R**:xx, 79**Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture**Banque de données, **4**:7**Organisation mondiale de la santé (OMS), 25:6****Organisation panaméricaine de la santé, 25:6****Orge**Acres, **2**:20Intérêt, entreposage, frais, **32**:14, 19*Voir aussi*

Cultures

Élévateurs à grain

Ormrod, M. S. Wayne, directeur général, Direction des pesticides, ministère de l'Agriculture

Alachlore, produit antiparasitaire

Discussion, **25**:5, 18-20Référence, **33**:26**Orsak, M. Paul, vice-président, Western Canada Wheat Growers**

Bill C-92

Discussion, **30**:14-9, 20-2Exposé, **30**:7-8, 11-3**Osler Inc., 29:25****Oswald, M. Ron, président sortant, Canadian Cattlemen's Association**

Financement agricole, étude

Discussion, **15**:11-24Exposé, **15**:5-11Témoignage, référence, **21R**:48**Ottawa, Ontario**Pluies acides, problèmes, **33**:62-3

Prairie Pools Inc.—Cont'dPosition—*Cont'd*Farm finance—*Cont'd*Off-farm employment, **16:10**References, **17:32; 21R:8, 18, 47-8, 60, 66-7**Subsidization, **16:25-6**Trade negotiations, multilateral, bilateral, **16:10, 25-6**Canada-U.S. Free Trade Agreement, neutral position, **17:31**Role, mandate, international negotiations, **16:6, 25-6; 29:50, 70, 74-5****Prairie provinces***See*

Western provinces

Prairie Provinces Water Supply Conditions Report — Updated to May 9, 1988, Prairie Farm Rehabilitation Administration, 26:4, 7-8, 12-3

Prince Edward Island

Land

Agriculture, foreign ownership, restriction laws, **9:22**Conservation, seminars, **13:15**Provincial Farm Credit Programs, description, **21R:77****Program for Export Market Development (PEMD)***See*

Export Market Development Program

Proulx, Jacques, President, Union des producteurs agricoles

Farm finance, examination

Discussion, **17:83-5, 87-94**Statement, **17:76-83**Testimony, reference, **21R:66****Provinces**Canadian agricultural products, co-operation, **3:6**Crown land, **1:22**Farm credit, **18:13-4**Maple syrup industry, decline, support, immediate, **33:65, 67, 70-1**Pesticides, registration, Committee recommendations, **33:11, 28****Prudek, V.C., President (Alberta), Western Canadian Pulses Growers Association**

Pulses

Discussion, **2:16, 18, 21, 23-4, 28, 31-6**Statement, **2:14-5****Pulses**Beans, varieties, **2:6-7, 12, 16, 21, 29, 31, 32**Breeder's rights, program, **2:9-11, 21**Consumption, **2:33**Canada, **2:11, 24, 32-3**Consumer, education, **2:11, 24**United States, **2:32-3**Definition, **2:6, 16**Diseases, **2:12-3, 21**Downgrading, **2:13, 26**Free Trade Agreement between Canada and the United States, effect, **2:16**Generic advertising, federal/provincial assistance, **2:32**Lentils, **2:6-7, 12, 14, 16, 26, 29-30, 31, 33**Indian Head, nitrogen production, summer fallowing, replacement, **2:10**Laird and Eston, European markets, new varieties, **2:9, 20****Ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux, Loi**

Documents

Copie du permis en vertu de la loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux avec coupure—Avant-projet, **35:5, 14**Copie du permis délivré en vertu de la loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux en date du 17 juin 1988, avec une lettre de l'honorable Tom McMillan, ministre de l'Environnement, **34:5, 22-3, 24**Permis, **34:20, 21, 29, 31, 32, 33, 38; 35:44**Condition 8, **35:12**Condition 9, **35:39-40; 35:12, 34-5**Manitoba, **35:26****Owen, M. Tom, ancien sous-ministre de l'Environnement, Manitoba**Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, **34:38; 35:47****Oxyde d'azote, 33:63****Ozone, 27:21; 33:66****PAPC***Voir*

Programme d'assistance publique du Canada

PCRA*Voir*

Programme canadien de réorientation des agriculteurs

PDG*Voir*

Éleveurs à grain — Rôle — Président-directeur général

PDIR*Voir*

Programme de développement industriel et régional

PDME*Voir*

Programme de développement des marchés d'exportation

PPP*Voir*

Affaires extérieures, ministère — Programmes des projets de promotion

PSAFA*Voir*

Société du crédit agricole — Programmes — Programme spécial d'aide financière aux agriculteurs

PSRCO*Voir*

Programme de stabilisation concernant le grain de l'Ouest

Paiement anticipé des récoltes, LoiDisposition, **21R:41****Paiements anticipés pour le grain des Prairies, Loi**Disposition, **21R:41-2**

Pulses—Cont'd**Lentils—Cont'd**

Over-production, effects, feed material, oxydation, **2:26**

Markets, 2:15, 26-7

Boards, organizations, **2:31**

Demand, supply, **2:27**

Domestic, **2:11, 24**

Exports, **2:14, 16-7, 24**

Competition, **2:14, 17**

Sales, **2:20**

Imports, **2:20**

Prices, **2:26**

Sales, major grain companies, **2:30**

Nutrition

High in fibre, low in fat and cholesterol, **2:11**

Human need, **2:15, 33-4**

Peas, 2:6-7, 12, 16, 23-4, 29-30, 31, 33

Healthy snack food, **2:15**

Producers, 2:23

Chemicals, agricultural, costs, safety, usage, **2:19-20, 29**

See also

Chemicals, agricultural

Competition, **2:14**

Production, over-production, 2:27

Research, cutbacks, funding, promotion, **2:10-1, 13, 21-3, 30-1, 33**

Trade war, United States and European Economic Community, **2:10**

Tripartite stabilization program, proposed

Discussion, **2:10, 15**

Model, **2:31**

See also

Crops

Pyke, Brigid, President, Ontario Federation of Agriculture

Farm finance, examination

Discussion, **17:33, 35, 40-53, 55-6**

Statement, **17:34-7**

Testimony, references, **21R:66, 68**

Qu'Appelle River, Saskatchewan

Water, transfer, **34:19, 24; 35:22**

Quebec**Agriculture**

Acid rain, maple syrup industry, **33:65-6, 68, 73**

Decline, causes, **33:58-61**

Capital, **8:27; 17:77-8**

Credit unions, **29:28**

Consumer, education, farm crisis, **17:88**

Dairy, feather, industry, rationalisation, **21R:1**

Drought, forests, climate, impact, **27:19-20**

Herbicides

Corn, **33:12**

Crops yield, advertisement, research, **28:23**

Soybean, **23:13; 33:12**

Land, leasing, **8:6**

Limited partnerships, **17:82**

Net farm income, **17:78**

Pulses

Boards, organizations, **2:31**

Consumption, peas, **2:11**

Situation, **17:79-80, 87**

Spruce budworm

Brochure, **22:8-9**

Control, **22:15-6**

Government, 18:14

Acid rain, trees, survey, support, lobbying, **33:60, 69-70, 71**

Parasites de l'agriculture, Loi (S.R. 1927, c.40, 14-15 George V)

Disposition, **33:40-1**

Parcs nationaux

Grasslands, parc national, projet, **34:30, 31; 35:8, 41**

Responsabilité, **1:27**

Parti Social Démocratique du Canada

Souris, rivière, bassin, Saskatchewan, historique, **34:13**

Paterson, N.M., and sons Limited

Élévateurs, syndicats, frais, position, **32:18, 21**

Pays-Bas

Agriculture, terres, conservation, réglementation, **13:15**

Pearson, M. George, directeur, Service de la politique et de l'analyse de l'Administration du rétablissement agricole des Prairies, ministère de l'Agriculture

Sécheresse dans l'Ouest du Canada, exposé, **26:8-10**

Pêches et Océans, ministère

Affaires extérieures, ministère, coopération, **5:8**

Réglementation des pesticides, **33:43**

Conseil consultatif de la lutte antiparasitaire, **33:45**

Pederson, M. Gil, coordonnateur de la Saskatchewan, Syndicat national des cultivateurs

Bill C-92, discussion, **30:46, 47-9**

Bill C-132, discussion, **30:57, 58, 59**

Pennsylvanie, Etats-Unis

Sirof d'érable, industrie, pression, **33:71**

Perkins, M. Brian, ministère de l'Agriculture

Financement agricole, étude

Discussion, **11:9-10, 11-22**

Exposé, **11:6-9, 10-1**

Perspectives agricoles, Conférence

Voir

Conférence canadienne sur les perspectives agricoles, Ottawa, Ontario, décembre 1987

Pesticides

Avantages, usage, **2:19; 33:37**

Coûts, recherches, raisons, **28:31**

Groupes de pression, contre, **2:19**

Légumineuses

Homologation, **2:12-3, 14, 18, 29-30**

Gouvernement, responsabilité, manque, **2:25**

Recherches, **2:21, 30**

Retards, conséquences, **2:25**

Risques, **2:12-3, 18, 19**

Sécurité, **2:25**

Tests, **2:18, 29**

Prix, comparaison, Etats-Unis, **28:36-8**

Rapports, **28:7-8, 14-5; 33:39**

Réglementation des pesticides, **33:57**

Accès à l'information, problèmes

Etats-Unis, position, **33:48**

Recommandations du Comité, **33:35, 49, 50, 51**

Secret, disponibilités, effets, **33:48-51, 55**

Comparaison, Etats-Unis, **28:28; 33:48, 53, 56**

Quebec—Cont'd**Government—Cont'd**Banks, **14:19**

Farm credit

Act, **17:77**Bill 46, Farm financing, **17:85**Crédit agricole, Office, **17:78, 82, 84, 88**Subsidization, **17:85**Programs, description, **21R:79-80**Farm income stabilization insurance schemes, **17:80**Policies, **17:79-80**Régime d'épargne-action, **17:79**Subsidization, **17:84****Questions and Answers: Rafferty, Alameda and Shand, Souris Basin Development Authority, 34:12****R&D***See*

Research and Development

Rafferty, Saskatchewan*See*

Rafferty—Alameda Project

Rafferty—Alameda Board of InquiryBriefs, **35:5, 13, 21, 26**Notes on the Rafferty/Alameda Environmental Impact Study, presented in Estevan, Sask., on September 19, 1987, by Professor Joseph F. Dolecki, Department of Economics, Brandon, **35:26**Briefs quoted by the witness, **35:5, 13**Hearings, **34:18-9; 35:27, 32**Members, independent or unbiased, qualifications, **35:10***Rafferty—Alameda Board of Inquiry Report*, January 25, 1988, **34:6, 22-3****Rafferty—Alameda Board of Inquiry Report, January 25, 1988, 34:6, 22-3; 35:10****Rafferty—Alameda Project**Announcement, **35:7, 8**Benefits, **34:15-6**Construction, date, delay, funds, decision, **34:15, 29; 35:16, 43**Costs, payments, **35:25**Site, **35:9**Environmental impacts, costs, **34:16; 35:25**Federal Environmental Assessment Review Office, process, **35:32, 33**History, **35:40**Land, sale, negotiation, **34:17**Opposition, **34:18-21; 35:9-10**Studies, **34:11, 22; 35:9-10, 20**Sulphur, emission standards, federal, costs, **35:41**Support, **34:9**

Water

Export, **34:20**Quality, **34:21**Supply, **34:13-4, 37; 35:29***See also*

Souris River Basin, Saskatchewan, development

Pesticides—Suite**Réglementation des pesticides—Suite**Fédérale, provinciale, juridiction, **33:37, 40**Historique, règlements, **33:40-5, 51-2, 55-6**Fardeau de la preuve, **33:52**Homologation spécifique par produit, **2:28-9; 28:27; 33:43-4**Objectifs, **33:40**Plaintes, **23:15, 18, 23; 28:5, 7, 26-7, 35-6**Rapports, amélioration, **28:5, 7-8, 14-5****Processus de révision**Comité, mandat, **33:46, 56**Manque d'expérience, **33:21**Paramètres, prise de décision, **28:11-4, 34**Décisions, recommandations, **33:47-8, 50, 56**Effets, difficultés, **33:46, 55**Recommandations du Comité, **33:36, 57**Risques, avantages, méthode, incertitudes, **28:10, 16, 34-5; 33:51-4**Recommandations du Comité, **33:36, 54**Recommandations du Comité, **33:35, 50**Réévaluation, procédure, **28:19-20; 33:45, 53-4**Recommandations du Comité, **33:36, 57**Retrait, ministère de l'Agriculture, proposition, **28:10**Scientifique, système restrictif, **28:22**Risques, **33:51-2****Usagers**Recommandations du Comité, **33:36, 54-5**Réglementation, **28:20-1**Utilisation sécuritaire, **23:24**Cours d'utilisation des pesticides, programmes d'accréditation, **23:14-5, 22; 28:20-1; 33:54**Formation, programmes, permis, **33:54****Voir aussi**

Agriculture, ministère — Pesticides

Herbicides

Insecticides

Produits chimiques agricoles

Pesticides au Canada: étude de la législation et de la politique, Commission de réforme du droit du Canada, 1987, par M. J.F. Castrilli et M. Toby Vigod, 33:37, 45, 48-9**Pestieau, Mme Caroline, directrice, Conseil économique du Canada**

Financement agricole, étude

Discussion, **17:64, 69, 71-5**Exposé, **17:57-60****Peterson, M. Sherwin, député, secrétaire législatif auprès du ministre, ministère de l'Agriculture de la Saskatchewan**

Financement agricole, étude

Discussion, **19:26-39**Exposé, **19:22-6****Petite entreprise, Obligations pour le développement***Voir*

Obligations pour le développement de la petite entreprise

Petites entreprises, Loi sur les prêts*Voir*

Prêts aux petites entreprises, Loi

Petites entreprises, Obligations*Voir*

Revenu national, ministère — Obligations pour les petites entreprises

Rafferty—Alameda Project—Environmental Impact Statement, Souris Basin Development Authority, August 4, 1987

- Environmental impact statement
 - Bias, 35:21, 47
 - Briefs, opposition, 35:9-10, 21
 - Presented in Estevan, Sask., September 19, 1987, by Professor Joseph F. Dolecki, Department of Economics, Brandon University, 35:26
 - Cost-benefits, analysis, 35:36-9, 44
 - Position, 35:23, 27
 - References, 34:5, 10, 18, 22-3; 35:8, 15, 27-8, 32, 39

Rapeseed

- See*
 - Canola

Ray, Bob, Director, Special Programs, Department of Agriculture

- Farm finance, examination
 - Discussion, 20:10-23, 25-7
 - Statement, 20:5-7

Reagan, Ronald, President, United States

- International free trade, proposal, 13:21

Red River, Manitoba

- Water, transfer, 34:20; 35:22

Red River, Minnesota

- See*
 - Red River, Manitoba

Red River, North Dakota

- See*
 - Red River, Manitoba

Regina Leader Post

- Senate committee hearings, 34:8

Regional Industrial Expansion Department (DRIE)

- Agri-food industry, 5:20-1
 - Laboratories, research institute, federal assistance, 5:23-4
- Business Opportunity Sourcing System, 4:8
- Co-operation, federal departments, 4:10; 5:14, 20
- Co-ordination, provinces, 5:21
- Development Program
 - Export Market, 5:20-1, 22
 - See also*
 - Export Market Development Program
- Industrial Regional, 5:20-1, 22
 - Capital assistance, domestic production, 5:24
- Economic and regional development agreements, 5:20-1, 22
 - See also*
 - Economic Regional Development Agreements
- Mandate, 5:20

Reglone

- See*
 - Herbicides — Reglone

Petten, honorable William J., sénateur (Bonavista)

- Séance d'organisation, 1:8, 10

Phillips, honorable Orville H., sénateur (Prince)

- Financement agricole, étude
 - Agriculture, ministère, Saskatchewan, province, 19:30-2, 38
 - Canadian Cattlemen's Association, 15:17-8
 - Christian Farmers Federation of Ontario, 19:13-4
 - Communauté économique européenne, terres, conservation, politiques, réglementation, 13:15-6
 - Conseil économique du Canada, 17:60-1, 63, 65, 68-9, 72-3
 - Dette, 9:16; 14:12-3, 20
 - Gestion agricole, 14:13
 - Institutions financières, aide aux fermiers, 14:13
 - Motion, 21:4
 - Prêts, gouvernement, garanties, 14:12
 - Procédure, 13:16; 17:60-1
 - Sols dégradés (Nos), Le Canada compromet son avenir*, rapport du Comité sénatorial permanent de l'Agriculture, des pêches et des forêts, référence, 13:15
 - Syndicat national des cultivateurs, sols, dégradation, colloques, 13:15
 - Séance d'organisation, 1:4, 7, 9
 - Sécheresse dans l'Ouest du Canada, 26:17-8

Phillips, M. Terry, directeur général, Analyse des prix de revient et des affaires, Chemins de fer Canadien pacifique

- Bill C-92, discussion, 30:33, 35-6, 37-8, 41

Phosphamidon

- Voir*
 - Insecticides — Phosphamidon

Pike, M. Gary, conseiller du conseil d'administration, Western Canada Wheat Growers

- Bill C-92
 - Discussion, 30:7, 11, 13, 19-20, 22
 - Référence, 30:65

Pioneer Grain Company Limited

- Élévateurs, syndicats, frais, position, 32:18, 21

Plans nationaux tripartites de stabilisation, 21R:36

Plohma, honorable John S., ministre des Richesses naturelles du Manitoba

- Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude
 - Lettre au très honorable Charles Joseph Clark, Secrétaire d'Etat pour les Affaires extérieures, datée le 21 décembre 1987, concernant Rafferty-Alameda, projet, 35:30
- Manitoba, inquiétudes, 35:31
- Mémoire à l'honorable Gerard Lecuyer, ministre de l'Environnement et de l'hygiène et de la sécurité professionnelle du Manitoba, daté du 5 octobre 1987, avec pièces jointes, 35:26
- Rafferty—Alameda Board of Inquiry, mémoires, 35:26

Pluies acides

- Sirop d'érable, industrie
 - Anti-acides, engrais, solution temporaire, 33:63, 64
- Effets, 33:58-61, 65, 66, 68, 69, 73
- Opinion publique, message, 33:65-7, 69, 70-1
- Sources, 33:63, 71
- Sulphure, émissions, normes fédérales, concernant Shand-Rafferty-Alameda, projet, 35:41

Regulatory Process, sixth report, tabled May 10, 1988, Standing House of Commons Committee on Agriculture, Issue 51, 33:14, 26

Renwick, Ron, Chairman, Souris River Water Commission, Manitoba; Reeve of the Rural Municipality, Arthur, Manitoba, reference, 34:18

Report, Saskatchewan-Nelson Basin Board, 1967, 34:11, 25

Report of the Alachlor Review Board submitted to the Honorable John Wise, Minister of Agriculture, references, 23:8, 9; 25:7, 8, 9, 10, 24, 25; 33:13, 24-5, 25-6, 27

Report on the Souris River Investigation: Ottawa-Washington, 1940, International Joint Commission, 34:9, 11, 25

Reports to Senate

Bill C-2, subject-matter

Fourth Report, without amendment, but with observations, 9:4, 6-7, 8

Third Report, without amendment, 6:4; 9:6

Bill C-2, without amendment, but with observations, 10:4, 5, 8

Bill C-43, subject-matter, without amendment, but with observations, 2:4, 5, 7

Bill C-67, without amendment, 24:4, 5, 14

Bill C-92, without amendment, but with comments, 32:4-5, 6-7

Bill C-112, without amendment, 31:4, 5

Bill C-132, without amendment, 31:4, 5

Canadian Regulatory Process For Pesticides, alachlor report, 33:4, 6-30

Financing the Family Farm to the Year 2000, farm finance, examination, 21:8; 21:Ri-xviii, 1-89

Research and Development (R&D)

Agriculture, commodities, 7:21

Retirement age

Employees, commissioners, human rights legislation, 29:84-5

Revenue Department

See

National Revenue Department

Review of Effects in Canada of Improvements Proposed for Flood Control in the United States, International Souris-Red Rivers Engineering Board, report no. 3, July 1984, 34:25

Rice, Bruce, Manager, Prairie Region Research Services, Canadian National Railways

Bill C-92, discussion, 30:43

Riel, Hon. Maurice, Senator (Shawinigan)

Drought in western Canada, 27:22

Farm finance, examination, 8:26-8; 17:83-7, 93-4

Risk Management Process, William Leiss, 28:11

Ritter, Leonard, Chief, pesticides Division, Health Protection Branch, Department of National Health and Welfare

Alachlor, pest control, discussion, 25:21-7

Roblin, Hon. Duff, Senator (Red River)

Bill C-92, 32:20

Pluies acides—Suite

Voir aussi

Engrais et amendements

Environnement

Sirop d'érable

Pois

Voir

Légumineuses — Pois

Poisson

Mercurie, 35:21

Sécheresse, effets, 27:9

Souris, rivière, bassin, Saskatchewan, développement, impacts, 34:16-7; 35:23-4

Pollution

Voir

Environnement

Pollution des eaux

Herbicides, résidus, répercussion, aucune, 2:13, 30

Alachlore et métolachlore, 23:28-9

Pluies acides, pluies, effets, 33:58, 66

Voir aussi

Herbicides

Pluies acides

Poplar, rivière, Saskatchewan

Energie, source, 34:28

Porc

Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis

Accès marché américain, 13:16

Industrie, 15:15

Industrie, historique, 21R:2

Investissements, 13:27

Voir aussi

Bétail

Position du CCMRE sur l'enregistrement et l'utilisation des pesticides: position adoptée par le Conseil lors de sa réunion annuelle du 29 septembre, 1982, Conseil canadien des ministres des ressources et de l'environnement, 33:37

Post

Voir

Herbicides — Post

Post Irrigation Study, rapport préparé pour le Saskatchewan Water Corporation, par M. Jack C. Stabler, janvier 1987, 35:44

Potasse

Transport, 30:40

Poulet

Voir

Volaille

Prairie Drought Monitoring Network, 26:4

Prairie Pools Inc

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, intervenant, 16:26

Roblin, Hon. Duff, Senator (Red River)—Cont'd

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, **34:31-4**

Robson, Barbara, Winnipeg Free Press

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, Manitoba officials, September 11, 1988, **35:46**

Roman Catholic Bishops

Globe and Mail, Bishops call farm policies destructive, November 16, 1987, conference, Roman Catholic Bishops, Muenster, Saskatchewan, reference, **13:18-9; 16:20; 18:27**

Rossiter, Hon. Eileen, Senator (Prince Edward Island)

Bill C-2, subject-matter, **9:4, 8**
Farm finance, examination, **9:9; 17:72**

Rovers, Arnold, Nova Scotia Farm Loan Board, reference, 21R:16**Royal Bank of Canada**

Farmland, **9:24**
McRorie, Doug, Vice-President, Agriculture Services, federal government guaranteeing loans, opinion, **14:17**

Royal Commission on the Economic Union and Development Prospects for Canada (Macdonald Commission)

Farmers, integration, pension, retirement plans, **8:25-6**

Rural Saskatchewan Stability Program

See
Saskatchewan — Government — Provincial — Rural Saskatchewan Stability Program

Rural Transition Program, Canadian

See
Agriculture Department — Programs — Canadian Rural Transition Program

SBA

See
United States — Government — Farmers Home Administration — Small Business Administration

SBB

See
National Revenue Department — Small Business Bond

SBLA

See
Small Businesses Loans Act

SCRAP

See
Stop Construction of the Rafferty-Alameda Project

SFFAP

See
Farm Credit Corporation — Special Farm Financial Assistance Program

Prairie Pools Inc—Suite

Campagne de publicité, éducation, citoyens canadiens, crise agricole, **16:23-4**

Fédération internationale des producteurs agricoles, intervenant, **16:26**

Membres, **17:5, 8, 10, 15, 23; 29:49, 70, 74-5**

Céréaliculteurs, wagons, usagés, nombre, **29:74**

Position**Bill C-92****Commission canadienne du blé**

Emprunts, investissements, pertes, **29:50, 54-5, 56-8**

Amendement, proposition, **29:55**

Devises étrangères, **29:57-9**

Garantie, gouvernement, **29:58**

Grains, prix, **29:63, 79**

Élévateurs à grain, système, **30:15**

Administration, frais, **29:55-6**

Compétition, **29:61-4**

Entreposage, capacité, coûts, **29:50-3, 65, 68, 77; 30:46**

Livraison, grains, **29:55, 79**

Mise en commun, système, frais, changement, **29:53-4, 80-1**

Rationalisation, efficacité, introduction, **29:53, 65, 71**

Coûts, exploitation, augmentation, **29:63, 69**

Élévation, frais, augmentations, réductions, **29:59-61**

Fermeture, effets, **29:54, 56, 65, 71-2**

Wagons, système, **29:73-4**

Chemins de fer, wagons, affectations, **29:73**

Propriétaires, **29:66**

Wagons, système, **29:73-4**

Chemins de fer, wagons, affectations, **29:73**

Propriétaires, **29:66**

Wagons producteurs

Affectations, **29:67-8**

Immobilisation, **29:52**

Spéculation, **30:32-3**

Augmentation, effets, **29:51-3, 71-2, 76-8**

Coûts, épargnes, **29:50-3, 68-9, 80**

Efficacité, inefficacité, **29:65-9, 78-9; 30:32**

Entreposage, grain, prix, spéculation, **30:46**

Paielements, finals, objections, **29:68-9**

Statistiques, **29:51, 53**

Usagés, type, **29:73, 74**

Recommandations, **29:54-5**

Financement agricole

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, **16:10**

Actions, financement, inquiétude, **16:8, 10, 13-4, 19**

Agriculteurs, **16:10, 16**

Dettes

Amortissement, **16:8, 17**

Examen de l'endettement agricole, Bureaux, **16:8, 16-8, 24-5**

Report, accord, **16:8, 10, 16, 17, 21-2**

Diversification économique, **16:11**

Emploi non-agricole, **16:10**

Ferme familiale, **16:24, 26**

Financement, options, solutions, **16:9**

Gestion, financement, services conseils, **16:9**

Gouvernement, programmes

Aide, producteurs, continuation, **16:8-9, 11**

Découplage, **16:13**

Grain de l'Ouest, Loi de stabilisation concernant, **16:6**

Grains, Programme spécial canadien, **16:6, 7-9, 11-2, 14-5**

Réorientation des agriculteurs, Programme canadien, **16:10**

Rural Saskatchewan Stability Program, proposition, **16:8, 10, 17-8**

Société du crédit agricole, **16:9, 17**

Négociations commerciales, multilatérales, bilatérales, **16:10, 25-6**

Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, position neutre, **17:31**

Références, **17:32; 21R:9, 19, 51-2, 65, 70, 72**

- Sahl, Avery, Chairman, Advisory Committee to the Canadian Wheat Board**
 Bill C-92
 Discussion, 30:65, 66, 70-4, 75
 Statement, 30:61-3
 Biographical note, 30:65
- St. Albans, Vermont**
 Acid rain, maple syrup industry, problem, 33:73
- St-Louis, Robert, Professor, Department of Rural Economics, Laval University**
 Biographical note, 8:20
 Farm finance, examination
 Discussion, 8:26-8
 Statement, 8:20-6
 Testimony, reference, 21R:7
- Salter, Liora, *Consultation in the Assessment and Registration of Pesticides, 1984*, William Leiss, 28:5, 11, 15; 33:12, 18, 23**
- Salter report**
See
Consultation in the Assessment and Registration of Pesticides
- Saskatchewan**
 Agriculture
 Debt, 19:23, 27-8
 Drought
 Climatological records, 27:15-6
 Forests, climate, impact, 27:19-20
 Water supply conditions, 26:8-9; 27:6-9
 Underground water, 27:22
 Farms
 Acreages, 21R:57-8
 Census, 12:5
 Number
 Difficulty, 11:14; 21R:18
 Foreclosures, 19:23
 Financial situation, impact, 19:22-5
 Grain
 Elevators
 Cars, ownership, return, 29:44-5
 Closure, effects, depopulation, 29:75-6
 Elevation charges, increases, reductions, 29:59-61, 62
 Numbers, 17:30
 Quota, 30:67
 Income, 19:23
 Off-the-farm, 12:17-8
 Land, foreign ownership, restriction laws, 9:22
 Loans, 9:30
 Pulses
 Boards, organizations, 2:30-1
 Crops, 2:7, 12, 17, 23, 34
 Domestic consumption, 2:32
 Producers, diversification, penalty, risk, 2:34
 Western Canadian Pulses Growers Association, members, 2:28
See also
 Saskatchewan Pulse Crop Development Board
 Energy, sources, 34:27-8; 35:44
- Prairie Pools Inc.—*Suite***
 Position—*Suite*
 Financement agricole—*Suite*
 Stratégie agricole nationale, 16:10-1
 Subventions, 16:25-6
 Taux d'intérêt, 16:9
 Rôle, mandat, négociations internationales, 16:6, 25-6 29:50, 70, 74-5
- Prairies, provinces**
Voir
 Provinces de l'Ouest
- Premiers ministres, Conférences, (1986: Vancouver, C.B.)**
Voir
 Conférences des premiers ministres (1986: Vancouver, C.B.)
- Prêts aux petites entreprises, Loi**
 Amortissements moyens, chiffres, 14:11
 Gouvernement, prêts garantis, 14:20
- Prêts destinés aux améliorations agricoles, Loi**
 Amortissement radié, moyenne, chiffres, 14:11, 13
 Dispositions, 8:18; 14:12
 Expiration, 21R:58
- Prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative, Loi**
 Disposition, 21R:58-9
- Prix agricoles, Loi sur la stabilisation**
 Dispositions, 17:38, 53; 21R:35-7, 40; 30:53
 Modification, proposition, 17:39
 Paiements, 11:21; 17:51
- Prix agricoles, Programme de stabilisation**
Voir
 Agriculture, ministère — Programmes — Office de stabilisation des prix agricoles
- Procédure de réglementation, sixième rapport, déposé le 10 mai 1988, Comité permanent de l'Agriculture de la Chambre des communes, Fascicule 51, 33:39, 52**
- Produits agricoles, Loi sur l'Office**
Voir
 Office des produits agricoles, Loi
- Produits agricoles, Programme de développement des exportations**
Voir sous
 Agriculture, ministère — Marchés d'exportation, développement, division — Programmes
- Produits antiparasitaires, Loi**
 Discussion
 Art. 3, 33:53
 Art. 3(1) — Fabrication, etc., dans des conditions dangereuses, 33:42
 Dispositions, 23:6; 28:6-7, 21-3, 26-8; 33:37, 41-3, 46, 53, 55
 Alachlore, 33:38
 Appel, mécanisme, 33:56
 Changement législatif, amélioration, discussion, 23:14; 28:27, 30-1, 35-6
 Recommandations, propositions, 33:48, 52, 56
 Promulgation, 28:6

Saskatchewan—Cont'd

Government

Federal

Canadian Rural Transition Program, **11:18***See also*

Agriculture Department — Programs — Canadian Rural Transition Program

Farm Debt Review Boards, **19:29**Special Canadian Grains Program, **30:57**Support, **19:24-5**Hog Marketing Board, **2:30**Municipalities, drought, effects, **27:9**Natural Products Marketing Act, **2:30**Natural Products Marketing Council, **2:30**

Provincial

Agriculture Department, farm finance, position

Alternatives, **19:33-4**Brief, reference, **21R:9**Credit stability, **19:33, 35-6**Critical Wildlife Habitat Protection Act, **35:8**Debt financing, **19:31, 36**Equity financing, proposals, **14:7, 10; 17:12; 19:26-39**Farm Credit Corporation, **19:33**Favourable, **19:35**Land transfers, **19:32**Leasing, **19:30, 33-4**Young farmer, **19:30-1**Farmers, **19:36**Credit, **19:31**Education, commitment, College of Agriculture, **19:25**Management, **19:24**Stress, **19:37-8**Young, **19:23, 32**Farms, large corporation, **19:37**Financial institutions, **19:23, 25, 31**Guarantees, loans, **19:24, 32**Land bank, **19:30**Mortgage, **19:36**Programs, **19:28-9, 37**Counselling and Assistance for Farmers, **19:24, 29, 32, 37-8**Farm Land Security Board, **19:24, 29**Farming to Win, **19:38**Venture capital, **19:34-5**Environment Department, document, tabled, **34:10**Environmental Assessment Act, *Minister Approval under The Environmental Assessment Act*, dated February 15, 1988, document, **34:6, 22-3**Finance Ministry, Canada-U.S. Free Trade Agreement, two-price system, wheat, **13:17***Hansard*, extract of the Saskatchewan Legislature, **35:4**Health Department, stress, **19:38**Lands Department, **8:20**Programs, Farm Credit, description, **21R:83-4***See also above*

Government — Provincial — Department of Agriculture, farm finance, position — Programs

Rural Development Ministry, farmers, financial difficulty, figures, **6:16**Rural Saskatchewan Stability Program, proposal, **16:8, 10, 17-8**Tripartite stabilization, **17:37**

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination

Assessment and review process, **35:33**Commitments, wildlife, fisheries, archeology, oil field, agriculture, **34:16-7**Cost-benefits, analysis, **35:36-9****Produits antiparasitaires, Loi—Suite**Recommandations du Comité, **33:35-6, 54, 57**Règlements, **28:6; 33:41-3, 46, 54, 55**Art. 23, **28:23, 26-7; 33:38**Art. 25(3), **33:46, 47**Recommandations du Comité, **33:35-6, 50, 54**Réglementation des pesticides, **33:39, 51-2****Produits chimiques agricoles**Coûts, **2:12, 19-20**Étiquette, renseignements, **2:12**Fertilisants, **2:10**Industries, revenus, **22:13-4**Sécurité, **2:12, 13, 18, 19-20**Utilisation sécuritaire des pesticides, cours, **23:14**Technologie, avances, **2:25***Voir aussi*

Herbicides

Insecticides

Pesticides

Produits de ferme, Loi sur les offices de commercialisation*Voir*

Offices de commercialisation des produits de ferme, Loi

Produits laitiers*Voir*

Lait

Programme canadien de réorientation des agriculteurs (PCRA)*Voir*

Agriculture, ministère — Programmes — Réorientation des agriculteurs, Programme canadien

Programme d'aide au transport des céréales fourragères*Voir*

Office des provendes du Canada

Programme d'assistance publique du Canada (PAPC)*Voir*

Régime d'assistance publique du Canada

Programme d'assurance-crédit agricole*Voir*

Société pour l'expansion des exportations — Assurance-crédit agricole, Programme

Programme de développement des exportations des produits agricoles*Voir sous*

Agriculture, ministère — Marchés d'exportation, développement, division — Programmes

Programme de développement des marchés d'exportation (PDME)*Voir*

Marchés d'exportation, Programme de développement

Voir aussi

Affaires extérieures, ministère — Marchés d'exportation, Programme de développement

Expansion industrielle régionale, ministère — Programme de développement — Marchés d'exportation

Saskatchewan—Cont'd

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government—*Cont'd*

Extract of the *Hansard* of the Saskatchewan Legislature, **35:4**, 8, 13

Funding, money, responsibility, **35:33**

Impacts, **35:7-8**

Letter from

Ed Begin, Executive Director, Saskatchewan Wildlife Federation, dated January 21, 1988, to the Hon. Grant Devine, Premier of Saskatchewan, **35:5**, 13

R.A. Halliday, Director, Inland Waters and Lands, Western and Northern Region, Department of Environment, dated July 6, 1987, to R.E.W. Walker, Director, Coordination Assessment Branch, Saskatchewan Environment and Public Safety, **35:4**, 8, 13, 26

William J. Bug, President Elect, North Dakota Chapter of the Wildlife Society, dated January 22, 1988, to the Hon. Grant Devine, Premier of Saskatchewan, **35:4**, 13

Letters, **35:20-1**

Letters to the Under-Secretary of State for External Affairs from the Hon. I.C. Nolet, Saskatchewan Minister of Agriculture, dated June 10, 1957, **34:5**, 13, 23

Licence, provincial, issued, **35:10-1**, 33, 43

Meetings, **34:18-9**

Minister Approval under The Environmental Assessment Act, dated February 15, 1988, **34:6**, 22-3

Negotiations, discussions, **34:29**, 34, 39, 46

Rafferty—Alameda Board of Inquiry, **35:26**, 32

See also

Rafferty—Alameda Board of Inquiry
Saskatchewan Environmental Assessment Act, disposition, **35:47**
Studies, **35:20-1**

Municipalities, **34:11**

Water

Quality, **34:26-7**

Rights, **35:29**

Supply, quantity, **34:15-6**, 32

Transfer, position, **35:22**

Province, poor, **34:14**

See also

Western provinces

Saskatchewan, southern

Souris River Basin, Saskatchewan, development

Description, **34:9-10**

Development, support, **34:14**

Energy, source, **34:28**

Saskatchewan Environmental Society, reference, 35:9**Saskatchewan Natural History Society**

President, **35:7**

Saskatchewan North River, Saskatchewan

See

Saskatchewan River, Saskatchewan

Saskatchewan Power Corporation

Drought, effects, **27:8**

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination

Chairman

Former, **34:27**

Letters, reference, **35:8**

Programme de développement industriel et régional (PDIR)

Voir

Expansion industrielle régionale, ministère — Programme de développement — Industriel et régional

Programme de soutien de l'industrie laitière

Voir

Commission canadienne du lait

Programme de stabilisation concernant le grain de l'Ouest (PSRCO)

Voir

Transports, ministère — Grain de l'Ouest, Programme de stabilisation concernant

Programme de stabilisation des prix agricoles

Voir

Agriculture, ministère — Programmes — Office de stabilisation des prix agricoles

Programme de stabilisation du revenu des céréaliculteurs de l'Ouest

Voir

Transports, ministère — Grain de l'Ouest, Programme de stabilisation concernant

Programme de stabilité du crédit agricole

Voir

Alberta — Gouvernement — Crédit agricole, Programme de stabilité, prêts, garanties,

Programme d'examen de l'endettement agricole

Voir sous

Agriculture, ministère — Programmes

Programme d'expansion d'exportation des produits agricoles

Voir

Agriculture, ministère — Marchés d'exportation, développement, division — Programmes — Programme de développement des exportations des produits agricoles

Programme spécial canadien pour les grains

Voir

Agriculture, ministère — Légumineuses — Grains, Programme spécial canadien

Programme tripartite de stabilisation, proposé

Voir

Légumineuses — Stabilisation, Programme tripartite, proposé

Projets de promotion, Programmes

Voir

Affaires extérieures, ministère — Programmes des projets de promotion

Proulx, M. Jacques, président, Union des producteurs agricoles

Financement agricole, étude

Discussion, **17:83-5**, 87-94

Exposé, **17:76-83**

Témoignage, références, **21R:70**, 73

Provinces

Crédit agricole, **18:13-4**

Pesticides, homologation, recommandations du Comité, **33:36**, 54-5

Produits agricoles canadiens, coopération, **3:6**

Sirop d'érable, industrie, déclin, appui, immédiat, **33:65**, 67, 70-1

Saskatchewan Power Corporation—Cont'd

- Granting of a water licence to the Saskatchewan Government—*Cont'd*
- Drought, effects, **34:15**
- Energy, sources, **34:27-8, 378**
- Environment, protection, **34:14**
 - Sulphur, emission standards, federal, **35:41-2**
- Grasslands National Park, position, **34:30-1**
- Role, contribution, **34:24; 35:42**
- Souris River Basin, Saskatchewan, study, **34:14**
- Water transfer, position, **35:22**

Saskatchewan Pulse Crop Development Board

- Members, check-offs, research, funding, **2:22, 28, 31**

Saskatchewan River, Saskatchewan

- Dams, **34:28**
- Energy, sources, **34:27-8**
- Study, independent, **35:24**
- Water, transfer, **34:24; 35:22**

Saskatchewan South River, Saskatchewan

- See*
- Saskatchewan River, Saskatchewan

Saskatchewan Water Corporation

- Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination
- Correspondence with Joseph F. Dolecki, professor, concerning hydrology runs, **35:40**
- Document, **35:39**
- Post Irrigation Study*, Jack C. Stabler, January 1987, **35:44**
- Role, expenditures, responsibility, **34:24; 35:42**

Saskatchewan Wheat Pool

- Members, role, descriptions, organizations, **29:70**
- Position
 - Bill C-92
 - Grain elevators, system, **29:70, 74**
 - Investments, **30:64**
 - Rationalization, development plan, **29:72, 75-6**
 - Closure, effects, **29:54, 56, 65, 71-2, 75-6; 30:37, 50**
 - Canada-U.S. Free Trade Agreement, neutral, **17:31**
 - Rural Saskatchewan Stability Program, proposal, **16:8, 10**
- See also*
- Prairie Pools Inc

Saskatchewan Wildlife Federation

- Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination
- Letter from Ed Begin, Executive Director, Saskatchewan Wildlife Federation, dated January 21, 1988, to the Hon. Grant Devine, Premier of Saskatchewan, **35:5, 13**
- Position
 - Environment, impacts, **35:17-20**
 - Downstream areas, **35:8**
 - Drainage, **35:7**
 - Fauna, flora, critical wildlife habitat, **35:7-8**
 - Fish, **35:23-4**
 - Information, lack of, **35:8**
 - Studies, **35:15, 21**
 - Criteria, **35:17, 24**
 - White-tailed deer, **35:17**
- Estevan, chapter, support, **35:14**
- Opposition, **35:14**

Provinces—Suite

- Terres de la Couronne, **1:22**

Provinces de l'Atlantique

- Agriculture
 - Fermes, nombre, recensement, **12:5**
 - Financement, situation, secteur non-céréaliier, amélioration, **9:12**
 - Grains, Programme spécial canadien, **12:22**
 - Offices, organisations, **2:31**
 - Perspectives économiques, situation, **6:14; 13:13**
 - Sirop d'érable, industrie, déclin, causes, **33:58, 68, 69**
 - Soya, **23:13**
 - Stabilisation, Programme tripartite, proposé, discussion, **2:15**
 - Terres, location, **8:6**

Provinces de l'Est

- Voir*
- Provinces de l'Atlantique

Provinces de l'Ouest

- Agriculture
 - Capitaux, **8:27**
 - Augmentation, **17:62**
 - Caisses de crédit, **29:27-8**
 - Conseil économique du Canada, étude, future, **17:57-76**
 - Coût, **9:29**
 - Augmentation, **17:62**
 - Diversification, **2:23, 27; 7:21, 27**
 - Fermes, difficultés, nombre, **11:13**
 - Statistiques, **12:8; 16:7**
 - Grains
 - Guerre commerciale, **11:36-7**
 - Marchés
 - Internationaux, **11:14**
 - Pertes, **11:12-3**
 - Subventions, retrait, **11:14**
 - Prix, **6:18**
 - Production, grave problème, **7:20-2**
 - Provenance, **3:19**
 - Taux d'intérêt, effets, **21R:3**
 - Grains, Programme spécial canadien, **12:22**
- Légumineuses
 - Cultures 1986, **2:6-7, 20**
 - Cultures 1987, lentilles, **2:12**
 - Prévisions, **2:27**
 - Economie agricole, **2:14**
 - Lentille Eston, **2:13**
 - Manque de confiance, **11:23**
 - Perspectives économiques, **6:14**
 - Situation pire, **13:13**
 - Pesticides, homologation, information aux départements fédéraux, **2:25**
 - Production, prix, majoration, impact, **17:62**
 - Sécheresse, **26:5, 7**
 - Approvisionnement en eau, conditions, **26:8-10, 12; 27:6-9, 19**
 - Neige, **27:6-7**
 - Terres
 - Location, **8:6; 12:14**
 - Propriété étrangère, lois restrictives, **9:22**
 - Valeur, **12:10**
- Voir aussi*
- Alberta
- Colombie-Britannique
- Manitoba
- Saskatchewan

Saskatchewan Wildlife Federation—Cont'd

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government—*Cont'd*

Position—*Cont'd*

Political decision, **35:12**

Souris Basin Development Authority, Estevan, Sask., *Rafferty—Alameda Project—Environmental Impact Statement*, August 4, 1987, **35:8**, 9, 15

Bias, **35:21**

Briefs, opposition, **35:9-10**, 21

Comments, **35:23**, 24-5

Water

Management, alternatives, **35:18**

Quality, **35:22-3**

Supply, Manitoba, **35:22-3**

Transfer, **35:22**

References, **35:9-11**

Stop Construction of the Rafferty-Alameda Project, support, **35:11**

President, **35:7**

Saskatchewan-Nelson Basin Board: report, 1967, Saskatchewan-Nelson Basin Board, 34:11, 25

Saskatoon Star Phoenix, 35:5, 14

Saskpower

See

Saskatchewan Power Corporation

Saudi Arabia

Subsidizations, **16:25**; **17:7**

Schmitz, Andy, agricultural economist, 17:57

Scholefield, Peter, Head, Monitoring and Prediction Division, Canadian Climate Centre, Atmospheric Environment Service, Department of Environment

Biographical note, **27:5-6**

Drought in western Canada

Discussion, **27:8**, 14-5, 19-20

Statement, **27:9-12**

Scott, Lorne, Past President, Saskatchewan Wildlife Federation

Biographical note, **35:4**, 7, 13

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination

Discussion, **35:9**, 13-25

Statement, **35:7-13**

Sectorial Synopsis — Agricultural Products and Services, Operational Plan, 1987-88 External Affairs Department, reference, document, 3:16

Senate

Maple syrup industry, lobbying, **33:71**

Shand, Saskatchewan

Thermal power station, **34:14**, 28

Capacity, **34:37**

Construction, decision, reasons, **34:29**

Cost-benefit, studies, **35:20**, 21, 37

Sulphur emissions, reduction, method, **34:14**; **35:18-9**, 22, 41

Prudek, M. V.C., président (Alberta), Western Canadian Pulse Growers Association

Légumineuses

Discussion, **2:16**, 18, 21, 23-4, 28, 31-6

Exposé, **2:14-5**

Pyke, Mme Brigid, présidente, Fédération de l'agriculture de l'Ontario

Financement agricole, étude

Discussion, **17:33**, 35, 40-53, 55-6

Exposé, **17:34-7**

Références, **21R:70**, 72-3

Qu'Appelle, rivière, Saskatchewan

Eau, transfert, **34:19**, 24; **35:22**

Québec, province

Agriculture

Caisses de crédit, **29:28**

Capitaux, **8:27**; **17:77-8**

Consommateur, éducation, crise financière agricole, **17:88**

Herbicides

Maïs, **33:38**

Récoltes, superficies, publicité, recherches, **28:23**

Soya, **23:13**; **33:38**

Lait, volaille, industries, rationalisation, **21R:1**

Légumineuses

Consommation, pois, **2:11**

Offices, organisations, **2:31**

Pluies acides, sirop d'érable, industrie, **33:65-6**, 68, 73

Déclin, causes, **33:58-61**

Revenu net agricole, **17:78**

Sécheresse, forêts, climat, influence, **27:19-20**

Situation, **17:79-80**, 87

Sociétés en commandite, **17:82**

Terres, location, **8:6**

Tordeuse des bourgeons de l'épinette

Brochure, **22:8-9**

Contrôle, **22:15-6**

Gouvernement, **18:14**

Banques, **14:19**

Crédit agricole

Loi, **17:77**

Office, **17:78**, 82, 84, 88

Subventions, **17:85**

Programmes, description, **21R:85-6**

Projet de loi 46, Loi sur le financement agricole, **17:85**

Pluies acides, arbres, études, appui, pression, **33:60**, 69-70, 71

Politiques, **17:79-80**

Régime d'assurance-stabilisation des revenus, **17:80**

Régime d'épargne-action, **17:79**

Subventions, **17:84**

Questions and Answers: Rafferty, Alameda and Shand, Souris Basin Development Authority, 34:12

Questions fiscales dans l'agriculture: document d'étude, ministère des Finances, 17:13

Rafferty, Saskatchewan

Voir

Rafferty—Alameda Projet

Rafferty—Alameda Board of Inquiry

Audiences, **34:18-9**; **35:27**, 32

- Shapiro, B. Barry, Hon. Judge, formerly chairman Alachlor Review Board, 28:18**
- Sherwood, Hon. Cyril B., Senator (Royal)**
Farm finance, examination, 7:20-1, 23; 9:10, 30-1
Spruce budworm, control, 22:15-6
- Shuttleworth, C.L., formerly Commissioner, Canadian Grain Commission, 29:83**
- Sim, Paul, Senior Policy Analyst, Western Canada Wheat Growers**
Bill C-92
Discussion, 30:9-11, 17-8
Statement, 30:8-10
- Simcoe, Lake, Ontario**
Acid rain, problems, 33:62-3
See also
Acid rain
- Simpson, Greg, Vice-Chairman (Saskatchewan), Western Canadian Pulses Growers Association**
Pulses
Discussion, 2:18-20, 24-7, 29, 30, 32
Statement, 2:12-4
- Slinkard, A.E., Crop Development Centre, University of Saskatchewan**
Funding, 2:22
Lentils, development, 2:21
Indian Head, 2:10, 19
Laird, 2:20
- Small Business Bond**
See
National Revenue Department — Small Business Bond
- Small Business Development Bonds**
Agriculture, financing, 11:24; 17:50
Cancellation, 21R:55
- Small Businesses Loans Act (SBLA)**
Government loan guarantees, 14:20
Write-offs average, figures, 14:11
- Smirnoff, W.A., Senior Scientist, Laurentian Forestry Centre, Forestry Service, Department of Agriculture**
Biographical note, 22:5, 14
Spruce budworm, control
Discussion, 22:13-6
References, 22:6, 9-10
Statement, 22:5-13
- Soil**
Conservation, research, 20:6, 19, 26-7; 21R:18
Degradation, 13:9
Improvement through legume rotation, 2:9
Seminars, 13:15
Herbicides
Excel, 2:13
Residual effects, 2:29-30
2,4-D, 2:19
Pulses, 2:15
Summer fallowing, 11:28; 20:20
Payments, 20:19-20
Replacement, research, 2:10, 19, 21
- Rafferty—Alameda Board of Inquiry—Suite**
Membres, indépendants, non partisans, compétence, 35:10
Mémoires, 35:5, 13, 21, 26
Notes sur le Rafferty/Alameda Environmental Impact Study, présenté à Estevan, Sask., 19 septembre 1987, par M. Joseph F. Dolecki, département de sciences économiques, Université Brandon, 35:26
Mémoires cités par le témoin, 35:5, 13
Rafferty—Alameda Board of Inquiry Report, 25 janvier 1988, 34:6, 22-3
- Rafferty—Alameda Board of Inquiry Report, 25 janvier 1988, 34:6, 22-3; 35:10**
- Rafferty—Alameda Project—Environmental Impact Statement, Souris Basin Development Authority, 4 août 1987**
Enoncé des incidences environnementales
Coûts-avantages, analyse, 35:36-9, 44
Mémoires, opposition, 35:9-10
Présenté à Estevan, Sask., daté du 19 septembre 1987, par M. Joseph F. Dolecki, département de sciences économiques, Université Brandon, 35:26
Parti pris, 35:21, 47
Position, 35:23, 27
Références, 34:5, 10, 18, 22-3; 35:8, 15, 27-8, 32, 39
- Rafferty—Alameda Project**
Annonce, 35:7, 8
Appui, 34:9
Bénéfices, 34:15-6
Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales, processus, 35:32, 33
Construction, date, délai, fond, décision, 34:15, 29; 35:16, 43
Coûts, paiements, 35:25
Emplacement, 35:9
Eau
Approvisionnement, 34:13-4, 37; 35:29
Exportation, 34:20
Qualité, 34:21
Environnement, impacts, études, paiements, 34:16; 35:25
Etudes, 34:11, 22; 35:9-10, 20
Historique, 35:40
Opposition, 34:18-21; 35:9-10
Sulphure, émissions, normes fédérales, coûts, 35:41
Terre, vente, négociation, 34:17
Voir aussi
Souris, rivière, bassin, Saskatchewan, développement
- Rapport du Comité de révision de l'alachlore présenté à l'honorable John Wise, ministre de l'Agriculture, références, 23:8, 9; 25:7, 8, 9, 10, 24, 25; 33:38, 39, 51, 52 53**
- Rapport sur les conditions d'approvisionnement en eau des provinces des Prairies — dernière mise à jour le 9 mai 1988, Administration du rétablissement agricole des Prairies, 26:4, 7-8, 12-3**
- Rapports au Sénat**
Bill C-2, sans amendement, mais avec observations; 10:4, 5, 8
Bill C-2, teneur
Quatrième rapport, sans amendement, mais avec observations, 9:4, 6-7, 8
Troisième rapport, sans amendement, 6:4; 9:6
Bill C-43, teneur, sans amendement, mais avec observations, 2:4, 5, 7
Bill C-67, sans amendement, 24:4, 5, 14
Bill C-92, sans amendement, mais avec observations, 32:4-5, 6-7

Soil at Risk: Canada's Eroding Future, 1986, report of the Standing Senate Committee on Agriculture, Fisheries and Forestry
 Printing of 10,000 additional copies, 1:5
 References, 2:28; 13:8-9, 15, 19; 33:12, 24

Souris, Saskatchewan

Water supply, cost, responsibility, 35:35

Souris Basin, Saskatchewan

Description, 34:9-10

Souris Basin Development Authority, Estevan, Saskatchewan

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination

Documents

Questions and Answers: Rafferty, Alameda and Shand, 34:12

Rafferty—Alameda Project—Environmental Impact Statement, August 4, 1987, 34:5, 10, 18, 22-3; 35:8, 15, 32, 44, 47

Bias, 35:21

Briefs, opposition, 35:9-10, 21, 26

Comments, references, 35:23, 24-5, 27-8, 39

Costs, responsibility, 35:25

Costs-benefits, analysis, 35:36-9, 44

Summer/Fall Fisheries Studies on the Souris River Basin in Saskatchewan, D.A. Fernet, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, Sask., dated February 1988, 34:6, 22-3

Vegetation Resources on the Proposed Alameda Reservoir (Moose Mountain Creek) with Special Emphasis on Rare Plants, by EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, Sask., dated February 1988, 34:6, 22-3

Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Alameda Reservoir during Spring-Fall, 1987, D.A. Young and L. Ludwig, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, dated February 1988, 34:6, 22-3

Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Rafferty Reservoir during Spring-Fall, 1987, D.A. Young and L. Ludwig, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, dated February 1988, 34:6, 22-3

Licence, provincial, 35:11

Meetings, 34:19

Position, 34:9, 12, 21-2

Benefits, 35:18

Canada-U.S. Free Trade Agreement, 34:20, 31

Commitments, 34:16

Construction, decision, 34:29

Environment, protection, 34:14, 16; 35:17-8

Grasslands National Park, 34:30-1

Impacts, Manitoba, 34:25-6, 38-9

Licence, 34:31-2, 39-40

Studies, 35:17

Water

Diversion, 34:39-40

Management, 34:33; 35:18

Quality, quantity, 34:32; 35:22-3

Irrigation, supply, 35:39

Role, expenditures, 34:24

Water quality, study, 35:31, 32

Souris River, North Dakota

Development, water storage, management, history, 34:12

Rapports au Sénat—Suite

Bill C-112, sans amendement, 31:4, 5

Bill C-132, sans amendement, 31:4, 5

Financement de la ferme familiale jusqu'à l'an 2000, financement agricole, étude, 21:8; 21R:i-xx, 1-95

Réglementation des pesticides au Canada, alachlore, rapport, 33:4, 31-57

Rapport sur la situation financière de l'agriculture, ministère de l'Agriculture, 6:5, 9; 11:7, 9, 12-3, 15-6

Ray, M. Bob, directeur des programmes spéciaux, ministère de l'Agriculture

Financement agricole, étude

Discussion, 20:10-23, 25-7

Exposé, 20:5-7

Reagan, M. Ronald, président, Etats-Unis

Libre-échange international, proposition, 13:21

Recherche et développement

Agriculture, produits, 7:21

Récoltes

Voir

Cultures

Récoltes, Loi sur le paiement anticipé

Voir

Paiement anticipé des récoltes, Loi

Régime d'assistance publique du Canada

Agriculteurs, disposition, aucune, 8:18-9; 11:34; 13:19; 30:53

Rôle, 12:23-4; 13:18

Regina Leader Post

Comité sénatorial, audiences, 34:8

Réglementation des pesticides au Canada, rapport du Comité sénatorial permanent de l'Agriculture et des forêts

Membres du Comité, 33:32

Page titre, 33:6

Rapport du comité, 33:33

Recommandations, 33:35, 36

Résumé, 33:35-6

Table des matières, 33:34

Réglone

Voir

Herbicides — Réglone

Renwick, M. Ron, président, Souris River Water Commission, Manitoba; président du conseil municipal de la municipalité rurale, Arthur, Manitoba, référence, 34:18

Réorientation des agriculteurs, Programme canadien

Voir

Agriculture, ministère — Programmes — Réorientation des agriculteurs, Programme canadien

Souris River, Saskatchewan

- International river, **35:24**
- Description, **34:9-10, 19**
- Water
 - Drainage, **35:7**
 - Records, flow, **35:23**
 - Transfer, **35:22**

Souris River Basin, Saskatchewan, development

- Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination
 - Authorization, requirements, **34:29, 31, 39-40; 35:44**
 - Benefits, development, **34:15-6; 35:17-8**
 - Construction, detail, **34:24; 35:16**
 - Cost-benefit, studies, **35:15-6, 20, 21, 36**
 - Description, **34:9-10**
 - Energy, sources, **34:27-8**
 - Extra power, growth, **34:29**
 - Expenditures, costs, **34:24; 35:25**
 - Federal Environmental Assessment Review Office, process, **35:32, 33**
 - History, **34:12-5**
- Impacts
 - Environment, **34:16-7, 22; 35:17-20**
 - Costs, **35:25, 39-40**
 - Habitat, inhabitants, **35:23-4**
 - Studies, **34:11-2, 18-9, 22; 35:15, 17, 23-5**
 - Costs, responsibility, **35:25**
 - Flood control project, **35:28-9**
 - Recommendations, against, **35:20**
 - Manitoba, **34:25-6, 38-9; 35:28-9**
 - Negotiations, discussions, **34:29, 34**
 - Opposition, **34:18-21; 35:11, 14, 19**
 - Photographs of water conditions in the Souris River, **34:5, 10, 22**
 - Press clippings, letters, correspondence
 - Dated September 22, 1988, **35:5, 13**
 - Dating back to February 1986, **35:5, 10, 13**
 - Most recent **35:5, 14**
 - Pertaining to Manitoba's involvement, **35:5, 10, 13**
 - Residents, commitment, **34:17**
 - Support, **34:14, 16, 18-9; 35:14**
- Water
 - Entitlement, methodology, calculation, **34:35-8**
 - Flood, problem, solution, **34:15, 33; 35:28-9***
 - Alternatives, **35:18**
 - Low-flow, costs, impact, records, **35:23, 28-9, 39**
 - Quality, quantity, **34:21, 26-7, 32-4; 35:22-3**
 - Recreation, effects, **35:39-40**
 - Studies, **35:28-32**
 - Supply
 - Effects, **34:19-20, 32, 34**
 - Garrison Diversion Unit, **34:20; 35:22**
 - Import, export, **34:20**
 - Transfer, **34:39-40; 35:22**

See also

- Manitoba — Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination
- Saskatchewan — Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination
- Souris Basin Development Authority, Estevan, Saskatchewan

Répercussions du changement climatique sur l'agriculture dans les provinces des Prairies, Mme Louise M. Arthur, **27:17**

Report, Saskatchewan-Nelson Basin Board, 1967, 34:11, 25

Report on the Souris River investigation: Ottawa-Washington, 1940, International Joint Commission, **34:9, 11, 25**

Restaurant parlementaire

Légumineuses au menu, **2:18**

Revenu, Loi de l'impôt

Voir

Impôt sur le revenu, *Loi*

Revenu national, ministère

Obligations pour les petites entreprises, programme, rôle, **21R:60**

Revenus agricoles au Canada, Conseil économique du Canada, M. George L. Brinkman, référence, **8:22**

Review of Effects in Canada of Improvements Proposed for Flood Control in the United States, International Souris-Red Rivers Engineering Board, rapport no. 3, juillet 1984, **34:25**

Rice, M. Bruce, directeur, Service de recherche de la région des Prairies, *Chemins de fer Canadien national*
Bill C-92, discussion, **30:43**

Riel, honorable Maurice, sénateur (Chaouinigan)

Financement agricole, étude, **8:26-8; 17:83-7, 93-4**

Sécheresse dans l'Ouest du Canada, **27:22**

Risk Management Process, M. William Leiss, **28:11**

Ritter, M. Leonard, chef, Division des pesticides, Direction générale de la protection de la santé, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social

Alachlore, produit antiparasitaire, discussion, **25:21-7**

Rivière Rouge, Dakota du Sud

Voir

Rivière Rouge, Manitoba

Rivière Rouge, Manitoba

Eau, transfert, **34:20; 35:22**

Rivière Rouge, Minnesota

Voir

Rivière Rouge, Manitoba

Rivière Souris, Saskatchewan, développement du bassin

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude

Appui, **34:14, 16, 18-9; 35:14**

Autorisation, exigence, **34:29, 31, 39-40; 35:44**

Bénéfices, développement, **34:15-6; 35:17-8**

Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales, processus, **35:32, 33**

Construction, détail, **34:24**

Coupures de journaux, lettres, correspondance

Concernant la participation du Manitoba, **35:5, 10, 13**

Datée du 22 septembre 1988, **35:5, 13**

- Souris River Basin Project, Saskatchewan, Canada-North Dakota, U.S.A., General Plan Report and Final Environmental Impact Statement, July 1988, published by Army Corps of Engineers, St. Paul District (United States), 35:28-30*
- Souris River Basin Study Board (Canada), *Souris River Basin Study: Report, 1978, Chairman, N.H. James, 34:11, 25***
- Souris River Basin Study Board (Manitoba)**
See
 Souris River Basin Study Board (Canada)
- Souris River Basin Study Board (Saskatchewan)**
See
 Souris River Basin Study Board (Canada)
- Souris River Basin Study: Report, 1978, Chairman, N.H. James, Souris River Basin Study Board (Canada), 34:11, 25*
- Souris River Board of Control, International**
See
 International Souris River Board of Control
- Souris River Water Commission, Manitoba, reference, 34:18**
- Souris-Red-Rainy River Basin Commission**
 Study, 1968, 34:11
- Soybean**
 Lasso herbicide, alachlor cancellation, effects, farmers, 23:7, 12-5
 Usage, years, number, records, risks, 23:27-8; 33:12
- Sparrow, Hon. Herbert O., Senator (Saskatchewan)**
In camera meeting, March 19, 1987, 1:5
 Bill C-43, subject-matter, 2:4, 7, 8
 Pulses, 2:23, 24, 28-9, 35
- Special Canadian Grains Program**
See
 Agriculture Department — Programs — Special Canadian Grains Program
- Special Farm Finance Assistance Program (SFFAP)**
See
 Farm Credit Corporation — Special Farm Financial Assistance Program
- Spivak, Hon. Mira, Senator (Manitoba)**
 Alachlor, pest control, 23:19-23; 28:11-2, 35-6
 Bill C-2, subject-matter, 3:17, 22; 4:12-3
 Bill C-132, 31:18-9
 Drought in western Canada, 27:20-1
 Farm finance, examination
 Adjustments, 9:24-5
 Agriculture policy, over-production, 13:20
 Canada Assistance Plan, 12:24
 Canadian Federation of Agriculture, 18:23-4
 Farmers, number, 9:16; 12:11
 Land, 8:14-6; 12:18; 13:20
 Manitoba, absentee ownership, 8:16
 Motion, 16:4, 27; 21:8
 Prairie Pools Inc, 16:25-6
 Special Canadian Grains Program, 12:22; 20:18-23
 Wet lands, conservation, 20:27
- Rivière Souris, Saskatchewan, développement du bassin—*Suite***
 Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau—*Suite*
 Coupures de journaux, lettres, correspondance—*Suite*
 Récentes, 35:5, 14
 Remontant à février 1986, 35:5, 10, 13
 Coûts-avantages, études, 35:15-6, 20, 21, 36
 Dépenses, coûts, 34:24; 35:25
 Description, 34:9-10
 Eau
 Approvisionnement
 Effets, 34:19-20, 32, 34
 Garrison Diversion Unit, 34:20; 35:22
 Importation, exportation, 34:20, 29
 Débit, bas, coûts, impact, dossiers, 35:23, 28-9, 39
 Droit, méthodologie, calcul, 34:35-8
 Inondation, problème, solution, 34:15, 33; 35:28-9
 Alternatives, 35:18
 Qualité, quantité, 34:21, 26-7, 32-4; 35:22-3
 Etudes, 35:28-32
 Loisirs, effets, 35:39-40
 Transfert, 34:39-40; 35:22
 Énergie, sources, 34:27-8
 Pouvoir supplémentaire, croissance, 34:29
 Historique, 34:12-5
 Impacts
 Environnement, 34:16-7, 22; 35:17-20
 Coûts, 35:25, 39-40
 Études, 34:11-2, 18-9, 22; 35:15, 17, 23-5
 Coûts, responsabilités, 35:25+
 Inondations, projet contre, 35:28-9
 Recommandations, contre, 35:20
 Habitat, habitants, 35:23-4
 Manitoba, 34:25-6, 38-9; 35:28-9
 Négociations, discussions, 34:29, 34
 Opposition, 34:18-21; 35:11, 14, 19
 Photographies sur l'état des eaux de la rivière Souris, 34:5, 10, 22
 Résidents, engagement, 34:17
Voir aussi
 Manitoba — Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude
 Saskatchewan — Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude
 Souris Basin Development Authority, Estevan, Saskatchewan
- Roblin, honorable Duff, sénateur (Red River)**
 Bill C-92, 32:20
 Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, 34:31-4
- Robson, Mme Barbara, *Winnipeg Free Press***
 Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, Manitoba, fonctionnaires, 11 septembre 1988, 35:46
- Rossiter, honorable Eileen, sénateur (Ile-du-Prince-Edouard)**
 Bill C-2, teneur, 9:4, 8
 Financement agricole, étude, 9:9; 17:72
- Rouge, rivière, Dakota du Sud**
Voir
 Rouge, rivière, Manitoba
- Rouge, rivière, Manitoba**
 Eau, transfert, 34:20; 35:22
- Rouge, rivière, Minnesota**
Voir
 Rouge, rivière, Manitoba
- Rovers, M. Arnold, Nova Scotia Farm Loan Board, référence, 21R:16**
- Royaume-Uni**
 Bacillus thuringiensis, producteurs, 22:14

Spivak, Hon. Mira, Senator (Manitoba)—*Cont'd*

- Forest Decline, maple sugar industry, 33:67, 69-71, 72-3
- Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, 34:27; 35:4-6, 16-9, 23, 25, 34, 36-7, 38-40, 41-2, 47, 48-9
- In camera* meeting, March 19, 1987, 1:5

Spruce budworm

- Brochures
 - Children, 22:6, 9-10
 - Quebec government, controversy, 22:9
- Definition, species, 22:5, 9, 15
- Forest industry, disaster, effects, control infestation, 22:6, 15-6
- Methods, 22:6-7, 15-6
 - Bacillus thuringiensis*, effectiveness, 22:15
 - Chemical, effects, resistance, 22:11, 15-6

Stabler, Jack C., *Post Irrigation Study*, report prepared for the Saskatchewan Water Corporation, January 1987, 35:44**Statistics Canada**

- Farm statistics
 - Canada, United States, large farm businesses integration, comparisons, 6:28
 - Census 1986, 17:11-2
 - Income, 6:27
 - Interest paid, 6:24

Steuart, Hon. David Gordon, Senator (Prince Albert-Duck Lake)

- Drought in western Canada, 26:14, 18; 27:18-9, 22
- Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, 34:27-30, 31

Stevenson, Garf, President, Saskatchewan Wheat Pool, Prairie Pools Inc

- Farm finance, examination, discussion, 16:12, 14, 17-8, 20-5

Stewart, D.F. Deputy Minister of Natural Resources, Manitoba

- Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, memorandum dated October 14, 1987, from T.E. Weber, Engineer, 35:27

Stop Construction of the Rafferty-Alameda Project (SCRAP)

- Creation, 35:11
- Documents pertaining to the organization of SCRAP, 35:5, 11, 14
- Rafferty—Alameda Project—Environmental Impact Statement*, Souris Basin Development Authority, dated August 4, 1987
- Court case, 35:47-8
- Request concerning the first and final draft of the environmental impact statement, 35:40
- Saskatchewan Power Corporation, responsibility, 35:42
- Saskatchewan Water Corporation, responsibility, 35:42
- Support, references, 35:11-2, 34

Strath, Bill, President, Manitoba Pool Elevators, Prairie Pools Inc

- Bill C-92
 - Discussion, 29:56-66, 67-72, 73-80
 - Statement, 29:49-55
- Farm finance, examination
 - Discussion, 16:11-7, 21-7
 - Statement, 16:5-11
- Testimony, references, 21R:47-8, 66-7

Rural Saskatchewan Stability Program

- Voir*
 - Saskatchewan — Gouvernement — Provincial — Rural Saskatchewan Stability Program

SADC

- Voir*
 - Société d'assurance-dépôts du Canada

SCA

- Voir*
 - Société du crédit agricole

SCHL

- Voir*
 - Société canadienne d'hypothèque et de logement

SCRAP

- Voir*
 - Stop Construction of the Rafferty-Alameda Project

SDR

- Voir*
 - Système de repérage des débouchés

SEE

- Voir*
 - Société pour l'expansion des exportations

SIME

- Voir*
 - Agriculture, ministère — Marchés d'exportation, développement, division — Renseignements — Système d'information sur les marchés d'exportation

SNC

- Voir*
 - Syndicat national des cultivateurs

Sahl, M. Avery, président, Comité consultatif de la Commission canadienne du blé

- Bill C-92
 - Discussion, 30:65, 66, 70-4, 75
 - Exposé, 30:61-3
 - Note biographique, 30:65

St. Albans, Vermont

- Pluies acides, sirop d'érable, industrie, problème, 33:73

St-Louis, M. Robert, professeur, Département d'économie rurale, Université Laval

- Financement agricole, étude
 - Discussion, 8:26-8
 - Exposé, 8:20-6
 - Témoignage, références, 21R:6, 8
- Note biographique, 8:20

Salter, Mme Liora, *Consultation in the Assessment and Registration of Pesticides*, 1984, M. William Leiss, 28:5, 11, 15; 33:37, 44, 49**Salter, rapport**

- Voir*
 - Consultation in the Assessment and Registration of Pesticides*

- Study of the Government of Canada's Loan Guarantee and Direct Lending Programs for Department of Finance by Myles B. Foster, reference, 14:11*
- Sugarbush**
See
 Maple syrup
- Sulphur dioxide, 33:63**
- Summer/Fall Fisheries Studies on the Souris River Basin in Saskatchewan, for the Souris Basin Development Authority, Estevan, Sask., by D.A. Fernet, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, Sask., dated February 1988, 34:6, 22-3*
- Sutton, Quebec**
 Acid rain, reporting station, 33:59
- Swan, Hon. Herb, Environment Minister, Saskatchewan**
 Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, licence, provincial, issued, 35:10-1, 33, 43
- Sweden**
 Acid rain, solution, 33:66
 Pension plan, farmers, 8:27-8
- Sytsma, Garry, Director, Christian Farmers Federation of Ontario**
 Farm finance, examination
 Discussion, 13:29; 19:8-9, 13-4, 16
 Statement, 19:6-7
- TFN**
See
 Tungavik Federation of Nunavut
- TSE**
See
 Toronto Stock Exchange
- Tait, Don, President, Western Canadian Pulses Growers Association**
 Pulses
 Discussion, 2:14, 16-8, 20-3, 28-31, 33-6
 Statement, 2:6-7, 9-12
- Task Force on Farm Income Support, Department of Agriculture, 6:9*
- Tax Issues in Agriculture: A Discussion Paper, Department of Finance, 17:13*
- Territorial Grain Growers Association, 30:44**
- Territorial Lands Act**
 Amendment, proposed, forestry, transfer of federal responsibility
 Northwest Territories, Yukon, 1:12
 Regulations, 1:17
See also
 Bill C-43, subject-matter
- Territorial Lands Act, Act to amend**
See
 Bill C-43, subject-matter
- Santé nationale et Bien-être social, ministère**
 Pesticides
 Comité de révision de l'alachlore
 Analyse comparative, alachlore, métolachlore, effets, 33:53
 Données sommaires, 28:33
 Preuve, omission, 28:25
 Direction, professionnels, 28:22
 Direction générale de la protection de la santé
 Alachlore, 28:8-9
 Carcinogène chez l'animal, position affirmative, 25:8, 10, 17, 23, 25
 Recommandation, 33:38
 Compétence, personnel, toxicologues, sensibilité, 25:6-7; 28:9
 Etudes
 Chiffres, recherches, méthodes d'évaluation, différences, calcul, 25:8, 9, 11, 25; 33:50
 Sources, Canada, aucune, 25:21-3
 Sécurité, 25:23-5
 Toxicité, plus, 25:8
 Cancer
 Carcinogène ou non, causes, 25:10, 27
 Etudes, méthodologie, données, sources, fiabilité, 25:11-3, 15-7, 21-3, 25-7
 Bonnes pratiques de laboratoire, 25:23
 Terminologie, tumeurs, bénignité, malignité, 25:14-5, 17, 20
 Métolachlore
 Carcinogène chez l'animal, position négative, 25:8, 10, 17
 Conclusion, 33:38
 Etudes
 Chiffres, recherches, méthodes d'évaluation, différences, calcul, 25:11-2
 Sources, Canada, aucune, 25:21-3
 Toxicité, moins, 25:8, 24
 Produits antiparasitaires
 Données, secret, 28:32-3
 Homologation
 Critères, permis, décision concernant la réglementation, 25:13; 28:34-5
 Communication, 25:19
 Fonctionnaires, responsabilité personnelle, personnel et ressources, manque, examens toxicologiques, 2:14, 18, 25
 Sécurité, 2:12, 18
 Réglementation, historique, rôle, 33:40, 43-56
 Conseil consultatif de la lutte antiparasitaire, 33:45
- Saskatchewan**
 Agriculture
 Dette, 19:23, 27-8
 Fermes
 Nombre
 Difficultés, 11:14; 21R:19
 Saisies, 19:23
 Recensement, 12:5
 Superficies, 21R:62
 Financement, situation, impact, 19:22-5
 Grain
 Contingents, 30:67
 Éleveurs
 Élévation, frais, augmentations, réductions, 29:59-61, 62
 Fermeture, effets, dépopulation, 29:75-6
 Nombre, 17:30
 Wagons, propriétaires, rendement, 29:44-5
 Légumineuses
 Consommation intérieure, 2:32
 Cultures, 2:7, 12, 17, 23, 34

- Tobacco**
Diversifications, 6:12, 22
Markets, 3:20
- Toronto Globe and Mail**
Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, letter published by Prof. Joseph F. Dolecki, 35:41
- Toronto Stock Exchange (TSE)**
Investments, agriculture, 9:21
Comparison, historical background, 8:9
- Toronto-Dominion Bank**
Loans guarantee, governments
Alberta, 14:12
Federal, 14:17
- Toxicology**
Tests, evaluation, methods, reliability, sources, 23:26; 25:9-10, 21-3
Good laboratory practice, 25:23
Interpretation, differences, 28:32
See also
Herbicides
Pesticides
- Trade**
Pulses, 2:27
- TransAlta Utilities Corporation**
Drought, effects, 27:8
- Transition in Banking, Brian Farlinger, 14:17, 19-20**
- Transition Program**
See
Agriculture Department — Programs — Canadian Rural Transition Program
- Transport Department**
Western Grain Stabilization Program, insurance, 6:12-3, 18; 11:15-6, 28, 30; 12:24; 17:38, 51; 30:57, 59; 31:11, 13-4
Broaden coverage, crops, effects, 29:90; 31:15
Contributions, farmers, government, 6:19-20; 31:19
General tax revenues, 6:20
Rates, 21R:35; 29:89; 30:55-7
Increases, 29:90-1, 93-4; 30:52-3, 58-9
Complaints, 29:93; 30:52-61
Participants, 29:89-91
Figures, 29:96-7
Non-participants, effects, reasons, recommendation, 31:6-13, 17
Contributions, increases, 31:14-7
Debt write-off, \$750 million, position, 31:7-9, 11, 14-5, 20, 22-3
Extension, deadline, 29:94-5
Information, pamphlet, détenteurs de permis, 29:95-6
Retroactive, rejoining, 29:90; 31:9
Provisions, 31:26
Withdrawal, voluntary, reasons, 21R:35-6; 29:97; 31:16, 18-20
Payments, 17:62; 21R:35
Averages, previous five years, 29:91
Deficit, 6:20; 17:38; 29:89, 92
Assistance, 20:6; 30:59
Figures, 17:16-8; 21R:36; 30:57
- Saskatchewan—Suite**
Agriculture—Suite
Légumineuses—Suite
Offices, organisations, 2:30-1
Producteurs, diversification, pénalité, risque, 2:34
Western Canadian Pulse Growers Association, membres, 2:28
Voir aussi
Saskatchewan Pulse Crop Development Board
Prêts, 9:30
Revenus, 19:23
Non-agricoles, 12:17-8
Sécheresse
Approvisionnement en eau, conditions, 26:8-9; 27:6-9
Nappes souterraines, 27:22
Forêts, climat, influence, 27:19-20
Relevés climatologiques, 27:15-6
Terres, propriétaire étranger, lois restrictives, 9:22
Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude
Audiences, 34:18-9
Coûts-avantages, analyse, 35:36-9
Eau
Approvisionnement, quantité, 34:15-6, 32
Droits, 35:29
Qualité, 34:26-7
Transfert, position, 35:22
Engagements, faune, pêcheries, archéologie, prospection pétrolière, agriculture, 34:16-7
Etudes, 35:20-1
Municipalités, 34:11
Examen et évaluation, processus, 35:33
Extrait du *Hansard* de la législature de la Saskatchewan, 35:4, 8, 13
Faune, groupe de protection, inquiétude, 35:10
Fonds, argent, responsabilité, 35:33
Impacts, 35:7-8
Lettre de
M. Ed Begin, directeur exécutif, Fédération de la faune de la Saskatchewan, en date du 21 janvier 1988, adressée à l'honorable Grant Devine, premier ministre de la Saskatchewan, 35:5, 13
M. R.A. Halliday, directeur, Eaux et terres, régions de l'Ouest et du Nord, ministère de l'Environnement Canada, datée du 6 juillet 1987 et adressée à M. R.E.W. Walker, directeur, Direction de l'évaluation de la coordination, ministère de l'Environnement et de la Sécurité publique de la Saskatchewan, 35:4, 8, 13, 26
M. William J. Bug, président élu, North Dakota Chapter of the Wildlife Society, datée du 22 janvier 1988, adressée à l'honorable Grant Devine, premier ministre de la Saskatchewan, 35:4, 13
Lettres, 35:20-1
Lettres adressées au sous-secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures par l'honorable I.C. Nolet, ministre de l'Agriculture de la Saskatchewan en date du 10 juin 1957, 34:5, 13, 23
Minister Approval under The Environmental Assessment Act, daté 15 février 1988, 34:6, 22-3
Négociations, discussions, 34:29, 34, 39, 46
Permis, provinciaux, accordés, 35:10-1, 33, 43
Rafferty—Alameda Board of Inquiry, 35:26, 32
Voir aussi
Rafferty—Alameda Board of Inquiry
Saskatchewan Environmental Assessment Act, disposition, 35:47
Energie, sources, 34:27-8; 35:44
Gouvernement
Fédéral
Examen de l'endettement agricole, Bureaux, 19:29

Transport Department—Cont'd

Western Grain Stabilization Program, insurance—*Cont'd*

Payments—*Cont'd*

Problems, **31:19-20**

Solutions, **31:20**

Pulses, **2:10**

Solutions, **31:20-6**

Survival, agriculture, Canada, **17:7**

Western Grain Transportation: report on consultations and recommendations, Department of Transport, (Gilson Task Force), **17:10**

Transportation

Rail cars, commodities, **30:40**

Tripartite stabilization program, proposed

See

Pulses — Tripartite stabilization program, proposed

Tungavik Federation of Nunavut (TFN)

Forestry, transfer of federal responsibility to territories government, agreement, **1:12**

Turner, Ted E., Executive Director, Prairie Pools Inc

Farm finance, examination, discussion, **16:25-6**

2,4-D

See

Herbicides — 2,4-D

UGGA

See

United Grain Growers Association

UN

See

United Nations

UPA

See

Union des producteurs agricoles

USDA

See

United States — Government — Agriculture Department

Unemployment Insurance

Farmers, provision, lack, **8:19**

Union des producteurs agricoles (UPA)

Farm finance, Quebec, position

Agriculture, evolution, credit, **17:77**

Canada-U.S. Free Trade Agreement, **17:88-9, 94**

Capital farm, rate of return, income, figures, **17:77-8**

Effects, low, **17:83**

Consumer, education, farm crisis, **17:88**

Economic situation, farming, **17:79-80, 86-7**

Equity financing, proposal, **17:80-1, 83-5**

Family farm, definition, **17:93**

Financial institutions, land, **17:81-2**

Government

Federal

Canadian Farm Loan Board, **17:77**

Farm Credit Corporation, **17:77, 79-80, 82, 84**

Saskatchewan—Suite

Gouvernement—*Suite*

Fédéral—*Suite*

Grains, Programme spécial canadien, **30:57**

Réorientation des agriculteurs, Programme canadien, **11:18**

Soutien, **19:24-5**

Hog Marketing Board, **2:30**

Municipalités, sécheresse, effets, **27:9**

Natural Products Marketing Act, **2:30**

Natural Products Marketing Council, **2:30**

Provincial

Agriculture, ministère, financement agricole, position

Actions, financement, propositions, **14:7, 10; 17:12; 19:26-39**

Favorable, **19:35**

Jeune agriculteur, **19:30-1**

Location, **19:30, 33-4**

Société du crédit agricole, **19:33**

Terres, transfert, **19:32**

Agriculteurs, **19:36**

Crédit, **19:31**

Education, engagement, Collège de l'agriculture, **19:25**

Gestion, cours, **19:24**

Jeunes, **19:23, 32**

Stress, **19:37-8**

Crédit, stabilité, **19:33, 35-6**

Critical Wildlife Habitat Protection Act, **35:8**

Dette, financement, **19:31, 36**

Fermes, grande corporation, **19:37**

Garanties, prêts, **19:24, 32**

Hypothèque, **19:36**

Institutions financières, **19:23, 25, 31**

Mémoire, référence, **21R:9**

Programmes, **19:28-9, 37**

Counselling and Assistance for Farmers (CAFF), **19:24, 29, 32, 37-8**

Farm Land Security Board, **19:24, 29**

Farming to Win, **19:38**

Projet innovateur de développement local, **19:34-5**

Solution de rechange, **19:33-4**

Terres, banque, **19:30**

Développement rural, ministère, agriculteurs, difficultés financières, chiffres, **6:16**

Environnement, ministère, document déposé, **34:10**

Environmental Assessment Act; *Minister Approval under The Environmental Assessment Act*, daté 15 février 1988, document, **34:6, 22-3**

Finances, ministère, Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, système de double prix, blé, **13:17**

Hansard, extrait de la législature de la Saskatchewan, **35:4**

Programmes, crédit agricole, description, **21R:89**

Voir aussi plus haut

Gouvernement — Provincial — Agriculture, ministère, financement agricole, position — Programmes

Rural Saskatchewan Stability Program, proposition, **16:8, 10, 17-8**

Santé, ministère, stress, **19:38**

Stabilisation tripartite, **17:37**

Terres, ministère, **8:20**

Province, pauvre, **34:14**

Voir aussi

Provinces de l'Ouest

Saskatchewan, rivière, Saskatchewan

Barrages, **34:28**

Eau, transfert, **34:24; 35:22**

Energie, sources, **34:27-8**

Union des producteurs agricoles (UPA)—*Cont'd*

- Farm finance, Quebec, position—*Cont'd*
- Government—*Cont'd*
 - Federal—*Cont'd*
 - Farm Debt Review Board, 17:82, 87-8
 - Involvements, history, 17:77-9
- Provincial
 - Bill 46, Farm financing, 17:85
 - Crédit agricole, Office, 17:78, 82, 84-5, 88
 - Farm Credit Act, 17:77
 - Farm income stabilization insurance schemes, 17:80
 - Policies, 17:79-80
 - Régime d'épargne-action, 17:79
- Subsidization, 17:84
- Support, policies, 17:78-81, 83, 86-7, 89-91, 93-4
 - Producers income, 17:87, 90, 93
- Limited partnerships, 17:82
- Reference, 21R:66
- Tax reform, 17:79, 82
- Maple syrup industry, costs, support, proposal, reference, 33:64, 69-70

Union Farmer, 13:12**United Grain Growers Association (UGGA)**

- Appearance to the House of Commons Standing Committee on External Affairs and International Trade concerning Canada-U.S. Free Trade Agreement, 17:29
- Farm finance, position
 - Agribonds, 17:13-4, 19, 24-5
 - American farm program, effects, 17:16-8
 - Canada-U.S. Free Trade Agreement
 - Canadian grain farmers, benefits, reasons, 17:21-2
 - Resolution, 17:9
 - Strong support, 17:8, 14, 31
 - Two-price wheat system, effects, 17:22-3
- Consumers, Canadian, education, farm crisis, 17:29-30
- Credit availability, 17:20-1
- Crow benefit, 17:10, 17-8, 23
- Equity finance, 17:11-3, 24
- Farm population, reduction, effects, 17:28
- Farming industry, future, 17:27-8
- Government
 - Commitment, farming, 17:26-7
 - Policies, 17:14
 - Support, 17:8, 9, 14
 - Farm income, net, 17:19
 - Payment method, 17:11, 15, 17, 26, 31
 - Special Canadian Grains Program, 17:7, 11, 16-7, 31-2
 - Western Grain Stabilization Program, 17:7, 16-8
- Identification, criteria, farms, difficulty or not, 17:19-20
- Marginal land, problem, 17:18
- Plant breeders rights, legislation, proposal, 17:10
- Production, efficiency, farm inputs, 17:9
- Protectionism, trade war, impacts, 17:6-7
- References, 21R:61, 66
- Seed, new varieties, development, 17:9
- Grain elevators
 - Charges, position, 32:18, 21
 - Investments, 30:64
 - Silos, numbers, 17:30
- Headquarters, 17:30
- History, 17:6; 30:44
- Mayer, Hon. Charles James, Minister of State (Grains and Oil-seeds), 17:18
- Reference, 32:18

Saskatchewan, rivière, Saskatchewan—*Suite*

Etudes, indépendantes, 35:24

Saskatchewan, Sud-est

- Souris, rivière, bassin, Saskatchewan, développement
 - Description, 34:9-10
 - Développement, appui, 34:14
 - Energie, source, 34:28

Saskatchewan, Université

- Voir*
 - Université de la Saskatchewan

Saskatchewan Environmental Society, référence, 35:9**Saskatchewan Natural History Society**

Président, 35:7

Saskatchewan Power Corporation

- Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude
- Eau, transfert, position, 35:22
- Energie, sources, 34:27-8, 37
- Environnement, protection, 34:14
 - Sulphure, émission, normes, fédérales, 35:41-2
- Grasslands, parc national, position, 34:30-1
- Président
 - Ancien, 34:27
 - Lettres, référence, 35:8
- Rôle, contribution, 34:24; 35:42
- Sécheresse, effets, 34:15
- Souris, rivière, bassin, Saskatchewan, étude, 34:14
- Sécheresse, effets, 27:8

Saskatchewan Pulse Crop Development Board

Membres, quote-parts, recherche, subvention, 2:22, 28, 31

Saskatchewan Water Corporation

- Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude
- Correspondance avec Prof. Joseph F. Dolecki, concernant des études hydrologiques, 35:40
- Document, 35:39
- Post Irrigation Study*, M. Jack C. Stabler, janvier 1987, 35:44
- Rôle, dépenses, responsabilité, 34:24; 35:42

Saskatchewan Wheat Pool

- Membres, rôle, descriptions, organisations, 29:70
- Position
 - Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis, neutre, 17:31
- Bill C-92
 - Élévateurs à grain, système, 29:70, 74
 - Investissements, 30:64
 - Rationalisation, développement, plan, 29:72, 75-6
 - Fermeture, effets, 29:54, 56, 65, 71-2, 75-6; 30:37, 50
- Rural Saskatchewan Stability Program, proposition, 16:8, 10
- Voir aussi*
 - Prairie Pools Inc

United Grain Growers Association (UGGA)—Cont'd

Tax Issues in Agriculture: A Discussion paper, Department of Finance, 17:13

University of Manitoba, study, 17:28

Western Grain Transportation: Report on Consultations and Recommendations, Department of Transport, (Gilson Task Force), 17:10

Wise, Hon. John, Minister of Agriculture, 17:18, 32-3

United Nations (UN)

External Affairs Department, relations, 5:6

World Commission on Environment and Development

Our Common Future/ World Commission on Environment and Development (Brundtland Commission), 27:21

United States**Agriculture**

Acid rain, 35:41

Awareness, 33:71-2

Source, Ohio Valley, 33:63, 71

Agro-businesses, 7:23

Integration, 6:15, 28

Banks, 7:23

Capital, measure, Canada, comparison, 8:28

Climate, 8:27

Co-operation, 7:9-10

Cow rate benefit, American objections, 17:23

Debt

Income ratios, 7:8

Outstanding Farm Debt United States 1975-87, figures, 21R:23

Reduction, comparison, Canada, 14:20

Farms

Annual sales, 21R:22

Family, cornerstone, U.S system, 21R:22

Mega, enterprises, 21R:22

Farm financing, overview, 21R:22-32

Comparison, Canada, 21R:22

Crisis, 21R:26-7, 30

Farming for government, farmers, 17:26

Figures, Canada, United States, comparison

Direct Payments: Percent of Federal Expenditures, 21R:29

Net Farm Income and Government Payments, 21R:31

Grain, 7:10

Loading, multiple cars, rates, rebate, 29:39

Prices, 21R:3, 22

Trade war, 11:36-7; 16:12; 21R:22, 40, 42

Wheat, threat, yield, 7:21; 13:18

Herbicides

Alachlor, 23:6; 25:24

Cancellation, Canada, future effects, 25:27

Tests, California, 23:21

Fungicide, regulatory process, comparison, Canada, 28:28

Metolachlor

Prices, comparison, Canada, effects, 23:12, 28:36-8

Tests, California, 23:21, 24

See also below

Pesticides

Land

Leasing, 8:27

Prices return, Illinois, 9:29

Loans

Secondary agricultural mortgage markets, guarantees, securitized farm market, 14:18-19; 19:12-3; 21R:71-2

Sources, 21R:22-6

Commercial banks, 21R:22, 24

Saskatchewan Wildlife Federation

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude

Lettre de M. Ed Begin, directeur exécutif, Fédération de la faune de la Saskatchewan datée du 21 janvier 1988, adressée à l'honorable Grant Devine, premier ministre de la Saskatchewan, 35:5, 13

Position**Eau**

Approvisionnement, Manitoba, 35:22-3

Gestion, alternatives, 35:18

Qualité, 35:22-3

Transfert, 35:22

Environnement, impacts, 35:17-20

Assèchement, 35:7

Cerf de Virginie, 35:17

Etudes, 35:15, 21

Critères, 35:17, 24

Faune, flore, habitat faunique critique, 35:7-8

Information, manque, 35:8

Poisson, 35:23-4

Zones en aval des barrages, 35:8

Estevan, section, appui, 35:14

Opposition, 35:14

Politique, décision, 35:12

Souris Basin Development Authority, Estevan, Sask., *Rafferty—Alameda Project—Environmental Impact Statement*, 4 août 1987, 35:8, 9, 15

Commentaires, 35:23, 4-5

Mémoires, opposition, 35:9-10, 21

Parti pris, 35:21

Références, 35:9-11

Stop Construction of the Rafferty-Alameda Project, appui, 35:11

Président, 35:7

Saskatchewan-Nelson Basin Board: report, 1967

Saskatchewan-Nelson Basin Board, 34:11, 25

Saskatchewan-Nord, rivière, Saskatchewan**Voir**

Saskatchewan, rivière, Saskatchewan

Saskatchewan-Sud, rivière, Saskatchewan**Voir**

Saskatchewan, rivière, Saskatchewan

Saskatoon Star Phoenix, 35:5, 14**Saskpower****Voir**

Saskatchewan Power Corporation

Schmitz, M. Andy, économiste agricole, 17:57**Scholefield, M. Peter, chef, Division du contrôle et des prévisions au Centre climatologique canadien, Service de l'environnement atmosphérique, ministère de l'Environnement**

Note biographique, 27:5-6

Sécheresse dans l'Ouest du Canada

Discussion, 27:8, 14-5, 19-20

Exposé, 27:9-12

United States—Cont'd

Agriculture—Cont'd

Loans—Cont'd

Sources—Cont'd

Farm Credit System, **21R:22**, 24-6*See also below*

Government — Farm Credit System

Farmers Home Administration, **21R:22**, 26*See also below*

Government — Farmers Home Administration

Insurance companies, **21R:22**Pesticides, **23:9**Registrations, **33:26**Regulations, **33:29***See also above*

Herbicides

Research, **7:15**Spruce budworm, Maine, **22:15**Bacillus thuringiensis, producers, **22:14**Subsidization, **7:17**; **11:17**, 28, 38; **13:8**; **17:7**; **21R:2**, 22, 40

Government

Agriculture Department

Commodity Credit Corporation, **3:19**, 22Harrington, David, reference, **21R:22**Information centre, **4:7**Bush, George, acid rain, reference, **33:63**, 67Congress, Washington, maple syrup industry, lobbying, **33:71**Environmental Protection Agency, **33:29**Alachlor, metolachlor, **23:13**; **25:20**, 22; **28:24**, 25Re-evaluation process, pesticides, **28:20**Water quality, **34:33***See also below*

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination — Environmental Protection Agency

Farm bill, 1985

Export Enhancement Program, **7:17**; **16:12**; **17:7**Subsidization, **11:29**Impact, Canada, programs, **12:8**; **16:11-2**, 14-5; **17:16-8**Provisions, **7:9**, 11; **11:36**; **13:13**Farm Credit System, **18:15-6**; **19:11-3***See also above*

Agriculture — Loans — Sources — Farm Credit System

Farmers Home Administration, farm loan guarantees, **14:20**Farmer Mac, **21R:71**Secondary agricultural mortgage markets, bills, U.S. Congress, **14:18**; **21R:71-2**Small Business Administration, **14:18***See also above*

Agriculture — Loans — Sources — Farmers Home Administration

Federal Insecticide, Fungicide and Rodenticide Act, **33:26**Policies, **6:13**; **7:9**; **12:6**Grain trade, **16:6**Involvement, agriculture, effects, **21R:22**Reagan, Ronald, international free trade, proposal, **13:21**

Senate

Maple syrup industry, lobbying, **33:71**Proposal, *decoupling*, term, **11:21**United States Government Program Expenditures on Agriculture by Financial Class, 1985, table, **21R:32**

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination

Army Corps of Engineers

Environmental impact studies, **34:11**, 33; **35:28-30**Credibility, **35:28**, 42Funding, money, responsibility, **35:33**Water quality, quantity, study, **35:31****Scott, M. Lorne, ancien président, Saskatchewan Wildlife Federation**

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude

Discussion, **35:9**, 13-25Exposé, **35:7-13**Note biographique, **35:4**, 7, 13**Sécheresse**Causes, **27:10-5**Définition, **27:6**Etudes, comparaison, **27:7**, 12Gouvernement, mesures, **27:18**Relevés climatologiques, **27:15-7***Voir aussi*

Eau — Sécheresse

SénatSirop d'érable, groupe de pression, **33:71****Service canadien des forêts**Conseil consultatif de la lutte antiparasitaire, **33:45**Engrais, érablières, **33:62****Service des ressources halieutiques et de la faune sauvage***Voir*

Fish and Wildlife Service

Shand, SaskatchewanCentrale thermique, **34:14**, 28Capacité, **34:37**Construction, décision, raison, **34:29**Coûts, avantages, études, **35:20**, 21, 37Emissions sulphuriques, réduction, méthode, **35:14**; **35:18-9**, 22, 41**Shapiro, M. B. Barry, honorable juge, ancien président du Comité de révision de l'alachlore, 28:18****Sherwood, honorable Cyril B., sénateur (Royal)**Financement agricole, étude, **7:20-1**, 23; **9:10**, 30-1Tordeuse des bourgeons de l'épinette, contrôle, **22:15-6****Shuttleworth, M. C.L., ancien commissaire, Commission canadienne des grains, 29:83****Sim, M. Paul, directeur de l'analyse des politiques, Western Canada Wheat Growers**

Bill C-92

Discussion, **30:9-11**, 17-8Exposé, **30:8-10****Simcoe, lac, Ontario**Pluies acides, problèmes, **33:62-3***Voir aussi*

Pluies acides

Simpson, M. Greg, vice-président (Saskatchewan), Western Canadian Pulse Growers Association

Légumineuses

Discussion, **2:18-20**, 24-7, 29, 30, 32Exposé, **2:12-4****Sirop d'érable**Déclin, causes, solution temporaire, **33:58-62**, 64-5

United States—Cont'd

Granting of a water licence to the Saskatchewan Gouvernement—

Cont'd

Army Corps of Engineers—*Cont'd*

See also

Army Corps of Engineers, United States

Correspondence

Agencies, **35:5**, 10, 13

National Wildlife Federation, **35:5**, 13

Cost-benefit, study, **35:16**

Department of State, funding, money, responsibility, **35:33**

Environmental Protection Agency

Credibility, studies, **35:43**

Submissions from Professor Joseph F. Dolecki, **35:26**, 30

Water quality, quantity, study, **35:31**, 32

See also above

Government — Environmental Protection Agency

Funding, negotiations, responsibility, **34:24**, 29, 33; **35:43**

History, water storage, management, development, **34:12**

Meetings, **34:18-9**

Negotiations, discussions, **34:34**, 39

Souris River Basin, Saskatchewan, Rafferty-Alameda project, **34:15**

Water, import, export, **34:20**

United Kingdom

Bacillus thuringiensis, producers, **22:14**

University of Guelph

Agricultural Finance Problem in Perspective, Department of Agricultural Economics and Business, George L. Brinkman, reference, **7:25**

Farm finance problems, recommendations, examples, **7:11-2**

University of Manitoba

Pulses, research, **2:21**

Study, **17:28**

University of Saskatchewan

Crop Development Centre, funding, **2:10**, 21-2

University of Toronto, Forest Decline Workshop, (Toronto, Ont),

33:67, 70

Uruguay Round

Subsidizations, **18:23**

Van Damme, Harvey, Chairman, Committee of Non-Participants Western Grain

Bill C-132

Discussion, **31:8**, 14-26

Statement, **31:6-13**

Van Kooten, G.C., Agricultural Finance in Canada, references, 21R:4-5**Vander Zalm, Hon. William N., Premier, British Columbia**

Supply management system, withdrawal, position, **13:20**; **18:19**

Vanker, Jaak, Director, Financial Analysis Division, National Transportation Agency

Bill C-92, discussion, **29:45-6**

Sirop d'érable—Suite

Déclin, causes, solution temporaire—*Suite*

Appui, gouvernement, immédiat, **33:65**, 67, 69-71

Engrais, effets temporaires, **33:63-4**, 67, 70

Pluies acides, conscience, **33:68**, 70-1, 73

Industrie, exploitation, grandeur, nombre, historique, **33:63**, 65, 68

Prix, **33:61**, 67

Qualité, **33:71**

Voir aussi

Engrais et amendements

Pluies acides

Slinkard, M. A.E., Crop Development Centre, Université de la Saskatchewan

Lentilles, développement, **2:21**

Indian Head, **2:10**, 19

Laird, **2:20**

Subvention, **2:22**

Small Business Administration

Voir

Etats-Unis — Gouvernement — Farmers Home Administration — Small Business Administration

Smirnoff, M. W.A., scientifique senior, Centre de recherches forestières Laurentides, Service des forêts, ministère de l'Agriculture

Note biographique, **22:5**, 14

Tordeuse des bourgeons de l'épinette, contrôle

Discussion, **22:13-6**

Exposé, **22:5-13**

Références, **22:6**, 9-10

Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL)

Hypothèques

Domiciliaires, **21R:77**

Nouvelles, **17:36-7**

Prêts garantis, **14:18**

Titres hypothécaires, Cannie Maes, **21R:77**

Société canadienne d'immatriculation des animaux

Création, pouvoirs, rôle, **24:7**, 9-11

Société Canagrex

Voir

Canagrex, Société

Société Canagrex, Loi

Voir

Canagrex, Loi sur la Société

Société Canagrex, Loi sur la dissolution

Voir

Bill C-2

Bill C-2, teneur

Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC)

Programme d'assurance, **11:15**

Société du crédit agricole (SCA)

Actions, financement, **19:32-3**

Innovations, **9:16-9**

Effets, **11:16**

Propositions, **13:11**; **14:7**, 10-1; **17:12**; **18:10**; **21R:67-71**

- Vegetation Resources on the Proposed Alameda Reservoir (Moose Mountain Creek) with Special Emphasis on Rare Plants, for the Souris Basin Development Authority, Estevan, Sask., by EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, Sask., dated February 1988, 34:6, 22-3*
- Vermont, United States**
Acid rain, maple syrup industry, awareness, 33:71, 73
- Versteeg, Hajo, Chairman, Pest Management Advisory Board**
Alachlor, pest control
Discussion, 28:8-21
Statement, 28:5-8
Testimony, references, 33:21, 27-8
Biographical note, 28:6
- Vigod, Toby, *Pesticides in Canada: An Examination of Federal Law and Policy*, Law Reform Commission of Canada, 1987, 33:12, 20, 22-3**
- WD**
See
National Farmers Union — Role — Women, women's division
- WGSA**
See
Western Grain Stabilization Act
- WGTA**
See
Western Grain Transportation Act
- WIN**
See
External Affairs Department — World Information Network
- Walker, R.E.W., Director, Coordination Assessment Branch, Saskatchewan Environment and Public Safety**
Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, letter from Mr. R.A. Halliday, Director, Inland Waters and Lands, Western and Northern Region, Environment Department, dated July 6, 1987, 35:4, 8, 13, 26
- Wansbutter, R., Co-ordinator of car allocations, Grain Transportation Agency**
Bill C-92, discussion, 29:31-9, 41-9
- Ware, Dennis, Senior Advisor, International Programs Branch, Department of Agriculture**
Bill C-2, subject-matter, discussion, 3:9-10, 11, 16-7; 4:10, 12-3, 16, 20
- Wascana Centre Authority, Regina, Saskatchewan, 35:7**
- Washington, United States**
Acid rain, maple syrup industry, awareness, lobbying, 33:71-2
Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, wildlife groups, concern, 35:10
- Water**
Drought
Factors, weather systems, 27:10-5
Studies, 26:15, 22; 27:14
- Société du crédit agricole (SCA)—Suite**
Actions, financement—*Suite*
Propositions—*Suite*
Recommandations du Comité, 21R:xix, 71
Aide financière, 17:50
Gouvernement, garanties, proposition, 14:12; 17:41-2
Structure, institution, 20:5-6
Ashmead, M. Ralph, gérant, Recherche et développement
Actions, financement, proposition, 18:10
Economic Transition in Farming, papier présenté, Conférence crédit agricole, novembre 1987, Association des banquiers canadiens, 13:7-8
Crédit, limité, 6:26
Crédit aux syndicats agricoles, Loi, 6:28
Voir aussi
Crédit aux syndicats agricoles, Loi
Dette
Ajustements, 7:15-7
Commerciale, définition, 9:14
Créances irrécouvrables, pertes, 13:9
Moratoire, levée, 6:24-5; 9:11; 13:9; 20:17
Nombre, 21R:19
Dossiers, 6:11; 9:19
Comptes, souffrance, 9:11
Faillites, 6:25; 9:11
Fermes, difficultés, 9:14; 17:35; 18:6
Raison, 12:9
Paiements en souffrance de trois ans, 11:39
Ratio, 9:14, 29
Réduction, 17:36; 20:11, 14
Renonciations, contrats, 20:17
Saisies, 13:9-10
Développement agricole, Société, proposition, 13:25; 19:10
Diversification, 19:12
Examen de l'endettement agricole, Comités, processus, 17:35; 20:17
Créanciers, attitudes, 17:43-4
Investisseurs, 9:18
Agriculteurs, ouest canadien, 17:13, 19
Japon, yens, pertes, 29:58
Prairie Pools Inc, soutien, nouveau mandat, 16:9, 17
Président, vice-président, 18:7
Prêts, 21R:54-6
Amortissement radié, moyenne, chiffres, 14:11, 13
Court terme, 17:36
Historique, 9:29-30; 15:17-8
Long terme, 21R:72
Ordinaires, 9:12, 23
Principales institutions prêteuses, 21R:23
Programme intégré, 18:13-4
Ratio d'endettement avant négociation, 9:29-30
Programmes
Hypothèques à risque partagé, 21R:53-4, 56
Prêts basés sur les prix des produits agricoles, 9:12, 23; 13:9; 20:6, 10, 12, 17-8; 21R:53, 57
Programme spécial d'aide financière aux agriculteurs, 18:8
Propriétaires, fermes et terres, 13:9-11
Nombres, 9:23-4
Rapport annuel, 17:35
Référence, 21R:19
Rôle, 11:20; 16:21; 17:34-5, 80, 84; 18:6-9, 13, 16; 20:13, 16-7; 21R:53, 71-4
Activités, effets, 15:8
Agents, formation, 17:53
Crédit, disponibilité, responsabilité, 12:9-11; 14:6; 15:17; 17:20-1; 21R:72-3
Long terme, historique, 21R:4-8

Water—Cont'd**Drought—Cont'd**

- Supply conditions, precipitation, **26:8-10, 12-3; 27:6-9**
- Climatological records, **27:15-7**
- Impacts, **27:8-9**
- Solutions, **26:13-5; 27:19**
- Ground water, **26:15, 21-2; 27:14-5, 22**
- Snowfall, **27:6-7**
- Flood, control, **34:15, 32, 33; 35:29**
- Alternatives, **35:18**
- Low-flow, impact, **35:28-9, 35**
- Quality, quantity, **34:21, 26-7, 32-4; 35:22-3, 35**
- Studies, **35:28-32**
- Rights, **35:29**
- Supply, **35:22-3**
- Effects, **34:19-20, 32, 34**
- Import, export, **34:20**
- Transfer, **34:20; 35:22, 34-57890**

See also

- Agriculture — Prairie Farm Rehabilitation Administration
- Drought
- Environment Department
- Souris River Basin, Saskatchewan, development

Water Pollution

- Acid rain, rainfall, effects, **33:58, 66**
- Herbicides, residual effects, none, **2:13, 30**
- Alachlor and metolachlor, **23:28-9**

See also

- Acid rain
- Herbicides

Watson, Alan, Regional Chairman, Farm Finance Crisis Committee, National Farmers Union

- Farm finance, examination
- Discussion, **13:14**
- Statement, **13:5-9**

Weather*See*

- Climate

Weber, T.E., Engineer

- Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, memorandum dated October 14, 1987, to D.F. Stewart, Deputy Minister of Natural Resources, Manitoba, **35:27**

Weeds

- Control, **2:14**
- Products, availability, **23:5-7**

Western Canadian Pulses Growers Association

- Agriculture Department, meetings, **2:7**
- Letter to Hon. Charles James Mayer, Minister of State (Grains and Oilseeds), about Western Grain Stabilization Program, **2:10**
- Members, **2:24, 28**
- Pulses, position and proposals
- Consumer, education, **2:11**
- Generic advertising, federal/provincial assistance, **2:32**
- Information
- From Western Canada, to federal departments, **2:25**
- Government and chemicals producers, lack, **2:19**
- Inoculants, registration, **2:27**

Société du crédit agricole (SCA)—Suite**Rôle—Suite**

- Extension
- Agriculteurs débutants, l'an 2000, besoin d'aide, **13:27**
- Fonds, **12:21; 20:5, 12-4; 21R:47-8, 73**
- Réorganisation, plan, **20:23; 21R:74**
- Sources, **21R:53**
- Flexibilité, **17:36**
- Financement direct, refinancement, **9:23; 14:7**
- Futur, clarification, **13:25**
- Réalisation de bénéfices ou instruments de politique sociale, institution, **21R:72**
- Gestion, programmes, cours pratiques, **14:6; 21R:72-3**
- Limitation, **17:79**
- Marché secondaire des hypothèques agricoles, **21R:77-8**
- Recommandations du Comité, **21R:xx, 74, 76, 78**
- Services consultatifs, **18:18-9**
- Techniquement en faillite, raisons, **18:7; 19:33; 21R:71**
- Aide, **20:6**
- Société canadienne d'hypothèque et de logement, nouvelle hypothèque, **17:36-7**
- Sondage, données financières, **6:24; 7:15; 8:14; 9:22; 12:7, 14; 21R:19**
- Taux d'intérêts, **8:24; 19:6; 21R:54-7, 72**
- Elevé, **9:30**
- Plafond, **18:14-5**
- Subvention, niveau irréal d'endettement, **9:18**
- Terres
- Location, **17:36; 19:33; 20:17**
- Prix, tableau, **12:10**
- Valeur, **15:18**
- Voir aussi*
- Institutions financières

Société pour l'expansion des exportations (SEE)

- Assurance-crédit agricole, Programme, **3:22-4; 4:10**
- Canagrex, comparaison, **3:20-1**
- Court terme, **3:18, 20, 24; 4:10**
- Entrée en vigueur, **3:21**
- Fonctions, **3:20**
- Garanties, pertes, secteur privé, **3:20**
- Moyen terme, **3:18, 20, 24; 4:10**
- Résultats, **3:18-9, 21**
- Canagrex, Société, abrogation, effets, **3:5; 5:17**
- Chiffre d'affaires total 1986, 1987, **3:19-20**
- Coopération, ministères fédéraux, **3:5, 19, 21, 22, 23-4; 4:5, 10**
- Exportation, risques de crédit, évaluation, **4:7**
- Mandat, **3:22, 24; 4:10; 5:17**
- Produits agricoles, **3:14**
- Exportations, **3:18, 23**

Soya

- Lasso, produit herbicide, annulation de l'alachlore, effets, agriculteurs, **23:7, 12-5**
- Usage, années, nombre, records, risques, **23:27-8; 33:38**

Sols

- Conservation, recherche, **20:6, 19, 26-7; 21R:22**
- Dégradation, **13:9**
- Amélioration par la rotation des cultures, **2:9**
- Colloques, **13:15**
- Herbicides
- 2,4-D, **2:19**
- Excel, **2:13**
- Résidus, répercussions, **2:29-30**

Western Canadian Pulses Growers Association—Cont'dPulses, position and proposals—*Cont'd*

Markets

Domestic, promotion, 2:11
 Forecasting, production, 2:27
 Powers, 2:31

Pesticides, registration, 2:13

Plant breeders rights, 2:11

Research, cutbacks, funding, 2:9-10, 11, 22, 30-1

Check-offs, 2:31

Tripartite stabilization program, proposed, 2:10

Soil at Risk — Canada's Eroding Future, report of the Standing Senate Committee on Agriculture, Fisheries and Forestry, copies to be given, 2:28

Umbrella group, 2:6

Western Canadian Wheat Growers Association

Membership, role, 11:23; 30:7-8

Position

Bill C-92, 30:8, 11, 15, 22

Canadian Wheat Board

Clause 8

Canadian Wheat Board Advisory Committee, motion, 30:13, 65

Threat, none, 30:21-2

Pooling process, 30:8-9, 12, 14

Train runs, 30:12-3

Grain elevators, system, 30:12, 14, 16, 17-9, 20

Charges, tariffs, rates, increases, 30:8-10, 12

Competition, effects, 30:9-13, 17-8

Chief Executive Officer, 30:14-5

Low-cost effective system, 30:17-8

Regulations, 30:19

Pooling process, 30:14

Producer cars, 30:8-9, 12, 13

Efficiency, inefficiency, 30:12, 14

Increases, effects, 30:14-6, 17

Regulations, 30:19

Storage, interests, charges, 30:13

Producers

Costs, prices, increases, interest rates, 30:19-21

Income, increases, cost, reduction, objectives, 30:11-2, 16

Transportation, handling, system, 30:17-8

Costs, figures, 30:11, 13

Regulation, 30:20-1

Farm finance, 11:39-40

Ethanol, approval, potential, 11:24, 27

Expenses, five-year comparison, 11:24-6, 35

Farmers, lack of confidence, 11:23-4

Government rebuilding, 11:37

Guaranteed income, not in favour, 11:33

Options, proposition, 11:38-9

Adjustments, 11:36

Diversification, 11:23, 27, 37

Domestic market opportunities, 11:23

Handling and transportation, cost effective, 11:23, 37

Programs

Canadian export enhancement, 11:33

Phase out, multilateral negotiations, 11:33

Special Canadian Grains, 11:33, 38-9

Western Grain Stabilization, 11:24

Quota system, 11:23, 37

References, 21R:9, 14, 42

Small Business Development Bonds, opinion, 11:24

Trade war, grain subsidization, 11:36

Sols—Suite

Jachère d'été, 11:28; 20:20

Palements, 20:19-20

Remplacement, recherches, 2:10, 19, 21

Légumineuses, 2:15

Sols dégradés (Nos): le Canada compromet son avenir, 1986, rapport du Comité sénatorial permanent de l'Agriculture, des pêches et des forêts

Impression de 10,000 exemplaires supplémentaires, 1:5

Références, 2:28; 13:8-9, 15, 19; 33:37, 50

Souris, Saskatchewan

Eau, approvisionnement, coûts, responsabilités, 35:35

Souris, bassin, Saskatchewan

Description, 34:9-10

Souris, rivière, Dakota du Nord

Développement, retenue et gestion des eaux, historique, 34:12

Souris, rivière, Saskatchewan

Eau

Assèchement, 35:7

Dossiers, débit, 35:23

Transfert, 35:22

Rivière internationale, 35:24

Description, 34:9-10, 19

Souris Basin Development Authority, Estevan, Sask.

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude

Audiences, 34:19

Documents

Questions and Answers: Rafferty, Alameda and Shand, 34:12*Rafferty—Alameda Project—Environmental Impact Statement*, 4 août 1987, 34:5, 10, 18, 22-3; 35:8, 15, 32, 44, 47

Commentaires, références, 35:23, 24-5, 27-8, 39

Coûts, responsabilités, 35:25

Coûts-avantages, analyses, 35:36-9, 44

Mémoires, opposition, 35:9-10, 21, 26

Parti pris, 35:21

Summer/Fall Fisheries Studies on the Souris River Basin in Saskatchewan, M. D.A. Fernet, EMA Environmental

Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, Sask., février

1988, 34:6, 22-3

Vegetation Resources on the Proposed Alameda Reservoir (Moose Mountain Creek) with Special Emphasis on Rare Plants, par EMA Environmental Management Associates

(Sask.) Ltd., Regina, Sask., février 1988, 34:6, 22-3

Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Alameda Reservoir during Spring-Fall, 1987, M. D.A. Young et M.

L. Ludwig, EMA Environmental Management Associates

(Sask.) Ltd., Regina, février 1988, 34:6, 22-3

Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Rafferty Reservoir during Spring-Fall, 1987, M. D.A. Young et M.

L. Ludwig, EMA Environmental Management Associates

(Sask.) Ltd., Regina, février 1988, 34:6, 22-3

Eau, qualité, étude, 35:31, 32

Permis, provincial, 35:11

Position, 34:9, 12, 21-2

Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis,

34:20, 31

Bénéfices, 35:18

Construction, décision, 34:29

Western Grain, Committee of Non-Participants

See
Committee of Non-Participants Western Grain

Western Grain Elevators Association

Grain movement, loading cars, figures, 30:29-30

Western Grain Stabilization Act (WGSA)

Prolongation, 12:21-2
Provisions, 21R:34-6; 29:89
Contributions, maximum levy rates, 29:89; 30:55-6
Deficit, 31:18
Modification, proposal, 17:39, 53; 21R:34-6
Participants, retroactive, program, 29:90
Extension, deadline, 29:94-5; 31:7
Voluntary, 31:16
Payments, 11:10, 21, 26; 31:18
Sale, ceiling, maximum, review, 29:97-8
Purpose, 29:89; 30:52, 57-8
See also
Bill C-132
Transport Department — Western Grain Stabilization Program

Western Grain Stabilization Program

See
Transport Department — Western Grain Stabilization Program

Western Grain Transportation: Report on Consultations and Recommendations, J.C. Gilson, Department of Transport, (Gilson Task Force), 17:10**Western Grain Transportation Act (WGTA)**

Canadian Cattlemen's Association, position, 15:17
Discussion, section 45, 30:31
Provisions, 15:14; 21R:37
Equipment, 29:47
Grain Transportation Agency, 29:32
National Transportation Agency, 29:40
See also
Grain Transportation Agency
National Transportation Agency

Western Producer, 6:16; 32:14**Western Producer Car Group**

Bill C-92, position
Appearance, Standing House of Commons Committee on Agriculture, 29:40-1; 30:44
Canadian Wheat Board, 30:27-8
Grain elevators, 30:27
Producer car, 30:24-6
Efficiency, inefficiency, 30:27-8, 29-30
Study, history, 30:24-5, 27, 28-9, 30
See also
Bill C-92
Mandate, contributions, members, 30:23-4, 30

Western provinces

Agriculture
Capital, 8:27
Increase, 17:62
Cost, 9:29
Increase, 17:62
Credit unions, 29:27-8
Diversification, 2:23, 27; 7:21; 11:27

Souris Basin Development Authority, Estevan, Sask.—Suite

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau—

Suite
Position—*Suite*
Eau

Détournement, 34:39-40
Gestion, 34:33; 35:18
Qualité, quantité, 34:32; 35:22-3
Irrigation, approvisionnement, 35:39
Engagements, 34:16
Environnement, protection, 34:14, 16; 35:17-8
Etudes, 35:17
Grasslands, parc national, 34:30-1
Impacts, Manitoba, 34:25-6, 38-9
Permis, 34:31-2, 39-40
Rôle, dépenses, 34:24

Souris River Basin Project, Saskatchewan, Canada-North Dakota, U.S.A., General Plan Report and Final Environmental Impact Statement, juillet 1988, publié par Army Corps of Engineers, St. Paul District (Etats-Unis), 35:28-30**Souris River Basin Study Board (Canada), *Souris River Basin Study: report, 1978, président, M. N.H. James, 34:11, 25*****Souris River Basin Study Board (Manitoba)**

Voir
Souris River Basin Study Board (Canada)

Souris River Basin Study Board (Saskatchewan)

Voir
Souris River Basin Study Board (Canada)

Souris River Basin Study: report, 1978, président, M. N.H. James, Souris River Basin Study Board (Canada), 34:11, 25**Souris River Board of Control, International**

Voir
International Souris River Board of Control

Souris River Water Commission, Manitoba, référence, 34:18**Souris-Red-Rainy River Basin Commission**

Etude, 1968, 34:11

Sparrow, honorable Herbert O., sénateur (Saskatchewan)

Bill C-43, teneur, 2:4, 7,8
Réunion à huis clos, 19 mars 1987, 1:5
Légumineuses, 2:23, 24, 28-9, 35

Spivak, honorable Mira, sénateur (Manitoba)

Alachlore, produit antiparasitaire, 23:19-23; 28:11-2, 35-6
Bill C-2, teneur, 3:17, 22; 4:12-3
Bill C-132, 31:18-9
Déclin des forêts, industrie du sucre d'érable, 33:67, 69-71, 72-3
Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, 34:27; 35:4-6, 16-9, 23, 25, 34, 36-7, 38-40, 41-2, 47, 48-9
Financement agricole, étude
Agriculteurs, nombre, 9:16; 12:11
Agriculture, politiques, surproduction, 13:20
Ajustements, 9:24-5
Fédération canadienne de l'agriculture, 18:23-4

Western provinces—Cont'd**Agriculture—Cont'd**Drought, **26:5, 7**Snowfall, **27:6-7**Water supply conditions, **26:8-10, 12; 27:6-9, 19**Economic Council of Canada, study, future, **17:57-76**Economic outlook, **6:14**Situation worse, **13:13**Farms, difficulty, number, **11:13**Statistics, **12:8; 16:7****Grain**Feed, **3:19**Interest rates, effects, **21R:3****Market**International, **11:14**Losses, **11:12-3**Subsidization, removal, **11:14**Prices, **6:18**Production, serious trouble, **7:20-2**Trade war, **11:36-7**Lack of confidence, **11:23****Land**Foreign ownership, restriction laws, **9:22**Leasing, **8:6; 12:14**Values, **12:10**Pesticides, registration, information to federal departments, **2:25**Production, price increase, impact, **17:62****Pulses**Crops 1986, **2:6-7, 20**Crops 1987, lentils, **2:12**Forecasting, **2:27**Eston lentil, **2:13**Farm economy, **2:14**Special Canadian Grains Program, **12:22****See also**

Alberta

British Columbia

Manitoba

Saskatchewan

Wetherup, Danielle, Director General, Natural Resources and Economic Development, Department of Indian Affairs and Northern Development

Bill C-43, subject-matter

Discussion, **1:13-6, 17-23, 26, 27**Statement, **1:11-2****Weyburn, Saskatchewan**Grain elevators, competition, **30:64****Weyburn Inland Terminal**Grain elevators, competition, **30:64, 73****Wheat**Acres, **2:20**American threat, **13:18**Interest, storage, charges, **32:14, 19**International trade, major component, **2:26**Prices, **11:29-30**Production, poorest, reasons, **7:21-2****See also**

Crops

Grain

Grain elevators

Spivak, honorable Mira, sénateur (Manitoba)—SuiteFinancement agricole, étude—*Suite*Grains, Programme spécial canadien, **12:22; 20:18-23**Manitoba, propriétaires non exploitants, **8:16**Marais, conservation, **20:27**Motion, **16:4, 27; 21:8**Prairie Pools Inc, **16:25-6**Régime d'assistance publique du Canada, **12:24**Terres, **8:14-6; 12:18; 13:20**Réunion à huis clos, 19 mars 1987, **1:5**Sécheresse dans l'Ouest du Canada, **27:20-1****Stabilisation, Plans nationaux tripartites***Voir*

Plans nationaux tripartites de stabilisation

Stabilisation, Programme tripartite, proposé*Voir*

Légumineuses — Stabilisation, Programme tripartite, proposé

Stabilisation concernant le Grain de l'Ouest, Loi*Voir*

Grain de l'Ouest, Loi de stabilisation concernant

Stabilisation concernant le Grain de l'Ouest, Programme*Voir*

Transports, ministère — Grain de l'Ouest, Programme de stabilisation concernant

Stabilisation des prix agricoles, Loi*Voir*

Prix agricoles, Loi sur la stabilisation

Stabler, M. Jack C., *Post Irrigation Study*, rapport préparé pour le Saskatchewan Water Corporation, janvier 1987, 35:44**Statistique Canada**

Fermes, statistiques

Canada, Etats-Unis, grandes entreprises agricoles, intégration, comparaisons, **6:28**Intérêts versés, **6:24**Recensement 1986, **17:11-2**Revenus, **6:27****Steuart, honorable David Gordon, sénateur (Prince Albert-Duck Lake)**Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, **34:27-30, 31**Sécheresse dans l'Ouest du Canada, **26:14, 18; 27:18-9, 22****Stevenson, M. Garf, président, Saskatchewan Wheat Pool, Prairie Pools Inc**Financement agricole, étude, discussion, **16:12, 14, 17-8, 20-5****Stewart, M. D.F., sous-ministre des Ressources naturelles, Manitoba**

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, memorandum daté du 14 octobre 1987, de M. T.E.

Weber, ingénieur, **35:27****Stop Construction of the Rafferty-Alameda Project (SCRAP)**Appui, références, **35:11-2, 34**Création, **35:11**Documents concernant l'organisation SCRAP, **35:5, 11, 14***Rafferty—Alameda Project—Environmental Impact Statement*, Souris Basin Development Authority, en date du 4 août 1987Demande concernant la première et la dernière étude d'impact sur l'environnement, **35:40**

Wheat Agreement, International

See

International Wheat Agreement

White-tailed deer

Souris River Basin, Saskatchewan, development, impacts, 35:17-8

Wildlife

Drought, effects, 27:8

Federal Environmental Assessment Review Office, process, 35:32, 33

Souris River Basin, Saskatchewan, development, impacts, 34:16-7; 35:29

Ducks, 35:19-20

White-tailed deer, 35:17-8

See also

Drought

Souris River Basin, Saskatchewan, development

Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Alameda Reservoir during Spring-Fall, 1987, for the Souris Basin Development Authority, Estevan, by D.A. Young and L. Ludwig, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, dated February 1988, 34:6, 22-3

Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Rafferty Reservoir during Spring-Fall, 1987, for the Souris Basin Development Authority, Estevan, by D.A. Young and L. Ludwig, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, dated February 1988, 34:6, 22-3

Williams, Sid, Former Deputy Minister of Agriculture and Consultant
Farm finance, examination, discussion, 8:27

Wilson, G., M.P., Chairman, Standing House of Commons Committee on Agriculture

Letter from R.S. Allison, Canadian Pacific Railways, dated April 15, 1988, responding to March 8, 1988 letter, concerning producer cars, 30:31-2

Wilson, Hon. Michael Holcombe, P.C., M.P., Minister of Finance

Farm income tax change, proposals, concerns, 18:11

Tax Issues in Agriculture: A Discussion Paper, Department of Finance, 17:13

Winnipeg Free Press

Grain, 29:56

Manitoba Wheat Pool, elevation charges, increases, 34:59

Rafferty-Alameda dam project, 34:38

Harapiak, Harry Myroslaw, MPP, Manitoba, NDP critic of environment, comments, 35:33-4

Robson, Barbara, September 11, 1988, 35:46

Winnipeg Grain Exchange, 29:25; 30:44

Wise, Hon. John, Minister of Agriculture

American farm program, effects, 17:18

Christian Farmers Federation of Ontario, deficiency program, proposal, 13:26

Drought in western Canada

Discussion, 26:7, 10-20

Statement, 26:5-7

Farm Dept Review Boards, 18:17

Stop Construction of the Rafferty-Alameda Project (SCRAP)—Suite
Rafferty—Alameda Project—Environmental Impact Statement,—

Suite

Procès, 35:47-8

Saskatchewan Power Corporation, responsabilité, 35:42

Saskatchewan Water Corporation, responsabilité, 35:42

Stratégie agricole nationale

Approbation, 3:6, 4:11

Assurance-récolte, 26:6

Crédit agricole, 18:14

Marchés d'exportation, développement, 4:11

Prairie Pools Inc, position, 16:10-1

Société du crédit agricole, rôle, 18:8-9

Stratégie agricole nationale, rapport sur les défis de l'agriculture, Conférences des premiers ministres (1986: Vancouver, C.B.), 6:5, 9; 18:8, 14; 26:6

Stratégie nationale du commerce

Voir

Conférence annuelle des premiers ministres (1985: Halifax, N.E.)

Strath, M. Bill, président, Manitoba Pool Elevators, Prairie Pools Inc
Bill C-92

Discussion, 29:56-66, 67-72, 73-80

Exposé, 29:49-55

Financement agricole, étude

Discussion, 16:11-7, 21-7

Exposé, 16:5-11

Témoignage, références, 21R:51-2, 70, 72

Study of the Government of Canada's Loan Guaranty and Direct Lending Programs pour le Ministère des Finances par M. Myles B. Foster, référence, 14:11

Suède

Pension de retraite, agriculteurs, 8:27-8

Pluies acides, solution, 33:66

Summer/Fall Fisheries Studies on the Souris River Basin in Saskatchewan, pour le Souris Basin Development Authority, Estevan, Sask., par M. D.A. Fernet, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, Sask., février 1988, 34:6, 2-3

Sutton, Québec

Pluies acides, station de contrôle, 33:59

Swan, honorable Herb, ministre de l'Environnement, Saskatchewan

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, permis, provincial, accord, 35:10, 33, 43

Syndicat des agriculteurs

Voir

Syndicat national des cultivateurs

Syndicat national des cultivateurs (SNC)

Comparution à la Chambre des communes, Comité des Finances, 13:14

Economic Transition in Farming, M. Ralph Ashmead, papier présenté à la Conférence crédit agricole, novembre 1987, Association des banquiers canadiens, référence, 13:13

Ferme familiale, définition, 13:11, 21

Wise, Hon. John, Minister of Agriculture—Cont'd

Letter to Canadian Bankers Association, farm debt review process, proposal, **14:14**

Ontario Federation of Agriculture, solution, **17:34**

Pesticides regulation process, **33:30**

Alachlor

Registration, cancellation, **23:5-6, 10; 28:5, 26; 33:13**

Federal Court of Appeal, **33:13, 14**

Full data information on metolachlor, public comments, **23:18; 28:16-7, 26**

Report of the Alachlor Review Board submitted to the Honorable John Wise, Minister of Agriculture, references, **23:8, 9; 25:7, 8, 9, 10, 24, 25; 33:13, 24-5, 25-6, 27**

Review Board

Bias, position, **28:12**

Creation, **28:5, 7; 33:13**

Participation, **28:7, 9-10**

Passive role, **23:8**

Reason, **28:6-7**

Recommendations, decisions, **33:21-2**

Decision-making process, **28:9, 13-4; 33:14, 21-2, 28-9**

Risk-benefit, uncertainty, **28:16; 33:26**

Letter from Ciba-Geigy, November 30, 1987, **28:26**

Union Grain Growers' Association, solution, **17:32-3**

Wolstenholme, Kaye, Member, Committee of Non-Participants Western Grain

Bill C-132, discussion, **31:13, 20, 24**

Workman, Charles, Army Corps of Engineers, St. Paul District (United States)

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, letter from Professor Joseph F. Dolecki, dated August 20, 1988, with attachments (*Review Comments on the Souris River Basin Project General Plan Report and Final Environmental Impact Statement*) and various documents, **35:26, 30**

World Commission on Environment and Development

See

United Nations — World Commission on Environment and Development

World Conference on the Changing Atmosphere, Implications for Global Security (1988: Toronto, Ont.), 33:67**World Health Organization, 25:6****Young, D.A.**

Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Alameda Reservoir during Spring-Fall, 1987, for the Souris Basin Development Authority, Estevan, by EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, dated February 1988, **34:6, 22-3**

Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Rafferty Reservoir during Spring-Fall, 1987, for the Souris Basin Development Authority, Estevan, by EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, dated February 1988, **34:6, 22-3**

Yukon

Crown land, status, **1:22**

Forest industry, federal government, activities, **1:15-6**

Forestry, transfer of federal responsibility

Federal employees, **1:26**

Syndicat national des cultivateurs (SNC)—Suite**Position**

Bill C-92, **30:43, 50, 58**

Art. 8, **30:47, 49**

Commission canadienne des grains, règlements, proposition, changement, **30:46**

Commission canadienne du blé

Finances, **30:43**

Système

Points faibles, **30:47**

Transport, commercialisation, **30:49, 51**

Recommandation, **30:45-6**

Réseau ferroviaire, efficacité, **30:50**

Wagons producteurs, **30:44-5, 50-1**

Augmentation, encouragement, chiffres, pourcentage, **30:47, 50-1**

Canola, spéculation, sans prix préétablis, effets, **30:45, 46**

Élévation, frais, compétition, **30:46-7**

Historique, **30:44**

Wagons expédiés, erreurs, effets, **30:48-9**

Bill C-112, commissaires, nomination, **30:52-3**

Bill C-132, position, recommandations

Agriculteurs, exode massif, solutions, **30:54**

Examen de l'endettement agricole, Bureaux, crise financière agricole, **30:60-1**

Revenu agricole, garantie, **30:52, 53-5**

Découplage, **30:55**

Subventions, **30:54**

Grain de l'Ouest, Loi de stabilisation concernant, programme, **30:56-9**

Grains, Programme spécial canadien, **30:56-7**

Non-Canadiens, participation, restrictions, **30:52**

Producteur, gouvernement, contribution, proportionnelle, **30:52, 53, 55-8, 59-60**

Financement agricole

Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, **13:11**

Crédit agricole, **13:12**

Examen de l'endettement agricole, Bureaux, **13:11**

Gestion de l'offre

Programmes, **13:11**

Système, **13:20**

Gouvernement, programmes de soutien, maintien des agriculteurs, terres, **13:19**

Grains, Programme spécial canadien, **17:32**

Institutions financières privées, **13:11-2**

Terres, propriétaires, retrait, **13:12, 20**

Marché international, **13:21**

Politique agricole canadienne, **13:12**

Surproduction, grains, **13:20-1**

Référence, **21R:45**

Structure agricole familiale, consolidation, **13:12**

Terre, conservation, **13:20-1**

Tradition, **13:9**

Rôle, **13:5; 30:50**

Colloques, sols, dégradation, **13:15**

Femmes, division des femmes (DF), **13:22**

Membres, **13:5, 21; 30:49-50**

Sirop d'érable, industrie, déclin, gouvernement, proposition, opposition, référence, **33:72**

Syndicat national des jeunes cultivateurs, Farm Transfers: generation to generation, 13:10

Yukon—Cont'd

- Forestry, transfer of federal responsibility—*Cont'd*
- Negotiations, **1**:12, 22-3
- Northerners, **1**:22
- Resources, **1**:22-3
- Wildlife, transfer of federal responsibility, agreement, **1**:11

0-10-30*See*

- Fertilizers and manures — Marketing, acid antidote, trade mark — 0-10-30

See following pages for lists of appendices, documents and witnesses.

Syndicats agricoles, Loi sur le crédit*Voir*

- Crédit aux syndicats agricoles, Loi

Synopsis Sectoriel — Produits et services agricoles, plan opérationnel 1987-88, ministère des Affaires extérieures, référence, document, 3:16

Système de repérage des débouchés (SDR)*Voir*

- Expansion industrielle régionale, ministère — Réseau d'approvisionnements et de débouchés d'affaires

Sytsma, M. Garry, directeur, Christian Farmers Federation of Ontario

- Financement agricole, étude
- Discussion, **13**:29; **19**:8-9, 13-4, 16
- Exposé, **19**:6-7

Tabac

- Diversifications, **6**:12, 22
- Marchés, **3**:20

Tait, M. Don, président, Western Canadian Pulse Growers Association

- Légumineuses
- Discussion, **2**:14, 16-8, 20-3, 28-31, 33-6
- Exposé, **2**:6-7, 9-12

Température*Voir*

- Climat

Terre-Neuve

- Programmes provinciaux de crédit agricole, description, **21R**:83
- Tordeuse des bourgeons de l'épinette, **22**:15

Terres

- Agriculture
- Assurance, **6**:22
- Catégorie 1, **6**:22
- Conservation, **13**:20-1
- Marais, **20**:27
- Réglementation, **13**:15
- Marginale, **6**:22; **17**:18

Terres territoriales, Loi

- Amendement, proposé, forêts, transfert de responsabilité fédérale aux Territoires du Nord-Ouest, Yukon, **1**:12
- Règlements, **1**:17
- Voir aussi*
- Bill C-43, teneur

Terres territoriales, Loi modifiant la Loi*Voir*

- Bill C-43, teneur

Territoires du Nord-Ouest

- Faune, transfert de responsabilité fédérale, accord, **1**:11
- Forêts et produits forestiers, industrie
- Abattage, amende, **1**:16-7
- Gouvernement fédéral, activités, **1**:15-6
- Forêts, transfert de responsabilité fédérale
- Arbres, **1**:17, 18

Prairie Grain Advance Payments ActProvisions, **21R:38-9****Prairie Pools Inc**Advertising campaign, educate urban Canadians, farm crisis, **16:23-4**General Agreement on Tariffs and Trade, involvement, **16:26**International Federation of Agriculture Producers, involvement, **16:26**Members, **17:5, 8, 10, 15, 23; 29:49, 70, 74-5**Producer cars, users, number, **29:74**

Position

Bill C-92

Canadian Wheat Board

Borrowing, investment, losses, **29:50, 54-5, 56-8**Amendment proposal, **29:55**Foreign currencies, **29:57-9**Guarantees, government, **29:58**Grain, prices, **29:63, 79**Grain elevators system, **30:15**Administration fee, **29:55-6**Cars system, **29:73-4**Ownership, **29:66**

Producer cars

Allocations, **29:67-8**Spotting, **29:52**Speculation, **30:32-3**Cost, savings, **29:50-3, 68-9, 80**Efficiency, inefficiency, **29:65-9, 78-9; 30:32**Storage, grain price, speculation, **30:46**Increases, effects, **29:51-3, 71-2, 76-8**Payment, final, objections, **29:68-9**Statistics, **29:51, 53**Users, type, **29:73, 74**Train run, allocation, **29:73**Competition, **29:61-4**Delivery, grain, **29:55, 79**Pooling system, costs, changes, **29:53-4, 80-1**Rationalization, efficiency, introduction, **29:53, 65, 71**Closure, effects, **29:54, 56, 65, 71-2**Costs, operation, increases, **29:63, 69**Elevation charges, increases, reductions, **29:59-61**Storage capacity, costs, **29:50-3, 65, 68, 77; 30:46**Recommendations, **29:54-5**

Farm finance

Debt

Farm Debt Review Boards, **16:8, 16-8, 24-5**Set-asides, agreement, **16:8, 10, 16, 17, 21-2**Write-downs, **16:8, 17**Diversification, economic, **16:11**Equity financing, concern, **16:8, 10, 13-4, 19**Family farm, **16:24, 26**Farmers, **16:10, 16**Financial options, alternatives, **16:9**General Agreement on Tariffs and Trade, **16:10**

Government programs

Decoupling, **16:13**Farm Credit Corporation, **16:9, 17**Special Canadian Grains, **16:6, 7-9, 11-2, 14-5**Support, producers, continuation, **16:8-9, 11**Western Grain Stabilization Act, **16:6**Rural Saskatchewan Stability Program, proposal, **16:8, 10, 17-8**Rural Transition Program, **16:10**Interest rate, **16:9**Management, financial, counselling, **16:9**National Agriculture Strategy, **16:10-1****Ontario Farm Management, Safety and Repairs Program***Voir*

Fédération de l'agriculture de l'Ontario — Programmes — Provinciaux — Programme Ontarien d'aide à la gestion, à la sécurité et aux réparations dans les exploitations agricoles

Ontario Soybean Growers Marketing Board

Comité de révision de l'alachlore

Participation, **23:13**Rapport, conclusions et recommandations, appui, raisons, **23:13-5**Membres, **23:12**Métolachlore, manque d'information, documentation, **23:19**Pesticides, processus d'homologation, examen, **23:15**Produits antiparasitaires, Loi, changement législatif, implication, **23:14**Recommandation au Comité sénatorial permanent de l'Agriculture et des forêts d'inviter le ministre de l'Agriculture à reconsidérer sa décision, herbicide alachlore, **23:15**Utilisation sécuritaire des pesticides, cours, implication directe, engagement à la sécurité, **23:14-5, 22****Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)**Affaires extérieures, ministère, relations, **5:6, 7**Centre de données, **4:7**Découplage et suppression, mesures d'aide, étude, **11:20-1; 21R:78-9**Équivalent producteur-subsidation, système, **17:41**Recommandations du Comité, **21R:xx, 79****Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture**Banque de données, **4:7****Organisation mondiale de la santé (OMS), 25:6****Organisation panaméricaine de la santé, 25:6****Orge**Acres, **2:20**Intérêt, entreposage, frais, **32:14, 19***Voir aussi*

Cultures

Éleveurs à grain

Ormrod, M. S. Wayne, directeur général, Direction des pesticides, ministère de l'Agriculture

Alachlore, produit antiparasitaire

Discussion, **25:5, 18-20**Référence, **33:26****Orsak, M. Paul, vice-président, Western Canada Wheat Growers**

Bill C-92

Discussion, **30:14-9, 20-2**Exposé, **30:7-8, 11-3****Osler Inc., 29:25****Oswald, M. Ron, président sortant, Canadian Cattlemen's Association**

Financement agricole, étude

Discussion, **15:11-24**Exposé, **15:5-11**Témoignage, référence, **21R:48****Ottawa, Ontario**Pluies acides, problèmes, **33:62-3**

Prairie Pools Inc—Cont'd

Position—Cont'd

Farm finance—Cont'd

Off-farm employment, **16:10**References, **17:32; 21R:8, 18, 47-8, 60, 66-7**Subsidization, **16:25-6**Trade negotiations, multilateral, bilateral, **16:10, 25-6**Canada-U.S. Free Trade Agreement, neutral position, **17:31**Role, mandate, international negotiations, **16:6, 25-6; 29:50, 70, 74-5****Prairie provinces**

See

Western provinces

*Prairie Provinces Water Supply Conditions Report — Updated to May 9, 1988, Prairie Farm Rehabilitation Administration, 26:4, 7-8, 12-3***Prince Edward Island**

Land

Agriculture, foreign ownership, restriction laws, **9:22**Conservation, seminars, **13:15**Provincial Farm Credit Programs, description, **21R:77****Program for Export Market Development (PEMD)**

See

Export Market Development Program

Proulx, Jacques, President, Union des producteurs agricoles

Farm finance, examination

Discussion, **17:83-5, 87-94**Statement, **17:76-83**Testimony, reference, **21R:66****Provinces**Canadian agricultural products, co-operation, **3:6**Crown land, **1:22**Farm credit, **18:13-4**Maple syrup industry, decline, support, immediate, **33:65, 67, 70-1**Pesticides, registration, Committee recommendations, **33:11, 28****Prudek, V.C., President (Alberta), Western Canadian Pulses Growers Association**

Pulses

Discussion, **2:16, 18, 21, 23-4, 28, 31-6**Statement, **2:14-5****Pulses**Beans, varieties, **2:6-7, 12, 16, 21, 29, 31, 32**Breeders rights, program, **2:9-11, 21**Consumption, **2:33**Canada, **2:11, 24, 32-3**Consumer, education, **2:11, 24**United States, **2:32-3**Definition, **2:6, 16**Diseases, **2:12-3, 21**Downgrading, **2:13, 26**Free Trade Agreement between Canada and the United States, effect, **2:16**Generic advertising, federal/provincial assistance, **2:32**Lentils, **2:6-7, 12, 14, 16, 26, 29-30, 31, 33**Indian Head, nitrogen production, summer fallowing, replacement, **2:10**Laird and Eston, european markets, new varieties, **2:9, 20****Ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux, Loi**

Documents

Copie du permis en vertu de la loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux avec coupure—Avant-projet, **35:5, 14**Copie du permis délivré en vertu de la loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux en date du 17 juin 1988, avec une lettre de l'honorable Tom McMillan, ministre de l'Environnement, **34:5, 22-3, 24**Permis, **34:20, 21, 29, 31, 32, 33, 38; 35:44**Condition 8, **35:12**Condition 9, **35:39-40; 35:12, 34-5**Manitoba, **35:26****Owen, M. Tom, ancien sous-ministre de l'Environnement, Manitoba**Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, **34:38; 35:47****Oxyde d'azote, 33:63****Ozone, 27:21; 33:66****PAPC**

Voir

Programme d'assistance publique du Canada

PCRA

Voir

Programme canadien de réorientation des agriculteurs

PDG

Voir

Éleveurs à grain — Rôle — Président-directeur général

PDIR

Voir

Programme de développement industriel et régional

PDME

Voir

Programme de développement des marchés d'exportation

PPP

Voir

Affaires extérieures, ministère — Programmes des projets de promotion

PSAFA

Voir

Société du crédit agricole — Programmes — Programme spécial d'aide financière aux agriculteurs

PSRCO

Voir

Programme de stabilisation concernant le grain de l'Ouest

Paiement anticipé des récoltes, LoiDisposition, **21R:41****Paiements anticipés pour le grain des Prairies, Loi**Disposition, **21R:41-2**

Pulses—Cont'dLentils—*Cont'd*

Over-production, effects, feed material, oxydation, 2:26

Markets, 2:15, 26-7

Boards, organizations, 2:31

Demand, supply, 2:27

Domestic, 2:11, 24

Exports, 2:14, 16-7, 24

Competition, 2:14, 17

Sales, 2:20

Imports, 2:20

Prices, 2:26

Sales, major grain companies, 2:30

Nutrition

High in fibre, low in fat and cholesterol, 2:11

Human need, 2:15, 33-4

Peas, 2:6-7, 12, 16, 23-4, 29-30, 31, 33

Healthy snack food, 2:15

Producers, 2:23

Chemicals, agricultural, costs, safety, usage, 2:19-20, 29

See also

Chemicals, agricultural

Competition, 2:14

Production, over-production, 2:27

Research, cutbacks, funding, promotion, 2:10-1, 13, 21-3, 30-1, 33

Trade war, United States and European Economic Community, 2:10

Tripartite stabilization program, proposed

Discussion, 2:10, 15

Model, 2:31

See also

Crops

Pyke, Brigid, President, Ontario Federation of Agriculture

Farm finance, examination

Discussion, 17:33, 35, 40-53, 55-6

Statement, 17:34-7

Testimony, references, 21R:66, 68

Qu'Appelle River, Saskatchewan

Water, transfer, 34:19, 24; 35:22

Quebec

Agriculture

Acid rain, maple syrup industry, 33:65-6, 68, 73

Decline, causes, 33:58-61

Capital, 8:27; 17:77-8

Credit unions, 29:28

Consumer, education, farm crisis, 17:88

Dairy, feather, industry, rationalisation, 21R:1

Drought, forests, climate, impact, 27:19-20

Herbicides

Corn, 33:12

Crops yield, advertisement, research, 28:23

Soybean, 23:13; 33:12

Land, leasing, 8:6

Limited partnerships, 17:82

Net farm income, 17:78

Pulses

Boards, organizations, 2:31

Consumption, peas, 2:11

Situation, 17:79-80, 87

Spruce budworm

Brochure, 22:8-9

Control, 22:15-6

Government, 18:14

Acid rain, trees, survey, support, lobbying, 33:60, 69-70, 71

Parasites de l'agriculture, Loi (S.R. 1927, c.40, 14-15 George V)

Disposition, 33:40-1

Parcs nationaux

Grasslands, parc national, projet, 34:30, 31; 35:8, 41

Responsabilité, 1:27

Parti Social Démocratique du Canada

Souris, rivière, bassin, Saskatchewan, historique, 34:13

Paterson, N.M., and sons Limited

Élévateurs, syndicats, frais, position, 32:18, 21

Pays-Bas

Agriculture, terres, conservation, réglementation, 13:15

Pearson, M. George, directeur, Service de la politique et de l'analyse de l'Administration du rétablissement agricole des Prairies, ministère de l'Agriculture

Sécheresse dans l'Ouest du Canada, exposé, 26:8-10

Pêches et Océans, ministère

Affaires extérieures, ministère, coopération, 5:8

Réglementation des pesticides, 33:43

Conseil consultatif de la lutte antiparasitaire, 33:45

Pederson, M. Gil, coordonnateur de la Saskatchewan, Syndicat national des cultivateurs

Bill C-92, discussion, 30:46, 47-9

Bill C-132, discussion, 30:57, 58, 59

Pennsylvanie, Etats-Unis

Sirop d'érable, industrie, pression, 33:71

Perkins, M. Brian, ministère de l'Agriculture

Financement agricole, étude

Discussion, 11:9-10, 11-22

Exposé, 11:6-9, 10-1

Perspectives agricoles, Conférence*Voir*

Conférence canadienne sur les perspectives agricoles, Ottawa, Ontario, décembre 1987

Pesticides

Avantages, usage, 2:19; 33:37

Coûts, recherches, raisons, 28:31

Groupes de pression, contre, 2:19

Légumineuses

Homologation, 2:12-3, 14, 18, 29-30

Gouvernement, responsabilité, manque, 2:25

Recherches, 2:21, 30

Retards, conséquences, 2:25

Risques, 2:12-3, 18, 19

Sécurité, 2:25

Tests, 2:18, 29

Prix, comparaison, Etats-Unis, 28:36-8

Rapports, 28:7-8, 14-5; 33:39

Réglementation des pesticides, 33:57

Accès à l'information, problèmes

Etats-Unis, position, 33:48

Recommandations du Comité, 33:35, 49, 50, 51

Secret, disponibilités, effets, 33:48-51, 55

Comparaison, Etats-Unis, 28:28; 33:48, 53, 56

Quebec—Cont'd**Government—Cont'd**Banks, **14:19**

Farm credit

Act, **17:77**Bill 46, Farm financing, **17:85**Crédit agricole, Office, **17:78, 82, 84, 88**Subsidization, **17:85**Programs, description, **21R:79-80**Farm income stabilization insurance schemes, **17:80**Policies, **17:79-80**Régime d'épargne-action, **17:79**Subsidization, **17:84****Questions and Answers: Rafferty, Alameda and Shand, Souris Basin Development Authority, 34:12****R&D***See*

Research and Development

Rafferty, Saskatchewan*See*

Rafferty—Alameda Project

Rafferty—Alameda Board of InquiryBriefs, **35:5, 13, 21, 26**Notes on the Rafferty/Alameda Environmental Impact Study, presented in Estevan, Sask., on September 19, 1987, by Professor Joseph F. Dolecki, Department of Economics, Brandon, **35:26**Briefs quoted by the witness, **35:5, 13**Hearings, **34:18-9; 35:27, 32**Members, independent or unbiased, qualifications, **35:10***Rafferty—Alameda Board of Inquiry Report*, January 25, 1988, **34:6, 22-3****Rafferty—Alameda Board of Inquiry Report, January 25, 1988, 34:6, 22-3; 35:10****Rafferty—Alameda Project**Announcement, **35:7, 8**Benefits, **34:15-6**Construction, date, delay, funds, decision, **34:15, 29; 35:16, 43**Costs, payments, **35:25**Site, **35:9**Environmental impacts, costs, **34:16; 35:25**Federal Environmental Assessment Review Office, process, **35:32, 33**History, **35:40**Land, sale, negotiation, **34:17**Opposition, **34:18-21; 35:9-10**Studies, **34:11, 22; 35:9-10, 20**Sulphur, emission standards, federal, costs, **35:41**Support, **34:9**

Water

Export, **34:20**Quality, **34:21**Supply, **34:13-4, 37; 35:29***See also*

Souris River Basin, Saskatchewan, development

Pesticides—Suite**Réglementation des pesticides—Suite**Fédérale, provinciale, juridiction, **33:37, 40**Historique, règlements, **33:40-5, 51-2, 55-6**Fardeau de la preuve, **33:52**Homologation spécifique par produit, **2:28-9; 28:27; 33:43-4**Objectifs, **33:40**Plaintes, **23:15, 18, 23; 28:5, 7, 26-7, 35-6**Rapports, amélioration, **28:5, 7-8, 14-5****Processus de révision**Comité, mandat, **33:46, 56**Manque d'expérience, **33:21**Paramètres, prise de décision, **28:11-4, 34**Décisions, recommandations, **33:47-8, 50, 56**Effets, difficultés, **33:46, 55**Recommandations du Comité, **33:36, 57**Risques, avantages, méthode, incertitudes, **28:10, 16, 34-5; 33:51-4**Recommandations du Comité, **33:36, 54**Recommandations du Comité, **33:35, 50**Réévaluation, procédure, **28:19-20; 33:45, 53-4**Recommandations du Comité, **33:36, 57**Retrait, ministère de l'Agriculture, proposition, **28:10**Scientifique, système restrictif, **28:22**Risques, **33:51-2****Usagers**Recommandations du Comité, **33:36, 54-5**Réglementation, **28:20-1**Utilisation sécuritaire, **23:24**Cours d'utilisation des pesticides, programmes d'accréditation, **23:14-5, 22; 28:20-1; 33:54**Formation, programmes, permis, **33:54****Voir aussi**

Agriculture, ministère — Pesticides

Herbicides

Insecticides

Produits chimiques agricoles

Pesticides au Canada: étude de la législation et de la politique, Commission de réforme du droit du Canada, 1987, par M. J.F. Castrilli et M. Toby Vigod, 33:37, 45, 48-9**Pestieau, Mme Caroline, directrice, Conseil économique du Canada**

Financement agricole, étude

Discussion, **17:64, 69, 71-5**Exposé, **17:57-60****Peterson, M. Sherwin, député, secrétaire législatif auprès du ministre, ministère de l'Agriculture de la Saskatchewan**

Financement agricole, étude

Discussion, **19:26-39**Exposé, **19:22-6****Petite entreprise, Obligations pour le développement***Voir*

Obligations pour le développement de la petite entreprise

Petites entreprises, Loi sur les prêts*Voir*

Prêts aux petites entreprises, Loi

Petites entreprises, Obligations*Voir*

Revenu national, ministère — Obligations pour les petites entreprises

Rafferty—Alameda Project—Environmental Impact Statement, Souris Basin Development Authority, August 4, 1987

- Environmental impact statement
 - Bias, 35:21, 47
 - Briefs, opposition, 35:9-10, 21
 - Presented in Estevan, Sask., September 19, 1987, by Professor Joseph F. Dolecki, Department of Economics, Brandon University, 35:26
 - Cost-benefits, analysis, 35:36-9, 44
 - Position, 35:23, 27
 - References, 34:5, 10, 18, 22-3; 35:8, 15, 27-8, 32, 39

Rapeseed

- See
 - Canola

Ray, Bob, Director, Special Programs, Department of Agriculture

- Farm finance, examination
 - Discussion, 20:10-23, 25-7
 - Statement, 20:5-7

Reagan, Ronald, President, United States

- International free trade, proposal, 13:21

Red River, Manitoba

- Water, transfer, 34:20; 35:22

Red River, Minnesota

- See
 - Red River, Manitoba

Red River, North Dakota

- See
 - Red River, Manitoba

Regina Leader Post

- Senate committee hearings, 34:8

Regional Industrial Expansion Department (DRIE)

- Agri-food industry, 5:20-1
- Laboratories, research institute, federal assistance, 5:23-4
- Business Opportunity Sourcing System, 4:8
- Co-operation, federal departments, 4:10; 5:14, 20
- Co-ordination, provinces, 5:21
- Development Program
 - Export Market, 5:20-1, 22
 - See also
 - Export Market Development Program
 - Industrial Regional, 5:20-1, 22
 - Capital assistance, domestic production, 5:24
- Economic and regional development agreements, 5:20-1, 22
- See also
 - Economic Regional Development Agreements
- Mandate, 5:20

Reglone

- See
 - Herbicides — Reglone

Petten, honorable William J., sénateur (Bonavista)

- Séance d'organisation, 1:8, 10

Phillips, honorable Orville H., sénateur (Prince)

- Financement agricole, étude
 - Agriculture, ministère, Saskatchewan, province, 19:30-2, 38
 - Canadian Cattlemen's Association, 15:17-8
 - Christian Farmers Federation of Ontario, 19:13-4
 - Communauté économique européenne, terres, conservation, politiques, réglementation, 13:15-6
 - Conseil économique du Canada, 17:60-1, 63, 65, 68-9, 72-3
 - Dettes, 9:16; 14:12-3, 20
 - Gestion agricole, 14:13
 - Institutions financières, aide aux fermiers, 14:13
 - Motion, 21:4
 - Prêts, gouvernement, garanties, 14:12
 - Procédure, 13:16; 17:60-1
 - Sols dégradés (Nos), Le Canada compromet son avenir*, rapport du Comité sénatorial permanent de l'Agriculture, des pêches et des forêts, référence, 13:15
 - Syndicat national des cultivateurs, sols, dégradation, colloques, 13:15
- Séance d'organisation, 1:4, 7, 9
- Sécheresse dans l'Ouest du Canada, 26:17-8

Phillips, M. Terry, directeur général, Analyse des prix de revient et des affaires, Chemins de fer Canadien pacifique

- Bill C-92, discussion, 30:33, 35-6, 37-8, 41

Phosphamidon

- Voir
 - Insecticides — Phosphamidon

Pike, M. Gary, conseiller du conseil d'administration, Western Canada Wheat Growers

- Bill C-92
 - Discussion, 30:7, 11, 13, 19-20, 22
 - Référence, 30:65

Pioneer Grain Company Limited

- Élévateurs, syndicats, frais, position, 32:18, 21

Plans nationaux tripartites de stabilisation, 21R:36

Plohma, honorable John S., ministre des Richesses naturelles du Manitoba

- Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude
 - Lettre au très honorable Charles Joseph Clark, Secrétaire d'Etat pour les Affaires extérieures, datée le 21 décembre 1987, concernant Rafferty-Alameda, projet, 35:30
- Manitoba, inquiétudes, 35:31
- Mémoire à l'honorable Gerard Lecuyer, ministre de l'Environnement et de l'hygiène et de la sécurité professionnelle du Manitoba, daté du 5 octobre 1987, avec pièces jointes, 35:26
- Rafferty—Alameda Board of Inquiry, mémoires, 35:26

Pluies acides

- Sirop d'érable, industrie
 - Anti-acides, engrais, solution temporaire, 33:63, 64
 - Effets, 33:58-61, 65, 66, 68, 69, 73
 - Opinion publique, message, 33:65-7, 69, 70-1
 - Sources, 33:63, 71
- Sulphure, émissions, normes fédérales, concernant Shand-Rafferty-Alameda, projet, 35:41

- Regulatory Process*, sixth report, tabled May 10, 1988, Standing House of Commons Committee on Agriculture, Issue 51, 33:14, 26
- Renwick, Ron, Chairman, Souris River Water Commission, Manitoba; Reeve of the Rural Municipality, Arthur, Manitoba,** reference, 34:18
- Report, Saskatchewan-Nelson Basin Board, 1967*, 34:11, 25
- Report of the Alachlor Review Board submitted to the Honorable John Wise, Minister of Agriculture*, references, 23:8, 9; 25:7, 8, 9, 10, 24, 25; 33:13, 24-5, 25-6, 27
- Report on the Souris River Investigation: Ottawa-Washington, 1940*, International Joint Commission, 34:9, 11, 25
- Reports to Senate**
 Bill C-2, subject-matter
 Fourth Report, without amendment, but with observations, 9:4, 6-7, 8
 Third Report, without amendment, 6:4; 9:6
 Bill C-2, without amendment, but with observations, 10:4, 5, 8
 Bill C-43, subject-matter, without amendment, but with observations, 2:4, 5, 7
 Bill C-67, without amendment, 24:4, 5, 14
 Bill C-92, without amendment, but with comments, 32:4-5, 6-7
 Bill C-112, without amendment, 31:4, 5
 Bill C-132, without amendment, 31:4, 5
Canadian Regulatory Process For Pesticides, alachlor report, 33:4, 6-30
Financing the Family Farm to the Year 2000, farm finance, examination, 21:8; 21:Ri-xviii, 1-89
- Research and Development (R&D)**
 Agriculture, commodities, 7:21
- Retirement age**
 Employees, commissioners, human rights legislation, 29:84-5
- Revenue Department**
See
 National Revenue Department
- Review of Effects in Canada of Improvements Proposed for Flood Control in the United States*, International Souris-Red Rivers Engineering Board, report no. 3, July 1984, 34:25
- Rice, Bruce, Manager, Prairie Region Research Services, Canadian National Railways**
 Bill C-92, discussion, 30:43
- Riel, Hon. Maurice, Senator (Shawinigan)**
 Drought in western Canada, 27:22
 Farm finance, examination, 8:26-8; 17:83-7, 93-4
- Risk Management Process*, William Leiss, 28:11
- Ritter, Leonard, Chief, pesticides Division, Health Protection Branch, Department of National Health and Welfare**
 Alachlor, pest control, discussion, 25:21-7
- Roblin, Hon. Duff, Senator (Red River)**
 Bill C-92, 32:20
- Pluies acides—Suite**
Voir aussi
 Engrais et amendements
 Environnement
 Sirop d'érable
- Pois**
Voir
 Légumineuses — Pois
- Poisson**
 Mercure, 35:21
 Sécheresse, effets, 27:9
 Souris, rivière, bassin, Saskatchewan, développement, impacts, 34:16-7; 35:23-4
- Pollution**
Voir
 Environnement
- Pollution des eaux**
 Herbicides, résidus, répercussion, aucune, 2:13, 30
 Alachlore et métolachlore, 23:28-9
 Pluies acides, pluies, effets, 33:58, 66
Voir aussi
 Herbicides
 Pluies acides
- Poplar, rivière, Saskatchewan**
 Energie, source, 34:28
- Porc**
 Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis
 Accès marché américain, 13:16
 Industrie, 15:15
 Industrie, historique, 21R:2
 Investissements, 13:27
Voir aussi
 Bétail
- Position du CCMRE sur l'enregistrement et l'utilisation des pesticides: position adoptée par le Conseil lors de sa réunion annuelle du 29 septembre, 1982*, Conseil canadien des ministres des ressources et de l'environnement, 33:37
- Post**
Voir
 Herbicides — Post
- Post Irrigation Study*, rapport préparé pour le Saskatchewan Water Corporation, par M. Jack C. Stabler, janvier 1987, 35:44
- Potasse**
 Transport, 30:40
- Poulet**
Voir
 Volaille
- Prairie Drought Monitoring Network**, 26:4
- Prairie Pools Inc**
 Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, intervenant, 16:26

Roblin, Hon. Duff, Senator (Red River)—Cont'd

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, **34:31-4**

Robson, Barbara, Winnipeg Free Press

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, Manitoba officials, September 11, 1988, **35:46**

Roman Catholic Bishops

Globe and Mail, Bishops call farm policies destructive, November 16, 1987, conference, Roman Catholic Bishops, Muenster, Saskatchewan, reference, **13:18-9; 16:20; 18:27**

Rossiter, Hon. Eileen, Senator (Prince Edward Island)

Bill C-2, subject-matter, **9:4, 8**
Farm finance, examination, **9:9; 17:72**

Rovers, Arnold, Nova Scotia Farm Loan Board, reference, 21R:16**Royal Bank of Canada**

Farmland, **9:24**
McRorie, Doug, Vice-President, Agriculture Services, federal government guaranteeing loans, opinion, **14:17**

Royal Commission on the Economic Union and Development Prospects for Canada (Macdonald Commission)

Farmers, integration, pension, retirement plans, **8:25-6**

Rural Saskatchewan Stability Program

See
Saskatchewan — Government — Provincial — Rural Saskatchewan Stability Program

Rural Transition Program, Canadian

See
Agriculture Department — Programs — Canadian Rural Transition Program

SBA

See
United States — Government — Farmers Home Administration — Small Business Administration

SBB

See
National Revenue Department — Small Business Bond

SBLA

See
Small Businesses Loans Act

SCRAP

See
Stop Construction of the Rafferty-Alameda Project

SFFAP

See
Farm Credit Corporation — Special Farm Financial Assistance Program

Prairie Pools Inc—Suite

Campagne de publicité, éducation, citoyens canadiens, crise agricole, **16:23-4**

Fédération internationale des producteurs agricoles, intervenant, **16:26**

Membres, **17:5, 8, 10, 15, 23; 29:49, 70, 74-5**

Céréaliculteurs, wagons, usagés, nombre, **29:74**

Position**Bill C-92****Commission canadienne du blé**

Emprunts, investissements, pertes, **29:50, 54-5, 56-8**

Amendement, proposition, **29:55**

Devises étrangères, **29:57-9**

Garantie, gouvernement, **29:58**

Grains, prix, **29:63, 79**

Élévateurs à grain, système, **30:15**

Administration, frais, **29:55-6**

Compétition, **29:61-4**

Entreposage, capacité, coûts, **29:50-3, 65, 68, 77; 30:46**

Livraison, grains, **29:55, 79**

Mise en commun, système, frais, changement, **29:53-4, 80-1**

Rationalisation, efficacité, introduction, **29:53, 65, 71**

Coûts, exploitation, augmentation, **29:63, 69**

Élévation, frais, augmentations, réductions, **29:59-61**

Fermeture, effets, **29:54, 56, 65, 71-2**

Wagons, système, **29:73-4**

Chemins de fer, wagons, affectations, **29:73**

Propriétaires, **29:66**

Wagons, système, **29:73-4**

Chemins de fer, wagons, affectations, **29:73**

Propriétaires, **29:66**

Wagons producteurs

Affectations, **29:67-8**

Immobilisation, **29:52**

Spéculation, **30:32-3**

Augmentation, effets, **29:51-3, 71-2, 76-8**

Coûts, épargnes, **29:50-3, 68-9, 80**

Efficacité, inefficacité, **29:65-9, 78-9; 30:32**

Entreposage, grain, prix, spéculation, **30:46**

Paievements, finals, objections, **29:68-9**

Statistiques, **29:51, 53**

Usagés, type, **29:73, 74**

Recommandations, **29:54-5**

Financement agricole

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, **16:10**

Actions, financement, inquiétude, **16:8, 10, 13-4, 19**

Agriculteurs, **16:10, 16**

Dette

Amortissement, **16:8, 17**

Examen de l'endettement agricole, Bureaux, **16:8, 16-8, 24-5**

Report, accord, **16:8, 10, 16, 17, 21-2**

Diversification économique, **16:11**

Emploi non-agricole, **16:10**

Ferme familiale, **16:24, 26**

Financement, options, solutions, **16:9**

Gestion, financement, services conseils, **16:9**

Gouvernement, programmes

Aide, producteurs, continuation, **16:8-9, 11**

Découplage, **16:13**

Grain de l'Ouest, Loi de stabilisation concernant, **16:6**

Grains, Programme spécial canadien, **16:6, 7-9, 11-2, 14-5**

Réorientation des agriculteurs, Programme canadien, **16:10**

Rural Saskatchewan Stability Program, proposition, **16:8, 10, 17-8**

Société du crédit agricole, **16:9, 17**

Négociations commerciales, multilatérales, bilatérales, **16:10, 25-6**

Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, position neutre, **17:31**

Références, **17:32; 21R:9, 19, 51-2, 65, 70, 72**

- Sahl, Avery, Chairman, Advisory Committee to the Canadian Wheat Board**
 Bill C-92
 Discussion, 30:65, 66, 70-4, 75
 Statement, 30:61-3
 Biographical note, 30:65
- St. Albans, Vermont**
 Acid rain, maple syrup industry, problem, 33:73
- St-Louis, Robert, Professor, Department of Rural Economics, Laval University**
 Biographical note, 8:20
 Farm finance, examination
 Discussion, 8:26-8
 Statement, 8:20-6
 Testimony, reference, 21R:7
- Salter, Liora, *Consultation in the Assessment and Registration of Pesticides, 1984*, William Leiss, 28:5, 11, 15; 33:12, 18, 23**
- Salter report**
See
Consultation in the Assessment and Registration of Pesticides
- Saskatchewan**
 Agriculture
 Debt, 19:23, 27-8
 Drought
 Climatological records, 27:15-6
 Forests, climate, impact, 27:19-20
 Water supply conditions, 26:8-9; 27:6-9
 Underground water, 27:22
 Farms
 Acreages, 21R:57-8
 Census, 12:5
 Number
 Difficulty, 11:14; 21R:18
 Foreclosures, 19:23
 Financial situation, impact, 19:22-5
 Grain
 Elevators
 Cars, ownership, return, 29:44-5
 Closure, effects, depopulation, 29:75-6
 Elevation charges, increases, reductions, 29:59-61, 62
 Numbers, 17:30
 Quota, 30:67
 Income, 19:23
 Off-the-farm, 12:17-8
 Land, foreign ownership, restriction laws, 9:22
 Loans, 9:30
 Pulses
 Boards, organizations, 2:30-1
 Crops, 2:7, 12, 17, 23, 34
 Domestic consumption, 2:32
 Producers, diversification, penalty, risk, 2:34
 Western Canadian Pulses Growers Association, members, 2:28
See also
 Saskatchewan Pulse Crop Development Board
 Energy, sources, 34:27-8; 35:44
- Prairie Pools Inc—*Suite***
 Position—*Suite*
 Financement agricole—*Suite*
 Stratégie agricole nationale, 16:10-1
 Subventions, 16:25-6
 Taux d'intérêt, 16:9
 Rôle, mandat, négociations internationales, 16:6, 25-6 29:50, 70, 74-5
- Prairies, provinces**
Voir
 Provinces de l'Ouest
- Premiers ministres, Conférences, (1986: Vancouver, C.B.)**
Voir
 Conférences des premiers ministres (1986: Vancouver, C.B.)
- Prêts aux petites entreprises, Loi**
 Amortissements moyens, chiffres, 14:11
 Gouvernement, prêts garantis, 14:20
- Prêts destinés aux améliorations agricoles, Loi**
 Amortissement radié, moyenne, chiffres, 14:11, 13
 Dispositions, 8:18; 14:12
 Expiration, 21R:58
- Prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative, Loi**
 Disposition, 21R:58-9
- Prix agricoles, Loi sur la stabilisation**
 Dispositions, 17:38, 53; 21R:35-7, 40; 30:53
 Modification, proposition, 17:39
 Paiements, 11:21; 17:51
- Prix agricoles, Programme de stabilisation**
Voir
 Agriculture, ministère — Programmes — Office de stabilisation des prix agricoles
- Procédure de réglementation, sixième rapport, déposé le 10 mai 1988, Comité permanent de l'Agriculture de la Chambre des communes, Fascicule 51, 33:39, 52***
- Produits agricoles, Loi sur l'Office**
Voir
 Office des produits agricoles, Loi
- Produits agricoles, Programme de développement des exportations**
Voir sous
 Agriculture, ministère — Marchés d'exportation, développement, division — Programmes
- Produits antiparasitaires, Loi**
 Discussion
 Art. 3, 33:53
 Art. 3(1) — Fabrication, etc., dans des conditions dangereuses, 33:42
 Dispositions, 23:6; 28:6-7, 21-3, 26-8; 33:37, 41-3, 46, 53, 55
 Alachlore, 33:38
 Appel, mécanisme, 33:56
 Changement législatif, amélioration, discussion, 23:14; 28:27, 30-1, 35-6
 Recommandations, propositions, 33:48, 52, 56
 Promulgation, 28:6

Saskatchewan—Cont'd

Government

Federal

Canadian Rural Transition Program, **11:18***See also*

Agriculture Department — Programs — Canadian Rural Transition Program

Farm Debt Review Boards, **19:29**Special Canadian Grains Program, **30:57**Support, **19:24-5**Hog Marketing Board, **2:30**Municipalities, drought, effects, **27:9**Natural Products Marketing Act, **2:30**Natural Products Marketing Council, **2:30**

Provincial

Agriculture Department, farm finance, position

Alternatives, **19:33-4**Brief, reference, **21R:9**Credit stability, **19:33, 35-6**Critical Wildlife Habitat Protection Act, **35:8**Debt financing, **19:31, 36**Equity financing, proposals, **14:7, 10; 17:12; 19:26-39**Farm Credit Corporation, **19:33**Favourable, **19:35**Land transfers, **19:32**Leasing, **19:30, 33-4**Young farmer, **19:30-1**Farmers, **19:36**Credit, **19:31**Education, commitment, College of Agriculture, **19:25**Management, **19:24**Stress, **19:37-8**Young, **19:23, 32**Farms, large corporation, **19:37**Financial institutions, **19:23, 25, 31**Guarantees, loans, **19:24, 32**Land bank, **19:30**Mortgage, **19:36**Programs, **19:28-9, 37**Counselling and Assistance for Farmers, **19:24, 29, 32, 37-8**Farm Land Security Board, **19:24, 29**Farming to Win, **19:38**Venture capital, **19:34-5**Environment Department, document, tabled, **34:10**Environmental Assessment Act, *Minister Approval under The Environmental Assessment Act*, dated February 15, 1988, document, **34:6, 22-3**Finance Ministry, Canada-U.S. Free Trade Agreement, two-price system, wheat, **13:17***Hansard*, extract of the Saskatchewan Legislature, **35:4**Health Department, stress, **19:38**Lands Department, **8:20**Programs, Farm Credit, description, **21R:83-4***See also above*

Government — Provincial — Department of Agriculture, farm finance, position — Programs

Rural Development Ministry, farmers, financial difficulty, figures, **6:16**Rural Saskatchewan Stability Program, proposal, **16:8, 10, 17-8**Tripartite stabilization, **17:37**

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination

Assessment and review process, **35:33**Commitments, wildlife, fisheries, archeology, oil field, agriculture, **34:16-7**Cost-benefits, analysis, **35:36-9****Produits antiparasitaires, Loi—Suite**Recommandations du Comité, **33:35-6, 54, 57**Règlements, **28:6; 33:41-3, 46, 54, 55**Art. 23, **28:23, 26-7; 33:38**Art. 25(3), **33:46, 47**Recommandations du Comité, **33:35-6, 50, 54**Réglementation des pesticides, **33:39, 51-2****Produits chimiques agricoles**Coûts, **2:12, 19-20**Étiquette, renseignements, **2:12**Fertilisants, **2:10**Industries, revenus, **22:13-4**Sécurité, **2:12, 13, 18, 19-20**Utilisation sécuritaire des pesticides, cours, **23:14**Technologie, avances, **2:25***Voir aussi*

Herbicides

Insecticides

Pesticides

Produits de ferme, Loi sur les offices de commercialisation*Voir*

Offices de commercialisation des produits de ferme, Loi

Produits laitiers*Voir*

Lait

Programme canadien de réorientation des agriculteurs (PCRA)*Voir*

Agriculture, ministère — Programmes — Réorientation des agriculteurs, Programme canadien

Programme d'aide au transport des céréales fourragères*Voir*

Office des provendes du Canada

Programme d'assistance publique du Canada (PAPC)*Voir*

Régime d'assistance publique du Canada

Programme d'assurance-crédit agricole*Voir*

Société pour l'expansion des exportations — Assurance-crédit agricole, Programme

Programme de développement des exportations des produits agricoles*Voir sous*

Agriculture, ministère — Marchés d'exportation, développement, division — Programmes

Programme de développement des marchés d'exportation (PDME)*Voir*

Marchés d'exportation, Programme de développement

Voir aussi

Affaires extérieures, ministère — Marchés d'exportation, Programme de développement

Expansion industrielle régionale, ministère — Programme de développement — Marchés d'exportation

Saskatchewan—Cont'd

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government—*Cont'd*

Extract of the *Hansard* of the Saskatchewan Legislature, **35:4**, 8, 13

Funding, money, responsibility, **35:33**

Impacts, **35:7-8**

Letter from

Ed Begin, Executive Director, Saskatchewan Wildlife Federation, dated January 21, 1988, to the Hon. Grant Devine, Premier of Saskatchewan, **35:5**, 13

R.A. Halliday, Director, Inland Waters and Lands, Western and Northern Region, Department of Environment, dated July 6, 1987, to R.E.W. Walker, Director, Coordination Assessment Branch, Saskatchewan Environment and Public Safety, **35:4**, 8, 13, 26

William J. Bug, President Elect, North Dakota Chapter of the Wildlife Society, dated January 22, 1988, to the Hon. Grant Devine, Premier of Saskatchewan, **35:4**, 13

Letters, **35:20-1**

Letters to the Under-Secretary of State for External Affairs from the Hon. I.C. Nolet, Saskatchewan Minister of Agriculture, dated June 10, 1957, **34:5**, 13, 23

Licence, provincial, issued, **35:10-1**, 33, 43

Meetings, **34:18-9**

Minister Approval under The Environmental Assessment Act, dated February 15, 1988, **34:6**, 22-3

Negotiations, discussions, **34:29**, 34, 39, 46

Rafferty—Alameda Board of Inquiry, **35:26**, 32

See also

Rafferty—Alameda Board of Inquiry

Saskatchewan Environmental Assessment Act, disposition, **35:47**

Studies, **35:20-1**

Municipalities, **34:11**

Water

Quality, **34:26-7**

Rights, **35:29**

Supply, quantity, **34:15-6**, 32

Transfer, position, **35:22**

Province, poor, **34:14**

See also

Western provinces

Saskatchewan, southern

Souris River Basin, Saskatchewan, development

Description, **34:9-10**

Development, support, **34:14**

Energy, source, **34:28**

Saskatchewan Environmental Society, reference, 35:9**Saskatchewan Natural History Society**

President, **35:7**

Saskatchewan North River, Saskatchewan

See

Saskatchewan River, Saskatchewan

Saskatchewan Power Corporation

Drought, effects, **27:8**

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination

Chairman

Former, **34:27**

Letters, reference, **35:8**

Programme de développement industriel et régional (PDIR)

Voir

Expansion industrielle régionale, ministère — Programme de développement — Industriel et régional

Programme de soutien de l'industrie laitière

Voir

Commission canadienne du lait

Programme de stabilisation concernant le grain de l'Ouest (PSRCO)

Voir

Transports, ministère — Grain de l'Ouest, Programme de stabilisation concernant

Programme de stabilisation des prix agricoles

Voir

Agriculture, ministère — Programmes — Office de stabilisation des prix agricoles

Programme de stabilisation du revenu des céréaliculteurs de l'Ouest

Voir

Transports, ministère — Grain de l'Ouest, Programme de stabilisation concernant

Programme de stabilité du crédit agricole

Voir

Alberta — Gouvernement — Crédit agricole, Programme de stabilité, prêts, garanties,

Programme d'examen de l'endettement agricole

Voir sous

Agriculture, ministère — Programmes

Programme d'expansion d'exportation des produits agricoles

Voir

Agriculture, ministère — Marchés d'exportation, développement, division — Programmes — Programme de développement des exportations des produits agricoles

Programme spécial canadien pour les grains

Voir

Agriculture, ministère — Légumineuses — Grains, Programme spécial canadien

Programme tripartite de stabilisation, proposé

Voir

Légumineuses — Stabilisation, Programme tripartite, proposé

Projets de promotion, Programmes

Voir

Affaires extérieures, ministère — Programmes des projets de promotion

Proulx, M. Jacques, président, Union des producteurs agricoles

Financement agricole, étude

Discussion, **17:83-5**, 87-94

Exposé, **17:76-83**

Témoignage, références, **21R:70**, 73

Provinces

Crédit agricole, **18:13-4**

Pesticides, homologation, recommandations du Comité, **33:36**, 54-5

Produits agricoles canadiens, coopération, **3:6**

Sirop d'érable, industrie, déclin, appui, immédiat, **33:65**, 67, 70-1

Saskatchewan Power Corporation—Cont'd

- Granting of a water licence to the Saskatchewan Government—*Cont'd*
- Drought, effects, **34:15**
- Energy, sources, **34:27-8, 378**
- Environment, protection, **34:14**
 - Sulphur, emission standards, federal, **35:41-2**
- Grasslands National Park, position, **34:30-1**
- Role, contribution, **34:24; 35:42**
- Souris River Basin, Saskatchewan, study, **34:14**
- Water transfer, position, **35:22**

Saskatchewan Pulse Crop Development Board

- Members, check-offs, research, funding, **2:22, 28, 31**

Saskatchewan River, Saskatchewan

- Dams, **34:28**
- Energy, sources, **34:27-8**
- Study, independent, **35:24**
- Water, transfer, **34:24; 35:22**

Saskatchewan South River, Saskatchewan

- See*
- Saskatchewan River, Saskatchewan

Saskatchewan Water Corporation

- Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination
- Correspondence with Joseph F. Dolecki, professor, concerning hydrology runs, **35:40**
- Document, **35:39**
- Post Irrigation Study*, Jack C. Stabler, January 1987, **35:44**
- Role, expenditures, responsibility, **34:24; 35:42**

Saskatchewan Wheat Pool

- Members, role, descriptions, organizations, **29:70**
- Position
 - Bill C-92
 - Grain elevators, system, **29:70, 74**
 - Investments, **30:64**
 - Rationalization, development plan, **29:72, 75-6**
 - Closure, effects, **29:54, 56, 65, 71-2, 75-6; 30:37, 50**
 - Canada-U.S. Free Trade Agreement, neutral, **17:31**
- Rural Saskatchewan Stability Program, proposal, **16:8, 10**
- See also*
- Prairie Pools Inc

Saskatchewan Wildlife Federation

- Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination
- Letter from Ed Begin, Executive Director, Saskatchewan Wildlife Federation, dated January 21, 1988, to the Hon. Grant Devine, Premier of Saskatchewan, **35:5, 13**
- Position
 - Environment, impacts, **35:17-20**
 - Downstream areas, **35:8**
 - Drainage, **35:7**
 - Fauna, flora, critical wildlife habitat, **35:7-8**
 - Fish, **35:23-4**
 - Information, lack of, **35:8**
 - Studies, **35:15, 21**
 - Criteria, **35:17, 24**
 - White-tailed deer, **35:17**
- Estevan, chapter, support, **35:14**
- Opposition, **35:14**

Provinces—Suite

- Terres de la Couronne, **1:22**

Provinces de l'Atlantique

- Agriculture
 - Fermes, nombre, recensement, **12:5**
- Financement, situation, secteur non-céréalier, amélioration, **9:12**
- Grains, Programme spécial canadien, **12:22**
- Offices, organisations, **2:31**
- Perspectives économiques, situation, **6:14; 13:13**
- Sirop d'érable, industrie, déclin, causes, **33:58, 68, 69**
- Soya, **23:13**
- Stabilisation, Programme tripartite, proposé, discussion, **2:15**
- Terres, location, **8:6**

Provinces de l'Est

- Voir*
- Provinces de l'Atlantique

Provinces de l'Ouest

- Agriculture
 - Capitaux, **8:27**
 - Augmentation, **17:62**
 - Caisses de crédit, **29:27-8**
 - Conseil économique du Canada, étude, future, **17:57-76**
 - Coût, **9:29**
 - Augmentation, **17:62**
 - Diversification, **2:23, 27; 7:21, 27**
 - Fermes, difficultés, nombre, **11:13**
 - Statistiques, **12:8; 16:7**
- Grains
 - Guerre commerciale, **11:36-7**
 - Marchés
 - Internationaux, **11:14**
 - Pertes, **11:12-3**
 - Subventions, retrait, **11:14**
 - Prix, **6:18**
 - Production, grave problème, **7:20-2**
 - Provenance, **3:19**
 - Taux d'intérêt, effets, **21R:3**
- Grains, Programme spécial canadien, **12:22**
- Légumineuses
 - Cultures 1986, **2:6-7, 20**
 - Cultures 1987, lentilles, **2:12**
 - Prévisions, **2:27**
 - Economie agricole, **2:14**
 - Lentille Eston, **2:13**
- Manque de confiance, **11:23**
- Perspectives économiques, **6:14**
- Situation pire, **13:13**
- Pesticides, homologation, information aux départements fédéraux, **2:25**
- Production, prix, majoration, impact, **17:62**
- Sécheresse, **26:5, 7**
 - Approvisionnement en eau, conditions, **26:8-10, 12; 27:6-9, 19**
 - Neige, **27:6-7**
- Terres
 - Location, **8:6; 12:14**
 - Propriété étrangère, lois restrictives, **9:22**
 - Valeur, **12:10**
- Voir aussi*
- Alberta
- Colombie-Britannique
- Manitoba
- Saskatchewan

Saskatchewan Wildlife Federation—Cont'd

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government—*Cont'd*

Position—Cont'd

Political decision, 35:12

Souris Basin Development Authority, Estevan, Sask., *Rafferty—Alameda Project—Environmental Impact Statement*, August 4, 1987, 35:8, 9, 15

Bias, 35:21

Briefs, opposition, 35:9-10, 21

Comments, 35:23, 24-5

Water

Management, alternatives, 35:18

Quality, 35:22-3

Supply, Manitoba, 35:22-3

Transfer, 35:22

References, 35:9-11

Stop Construction of the Rafferty-Alameda Project, support, 35:11

President, 35:7

Saskatchewan-Nelson Basin Board: report, 1967, Saskatchewan-Nelson Basin Board, 34:11, 25

Saskatoon Star Phoenix, 35:5, 14

Saskpower

See

Saskatchewan Power Corporation

Saudi Arabia

Subsidizations, 16:25; 17:7

Schmitz, Andy, agricultural economist, 17:57

Scholefield, Peter, Head, Monitoring and Prediction Division, Canadian Climate Centre, Atmospheric Environment Service, Department of Environment

Biographical note, 27:5-6

Drought in western Canada

Discussion, 27:8, 14-5, 19-20

Statement, 27:9-12

Scott, Lorne, Past President, Saskatchewan Wildlife Federation

Biographical note, 35:4, 7, 13

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination

Discussion, 35:9, 13-25

Statement, 35:7-13

Sectorial Synopsis — Agricultural Products and Services, Operational Plan, 1987-88 External Affairs Department, reference, document, 3:16

Senate

Maple syrup industry, lobbying, 33:71

Shand, Saskatchewan

Thermal power station, 34:14, 28

Capacity, 34:37

Construction, decision, reasons, 34:29

Cost-benefit, studies, 35:20, 21, 37

Sulphur emissions, reduction, method, 34:14; 35:18-9, 22, 41

Prudek, M. V.C., président (Alberta), Western Canadian Pulse Growers Association

Légumineuses

Discussion, 2:16, 18, 21, 23-4, 28, 31-6

Exposé, 2:14-5

Pyke, Mme Brigid, présidente, Fédération de l'agriculture de l'Ontario

Financement agricole, étude

Discussion, 17:33, 35, 40-53, 55-6

Exposé, 17:34-7

Références, 21R:70, 72-3

Qu'Appelle, rivière, Saskatchewan

Eau, transfert, 34:19, 24; 35:22

Québec, province**Agriculture**

Caisses de crédit, 29:28

Capitaux, 8:27; 17:77-8

Consommateur, éducation, crise financière agricole, 17:88

Herbicides

Maïs, 33:38

Récoltes, superficies, publicité, recherches, 28:23

Soya, 23:13; 33:38

Lait, volaille, industries, rationalisation, 21R:1

Légumineuses

Consommation, pois, 2:11

Offices, organisations, 2:31

Pluies acides, sirop d'érable, industrie, 33:65-6, 68, 73

Déclin, causes, 33:58-61

Revenu net agricole, 17:78

Sécheresse, forêts, climat, influence, 27:19-20

Situation, 17:79-80, 87

Sociétés en commandite, 17:82

Terres, location, 8:6

Tordeuse des bourgeons de l'épinette

Brochure, 22:8-9

Contrôle, 22:15-6

Gouvernement, 18:14

Banques, 14:19

Crédit agricole

Loi, 17:77

Office, 17:78, 82, 84, 88

Subventions, 17:85

Programmes, description, 21R:85-6

Projet de loi 46, Loi sur le financement agricole, 17:85

Pluies acides, arbres, études, appui, pression, 33:60, 69-70, 71

Politiques, 17:79-80

Régime d'assurance-stabilisation des revenus, 17:80

Régime d'épargne-action, 17:79

Subventions, 17:84

Questions and Answers: Rafferty, Alameda and Shand, Souris Basin Development Authority, 34:12

Questions fiscales dans l'agriculture: document d'étude, ministère des Finances, 17:13

Rafferty, Saskatchewan

Voir

Rafferty—Alameda Projet

Rafferty—Alameda Board of Inquiry

Audiences, 34:18-9; 35:27, 32

- Shapiro, B. Barry, Hon. Judge, formerly chairman Alachlor Review Board, 28:18**
- Sherwood, Hon. Cyril B., Senator (Royal)**
Farm finance, examination, 7:20-1, 23; 9:10, 30-1
Spruce budworm, control, 22:15-6
- Shuttleworth, C.L., formerly Commissioner, Canadian Grain Commission, 29:83**
- Sim, Paul, Senior Policy Analyst, Western Canada Wheat Growers Bill C-92**
Discussion, 30:9-11, 17-8
Statement, 30:8-10
- Simcoe, Lake, Ontario**
Acid rain, problems, 33:62-3
See also
Acid rain
- Simpson, Greg, Vice-Chairman (Saskatchewan), Western Canadian Pulses Growers Association**
Pulses
Discussion, 2:18-20, 24-7, 29, 30, 32
Statement, 2:12-4
- Slinkard, A.E., Crop Development Centre, University of Saskatchewan**
Funding, 2:22
Lentils, development, 2:21
Indian Head, 2:10, 19
Laird, 2:20
- Small Business Bond**
See
National Revenue Department — Small Business Bond
- Small Business Development Bonds**
Agriculture, financing, 11:24; 17:50
Cancellation, 21R:55
- Small Businesses Loans Act (SBLA)**
Government loan guarantees, 14:20
Write-offs average, figures, 14:11
- Smirnoff, W.A., Senior Scientist, Laurentian Forestry Centre, Forestry Service, Department of Agriculture**
Biographical note, 22:5, 14
Spruce budworm, control
Discussion, 22:13-6
References, 22:6, 9-10
Statement, 22:5-13
- Soil**
Conservation, research, 20:6, 19, 26-7; 21R:18
Degradation, 13:9
Improvement through legume rotation, 2:9
Seminars, 13:15
Herbicides
Excel, 2:13
Residual effects, 2:29-30
2,4-D, 2:19
Pulses, 2:15
Summer fallowing, 11:28; 20:20
Payments, 20:19-20
Replacement, research, 2:10, 19, 21
- Rafferty—Alameda Board of Inquiry—Suite**
Membres, indépendants, non partisans, compétence, 35:10
Mémoires, 35:5, 13, 21, 26
Notes sur le Rafferty/Alameda Environmental Impact Study, présenté à Estevan, Sask., 19 septembre 1987, par M. Joseph F. Dolecki, département de sciences économiques, Université Brandon, 35:26
Mémoires cités par le témoin, 35:5, 13
Rafferty—Alameda Board of Inquiry Report, 25 janvier 1988, 34:6, 22-3
- Rafferty—Alameda Board of Inquiry Report, 25 janvier 1988, 34:6, 22-3; 35:10**
- Rafferty—Alameda Project—Environmental Impact Statement, Souris Basin Development Authority, 4 août 1987**
Enoncé des incidences environnementales
Coûts-avantages, analyse, 35:36-9, 44
Mémoires, opposition, 35:9-10
Présenté à Estevan, Sask., daté du 19 septembre 1987, par M. Joseph F. Dolecki, département de sciences économiques, Université Brandon, 35:26
Parti pris, 35:21, 47
Position, 35:23, 27
Références, 34:5, 10, 18, 22-3; 35:8, 15, 27-8, 32, 39
- Rafferty—Alameda Projet**
Annonce, 35:7, 8
Appui, 34:9
Bénéfices, 34:15-6
Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales, processus, 35:32, 33
Construction, date, délai, fond, décision, 34:15, 29; 35:16, 43
Coûts, paiements, 35:25
Emplacement, 35:9
Eau
Approvisionnement, 34:13-4, 37; 35:29
Exportation, 34:20
Qualité, 34:21
Environnement, impacts, études, paiements, 34:16; 35:25
Etudes, 34:11, 22; 35:9-10, 20
Historique, 35:40
Opposition, 34:18-21; 35:9-10
Sulphure, émissions, normes fédérales, coûts, 35:41
Terre, vente, négociation, 34:17
Voir aussi
Souris, rivière, bassin, Saskatchewan, développement
- Rapport du Comité de révision de l'alachlore présenté à l'honorable John Wise, ministre de l'Agriculture, références, 23:8, 9; 25:7, 8, 9, 10, 24, 25; 33:38, 39, 51, 52 53**
- Rapport sur les conditions d'approvisionnement en eau des provinces des Prairies — dernière mise à jour le 9 mai 1988, Administration du rétablissement agricole des Prairies, 26:4, 7-8, 12-3**
- Rapports au Sénat**
Bill C-2, sans amendement, mais avec observations; 10:4, 5, 8
Bill C-2, teneur
Quatrième rapport, sans amendement, mais avec observations, 9:4, 6-7, 8
Troisième rapport, sans amendement, 6:4; 9:6
Bill C-43, teneur, sans amendement, mais avec observations, 2:4, 5, 7
Bill C-67, sans amendement, 24:4, 5, 14
Bill C-92, sans amendement, mais avec observations, 32:4-5, 6-7

Soil at Risk: Canada's Eroding Future, 1986, report of the Standing Senate Committee on Agriculture, Fisheries and Forestry
 Printing of 10,000 additional copies, 1:5
 References, 2:28; 13:8-9, 15, 19; 33:12, 24

Souris, Saskatchewan

Water supply, cost, responsibility, 35:35

Souris Basin, Saskatchewan

Description, 34:9-10

Souris Basin Development Authority, Estevan, Saskatchewan

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination

Documents

Questions and Answers: Rafferty, Alameda and Shand, 34:12

Rafferty—Alameda Project—Environmental Impact Statement, August 4, 1987, 34:5, 10, 18, 22-3; 35:8, 15, 32, 44, 47

Bias, 35:21

Briefs, opposition, 35:9-10, 21, 26

Comments, references, 35:23, 24-5, 27-8, 39

Costs, responsibility, 35:25

Costs-benefits, analysis, 35:36-9, 44

Summer/Fall Fisheries Studies on the Souris River Basin in Saskatchewan, D.A. Fernet, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, Sask., dated February 1988, 34:6, 22-3

Vegetation Resources on the Proposed Alameda Reservoir (Moose Mountain Creek) with Special Emphasis on Rare Plants, by EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, Sask., dated February 1988, 34:6, 22-3

Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Alameda Reservoir during Spring-Fall, 1987, D.A. Young and L. Ludwig, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, dated February 1988, 34:6, 22-3

Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Rafferty Reservoir during Spring-Fall, 1987, D.A. Young and L. Ludwig, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, dated February 1988, 34:6, 22-3

Licence, provincial, 35:11

Meetings, 34:19

Position, 34:9, 12, 21-2

Benefits, 35:18

Canada-U.S. Free Trade Agreement, 34:20, 31

Commitments, 34:16

Construction, decision, 34:29

Environment, protection, 34:14, 16; 35:17-8

Grasslands National Park, 34:30-1

Impacts, Manitoba, 34:25-6, 38-9

Licence, 34:31-2, 39-40

Studies, 35:17

Water

Diversion, 34:39-40

Management, 34:33; 35:18

Quality, quantity, 34:32; 35:22-3

Irrigation, supply, 35:39

Role, expenditures, 34:24

Water quality, study, 35:31, 32

Souris River, North Dakota

Development, water storage, management, history, 34:12

Rapports au Sénat—Suite

Bill C-112, sans amendement, 31:4, 5

Bill C-132, sans amendement, 31:4, 5

Financement de la ferme familiale jusqu'à l'an 2000, financement agricole, étude, 21:8; 21R:i-xx, 1-95

Réglementation des pesticides au Canada, alachlore, rapport, 33:4, 31-57

Rapport sur la situation financière de l'agriculture, ministère de l'Agriculture, 6:5, 9; 11:7, 9, 12-3, 15-6

Ray, M. Bob, directeur des programmes spéciaux, ministère de l'Agriculture

Financement agricole, étude

Discussion, 20:10-23, 25-7

Exposé, 20:5-7

Reagan, M. Ronald, président, Etats-Unis

Libre-échange international, proposition, 13:21

Recherche et développement

Agriculture, produits, 7:21

Récoltes

Voir

Cultures

Récoltes, Loi sur le paiement anticipé

Voir

Paiement anticipé des récoltes, Loi

Régime d'assistance publique du Canada

Agriculteurs, disposition, aucune, 8:18-9; 11:34; 13:19; 30:53

Rôle, 12:23-4; 13:18

Regina Leader Post

Comité sénatorial, audiences, 34:8

Réglementation des pesticides au Canada, rapport du Comité sénatorial permanent de l'Agriculture et des forêts

Membres du Comité, 33:32

Page titre, 33:6

Rapport du comité, 33:33

Recommandations, 33:35, 36

Résumé, 33:35-6

Table des matières, 33:34

Réglone

Voir

Herbicides — Réglone

Renwick, M. Ron, président, Souris River Water Commission, Manitoba; président du conseil municipal de la municipalité rurale, Arthur, Manitoba, référence, 34:18

Réorientation des agriculteurs, Programme canadien

Voir

Agriculture, ministère — Programmes — Réorientation des agriculteurs, Programme canadien

Souris River, Saskatchewan

- International river, **35:24**
- Description, **34:9-10, 19**
- Water
 - Drainage, **35:7**
 - Records, flow, **35:23**
 - Transfer, **35:22**

Souris River Basin, Saskatchewan, development

- Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination
 - Authorization, requirements, **34:29, 31, 39-40; 35:44**
 - Benefits, development, **34:15-6; 35:17-8**
 - Construction, detail, **34:24; 35:16**
 - Cost-benefit, studies, **35:15-6, 20, 21, 36**
 - Description, **34:9-10**
 - Energy, sources, **34:27-8**
 - Extra power, growth, **34:29**
 - Expenditures, costs, **34:24; 35:25**
 - Federal Environmental Assessment Review Office, process, **35:32, 33**
 - History, **34:12-5**
 - Impacts
 - Environment, **34:16-7, 22; 35:17-20**
 - Costs, **35:25, 39-40**
 - Habitat, inhabitants, **35:23-4**
 - Studies, **34:11-2, 18-9, 22; 35:15, 17, 23-5**
 - Costs, responsibility, **35:25**
 - Flood control project, **35:28-9**
 - Recommendations, against, **35:20**
 - Manitoba, **34:25-6, 38-9; 35:28-9**
 - Negotiations, discussions, **34:29, 34**
 - Opposition, **34:18-21; 35:11, 14, 19**
 - Photographs of water conditions in the Souris River, **34:5, 10, 22**
 - Press clippings, letters, correspondence
 - Dated September 22, 1988, **35:5, 13**
 - Dating back to February 1986, **35:5, 10, 13**
 - Most recent **35:5, 14**
 - Pertaining to Manitoba's involvement, **35:5, 10, 13**
 - Residents, commitment, **34:17**
 - Support, **34:14, 16, 18-9; 35:14**
 - Water
 - Entitlement, methodology, calculation, **34:35-8**
 - Flood, problem, solution, **34:15, 33; 35:28-9***
 - Alternatives, **35:18**
 - Low-flow, costs, impact, records, **35:23, 28-9, 39**
 - Quality, quantity, **34:21, 26-7, 32-4; 35:22-3**
 - Recreation, effects, **35:39-40**
 - Studies, **35:28-32**
 - Supply
 - Effects, **34:19-20, 32, 34**
 - Garrison Diversion Unit, **34:20; 35:22**
 - Import, export, **34:20**
 - Transfer, **34:39-40; 35:22**

See also

- Manitoba — Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination
- Saskatchewan — Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination
- Souris Basin Development Authority, Estevan, Saskatchewan

Répercussions du changement climatique sur l'agriculture dans les provinces des Prairies, Mme Louise M. Arthur, **27:17**

Report, Saskatchewan-Nelson Basin Board, 1967, 34:11, 25

Report on the Souris River investigation: Ottawa-Washington, 1940, International Joint Commission, **34:9, 11, 25**

Restaurant parlementaire

Légumineuses au menu, **2:18**

Revenu, Loi de l'impôt

Voir

Impôt sur le revenu, *Loi*

Revenu national, ministère

Obligations pour les petites entreprises, programme, rôle, **21R:60**

Revenus agricoles au Canada, Conseil économique du Canada, M. George L. Brinkman, référence, **8:22**

Review of Effects in Canada of Improvements Proposed for Flood Control in the United States, International Souris-Red Rivers Engineering Board, rapport no. 3, juillet 1984, **34:25**

Rice, M. Bruce, directeur, Service de recherche de la région des Prairies, *Chemins de fer Canadien national*
Bill C-92, discussion, **30:43**

Riel, honorable Maurice, sénateur (Chaouinigan)

Financement agricole, étude, **8:26-8; 17:83-7, 93-4**
Sécheresse dans l'Ouest du Canada, **27:22**

Risk Management Process, M. William Leiss, **28:11**

Ritter, M. Leonard, chef, Division des pesticides, Direction générale de la protection de la santé, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social

Alachlore, produit antiparasitaire, discussion, **25:21-7**

Rivière Rouge, Dakota du Sud

Voir

Rivière Rouge, Manitoba

Rivière Rouge, Manitoba

Eau, transfert, **34:20; 35:22**

Rivière Rouge, Minnesota

Voir

Rivière Rouge, Manitoba

Rivière Souris, Saskatchewan, développement du bassin

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude
Appui, **34:14, 16, 18-9; 35:14**
Autorisation, exigence, **34:29, 31, 39-40; 35:44**
Bénéfices, développement, **34:15-6; 35:17-8**
Bureau fédéral d'examen des évaluations environnementales, processus, **35:32, 33**
Construction, détail, **34:24**
Coupages de journaux, lettres, correspondance
Concernant la participation du Manitoba, **35:5, 10, 13**
Datée du 22 septembre 1988, **35:5, 13**

- Souris River Basin Project, Saskatchewan, Canada-North Dakota, U.S.A., General Plan Report and Final Environmental Impact Statement, July 1988, published by Army Corps of Engineers, St. Paul District (United States), 35:28-30*
- Souris River Basin Study Board (Canada), *Souris River Basin Study: Report, 1978, Chairman, N.H. James, 34:11, 25***
- Souris River Basin Study Board (Manitoba)**
See
 Souris River Basin Study Board (Canada)
- Souris River Basin Study Board (Saskatchewan)**
See
 Souris River Basin Study Board (Canada)
- Souris River Basin Study: Report, 1978, Chairman, N.H. James, Souris River Basin Study Board (Canada), 34:11, 25*
- Souris River Board of Control, International**
See
 International Souris River Board of Control
- Souris River Water Commission, Manitoba, reference, 34:18**
- Souris-Red-Rainy River Basin Commission**
 Study, 1968, **34:11**
- Soybean**
 Lasso herbicide, alachlor cancellation, effects, farmers, **23:7, 12-5**
 Usage, years, number, records, risks, **23:27-8; 33:12**
- Sparrow, Hon. Herbert O., Senator (Saskatchewan)**
In camera meeting, March 19, 1987, **1:5**
 Bill C-43, subject-matter, **2:4, 7, 8**
 Pulses, **2:23, 24, 28-9, 35**
- Special Canadian Grains Program**
See
 Agriculture Department — Programs — Special Canadian Grains Program
- Special Farm Finance Assistance Program (SFFAP)**
See
 Farm Credit Corporation — Special Farm Financial Assistance Program
- Spivak, Hon. Mira, Senator (Manitoba)**
 Alachlor, pest control, **23:19-23; 28:11-2, 35-6**
 Bill C-2, subject-matter, **3:17, 22; 4:12-3**
 Bill C-132, **31:18-9**
 Drought in western Canada, **27:20-1**
 Farm finance, examination
 Adjustments, **9:24-5**
 Agriculture policy, over-production, **13:20**
 Canada Assistance Plan, **12:24**
 Canadian Federation of Agriculture, **18:23-4**
 Farmers, number, **9:16; 12:11**
 Land, **8:14-6; 12:18; 13:20**
 Manitoba, absentee ownership, **8:16**
 Motion, **16:4, 27; 21:8**
 Prairie Pools Inc, **16:25-6**
 Special Canadian Grains Program, **12:22; 20:18-23**
 Wet lands, conservation, **20:27**
- Rivière Souris, Saskatchewan, développement du bassin—*Suite***
 Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau—*Suite*
 Coupures de journaux, lettres, correspondance—*Suite*
 Récentes, **35:5, 14**
 Remontant à février 1986, **35:5, 10, 13**
 Coûts-avantages, études, **35:15-6, 20, 21, 36**
 Dépenses, coûts, **34:24; 35:25**
 Description, **34:9-10**
 Eau
 Approvisionnement
 Effets, **34:19-20, 32, 34**
 Garrison Diversion Unit, **34:20; 35:22**
 Importation, exportation, **34:20, 29**
 Débit, bas, coûts, impact, dossiers, **35:23, 28-9, 39**
 Droit, méthodologie, calcul, **34:35-8**
 Inondation, problème, solution, **34:15, 33; 35:28-9**
 Alternatives, **35:18**
 Qualité, quantité, **34:21, 26-7, 32-4; 35:22-3**
 Etudes, **35:28-32**
 Loisirs, effets, **35:39-40**
 Transfert, **34:39-40; 35:22**
 Energie, sources, **34:27-8**
 Pouvoir supplémentaire, croissance, **34:29**
 Historique, **34:12-5**
 Impacts
 Environnement, **34:16-7, 22; 35:17-20**
 Coûts, **35:25, 39-40**
 Etudes, **34:11-2, 18-9, 22; 35:15, 17, 23-5**
 Coûts, responsabilités, **35:25+**
 Inondations, projet contre, **35:28-9**
 Recommandations, contre, **35:20**
 Habitat, habitants, **35:23-4**
 Manitoba, **34:25-6, 38-9; 35:28-9**
 Négociations, discussions, **34:29, 34**
 Opposition, **34:18-21; 35:11, 14, 19**
 Photographies sur l'état des eaux de la rivière Souris, **34:5, 10, 22**
 Résidents, engagement, **34:17**
Voir aussi
 Manitoba — Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude
 Saskatchewan — Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude
 Souris Basin Development Authority, Estevan, Saskatchewan
- Roblin, honorable Duff, sénateur (Red River)**
 Bill C-92, **32:20**
 Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, **34:31-4**
- Robson, Mme Barbara, Winnipeg Free Press**
 Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, Manitoba, fonctionnaires, 11 septembre 1988, **35:46**
- Rossiter, honorable Eileen, sénateur (Ile-du-Prince-Edouard)**
 Bill C-2, teneur, **9:4, 8**
 Financement agricole, étude, **9:9; 17:72**
- Rouge, rivière, Dakota du Sud**
Voir
 Rouge, rivière, Manitoba
- Rouge, rivière, Manitoba**
 Eau, transfert, **34:20; 35:22**
- Rouge, rivière, Minnesota**
Voir
 Rouge, rivière, Manitoba
- Rovers, M. Arnold, Nova Scotia Farm Loan Board, référence, 21R:16**
- Royaume-Uni**
 Bacillus thuringiensis, producteurs, **22:14**

Spivak, Hon. Mira, Senator (Manitoba)—Cont'd

- Forest Decline, maple sugar industry, **33**:67, 69-71, 72-3
- Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, **34**:27; **35**:4-6, 16-9, 23, 25, 34, 36-7, 38-40, 41-2, 47, 48-9
- In camera* meeting, March 19, 1987, **1**:5

Spruce budworm

- Brochures
 - Children, **22**:6, 9-10
 - Quebec government, controversy, **22**:9
- Definition, species, **22**:5, 9, 15
- Forest industry, disaster, effects, control infestation, **22**:6, 15-6
- Methods, **22**:6-7, 15-6
 - Bacillus thuringiensis*, effectiveness, **22**:15
 - Chemical, effects, resistance, **22**:11, 15-6

Stabler, Jack C., *Post Irrigation Study*, report prepared for the Saskatchewan Water Corporation, January 1987, 35:44**Statistics Canada**

- Farm statistics
 - Canada, United States, large farm businesses integration, comparisons, **6**:28
 - Census 1986, **17**:11-2
 - Income, **6**:27
 - Interest paid, **6**:24

Steuart, Hon. David Gordon, Senator (Prince Albert-Duck Lake)

- Drought in western Canada, **26**:14, 18; **27**:18-9, 22
- Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, **34**:27-30, 31

Stevenson, Garf, President, Saskatchewan Wheat Pool, Prairie Pools Inc

- Farm finance, examination, discussion, **16**:12, 14, 17-8, 20-5

Stewart, D.F. Deputy Minister of Natural Resources, Manitoba

- Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, memorandum dated October 14, 1987, from T.E. Weber, Engineer, **35**:27

Stop Construction of the Rafferty-Alameda Project (SCRAP)

- Creation, **35**:11
- Documents pertaining to the organization of SCRAP, **35**:5, 11, 14
- Rafferty—Alameda Project—Environmental Impact Statement*, Souris Basin Development Authority, dated August 4, 1987
- Court case, **35**:47-8
- Request concerning the first and final draft of the environmental impact statement, **35**:40
- Saskatchewan Power Corporation, responsibility, **35**:42
- Saskatchewan Water Corporation, responsibility, **35**:42
- Support, references, **35**:11-2, 34

Strath, Bill, President, Manitoba Pool Elevators, Prairie Pools Inc

- Bill C-92
 - Discussion, **29**:56-66, 67-72, 73-80
 - Statement, **29**:49-55
- Farm finance, examination
 - Discussion, **16**:11-7, 21-7
 - Statement, **16**:5-11
 - Testimony, references, **21R**:47-8, 66-7

Rural Saskatchewan Stability Program

- Voir*
 - Saskatchewan — Gouvernement — Provincial — Rural Saskatchewan Stability Program

SADC

- Voir*
 - Société d'assurance-dépôts du Canada

SCA

- Voir*
 - Société du crédit agricole

SCHL

- Voir*
 - Société canadienne d'hypothèque et de logement

SCRAP

- Voir*
 - Stop Construction of the Rafferty-Alameda Project

SDR

- Voir*
 - Système de repérage des débouchés

SEE

- Voir*
 - Société pour l'expansion des exportations

SIME

- Voir*
 - Agriculture, ministère — Marchés d'exportation, développement, division — Renseignements — Système d'information sur les marchés d'exportation

SNC

- Voir*
 - Syndicat national des cultivateurs

Sahl, M. Avery, président, Comité consultatif de la Commission canadienne du blé

- Bill C-92
 - Discussion, **30**:65, 66, 70-4, 75
 - Exposé, **30**:61-3
 - Note biographique, **30**:65

St. Albans, Vermont

- Pluies acides, sirop d'érable, industrie, problème, **33**:73

St-Louis, M. Robert, professeur, Département d'économie rurale, Université Laval

- Financement agricole, étude
 - Discussion, **8**:26-8
 - Exposé, **8**:20-6
 - Témoignage, références, **21R**:6, 8
 - Note biographique, **8**:20

Salter, Mme Liora, *Consultation in the Assessment and Registration of Pesticides*, 1984, M. William Leiss, 28:5, 11, 15; 33:37, 44, 49**Salter, rapport**

- Voir*
 - Consultation in the Assessment and Registration of Pesticides*

Study of the Government of Canada's Loan Guarantee and Direct Lending Programs for Department of Finance by Myles B. Foster, reference, **14:11**

Sugarbush

See
Maple syrup

Sulphur dioxide, **33:63**

Summer/Fall Fisheries Studies on the Souris River Basin in Saskatchewan, for the Souris Basin Development Authority, Estevan, Sask., by D.A. Fernet, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, Sask., dated February 1988, **34:6**, 22-3

Sutton, Quebec

Acid rain, reporting station, **33:59**

Swan, Hon. Herb, Environment Minister, Saskatchewan

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, licence, provincial, issued, **35:10-1**, 33, 43

Sweden

Acid rain, solution, **33:66**
Pension plan, farmers, **8:27-8**

Sytsma, Garry, Director, Christian Farmers Federation of Ontario

Farm finance, examination
Discussion, **13:29**; **19:8-9**, 13-4, 16
Statement, **19:6-7**

TFN

See
Tungavik Federation of Nunavut

TSE

See
Toronto Stock Exchange

Tait, Don, President, Western Canadian Pulses Growers Association

Pulses
Discussion, **2:14**, 16-8, 20-3, 28-31, 33-6
Statement, **2:6-7**, 9-12

Task Force on Farm Income Support, Department of Agriculture, **6:9**

Tax Issues in Agriculture: A Discussion Paper, Department of Finance, **17:13**

Territorial Grain Growers Association, **30:44**

Territorial Lands Act

Amendment, proposed, forestry, transfer of federal responsibility
Northwest Territories, Yukon, **1:12**
Regulations, **1:17**
See also
Bill C-43, subject-matter

Territorial Lands Act, Act to amend

See
Bill C-43, subject-matter

Santé nationale et Bien-être social, ministère

Pesticides

Comité de révision de l'alachlore
Analyse comparative, alachlore, métolachlore, effets, **33:53**
Données sommaires, **28:33**
Preuve, omission, **28:25**
Direction, professionnels, **28:22**
Direction générale de la protection de la santé
Alachlore, **28:8-9**
Carcinogène chez l'animal, position affirmative, **25:8**, 10, 17, 23, 25
Recommandation, **33:38**
Compétence, personnel, toxicologues, sensibilité, **25:6-7**; **28:9**
Etudes
Chiffres, recherches, méthodes d'évaluation, différences, calcul, **25:8**, 9, 11, 25; **33:50**
Sources, Canada, aucune, **25:21-3**
Sécurité, **25:23-5**
Toxicité, plus, **25:8**

Cancer

Carcinogène ou non, causes, **25:10**, 27
Etudes, méthodologie, données, sources, fiabilité, **25:11-3**, 15-7, 21-3, 25-7
Bonnes pratiques de laboratoire, **25:23**
Terminologie, tumeurs, bénignité, malignité, **25:14-5**, 17, 20

Métolachlore

Carcinogène chez l'animal, position négative, **25:8**, 10, 17
Conclusion, **33:38**

Etudes

Chiffres, recherches, méthodes d'évaluation, différences, calcul, **25:11-2**
Sources, Canada, aucune, **25:21-3**
Toxicité, moins, **25:8**, 24

Produits antiparasitaires

Données, secret, **28:32-3**

Homologation

Critères, permis, décision concernant la réglementation, **25:13**; **28:34-5**
Communication, **25:19**

Fonctionnaires, responsabilité personnelle, personnel et ressources, manque, examens toxicologiques, **2:14**, 18, 25

Sécurité, **2:12**, 18

Réglementation, historique, rôle, **33:40**, 43.56

Conseil consultatif de la lutte antiparasitaire, **33:45**

Saskatchewan

Agriculture

Dette, **19:23**, 27-8

Fermes

Nombre
Difficultés, **11:14**; **21R:19**
Saisies, **19:23**
Recensement, **12:5**
Superficies, **21R:62**

Financement, situation, impact, **19:22-5**

Grain

Contingents, **30:67**
Élévateurs
Élévation, frais, augmentations, réductions, **29:59-61**, 62
Fermeture, effets, dépopulation, **29:75-6**
Nombre, **17:30**
Wagons, propriétaires, rendement, **29:44-5**

Légumineuses

Consommation intérieure, **2:32**
Cultures, **2:7**, 12, 17, 23, 34

- Tobacco**
Diversifications, 6:12, 22
Markets, 3:20
- Toronto Globe and Mail**
Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, letter published by Prof. Joseph F. Dolecki, 35:41
- Toronto Stock Exchange (TSE)**
Investments, agriculture, 9:21
Comparison, historical background, 8:9
- Toronto-Dominion Bank**
Loans guarantee, governments
Alberta, 14:12
Federal, 14:17
- Toxicology**
Tests, evaluation, methods, reliability, sources, 23:26; 25:9-10, 21-3
Good laboratory practice, 25:23
Interpretation, differences, 28:32
See also
Herbicides
Pesticides
- Trade**
Pulses, 2:27
- TransAlta Utilities Corporation**
Drought, effects, 27:8
- Transition in Banking, Brian Farlinger, 14:17, 19-20**
- Transition Program**
See
Agriculture Department — Programs — Canadian Rural Transition Program
- Transport Department**
Western Grain Stabilization Program, insurance, 6:12-3, 18; 11:15-6, 28, 30; 12:24; 17:38, 51; 30:57, 59; 31:11, 13-4
Broaden coverage, crops, effects, 29:90; 31:15
Contributions, farmers, government, 6:19-20; 31:19
General tax revenues, 6:20
Rates, 21R:35; 29:89; 30:55-7
Increases, 29:90-1, 93-4; 30:52-3, 58-9
Complaints, 29:93; 30:52-61
Participants, 29:89-91
Figures, 29:96-7
Non-participants, effects, reasons, recommendation, 31:6-13, 17
Contributions, increases, 31:14-7
Debt write-off, \$750 million, position, 31:7-9, 11, 14-5, 20, 22-3
Extension, deadline, 29:94-5
Information, pamphlet, détenteurs de permis, 29:95-6
Retroactive, rejoining, 29:90; 31:9
Provisions, 31:26
Withdrawal, voluntary, reasons, 21R:35-6; 29:97; 31:16, 18-20
Payments, 17:62; 21R:35
Averages, previous five years, 29:91
Deficit, 6:20; 17:38; 29:89, 92
Assistance, 20:6; 30:59
Figures, 17:16-8; 21R:36; 30:57
- Saskatchewan—Suite**
Agriculture—Suite
Légumineuses—Suite
Offices, organisations, 2:30-1
Producteurs, diversification, pénalité, risque, 2:34
Western Canadian Pulse Growers Association, membres, 2:28
Voir aussi
Saskatchewan Pulse Crop Development Board
Prêts, 9:30
Revenus, 19:23
Non-agricoles, 12:17-8
Sécheresse
Approvisionnement en eau, conditions, 26:8-9; 27:6-9
Nappes souterraines, 27:22
Forêts, climat, influence, 27:19-20
Relevés climatologiques, 27:15-6
Terres, propriétaire étranger, lois restrictives, 9:22
Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude
Audiences, 34:18-9
Coûts-avantages, analyse, 35:36-9
Eau
Approvisionnement, quantité, 34:15-6, 32
Droits, 35:29
Qualité, 34:26-7
Transfert, position, 35:22
Engagements, faune, pêcheries, archéologie, prospection pétrolière, agriculture, 34:16-7
Etudes, 35:20-1
Municipalités, 34:11
Examen et évaluation, processus, 35:33
Extrait du *Hansard* de la législature de la Saskatchewan, 35:4, 8, 13
Faune, groupe de protection, inquiétude, 35:10
Fonds, argent, responsabilité, 35:33
Impacts, 35:7-8
Lettre de
M. Ed Begin, directeur exécutif, Fédération de la faune de la Saskatchewan, en date du 21 janvier 1988, adressée à l'honorable Grant Devine, premier ministre de la Saskatchewan, 35:5, 13
M. R.A. Halliday, directeur, Eaux et terres, régions de l'Ouest et du Nord, ministère de l'Environnement Canada, datée du 6 juillet 1987 et adressée à M. R.E.W. Walker, directeur, Direction de l'évaluation de la coordination, ministère de l'Environnement et de la Sécurité publique de la Saskatchewan, 35:4, 8, 13, 26
M. William J. Bug, président élu, North Dakota Chapter of the Wildlife Society, datée du 22 janvier 1988, adressée à l'honorable Grant Devine, premier ministre de la Saskatchewan, 35:4, 13
Lettres, 35:20-1
Lettres adressées au sous-secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures par l'honorable I.C. Nolet, ministre de l'Agriculture de la Saskatchewan en date du 10 juin 1957, 34:5, 13, 23
Minister Approval under The Environmental Assessment Act, daté 15 février 1988, 34:6, 22-3
Négociations, discussions, 34:29, 34, 39, 46
Permis, provinciaux, accordés, 35:10-1, 33, 43
Rafferty—Alameda Board of Inquiry, 35:26, 32
Voir aussi
Rafferty—Alameda Board of Inquiry
Saskatchewan Environmental Assessment Act, disposition, 35:47
Energie, sources, 34:27-8; 35:44
Gouvernement
Fédéral
Examen de l'endettement agricole, Bureaux, 19:29

Transport Department—Cont'dWestern Grain Stabilization Program, insurance—*Cont'd*Payments—*Cont'd*

Problems, 31:19-20

Solutions, 31:20

Pulses, 2:10

Solutions, 31:20-6

Survival, agriculture, Canada, 17:7

Western Grain Transportation: report on consultations and recommendations, Department of Transport, (Gilson Task Force), 17:10**Transportation**

Rail cars, commodities, 30:40

Tripartite stabilization program, proposed*See*

Pulses — Tripartite stabilization program, proposed

Tungavik Federation of Nunavut (TFN)

Forestry, transfer of federal responsibility to territories government, agreement, 1:12

Turner, Ted E., Executive Director, Prairie Pools Inc

Farm finance, examination, discussion, 16:25-6

2,4-D*See*

Herbicides — 2,4-D

UGGA*See*

United Grain Growers Association

UN*See*

United Nations

UPA*See*

Union des producteurs agricoles

USDA*See*

United States — Government — Agriculture Department

Unemployment Insurance

Farmers, provision, lack, 8:19

Union des producteurs agricoles (UPA)

Farm finance, Quebec, position

Agriculture, evolution, credit, 17:77

Canada-U.S. Free Trade Agreement, 17:88-9, 94

Capital farm, rate of return, income, figures, 17:77-8

Effects, low, 17:83

Consumer, education, farm crisis, 17:88

Economic situation, farming, 17:79-80, 86-7

Equity financing, proposal, 17:80-1, 83-5

Family farm, definition, 17:93

Financial institutions, land, 17:81-2

Government

Federal

Canadian Farm Loan Board, 17:77

Farm Credit Corporation, 17:77, 79-80, 82, 84

Saskatchewan—SuiteGouvernement—*Suite*Fédéral—*Suite*

Grains, Programme spécial canadien, 30:57

Réorientation des agriculteurs, Programme canadien, 11:18

Soutien, 19:24-5

Hog Marketing Board, 2:30

Municipalités, sécheresse, effets, 27:9

Natural Products Marketing Act, 2:30

Natural Products Marketing Council, 2:30

Provincial

Agriculture, ministère, financement agricole, position

Actions, financement, propositions, 14:7, 10; 17:12; 19:26-39

Favorable, 19:35

Jeune agriculteur, 19:30-1

Location, 19:30, 33-4

Société du crédit agricole, 19:33

Terres, transfert, 19:32

Agriculteurs, 19:36

Crédit, 19:31

Education, engagement, Collège de l'agriculture, 19:25

Gestion, cours, 19:24

Jeunes, 19:23, 32

Stress, 19:37-8

Crédit, stabilité, 19:33, 35-6

Critical Wildlife Habitat Protection Act, 35:8

Dette, financement, 19:31, 36

Fermes, grande corporation, 19:37

Garanties, prêts, 19:24, 32

Hypothèque, 19:36

Institutions financières, 19:23, 25, 31

Mémoire, référence, 21R:9

Programmes, 19:28-9, 37

Counselling and Assistance for Farmers (CAFF), 19:24, 29, 32, 37-8

Farm Land Security Board, 19:24, 29

Farming to Win, 19:38

Projet innovateur de développement local, 19:34-5

Solution de rechange, 19:33-4

Terres, banque, 19:30

Développement rural, ministère, agriculteurs, difficultés financières, chiffres, 6:16

Environnement, ministère, document déposé, 34:10

Environmental Assessment Act; *Minister Approval under The Environmental Assessment Act*, daté 15 février 1988, document, 34:6, 22-3

Finances, ministère, Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, système de double prix, blé, 13:17

Hansard, extrait de la législature de la Saskatchewan, 35:4

Programmes, crédit agricole, description, 21R:89

Voir aussi plus haut

Gouvernement — Provincial — Agriculture, ministère, financement agricole, position — Programmes

Rural Saskatchewan Stability Program, proposition, 16:8, 10, 17-8

Santé, ministère, stress, 19:38

Stabilisation tripartite, 17:37

Terres, ministère, 8:20

Province, pauvre, 34:14

Voir aussi

Provinces de l'Ouest

Saskatchewan, rivière, Saskatchewan

Barrages, 34:28

Eau, transfert, 34:24; 35:22

Énergie, sources, 34:27-8

Union des producteurs agricoles (UPA)—Cont'd

- Farm finance, Quebec, position—*Cont'd*
- Government—*Cont'd*
- Federal—*Cont'd*
 - Farm Debt Review Board, 17:82, 87-8
 - Involvements, history, 17:77-9
- Provincial
 - Bill 46, Farm financing, 17:85
 - Crédit agricole, Office, 17:78, 82, 84-5, 88
 - Farm Credit Act, 17:77
 - Farm income stabilization insurance schemes, 17:80
 - Policies, 17:79-80
 - Régime d'épargne-action, 17:79
- Subsidization, 17:84
- Support, policies, 17:78-81, 83, 86-7, 89-91, 93-4
 - Producers income, 17:87, 90, 93
- Limited partnerships, 17:82
- Reference, 21R:66
- Tax reform, 17:79, 82
- Maple syrup industry, costs, support, proposal, reference, 33:64, 69-70

Union Farmer, 13:12**United Grain Growers Association (UGGA)**

- Appearance to the House of Commons Standing Committee on External Affairs and International Trade concerning Canada-U.S. Free Trade Agreement, 17:29
- Farm finance, position
 - Agribonds, 17:13-4, 19, 24-5
 - American farm program, effects, 17:16-8
 - Canada-U.S. Free Trade Agreement
 - Canadian grain farmers, benefits, reasons, 17:21-2
 - Resolution, 17:9
 - Strong support, 17:8, 14, 31
 - Two-price wheat system, effects, 17:22-3
 - Consumers, Canadian, education, farm crisis, 17:29-30
 - Credit availability, 17:20-1
 - Crow benefit, 17:10, 17-8, 23
 - Equity finance, 17:11-3, 24
 - Farm population, reduction, effects, 17:28
 - Farming industry, future, 17:27-8
- Government
 - Commitment, farming, 17:26-7
 - Policies, 17:14
 - Support, 17:8, 9, 14
 - Farm income, net, 17:19
 - Payment method, 17:11, 15, 17, 26, 31
 - Special Canadian Grains Program, 17:7, 11, 16-7, 31-2
 - Western Grain Stabilization Program, 17:7, 16-8
- Identification, criteria, farms, difficulty or not, 17:19-20
- Marginal land, problem, 17:18
- Plant breeders rights, legislation, proposal, 17:10
- Production, efficiency, farm inputs, 17:9
- Protectionism, trade war, impacts, 17:6-7
- References, 21R:61, 66
- Seed, new varieties, development, 17:9
- Grain elevators
 - Charges, position, 32:18, 21
 - Investments, 30:64
 - Silos, numbers, 17:30
- Headquarters, 17:30
- History, 17:6; 30:44
- Mayer, Hon. Charles James, Minister of State (Grains and Oil-seeds), 17:18
- Reference, 32:18

Saskatchewan, rivière, Saskatchewan—Suite

Études, indépendantes, 35:24

Saskatchewan, Sud-est

- Souris, rivière, bassin, Saskatchewan, développement
 - Description, 34:9-10
 - Développement, appui, 34:14
 - Energie, source, 34:28

Saskatchewan, Université

- Voir*
- Université de la Saskatchewan

Saskatchewan Environmental Society, référence, 35:9**Saskatchewan Natural History Society**

Président, 35:7

Saskatchewan Power Corporation

- Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude
 - Eau, transfert, position, 35:22
- Energie, sources, 34:27-8, 37
- Environnement, protection, 34:14
 - Sulphure, émission, normes, fédérales, 35:41-2
- Grasslands, parc national, position, 34:30-1
- Président
 - Ancien, 34:27
 - Lettres, référence, 35:8
- Rôle, contribution, 34:24; 35:42
- Sécheresse, effets, 34:15
- Souris, rivière, bassin, Saskatchewan, étude, 34:14
- Sécheresse, effets, 27:8

Saskatchewan Pulse Crop Development Board

Membres, quote-parts, recherche, subvention, 2:22, 28, 31

Saskatchewan Water Corporation

- Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude
 - Correspondance avec Prof. Joseph F. Dolecki, concernant des études hydrologiques, 35:40
- Document, 35:39
- Post Irrigation Study*, M. Jack C. Stabler, janvier 1987, 35:44
- Rôle, dépenses, responsabilité, 34:24; 35:42

Saskatchewan Wheat Pool

- Membres, rôle, descriptions, organisations, 29:70
- Position
 - Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, neutre, 17:31
- Bill C-92
 - Élévateurs à grain, système, 29:70, 74
 - Investissements, 30:64
 - Rationalisation, développement, plan, 29:72, 75-6
 - Fermeture, effets, 29:54, 56, 65, 71-2, 75-6; 30:37, 50
- Rural Saskatchewan Stability Program, proposition, 16:8, 10
- Voir aussi*
- Prairie Pools Inc

United Grain Growers Association (UGGA)—Cont'd

Tax Issues in Agriculture: A Discussion paper, Department of Finance, 17:13

University of Manitoba, study, 17:28

Western Grain Transportation: Report on Consultations and Recommendations, Department of Transport, (Gilson Task Force), 17:10

Wise, Hon. John, Minister of Agriculture, 17:18, 32-3

United Nations (UN)

External Affairs Department, relations, 5:6

World Commission on Environment and Development

Our Common Future/ World Commission on Environment and Development (Brundtland Commission), 27:21

United States**Agriculture**

Acid rain, 35:41

Awareness, 33:71-2

Source, Ohio Valley, 33:63, 71

Agro-businesses, 7:23

Integration, 6:15, 28

Banks, 7:23

Capital, measure, Canada, comparison, 8:28

Climate, 8:27

Co-operation, 7:9-10

Crow rate benefit, American objections, 17:23

Debt

Income ratios, 7:8

Outstanding Farm Debt United States 1975-87, figures, 21R:23

Reduction, comparison, Canada, 14:20

Farms

Annual sales, 21R:22

Family, cornerstone, U.S system, 21R:22

Mega, enterprises, 21R:22

Farm financing, overview, 21R:22-32

Comparison, Canada, 21R:22

Crisis, 21R:26-7, 30

Farming for government, farmers, 17:26

Figures, Canada, United States, comparison

Direct Payments: Percent of Federal Expenditures, 21R:29

Net Farm Income and Government Payments, 21R:31

Grain, 7:10

Loading, multiple cars, rates, rebate, 29:39

Prices, 21R:3, 22

Trade war, 11:36-7; 16:12; 21R:22, 40, 42

Wheat, threat, yield, 7:21; 13:18

Herbicides

Alachlor, 23:6; 25:24

Cancellation, Canada, future effects, 25:27

Tests, California, 23:21

Fungicide, regulatory process, comparison, Canada, 28:28

Metolachlor

Prices, comparison, Canada, effects, 23:12, 28:36-8

Tests, California, 23:21, 24

See also below

Pesticides

Land

Leasing, 8:27

Prices return, Illinois, 9:29

Loans

Secondary agricultural mortgage markets, guarantees, securitized farm market, 14:18-19; 19:12-3; 21R:71-2

Sources, 21R:22-6

Commercial banks, 21R:22, 24

Saskatchewan Wildlife Federation

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude

Lettre de M. Ed Begin, directeur exécutif, Fédération de la faune de la Saskatchewan datée du 21 janvier 1988, adressée à l'honorable Grant Devine, premier ministre de la Saskatchewan, 35:5, 13

Position**Eau**

Approvisionnement, Manitoba, 35:22-3

Gestion, alternatives, 35:18

Qualité, 35:22-3

Transfert, 35:22

Environnement, impacts, 35:17-20

Assèchement, 35:7

Cerf de Virginie, 35:17

Etudes, 35:15, 21

Critères, 35:17, 24

Faune, flore, habitat faunique critique, 35:7-8

Information, manque, 35:8

Poisson, 35:23-4

Zones en aval des barrages, 35:8

Estevan, section, appui, 35:14

Opposition, 35:14

Politique, décision, 35:12

Souris Basin Development Authority, Estevan, Sask., *Rafferty—Alameda Project—Environmental Impact Statement*, 4 août 1987, 35:8, 9, 15

Commentaires, 35:23, 4-5

Mémoires, opposition, 35:9-10, 21

Parti pris, 35:21

Références, 35:9-11

Stop Construction of the Rafferty-Alameda Project, appui, 35:11

Président, 35:7

Saskatchewan-Nelson Basin Board: report, 1967

Saskatchewan-Nelson Basin Board, 34:11, 25

Saskatchewan-Nord, rivière, Saskatchewan

Voir

Saskatchewan, rivière, Saskatchewan

Saskatchewan-Sud, rivière, Saskatchewan

Voir

Saskatchewan, rivière, Saskatchewan

Saskatoon Star Phoenix, 35:5, 14

Saskpower**Voir**

Saskatchewan Power Corporation

Schmitz, M. Andy, économiste agricole, 17:57

Scholefield, M. Peter, chef, Division du contrôle et des prévisions au Centre climatologique canadien, Service de l'environnement atmosphérique, ministère de l'Environnement

Note biographique, 27:5-6

Sécheresse dans l'Ouest du Canada

Discussion, 27:8, 14-5, 19-20

Exposé, 27:9-12

United States—Cont'd

Agriculture—Cont'd

Loans—Cont'd

Sources—Cont'd

Farm Credit System, **21R:22**, 24-6*See also below*

Government — Farm Credit System

Farmers Home Administration, **21R:22**, 26*See also below*

Government — Farmers Home Administration

Insurance companies, **21R:22**Pesticides, **23:9**Registrations, **33:26**Regulations, **33:29***See also above*

Herbicides

Research, **7:15**Spruce budworm, Maine, **22:15**Bacillus thuringiensis, producers, **22:14**Subsidization, **7:17**; **11:17**, 28, 38; **13:8**; **17:7**; **21R:2**, 22, 40

Government

Agriculture Department

Commodity Credit Corporation, **3:19**, 22Harrington, David, reference, **21R:22**Information centre, **4:7**Bush, George, acid rain, reference, **33:63**, 67Congress, Washington, maple syrup industry, lobbying, **33:71**Environmental Protection Agency, **33:29**Alachlor, metolachlor, **23:13**; **25:20**, 22; **28:24**, 25Re-evaluation process, pesticides, **28:20**Water quality, **34:33***See also below*

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination — Environmental Protection Agency

Farm bill, 1985

Export Enhancement Program, **7:17**; **16:12**; **17:7**Subsidization, **11:29**Impact, Canada, programs, **12:8**; **16:11-2**, 14-5; **17:16-8**Provisions, **7:9**, 11; **11:36**; **13:13**Farm Credit System, **18:15-6**; **19:11-3***See also above*

Agriculture — Loans — Sources — Farm Credit System

Farmers Home Administration, farm loan guarantees, **14:20**Farmer Mac, **21R:71**Secondary agricultural mortgage markets, bills, U.S. Congress, **14:18**; **21R:71-2**Small Business Administration, **14:18***See also above*

Agriculture — Loans — Sources — Farmers Home Administration

Federal Insecticide, Fungicide and Rodenticide Act, **33:26**Policies, **6:13**; **7:9**; **12:6**Grain trade, **16:6**Involvement, agriculture, effects, **21R:22**Reagan, Ronald, international free trade, proposal, **13:21**

Senate

Maple syrup industry, lobbying, **33:71**Proposal, *decoupling*, term, **11:21**United States Government Program Expenditures on Agriculture by Financial Class, 1985, table, **21R:32**

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination

Army Corps of Engineers

Environmental impact studies, **34:11**, 33; **35:28-30**Credibility, **35:28**, 42Funding, money, responsibility, **35:33**Water quality, quantity, study, **35:31****Scott, M. Lorne, ancien président, Saskatchewan Wildlife Federation**

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude

Discussion, **35:9**, 13-25Exposé, **35:7-13**Note biographique, **35:4**, 7, 13**Sécheresse**Causes, **27:10-5**Définition, **27:6**Etudes, comparaison, **27:7**, 12Gouvernement, mesures, **27:18**Relevés climatologiques, **27:15-7***Voir aussi*

Eau — Sécheresse

SénatSirop d'érable, groupe de pression, **33:71****Service canadien des forêts**Conseil consultatif de la lutte antiparasitaire, **33:45**Engrais, érablières, **33:62****Service des ressources halieutiques et de la faune sauvage***Voir*

Fish and Wildlife Service

Shand, SaskatchewanCentrale thermique, **34:14**, 28Capacité, **34:37**Construction, décision, raison, **34:29**Coûts, avantages, études, **35:20**, 21, 37Emissions sulphuriques, réduction, méthode, **35:14**; **35:18-9**, 22, 41**Shapiro, M. B. Barry, honorable juge, ancien président du Comité de révision de l'alachlore, 28:18****Sherwood, honorable Cyril B., sénateur (Royal)**Financement agricole, étude, **7:20-1**, 23; **9:10**, 30-1Tordeuse des bourgeons de l'épinette, contrôle, **22:15-6****Shuttleworth, M. C.L., ancien commissaire, Commission canadienne des grains, 29:83****Sim, M. Paul, directeur de l'analyse des politiques, Western Canada Wheat Growers**

Bill C-92

Discussion, **30:9-11**, 17-8Exposé, **30:8-10****Simcoe, lac, Ontario**Pluies acides, problèmes, **33:62-3***Voir aussi*

Pluies acides

Simpson, M. Greg, vice-président (Saskatchewan), Western Canadian Pulse Growers Association

Légumineuses

Discussion, **2:18-20**, 24-7, 29, 30, 32Exposé, **2:12-4****Sirop d'érable**Déclin, causes, solution temporaire, **33:58-62**, 64-5

United States—Cont'd

Granting of a water licence to the Saskatchewan Gouvernement—

Cont'd

Army Corps of Engineers—*Cont'd*

See also

Army Corps of Engineers, United States

Correspondence

Agencies, **35:5**, 10, 13

National Wildlife Federation, **35:5**, 13

Cost-benefit, study, **35:16**

Department of State, funding, money, responsibility, **35:33**

Environmental Protection Agency

Credibility, studies, **35:43**

Submissions from Professor Joseph F. Dolecki, **35:26**, 30

Water quality, quantity, study, **35:31**, 32

See also above

Government — Environmental Protection Agency

Funding, negotiations, responsibility, **34:24**, 29, 33; **35:43**

History, water storage, management, development, **34:12**

Meetings, **34:18-9**

Negotiations, discussions, **34:34**, 39

Souris River Basin, Saskatchewan, Rafferty-Alameda project, **34:15**

Water, import, export, **34:20**

United Kingdom

Bacillus thuringiensis, producers, **22:14**

University of Guelph

Agricultural Finance Problem in Perspective, Department of Agricultural Economics and Business, George L. Brinkman, reference, **7:25**

Farm finance problems, recommendations, examples, **7:11-2**

University of Manitoba

Pulses, research, **2:21**

Study, **17:28**

University of Saskatchewan

Crop Development Centre, funding, **2:10**, 21-2

University of Toronto, Forest Decline Workshop, (Toronto, Ont),

33:67, 70

Uruguay Round

Subsidizations, **18:23**

Van Damme, Harvey, Chairman, Committee of Non-Participants Western Grain

Bill C-132

Discussion, **31:8**, 14-26

Statement, **31:6-13**

Van Kooten, G.C., Agricultural Finance in Canada, references, 21R:4-5**Vander Zalm, Hon. William N., Premier, British Columbia**

Supply management system, withdrawal, position, **13:20**; **18:19**

Vanker, Jaak, Director, Financial Analysis Division, National Transportation Agency

Bill C-92, discussion, **29:45-6**

Sirop d'érable—Suite

Déclin, causes, solution temporaire—*Suite*

Appui, gouvernement, immédiat, **33:65**, 67, 69-71

Engrais, effets temporaires, **33:63-4**, 67, 70

Pluies acides, conscience, **33:68**, 70-1, 73

Industrie, exploitation, grandeur, nombre, historique, **33:63**, 65, 68

Prix, **33:61**, 67

Qualité, **33:71**

Voir aussi

Engrais et amendements

Pluies acides

Slinkard, M. A.E., Crop Development Centre, Université de la Saskatchewan

Lentilles, développement, **2:21**

Indian Head, **2:10**, 19

Laird, **2:20**

Subvention, **2:22**

Small Business Administration

Voir

Etats-Unis — Gouvernement — Farmers Home Administration
— Small Business Administration

Smirnoff, M. W.A., scientifique senior, Centre de recherches forestières

Laurentides, Service des forêts, ministère de l'Agriculture

Note biographique, **22:5**, 14

Tordeuse des bourgeons de l'épinette, contrôle

Discussion, **22:13-6**

Exposé, **22:5-13**

Références, **22:6**, 9-10

Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL)

Hypothèques

Domiciliaires, **21R:77**

Nouvelles, **17:36-7**

Prêts garantis, **14:18**

Titres hypothécaires, Cannie Maes, **21R:77**

Société canadienne d'immatriculation des animaux

Création, pouvoirs, rôle, **24:7**, 9-11

Société Canagrex

Voir

Canagrex, Société

Société Canagrex, Loi

Voir

Canagrex, Loi sur la Société

Société Canagrex, Loi sur la dissolution

Voir

Bill C-2

Bill C-2, teneur

Société d'assurance-dépôts du Canada (SADC)

Programme d'assurance, **11:15**

Société du crédit agricole (SCA)

Actions, financement, **19:32-3**

Innovations, **9:16-9**

Effets, **11:16**

Propositions, **13:11**; **14:7**, 10-1; **17:12**; **18:10**; **21R:67-71**

Vegetation Resources on the Proposed Alameda Reservoir (Moose Mountain Creek) with Special Emphasis on Rare Plants, for the Souris Basin Development Authority, Estevan, Sask., by EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, Sask., dated February 1988, 34:6, 22-3

Vermont, United States

Acid rain, maple syrup industry, awareness, 33:71, 73

Versteeg, Hajo, Chairman, Pest Management Advisory Board

Alachlor, pest control
Discussion, 28:8-21
Statement, 28:5-8
Testimony, references, 33:21, 27-8
Biographical note, 28:6

Vigod, Toby, Pesticides in Canada: An Examination of Federal Law and Policy, Law Reform Commission of Canada, 1987, 33:12, 20, 22-3

WD

See
National Farmers Union — Role — Women, women's division

WGSA

See
Western Grain Stabilization Act

WGTA

See
Western Grain Transportation Act

WIN

See
External Affairs Department — World Information Network

Walker, R.E.W., Director, Coordination Assessment Branch, Saskatchewan Environment and Public Safety

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, letter from Mr. R.A. Halliday, Director, Inland Waters and Lands, Western and Northern Region, Environment Department, dated July 6, 1987, 35:4, 8, 13, 26

Wansbutter, R., Co-ordinator of car allocations, Grain Transportation Agency

Bill C-92, discussion, 29:31-9, 41-9

Ware, Dennis, Senior Advisor, International Programs Branch, Department of Agriculture

Bill C-2, subject-matter, discussion, 3:9-10, 11, 16-7; 4:10, 12-3, 16, 20

Wascana Centre Authority, Regina, Saskatchewan, 35:7

Washington, United States

Acid rain, maple syrup industry, awareness, lobbying, 33:71-2
Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, wildlife groups, concern, 35:10

Water

Drought
Factors, weather systems, 27:10-5
Studies, 26:15, 22; 27:14

Société du crédit agricole (SCA)—Suite

Actions, financement—Suite

Propositions—Suite

Recommandations du Comité, 21R:xix, 71

Aide financière, 17:50

Gouvernement, garanties, proposition, 14:12; 17:41-2

Structure, institution, 20:5-6

Ashmead, M. Ralph, gérant, Recherche et développement

Actions, financement, proposition, 18:10

Economic Transition in Farming, papier présenté, Conférence crédit agricole, novembre 1987, Association des banquiers canadiens, 13:7-8

Crédit, limité, 6:26

Crédit aux syndicats agricoles, Loi, 6:28

Voir aussi

Crédit aux syndicats agricoles, Loi

Dette

Ajustements, 7:15-7

Commerciale, définition, 9:14

Créances irrécouvrables, pertes, 13:9

Moratoire, levée, 6:24-5; 9:11; 13:9; 20:17

Nombre, 21R:19

Dossiers, 6:11; 9:19

Comptes, souffrance, 9:11

Faillites, 6:25; 9:11

Fermes, difficultés, 9:14; 17:35; 18:6

Raison, 12:9

Paiements en souffrance de trois ans, 11:39

Ratio, 9:14, 29

Réduction, 17:36; 20:11, 14

Renonciations, contrats, 20:17

Saisies, 13:9-10

Développement agricole, Société, proposition, 13:25; 19:10

Diversification, 19:12

Examen de l'endettement agricole, Comités, processus, 17:35; 20:17

Créanciers, attitudes, 17:43-4

Investisseurs, 9:18

Agriculteurs, ouest canadien, 17:13, 19

Japon, yens, pertes, 29:58

Prairie Pools Inc, soutien, nouveau mandat, 16:9, 17

Président, vice-président, 18:7

Prêts, 21R:54-6

Amortissement radié, moyenne, chiffres, 14:11, 13

Court terme, 17:36

Historique, 9:29-30; 15:17-8

Long terme, 21R:72

Ordinaires, 9:12, 23

Principales institutions prêteuses, 21R:23

Programme intégré, 18:13-4

Ratio d'endettement avant négociation, 9:29-30

Programmes

Hypothèques à risque partagé, 21R:53-4, 56

Prêts basés sur les prix des produits agricoles, 9:12, 23; 13:9; 20:6, 10, 12, 17-8; 21R:53, 57

Programme spécial d'aide financière aux agriculteurs, 18:8

Propriétaires, fermes et terres, 13:9-11

Nombres, 9:23-4

Rapport annuel, 17:35

Référence, 21R:19

Rôle, 11:20; 16:21; 17:34-5, 80, 84; 18:6-9, 13, 16; 20:13, 16-7; 21R:53, 71-4

Activités, effets, 15:8

Agents, formation, 17:53

Crédit, disponibilité, responsabilité, 12:9-11; 14:6; 15:17; 17:20-1; 21R:72-3

Long terme, historique, 21R:4-8

Water—Cont'd**Drought—Cont'd**

- Supply conditions, precipitation, **26:8-10, 12-3; 27:6-9**
- Climatological records, **27:15-7**
- Impacts, **27:8-9**
- Solutions, **26:13-5; 27:19**
 - Ground water, **26:15, 21-2; 27:14-5, 22**
 - Snowfall, **27:6-7**

Flood, control, 34:15, 32, 33; 35:29**Alternatives, 35:18****Low-flow, impact, 35:28-9, 35****Quality, quantity, 34:21, 26-7, 32-4; 35:22-3, 35****Studies, 35:28-32****Rights, 35:29****Supply, 35:22-3****Effects, 34:19-20, 32, 34****Import, export, 34:20****Transfer, 34:20; 35:22, 34-57890****See also****Agriculture — Prairie Farm Rehabilitation Administration****Drought****Environment Department****Souris River Basin, Saskatchewan, development****Water Pollution****Acid rain, rainfall, effects, 33:58, 66****Herbicides, residual effects, none, 2:13, 30****Alachlor and metolachlor, 23:28-9****See also****Acid rain****Herbicides****Watson, Alan, Regional Chairman, Farm Finance Crisis Committee,****National Farmers Union****Farm finance, examination****Discussion, 13:14****Statement, 13:5-9****Weather****See****Climate****Weber, T.E., Engineer**

- Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, memorandum dated October 14, 1987, to D.F. Stewart, Deputy Minister of Natural Resources, Manitoba, **35:27**

Weeds**Control, 2:14****Products, availability, 23:5-7****Western Canadian Pulses Growers Association****Agriculture Department, meetings, 2:7****Letter to Hon. Charles James Mayer, Minister of State (Grains and Oilseeds), about Western Grain Stabilization Program, 2:10****Members, 2:24, 28****Pulses, position and proposals****Consumer, education, 2:11****Generic advertising, federal/provincial assistance, 2:32****Information****From Western Canada, to federal departments, 2:25****Government and chemicals producers, lack, 2:19****Inoculants, registration, 2:27****Société du crédit agricole (SCA)—Suite****Rôle—Suite****Extension****Agriculteurs débutants, l'an 2000, besoin d'aide, 13:27****Fonds, 12:21; 20:5, 12-4; 21R:47-8, 73****Réorganisation, plan, 20:23; 21R:74****Sources, 21R:53****Flexibilité, 17:36****Financement direct, refinancement, 9:23; 14:7****Futur, clarification, 13:25****Réalisation de bénéfices ou instruments de politique sociale, institution, 21R:72****Gestion, programmes, cours pratiques, 14:6; 21R:72-3****Limitation, 17:79****Marché secondaire des hypothèques agricoles, 21R:77-8****Recommandations du Comité, 21R:xx, 74, 76, 78****Services consultatifs, 18:18-9****Techniquement en faillite, raisons, 18:7; 19:33; 21R:71****Aide, 20:6****Société canadienne d'hypothèque et de logement, nouvelle hypothèque, 17:36-7****Sondage, données financières, 6:24; 7:15; 8:14; 9:22; 12:7, 14; 21R:19****Taux d'intérêts, 8:24; 19:6; 21R:54-7, 72****Elevé, 9:30****Plafond, 18:14-5****Subvention, niveau irréal d'endettement, 9:18****Terres****Location, 17:36; 19:33; 20:17****Prix, tableau, 12:10****Valeur, 15:18****Voir aussi****Institutions financières****Société pour l'expansion des exportations (SEE)****Assurance-crédit agricole, Programme, 3:22-4; 4:10****Canagrex, comparaison, 3:20-1****Court terme, 3:18, 20, 24; 4:10****Entrée en vigueur, 3:21****Fonctions, 3:20****Garanties, pertes, secteur privé, 3:20****Moyen terme, 3:18, 20, 24; 4:10****Résultats, 3:18-9, 21****Canagrex, Société, abrogation, effets, 3:5; 5:17****Chiffre d'affaires total 1986, 1987, 3:19-20****Coopération, ministères fédéraux, 3:5, 19, 21, 22, 23-4; 4:5, 10****Exportation, risques de crédit, évaluation, 4:7****Mandat, 3:22, 24; 4:10; 5:17****Produits agricoles, 3:14****Exportations, 3:18, 23****Soya****Lasso, produit herbicide, annulation de l'alachlore, effets, agriculteurs, 23:7, 12-5****Usage, années, nombre, records, risques, 23:27-8; 33:38****Sols****Conservation, recherche, 20:6, 19, 26-7; 21R:22****Dégradation, 13:9****Amélioration par la rotation des cultures, 2:9****Colloques, 13:15****Herbicides****2,4-D, 2:19****Excel, 2:13****Résidus, répercussions, 2:29-30**

Western Canadian Pulses Growers Association—Cont'dPulses, position and proposals—*Cont'd*

Markets

Domestic, promotion, **2:11**Forecasting, production, **2:27**Powers, **2:31**Pesticides, registration, **2:13**Plant breeders rights, **2:11**Research, cutbacks, funding, **2:9-10, 11, 22, 30-1**Check-offs, **2:31**Tripartite stabilization program, proposed, **2:10**

Soil at Risk — Canada's Eroding Future, report of the Standing Senate Committee on Agriculture, Fisheries and Forestry, copies to be given, **2:28**

Umbrella group, **2:6****Western Canadian Wheat Growers Association**Membership, role, **11:23; 30:7-8**

Position

Bill C-92, **30:8, 11, 15, 22**

Canadian Wheat Board

Clause 8

Canadian Wheat Board Advisory Committee, motion, **30:13, 65**Threat, none, **30:21-2**Pooling process, **30:8-9, 12, 14**Train runs, **30:12-3**Grain elevators, system, **30:12, 14, 16, 17-9, 20**Charges, tariffs, rates, increases, **30:8-10, 12**Competition, effects, **30:9-13, 17-8**Chief Executive Officer, **30:14-5**Low-cost effective system, **30:17-8**Regulations, **30:19**Pooling process, **30:14**Producer cars, **30:8-9, 12, 13**Efficiency, inefficiency, **30:12, 14**Increases, effects, **30:14-6, 17**Regulations, **30:19**Storage, interests, charges, **30:13**

Producers

Costs, prices, increases, interest rates, **30:19-21**Income, increases, cost, reduction, objectives, **30:11-2, 16**Transportation, handling, system, **30:17-8**Costs, figures, **30:11, 13**Regulation, **30:20-1**Farm finance, **11:39-40**Ethanol, approval, potential, **11:24, 27**Expenses, five-year comparison, **11:24-6, 35**Farmers, lack of confidence, **11:23-4**Government rebuilding, **11:37**Guaranteed income, not in favour, **11:33**Options, proposition, **11:38-9**Adjustments, **11:36**Diversification, **11:23, 27, 37**Domestic market opportunities, **11:23**Handling and transportation, cost effective, **11:23, 37**

Programs

Canadian export enhancement, **11:33**Phase out, multilateral negotiations, **11:33**Special Canadian Grains, **11:33, 38-9**Western Grain Stabilization, **11:24**Quota system, **11:23, 37**References, **21R:9, 14, 42**Small Business Development Bonds, opinion, **11:24**Trade war, grain subsidization, **11:36****Sols—Suite**Jachère d'été, **11:28; 20:20**Paiements, **20:19-20**Remplacement, recherches, **2:10, 19, 21**Légumineuses, **2:15**

Sols dégradés (Nos): le Canada compromet son avenir, 1986, rapport du Comité sénatorial permanent de l'Agriculture, des pêches et des forêts

Impression de 10,000 exemplaires supplémentaires, **1:5**Références, **2:28; 13:8-9, 15, 19; 33:37, 50****Souris, Saskatchewan**Eau, approvisionnement, coûts, responsabilités, **35:35****Souris, bassin, Saskatchewan**Description, **34:9-10****Souris, rivière, Dakota du Nord**Développement, retenue et gestion des eaux, historique, **34:12****Souris, rivière, Saskatchewan**

Eau

Assèchement, **35:7**Dossiers, débit, **35:23**Transfert, **35:22**Rivière internationale, **35:24**Description, **34:9-10, 19****Souris Basin Development Authority, Estevan, Sask.**

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude

Audiences, **34:19**

Documents

Questions and Answers: Rafferty, Alameda and Shand, **34:12***Rafferty—Alameda Project—Environmental Impact Statement*, 4 août 1987, **34:5, 10, 18, 22-3; 35:8, 15, 32, 44, 47**Commentaires, références, **35:23, 24-5, 27-8, 39**Coûts, responsabilités, **35:25**Coûts-avantages, analyses, **35:36-9, 44**Mémoires, opposition, **35:9-10, 21, 26**Parti pris, **35:21**

Summer/Fall Fisheries Studies on the Souris River Basin in Saskatchewan, M. D.A. Fernet, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, Sask., février 1988, **34:6, 22-3**

Vegetation Resources on the Proposed Alameda Reservoir (Moose Mountain Creek) with Special Emphasis on Rare Plants, par EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, Sask., février 1988, **34:6, 22-3**

Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Alameda Reservoir during Spring-Fall, 1987, M. D.A. Young et M. L. Ludwig, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, février 1988, **34:6, 22-3**

Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Rafferty Reservoir during Spring-Fall, 1987, M. D.A. Young et M. L. Ludwig, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, février 1988, **34:6, 22-3**

Eau, qualité, étude, **35:31, 32**Permis, provincial, **35:11**Position, **34:9, 12, 21-2**

Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, **34:20, 31**

Bénéfices, **35:18**Construction, décision, **34:29**

Western Grain, Committee of Non-Participants*See*

Committee of Non-Participants Western Grain

Western Grain Elevators Association

Grain movement, loading cars, figures, 30:29-30

Western Grain Stabilization Act (WGSa)

Prolongation, 12:21-2

Provisions, 21R:34-6; 29:89

Contributions, maximum levy rates, 29:89; 30:55-6

Deficit, 31:18

Modification, proposal, 17:39, 53; 21R:34-6

Participants, retroactive, program, 29:90

Extension, deadline, 29:94-5; 31:7

Voluntary, 31:16

Payments, 11:10, 21, 26; 31:18

Sale, ceiling, maximum, review, 29:97-8

Purpose, 29:89; 30:52, 57-8

See also

Bill C-132

Transport Department — Western Grain Stabilization Program

Western Grain Stabilization Program*See*

Transport Department — Western Grain Stabilization Program

Western Grain Transportation: Report on Consultations and Recommendations, J.C. Gilson, Department of Transport, (Gilson Task Force), 17:10**Western Grain Transportation Act (WGTA)**

Canadian Cattlemen's Association, position, 15:17

Discussion, section 45, 30:31

Provisions, 15:14; 21R:37

Equipment, 29:47

Grain Transportation Agency, 29:32

National Transportation Agency, 29:40

See also

Grain Transportation Agency

National Transportation Agency

Western Producer, 6:16; 32:14**Western Producer Car Group**

Bill C-92, position

Appearance, Standing House of Commons Committee on

Agriculture, 29:40-1; 30:44

Canadian Wheat Board, 30:27-8

Grain elevators, 30:27

Producer car, 30:24-6

Efficiency, inefficiency, 30:27-8, 29-30

Study, history, 30:24-5, 27, 28-9, 30

See also

Bill C-92

Mandate, contributions, members, 30:23-4, 30

Western provinces

Agriculture

Capital, 8:27

Increase, 17:62

Cost, 9:29

Increase, 17:62

Credit unions, 29:27-8

Diversification, 2:23, 27; 7:21; 11:27

Souris Basin Development Authority, Estevan, Sask.—Suite

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau—

*Suite*Position—*Suite*

Eau

Détournement, 34:39-40

Gestion, 34:33; 35:18

Qualité, quantité, 34:32; 35:22-3

Irrigation, approvisionnement, 35:39

Engagements, 34:16

Environnement, protection, 34:14, 16; 35:17-8

Etudes, 35:17

Grasslands, parc national, 34:30-1

Impacts, Manitoba, 34:25-6, 38-9

Permis, 34:31-2, 39-40

Rôle, dépenses, 34:24

Souris River Basin Project, Saskatchewan, Canada-North Dakota, U.S.A., General Plan Report and Final Environmental Impact Statement, juillet 1988, publié par Army Corps of Engineers, St. Paul District (Etats-Unis), 35:28-30**Souris River Basin Study Board (Canada), *Souris River Basin Study: report, 1978, président, M. N.H. James, 34:11, 25*****Souris River Basin Study Board (Manitoba)***Voir*

Souris River Basin Study Board (Canada)

Souris River Basin Study Board (Saskatchewan)*Voir*

Souris River Basin Study Board (Canada)

Souris River Basin Study: report, 1978, président, M. N.H. James, *Souris River Basin Study Board (Canada), 34:11, 25***Souris River Board of Control, International***Voir*

International Souris River Board of Control

Souris River Water Commission, Manitoba, référence, 34:18**Souris-Red-Rainy River Basin Commission**

Etude, 1968, 34:11

Sparrow, honorable Herbert O., sénateur (Saskatchewan)

Bill C-43, teneur, 2:4, 7, 8

Réunion à huis clos, 19 mars 1987, 1:5

Légumineuses, 2:23, 24, 28-9, 35

Spivak, honorable Mira, sénateur (Manitoba)

Alachlore, produit antiparasitaire, 23:19-23; 28:11-2, 35-6

Bill C-2, teneur, 3:17, 22; 4:12-3

Bill C-132, 31:18-9

Déclin des forêts, industrie du sucre d'érable, 33:67, 69-71, 72-3

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau,

étude, 34:27; 35:4-6, 16-9, 23, 25, 34, 36-7, 38-40, 41-2, 47, 48-9

Financement agricole, étude

Agriculteurs, nombre, 9:16; 12:11

Agriculture, politiques, surproduction, 13:20

Ajustements, 9:24-5

Fédération canadienne de l'agriculture, 18:23-4

Western provinces—Cont'd**Agriculture—Cont'd**Drought, **26:5, 7**Snowfall, **27:6-7**Water supply conditions, **26:8-10, 12; 27:6-9, 19**Economic Council of Canada, study, future, **17:57-76**Economic outlook, **6:14**Situation worse, **13:13**Farms, difficulty, number, **11:13**Statistics, **12:8; 16:7****Grain**Feed, **3:19**Interest rates, effects, **21R:3****Market**International, **11:14**Losses, **11:12-3**Subsidization, removal, **11:14**Prices, **6:18**Production, serious trouble, **7:20-2**Trade war, **11:36-7**Lack of confidence, **11:23****Land**Foreign ownership, restriction laws, **9:22**Leasing, **8:6; 12:14**Values, **12:10**Pesticides, registration, information to federal departments, **2:25**Production, price increase, impact, **17:62****Pulses**Crops 1986, **2:6-7, 20**Crops 1987, lentils, **2:12**Forecasting, **2:27**Eston lentil, **2:13**Farm economy, **2:14**Special Canadian Grains Program, **12:22****See also**

Alberta

British Columbia

Manitoba

Saskatchewan

Wetherup, Danielle, Director General, Natural Resources and Economic Development, Department of Indian Affairs and Northern Development

Bill C-43, subject-matter

Discussion, **1:13-6, 17-23, 26, 27**Statement, **1:11-2****Weyburn, Saskatchewan**Grain elevators, competition, **30:64****Weyburn Inland Terminal**Grain elevators, competition, **30:64, 73****Wheat**Acres, **2:20**American threat, **13:18**Interest, storage, charges, **32:14, 19**International trade, major component, **2:26**Prices, **11:29-30**Production, poorest, reasons, **7:21-2****See also**

Crops

Grain

Grain elevators

Spivak, honorable Mira, sénateur (Manitoba)—SuiteFinancement agricole, étude—*Suite*Grains, Programme spécial canadien, **12:22; 20:18-23**Manitoba, propriétaires non exploitants, **8:16**Marais, conservation, **20:27**Motion, **16:4, 27; 21:8**Prairie Pools Inc, **16:25-6**Régime d'assistance publique du Canada, **12:24**Terres, **8:14-6; 12:18; 13:20**Réunion à huis clos, 19 mars 1987, **1:5**Sécheresse dans l'Ouest du Canada, **27:20-1****Stabilisation, Plans nationaux tripartites***Voir*

Plans nationaux tripartites de stabilisation

Stabilisation, Programme tripartite, proposé*Voir*

Légumineuses — Stabilisation, Programme tripartite, proposé

Stabilisation concernant le Grain de l'Ouest, Loi*Voir*

Grain de l'Ouest, Loi de stabilisation concernant

Stabilisation concernant le Grain de l'Ouest, Programme*Voir*

Transports, ministère — Grain de l'Ouest, Programme de stabilisation concernant

Stabilisation des prix agricoles, Loi*Voir*

Prix agricoles, Loi sur la stabilisation

Stabler, M. Jack C., *Post Irrigation Study*, rapport préparé pour le Saskatchewan Water Corporation, janvier 1987, 35:44**Statistique Canada**

Fermes, statistiques

Canada, Etats-Unis, grandes entreprises agricoles, intégration, comparaisons, **6:28**Intérêts versés, **6:24**Recensement 1986, **17:11-2**Revenus, **6:27****Steuart, honorable David Gordon, sénateur (Prince Albert-Duck Lake)**Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, **34:27-30, 31**Sécheresse dans l'Ouest du Canada, **26:14, 18; 27:18-9, 22****Stevenson, M. Garf, président, Saskatchewan Wheat Pool, Prairie Pools Inc**Financement agricole, étude, discussion, **16:12, 14, 17-8, 20-5****Stewart, M. D.F., sous-ministre des Ressources naturelles, Manitoba**Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, memorandum daté du 14 octobre 1987, de M. T.E. Weber, ingénieur, **35:27****Stop Construction of the Rafferty-Alameda Project (SCRAP)**Appui, références, **35:11-2, 34**Création, **35:11**Documents concernant l'organisation SCRAP, **35:5, 11, 14***Rafferty—Alameda Project—Environmental Impact Statement*, Souris Basin Development Authority, en date du 4 août 1987Demande concernant la première et la dernière étude d'impact sur l'environnement, **35:40**

Wheat Agreement, International

See
International Wheat Agreement

White-tailed deer

Souris River Basin, Saskatchewan, development, impacts, **35:17-8**

Wildlife

Drought, effects, **27:8**
Federal Environmental Assessment Review Office, process, **35:32, 33**
Souris River Basin, Saskatchewan, development, impacts, **34:16-7; 35:29**
Ducks, **35:19-20**
White-tailed deer, **35:17-8**
See also
Drought
Souris River Basin, Saskatchewan, development

Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Alameda Reservoir during Spring-Fall, 1987, for the Souris Basin Development Authority, Estevan, by D.A. Young and L. Ludwig, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, dated February 1988, 34:6, 22-3

Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Rafferty Reservoir during Spring-Fall, 1987, for the Souris Basin Development Authority, Estevan, by D.A. Young and L. Ludwig, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, dated February 1988, 34:6, 22-3

Williams, Sid, Former Deputy Minister of Agriculture and Consultant
Farm finance, examination, discussion, **8:27**

Wilson, G., M.P., Chairman, Standing House of Commons Committee on Agriculture

Letter from R.S. Allison, Canadian Pacific Railways, dated April 15, 1988, responding to March 8, 1988 letter, concerning producer cars, **30:31-2**

Wilson, Hon. Michael Holcombe, P.C., M.P., Minister of Finance
Farm income tax change, proposals, concerns, **18:11**
Tax Issues in Agriculture: A Discussion Paper, Department of Finance, **17:13**

Winnipeg Free Press

Grain, **29:56**
Manitoba Wheat Pool, elevation charges, increases, **34:59**
Rafferty-Alameda dam project, **34:38**
Harapiak, Harry Myroslaw, MPP, Manitoba, NDP critic of environment, comments, **35:33-4**
Robson, Barbara, September 11, 1988, **35:46**

Winnipeg Grain Exchange, 29:25; 30:44**Wise, Hon. John, Minister of Agriculture**

American farm program, effects, **17:18**
Christian Farmers Federation of Ontario, deficiency program, proposal, **13:26**
Drought in western Canada
Discussion, **26:7, 10-20**
Statement, **26:5-7**
Farm Dept Review Boards, **18:17**

Stop Construction of the Rafferty-Alameda Project (SCRAP)—Suite Rafferty—Alameda Project—Environmental Impact Statement,—Suite

Procès, **35:47-8**
Saskatchewan Power Corporation, responsabilité, **35:42**
Saskatchewan Water Corporation, responsabilité, **35:42**

Stratégie agricole nationale

Approbation, **3:6, 4:11**
Assurance-récolte, **26:6**
Crédit agricole, **18:14**
Marchés d'exportation, développement, **4:11**
Prairie Pools Inc, position, **16:10-1**
Société du crédit agricole, rôle, **18:8-9**

Stratégie agricole nationale, rapport sur les défis de l'agriculture, Conférences des premiers ministres (1986: Vancouver, C.B.), 6:5, 9; 18:8, 14; 26:6

Stratégie nationale du commerce

Voir
Conférence annuelle des premiers ministres (1985: Halifax, N.E.)

Strath, M. Bill, président, Manitoba Pool Elevators, Prairie Pools Inc

Bill C-92
Discussion, **29:56-66, 67-72, 73-80**
Exposé, **29:49-55**
Financement agricole, étude
Discussion, **16:11-7, 21-7**
Exposé, **16:5-11**
Témoignage, références, **21R:51-2, 70, 72**

Study of the Government of Canada's Loan Guaranty and Direct Lending Programs pour le Ministère des Finances par M. Myles B. Foster, référence, 14:11

Suède

Pension de retraite, agriculteurs, **8:27-8**
Pluies acides, solution, **33:66**

Summer/Fall Fisheries Studies on the Souris River Basin in Saskatchewan, pour le Souris Basin Development Authority, Estevan, Sask., par M. D.A. Fernet, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, Sask., février 1988, 34:6, 2-3

Sutton, Québec

Pluies acides, station de contrôle, **33:59**

Swan, honorable Herb, ministre de l'Environnement, Saskatchewan

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, permis, provincial, accord, **35:10, 33, 43**

Syndicat des agriculteurs

Voir
Syndicat national des cultivateurs

Syndicat national des cultivateurs (SNC)

Comparution à la Chambre des communes, Comité des Finances, **13:14**
Economic Transition in Farming, M. Ralph Ashmead, papier présenté à la Conférence crédit agricole, novembre 1987, Association des banquiers canadiens, référence, **13:13**
Ferme familiale, définition, **13:11, 21**

Wise, Hon. John, Minister of Agriculture—Cont'd

Letter to Canadian Bankers Association, farm debt review process, proposal, **14:14**

Ontario Federation of Agriculture, solution, **17:34**

Pesticides regulation process, **33:30**

Alachlor

Registration, cancellation, **23:5-6, 10; 28:5, 26; 33:13**

Federal Court of Appeal, **33:13, 14**

Full data information on metolachlor, public comments, **23:18; 28:16-7, 26**

Report of the Alachlor Review Board submitted to the Honorable John Wise, Minister of Agriculture, references, **23:8, 9; 25:7, 8, 9, 10, 24, 25; 33:13, 24-5, 25-6, 27**

Review Board

Bias, position, **28:12**

Creation, **28:5, 7; 33:13**

Participation, **28:7, 9-10**

Passive role, **23:8**

Reason, **28:6-7**

Recommendations, decisions, **33:21-2**

Decision-making process, **28:9, 13-4; 33:14, 21-2, 28-9**

Risk-benefit, uncertainty, **28:16; 33:26**

Letter from Ciba-Geigy, November 30, 1987, **28:26**

Union Grain Growers' Association, solution, **17:32-3**

Wolstenholme, Kaye, Member, Committee of Non-Participants Western Grain

Bill C-132, discussion, **31:13, 20, 24**

Workman, Charles, Army Corps of Engineers, St. Paul District (United States)

Granting of a water licence to the Saskatchewan Government, examination, letter from Professor Joseph F. Dolecki, dated August 20, 1988, with attachments (*Review Comments on the Souris River Basin Project General Plan Report and Final Environmental Impact Statement*) and various documents, **35:26, 30**

World Commission on Environment and Development*See*

United Nations — World Commission on Environment and Development

World Conference on the Changing Atmosphere, Implications for Global Security (1988: Toronto, Ont.), 33:67**World Health Organization, 25:6****Young, D.A.**

Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Alameda Reservoir during Spring-Fall, 1987, for the Souris Basin Development Authority, Estevan, by EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, dated February 1988, **34:6, 22-3**

Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Rafferty Reservoir during Spring-Fall, 1987, for the Souris Basin Development Authority, Estevan, by EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, dated February 1988, **34:6, 22-3**

Yukon

Crown land, status, **1:22**

Forest industry, federal government, activities, **1:15-6**

Forestry, transfer of federal responsibility

Federal employees, **1:26**

Syndicat national des cultivateurs (SNC)—Suite**Position**

Bill C-92, **30:43, 50, 58**

Art. 8, **30:47, 49**

Commission canadienne des grains, règlements, proposition, changement, **30:46**

Commission canadienne du blé

Finances, **30:43**

Système

Points faibles, **30:47**

Transport, commercialisation, **30:49, 51**

Recommandation, **30:45-6**

Réseau ferroviaire, efficacité, **30:50**

Wagons producteurs, **30:44-5, 50-1**

Augmentation, encouragement, chiffres, pourcentage, **30:47, 50-1**

Canola, spéculation, sans prix préétablis, effets, **30:45, 46**

Élévation, frais, compétition, **30:46-7**

Historique, **30:44**

Wagons expédiés, erreurs, effets, **30:48-9**

Bill C-112, commissaires, nomination, **30:52-3**

Bill C-132, position, recommandations

Agriculteurs, exode massif, solutions, **30:54**

Examen de l'endettement agricole, Bureaux, crise financière agricole, **30:60-1**

Revenu agricole, garantie, **30:52, 53-5**

Découplage, **30:55**

Subventions, **30:54**

Grain de l'Ouest, Loi de stabilisation concernant, programme, **30:56-9**

Grains, Programme spécial canadien, **30:56-7**

Non-Canadiens, participation, restrictions, **30:52**

Producteur, gouvernement, contribution, proportionnelle, **30:52, 53, 55-8, 59-60**

Financement agricole

Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, **13:11**

Crédit agricole, **13:12**

Examen de l'endettement agricole, Bureaux, **13:11**

Gestion de l'offre

Programmes, **13:11**

Système, **13:20**

Gouvernement, programmes de soutien, maintien des agriculteurs, terres, **13:19**

Grains, Programme spécial canadien, **17:32**

Institutions financières privées, **13:11-2**

Terres, propriétaires, retrait, **13:12, 20**

Marché international, **13:21**

Politique agricole canadienne, **13:12**

Surproduction, grains, **13:20-1**

Référence, **21R:45**

Structure agricole familiale, consolidation, **13:12**

Terre, conservation, **13:20-1**

Tradition, **13:9**

Rôle, 13:5; 30:50

Colloques, sols, dégradation, **13:15**

Femmes, division des femmes (DF), **13:22**

Membres, **13:5, 21; 30:49-50**

Sirop d'érable, industrie, déclin, gouvernement, proposition, opposition, référence, **33:72**

Syndicat national des jeunes cultivateurs, Farm Transfers: generation to generation, 13:10

Yukon—Cont'd

- Forestry, transfer of federal responsibility—*Cont'd*
- Negotiations, **1:12**, 22-3
- Northerners, **1:22**
- Resources, **1:22-3**
- Wildlife, transfer of federal responsibility, agreement, **1:11**

0-10-30*See*

- Fertilizers and manures — Marketing, acid antidote, trade mark — 0-10-30

See following pages for lists of appendices, documents and witnesses.

Syndicats agricoles, Loi sur le crédit*Voir*

- Crédit aux syndicats agricoles, Loi

Synopsis Sectoriel — Produits et services agricoles, plan opérationnel 1987-88, ministère des Affaires extérieures, référence, document, **3:16**

Système de repérage des débouchés (SDR)*Voir*

- Expansion industrielle régionale, ministère — Réseau d'approvisionnement et de débouchés d'affaires

Sytsma, M. Garry, directeur, Christian Farmers Federation of Ontario

- Financement agricole, étude
- Discussion, **13:29**; **19:8-9**, 13-4, 16
- Exposé, **19:6-7**

Tabac

- Diversifications, **6:12**, 22
- Marchés, **3:20**

Tait, M. Don, président, Western Canadian Pulse Growers Association

- Légumineuses
- Discussion, **2:14**, 16-8, 20-3, 28-31, 33-6
- Exposé, **2:6-7**, 9-12

Température*Voir*

- Climat

Terre-Neuve

- Programmes provinciaux de crédit agricole, description, **21R:83**
- Tordeuse des bourgeons de l'épinette, **22:15**

Terres**Agriculture**

- Assurance, **6:22**
- Catégorie 1, **6:22**
- Conservation, **13:20-1**
- Marais, **20:27**
- Réglementation, **13:15**
- Marginale, **6:22**; **17:18**

Terres territoriales, Loi

- Amendement, proposé, forêts, transfert de responsabilité fédérale aux Territoires du Nord-Ouest, Yukon, **1:12**
- Règlements, **1:17**
- Voir aussi*
- Bill C-43, teneur

Terres territoriales, Loi modifiant la Loi*Voir*

- Bill C-43, teneur

Territoires du Nord-Ouest

- Faune, transfert de responsabilité fédérale, accord, **1:11**
- Forêts et produits forestiers, industrie
- Abattage, amende, **1:16-7**
- Gouvernement fédéral, activités, **1:15-6**
- Forêts, transfert de responsabilité fédérale
- Arbres, **1:17**, 18

Territoires du Nord-Ouest—SuiteForêts, transfert de responsabilité fédérale—*Suite*

Employés fédéraux

Régime de pension, 1:24

Transfert, 1:15, 20-1, 23

Financement du matériel, 1:18, 19-21

Gestion des forêts, budget, 1:19, 21-2

Feux de forêt, 1:26

Habitants du nord, 1:22

Voir aussi

Autochtones

Négociations, 1:11, 12, 22-3

Palements de transfert, accord, 1:12, 26

Permis d'utilisation des terres et eaux, accès, 1:18-9

Règlement des revendications, 1:22

Ressources, propriétaire, 1:22-3

Scierie, autochtones, emplois, permis, droits, 1:25-6

Terres de la Couronne, statut, 1:22

Territorial Grain Growers Association, 30:44**Tordeuse des bourgeons de l'épinette**

Brochures

Enfants, 22:6, 9-10

Québec, gouvernement, controverse, 22:9

Définition, espèces, 22:5-6, 9, 15

Forêt, industrie, désastre, effets, contrôle, infestation, 22:6, 15-6

Méthodes, 22:6-7, 15-6

Bacillus thuringiensis, efficace, 22:15

Chimiques, effets, résistance, 22:11, 15-6

Toronto Globe and Mail

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, lettre du prof. Joseph F. Dolecki, 35:41

Toxicologie

Etudes, évaluation, méthodes, fiabilité, sources, 23:26; 25:9-10, 21-3

Bonnes pratiques de laboratoire, 25:23

Interprétation, divergences, 28:32

Voir aussi

Herbicides

Pesticides

Traité des eaux limitrophes internationales, Loi

Dispositions, 34:12, 21, 33

Annexe, Article IV, 35:27, 29

Eau, qualité, 34:26; 35:30

Manitoba, droits, 35:35

TransAlta Utilities Corporation

Sécheresse, effets, 27:8

Transition in Banking, M. Brian Farlinger, 14:17, 19-20**Transport**

Wagons, chemins de fer, produits, 30:40

Transport des céréales fourragères, Programme d'aide*Voir*

Office des provendes du Canada

Transport des grains dans l'Ouest: rapport sur les consultations et les recommandations, M. J.C. Gilson, ministère des Transports, (Groupe de travail Gilson), 17:10

Transport du grain de l'Ouest, Loi

Canadian Cattlemen's Association, position, 15:17

Discussion, art. 45, 30:31

Dispositions, 15:14; 21R:39-40

Matériel, 29:47

Office de transport du grain, 29:32

Office national des transports, 29:40

Voir aussi

Office de transport du grain

Office national des transports

Transports, ministère

Grain de l'Ouest, Programme de stabilisation concernant, assurance, 6:12-3, 18; 11:15-6, 28, 30; 12:24; 17:38, 51; 30:57, 59; 31:11, 13-4

Contributions, agriculteurs, gouvernement, 6:19-20; 31:19

Recettes fiscales générales, 6:20

Taux, 21R:37; 29:89; 30:55-7

Augmentation, 29:90-1, 93-4; 30:52-3, 58-9

Plaintes, 29:93; 30:52-61

Couverture, élargissement, cultures, effets, 29:90; 31:15

Légumineuses, 2:10

Paiements, 17:62; 21R:37-8

Chiffres, 17:16-8; 21R:38; 30:57

Déficit, 6:20; 17:38; 29:89, 92

Aide, 20:6; 30:59

Moyenne, dernières cinq années, 29:91

Problèmes, 31:19-20

Solutions, 31:20

Participants, 29:89-91

Chiffres, 29:96-7

Non-participants, effets, raisons, recommandation, 31:6-13, 17

Contributions, augmentation, 31:14-7

Dette, radiation, \$750 millions, position, 31:7-9, 11, 14-5, 20, 22-3

Disposition, 31:26

Extension, délai, 29:94-5

Information, brochure, détenteurs de permis, 29:95-6

Rétroactif, inscription, 29:90; 31:9

Retrait volontaire, raisons, 21R:37-8; 29:97; 31:16, 18-20

Solutions, 31:20-6

Survie, agriculture, Canada, 17:7

Transport des grains dans l'Ouest: rapport sur les consultations et les recommandations, M. J.C. Gilson, (Groupe de travail Gilson), 17:10

Tungavik Federation Nunavut

Forêts, transfert de responsabilité fédérale au gouvernement des territoires, accord, 1:12

Turner, M. Ted E., directeur exécutif, Prairie Pools Inc

Financement agricole, étude, discussion, 16:25-6

UPA

Voir

Union des producteurs agricoles

Union des producteurs agricoles (UPA)

Financement agricole, Québec, position

Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, 17:88-9, 94

Union des producteurs agricoles (UPA)—*Suite*Financement agricole, Québec, position—*Suite*

Action, financement, proposition, 17:80-1, 83-5

Agriculture, évolution, crédit, 17:77

Capital agricole, rendement, revenus, chiffres, 17:77-8

Effets, bas, 17:83

Consommateur, éducation, crise financière agricole, 17:88

Ferme familiale, définition, 17:93

Gouvernement

Aide, politiques, 17:78-81, 83, 86-7, 89-91, 93-4

Producteurs, revenu, 17:87, 90, 93

Fédéral, 17:82

Examen de l'endettement agricole, Bureaux, 17:82, 87-8

Office des prêts agricoles, 17:77

Société du crédit agricole, 17:77, 79-80, 82, 84

Implications, historique, 17:77-9

Provincial

Crédit agricole, Loi, 17:77

Crédit agricole, Office, 17:78, 82, 84-5, 88

Politiques, 17:79-80

Projet de loi 46, Loi sur le financement agricole, 17:85

Régime d'assurance-stabilisation des revenus, 17:80

Régime d'épargne-action, 17:79

Subventions, 17:84

Institutions financières, terres, 17:81-2

Référence, 21R:71

Régime fiscal, 17:79, 82

Situation économique agricole, 17:79-80, 86-7

Sociétés en commandite, 17:82

Sirop d'érable, industrie, coûts, appui, proposition, référence, 33:64, 69-70, 72

Voir aussi

Syndicat national des cultivateurs

**Union économique et les perspectives de développement du Canada,
Commission royale***Voir*Commission royale sur l'union économique et les perspectives de
développement du Canada**Union Farmer, 13:12****United Grain Growers Association**Comparution à la Chambre des communes, Comité permanent des
Affaires étrangères et de commerce extérieur, concernant
l'Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis,
17:29

Elévateurs à grain

Frais, position, 32:18, 21

Investissements, 30:64

Silos, nombre, 17:30

Financement agricole, position

Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis

Double prix, système, blé, effets, 17:22-3

Grains canadiens, producteurs, avantages, raisons, 17:21-2

Résolution, 17:9

Soutien fort, 17:8, 14, 31

Actions, financement, 17:11-3, 24

Consommateurs canadiens, éducation, crises agricoles, 17:29-30

Crédit, disponibilité, 17:20-1

Gouvernement

Aide, 17:8, 9, 14

Grain de l'Ouest, Programme de stabilisation concernant,
17:7, 16-8

Grains, Programme spécial canadien, 17:7, 11, 16-7, 31-2

Paiement, méthode, 17:11, 15, 17, 26, 31

United Grain Growers Association—SuiteFinancement agricole, position—*Suite*Gouvernement—*Suite*Aide—*Suite*

Revenus agricoles nets, 17:19

Engagement, agriculture, 17:26-7

Politiques, 17:14

Identification, critères, fermes, difficultés ou non, 17:19-20

Industrie agricole, futur, 17:27-8

Nid-de-Corbeau, 17:10, 17-8, 23

Obligations agricoles, 17:13-4, 19, 24-5

Population agricole, réduction, effets, 17:28

Production, efficacité, intrants agricoles, 17:9-10

Programme agricole américain, effets, 17:16-8

Protection des obtentions végétales, législation, proposition, 17:10

Protectionnisme, guerre commerciale, impacts, 17:6-7

Références, 21R:65, 70-1

Semences, nouvelles variétés, développement, 17:9

Terres marginales, problème, 17:18

Historique, 17:6; 30:44

Mayer, honorable Charles James, Ministre d'Etat (Céréales), 17:18

Questions fiscales dans l'agriculture: document d'étude, ministère des Finances, 17:13

Référence, 32:18

Siège social, 17:30

Transport des grains dans l'Ouest: rapport sur les consultations et les recommandations, ministère des Transports (Groupe de travail Gilson), 17:10

Université de Manitoba, étude, 17:28

Wise, honorable John, ministre de l'Agriculture, 17:18, 32-3

Université de Guelph

Department of Agricultural Economics and Business

Agricultural Finance Problem in Perspective, M. George L.

Brinkman, référence, 7:25

Financement agricole, problèmes, recommandations, exemples, 7:11-2

Université de la Saskatchewan

Crop Development Centre, subvention, 2:10, 21-2

Université de Toronto, *Forest Decline Workshop*, (Toronto, Ont), 33:67, 70**Université du Manitoba**

Etude, 17:28

Légumineuses, recherches, 2:21

Université McGill

Erablières, 33:59

Engrais, 33:62

Hendershot, Dr. William, 33:63

Jones, Dr. Archibald, 33:73

Uruguay, Ronde

Subventions, 18:23

Utilisation et la réglementation des pesticides au Canada*, ministère de l'Agriculture, 33:54*Van Damme, M. Harvey, président, Committee of Non-Participants Western Grain**

Bill C-132

Discussion, 31:8, 14-26

Exposé, 31:6-13

Van Kooten, M. G.C., *Agricultural Finance in Canada*, références, 21R:4-6

Vander Zalm, honorable William N., Premier ministre, Colombie-Britannique
Système de gestion de l'offre, retrait, position, 13:20; 18:19

Vanker, M. Jaak, directeur, Division de l'analyse financière, Office national des transports
Bill C-92, discussion, 29:45-6

Vegetation Resources on the Proposed Alameda Reservoir (Moose Mountain Creek) with Special Emphasis on Rare Plants, pour le Souris Basin Development Authority, Estevan, Sask., par EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, Sask., février 1988, 34:6, 22-3

Vermont, Etats-Unis
Pluies acides, sirop d'érable, industrie, conscience, 33:71, 73

Versteeg, M. Hajo, président, Comité consultatif sur la lutte antiparasitaire
Alachlore, produit antiparasitaire
Discussion, 28:8-21
Exposé, 28:5-8
Témoignage, références, 33:47, 54
Note biographique, 28:6

Vigod, M. Toby, *Pesticides au Canada: étude de la législation et de la politique*, Commission de réforme du droit du Canada, 1987, 33:37, 45, 48-9

Vivre ensemble: une étude des disparités régionales par le Conseil économique du Canada, 17:69

Volaille
Accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis, effets, 15:22-3
Gestion de l'offre, produit, 3:8
Rationalisation, industrie, 21R:1

WIN

Voir
World Information Network

Walker, M. R.E.W., directeur, Direction de l'évaluation de la coordination, ministère de l'Environnement et de la Sécurité publique de la Saskatchewan

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, lettre de M. R.A. Halliday, directeur, Eaux et terres, régions de l'Ouest et du Nord, ministère de l'Environnement, datée du 6 juillet 1987, 35:4, 8, 13, 26

Wansbutter, M. R., coordonnateur des allocations de wagons, Office du transport du grain
Bill C-92, discussion, 29:31-9, 41-9

Ware, M. Dennis, conseiller principal, Direction générale des programmes internationaux, ministère de l'Agriculture
Bill C-2, teneur, discussion, 3:9-10, 11, 16-7; 4:10, 12-3, 16, 20

Wascana Centre Authority, Regina, Saskatchewan, 35:7

Washington, Etats-Unis

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, faune, groupe de protection, inquiétude, 35:10
Pluies acides, sirop d'érable, industrie, conscience, pression, 33:71-2

Watson, M. Alan, président régional, Farm Finance Crisis Committee, Syndicat national des cultivateurs

Financement agricole, étude
Discussion, 13:14
Exposé, 13:5-9

Weber, M. T.E., ingénieur

Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, memorandum daté du 14 octobre 1987, à M. D.F. Stewart, sous-ministre des Ressources naturelles, Manitoba, 35:27

Western Canadian Pulse Growers Association

Agriculture, ministère, réunions, 2:7
Légumineuses, position et propositions
Consommateur, éducation, 2:11
Droits des sélectionneurs, 2:11
Information
Des Provinces de l'Ouest, aux départements fédéraux, 2:25
Gouvernement et fabricants de produits chimiques, manque, 2:19
Inoculants, homologation, 2:27
Marchés
Commercialisation intérieure, promotion, 2:11
Pouvoirs, 2:31
Prévisions, production, 2:27
Pesticides, homologation, 2:13
Publicité générique, fédéral, provincial, assistance, 2:32
Recherches, coupures budgétaires, subventions, 2:9-10, 11, 22, 30-1
Quote-parts, 2:31
Stabilisation, Programme tripartite proposé, 2:10
Lettre à l'honorable Charles James Mayer, ministre d'Etat (Céréales), concernant Programme de stabilisation concernant Grain de l'Ouest, 2:10
Membres, 2:24, 28
Organisme cadre, 2:6
Sols (Nos) dégradés — Le Canada compromet son avenir, rapport du Comité sénatorial permanent de l'Agriculture, des pêches et des forêts, exemplaires à donner, 2:28

Western Canadian Wheat Growers Association

Membres, rôle, 11:23; 30:7-8
Position
Bill C-92, 30:8, 11, 15, 22
Commission canadienne du blé
Art. 8
Comité consultatif de la Commission canadienne du blé, motion, 30:13, 65
Menace, aucune, 30:21-2
Mise en commun, technique, 30:9, 12, 14
Trajet ferroviaire, 30:12-3
Elévateurs à grains, système, 30:12, 14, 16, 17-9, 20
Compétition, effets, 30:9-13
Faible coût, système efficace, 30:17-8
Président-directeur général, 30:14-5
Règlements, 30:19
Frais, tarifs, taux, augmentation, 30:8-10, 12
Mise en commun, technique, 30:14

Western Canadian Wheat Growers Association—SuitePosition—*Suite*Bill C-92—*Suite*Élévateurs à grains, système—*Suite*Wagons producteurs, **30:8-9**, 12, 13Augmentation, effets, **30:14-6**, 17-8Efficacité, inefficacité, **30:12**, 14Entreposage, intérêts, frais, **30:13**Règlements, **30:19**

Producteurs

Coûts, prix, augmentations, intérêt, taux, **30:19-21**Revenu, augmentation, coûts, réduction, objectif, **30:11-2**, 16Transport, manutention, système, **30:17-8**Frais, chiffres, **30:11**, 13Réglementation, **30:20-1**Financement agricole, **11:39-40**Agriculteurs, manque de confiance, **11:23-4**Gouvernement, soutien, **11:37**Contingents, système, **11:23**, 37Dépenses, comparaison cinq dernières années, **11:24-6**, 35Ethanol, approbation, potentiel, **11:24**, 27Guerre commerciale, grains, subventions, **11:36**Options, proposition, **11:38-9**Ajustements, **11:36**Diversification, **11:23**, 27, 37Manutention et transport, accroître rentabilité, **11:23**, 37Marché national, opportunités, **11:23**Petite entreprise, obligations pour le développement, opinion, **11:24**

Programmes

Aide à l'exportation, **11:33**Grain de l'Ouest, Programme de stabilisation concernant, **11:24**Programme spécial canadien pour les grains, **11:33**, 38-9Suppression, négociations multilatérales, **11:33**Références, **21R:10**, 17, 45Revenu garanti, non favorable, **11:33****Western Grain, Committee of Non-Participants***Voir*

Committee of Non-Participants Western Grain

Western Grain Elevators AssociationGrain, mouvement, wagons, remplissage, chiffres, **30:30****Western Producer, 6:16; 32:14****Western Producer Car Group**

Bill C-92, position

Commission canadienne du blé, **30:27-8**Comparution, Comité permanent de la Chambre des communes sur l'Agriculture, **29:40-1; 30:44**Élévateurs à grain, **30:27**Wagons producteurs, **30:24-6**Efficacité, inefficacité, **30:27-8**, 29-30Etude, histoire, **30:24-5**, 27, 28-9, 30*Voir aussi*

Bill C-92

Mandat, contributions, membres, **30:23-4**, 30**Wetherup, Mme Danielle, directrice générale, Ressources naturelles et développement économique, ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien**

Bill C-43, teneur

Discussion, **1:13-6**, 17-23, 26, 27

Wetherup, Mme Danielle, directrice générale, Ressources...—*Suite*
 Bill C-43, teneur—*Suite*
 Exposé, 1:11-2

Weyburn, Saskatchewan, 30:64
 Élevateur à grain, compétition, 30:64

Weyburn Inland Terminal
 Élevateur à grain, compétition, 30:64, 73

Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Alameda Reservoir during Spring-Fall, 1987, pour le Souris Basin Development Authority, Estevan, par M. D.A. Young et M. L. Ludwig, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, février 1988, 34:6

Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Rafferty Reservoir during Spring-Fall, 1987, pour le Souris Basin Development Authority, Estevan, par M. D.A. Young et M. L. Ludwig, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, février 1988, 34:6

Williams, M. Sid, ancien sous-ministre de l'Agriculture et consultant
 Financement agricole, étude, discussion, 8:27

Wilson, M. G. député, président, Comité permanent de la Chambre des communes de l'Agriculture
 Lettre de M. R.S. Allison, Chemins de fer Canadien pacifique, datée du 15 avril 1988, répondant à la lettre du 8 mars 1988, concernant les wagons producteurs, 30:31-2

Wilson, honorable Michael Holcombe, ministre des Finances
 Agriculteurs, impôt sur le revenu, changements, propositions, inquiétudes, 18:11
Questions fiscales dans l'agriculture: document d'étude, ministère des Finances, 17:13

Winnipeg Free Press
 Grains, 29:56
 Manitoba Wheat Pool, élévateur, prix, augmentation, 34:59
 Rafferty-Alameda, barrage, 34:38
 Harapiak, M. Harry Myroslaw, député NPD, Manitoba, porte-parole pour l'environnement, commentaires, 35:33-4
 Robson, Mme Barbara, 11 septembre 1988, 35:46

Winnipeg Grain Exchange, 29:25; 30:44

Wise, honorable John, ministre de l'Agriculture
 Fédération de l'agriculture de l'Ontario, solution, 17:34
 Christian Farmers Federation of Ontario, aide directe aux agriculteurs, programme, proposition, 13:26
 Examen de l'endettement agricole, comités, 18:17
 Lettre à l'Association des banquiers canadiens, examen de l'endettement agricole, programme, proposition, 14:14
 Réglementation des pesticides, 33:57
 Alachlore
 Comité de révision
 Création, 28:6, 7; 33:38
 Parti pris, position, 28:12
 Participation, 28:7, 9-10
 Recommandations, décisions, 33:47-8
 Rôle passif, 23:8
 Raison, 28:6-7

Wise, honorable John, ministre de l'Agriculture—SuiteRéglementation des pesticides—*Suite*Alachlore—*Suite*

Homologation, annulation, 23:5-6, 10; 28:5, 26; 33:38

Cour d'appel fédérale, 33:39

Information sur le métolachlore, commentaires publics, 23:18; 28:16-7, 26

Rapport du Comité de révision de l'alachlore présenté à l'honorable John Wise, ministre de l'Agriculture, références, 23:8, 9; 25:7, 8, 9, 10, 24, 25; 33:38, 39, 51, 52, 53

Lettre de M. Harris, chef de la Division agricole de Ciga-Geiby Canada Ltée, datée du 30 novembre 1987, 28:26

Processus de prise de décision, 28:9, 13-4; 33:39, 47-8, 55-6

Risques, avantages, incertitude, 28:16; 33:53

Programme agricole américain, effets, 17:18

Sécheresse dans l'Ouest du Canada

Discussion, 26:7, 10-20

Exposé, 26:5-7

United Grain Growers' Association, solution, 17:32-3

Wolstenholme, M. Kaye, membre, Committee of Non-Participants Western Grain

Bill C-132, discussion, 31:13, 20, 24

Workman, M. Charles, Army Corps of Engineers, St. Paul District (Etats-Unis)Emission au gouvernement de la Saskatchewan d'un permis d'eau, étude, lettre de M. Joseph F. Dolecki, professeur, datée du 20 août, avec pièces jointes, (*Review Comments on the Souris River Basin Project General Plan Report and Final Environmental Impact Statement*) et d'autres documents, 35:26, 30**World Information Network (WIN)***Voir*

Affaires extérieures, ministère — Réseau mondial d'information sur les exportations

Young, M. D.A.*Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Alameda Reservoir during Spring-Fall, 1987*, pour le Souris Basin Development Authority, Estevan, par EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, février 1988, 34:6*Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Rafferty Reservoir during Spring-Fall, 1987*, pour le Souris Basin Development Authority, Estevan, par EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, février 1988, 34:6**Yukon**

Faune, transfert de responsabilité fédérale, accord, 1:11

Forêts et produits forestiers, industrie, gouvernement fédéral, activités, 1:15-6

Forêts, transfert de responsabilité fédérale

Employé fédéral, 1:26

Habitants du nord, 1:22

Négociations, 1:12, 22-3

Ressources, 1:22-3

Terres de la Couronne, statut, 1:22

0-10-30*Voir*

Engrais et amendements — Commercialisation, anti-acides, marque déposée — 0-10-30

Voir sur pages suivantes listes d'appendices, de documents et de témoins.

Appendices

- AF-28-A-Pest Management Advisory Board, brief, **28A:1-2**
- AF-28-B-Ciba-Geigy Canada Ltd., brief, **28A:3-9**
- AG-3-A-Letter from Canadian Federation of Agriculture to Committee Chairman, March 30, 1987, **3A:1-2**

Documents Tabled (Exhibit Number)

- AGRI-A1
 - Group of photographs of water conditions in the Souris River (29 photographs), **34:5, 10, 22**
- AGRI-A2
 - Letter to the Under-Secretary of State for External Affairs from the Saskatchewan Minister of Agriculture, dated June 10, 1957 (3 pages—English only), **34:5, 13, 23**
- AGRI-A3
 - Letter from the Right Hon. George Diefenbaker to the Secretary of State for External Affairs, dated August 6, 1957 (2 pages—English only), **34:5, 13, 22-3**
- AGRI-A4 to AGRI-A22
 - Document entitled *Rafferty—Alameda Project—Environmental Impact Statement*, Souris Basin Development Authority, dated August 4, 1987 (17 volumes with Summary Report and Bibliography—English only), **34:5, 10, 18, 22-3; 35:8, 9-10, 15, 21, 23, 24-5, 27-8, 44, 47**
- AGRI-A23
 - Copy of the International River Improvements Act Licence, dated June 17, 1988, with covering letter from the Minister of Environment, the Hon. Tom McMillan (4 pages—English only), **34:5, 22-3**
- AGRI-A24
 - Document entitled *Minister Approval under The Environmental Assessment Act*, dated February 15, 1988 (11 pages—English only), **34:6, 22-3**
- AGRI-A25
 - Document entitled *Rafferty—Alameda Board of Inquiry Report*, dated January 25, 1988 (128 pages—English only), **34:6, 22-3**
- AGRI-A26
 - Report entitled *The Birds of the Souris River Valley, Saskatchewan—1987*, prepared by Christopher I.G. Adams, B.Sc.M.Sc., dated March 1988 (241 pages—English only), **34:6, 22-3**
- AGRI-A27
 - Report entitled *Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Alameda Reservoir during Spring-Fall, 1987*, prepared for the Souris Basin Development Authority, Estevan, by D.A. Young and L. Ludwig, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, dated February 1988 (59 pages—English only), **34:6, 22-3**
- AGRI-A28
 - Report entitled *Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Rafferty Reservoir during Spring-Fall, 1987*, prepared for the Souris Basin Development Authority, Estevan, by D.A. Young and L. Ludwig, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, dated February 1988 (58 pages—English only), **34:6, 22-3**
- AGRI-A29
 - Report entitled *Vegetation Resources on the Proposed Alameda Reservoir (Moose Mountain Creek) with Special Emphasis on Rare Plants*, prepared for the Souris Basin Development Authority, Estevan, Sask., by EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, Sask., dated February 1988 (45 pages—English only), **34:6, 22-3**

Appendices

- AF-28-A-Conseil consultatif sur la lutte antiparasitaire, mémoire, **28A:1-2**
- AF-28-B-Ciba-Geigy Canada Ltée, mémoire, **28A:3-9**
- AG-3-A-Lettre de la Fédération canadienne de l'agriculture, au Président du Comité, 30 mars 1987, **3A:1-2**

Documents déposés (Numéros de pièce)

- AGRI-A1
 - Photographies sur l'état des eaux de la rivière Souris (29 photos), **34:5, 10, 22**
- AGRI-A2
 - Lettres adressées au sous-secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures par le ministre de l'Agriculture de la Saskatchewan en date du 10 juin 1957 (3 pages—anglais seulement), **34:5, 13, 23**
- AGRI-A3
 - Lettre du très honorable George Diefenbaker au secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures datée du 6 août 1957 (2 pages—anglais seulement), **34:5, 13, 23**
- AGRI-A4 à AGRI-A22
 - Documents intitulés *Rafferty—Alameda Project—Environmental Impact Statement*, Souris Basin Development Authority, en date du 4 août 1987 (17 volumes avec sommaire et bibliographie—anglais seulement), **34:5, 10, 18, 22-3; 35:8, 9-10, 15, 21, 23, 24-5, 27-8, 44, 47**
- AGRI-A23
 - Copie du permis délivré en vertu de la loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux en date du 17 juin 1988, avec une lettre de l'honorable Tom McMillan, ministre de l'Environnement (4 pages—anglais seulement), **34:5, 22-3**
- AGRI-A24
 - Document intitulé: *Minister Approval under The Environmental Assessment Act*, daté du 15 février 1988 (11 pages—anglais seulement), **34:6, 22-3**
- AGRI-A25
 - Document intitulé: *Rafferty—Alameda Board of Inquiry Report* en date du 25 janvier 1988 (128 pages—anglais seulement), **34:6, 22-3**
- AGRI-A26
 - Rapport intitulé: *The Birds of the Souris River Valley, Saskatchewan—1987*, rédigé par M. Christopher I.G. Adams, B.Sc. M.Sc., mars 1988 (241 pages—anglais seulement), **34:6, 22-3**
- AGRI-A27
 - Rapport intitulé: *Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Alameda Reservoir during Spring-Fall, 1987*, rédigé pour le Souris Basin Development Authority, Estevan, par M. D.A. Young et M. L. Ludwig, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, février 1988 (59 pages—anglais seulement), **34:6, 22-3**
- AGRI-A28
 - Rapport intitulé: *Wildlife Investigations Pertaining to the Proposed Rafferty Reservoir during Spring-Fall, 1987*, rédigé pour le Souris Basin Development Authority, Estevan, par M. D.A. Young et M. L. Ludwig, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, février 1988 (58 pages—anglais seulement), **34:6, 22-3**
- AGRI-A29
 - Rapport intitulé: *Vegetation Resources on the Proposed Alameda Reservoir (Moose Mountain Creek) with Special Emphasis on Rare Plants*, préparé pour le Souris Basin Development Authority, Estevan, Sask., par EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, Sask., février 1988 (45 pages—anglais seulement), **34:6, 22-3**

Documents Tabled (Exhibit Number)—Cont'd

AGRI-A30

- Report entitled *Summer/Fall Fisheries Studies on the Souris River Basin in Saskatchewan*, prepared for the Souris Basin Development Authority, Estevan, Sask., by D.A. Fernet, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, Sask., dated February 1988 (60 pages—English only), 34:6, 22-3

AGRI-B1

- Biographical excerpts on the witness (1 page—English only), 35:4,7,13

AGRI-B2

- Extract of the *Hansard* of the Saskatchewan Legislature (3 pages—English only), 35:4, 8,13

AGRI-B3

- Letter from Mr. R.A. Halliday, Director, Inland Waters and Lands, Western and Northern Region, Environment Canada, dated July 6, 1987, to Mr. R.E.W. Walker, Director, Coordination Assessment Branch, Saskatchewan Environment and Public Safety (7 pages—English only), 35:4, 8,13, 26

AGRI-B4

- Letter from Mr. William J. Bug, President Elect, North Dakota Chapter of the Wildlife Society, dated January 22, 1988, to the Hon. Grant Devine, Premier of Saskatchewan (2 pages—English only), 35:4, 13

AGRI-B5

- Press clipping from the *Estevan Mercury*, dated April 27, 1987 (1 page—English only), 35:4, 13

AGRI-B6

- Letter from Mr. Ed Begin, Executive Director, Saskatchewan Wildlife Federation, dated January 21, 1988, to the Hon. Grant Devine, Premier of Saskatchewan (3 pages—English only), 35:5,13

AGRI-B7

- Press clipping dated September 22, 1988 (1 page—English only), 35:5, 13

AGRI-B8 to AGRI-B35

- Briefs submitted to the Board of Inquiry Rafferty-Alameda Project (28 briefs—English only), 35:5, 9,13, 21

AGRI-B36 to AGRI-B38

- Briefs submitted to the Board of Inquiry Rafferty-Alameda Project and quoted by the witness (3 briefs—English only), 35:5,9,13

AGRI-B39 to AGRI-B48

- Correspondence from over the past two-and-a-half years with the U.S. National Wildlife Federation and other agencies (10 documents—English only), 35:5, 10, 13

AGRI-B49 to AGRI-B56

- Correspondence with the Minister of Environment, the Hon. Tom McMillan (8 letters—English only), 35:5, 10, 13

AGRI-B57 to AGRI-B86

- Press clippings and letters from various sources dating back to February 1986 (30 documents—English only), 35:5, 10, 13

AGRI-B87 to AGRI-B89

- Press clippings and letters from various sources pertaining to Manitoba's involvement (3 press clippings—English only), 35:5,10,13

AGRI-B90

- Press clipping from *Saskatoon Star Phoenix* (1 press clipping—English only), 35:5, 14

AGRI-B91 to AGRI-B102

- Documents pertaining to the organization of SCRAP (12 documents—English only), 35:5, 14

AGRI-B103 to AGRI-B104

- Copy of the International River Improvements Act Licence with press clipping—First Draft (2 documents—English only), 35:5, 14

Documents déposés (Numéros de pièce)—Suite

AGRI-A30

- Rapport intitulé: *Summer/Fall Fisheries Studies on the Souris River Basin in Saskatchewan*, rédigé pour le Souris Basin Development Authority, Estevan, Sask., par M. D.A. Fernet, EMA Environmental Management Associates (Sask.) Ltd., Regina, Sask., février 1988 (60 pages—anglais seulement), 34:6, 22-3

AGRI-B1

- Notice biographique du témoin (1 page—anglais seulement), 35:4,7,13

AGRI-B2

- Extrait du *Hansard* de la législature de la Saskatchewan (3 pages—anglais seulement), 35:4, 8,13

AGRI-B3

- Lettre de M. R.A. Halliday, directeur, Eaux et terres, régions de l'Ouest et du Nord, ministère de l'Environnement, datée du 6 juillet 1987 et adressée à M. R.E.W. Walker, directeur, Direction de l'évaluation de la coordination, ministère de l'Environnement et de la Sécurité publique de la Saskatchewan (7 pages—anglais seulement), 35:4, 8,13, 26

AGRI-B4

- Lettre de M. William J. Bug, président élu, North Dakota Chapter of the Wildlife Society, datée du 22 janvier 1988, adressée à l'honorable Grant Devine, premier ministre de la Saskatchewan (2 pages—anglais seulement), 35:4, 13

AGRI-B5

- Article du *Estevan Mercury*, 27 avril 1987 (1 page—anglais seulement), 35:4, 13

AGRI-B6

- Lettre de M. Ed Begin, directeur exécutif, Fédération de la faune de la Saskatchewan, en date du 21 janvier 1988, adressée à l'honorable Grant Devine, premier ministre de la Saskatchewan (3 pages—anglais seulement), 35:5, 13

AGRI-B7

- Coupure de journal du 22 septembre 1988 (1 page—anglais seulement), 35:5, 13

AGRI-B8 à AGRI-B35

- Mémoires soumis au Board of Inquiry Rafferty-Alameda Project (28 mémoires—anglais seulement), 35:5, 13, 21

AGRI-B36 à AGRI-B38

- Mémoires soumis au Board of Inquiry Rafferty-Alameda Project et cités par le témoin (3 mémoires—anglais seulement), 35:5,13

AGRI-B39 à AGRI-B48

- Correspondance échangée depuis deux ans et demi avec le U.S. National Wildlife Federation et d'autres organismes (10 documents—anglais seulement), 35:5, 13

AGRI-B49 à AGRI-B56

- Correspondance avec l'honorable Tom McMillan, ministre de l'Environnement (8 lettres—anglais seulement), 35:5, 13

AGRI-B57 à AGRI-B86

- Coupures de journaux et différentes lettres remontant à février 1986 (30 documents—anglais seulement), 35:5, 13

AGRI-B87 à AGRI-B89

- Coupures et lettres concernant la participation du Manitoba (3 coupures—anglais seulement), 35:5, 13

AGRI-B90

- Article du *Saskatoon Star Phoenix* (1 coupure—anglais seulement), 35:5, 14

AGRI-B91 to AGRI-B102

- Documents concernant l'organisation SCRAP (12 documents—anglais seulement), 35:5, 14

AGRI-B103 à AGRI-B104

- Copie du permis en vertu de la Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux avec coupure—Avant-projet (2 documents—anglais seulement), 35:5,14

Documents Tabled (Exhibit Number)—Cont'd

AGRI-B105 to AGRI-B135

- Most recent press clippings and correspondence (31 documents—English only), 35:5, 14

AGRI-C Documents tabled by Professor Dolecki, identified and indexed at a later date, 35:5-6

- Basin Cooperative Electric of North Dakota, document, 35:38
- Correspondence with Prof. Joseph F. Dolecki and Mr. Dybvig, Saskatchewan Water Corporation, 35:40
- Correspondence from Mr. R.A. Halliday, Director, Inland Waters and Lands, Western and Northern Region, Department of Environment, concerning draft EIS and final EIS, 35:40
- Document entitled *Memo for Record* — (Subject: Souris River Water Quality Information Meeting, Regina, Sask., Dec. 1987), 35:31
- Document entitled *Memo for Record* dated November 30, 1987, (Subject: Water Quality Workshops Souris Reservoir Development Project, November 18-20, Regina, Sask.), 35:31
- Document entitled *Post Irrigation Study*, report prepared for the Saskatchewan Water Corporation, by Jack C. Stabler, January 1987, 35:44
- Extract from the *House of Commons Debates*, with letter to the Hon. Tom McMillan, Minister of Environment, from Mr. Kenneth A. Brynaert, Executive Vice-President of the Canadian Wildlife Federation, and press clipping, 35:32, 33
- Letter from Mr. R.A. Halliday, Director, Inland Waters and Lands, Western and Northern Region, Department of Environment, to Mr. R.E.W. Walker, Director, Coordination Assessment Branch, Saskatchewan Environment and Public Safety, dated July 6, 1987, with attachment (Comments by Department of Environment on the Rafferty/Alameda Environmental Impact Statement), 35:4, 8, 13, 26
- Letter from Professor Joseph F. Dolecki to Mr. Charles Workman, Army Corps of Engineer, St. Paul District (United States), dated August 20, 1988, with attachments (*Review Comments on the Souris River Basin Project General Plan Report and Final Environmental Impact Statement*) and various documents, 35:26, 30
- Memorandum from the Hon. John S. Plohman, Minister of Natural Resources of Manitoba, to the Hon. Gerard Lecuyer, Minister of Environment, Workplace, Safety and Health, dated October 5, 1987, with attachments, 35:26
- Notes on the Rafferty/Alameda Environmental Impact Study, Brief presented in Estevan, Sask., September 19, 1987, by Professor Joseph F. Dolecki, Department of Economics, Brandon University, 35:26
- Press clipping — Letters published in the *Brandon Sun*, July 8, 1988 by Prof. Dolecki, 35:34-5
- Report entitled *Souris River Basin Project, Saskatchewan, Canada-North Dakota, U.S.A., General Plan Report and Final Environmental Impact Statement*, July 1988, published by the Army Corps of Engineers, St. Paul District (United States), 35:28-30
- Saskatchewan Water Corporation, document, 35:39

The following documents have no exhibit number

- Farm Financial Assessment Report*, Department of Agriculture, 6:5, 9; 11:7, 9, 12-3, 15-6
- Inventory of Agri-Food International Trade Development Activities—1987/88—By Commodity*, 5:4, 19
- Inventory of Agri-Food International Trade Development Activities—1987/88—By Country*, 5:4, 19
- National Agricultural Strategy, Report on Challenges Facing Agriculture*, Conference of First Ministers (1986: Vancouver, B.C.), 6:5, 9; 18:8, 14; 26:6

Documents déposés (Numéros de pièce)—Suite

AGRI-B105 à AGRI-B135

- Coupages et correspondance récentes (31 documents—anglais seulement), 35:5, 14

AGRI-C Documents déposés par le professeur Dolecki, identifiés et indexés ultérieurement, 35:5-6

- Basin Cooperative Electric, Dakota du Nord, document, 35:38
- Correspondance avec professeur Joseph F. Dolecki et M. Dybvig, Saskatchewan Water Corporation, 35:40
- Correspondance de M. R.A. Halliday, directeur, Eaux et terres, régions de l'Ouest et du Nord, ministère de l'Environnement, concernant la première et la dernière étude d'impact sur l'environnement, 35:40
- Coupage de journal, lettres publiées dans le *Brandon Sun* le 8 juillet 1988 par Prof. Dolecki, 35:34-5
- Document intitulé: *Memo for Record* (Sujet: Souris River Water Quality Information Meeting, Regina, Sask., décembre 1987), 35:31
- Document intitulé: *Memo for Record* daté du 30 novembre 1987, (Sujet: Water Quality Workshops Souris Reservoir Development Project, 18-20 novembre, Regina, Sask.), 35:31
- Document intitulé: *Post Irrigation Study*, rapport préparé pour le Saskatchewan Water Corporation, par M. Jack C. Stabler, janvier 1987, 35:44
- Extrait des *Débats, Chambre des communes*, avec lettre à l'honorable Tom McMillan, ministre de l'Environnement, de M. Kenneth A. Brynaert, vice-président exécutif, Fédération canadienne de la faune, avec coupure de presse, 35:32, 33
- Lettre de M. R.A. Halliday, directeur, Eaux et terres, régions de l'Ouest et du Nord, ministère de l'Environnement, à M. R.E.W. Walker, directeur, Direction de l'évaluation de la coordination, ministère de l'Environnement et de la Sécurité publique de la Saskatchewan, datée du 6 juillet 1987, avec pièce jointe (Commentaires par ministère de l'Environnement, Rafferty/Alameda Environmental Impact Statement), 35:4, 8, 13, 26
- Lettre du professeur Joseph F. Dolecki à M. Charles Workman, Army Corps of Engineer, St. Paul District (Etats-Unis), datée du 20 août, avec pièces jointes (*Review Comments on the Souris River Basin Project General Plan Report and Final Environmental Impact Statement*) et d'autres documents, 35:26, 30
- Mémoire du de l'honorable John S. Plohman, ministre des Richesses naturelles du Manitoba, à l'honorable Gerard Lecuyer, ministre de l'Environnement et de l'hygiène et de la sécurité professionnelle, daté du 5 octobre 1987, avec pièces jointes, 35:26
- Notes sur le Rafferty/Alameda Environmental Impact Study, mémoire présenté à Estevan, Sask., 19 septembre 1987, par le professeur Joseph F. Dolecki, département de sciences économiques, Université Brandon, 35:26
- Rapport intitulé: *Souris River Basin Project, Saskatchewan, Canada-North Dakota, U.S.A., General Plan Report and Final Environmental Impact Statement*, juillet 1988, publié par Army Corps of Engineers, St. Paul District (Etats-Unis), 35:28-30
- Saskatchewan Water Corporation, document, 35:39

Les documents suivants n'ont pas de numéros de pièce

- Groupe d'étude sur le soutien du revenu agricole, ministère de l'Agriculture, 6:5, 9
- Inventory of Agri-Food International Trade Development Activities—1987/88—By Commodity*, 5:4, 19
- Inventory of Agri-Food International Trade Development Activities—1987/88—By Country*, 5:4, 19

The following documents have no exhibit number—Cont'd

- Prairie Provinces Water Supply Conditions Report* — Updated to May 9, 1988, Prairie Farm Rehabilitation Administration, 26:4,7-8,12-3
- Task Force on Farm Income Support*, Department of Agriculture, 6:5,9

Witnesses

- Aboutboul, Henri A., President, Monsanto Canada Inc.
- Adnam, Don, Policy Analyst, Market and Policy Analysis Division of the Grain Marketing Bureau, Department of Agriculture
- Anderson, Eiliv (Sunny), Chairman, Farm Credit Corporation
- Archibald, Bruce, Research and Policy Coordinator, Ontario Corn Producers Association
- Ash, Ken, Chief of Program Development and Coordination, Department of Agriculture
- Ashmead, Ralph, Manager, Research and Development, Farm Credit Corporation
- Auer, Ludwig, Deputy Director of the Future of the Prairie Grain Economy, Economic Council of Canada
- Balshaw, Mike, Regional Director, Central Region, Atmospheric Environment Service, Department of Environment
- Barrows, Gil, Director, Government Affairs, Canadian Cattlemen's Association
- Beeler, Byron, Director of Public Affairs, Ciba-Geigy Canada Ltd.
- Brinkman, George L., Professor, Department of Agricultural Economics and Business, University of Guelph
- Browne, Dennis, Director General, Agriculture, Fish and Food Products Bureau, International Trade Development Branch, Department of External Affairs
- Bruun, Anders, Solicitor, Canadian Wheat Board
- Caldwell, Al, Manager, Agriculture/AgriBusiness Canada, Canadian Bankers' Association
- Clark, Lee, M.P., Parliamentary Secretary to the Minister of Agriculture
- Claydon, Frank, Assistant Deputy Minister, Policy Branch, Department of Agriculture
- Côté, François, Director, Service and Research, Union des producteurs agricoles
- Couillard, Jean-Yves, Board of Directors, Canadian Federation of Agriculture
- Cusitar, Roy, First Vice-President, United Grain Growers' Association
- Daniel, Beata, Director, Western Canadian Pulses Growers Association
- Davidse, John, Executive Assistant, Ontario Soybean Growers Marketing Board
- Davis, D.A., Ex-Canadian Chairman of the Souris River Board of Control on behalf of the International Joint Commission
- Dolecki, Joseph F., Assistant Professor of Economics, Brandon University
- Doyle, Ron, General Manager, Short-term Insurance Division, Export Insurance Group, Export Development Corporation
- Duke, Bill, President, Western Canada Wheat Growers Association
- Easter, Wayne, President, National Farmers Union
- Farlinger, Brian, Chief of Commercial Affairs, Canadian Bankers' Association
- Ford, Terry, Director, International Initiatives, Department of Regional Industrial Expansion
- Fuller, George, Registration Director, Monsanto Agricultural Products

Les documents suivant n'ont pas de numéros de pièce—Suite

- Rapport sur la situation financière de l'agriculture*, ministère de l'Agriculture, 6:5, 9; 11:7, 9,12-3, 15-6
- Rapport sur les conditions d'approvisionnement en eau des provinces des Prairies* — dernière mise à jour le 9 mai 1988, Administration du rétablissement agricole des Prairies, 26:4,7-8,12-3
- Stratégie agricole nationale*, rapport sur les défis de l'agriculture, Conférences des premiers ministres (1986: Vancouver, C.B.), 6:5, 9; 18:8, 14; 26:6

Témoins

- Aboutboul, M. Henri A., président, Monsanto Canada Inc.
- Adnam, M. Don, Division de l'analyse des marchés et politiques, Direction générale de la commercialisation des grains, ministère de l'Agriculture
- Anderson, M. Eiliv (Sunny), président, Société du crédit agricole
- Archibald, M. Bruce, coordonnateur de la recherche et des programmes, Ontario Corn Producers Association
- Ash, M. Ken, Chef du développement et de la coordination des programmes, ministère de l'Agriculture
- Ashmead, M. Ralph, gérant, Recherche et développement, Société du crédit agricole
- Auer, M. Ludwig, directeur adjoint du projet sur l'économie céréalière des Prairies, Conseil économique du Canada
- Balshaw, M. Mike, directeur régional, Région du centre, Service de l'environnement atmosphérique, Environnement Canada
- Barrows, M. Gil, directeur, affaires gouvernementales, Canadian Cattlemen's Association
- Beeler, M. Byron, directeur des Affaires publiques, Ciba-Geigy Canada Ltée
- Brinkman, M. George L., professeur, Département d'économie agricole, Université de Guelph
- Browne, M. Dennis, directeur général, Direction générale de l'agriculture, des pêches et des produits alimentaires, Secteur de l'expansion du commerce extérieur, ministère des Affaires extérieures
- Bruun, M. Anders, chef du Contentieux, Commission canadienne du blé
- Caldwell, M. Al, directeur, Agriculture/AgriBusiness Canada, Association des banquiers canadiens
- Clark, M. Lee, député, Secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture
- Claydon, M. Frank, sous-ministre adjoint, Direction générale des politiques, ministère de l'Agriculture
- Côté, M. François, directeur, services et recherche, Union des producteurs agricoles
- Couillard, M. Jean-Yves, membre du conseil d'administration de la Fédération canadienne de l'agriculture
- Cusitar, M. Roy, premier vice-président, United Grain Growers' Association
- Daniel, Mme Beata, directeur, Western Canadian Pulse Growers Association
- Davidse, M. John, adjoint administratif, Ontario Soybean Growers Marketing Board
- Davis, M. D.A., ex-président canadien de la Souris River Board of Control on behalf on the International Joint Commission
- Dolecki, M. Joseph F., professeur adjoint de sciences économiques, Université Brandon
- Doyle, M. Ron, directeur général, Division des assurances à court terme, Groupe de l'assurance à l'exportation, Société pour l'expansion des exportations
- Duke, M. Bill, président, Western Canada Wheat Growers Association

Witnesses—Cont'd

- Fulton, Craig, Acting Director, Program Coordination Priorities and Strategies Directorate, Grains and Oilseeds Branch, Department of Agriculture
- Fulton, W.G., Chief Agricultural Officer, Agriculture Division, Canadian Imperial Bank of Commerce, Canadian Bankers' Association
- George, Roger, First Vice-President, Ontario Federation of Agriculture
- Graham, Gordon, President, Western Producer Car Group
- Gunner, Saul, Director General, Food Directorate, Health Protection Branch, Department of National Health and Welfare
- Hamblin, Gwen, Youth President, National Farmers Union
- Hanson, Terry, Member, Advisory Committee to the Canadian Wheat Board
- Herman, Michael, President, Turkey Hill Sugarbush
- Hill, George D., Q.C., President and Chief Executive Officer of the Souris Basin Development Authority and President and Chief Executive Officer of the Saskatchewan Power Corporation
- Hood, George, Director of Operations and of the Souris Basin Development Authority
- Howe, Ray, Vice-President, Saskatchewan Wheat Pool, Prairie Pools Inc.
- Isman, Barb, Executive Director, Western Canada Wheat Growers Association
- Jacques, Yvan, Assistant Deputy Minister, International Programs Branch, Department of Agriculture
- Jeffrey, Russel, Research Associate, United Grain Growers' Association
- Jones, Wayne, Chief of Farm Income and Finance, Department of Agriculture
- Jongejan, Bill, President, Christian Farmers Federation of Ontario
- Kinley, Richard, Senior Advisor, Natural Resources and Economic Development, Department of Indian Affairs and Northern Development
- Kittleston, J. Grady, Manager, Agricultural Insurance Services, Export Development Corporation
- Knoerr, Don, President, Canadian Federation of Agriculture
- Kraft, Daryl, Professor, Department of Agricultural Economics and Farm Management, University of Manitoba
- Lewis, Keith, Western Producer Car Group
- Livingstone, Doug, President, Alberta Wheat Pool, Prairie Pools Inc.
- Lukey, Bert, Acting Director General, Prairie Farm Rehabilitation Administration, Department of Agriculture
- MacGregor, Malcolm, Director, Livestock Development Division, Agriculture Development Branch
- McInstosh, Don, President (Manitoba), Western Canadian Pulses Growers Association
- Manson, J.W., General Superintendent, Grain Transportation, Canadian Pacific Railways
- Maxwell, Judith, Chairman, Economic Council of Canada
- Mitchell, Glenn, System Officer, Grain Transportation, Canadian National Railways
- Moore, Walter, Chief of Forestry Resources, Department of Indian Affairs and Northern Development
- Murray, Ivan, Special Advisor, Financial Analysis Division, National Transportation Agency
- Noreau, Jean-Jacques, Deputy Minister, Department of Agriculture
- O'Connell, N.A., Director General, Grain Marketing Bureau, Department of Agriculture
- O'Connor, W.J., Executive Director, Canadian Grain Commission
- Ormrod, S. Wayne, Director General, Pesticides Directorate, Department of Agriculture

Témoins—Suite

- Easter, M. Wayne, président, Syndicat national des cultivateurs
- Farlinger, M. Brian, directeur des affaires commerciales, Association des banquiers canadiens
- Ford, M. Terry, directeur, Initiatives internationales, ministère de l'Expansion industrielle régionale
- Fuller, M. George, directeur de l'enregistrement, Produits agricoles Monsanto
- Fulton, M. Craig, directeur intérimaire, Coordination des programmes, Direction des priorités et des stratégies, Direction générale des céréales et des oléagineux, ministère de l'Agriculture
- Fulton, M. W.G., directeur de l'agriculture, Direction de l'agriculture, Banque canadienne impériale de commerce, Association des banquiers canadiens
- George, M. Roger, premier vice-président, Fédération de l'agriculture de l'Ontario
- Graham, M. Gordon, président, Western Producer Car Group
- Gunner, M. Saul, directeur général, Direction des aliments, Direction générale de la protection de la santé, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social
- Hamblin, Mlle Gwen, présidente des jeunes, Syndicat national des cultivateurs
- Hanson, M. Terry, membre, Comité consultatif de la Commission canadienne du blé
- Herman, M. Michael, Erablière Turkey Hill
- Hill, M. George D., c.r., président et directeur général du Souris Basin Development Authority et président et directeur général de la Saskatchewan Power Corporation
- Hood, M. George, directeur des opérations et de la Souris Basin Development Authority
- Howe, M. Ray, vice-président, Saskatchewan Wheat Pool, Prairie Pools Inc.
- Isman, Mme Barb, directrice administrative, Western Canada Wheat Growers Association
- Jacques, M. Yvan, sous-ministre adjoint, Direction générale des programmes internationaux, ministère de l'Agriculture
- Jeffrey, M. Russel, adjoint de recherche, United Grain Growers' Association
- Jones, M. Wayne, chef du revenu agricole et du financement, ministère de l'Agriculture
- Jongejan, M. Bill, président, Christian Farmers Federation of Ontario
- Kinley, M. Richard, conseiller principal, Ressources naturelles et développement économique, ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien
- Kittleston, M. J. Grady, directeur, Services d'assurance agricole, Société pour l'expansion des exportations
- Knoerr, M. Don, président, Fédération canadienne de l'agriculture
- Kraft, M. Daryl, professeur, Département d'économie et de gestion agricole, Université du Manitoba
- Lewis, M. Keith, Western Producer Car Group
- Livingstone, M. Doug, président, Alberta Wheat Pool, Prairie Pools Inc.
- Lukey, M. Bert, directeur général intérimaire, Administration du rétablissement agricole des Prairies, ministère de l'Agriculture
- MacGregor, M. Malcolm, directeur, Division du développement des productions animales, Direction générale du développement agricole

Witnesses—Cont'd

- Orsak, Paul, Vice-President, Western Canada Wheat Growers
- Oswald, Ron, Past President, Canadian Cattlemen's Association
- Pearson, George, Director, Policy and Analysis Service, Prairie Farm Rehabilitation Administration, Department of Agriculture
- Pederson, Gil, Saskatchewan Co-ordinator, National Farmers' Union
- Perkins, Brian, Department of Agriculture
- Pestieu, Carolyne, Director, Economic Council of Canada
- Peterson, Sherwin, MLA, Legislative Secretary to the Minister of Agriculture, Department of Agriculture, Province of Saskatchewan
- Phillips, Terry, General Manager, Cost and Business Analysis, Canadian Pacific Railways
- Pike, Gary, Advisor to the Board, Western Canada Wheat Growers
- Proulx, Jacques, President, Union des producteurs agricoles
- Prudek, V.C., President (Alberta), Western Canadian Pulses Growers Association
- Pyke, Brigid, President, Ontario Federation of Agriculture
- Ray, Bob, Director, Special Programs, Department of Agriculture
- Rice, Bruce, Manager, Prairie Region Research Services, Canadian National Railways
- Ritter, Leonard, Chief, pesticides Division, Health Protection Branch, Department of National Health and Welfare
- Sahl, Avery, Chairman, Advisory Committee to the Canadian Wheat Board
- St-Louis, Robert, Professor, Department of Rural Economics, Laval University
- Scholefield, Peter, Head, Monitoring and Prediction Division, Canadian Climate Centre, Atmospheric Environment Service, Department of Environment
- Scott, Lorne, Past President, Saskatchewan Wildlife Federation
- Sim, Paul, Senior Policy Analyst, Western Canada Wheat Growers
- Simpson, Greg, Vice-Chairman (Saskatchewan), Western Canadian Pulses Growers Association
- Smirnoff, W.A., Senior Scientist, Laurentian Forestry Centre, Forestry Service, Department of Agriculture
- Stevenson, Garf, President, Saskatchewan Wheat Pool, Prairie Pools Inc
- Strath, Bill, President, Manitoba Pool Elevators, Prairie Pools Inc
- Sytsma, Garry, Director, Christian Farmers Federation of Ontario
- Tait, Don, President, Western Canadian Pulses Growers Association
- Turner, Ted E., Executive Director, Prairie Pools Inc
- Van Damme, Harvey, Chairman, Committee of Non-Participants Western Grain
- Vanker, Jaak, Director, Financial Analysis Division, National Transportation Agency
- Versteeg, Hajo, Chairman, Pest Management Advisory Board
- Wansbutter, R., Co-ordinator of car allocations, Grain Transportation Agency
- Ware, Dennis, Senior Advisor, International Programs Branch, Department of Agriculture
- Watson, Alan, Regional Chairman, Farm Finance Crisis Committee, National Farmers Union
- Wetherup, Danielle, Director General, Natural Resources and Economic Development, Department of Indian Affairs and Northern Development

Témoins—Suite

- McInstosh, M. Don, président (Manitoba), Western Canadian Pulse Growers Association
- Manson, M. J.W., surintendant général, Transport céréalier, Chemins de fer Canadien pacifique
- Maxwell, Mme Judith, présidente, Conseil économique du Canada
- Mitchell, M. Glenn, administrateur, Transport des grains, Chemins de fer Canadien national
- Moore, M. Walter, chef des ressources forestières, ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien
- Murray, M. Ivan, conseiller spécial, Division de l'analyse financière, Office national des transports
- Noreau, M. Jean-Jacques, sous-ministre, ministère de l'Agriculture
- O'Connell, M. N.A., directeur général, Directeur de la commercialisation des céréales, ministère de l'Agriculture
- O'Connor, M. W.J., directeur exécutif, Commission canadienne des grains
- Ormrod, M. S. Wayne, directeur général, Direction des pesticides, ministère de l'Agriculture
- Orsak, M. Paul, vice-président, Western Canada Wheat Growers
- Oswald, M. Ron, président sortant, Canadian Cattlemen's Association
- Pearson, M. George, directeur, Service de la politique et de l'analyse de l'Administration du rétablissement agricole des Prairies, ministère de l'Agriculture
- Pederson, M. Gil, coordonnateur de la Saskatchewan, Syndicat national des cultivateurs
- Perkins, M. Brian, ministère de l'Agriculture
- Pestieu, Mme Caroline, directrice, Conseil économique du Canada
- Peterson, M. Sherwin, député, secrétaire législatif auprès du ministre, ministère de l'Agriculture de la Saskatchewan
- Phillips, M. Terry, directeur général, Analyse des prix de revient et des affaires, Chemins de fer Canadien pacifique
- Pike, M. Gary, conseiller du conseil d'administration, Western Canada Wheat Growers
- Proulx, M. Jacques, président, Union des producteurs agricoles
- Prudek, M. V.C., président (Alberta), Western Canadian Pulse Growers Association
- Pyke, Mme Brigid, présidente, Fédération de l'agriculture de l'Ontario
- Ray, M. Bob, directeur des programmes spéciaux, ministère de l'Agriculture
- Rice, M. Bruce, directeur, Service de recherche de la région des Prairies, Chemins de fer Canadien national
- Ritter, M. Leonard, chef, Division des pesticides, Direction générale de la protection de la santé, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social
- Sahl, M. Avery, président, Comité consultatif de la Commission canadienne du blé
- St-Louis, M. Robert, professeur, Département d'économie rurale, Université Laval
- Scholefield, M. Peter, chef, Division du contrôle et des prévisions au Centre climatologique canadien, Service de l'environnement atmosphérique, ministère de l'Environnement
- Scott, M. Lorne, ancien président, Saskatchewan Wildlife Federation
- Sim, M. Paul, directeur de l'analyse des politiques, Western Canada Wheat Growers
- Simpson, M. Greg, vice-président (Saskatchewan), Western Canadian Pulse Growers Association

Witnesses—Cont'd

- Wise, Hon. John, Minister of Agriculture
- Wolstenholme, Kaye, Member, Committee of Non-Participants Western Grain

For pagination, see Index by alphabetical order.

Témoins—Suite

- Smirnoff, M. W.A., scientifique senior, Centre de recherches forestières Laurentides, Service des forêts, ministère de l'Agriculture
- Stevenson, M. Garf, président, Saskatchewan Wheat Pool, Prairie Pools Inc
- Strath, M. Bill, président, Manitoba Pool Elevators, Prairie Pools Inc
- Sytsma, M. Garry, directeur, Christian Farmers Federation of Ontario
- Tait, M. Don, président, Western Canadian Pulse Growers Association
- Turner, M. Ted E., directeur exécutif, Prairie Pools Inc
- Van Damme, M. Harvey, président, Committee of Non-Participants Western Grain
- Vanker, M. Jaak, directeur, Division de l'analyse financière, Office national des transports
- Versteeg, M. Hajo, président, Comité consultatif sur la lutte antiparasitaire
- Wansbutter, M. R., coordonnateur des allocations de wagons, Office du transport du grain
- Ware, M. Dennis, conseiller principal, Direction générale des programmes internationaux, ministère de l'Agriculture
- Watson, M. Alan, président régional, Farm Finance Crisis Committee, Syndicat national des cultivateurs
- Wetherup, Mme Danielle, directrice générale, Ressources naturelles et développement économique, ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien
- Wise, honorable John, ministre de l'Agriculture
- Wolstenholme, M. Kaye, membre, Committee of Non-Participants Western Grain

Pour pagination, voir Index par ordre alphabétique.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

JUL 19 1989

